LA REVUE DE PARIS

LA

REVUE DE PARIS

VINGT-HUITIÈME ANNÉE

TOME SIXIÈME

Novembre-Décembre 1921

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85bis

1921

OPINIONS LITTÉRAIRES[1]

Les notes et les fragments inédits publiés dans la *Revue de Paris* du 1er septembre sous le titre d'*Opinions littéraires* appartiennent à la critique; nous en donnons aujourd'hui la suite; puis nous avons groupé quelques jugements de Victor Hugo sur les auteurs anciens et contemporains en commençant par Homère et finissant par Guizot. Nous continuons par la Critique des Critiques; Victor Hugo n'était pas précisément tendre pour les censeurs des Belles-Lettres. Était-ce une revanche? Beaucoup ne l'avaient pas épargné. Peut-être leur aurait-il accordé plus d'indulgence s'il avait été le témoin du verdict vengeur de la postérité.

Enfin nous avons extrait quelques pensées d'un ordre plus général de : *Ceci et Cela*.

GUSTAVE SIMON

I. — LE STYLE

Il ne faut pas se méprendre sur l'état où est aujourd'hui la langue française. Fixée, non; formée, oui.

Les langues ne se fixent pas. Je l'ai dit ailleurs déjà [2] et j'ai expliqué pourquoi. Il n'y a de langues fixées que les langues mortes.

Veut-on se rendre compte par un exemple des oscillations de la langue depuis la fin du XVIIe siècle seulement?

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er septembre 1921.
2. Préface de *Cromwell*.

Labruyère, qui est le dernier par la date des auteurs classiques de cette belle époque, pouvait écrire et écrivait cette phrase :

Quelles grandes démarches ne fait-on pas au despotique par cette indulgence!

Aujourd'hui, le sens du mot *démarche* est déterminé; il ne s'emploie plus dans le sens où Labruyère l'emploie; il faut le mot *pas*.

Première traduction

Quels grands pas ne fait-on pas au despotique par cette indulgence!

Mais *le despotique*, pris substantivement, n'est plus usité; il faut *despotisme.*

Deuxième traduction.

Quels grands pas ne fait-on pas au despotisme par cette indulgence!

Mais faire des pas *au* despotisme ne se dit plus, en prose du moins. Il faut *vers le* despotisme.

Troisième traduction.

Quels grands pas ne fait-on pas vers le despotisme par cette indulgence!

Mais *quels*, employé dans le sens exclamatif, contient l'idée de grandeur par l'exclamation même. *Quels grands pas* est un pléonasme. *Quels pas* suffit.

Quatrième traduction.

Quels pas ne fait-on pas vers le despotisme par cette indulgence!

Mais *pas* substitué à *démarches* rencontre à peu de distance la négation *pas* et produit une cacophonie. Il faut remplacer le second *pas* par *point.*

Cinquième traduction.

Quels pas ne fait-on point vers le despotisme par cette indulgence!

Après cinq traductions, on trouve quoi? une phrase dont

la tournure a vieilli; une phrase gauche et qu'un bon écrivain d'aujourd'hui n'emploierait pas.

Voilà comment la langue est fixée.

Elle est formée, et cela suffit à sa conservation.

Ne dédaignez pas les grammairiens. Ce sont des ouvriers utiles.

Ils réparent et raccommodent la langue, incessamment ravagée et effondrée par ces lourdes charrettes de prose et d'éloquence que les journaux, la presse, le barreau et la tribune, les tribunaux et les chambres font partir chaque matin pour les quatre coins de la France, et, il faut le dire aussi, ébranlée quelquefois, mais d'une autre manière, par le passage royal des grands écrivains. Ils pavent la grande route des idées.

Le style filandreux des rhéteurs et des avocats est une glu où la pensée, cet oiseau divin, se prend les pieds et quelquefois les ailes.

Le réel disparaît de l'œuvre des savants qui se fait par accumulation; le beau persiste dans l'œuvre des poètes qui se fait par isolement.

Art, poésie, infini, durée indéfinie des chefs-d'œuvre.

L'infini, dans les œuvres humaines, est une salaison pour l'immortalité.

Les grands poètes mettent quelquefois toute une philosophie dans un mot éblouissant. Penseurs, contemplez ces mots-là comme vous contemplez les étoiles. Qu'est-ce qu'une étoile en effet? C'est toute la lumière d'un monde faite point géométrique.

Montrer l'humanité à l'homme, loi du poète dramatique. Montrer la création de l'âme, loi du poète lyrique.

La poésie, pas plus que l'amour, ne connaît le trop.

II. — D'HOMÈRE A GUIZOT

HOMÈRE

Il y a dans ce divin Homère, *quandoque dormitat*, un certain radotage ravissant et majestueux que n'ont pas Isaïe, Job et Eschyle; c'est qu'Isaïe est un prophète, c'est que Job est un géant, c'est qu'Eschyle est un titan, tandis qu'Homère n'est pas autre chose que le vieux bonhomme des siècles.

VIRGILE

Virgile *tres radios* : les Grecs, Rome, la nature, fondus en un seul poète.

HORACE

Horace se promène sur la Voie Sacrée, comme c'est son habitude, dit-il, *sicut meus est mos*, roulant dans son esprit il ne sait pas quelles légendes, et tout à elles, *totus in illis*. Il rencontre un passant. Qu'est-ce que ce passant? Est-ce un personnage illustre, un prince, un sénateur, un empereur? Est-ce Mécène? Est-ce Auguste? Non, c'est un passant, c'est le premier venu, c'est un fâcheux. Eh bien, ces deux hommes deviendront poussière et leur poussière deviendra néant, les jours, les mois, les années, les siècles s'écrouleront, la Voie Sacrée s'effacera de la surface de la terre comme la ride que fait dans le sable la baguette d'un enfant, Rome changera de forme et de destinée, tout s'évanouira dans le souvenir des générations, excepté la rencontre de ces deux hommes. Cette rencontre sera immortelle, immortelle comme l'entrevue de Porus et d'Alexandre, comme l'entretien de Pompée et de César, comme la conférence des deux empereurs sur le Niémen, immortelle! pourquoi? Mon Dieu! par la plus petite et la plus grande de toutes les raisons. Parce qu'il a plu à Horace de la raconter.

SOCRATE

Nature domptée. Mauvais instincts innés. Grande âme à fond de vices. Vertu bâtie sur pilotis.

Alcibiade se plaignait du sort; Socrate lui dit :

— O Alcibiade!

Considère que tu n'avais aucun mérite avant de naître, et qu'avant d'exister tu n'avais rien fait de grand, d'illustre et d'excellent qui pût te donner à une récompense; considère ensuite, dans la création infinie, l'effrayante quantité de choses que tu aurais pu être, plante, bête, caillou, grain de poussière, et reconnais ceci :

Que c'est un immense bienfait d'être né homme;

Que c'est un immense bienfait d'être né blanc;

Que c'est un immense bienfait d'être né grec;

Que c'est un immense bienfait d'être né athénien;

Que c'est une immense faveur, la plus prodigieuse de toutes, d'être né Alcibiade.

O jeune homme, il a fallu des millions de combinaisons dans les conjonctions planétaires pour amener ce résultat splendide, et voilà que tu te plains !

TACITE

Tacite écrivant le roman, c'est quelque chose de plus que Tacite écrivant l'histoire. Autant de pensée, plus d'imagination.

La vérité, et de plus la poésie.

Tacite n'avait pas de temps et de mots à perdre.

BACON

Bacon écrit *l'Instauratio magna.*

Descartes écrit le *Discours de la méthode.*

Kant écrit *la Critique de la raison pure.*

Le triple linéament de la philosophie est fixé.

Bacon prend pour point de départ le fait, et enfante la science; Descartes prend pour point de départ l'idée, et enfante la métaphysique. Kant marie les deux enfants. Il accouple idée et fait, métaphysique et science, âme et univers, sujet et objet. Il démontre que l'homme, étant le relatif, ne peut comprendre que le rapport. L'homme voit le phénomène à la surface de l'inconnu. Son œil ne va pas au delà; mais le phénomène résulte de l'inconnu ; sans inconnu, point de phénomène; et le phénomène étant évident, l'inconnu est prouvé. Mais il ajoute : Qu'est-ce que cet inconnu? le Réel. Dieu.

MACHIAVEL

Machiavel flatte et frappe, encensoir fulminant.

RABELAIS

L'épopée de Rabelais et la comédie de Molière, à côté de l'homme contiennent l'une et l'autre la parodie de l'homme, plus accentuée dans Rabelais. Dans Molière il n'y a que le singe, dans Rabelais, il y a le satyre.

MALHERBE

Il arriva un jour à Malherbe de faire un détestable vers :

Et Rosette a vécu ce que vivent les roses.

Le vers fait, il l'écrivit en oubliant de barrer ses *t*, ce qui lui arriva souvent, et l'envoya à l'imprimeur. L'imprimeur lut :

Et Roselle a vécu ce que vivent les roses.

N'y comprenant rien, il chercha un sens, finit par le trouver et imprima le vers comme il suit :

Et, rose, elle a vécu ce que vivent les roses.

C'est ainsi que d'une faute de goût du poète et d'une faute d'impression du prote est né un des plus charmants vers de la langue française.

SHAKESPEARE

Certaines conditions de la civilisation posées et satisfaites, tous les climats sont bons comme toutes les époques au développement de l'esprit humain. L'antiquité a Homère, mais le Moyen âge a Dante. Shakespeare au Nord, la Bible à l'Orient. Les cathédrales ici, les pyramides là.

Explication. — Les talents appartiennent aux globes; les génies au ciel.

Un talent est toujours mélangé de matière; un génie est toujours compliqué d'infini.

De là dans Eschyle, dans Job, dans Dante, dans Shakespeare, une certaine quantité d'incompréhensible.

Ces hommes participent de Dieu.

Green appelle Shakespeare *Corbeau paré de nos plumes*; plus tard Scudéry appellera Corneille *Corneille déplumée*; comme toutes ces injures se ressemblent ! C'est une chose

curieuse que le peu d'imagination des insulteurs. S'ils ont peu d'imagination, en revanche ils ont beaucoup d'invention. La calomnie est leur perpétuel chef-d'œuvre. Elle commence à Zoïle et ne finit pas à Fréron.

Shakespeare, *un méchant homme,* voilà ce que Green a trouvé. Au reste l'attaque à l'homme a toujours complété l'attaque au poète.

CORNEILLE

Corneille dans les règles, c'est un empereur dans une cage. Rien de mélancolique à voir comme cette tête couronnée à travers ces grillages étroits et jaloux. L'art comme l'histoire offre de ces étranges spectacles. Mais les princes de la pensée sont plus maltraités encore que les autres. Mieux vaut être humilié comme Bajazet par Tamerlan que comme Corneille par Scudéry.

Il y a une scène de Corneille qui n'a pas été dite en entier sur notre théâtre. Dans cette scène le poète a posé parallèlement ces deux vers :

> Le pire des états c'est l'état monarchique.
> Le pire des états c'est l'état populaire.

Ces deux vers sont comme les deux yeux de la scène et en éclairent également le double profil. Or, s'il n'y a pas eu un gouvernement en France depuis Corneille qui n'ait crevé à la pensée de Corneille un de ces deux yeux, tantôt l'un, tantôt l'autre, et éborgné la scène impassible du vieux poète, tantôt du côté droit, tantôt du côté gauche.

Sous la monarchie, ceux qui gouvernaient remarquèrent que ce vers :

> Le pire des états, c'est l'état monarchique,

éveillait dans la foule des applaudissements frénétiques, ils le supprimèrent, et laissèrent subsister l'autre qui passait inaperçu.

Sous la République, ceux qui gouvernaient remarquèrent que ce vers :

> Le pire des états, c'est l'état populaire,

faisait surgir dans le public une adhésion formidable, ils le

supprimèrent et rétablirent en son lieu le premier vers auquel personne ne fit attention.

Depuis lors, chaque fois qu'en France Monarchie a succédé à République ou République à Monarchie, Robespierre à Louis XVI, Napoléon à Robespierre, Lafayette à Napoléon, Louis-Philippe à Lafayette, un des deux vers de Corneille s'est éteint et l'autre s'est rallumé. Les deux n'ont jamais rayonné ensemble. Comme Castor et Pollux, six mois dans le ciel, six mois dans l'ombre.

Six mois; c'est en effet à peu près ce que dure une forme de gouvernement dans ce pays.

C'est qu'au fond dans cette occasion, le public n'écoute pas Corneille. Il écoute sa propre pensée. Les deux vers de Corneille, qui expriment deux sens si diamétralement opposés, ne font pourtant pour le peuple qu'un seul et même vers; ce vrai vers, ce vers que la foule entend toujours, ce vers qu'elle applaudit constamment, le voici :

Le pire des états, c'est l'état actuel.

J'ai dit quelque part, d'après l'opinion vulgaire, que Corneille a fait le mot *invaincu*. Je me trompais. *Invaincu* est de Ronsard qui a dit :

J'entends dedans son cœur de vices invaincu [1].

Seulement le vers de Ronsard est mauvais, celui de Corneille est beau :

Ton bras est invaincu, mais non pas invincible.

En réalité, *invaincu* date de Corneille. Ronsard en avait fait un mot quelconque, Corneille en a fait un mot français.

LAFONTAINE

La faim, l'occasion, l'herbe tendre et peut-être
Quelque diable aussi me poussant.

Il y a tout un traité de morale dans ces deux vers de Lafontaine. Traité précis, traité complet. Tout y est, et tout y est dans l'ordre logique. Quatre causes, en effet, engendrent toutes les fautes des hommes.

1. Hymne sur Henri II.

1° L'appétit, le besoin, la réclamation intérieure d'une passion qui veut se satisfaire, *la faim*; 2° la porte ouverte, l'échelle posée, la facilité offerte par le hasard, *l'occasion*; 3° la tentation de la faute par son attrait propre, la beauté de la femme, la rondeur de la bouche, *l'herbe tendre*; 4° l'action mystérieuse de cet ensemble de forces qui perpétuent le mal dans la création et qui sollicitent incessamment l'homme, *quelque diable.*

MOLIÈRE.

Molière est mort. Bayle (un rare esprit, prenez-y garde) juge Molière. Voici comment :

« Il lui échappait fort souvent des barbarismes. Vous trouverez dans M. Baillet ce qu'il faut penser de son talent. »

M. Baillet, c'est comme qui dirait M. Nisard.

La comédie de Molière est de bon conseil.

Molière, c'est un esprit, plus une nation; la France, c'est une nation, plus Molière.

On peut dire quelque chose de pareil de tous les grands hommes et de tous les grands peuples.

PASCAL

Pascal fou est encore grand écrivain. La santé du génie peut survivre à la santé de la raison.

Agenouillez-vous et dites : *Notre père qui êtes aux cieux*... — Ne sentez-vous pas que tout est là? Maintenant lisez Pascal, et éclairez-vous, si vous le pouvez, à cette sombre splendeur de la pensée.

Pascal écrase l'homme entre deux éternités.

Contradiction partout. Personne n'a plus usé du *moi* que Pascal qui a dit : *Le moi est haïssable.*

Voltaire si indigné contre Fréron, s'est fait le Fréron de Shakespeare. Corneille, fier dans ses tragédies, est servile dans ses dédicaces.

BOSSUET

Les mots ont une figure. Bossuet écrit *thrône* selon cette magnifique orthographe du XVIIe siècle que le XVIIIe a si sottement muselée, écourtée, châtrée. Oter l'h de *thrône,* c'est en ôter le fauteuil.

H majuscule, c'est le fauteuil vu de face; h minuscule, c'est le fauteuil vu de profil.

Ces déclamations catholiques et royalistes tant surfaites par les professeurs de rhétorique, ces devoirs de bon élève qu'on appelle les oraisons funèbres de Bossuet.

Bénigne Bossuet, le géant des professeurs de rhétorique.

SPINOZA

Descartes énonce, Spinoza raisonne. Descartes, c'est l'homme des idées premières, Spinoza, c'est l'homme des idées secondes; Descartes est le métaphysicien, Spinoza est le logicien. Or la métaphysique et la logique, complètes et mises en communication par la dialectique qui est entre elles comme un pont qui va d'une rive à l'autre, c'est la trinité mystérieuse qui compose cette grande unité, la pensée.

(J'ai trop mal parlé de Spinoza quelque part. Y revenir.)

La fin de l'état, c'est la liberté, dit Spinoza.

Pisces naturali jure aquâ potiuntur, et majore minores comedunt (Spinoza).

RACINE

Il y a en France un écrivain qu'on n'a pas le droit de discuter. C'est Racine. Dites ce que vous voudrez de Corneille, de Bossuet, de Molière et de Voltaire; mais ne touchez pas à Racine. Racine est inviolable. On dirait qu'il marque la frontière de France dans les vagues régions de la poésie.

Oui, cela est, Racine est inviolable. Pour ses admirateurs, c'est un dieu; pour de certains farouches, c'est une idole; pour les plus sauvages, c'est un fétiche. Nous connaissons

quelqu'un qui, au moment d'être dévoré, fut obligé de s'écrier un jour en pleine Académie :

— *Eh quoi, Messieurs, je pourrai nier ici tant qu'il me plaira la divinité de Jésus-Christ, et je ne pourrai pas contester la divinité de Racine!*

Cette divinité, cette inviolabilité tiennent à beaucoup de causes, dangereuses à énumérer, et en particulier à ce que Racine n'a pas d'imagination. — Je me reprends. Racine, et c'est pour cela qu'il est *le divin*, a juste la quantité d'imagination que peuvent admettre « les esprits bourgeois ». C'est le poète tempéré et moyen. Homère, Eschyle, Isaïe, Dante, Shakespeare, Molière extravaguent. *Vagant extra.*

Racine savait le grec, mais ne savait pas la Grèce.

Racine fait de la poésie pour décorer le règne de Louis XIV comme Lebrun fait de la peinture pour décorer son palais. Tout ce monde doré de l'Œil-de-bœuf regarde avec les mêmes yeux distraits cette chose pompeuse et froide qui s'étale au-dessus de sa tête, et qui s'appelle tantôt plafond, tantôt tragédie.

Racine est un grand poète comme Louis XIV est un grand roi.

Les défauts de Shakespeare sont des excès; les défauts de Racine sont des défauts. Shakespeare submerge l'esprit, Racine l'échoue.

Le faux goût a la vie dure. On se débarrasse plus aisément de Louis XVI, de Bonaparte, des Bourbons, de la royauté et de l'empire, que du récit de Théramène.

SAINT-SIMON

Voici ce que c'est qu'un grand écrivain.

L'historien veut et doit raconter qu'*un personnage de peu de mérite a été fait inopinément et sans droit officier général*, que *ce fut une improvisation brusque et violente*, que *cela porta un coup*, que *cela fit un bruit affreux*, que *cela blessa beaucoup*

de personnes, que *cette faveur fut une agression pour d'autres,* que *cet homme fut en quelque sorte lancé irrésistiblement de bas en haut par une force qui triomphe de tout,* qu'*on en resta stupéfait et effrayé,* que *cela parut menacer en quelque façon la tête et l'existence de tout le monde.*

Le duc de Saint-Simon veut dire tout cela, et il est dans sa nature de le dire d'un mot; il écrit :

« On le bombarda mestre-de-camp. »

MONTESQUIEU

Montesquieu est un penseur partiel.

Montesquieu n'ayant aucun point de départ dans l'idéal, sa profondeur n'est qu'un à-peu-près.

Cent ans plus tard, il eût été plus grand.

VOLTAIRE

Voltaire dans ses poèmes évite soigneusement la poésie, comme on évite un ami avec qui l'on veut se brouiller.

Voltaire écrit à Condorcet après son ouvrage critique sur Pascal :

« Vous avez montré le dedans de la tête de Sérapis, et l'on y a vu des rats et des toiles d'araignées. »

Voltaire dit :

« Jamais prince ne fut plus généreux, ne donna plus. » (*Histoire de Charles XII.*)

Les grammairiens voudraient : *ne donna davantage.* Mais Voltaire a raison.

Voltaire est un courtisan à coups de patte.

Voltaire est le soleil couchant du vieux monde; Rousseau est le soleil levant du monde nouveau. Leur double rayonnement se mêle dans le XVIIIe siècle, et éclaire des deux côtés la face formidable de la Révolution. On voit la clarté de

Voltaire et la lueur de Rousseau sur les deux joues du masque de l'avenir.

Le passé hait implacablement quiconque le dénonce et l'expulse au nom du progrès. Voltaire est un éclatant exemple de cette ténacité des colères, qui seule suffirait à le sacrer grand homme. Toutes les choses fausses qu'il a blessées à mort s'acharnent sur lui; c'est un essai de revanche, furieux, mais inoffensif. Voltaire ne s'en porte pas plus mal. Du reste, tout s'adoucit, même les mœurs de la haine. Il y a deux mille ans, Voltaire eût eu affaire à la ciguë; aujourd'hui il ne serait condamné à boire que l'encre de Nonotte et de Patouillet.

BUFFON

Le génie n'est pas la patience, quoi qu'en ait dit le naturaliste grand seigneur qui ne recevait la visite du génie qu'après celle de son valet de chambre et ne s'abandonnait à l'inspiration qu'en grande toilette. M. le comte de Buffon, dont le cœur ne battait apparemment que sous les plis d'un jabot de dentelle, dont la plume ne savait courir qu'à l'ombre d'une manchette brodée, du cerveau duquel la poésie ne s'élançait qu'entre les deux ailes d'une perruque à la brigadière; espèce d'Hésiode à talons rouges; riche et pompeux écrivain duquel on pourrait dire que *le style est tout le gentilhomme*; peintre d'animaux qui les étudie dans leur cage, non dans la forêt; en deux mots, homme de cour et de ménagerie qui n'aime rien tant que la nature, si ce n'est l'étiquette, et qui poudre à frimas la crinière du lion.

SEDAINE

Sedaine est le Greuze du théâtre.

BEAUMARCHAIS

Les Beaumarchais comme les Archimède tiennent dans leurs mains des miroirs qui brûlent.

BARTHÉLEMY

1844. Novembre. Les vers de Barthélemy sont de beaux vers comme les sergents de ville sont de beaux hommes.

Le XIXe siècle époque qui, au premier rang de ses penseurs, de ses talents et de ses esprits, a Byron, Chateaubriand, Lamennais, Béranger, Balzac, George Sand, qui au théâtre a Dumas, dans l'histoire Michelet, dans la poésie Lamartine, Musset, et qui parmi ses hommes secondaires cite des noms tels que Lemercier, Casimir Delavigne, Frédéric Soulié, Eugène Sue, Proudhon, etc...

Un sophiste est un homme qui ne comprend que des fragments d'idées.

M. Proudhon est un sophiste.

M. GUIZOT

M. Guizot, dans son *Histoire de la révolution d'Angleterre*, t. I, p. 14, dit que, sous Henri VIII, il y avait eu en Angleterre deux réformes : « l'une, incertaine, servile, plus attachée à des intérêts temporels qu'à des croyances, alarmée du mouvement qui l'avait fait naître, et s'efforçant d'emprunter au catholicisme tout ce qu'elle pouvait retenir en s'en séparant, c'était celle du prince et des hauts dignitaires ecclésiastiques; l'autre, spontanée, ardente, méprisant les considérations mondaines acceptant toutes les conséquences de ses principes, vraie révolution morale, entreprise au nom et avec la passion de la foi, c'était celle du peuple et du bas clergé. »

Remplacez *réforme* par *libéralisme, catholicisme* par *royalisme, croyances* par *convictions, foi* par *liberté, hauts dignitaires* par *hauts fonctionnaires, clergé* par *lettrés,* vous aurez toute l'histoire du doctrinarisme et du socialisme, faite et bien faite par M. Guizot.

III. — CRITIQUE DES CRITIQUES

Il y a deux classes d'hommes qui étudient l'anatomie, les médecins et les peintres. Ceux-là pour la science, ceux-ci pour l'art. Les uns cherchent le secret de la santé, les autres le secret de la beauté. Toute la différence du poète au critique est là.

Pauvres gens qui jugent sans comprendre et dogmatisent sans savoir. Confondent l'accident avec le radical, l'apparence avec l'essence, la mutilation ignoble avec la difformité grandiose, la souillure avec la couleur, le charbonnier avec le nègre, le borgne avec le cyclope.

M. Proudhon affirme quelque part que « le *socialisme* (comme M. Proudhon l'entend) brûlera les livres de Victor Hugo ». Je charge Voltaire de la réplique : « le public aime surtout les livres brûlés ». (Voltaire, *Dictionnaire encyclopédique.*)

Critiques sans style, renards sans queue. Voyez la fable.

Une certaine école de critique qui a duré deux ou trois ans affirmait avec un air de certitude, grave alors, comique aujourd'hui, que tel ou tel écrivain « n'avait que la forme ». Ceci était un simple *non-sens*. La forme de quoi? la forme de rien? Est-ce que rien peut avoir une forme? Il n'est pas plus possible d'avoir le style, sans avoir la pensée, que d'avoir la beauté sans avoir un visage.

Le poète *amans formæ*. O critiques, qui ne savez ni le français, ni le latin, vous traduisez ainsi : *amoureux de la forme*. Cela veut dire : *amant de la beauté*.

A UN CRITIQUE

Je ne soulèverai pas ici la double question de l'imagination et du style, c'est-à-dire de la manière dont la pensée s'engendre et de la manière dont la pensée se produit, questions bien importantes à coup sûr dans toute langue littéraire, mais sur lesquelles nous pourrions ne pas être d'accord. Cependant, je me hâte de le reconnaître, vous avez répudié mainte fois et finement raillé cette école de critique qui du temps de Corneille comme aujourd'hui, en présence de Boileau qui la stigmatisait de ses excellents vers,

> Huait la métaphore et la métonymie,

école bien ancienne sans doute, car elle a pour ancêtre le

grammairien Zoïle, dont le nom est resté désagréable, et voilà bientôt trois mille ans qu'en présence d'Homère, de Virgile, de Dante, de Pétrarque, de Shakespeare, de Racine, de Voltaire et de Lamartine, elle s'efforce d'ôter, par toutes sortes de bonnes raisons, la forme à la beauté et les images à l'imagination.

On n'a jamais plus parlé du romantisme que depuis qu'on dit : *le romantisme est mort.*

Ce cliché fait toutes les semaines le tour de tous les journaux (presque). *Romantisme* n'a jamais été qu'un mot de guerre; la guerre est finie, si l'on veut dire : *ce mot est mort,* on a raison. Si l'on parle de l'idée qui est plutôt voilée qu'exprimée par ce mot, on a tort. Le romantisme est mort comme *le socialisme est mort,* comme *la république est morte,* comme sont mortes beaucoup de choses à ce qu'il paraît. La liberté, la vérité, la raison, etc.

Une bêtise qui n'a servi qu'un milliard de fois est encore très neuve. Voyez le mot antithèse. Quel magnifique usage n'en a-t-on pas fait depuis Gaffier qui trouve moyen de l'appliquer à Job jusqu'à Le Batteux qui trouve moyen de l'appliquer à Eschyle. Homère n'échappe à l'antithèse que pour tomber dans la métaphore.

CHOIX DES SUJETS

Les critiques de surface ont beaucoup disserté sur le choix des sujets.

Pas d'archaïsme, disent les uns. Que nous importe Énée et Didon? Virgile est plutôt un érudit qu'un poète.

Pas de personnalité, disent les autres. Nous nous soucions peu du moi du poète. (Que deviennent Anacréon et Horace qui vivent de leur moi?).

Pas de rêverie, c'est du nuage; pas de fantaisie, c'est de la fumée; pas de chimère, c'est du mensonge, etc.

De cette façon, on offre au poète une immense fermeture de portes. Cependant c'est l'oiseau. On lui laisse l'aile, mais dans une cage.

On ignore un détail, c'est que le choix de son sujet n'est

guère plus facultatif au poète qu'à l'arbre le choix de son fruit. Essayez donc de faire pleurer Rabelais ou rire Jérémie. Le poète est un prophète. *Spiritus flat.* Le souffle, ce prodigieux mystère, voilà son maître.

Ce qu'on nomme génie est une irrésistible résultante d'une foule de phénomènes intimes, à la fois obscurs et flamboyants, sublimation, mais quelquefois effarement, de celui qui les éprouve. Empêchez-le donc, ce prophète, ce visionnaire, de voir le mal, par exemple, et, selon l'angle où il le voit, d'être pris tantôt d'une formidable colère, tantôt d'une inépuisable pitié. Par la raison que dans la création il y a du gouffre, il y a du vertige dans le génie.

Ce génie a un côté volontaire et un côté fatal. Il est soumis au souffle et l'âme lui est soumise.

A l'heure insondable de l'incubation, conseiller à Homère au travail autre chose que l'*Iliade*, ce serait, insistons-y, conseiller à l'orange autre chose que l'oranger. L'art est le fruit de l'homme.

De là le double aspect de l'art : saveur, il charme; utilité, il nourrit.

Dans ces derniers temps un bizarre décret a été rendu, c'est que la condition d'avenir pour un poème, un drame ou un livre, c'est de traiter un sujet contemporain. En vertu de ce décret, Homère n'étant pas contemporain d'Achille, Eschyle n'étant pas contemporain de Prométhée, Moïse n'étant pas contemporain d'Adam, Milton n'étant pas contemporain de Satan, ont tort d'être immortels. La postérité se trompe de savoir le nom de Shakespeare qui n'était pas contemporain de Macbeth, de Lear, de Richard III, de Jules César et de Coriolan. Le chef-d'œuvre de Shakespeare, à ce compte, ce serait plutôt Henri VIII que Hamlet.

(Non, la question n'est pas que le sujet du livre soit contemporain, mais que l'esprit du poète soit primitif. On peut être primitif à toutes les époques. Quiconque s'inspire directement de l'homme est primitif.)

— Célébrités, renommées ! tourbillon de noms qui se heurtent ! tohu-bohu des réputations faites et défaites et refaites! journaux-soufflets gonflant les uns, journaux-épingles dégonflant les autres ! bah! vent, bruit !

— Ne dédaignons pas. Usons pour le bien. Le vent mène, le bruit parle.

Une certaine école eunuque de philosophie et de critique en est venue à accuser l'idéal. De quoi? d'être matériel ! L'image qui, pour quiconque sait le sens étymologique du mot, est identique à l'idée, est traitée de matérialisme. On en est venu à affubler grotesquement du mot de *sensations* toutes les générosités de la pensée, de la poésie et même de la politique. Vous défendez la Pologne, la Hongrie, la Grèce, l'Italie, vous flétrissez la guerre, vous combattez l'esclavage, politique *sensational*, disent nos bons voisins les tories anglais.

LES GÉNIES CRITIQUÉS

Leur ajouter quelque chose est impossible, leur ôter quelque chose est malaisé. Du reste il est facile de les critiquer. Est-ce que vous n'entendez pas tous les jours dire : Le soleil est trop chaud. — La mer est trop grande. — Je n'aime pas le plein midi. — Le grand vent me fatigue. — A quoi bon toutes ces étoiles là-haut? — Il vaudrait mieux qu'il n'y eût pas d'aigles dans l'air et de lions sur la terre, etc.

Nous comprenons qu'on incline pour les esprits tempérés, qu'on ait quelque peur de ces sublimités qui heurtent et blessent parfois, et qu'on aime mieux les beautés qui ne font de tort à personne. Le cygne préféré à l'aigle, Raphaël préféré à Michel-Ange, cela est tout simple; mais c'est un instinct de médiocrité. Il est bon qu'il y ait de la lutte dans l'admiration. Le poète est l'ange, le lecteur est Jacob.

Certains pédants, lesquels parlent un patois grave qu'ils appellent la langue classique, affirment que Molière et Saint-Simon violent la syntaxe. Violer la syntaxe ! voilà un crime ! et pourquoi, s'il vous plaît, la syntaxe serait-elle plus respectable que Jeanneton? La langue est femme. Beaucoup de choses sont permises aux mousquetaires et aux grands écrivains.

Ayez la grâce, ayez le génie et violez la syntaxe et Jeanneton tant qu'il vous plaira.

Il fut un temps où la critique croyait avoir tout dit quand elle avait dit : *Antithèse* ! Elle oubliait l'antithèse prodigieuse qui est la création, et elle reprochait aux poètes l'immense métaphore de Dieu.

Prenez garde, analystes, que pour arriver à la réalité vous êtes obligés de couper, de tailler, de rejeter, de disséquer.

Votre réalité est un squelette.

Les professeurs et faiseurs de rhétorique définissent devant eux et font des maximes, théories et récitations. Par exemple, voici le signalement qu'ils donnent d'un génie de la décadence. Il n'y a pas à se tromper; si vous rencontrez cela, écoliers, mettez-lui la main hardiment sur le collet, c'est de la décadence : « Enflure, subtilité, abus des antithèses, obscurité, trivialité, mauvais goût, taches qui déparent un fond de grandeur, plutôt de l'esprit que du cœur, plutôt du raisonnement que du sentiment, çà et là des éclairs de génie. »

Cela dit, les braves pédants sont tranquilles; ils ont fait de la bonne police littéraire. Qu'un génie de la décadence s'avise maintenant de paraître!

Ils ne s'aperçoivent pas qu'ils viennent de définir Corneille.

— Merveilleuse chose que les théories! elles vous font une définition. Vous appliquez la définition. La définition empoigne Corneille.

Ah bon! j'en tiens un! voilà un homme de la décadence! Corneille!

Mais c'est précisément le contraire! c'est l'homme de la renaissance!

O professeurs! ô *cuistres*! ô admirables niais!

O critiques pédants et ignorants qui ne savent pas qu'il existe, en dehors et au-dessus des lois vulgaires, un ordre poétique et idéal qui a parfois l'aspect du désordre et qui n'est pas le désordre, loin de là! esprits myopes qui ne savent pas distinguer l'exception, naturelle ou merveilleuse, mais organisée et en équilibre avec l'ensemble des faits réels et des créations symboliques, de l'exception boiteuse, désorganisée et misérable, et qui les repoussent stupidement

toutes ensemble, le monstre homérique comme l'avorton goitreux, lequel lui ressemble comme une parodie.

L'Envie calcule mal. Agitez une lame d'or, elle jettera des éclairs; tourmentez un grand nom, il resplendira.

L'Art, merveilleuse contrée dont le critique trace la géographie, dont le poète dessine le paysage!

Quand le critique, exaspéré d'impuissance, devient insulteur, gare à lui! Voyez Voltaire vis-à-vis de Shakespeare, quelle leçon! Si jamais un esprit a eu l'ascendant et l'autorité facile, si jamais un homme a été oracle, c'est Voltaire. Eh bien, regardez-le citer d'abord Shakespeare, puis le traduire, puis le critiquer, puis le contester, puis le nier, puis le railler, puis l'outrager. Que fait-il au colosse? Voltaire crache à Shakespeare pour que cela retourne sur Voltaire.

Jugement de contemporains et de contemporains fort distingués et fort spirituels :

Un garçon de belles-lettres et qui fait des vers, nommé Lafontaine. (Tallemant des Réaux, art. *Lafontaine.*)

Le petit Bossuet de Dijon, aujourd'hui l'abbé Bossuet, qui a de la réputation pour la chaire et qui a prêchotté dès l'âge de deux ans. (Tallemant des Réaux, art. *Voiture.*)

Corneille est celui qui a gâté le théâtre par ses dernières pièces. (Tallemant des Réaux, *Ibid.*, écrit en 1660.)

Bois-Robert, malade d'une maladie dont il ne guérira jamais, malade de la lâcheté de cour, a fait une bassesse au cardinal, et puis en a médit. (Id., art. *Bois-Robert.*)

Un jour, un astronome qui avait passé toute la nuit au travail, regardait le soleil se lever.

A côté de lui, répandant son suif fétide sur le cuivre vert-de-grisé, fumait, honteuse et éclipsée, sa chandelle qu'il avait oublié d'éteindre.

L'astre était jeune et magnifique. Du noir palais d'Hécate il avait fait un Olympe bleu. Les jeunes filles allaient aux fontaines en souriant dans les chemins. Les oiseaux babillaient, les fleurs s'entr'ouvraient pleines d'affables haleines. Les rayons descendaient du ciel, les chants et les parfums montaient de la terre.

L'astronome ébloui contemplait. Il s'écriait presque avec larmes : « O soleil ! tu es adorable et beau ! pure lumière ! astre immaculé ! Virginité splendide ! Image de Dieu ! Dieu toi-même ! »

Tout à coup la chandelle lui dit : « Prends ce morceau de ta vitre brisée et noircis-le à ma fumée. »

L'astronome fit ce que lui disait la chandelle, puis il dit : « Maintenant, que veux-tu que je fasse de ce verre noir ?

— Regarde le soleil à travers. »

L'astronome obéit, mit le verre noir entre l'astre et son œil, et découvrit que le soleil avait des taches.

Cette chandelle, c'est la médiocrité. Ce verre noirci, c'est la critique.

IV. — THÉATRE. — MUSIQUE

On lira avec intérêt quelques aperçus sur le théâtre et la musique. Il a été publié dans *Choses vues* des extraits, des appréciations de Victor Hugo sur le théâtre et les acteurs de la première moitié de sa vie. Nous avons cependant retrouvé quelques jugements inédits.

Quant à la musique a-t-on assez dit, assez répété que Victor Hugo y était réfractaire. Quelle sottise et quelle erreur ! Évidemment il n'était pas musicien, mais il goûtait la musique. Il ne cessait de répéter avec quelle douceur infinie il écoutait sa fille Adèle lorsqu'elle se mettait à son piano et avec quelle insistance parfois il la priait de lui jouer quelque mélodie. Il avait même des engouements, ce qu'on ne voit guère chez ceux qui n'aiment pas la musique et qui ne distinguent pas un homme de talent d'un imbécile. Il admirait le génie de Beethoven, parce qu'il en sentait la puissance et il a écrit une page que nous avons publiée autrefois et inspirée une compréhension très profonde de la musique et admettait qu'on fît des vers pour de la musique. Il en a donné l'exemple à la demande d'Hérold. Mais il éprouvait quelque répulsion quand on « mettait en musique des vers » surtout quand il en était l'auteur. Il pensait

volontiers que les beaux vers contiennent en eux-mêmes la musique, et que rythme est un chant. C'est ce qui explique sa mauvaise humeur contre certains musiciens qui prétendent ainsi brider la poésie. Mais peut-être était-il un peu exclusif, car depuis sa mort aucun poète n'a été plus mis à contribution par les musiciens : et innombrables sont les mélodies qui ont été écrites par des hommes de grande valeur, sur les vers de Victor Hugo. Je ne citerai pas de noms pour m'épargner le reproche d'avoir commis des oublis. Mais peut-être Victor Hugo ne désavouerait-il pas les grands compositeurs qui ont illustré ses poésies.

Le drame est plein de sentiers âpres, d'escarpements abrupts, d'abîmes où grondent des torrents, de forêts où volent des aigles. Il porte sur ses sommets la vieille forteresse féodale, il cache dans ses profondeurs l'antique église écroulée. Il a mille aspects, difformes de près, majestueux de loin. La ronce et la broussaille l'obstruent. Une vie effrayante et redoutable s'y meut, ici au soleil, là dans les ténèbres. Il a des trous pour les vipères et des antres pour les lions. Il est hanté par toutes sortes de passants, mystérieux, étranges, haletants, effarés, mêlant, par une sorte de prodigieuse magie, l'impossible au réel, le vrai à l'invraisemblable, les os et la chair à la fantaisie, et le naturel au surnaturel.

La tragédie est haute, rigide, austère, granitique, taillée à quatre pans, et elle contient des momies et des tombeaux. La mort l'habite.

La tragédie est grande comme la pyramide; le drame est grand comme la montagne.

Au théâtre, mon but :
Amoindrir l'intrigue, élargir l'idée.
Simplification grandissante.

La pantomime! s'écria Maglia, la pantomime!

Mais, malheureux, le comédien brille encore plus dans les choses qui se disent avec le geste que dans les choses qui se disent avec la voix. Sifflez-moi le drôle dont toute la stupide personne se tait dès que sa bouche n'a plus rien à dire. N'oublie pas cela, Rafaël. Un acteur sur la scène, c'est une bûche dans le feu. Quand la flamme du dialogue le quitte, il doit

lui rester la braise de la situation. Mauvais bois qui s'éteint dès qu'il ne flambe plus. Faut-il donc que le poète souffle toujours dessus?

Anastasio. — Eh bien! que dites-vous de la soirée d'hier?

Le poète. — Une belle soirée vraiment! un bon public! un public qui a été d'abord froid et noir pendant deux actes, puis allumé et ardent aux trois autres. Pareil au bon bois de chêne qui prend feu malaisément, mais qui jette grande chaleur et s'écroule à la fin en braise magnifique. Oh! je me défie de ces publics feux de paille qui flambent tout de suite au souffle de la tragédie. Cette belle ardeur claire et pétillante au premiers vers et cendre éteinte au dernier.

Une pièce de théâtre, une comédie, une tragédie, un drame, cela doit être une sorte de personne; cela doit penser, cela doit vivre. Pour vous faire rire, il faut que cela rie, pour vous faire pleurer, il faut que cela pleure. Vous connaissez le vers d'Horace : *Si vis me flere, deflendum est primum ipsi tibi*... Une pièce de théâtre, c'est quelqu'un. C'est une voix qui parle, c'est un esprit qui éclaire, c'est une conscience qui avertit. *Prométhée enchaîné* donne un conseil, *Hamlet* donne un conseil, *le Misanthrope* donne un conseil. Oui, cela existe, cela vaut, cela souffre. L'œuvre exprime l'auteur, et quelque chose encore au delà. Prométhée, c'est Eschyle, Hamlet, c'est Shakespeare, Alceste, c'est Molière, et en même temps, ces trois œuvres sont nous tous. Notre sang coule dans leurs veines. Cette chose immense et géante, le théâtre c'est le peuple, c'est l'humanité, c'est la vie. Un drame est un homme. Sous le masque d'airain il y a le visage de chair. Il y a aussi le profond infini. Par les trous du masque, je vois plus que des yeux, je vois des étoiles.

Une musique sans mélodie qui cache le néant de la pensée sous le tumulte des instruments ressemble à un financier qui dit des bêtises en faisant sonner des louis d'or dans sa poche.

Othello. — Voyez comme Rossini y résulte de Shakespeare. De tout lac il se dégage une vapeur, de toute pensée une rêverie, de toute poésie une musique.

Hoffmann. Imagination décuplante.

La grande symphonie en ut de Beethoven, c'est une façade de cathédrale flottante et comme en suspension dans une brume lumineuse.

La musique est la nébuleuse de l'art.

V. — CECI ET CELA

Ce dossier, le plus volumineux du Tas de Pierres, contient de tout un peu, comme son nom l'indique. Nous en avons extrait quelques considérations sur le beau et le vrai, la gloire et la popularité, sur nos illusions, nos chimères, nos déceptions, les vices et les erreurs de notre éducation.

C'est encore une critique, mais une critique aiguisée judicieuse, pénétrante, qui a de la couleur et de la saveur.

Il y a deux sortes de beau : le beau qui naît du sentiment du fini, et le beau qui naît du sentiment de l'infini.

Le sentiment du fini, le sentiment de l'infini, ce sont là les deux principales notions de l'homme, et celles d'où découlent toutes les autres.

De là, dans l'art, deux idéals différents : l'idéal grec, et l'idéal chrétien. Ou, pour employer des expressions qui circonscrivent moins l'esprit, l'idéal antique et l'idéal moderne.

Dans le vieux monde qui, nous l'avons dit ailleurs, était le monde enfant, le sentiment du fini dominait. Tout avait une limite, une frontière, un contour, un alpha et un oméga. Rien ne se perdait dans l'ombre, rien ne s'en allait au delà, rien ne s'enfonçait. Tout était éclairé jusqu'au bout. Ceci commençait ici et finissait là. La voix des forêts était une voix humaine. La mer était une figure qui portait une fourche. Le soleil avait quatre chevaux dont on savait les noms. Le vent habitait une caverne d'où il soufflait à pleines joues. Chez les Grecs, tout était homme, même les Dieux.

Le sentiment de l'infini plane sur le monde moderne. Tout y participe de je ne sais quelle vie immense, tout y plonge dans, l'inconnu, dans l'illimité, dans l'indéfini, dans le mystérieux.

Ce que nous appelons la vie n'est autre chose qu'une aspiration à l'éternité; tant que nous vivons, nous sentons une chaîne à notre pied et l'aile de l'âme bat la terre pour s'envoler. Nous sentons en nous ce qui ne meurt pas. Pour nous tout est Dieu. Même l'homme.

L'idéal antique produit dans l'art la mesure, la proportion, l'équilibre des lignes, ce qu'on nomme le goût, l'achevé, le fini, deux mots qui disent tout cet art.

L'idéal moderne, ce n'est pas la ligne correcte, et pure, c'est l'épanouissement de l'horizon universel; c'est le vaste, le puissant, le sublime, l'indéterminé, l'entrevu, l'obscur et le splendide, les ténèbres mêlés à la clarté, quelquefois le monstrueux, quelquefois le divin, l'immensité ébauchée en grandeur.

L'idéal antique, pur, bleu, charmant, clair, joyeux, lumineux, circonscrit, ressemble à la Méditerranée, l'idéal moderne ressemble à l'Océan.

De ces deux idéals lequel vaut le mieux pour l'art? C'est celui qui vaut le mieux pour l'âme.

Or le sentiment du fini pousse l'homme au plaisir, à la satisfaction des caprices, aux joies de la matière, jouissez, l'heure est courte, à la volupté, à l'égoïsme, au vice.

Le sentiment de l'infini relève l'homme de la terre et le tourne vers le ciel, vers la tombe, vers la douleur, vers l'abnégation, vers le sacrifice, vers la souffrance utile, vers la vertu.

Choisissez.

Il suffit de fixer les yeux sur ce fait frappant que nous venons d'énoncer plus haut, que chez les anciens tout était homme, même les dieux, et que chez les modernes tout est Dieu, même l'homme, pour se rendre compte du profond changement d'aspect que cet univers, toujours le même pourtant, peut offrir à l'âme humaine, selon qu'elle est dominée par le sentiment du fini ou par le sentiment de l'infini.

Un morceau de siècle bien étudié fait mieux connaître l'histoire que tous les racontages chronologiques, exacts et superficiels des historiens. De là l'excellence du drame, de la légende et du roman.

L'artiste qui n'a pas de style passe sa vie entre un rêve et une ébauche.

Ce qui illumine les descentes de croix des peintres italiens, c'est un rayon de paradis. Ce qui éclaire les descentes de croix des peintres flamands, c'est un rayon de soleil.

Il y a deux façons d'ignorer les choses : la première, c'est de les ignorer; la seconde, c'est de les ignorer et de croire qu'on les sait. La seconde est pire que la première.

La gloire est lourde et gênante à porter et attire les coups; la popularité est commode et agréable. On peut briser une gloire; la popularité se déchire, se tache et s'use. La gloire est une armure, la popularité est un vêtement. Celui qui n'a que de la popularité et qui veut la conserver fait bien de se mouvoir le moins possible.

Un esprit qui n'est qu'étendu ressemble à un champ; il y paît des fleurs et des fruits. Un esprit qui n'est que profond ressemble à un puits, il va chercher les sources et recueille les eaux du ciel. Peut-on être à la fois étendu et profond? Oui, et alors le champ devient vallée, le puits devient lac, et l'or est montagne, c'est-à-dire génie.

Le beau est toujours grand.

Les grands artistes ont du hasard dans leur talent et du talent dans leur hasard.

L'écrivain peut avoir du talent malgré le public; l'orateur n'a de talent que du consentement de l'auditoire.

L'écrivain ne dépend que de lui-même, l'orateur est au pouvoir des autres. Tant vaut l'auditeur, tant vaut l'orateur. Ecoutez bien, je parlerai bien.

Le XVIe siècle a été espagnol, le XVIIe français, le XVIIIe cosmopolite. Le XIXe siècle sera humain.

En ce moment, à Paris, la fantaisie souveraine des hommes de génie, et le caprice de l'art toujours si hautement mélangé

de raison, de goût et de nécessité ont ouvert à l'architecture des voies nouvelles, voies profondes aboutissant à cette rencontre du réel et de l'idéal, du grand et du chimérique, du vrai et de l'extraordinaire, qui est le beau complet, voies magnifiques où de nos jours la poésie, cette figure divine qui porte le flambeau des générations, a précédé et introduit tous les autres arts. La peinture, la statuaire, la sculpture, la musique, y sont entrées successivement. L'architecture domestique, toujours pleine de bon vouloir parce qu'elle est sans responsabilité, cherche à y entraîner l'architecture officielle qui se roidit et résiste. De là une sorte de lutte entre ce que bâtissent les villes et l'état, et ce que construisent les particuliers; les maisons sont beaucoup plus dans l'art que les monuments. Il y a dans nos rues et sur nos boulevards telle façade édifiée d'hier qui pourrait presque être comparée aux ravissants logis de la Renaissance, tandis que notre hôtel de ville si lourdement grossi et accru de quatre ou cinq fois son volume, la Madeleine, Notre-Dame-de-Lorette, Saint-Vincent-de-Paul, etc., sont de tristes et fâcheux édifices encore tout empreints des pauvretés du style-empire et du style-messidor, où rien, ni dans l'ensemble ni dans le détail, n'est décidément beau, ferme, logique et accentué, et où tout au contraire reste bâtard, mou et indécis parce qu'ils font effort à la fois vers la forme morte et vers le goût vivant, vers l'art suranné et vers l'art nouveau.

On ne chasse pas deux lièvres, on ne sert pas deux maîtres, on ne mêle pas deux arts.

La bonhomie implique un certain degré d'autorité. On ne peut avoir de bonhomie qu'avec ses égaux ou ses inférieurs. Plus la bonhomie s'élève, plus elle a de grâce. L'idée de bonhomie ne saurait s'attacher à un enfant, à une jeune fille, à un esclave, à un laquais. Il lui faut la force, elle va bien à un homme d'âge, elle va mieux à un vieillard; la puissance, elle sied merveilleusement à un prince, ou à un génie. C'est une chose touchante et exquise que la bonhomie d'un empereur ou la bonhomie d'un géant. Pourtant si l'on monte plus haut encore, mille choses dans la pensée font obstacles à l'idée de bonhomie. Il est remarquable qu'on

ne saurait, par exemple, attribuer de la bonhomie à Jésus; c'est que dans bonhomie il y a homme. La bonhomie se compose de simplicité, de cordialité et d'assurance. La meilleure bonhomie est faite de la tranquillité de conscience. La bonhomie n'est pas la bonté; elle en est une sorte d'émanation visible, de rayonnement extérieur. L'homme bon peut être triste ou agité; le bonhomme est toujours calme et presque toujours gai. Dans les grandes commotions de la vie, l'homme bon n'est plus un bonhomme. La bonté est toujours vraie, la bonhomie peut être fausse.

La bonhomie est le plus charmant des visages ou le plus hideux des masques.

ÉDUCATION

Pauvre doux enfant, tu es rose et frais, tu as dix-huit ans, tu prends un air grave, tu as de grands livres sous le bras, tu vas au collège, un cuistre t'explique Aristote, Platon, Spinoza, Gassendi, Descartes, escargot qui commente les aigles, tu lis du grec et du latin, tu ouvres de grosses bibles, de vieux in-folios bien jaunes, tu y promènes vaillamment ton bel œil étincelant et jeune, tu disputes sur les sept âmes, sur les trois âmes, sur l'âme unique, sur le moi et le non-moi, sur l'objectif et le subjectif, sur le vide et le néant, et tu dis — *dans un an j'aurai fait ma philosophie.* — Ecoute, dans un an tu sortiras du collège et tu entreras dans la vie. Tu vivras. Tu iras. Tu connaîtras la liberté, la nature, la société, la fantaisie, l'illusion, le plaisir, cette cime où l'on monte joyeux et d'où l'on descend triste, la nécessité du travail, la fatalité de l'obstacle. Tu riras, tu pleureras; tu auras les éclairs de joie, les longues heures de découragement et de désespoir. Tu aimeras, et tes sympathies te manqueront; tu aimeras, et tes amitiés te quitteront; tu aimeras, et tes amours te tromperont. Ce qui manque, ce qui délaisse, ce qui trompe, voilà ce qu'on aime tour à tour. Tu auras des enfants; tant qu'ils seront enfants, ils seront à toi; dès qu'ils seront hommes ou femmes, ils seront à d'autres. Et ce sera leur bonheur, et avec la mort dans le cœur, tu devras en sourire. Peu à peu, comme tu es bon, la haine ne viendra

pas, mais tu sentiras dans l'intérieur de toi diminuer la flamme et augmenter la lumière, décroître l'amour et croître la bienveillance. Ce qui te fera le front serein et l'âme triste. Tu regarderas les résultats de ta vie, de tes travaux, de tes actions; tu verras qu'on te hait pour ce que tu as de bon, qu'on te flétrit pour ce que tu as de noble, qu'on te rapetisse pour ce que tu as de grand. Tu éprouveras successivement tout, la foule, dont l'égoïsme te froissera, la solitude, dont l'indifférence te glacera; la méditation qui n'enseigne que ce qu'on peut rêver soi-même, l'étude qui n'apprend que ce que les autres ont rêvé. Tu continueras de vivre cependant, désormais plutôt curieux qu'ambitieux, scrûtant les choses de l'ombre pour en tirer de la clarté, observant le ciel surtout dans la nuit et l'homme surtout dans la méchanceté. Les années couleront ainsi. Un jour enfin tu t'apercevras tout à coup, et comme subitement réveillé, que tes cheveux sont blancs, que ton front est ridé, que tes yeux sont ternes, que ton dos est voûté, que ton pas est pesant, que ta maison est déserte, que tes amours sont mortes, que ton cœur est vide, et que voici là-bas, déjà parfaitement distincte et visible, et toute grande ouverte, la porte du tombeau, cette porte d'étrange aspect, pour les uns pleine de tous les rayonnements d'une magnifique espérance, pour les autres pleine des fumées de la rêverie humaine et des ténèbres de la réalité éternelle. Alors, à ce moment suprême, où le plus fort tremble de tous ses membres, où le plus croyant frissonne de toute sa pensée, veux-tu que je te le dise, tu n'auras pas encore fait ta philosophie.

VICTOR HUGO

PARIS EN AOUT 1914

(RÉPONSE AU GÉNÉRAL MESSIMY[1])

Dans un article publié dans la *Revue de Paris*, en septembre 1921, sous le titre : « Comment j'ai nommé Gallieni », M. Messimy nous apprend que, dès les premiers jours de la mobilisation, le général Gallieni était « indésirable » au Grand Quartier Général des Armées et que le général Michel, Gouverneur de Paris, ne l'était pas moins au ministère de la Guerre, où M. Messimy cherchait toutes les occasions de le « débarquer ». M. Messimy nous fait assister aux péripéties vraiment « émouvantes » de la poursuite de cette « idée fixe ». Il paraît que « du point de vue politique, l'officier général en question avait pris ses sûretés ». Aussi le ministre craignait-il, en procédant trop hâtivement, de se heurter « aux amis que le général Michel comptait au Gouvernement ». Tous les ministres ne partageaient donc pas le « pessimisme » de M. Messimy à mon égard.

Quoi qu'en dise M. Messimy, la vie matérielle de Paris a été « révolutionnée » par la mobilisation, les réquisitions et la suppression d'une grande partie des transports par voie

1. La *Revue de Paris* a publié dans son numéro du 15 septembre un article du général Messimy intitulé « Comment j'ai nommé Gallieni ». Le général Michel, mis en cause, nous adresse en réponse les pages que nous insérons aujourd'hui.

de terre ou par voie ferrée, pendant les vingt premiers jours de la mobilisation. En août 1914, la capitale s'est trouvée comme isolée et réduite à ses propres ressources, jusqu'à la fin des transports militaires, destinés à assurer la concentration de nos armées de la frontière.

On sait que, grâce aux chemins de fer, Paris, depuis bien des années, vit au jour le jour, avec des réserves insignifiantes, en ce qui concerne les denrées de première nécessité. Le plan de ravitaillement établi par le Gouverneur, de concert avec les autorités civiles, avait laissé à Paris ses zones d'alimentation habituelles et l'usage de ses trains de ravitaillement quotidiens; mais, à la suite de la réquisition des chevaux, des voitures et des automobiles lourds, le transport des denrées entre les gares de la capitale et les destinataires devint difficile. Le mode d'alimentation habituel menaça de devenir insuffisant et on dut recourir à des moyens improvisés. Le Préfet de la Seine, le Préfet de Seine-et-Oise et le Préfet de police ont rendu à la population parisienne, sans qu'elle s'en soit doutée, des services inappréciables, pendant cette période de crise des transports. Le Gouverneur n'a fait qu'appuyer de son autorité de Commandant de l'état de siège les mesures qu'ils ont proposées et qui resteront à leur honneur.

Il y eut là un gros effort que M. Messimy n'a pas suffisamment apprécié. Il traite de « palabres » les conférences des préfets avec le Gouverneur. Il leur reproche d'avoir conservé l'esprit du temps de paix. Il termine par cette phrase solennelle : « L'idée de la guerre, la claire vision de ses dures conséquences, la nécessité de décisions rapides et souvent brutales, n'avaient pas encore pénétré les esprits. » Or, la population civile du camp retranché (Seine et Seine-et-Oise) s'élevait, même après le départ des mobilisés, à près de quatre millions d'habitants, — presque le double de l'effectif mobilisé du début de la guerre! La question avait donc de l'importance et, en dehors de toute affaire de sentiment, elle était intimement liée à celle du maintien de l'ordre public.

Bien que Commandant de l'état de siège dans le camp retranché, le Gouverneur n'était ni Préfet de la Seine, ni

Préfet de police, ni Préfet de Seine-et-Oise. Ces hautes autorités avaient conservé la plénitude de leurs attributions pendant l'état de siège. Elles méritaient toute confiance. Je ne les ai fait contrôler par aucun de leurs inférieurs. J'ai reçu directement leurs rapports, leurs demandes et leurs propositions. Souvent, en mon absence, elles ont usé d'une initiative que j'ai toujours approuvée et sanctionnée. Cette manière de faire a été peut-être différente de celle de M. Messimy, mais je n'ai eu qu'à m'en louer.

Les heures que je consacrais à ces « préoccupations » bien légitimes ne m'ont jamais absorbé au point d'oublier et de considérer comme « accessoire et secondaire » la défense de Paris, ainsi que le dit M. Messimy. Une pareille assertion ne peut m'atteindre; on est étonné qu'elle ait pu s'égarer sous la plume acerbe d'un ministre!

La crise des transports, dont j'ai parlé, a eu fatalement sa répercussion, non seulement sur les dates d'arrivée des troupes, mais encore sur la réception du matériel de toute nature (chevaux de trait, voitures, outils, voie de 0,60 et matériaux), venu de l'extérieur et indispensable à l'organisation d'un camp retranché d'une aussi vaste étendue que celui de Paris. Les débarquements se sont succédé du troisième au vingtième jour et les travaux ont suivi la progression des débarquements. Comment en aurait-il pu être autrement? Comment le Gouverneur, même avec l'excellent concours du général Hirschauer, aurait-il pu créer instantanément tout ce qui manquait?

M. Messimy reproche au Gouverneur de n'avoir pas utilisé les territoriaux au lendemain de leur débarquement. Mais le même ministre avait ordonné de ne pas les employer aux terrassements et de les mettre à l'instruction. A force de demandes, j'ai enfin obtenu du ministre de revenir sur cette décision.

En somme, le camp retranché, pour toutes les causes énumérées ci-dessus, n'a disposé de tous ses moyens d'action que le 21 août. Les travaux de défense, comme c'est la règle dans les travaux de campagne, ont été conduits de manière à être utilisés pour une défense immédiate, si les circonstances venaient à l'exiger. Ils ont été l'objet d'améliorations et de

renforcements successifs, dès qu'on l'a pu. Je me suis refusé à modifier le plan primitif, où tout avait été calculé de manière à réduire au minimum la durée du travail avec des équipes homogènes et militairement commandées. Se figure-t-on le désordre irréparable que j'aurais produit, si j'avais voulu remplacer une préparation longue et minutieuse, de réalisation certaine, par une improvisation quelconque? A partir du 21 août, le travail a pu être organisé de jour et de nuit.

Le 22 août, la réserve *mobile* de Paris était éloignée de la Place et portée en avant. L'ennemi était à Charleroi le 24 et apparaissait aux portes de Paris le 6 septembre. L'ordre d'opérations du général Gallieni en date du 1er septembre mentionnait que le front nord du camp retranché s'étendait à l'est jusqu'à Lagny et que les mouvements seraient réglés en conséquence. Il faut tenir compte de toutes ces réalités, si l'on veut juger impartialement l'œuvre de chacun et partant ses responsabilités dans l'ensemble du camp retranché de Paris.

C'est parce que, en décembre 1912, j'avais *reconnu* la situation précaire des forts « démodés » de Paris que j'avais demandé et obtenu dès 1913, de substituer aux anciennes défenses *un camp retranché du moment en terre et en béton*, dont les *ouvrages de campagne* — la guerre en a démontré la solidité — s'étendraient au delà des anciens ouvrages permanents. L'artillerie lourde disponible, 155 et 120, devait être portée en première ligne, à 4 kilomètres au moins en arrière des tranchées d'infanterie. La portée de ces pièces étant de 10 kilomètres, le terrain des approches pouvait être battu sur une zone de 6 kilomètres de profondeur en avant des lignes d'infanterie. Le plan de défense de Paris est, je puis le dire, sans crainte d'être démenti, mon œuvre personnelle accomplie par un labeur incessant pendant toute l'année 1913. J'étais donc plus que tout autre en mesure de le faire exécuter. J'avais en effet évalué l'achèvement du camp retranché, sauf les déboisements de grande étendue, à *un mois*, — mais seulement et ce correctif a son importance, — *à partir du vingtième jour de la mobilisation*, date à laquelle tous les moyens d'action devaient se trouver dans les mains du Gouverneur.

Le retard *initial* signalé par M. Messimy est dû aux causes que j'ai indiquées; il aurait pu être atténué ou évité, sans la pénurie ou même l'absence de certains approvisionnements, Paris n'étant pas considéré comme pouvant devenir, à aussi brève échéance, une place de deuxième ou de première ligne. La preuve en est que des approvisionnements considérables qui existaient autrefois avaient été, depuis plusieurs années, envoyés dans l'Est et n'avaient pas été remplacés. On a toujours considéré Paris comme un réservoir inépuisable, sans tenir suffisamment compte de ses propres besoins.

Mais quel est donc l'officier général qui, en 1911, avait soutenu, *seul et à ses dépens*, l'opinion qu'il fallait s'attendre à une *invasion totale* de la Belgique par les Allemands et se hâter de doubler nos effectifs de première ligne par l'adjonction des régiments de réserve aux régiments actifs correspondants, pour faire face à cette attaque dangereuse et constituer, à la mobilisation, autour de Paris une armée de réserve de 200 000 hommes? Cette armée, en une semaine, avec ses propres moyens, aurait organisé le camp retranché pour l'armée territoriale qui devait l'occuper, tout en restant susceptible d'être rapidement transportée par voie ferrée, là où il aurait fallu. Cet officier général a été traité par M. Messimy d'incapable « par définition ». C'est cet officier général que M. Messimy a accusé de ne pas avoir compris l'importance des travaux de Paris. De quel droit émet-il une pareille hypothèse?

Après avoir gardé le silence, ne m'est-il pas permis de m'élever hautement contre un procédé devenu odieux, à force d'être injuste?

M. Messimy n'est d'ailleurs pas conséquent avec lui-même. Après m'avoir maltraité le 26 août 1914, avec la brutalité dont il se glorifie, après m'avoir menacé de me jeter en prison comme un révolté, il reconnaît que j'ai pris « avec une correction et une discipline, auxquelles il faut rendre pleinement hommage », le commandement d'un des secteurs de la défense, sous les ordres du général Gallieni. Cette attitude l'a-t-elle désarmé? Non. Dans ses déclarations antérieures à celles de la *Revue de Paris*, il s'est efforcé d'atténuer l'importance d'un commandement qui comprenait la garde permanente et la

défense éventuelle des passages de la Seine entre Pontoise et Mantes, des moulins de Corbeil, des ouvrages de Saint-Cyr, de l'arsenal de Satory et des villes de Versailles et de Saint-Germain ! Il a même prêté au général Gallieni une arrière-pensée, dont ce vaillant soldat était incapable !

N'avais-je pas observé le même esprit de discipline en 1911, vis-à-vis du général Joffre, quand il a été appelé aux fonctions de chef d'État-Major général de l'Armée? Mais auparavant, j'avais été obligé de faire remarquer à M. Messimy, qu'après la campagne de presse qu'il avait laissé faire contre moi, je ne pouvais quitter la vice-présidence du Conseil supérieur de la Guerre, sans un témoignage officiel des raisons *véritables*, qui motivaient mon départ.

Il m'a remis, entièrement écrite de sa main, la lettre que je reproduis ci-dessous, textuellement :

MINISTÈRE DE LA GUERRE — Paris, le 28 juillet 1911.
Le Ministre.

« Mon Général,

« Les remaniements apportés au Haut Commandement ont pour conséquence, comme j'ai eu l'honneur de vous en informer de supprimer la vice-présidence du Conseil supérieur de la Guerre.

» Au moment où vous quittez cette haute situation, je tiens à vous remercier du dévouement dont vous avez donné la preuve et du zèle patriotique que vous n'avez cessé de prodiguer dans l'accomplissement de votre mission. Je vous félicite hautement de l'attitude dignement disciplinée, qui fut la vôtre, au cours des circonstances délicates que vous venez de traverser.

» Je tiens à vous assurer qu'une lettre de commandement d'armée vous sera attribuée, à très bref délai, dès qu'une vacance se produira parmi les titulaires actuels.

» Je vous prie, mon Général, de croire à mes sentiments de haute estime et de parfaite considération.

» Signé : MESSIMY »

Cette lettre de 1911 ne ressemble en rien aux assertions contenues dans la *Revue de Paris* de septembre 1921.

Je conclus.

Je n'ai été ni « limogé » en 1911, ni « débarqué » en 1914. Deux fois, sans mot dire, je suis rentré simplement dans le rang, pour continuer à y servir, à la place où le Gouvernement jugeait convenable de m'employer.

Le récit publié par la *Revue de Paris* contient des inexactitudes et des lacunes. De même qu'avec quelques phrases habilement détachées d'un texte on peut faire « pendre » un homme, de même on peut « perdre » un général, en raillant ce qu'il a fait de bien ou en lui prêtant les sentiments les moins honorables. Tel a été le cas du général Fournier et du général Michel.

Tous les deux ont été *exécutés, séance tenante* par M. Messimy, étonné qu'ils aient osé protester. Leur réputation et leur honneur de soldat n'en sont pas moins restés intacts, parce que l'opinion publique, qui a le sens inné de la justice, a su apprécier à sa juste valeur la conduite du ministre de 1914 à l'égard des Gouverneurs de Maubeuge et de Paris.

GÉNÉRAL MICHEL

Meulan, 1er octobre 1921.

SUR L'ALBUM DE LA VAGABONDE

PEINTURE

Ignorer Charmy, la découvrir brusquement — vingt toiles qui dispersent et collent au mur les couleurs, la substance magnifique des fleurs, de la chair vivante, de l'eau mobile — on en reçoit le choc, l'anxieux plaisir qui accompagne une rencontre amoureuse. Le hasard n'a pas voulu que j'entendisse des peintres parler de Charmy. Mais j'ai enregistré, louange précieuse et significative, l'exclamation banale et sincère, le soupir respectueux, l'attention hypnotique, devant les Charmy, de « ceux qui n'y connaissent rien ». Clémente ou profane, cette peinture épanouie, qui semble, aussi mystérieusement que le fait un végétal, se nourrir de l'air qui la baigne, luit pour la joie de tous.

J'ai entendu aussi, en juin dernier, le chuchotement des gens informés : « Charmy, peintre de la femme... Charmy et ses fleurs... » Aumônes offertes à celle qui est la plus riche! Contenter cette faunesse avec une rose ou le double fruit d'un torse renversé, tandis que le monde lui appartient... Evadée de tout, sauf des limites et des lois où la retient son beau dessin classique — il faut voir ses dessins et

les esquisses où le crayon caresse tendrement de petits mufles féminins, les mêmes museaux charmants, les dos et les gorges que caressa Fragonard — échappée même à ses tentations les plus familières, la femme et la fleur, Charmy peint à présent la face changeante de la mer. Toutes ses marines débordent de la joie neuve qu'elle y goûta. Une surprenante simplicité éternise sur une petite toile, en trois zones horizontales de bleu sombre, de vert citronné, de rose, le moment éphémère où le couchant verse encore sa lumière à une mer qui ne la lui rend plus.

Une autre mer normande jette sans force sur le sable une seule volute d'écume frisée, et dort sous son ciel à la fois voilé et clair, chargé d'humidité opaline...

Petites toiles sans limites, — portraits d'instants marins sereins ou tragiques, synthétiques verdures, arbres, foins piqués de coqs rutilants, — vous niez, toutes, qu'il y ait en Charmy deux ou trois Charmy différentes. Il n'est même pas certain qu'elle évolue jamais d'une manière frappante. Progrès, procédé, école... Ces mots n'ont pas de place ici, sous le nom d'une artiste qui naquit si bien armée contre eux.

Le pinceau, subtil sans artifices, et guidé par une lucide passion, le pinceau qui suspend, au-dessus de la mer, un pli onctueux de vague, une écume d'argent, une brume où jouent, insaisissables et visibles, les changeantes couleurs de l'iris, c'est bien ce pinceau-là qui attache, d'une léchade infaillible, la goutte de lumière aux feuilles vernies du camélia, le gras velours au pétale de la rose, la houppe ensoleillée à la branche du corchorus, — et la plaque de nacre sur une hanche ou sur un sein bien tendu. Car les forces les plus impérieuses de son génie semblent conduire Charmy, ou la ramener, à ce but, à cet obstacle incomparables : une femme nue. Si l'exposition de la rue François-Ier s'enorgueillit, parmi deux ou trois portraits, d'un buste de jeune fille — on le nommera tout court, dans un peu de temps, quand il sera célèbre, « la Jeune fille en bleu de Charmy », — la même sélection est riche de nus éclos dans les heures de frénésie féconde où Charmy n'est plus que la servante magistrale d'une chair féminine. Un torse blond, sur un fond fouetté de rose, abandonne, comme à sa houle natale, ses reins creusés, son ventre

d'ambre, sa tête de petite Vénus fardée qu'un songe irrite, et l'on pense : « Il n'y a rien de plus beau qu'elle, sinon cette autre beauté, sage et fraîche sur son lit pourpre, cette longue fille lumineuse dont le sang colore si doucement les seins et les genoux... » Mais il existe vingt toiles qui sont les rivales de celles-ci, tout un harem dont les captives connaissent parfois, selon le caprice de Charmy, une heure de lumière, comme cette brune endormie sur son bras plié, cette brune, vivante et heureuse sous le ciel cru de l'atelier, cette brune, miroir du jour et de tous ses reflets, — une œuvre si chaude et si librement éloignée de la peinture...

— Celle-ci? C'est une chose déjà vieille, me dit Charmy.

Vieille? J'ai bien entendu : « éternelle »

MA SŒUR AUX LONGS CHEVEUX

J'avais douze ans, le langage et les manières d'un garçon intelligent, un peu bourru, mais la dégaine n'était point garçonnière, à cause d'un corps déjà façonné fémininement, et surtout de deux longues tresses, sifflantes comme des fouets autour de moi. Elles me servaient de cordes à passer dans l'anse du panier à goûter, de pinceaux à tremper dans l'encre ou la couleur, de lanières à corriger le chien, de ruban à faire jouer le chat. Ma mère gémissait de me voir massacrer ces étrivières d'or châtain, qui me valaient, chaque matin, de me lever une demi-heure plus tôt que mes camarades d'école. Les noirs matins d'hiver, à sept heures, je me rendormais assise, devant le feu de bois, sous la lumière de la lampe, pendant que ma mère brossait et peignait ma tête ballante. C'est par ces matins-là que m'est venue, tenace, l'aversion des longs cheveux... On trouvait de longs cheveux pris aux basses branches des arbres dans le jardin, de longs cheveux accrochés au portique où pendaient le trapèze et la balançoire. Un poussin de la basse-cour passa pour estropié de naissance, jusqu'à ce que nous eussions découvert qu'un

long cheveu, recouvert de chair bourgeonnante, ligotait étroitement l'une de ses pattes et l'atrophiait...

Cheveux longs, barbare parure, toison où se réfugie l'odeur de la bête, vous qu'on choie en secret et pour le secret, vous qu'on montre tordus et roulés mais que l'on cache épars, qui se baigne à votre flot, déployé jusqu'aux reins? Une femme surprise à sa coiffure fuit comme si elle était nue. L'amour et l'alcôve ne vous voient guère plus que le passant. Libres, vous peuplez le lit de rets dont s'accommode mal l'épiderme irritable, d'herbes où se débat la main errante. Il y a bien un instant, le soir, quand les épingles tombent et que le visage brille, sauvage, entre des ondes mêlées, — il y a un autre instant pareil, le matin... Et à cause de ces deux instants-là, ce que je viens d'écrire contre vous, longs cheveux, ne signifie plus rien.

***

Nattée à l'alsacienne, deux petits rubans voletant au bout de mes deux tresses, la raie au milieu de la tête, bien enlaidie avec mes tempes découvertes et mes oreilles trop loin du nez, je montais parfois chez ma sœur aux longs cheveux. A midi, elle lisait déjà, le grand déjeuner finissant à onze heures. Le matin, couchée, elle lisait encore. Elle détournait à peine, au bruit de la porte, ses yeux noirs mongols, distraits, voilés de roman tendre ou de sanglante aventure. Une bougie consumée témoignait de sa longue veille. Le papier de la chambre, gris de perle à bleuets, portait les traces, près du lit, des allumettes qu'y frottait la nuit, avec une brutalité insouciante, ma sœur aux longs cheveux. Sa chemise de nuit chaste, manches longues et petit col rabattu, ne laissait voir qu'une tête singulière, d'une laideur attrayante, à pommettes hautes, à bouche sarcastique de jolie Kalmoucke. Les épais sourcils mobiles remuaient comme deux chenilles soyeuses, et le front réduit, la nuque, les oreilles, tout ce qui était chair blanche, un peu anémique, semblait condamné d'avance à l'envahissement des cheveux.

Ils étaient si anormaux en longueur, en force et en nombre, les cheveux de Juliette, que je ne les ai jamais vus inspirer,

comme ils le méritaient pourtant, l'admiration ni la jalousie. Ma mère parlait d'eux comme d'un mal inguérissable. « Ah! mon Dieu, il faut que j'aille peigner Juliette », soupirait-elle. Les jours de congé à dix heures, je voyais ma mère descendre, fatiguée, du premier étage, jeter là l'attirail des peignes et des brosses : « Je n'en peux plus... J'ai mal à ma jambe gauche... Je viens de peigner Juliette. »

Noirs, mêlés de fils roux, mollement ondés, les cheveux de Juliette, défaits, la couvraient exactement tout entière. Un rideau noir, à mesure que ma mère défaisait les tresses, cachait le dos; les épaules, le visage et la jupe disparaissaient à leur tour, et l'on n'avait plus sous les yeux qu'une étrange tente conique, faite d'une soie sombre à grandes ondes parallèles, fendue un moment sur un visage asiatique, remuée par deux petites mains qui maniaient à tâtons l'étoffe de la tente.

L'abri se repliait en quatre tresses, quatre câbles aussi épais qu'un poignet robuste, brillants comme des couleuvres d'eau. Deux naissaient à la hauteur des tempes, deux autres au-dessus de la nuque, de part et d'autre d'un sillon de peau bleutée. Une sorte de diadème ridicule couronnait ensuite le jeune front, un autre gâteau de tresses chargeait plus bas la nuque humiliée. Les portraits jaunis de Juliette en font foi : il n'y eut jamais de jeune fille plus mal coiffée.

— La petite malheureuse! disait madame Pomié en joignant les mains.

— Tu ne peux donc pas mettre ton chapeau droit? demandait à Juliette madame Donnot, en sortant de la messe. C'est vrai qu'avec tes cheveux... Ah! on peut dire que ce n'est pas une vie, des cheveux comme les tiens...

Le jeudi matin vers dix heures, il n'était donc pas rare que je trouvasse, encore couchée et lisant, ma sœur aux longs cheveux. Toujours pâle, absorbée, elle lisait avec un air dur, à côté d'une tasse de chocolat refroidi. A mon entrée, elle ne détournait guère plus la tête qu'aux appels « Juliette, lève-toi! » montant du rez-de-chaussée. Elle lisait, enroulant machinalement à son poignet l'un de ses serpents de cheveux, et laissait parfois errer vers moi, sans me voir, le regard des monomanes, ce regard qui n'a ni âge ni sexe, chargé d'une

défiance obscure et d'une ironie que nous ne pénétrons pas.

Je goûtais dans cette chambre de jeune fille un ennui distingué, dont j'étais fière. Le secrétaire en bois de rose regorgeait de merveilles inaccessibles; ma sœur aux longs cheveux ne badinait pas avec la boîte de pastels, l'étui à compas et certaine demi-lune en corne blanche transparente, gravée de centimètres et de millimètres, dont le souvenir mouille parfois mon palais comme un citron coupé. Le papier à décalquer les broderies, gras, d'un bleu nocturne, le poinçon à percer les « roues » dans la broderie anglaise, les navettes à frivolité, les navettes d'ivoire, d'un blanc d'amande, et les bobines de soie couleur de paon, et l'oiseau chinois, peint sur riz, que ma sœur copiait au « passé » sur un panneau de velours... Et les tablettes de bal à feuillets de nacre, attachées à l'inutile éventail d'une jeune fille qui ne va jamais au bal...

Ma convoitise domptée, je m'ennuyais. Pourtant, par la fenêtre, je plongeais dans le jardin d'En-Face, où notre chatte Zoé rossait quelque matou. Pourtant chez madame Saint-Aubin, dans le jardin contigu, la rare clématite, — celle qui montrait sous la pulpe blanche de sa fleur, comme un sang faible courant sous une peau fine, des veinules mauves — ouvrait une cascade lumineuse d'étoiles à six pointes...

Pourtant à gauche, au coin de l'étroite rue des Sœurs, Tatave, le fou que l'on disait inoffensif, poussait une clameur horrible sans qu'un trait de sa figure bougeât... N'importe, je m'ennuyais.

— Qu'est-ce que tu lis, Juliette...? Dis, Juliette, qu'est-ce que tu lis?... Juliette!...

La réponse tardait, tardait à venir comme si des lieues d'espace et de silence nous eussent séparées.

— *Fromont jeune et Risler aîné.*

Ou bien :

— *La Chartreuse de Parme.*

La Chartreuse de Parme, le Vicomte de Bragelonne, Monsieur de Camors, le Vicaire de Wakefield, la Chronique de Charles IX, la Terre, Lorenzaccio, les Monstres parisiens, Grande Maguet, les Misérables... Des vers aussi, moins souvent. Des feuilletons du *Temps*, coupés et cousus; la

collection de la *Revue des Deux Mondes*, celle de la *Revue Bleue*, celle du *Journal des Dames et des Demoiselles*, Voltaire et Ponson du Terrail... Des romans bourraient les coussins, enflaient la corbeille à ouvrage, fondaient au jardin, oubliés sous la pluie. Ma sœur aux longs cheveux ne parlait plus, mangeait à peine, nous rencontrait avec surprise dans la maison, s'éveillait en sursaut si l'on sonnait...

Ma mère se fâcha, veilla la nuit pour éteindre la lampe et confisquer les bougies : ma sœur aux longs cheveux, enrhumée, réclama dans sa chambre une veilleuse pour la tisane chaude, et lut à la flamme de la veilleuse. Après la veilleuse, il y eut les boîtes d'allumettes, et le clair de lune. Après le clair de lune... Après le clair de lune ma sœur aux longs cheveux, épuisée de romanesque insomnie, eut la fièvre, et la fièvre ne céda ni aux compresses, ni à l'eau purgative.

— C'est une typhoïde, dit un matin le docteur Pomié.

— Une typhoïde? oh ! voyons, docteur... Pourquoi? Ce n'est pas votre dernier mot?

Ma mère s'étonnait, vaguement scandalisée, pas encore inquiète. Je me souviens qu'elle se tenait sur le perron, agitant gaiement, comme un mouchoir, l'ordonnance du docteur Pomié.

— Au revoir, docteur!... A bientôt!... Oui, oui, c'est ça, revenez demain!

Son embonpoint agile occupait tout le perron, et elle grondait le chien qui ne voulait pas rentrer. L'ordonnance aux doigts, elle alla, avec une moue de doute, retrouver ma sœur, que vous avions laissée endormie et murmurante dans la fièvre. Juliette ne dormait plus; les yeux mongols, les quatre tresses luisaient, noirs, sur le lit blanc.

— Tu ne te lèveras pas aujourd'hui, ma chérie, dit ma mère. Le docteur Pomié, a bien recommandé... Veux-tu boire de la citronnade fraîche? Veux-tu que je refasse un peu ton lit?

Ma sœur aux longs cheveux ne répondit pas tout de suite. Pourtant ses yeux obliques nous couvraient d'un regard actif, où errait un sourire nouveau, un sourire apprêté pour plaire. Au bout d'un court moment :

— C'est vous, Catulle? demanda-t-elle d'une voix légère.

Ma mère tressaillit, avança d'un pas.

— Catulle? Qui, Catulle?

— Mais Catulle Mendès, répliqua la voix légère. C'est vous? Vous voyez, je suis venue. J'ai mis vos cheveux blonds dans le médaillon ovale. Octave Feuillet est venu ce matin, mais quelle différence! Rien que d'après sa photographie, j'avais jugé... J'ai horreur des favoris. D'ailleurs je n'aime que les blonds. Est-ce que je vous ai dit que j'avais mis un peu de pastel rouge sur votre photographie, à l'endroit de la bouche? C'est à cause de vos vers... Ce doit être ce petit point rouge qui me fait mal dans la tête, depuis... Non, nous ne rencontrerons personne... Je ne connais d'ailleurs personne dans ce pays. C'est à cause de ce petit point rouge... et du baiser... Catulle... Je ne connais personne ici. Devant tous, je le déclare bien haut, c'est vous seul, Catulle...

Ma sœur cessa de parler, se plaignit d'une manière aigre et intolérante, se tourna vers le mur et continua de se plaindre beaucoup plus bas, comme de très loin. Une de ses tresses barrait son visage, brillante, ronde, gorgée de vie. Ma mère, immobile, avait penché la tête pour mieux entendre et regardait, avec une sorte d'horreur, cette étrangère qui n'appelait à elle, dans son délire, que des inconnus. Puis elle regarda autour d'elle, m'aperçut, m'ordonna précipitamment : « Va-t-en en bas », et comme saisie de honte elle cacha son visage dans ses deux mains.

COLETTE

ÉTUDES ET PORTRAITS

M. ALEXANDRE MILLERAND

Il est naturel, mais il est un peu intimidant, de commencer une série d'études sur des personnages politiques par le Chef de l'État. On songe malgré soi à un portrait exécuté dans la manière de M. Bonnat. Est-il besoin cependant d'être très officiel parce qu'il s'agit du Président de la République? M. Millerand est par bonheur l'homme le plus simple du monde, le plus ami de la vérité et le plus ouvert aux libertés de l'esprit.

On ne peut voir M. Millerand sans être frappé du mélange de sévérité et de bonhomie qu'il y a dans toute sa personne. Solide, d'aplomb, et comme ramassé sur lui-même, il donne d'abord l'impression de la puissance, d'une puissance sérieuse, un peu austère même, et qui ne sourit pas facilement. Mais dès qu'on a fréquenté M. Millerand, on sait que, derrière son lorgnon, ses yeux dont le regard est d'ordinaire concentré s'éclairent parfois d'une lumière où il y a beaucoup de bonté, quelque chose de sincère, de jeune, d'aisément amusé et presque de candide.

Ces deux traits de la personne de M. Millerand répondent à deux traits de caractère. M. Millerand a été toute sa vie un grand travailleur, il a eu toutes ses heures méthodiquement remplies par les labeurs juridiques, administratifs ou politiques où il

y a peu de fantaisie. Mais toute sa vie également, aux heures de loisir, il a goûté avec une grande sérénité une vie de famille douce et unie; il a été constamment avec ses intimes d'un caractère simple, facile, se prêtant et même participant à leurs divertissements. Seulement dans un cas comme dans l'autre, aux heures sérieuses comme aux heures de détente, M. Millerand parle peu et s'il nous est demandé à tous compte de nos paroles inutiles, M. Millerand sera certainement un des hommes qui auront le moins de choses à se reprocher. Il sait les vertus du recueillement et du silence : ce n'est pas une originalité négligeable chez un avocat et chez un homme politique.

L'humoriste qui a prêté à un parlementaire le mot fameux : « Quand je ne parle pas, je ne pense pas » ne connaissait certainement pas M. Millerand. Il est visible, dès qu'il parle, que ses paroles sont le résultat et comme le résumé de ses réflexions. Dans son cabinet d'avocat, aussi bien que dans son cabinet de ministre, les visiteurs de M. Millerand ont eu les mêmes impressions : un homme qui n'aime pas perdre son temps, qui écoute scrupuleusement, qui répond avec clarté, qui conclut vite et qui ne laisse pas de place aux phrases superflues. Toute question étant préalablement l'objet d'un examen, dans les entretiens il ne restait à M. Millerand qu'à exposer avec netteté ce qui lui paraissait être la conclusion. Un interlocuteur de M. Millerand m'a conté qu'une seule fois il avait causé véritablement avec lui. C'était au ministère de la Guerre à la fin de 1915. M. Millerand allait le soir même céder la place au général Gallieni. Recevant ce jour-là un visiteur qui lui parlait un peu longuement d'un service en réorganisation et qui s'en excusait, M. Millerand dit avec simplicité : « Cela ne fait rien, aujourd'hui j'ai le temps ».

Mais cette activité n'empêche pas M. Millerand de s'intéresser aux êtres et aux choses qui l'entourent. Il sait concentrer son attention, et il est soucieux des conditions où il travaille : ce qui ne le retient pas de garder un attachement fidèle aux lieux où il a vécu. Il a été dans son enfance élève du lycée Henri-IV : il n'a pas oublié l'antique et pittoresque abbaye des Génovéfains, où vit le souvenir d'élèves illustres, le duc d'Aumale, Henri Regnault, Alfred de Musset. Étant

avocat et député, il a accepté jadis d'être président de l'Association amicale des anciens élèves d'Henri-IV, et devenu Président de la République une de ses premières visites a été pour le lycée de sa jeunesse. De même, ayant coutume d'habiter l'été Versailles, il a manifesté son attachement pour la ville du grand roi et lorsque s'est fondée la Société des Amis de Versailles, pour collaborer à la sauvegarde d'un des plus beaux trésors de notre patrimoine national, il en a accepté la présidence.

Ajoutez à ces premières apparences du personnage de M. Millerand une évidente modestie. Dans aucune des circonstances où il s'est trouvé, M. Millerand n'a donné l'impression de se considérer comme un sauveur, de vouloir apparaître comme indispensable et providentiel. Il est trop intelligent pour être sujet à la moindre vanité; il est trop habile pour n'avoir pas un sentiment très exact de ce que vaut un homme, et des limites d'un être, même quand il s'élève au-dessus de l'ordre moyen. On n'a jamais vu M. Millerand viser à briller, promettre l'exceptionnel ou espérer l'extraordinaire. Bien au contraire on l'a toujours vu définir sa besogne, sans se faire d'illusions, et s'y adonner obstinément, avec une volonté consciencieuse et suivie, qui le faisait traiter d'entêté par ceux qui souhaitaient le voir changer d'avis. Pour sa part, il s'est toujours contenté de bien savoir ce qu'il voulait, et d'être ce qu'il est; comme tous les hommes qui comptent, il ne joue aucun personnage, c'est le plus sûr moyen d'en être un.

Si vous rassemblez maintenant tous ces traits extérieurs, vous commencez de voir un peu plus loin et de vous faire une idée plus profonde du caractère de M. Millerand; c'est avant tout un homme politique qui croit à la raison humaine. Qu'est-ce que le sérieux, l'application, la méthode, le travail, si ce n'est la conviction que l'étude permet à l'esprit de s'emparer des choses? Connaître, pour un homme de cette nature, c'est analyser toutes les données d'un problème ; — vouloir, c'est déduire logiquement une conclusion; — agir, c'est se conformer à un plan préalablement fixé. N'est-ce pas ainsi que M. Millerand paraît s'être comporté durant toute sa carrière?

Tout l'art oratoire chez lui est démonstration. Il s'agit de bien poser le problème, d'ordonner les arguments, et de faire

surgir rigoureusement les conséquences. Aucun ornement, aucune digression, aucune complaisance à l'égard de l'auditoire. C'est un art sobre et solide qui n'est pas froid cependant; dans tout le discours circule la chaleur qui vient d'une forte conviction ; s'il n'y a jamais chez M. Millerand de mouvement de sensibilité, ce n'est certes pas dire qu'il n'y ait pas de cœur, et tout ce que les orateurs anciens appelaient *pectus*.

De même le culte de la raison explique chez M. Millerand l'existence conjuguée de deux ordres d'idées, les idées socialistes et les idées de gouvernement. Vous imaginez M. Mille rand jeune avocat, examinant la République il y a quelque quarante ans, ne la trouvant point parfaite, rêvant avec sa génération au bonheur de la société, croyant aux institutions et aux réformes; c'est l'époque où il collabore avec M. Clemenceau et M. Pichon à la *Justice*. Mais la critique ne lui suffit pas, il veut une doctrine : le voilà socialiste, en même temps que beaucoup d'autres hommes politiques qui étaient destinés comme lui à devenir plus tard des hommes de gouvernement. Remarquez comment cette confiance accordée à la raison peut conduire à quelque idéologie. Car les logiciens sont à leur façon des poètes et l'on assure que le diable lui-même est logicien. Avec un peu de dialectique, on échafaude une législation, une cité future, un univers nouveau. Les combinaisons des lois ont la magie des combinaisons de chiffres; c'est une science merveilleuse qui ne s'écroule que si d'aventure quelque sceptique disciple de Montaigne vient nous rappeler que les hommes ne sont pas sûrement perfectibles et que la raison tourne à tout vent.

Mais remarquez bien aussi, je vous prie, qu'au temps même de sa fervente jeunesse, le socialisme de M. Millerand ne lui a jamais fait perdre le bon sens. Tout en rêvant à ce réseau de lois futures, qui devait si fort améliorer la société, M. Millerand n'a jamais méconnu quelques maximes élémentaires qui ont beaucoup servi à son renom. D'abord il n'a jamais répandu la croyance puérile à la rénovation brusque par opération révolutionnaire, il a toujours conçu les syndicats comme des organes destinés à défendre les intérêts ouvriers et non à préparer les grèves et les troubles. Ensuite il n'a jamais considéré les affaires religieuses comme un objet d'activité poli-

tique; ce sont là questions de conscience que chacun résout selon ses préférences, et ainsi, étant laïque autant que quiconque par ses convictions, il n'a jamais consacré dans ses discours un mot à des théories sectaires. Enfin tout démocrate qu'il est, tout imbu d'idés d'avenir, il ne perd pas de vue les réalités internationales et il ne dit jamais de paroles tendant à l'affaiblissement de l'armée et des armements. Et si vous y regardez d'un peu plus près, vous verrez qu'en d'autres termes le socialisme de M. Millerand ne l'a pas empêché dès le début d'avoir trois notions essentielles : celle de l'ordre, celle de la tolérance, celle de la défense nationale, c'est-à-dire les notions mêmes d'un homme d'État.

De cet ensemble se dégage le caractère de la politique de M. Millerand considérée dans toute son étendue et aussi dans sa limite. Si tout se démontrait, si tout s'analysait, la méthode de M. Millerand serait impeccable; mais elle ne l'est pas plus que la nature humaine, qui est capable d'erreur, qui ne sait pas toute la réalité et qui a quelquefois du mal à apprécier les impondérables. Par contre elle présente une grande sécurité et une rare stabilité. Quand un travail est accompli, il est acquis. Une conclusion adoptée est une conclusion, une promesse faite est une promesse. Je craindrais de manquer de révérence au monde politique en ayant l'air de croire que ces dispositions d'esprit y sont si rares qu'il faille les noter. Mais de par l'univers, et sans nullement parler de cercles parlementaires, la faiblesse humaine est si grande qu'on peut tenir pour remarquable la netteté dans les idées, la suite dans les desseins et la fidélité aux projets; c'est même cet ensemble de qualités que l'on désigne d'une belle expression française, en disant qu'un homme a du caractère. M. Millerand a du caractère.

Il a eu l'occasion de le montrer. Il ne s'est pas toujours trouvé dans des circonstances faciles. C'est même une des particularités de sa carrière politique : lorsqu'il a passé par le Gouvernement, c'est pour y accomplir quelque chose. M. Millerand n'a jamais été ministre pour le plaisir de l'être; il lui est même arrivé d'être appelé à s'acquitter de tâches particulièrement lourdes. Quand un homme se trouve plusieurs fois au pouvoir dans des conjonctures difficiles, c'est

en tous cas la preuve qu'il ne craint pas les responsabilités; c'est aussi le signe qu'on a volontiers recours à lui le jour où les affaires publiques deviennent compliquées. Le sort de M. Millerand, qui s'explique par son caractère, est d'avoir rarement occupé un ministère dans un moment où ce n'était qu'une fonction; c'était toujours un peu plus et un peu mieux.

Pour la première fois M. Millerand devient ministre en 1899. Les circonstances politiques sont alors délicates. Waldeck-Rousseau, réunit autour de lui les hommes en qui il a confiance; à la Guerre il place le général de Galliffet, au Commerce M. Millerand. Ces événements sont loin et aujourd'hui paraissent bien simples; nous en avons eu de plus étonnants. Mais à cette époque l'arrivée d'un socialiste au Ministère parut un phénomène extraordinaire et fit beaucoup parler. Les actes de M. Millerand étaient suivis avec une attention où il n'y avait pas que de la bienveillance; assurément ils n'ont pas toujours été dépouillés de toute préoccupation étatiste, et ils n'ont pas été sans influence sur les illusions interventionnistes — longtemps entretenues dans notre pays. Mais dans l'ensemble M. Millerand s'acquitta de ses fonctions en homme de gouvernement; il présida à l'ouverture de l'Exposition de 1900; il participa à la politique de resserrement de l'alliance russe; il fit très bon ménage avec le général de Galliffet qui l'appréciait beaucoup et qui, avec le sûr coup d'œil qu'il portait sur les hommes et sur les événements, prévoyait en lui un futur chef de gouvernement. L'écho des inquiétudes soulevées par l'arrivée de M. Millerand et aussi celui de la réputation de ses mérites personnels arriva jusqu'à Rome. On assure que le pape Léon XIII qui suivait toutes les affaires politiques s'intéressa vivement à l'avènement d'un socialiste au ministère à Paris, non sans manifester quelque préoccupation touchant l'avenir. Et on assure que notre ambassadeur à Rome, le subtil et courtois M. Nisard, rassura Sa Sainteté en lui disant que M. Millerand, étant homme d'État avant tout, était capable un jour d'améliorer les rapports de l'Église et de la France; affirmation prophétique, si l'on se souvient qu'au lendemain de la guerre M. Millerand a été des premiers à trouver naturel le rétablissement des relations diplomatiques entre le Saint-Siège et la République.

Dix ans plus tard M. Millerand revient au Ministère; cette fois il est aux Travaux Publics. Il a accepté de travailler à la politique d'union et d'apaisement qu'inaugura M. Briand après les excès de la politique radicale. M. Millerand prend ici une responsabilité qui est en parfait accord avec tout ce qu'il a soutenu; car après le ministère Waldeck-Rousseau il n'a cessé de protester contre la politique de M. Combes qui prétendait continuer son prédécesseur, et il lui est arrivé, sans en être étonné, de monter à la tribune après un représentant de la politique libérale pour blâmer comme lui les procédés administratifs du ministère. Impartial et respectueux de la liberté de conscience, il est l'ennemi du pouvoir arbitraire. Mais il est aussi l'ennemi du désordre et il a eu lors de la grève des cheminots sa part dans la politique d'énergie que fit le ministère Briand.

En 1912, il se forme sous la présidence de M. R. Poincaré un ministère national destiné à faire une besogne devenue indispensable. On sortait de la période de la politique radicale dirigée par M. Caillaux; on éprouvait le sentiment justifié par les événements du danger extérieur; on sentait la nécessité de sortir du malaise et de reconstituer l'armée. C'est cette mission qui incomba à M. Millerand. On sait comment il s'en est acquitté, par une série de mesures administratives et de décrets sur les effectifs, l'armement, les états-majors et le commandement. L'impulsion vigoureuse de M. Millerand ranima l'esprit public et prépara utilement l'opinion à la revision des lois militaires et au vote de la loi de trois ans. Le ministre continuait son œuvre, lorsque à la veille de l'élection présidentielle de janvier 1913 il donna sa démission dans des conditions qui aident à mieux connaître son caractère. M. Millerand avait réintégré un officier rayé des cadres depuis longtemps à la suite de bruyants incidents politiques : il avait jugé que les temps étaient révolus et que rien ne s'opposait plus à rendre une fonction d'ailleurs bien secondaire à cet officier. Cet incident si menu fut exploité contre le ministère et M. Millerand ne voulant pas gêner l'élection présidentielle fort importante — il s'agissait d'envoyer M. Poincaré à l'Élysée — s'effaça et donna sa démission. Il se contenta de dire une parole bien significative de

ses idées : « Est-il donc si difficile de rester d'accord avec soi-même et fidèle à sa parole? »

Enfin en août 1914, M. Millerand devient ministre de la Guerre dans des conditions qui font le plus grand honneur à son énergie. C'était le soir de Charleroi. Les hommes politiques consultés sur-le-champ par le Président de la République lui avaient conseillé de constituer un ministère fort, groupant toutes les personnalités qui pouvaient inspirer confiance à l'opinion. La défaite de Charleroi, l'avance allemande, la perspective de l'invasion, la nécessité de réformer l'armée et l'armement, tout annonçait les temps les plus durs. C'est l'époque où M. Viviani appela dans le ministère M. de Freycinet, M. Léon Bourgeois, M. Ribot, M. Briand, M. Delcassé, et M. Millerand. On demande à M. Millerand s'il se chargerait du département de la Guerre, il accepta tout de suite. Quand on songe aujourd'hui à la responsabilité que supposait cette acceptation, quand on songe surtout que M. Millerand était un de ceux qui en avaient pleine conscience, on rend hommage à la fermeté d'âme dont fit preuve le ministre qui prenait possession de la rue Saint-Dominique. Il s'était à peine installé que déjà il devait partir pour Bordeaux où il resta jusqu'aux premiers jours de janvier 1915. M. Millerand a donc connu, comme ministre, la lourde période des premiers mois de guerre, l'invasion du Nord, la marche sur Paris, la bataille de la Marne, la course à la mer, la bataille des Flandres... Heures marquées par les plus graves événements et toutes remplies par le plus urgent labeur. Car, tandis que les armées combattaient, il était nécessaire de fabriquer les armes, de faire surgir tout un arsenal, de transformer le pays en usine de guerre. Les opérations avaient fait apparaître, sous la lumière la plus crue, la nature du combat moderne; elles avaient obligé à conclure que nous avions eu une autre conception et que nous n'étions pas prêts pour la guerre de matériel. Il devenait manifeste que l'offensive ne suffisait pas à tout, que le fusil, si perfectionné soit-il, ne répondait pas à tous les besoins, que le 75, si merveilleux que soient ses effets et si rapide que soit son tir, ne remplaçait pas le canon lourd, que la tactique moderne ne pouvait pas se passer d'aviation... C'était un monde à créer.

M. Millerand trouvait partout non seulement des habitudes prises mais des idées faites. Il eut quelque inclination à s'en rapporter à ses bureaux et au Grand Quartier Général. Devant l'énormité de la tâche il pensa que c'était la meilleure méthode. Il est certain qu'il obtint des industries un effort considérable et qu'il donna à la fabrication, au travail de guerre en général, une intensité remarquable. Cette activité était-elle dès le début inspirée par les idées directrices les meilleures, et n'aurait-on pas gagné du temps en adoptant les projets qui ont prévalu par la suite sur l'artillerie lourde à tir rapide? Tout était à faire; on comprend que le ministre ait été tenté de s'en rapporter aux techniciens; il fallait réorganiser le service des postes, réorganiser le service de santé, s'occuper à la fois des effectifs et du matériel, au milieu de l'agitation générale, des réclamations du Parlement et des attaques de M. Clemenceau. Dans cette période décisive, M. Millerand tint bon; il gardait son sang-froid; il savait que la guerre serait longue et il ne craignait pas de le dire; il vivait en confiance avec le Quartier Général, très large en tout ce qui concernait les fonctions mêmes du commandant en chef, très soucieux de son pouvoir de ministre dès qu'il s'agissait de la politique ou de la répercussion des événements et des nouvelles sur l'état moral du pays.

La guerre finie, le Gouvernement, le sachant un homme capable de mener à bien l'administration de l'Alsace-Lorraine, de réparer les erreurs commises dans les premières semaines qui ont suivi l'armistice, et de procéder à l'œuvre émouvante et passionnante que réclamaient les provinces retrouvées, nomme M. Millerand à Strasbourg. Mais les événements politiques ne devaient pas permettre à M. Millerand d'y demeurer bien longtemps. Les élections de novembre 1919 étaient proches. M. Millerand, partisan fidèle et ancien de la représentation proportionnelle, partisan de la concorde civile prit l'initiative d'une liste qui à Paris parut le symbole même de l'union désirée de tous. Il prononçait le 7 novembre à Bataclan un discours qui était le programme véritable de la France nouvelle et qui deux ans après n'a pas cessé de répondre aux circonstances. M. Millerand se trouva ainsi tout de suite le chef de la majorité nouvelle, le chef du Gouver-

nement nouveau, il avait de l'expérience politique, mais il n'avait pas été mêlé aux affaires de couloir, il n'était pas usé, et quoique arrivé à l'âge de soixante ans et ayant vingt-cinq années de vie politique active il paraissait dans une large mesure, un homme neuf.

Chef du Gouvernement il est devenu par une poussée irrésistible chef de l'État. Beaucoup ont regretté alors que M. Millerand cédât aux instances parlementaires et quittât le pouvoir. Il ne serait pas toujours resté ministre, car aucun ministère n'est éternel, même devant la Chambre actuelle. Mais il serait demeuré comme une force bienfaisante en réserve. A l'Élysée, il est vrai, il a annoncé l'intention de concilier l'esprit de nos institutions avec son autorité personnelle ; il veut être un chef d'État constitutionnel, mais usant de tous les pouvoirs de la Constitution. Il est homme à le faire. S'il ne tire pas du pouvoir présidentiel quelque chose de neuf, c'est qu'il n'y a rien à en tirer. Car il est assez obstiné pour accomplir ses fonctions selon son idée, et il inspire assez de confiance pour que personne ne l'accuse de mégalomanie ni de tendance au pouvoir personnel. Courtois, simple, sincère et au besoin un peu rude, M. Milllerand s'est défini lui-même le jour où il a dit qu'il fallait être à la fois idéaliste et soucieux des réalités. Il y a un rêveur en lui, mais il y a aussi un homme d'un vigoureux bon sens; on le sent plein de probité et il a une haute idée de l'intérêt national : c'est pourquoi toute la nation a trouvé naturel qu'il fût le gardien suprême, laborieux et appliqué des affaires publiques.

IGNOTUS

LE DILEMME DU DOCTEUR[1]

— TRAGÉDIE —

ACTE II

Après dîner, sur la terrasse du restaurant l'Étoile et la Jarretière, *à Richmond. Il fait une nuit d'été sans nuages. Le calme est complet, troublé seulement de temps à autre par la longue trajectoire d'un train lointain et par le clapotement cadencé des rames, qui monte de la Tamise, dans la vallée. Le dîner est fini.*

Trois chaises sur les huit sont vides. Sir Patrick, le dos tourné à l'horizon est, avec Ridgeon, au haut bout de la table carrée. Les deux chaises qui font face sont vides. Sur leur droite viennent, d'abord une chaise vacante, puis une autre, bien remplie par Ralph Bon qui se baigne avec félicité dans les rayons lunaires. Sur leur gauche, Schutzmacher et Coutelier. L'entrée de l'hôtel est sur leur droite, derrière Bon. Les cinq hommes, pleins de nourriture, et pas tout à fait vides de vins, jouissent en silence de leur café et de leur cigarette.

MADAME DUBÉDAT, *arrivant, enveloppée de son manteau, pour le départ, et tandis que tous se lèvent, sauf Sir Patrick.* — Louis sera ici dans un instant. Il montre au Docteur Blenkinsop comment faire marcher le téléphone. (*Elle s'assied sur l'une des chaises vacantes, au bas bout de la table, à côté de Bon et tous se rasseyent.*) Oh ! Ce que je regrette qu'il nous faille nous en aller déjà !... C'est si dommage par cette belle soirée. Et nous nous sommes si bien amusés.

1. Voir la *Revue* du 15 octobre.

RIDGEON. — Je ne crois pas qu'une demi-heure de plus fasse le moindre mal à monsieur Dubédat.

SIR PATRICK. — Voyons, voyons, mon petit! Voyons! Pas de ça, Lisette!... Vous allez emmener votre mari chez vous, madame Dubédat, et le faire se mettre au lit avant onze heures.

BON. — Oui, oui, oui, au lit avant onze heures... Vous avez bien raison, bien raison... Je regrette de vous perdre, chère Madame, mais les ordres de Sir Patrick, c'est la Loi et les Prophètes.

COUTELIER. — Permettez-moi de vous reconduire chez vous dans mon auto.

SIR PATRICK. — Non, non. Vous devriez avoir honte, Coutelier. Votre auto conduira monsieur et madame Dubédat à la gare, et c'est déjà bien assez loin pour rouler dans une voiture ouverte, la nuit.

MADAME DUBÉDAT. — Oui, oui, je suis certaine que le train vaut mieux.

RIDGEON. — Ah! Madame, comme nous avons eu une soirée délicieuse!

COUTELIER ET BON. — Tout à fait délicieuse. Ravissante. Charmante. Inoubliable.

MADAME DUBÉDAT, *avec une teinte d'anxiété soupçonneuse.* — Que pensez-vous de Louis?... Ou bien... ai-je tort de vous le demander?

RIDGEON. — Tort?... Mais il nous a tous charmés.

COUTELIER. — Enchantés.

BON. — Absolument heureux de l'avoir rencontré. C'est un privilège, un vrai privilège.

SIR PATRICK *grogne.*

MADAME DUBÉDAT, *avec vivacité.* — Est-ce que vous êtes inquiet à son sujet, Sir Patrick?

SIR PATRICK, *avec discrétion.* — J'admire énormément ses dessins, chère Madame.

MADAME DUBÉDAT. — Oui... mais je voulais dire...

RIDGEON. — Vous pouvez partir tout à fait heureuse. Il vaut qu'on le sauve. Il doit être sauvé... Il sera sauvé. (*Madame Dubédat se lève et respire péniblement, tant elle est heureuse, soulagée, reconnaissante. Tous se lèvent, à l'exception de Sir Patrick et de Schutzmacher, et s'approchent d'elle d'un air rassurant.*)

BON. — Bien sûr, bien sûr!

COUTELIER. — Il n'y a aucune difficulté, vraiment, du moment qu'on sait ce qu'il faut faire.

MADAME DUBÉDAT. — Ah!... Comment pourrais-je jamais vous remercier! Enfin!... A partir de ce soir, je peux commencer à être heureuse! Enfin!... Ah!... Vous ne savez pas ce que je ressens.

(*Elle s'assied, en pleurs. Ils s'empressent tous autour d'elle pour la consoler.*)

BON. — Voyons, voyons, ma chère dame, voyons, voyons! (*D'un ton très persuasif.*) Voyons, voyons!

COUTELIER. — Pleurez à votre aise!... Ne faites pas attention à nous!

RIDGEON. — Non, non, ne pleurez pas. Il vaut mieux que votre mari ne sache pas que nous avons parlé de lui.

MADAME DUBÉDAT, *se remettant vivement.* — Oui, oui... Vous avez raison... Je vous en prie : ne faites pas attention à moi... Quelle superbe chose ce doit être, que d'être docteur! (*Ils rient.*) Ne riez pas... Vous ne savez pas ce que vous avez fait pour moi... Je ne savais pas, jusqu'à présent, quelle peur mortelle j'avais... comme j'en étais arrivée à toujours craindre le pire... Je n'osais pas me l'avouer à moi-même... Mais maintenant, je suis soulagée... Maintenant je sais.

Louis Dubédat sort de l'hôtel, vêtu de son pardessus, le cou entouré d'un châle. C'est un frêle jeune homme de vingt-trois ans, physiquement encore un jouvenceau, joli, quoique pas du tout efféminé. Ses yeux sont bleu turquoise. Sa façon de vous regarder avec ces yeux-là, droit en face, jointe à un franc sourire, est tout à fait engageante. Il est tout nerfs, très observateur et très vif de compréhension. Cependant il n'est pas le moins du monde timide. Il est plus jeune que Jennifer, mais il a vis-à-vis d'elle un air protecteur, et c'est, pour lui, chose parfaitement naturelle. Les docteurs ne le troublent nullement. Les années de Sir Patrick, pas plus que la majesté de Sir Ralph Bon n'ont sur lui aucun effet apparent, même le plus infime. Il a autant de naturel qu'un chat. Il se meut au milieu des hommes comme la plupart des hommes se meuvent au milieu des choses, bien qu'en cette occasion, il se rende, avec intention, agréable à leur égard. Comme tous les gens sur lesquels on peut compter pour prendre soin d'eux-mêmes, il est d'une compagnie agréable. Son talent d'artiste pour provoquer l'imagination fait croire qu'il possède toutes sortes de qualités et de talents, qu'il les possède ou non en réalité.

LOUIS, *enfilant ses gants, derrière la chaise de Ridgeon.* — Eh bien, Jenny-Gwinny, l'auto nous attend.

RIDGEON. — Oh! Pourquoi lui laissez-vous gâter comme cela votre beau nom, madame Dubédat?

MADAME DUBÉDAT. — Dans les grandes occasions, Docteur, je suis Jennifer!

BON. — Vous êtes célibataire, vous, Ridgeon!... Vous ne comprenez pas ces choses-là! Tenez, regardez-moi... (*Tous le regardent.*) J'ai aussi deux noms, moi... Dans les moments d'ennuis

domestiques, je suis tout bonnement Sir Ralph. Mais quand le soleil brille à la maison, je suis mon gros poulot!... C'est ça la vie, quand on est marié! Dites-moi, monsieur Dubédat, permettez-moi de vous prier de me faire une faveur avant de vous en aller? Voulez-vous signer votre nom sur ce menu, au-dessous de l'esquisse que vous avez faite pour moi?

COUTELIER. — Oui, c'est cela! Et sur le mien aussi, n'est-ce pas?

LOUIS. — Certainement, certainement. (*Il s'assied et signe les menus.*)

MADAME DUBÉDAT. — Dis donc, Louis, tu ne signes pas celui du docteur Schutzmacher?

LOUIS. — Je ne crois pas que le docteur Schutzmacher soit content de son portrait. Je vais le déchirer. (*Il étend le bras par-dessus la table pour prendre le menu de Schutzmacher, et il fait mine de vouloir le déchirer. Schutzmacher ne fait pas un mouvement.*)

RIDGEON. — Non, non. Ce serait un meurtre... Si Léo n'en veut pas, moi, je le prends.

LOUIS. — Oh, pour vous, je le signerai avec plaisir. (*Il le signe et le tend à Ridgeon.*) Je viens de faire un petit croquis de la rivière dans la nuit. Cela me servira à faire quelque chose de bien. (*Il montre un petit album d'esquisses.*) Je crois que je l'intitulerai le Danube d'argent.

BON. — Ah! Charmant, charmant!

COUTELIER. — Très joli!... Vous avez vraiment la griffe de maître pour le pastel.

(*Louis tousse, d'abord par modestie, ensuite, à cause de sa phtisie.*)

SIR PATRICK. — Allons maintenant, monsieur Dubédat, vous en avez eu assez de l'air de la nuit... Emmenez-le chez lui, Madame.

MADAME DUBÉDAT. — Oui, Docteur!... Allons, viens, Louis!

RIDGEON. — N'ayez aucune crainte... Ne vous inquiétez pas... J'en fais mon affaire, de cette toux.

BON. — Nous stimulerons les phagocytes. (*Il serre la main de madame Dubédat avec une tendre effusion.*) Bonsoir, Madame, bonsoir, bonsoir!

COUTELIER. — Si les phagocytes n'ont pas de succès, venez chez moi... Je vous remettrai, moi.

LOUIS. — Au revoir, Sir Patrick. Au revoir. Heureux de vous avoir rencontré.

SIR PATRICK. — 'Soir! (*Un demi-grognement.*)

MADAME DUBÉDAT. — Au revoir, Docteur.

SIR PATRICK. — Couvrez-vous bien, vous aussi. N'allez pas vous imaginer que vos poumons sont de fer parce qu'il sont meilleurs que les siens! Bonsoir.

MADAME DUBÉDAT. — Merci, merci... Rien ne me fait mal... Au revoir.

Louis sort par l'hôtel, sans faire attention à Schutzmacher. Madame Dubédat hésite, puis lui fait un salut. Schutzmacher se lève et salue cérémonieusement, à la façon allemande. Elle sort accompagnée de Ridgeon. Les autres reprennent leur place, pour ruminer ou fumer tranquillement.

BON. — Quel couple délicieux! Quelle femme charmante! Comme il est doué, ce garçon! Un talent remarquable! Quelles esquisses gracieuses!... Quelle belle soirée! Quel énorme succès!... Quel cas intéressant! Quelle nuit merveilleuse! Quels décors exquis! Quel excellent dîner! Quelle conversation stimulante! Quel calme dehors! Quel bon vin! Comme tout s'est bien passé! et quelle gratitude touchante! Heureux Ridgeon!...

RIDGEON, *apparaissant.* — Qu'y a-t-il? Vous m'appeliez, Bon? (*Il retourne à sa place à côté de Sir Patrick.*)

BON. — Non, non, non. Je vous félicitais seulement pour cette soirée si réussie. Quelle femme ravissante! Quelle éducation parfaite! Quelle noble nature! Quel raffinement...

(*Blenkinsop sort de l'hôtel et prend la place vide à côté de Ridgeon.*)

BLENKINSOP. — Je suis vraiment au regret de vous avoir quitté comme cela, mon cher Ridgeon, mais c'était la police qui m'appelait au téléphone. On a trouvé la moitié d'un laitier, à notre passage à niveau, et il avait dans sa poche une ordonnance de moi... Mais où est monsieur Dubédat?

RIDGEON. — Parti.

BLENKINSOP, *se levant très pâle.* — Parti!

RIDGEON. — Oui, à l'instant même.

BLENKINSOP. — Peut-être pourrai-je encore le rattraper... (*Il s'élance du côté de l'hôtel.*)

COUTELIER, *criant après lui.* — Mais il est en auto, mon vieux, à des kilomètres d'ici. Vous ne pouvez pas... (*Il y renonce.*) Inutile!

RIDGEON. — Vraiment, ce sont des gens extrêmement aimables... Je l'avoue, je craignais que le mari ne se revélât ou un épouvantable sauteur, ou un désespérant amateur .. Mais il est, à sa façon, presque aussi charmant qu'elle l'est, à la sienne. Et il n'y a pas d'erreur, c'est un génie, un véritable génie... C'est quelque chose, d'avoir un cas qui vaille réellement la peine d'être sauvé... Un autre devra s'en aller, mais à coup sûr, il sera facile de trouver un homme plus mauvais.

SIR PATRICK. — Comment le sais-tu, mon petit?

RIDGEON. — Allons, allons, mon cher Paddy, pas de grondement... Voulez-vous encore boire quelque chose?

SIR PATRICK. — Non, merci.

COUTELIER. — Dites donc, Bon, est-ce que vous voyez quelque chose de mal chez Dubédat, vous?

BON. — C'est un jeune homme charmant, exquis... Et puis, d'ailleurs, après tout, quel mal pourrait-il y avoir chez lui?... Regardez-le! Quel mal pourrait-il y avoir chez lui?

SIR PATRICK. — Chez un homme, il peut y avoir deux choses de mal. L'argent et la femme. La femme et l'argent... Vous ne savez rien d'un homme tant que vous ne savez pas s'il est pur sur ces deux points.

BON. — Ah! Le cynique! Le cynique!

COUTELIER. — Du côté argent, il va bien, pour quelque temps du moins... Avant dîner, il a causé avec moi tout à fait franchement, au sujet de la pression qu'exercent sur un artiste les difficultés d'argent. Il m'a dit qu'il n'avait aucun vice et qu'il était très économe, mais, qu'il y avait une dépense extravagante qu'il ne pouvait se permettre et à laquelle, pourtant, il ne pouvait résister, et cette extravagance, c'était d'habiller sa femme avec élégance. Aussi, je lui ai dit à brûle-pourpoint : « Permettez-moi de vous prêter cinq cents francs, vous me paierez quand vous aurez réussi. » Oh, il a été gentil, vraiment gentil. Il s'est véritablement conduit en galant homme; c'était plaisir de voir comme cela le rendait heureux, le pauvre garçon!

BON, *qui a écouté Walpole avec un trouble croissant.* — Mais... mais... mais... dites donc, quand cela s'est-il passé?

COUTELIER. — Mais, quand je vous ai rejoint, là-bas, près de la rivière.

BON. — Tiens! Mais il venait justement, mon cher, de m'emprunter à moi-même, deux cent cinquante francs.

COUTELIER. — Comment!

SIR PATRIK *grogne.*

BON, *avec indulgence.* — Bon, bon, bon! En vérité, on ne peut appeler cela emprunter, car il a dit que Dieu seul savait quand il pourrait jamais me le rendre... Je ne pouvais pas lui refuser... Il paraît que madame Dubédat m'a pris quasi en affection...

COUTELIER, *avec vivacité.* — Mais non, c'est moi.

BON. — Non, non, certes non! Jamais votre nom n'a même été mentionné entre nous. Il est, dit-il, si absorbé par son travail, qu'il est obligé de la laisser souvent seule; aussi, le pauvre jeune homme innocent — il n'a aucune idée de ma situation et de tout le travail que j'ai — a été jusqu'à souhaiter que je vienne de temps en temps tenir compagnie à sa femme, pour causer avec elle.

COUTELIER. — C'est exactement ce qu'il m'a dit à moi aussi.

BON. — Ah bah! ah bah! ah bah!... C'est raide tout de même!

(*Très bouleversé, il se lève et va, d'un air vexé, à la balustrade pour contempler le paysage.*)

COUTELIER. — Dites donc, Ridgeon, cela commence à devenir intéressant!

(*Blenkinsop revient, l'air soucieux et malheureux; mais s'efforçant de paraître indifférent.*)

RIDGEON. — Eh bien, l'avez-vous rattrapé?

BLENKINSOP. — Non... Excusez-moi de m'être sauvé comme ça. (*Il s'assied au bout de la table, à côté de la chaise de Bon.*)

COUTELIER. — Quelque chose qui vous ennuie?

BLENKINSOP. — Non, non... Une bagatelle... Quelque chose de ridicule... Rien à faire... Ça n'a pas d'importance.

RIDGEON. — Est-ce quelque chose qui soit contre Dubédat?

BLENKINSOP, *presque en larmes.* — Je devrais garder ça pour moi, je le sais... Enfin!... Écoutez, Ridgeon, je ne peux pas vous dire combien, après votre bonté à mon égard, je suis honteux de traîner à votre dîner ma malheureuse pauvreté! Oh! Ce n'est pas la peur que vous ne me réinvitiez plus; mais c'est si humiliant... Et j'avais tant attendu cette soirée, où j'endossais mon meilleur habit — il est encore présentable, vous voyez — et où je laissais derrière moi tous mes soucis, exactement comme autrefois.

RIDGEON. — Mais enfin, qu'est-ce qui est arrivé?

BLENKINSOP. — Rien, rien!... C'est par trop ridicule... Imaginez-vous que je m'étais arrangé à économiser cent sous pour cette petite fête. J'ai dépensé trente-six sous pour venir jusqu'ici. Et voilà que Dubédat me demande de lui prêter trois francs pour les donner comme pourboire à la femme de chambre de l'appartement où sa femme a quitté son manteau, et pour le vestiaire. Il disait qu'il n'en avait besoin que pour cinq minutes, car c'était sa femme qui avait son porte-monnaie. Naturellement, je les lui prêtai, ces trois francs... Et il a oublié de me les rendre. Et j'ai juste quatre sous pour m'en retourner.

RIDGEON. — Ce n'est rien, ce n'est rien, je...

BLENKINSOP, *l'interrompant résolument.* — Non, non... Je sais ce que vous allez dire, mais je ne veux rien accepter... Jamais je n'ai emprunté un sou; et je ne veux pas commencer... Jamais je n'en emprunterai. Je n'ai rien qui me reste, sauf mes amis, et je ne veux pas les perdre. Si l'un de vous ne pouvait me rencontrer sans craindre qu'aussitôt je ne lui emprunte cent sous, ce serait la fin de tout pour moi... Je veux bien accepter vos vieux vêtements, Ridgeon, plutôt que de vous déshonorer avec les miens, quand je vous rencontre dans la rue; mais je ne veux pas emprunter d'argent... Avec mes quatre sous, je prendrai le chemin de fer, et j'irai aussi loin qu'il me mènera pour ce prix. Le reste, je le ferai à pied.

COUTELIER. — Vous ferez toute la route dans mon auto, mon cher. (*Tous sont immensément soulagés, et Coutelier, pour sortir de ce sujet pénible, se hâte d'ajouter.*) Et à vous, Schutzmacher, est-ce que Dubédat a emprunté quelque chose aussi?

SCHUTZMACHER *secoue la tête en signe de la plus expressive dénégation.*

COUTELIER. — Vous n'avez pas apprécié son dessin, je crois.

SCHUTZMACHER. — Si, si, beaucoup... J'aurais beaucoup aimé garder cette esquisse signée de lui.

BON. — Alors, pourquoi ne l'avez-vous pas fait?

SCHUTZMACHER. — Pourquoi?... Voici. Quand j'eus rejoint Dubédat, après sa conversation avec Coutelier, il me déclara que les Juifs étaient le seul peuple qui eût quelque connaissance en art, et qu'il n'y avait que ce que moi je disais de ses dessins qui lui plût réellement. Ce que vous autres Philistins disiez, prétendait-il, c'étaient des niaiseries. Il me dit aussi que sa femme était très frappée de mes connaissances et qu'elle avait toujours admiré les Juifs. Et alors, il me demanda de lui avancer mille francs sur la valeur de ses dessins.

BON, COUTELIER, BLENKINSOP, *s'exclamant ensemble.* — Comment! Réellement! Sérieusement! Quoi! Encore mille francs! Pensez donc!

SIR PATRICK *grogne.*

SCHUTZMACHER. — Naturellement, je ne pouvais pas prêter comme cela de l'argent à un étranger.

BON. — Je vous envie de pouvoir dire non, monsieur Schutzmacher!... Évidemment, je savais bien que j'avais tort de prêter comme cela de l'argent à un jeune homme; mais je n'avais tout bonnement pas le courage de le lui refuser... Ce n'est pas bien facile, vous savez... Convenez-en!

SCHUTZMACHER. — Moi, je ne comprends pas cela. J'ai parfaitement senti, moi, que j'aurais eu tort de lui prêter.

COUTELIER. — Et qu'est-ce qu'il a répondu?

SCHUTZMACHER. — Eh bien, il a fait une remarque très déplacée sur les Juifs qui ne comprennent pas les sentiments d'un homme du monde... Vous autres, Gentils, je dois le dire, vous êtes très difficiles à satisfaire. Vous dites, en effet, que nous ne sommes pas des hommes du monde quand nous prêtons de l'argent; et quand nous refusons d'en prêter, vous dites exactement la même chose. Je n'avais pas l'intention de me mal conduire... Comme je le lui ai dit, j'aurais pu les lui prêter si lui-même avait été Juif.

SIR PATRICK, *avec un grognement.* — Et qu'a-t-il répondu à cela?

SCHUTZMACHER. — Il a commencé par essayer de me persuader

qu'il était de la tribu, lui aussi, qu'il appartenait au peuple élu, comme moi, et la preuve, c'était sa faculté artistique... Il me dit qu'en réalité il n'avait pas besoin de mille francs, qu'il plaisantait simplement, et que, tout ce qu'il voulait, c'était deux louis.

BON. — Non, non, M. Schutzmacher!... Vous devez inventer ce dernier trait. C'est sérieux, dites?

SCHUTZMACHER. — Absolument sérieux... On ne peut pas faire mieux que nature, lorsqu'on raconte des histoires à propos de gens comme M. Dubédat.

BLENKINSOP. — Les Juifs se soutiennent certainement entre eux, M. Schutzmacher.

SCHUTZMACHER. — Pas du tout... Personnellement, j'aime mieux les non-Juifs que les Juifs, aussi, je les fréquente toujours. Et ce n'est que naturel, puisqu'en ma qualité de Juif, il n'y a rien d'intéressant pour moi chez les Juifs, tandis que chez un non-Juif, il y a toujours quelque chose d'intéressant et d'étranger... En matière d'argent, par contre, c'est tout différent. Quand un non-Juif emprunte, il ne sait qu'une chose, il ne se soucie que d'une chose; c'est qu'il a besoin d'argent. Et pour obtenir cet argent, il signera n'importe quoi, sans s'occuper de ce que c'est, et sans la moindre intention de remplir son engagement, si cela tourne à son désavantage... En fait, il trouve que vous êtes vulgaire, vil même, si, dans cette occurrence, vous lui demandez d'exécuter son engagement... Le marchand de Venise, vous savez, le marchand de Venise!... Quand un Juif fait un traité, lui, il a bien l'intention de le remplir et il s'attend aussi à ce que vous le remplissiez. S'il veut de l'argent pour un temps déterminé, il l'emprunte, et il sait qu'à l'échéance, il doit le payer. S'il sait qu'il ne peut pas le payer, alors, il le demande comme un don, non comme un prêt.

RIDGEON. — Voyons, Léo! Est-ce que vous voulez dire que les Juifs ne sont jamais ni brigands ni voleurs?

SCHUTZMACHER. — Pas du tout! pas du tout! Je ne dis pas cela. Je ne parlais pas des criminels. Je comparais seulement les Juifs honnêtes avec les non-Juifs honnêtes. (*Tandis qu'il prononce ces derniers mots, une des bonnes de l'hôtel sort, un peu furtivement de l'hôtel. C'est une jolie femme aux cheveux blonds qui paraît avoir environ vingt-cinq ans.*)

LA SERVANTE, *accostant Ridgeon.* — Pardon, Monsieur...

RIDGEON. — De quoi?

LA SERVANTE. — Je demande pardon à Monsieur. Ce n'est pas pour l'hôtel. On ne me permet pas d'être sur la terrasse et on me renverrait si on me voyait parler à Monsieur, à moins que Monsieur n'ait la bonté de dire qu'il m'a appelée, pour savoir si l'automobile était déjà revenue de la gare.

COUTELIER. — Est-ce qu'elle est revenue?

LA SERVANTE. — Oui, Monsieur.

RIDGEON. — Eh bien, que désirez-vous?

LA SERVANTE. — Cela déplairait-il à Monsieur de me dire l'adresse du monsieur qui a dîné avec lui, ici?

RIDGEON, *avec raideur.* — Certes oui, cela me déplairait! Et beaucoup encore! Vous n'avez pas le droit de me demander cela.

LA SERVANTE. — Oui. Monsieur, cela semble ainsi, je le sais... Mais comment dois-je faire?

SIR PATRICK. — Voyons, de quoi s'agit-il?

LA SERVANTE. — De rien, Monsieur, de rien. Je désire cette adresse, voilà tout.

BON. — Vous voulez parler du jeune monsieur?

LA SERVANTE. — Oui, Monsieur; celui qui est parti prendre le train avec la femme qu'il avait amenée avec lui.

RIDGEON. — La femme!... Vous voulez parler de la dame qui a dîné ici? L'épouse de ce monsieur?

LA SERVANTE. — Que monsieur ne les croie pas! Elle ne peut pas être sa femme. C'est moi qui suis sa femme!

BON, RIDGEON et COUTELIER, *tous trois à la fois.*

BON, *d'un ton de remontrance étonnée.* — Ma fille!

RIDGEON. — Vous, sa femme!

COUTELIER. — De quoi?... En voilà une affaire!... Mais cela devient tout à fait charmant, Ridgeon!

LA SERVANTE. — Il ne me faut pas plus d'une minute pour courir là-haut chercher mon livret de mariage, si monsieur doute de ma parole... C'est bien M. Dubédat, n'est-ce pas!

RIDGEON. — Oui.

LA SERVANTE. — Monsieur peut me croire ou non, mais je suis la légitime madame Dubédat.

SIR PATRICK. — Et pourquoi ne vivez-vous pas avec votre mari?

LA SERVANTE. — Nous n'avions pas de quoi vivre ensemble, Monsieur... J'avais économisé huit cents francs, et nous avons tout dépensé pendant notre lune de miel, en trois semaines, et bien plus encore, qu'il avait emprunté! — Alors, j'ai dû me replacer, et lui, il est retourné à Londres, pour travailler à ses dessins; et depuis, il ne m'a jamais écrit un mot, ni même envoyé son adresse. Je ne l'avais plus vu ou entendu jusqu'au moment où, de la fenêtre, je l'ai aperçu monter en auto avec cette femme.

SIR PATRICK. — Alors, pour débuter, cela lui fait deux femmes.

BON. — Ma parole! Je ne voudrais pas manquer de charité, mais tout de même, je commence réellement à soupçonner que notre jeune ami est plutôt insouciant. Oui, disons-le, insouciant.

SIR PATRICK. — Vous commencez à croire!... Alors, mon

bonhomme, combien de temps vous faudra-t-il encore pour découvrir que c'est un ignoble jeune drôle?

BLENKINSOP. — Oh! Sir Patrick, vous êtes sévère... Évidemment, c'est de la bigamie; mais il est si jeune, et puis elle est si jolie... Coutelier, puis-je vous écornifler encore d'une de vos délicieuses cigarettes? (*Il change de place, pour aller s'asseoir à côté de Coutelier.*)

COUTELIER. — Certainement... (*Il cherche dans ses poches.*) Tiens!... Sacrédié! Où... (*Se rappelant soudain.*) Mais j'y pense!... Maintenant, je me rappelle! C'est Dubédat qui a mon étui à cigarettes! Je le lui ai passé et il ne me l'a pas rendu... Un étui en or!

LA SERVANTE. — Oh Monsieur, il n'avait pas de mauvaise intention... Jamais il ne pense à des choses comme ça, Monsieur. J'irai le chercher pour Monsieur, si Monsieur veut me dire où trouver monsieur Dubédat.

RIDGEON. — Que faire?... Faut-il oui ou non, donner l'adresse à cette pauvre fille?

SIR PATRICK, — Donne-lui ton adresse à toi, et après nous verrons. (*A la servante.*) Il faudra vous contenter de cela pour le moment, ma fille. (*Ridgeon lui donne sa carte.*) Comment vous appelez-vous?

LA SERVANTE. — Jeanne Legrand, Monsieur.

SIR PATRICK. — Bon. Ecrivez-lui une lettre, aux bons soins de ce Monsieur; on la lui fera suivre... Et maintenant, sauvez-vous.

LA SERVANTE. — Merci, Monsieur, merci. Je suis sûre que Monsieur ne voudrait pas qu'on me fasse du tort... Merci, Messieurs... et excusez ma liberté (*Elle rentre dans l'hôtel. Silencieusement, ils la suivent des yeux.*)

RIDGEON, *quand elle a disparu.* — Savez-vous, mes amis, que nous avons promis à madame Dubédat de sauver la vie à ce garcon?

BLENKINSOP. — Qu'est-ce qu'il a?

RIDGEON. — La tuberculose.

BLENKINSOP, *intéressé.* — Et vous pouvez le guérir?

RIDGEON. — Je le crois.

BLENKINSOP. — Alors, je voudrais bien que vous me guérissiez, moi... Mon poumon droit est atteint, malheureusement.

RIDGEON, BON, SIR PATRICK, COUTELIER, *tous ensemble.*

RIDGEON. — Comment! Votre poumon droit est malade?

BON. — Que dites-vous là, mon cher Blenkinsop? (*Plein de sollicitude pour Blenkinsop il quitte la balustrade.*)

SIR PATRICK. — Eh! Eh!... Quoi donc?

COUTELIER. — Tiens! il ne faut pas négliger cela, vous savez!

BLENKINSOP, *se bouchant les oreilles avec ses doigts.* — Non,

non, non... C'est inutile! Je sais ce que vous allez me dire. Je l'ai souvent dit moi-même aux autres... Mais je ne suis pas assez riche pour me soigner, voilà tout. S'il ne me fallait qu'une quinzaine de jours de repos pour me sauver la vie, je devrais tout de même mourir. Je ferai comme d'autres ont fait. Je continuerai... Nous ne pouvons pas tous aller à Saint-Moritz ou en Égypte, Sir Ralph, vous savez... N'en parlons donc plus. (*Silence embarrassé.*)

SIR PATRICK, *grogne et regarde fixement Ridgeon.*

SCHUTZMACHER, *consulte sa montre et se lève.* — Il faut que je m'en aille... J'ai passé, mon cher Ridgeon, une très agréable soirée... Si cela vous est égal, rendez-moi mon portrait. J'enverrai deux louis à M. Dubédat, pour son dessin.

RIDGEON, *lui passant le menu.* — Oh! Léo, je vous en prie, ne faites pas cela. Je crois que cela ne lui plairait pas.

SCHUTZMACHER. — Bon... Naturellement, je ne le ferai pas, si vous avez cette idée-là. Mais je crois que vous ne comprenez pas Dubédat... Enfin, c'est peut-être parce que je suis Juif... Au revoir docteur. (*Il donne une poignée de main à Blenkinsop.*)

BLENKINSOP. — Au revoir, Monsieur... je veux dire... au revoir.

SCHUTZMACHER, *en saluant tous les autres de la main.* — Au revoir, tout le monde, au revoir.

COUTELIER, BON, SIR PATRICK, RIDGEON, *tous ensemble.* — Au revoir.

Bon répète plusieurs fois cette salutation sur des tons musicaux variés. Schutzmacher sort.

SIR PATRICK. — Il est temps que nous nous en allions tous... (*Il se lève et vient se placer entre Blenkinsop et Coutelier, Ridgeon se lève aussi.*) Monsieur Coutelier, emmenez monsieur Blenkinsop chez lui; il en a eu assez pour ce soir de la cure de plein air... Dites-moi, Docteur Blenkinsop, avez-vous un manteau épais pour porter dans l'auto?

BLENKINSOP. — Non, mais à l'hôtel, on me donnera bien du papier brun, et quelques épaisseurs de papier brun sur la poitrine valent mieux qu'un manteau de fourrure.

COUTELIER. — Alors, en route! Au revoir, Ridgeon... Vous venez avec nous, Bon?

BON. — Oui, oui, je vous suis. (*Coutelier et Blenkinsop rentrent dans l'hôtel.*) Au revoir, mon cher Ridgeon. (*Il lui serre affectueusement la main.*) Ne perdons pas de vue notre intéressant malade et sa très charmante femme... Nous ne devons pas le juger trop précipitamment, vous savez. (*Avec onction.*) Au revoir, au revoir, au revoir. Au-au-au-au-revoir, Paddy. Que Dieu vous garde, mon vieil ami! (*Sir Patrick profère un formidable grognement. Bon rit et lui tapote l'épaule avec indulgence.*) Au revoir, au revoir, au

revoir, au revoir. (*Il continue ses au revoirs jusqu'à ce qu'il ait disparu dans l'hôtel.*)

Les autres étant partis sans cérémonie, Ridgeon et Sir Patrick restent seuls ensemble. Ridgeon, plongé dans ses pensées, se rapproche de Sir Patrick.

SIR PATRICK. — Eh bien, M. le Sauveur de vies? Qui sera-ce? Blenkinsop, l'homme honnête et modeste, ou cette dégoûtante canaille d'artiste?

RIDGEON. — Ce n'est pas un cas facile à juger, ne trouvez-vous pas? Évidemment, Blenkinsop est un homme honnête et modeste; mais est-il utile? Dubédat est une dégoûtante canaille, mais c'est une véritable source de choses jolies, agréables et bonnes.

SIR PATRICK. — De quoi ne sera-t-il pas la source pour sa pauvre et innocente femme, quand elle verra comment il est?

RIDGEON. — C'est vrai. Sa vie sera un enfer.

SIR PATRICK. — Dis donc, mon petit! Suppose que tu aies à choisir; ou de traverser la vie en trouvant mauvais tous les tableaux, mais en trouvant bons tous les hommes et toutes les femmes; ou de traverser la vie en trouvant bons tous les tableaux et en trouvant dégoûtants tous les hommes et toutes les femmes. Que choisirais-tu?

RIDGEON. — Sacristi! C'est une question diablement difficile à résoudre, mon cher Paddy. Les tableaux sont si agréables, et les hommes bons si embêtants et si malfaisants, que vraiment je ne peux pas dire à brûle-pourpoint ce dont je préférerais me passer.

SIR PATRICK. — Allons, allons! Pas de ces finesses avec moi, mon petit. Je suis bien trop vieux pour ça... Tu le sais très bien, Blenkinsop n'est pas de cette espèce d'hommes bons.

RIDGEON. — Ah! Ce serait rudement plus simple si Blenkinsop pouvait peindre les tableaux de Dubédat!

SIR PATRICK. — Ce serait encore bien plus simple si Dubédat avait un peu de l'honnêteté de Blenkinsop... On ne va pas simplifier le monde pour ton usage, mon petit. Il faut le prendre tel qu'il est. Tu as à tenir la balance entre Blenkinsop et Dubédat. Tiens-la équitablement.

RIDGEON. — Je serai aussi équitable que je peux. Je mettrai sur des plateaux tous les louis que Dubédat a empruntés et sur l'autre, toutes les pièces de cent sous que Blenkinsop n'a pas empruntées.

SIR PATRICK. — Et tu enlèveras du plateau de Dubédat toute la foi qu'il a détruite et tout l'honneur qu'il a perdu, et tu mettras sur le plateau de Blenkinsop toute la foi qu'il a justifiée et tout l'honneur qu'il a créé.

RIDGEON. — Voyons, voyons, Paddy! Pas d'attrape-nigaud avec moi!... Je suis bien trop sceptique pour ça... Et puis, vous savez, je ne suis pas du tout, mais là, pas du tout convaincu, que si tous

se conduisaient comme Dubédat, le monde ne serait pas meilleur qu'il ne l'est actuellement où tous se conduisent comme Blenkinsop.

SIR PATRICK. — D'abord, tous ne se conduisent pas comme Blenkinsop, tu le sais bien. Et puis alors, pourquoi toi, ne te conduis-tu pas comme le fait Dubédat?

RIDGEON. — Ah! Je suis pincé. L'épreuve expérimentale... Pourtant, il y a là un dilemme, un vrai dilemme... Il y a là une complication dont nous n'avons pas parlé.

SIR PATRICK. — Et quelle est-elle?

RIDGEON. — Eh bien, mon cher, si je laisse mourir Blenkinsop, personne au moins ne pourra dire que je l'ai fait parce que je voulais épouser sa veuve.

SIR PATRICK. — Hein?... Qu'est-ce que c'est que cette histoire-là?

RIDGEON. — Tandis que si je laisse mourir Dubédat, j'épouserai sa veuve.

SIR PATRICK. — Peut-être qu'elle ne voudra pas de toi, tu sais!

RIDGEON, *avec un mouvement de tête plein d'assurance.* — En ces sortes d'affaires, mon cher, j'ai un assez bon flair... Je sais quand une femme s'intéresse à moi... C'est son cas.

SIR PATRICK. — Ah! mon petit, l'homme n'est pas infaillible. Parfois il voit juste, mais parfois il se trompe... Tu ferais mieux de les guérir tous deux.

RIDGEON. — Je ne le peux pas. Je suis à la limite de mon service. Je peux encore faire entrer un cas mais pas deux... Il faut que je choisisse.

SIR PATRICK. — Dans ce cas, il faut choisir comme si elle n'existait pas, c'est clair.

RIDGEON. — Clair? Pas pour moi, toujours! Elle trouble mon jugement.

SIR PATRICK. — Si, c'est tout à fait clair. Pour moi, il ne s'agit que de choisir entre un homme et un lot de tableaux.

RIDGEON. — Il est plus facile de remplacer un homme mort qu'un bon tableau.

SIR PATRICK. — Mon petit, quand on vit, comme toi, à une époque qui court voir des tableaux et des statues, qui court écouter des pièces et des orchestres parce que ses hommes et ses femmes ne sont pas assez bons pour réconforter sa pauvre âme endolorie, il faut remercier la Providence d'appartenir à une profession qui est une haute et grande profession, car son rôle est de guérir et de rendre meilleurs les hommes et les femmes.

RIDGEON. — Bref, en ma qualité de membre d'une haute et grande profession, il faut que je tue mon malade.

SIR PATRICK. — Ne dis donc pas de bêtises, de méchancetés. Tu ne peux pas le tuer. Mais tu peux l'abandonner à d'autres mains.

RIDGEON. — Celles de Sir Ralph Bon, par exemple, n'est-ce pas? (*Il regarde Sir Patrick d'un air significatif.*)

SIR PATRICK, *le regardant en face, d'un air solennel.* — Sir Ralph Bon est un médecin très éminent.

RIDGEON. — C'est vrai.

SIR PATRICK. — Je vais chercher mon chapeau. (*Ridgeon sonne, tandis que Sir Patrick regagne l'hôtel. Un garçon arrive.*)

RIDGEON, *au garçon.* — L'addition, s'il vous plaît.

LE GARÇON. — Oui, Monsieur. (*Il sort pour aller la chercher.*)

ACTE III

L'atelier de Dubédat. Si on regarde dans l'intérieur, par la grande fenêtre, on voit dans le même mur, à l'extrémité la plus proche, une porte, c'est celle qui mène au dehors. Dans le mur opposé, à l'extrémité la plus éloignée, est une porte qui conduit aux chambres intérieures. Le mur de face n'a ni fenêtre, ni porte. Le plâtre qui revêt les murs est nu, sans aucune décoration, sauf des griffonnages d'esquisses au fusain et des annotations pour se souvenir. Un peu à gauche, en face la porte intérieure, une estrade basse, avec, dessus, une chaise. Sur la droite, en face de la porte extérieure, un chevalet avec, devant, une chaise en mauvais état. Près du chevalet, contre le mur, une table de bois blanc, avec, dessus, des bouteilles et des cruchons d'huile et de minium, des chiffons tout barbouillés de peinture, des tubes à couleurs, des pinceaux, des fusains, un petit mannequin, une bouilloire, une lampe à alcool et un tas d'autres objets hétéroclites. Près de la table, un canapé jonché d'albums à esquisses, de cahiers à dessiner, de feuilles volantes, de journaux, de livres, d'autres chiffons barbouillés. Près de la porte extérieure, un porte-parapluies avec patères, qui sont occupés en partie par les chapeaux, le pardessus, le cache-nez de Louis, en partie par des bribes de costumes de toutes espèces. Tout proche de cette porte, se trouve un vieux tabouret de piano. Dans le coin près de la porte intérieure, une petite table à thé. Un grand mannequin est revêtu d'un manteau et d'un chapeau de cardinal. Portant un sablier dans une main et sur son dos une faulx, il sourit malicieusement et vainement à Louis. Celui-ci, couvert d'une grande blouse de bouvier toute tachée de peinture, est en train de peindre un lambeau de brocart qu'il a drapé sur sa femme. Elle est assise sur la chaise au haut de l'estrade. La peinture ne l'intéresse point, et c'est avec une grande anxiété qu'elle appelle l'attention de Louis sur un autre sujet.

MADAME DUBÉDAT. — Promets-le moi.

LOUIS, *tandis qu'il ajoute une touche de peinture avec un*

extrême soin et un grand talent, réplique par manière d'acquit. — Je te le promets, ma chérie.

MADAME DUBÉDAT. — Quand tu as besoin d'argent, tu viendras toujours m'en demander, c'est promis.

LOUIS. — Mais, mon aimée, c'est si sordide, ça... Je déteste l'argent... Je ne peux pourtant pas t'ennuyer continuellement pour de l'argent, de l'argent, de l'argent... C'est cela qui parfois me pousse à en demander à d'autres, tout en détestant le faire.

MADAME DUBÉDAT. — Il vaut bien mieux t'adresser à moi, mon chéri. Cela donne aux gens une fausse idée de toi.

LOUIS. — Mais je tiens à épargner ta petite fortune et à tirer de l'argent de mon travail à moi... Allons, ne te rends pas malheureuse, mon amour, je puis facilement gagner assez pour rendre tout. La saison prochaine, je ferai une exposition à moi tout seul, et après, plus d'ennuis d'argent... (*Déposant sa palette.*) Là!... Il ne faut plus que j'y retouche avant que ce soit sec comme une allumette. Ainsi, tu peux descendre.

MADAME DUBÉDAT, *se débarrassant de sa draperie, tout en descendant de l'estrade, découvrant ainsi une simple robe de tussor.* — Rappelle-toi sérieusement et fidèlement que tu as promis de ne plus jamais emprunter, avant de m'avoir d'abord demandé.

LOUIS. — Oui, sérieusement et fidèlement!... (*Il la prend dans ses bras.*) Oh mon amour! Comme tu as raison! Comme je suis heureux de t'avoir près de moi, pour m'empêcher de vivre trop dans les nuages... Ma parole la plus sacrée, à partir de maintenant, je n'emprunterai plus jamais un sou.

MADAME DUBÉDAT, *charmée.* — C'est bien cela, chéri aimé, c'est bien... Alors, c'est votre méchante et tracassière petite femme qui vous tourmente et qui vous fait descendre de force de vos nuages!... (*Elle l'embrasse.*) Dis-moi, mignon, est-ce que tu ne vas pas finir ces dessins pour Wolfgang?

LOUIS. — Peuh! Ça n'a pas d'importance! Il m'a déjà presque tout payé d'avance.

MADAME DUBÉDAT. — Mais, chéri, c'est justement à cause de cela qu'il faut les finir. Il m'a demandé l'autre jour si tu avais réellement l'intention de les lui livrer.

LOUIS. — Quel toupet!... Pour qui diable me prend-il?... Ah! Cela détruit tout l'intérêt que j'avais à cette sale besogne... J'ai fichtrement envie de renoncer à cette affaire et de lui rendre son argent.

MADAME DUBÉDAT. — Mais nos moyens ne nous le permettent pas, mon chéri. Tu ferais bien mieux de terminer ces dessins, et tu en seras débarrassé... C'est une erreur, je crois, d'accepter de l'argent d'avance.

LOUIS. — Mais comment ferons-nous pour vivre, alors?

MADAME DUBÉDAT. — Oui, c'est vrai, c'est déjà devenu assez difficile maintenant que tous refusent de payer, sauf contre livraison.

LOUIS. — Qu'ils fichent tous le camp au diable, bon Dieu! Ils ne pensent à rien qu'à leur sale argent! Ils ne se soucient que de cela!... Toujours leur ignoble argent!

MADAME DUBÉDAT. — Je ne dis pas, mais enfin, s'ils nous payent, ils doivent au moins recevoir ce pourquoi ils ont payé.

LOUIS, *la cajolant.* — Là, ma mignonne, là... Assez de sermon pour aujourd'hui... J'ai promis d'être sage, tu sais!

MADAME DUBÉDAT, *lui passant ses bras autour du cou.* — Tu le sais bien, chéri, je déteste faire des sermons, et, pas un instant, je ne me méprends sur tes intentions.

LOUIS, *avec une tendre ardeur.* — Je le sais, je le sais, mon aimée... Je suis un misérable, et toi, tu es un ange... Ah! Si j'avais le bonheur d'être assez solide pour travailler d'une manière suivie, je ferais un temple de la maison de mon adorée et son autel serait une chapelle plus belle que tout ce qu'on a jamais imaginé... Je ne peux pas passer devant un magasin sans être obligé de lutter contre la tentation que j'ai d'entrer et de commander pour toi toutes les choses vraiment belles qui s'y trouvent.

MADAME DUBÉDAT. — Je ne veux rien que toi mon chéri adoré!... (*Elle lui fait une caresse à laquelle il répond si passionnément qu'elle se dégage de son étreinte.*) Voyons, mignon, sois sage. Souviens-toi que les docteurs viennent ce matin... Ils viennent tous pour te donner une consultation. C'est extraordinairement gentil de leur part d'avoir insisté comme ils l'ont fait, ne trouves-tu pas?

LOUIS, *avec froideur.* — Bah! Je parierais qu'ils s'imaginent que ce sera un fleuron de plus à leur renommée que de guérir un artiste qui fera son chemin!... En tout cas, ils ne viendraient pas si cela ne les amusait pas... (*Quelqu'un frappe à la porte.*) Dis donc, ce n'est pas encore l'heure, n'est-ce pas?

MADAME DUBÉDAT. — Non, pas encore.

LOUIS, *ouvre la porte et trouve Ridgeon.* — Tiens. Ridgeon!... Charmé de vous voir... Entrez donc.

MADAME DUBÉDAT, *lui serrant la main.* — Que c'est aimable de venir, docteur!

LOUIS. — Excusez-moi de vous recevoir ici! Ce n'est qu'un simple atelier, et il ne s'y trouve vraiment aucune commodité pour y vivre. Mais, grâce à Jennifer, nous nous arrangeons pour y camper, tant bien que mal.

MADAME DUBÉDAT. — Je me sauve, maintenant... Peut-être

plus tard, quand vous en aurez fini avec Louis, pourrai-je revenir pour entendre votre décision, n'est-ce pas? (*Ridgeon s'incline, l'air assez contraint.*) Préférez-vous que je ne revienne pas?

RIDGEON. — Pas du tout, pas du tout. (*Madame Dubédat le regarde, un peu intriguée par ses manières cérémonieuses, puis elle sort par la porte qui conduit à l'intérieur de l'appartement.*)

LOUIS, *d'un ton dégagé.* — Dites donc, ne prenez pas un air aussi grave. Il ne va rien se passer de terrible, n'est-ce pas?

RIDGEON. — Non.

LOUIS. — Tant mieux. La pauvre Jennifer attendait votre visite avec bien plus d'impatience que vous ne pouvez vous l'imaginer. Savez-vous, Ridgeon, qu'elle vous a pris tout à fait en affection? La pauvre enfant n'a personne avec qui causer. Je suis toujours à peindre, moi... (*Il prend une esquisse.*) Tenez voilà une petite esquisse que j'ai faite d'elle, hier.

RIDGEON. — Elle me l'a montrée il y a quinze jours, quand elle est venue me voir pour la première fois.

LOUIS, *nullement troublé.* — Ah!... Vraiment! Que le temps passe donc vite! Bon Dieu! je me figurais que je venais seulement de la terminer. Je l'aurais juré!... C'est dur pour elle de me voir ici empiler des dessins, sans qu'il en résulte rien. Évidemment, l'année prochaine, je les vendrai assez aisément, après mon exposition particulière. Mais pendant que l'herbe croît, le coursier crève de faim... Je déteste la voir venir me demander de l'argent quand je n'en ai pas à lui donner... Mais qu'y puis-je faire?

RIDGEON. — J'avais compris que madame Dubédat avait quelques revenus personnels.

LOUIS. — Oui, oui, un peu. Mais un homme qui a un peu de pudeur ne peut pas y toucher, vous le savez!... Supposez un instant que je le fasse, et alors, si je venais à mourir, que lui resterait-il pour vivre?... Je ne suis pas assuré sur la vie, car je n'ai pas les moyens de payer la prime. (*Il prend un autre dessin.*) Comment trouvez-vous ceci?

RIDGEON, *le mettant de côté.* — Je ne suis pas venu ici, aujourd'hui, pour regarder vos dessins... J'ai à m'entretenir avec vous d'affaires plus sérieuses et plus pressantes.

LOUIS. — Vous voulez ausculter mon malheureux poumon... (*Avec une candeur impulsive.*) Écoutez, mon cher Ridgeon, je serai franc avec vous. Ce qui va mal dans cette maison, ce ne sont pas les poumons, ce sont les paiements. Peu importe ma personne; mais la pauvre Jennifer est actuellement obligée d'économiser sur la nourriture... Vous nous avez laissé entendre que

nous pouvions vous traiter en ami. Eh bien, voulez-vous nous prêter cent cinquante louis?

RIDGEON. — Non.

LOUIS, *surpris.* — Et pourquoi?

RIDGEON. — Je ne suis pas riche, et pour mes recherches, j'ai besoin de tous les sous que je peux économiser.

LOUIS. — Vous voulez dire que vous auriez besoin que je vous rende cet argent?

RIDGEON. — Mais, je présume que l'on a parfois cela en vue quand on prête de l'argent.

LOUIS, *après un moment de réflexion.* — Eh bien, mais cela peut s'arranger, ça... Je vais vous donner un chèque de... au fait, il n'y a pas de raison pour que vous n'ayez pas aussi votre part du gâteau... Je vais vous donner un chèque de deux cents louis.

RIDGEON. — Mais pourquoi ne pas encaisser tout de suite le chèque, sans me déranger?

LOUIS. — Mon Dieu, parce qu'on ne l'encaisserait pas! Je dépasse déjà le montant de mon crédit... Non, non. Voici la façon de procéder. Je postdaterai le chèque pour octobre prochain. En octobre, Jennifer touche ses revenus. Alors, vous présentez le chèque. Il vous sera retourné avec l'inscription « aucune couverture, à retourner au tireur » ou une autre bêtise semblable. Alors, vous le présentez à Jennifer et vous lui laisserez entendre que si le chèque n'est pas payé immédiatement, je serai mis en prison. Et elle vous payera sans barguigner. Vous en tirerez ainsi cinquante louis, et vous m'aurez rendu un réel service, car je vous assure, mon vieux, que j'ai grand besoin de cet argent.

RIDGEON, *le regardant avec de grands yeux.* — Alors, vous ne voyez aucune objection à cette transaction, et vous n'en prévoyez aucune de ma part?

LOUIS. — Fichtre non, je n'en vois pas!... Quelle objection pourriez faire? C'est tout à fait sûr... Je peux vous prouver que les revenus existent.

RIDGEON. — Mais parce que c'est... dirai-je... malhonnête?

LOUIS. — Peuh! C'est bon pour le vulgaire, ça... Entre nous, pas besoin de s'occuper de ça... Évidemment, je ne vous ferais pas pareille proposition si je n'avais pas besoin d'argent.

RIDGEON. — Eh bien, il faudra que vous trouviez quelqu'autre moyen de vous en procurer.

LOUIS. — Vous voulez dire que vous refusez?

RIDGEON. — Si je veux le dire!... (*Il donne libre cours à son indignation.*) Oui, oui, je refuse, jeune homme!... Mais pour qui me prenez-vous donc?... Comment osez-vous me faire une pareille proposition, à moi?

LOUIS. — Mais pourquoi pas?

RIDGEON. — Pourquoi pas?... Tenez, vous ne me comprendriez pas, si j'essayais de vous l'expliquer... Écoutez... Une fois pour toutes, je ne veux pas vous prêter un liard. Je serais heureux d'aider votre femme; mais vous prèter de l'argent, à vous, ce n'est pas lui rendre service à elle.

LOUIS. — Bon, mais si c'est sérieux que vous vouliez l'aider, je vais vous dire ce que vous pourriez faire. Vous pourriez dire à quelques-uns de vos malades de m'acheter des dessins ou de me donner quelques commandes de portraits.

RIDGEON. — Mes malades viennent me voir en ma qualité de médecin, et non pas comme voyageur de commerce. (*On frappe à la porte; Louis, tout en allant ouvrir d'un air indifférent, continue sur le même sujet.*)

LOUIS. — Vous devez certainement avoir une grande influence sur eux. Vous devez savoir sur eux, un tas de choses... des choses particulières qu'ils ne voudraient pas qu'on sache... Ils n'oseraient pas vous refuser.

RIDGEON, *éclatant.* — Ma parole!... (*Louis ouvre la porte pour laisser entrer Sir Patrick, Bon et Coutelier.*)

RIDGEON, *continuant avec fureur.* — Dites donc, Coutelier, je suis à peine ici depuis dix minutes, et il a déjà essayé de m'emprunter cent cinquante louis. Et il m'a proposé de lui procurer de l'argent en en extorquant à sa femme; et votre entrée l'a interrompu au moment où il me proposait d'obliger mes malades à lui acheter des dessins ou à lui commander leurs portraits!

LOUIS. — Ah! Ridgeon, si c'est ça ce que vous appelez être un honnête homme! Je vous ai parlé confidentiellement.

SIR PATRICK. — Nous allons tous vous parler confidentiellement, jeune homme.

COUTELIER, *suspendant son chapeau à la seule patère vacante du porte-parapluies.* — Nous allons agir comme chez nous pendant une demi-heure, Dubédat. Ne vous alarmez pas. Vous êtes un garçon on ne peut plus charmant et nous vous aimons tous.

LOUIS. — Bon, bon, bon!... Asseyez-vous... où vous pourrez... Sir Patrick, prenez donc cette chaise, ci. (*Il lui indique celle de l'estrade.*) Hop!... (*Il l'aide à monter et Sir Patrick, en grognant, s'installe sur la chaise.*) Ici, vous, Bontemps. (*Bon à cette familiarité, lance un regard farouche. Mais Louis nullement effarouché, pose tranquillement sur l'estrade, à côté de Sir Patrick, un gros livre et un coussin du canapé. Tout en protestant, un peu, Bon s'assoit dessus.*) Vous permettez! (*Et Louis prend sans cérémonie le chapeau de Bon. Il enlève le chapeau du cardinal et le met à sa place, sur la tête du mannequin, détrui-*

sant ainsi fort spirituellement la dignité du conclave. Ensuite, il prend près du mur le tabouret de piano et l'offre à Coutelier.) Vous voulez bien de ce tabouret, n'est-ce pas, Coutelier?

COUTELIER. — Ah! A propos, vous me permettrez, n'est-ce pas, de vous réclamer mon étui à cigarettes?

LOUIS. — Quel étui à cigarettes?

COUTELIER. — L'étui en or que je vous ai passé à l'hôtellerie de *l'Étoile et la Jarretière.*

LOUIS, *surpris.* — Alors, c'était à vous?

COUTELIER. — Oui.

LOUIS. — Eh bien, mon vieux, je le regrette infiniment.. Je me suis demandé à qui c'était... Et voilà tout ce qui m'en reste, je regrette beaucoup. *(Il soulève sa blouse et tire de la poche de son gilet un bout de papier rose qu'il tend à Coutelier.)*

COUTELIER. — Une reconnaissance du Mont de Piété!

LOUIS. — Oui... C'est de toute sûreté, vous savez. Ils ne peuvent pas le vendre avant un an... Je vous assure, mon cher Coutelier, que j'en suis au regret. *(Il pose ingénument sa main sur l'épaule de Coutelier et le regarde avec franchise.)*

COUTELIER, *tandis qu'il s'effondre sur le tabouret avec un soupir convulsif.* — N'en parlons plus... Cela augmente encore votre charme.

RIDGEON, *qui est demeuré debout près du chevalet.* — Avant d'aller plus loin, monsieur Dubédat, vous avez une dette à payer.

LOUIS. — Oh! j'en ai des tas de dettes à payer, Ridgeon!... Mais je cours vous chercher une chaise. *(Il fait le mouvement pour aller du côté de la porte intérieure.)*

RIDGEON, *l'arrêtant.* — Attendez! Vous ne quitterez pas cette pièce avant d'avoir payé cette dette. C'est une somme très minime. Vous devez la payer et vous la payerez... Je ne vous en veux pas autant d'avoir emprunté dix louis à l'un de mes hôtes et vingt louis à l'autre...

COUTELIER. — C'est moi qui ait fait l'offre, rappelez-vous, Ridgeon!

RIDGEON. — ... Ils étaient assez riches pour cela. Mais râtisser à ce pauvre Blenkinsop son dernier écu, c'est abominable! Je désire lui rendre ces trois francs et je veux pouvoir lui donner ma parole que c'est vous qui me les avez remis. Je veux que vous me les remettiez avant que je m'en aille.

BON. — Vous avez parfaitement raison, Ridgeon... Allons, jeune homme, assez de poudre aux yeux!... Payez!

LOUIS. — C'est pas la peine de faire tant d'embarras pour si peu! Bien sûr que je paierai... Je ne m'imaginais pas que le pauvre

garçon était si embêté... J'en suis tout aussi contrit que vous... (*Mettant sa main à sa poche.*) Voilà!... (*Il trouve sa poche vide.*) Ah! Diable! C'est que je n'ai pas d'argent sur moi en ce moment. Dites donc, Coutelier, cela ne vous ferait-il rien de me prêter ces trois francs, rien que pour arranger cette affaire?

COUTELIER. — Vous prêter ces trois... (*sa voix s'éteint.*)

LOUIS. — Oh! Si vous ne voulez pas, Blenkinsop ne les aura pas, car je n'ai pas un liard... Vous pouvez fouiller mes poches, si vous voulez.

COUTELIER. — Cela, c'est concluant! (*Il tire trois francs de sa poche et les lui donne.*)

LOUIS, *les passant à Ridgeon.* — Voilà. Je suis vraiment heureux d'avoir arrangé cette petite affaire, car c'était la seule chose que j'avais sur la conscience. M'en voilà donc débarrassé!... Et maintenant, vous voilà tous satisfaits, hein?

SIR PATRICK. — Pas encore complètement, monsieur Dubédat... Ne connaîtriez-vous pas, par hasard, une jeune femme du nom de Jeanne Legrand?

LOUIS. — Jeanne!... Ah! je crois bien que je la connais! Et Jeanne, ce qu'elle me connaît aussi!... C'est réellement une bonne fille, bien gentille, étant donnée sa condition... Et qu'est-elle devenue?

COUTELIER. — Inutile de bluffer, Dubédat. Nous avons vu le livret de mariage de Jeanne.

LOUIS, *froidement.* — Bah!... Et avez-vous vu celui de Jennifer?

RIDGEON, *se lève, pris d'une colère irrépressible.* — Osez-vous insinuer que madame Dubédat vit avec vous, sans être mariée?

LOUIS. — Et pourquoi pas?

BON, SIR PATRICK, RIDGEON, COUTELIER, *tous ensemble, lui faisant écho sur des tons variés d'étonnement scandalisé.* — Pourquoi pas! Pourquoi pas! Pourquoi pas! Pourquoi pas!

LOUIS. — Mais oui, pourquoi pas?... Il y a des tas de gens qui vivent ainsi, des gens aussi bien que vous... Pourquoi n'apprenez-vous donc pas à RÉFLÉCHIR, au lieu d'être là à bêler, à faire bê, bê, comme un tas de moutons, quand vous rencontrez par hasard quelque chose que vous ne connaissez pas? (*Il considère leurs figures étonnées en riant d'un petit rire qui ressemble à un gloussement.*) Dites donc, j'aimerais bien vous dessiner tous ainsi, en ce moment, vous avez l'air si amusants!... Surtout vous, Ridgeon... Je vous tiens cette fois, vous savez.

RIDGEON. — Et comment cela, je vous prie?

LOUIS. — Vous, mon cher, vous vous êtes mis à apprécier Jennifer. Et moi, vous me méprisez, n'est-ce pas?

RIDGEON, *d'un ton bref.* — Vous, vous me dégoûtez! (*Il se rassied sur le canapé.*)

LOUIS. — Oui, c'est cela, c'est bien cela!... Et pourtant, maintenant que vous vous figurez que je vous ai dit cela, vous croyez, n'est-ce pas, que Jennifer est une femme de mauvaise vie?

RIDGEON. — Vous mentiez donc?

LOUIS. — Non... Mais au lieu de garder votre esprit clair et sain, au lieu de réfléchir, vous avez flairé un scandale... On peut s'amuser, vous savez, avec des gens comme vous!... Je vous demande tout bonnement si vous avez vu le certificat de mariage de Jennifer, et immédiatement, vous en concluez qu'elle n'en a pas!... Tenez, vous ne savez pas reconnaître une femme comme il faut quand vous en voyez une!

BON, *d'un air majestueux.* — Que voulez-vous dire par là, monsieur Dubédat, si vous me permettez de poser cette question?

LOUIS. — Mais moi, moi qui ne suis qu'un artiste immoral, si vous m'aviez dit que Jennifer n'était pas mariée, j'aurais eu le tact de l'homme du monde et l'instinct de l'artiste de dire qu'elle portait son certificat de mariage sur son visage et dans son caractère. Mais pour vous, pour vous, un tas d'hommes très moraux, Jennifer n'est qu'une femme d'artiste, un modèle peut-être!... Et la moralité, cela consiste à soupçonner les autres de n'être pas mariés légalement!... Vous n'avez pas honte?... Y en a-t-il un qui, après cela, puisse encore me regarder en face?

COUTELIER. — Ah! Dubédat, c'est diantrement difficile de vous regarder en face! Votre impudence éblouit, mon cher. Mais parlez-nous donc un peu de Jeanne Legrand.

LOUIS. — Jeanne Legrand est une jeune femme qui, dans sa pauvre petite vie, a eu trois jours de bonheur resplendissant. C'est plus que la plupart des jeunes filles de sa condition ne reçoivent en partage, je peux vous l'assurer... Demandez-lui si elle voudrait les reprendre, si elle pouvait? Elle a son nom dans l'histoire, cette fille. Les collectionneurs se battront pour avoir mes petites esquisses d'elle. Elle aura une page dans ma biographie. Ce n'est pas mal, ça, pour une bonne d'hôtel! Hein, qu'en dites-vous?... Et vous autres? Qu'est-ce que vous avez fait pour elle qui puisse être comparé à cela?

RIDGEON. — Nous, nous n'avons pas tendu le piège d'un mariage faux, pour l'abandonner ensuite.

LOUIS. — Non certes, vous n'auriez pas eu ce courage-là... Mais ne faites pas tant d'embarras pour si peu... Ce n'est pas moi qui ai abandonné la petite Jeanne. Nous avons dépensé tout notre argent...

COUTELIER. — Son argent, voulez-vous dire! Trente louis.

LOUIS. — Non, je dis bien, tout notre argent. Le sien et le mien aussi... Ses trente louis n'ont pas duré trois jours. Il m'a fallu en emprunter quatre fois plus pour le dépenser pour elle. Mais je ne l'ai pas regretté. Et elle non plus, la pauvre petite, elle n'a pas regretté ses quelques louis. Quand nous avons eu dépensé notre dernier sou, nous en avions assez. Vous n'allez pas supposer, je pense, que nous étions faits pour vivre ensemble plus longtemps que ça, moi un artiste et elle sans la moindre idée de l'art, de la littérature, de la vie raffinée et d'un tas d'autres choses. Il n'y eut point d'abandon, point de désaccord, point de tribunaux correctionnels, point de divorce, pour que vous autres, les gens moraux, vous puissiez vous en pourlécher les babines au déjeuner... Non, rien de tout cela. Nous nous dîmes tout bonnement : l'argent est parti; nous avons eu de bons moments que jamais personne ne pourra nous ravir; aussi, embrassons-nous et quittons-nous bons amis. Et elle s'en est retournée à son service, et moi, je m'en suis retourné à mon atelier et à ma Jennifer, tous deux beaucoup mieux et bien plus heureux après ces petites vacances.

COUTELIER. — Un vrai poème, quoi!

BON. — Ah! mon cher monsieur Dubédat, vous n'avez pas fait d'études scientifiques! Si vous en aviez fait, des études scientifiques, vous sauriez comme il est rare qu'un cas réel, vivant, confirme un principe... Tenez, dans la pratique médicale, parfois un homme meurt, alors que scientifiquement parlant, il aurait dû vivre. Ainsi, dernièrement, j'ai vu un homme mourir d'une maladie dont, scientifiquement parlant, il était vraiment immunisé. C'est la même chose dans les cas de moralité, mon cher monsieur. Rappelez-vous donc que tout acte a les conséquences les plus différentes et dans les sens les plus divers, l'avers et le revers de la médaille... La conduite d'un homme peut être absolument inoffensive et même bienfaisante, alors que, au point de vue moral, il se conduit comme un gredin. Par contre, il peut arriver qu'il fasse beaucoup de mal lorsqu'il agit selon la morale, selon ses principes les plus élevés. Mais cela n'affecte pas la vérité fondamentale de la moralité.

SIR PATRICK. — Pas plus que cela n'affecte la loi qui punit le crime de bigamie.

LOUIS. — Ah! Le voilà le grand mot! Bigamie! Bigamie! En vérité, mais quelle fascination exerce donc sur vous, les moralistes, tout ce qui se rattache à la police! Je vous ai prouvé qu'au point de vue moral, vous aviez tout à fait tort. Je vais vous prouver maintenant, qu'au point de vue légal, vous avez complètement tort aussi; et j'espère que ce sera pour vous une leçon qui vous empêchera, la prochaine fois, d'être aussi jolimenl confiants en vous.

COUTELIER. — C'est dégoûtant!... Vous étiez déjà marié quand vous l'avez épousée! Eh bien, voilà le comble!

LOUIS. — Vraiment! Et savez-vous si elle n'était pas déjà mariée elle-même? Mais enfin, pourquoi ne pouvez-vous donc pas RÉFLÉCHIR un peu?

(*Tous s'exclamant ensemble.*)

BON. — Coutelier, Ridgeon! Vous entendez!

RIDGEON. — Oh! Cela dépasse tout!

COUTELIER. — Sacristi! Que je sois pendu!

SIR PATRICK. — Polisson, va!

LOUIS, *ignorant leurs exclamations.* — Elle était mariée au maître d'hôtel d'un transatlantique. Il s'en était allé en la plantant là; et elle croyait, la pauvre fille, que la loi était que lorsqu'on n'a plus de nouvelles de son mari pendant trois ans, on peut se remarier. Aussi, comme c'était une fille absolument imprégnée de convenances et qu'elle se refusait à avoir affaire à moi si nous n'étions pas mariés, j'ai passé par cette cérémonie pour lui faire plaisir et pour l'empêcher de perdre le respect qu'elle avait d'elle-même.

RIDGEON. — Lui avez-vous dit que vous étiez déjà marié?

LOUIS. — Évidemment non! Vous ne voyez donc pas que si elle l'avait su, elle ne se serait pas considérée comme ma femme?... On dirait vraiment que vous ne comprenez rien!

SIR PATRICK. — Et dans son ignorance de la loi, vous lui laissiez courir le risque de la prison?

LOUIS. — Mais moi-même, moi-même, je courais bien le risque de la prison pour lui faire plaisir à elle. On aurait pu m'arrêter tout comme elle. Quand un homme fait pour une femme un sacrifice de ce genre, il ne va pas s'en vanter auprès d'elle, du moins quand c'est un homme du monde.

COUTELIER. — Eh bien, qu'allons-nous faire de cette linotte?

LOUIS, *avec impatience.* — Oh! Faites-en ce que le diable voudra! Mettez Jeanne en prison! Mettez-moi en prison! Faites mourir Jennifer de tout ce déshonneur! Et après, quand vous aurez fait tout le mal que vous aurez pu, allez à l'église et donnez-vous l'illusion d'être des saints à cause de tout ça! (*Il s'assied avec humeur sur la vieille chaise, devant son chevalet, et prend un bloc à croquis sur lequel il commence à dessiner.*)

COUTELIER. — Il nous tient, Sir Paddy, il nous tient!

SIR PATRICK, *d'un ton farouche.* — Oui. Il nous tient!

BON. — Mais est-ce que nous allons le laisser se ficher de la loi?

SIR PATRICK. — La loi, mon cher, est inutile pour les gens honnêtes. Et elle ne fait qu'aider les canailles à rançonner leur

famille... La moitié du temps, qu'est-ce que nous faisons, nous, médecins des familles, si ce n'est conspirer avec l'avoué de la famille, pour empêcher quelque gredin d'entrer en prison et quelque famille d'être déshonorée?

BON. — Je ne dis pas, mais, au moins, la loi le punira.

SIR PATRICK. — Oh! oui, allez, elle le punira! Et en même temps que lui, elle punira aussi tous ceux qui ont des rapports avec lui, les innocents comme les coupables. Pendant une couple d'années, elle va nous rejeter sa nourriture et son logement sur nos impôts et nos taxes, puis ensuite elle le lâchera de nouveau sur nous, une canaille plus dangereuse que jamais. Elle mettra la fille en prison et sera cause de sa perte. Elle détruira la vie de sa femme... Une fois pour toutes, mes amis, rayez donc la loi de vos idées; elle n'est bonne que pour les imbéciles et les sauvages.

LOUIS. — Voulez-vous avoir l'obligeance, Sir Patrick, de tourner votre tête un peu plus par ici?... (*Sir Patrick se retourne avec indignation et le regarde avec fureur*). C'est trop, ça, c'est trop!...

SIR PATRICK. — Laissez donc là votre absurde crayon, jeune homme, et songez à votre position. Vous pouvez vous ficher des lois faites par les hommes, mais il y a d'autres lois avec lesquelles il vous faut compter... Savez-vous que vous allez mourir?

LOUIS. — Mais nous allons tous mourir!

COUTELIER. — Oui, mais nous n'allons pas tous mourir dans six mois!

LOUIS. — Qu'en savez-vous? (*Ceci est le dernier coup pour Bontemps. Il perd complètement patience, et se met à marcher avec animation par la chambre.*)

BON. — Ma parole! je ne supporterai pas cela plus longtemps... je ne le supporterai pas! C'est d'un goût douteux, en n'importe quelle circonstance ou en n'importe quelle compagnie, de rabâcher à propos de la mort, mais en outre, c'est lâche d'en tirer avantage vis-à-vis d'un homme de profession médicale. (*D'une voix de tonnerre, en s'adressant à Dubédat.*) Je ne le permettrai pas, vous entendez! Je ne le permettrai pas!

LOUIS. — Bon, bon! Mais ce n'est pas moi qui ai commencé, c'est vous autres! C'est toujours la même chose avec les professions inartistiques : quand ils sont battus dans leurs arguments, ils ont recours à l'intimidation. Jamais encore je n'ai connu d'avocat qui ne m'ait pas menacé de la damnation. Et maintenant vous, vous me menacez de la mort! Malgré toutes vos belles paroles, vous n'avez en réalité qu'un seul atout dans votre jeu : l'intimidation... Or moi, voyez-vous, je ne suis pas un lâche : donc tout cela est inutile, tout à fait inutile avec moi.

BON, *s'avançant sur lui.* — Je vais vous dire ce que vous êtes, moi!... Vous êtes une crapule, une crapule!

LOUIS. — Qu'est-ce que vous voulez que ça me fiche que vous m'appeliez une crapule? Ce n'est qu'un mot, ça! Et un mot dont vous ne savez même pas la signification... Qu'est-ce qu'une crapule, dites?

BON. — Une crapule! Une crapule!... C'est vous!

LOUIS. — Précisément. Qu'est-ce qu'une crapule? c'est moi... Qu'est-ce que je suis? Une crapule!... C'est tourner dans un cercle, ça, mon cher Monsieur. Et vous vous imaginez être un homme de science!

BON. — Je... je... je... je... j'ai bonne envie de vous empoigner par la peau du cou, sale canaille, et de vous f... une solide raclée.

LOUIS. — A votre aise! Je veux bien! Après, vous m'abouleriez la grosse somme, pour éviter la correctionnelle! (*Bon s'écarte de lui en renâclant avec force.*) Avez-vous encore d'autres politesses à m'adresser, chez moi?... J'aimerais bien que vous en finissiez avant que ma femme revienne. (*Il reprend son dessin.*)

RIDGEON. — Ma décision est prise. Quand la loi est impuissante, les honnêtes gens doivent trouver leur remède eux-mêmes. Je ne lèverai pas un doigt pour sauver cette vipère.

BON. — Voilà le mot que je cherchais! Vipère!

COUTELIER. — Tout de même, Dubédat, à un certain point de vue, je ne peux pas m'empêcher de vous aimer. Vous êtes certainement un beau type d'outrancier.

SIR PATRICK. — Eh bien, en tous cas, maintenant vous savez ce que nous pensons de vous.

LOUIS, *plein de patience, dépose son crayon.* — Voyons. Tout cela, ça ne rime à rien... Vous ne comprenez pas. Vous vous imaginez tous que je suis un vulgaire criminel, tout simplement.

COUTELIER. — Non, pas vulgaire, mon cher. Rendez-vous donc justice.

LOUIS. — Eh bien, mes amis, vous êtes tout à fait sur une fausse piste... Toutes vos leçons de morale n'ont aucune espèce de valeur pour moi... Je ne crois pas à la morale. Je suis un disciple de Bernard Shaw. (*Sir Patrick et Bon parlant tous deux à la fois.*)

SIR PATRICK, *intrigué.* — Qu'est-ce que c'est?

BON, *faisant un geste de la main comme si maintenant ce sujet devait être écarté.* — Cela suffit! Pas besoin d'en entendre davantage!

LOUIS. — Naturellement, je n'ai pas la vanité ridicule de vouloir passer exactement pour un surhomme; mais tout de même, c'est

là un idéal auquel j'aspire et il m'est bien permis d'y aspirer, tout comme n'importe qui aspire à son idéal particulier.

BON, *avec intolérance.* — Ne vous donnez donc pas la peine de vous expliquer, allez... Je comprends parfaitement, maintenant. Plus un mot, je vous prie. Quand un homme prétend discuter science, morale et religion, puis ensuite s'avoue partisan d'un anti-vaccinateur reconnu, avéré, il n'y a plus rien à dire. (*Soudain, en un épanchement, il s'adresse à Ridgeon, comme entre parenthèses, pour placer une clause d'exception.*) Ce n'est pas, mon cher Ridgeon, que je croie plus que vous dans la vaccination au sens populaire de la chose; je n'ai pas besoin de vous le dire, n'est-ce pas? Mais il y a des choses qui situent un homme socialement, et l'antivaccination est une de ces choses. (*Il reprend sa place sur l'estrade.*)

SIR PATRICK. — Bernard Shaw!! Je n'ai jamais entendu parler de lui... C'est sans doute un de ces prédicateurs méthodistes?

LOUIS, *scandalisé.* — Mais non, mais non!... C'est l'homme le plus avancé de notre temps. Il n'est rien du tout.

SIR PATRICK. — Je vous assure, jeune homme, que mon père a appris la doctrine de la délivrance du péché par la foi et non par les œuvres, des lèvres mêmes de John Wesley, bien avant que vous ou M. Shaw fussiez nés. C'était devenu très populaire comme excuse pour mettre du sable dans le sucre et de l'eau dans le lait. . Vous êtes un pur méthodiste, mon garçon, seulement, vous ne le savez pas.

LOUIS, *qui, pour la première fois est sérieusement ennuyé.* — C'est une insulte intellectuelle, ça!... Je ne crois pas que cela existe, le péché.

SIR PATRICK. — Il y a aussi des gens, monsieur, qui ne croient pas à l'existence de la maladie. Ils s'intitulent Scientistes Chrétiens, je crois. Ils feront absolument votre affaire, pour votre maladie. Quant à nous, nous ne pouvons rien pour vous. (*Il se lève.*) Bonjour, monsieur!

LOUIS, *courant piteusement à lui.* — Ne vous levez pas encore, Sir Patrick, ne vous levez pas encore, je vous en prie! Ne vous en allez pas! Restez!... Ma parole, je ne voulais pas vous offenser... Allons! Rasseyez-vous, je vous en prie... Encore un moment. Deux minutes seulement, c'est tout ce que je demande.

SIR PATRICK, *surpris par cet appel de grâce, et aussi un peu touché.* — Oui... (*Il s'assied.*)

LOUIS, *avec reconnaissance.* — Merci infiniment.

SIR PATRICK, *continuant.* — ... Je veux bien vous accorder encore deux minutes. Mais ne comptez pas sur moi, car je ne pratique plus, et je ne prétends pas être à même de gué-

rir votre maladie. Votre vie est entre les mains de ces messieurs.

RIDGEON. — Pas entre les miennes, toujours... J'ai les mains pleines. Je n'ai ni le temps, ni les moyens pour ce cas.

SIR PATRICK. — Et vous, Coutelier?

COUTELIER. — Oh moi, je m'en chargerai volontiers, ça m'est égal... Je suis parfaitement convaincu que nous ne sommes pas en présence d'un cas moral, mais d'un cas physique. Il y a quelque chose d'anormal dans son cerveau. Cela veut dire, sans doute, que quelque condition morbide affecte la moelle épinière, c'est à-dire la circulation. Bref, il est très clair pour moi qu'il souffre d'une forme obscure d'empoisonnement du sang, dû, c'est presque sûr, à une accumulation de ptomaïnes dans le sac nuciforme. J'enlèverai le sac...

LOUIS, *changeant de couleur.* — Vous voulez m'opérer, alors!... Non!... Non, non, merci!

COUTELIER. — N'ayez crainte, vous ne sentirez rien. Vous serez anesthésié, naturellement. Et ce sera intéressant, extraordinairement intéressant.

LOUIS. — Ah! Mais, mon cher, si cela vous intéresse et que cela ne fait pas de mal, c'est autre chose... Et combien me donnerez-vous pour vous laisser m'opérer?

COUTELIER, *se levant, rempli d'indignation.* — Combien pour!... Que voulez-vous dire?

LOUIS. — Voyons! Mais tout de même, vous ne vous imaginez pas que je veuille me laisser découper par vous pour rien, n'est-ce pas?

COUTELIER. — Dites-donc, voulez-vous peindre mon portrait pour rien?

LOUIS. — Non, mais ce n'est pas pareil. Quand il sera peint, je vous donnerai le portrait, et ensuite, vous pourrez le vendre, peut-être le double de ce qu'il vous aura coûté. Mais moi, je ne pourrai pas vendre mon sac nuciforme quand vous me l'aurez enlevé.

COUTELIER. — Dites-donc, Ridgeon, avez-vous jamais entendu dire des choses pareilles? (*A Louis.*) Eh bien, monsieur Dubédat, gardez votre sac nuciforme, votre poumon tuberculeux et votre cerveau malade!... Je ne veux plus rien avoir à faire avec vous. On croirait vraiment que ce n'était pas une faveur que je vous accordais! (*Il retourne à son tabouret, fort en colère.*)

SIR PATRICK. — Vous voyez, jeune homme, tous se désintéressent de votre cas, sauf un seul. Il ne vous reste plus que Sir Ralph Bontemps à qui vous puissiez vous adresser maintenant.

COUTELIER. — Bontemps, si j'étais vous, je ne le toucherais même pas avec une paire de pincettes! Qu'il aille à l'hôpital. On ne

l'y guérira pas, mais au moins on lui apprendra les bonnes manières !

BON. — Mon point faible, c'est que je ne peux jamais dire non, même aux gens les plus foncièrement indignes. D'ailleurs, je dois dire qu'il ne me semble pas possible, dans la pratique médicale, d'entrer dans ces considérations sur la valeur des vies que nous sauvons... Réfléchissez, Ridgeon !... Vous permettez que je vous expose cette idée, Paddy... Débarrassez-vous de votre hypocrisie, Coutelier.

COUTELIER, *avec indignation.* — Je suis parfaitement débarrassé de toute hypocrisie !

BON. — Parfaitement... Alors, écoutez-moi !... Considérez un moment ma clientèle... C'est, je crois, ce qu'on peut appeler une clientèle mondaine, une clientèle élégante, une clientèle des plus riches. Vous me demandez d'entrer dans cette question de savoir si mes malades sont d'une utilité quelconque, soit pour eux-mêmes, soit pour les autres. Eh bien, appliquez à cette question n'importe laquelle des épreuves scientifiques qui soient connues, et vous arriverez simplement à la réduire à l'absurde. Vous serez forcément conduits à cette conclusion que la majorité d'entre eux seraient mieux morts, comme mon ami J. M. Barrie l'a si élégamment exprimé dans l'un de ses romans. Oui, mieux morts... Sans doute il est des exceptions. Par exemple, la Cour Royale en est une. C'est une institution essentiellement sociale-démocratique, entretenue par le public, à l'aide des fonds publics, parce que le public en a besoin et l'aime. Mes malades de la Cour sont des gens qui travaillent dur, et qui donnent toute satisfaction, il n'y a pas d'erreur... J'ai ensuite un ou deux ducs, dont les biens sont probablement mieux gérés que s'ils étaient aux mains de la nation. Mais quant à la plupart des autres, si je me mets à les discuter, il n'y a pas de doute que le verdict ne soit : Ils seraient mieux morts ! Et lorsqu'ils meurent effectivement, je suis parfois obligé d'offrir à la famille cette consolation, à peine déguisée... (*Bercé par la cadence de sa propre voix, il s'assoupit de plus en plus.*) Le fait qu'ils dépensent leur argent d'une façon si extravagante pour se faire soigner, ne justifie vraiment pas que je gaspille mon talent à les garder en vie, étant donné ce que vaut mon talent... Après tout, si mes honoraires sont élevés, j'ai de lourdes dépenses... Mes goûts personnels sont suffisamment simples : un lit de camp, deux chambres, une croûte, une bouteille de vin, et me voilà heureux et content. Ma femme, elle, a des goûts peut-être un peu plus luxueux, mais elle aussi déplore la dépense qui n'a pour but que de maintenir le rang que mes malades exigent de leur médecin. Le... eu... eu... (*Il se réveille soudain.*) Ah diable ! j'ai perdu

le fil de mes remarques... Ridgeon, de quoi donc est-ce que je parlais?

RIDGEON. — De Dubédat.

BON. — Ah oui, oui! C'est vrai... Merci. De Dubédat, évidemment. Donc, qu'est-ce que notre ami Dubédat? Un jeune homme vicieux et ignorant qui a du talent pour le dessin.

LOUIS. — Merci... Ne faites pas attention à moi, je vous prie..

BON. — Mais que sont la plupart de mes malades? Des jeunes gens vicieux et ignorants, qui n'ont de talent pour rien du tout. S'il me fallait discuter leurs mérites avant de les accepter pour clients, il me faudrait renoncer aux trois quarts de ma clientèle. C'est pourquoi je me suis fait une règle de ne jamais rien discuter. Alors, puisque je me suis imposé cette règle vis-à-vis de mes malades payants, serait-ce honorable de faire une exception à l'égard d'un malade qui, loin d'être un malade payant, peut être décrit avec plus d'exactitude comme un malade empruntant? Non. Évidemment non... Je dis formellement non... Votre caractère moral, M. Dubédat, n'est rien pour moi. C'est à un point de vue purement scientifique que je vous considère. Pour moi, vous êtes tout simplement un champ de bataille où une armée d'invasion de bacilles de la tuberculose se bat contre les forces patriotiques des phagocytes. J'ai fait à votre femme une promesse que mes principes ne me permettent pas de violer. Cette promesse, c'est de stimuler les phagocytes, aussi, je veux les stimuler. C'est là la seule responsabilité que j'assume. (*Il retombe en arrière sur son siège, épuisé.*)

SIR PATRICK. — Alors, monsieur Dubédat, puisque Sir Ralph a offert, avec beaucoup d'amabilité, de se charger de votre cas, et puisque les deux minutes que je vous ai accordées sont largement passées, je vous prie de m'excuser. (*Il se lève.*)

LOUIS. — Oh! Certainement, certainement! J'ai tout à fait fini; je n'ai plus besoin de vous... (*Il se lève et tient en l'air le bloc à esquisses.*) Voilà!... Pendant que vous, vous avez parlé, moi, j'ai agi... Que reste-t-il de votre leçon de morale? Rien qu'un peu d'acide carbonique qui rend la chambre malsaine... Que reste-t-il de mon travail? Ceci! Regardez. (*Ridgeon se lève pour regarder.*)

SIR PATRICK, *qui est descendu de l'estrade pour s'approcher de Dubédat.* — Comment, jeune drôle! C'était mon portrait que vous étiez occupé à dessiner?

LOUIS. — Mais certainement!... Que pouvais-je faire d'autre?

SIR PATRICK, *lui prend le dessin des mains et grogne d'un air approbateur.* — Pas mal, ça, pas mal! Vous ne trouvez pas, Ridgeon?

RIDGEON. — Ma foi oui. Si bon même que je voudrais bien l'avoir.

SIR PATRICK. — Merci, mais moi-même je tiens aussi à l'avoir... Qu'en pensez-vous Coutelier?

COUTELIER, *se lève et s'approche pour regarder.* — Ah non, sacredié! C'est moi qui aurai cela.

LOUIS. — Je voudrais bien pouvoir vous l'offrir, Sir Patrick, mais je paierais plutôt cinq louis que de m'en séparer.

RIDGEON. — Eh bien, je vous en donne six, moi.

COUTELIER. — Et moi dix.

LOUIS. — Sir Patrick y a moralement droit, je crois, puisque c'est lui qui a posé... Puis-je envoyer cela chez vous, Sir Patrick, pour douze louis?

SIR PATRICK. — Douze louis! Ah non, fussiez-vous même Président de l'Académie des Beaux-Arts, jeune homme! (*Il lui rend son dessin d'un air décidé et se détourne pour prendre son chapeau.*)

LOUIS. — Bontemps, en voulez-vous pour douze louis?

BON, *venant se placer entre Louis et Coutelier.* — Douze louis? Oui, je le prends à ce prix. (*Il le prend et le présente à Sir Patrick.*) Acceptez cela de moi, Paddy; et puissiez-vous le contempler de longues années encore!

SIR PATRICK. — Merci. (*Il met le dessin dans son chapeau.*)

BON. — Inutile de régler cela avec vous maintenant, mon cher monsieur Dubédat. Mes honoraires s'élèveront à bien plus que cela... (*Il prend lui aussi son chapeau.*)

LOUIS, *avec indignation.* — Sacré nom de Dieu!... En voilà une saleté!... Je me laisserais plutôt tuer que de faire une chose comme celle-là!... En réalité, vous me volez ce dessin.

SIR PATRICK, *d'un ton sec.* — Enfin, Monsieur, nous avons tout de même réussi à vous convertir à croire à la moralité, n'est-ce pas?

LOUIS. — Ouat!... (*A Coutelier.*) Je ferai un autre dessin pour vous, Coutelier, si vous voulez me donner les dix louis que vous me promettiez.

COUTELIER. — Entendu. Je paierai à la livraison.

LOUIS. — Oh!... Mais pour qui me prenez-vous donc?... Vous n'avez donc pas confiance en mon honneur?

COUTELIER. — Ma foi non, aucune.

LOUIS. — Ah!... Évidemment, si ce sont là vos sentiments, vous ne pouvez rien y changer... Avant que vous ne partiez, Sir Patrick, vous me permettrez, n'est-ce pas, d'aller chercher Jennifer? Je sais qu'elle aimerait bien vous voir, si vous n'y voyez pas d'inconvénient... (*Il se dirige du côté de la porte intérieure.*) — Mais avant qu'elle entre, un mot, je vous prie. Vous tous, ici, vous venez de parler de moi d'une façon passablement libre, et dans ma propre maison, encore. Cela m'est égal, à moi, tout à fait égal. Je

suis un homme et je sais ce que j'ai à faire. Mais dès que Jennifer sera entrée, n'oubliez pas, je vous prie, que c'est une femme comme il faut et que vous, vous êtes supposés être des hommes comme il faut. (*Il sort.*)

COUTELIER. — Eh bien, ma parole!!! (*Il abandonne la partie, car il la considère comme indescriptible, et s'en va, en hochant la tête, prendre son chapeau.*)

RIDGEON. — En voilà de l'impudence!... Sacristi!...

BON. — Je ne serais nullement surpris d'apprendre qu'il soit très bien apparenté. Chaque fois que je rencontre de la dignité et une grande possession de soi, sans aucune cause apparente, je diagnostique une bonne famille.

RIDGEON. — Diagnostiquez le génie artistique, mon cher. Voilà qui explique sa dignité et sa possession de soi.

SIR PATRICK. — Oui, le monde est ainsi fait. Les honnêtes gens sont toujours sermonnés et décontenancés par les snobs.

BON, *se refusant complètement à admettre cela.* — Je ne suis pas décontenancé, moi, pas du tout... Par Dieu, je voudrais bien le voir, l'homme qui pourrait me décontenancer! (*Jennifer entre.*) Ah! madame Dubédat!... Eh bien, comment allons-nous aujourd'hui?

MADAME DUBÉDAT, *lui serrant la main.* — Merci à tous d'être venus. Merci... (*Elle donne la main à Coutelier.*) — Oui, la vie vaut d'être vécue, depuis que je vous connais... Depuis cette soirée de Richmond, je n'ai plus eu un seul instant de crainte. Et avant, avant, je n'avais que de la crainte... Mais ne voulez-vous pas vous asseoir pour me dire le résultat de la consultation?

COUTELIER. — Si vous le permettez, Madame, je vais m'en aller. J'ai un rendez-vous... Avant que je ne parte, permettez-moi de vous dire que je suis tout à fait d'accord avec mes collègues, ici présents, quant à la nature du cas. En ce qui concerne la cause et le remède, ce n'est pas mon affaire. Je ne suis qu'un chirurgien et ces messieurs sont des médecins. Ils vous conseilleront. Je puis avoir mes opinions à moi. En fait, je les ai; et elles sont parfaitement connues de mes collègues. Si on a besoin de moi — et finalement, on aura certainement besoin de moi — ils savent où me trouver; et je suis toujours entièrement à votre service. Je ne vous dis donc pas adieu, mais au revoir, au revoir. (*Il sort, laissant Jennifer très intriguée par ce départ inattendu et ces façons cérémonieuses.*)

SIR PATRICK. — Moi aussi, Madame, je vous prierai de m'excuser.

RIDGEON, *avec inquiétude.* — Vous partez?

SIR PATRICK. — Oui... Je ne puis être d'aucune utilité ici et il faut que je m'en retourne. Comme vous le savez, Madame, je ne pratique plus maintenant; et ce n'est pas moi qui serai chargé du cas... Il est entre les mains de Sir Colenso Ridgeon et de Sir Ralph

Bontemps. Ils connaissent mon opinion... Au revoir, donc, Madame, au revoir. (*Il s'incline et fait mine de se diriger vers la porte.*)

MADAME DUBÉDAT, *le retenant.* — Ce n'est rien de mauvais, n'est-ce pas? Vous ne pensez pas que Louis aille plus mal, dites?

SIR PATRICK. — Non, non. Il ne va pas plus mal. Il est exactement comme à Richmond.

MADAME DUBÉDAT. — Oh, merci, merci! Vous m'aviez fait peur. Excusez-moi.

SIR PATRICK. — N'en parlons pas, Madame. Au revoir. (*Il sort.*)

BON. — Dites-moi, Madame, puisque c'est moi qui vais prendre en main le malade...

MADAME DUBÉDAT, *d'un ton d'appréhension, avec un regard du côté de Ridgeon.* — Vous!... Mais je croyais que Sir Colenso...

BON, *rayonnant à la conviction qu'il lui fait une surprise des plus flatteuses.* — Chère Madame, c'est moi qui soignerai votre mari.

MADAME DUBÉDAT. — Mais...

BON. — Pas un mot de plus, Madame. C'est un plaisir pour moi, à cause de vous. Sir Colenso Ridgeon est bien mieux à sa place dans le laboratoire de bactériologie. Et moi, je serai tout à fait à ma place au chevet du malade. Votre mari sera traité exactement comme si c'était un des membres de la famille royale. (*Madame Dubédat, mal à l'aise, veut de nouveau protester.*) Non, non, Madame, pas de gratitude; cela me gênerait, je vous assure. Puisque je prends le malade en main, permettez-moi de vous demander si vous êtes particulièrement attachée à cet appartement? Évidemment, l'auto annihile toutes les distances, mais j'avoue tout de même que si vous étiez plus près de moi, ce serait un petit peu plus commode.

MADAME DUBÉDAT. — Vous le voyez, l'atelier et l'appartement se tiennent; cela ne fait qu'un... J'ai eu tant à souffrir dans les hôtels meublés! Les domestiques sont si malhonnêtes que c'en est effroyable...

BON. — Ah, vraiment, ils sont ainsi? Vraiment? Pauvre dame!

MADAME DUBÉDAT. — Jamais je n'ai eu l'habitude de mettre tout sous clef. Et souvent, très souvent, j'ai remarqué qu'il me manquait de petites sommes d'argent. A la fin, une chose épouvantable est arrivée : un billet de cent francs a disparu. Je l'ai retrouvé chez la femme de chambre, et elle a eu l'audace de me dire que c'était Louis qui le lui avait donné. Il m'a empêché de faire quoi que ce soit. Il est si sensible que ces choses le mettent hors de lui.

BON. — Ah... hem... Ha... Oui, oui, n'en parlons plus, Madame. Vous ne déménagerez pas. Et puisque la montagne ne veut pas venir à Mahomet, Mahomet ira à la montagne. Et maintenant je me sauve. Je vous écrirai pour prendre rendez-vous. Nous commencerons à stimuler les phagocytes... voyons... mardi prochain peut-

être. Mais je vous le ferai savoir d'une façon certaine. Reposez-vous en sur moi; ne vous inquiétez pas; mangez régulièrement; dormez bien; ne vous laissez pas abattre; maintenez le patient de bonne humeur; ne désespérez pas; pas de tonique meilleur qu'une jolie femme; pas de médecine comme la bonne humeur; pas de ressource comme la science... au revoir, au revoir... (*Après une poignée de mains — elle, trop accablée pour parler — il sort, en s'arrêtant pour dire à Ridgeon* :) Envoyez-moi donc, mardi matin, un tube de bonne et forte antitoxine. N'importe quelle espèce conviendra, n'oubliez pas!... Au revoir, Ridgeon. (*Il sort.*)

RIDGEON. — Vous avez l'air de nouveau toute découragée... (*Elle est presque en larmes.*) Eh bien, quoi?... Voyons!... Est-ce que vous êtes déçue?

MADAME DUBÉDAT. — Je sais que je devrais être très reconnaissante... oui, certainement, je suis très reconnaissante, croyez-moi, mais, mais...

RIDGEON. — Mais quoi? Voyons!

MADAME DUBÉDAT. — Je m'étais imaginée, dans le fond de mon cœur, que ce serait vous qui guéririez Louis.

RIDGEON. — Mais Sir Ralph Bon...

MADAME DUBÉDAT. — Oui, oui, je sais, je sais. C'est un grand privilège de l'avoir... Mais ce que j'aurais souhaité que ce fût vous! Ce n'est pas raisonnable, je le sais... Mais je ne peux pas vous expliquer cela, j'ai l'instinct très fort que vous le guéririez... Je ne sens pas, je ne peux pas sentir la même chose vis-à-vis de Sir Ralph... Vous m'aviez promis, pourtant!... Pourquoi avez-vous abandonné Louis?

RIDGEON. — Je vous l'ai dit. Je ne peux pas me charger de nouveaux cas.

MADAME DUBÉDAT. — Mais à Richmond...

RIDGEON. — A Richmond, j'ai cru un moment que je pourrais faire place à un nouveau cas. Mais mon vieil ami, le docteur Blenkinsop a revendiqué cette place. Il a le poumon attaqué.

MADAME DUBÉDAT, *n'attachant aucune importance à Blenkinsop.* — Vous voulez parler de cet homme d'un certain âge, un peu niais...

RIDGEON, *d'un ton sévère.* — Je veux parler de ce monsieur qui a dîné avec nous. Un excellent et honnête homme, dont la vie est aussi précieuse que celle de n'importe qui. Je me suis arrangé pour prendre son cas entre mes mains, et pour laisser Sir Ralph s'occuper de celui de monsieur Dubédat.

MADAME DUBÉDAT, *lui répliquant avec indignation.* — Je vois ce qui en retourne!... Oh! c'est haineux, vil, cruel!... Et moi qui croyais que vous, vous seriez au-dessus de pareils sentiments!

RIDGEON. — Que voulez-vous dire? Je ne comprends pas.

MADAME DUBÉDAT. — Mais pensez-vous donc que je ne sache pas?... Pensez-vous que ce ne soit jamais encore arrivé?... Pourquoi tout le monde se tourne-t-il contre lui?... Vous ne pouvez donc pas lui pardonner de vous être supérieur? d'être plus habile? plus noble? d'être un grand artiste?

RIDGEON. — Mais si, je peux lui pardonner tout cela.

MADAME DUBÉDAT. — Mais alors, vous avez donc quelque chose à dire contre lui?... J'ai mis au défi tous ceux qui se sont tournés contre lui, je les ai mis au défi en face, de me dire quel mal il avait fait, quelle pensée ignoble il avait pu énoncer... Ils m'ont toujours avoué qu'ils n'en trouvaient aucune... C'est vous maintenant que je mets au défi... De quoi l'accusez-vous, dites?

RIDGEON. — Je suis comme les autres... Je ne trouve rien à dire en face contre lui.

MADAME DUBÉDAT, *non satisfaite.* — Mais vos manières sont changées... Et puis, vous avez violé la promesse que vous m'aviez faite de faire de la place pour lui, pour le soigner vous-même.

RIDGEON. — Vous n'êtes pas raisonnable, il me semble... Vous avez obtenu pour lui le meilleur conseil médical de tout Londres, et son cas est aux mains d'un maître de la profession. Sûrement...

MADAME DUBÉDAT. — Oh! C'est cruel de me répéter encore cela... Tout semble être très bien et me donner tort... Mais en réalité, je n'ai pas tort... J'ai foi en vous et je n'ai pas foi en les autres. Nous en avons déjà tant vus, de docteurs, que j'en suis arrivée à savoir parfaitement quand ils ne font que causer et ne savent rien faire... Avec vous, c'était différent. Ne dites pas non, je le sais... Il faut que vous m'écoutiez, Docteur. (*Avec une appréhension soudaine.*) Est-ce que je vous offense en vous appelant Docteur, au lieu de vous donner votre titre?

RIDGEON. — Ce serait idiot, cela. Je suis docteur, madame, simplement docteur. Mais gardez-vous bien d'appeler Coutelier un docteur.

MADAME DUBÉDAT. — Je ne m'occupe pas de monsieur Coutelier. C'est vous qui devez vous montrer mon ami!... Je vous en prie, asseyez-vous et écoutez-moi un moment seulement. (*Il consent d'une grave inclination de tête et s'assied sur le canapé, tandis qu'elle s'assied sur la chaise, près du chevalet.*) Merci. Je ne vous retiendrai pas longtemps; mais il faut que je vous dise l'entière vérité... Ecoutez. Je connais Louis comme nul autre au monde ne le connaît et ne pourra jamais le connaître. Je suis sa femme. Je sais qu'il a de petits défauts : des impatiences, des susceptibilités, même de menus égoïsmes qui sont pour lui des choses trop triviales pour qu'il les remarque. Je sais que parfois il choque les gens au sujet de l'argent,

parce qu'il est complètement, trop même, au-dessus de cela et qu'il ne peut comprendre la valeur que les gens ordinaires y attachent... Dites-moi... Est-ce que?... Vous a-t-il emprunté de l'argent?

RIDGEON. — Il m'en a demandé... une fois.

MADAME DUBÉDAT, *les larmes emplissant de nouveau ses yeux.* — Ah! Que j'en suis fâchée... Que j'en suis fâchée!... Mais il ne le fera plus jamais, jamais. Je vous en donne ma parole. Il me l'a promis ici même, dans cette chambre, un moment avant votre arrivée... et il est incapable, vous savez, de violer sa parole. C'était vraiment sa seule faiblesse. Et maintenant, la voilà vaincue, abandonnée à jamais.

RIDGEON. — Est-ce que c'était vraiment sa seule faiblesse?

MADAME DUBÉDAT. — Parfois aussi, il est peut-être un peu faible au sujet des femmes. Mais elles l'aiment tant! Puis elles lui tendent toujours des pièges. Et naturellement, comme il prétend ne pas croire à la moralité, les gens pieux ordinaires se figurent qu'il est mauvais... Vous pouvez donc comprendre, n'est-ce pas, comment cela donne lieu à toutes sortes de bavardages contre lui. Et puis cela se répète, cela se répète jusqu'à ce que même ses bons amis soient montés contre lui.

RIDGEON. — Oui, je comprends, je comprends.

MADAME DUBÉDAT. — Ah! Si seulement vous connaissiez comme moi l'autre côté de son caractère!... Oui, Docteur, je vous le dis, si Louis se déshonorait par quelque acte vraiment malhonnête, je me tuerais!

RIDGEON. — Voyons, voyons, voyons! N'exagérez pas!

MADAME DUBÉDAT. — Si, si, si, je me tuerais!... Ah! Vous autres Saxons, vous ne comprenez pas cela!

RIDGEON. — Là-bas, en pays celte, dans votre Cornouailles, vous ne voyez pas grand'chose du monde, n'est-ce pas?

MADAME DUBÉDAT, *avec naïveté.* — Mais si, mais si!... J'ai vu chaque jour la beauté du monde, en masse, bien plus que jamais vous ne pouvez voir ici, à Londres... Mais j'ai vu très peu de monde, si c'est là ce que vous voulez dire. J'étais enfant unique.

RIDGEON. — Oui, cela explique beaucoup de choses.

MADAME DUBÉDAT. — J'ai fait une quantité de rêves, et finalement, ils se sont tous résumés en un seul.

RIDGEON, *soupirant à moitié.* — Oui, oui, le rêve habituel.

MADAME DUBÉDAT, *surprise.* — Il est habituel?

RIDGEON. — Je le pense. Mais vous ne m'avez pas dit ce qu'il était.

MADAME DUBÉDAT. — Eh bien, je ne voudrais pas que ma vie soit gaspillée. Par moi-même, je ne pouvais rien faire; mais j'avais un peu de fortune, et, grâce à elle, je pouvais être de quelque uti-

lité. J'avais aussi un peu de beauté; mais ne me croyez pas vaine parce que je m'en rends compte. Je savais que les hommes de génie ont toujours, au début, une lutte cruelle à soutenir avec la pauvreté et la méconnaissance. Mon rêve, voyez-vous, était d'en sauver un de cela, et d'apporter dans sa vie un peu de charme et de bonheur. J'ai prié le ciel de me l'envoyer. Aussi, je crois fermement qu'en réponse à ma prière, le ciel guida Louis vers moi. Il n'était pas plus semblable aux autres hommes que j'avais rencontrés, que les rives de la Tamise ne sont semblables à nos côtes de Cornouailles. Il voyait tout ce que je voyais, et il me le dessinait. Il comprenait tout... Il vint à moi comme un enfant. Imaginez, Docteur, qu'il n'eut jamais l'idée de m'épouser! Il ne pense jamais aux choses auxquelles pensent les autres hommes. C'est moi qui dus le lui proposer moi-même. Alors, il m'a répondu qu'il n'avait pas d'argent. Quand je lui eus dit que j'en avais, moi, il a répondu : « Ah! très bien », tout comme un enfant. Il est comme cela, toute nature, homme par les pensées, grand poète et grand artiste dans ses rêves, enfant dans ses façons. Je me suis donnée à lui avec tout ce que j'avais, pour qu'il puisse atteindre la haute cime ensoleillée, avec de la joie plein les yeux... Si je perdais ma foi en lui, ce serait la ruine et l'échec de ma vie... Je m'en retournerais en Cornouailles, pour y mourir. Je pourrais vous montrer l'endroit précis de la falaise d'où je me jetterais... Il faut que vous me le guérissiez, voyez-vous... Il faut que vous me le rendiez tout à fait bien portant... Je sais que vous le pouvez et que nul autre ne le peut... Ne me refusez pas ce que je vais vous demander, je vous en supplie. Soignez Louis vous-même et laissez Sir Ralph soigner le docteur Blenkinsop.

RIDGEON, *d'un ton lent.* — Madame Dubédat, croyez-vous vraiment, comme vous le dites, dans ma science et dans mon habileté?

MADAME DUBÉDAT. — Absolument. Je n'accorde pas ma confiance à demi.

RIDGEON. — Je le sais. Eh bien, je vais vous mettre à l'épreuve, durement. Me croirez-vous si je vous dis que je comprends ce que vous venez de me dire; que je n'ai d'autre désir que de vous servir de mon amitié la plus fidèle, et qu'à tout prix je veux vous conserver votre héros.

MADAME DUBÉDAT. — Oh!... Pardonnez-moi! Pardonnez tout ce que je vous ai dit! Vous me le conserverez.

RIDGEON. — Advienne que pourra! (*Elle lui baise la main. Il se lève vivement.*) Attendez! Vous n'avez pas tout entendu... (*Elle se lève aussi.*) Vous devez me croire lorsque je vous dis que la seule chance de vous conserver votre héros repose sur ce fait que Louis soit soigné par Sir Ralph.

MADAME DUBÉDAT, *avec fermeté.* — Vous le dites ; je ne doute plus. Je vous crois. Merci.

RIDGEON. — Au revoir. (*Elle lui prend la main.*) J'espère que ce sera une amitié durable.

MADAME DUBÉDAT. — Oui, mes amitiés ne finissent qu'avec la mort.

RIDGEON. — La mort ne finit-elle pas tout?... Au revoir. (*Il sort après lui avoir lancé un regard de pitié, accompagné d'un soupir qu'elle ne comprend pas.*)

BERNARD SHAW

(*La fin prochainement.*)

RENAN AU SÉMINAIRE[1]

II

Renan, dans ses *Souvenirs*, appelle « visée de génie », le choix que l'archevêque avait fait de l'abbé Dupanloup pour la direction de Saint-Nicolas. L'expression est à peine hyperbolique. Les sept années pendant lesquelles il a gouverné cette maison ont été pour elle une période d'éclatante renommée au dehors, de « vie intense », de débordante activité scolaire, de ferveur littéraire enthousiaste, de vertu et de flamme juvéniles, au dedans. Tous ceux qui s'y sont trouvés à cette époque en ont gardé un étonnant souvenir.

Dans le vieil et austère établissement de la rue de Pontoise, le nouveau supérieur n'était arrivé que pour tout renouveler. La faveur des familles du faubourg Saint-Germain et du faubourg Saint-Honoré, faveur portée au comble par le succès de sa mission auprès de Talleyrand, lui en avait procuré les moyens. Comme elles lui offraient tout ce qu'il voulait, il leur demanda de l'argent pour rebâtir, dans toute la mesure possible, des locaux sombres et insuffisants. Et il leur demanda leurs fils, souhaitant que sa maison fût « une maison d'éducation modèle, telle qu'il la concevait, et non plus un séminaire au type ascétique et clérical ». « La jeunesse destinée à

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 octobre 1921.

l'état ecclésiastique et la jeunesse destinée au premier rang social lui paraissaient devoir être élevées de la même manière. » Il espérait que la future élite cléricale qu'il préparait gagnerait à ce « mélange avec des jeunes gens du monde, soumis aux mêmes disciplines, une teinture et des habitudes plus distinguées que celles qui résultent de séminaires peuplés uniquement d'enfants pauvres et de fils de paysans[1] ». En même temps, les ressources apportées par cette clientèle riche lui permettaient de faire une vie plus douce et plus délicate à tous ces enfants qui ne payaient point. Qu'une telle conception lui ait inspiré une ardeur particulière pour la réaliser (à lui qui mettait tant d'ardeur à tout) on le comprend profondément, si l'on songe qu'elle était comme une émanation de sa personne elle-même, en qui le hasard mystérieux et complexe de sa naissance avait réuni un aristocrate de haute lignée avec un enfant du peuple recueilli par l'Église et lui devant tout.

C'est ce caractère aristocratique qui était nouveau. L'admission, parmi les futurs clercs, d'un certain nombre de jeunes gens destinés à l'état laïque, se pratiquait déjà dans beaucoup de petits séminaires. Comme ceux-ci étaient alors les seules maisons d'enseignement catholique, les familles qui désiraient faire élever leurs enfants par les prêtres, étaient obligées de les y placer, jusqu'aux deux dernières années d'études, lesquelles, en raison du monopole, devaient s'accomplir au lycée, si l'on voulait avoir accès au baccalauréat. Mais il était entendu que cette admission ne constituait qu'une tolérance révocable et que l'élément profane devait se plier aux mœurs et aux règles de l'élément clerc, et en revêtir, si j'ose dire, la grise couleur. A Saint-Nicolas, les choses prirent une tournure différente. D'une part, l'éclat social des noms que l'abbé Dupanloup attirait se communiqua à sa maison et la mit à la mode; Cousin, dans un discours parlementaire de ce temps, observe que la bourgeoisie riche trouve maintenant « du bel-air » de placer ses fils au petit Séminaire de Paris. D'autre part, l'autorité du supérieur était trop grande et il était, dirai-je, trop prêtre dans l'âme, pour accepter que le sérieux des mœurs eût à souffrir

1. *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, p. 170.

d'un renom si parisien. Il voulut que Saint-Nicolas atteignît un grand prestige mondain pour la délicatesse des manières et l'élégance brillante des études, et qu'il restât petit séminaire pour la sévérité de la discipline morale et la prépondérance de la religion. Deux desseins qu'il embrassait avec une égale ferveur et qu'il était homme à concilier. On jugera de sa rigueur par le trait suivant : le jeune neveu de Victor Hugo lui ayant été proposé comme élève, il posa pour condition que l'oncle ne vînt jamais porter au parloir le bruit d'une renommée trop étourdissante pour de jeunes oreilles, trop fascinatrice pour de jeunes cœurs[1]. Faire accepter une telle sévérité à des gens du monde, réaliser un complet amalgame moral entre des jeunes gens pris aux antipodes de la société, était chose difficile. L'abbé Dupanloup y parvint par son ascendant. Renan observe que la considération primordiale par lui attachée au talent l'y aida beaucoup : « L'idée que le talent primait tout le reste, étouffait les divisions et, au bout de huit jours, le plus pauvre garçon débarqué de province, gauche, embarrassé, s'il faisait un bon thème ou quelques vers latins bien tournés, était l'objet de l'envie du petit millionnaire qui payait sa pension sans s'en douter[2]. »

S'il réussit dans une tâche où eussent échoué tant d'autres, ce fut par la passion qu'il y mettait et par la prodigieuse action personnelle dont cette passion était la source. On eût dit qu'il animait et remplissait la maison à lui seul. Chacun de ses deux cents élèves, « existant distinct dans sa pensée », se sentait perpétuellement en sa présence et comme sous son souffle. « Il était pour chacun d'eux l'excitateur... le motif de vivre et de travailler[3]. » Bien que son pouvoir fût réellement sans bornes, ce n'est point par la crainte qu'il régnait, mais par le mouvement que sa vie exubérante et passionnée imprimait à toute chose, depuis les études et l'émulation qu'il stimulait à un degré dont nous n'avons plus idée depuis longtemps, jusqu'aux parties de barres où il se mêlait en dépit de la quarantaine approchante, et sans y rien perdre de son autorité. « Il nous entraînait, écrit le cardinal Lavigerie, son

1. Schœner, t. II, p. 362.
2. Renan, *Souvenirs*, p. 170.
3. Renan, *Souvenirs*.

ancien élève, à la manière d'un ouragan de lumière et de feu, courbant et absorbant tout, comme c'est la loi des personnalités puissantes[1]... » Le moment où cette puissance communicative atteignait ses plus hauts effets, c'était celui de la « lecture spirituelle », demi-heure quotidienne où il réunissait la totalité de ses élèves et enlevait de son éloquence ces jeunes esprits frémissants. « Toute circonstance de la vie intérieure de la maison, tout événement personnel au supérieur ou à l'un de ses élèves était l'occasion d'un entretien rapide, animé », et comme le léger tison allumant le feu oratoire, où se donnait tout entière l'âme du chef. La littérature y avait sa place. Certains entretiens sur Virgile firent une impression inouïe. « La séance des notes du vendredi était quelque chose de plus saisissant et de plus personnel encore. Chacun vivait dans l'attente de ce jour. Les observations dont le supérieur accompagnait la lecture des notes étaient la vie ou la mort. »

En principe, le gouvernement des maisons d'éducation catholique est absolu et paternel, à la différence des établissements de l'État, soumis à une réglementation du dehors et où l'autorité s'exerce sous mille contrôles et regards de l'administration universitaire et des parents. A Saint-Nicolas, ces caractères se trouvaient fort accentués, du fait qu'une seule main y concentrait l'autorité sur tous les détails et que cette main se montrait impérieuse et cassante au point de provoquer contre elle, si j'en crois une tradition répandue dans le clergé, d'assez âpres murmures. Ces murmures ne venaient pas des élèves, mais, dit-on, des collaborateurs ecclésiastiques de M. Dupanloup, auxquels il s'en faut qu'il fût toujours agréable. Plus tard, évêque d'Orléans, on le verra beaucoup plus aimé de ses laïques que de ses prêtres, qui porteront mal le joug et s'abonneront, en manière de fronde, à *l'Univers* de Veuillot. Vérification faite en ce qui concerne Saint-Nicolas, et autant qu'il est possible en une question de ce genre, cette disposition d'impatience irritée n'aurait existé que chez une partie du personnel enseignant, dont la majorité se serait philosophiquement accommodée des intempérances autoritaires du maître, en faveur de ses vertus, ou bien se serait laissé enlever

1. Lettre-préface au tome III de la *Vie de Mgr Dupanloup*, par l'abbé Lagrange.

dans son tourbillon et l'aurait suivi avec l'enthousiasme d'un dévouement sans bornes [1]. De ses élèves, en tout cas (et c'est ce qui nous intéresse), il était, comme dit Renan « adoré ». Eux voyaient en lui le père plus que le maître. Renan nous apprend qu'il n'existait pas de punition au petit séminaire; un élève qui ne donnait pas satisfaction était exclu. Ce renseignement n'est pas tout à fait exact en droit; il l'est en fait. On ne punissait pas, bien que certaines punitions fussent prévues, mais le supérieur prononçait facilement et sans appel l'exclusion d'un élève. Et ce qui est intéressant, c'est qu'il ne la prononçait pas seulement pour des fautes qui l'auraient déterminée en tout collège bien tenu, mais aussi en l'absence de fautes positives, et à cause de tendances qui, sans être perverses en elles-mêmes, faisaient un sujet réfractaire à l'impulsion générale qu'il voulait donner. « Vous êtes un excellent jeune homme; mais votre esprit n'est pas ce qu'il nous faut; séparons-nous amis; quel service puis-je vous rendre [2]? »

***

Les appréciations de Renan sur l'éducation de Saint-Nicolas, appréciations qui ne figurent pas seulement dans ses *Souvenirs*, rédigés à quarante ans de distance, mais qui se répandaient déjà dans ses lettres à François Liart, écrites

1. De ces derniers devait être M. Du Chesne, professeur de rhétorique. M. Dupanloup ayant fait en décembre 1840, un voyage à Rome, il écrit dans son compte rendu hebdomadaire du travail de la classe : « Enfin tout eût été parfait, si pendant cette semaine, il n'y avait pas eu quelqu'un de moins à Saint-Nicolas; Horace n'aurait pas manqué de lui dire :

Serus in coelum redeas...
...Hic ames dici pater atque princeps.

Et ailleurs, à propos d'un devoir d'élève : « Henri Nollin nous a raconté en vers latins une visite de Pierre le Grand à la Sorbonne, comme un homme qui trouve heureux ceux qui vont en Sorbonne! » M. Dupanloup venait d'être, comme nous le mentionnerons plus loin, chargé de la chaire d'éloquence sacrée à la Faculté de Théologie, en Sorbonne. J'emprunte ces textes naïfs aux cahiers de notes de la classe de rhétorique pour l'année 1840-1841. Ces vieux registres scolaires de Saint-Nicolas sont en la possession de M. l'abbé Schœner, qui a bien voulu nous les communiquer. Nous y ferons d'abondants et, croyons-nous, de curieux emprunts

2. *Souvenirs*, p. 187.

d'Issy et de Saint-Sulpice, dans les trois années qui suivirent sa sortie du petit séminaire, nous intéressent à deux titres. Tout d'abord pour le jour dont elles éclairent un sujet qu'il a lui-même tant contribué à rendre célèbre, et sur lequel nous complétons et corrigeons, autant qu'il est besoin ses informations par des informations d'autres sources; en second lieu, parce que l'influence qu'il a reçue de cette éducation et ses réactions à son égard constituent le premier chapitre important de l'histoire de sa pensée, chapitre moins émouvant que celui de son passage à Saint-Sulpice, plus décisif cependant qu'on ne serait porté à le croire, d'après l'âge qu'il avait alors.

Renan loue et nous louons avec lui l'abbé Dupanloup pour l'extraordinaire élan que son action brûlante imprimait au travail et au désir de bien faire de tous ses élèves, pour l'aliment que son zèle fournissait à la plus noble passion de la jeunesse, qui est l'admiration et la reconnaissance pour un maître. Il le loue surtout de s'être formé de l'éducation une certaine idée d'ensemble, même critiquable sous plus d'un rapport, d'avoir eu en vue un certain résultat moral et social déterminé, un type d'homme qu'il se donnait mission de préparer pour la société et pour l'Église. C'est cette vue directrice, cette orientation supérieure qui fait défaut à beaucoup de prétendus éducateurs pour lesquels l'éducation ne consiste qu'en une juxtaposition d'enseignements et de disciplines dispersés, sans tendances communes. Le supérieur de Saint-Nicolas subordonnait tous les moyens de la règle et de l'instruction à un plan de formation générale. Toute sa pédagogie était orientée sur un idéal. Et c'est ce qui lui conférait, quelques défauts qu'elle pût offrir, quelles que pussent être les insuffisances de cet idéal, un incontestable caractère de grandeur et de générosité.

De plus, s'il avait le tempérament autoritaire, sa pédagogie était libérale. Elle se fondait sur une dose de confiance raisonnable en la nature de l'enfant. Il voulait avant tout la franchise, la pleine ouverture du cœur. De vifs défauts, mêlés à cette qualité, qui en emporte tant d'autres avec elle, l'inquiétaient moins qu'une vertu tranquille et d'apparence irréprochable derrière laquelle on ne sait ce qui couve. Il a écrit

des choses profondes (la psychologie de l'enfance est la seule matière sur laquelle il ait eu quelque profondeur) sur la troublante énigme morale d'un enfant auquel on n'a jamais rien à reprocher. Il condamnait la culture du scrupule. Il bannissait la contrainte et la peur en fait de pratique religieuse. Que les tièdes fussent tièdes! Il s'agissait de les toucher, non de les terroriser. Il raconte, dans son livre sur l'*Éducation*, avoir eu quelques élèves qui ne faisaient pas leurs Pâques et n'avoir pas traité « ces pauvres enfants » moins bien que les autres. Ceux-là l'en admireront, dont le jeune âge a été tourmenté par des prêtres maladroits, qui, les voyant, quoique parfaitement honnêtes, peu capables d'émotions pieuses ou bien touchés de quelque trouble précoce des sens, les traînaient à confesse comme des criminels. Je n'en parle pas d'après Renan, qui, alors régulier de piété et d'imagination fort pure, n'était pas exposé à ces persécutions et n'a pas mesuré le prix d'un maître qui les réprouvait de toute sa virilité et sa droiture de franc soldat.

Renan, par ailleurs, exagère ou du moins, il souligne trop, quand il dit que M. Dupanloup était « à lui seul le règlement » de la maison. Nous ne croyons pas avoir donné une faible idée de la vivacité ni des excès de son action personnelle. Nous devons dire pour ne rien omettre, qu'il ne s'y confiait pas uniquement et qu'il a élaboré bien des règles intérieures, jugées bonnes après lui et assez généralement adoptées dans les maisons du genre de la sienne. Ses interminables ouvrages sur l'*Education* sont bien loin de renfermer une substance proportionnée à leur volume. Il serait pourtant fort injuste de nier qu'il y ait pour les éducateurs, catholiques ou non, beaucoup de bonnes idées à y prendre.

Arrivons aux très sérieux défauts que Renan trouve à reprocher à la formation de Saint-Nicolas. Ils sont d'ordre intellectuel et se laissent ramener à un certain défaut fondamental et unique, qui se faisait sentir dans les divers domaines de l'enseignement par des effets similaires.

Dans le domaine religieux tout d'abord, par la façon superficielle dont les données dogmatiques du christianisme étaient proposées aux esprits, dont les croyances qu'il impose étaient établies et fondées au regard de l'intelligence.

Voici comment Renan s'en exprime dans le fameux passage de ses *Souvenirs* où il veut rendre le contraste qui le frappa entre le milieu breton d'où il sortait, et le milieu parisien où il tombait :

Ma venue à Paris fut le passage d'une religion à une autre. Mon christianisme de Bretagne ne ressemblait pas plus à celui que je trouvais ici, qu'une vieille toile, dure comme une planche, ne ressemble à de la percale. Ce n'était pas la même religion. Mes vieux prêtres, dans leur lourde chape romane, m'apparaissaient comme des mages ayant les paroles de l'éternité; maintenant, ce qu'on me présentait, c'était une religion d'indienne et de calicot, une piété musquée, enrubannée, une dévotion de petites bougies et de petits pots de fleurs, une théologie de demoiselles, sans solidité, d'un style indéfinissable, composite comme le frontispice polychrome d'un livre d'Heures de chez Lebel.

Ces figures veulent dire qu'à Tréguier, le Christianisme était présenté dans l'antique nudité de sa pure substance doctrinale, comme il l'est dans le *Catéchisme du concile de Trente*, ou dans l'*Exposition de la doctrine catholique* de Bossuet. Les formules dogmatiques des Conciles, les preuves historiques et théologiques de la « vraie religion », telles que les ont élaborées les Pères et les Scolastiques, y étaient jugées l'alpha et l'omega de ce qu'il faut enseigner et expliquer sans vains ornements, comme sans atténuations prudentes. Ces vieilles démonstrations, à base de surnaturel et de miracle, mais développées, à partir de cette base, par les seuls moyens du raisonnement et de l'analyse, n'y étaient point remplacées par des arguments éblouissants et sonores, empruntés aux beautés de la religion chrétienne, aux inspirations dont elle dote les arts et aux effets qu'y puise l'éloquence, aux tableaux touchants et gracieux de ses cérémonies solennelles, au souvenir ému que Napoléon Ier avait gardé du jour de sa première communion, au témoignage rendu à l'Évangile par de fameux guerriers, des grands savants, des membres de l'Institut. On n'y prouvait point la divinité de Jésus-Christ « par Mahomet ou par la bataille de Marengo ». « Ces pantalonnades théologiques qu'on fait applaudir à Notre-Dame, à force d'aplomb et d'éloquence, n'avaient aucun accès auprès de ces sérieux chrétiens. » Les « pantalonnades » en question sont, il est vrai, de Lacordaire, et les sérieux chrétiens dont

Renan nous parle en cet endroit sont les Messieurs de Saint-Sulpice. Mais Renan met (un peu bien sommairement et sans assez d'égard à la notable diversité de positions que je me suis appliqué à définir) Lacordaire et Dupanloup dans le même sac pour leur aversion rhétoricienne ou lyrique à l'égard de la franchise et de la fermeté doctrinales, et il rapproche le sérieux rude et simple de ses maîtres de Tréguier du sérieux savant des Sulpiciens, pour les opposer ensemble aux légèretés et mondanités de l'apologétique à la mode de Notre-Dame ou à la mode de Saint-Nicolas. Ce n'est point qu'à Saint-Nicolas on répudiât les grands docteurs de la tradition. On les vénérait, au contraire. On les célébrait en des discours d'apparat où saint Chrysostome était un aigle et saint Thomas un lion. Mais on les vénérait d'un peu loin. Et à l'arsenal de leurs argumentations et de leurs dialectiques massives, couvertes de la poussière de l'école, on préférait les armes brillantes, mais plus molles et faciles à manier, du chaleureux, du pittoresque, du pathétique et de l'agréable.

L'abbé Cognat, qui fut, dans les mêmes années que lui, l'élève de M. Dupanloup et en reçut la marque au point de n'avoir pu, sa vie durant, rien voir, ni juger qu'avec les yeux de son maître, a protesté contre ce tableau, sans en contester précisément les traits, mais en accusant Renan de les défigurer de mauvaise foi. Il lui reproche de travestir les égards observés à l'égard de l'âge qu'il avait alors, et de donner pour faiblesse ou frivolité de la doctrine ce qui n'en était que l'adoucissement nécessaire à l'usage d'une tendre adolescence. Il faut du lait aux jeunes gens, énonce-t-il, d'après saint Paul. Il faut parler à leur imagination, à leurs sentiments, ne pas vouloir charger leur raison, encore peu solide, d'un fardeau qu'elle ne peut porter. Un enseignement plus fort, une initiation méthodique aux raisonnements, aux enchaînements de la théologie, aux savantes controverses du dogme, trouvera son heure et viendra plus tard.

L'abbé Cognat n'a pas bien saisi la pensée de son ancien condisciple. Et celui-ci, de son côté, a omis une distinction nécessaire, qui l'eût couvert contre l'objection. Hanté par le souvenir de la longue et tragique lutte que sa raison allait

avoir à soutenir sur la question de la foi, il ne pense plus qu'aux besoins rationnels dont il se plaint que l'éducation religieuse de Saint-Nicolas ne tint pas assez de compte. Et il semble oublier ces autres besoins, sentimentaux, imaginatifs, sensibles, qu'évoque son contradicteur, qui appartiennent aussi à notre nature et doivent être contentés eux-mêmes, quand il s'agit, comme dans l'éducation religieuse, et même dans l'éducation en général, de prendre tout l'homme. Apparent ou réel, cet oubli donnerait à sa critique, n'était le charme et la vie de l'expression, je ne sais quel air de jansénisme ou de calvinisme rationaliste. Cette critique cependant, n'en est nullement infirmée au fond, parce que, tout en ayant le tort de ne point réserver le sain et juste usage des moyens propres à donner prise à la religion sur la partie affective de l'homme, elle n'en vise en réalité que l'abus. Et l'abus consiste à se servir de ces moyens pour donner le change à la partie intellectuelle frustrée. Les parures que l'éloquence et l'art (une éloquence et un art supposés d'ailleurs de bon goût) peuvent ajouter à la religion, les émotions poétiques (émotions supposées hautes et pures) qu'ils en peuvent faire jaillir, n'ont rien qui choque ou scandalise, si elles ne sont pas données comme des preuves de sa vérité, et ne s'offrent pas avec la prétention de satisfaire l'esprit en ce qui la concerne. Il en va tout autrement si elles usurpent ce rôle démonstratif et, contre toutes les difficultés que l'intelligence peut faire, arborent triomphalement leur simple prestige. Alors, elles ne sont plus que vanité et fadeur qui appellent la sévérité. Voilà l'erreur véritable où Renan se plaint, et avec une grande part de raison, à notre avis, que penchât un esprit comme l'abbé Dupanloup. « Le talent écrit-il, était pour lui la base de la foi. » Ce raccourci célèbre signifie que le lustre de tant d'expressions oratoires auxquelles les choses du catholicisme ont donné et peuvent indéfiniment donner lieu, la grâce ou l'éclat de tant de recommandations ornementales qui les revêtent et sur lesquelles on peut broder, étaient offerts comme des légitimations suffisantes de la croyance dogmatique. L'habitude d'un tel « quiproquo », bien loin de préparer chez les jeunes gens le prochain et plein éveil de la raison, la débilitait et l'énervait par avance. Il

leur ôtait le sens de la vérité et leur faisait prendre en dédain les conditions rudes et austères de son contrôle et de sa recherche. Au dire de Renan, les « nicolaïtes » payaient cher leur accoutumance à ce régime brillamment endormeur, une fois entrés dans les classes de Saint-Sulpice. Là, il s'agissait de mordre à la scolastique et d'aller au fond des idées, avec des argumentations en latin barbare. Ils s'y trouvaient fort dépaysés et n'y étaient pas estimés.

Ce dernier trait est fort caractéristique et probant. L'abbé Cognat le rejette encore. Il dit n'avoir nullement remarqué ce prétendu renom de frivolité intellectuelle fait, dans Saint-Sulpice, aux nicolaïtes. Nous sera-t-il permis d'observer que, nicolaïte lui-même, il est juge et partie en cette question, et de faible autorité contre une remarque critique que son tour d'esprit (à la supposer juste), devait précisément l'empêcher de faire. Ce qui est certain et a son poids, c'est que, de cette remarque, Renan ne s'est pas avisé après coup, et comme il écrivait ses *Souvenirs*, où M. Cognat l'a relevée; elle a jailli sur le vif et on la trouve sans cesse dans les lettres à Liart, écrites du grand Séminaire même et que n'a point connues M. Cognat.

D'ailleurs, le jugement sur Saint-Nicolas contenu dans ces lettres est bien plus sévère que celui des *Souvenirs*. Qu'on en juge :

Il y a à Issy une simplicité et une franchise qui me vont fort bien; je ne crois pas qu'il y ait dans ces pays un lieu qui ressemble mieux à la Bretagne. Comme les Nicolaïtes n'y dominent pas, l'esprit nicolaïtique y est presque étouffé; car il est bon que tu saches qu'il y a ici (comme à Saint-Sulpice) deux classes assez distinctes : ceux qui ont été à Saint-Nicolas et qui ne peuvent que fort difficilement cesser d'être ce qu'ils sont, c'est-à-dire Parisiens de pays ou au moins d'esprit et de cœur; et les autres qui viennent des divers diocèses de France, envoyés par leurs évêques et qui ont généralement beaucoup plus de simplicité, de franchise et aussi incomparablement plus de capacité, surtout pour les études sérieuses [1].

« L'esprit nicolaïtique » est superficiel et cultive les vaines élégances.

Parmi les Nicolaïtes, il n'y a absolument que M. Billion qui ait l'esprit philosophique...; les autres ne sont que de beaux parleurs

1. *Fragments intimes et romanesques*, p. 212.

qui veulent mettre du bon sens et des preuves de sentiment en tout, même en géométrie[1].

Ces lignes sont datées d'Issy. L'année suivante, Renan écrit de Saint-Sulpice :

L'esprit nicolaïtique, dont il restait quelques vestiges à Issy, est ici complètement noyé dans la foule, vu que les nicolaïtes ne font qu'un point imperceptible au milieu de ceux qui viennent des autres diocèses et qui ont généralement un meilleur esprit et des têtes plus solides[2].

C'est assez net. Et je veux bien que ce ton tranchant dénote une part d'exagération injuste. Du moins, est-il bien significatif que ce soit sous la forme d'une réaction vive et irritée contre une culture religieuse qu'il accuse d'arrêter béatement l'esprit à une assez lointaine distance du nœud des questions, que notre séminariste a commencé à prendre conscience des exceptionnelles énergies et des appétits puissants de sa pensée. Il s'est, au contraire, trouvé tout de suite de plain-pied avec les enseignements de Saint-Sulpice qui écartent les voiles de la rhétorique et mettent en face du fond des choses. « Saint-Sulpice m'apprit à considérer comme enfantillage tout ce que M. Dupanloup m'avait appris à estimer le plus. » Saint-Sulpice « savait d'original ce que c'est que le christianisme ». M. Dupanloup ne le savait (théologiquement parlant) que de seconde main.

Tandis que la plupart de mes condisciples, affaiblis par l'humanisme un peu fade de M. Dupanloup, ne pouvaient mordre à la scolastique, je me pris tout d'abord d'un goût singulier pour cette écorce amère; je m'y passionnai comme un ouistiti sur sa noix. Je revoyais mes premiers maîtres de Basse-Bretagne dans ces graves et bons prêtres, remplis de conviction et de la pensée du bien. Saint-Nicolas-du-Chardonnet et sa superficielle rhétorique n'étaient plus pour moi qu'une parenthèse de valeur douteuse. Je quittai les mots pour les choses. J'allais enfin étudier à fond, analyser dans ses détails cette foi chrétienne qui, plus que jamais, me paraissait le centre de toute vérité[3].

Cette étude et cette analyse allaient, comme on sait, aboutir à un rejet complet des formules dogmatiques du

1. *Fragments intimes et romanesques*, p. 201.
2. *Ibid.*, p. 213.
3. *Souvenirs*, p. 222.

christianisme. Et c'est dans cet état d'entière incroyance que Renan compare et juge les divers types de pensée catholique qui ont mis ou essayé de mettre leur empreinte sur sa jeunesse. Il naît de là une assez profonde difficulté que nous devons essayer de résoudre.

Parmi ces manières de présenter le catholicisme, différentes de moyens, et pour ainsi dire de couleur, quoique répondant à une égale foi de fait, s'il y en a une qui devrait lui sembler maintenant moins inacceptable que les autres, n'est-ce point celle-là où le côté dogmatique s'offre avec le moins de relief et s'enveloppe le plus volontiers de considérations de morale, d'esthétique ou de sentiment, humainement accessibles? Au contraire, celle-là où le dogme se déclare et s'accuse dans toute sa carrure et sa pesanteur théologique, dans toute la plénitude et la rigueur de ce formulaire immuable dont tant d'esprits modernes sont invinciblement rebutés, ne devrait-elle pas lui inspirer le plus grand éloignement? On sait qu'il n'en est rien et où vont ses préférences. Il explique celles-ci par une raison d'honnêteté intellectuelle. Le refus intégral et franc de croire est honnête. La déclaration intégrale et sans ambages de ce qu'il faut croire est honnête. Ce qui est d'une probité moins sûre, c'est un opportunisme subtil qui biaise ou fait des façons avec l'expression de la croyance exigée, pour la faire passer plus aisément, qui y met des artifices, qui la fait scintiller de lueurs spécieuses propres à en dissimuler plus ou moins la vraie figure, de manière à obtenir par là une foi « implicite » qui accepte tout, mais ne se met pas en face de tout ce qu'elle accepte. « Les conversions opérées par des prédications de cette sorte ne sont bonnes ni pour la religion, ni pour l'esprit humain. On croit avoir fait des chrétiens : on a fait des esprits faux, des politiques manqués. Malheur au vague! mieux vaut le faux. La vérité, comme a très bien dit Bacon, sort plutôt de l'erreur que de la confusion[1]. »

L'apparente contradiction n'est pas encore résolue. Il y a un autre point de vue d'où l'on pourrait supposer que Renan ne voyait pas d'un mauvais œil l'antique vigueur du dogme énervée par les mollesses de l'école romantique et de l'école libé-

1. *Souvenirs*, p. 218.

rale. Il juge l'éducation religieuse de sa jeunesse en incroyant, non en homme irréligieux. Pour lui, la religion ne se confond pas avec le dogme. L'essentiel, l'éternel, dans le christianisme, c'est un enseignement moral qui a sa plus haute expression dans l'Évangile et dont les dogmes n'offrent qu'une superfétation historique parasitaire. Je ne dis pas qu'il se soit attaché d'une manière constante à cette conception, commune à beaucoup d'esprits de son siècle. Elle l'a longtemps séduit. Il ne l'a jamais abandonnée tout à fait. Il a souvent parlé, avec les Allemands, de la religion « pure », c'est-à-dire affranchie, non d'esprit métaphysique, mais de tout dogmatisme arrêté. Ne lui serait-il pas naturel de se féliciter de ces relâchements, de ces concessions qui peuvent préparer de plus ou moins loin une dissolution bienfaisante, d'où sortira une religion intellectuellement épurée en laquelle l'esprit ne trouvera plus de gêne? Une telle réforme serait certes dans ses vœux. Mais il ne compte pas pour y conduire sur des orateurs faibles de pensée. La faiblesse de pensée ne réforme rien. Il faudrait une initiative hardie, s'attaquant à fond aux supports intellectuels vermoulus de la croyance et les remplaçant en quelque façon pour sauver l'âme précieuse de celle-ci, sa substance et sa bienfaisance morale. Pour cette œuvre, Renan va jusqu'à dire qu'il compterait plus encore sur Saint-Sulpice, à cause de son intégrité de pensée et du sérieux de ses foncières connaissances théologiques que sur les libéraux superficiels. Nous retrouverons plus d'une fois son esprit s'exerçant sur ce champ de rêves ou d'hypothèses. Retenons seulement son extrême sévérité pour toutes les formes de ce qu'il appelle le « néo-catholicisme ». de la première moitié du XIXe siècle. Il les croit stériles, tant au point de vue de la tradition et de la conservation qu'à celui de l'avenir et du progrès.

Ayant ainsi jugé la théologie de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, Renan en apprécie dans le même esprit et d'une manière non moins mémorable, les humanités, l'enseignement littéraire et profane. Nous allons l'entendre sur ce sujet. Mais comme ses observations générales sont ici assez profondément affectées du souvenir de certaines expériences toutes personnelles sans la connaissance desquelles on ne les pourrait

saisir, commençons par reprendre le contact de sa personne même, et par le regarder se mouvoir dans cette maison parisienne, prodigieusement éloignée de ses premiers rêves, où l'a porté la fortune.

***

Les premières impressions du jeune Breton séparé de sa mère et subitement transplanté furent pénibles. Au regard des Parisiens, le petit séminaire de Saint-Nicolas était une tranquille retraite, abritée du monde. Si on le comparait au petit collège rustique et tout patriarcal de Tréguier, à l'humble demeure maternelle, aux rues mortes de la petite ville bretonne, c'était le monde lui-même, c'était Paris et tout son mouvement. La solitude morale est plus cruelle à endurer dans le bruit d'une vie intense au milieu de laquelle on est jeté sans pouvoir y participer, que dans un lieu paisible et dans le silence amical des choses. L'abbé Cognat, témoin des débuts d'Ernest Renan à Saint-Nicolas, évoque l'image de ce nouveau venu « pâle et malingre, un corps chétif portant une grosse tête dont les yeux semblaient lire sous terre et ne se levaient que pour regarder de côté, timide jusqu'à la gaucherie, pensif jusqu'au mutisme, ne se mêlant jamais aux jeux, fort embarrassé de lui-même pendant les récréations, causant peu, et avec un très petit nombre d'amis[1] ». Quelles pensées s'agitaient sous ce maintien replié et farouche, les *Souvenirs* nous le disent bien expressivement :

Ce fut la crise la plus grave de ma vie. Le Breton jeune est difficilement transplantable. La vive répulsion morale que j'éprouvais, compliquée d'un changement total dans le régime et dans les habitudes, me donna le plus terrible accès de nostalgie. L'internat me tuait. Les souvenirs de la vie libre et heureuse que j'avais jusque-là menée avec ma mère me perçaient le cœur..., je tombai malade; selon toutes les apparences j'étais perdu. Le Breton qui est en moi, s'égarait en des mélancolies infinies. Le dernier *Angelus* du soir que j'avais entendu rouler sur nos chères collines et le dernier soleil que j'avais vu se coucher sur ces tranquilles campagnes, me revenaient en mémoire, comme des flèches aiguës... Le fond de ma blessure était le souvenir trop vivant de ma mère. Ayant toujours vécu seul

1. *M. Renan hier et aujourd'hui*, p. 51.

auprès d'elle, je ne pouvais me détacher des images de la vie si douce que j'avais goûtée pendant des années. J'avais été pauvre avec elle. Mille détails de cette pauvreté même, rendus plus touchants par l'absence, me creusaient le cœur. Pendant la nuit, je ne pensais qu'à elle; je ne pouvais prendre aucun sommeil. Ma seule consolation était de lui écrire des lettres pleines d'un sentiment tendre et tout humide de regrets.

Ainsi l'image de cette épreuve morale se reflétait-elle dans sa mémoire de poète, après plus de quarante années écoulées. Il est intéressant d'en recueillir l'aveu dans ses lettres du séminaire et de comparer cette lointaine évocation de ses sentiments avec leur première expression immédiate et naïve.

O ma chère mère, qu'il est pénible d'être séparés, je le sens bien maintenant! Quand je pense à la vie douce et heureuse que j'ai menée avec vous à Tréguier, mon cœur est pris *d'une tristesse qui ne laisse pas d'avoir son charme*. Comme j'avais de l'ardeur pour l'étude, comme j'étais heureux quand j'étais avec vous, comme nous avons passé d'heureuses soirées, d'heureux moments, et nos petites promenades, comme elles étaient douces; encore je me reproche qu'elles aient été si peu fréquentes, et que j'aie toujours montré si peu d'empressement pour aller faire avec vous de petits tours de promenade; quand je me rappelle Liart, Guyomard, Le Gall et tant d'autres, quand je pense à un collège où j'ai été si heureux, à cette ville où j'ai goûté tant de bonheur, je m'écrie de tout mon cœur : Ah! j'étais heureux à Tréguier.

Le souvenir de tout cela me fait plaisir, mon excellente mère, quoiqu'il me remplisse de tristesse. Car, ma chère maman, il me vient quelquefois une pensée déchirante, c'est que ce bonheur ne reviendra plus pour nous. Enfin, soumettons-nous à la volonté de Dieu qui a voulu nous séparer et qui nous réunira aussi quand il lui plaira [1].

A la tristesse de l'éloignement s'ajouta, sur place, une déception très vivement ressentie. Ernest n'obtint, aux premières compositions, qu'un rang médiocre : cinquième en version latine, sixième en vers latins, sur vingt élèves. Son courage en reçut un coup. Au collège de Tréguier où il s'était fait une habitude d'être le premier, ses condisciples avaient remarqué que, s'il n'était exceptionnellement que deuxième ou troisième de la liste, il ne le supportait pas fort bien, tombant pendant des heures dans un silence mélancolique dont on ne pouvait

1. *Lettres du Séminaire*, p. 8.

plus le sortir[1]. A Saint-Nicolas, où les élèves étaient beaucoup plus forts et façonnés par une rhétorique plus experte, par l'influence du milieu parisien à un tour de main littéraire qui faisait défaut à ce provincial robuste et mal équarri, il devait naturellement s'attendre à d'assez faibles débuts. Mais aussi devait-il y convoiter avec plus d'ardeur encore que dans son petit collège breton l'honneur du succès, le succès y offrant le seul moyen de sortir d'une obscurité qu'il sentait n'être pas faite pour lui, Ernest Renan, et qui aggravait l'impression pénible de son dépaysement et de son exil. Ce sont souvent ces impatiences qui dénoncent un jeune homme appelé à la conquête d'une place illustre dans la vie. Il en a la vague prescience, et comme l'instinct. Cet instinct se traduit par une précoce exigence de réussite qui lui fait ressentir avec passion les menus échecs scolaires. Il se sent jeté hors de sa position normale; il aspire à la reprendre avec l'énergie d'un puissant ressort refoulé. Ce n'est là, après tout, que le juste sentiment de ce que l'on est, et je dirai même (quand il s'agit du moins de ne briller que par un mérite réel) de ce que l'on doit. Nul doute que ce fort sentiment contrarié n'ait eu sa bonne part dans la maladie de langueur dont notre Breton souffrit pendant les premières semaines qui suivirent son arrivée à Paris.

Ce côté de son mal était le moins incurable. Il y avait composition toutes les semaines et il suffirait d'une place de premier pour y porter remède. Point ne fût besoin d'attendre ce retour de fortune.

On connaît à ce sujet le récit célèbre des *Souvenirs*. C'était l'usage du petit séminaire que les élèves qui écrivaient à leurs parents remissent leurs lettres ouvertes. Le directeur chargé de les lire « fut frappé de l'accent d'amour profond » de celles d'Ernest Renan à sa mère. Il en communiqua une à M. Dupanloup. C'était un vendredi, jour de la lecture des notes. Le phénix, ou, comme on dirait aujourd'hui, l'as de Tréguier n'était que « le cinquième ou le sixième ». La voix

1. J'emprunte ce trait fort vraisemblable à une courte notice biographique sur Renan, publiée en 1864 par Bazougé et de Carfort. C'est un travail très faible, mais dont les auteurs ont l'avantage d'avoir pu directement recueillir certaines traditions du collège de Tréguier.

du Supérieur s'éleva : « Ah ! dit-il, si le sujet eût été celui d'une lettre que j'ai lue ce matin, Ernest Renan eût été le premier. » Nous sommes à même de fixer, d'après les archives scolaires de Saint-Nicolas, un souvenir un peu hésitant. La composition en question était la seconde de l'année, en vers latins, dont les places furent lues le 21 septembre. Ernest Renan y était classé sixième. Sa lettre montrée à M. Dupanloup était celle qui contenait la touchante élégie sur l'heureuse et douce vie de Tréguier, dont nous avons extrait un passage[1].

Au dire de Renan, la tendresse de ce qu'il écrivait toucha très vivement le cœur de M. Dupanloup, parce que lui-même « honorait sa mère d'un vrai culte », culte exalté sans doute par une sainte pitié pour la faute à laquelle il devait sa naissance. « Par là, dit-il, il y eut entre nous une vraie étincelle de communication. » Rien de plus probable que ce sentiment. Mais il n'explique pas seul, comme il semble résulter des *Souvenirs*, l'éclatant témoignage de sympathie protectrice décerné par le maître à l'élève. Comment M. Dupanloup n'aurait-il pas remarqué aussi la tristesse qui s'exhalait de cette lettre, et particulièrement le chagrin qu'on y confessait de n'avoir pas réussi? Ce garçon est un fils tendre et exquis et c'est quelqu'un; il s'étiole, il va se rendre malade; remontons-le! M. Dupanloup sut trouver, pour cela, l'endroit sensible. Ce sont là circonstances qui complètent et, pour ainsi dire, assoient mieux la vérité de l'anecdote, sans lui rien ôter de son charme.

Toute parole de M. Dupanloup était puissante. Celle-ci fit loi. Elle abrégea beaucoup, pour le Breton « lourdement engagé dans sa gaine », le temps qu'il aurait mis à faire connaître qui il était. Chacun, désormais, le sut. La louange du Supérieur tomba comme un rayon dans le trouble de son âme qui en fût comme retournée. En soulageant un de ses maux, l'abbé Dupanloup avait soulagé les autres. Le relèvement de l'amour-propre avait adouci par contre-coup le regret rongeur de Tréguier. « J'existai pour lui, il fut pour moi ce qu'il était pour tous, un principe de vie, une sorte de Dieu.

1. Cette attribution est certaine, si la mémoire de Renan ne le trompe pas sur la place « cinquième ou sixième » qu'il avait eue à cette composition. On pourrait discuter ce point. Mais il a vraiment peu d'importance.

Un culte remplaça un culte et le souvenir de mes premiers maîtres s'en trouva fort affaibli. » L'exilé découvrit qu'à Paris aussi, on pouvait être fort bien. Les victoires qui lui étaient promises sur un tel théâtre le transformèrent à ses yeux. « Je songe quelquefois qu'en moi le Breton mourut; le Gascon, hélas, eut des raisons suffisantes de vivre. Ce dernier s'aperçut même que ce monde nouveau était fort curieux et valait la peine qu'on s'y attachât. » Ne reprochons point à cette phrase des *Souvenirs* de donner à ce changement de perspective un caractère plus purement contemplatif qu'il ne l'eut en fait. Ce serait en méconnaître la délicate ironie. Faisons cependant toutes nos réserves sur ce départ des attributions psychologiques entre « le Breton et le Gascon ». Il faudrait savoir qui, au fond, est plus Gascon, du Gascon ou du Breton, quand une fois celui-ci a commencé à se débrouiller dans la réalité, et qu'on le croit encore balancé dans les brumes de son rêve. Qu'Ernest Renan n'ait pas beaucoup tardé à former bon espoir de son acclimatation à la capitale, non plus d'ailleurs que M. Dupanloup à le juger définitivement sujet d'avenir, nous en avons la preuve dans la lettre du 30 mai 1839, où le jeune homme prie sa mère, avec force arguments, de l'aider aux démarches nécessaires pour obtenir son « excorporation du diocèse de Saint-Brieuc », condition requise de son agrégation au diocèse de Paris. L'évêque de Saint-Brieuc comprendra combien il serait injuste qu'il se réservât de réclamer un jeune clerc élevé aux frais du diocèse parisien qui aurait ainsi engagé ces frais en pure perte. « Sans doute, il y a des âmes à sauver en Bretagne, mais la capitale est encore plus importante, puisqu'elle donne l'exemple aux autres. Quelquefois, d'énormes populations n'ont qu'un seul prêtre : il n'est pas étonnant qu'il y ait tant de désordre dans ce pays. » Il sera bon toutefois que la demande soit présentée directement à Monseigneur et que « cela fasse le moins de bruit possible à Tréguier, car on pourrait s'y opposer »[1]. C'est que Tréguier n'était point sans quelques droits, lui aussi, sur son nourrisson. Et je ne dirai point que celui-ci n'a pas de ce côté, la conscience tranquille, il peut l'avoir tranquille; mais il n'a pas le cœur tout à fait à l'aise. La raison tirée des

1. *Lettres du Séminaire*, p. 51.

populations sans prêtre me paraît plutôt une mise au point à l'usage de la pieuse et simple chrétienne dont je ne crois pas que le fils, même à cette époque de foi juvénile, se soit rêvé comme un simple pasteur qui évangélise obscurément Ménilmontant ou Picpus. Son maître n'a pas sur lui de tels desseins. Pour M. Dupanloup, Saint-Nicolas est comme une École Normale Supérieure où se forment les futurs évêques, l'élite éloquente et lettrée du clergé. Pour son disciple, c'est un cadre qui a commencé par l'étouffer et où il a maintenant conscience de se déployer et de s'épanouir à merveille.

La place de premier en composition, objet de tant d'inquiétudes, ne s'était pas trop fait attendre. Le 3 février, Ernest en annonce à sa mère « la grande nouvelle ». Il l'a obtenue en « lettre latine », matière où il l'aura encore à la composition suivante. Son application est opiniâtre et se traduit par une lente ascension, coupée de dégringolades, sur une pente rude à gravir. Il y aurait abus de paperasseries à donner le détail de ses classements que je possède pour cette année-là (sa première année de seconde), à montrer ses vicissitudes parfois cruelles en version grecque, en narration française, en histoire, ses places tout juste honorables en vers latins, soutenues et de plus en plus proches de la première en version latine, la fable en vers latins qu'il fait recevoir au Cahier d'honneur, la pièce lyrique latine sur Jérémie, « de longue haleine et fort remarquable » où il a rendu éloquemment « la désolation du prophète de la douleur ». Plus intéressant à relever, le jugement sur ses qualités et défauts d'esprit qui résulte des notes de son professeur, M. Bessière. Celui-ci lui trouve plus de fond que de forme, plus de vigueur que d'agrément. Il critique « la sévérité naturelle de sa muse », sa « poésie trop rude et trop austère ». Voici la note de fin d'année :

Travail opiniâtre. Esprit naturellement plus solide que brillant, n'ayant pas été cultivé et dès lors trop peu sensible à l'harmonie, il n'a pas obtenu depuis qu'il est dans la maison des résultats aussi heureux que dans une autre, mais il est des revers qui valent des succès; cette année seulement, il aura été écrasé par la classe [1].

1. Cette appréciation, et celles citées plus loin, sont empruntées aux registres du Séminaire.

Il est assez piquant que celui qu'on accusera plus tard de répandre trop de charme sur des sujets graves, ait commencé par encourir ce reproche d'excessive austérité dans des devoirs de collège.

Renan et la plupart de ses camarades redoublèrent la Seconde, non parce qu'ils étaient faibles, mais parce que « M. Dupanloup était décidé à les rendre les plus forts élèves de France ». Les archives de la seconde en cette année 1839-1840 sont malheureusement perdues et il n'y a pas de palmarès. Mais les sourires de la fortune à notre écolier sont reflétés dans ses lettres :

Vous me demandez des détails sur mes classes, ma bonne mère, je vous dirai que cette année, elles ne me présentent que des fleurs, au lieu des épines de l'an dernier. J'ai toujours pour professeur l'excellent M. Bessière et pour condisciples les enfants les plus aimables, les plus spirituels, les plus honnêtes qu'il y ait au monde. Nos classes sont vraiment délicieuses, et par la bonté du professeur et par la docilité des élèves. Il me semble que c'est la plus forte classe de la maison... J'ai eu quelques légers succès. J'ai été premier en histoire et en version latine, et comme celui qui est trois fois premier de suite obtient des faveurs extraordinaires, entre autres, celle de porter un soleil au lieu d'une croix, une ligue terrible s'est formée contre moi; tous se sont réunis pour arrêter le soleil. Que pouvais-je faire seul contre vingt-trois élèves? Cependant à force d'efforts, j'ai dissipé leur ligue et j'ai triomphé des secondes de l'an dernier. Mais, ô douleur! ici s'avance un ancien combattant, un de ceux qui, comme moi, redoublent leur seconde, c'est le terrible Henri Nollin; sous ses coups, je succombe, le soleil est arrêté, tout est perdu. Néanmoins, ma défaite n'a pas été trop honteuse, j'ai obtenu la troisième place. Les plus redoutables antagonistes sont ce fameux Henri Nollin... et le jeune, mais célèbre Alfred Foulon [1].

Cette absence d'âpreté dans l'extrême ardeur, cette bonne grâce, cette gentillesse adoucissant les feux de l'émulation la plus vive, honorent l'enfant qui s'exprime ainsi et les maîtres qui forment ses sentiments. L'agréable tableau est complété par l'expression de joie d'Henriette, annonçant à sa mère après la distribution des prix qu'elle a vu « leur bon et cher enfant couronné et applaudi cinq fois [2] ». Ne manquons pas d'évoquer les brillantes séances de l'Académie

1. *Lettres du Séminaire*, p. 28.
2. *Id*, p. 102.

littéraire, composée des plus forts élèves de Rhétorique et de Seconde, qu'Ernest Renan a vu fonder le 6 décembre 1838, jour de la fête patronale de Saint-Nicolas, sous la présidence de Mgr l'Archevêque. Il n'y a tout d'abord été reçu qu'au titre de « candidat », ayant droit d'arborer « les jours de fête seulement une palme simple brodée en soie ». Il est devenu en avril de l'année suivante membre titulaire, distingué par le port de « deux belles palmes pour les jours de fête, et, les jours ordinaires, d'une croix seulement[1] ». Nous apprenons qu'à la séance du 21 novembre, jour de la Présentation, on distribuera aux académiciens « des décorations magnifiques, toutes brillantes d'or et de vermeil, que l'un des principaux artistes de la capitale est occupé actuellement à faire[2] ».

La perte du registre de la classe nous priverait de toute appréciation professorale pour cette seconde année, si nous n'avions dans les inédits une lettre adressée le 4 août 1840 par M. Bessière à « Messieurs les anciens secondes, à Gentilly », c'est-à-dire à la maison de campagne du séminaire, où les élèves qui ne retournaient pas chez leurs parents, passaient une partie des vacances. M. Bessière, en voyage, visite l'Auvergne avec quelques compagnons. Comme un musicien cherche partout des inspirations musicales, ce maître soigneux se préoccupe de rapporter de beaux sujets de devoirs, et, devant chaque aspect de ce qu'il voit et observe, il pense à celui de ses élèves qui eût pu, par son talent particulier, le rendre et le « développer », avec le plus de bonheur. Un tel eût peint les monuments; un tel, les spectacles de la nature. « Vous, Ernest Renan, vous auriez retracé les caractères et les émotions... » Voilà qui est significatif. N'est-ce pas déjà ce don d'« imagination morale » que plus tard l'écrivain nous signalera comme sa faculté la plus personnelle?

Son année de rhétorique offre un genre d'intérêt qui dépasse l'horizon scolaire et éclipse la petite curiosité des résultats. Que dis-je? ce sont ces résultats mêmes qui donnent à réfléchir.

1. Ces détails résultent des lettres inédites du 26 décembre 1838 et du 7 avril 1839. J'exprime ma respectueuse reconnaissance à madame Noémi Renan qui a bien voulu m'autoriser à chercher dans les inédits d'Ernest Renan déposés à la Bibliothèque Nationale des inspirations dont je n'aurais pu me passer dans ce travail.

2. *Lettres du Séminaire*, p. 79.

Comment se fait-il qu'un élève dont la supériorité d'esprit n'est douteuse pour personne, qui est le premier en latin et en grec, qui remet des devoirs historiques déjà remarquables, qui frappe son professeur par la solidité, la pénétration et l'ampleur de ses explications de textes, comment se fait-il que, dans la matière où il semble que toutes ses qualités dussent donner leur fleur et le succès flatter le plus l'amour-propre, en discours français, il n'ait guère que de mauvaises places : septième, treizième, seizième? Sa classe contient un futur grand écrivain, et ce serait l'élève qui écrit le plus mal! Ceci est toute une histoire et assez complexe. Ernest Renan ne néglige pas le discours français. Il est brouillé avec lui, brouillé avec la rhétorique. Pour quels motifs? Nous le lui demanderons plus loin, en étudiant les jugements qu'il a portés par la suite sur les humanités à Saint-Nicolas et les humanités en général. Tout un travail se fait dans son esprit en cette troisième et dernière année de petit séminaire. Il avait commencé par se lancer dans le train de l'émulation, des succès, des prouesses littéraires, comme un poisson qui se jette dans le courant. Le voici qui fait un bond latéral hors du courant, et, de la rive, le regarde passer en faisant ses réflexions. C'est la phase de l'esprit critique succédant à la phase de la ferveur. Son bon maître, l'abbé Duchesne, entrevoit bien que ce qui se passe dans sa tête sort de l'ordinaire. Il lui conseille « de prendre garde à un certain goût pour le paradoxe qui rétrécirait son esprit et ses facultés », de se défier « des choses bizarres et extraordinaires qui ont beaucoup nui à ses progrès »; il l'invite à « se souvenir que la philosophie devra rectifier encore quelques-unes de ses idées » et « que son esprit, qui a de la pénétration devra se méfier de la subtilité ». Hélas! Monsieur l'abbé, la philosophie dont votre élève va tout à l'heure commencer l'étude à Saint-Sulpice, ne rectifiera rien, selon vos vœux, au contraire! Cette première crise intellectuelle qui a laissé intacte la foi religieuse, non sans en ronger quelque peu les abords, est la préparation et comme l'annonce de la grande crise où la foi s'abîmera[1].

1. Il faut ici tout noter. L'expression de cette espérance en la philosophie est précédée de ces mots : « C'est surtout dans la seconde moitié de l'année

Continuons de le suivre au milieu de tout le mouvement de vie qui l'entoure et qui, d'une autre manière, plus active que les études mêmes, excite son intelligence et l'emporte sur de hauts plateaux d'où s'ouvrent de vastes et passionnants horizons :

Autant le sérieux de ma foi religieuse avait été atteint en trouvant sous le même nom des choses si différentes, autant mon esprit but avidement le breuvage nouveau qui lui était offert. Le monde s'ouvrit pour moi. Malgré sa prétention d'être un asile fermé aux bruits du dehors, Saint-Nicolas était à cette époque la maison la plus brillante et la plus mondaine. Paris y entrait à pleins bords par les portes et les fenêtres, Paris tout entier, moins la corruption, je me hâte de le dire, Paris avec ses petitesses et ses grandeurs, ses hardiesses et ses chiffons, sa force révolutionnaire et ses mollesses flasques. Mes vieux prêtres de Bretagne savaient bien mieux les mathématiques et le latin que mes nouveaux maîtres; mais ils vivaient dans des catacombes sans lumière et sans air. Ici, l'atmosphère du siècle circulait librement. Dans nos promenades à Gentilly, aux récréations du soir, nos discussions étaient sans fin. Les nuits, après cela, je ne dormais pas : Hugo et Lamartine me remplissaient la tête. Je compris la gloire que j'avais cherchée si vaguement à la voûte de la chapelle de Tréguier. Au bout de quelque temps, une chose tout à fait inconnue m'était révélée. Les mots talent, éclat, réputation eurent un sens pour moi, j'étais perdu pour l'idéal modeste que mes anciens maîtres m'avaient inculqué; j'étais engagé sur une mer où toutes les tempêtes, tous les courants du siècle avaient leur contre-coup. Il était écrit que ces courants et ces tempêtes emporteraient ma barque vers des rivages où mes anciens amis me verraient aborder avec terreur[1].

On se demandera comment Paris pouvait entrer dans une maison où Victor Hugo n'était pas admis au parloir. Mais ces murailles de Chine ne sont efficaces que pour ceux-là qui n'ont pas envie de regarder au dehors. Pas plus qu'il n'y a de clôture pour empêcher un amour passionné de rejoindre l'objet qui l'appelle, pas plus il n'y a de murs assez épais pour aveugler une jeune imagination avide de se représenter le vaste monde qui entoure de toutes parts sa retraite. Des

qu'il s'est montré plein de zèle et de docilité. » Renan avait fait des efforts pour se rendre aux remontrances de son maître, soit que celui-ci eût passagèrement ébranlé ses idées réfractaires, soit par déférence affectueuse. Certaine lettre à Liart du 5 février 1841 où la rhétorique est mise sur la sellette, et dont nous aurons plus loin à faire un important usage nous ferait préférer cette hypothèse.

1. *Souvenirs*, p. 184.

bribes lui en arrivent, avec lesquelles elle reconstitue l'image de ce qui peut l'y intéresser : la corruption, si c'est la corruption; la « gloire », si, comme pour le chaste et sage Ernest Renan, c'est la gloire. Au surplus, M. Dupanloup avait beau être un saint prêtre et un supérieur sévère, il avait trop de célébrité pour ne pas porter avec lui une part de l'atmosphère extérieure. Outre l'éclat, tout récent encore, de son passé ecclésiastique, on le vit, en mai 1841, nommé professeur d'éloquence sacrée à la Sorbonne, sans qu'il quittât ses fonctions de supérieur. La maison était passionnément occupée de son succès. Et, à Paris, le succès religieux est, par un côté, chose profane et littéraire. M. Dupanloup réprouvait, il est vrai, la littérature du jour. Il condamnait énergiquement le romantisme et voulait en bannir tout vestige de son séminaire. Mais, pour cela, il fallait bien qu'il en parlât quelquefois à la « lecture spirituelle ». Et parmi ses jeunes auditeurs, il en est au moins un que l'on devine avoir été, malgré sa docilité morale, plus sensible à la chaude température de la matière traitée qu'à la leçon réfrigérante du maître.

Au point de vue matériel, le petit séminaire de Saint-Nicolas n'avait rien d'un couvent. M. Dupanloup voulait que les petits plébéiens, les petits paysans que lui envoyait la province sortissent fréquemment pour voir les belles choses et les belles cérémonies de la capitale. Parmi les plus jolies lettres d'Ernest à sa mère sont celles où il raconte les promenades qu'il a faites avec l'Académie. Il a vu la Madeleine « cette nouvelle église qui n'est pas encore livrée au public. L'extérieur est d'une grande simplicité et par là même d'une beauté ravissante... mais l'intérieur ne répond pas à l'extérieur... les ornements y sont beaucoup trop prodigués... il faut avouer que ce n'est pas là une église. » Il a été « au Diorama où l'on a représenté la messe de minuit en l'église Saint-Etienne-du-Mont, si bien, et avec des effets si merveilleux de lumière, qu'on y croirait assister réellement ». Les enfants qui, faute d'argent, ou faute d'un intérieur de famille assez commode, passaient leurs vacances à Gentilly, étaient l'objet d'une sollicitude charmante. Notre séminariste y a passé celles de 1840. On l'a conduit avec ses camarades au bois de Boulogne, où, « à chaque porte, il y a un grand nombre de

chevaux pour la commodité des personnes qui veulent y faire des cavalcades », et on lui a procuré le plaisir de galoper à travers la forêt. Il a eu la bonne chance de voir passer le roi Louis-Philippe, accompagné d'une escorte dont la médiocrité l'a attristé. « Aussi, Alfred Foulon et moi, nous indignions-nous de voir la majesté royale ainsi avilie et méconnue parmi la nation française, autrefois si fidèle à son roi. » Renan était alors pour la légitimité. Le 27 juillet, il est « sorti dans Paris avec Alfred pour voir le fameux char funèbre qui doit servir à la comédie de demain (la commémoration des trois glorieuses), car on ne saurait guère lui donner d'autre nom ». On le suit agréablement à la manufacture de Sèvres où il admire « des ouvrages d'une délicatesse et d'un fini incroyable », au château de Versailles, à Saint-Cloud, Montmorency, Saint-Germain. Le 2 mai 1841, il assiste au baptême du comte de Paris et en décrit longuement les splendeurs décoratives et officielles.

Le but le plus intéressant de ses sorties, c'était d'aller entendre les grands orateurs sacrés. Il dépeint la cérémonie de Notre-Dame où l'oraison funèbre de l'archevêque M. de Quélen, a été prononcée par M. de Ravignan (un jésuite étant alors censé ne pas l'être, on disait Monsieur). Il a admiré « son éloquence pathétique, son action vive, ses gestes énergiques, la force et la concision de sa parole. Quelques passages ont été sublimes et ont rappelé le grand Bossuet. Encore, M. de Ravignan n'était-il pas là dans son fort, car c'est surtout quand il faut raisonner qu'il est d'une éloquence écrasante... M. de Ravignan a moins de mouvement et de brillant que M. Lacordaire, mais il a plus de raisonnement et de goût. »

Lacordaire et Ravignan étaient les deux étoiles de la chaire catholique ; Lacordaire, astre fulgurant; Ravignan, lumière plus douce et plus pure. Il ne me semble pas, quoi qu'il ait paru à Renan, que la théologie du jésuite fût réellement plus forte que celle de son émule; elle n'était que plus prudente et plus sobre. Où on le trouve plus serré, plus pénétrant, plus habile à suivre les plis et replis du sujet, c'est dans les analyses psychologiques et les déductions morales. Il a moins de génie et plus de délicatesse. Je dirai qu'il a plus de naturel, si je ne me souvenais que le plus beau chef-d'œuvre de naturel et de simplicité dont s'honore l'éloquence religieuse, au

XIXe siècle, c'est Lacordaire qui l'a produit, le jour où dépouillant miraculeusement son opulence coutumière, son pathétique excessif, son romantisme, il a composé l'oraison funèbre du général Drouot, pure colonne attique qui est loin de craindre la comparaison avec les portiques somptueux de Bossuet. Il était dans la nature de Renan de préférer Ravignan. Mais je le crois d'ailleurs incliné à cette préférence par les sentiments de son maître qu'unissait à celui-ci la plus étroite amitié, alors qu'il avait avec Lacordaire des relations difficiles. Au printemps de 1840, M. de Ravignan prêcha une retraite à Saint-Nicolas, « la plus belle retraite que j'aie entendue et que j'entendrai jamais », écrit Renan à sa mère. « Des personnages de la plus haute distinction sont venus prendre part à ces exercices sous les auspices de M. Dupanloup, qui est lié d'amitié avec tout ce que notre siècle peut avoir de plus distingué[1]. »

Le charme des lettres d'adolescent où nous prenons ces récits est fait d'un double et gracieux reflet. L'âme qui les écrit et l'âme à qui elles sont destinées s'y mirent à la fois. On sent chez ce fils un souci tendrement passionné de mettre les choses au point pour une vieille femme illettrée, fort intelligente d'ailleurs, mais à qui les merveilles qu'il décrit ou qu'il conte sont bien nouvelles et comme inouïes. Avec quelle grâce il y parvient! On dirait qu'il épouse tout le naturel de sa mère et le fond, pour s'en inspirer dans son naturel propre. Les réflexions qu'il fait la dépassent et semblent pourtant être celles qu'elle ferait elle-même. Il y a là un don d'accommodation exquise et subtile qu'il faut observer comme une veine déjà formée du génie futur. A une autre, peut-être présenterait-il les mêmes choses sous des couleurs, je ne dirai certes pas contraires, mais bien différentes. Quand Henriette sera loin de son frère et que les deux correspondances avec sa mère et avec elle se développeront parallèlement, il sera curieux de mettre en regard les deux tableaux des mêmes faits, les deux accents de la même confidence, les deux musiques, si j'ose dire, de la même chanson. Il sera curieux de le voir, au milieu des situations pénibles où il se trouvera alors, mêler à la vérité ce qu'il faudra de fable ou d'idylle

1. Lettre inédite du 11 mai 1840.

pour bercer, apaiser, enchanter l'esprit de la chère vieille femme, si vive, si prompte aux alarmes comme à la gaîté, et d'autre part, présenter au mâle et courageux esprit de sa sœur la vérité toute nue.

Souvent, parmi ces peintures animées et brillantes de la vie de Saint-Nicolas, l'image de la pauvre maison de Tréguier et de la maman solitaire apparaît dans un éclair de tendresse :

Ne vous faites pas de privations, ma bonne mère, ah! je vous en prie. Prenez tous les jours votre petite goutte de café quand vous aurez mal à la tête, et quand vous n'aurez pas, pour l'empêcher de venir... Je recommande bien à la bonne madame Le Dû d'avoir bien soin de vous et de vous tenir compagnie. Ne vous laissez manquer de rien, l'hiver approche... ne vous laissez pas souffrir du froid. Si votre petite provision de bois était diminuée, renouvelez-la, ma bonne mère; en un mot, n'épargnez rien pour nous conserver une santé si précieuse. Ne manquez pas tous les jours de prendre la guttule, oh! je vous en prie, ma chère maman.

Le tableau de ces années souffrirait d'une grande lacune si nous n'y placions Henriette, qui partageait avec M. Dupanloup le rôle de Providence auprès de l'adolescent. De septembre 1838 à octobre 1841, c'est à ces deux êtres que sa vie, peut-on dire, a été suspendue : « Elle venait me voir chaque semaine; elle portait encore le simple châle de laine verte qui, en Bretagne, avait abrité sa fière pauvreté. C'était la même jeune fille aimante et douce, mais avec un degré de fermeté et de raison que les épreuves de la vie et de fortes études y avaient ajouté[1]. » Depuis qu'elle avait quitté Tréguier, une profonde transformation, et d'un intérêt capital pour l'histoire qui nous occupe, s'était accomplie dans son esprit. Elle avait perdu la foi, cette foi que ses jeunes ans avaient embrassée avec la ferveur d'une âme qui ne s'attache à rien que d'élevé, mais ne s'y attache jamais à demi.

Les termes dans lesquels Renan, seul à nous renseigner sur ce qu'Henriette pensait quand il arriva à Paris, a fait allusion à cette crise, nous montrent que, contrairement à ce qu'on en a prétendu, elle n'avait rien eu de catastrophique, et qu'elle n'avait pas pris ce caractère de drame violent, de bouleversement moral, de révolte passionnée que s'est

1. *Ma sœur Henriette*, p. 23.

plu à imaginer un certain romantisme sectaire et que tout dément dans cette nature de femme, repliée, concentrée, mais maîtresse d'elle-même et supérieurement gouvernée par l'intelligence. La perte de la foi n'avait pas fait d'Henriette, comme le veut la même légende, une fanatique résolue à arracher, coûte que coûte, son frère à l'Eglise. Il est possible (nous n'en savons rien, mais cela ne manque pas de toute probabilité psychologique) que la jeune fille ait eu à traverser une période de désillusion un peu vindicative, qu'elle ait éprouvé quelque chose d'amer contre les croyances qu'elle quittait, qu'elle se soit complue à chercher, dans les représentants de ces croyances, des petitesses humaines que l'on trouve partout et où ces croyances ne sont pour rien. Si elle connut de tels mouvements, sa haute raison, la gravité de ses mœurs, sa pudeur invincible n'eurent pas de peine pour les dominer. Ses négations furent fermes; sa sagesse, ses profonds instincts les limitèrent. Elle vit « l'insuffisance de tout dogme particulier », mais « le fond religieux qui était en elle par le don de la nature et par le fruit de l'éducation première était trop solide pour être ébranlé[1] ». Elle demeura fidèle à la conception chrétienne de la vie, sans d'ailleurs donner (autre erreur qui s'est également répandue) dans le protestantisme ni l'esprit protestant, auquel elle se sentait, au contraire, peu encline. N'allons donc pas supposer qu'au cours de ses visites de Saint-Nicolas, elle ait si peu que ce soit endoctriné son frère, qu'elle ait découvert son nouvel état d'esprit à ce frère que, peu d'années auparavant, à Lannion, alors que la hantait le désir du cloître, elle entourait de son manteau, les soirs d'hiver, pour l'amener à l'église[2]. « Elle savait le respect que mérite la foi d'un enfant. Jamais elle ne me dit un mot pour me détourner d'une ligne que je suivais en toute spontanéité[2]. »

Comment croire, d'autre part, que dans ce temps même, la destinée de cet enfant, au point de vue religieux, ne la préoccupât point? Dans ce jeune esprit, si actif et si personnel déjà, qu'elle avait couvé et qui lui ressemblait, comment n'aurait-elle pas pressenti et vu naître les mouvements qui

1. *Ma sœur Henriette*, p. 22.
2. *Ibid.*, p. 23.

devaient un jour le conduire au point où elle était parvenue elle-même et le vouer, par conséquent, au plus cruel supplice intérieur, si elle ne trouvait pas d'issue hors de la voie de cléricature où tout l'engageait. N'en doutons point (et tout dans la suite de cette histoire, nous le confirmera) : Henriette, éclairée par sa propre expérience, a vu l'avenir. De bonne heure, elle a voulu, non lui imposer un cours à son gré, mais écarter les redoutables obstacles extérieurs qui pourraient l'empêcher de prendre librement celui qu'il prendrait. Du fond des choses, elle se garde de rien dire. Mais elle ne cesse « d'appeler les réflexions d'Ernest sur cette vérité », que « les premiers débuts dans la vie ont une influence souvent irréparable sur toute l'existence », que « l'on prend pour un goût inné les velléités que témoigne un adolescent de quatorze à seize ans, sans songer que l'homme de seize ans et celui de trente ans sont deux êtres presque différents[1] ». Par de tels propos, elle tient la porte entr'ouverte, pour le cas, où, de sa propre impulsion, il voudra sortir.

Cherchons le vrai et ne forçons la réalité en aucun sens. A l'heure où nous sommes, Henriette pour rien au monde, ne pèserait sur Ernest. Mais en son for intérieur, si elle désire avant tout qu'il soit heureux, elle désire aussi que ce soit dans l'état laïque. Elle ne se rêve pas, pour ses vieux jours, elle, libre penseuse, tenant le ménage d'un curé ou d'un évêque et disposant les ornements de l'autel. Elle se voit plutôt allumant la lampe du savant ou du philosophe. La vocation d'Ernest n'est-elle point de ce côté-là? Quelle indépendance, quelle vivacité de pensée déjà chez ce garçon ! Sous ce rapport, sous celui-là seulement, il est vrai, comment le croire fait pour l'obéissance catholique et non pour la liberté et les essors du siècle? Henriette est discrète parce qu'elle est loyale; mais entre deux êtres qui communiquent aussi intimement que ceux-ci, il n'y a pas seulement l'influence des choses que l'un ou l'autre dit; il y a aussi l'influence des choses qu'il ne dit pas et surtout qu'il ne dit plus.

Situation complexe ! C'est le crédit d'Henriette qui a indirectement valu à Ernest la libéralité de l'établissement ecclésiastique qui l'élève, et cette libéralité lui a été accordée,

1. *Lettres intimes*, p 104.

non certes à la condition, mais dans la ferme espérance qu'il se ferait prêtre. Et chaque jour qui passe, il confirme cette espérance. Le jour de la Pentecôte de l'année 1839, il a porté pour la première fois la soutane[1]. Henriette songe-t-elle qu'à Paris les chemins de la destinée sont multiples et qu'à quelque croisée de celui où il marche, peut se présenter la route plus large qui le tentera?

Revenons au travail d'esprit qui s'opérait chez Ernest lui-même. Nous allons observer ce travail dans le jugement qu'il a porté sur les études profanes de Saint-Nicolas.

PIERRE LASSERRE

(A suivre.)

1. *Lettres du Séminaire*, p. 51.

LA CONSCIENCE DANS LE MAL[1]

XXV

On ne vit pas impunément avec des êtres faits autrement que soi, qui sentent, pensent, réagissent et s'expriment d'autre façon que soi. On finit par subir leur influence, on se pose des questions bizarres, au demeurant très ridicules, on est troublé, sans se l'avouer encore, et puis, surtout, on a un peu peur et l'on ne sait au juste de quoi, mais un homme perdu dans une foule étrangère n'a-t-il pas, loin de tout péril, ces mêmes mouvements de peur insidieuse et sourde?

Mathieu fréquentait toujours ses amis du cirque, assidûment. De chacune de ses visites, il revenait inquiet : ces gens n'étaient plus les mêmes, du moins en jugeait-il ainsi. Sam Harland avait perdu ce ton de familiarité fruste et forte, si plaisant. Il mettait moins d'enthousiasme à discourir d'équitation savante et de voltige ; il gardait ses secrets par devers lui, comme si l'enquête amicale de Mathieu fût devenue indiscrète. Avery Leslie prenait, depuis quelque temps, une mine étrange : pâle, les yeux battus, le regard incertain, son expression semblait parfois égarée. Son exaltation qui charmait Mathieu se doublait d'une fièvre nouvelle ; on l'eût dit pénétré d'angoisse, bouillonnant de pensées obscures, et ses paroles ne suffisaient pas à rendre ce que, manifestement, il voulait expliquer, ce dont il voulait tant se délivrer !... De quelle

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er et 15 octobre 1921.

étreinte presque douloureuse il serrait les mains de son ami, à l'arrivée, au départ ! — Et, sur un plan tout autre, que signifiait aussi ce détail absurde? chaque fois que Mathieu rencontrait Joy-for-ever, elle faisait d'abord une grimace, celle de quelqu'un qui retient avec peine sa gaîté. Le visage rond en était tout bouleversé, des lèvres à ce point pincées ne convenant pas à de telles joues ; puis, soudain, n'en pouvant plus, Joy-for-ever éclatait de rire, d'un joli rire frais, puéril, plein d'évidence, d'ailleurs inexplicable, qui n'avait rien d'un rire de moquerie et qu'elle interrompait le plus souvent par une fuite précipitée en balbutiant de vagues excuses. — Boucbélère affectait maintenant des manières goguenardes qui frisaient l'insolence, et Rachel, une retenue dédaigneuse de femme très « comme il faut ». — Plug non plus n'était pareil : il se répétait, contant éternellement la même histoire de numéro raté qu'il ne réussirait jamais plus, et se plaignant du sort avec amertume, sur un mode lassant de vieillard diminué qui rabâche. — Seul James Randal n'avait point changé.

Mathieu s'était vu forcer de causer deux fois avec lui, longuement, depuis son retour de Londres, Randal l'ayant rencontré par hasard et retenu. Conversations singulières d'où se dégageait une gêne affreuse, car il s'agissait de la bonne influence que Mathieu pouvait prendre sur les hommes de la troupe, étant donnée la sympathie évidente qu'il leur inspirait, et le chef l'en remerciait déjà.

Même calme, même fermeté grave, dans ses propos, quand il décrivait sa lourde tâche, la dépendance de tant d'âmes guettées par le péché, par toutes les formes du mal. Il fallait instruire ces êtres, souvent si jeunes et que le spectacle du monde ravissait, il fallait leur montrer Satan sous mille déguisements et travestissements, quelques-uns même comiques, afin qu'il pussent toujours le reconnaître.

— Faire le mal, cela se pardonne quand on ne vous a pas explicitement interdit de toucher au fruit de cet arbre, quand on ne vous a pas bien montré l'arbre et son fruit. La faute irrémissible est celle où l'on est amené par désir, les yeux ouverts et la conscience avertie. Pour ce péché-là, l'homme connaîtra les peines éternelles, les hautes flammes que rien ne rabat, que rien n'assouvit.

De retour chez lui, Mathieu s'aperçoit que le souvenir de ces heures passées au camp ne s'écarte ni par un geste, ni par une plaisanterie. Parler de morale protestante pour s'en moquer, fût-ce avec des mots d'esprit, cela est vraiment trop facile et tout à fait insuffisant.

En quoi ses camarades montraient-ils de la raideur, cette austérité sinistre que la caricature habille de noir et d'un col blanc ? N'a-t-il pas ri, en leur compagnie, aisément, librement? Ses rapports avec eux ne gardaient-ils pas, jusqu'à ces derniers jours, une parfaite désinvolture, et leur ouverture de cœur, fallait-il la compter pour rien? — Morale protestante : morale ridicule... cela se dit ; cela ne se sent plus, maintenant.

Et Mathieu repensait à ces hommes qui lui paraissaient avoir changé de figure. Que savaient-ils? que pouvaient-ils soupçonner? Au fond de leurs yeux, il lisait un reproche, non pas ce reproche hautain du sage qui détient la vérité et s'en croit le gardien officiel, mais plutôt celui de la bête fidèle à qui l'on a fait une injustice, à qui l'on a refusé son dû, et qui n'a qu'un regard pour exprimer sa douloureuse surprise à l'être qu'elle estimait de vertu peu commune.

Gêne, gêne insupportable à quoi se mêlent de la colère, par instants, un agacement cruel et, surtout, pour mieux préciser, de la mauvaise humeur vulgaire dont la qualité basse rappelle les sentiments de quelqu'un qui a commis une lourde gaffe et s'en mord les doigts jusqu'au sang.

Les paroles de Randal venaient encore augmenter son désarroi. Le péché... une idée pour gens pieux, pas pour lui. Et cependant, cette idée rôdait alentour, imprécise mais présente. A peine Ida était-elle partie, le laissant seul, que cette figure surprenante la remplaçait, s'installait, se mettait à son aise. Elle ne le gênait pas trop : elle ne se manifestait que de temps à autre, par un tiraillement de cœur, une rougeur subite, une impatience de l'esprit qui se détourne. Elle s'occupait à sa besogne de façon discrète ; elle se contentait d'être là, de rester là.

XXVI

Par prudence, il accepta l'invitation, ne voulant point paraître se désintéresser du Randal-circus.

— Mais oui, très volontiers, Boucbélère.

Celui-ci dut cacher son étonnement sous un large sourire.

— Dans la petite salle du fond... nous serons seuls avec mes élèves. Vous les avez peu vus ; je vous les présenterai. Ah ! les pauvres : ils méritent bien qu'on les aime un peu. Ils rendent de grands services au cirque et on ne leur en sait aucun gré ; pourtant...

— Affaire entendue, — dit Mathieu : — ce soir à sept heures et demie.

Pour finir sur un mot spirituel, Boucbélère assura que l'habit n'était pas de rigueur.

Prendre un repas en compagnie d'Octave, de Rachel et de quelques monstres n'offrait rien qui pût plaire à Mathieu, mais il s'était engagé, il irait donc.

— Par ici, mon bon ami, — dit Boucbélère, deux heures plus tard, en lui ouvrant la porte. — Soyez le bienvenu et croyez que mes élèves sauront apprécier l'honneur que vous leur faites.

Il sentait l'ail à plein nez, il suait, plus abject que de coutume en sa rondeur courtoise.

Mathieu se trouva dans une petite salle où la table du repas était dressée. Rachel tournait autour, affairée comme s'il se fût agi d'une cérémonie importante ; même elle posa au centre un vase débordant de fleurs des champs et de feuillages roux. Elle accueillit Mathieu par des phrases équivoques dont on ne pouvait dire si elles étaient sirupeuses ou vinaigrées. A ce moment, Boucbélère donna le signal par une sonnerie et les monstres entrèrent.

Un beau cauchemar, assurément, un cauchemar de choix, aggravé par le sourire paternel du gros Toulousain... Ils s'assirent et, par charité, sans doute, Mathieu fut placé entre Octave et son épouse... Oh ! qu'il eût aimé fermer les yeux ! oh ! qu'il eût aimé prendre la fuite !... Rachel venait d'installer à sa droite, sur une haute chaise d'enfant, un nain difforme et chauve, très bavard, petit paquet gris de laideur concentrée, dont les yeux de grenouille donnaient le frisson.

Puis se présentait l'homme poilu : sa barbe l'inondait d'un vaste flot roux, partiellement recouvert d'une serviette, et que la double chute des moustaches épaisses élargissait encore.

Son crâne flambait comme un bûcher résineux, ses grosses pattes poilues de roux étonnaient moins que sa face où se devinaient à peine, dans un tapis de poil, la ligne des lèvres et deux petits yeux noirs.

Plus loin, l'homme bleu, très normal par ailleurs, se contentait d'être bleu, d'un bleu indélébile d'ardoise que rien n'expliquait, car cette maladie de la peau ne le faisait pas souffrir. Il était bleu, tout simplement, congénitalement bleu ; il s'en vantait comme une femme d'être pâle.

Son voisin, dont la figure exprimait une tristesse infinie et une atroce lassitude, dépassait de plusieurs centimètres la taille réputée du géant russe Pétroff. Manifestement, il ne savait que faire de tout ce corps : chacun de ses gestes encombrait ; il s'en rendait compte : cela n'est guère divertissant ni honorable de jouer tous les jours le rôle de l'éléphant introduit dans la maison d'une poupée.

L'homme élastique, à sa droite, n'offrait rien de très stupéfiant, au premier regard, mais son épiderme (par quelle fantaisie de la nature?) mal collé à sa chair, était extensible : il pouvait en tirer les plis plus aisément qu'on ne pince un tissu de caoutchouc... geste affreux que suivait le bruit d'une claque sourde.

On admirait ensuite l'homme maigre qui, à coup sûr, avait passé de longs mois juché sur une colonne en plein désert. Il accentuait ce décharnement par des vêtements lâches et l'entretenait par un régime d'abstinence très surveillé.

L'albinos, bien modeste, bien effacé, faisait mal à voir, à cause de sa figure blême de cochon d'Inde, mais il ne retenait guère l'attention pour peu que son voisin parlât...

Quelle voix ! elle déchirait l'oreille et, s'il criait, on songeait à quelque locomotive en mal d'enfant. « La voix la plus perçante du monde » annonçait le programme du cirque... Son moindre murmure avait quelque chose de strident.

A côté de lui, deux adolescents blêmes inquiétaient d'abord, épouvantaient bientôt ; si près l'un de l'autre, trop près, embarrassés par cet extrême rapprochement, ils bougeaient peu, ils n'osaient, semblait-il. Une ressemblance étrange les unissait, les confondait : des traits, une expression, un regard pareils; mais autre chose leur interdisait de se désunir. Liés,

dès leur naissance, par un pont de chair commune, ils ne se sépareraient que sous le couteau du chirurgien. On attendait la mort de l'un deux avant d'engager cette libération : on ne divise pas de gaîté de cœur un capital aussi productif. Pour l'instant, Ralaô et Paraô, venus de Sumatra, par delà les mers bleues, assis sur un même banc, soufflaient, de leurs deux bouches semblables, sur deux cuillerées de soupe chaude et tenaient les cuillers l'un de la main gauche, l'autre de la main droite, pour ne pas se gêner.

Monstre interne ou, du moins, monstre discret que Mathieu connaissait déjà, Reginald Howe possédait la faculté rare d'ingurgiter, sans peine apparente, un nombre étonnant de litres d'eau. Il avalait aussi des poissons rouges, des grenouilles, voire une courte anguille, puis il rendait le tout, bêtes et liquide, en bon état. Il faisait, à chaque tournée du cirque, la joie des enfants ; par malheur, son exemple, disait-il, les incitait à s'abreuver secrètement au pot à eau de leur chambre.

Enfin, près de Boucbélère, et le dernier exemple phénoménal de la réunion, trônait l'homme nourrice : un homme, sans doute (il caressait son fil noir d'authentique moustache), mais dont la poitrine simulait des seins plantureux, vides de nourriture et cependant plus gonflés, sous la mousseline qui les voilait par décence, que les célèbres mamelles de la chèvre Amalthée.

Mathieu mangeait en silence, luttant contre ce dégoût, cette peur, cette pitié sèche qui l'obsédaient. De temps en temps, Rachel lui parlait à l'oreille, Octave lui faisait des confidences, donnait à voix basse un renseignement spécial et vilain que Mathieu ne demandait guère. Il répondait par quelques mots polis puis se taisait, mais il ne pouvait s'empêcher de regarder encore, un à un, ses étranges commensaux.

Plus que leur difformité, leur solitude le glaçait d'épouvante... Abominable solitude : l'un est seul sous son poil, un autre sous sa graisse, un autre dans son squelette maigrement recouvert ; cet autre, emprisonné dans le bleu de son épiderme, n'est pas plus seul que celui qu'une arbitraire subversion d'estomac particularise ; l'homme gigantesque reste seul comme le trop petit; une voix à ce degré inhumaine

étonne, repousse autant que des yeux roses ou une peau en caoutchouc, et ne sont-ils pas isolés déjà par un irréalisable désir de solitude, ces deux êtres condamnés à toujours vivre ensemble?

Boucbélère se pencha vers Mathieu :

— S'ils étaient douze, — dit-il à petit bruit — (mais je ne puis compter Ralaô-Paraô que pour un seul : il n'a pas d'autre valeur !) s'ils étaient douze, je les appellerais mes douze apôtres.

Surpris par cette fine remarque, Mathieu voulut piquer le gros homme en l'assurant que sa collection ne serait en rien déparée pour peu qu'il consentît à tenir en personne le rôle dégradant du douzième. Réflexion faite, il rengaina la pointe inutile ; d'ailleurs, Octave se levait pour illustrer par quelques affectueuses paroles la fin prochaine du repas.

Un frisson d'attente courut sur l'assemblée et Mathieu vit que les yeux des convives ne quittaient plus, au centre de la table, le pot fleuri que l'orateur désignait du doigt...

— Ces fleurs, ces simples fleurs, mes amis, ce feuillage d'automne... nous ne pouvions trouver mieux : est-il des fleurs plus précieuses que celles de nos champs, de nos buissons?... Les riches, les heureux de ce monde ont des fleurs de serre, nous, les humbles, nous cueillons nos bouquets au sein de l'herbe, humide encore de rosée...

A ses heures, Octave ne manquait certes pas de poésie.

— Or, vous savez ce qui nous réunit, ce soir : une même pensée de respect et d'amour...

Rachel pinça les lèvres et fit semblant d'avoir perdu son rond de serviette, mais autour d'elle tous les regards se levaient vers Octave, tous les visages souriaient, attentifs et rayonnants.

— Touchant anniversaire de sa naissance !... elle sait que nous le fêtons et souffre à coup sûr de ne pas présider nos agapes. Mais elle a des devoirs qui la retiennent, des devoirs graves... elle ne pouvait pas. Néanmoins, pour distinguer ce repas familial, monsieur Delannes a bien voulu se joindre à nous... Remplacer l'absente? non pas ! ni la faire oublier, mais l'honorer simplement, telle fut son intention... telle fut votre intention, n'est-ce pas, monsieur Delannes?

Mathieu acquiesça par un muet salut... Comme la porte était loin, de l'autre côté de la table !

— Je termine donc en vous invitant tous à crier : « Vive notre Directrice ».

— Vive notre Directrice! — hurla un chœur sonore que la voix perçante dominait de haut.

— Très bien, — pensait Delannes ; — très réussie, l'allusion, très délicate, la mise en scène... Tant pis ! j'en ai assez !

Il se leva.

— Messieurs, — dit-il, — je vous quitte pour aller fumer une cigarette au dehors... Bonsoir.

— Grand Dieu ! je me lève aussi, — s'écria Rachel, — nous ne sommes plus que treize !...

Mathieu rentrait chez lui, lentement. Il se sentait seul, plus seul que d'habitude. Il ne pouvait songer à Ida Randal sans rougir : il revoyait les monstres transfigurés à son évocation. Il s'imaginait cette femme salie par leurs regards, cette femme qui lui appartenait, qui, de toute son âme, l'aimait, et qu'il n'aimait pas.

— Mais... demain? — songeait-il. — Demain?

Trouble sinistre, nuit épaisse où l'on s'égare... Une pensée unique brillait dans ce labyrinthe d'incertitude : la plus cruelle.

— Je ne pourrai ni la fuir, ni la rejeter loin de moi... Non... Alors... demain?

XXVII

James Randal écoutait depuis un quart d'heure, immobile, muet, sans du tout laisser voir ce qu'il pensait. Il tenait sa tête dans ses mains et, de temps à autre, levait seulement les yeux.

Assise devant lui, Rachel Boucbélère parlait beaucoup et vite, rendue nerveuse par ce calme. Octave n'eût pas écouté ainsi ! Un flot malsain coulait de ses lèvres peintes comme d'une source impatiente, avec des bouillons et des mousses et de subits engorgements. Elle se hâtait, ayant peur du moment où le chef parlerait à son tour ; elle bouchait les trous de son bavardage empoisonné par de brèves exclamations de regret, de douleur, d'étonnement, et par des gestes expressifs. Elle s'affolait un peu : Randal n'avait rien dit encore que, par

deux fois, très bas, très clairement : « Taisez-vous, Rachel, et sortez ! » Un mur : James Randal faisait l'effet d'un mur froid, tout droit, tout nu, au pied duquel se tortillait une sordide bête punaise.

Il répéta, sur le même ton tranquille :

— Taisez-vous, Rachel, et sortez !

Suffoquée, elle tendit vers le ciel ses bras grelottants de bracelets :

— Dieu m'est témoin !...

Puis, l'invocation lui restant pour compte, en quelque sorte, elle ajouta, par dégoût d'être si mal comprise :

— Bien! bien! mettons que je n'aie rien dit! Néanmoins, je ne veux pas que l'on me chasse, que l'on me flanque à la porte, simplement parce que je fais mon devoir !... Ah ! non ! une honnête femme courbera la tête, quelque temps, mais un jour vient où il faut qu'elle la relève, où elle proteste. J'en suis arrivée là : je proteste ! l'indignation m'étouffe, monsieur Randal... m'étouffe ! Oh ! je sais : Octave et moi n'appartenons pas officiellement au « Randal-circus »; d'un trait de plume, vous pouvez nous jeter à la rue ! N'importe ! nous sommes de cœur avec ce corps d'élite, tout ce qui le touche nous touche aussi et, de façon plus vive, plus douloureuse, ce qui le diminue au point de vue de la moralité.

James Randal s'essuya le front.

— Trois fois, je vous ai dit de vous taire.

— J'ai attendu, par crainte de commettre une injutice; j'ai attendu peut-être trop longtemps. Maintenant, il n'y a plus de doute, on est forcé de voir, à moins de se fourrer la tête dans un sac. Ma conscience le déclare, ma conscience me fait des reproches... sanglants, monsieur Randal ! je finirais par me sentir moi-même coupable, tant ma conscience s'insurge !

— Votre... conscience... ah !

— Je vous ai tout expliqué : mes premiers soupçons, que j'écartais en haussant les épaules, mes premières certitudes... Je vous ai apporté les preuves ! oui ! j'ai beaucoup souffert, mais pour une femme vraiment honnête, il n'y a pas de... pas de compromission possible : il faut marcher ! Et puis...

Quelque chose de très émouvant lui restait dans la gorge.

« Et puis, on vous aime tant ! je vous aime tant ! Vous êtes

le grand chef à qui l'on ne doit faire de mal sous aucun prétexte... Alors, moi, je vous défends !

— Vous m'aimez à ce point !

Se sentant écoutée, Rachel ne prit pas garde à l'horrible expression de cette bouche, tordue soudain par l'ironie, et poursuivit avec plus encore de ferveur :

— Vous ne le saviez pas?... Que l'on est mal payé, en ce monde, de son dévouement ! Au moins, si je me trouvais seule à avoir deviné tout cela, le scandale serait évité, mais chacun l'a vu, plus ou moins bien, comme il peut le voir, chacun en est, à présent, convaincu, sauf les aveugles et les sourds ; chacun le répète, le soir, à voix basse.

— Rachel, vous...

— Aucun n'a eu le courage de parler franc, de parler haut ; moi, j'ai eu ce courage...

— Ce courage ignoble !

— Monsieur Randal, on ne s'adresse pas ainsi à une femme!

— Sortez ! sortez vite !

— C'est bon... encore une fois, mettons que je n'aie rien dit, mais n'oubliez pas que, demain, si vous ne prenez pas de mesures, toute la troupe se lèvera comme un seul homme et se mettra à crier. Alors, vous serez bien obligé d'entendre ; il valait mieux ne pas vous boucher les oreilles, aujourd'hui.

— Rachel !... je vais vous... expulser, moi-même !

— Ne vous donnez pas tant de peine : je me retire ; vous réfléchirez.

M. James Randal reste seul.

XXVIII

Randal se réserva trois heures, durant chacun des trois jours suivants, pour « réfléchir », comme le lui conseillait Rachel, c'est-à-dire pour prier. Le reste du temps, il fit honnêtement de son mieux en vue de n'inquiéter personne : il s'occupait de la troupe, sortait et rentrait, travaillait dans son bureau et dans le camp, tâchant de garder son calme extérieur et de ne rien changer à ses paroles, non plus qu'à ses gestes ordinaires. Parfois seulement, il se plaignait de mal dormir et de

souffrir beaucoup de la tête, pour expliquer une fatigue hagarde, trop visible en vérité.

Toute sa journée s'employait de cette manière. Les trois heures quotidiennes prises sur sa nuit, il les passait en oraisons. Il priait et, tout de suite, se retrouvait seul, car Dieu se refusait. C'était affreux, cet éloignement soudain du Seigneur, au moment même où il le suppliait avec la plus fervente passion ! Sa volonté, son intelligence, sa douleur et sa foi se composaient en une seule prière qui l'emportait d'abord au ciel, d'un vol sûr. Il frappait à la porte de Dieu, mais la porte restait close ; il la battait, pour ainsi dire, mais la porte battue ne s'ouvrait pas : on ne force pas la porte de Dieu. Son imploration, il la criait par la voix de l'âme... Il eût aussi bien imploré la nuit ou battu l'ombre.

Le troisième soir, il fut près de renoncer. Puisque le Seigneur ne voulait pas l'écouter, puisque le Seigneur était sourd, du moins pouvait-il espérer une aide indirecte? Est-ce que Dieu lui permettait d'user utilement des moyens dont tout homme dispose : méditation soutenue, scrupuleux examen? Mais, livré ainsi à lui-même, privé du secours d'en haut, saurait-il éviter celui qui toujours rôde, qui peut-être veillait, à cet instant même, flairant une proie, et qui ne manquerait pas de lui tendre quelque piège? Il se sentait déjà pris, se débattant sous la griffe méchante... Alors il se jetait à genoux, de nouveau, sans rien obtenir.

Il n'est plus qu'une pauvre créature misérable que le grand vent de tempête secoue, qui marche à l'aventure, sans guide et sans soutien, aveuglé par la tourmente, menacé de se perdre tout à fait et pour toujours. Ses dernières conversations avec les hommes de la troupe lui ont appris tant de choses ! A coup sûr, on ne lui disait rien, mais il devinait les paroles retenues, en observant la gêne des regards, les réponses maladroites à des questions tout à fait banales, les protestations de fidélité qu'il ne demandait pas et comme un témoignage nombreux de dévouement que rien ne motivait de façon particulière.

Du fétide vomissement de Rachel, il se détournait avec dégoût. Plus tard, il débarrasserait la troupe d'elle et d'Octave. S'il ne le faisait pas aussitôt, c'était encore par prudence, pour

ne pas éveiller l'attention, et aussi par le sentiment qu'aujourd'hui il aurait l'air de se venger. Il remettait donc cette exécution à demain. Oui, tout ce qu'elle avait dit d'une voix si sournoise, il l'écartait résolument, il savait ce que valait l'aune de sa sincérité, mais ce que les autres ne disaient pas, n'insinuaient pas, ne suggéraient pas, cette plainte commune, muette et toute involontaire, pouvait-il l'écarter de même quand il en était touché? Cependant, l'aurait-il entendue si Rachel ne l'avait préparé à l'entendre? Devinant quelque malaise, il se serait dit que la troupe, énervée par un long repos si rarement coupé, avait besoin de la fatigue d'une tournée longue et laborieuse ; il l'eût arrangée aussitôt : cela se règle en deux heures d'étude, avec une carte, des guides et des indicateurs de chemin de fer, mais la question se présentait différemment, des décisions plus pressantes devaient être prises, l'une, tout d'abord, celle-ci, celle qui, sans l'aide du Seigneur, se refusait.

Et, soudain, un grand frisson le parcourut, le fit vibrer de la tête aux pieds : une image s'offrait à lui, vivante, humaine, séduisante, qui respirait, dont il voyait le sein se soulever, dont il voyait les paupières trembler et les bras se tendre, qu'il voyait... ah ! qu'il voyait trop bien ! qu'il voyait nue, couchée, et la bouche entr'ouverte par le plaisir.

Il aimait Ida d'un amour reconnaissant et fort. Elle lui avait vraiment enseigné la vie. D'une adolescence austère, rien de pénible ne demeurait après le premier baiser. Cette femme, Dieu lui-même l'avait choisie entre toutes, la lui avait donnée ; don inespéré que Randal tenait pour la consécration divine de son effort, la récompense d'une jeunesse aride et difficile, assaillie de tentations diverses, semée d'embûches, où le bon serviteur n'avait pas succombé.

Or l'image palpitante, étendue sur le lit de leurs amours, poussa comme un gémissement tendre, et Randal rougit soudain, devint pourpre, serra les poings. Avec cette plainte équivoque, l'apparence s'était évanouie, mais il en gardait un souvenir trop présent, trop immédiat, trop brûlant aussi : ton de la chair flexible, son de la voix émue, parfum...

Ida lui appartenait ! l'autre la lui a prise, après combien d'intrigues honteuses et par quelles innommables séductions !

Il en pâtira, et sans retard : tout de suite ! Randal se sent fort, bien musclé, bien entraîné ; l'autre, plus jeune, pliera vite sous le poids de son bras abattu, et James Randal, debout, grandi par une colère primitive, ébauche le geste armé de la massue qui jette bas.

C'est au juste ce qu'il craignait : celui qui, dans l'ombre, attend toujours le moment propice vient d'intervenir... Lutte cachée, lutte froide et furieuse, d'autant plus âpre qu'elle se révèle moins... Mais voyez! les hauts poings meurtriers restent en suspens; les poings serrés s'entr'ouvrent : les poings de James Randal sont deux mains jointes qui demandent grâce.

L'heure qui suivit fut horrible, agitée de courants obscurs, de tourbillons et de remous, soulevée parfois d'une puissante marée bourbeuse, puis, en quelque sorte, vidée par le brusque reflux ; mais, néanmoins, il sent une lueur de raison éclairer son esprit et sa volonté renaître, soumise, repentante. Il se bride, il se tient de court : il doit se vaincre.

A-t-il étudié le problème honnêtement? La faute d'Ida... puisqu'il se refuse à croire au sale bavardage de Rachel, quelle preuve peut-il en fournir, décisive et qui le convainque? Tâche trop aisée que d'accuser autrui ! S'il retourne l'accusation contre lui-même, sa faute à lui, ne va-t-il pas la découvrir? Faire de son mieux n'est pas toujours bien faire. Il a sorti cette femme du milieu trouble et malsain où elle se serait perdue ; son mérite s'arrête là. Son mérite? il aimait Ida : pouvait-il agir autrement?

Il s'imagina l'homme de vertu simple et modeste qui s'attache cette femme et qui, pour arriver au but qu'il veut atteindre, fait bon marché de toute rigueur de pharisien. Afin qu'elle le suive, il ne jette pas de cailloux sur le chemin déjà si rude, il les écarte du pied ; afin qu'elle l'écoute, il adoucit sa voix qui l'effaroucherait peut-être ; afin qu'elle prenne plaisir à vivre, il lui montre les délices de la vie en même temps que ses tourments, et la beauté de la loi de Dieu atténuant sa rigueur. A l'enfant, il parle un langage d'enfant, à la femme toujours prête à s'émerveiller, il révèle des merveilles, celles du ciel et de la terre. Elle avait trop souffert : tendrement, il l'engage à oublier d'abord, à comprendre ensuite, à se connaître elle-même, à se ressaisir. Il ne s'impose pas à son amour, il le quête

avec humilité, il en attend, sans nulle impatience, le généreux octroi... Or un jour, l'homme le découvre, cet amour, naissant comme une aube dans la brume des yeux aimés.

A-t-il été cet homme-là? — Et Randal répond vaillamment : « Non ».

Cependant il ne pourra pas agir suivant la justice avant de savoir ; son sang s'y refuse, et ses nerfs exaspérés, et sa santé d'homme robuste. Il doit savoir. Vaine entreprise que de travailler dans l'incertain : il faut qu'il sache, il le faut avant tout. A qui demander cela? A elle? Oui, peut-être... plus tard, mais avec quelles paroles? A lui? certes... immédiatement.

Randal s'est assis devant sa table : il prend une plume, une feuille de papier, un dictionnaire, car il veut écrire en français. Il s'applique ; il déchire un brouillon, puis deux. Il recommence. Son écriture sera ferme et reposée ; sa main obéira. Il écrit, il plie la feuille, il la met sous enveloppe, il cachète l'enveloppe, il sonne le gardien de nuit... Quand le gardien se présente, il s'aperçoit que c'est l'aube. La lettre sera donc remise ce matin même, à dix heures.

Le messager parti, Randal va remercier Dieu ; ensuite, il se couchera et tentera de dormir, mais il reste encore, sans bouger, tout pâle, harassé, les mains mortes sur la table.

— Cela a été très dur, — dit-il.

« *It has been very hard work.* »

XXIX

Au cours de cette semaine, Mathieu s'était retrouvé plusieurs fois avec madame Randal. De son dîner chez les monstres, il ne lui avait parlé que pour en décrire la tristesse pesante.

— Pourquoi donc vous y rendre? Boucbélère s'imagine qu'il fait plaisir aux gens en les invitant, mais chacun n'est pas de son avis. Moi, je me sentais déjà les nerfs à vif ; j'ai refusé...

Elle paraissait inquiète, agitée, prête à quelque folie, à toutes les imprudences, et n'en donnait d'autre raison que le changement survenu en l'humeur soudain adoucie de James.

— Depuis deux jours, — disait-elle, — j'ai peur : on croirait qu'il se repent, qu'il va me demander pardon de quelque chose. Il ne me heurte pas, il ne tâche plus de m'exaspérer, il a des attentions que je ne lui connaissais pas... J'ai peur.

Quoi que Mathieu pût lui dire, sa conclusion ne variait guère : elle avait peur et cette peur se manifestait par des paroles déraisonnables, par de beaux projets, fiévreusement construits, qu'elle démolissait par un éclat de rire.

Or, le samedi matin, comme Mathieu était seul dans son bureau, Ida, retenue par quelque surveillance nécessaire, ne devant pas venir, il reçut, vers dix heures, le billet suivant, porté par un palefrenier du cirque :

Monsieur Delannes,

Je vous serais très obligé de passer au camp. Il s'agit d'une affaire importante pour vous et pour moi. Je vous attendrai de deux heures à sept heures. La prairie n'est pas plus longue à traverser dans un sens que dans l'autre, mais il faut, je vous assure, que ce soit vous qui veniez me trouver et non pas moi qui me rende chez vous.

Je vous verrai bientôt.

James Randal.

Que signifient ces lignes?... Le départ prochain du cirque oblige peut-être son directeur à régler certains contrats récents, mais en ce cas, James Randal s'adresserait d'abord à Jérôme Hourgues ; d'ailleurs une simple résiliation de bail explique-t-elle cette seconde phrase du billet : « La prairie n'est pas plus longue à traverser... » et la suite? Une plaisanterie? On ne saurait le croire.

Il reprit la feuille commerciale chargée d'un en-tête bilingue. Écriture posée, très appuyée, signature nette, sans paraphe : tout cela, comme d'habitude.

Mathieu s'agaçait de ne rien tirer d'autre de ce texte, de n'y rien découvrir de sous-entendu.

— Le mieux est donc d'aller voir de quoi il retourne.

Et, ce même après-midi, Delannes s'en fut vers le camp.

— Entrez, monsieur Delannes. Je savais que vous viendriez : vraiment, je vous attendais. Il est possible que notre conversation soit longue. Asseyez-vous en face de moi.

Ses yeux avaient peut-être beaucoup pleuré, son visage, ravagé de douleur, se glaçait pour ainsi dire en une fixité austère, très effrayante, où, malgré les traits osseux et la ridicule barbiche, on ne voyait plus rien de caricatural.

Mathieu sentit qu'il se passait quelque chose de grave.

— S'il s'agit d'une liquidation d'affaires, monsieur Randal, — dit-il aussitôt, — Jérôme Hourgues me paraît plus...

— Il s'agit d'une liquidation, en effet, mais que nous traiterons de vous à moi. Je vais tâcher d'être clair et de rester calme.

A ce moment, la porte du fond s'ouvrit, donnant passage à Ida Randal.

— Non, ne bougez pas !... Somme toute, James, je préfère parler moi-même.

Sans tourner la tête, James Randal répondit :

— Comme il vous plaira, mais je voulais vous épargner cette émotion et cet effort de volonté, très durs pour une femme... Parlez donc, puisque moi je n'ai pu m'empêcher de vous parler.

Elle appuya ses mains sur le bureau et, d'une voix toute simple, toute tranquille, qui ne tremblait pas :

— Monsieur Delannes, — dit-elle, — mon mari a découvert, je ne sais par quel procédé, que vous étiez mon amant. Il m'a interrogée et, de ma bouche, en a reçu l'aveu. Il tient à nous apprendre ce qu'il compte faire.

— Vous savez, Madame, — balbutia Mathieu, — que je suis tout vôtre...

— Un instant... Comme je garde à James la plus grande reconnaissance, je crois qu'il est de notre devoir de lui laisser une entière liberté : nous n'avons qu'à l'écouter. Pensez-vous autrement?

— Je m'incline, Madame.

— Je vous en sais gré à tous deux, — dit James, — mais si vous avez à mon égard un sentiment sincère de loyauté, vous voudrez bien, quand vous parlerez, ne plus vous appeler Monsieur et Madame : des amants ne s'appellent pas Monsieur et Madame ; quand ils le font, ils ont l'air de se cacher, de mentir encore un peu plus. Cela me troublerait l'esprit, et je tiens précisément à me dégager de toute influence.

— C'est juste, dit madame Randal.

Delannes se tut : son évidente stupéfaction répondait pour lui.

— A vous, Ida, — reprit James Randal, — je ferai encore un reproche : vous disiez tout à l'heure : « il a découvert, je ne sais par quel procédé... » or, je n'ai usé d'aucun procédé : il n'en est aucun d'honorable ; non, les bruits du camp me sont parvenus et je n'ai eu, ensuite, qu'à ouvrir les yeux, puis à vous interroger.

— Cette rosse de Rachel, bien sûr !... — murmura madame Randal.

James ne voulut rien entendre.

— Asseyez-vous, Ida, je vous en prie, à côté de lui, là...

Les mains jointes contre sa poitrine, les yeux levés, il se recueillit longuement avant de parler et ce regard, brillant de ferveur implorante, révélait à Mathieu ce que pouvait être un visage que la prière transfigure.

— Éclairez-moi, Seigneur ! — murmura James Randal.

XXX

Son visage s'altérait de nouveau, s'humanisait, pour ainsi dire : un conflit secret en troublait l'expression sereine... il venait de porter son regard sur l'homme et la femme assis, côte à côte, en face de lui. Il se mordit durement la lèvre, puis il parla.

— Je ne pense pas vous avoir jamais fait de mal. Même, il m'est arrivé de croire que les camarades que vous trouviez au cirque pouvaient exercer sur vous une bonne influence, puisque vous saviez vous les attacher par votre franchise directe et votre simplicité, par cette manière très spéciale d'être poli qui nous étonne d'abord mais nous touche bien vite. On vous estimait beaucoup, ici, et moi, je m'imaginais que de cette sympathie vous tireriez un bénéfice, par conséquent que la présence de mes hommes auprès de vous ne serait point vaine. Vous sembliez, chaque jour, plus naturel, plus habitué à des façons de vivre, de parler, peut-être de sentir, différentes des vôtres. Vous alliez devenir notre ami. Ce moment vous l'avez choisi pour un acte hostile : déjà, vous courtisiez ma femme.

Mathieu ne se sentait aucune envie d'interrompre. Il écoutait comme faisait Ida, sans rien laisser paraître de sa gêne, ni de son malaise intime.

— Aujourd'hui, — disait James Randal, — je puis affirmer que vous m'avez volé, car cette femme était à moi. Par quel effet d'ivresse ou de démence, un honnête homme, en qui l'on devinait la figure prochaine d'un ami, joue-t-il le rôle du fourbe, du traître et du criminel? Voilà le point où je me perds, où je ne trouve plus ma direction, où l'aide d'en haut se refuse. Cette épreuve me bouleverse; le Seigneur veut que je me décide sans lui, alors, vous comprenez, je sens toute ma faiblesse : l'indignation m'aveugle, par instants, mes nerfs se tendent et la colère échauffe mon sang. Hier soir, quand je me décidai à vous écrire, j'étais presque une bête... Il m'a fallu beaucoup prendre sur moi, beaucoup vraiment, pour tracer les quelques lignes que vous avez reçues ce matin.

D'un geste un peu nerveux, il saisit le livre relié de noir, aux tranches usées, qui restait ouvert sur le bureau.

— Ce livre que j'ai tant lu, — dit-il, — je ne sais plus le lire, et cela aussi me fait peur. Il me donne mille réponses contradictoires, au lieu d'une seule que je lui demande, persuasive et déterminante... Je n'ai pas le cœur assez pur, sans doute, pour puiser à la source de toute vérité.

Sur sa bouche sévère passa comme une affreuse grimace d'ironie.

— Assurément, ce serait un vilain spectacle que celui de James Randal obéissant, parce qu'il est un homme pareil aux autres, à cette colère, à ce mépris, à ce dégoût qui l'obsèdent, lui qui se vantait d'agir suivant une règle supérieure, une règle révélée !

Et il ajouta, sur quel ton naïf et pathétique :

— Puisque la balance est fausse, comment saurai-je vous punir?...

Doucement, sans lever les yeux, madame Randal l'interrompit :

— Non pas, James !... Je pense que vous voulez dire : « Comment saurai-je vous juger? »

— Je disais « vous punir », — affirma-t-il, — et je disais bien ! Le punir, lui, pour avoir envahi le verger du maître

afin d'en voler les fruits; vous punir, vous, pour avoir mal gardé l'honneur de l'homme auquel vous étiez liée par serment...

Son visage s'empourpra soudain.

— ... Et pour avoir fait bon marché de votre pudeur, Ida !

Mathieu eut un sursaut d'indignation, mais madame Randal y coupa court.

— Non ! restez assis, Mathieu, et taisez-vous ; en somme, il a raison ; écoutons toujours la fin.

— Peut-être, — continua Randal, — me suis-je trop retranché de la vie courante pour me former tout seul une idée équitable de ces choses ; peut-être cette affaire me touche-t-elle de trop près et peut-être aussi mon âme s'est-elle éloignée de Dieu. Il me faut donc l'opinion d'autrui, et cette opinion, je vais me la procurer. Ainsi, vous pourrez vous défendre, vous pourrez être compris et ma sentence, plus autorisée, sera plus juste.

Il pressa un bouton de sonnette sur son bureau.

— J'appelle Sam Harland et Leslie auprès de moi : l'un est un homme assez sociable pour concevoir ce crime, l'autre garde assez d'innocence pour l'excuser.

— Alors... quoi? — s'écria Delannes, — on va raconter...

— Je vous en conjure, Mathieu... nous ne sommes pas les maîtres, ici.

— Plug, — dit James Randal au palefrenier qui entrait, — faites venir tout de suite Sam Harland et Avery Leslie.

— *Right'o, sir !* — dit Plug en touchant sa casquette.

XXXI

Attente intolérable : Ida et Mathieu, assis l'un près de l'autre, restaient immobiles, muets ; James, les mains posées à plat sur son bureau, regardait devant lui, très loin. L'existence de ces trois êtres semblait suspendue ; seule restait vivante la petite pendule de bois accrochée à la cloison : ses battements industrieux prolongeaient le délai, en avivaient la torture.

On entendit des voix, au dehors :

— Voilà ! voilà ! j'ai juste pris le temps de me laver les mains et de passer une blouse.

Sam Harland entra, suivi d'Avery Leslie.

James Randal ne leur fit pas de longs préambules : en quelques phrases sèches, d'accent hautain, il dit ce qu'il attendait d'eux :

— Asseyez-vous sur ce banc... Bien... J'ai besoin de vous : je dois prononcer une sentence et ne me sens pas assez dégagé de moi-même pour être certain de mon équité ; vous jugerez donc avec moi, mais d'abord, prêtez serment sur le Livre... le voici. Jurez de n'écouter que votre conscience, de rester sourd à toute autre voix.

De son pouce renversé, Harland désigna Mathieu.

— C'est ça que vous allez juger? — demanda-t-il.

— Oui ; pourquoi?

— Suivre sa conscience quand on juge ça !... Enfin, on tâchera.

— Nous jugerons cet homme. — ajouta Randal, — et cette femme aussi.

Depuis son entrée, Sam Harland avait l'air du chien méchant que sa laisse seule empêche de bondir, et bien qu'il n'aboie ni ne grogne, est tout prêt à mordre. On ne reconnaissait déjà plus le visage ouvert et franc, la bouche gaie où une pipe pendue mettait souvent un trait d'humour, mais aux dernières paroles de Randal, la face hâlée, soudain vieillie, devint toute grise.

— Jurez-vous? — insista Randal.

— Je jure, — dit Harland avec effort.

Leslie gardait son expression séraphique et ravie. Un instant, il se recueillit, une main posée sur les yeux, puis, très simplement :

— Je jure, — dit-il.

Alors James Randal se mit à parler sur le ton d'une conversation rapide, un peu brusquée.

— Si j'avais vu clair en moi-même, sans doute ne vous aurais-je pas appelés à mon secours, mais je ne puis expliquer le mal qui me touche assez bien pour que ma raison soit satisfaite. Cette femme, cet homme, ont péché ; cette femme, je l'aimais et je croyais en son amour ; j'estimais cet homme et pensais mériter son estime. Tous deux m'ont payé en fausse monnaie ; ils me trompent insolemment, cruellement, en

m'infligeant le maximum de souffrances. Que méritent-ils en retour? Voilà ce que je voudrais savoir... Je ne puis pourtant pas le leur demander !

Avant qu'il ait pu réfléchir à cette idée nouvelle, Leslie répondait nettement :

— Il le faut.

Et Harland grognait :

— Bien sûr ! tout de suite...

— Soit... — dit Randal. — Monsieur Mathieu Delannes, quelle punition méritez-vous?

— Je ne répondrai pas ! — dit Mathieu.

— Ida Randal?...

Elle haussa les épaules, la bouche close.

— C'est donc à vous de parler, — dit James Randal aux deux hommes.

— Commence, toi, je t'en prie, — dit Leslie à Harland : — je veux rêver encore, pendant que tu parleras.

— Merci, Avery : je n'aurais pas pu me tenir plus longtemps.

Il serrait au genou sa jambe croisée ; il regardait par terre un petit point précis, le nœud d'une planche, et ne le quittait pas des yeux. Il maîtrisait mal sa voix, rauque, puis étouffée, et soudain aboyante.

— D'abord, l'homme... c'est un mauvais homme qui mérite la corde, mais ici nous ne pourrions le pendre tranquillement ; il faut trouver autre chose... Il n'a pas de remords : on le voit à sa figure, eh bien, je propose de lui donner un remords. On le laissera partir tout seul, en lui accordant une juste avance, et moi, quelques jours plus tard, je le suivrai comme un remords. J'aurai un couteau dans ma poche ; cet homme, je le chercherai partout, car il se cachera, ayant peur du remords à ses trousses, et il tâchera de l'éviter, de lui échapper, mais on ne tourne pas un remords, on ne le gagne pas de vitesse, et un jour... oh ! sans choisir ! dans... le dos ! entre les épaules ! ou dans le ventre, pour lui fouiller les tripes, comme à un porc !... On me pendra, je pense, on me tuera selon les lois du pays... cela m'est égal : cet homme aura eu son remords, en aura souffert, aura péri par ce remords. Je veux être le remords de ce mauvais homme... voilà !

— Je parlerai ensuite, — dit Leslie... — D'abord l'homme

... Nous avons causé ensemble ; vraiment, ses intentions semblaient droites ; peut-être ne savait-il pas que la voie droite est une voie difficile... cela n'a rien d'étonnant : jeune, riche, beau (regardez-le !), il croyait que l'on peut vivre sans songer à rien, pour le plaisir de vivre. J'avais bien l'impression qu'il se promenait au hasard, librement, dans un jardin planté de fleurs et d'arbres fruitiers, qu'il cueillait les fleurs parce qu'elles sentaient bon, qu'il cueillait les fruits et les mangeait avec gourmandise... enfin (comment dire ça?), qu'il se sentait « chez lui » dans la vie. « Oh! non, pensait-il, je ne fais pas grand mal en cueillant ces roses et ces pommes ! un peu de mal seulement, très peu, le mal que font les autres, le mal qui ne compte pas, qui ne pèse rien dans la balance, presque rien ! » Or, un jour, il est venu ici et il a rencontré la tentation devant sa porte, non pas une forme de l'esprit mauvais, mais elle qui souriait !... Il n'a pas su s'arrêter le temps qu'il fallait pour éclairer son cœur, pour comprendre qu'elle l'entraînerait vers le ciel, s'il voulait, au pays des étoiles... Engagé sur la voie tortueuse et glissante qui mène en bas, il lui a tendu la main en disant : « Venez ! » Il souffrait d'avoir déjà fait le mal, sans savoir; il a fait le mal une fois de plus, sans savoir, pour souffrir moins, peut-être, et alors... ah ! Seigneur ! voilà que le plateau chargé se surcharge encore d'un poids lourd, terriblement lourd, et que soudain la balance chavire !...

Avery Leslie regardait devant lui la balance chavirée... Il ajouta :

— Maintenant, monsieur Delannes a compris... maintenant qu'il est trop tard.

Et se tournant vers Sam Harland :

— Tu vas parler d'elle, mon ami Sam... heureux Sam !

Mais Sam Harland était incapable de parler : il se balançait sur le banc comme un homme ivre et tenait son genou serré entre ses paumes. Il balbutia difficilement :

— Elle... que pourrai-je dire d'elle?... Elle a des remords, je le sais, car son image s'efface, son image est trouble devant mes yeux... Alors moi, je vais boire dès demain, et le gin qui brûle et qui racle me fera oublier l'image... Il faut que je voie l'image très claire, très brillante, ou que je ne la voie pas du tout... Quand on est vraiment saoul, on vit sans image !...

— Non ! non, Sam ! — interrompit Leslie, — tout cela n'est pas vrai ! elle ne l'a pas suivi, puisque la chanson chante encore dans ma tête, puisque je me sens meilleur en montant le long de l'étroit sentier tendu de la terre aux étoiles, puisque je chante en moi la même merveilleuse chanson qui m'entraîne à voler vers elle !

— Ne dis plus rien d'elle ! je te le défends ! — gronda Sam Harland qui claquait puis grinçait des dents. — Assez !... assez d'elle !... et quant à lui : tout de suite ! à l'instant ! Je n'ai pas mon couteau, mais je saurai bien avec mes doigts, avec mes ongles, arracher sa langue, sa langue pleine de miel et de sucre qui disait de jolies phrases françaises, et lui ouvrir le ventre, et déchirer ses tripes puantes !

James Randal avait sonné plusieurs fois :

— Harland ! — ordonna-t-il, — je vous interdis de bouger, de dire un mot de plus...

Et comme Plug entrait, suivi de deux valets d'écurie :

— Cet homme est dangereux. Prenez des cordes et liez-le sur son banc.

XXXII

Ce fut bientôt fait ; la séance reprit.

Mathieu tenait à garder jusqu'au bout son sang-froid, mais ses joues rougissaient souvent au spectacle d'une telle candeur, d'une telle et si indécente nudité de sentiments... N'importe : il attendrait la fin.

A petits coups rythmés, Ida Randal battait de son pied le plancher ; cela l'occupait visiblement et plus que rien d'autre. Avery Leslie, immobile, très pâle, pleurait, non pas comme un enfant, mais comme eût pleuré (par quel sortilège?) un masque de plâtre. Figé dans sa pose tendue, Sam Harland semblait la statue même du forcené.

James Randal parla.

— Une leçon est utile à l'homme que la colère va saisir ; le Seigneur n'abandonne pas ceux qu'il protégeait : sa main posée sur moi, sévèrement, me force à réfléchir... Il est trop facile de s'indigner... Ida, vous aviez raison : on ne juge pas

selon l'équité lorsque, avant d'entendre, déjà l'on s'occupe de punir... Ecoutez-moi en silence tous les deux. Vous êtes venu ici, monsieur Delannes, perverti par le siècle et l'âme troublée, bien que cette âme fut bonne en son essence. Vous avez transgressé la loi comme un aveugle trébuche, or, quand il tombe dans le ruisseau, on relève l'aveugle, on n'assure pas sa chute en le frappant. Ida, vous n'avez pas trouvé en moi cette affection vivante à laquelle vous pouviez prétendre : j'ai dû vous aimer pour moi-même et si mon âme n'était point obscurcie par le commerce des hommes, du moins l'était-elle par un invincible orgueil. Je vous l'ai dit : la main de Dieu s'appesantit sur moi et je baisse la tête. Monsieur Delannes !...

Il suppliait, d'un accent adouci...

— Monsieur Delannes ! à cette heure où vous avez conscience de vous-même, prenez la résolution ferme, spontanée et joyeuse de ne plus pécher. Arrêtez-vous, ouvrez votre cœur à la lumière d'en haut, puis, déchargé d'une si lourde hotte d'indignités, repartez sur la voie toute droite, en chantant !...

Et la voix d'Avery Leslie s'éleva soudain, trempée de pleurs.

— Cher monsieur Mathieu ! rendez à James Randal cette femme qui lui appartient !...

— Ida, — reprit James Randal, — vous avez été éblouie par une beauté, une jeunesse, un charme que vous ne trouviez pas en votre mari...

Si graves, ces paroles ! si graves !... presque pas ridicules !...

— Le soleil vous aveuglait et vous aussi trébuchiez sur le chemin difficile. Relevez-vous, Ida ! voici l'aide et le soutien de mon bras ; relevez-vous sans blessures, mais si vous vous êtes fait mal aux pierres de la route, je panserai la chair contuse et l'âme meurtrie...

Sam Harland écoutait. Il tâchait même, par un effort manifeste de bien écouter : il louchait sous cet effort. Aux dernières paroles de Randal, son visage se détendit ; les lèvres rétractées couvrirent de nouveau les dents méchantes ; le regard droit, un peu levé, ne menaçait plus, il quêtait. Alors James se leva et défit lui-même les cordes qui liaient Harland à son banc ; puis, s'adressant à Mathieu :

— Vous resterez à Villedon, — dit-il, — tant que le cirque y demeurera et nous nous retrouverons chaque jour, et vous

serez l'ami dont le visage est bienfaisant à voir... Serrez-moi la main ; serrez la main de ces deux hommes.

Il s'en fallut de peu que Mathieu ne criât sous l'étreinte de Harland.

Tout le monde était debout.

— Ida, — dit encore James Randal, — Delannes, embrassez-vous.

Ida pencha la tête et Mathieu, lui prenant les mains, posa sur son front un baiser.

XXXIII

— Ces trois semaines ont été pénibles, — dit madame Randal.

— Oui, — dit Mathieu.

— Le cirque partira lundi en huit pour Bruxelles.

— On me l'avait appris.

— Je n'en puis plus...

— Vous souffrez?...

— Affreusement.

— Ma pauvre amie ! il faut vous faire une raison.

— C'est facile à dire !

— Oh ! croyez bien que je ne trouve pas la vie très plaisante, mais nous aurons encore quelques heures de causerie.

— Sans doute, seulement, il ne s'agit pas de cela : je vous quitte, je vous ne verrai plus.

— Que voulez-vous ?

— Vous le demandez?... Ce que je veux : vous voir, vous entendre ; voir vos yeux, tels que je les voyais parfois ; entendre votre voix avec son accent ancien...

— Cela, c'est le passé !

— Pour vous, peut-être, pour moi, non, puisque je vous aime...

— Ida !

— ... Chaque jour davantage, depuis que je vous ai perdu.

— Nous avons renoncé, mon amie, nous ne pouvons plus nous dédire.

— Oui, mais moi, un de ces soirs, j'irai me pendre... Je vous ai donné toute ma vie ; ce n'est pas un sermon, si émouvant soit-il, qui changera mon destin... Vous vous tenez là,

devant moi, tout le temps, quand je dors, quand je veille, et toujours avec ce cher sourire qui me rattache à vous.

Mathieu la regardait. Oh ! le pauvre visage douloureux ! oh ! la pauvre bouche lassée ! et ces yeux qui ne s'habituaient pas aux larmes brûlantes !

— Hélas ! il ne reste plus que de nous séparer.

— C'est bien ce que je compte faire, pour de bon, pour tout de bon.

Elle rit.

— De grâce, mon amie !

— Je ne suis pas votre amie, je suis votre esclave et votre chose, si vous m'aimez encore.

— Nous ne devons pas...

— Je ne comprends pas !

— Vous vous torturez à plaisir !

— Oui... je vous aime.

— Séparons-nous : cela vaudra mieux.

— Beaucoup mieux ; à coup sûr !

— Si vous voulez, je partirai demain.

— Moi aussi, pour une autre destination.

— Vous me faites mal !

— Allons ! je vous ennuie... Adieu !... à plus tard ! Non, ne nous serrons pas la main : ce serait trop bête !... Adieu, pour longtemps.

Elle s'éloigna dans la prairie, lentement.

— Et pourtant, — se disait Mathieu, — je ne l'aime pas, mais je me sens malheureux loin d'elle : elle me touche d'une pitié profonde et mon cœur, quand je la vois, bat suivant un affreux remords... Il faudrait donc un crime de plus?... Je souffrirais de la faire souffrir, et quelle vie ! car si je la quittais jamais... un crime pire, un crime plus bas, plus vil... Saurais-je d'ailleurs ne pas l'abandonner?... oui, mais quelle vie! quelle vie ! ... oh ! non ! je ne puis pas ! et cependant...

A vingt pas, elle se retourna et d'un grand geste abandonné lui envoya un baiser... Alors, soudain, Mathieu tendit les bras vers elle.

— Ida ! — cria-t-il, — Ida ! reviens tout de suite ! reviens !

XXXIV

Le cirque Randal préparait une représentation d'adieu pour l'avant-veille de son départ. Tout le pays devait y être gracieusement prié par la direction. Les paysans des alentourd et leurs familles assisteraient ainsi à un vrai gala, admireraient enfin, dans l'exercice de leur métier ou de leur art, ces êtres singuliers qu'ils rencontraient parfois, marchant sur les routes ou galopant de façon aventureuse dans les prés de M. Delannes. Depuis l'aube, on travaillait à la mise au point de cette fête, mais à mesure que s'avançait la journée, il semblait que l'on n'y mît qu'un zèle dégradé et, assurément, nulle joie. Les répétitions partielles qui se faisaient dans tous les coins du camp présentaient un aspect bien morne ; le cœur manquait à l'ouvrage ; les causeries, souvent si longues, si animées, se résumaient en quelques mots de recommandation ou de défense ; un ordre était toujours bref : on avait hâte d'en finir.

Silencieux, Avery Leslie achevait de tendre sa corde oblique ; Sam Harland, sans doute enfermé dans l'écurie, ne paraissait pas ; Boucbélère soignait la foulure que le géant s'était faite en se prenant le pied dans les gradins du cirque ; enfin Rachel, assise à côté de la caisse, ennuyait, par un jacassement continu à voix basse, Joy-for-ever qu'elle empêchait d'achever ses comptes. Une atmosphère lourde pesait sur tout le monde; d'ailleurs le ciel, sombre et couvert, laissait prévoir un orage, mais l'orage n'était pas le seul facteur de cette nervosité triste et de ce relâchement.

— J'ai pas de goût à la besogne ! — s'écria Plug qui s'étendit au milieu du cirque, entouré d'une étrange collection de boules, de plateaux et d'instruments biscornus.

Quelques instants plus tard, il dormait, ronflant dur.

Au dehors, le parc de Villedon et le bord de la forêt se couvraient d'ombre : le soir tombait ; la nuit saurait-elle rafraîchir l'air de cette épaisse journée?

James Randal travaillait dans son bureau, entouré de brochures et d'indicateurs de chemins de fer. Il venait de poser sa plume et relisait des paperasses qu'il tenait à la main. Cer-

taines furent réunies sous des pinces, d'autres, jetées au fond d'un tiroir. Comme on frappait :

— Entrez, — dit-il.

Ida Randal et Mathieu Delannes s'arrêtèrent, debout, devant la porte refermée.

— Ah ! c'est vous ! — s'écria Randal.

Il se tût, un moment, mais quand il se mit à parler de nouveau, ce fut sur le ton sec d'un homme qui tient à régler rapidement une affaire à laquelle il a déjà réfléchi et dont il n'attend nulle surprise. Il n'y avait plus là que le directeur du Randal-Circus.

— Le scandale, — dit-il, — a donc éclaté depuis hier : le cirque tout entier sait votre crime ; à moi-même, vingt voix indignées l'ont dénoncé qui me suppliaient de chasser cette femme de devant mes yeux, ce que je compte faire... Je vous chasse ! je vous chasse l'un et l'autre ! partez ! Sans doute aurez-vous du plaisir à appendre que Sam Harland, lorsqu'il eût appris, lorsqu'il eût vu l'abominable forfait doublé de parjure, est devenu fou furieux. Pour qu'il ne blesse pas inconsidérément la tendre chair de monsieur Delannes, je l'ai fait enchaîner tout de suite au fond de son écurie, où il se trouve maintenant et hurle depuis l'aube. Il a hurlé aussi une partie de la nuit dernière. Je l'emmènerai après-demain et le confierai à un asile. Femme ! voici vos papiers, dans cette enveloppe : vous n'aurez pas de peine à continuer, comme il vous plaira, une vie sans honneur. Quant à vous, je n'ai rien à vous dire, sinon que nos comptes sont liquidés. Je les ai remis à monsieur Hourgues, votre gérant, qui les approuve... Je vous ai maintenant assez vus tous les deux : partez ! mais, d'abord, voici la sentence; mûrissez-la dans votre esprit; c'est vous-même qui vous l'êtes infligée... elle est sans rémission possible... Par conséquent, écoutez bien : si jamais vous quittez cette femme, monsieur Delannes, si vous ne demeurez pas auprès d'elle et ne la protégez pas, tant qu'un souffle de vie vous anime, ce sera... entendez-vous, grand Dieu !... ce sera l'enfer ! Cet avertissement est encore charitable !...

Mathieu ne put arrêter le sourire qui tordit sa bouche comme Randal répétait :

— L'enfer !... je vous promets l'enfer !...

Car il devinait autre chose :

— Et sans chercher si loin, — songea-t-il, — la servitude, tout de suite.

Mais aussitôt, d'un geste à la fois brusque et tendre, il saisit la main d'Ida.

Or, à ce même instant, un cri aigu, un cri perçant, pathétique et soutenu comme une déchirure, se fit entendre au dehors. James Randal bondit jusqu'à la porte et l'ouvrit toute grande sur la nuit. A quelques pas, dans la lumière du réflecteur qui éclairait le seuil, Joy-for-ever, dépeignée, les yeux égarés par l'horreur, les bras chargés d'un trop lourd fardeau, tenait contre elle, serrait contre elle une forme blanche...

Et Joy-for-ever cria :

— Monsieur James ! Monsieur James ! c'est trop affreux ! Il montait à la corde en chantant ; il montait dans l'ombre, tenant son balancier lumineux, en chantant ; il montait tout droit, et soudain, le chant s'est pris dans sa gorge, le balancier lui a glissé des doigts, il a levé ses mains vers le ciel... il est tombé en dehors du filet tendu trop court, il est tombé de très haut dans l'herbe... Il est mort, monsieur James! il est mort, le cher enfant ! Il n'est pas abîmé : l'herbe l'a reçu tout doucement, mais il est mort... il devait être mort de douleur avant d'atteindre en bas...

— Joy-for-ever, — dit James Randal, — écartez-vous : ces gens veulent passer...

Et, plus tard, dans la nuit très obscure où bouillonnait encore l'orage en formation, deux nègres montaient la garde devant la porte principale du camp, chacun haussant à son poing un flambeau... La porte s'ouvrit ; deux formes sortirent. A leur passage, les nègres retournèrent brusquement les hautes flammes rouges et les ensevelirent à leurs pieds dans le sable où elles crissèrent. Puis ce fut le silence, rompu par ce seul hurlement de bête poussé par une poitrine furieuse, au fond de l'écurie... Et les deux formes humaines s'éloignèrent, prises par la nuit dense, liées à jamais dans une double solitude.

GILBERT DE VOISINS

LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN ESPAGNE

Depuis un mois l'Espagne se trouve aux prises avec de très graves difficultés extérieures. Le désastre du Rif vient, en effet, de réduire à néant de longues années d'efforts ininterrompus et de lourds sacrifices. Melilla est entourée d'un cercle puissant d'ennemis et à l'heure actuelle sa situation semble critique. Fortement impressionnée et surprise au début par une défaite aussi retentissante, l'opinion publique s'est enfin reprise. Elle regimbe sous l'affront que les tribus marocaines ont infligé aux couleurs espagnoles. Elle est prête à consentir volontiers de nouveaux sacrifices. Mais elle exige que les responsables des derniers événements, civils ou militaires, soient recherchés et punis d'une façon exemplaire. De plus, tout nouvel échec pourrait avoir à l'intérieur du pays les conséquences les plus funestes. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'expédition marocaine n'est pas précisément très populaire en Espagne. Elle a toujours été pour les ministères une véritable pierre d'achoppement. Déjà en 1909, lors de l'échec du « Barranco del Lobo », elle avait donné lieu en Catalogne à des désordres et à des troubles. Les demandes de crédits et surtout l'envoi de renforts ont toujours soulevé une vive opposition non seulement parmi

les socialistes et les syndicalistes, mais aussi parmi les éléments les plus divers de la population. La censure sévère qui s'exerce en ce moment sur les journaux espagnols ne nous permet pas de connaître d'une façon exacte la répercussion qu'ont eu les derniers revers sur les milieux révolutionnaires et dans quelle mesure ces derniers ont pu les exploiter à leur profit. Ce qu'il y a de certain en tout cas c'est qu'ils représentent pour eux la faillite du militarisme et des visées capitalistes. Le désastre du Rif s'est produit à un moment où la situation politique et sociale de l'Espagne est des plus critiques. Chez nous, l'on n'y a prêté qu'une attention insuffisante. L'on n'a pas vu ou l'on a délibérément laissé de côté ce qui se passe chez nos voisins d'au delà des Pyrénées. Notre presse a bien relaté de temps à autre tel ou tel événement sensationnel; mais tout s'est borné là. Pas de vue d'ensemble sur le mouvement social actuel de l'Espagne. Aussi, au cours d'un voyage en Angleterre, le député républicain Marcelino Domingo écrivait-il, non sans une certaine tristesse, pour les lecteurs de la revue *España*, que la presse étrangère ne s'occupe guère de l'Espagne. Elle ne lui consacre pas, disait-il, « une seule ligne d'information ». Pas un seul mot touchant sa puissance économique. Elle donne ainsi l'impression qu'il ne se passe rien chez nous, ce qui est un mal, ou que ce qui s'y passe n'intéresse pas l'Europe, ce qui est bien pire encore. Et dans ce désintéressement de l'opinion étrangère pour son pays, il voyait une preuve manifeste de « l'isolement » de l'Espagne tombée définitivement de la catégorie de grande nation.

Notre indifférence pour tout ce qui touche l'Espagne n'est pas telle que Marcelino Domingo veut bien le dire. Mais elle n'en existe pas moins. Elle ne date pas d'ailleurs d'aujourd'hui. Il y a toujours eu chez nous une fâcheuse tendance à n'accorder qu'une importance plutôt secondaire aux événements politiques et sociaux qui se déroulent chez nos voisins. On était, il est vrai, tellement habitué à voir se succéder régulièrement au pouvoir les deux partis, libéral et conservateur, qu'on en arrivait fatalement à ne plus considérer les crises ministérielles que comme un fait divers quelconque, sans grand intérêt et sans répercussion profonde sur la vie du pays.

D'autre part, la question de l'autonomie catalane était toujours, sans doute, à l'ordre du jour ; elle devenait même chaque jour plus aiguë ; mais la solution en paraissait encore assez lointaine. Et le régionalisme finissait par ne plus être qu'une sorte de leitmotiv de nature seulement à défrayer périodiquement la presse locale. Qu'il y eût dans la péninsule plusieurs foyers d'anarchie, on le savait aussi. De temps à autre une bombe éclatait dans les rues de Barcelone, de Valence ou d'une autre ville quelconque. On parlait d'attentats de la part des syndicalistes. Et l'on s'était également accoutumé à la périodicité de ces attentats, sans en concevoir de grande inquiétude et sans y voir les signes avant-coureurs d'un mouvement plus important.

Mais les temps sont changés. La guerre, en particulier, nous a empêchés, ces dernières années, de nous rendre compte de l'évolution considérable qui s'est produite dans le pays et surtout de la profondeur du mouvement social actuellement en cours. Il semble bien que les vieilles méthodes gouvernementales aient fait faillite. En dehors des individus ou des castes qui continuent à profiter du régime de coterie, de népotisme, de « camaraderie », la majorité de la nation marque non seulement son dégoût pour les pouvoirs publics, mais encore son désir d'en finir avec des gouvernements « qui ne savent pas gouverner ». Elle donne l'impression de vouloir faire un effort et se dépouiller de l'indifférence qu'elle avait montrée jusqu'ici pour les questions politiques. Elle sent le besoin d'un renouveau, d'un changement radical des méthodes gouvernementales et des milieux dirigeants.

Par ailleurs le régionalisme est entré dans une phase critique. Rien ne saurait désormais étouffer plus longtemps les aspirations du peuple catalan. Quant au prolétariat espagnol, il a pris définitivement conscience de lui-même. Il s'est fortement organisé, comme nous le verrons plus loin, et il a pleine confiance dans la force de son organisation. Bien plus, le virus révolutionnaire a pénétré parmi les masses ouvrières. La guerre européenne a favorisé son éclosion. La crise économique, l'augmentation toujours croissante du prix de la vie, la misère qui s'en est suivie ont poussé le prolétariat dans la voie des revendications immédiates. En outre, le prestige de la révo-

lution russe victorieuse est venu échauffer les esprits, les surexciter en vue de la lutte violente et sans merci contre le capitalisme et la bourgeoisie. Bref un mouvement révolutionnaire puissant est en train de se déchaîner sur l'Espagne. Il serait difficile de le nier, lorsqu'on se reporte aux multiples conflits sociaux, à l'extension chaque jour plus grande des grèves, qui constituent depuis quelque temps une espèce de mal à l'état endémique. Les journaux nous ont apporté quotidiennement l'écho des nombreux attentats contre la classe patronale. L'énumération en serait trop longue. Les morts se chiffrent déjà par milliers. La lutte, tout d'abord circonscrite aux milieux industriels et commerciaux, est entrée dans une phase nouvelle. Elle a tendance à se généraliser. Les avocats Lastra et Ulled du barreau de Barcelone, qui avaient défendu des accusés syndicalistes, ont été victimes de tentatives d'assassinat. Dato, lui-même, est tombé sous les coups des terroristes. Des députés sont l'objet de menaces de mort. Au terrorisme rouge, les syndicats libres et la classe patronale répondent par le terrorisme blanc, « le terrorisme de vengeance et de défense ».

Quel a été le processus du mouvement révolutionnaire; par quelles étapes est-il successivement passé ; quelles en ont été les causes et quelle influence il peut avoir sur l'avenir de l'Espagne : voilà les quelques points que nous voudrions essayer de préciser dans cet article.

*
* *

Jusqu'en 1914 et même pendant la guerre, le socialisme espagnol se développa à peu près normalement comme dans le reste de l'Europe et son orientation ne fut pas différente de celle des partis socialistes des autres pays. Gagner le plus de sièges possible au sein du Parlement ainsi que dans les Assemblées régionales et municipales, afin de défendre les intérêts du prolétariat et lui faire obtenir des améliorations progressives : tel fut le but poursuivi par les dirigeants socialistes sous l'énergique impulsion de son principal leader, Pablo Iglesias. Quant au syndicalisme, il n'était pas encore arrivé à s'organiser d'une façon puissante. Gouvernements

libéraux et conservateurs lui avaient été nettement hostiles. Dans un pays à tendances plutôt réactionnaires, associations et syndicats ne pouvaient manquer d'être considérés comme une atteinte aux prétendus droits imprescriptibles des classes bourgeoises. D'ailleurs, sauf en Catalogne, dans le reste de l'Espagne les idées socialistes étaient loin d'avoir pénétré parmi la masse illettrée des ouvriers. Il n'y avait pas eu jusque-là de propagande vraiment effective en vue d'instruire le prolétariat et de le préparer à entrer avec foi et conviction dans les organisations syndicalistes. Mais à partir de 1915, sous l'influence de causes diverses que nous aurons l'occasion d'examiner un peu plus tard, le mouvement syndicaliste prend une ampleur et une extension étonnantes. Les renseignements que nous trouvons à ce sujet dans l'ouvrage de E. G. Solano, *le Syndicalisme dans la théorie et dans la pratique*, et dans une série d'articles parus au mois d'août 1920 dans le journal la *Correspondancia Militar*, sous la signature de Francisco Veraz, sont particulièrement curieux et intéressants.

Barcelone fut le centre du mouvement syndicaliste. De tout temps, l'esprit d'association avait été très fort non seulement dans les milieux ouvriers de la capitale catalane, mais encore parmi la classe moyenne. Nombreuses étaient les sociétés de prévoyance et de secours mutuel. La Catalogne devait être naturellement la terre de prédilection pour les organisations syndicalistes. Le but poursuivi par les dirigeants fut la création du syndicat unique, c'est-à-dire l'union en un seul syndicat de tous les métiers d'une branche quelconque de l'industrie. Jusque-là les sociétés fonctionnaient séparément sans se préoccuper le moins du monde les unes des autres. Elles étaient jalouses de leur autonomie. Il y avait intérêt à les grouper. A ce point de vue, le syndicat unique représentait « le maximum de puissance et de résistance » nécessaires pour faire aboutir les revendications. Mais, dans l'esprit des syndicalistes, il était destiné surtout à être une sorte de « préparation collective professionnelle » aux transformations sociales à venir. La « capacité collective professionnelle » serait une garantie pour les autres classes de la société.

La tâche des syndicalistes ne fut pas toujours aisée. Mais, grâce à une propagande intense, grâce aussi aux succès obtenus dans des luttes partielles contre le capital, les masses ouvrières finirent par se rendre compte de l'importance de l'union. Enfin, le premier congrès de la Confédération nationale du Travail, en juin 1918, décida la création du syndicat unique. Le premier syndicat vraiment puissant à Barcelone qui se transforma en syndicat unique fut celui des travailleurs du bois. Narciso Vidal, son frère et Manuel Buenacasa, précédemment expulsé de France, avaient été l'âme de ce groupement. Leur programme, c'était l'action directe.

« Nous devons lutter avec toutes les armes, disaient-ils à la veille du congrès syndicaliste. Notre devoir est de recourir à tous les moyens possibles. Rien ni personne ne doit nous arrêter; et puisque, comme l'ont dit nos maîtres, « l'émancipation du prolétariat doit être l'œuvre du prolétariat lui-même », nous espérons que le congrès acceptera comme bases de l'action directe le sabotage dans tous les domaines, le boycottage rigoureusement appliqué, la grève générale indéfinie par esprit de solidarité et révolutionnaire, la lutte directe contre le capital sans intervention des autorités. Afin de pouvoir arriver à mettre en pratique ces quatre points de l'action directe, nous proposons que tous les syndicats se transforment en syndicats uniques. »

La proposition fut adoptée par le congrès et le programme d'action directe ne resta pas lettre morte. Il fut mis de suite en exécution. Déjà, dès le mois d'août 1917, les dirigeants du syndicat avaient eu l'idée de former les fameux « groupes rouges » qui devaient avoir pour mission de faire réussir les grèves. Un conflit éclatait-il dans une branche quelconque, un de ces groupes se présentait à la fabrique ou à l'usine et imposait ses conditions par la force. Lorsque l'intimidation ne suffisait pas, il avait recours au revolver. Il en fut ainsi lors d'une grève des typographes. Les « groupes rouges » étaient également chargés de faire entrer de force les ouvriers dans les syndicats. Il fallait, coûte que coûte, recruter des adhérents. Et pour cela tous les moyens étaient bons, même les plus violents. C'étaient là des procédés d'anarchistes et un acheminement vers le terrorisme. Il allait s'exercer tout

d'abord contre les patrons. Le premier attentat eut lieu à l'occasion de la grève des travailleurs du bois. Au cours d'une de leurs réunions, les patrons avaient décidé de résister jusqu'au bout et de ne tolérer aucune intervention extérieure pour la solution du conflit. Trois jours après, l'assassinat d'un des patrons ouvrait la série des représailles ouvrières. Tous les auteurs du crime furent arrêtés dans la même nuit. Une condamnation rigoureuse, exemplaire, s'imposait; on avait des preuves écrasantes. Mais les accusés avaient derrière eux le syndicat tout entier. Ce dernier mit les autorités en demeure d'avoir à relâcher les inculpés dans les vingt-quatre heures, faute de quoi l'on ne reprendrait pas le travail. Sous la pression gouvernementale, la justice ne fit pas son devoir. Et ce fut le premier triomphe du pouvoir occulte du syndicat sur la morale, la force et le droit de l'État et de la société. La faiblesse du gouvernement, en cette circonstance décisive, devait avoir par la suite les conséquences les plus désastreuses.

Ainsi l'audace des initiateurs du mouvement syndicaliste, la pusillanimité des ouvriers, qui ne surent pas résister à la pression des terroristes, l'égoïsme enfin et l'intransigeance des patrons furent les trois facteurs principaux des premiers succès syndicalistes à Barcelone. Ces succès ne devaient pas s'arrêter là. Le mouvement était donné ; il ne restait plus qu'à suivre dans la même voie. En adoptant les mêmes procédés, on continuerait à avoir raison de la résistance de la classe patronale. Aussi, dès le début de 1919, l'organisation syndicale à Barcelone était-elle parfaitement montée. Elle n'attendait que l'occasion de montrer son pouvoir et sa force. Entre temps elle allait chercher de nouveaux terrains de lutte. La situation était propice. La campagne que les anarchistes et les révolutionnaires avaient organisée à travers l'Espagne, le malaise chaque jour plus grand parmi les prolétaires de la péninsule, et l'annonce du coup d'État spartakiste en Allemagne poussaient le comité de la Confédération nationale du Travail à commencer une propagande active dans les centres déjà acquis aux idées socialistes.

L'Andalousie et les régions du Levant (c'est-à-dire toute la côte méditerranéenne à partir de Valence) étaient les mieux préparées à recevoir le virus révolutionnaire et à le déve-

lopper, car, entre autres causes, elles avaient toujours été les foyers de l'anarchie. La Fédération de Barcelone envoya donc en Andalousie ses meilleurs propagandistes : Pestaña, Molins, Salvador Segui, Buenacasa et Miranda. Ces derniers organisèrent des meetings à Séville et dans les autres villes de la province. Les anarchistes andalous, en particulier ceux du groupe « le Producteur », leur prêtèrent leur concours le plus effectif ; mais tout en acceptant le syndicalisme comme un moyen de lutte, ils déclaraient explicitement que, entre l'anarchie et le syndicalisme, ils n'hésitaient pas à opter toujours pour l'anarchie. On distribua en même temps des brochures par milliers. La conséquence de cette propagande active fut la création de nouveaux syndicats et une organisation plus parfaite de ceux qui existaient déjà. Les résultats furent particulièrement sensibles à Jérez, grâce à l'action de Sébastian Olero du groupe « la Jeunesse progressiste », à « la Linea » où le syndicat naval, composé surtout d'ouvriers des arsenaux de Gibraltar, et le syndicat du charbon furent les auxiliaires précieux des missionnaires catalans, à Algésiras enfin où fut créée une « école rationaliste » dont la direction fut confiée à un certain Rafael Cordón. Pour entretenir le feu sacré parmi les nouveaux adhérents, on fonda à Séville une filiale du journal *la Solidarité ouvrière* de Barcelone. Les articles et manifestes publiés dans ce nouvel organe furent d'une violence extrême. Tel fut le point de départ de la Confédération régionale d'Andalousie qui, actuellement, constitue une force redoutable et une menace sérieuse pour la paix de l'Espagne.

Dans les régions du Levant, la propagande ne fut pas moins active. Elle fut également couronnée de succès. Ce fut l'œuvre du germanophile Eusebio Carló, soi-disant professeur rationaliste, et connaissant parfaitement tous les foyers révolutionnaires d'Europe. Il commença sa campagne dans l'organe local, *la Guerre sociale*. Il la poursuivit dans une série de meetings au cours desquels il réussit à créer le syndicat unique des travailleurs du bois et les « groupes rouges » chargés de terroriser le pays pour aider au développement du syndicalisme. La lutte fut des plus violentes. Il fallait compter avec les syndicats catholiques très puissants dans la région.

Mais le syndicalisme s'assura l'avantage, d'une façon sanglante, à l'occasion de la grève des ouvriers de l'Union espagnole des phosphates.

A Alicante, l'œuvre des syndicalistes fut beaucoup plus facile. Il y eut bien des rencontres sanglantes, mais là les socialistes étaient forts. La collaboration des groupes anarchistes de la province, ainsi que du groupe « l'Avenir » d'Alcoy contribua à assurer le succès des propagandistes et la formation de la fédération locale qui devait plus tard adhérer à la Confédération nationale.

Mais en Andalousie, comme dans les régions du Levant, la campagne syndicaliste ne se limita pas aux seuls centres industriels. Elle chercha aussi à atteindre les travailleurs de la terre. Aussi la propagande fut-elle très intense parmi la classe paysanne. La question agraire, toujours en suspens, permettait une action directe, susceptible de réaliser l'union des ouvriers et des paysans dans la lutte contre la capital sous toutes ses formes. La misère, l'insuffisance des salaires laissaient espérer que l'appel syndicaliste aurait un retentissement profond dans les milieux campagnards. On distribua partout une brochure intitulée : *La Révolution Russe : la terre à celui qui la travaille.* Il fallait, à tout prix, inculquer aux paysans et aux ouvriers agricoles andalous l'idée que la terre leur appartenait. Rien ne fut négligé pour cela et l'on peut juger de la violence de l'action syndicaliste par les termes mêmes du manifeste qui fut distribué dans les campagnes, lors de la nomination en Andalousie du général La Barrera en qualité de commissaire spécial du gouvernement. Voici ce manifeste :

Paysans ! Les années passent et nous continuons à être exploités d'une façon inique par une bourgeoisie méchante et entêtée qui veut profiter de l'arrivée de La Barrera pour renforcer encore plus les chaînes qui nous oppriment. Elle a soif de notre sang et cherche tous les moyens de nous obliger à le défendre au prix de notre vie. C'est nous qui créons tout, et tout nous est refusé. Nous demandons du pain et on nous donne de la mitraille. Nous désirons ardemment un peu de liberté, et l'on serre davantage nos fers, depuis qu'une vague de terreur blanche s'est déchaînée sur nos campagnes. Eh bien ! que leur volonté soit faite ! On veut la bataille ; nous l'engagerons sans aucune peur. A chaque acte de tyrannie de ce vice-roi, nous répon-

drons par un geste énergique et fort ; derrière ce despote, nous brandirons la torche divine qui purifiera tout, et il emportera, après lui, comme une malédiction éternelle, la lueur tragique des moissons en flammes. La terre est à nous, parce que nous l'arrosons de notre sueur. Emparons-nous-en et défendons-la jusqu'à la mort. Ce n'est plus l'heure des réclamations, des demandes. C'est l'heure où il faut « prendre ». Un peu de courage et nous entrerons en possession de ce qui nous appartient. Paysans, secondons nos frères russes et bientôt commencera l'ère de justice sociale que nous désirons tant.

Tous les manifestes étaient rédigés en des termes aussi violents. Le zèle des propagandistes fut vite récompensé. Dans la province de Cordoue, il se forma une association de paysans, véritable foyer de rébellion, chargée de mettre le feu aux moissons. Il en fut de même à Castro del Río et à Pueblo Nuevo del Terrible, où les comités de justice paysanne poursuivirent le même but. On n'a qu'à se rappeler les nombreux incendies qui ravagèrent, l'été 1919, les campagnes d'Andalousie. L'agitation était telle que, dans les meetings, les orateurs allaient jusqu'à dire aux rebelles : « Cet été, si vous le voulez, la terre sera à vous. Montrez une bonne fois que vous êtes des hommes et, avec l'aide de nos camarades de Barcelone, nous ferons la révolution sociale, et la répartition des terres deviendra un fait accompli. » Tout avait été préparé pour une révolution au mois de juin ; des armes avaient été distribuées. Grâce à son activité et à son énergie, le général La Barrera réussit à arrêter le mouvement.

Le syndicaliste Carló, dont nous avons déjà parlé, provoqua une agitation du même genre dans la région de Valence à l'époque de la récolte du riz. Il s'agissait d'obtenir des propriétaires une augmentation sérieuse des journées de travail.

« Il est préférable, disait Carló dans les meetings, que le riz pourrisse sur place plutôt que d'aider à le récolter moyennant d'aussi misérables salaires. Lorsque la bourgeoisie verra qu'elle est sur le point de perdre ses récoltes, elle vous fera des concessions. Ne démordez donc pas de vos revendications. »

Ainsi, dans les contrées du Levant aussi bien qu'en Andalousie, les syndicalistes firent un effort considérable, non seulement pour grouper les paysans et les ouvriers agricoles, mais encore pour entretenir chez eux l'esprit de révolte et les pousser dans la voie de la révolution.

L'œuvre syndicaliste devait s'étendre également jusqu'en Aragon. C'est encore la Fédération de Barcelone qui se chargea de trouver les propagandistes et de fournir les sommes nécessaires. Santolaria et quelques autres de ses camarades barcelonais organisèrent la fédération locale des sociétés ouvrières de Saragosse. Pestaña, Boal et Piera de la Confédération nationale vinrent les aider dans leur tâche et entreprendre une campagne antimilitariste des plus efficaces parmi les troupes de la garnison. Distribution de brochures, réunion dans les cabarets des environs de la ville, tout fut mis en œuvre pour créer dans les casernes un foyer de contagion révolutionnaire. Saragosse eut, elle aussi, ses « groupes rouges ». Mais, dans les débuts, le terrorisme ne fit pas beaucoup d'adeptes. Les premiers syndicalistes aragonais manquaient de l'enthousiasme et de l'esprit de sacrifice indispensables pour mettre en vigueur le régime des attentats. Il fallut envoyer de Barcelone des délégués avec la mission de fabriquer les bombes et de jouer le rôle d'initiateurs. Il est à croire que les hésitations du début ont disparu. L'esprit révolutionnaire semble avoir triomphé définitivement, car, depuis quelque temps, Saragosse est devenue, comme Valence et Barcelone, un centre d'attentats et un véritable foyer d'anarchie.

Il serait trop long d'examiner comment et dans quelle mesure le syndicalisme s'est développé dans les autres parties de l'Espagne ; nous constaterons seulement que ses progrès furent rapides dans tous les grands centres industriels et, en particulier, dans la région minière de Bilbao et dans la plupart des ports. Nous ne saurions prétendre apporter ici des chiffres exacts ; seule, la Confédération nationale du Travail est à même de connaître d'une façon à peu près précise le nombre de ses adhérents. Aussi nous contenterons-nous de reproduire les déclarations faites à ce sujet, le 4 septembre 1920, à un rédacteur du journal *El Sol* de Madrid par le syndicaliste notoire, Salvador Seguí, surnommé « Noy del Sucre » :

Les chiffres que je vais vous donner, disait-il, certains les trouveront probablement exagérés. Je puis vous assurer cependant qu'ils correspondent absolument à la réalité. Le syndicalisme fait des pro-

sélytes dans le monde entier jour par jour et heure par heure. L'Espagne ne pouvait se soustraire à cette invasion des idées. La Catalogne compte plus de 500 000 syndicalistes parfaitement organisés ; il y en a plus de 60 000 en Aragon. En Andalousie, le nombre en est supérieur à 160 000. Dans les régions du Levant, il s'élève à 180 000, en Galice à 55 000 environ. Dans les Asturies, il existe des noyaux importants ; dans la seule ville de Gijon, il y a de 13 à 15 000 affiliés. Je ne pourrais vous donner le chiffre des adhérents de la province de Biscaye, mais le syndicalisme y est très puissant. La Castille elle-même commence à entrer dans le mouvement, mais jusqu'à présent les prosélytes y sont moins nombreux que partout ailleurs; enfin en Estrémadoure, par suite du manque de propagande, il n'y a pas encore de véritables organisations ouvrières.

Quelques réserves que l'on puisse faire sur la valeur de ces déclarations, il n'en reste pas moins vrai que le syndicalisme en Espagne compte bien près d'un million d'adhérents. C'est un chiffre relativement très élevé, étant donné que l'industrie ne s'est vraiment développée dans ce pays que depuis la guerre. Mais beaucoup plus que dans le nombre de ses membres, la force de la Confédération nationale du Travail réside avant tout dans son organisation puissante, qui lui a permis d'imposer une orientation nouvelle, nettement révolutionnaire et de chercher à « absorber » le parti socialiste et l'Union générale des travailleurs.

La révolution bolchéviste devait avoir son retentissement en Espagne comme dans tous les autres pays. Le prolétariat russe venait de donner un exemple admirable. Il avait renversé le capitalisme et s'était rendu maître absolu de sa destinée, grâce à l'action puissante de chefs restés toujours fidèles à leur idéal et qui à leur audace et à leur énergie unissaient une connaissance solide des théories marxistes. Pour la première fois dans l'histoire, les classes opprimées occupaient enfin le pouvoir et s'employaient à créer une société nouvelle qui ne serait plus basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Au prolétariat du monde entier, elles montraient le chemin de la libération. Le triomphe du régime des Soviets ne pouvait manquer d'impressionner les éléments avancés du syndicalisme espagnol. Le vieux parti socialiste n'avait-il pas fait faillite? Depuis la guerre surtout, où il s'était mis ouvertement du côté des Alliés, que, par suite d'une erreur doctri-

nale profonde, il avait considérés comme les défenseurs de la démocratie, de la liberté et de la justice, il avait cessé d'être un parti ouvrier de la lutte prolétarienne pour se changer en un parti politique au service de la classe moyenne et d'une minorité pseudo-ouvrière imbue de préjugés bourgeois. Quant à ses leaders, ils avaient eu, vis-à-vis de la révolution russe, une attitude déloyable et franchement hypocrite. Ils avaient bien manifesté, au début, un certain enthousiasme pour le régime bolchéviste ; ils lui avaient même consacré quelques envolées lyriques. Mais bientôt ce fut, de leur part, le mutisme le plus complet jusqu'au jour où ils n'hésitèrent pas à le discréditer aux yeux de la classe ouvrière. Une trahison de ce genre, en des circonstances aussi graves pour le socialisme mondial, c'était le coup de grâce à la 2e Internationale. Les socialistes espagnols, comme les socialistes des autres pays, étaient donc dans l'alternative de choisir entre cette Internationale jaune et l'Internationale communiste qui rendait au prolétariat l'espérance en une réalisation prochaine de son idéal. Le congrès socialiste qui s'ouvrit à Madrid le 19 juin 1920 était appelé à décider. Son ordre du jour portait la question de l'adhésion à l'Internationale de Moscou. Il était à prévoir que les débats seraient longs et passionnés, car partisans et adversaires de la 3e Internationale avaient depuis longtemps déjà manifesté publiquement et expliqué leur façon de penser à ce sujet. Les leaders socialistes avaient déclaré qu'ils proposeraient au congrès de ne pas rompre avec la 2e Internationale, car la rupture aurait pour conséquence l'isolement du parti socialiste espagnol. De leur côté, les extrémistes avaient lancé plusieurs manifestes dans lesquels, après avoir jugé sévèrement l'œuvre des anciens leaders, ils se prononçaient catégoriquement pour la 3e Internationale. Voici quelques passages du manifeste adressé le 15 août 1920 au prolétariat par le comité national des jeunesses socialistes d'Espagne :

Un parti socialiste orienté de plus en plus vers l'opportunisme et le parlementarisme stérile et trompeur, un syndicalisme ébranlé et dont il est urgent de recueillir et d'organiser les éléments révolutionnaires : tout cela rend impérieusement nécessaire la création immédiate du parti communiste espagnol... Le parti communiste a comme unique

fin la révolution sociale ; il rejette tout programme minimum ; de l'action politique, il fait une plate-forme de propagande et d'attaque contre la bourgeoisie ; sur les ruines du régime parlementaire et de la démocratie bourgeoise, discrédités à jamais, il établit le régime soviétique, seul capable de réaliser la dictature du prolétariat... Le moment est venu. La 3e Internationale nous attend. Avec elle nous serons toujours pour la victoire du prolétariat, pour la dictature ouvrière, pour le régime des Conseils d'ouvriers, pour la société communiste...

A la veille du congrès, le comité national du parti communiste, récemment créé, lançait aux socialistes espagnols un dernier appel en faveur de l'Internationale de Moscou :

Abandonnez définitivement les partis socialistes corrompus ; votre place est à côté du prolétariat russe... Camarades, que l'affection et le respect pour les vieux leaders ne l'emportent pas sur votre sincérité révolutionnaire. On veut amener le prolétariat espagnol aux côtés des socialistes majoritaires allemands, des ex-ministres socialistes qui dirigèrent le carnage européen, des assassins de Liebknecht et de Rosa Luxembourg ; camarades, venez dans nos rangs !

Au cours des discussions violentes qui eurent lieu pendant le congrès, les leaders socialistes firent un suprême effort pour rallier la majorité et éviter une rupture définitive avec la 2e Internationale. C'est ainsi que, tout en affirmant sa profonde sympathie pour la révolution russe, Pérez Solis déclarait que la 3e Internationale était seulement une manifestation de la révolution russe ; elle n'était pas toute la révolution, et elle ne représentait pas la perfection pour le socialisme. Il faut, disait-il, chasser du temple ces socialistes qui promènent à travers l'Europe leurs uniformes grotesques de ministres ; mais pour cela, il convient de rester dans la 2e Internationale. Dans l'Europe occidentale, il n'y aura pas de révolution possible, tant que le prolétariat anglais ne se sera pas emparé du pouvoir ; mais une fois que cet événement aura eu lieu, la révolution sera inévitable partout. Les révolutions, ajoutait-il, ne se font pas au gré de notre fantaisie ; pour que la révolution pût triompher en Russie, il fallut un siècle de terrorisme gouvernemental et de terrorisme libérateur, des martyrs, des persécutions, une révolution libérale, une guerre impopulaire, la décomposition du tsarisme, une administration pourrie, la désorganisation

de la bourgeoisie, la faim, et l'armée qui courut se joindre au peuple. « Révolution ou réformisme : il faut choisir. Je connais les réalités de mon pays et, malgré tout le verbalisme révolutionnaire, je ne crois pas à la capacité révolutionnaire du peuple espagnol. »

Ce fut l'opinion exprimée également par le délégué des Asturies, Llaneza.

« Il faut se rendre compte, dit-il, de ce que représente l'adhésion à la 3e Internationale; ce n'est rien de moins, à mon avis, que faire tous les jours et à tout instant une œuvre révolutionnaire pour inculquer à l'ouvrier espagnol l'esprit de sacrifice qui lui permette de supporter les amertumes de l'existence actuelle sans penser aux améliorations partielles pour lesquelles il lutte aujourd'hui, et lui faire garder toutes ses énergies pour le moment où on le croira apte à faire la révolution. Mais je dois vous dire que l'ouvrier espagnol, malheureusement, n'est pas encore capable de poursuivre jusqu'au bout une révolution quelconque... »

Toutefois les considérations judicieuses de Pérez Solis et de Llaneza, pas plus que les discours de Prieto, Besteiro et Fernando de los Ríos, n'eurent pour effet de ramener les esprits dans le chemin de la vieille doctrine socialiste. Par 8 000 voix contre 5 000 et près de 2 000 abstentions, le congrès décidait l'adhésion à la 3e Internationale.

Ainsi une profonde transformation venait de se produire au sein du parti socialiste espagnol. Il n'était plus question de suivre « un chemin d'évolution », mais d'entreprendre, selon le texte de la déclaration de principes du congrès, une œuvre « profondément révolutionnaire ». Les conquêtes partielles, le programme minimum et l'action parlementaire passaient au second plan. On allait créer de nouveaux organismes, conseils d'usines et de fabriques, conseils de paysans, et un conseil économique national. C'était le triomphe des éléments extrémistes de la Confédération nationale du Travail, du parti communiste sur les vieux leaders socialistes. Désormais le syndicalisme prenait la direction du parti socialiste espagnol.

Mais, en même temps que le congrès extraordinaire socialiste, se tenait à Madrid le congrès de l'Union générale des

travailleurs, groupement absolument distinct de la Confédération nationale du Travail et de principes tout différents, puisqu'il reconnaissait l'action politique et parlementaire comme le seul moyen efficace pour lutter contre les pouvoirs publics et contre le capital. Les décisions prises par les délégués du congrès de l'Union des travailleurs ne furent nullement révolutionnaires. La proposition faite par un des congressistes de discuter la question de l'adhésion à la 3e Internationale était repoussée, et par 110 902 suffrages contre 17 919 et 3 910 abstentions, le congrès décidait de rester dans la 2e Internationale. Par suite de ce vote, les anciens chefs du parti socialiste espagnol, Besteiro, Largo Cabellero, Iglesias, restés fidèles à l'Internationale d'Amsterdam, étaient amenés naturellement à prendre la direction de cette Union générale des travailleurs.

C'était la scission. Et l'avenir du prolétariat espagnol semblait gravement compromis. Des deux côtés l'on ne tarda pas à se rendre compte de la nécessité qu'il y avait à grouper toutes les forces prolétariennes dans un vaste programme d'action socialiste. L'Union générale des travailleurs fit les premières avances. Vers la fin du mois d'août, elle écrivait au comité de la Confédération nationale pour lui manifester son désir de voir tous les travailleurs réunis au plus tôt en un seul organisme national. Dans sa réponse du 1er septembre, le comité de la Confédération faisait d'abord ses réserves. Il déclarait n'être pas dupe de la manœuvre par laquelle l'Union des travailleurs voulait tenter de faire croire aux ouvriers qu'elle était la seule à proposer la fusion. Toutefois, pour bien prouver son égal désir d'arriver à un accord, il proposait à son tour de nommer une commission composée de trois membres de chaque groupement, qui serait chargée de se prononcer sur la possibilité et les modalités de la fusion. Les pourparlers aboutissaient et la commission en question se réunissait aussitôt. Les discussions ne furent pas longues, car le 3 septembre, elle adressait à tous les travailleurs un manifeste annonçant qu'une alliance était signée entre l'Union générale des travailleurs et la Confédération. Les gouvernements, était-il dit dans ce manifeste, ont toujours été aux ordres de la Fédération patronale. Ils ont suspendu les garanties

constitutionnelles afin de fermer les syndicats ; ils ont poursuivi avec acharnement et jeté en prison les ouvriers pour le seul délit de s'être réunis en associations ; ils ont suspendu nos organes de presse, supprimé les jurys et mis en vigueur le système criminel des déportations ; ils ont enfin autorisé et sanctionné l'armement de la bourgeoisie. « Nous ne saurions rester plus longtemps impassibles et divisés. Nous devons mettre un terme à nos dissensions et à nos luttes. La première chose à obtenir, en ce moment, c'est — bien que cela paraisse un paradoxe — le retour à la légalité constitutionnelle. Nous autres, ennemis déclarés de la société bourgeoise, nous nous posons en défenseurs de ses lois. Les comités de l'Union générale des travailleurs et de la Confédération nationale du Travail ont cru d'une nécessité urgente — en attendant de discuter le problème plus délicat d'une fusion complète — de signer une alliance pour s'opposer aux progrès de la réaction capitaliste et de déclarer qu'aucune lutte ne sera efficace sur ce terrain si les efforts des deux organismes n'obéissent pas aux mêmes directives... A partir d'aujourd'hui l'action de toutes les organisations ouvrières sera homogène. Elle sera dirigée contre la bourgeoisie et le gouvernement. Nous avons signé un pacte pour un but déterminé ; nous sommes sûrs du succès. Toutefois nous n'abandonnons pas les principes grâce auxquels nous pourrons réaliser un jour un régime social d'où seront exclues toute tyrannie et toute injustice. »

Le pacte en question provoqua les premiers jours, dans toute l'Espagne, un véritable affolement. Rien, en effet, ne faisait prévoir l'alliance des deux organisations. Elle paraissait même impossible, étant donnée l'attitude que chacune d'elles avait prise au cours des derniers congrès. Aussi, dans la presse, les commentaires allèrent-ils leur train. On rechercha les causes immédiates qui avaient amené la formation du bloc des travailleurs. Pour les journaux de l'opposition, c'était la politique incohérente et inepte de M. Dato qui avait déchaîné l'animosité de la classe ouvrière et poussé celle-ci à s'unir dans sa lutte contre la bourgeoisie. Parmi les organes conservateurs, certains critiquaient également les méthodes gouvernementales. L'*Acción* invitait le président du Conseil

à en finir avec les oligarchies qui, dans le parti conservateur, font passer leur intérêt personnel avant les intérêts du pays. Quant au *Debate* il constatait que l'anarchie qui règne dans les sphères dirigeantes était la cause de tout le mal.

Mais ce qui préoccupait surtout l'opinion espagnole, c'étaient les conséquences possibles de cette union. Ne serait-elle pas le point de départ d'une action décisive contre le régime capitaliste ? Le prolétariat espagnol n'allait-il pas se préparer à engager la bataille définitive?

L'union des deux grands groupements ouvriers, lisait-on dans *el Dia* du 6 septembre, marque une date d'une gravité indiscutable dans l'histoire politique de l'Espagne. C'est qu'il s'agit moins, à proprement parler, d'union que d'absorption des socialistes par les syndicalistes. Les ouvriers organisés fusionnent pour lutter contre les patrons et dans le but plus lointain d'implanter le régime de la dictature du prolétariat. Aussi n'avons-nous pu nous empêcher de sourire en lisant dans leur Manifeste qu'ils s'alliaient pour obtenir le rétablissement des garanties constitutionnelles et le respect des lois qui protègent l'existence des organisations ouvrières.

De son côté, tout en reconnaissant que l'accord conclu entre l'Union et la Confédération pouvait avoir d'excellents résultats, le député socialiste Indalecio Prieto estimait cependant qu'une fusion aussi rapide risquait d'être préjudiciable aux deux groupements. Les événements lui ont donné entièrement raison. En effet, à la suite des mesures de répression prises par le gouvernement, la Confédération nationale du travail décidait, au mois de décembre 1920, de déclarer une grève générale de protestation dans toute l'Espagne. Elle fit appel à l'Union des travailleurs. Mais cette dernière refusa de la seconder. Elle préféra consacrer tous ses efforts à la préparation de la lutte électorale. C'était la fin du pacte d'alliance du 1er septembre.

Entre temps une délégation était envoyée à Moscou pour connaître les conditions dans lesquelles le parti socialiste espagnol serait admis dans la 3e Internationale. Le 15 janvier dernier, le comité national du parti se réunissait à Madrid pour entendre le rapport de ses délégués Anguiano et Fernando de los Rios. Les conditions de Moscou mises aux voix étaient repoussées par neuf voix contre trois. Le

congrès extraordinaire, qui se réunit le 9 avril pour fixer l'orientation définitive du socialisme espagnol ratifia les décisions prises par le Comité national. Par 8 805 voix aux reconstructeurs contre 6 025 aux éléments du centre, il se prononçait contre l'adhésion sans conditions à l'Internationale communiste. Adhérant en principe à la révolution russe, il refusait de souscrire aux 21 conditions et se réservait le droit d'adhérer au moment qui lui semblerait le plus opportun. En Espagne, comme dans les autres pays d'Europe, c'était la scission au sein du parti socialiste.

Nous venons d'examiner les différentes étapes du syndicalisme espagnol. Nous avons montré comment il s'est développé peu à peu et cimenté en quelque sorte par une propagande intense d'abord, par le terrorisme ensuite, comment, ces derniers temps, il a réussi à prendre une orientation nettement révolutionnaire. Il nous reste à indiquer les causes essentielles de ce mouvement révolutionnaire et ses conséquences possibles pour l'avenir politique et social de l'Espagne.

***

D'après certains organes du parti conservateur, le mouvement actuel aurait des origines purement internationales. Le bouleversement social causé par la guerre, lisait-on dans la *Epoca*, a eu sa répercussion dans tous les pays. La dictature du prolétariat, réalisée en Russie, s'est présentée tout de suite aux travailleurs espagnols comme l'idéal à atteindre. Ainsi l'agitation anarchiste et révolutionnaire serait, avant tout, en même temps qu'une conséquence de la guerre, le résultat de la contagion bolchéviste. La catastrophe européenne, le mirage soviétiste ont contribué, sans doute, nous allons le voir, à fomenter l'agitation en Espagne. Mais on ne saurait oublier qu'il y a à tenir compte de l'état du pays. « La révolution dans les pays étrangers, déclarait Lénine au journaliste anglais Ransome, ne dépend pas de la propagande. Il faut avant tout que ces pays se trouvent dans les conditions voulues ; sans quoi aucune espèce de propagande ne pourrait hâter la révolution. »

Pour des raisons d'ordre économique, social et politique, l'Espagne était dans les conditions nécessaires pour recevoir les ferments révolutionnaires. Les cinq années de guerre fournirent à l'industrie et au commerce espagnols l'occasion de prendre un essor considérable. Le ravitaillement des nations belligérantes réveilla les énergies et les appétits. Le moment était propice pour réaliser de gros bénéfices. La production d'articles de toute sorte s'accrut dans de grandes proportions. Mais l'exportation absorba non seulement toutes les disponibilités, mais encore une partie des produits indispensables aux besoins des habitants. Le résultat fut une augmentation du prix de la vie et un accroissement de la misère dans le pays. Pendant que la classe bourgeoise édifiait des fortunes scandaleuses, les conditions d'existence de l'ouvrier, loin de s'améliorer, devenaient de plus en plus difficiles, car les salaires n'augmentaient pas en rapport avec la cherté de la vie. Par ailleurs, dans les campagnes, la production diminuait en raison du manque de main-d'œuvre. Les ouvriers agricoles délaissaient la terre pour l'usine qui rétribuait leur travail beaucoup mieux que les propriétaires terriens. Depuis la fin des hostilités, la situation n'a fait qu'empirer. La crise alimentaire est chaque jour plus aiguë. Les protestations contre le prix des denrées, du pain en particulier, s'élèvent avec une violence toujours croissante. Des désordres ne cessent d'éclater un peu partout. La faim oblige les travailleurs à s'expatrier et l'émigration a pris, ces derniers temps, les proportions d'un véritable péril national. Par ce qui précède, il est facile de comprendre qu'une agitation profonde ait soulevé les classes ouvrière et paysanne d'Espagne. La misère n'est-elle pas le terrain par excellence pour les menées révolutionnaires?

D'autre part, la bourgeoisie espagnole par suite d'un aveuglement incompréhensible, ne paraît pas se rendre compte de l'imminence et de la profondeur de la crise sociale. Toujours imbue de ses préjugés, elle est persuadée qu'il ne s'agit que d'accidents passagers, qui ne mettent pas en jeu les bases fondamentales de la société et de la civilisation. L'organisation sociale actuelle, issue du droit divin, leur semble inébranlable. Conservateurs, capitalistes croient ou affectent de croire que la vie humaine n'est pas possible sans le respect

des hiérarchies séculaires et des privilèges de caste. Pour eux, la tradition garde toute sa force.

En même temps, la classe patronale persiste dans son égoïsme féroce et montre une incompréhension totale des conditions nouvelles du travail et de ses rapports avec le prolétariat ouvrier. Elle continue à considérer la vieille organisation industrielle comme un admirable système qu'il serait vain de prétendre changer ou améliorer. Liberté du travail signifie pour les patrons le droit de choisir les ouvriers les plus dociles et les plus soumis, d'exercer des représailles après une grève et de faire dans leur usine ce que bon leur semble. C'est l'absolutisme industriel dans toute sa rigueur. Ils ne comprennent pas que cet absolutisme a fait son temps et que dans le monde entier la lutte s'est engagée pour lui substituer une sorte de « constitutionnalisme » destiné à diminuer les pouvoirs jusque-là illimités des dirigeants capitalistes. De plus, dans un très grand nombre d'usines, on en est encore aux vieux procédés de fabrication. Depuis des années, par esprit de routine et d'économie, on n'a rien fait pour adopter un outillage moderne, susceptible à la fois d'améliorer les conditions du travail et d'accroître la production. Or l'ouvrier espagnol, suivant les déclarations récentes du syndicaliste Seguí, veut définitivement sortir de sa situation d'infériorité vis-à-vis des ouvriers des autres pays et acquérir les mêmes avantages matériels et moraux.

Dans ces conditions, les conflits entre le capital et le travail devaient présenter, dès le début, ce caractère de violence qu'ils n'ont pas cessé d'avoir jusqu'à ce jour. Des deux côtés la force est érigée en règle de conduite. La Fédération patronale et l'Union des travailleurs se dressent l'une contre l'autre dans une lutte sans merci. Les capitalistes ne paraissent pas avoir compris la nécessité de faire volontairement des sacrifices partiels, car c'est là, pour les classes possédantes, le seul moyen d'éviter le sacrifice total et forcé de leur avoir. Aussi leur intransigeance et leur égoïsme expliquent-ils en partie la gravité de la crise actuelle.

Plus encore que le malaise économique et les préjugés de classe, la politique est responsable de l'extension prise par le mouvement révolutionnaire. Dans cette lutte entre le

capital et le travail, quelle a été l'action des différents gouvernements? Dans tous les pays, l'intervention de l'État tend à devenir de plus en plus grande pour aplanir les conflits sociaux, trouver les solutions équitables et modifier enfin les lois en vigueur dans le sens des réalités nouvelles. En Espagne, l'intervention de l'État a été le plus souvent néfaste. Toute la politique espagnole pourrait se résumer en ceci : pour les partis de l'opposition, conquérir le pouvoir et, dans ce but, créer le plus de difficultés possibles aux gouvernants du jour ; pour ces derniers, rester en fonctions à n'importe quel prix et jusqu'au sacrifice de la justice, de la dignité et même de l'intérêt national. Pour cela, l'essentiel est de maintenir l'ordre public et de le rétablir, dès qu'il est troublé, rapidement et par tous les moyens. S'agit-il de grève, le gouvernement n'hésitera pas, suivant les circonstances, à obliger les patrons à faire des concessions même injustes. D'autres fois, il aura recours à la force pour réprimer avec la dernière violence des réclamations fondées en justice ; il ira même jusqu'à mettre en vigueur le système des déportations contre les syndicalistes par trop remuants. Peu importe que les solutions adoptées portent le germe de conflits ultérieurs plus graves. L'ordre est momentanément rétabli. Cela suffit. La tâche du gouvernement est terminée, dès que la police ou l'armée se sont rendues maîtresses de la situation. Pour ce qui est de prévoir les conflits, d'en chercher les remèdes, de remplir le rôle de conciliateur entre les deux partis, on ne s'en préoccupe guère. Ainsi, en Espagne, gouverner, c'est ou bien transiger, ou bien user de répressions le plus souvent injustes ou maladroites. Et qu'il s'agisse des dirigeants libéraux ou conservateurs, la méthode est la même. Entre les uns et les autres, pas de différence essentielle. Seules les personnes changent ; les procédés sont identiques. C'est le règne de « l'opportunisme », fondement d'une politique qui a pour unique devise : durer.

On comprend dès lors le mépris à la fois des capitalistes et des travailleurs pour ces politiciens qui « gouvernent sans savoir gouverner » ; car, dans les circonstances actuelles, occuper le pouvoir sans gouverner, n'est-ce pas une véritable usurpation? De là aussi l'indifférence en matière de

politique de la masse neutre et inerte ; or, comme on l'a dit, cette indifférence est la préparation du bolchévisme.

Dans un pays arrivé à ce point de désorganisation politique, sociale et économique, le terrain ne pouvait être que favorable au développement de l'esprit révolutionnaire. L'Espagne devenait un champ admirable de propagande des doctrines communistes. Parfaitement au courant de la situation internationale, les dirigeants de Moscou firent le nécessaire pour organiser cette propagande. Vers la fin de 1918, arrivait à Barcelone, avec des papiers en règle visés par le comité du Soviet de Moscou, la première délégation bolchéviste, composée de Elena Kasffelki, Tinikof et du docteur Turoskof. Les représentants des commissaires du peuple se mettaient aussitôt en campagne. Dans la capitale catalane, Elena Kasffelki entra en relations avec le syndicaliste Buenacasa, qu'elle avait connu à Paris, et avec un anarchiste du groupe « Galileo ». A Madrid elle eut des entrevues avec Miguel Pascual, Lamoneda, Garcia Cortés et le tailleur Cordovés qui, pendant la guerre, sous des dehors francophiles, avait toujours été au service de l'Allemagne. De Madrid elle alla à Séville, à Cadix et de là à Lisbonne où elle s'embarqua pour Amsterdam. Quant au docteur Turoskof, il fut en relations à Barcelone avec Angel Pestaña et Piera. Le résultat de cette tournée de propagande fut la création dans tous les centres industriels d'organes révolutionnaires à tendances nettement communistes. Ce furent le *Maximaliste* à Barcelone, le *Communiste* à Saragosse, le *Soviet* à Madrid. Des feuilles du même genre furent publiées à Mieres, à la Corogne, à Pueblo Nuevo del Terrible, Huelva, Jérez de la Frontera et dans d'autres villes. La campagne fut extrêmement violente. On peut s'en rendre compte par quelques passages d'un article paru dans le dernier numéro du *Soviet de Madrid*. C'était un appel aux ouvriers sans travail et aux révolutionnaires.

Plutôt que de demander l'aumône, volez ; plutôt que de mourir, tuez... Nous sommes saturés de raisons, mais nous avons soif de sang ; notre intention n'est pas de lancer ceux qui souffrent à l'assaut des bibliothèques ; nous voulons nous mettre à leur tête pour leur dire : ce qu'il y a dans cette banque est à vous, volez-le. Dans cette église,

l'on conserve les chaînes dont on s'est servi contre vous pendant des siècles, détruisez-les ; ces palais sont les demeures de ceux qui vous exploitent, pillez-les.

Fin décembre 1919, un nouveau délégué bolchéviste, Borodin, arrivait en Espagne, accompagné de son secrétaire, un Sud-Américain du nom de Ramirez. Le but de son voyage, c'était l'organisation d'un parti communiste. Pour cela, il entra en rapports avec les éléments de gauche du parti socialiste. Au cours des réunions qui eurent lieu, Borodin poussa les extrémistes à quitter le parti socialiste. Mais ses tentatives furent vaines. Voyant que les groupes de gauche n'étaient pas disposés à accepter les principes et la tactique de la 3e Internationale, il s'aboucha avec l'instituteur Merino Gracia et le groupe des jeunesses socialistes qui avait toujours manifesté une vive sympathie pour la Russie des Soviets. Ses démarches furent couronnées de succès. En effet, vers le milieu du mois d'avril dernier, le groupe des jeunesses socialistes se transformait en parti communiste espagnol.

Cette action des délégués bolchévistes n'eut pas sans doute une influence décisive, mais elle n'en contribua pas moins à provoquer les idées révolutionnaires et à exciter les passions grâce au mirage des prétendus avantages du régime des Soviets.

Par ailleurs, la propagande bolchéviste devait avoir un retentissement profond chez un peuple qui, par tant de côtés, rappelle le peuple russe. Bien que très éloignées, l'Espagne et la Russie se touchent néanmoins, parce qu'elles ont subi l'une et l'autre l'influence de l'Orient qui les a marquées d'une empreinte indélébile. Chez les deux peuples, c'est le même fatalisme qui se traduit par des dictons populaires identiques : « *ya se arreglará eso* », « *fsio proidiot* » ; tout s'arrangera. C'est la même passivité des masses inertes et illettrées ; c'est, du haut en bas de l'échelle sociale, la même « paralysie de l'action », avec un goût inné pour la rêverie et les vaines palabres. C'est aussi, chez l'aristocratie espagnole, l'égoïsme farouche, l'inconscience et l'imprévoyance qui provoquèrent en Russie la chute du tsarisme. C'est enfin la même faiblesse du sentiment national, émoussé en Espagne par les querelles régionalistes. Les analogies sont si frappantes que telle ou

telle description de la Russie politique prébolchéviste paraît être un fragment de l'histoire politique de l'Espagne. Elles n'avaient pas échappé à Trotski que ses pérégrinations à travers l'Europe avaient parfaitement renseigné sur la situation intérieure des différents pays. Aussi, dans un meeting à Moscou, déclarait-il qu'après la Russie, l'Espagne était le pays le mieux préparé pour y implanter le régime bolchéviste.

***

Tel est le mouvement révolutionnaire qui peut précipiter l'Espagne dans la plus grave des transformations sociales. Les forces socialistes, il est vrai, sont actuellement divisées. L'Union générale des Travailleurs, la Confédération Nationale du Travail, avec ses trois tendances distinctes, l'une purement anarchiste, l'autre syndicaliste conservatrice, la troisième syndicaliste révolutionnaire, connu sous le nom de Parti communiste ouvrier, agissent isolément. Mais le parti communiste espagnol avec son nouvel organisme, l'Internationale syndicale rouge, prêche, avec une extrême vigueur, une action d'ensemble politique et économique, la réalisation totale du programme bolchéviste. Tout laisse prévoir la fusion prochaine de ce parti et du groupe syndicaliste révolutionnaire, ainsi que l'application du système du « noyautage » au sein de l'Union générale des Travailleurs.

En attendant la situation n'a pas cessé de s'aggraver du fait de la crise profonde de l'industrie, de l'extension du chômage et de la question si importante des tarifs. Pendant ce temps, les capitalistes ont persisté dans leur égoïsme; les sphères dirigeantes, toujours aussi attachées à leurs vieilles méthodes de politique, ont continué à ne pas gouverner. Les uns et les autres finiront-ils par entendre les avertissements terribles que leur donnait dans le *Liberal* le savant et illustre professeur Miguel de Unamuno?

Aujourd'hui l'on entend un grondement souterrain qui résonne chaque jour davantage et qui annonce un tremblement social, un craquement, un véritable déluge ! Et l'on ne fait rien pour préparer une digue et canaliser les eaux qui menacent de tout engloutir... Crise, décrets, dissolution des Cortès; tout cela pouvait avoir un sens aux

temps où en Espagne on faisait vraiment de la politique. Mais aujourd'hui on n'en fait plus. Il tonne sur les trônes. Et il y a des Pharaons que Dieu paraît avoir rendus sourds ! Et l'on dirait qu'ils se bouchent les oreilles pour ne pas entendre le tonnerre et qu'ils s'étourdissent pour ne pas sentir que la terre tremble sous leurs pieds !

Le message de la couronne lu par le roi, à la séance de réouverture des Cortès du 4 janvier dernier, annonçait diverses réformes sociales et économiques, notamment des projets de loi sur les contrats du travail, les syndicats professionnels, et surtout un projet de répression des « crimes sociaux ». Mais les déclarations contenues dans le message sont restées lettre morte. Après de longues et stériles discussions, les Cortès se sont séparées sans avoir fait œuvre utile. Tout est à recommencer.

D'autre part, la lutte engagée par le gouvernement et la classe patronale contre les révolutionnaires, la fermeture des centres syndicalistes, les déportations, la terreur blanche n'ont pas eu de résultat décisif. Elles ne peuvent manquer, au contraire, d'aviver les haines de classes et d'accroître l'esprit de vengeance. Déjà, l'organe des communistes établit son livre d'or et tresse des couronnes à ses héros et à ses martyrs. Le ministre La Cierva déclarait, il y a quelque temps, que la solution des problèmes sociaux n'est pas dans la violence et dans le système des répressions. Elle ne semble pas être davantage, à l'heure actuelle, dans ce qu'il appelait la « compénétration chrétienne de toutes les classes » basée sur l'amour, la charité et la justice. Le cabinet Allendesalazar a été impuissant à apporter une solution quelconque à la crise sociale et économique. Il semble n'avoir eu à aucun moment une vision bien nette des véritables réalités sociales. Dépourvu de tout prestige, il s'est effondré à la suite des événements du Maroc. Le ministère de concentration nationale qui vient de se former avec Maura réussira-t-il à venir à bout des graves difficultés extérieures et intérieures de l'heure présente ? Dans la mesure où la censure le lui permet, le parti communiste prêche l'action révolutionnaire contre la guerre de colonisation et de conquête. Dans son organe, il exhorte les ouvriers et les paysans à s'opposer par tous les moyens, même les plus violents, à la

fabrication et au transport d'armes et de matériel. Et pour atteindre ce but, il les invite à la grève générale révolutionnaire. Le moment est on ne peut plus critique. Souhaitons qu'un changement radical dans l'attitude de la classe bourgeoise, et une amélioration nouvelle de la politique fassent à l'Espagne, comme l'on dit, l' « économie d'une révolution » en la rendant inutile par un sage et franc progrès.

FRANÇOIS DENJEAN

D'EDMOND ROSTAND
A
JOSEPH BÉDIER

Le destin a bien ordonné les choses quand il a voulu que M. Joseph Bédier occupât le fauteuil d'Edmond Rostand à l'Académie française. M. Joseph Bédier est un savant, mais c'est un savant qui a passé sa vie dans l'étude de nos plus anciennes légendes poétiques. Il n'a pas dû être dépaysé en lisant les œuvres d'Edmond Rostand : il ne sera pas embarrassé demain pour les louer avec goût, et pour les mettre, en historien consciencieux, à leur place exacte dans la série glorieuse des ouvrages dramatiques de notre pays.

La vie d'Edmond Rostand, simplifiée et vue d'un peu loin, a elle-même déjà quelque chose de légendaire. On imagine une jeunesse charmante, facile, pleine de promesses, riche d'espoirs heureux, ayant tout de suite comme un reflet de poésie. Ensuite voici Rostand soudain célèbre : il a trente ans, il vient de remporter avec *Cyrano* un des plus étourdissants succès que le théâtre ait connus; il a inspiré à une salle de juges difficiles, puis à toute une foule un enthousiasme naïf et généreux : tout Paris, et bientôt toute la France évoque les beaux jours du *Cid*; le poète est à la fois comblé de louanges et adoré; l'Académie l'accueille à l'âge où autrefois elle ouvrait ses portes aux grands seigneurs et aux plus illustres écrivains. Dès lors, c'est dix ans de gloire éclatante, presque bruyante, dix ans où le nom de Rostand est univer-

sellement connu, où le théâtre de Rostand est joué sur toutes les scènes du monde, où l'œuvre prochaine de Rostand est attendue comme un événement. Cependant le poète se recueille; il vit loin du bruit, dans la nature; il aime le magnifique paysage pyrénéen de Cambo, et c'est là qu'il a fixé sa résidence : peut-être n'a-t-il pas le goût de toute l'agitation qui est entretenue autour de lui; sensible et noble, il a la passion de la gloire, non de la réclame; il médite; il écrit *Chantecler* qui est l'œuvre où il a mis le plus de lui, mais qui n'est pas celle qui lui a valu le plus de suffrages, et sans doute sent-il non sans mélancolie, qu'au moment où il est le plus profondément lui-même, il ne se trouve plus tout à fait d'accord avec le public. Mais les événements ne lui laissent pas le temps de songer longtemps à lui : la guerre éclate; elle met en cause l'avenir même de tout ce qu'il a aimé, de tout ce qui est l'esprit français; elle se prolonge quatre ans parmi les angoisses; elle se termine par une des plus grandes victoires de nos annales : Edmond Rostand voit cette journée inoubliable du 11 novembre, où il y avait dans toute la France tant de joie grave, tant de fierté tranquille, tant d'amour, et il meurt quelques jours après à cinquante ans.

Ainsi composée, la biographie du poète n'est-elle pas déjà toute prête pour l'imagination? Or c'est à peine si en la résumant il est nécessaire de l'arranger; les tableaux, réduits à l'essentiel, se succèdent et s'organisent d'eux-mêmes, forment comme une de ces histoires racontées par les anciens, qui se plaisaient à voir en toutes choses les jeux de la fortune pleine de fantaisie et la volonté inconnaissable des dieux.

Le succès d'Edmond Rostand s'explique à merveille par l'accord qu'il y a eu entre ses dons poétiques et les goûts les plus répandus dans le public français. Il avait l'imagination aisée, la grâce, l'esprit; il était volontiers oratoire, étincelant; il ne craignait pas d'aller jusqu'au clinquant et à la préciosité; il se mouvait avec une prestigieuse aisance parmi les mots et il était capable non seulement de la plus pittoresque ingéniosité mais de la plus surprenante acrobatie verbale; il était clair, logique, abondant, plus séduisant que profond. Et toute cette forme somptueuse, bariolée parfois,

souple et chatoyante a été le vêtement de thèmes poétiques éternels, l'amour de la princesse lointaine, l'honneur du chevalier, la passion, non pas déchaînée et violente, mais intellectuelle, bien disante, et héroïque, le sacrifice non pas affreux, destructeur et abolissant la personnalité, mais plein d'une consolante beauté. Il a pris ses sujets tout naturellement dans les époques les plus connues de notre histoire, les plus présentes à l'imagination, les plus évocatrices de grandeurs, le XVII[e] siècle et l'épopée napoléonienne : et du jour au lendemain Cyrano, aussi bien que l'Aiglon, aussi bien que Flambeau ont été des héros presque populaires, comme si tout était préparé dans la mémoire pour les accueillir et comme s'il ne leur avait manqué que le poète qui leur donnerait leur nom avec leur vrai visage.

C'est qu'en effet, tous ces caractères du drame poétique de Rostand convenaient exactement aux préférences et à la culture du public. Ce penchant vers la rhétorique, cet art de jouer avec les mots, ce sens et ce goût de trait, ils sont dans toute notre littérature, depuis Rabelais jusqu'à Hugo qui les pare de son génie, depuis Guez de Balzac jusqu'à Banville, en passant par les Précieuses et par l'hôtel de Rambouillet. Ces thèmes poétiques, ce sont ceux de toute notre histoire depuis nos plus anciennes chansons jusqu'à la *Légende des Siècles*. A l'heure même où Edmond Rostand se met à écrire, tout est favorable à un retour à la poésie. *La Princesse lointaine* est de 1897, *Cyrano* de 1898, *l'Aiglon* de 1900. Il n'y a guère plus de vingt ans, mais tant d'événements ont passé que cette époque a le recul de l'histoire. On se rappelle qu'alors le public était un peu las de la littérature naturaliste; il était invité à voir autre chose dans la vie que le jeu des forces matérielles et à chercher mieux dans les œuvres de l'esprit que la peinture brutale de l'existence comprise à la manière des réalistes outranciers. Les poètes lui proposaient le symbolisme qui le déconcertait quelque peu. Le théâtre lui proposait des œuvres étrangères, Ibsen, Hauptmann, Sudermann, qui le troublaient. Incliné vers la poésie et vers le drame par tant de sollicitations, il alla vers ce qu'il connaissait et vers ce qu'il avait coutume d'aimer. Il applaudit pour *la Couronne* de François Coppée, et il accueillit avec

grande faveur *le Chemineau* de Jean Richepin : il eut de l'enthousiasme pour *Cyrano*.

L'un des grands charmes de Rostand a été d'être aisément compris de tous et de se servir d'une forme connue. Depuis qu'il y a des auteurs, la nouveauté est ce qui inquiète le plus un public. Les précurseurs ont une mission pleine de périls; ils sont voués à n'être vraiment admis que lorsqu'ils ont cessé d'être neufs et quand déjà quelque chose d'autre est en marche. En ce sens il est vrai de dire que les poncifs ont été au temps de leur fraîcheur de grandes hardiesses, et que les plus fières nouveautés, quand elles sont accueillies sans difficultés, sont déjà devenues banales. Le public aime ce qu'il reconnaît; il se trouve rassuré sur lui-même et sur l'auteur; il n'a plus qu'à appliquer un jugement déjà fait; il s'épargne la peine de créer une appréciation. Il s'est trouvé qu'Edmond Rostand, avec des qualités personnelles exceptionnelles et tout à fait brillantes, faisait revivre l'idéalisme romantique : et toute une génération retrouvait là un art qui lui était familier et pour lequel elle gardait un goût fidèle.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire du théâtre que le succès s'explique par la concordance exacte des sujets avec les aspirations du public. Le plus illustre exemple, et qui n'est pas pour déplaire aux admirateurs de Rostand, est celui du grand Corneille. Il est vrai, et je n'ai garde d'oublier, que l'auteur du *Cid* apportait une forme nouvelle et fixait pour un certain nombre d'années le genre même de la tragédie française. Mais s'il a été si vite compris et applaudi, c'est qu'il rassemblait avec un art plus parfait tout ce que ses prédécesseurs Mairet et Hardy avaient tenté, tout le romanesque de l'*Astrée* et de Scudéry, et aussi toute la vérité des caractères de son temps, volontaires, raisonneurs et forts. Quand il voulut dans sa vieillesse plaire à une autre génération et quand déjà avaient disparu les modèles qu'il peignait, il ne fut pas compris, et comme c'était un homme simple, fier et scrupuleux, il souffrit. Le cas de Racine est tout différent. Il proposait une conception nouvelle de la nature humaine et des passions; il la proposait parce qu'elle lui paraissait vraie et qu'elle résultait à la fois de son expérience et de son éducation chrétienne : il ne connut d'abord

que des insuccès. Plus tard, la peinture qu'il avait faite, parce qu'elle était exacte, fut tenue pour vraie, mais c'est une vérité qui date de lui et si sa gloire en a bénéficié plus tard, elle a commencé par en être gênée.

Dans la série de nos dramaturges, Edmond Rostand aura été l'extrême fleur du lyrisme romantique, complété par des souvenirs de l'époque précieuse et de l'époque burlesque, l'arrière-saison inattendue et radieuse d'arts subtils et gracieux qui sont de chez nous. Ayant exprimé tant de sentiments, d'impressions, de fantaisies chers à notre pays, il nous apparaît avec une grâce alerte, un rayonnement, une sorte de jeunesse à la fois fantaisiste et mélancolique, qui lui ont permis de donner à ce qu'il faisait revivre un charme tout personnel.



Voilà pourquoi M. Joseph Bédier n'a pas dû être le moins du monde étonné quand il a étudié l'œuvre d'Edmond Rostand. D'abord il est homme de goût, sensible aux formes de l'art, et il a certainement pris plaisir aux vers pleins de couleur, de langueur ou de force du poète, aux rimes ingénieuses, pittoresques et belles. Ensuite comme c'est un historien très savant qui connaît fort bien la littérature de notre pays, il a dû retrouver avec plaisir au passage beaucoup de délicieuses qualités et de séduisants défauts qu'il a remarqués en divers siècles de nos annales littéraires. Et enfin, ayant consacré son labeur à étudier les légendes épiques, il a été certainement très intéressé par l'analogie qu'elles présentent avec les thèmes poétiques de l'œuvre d'Edmond Rostand.

Il ne faudrait pas certes pousser trop loin la comparaison et lui donner un tour artificiel et paradoxal. Mais tout n'est pas fantaisie dans ce rapprochement. Vous voyez d'abord que Cyrano est une manière de paladin et qu'il est non seulement la bravoure, mais le panache même, l'esprit d'abnégation. Vous voyez aussi que l'amour tel qu'il le comprend implique le désintéressement, le platonisme et qu'il est quelque chose comme le culte de la perfection. Vous voyez enfin que *l'Aiglon* représente l'utilisation d'une histoire véritable, trans-

posée par la poésie, recréée et résumée dans des épisodes devenus légendaires, et que ce travail suppose à la fois une matière historique prise comme point de départ et une libre interprétation, où les sentiments contemporains, la psychologie générale tiennent plus de place que la reconstitution historique. Or, quand on lit les savants ouvrages de M. Joseph Bédier, on s'aperçoit que c'est à peu près ainsi qu'ont procédé en toutes circonstances les poètes du moyen âge, auteurs de nos légendes épiques. La manière dont ils en ont usé avec l'histoire surtout est frappante, car c'est sur ce point qu'a porté l'importante découverte de M. Joseph Bédier : mais c'est un sujet qui réclame quelques explications, touchant les méthodes et l'objet du savant auteur.

M. Joseph Bédier, qui est aujourd'hui professeur au Collège de France, s'est consacré dès sa jeunesse à l'étude du moyen âge. Elève d'un maître illustre, Gaston Paris, il en a continué les grandes traditions, puis avec une respectueuse liberté il les a renouvelées. Il est de nos jours, l'un des plus célèbres représentants de notre école médiévale, qui compte des hommes tels qu'Émile Mâle, Alfred Jeanroy, et qui fait autorité dans l'univers savant. M. Joseph Bédier a commencé ses travaux personnels par un livre sur les fabliaux, vite devenu classique. Il était très jeune encore quand il fut nommé à l'École normale supérieure. En ce temps-là, l'École normale avait des maîtres de conférences qui y professaient un cours régulier. Georges Perrot qui en était directeur attirait volontiers des maîtres qui s'étaient fait remarquer dans l'enseignement des lycées ou ailleurs et qui à cause de leur âge ou pour toute autre raison n'avaient encore leur place ni à la Sorbonne ni au Collège de France : c'est ainsi qu'il appela Brunetière, Lanson, Bergson, Frédéric Plessis, Bédier. Il se trouva que Bédier était à peine plus âgé que ses élèves; il les traitait avec une courtoisie charmante, en camarades, et comme il était l'homme le plus scrupuleux du monde, il compensait cette liberté par une rigoureuse clairvoyance dans ses appréciations : jamais maître ne fut plus indulgent par amitié et plus sévère par conscience.

Il aimait tant le moyen âge et en goûtait si fort la poésie que dès cette époque il se plaisait à mettre en langue moderne,

tout en leur laissant leur couleur, les passages qu'il étudiait, et ainsi fut-il plus tard amené à faire le travail qui a, par une heureuse fortune, répandu le nom de cet érudit dans le grand public, la version de *Tristan* et *Yseult*. Mais son labeur essentiel est un labeur de savant, mené patiemment pendant quelque trente ans, et qui l'a conduit à une découverte véritable. Le grand ouvrage de M. Joseph Bédier s'appelle *les Légendes Épiques, Recherches sur la formation des chansons de geste* : c'est un modèle de dissertation critique, où la bonne foi, la clarté de l'exposition, la simplicité de ton s'accordent à composer une œuvre où il y a autant de goût que de méthode. Un tel ouvrage ne se résume pas; il n'est entièrement intelligible que par la suite même du dessein et par le détail : mais il est possible de donner une idée des recherches qu'il suppose et des conclusions qu'il implique.

M. Joseph Bédier étudiait le Cycle d'Orange quand il a été amené à noter un certain nombre de faits singuliers. C'en est un d'abord que Guillaume d'Orange qui est le héros de vingt-quatre poèmes soit ainsi nommé parce qu'il aurait défendu Orange contre les Infidèles et qu'en réalité il n'ait jamais rien fait de pareil. C'en est un autre que Guillaume ayant terminé sa vie dans un pays perdu des Cévennes, cette fin soit connue en grands détails par les jongleurs du Nord. C'en est un troisième que les moines qui vivaient dans l'abbaye perdue au fond d'une sauvage vallée cévenole étaient fort au courant de la poésie vulgaire de leur temps. Le héros des vingt-quatre chansons qui datent toutes du XIIe et du XIIIe siècle se trouve donc très célèbre dans les régions les plus diverses quatre siècles après sa mort. Les hommes du moyen âge s'accordent tous à reconnaître en lui un personnage du temps de Charlemagne qui après une vie de guerre et de gloire devint moine et mourut dans le cloître de Gellone où il s'était retiré. Les chansons décrivent le paysage et il est reconnaissable. Entre Montpellier et Lodève aujourd'hui encore, on voit dans une gorge sauvage, non loin d'un gouffre formé par l'Hérault, s'élever le bourg de Saint-Guilhem-du-Désert. Le pont que selon la légende Guillaume jeta sur le gouffre, après avoir traité avec le diable, existe toujours et se nomme même Pont du Diable; l'église de Saint-Guilhem,

entourée des restes d'une abbaye, occupe le milieu du village. Le fondateur de cette abbaye était le comte Guillaume, notable entre tous à la cour de l'Empereur Charles. Allié de Charlemagne, ce Franc du Nord devenu comte de Toulouse, s'était illustré par ses exploits contre les Sarrasins. Ayant obtenu après maints exploits la permission de se retirer du monde, il rejoignit le vénérable Benoît à Aniane, choisit Gellone à cause de sa solitude pour y faire édifier une abbaye, prit avec joie la vêture des serviteurs du Christ, et après peu d'années, riche de vertus, émigra de ce monde.

Les frères gardèrent pieusement sa mémoire. Ils honorèrent sa tombe. Ils rédigèrent même une *Vie de saint Guillaume* dans laquelle ils célèbrent non seulement les mérites qu'il acquit dans sa sainte retraite, mais même ses exploits. Et de même que les chansons de geste savent que Guillaume a terminé sa vie parmi les moines de Gellone, de même les moines de Gellone savent que Guillaume est un preux célèbre et que les jongleurs l'ont chanté.

Pour rendre compte de ces faits, il existait une théorie consacrée et M. Bédier ne songeait nullement à la contredire. Il comptait même l'adopter à son tour, comme il lui était arrivé toutes les fois qu'il s'était occupé de chansons de geste. Cette explication classique exposée souvent par Gaston Paris et par de nombreux savants était d'ailleurs pleine d'ampleur et prétendait s'appliquer aussi bien aux poèmes de Guillaume qu'à ceux de Roland ou même aux poèmes homériques. La voici. Les œuvres que nous possédons datent du XIIe ou du XIIIe siècle : mais elles ne sont que l'aboutissement d'un travail poétique commencé plusieurs siècles plus tôt. L'épopée est spontanée, populaire; elle est née des événements; elle exprime les sentiments mêmes de ceux qui y ont pris part; elle s'est formée sous l'époque carolingienne; elle était en pleine floraison sous Charlemagne. Alors l'élan épique s'est ralenti, puis il s'est arrêté. Les jongleurs ont recueilli des traditions existantes; ils ont remanié les chansons à leur manière et ce sont ces remaniements du XIIe et du XIIIe siècle que nous possédons. L'épopée même est née au VIIIe siècle sur les champs de bataille : nous n'en avons que les échos, les survivances. Guillaume selon cette théorie appartient à

l'histoire : il a eu sa légende de son vivant, et si au lieu de mourir dans l'abbaye de Gellone, il était mort en combattant en n'importe quel lieu, il aurait eu ses vingt-quatre chansons, comme Roland, comme tant d'autres.

A mesure que M. Joseph Bédier étudiait plus rigoureusement les chansons de geste, il éprouvait plus de difficultés, à rendre compte de tout par cette théorie. Il faut voir dans son livre l'histoire minutieuse et passionnante de recherches au cours desquelles il s'est éloigné nécessairement de la théorie classique, et s'est approché sans presque s'en douter d'abord, avec étonnement, puis avec un intérêt croissant d'une vérité nouvelle. Pour ne prendre qu'un seul exemple, voici une des objections qui se présentent d'abord à l'esprit de M. Bédier. Si les chansons de geste sont contemporaines des événements qu'elles chantent, comment est-il possible qu'elles soient si inexactes? Car historiquement elles sont très pauvres : elles ne savent sur Charlemagne et ses contemporains que des banalités; elles commettent des erreurs incroyables comme de faire vivre ensemble des héros qui ont un siècle de différence, comme d'inventer la plupart des noms des douze pairs, comme de mener à Roncevaux au VIIIe siècle un duc de Normandie qui date du Xe. M. Joseph Bédier a remarqué en outre que les personnages vivent, souffrent et meurent pour des idées et des sentiments auxquels leurs prototypes historiques n'auraient rien compris; il a même noté que les mots de « douce France » auraient été à peu près inintelligibles à Roland. Cette épopée, que la théorie prétend contemporaine des événements, est étrangement ignorante de l'histoire.

Mais elle sait fort bien la géographie. Il est exact que Charlemagne en l'année 778 revenait d'une expédition en Espagne quand son arrière-garde fut surprise et massacrée au passage des Pyrénées, à Roncevaux. Il est exact que dans l'entourage de Charlemagne vécut un Guillaume qui combattit avec honneur les Sarrasins et finit sa vie dans la retraite et qu'il existe une abbaye à Saint-Guilhem-du-Désert. C'est ce qui a conduit M. Joseph Bédier à localiser les légendes. Il s'est aperçu que les poètes des chansons de geste nous menaient tous à des sanctuaires. Le souvenir d'événements ou de personnages souvent de peu d'importance était lié à un

culte, à un monument, à une église. Aussi l'élément historique de la chanson de geste se réduit à une légende locale, souvent à une légende religieuse. Mais cette légende n'est pas forcément rattachée à un seul lieu : au contraire, dès qu'elle prend de l'ampleur, ce qui la caractérise c'est qu'on en trouve le souvenir dans les endroits les plus divers. Les chansons de Guillaume ne nous mènent pas qu'à Saint-Guilhem-du-Désert : elles nous mènent à Brioude, où l'église Saint-Julien contient les reliques de son neveu Rainoart, à Nîmes, aux Aliscamps d'Arles, où est la tombe de son neveu Vivien, à Saint-Pierre-de-Narbonne où est la tombe de son père Aymeri, à Martres-Tolosanes où sont des reliques de Vivien. Or, en repérant toutes les localités sur une carte, M. Joseph Bédier s'est aperçu qu'elles étaient sur le tracé d'une voie illustre, l'ancienne voie romaine qui du Nord ou de Paris même à Saint-Jacques-de-Compostelle. C'est la route des grands pèlerinages. S'il y a une si exacte concordance entre les stations de la route qui mène à Saint-Jacques-de-Compostelle et les vingt-quatre chansons de Guillaume, ce n'est pas simple accident. Les troupes de pèlerins qui suivirent les routes au XIIe siècle étaient pleines d'un esprit aventureux. Partout dans les villes, à l'horizon, autour des villages, on leur montrait les ruines attribuées aux Sarrasins, dont le souvenir emplissait encore la terre espagnole qu'ils allaient visiter. Sur la route était le sanctuaire d'un des plus glorieux ennemis de ces Musulmans, le sanctuaire de Guillaume à Gellone : ils le visitaient; ils écoutaient les récits que les moines et les jongleurs avaient un égal intérêt à leur faire. Les chansons de geste, colportées par des chanteurs que les moines ont pu documenter, étaient destinées à divertir et à retenir le public qui se pressait aux principaux sanctuaires. Comme elle a été le berceau de notre plus ancien théâtre, les mystères, l'Église a été le berceau des chansons de geste.

Une fois de plus l'examen topographique des poèmes conduit à des conclusions claires. M. Victor Bérard a fait par cette méthode une étude sur les poèmes homériques qui est célèbre et dont les lecteurs de la *Revue de Paris* ont plus que d'autres encore gardé le souvenir. M. Joseph Bédier a renou-

velé complètement par une méthode analogue l'étude des poèmes de notre moyen âge. On voulait jadis que « l'épopée française fût l'esprit germanique dans une forme romane ». On voulait que Roland, Guillaume et les autres aient été célébrés de leur vivant dans des chants lyrico-épiques, dont les modèles étaient du temps de Clovis; on voulait que tous nos poèmes fussent des versions tardives des poèmes admirables et perdus, des restes décolorés d'épopées magnifiques, populaires et spontanées. Que reste-t-il désormais de cette théorie? A peu près rien. Les explications de M. Bédier sont précises et réalistes; elles replacent les chansons de geste dans la série des intérêts et des sentiments terrestres; elles nous les montrent non plus comme étant des éclosions merveilleuses et incompréhensibles, mais composées pareillement à tous les ouvrages de l'esprit par un homme; elles ne les attribue plus à une collectivité, à une foule ignorante et spontanément géniale, mais à un être pensant et sentant, à un poète cultivé qui prenait de la peine et qui travaillait : le mystère s'évanouit, et nous revenons à une vérité humaine.

***

Pour nous, simples lecteurs qui ne sommes pas particulièrement familiarisés avec les problèmes d'érudition, nous admirons la sûre méthode qui a conduit un savant comme M. Bédier à des conclusions nouvelles; nous nous intéressons à la marche ingénieuse des arguments par lesquels il est arrivé à résoudre un problème compliqué; nous devinons même qu'il y a une beauté propre à l'érudition. Mais ce qui nous touche surtout, c'est la conséquence de la découverte et la connaissance nouvelle qu'elle nous donne de notre histoire et de nos plus anciens écrivains.

Voici donc à l'aurore du XIe siècle, les thèmes poétiques de notre pays qui se forment. C'est l'époque où la chevalerie est en pleine floraison, où commence à paraître l'idée de la guerre sainte, où se développent les pèlerinages, où des établissements français sont fondés en Italie et en Sicile. C'est aussi l'époque, et M. Joseph Bédier n'a pas manqué de remarquer tous ces signes, de la vitalité et de l'imagination fran-

çaises, où apparaissent l'ogive, le vitrail peint, les chansons des troubadours, les formes principales du roman. De là cette belle parole d'Emile Mâle que se plaît à rappeler Joseph Bédier : Dans tous les ordres de l'art, de la poésie, de la pensée, la France du XIe siècle et du XIIe siècle, « comme l'Athènes de Périclès a créé pour tous les peuples ». Là où longtemps une théorie docilement acceptée voulait trouver le souvenir d'une prétendue épopée germanique, toute populaire d'inspiration, il est établi aujourd'hui qu'il y a eu création réfléchie des poètes de notre pays.

De toutes les idées qui naissent alors, l'une des plus belles et des plus émouvantes pour nous, c'est celle d'une mission de la France que Charlemagne et ses preux auraient jadis remplie. Le nom de Charlemagne qui n'avait sans doute jamais cessé d'être glorieux reprend soudain une valeur symbolique, et la légende l'emportant sur l'histoire, l'empereur parut avoir parcouru la terre pour le service de Dieu. L'esprit des chansons du geste est pareil à l'esprit des croisades. L'imagination des poètes du XIe siècle transporte tout à coup dans le passé des états d'esprit, des passions, des aspirations toutes contemporaines : l'exactitude historique en souffre, mais quel magnifique thème, quel ample et puissant sujet pour les poètes! C'est le compagnonnage d'armes, c'est l'émulation et la rivalité jalouse des chevaliers, c'est le dévouement de l'écuyer, c'est l'enfance des héros, la captivité courageusement supportée, la mort, la confession sur le champ de bataille, idées poétiques peu nombreuses mais fécondes, qui sont à la source de fictions innombrables, et qui sont accessibles à tous.

Les poèmes de notre moyen âge ont ce caractère de s'adresser au grand nombre. Le style très simple, les strophes frappant avec une certaine monotonie sur la même rime, l'universalité des notions qu'elles expriment, tout atteste qu'elles n'étaient pas faites pour un public spécial, mais pour tout le monde : « elles parlaient à tous, comme les cathédrales ». C'est de cette nécessité de plaire que vient peu à peu leur altération, puis leur décadence : à force de vouloir être saisissantes et faciles à comprendre, elles finirent par ne plus chercher que des effets, et elles devinrent de qualité médiocre ;

et, comme les romans feuilletons, elles exploitèrent le dramatique et le romanesque. Mais elles avaient eu une longue période éclatante que M. Joseph Bédier a résumée lui-même.

Adressées à tout le peuple de France, il est beau que les chansons de geste rendent un culte sincère à la plus réelle, à la plus vaste, à la plus tutélaire des puissances, à la chevalerie. Recherchant « les idées et les sentiments où les cœurs les plus nombreux puissent le plus immédiatement communier, visant la foule, il est beau qu'elles exaltent ce qu'il y a de plus noble et de plus rare sur la terre : le désintéressement, l'esprit de justice. Foi, religion du serment, abnégation de soi-même, il est beau qu'elles soient fondées comme la tragédie cornélienne sur l'honneur... Il est beau que pour avoir mis en œuvre les antiques traditions des sanctuaires de chez nous et les pensées semées au long des routes par les croisés et les pèlerins français, elles nous servent encore à fortifier en nous le sentiment national et qu'elles nous offrent toujours expressive la Légende Dorée de la patrie ».

Et ajoutons à notre tour, il est beau qu'après tant de siècles un poète fasse revivre ces thèmes et par eux émeuve la sensibilité de toute une nation. C'est pourquoi nous parlions en commençant de la relation qui existe entre les poèmes de Rostand et les poèmes étudiés par Joseph Bédier. Ainsi, tandis que les événements qui bouleversent les nations passent et que l'histoire se renouvelle sans cesse, les poètes à travers les âges ont la mission divine de fixer en paroles vivantes ce que l'âme humaine contient d'éternel.

ANDRÉ CHAUMEIX

UNE SOLUTION AU PROBLÈME FINANCIER

I

LES DONNÉES DU PROBLÈME

Ce n'est pas la première fois que, dans l'âge moderne, au lendemain de guerres longues et épuisantes, les nations se sont trouvées aux prises avec d'énormes difficultés financières. Si les difficultés du passé nous paraissent moins ardues que celles du présent, c'est peut-être que nous négligeons de reconnaître leur valeur de position sans les rapporter à l'échelle des possibilités correspondantes. Tout, dans cet ordre, est affaire de proportion. Il n'y a pas de commune mesure entre le million de 1789 et le million de 1921.

La guerre, au point de vue financier, est-elle un malheur sans compensation? La question a été longuement débattue dans une controverse demeurée classique, entre les deux économistes anglais Adam Smith et Mac-Culloch.

Parlant des guerres soutenues par la Grande-Bretagne, Adam Smith assurait que, si elles n'avaient pas imprimé une direction funeste à une grande partie du capital national, ce capital eût été consacré à des travaux utiles et eût ainsi accru la valeur des produits annuels de la terre et de l'industrie. Et, c'est, en somme, la thèse qui a été reprise,

avec des arguments nouveaux, par MM. Norman Angel et Keynes.

Mac-Culloch répliquait, en docteur plus optimiste, que, sans les guerres dans lesquelles l'Angleterre s'était trouvée engagée depuis 1688, la plus grande partie des capitaux employés aux frais de la lutte n'auraient pas été créés. Les taxations nouvelles ont donné un puissant aiguillon à l'esprit d'initiative et d'invention. L'accroissement de l'industrie et de la frugalité, engendré par les conflits armés, a fait plus que compenser les énormes dépenses des guerres.

L'éminent sociologue Th. Funck Brentano, n'a pas laissé de prouver, en résumant le débat, que Adam Smith et Mac-Culloch avaient tous deux tort et raison, dans un certain sens. Les suites financières des grandes guerres dépendent des hommes et des circonstances. Selon qu'il tiendra compte ou non des leçons de l'expérience, qu'il obéira ou non à la pente de l'évolution naturelle, un pays sera écrasé par les dépenses de guerre ou s'en servira comme d'un tremplin pour rebondir vers l'aisance et la prospérité.

Il est bien remarquable que les deux hommes d'État qui ont présidé à la gestion des finances françaises, pendant la guerre, MM. Ribot et Klotz s'étaient délibérément rangés à la théorie optimiste de Mac-Culloch. « La guerre sera suivie d'une immense explosion de richesses! » s'écriait M. Ribot, en 1915, devant la Chambre des députés. A quoi M. Klotz, peu de temps après l'armistice, avait fait écho, en déclarant que « la France s'était enrichie durant la guerre ».

Un parti pris d'inébranlable optimisme a inspiré les actes et paroles de nos argentiers de guerre. Sans doute se sont-ils montrés sages en s'efforçant de conserver au pays toute sa confiance dans l'étendue de ses ressources et dans son aptitude à les exploiter. On doit tenir pour certain que la France, telle que la guerre l'a laissée, malgré ses pertes en hommes, ses sacrifices d'argent, la dévastation de ses plus belles provinces paye encore et bien au delà la dette qu'elle a contractée. Nos richesses naturelles et notre empire colonial mis en valeur répondraient aisément d'une somme infiniment supérieure aux capitaux détruits par la guerre. Mais les financiers français n'échapperont peut-être pas au reproche

de n'avoir pas apporté à la thèse, si rassurante et si consolante de Mac-Culloch, le correctif nécessaire.

Politique de frugalité, c'est-à-dire de restrictions et d'économies, avait prononcé l'économiste anglais. N'avons-nous pas pratiqué, au contraire, dès l'armistice, une politique de laisser aller et de mégalomanie dépensière peu justifiée par la croyance à une contribution allemande facilement réalisable ?

Il a fallu attendre le milieu de 1920 pour que le gouvernement pût se rendre compte de sa dépense, qui se précipitait sans contrôle et sans frein par l'opération de la vitesse acquise. La Loi des Finances qui a institué trop tardivement huit millions et demi d'impôts nouveaux, porte la date du 15 juin de la dite année. Ce n'est qu'en 1921 qu'un état, exact et sincère, de notre passif a été dressé, de par l'énergique volonté de ces commissions parlementaires dont nous avons constaté, dans notre *Essai de Politique Expérimentale*, le rôle si actif et si bienfaisant, au moment le plus critique de la guerre. Les travaux de M. Henry Chéron, sénateur du Calvados et rapporteur général de la Commission des Finances, constituent un véritable monument dressé avec autant de courage civique que de science financière.

Aujourd'hui les comptes de la France sont arrêtés avec une approximation suffisante pour que l'on puisse apprécier le désastre. Nous commençons à savoir où nous en sommes. Au moment même où s'achevait l'élaboration du bilan de la France la Commission des Réparations fixait souverainement le montant de notre créance sur l'Allemagne, ramenée à 68 milliards 640 millions de marks or.

En conséquence de quoi, le problème financier français se pose dans les termes suivants :

Dette perpétuelle ou à long terme. . .	140	milliards.
— extérieure	32	—
— flottante se décomposant en :		
Avances de la Banque de France . . .	27	—
Bons à court terme.	62	—

Budget annuel :

Montant du budget normal.	25	milliards.
Ressources normales	18	—

Dépenses en perspective, hors budget normal :

Régions libérées (pendant huit ans) . .	8 milliards.
Pensions de guerre (en 1921).	3 790 millions.

Il convient d'ajouter à cet exposé quelques observations nécessaires à sa clarté et auxquelles s'étaiera notre conclusion.

Nous avons exprimé la dette extérieure de la France en francs-or. Au cours actuel du change le franc-papier, vaut environ 40 centimes. Cette dette représenterait environ 80 milliards de francs-papier. En réalité, cette dette varie tous les jours. Si l'on songe que, sur la base de 32 milliards, un simple écart de 10 centimes, subi, en hausse ou en baisse, par notre franc national, au marché des changes, entraîne une appréciation ou une dépréciation de 3 milliards 200 millions, on conviendra que cet élément de la question financière doit figurer à part. Nous espérons démontrer que le règlement de notre dette extérieure comporte des moyens de paiement spéciaux qui seront indiqués dans notre conclusion.

Il importe beaucoup aux besoins ultérieurs de notre thèse de décomposer le montant des ressources normales du budget actuel. Celui-ci s'alimente comme suit :

Contributions directes	4	milliards.
— indirectes et assimilées .	12	—
Revenus de l'État	2	—

Nous appelons tout particulièrement l'attention sur l'exiguïté anormale de ce dernier chiffre. L'État, que nous considérons comme le premier contribuable de France, n'intervient dans les recettes du budget que pour une quote-part, hors de proportion avec l'immensité de ses richesses. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Pour résoudre le problème financier, en négligeant provisoirement la dette extérieure, il faut que la France :

1° Se procure, à brève échéance, le capital nécessaire au remboursement de la dette flottante, proprement dite, soit une soixantaine de milliards.

2° Qu'elle comble ou fasse disparaître, dès 1922, l'écart de 7 milliards constaté entre les dépenses et les recettes normales du budget.

3° Qu'elle se constitue un fonds de réserve pour parer aux incertitudes et aux carences possibles des paiements allemands. Théoriquement, la charge d'acquitter les frais de la reconstitution dans les régions dévastées et les pensions de guerre incombe à l'Empire allemand, en vertu du Traité de Versailles. C'est, avant tout, une question de politique extérieure, qui ferait ici digression. Notre créance sera-t-elle intégralement recouvrée? Nous ne tiendrons compte que des faits acquis. Nous savons, d'ores et déjà, que les engagements contractés, au titre des pensions militaires et ceux résultant de la loi du 19 avril 1919, dite des Réparations, imposent au Trésor public de lourdes anticipations sur les versements allemands, même dans l'hypothèse où ils s'effectueraient régulièrement, suivant l'*État de paiements* adopté *ne varietur*. Ces anticipations doivent, à tout le moins, être inscrites au budget, et assurées de ressources certaines, à peine pour la France de forfaire à des promesses sacrées.

60 milliards à trouver en une fois. 12 milliards environ — et les chances sont plutôt en faveur du plus que du moins — à trouver annuellement.

Tels sont les chiffres formidables devant lesquels le Parlement et l'opinion publique demeurent frappés d'hésitation, depuis quelques mois, sans la force de l'option et de la décision. Et, pourtant, il faut prendre un parti. L'hésitation, à se prolonger, équivaudrait à opter pour la pire des banqueroutes, celle où l'on se laisse dériver mollement, sans rien tenter pour conjurer la catastrophe et régir les événements.

De l'avis général, le recours à l'emprunt, nous est désormais interdit. Un accord tacite semble être intervenu afin de laisser désormais le marché libre aux entreprises privées et aux communes dévastées pour faire les fonds de leur reconstitution. Cette crainte aussi hante nos financiers que de nouveaux appels au crédit ne risquent d'augmenter l'écart entre le prix nominal des titres et leur valeur effective comme de détourner de l'activité économique des capitaux voués à perdre, dans les mains de l'État, leur pouvoir reproducteur.

La création d'impôts nouveaux se heurte à la même impossibilité pratique. Tout ce que l'imagination fiscale la plus fertile peut inventer de taxes inédites a été mis en œuvre.

Où trouver une matière imposable que le Fisc ait épargnée? Reste, il est vrai, la suprême ressource de procéder par « tours de vis » et de majorer les taxes existantes. Mais la politique expérimentale a, du moins, réussi à faire reconnaître qu'il suffit, à un certain point de saturation, d'augmenter les taxes pour en diminuer infailliblement le produit.

Ni emprunts, ni impôts nouveaux. Qui débrouillera l'énigme financière? Sommes-nous donc condamnés à la paralysie? Et qui tirera le gouvernement et les assemblées de la perplexité où l'on dirait qu'ils s'enlisent?

Nous sommes actuellement enfermés dans une impasse dont l'issue nous est fermée par une fiscalité d'évolution artificielle, frappée d'impuissance contributive, et par une doctrine politique qui, d'une part, s'oppose à la pratique des économies, et, d'autre part, stérilise une fraction considérable de notre patrimoine national.

L'embarras du choix n'est pas où l'École dirigeante et l'opinion publique croient qu'il se trouve. Ce qui rend le Parlement oscillant et perplexe, depuis deux ans, ce n'est pas comme il se le figure sans doute, la difficulté de mettre la main sur une solution financière plausible et raisonnable, mais bien la difficulté d'écarter les utopies, les erreurs et les obstacles qui s'interposent entre cette solution et le désir d'en finir :

Un écrivain[1] a posé le dilemme, dans les journaux affiliés à la *Presse Régionale*, sous cette forme succincte et d'autant plus saisissante :

LAW OU LOUIS?

On ne pouvait choisir deux noms plus représentatifs.

Law, c'est, dans une période de déficit et d'impécuniosité assez semblable, toutes proportions gardées, à celle que nous traversons, la solution artificielle, utopique, imaginée, *venue de l'étranger*, et substituée aux données de la tradition française.

Louis, c'est, au contraire, la solution naturelle empruntant toute sa vertu aux coutumes de la France, à ses instincts de probité, à sa structure sociale et à la parfaite connaissance de ses virtualités.

Law, comme le fait très judicieusement observer l'auteur de

1. M.-J. Dessaint.

l'article, n'a rien laissé à imaginer en fait d'expédients ayant pour fin de créer de la richesse autrement que par le travail, l'économie et l'honnêteté. Les inventeurs de 1921 croient innover. Ils se trompent. Pas une combinaison de rêve et de fiction que l'Écossais n'ait mise en œuvre sous la Régence. La politique expérimentale n'a pas à enregistrer d'opération plus concluante que celle-là qui n'avait certes pas besoin d'être corroborée par les assignats révolutionnaires, les roubles bolcheviks et les couronnes autrichiennes! Partout où le système de Law triomphera, même rajeuni et modernisé, deux ou trois ans suffiront à son développement et à son effondrement : le numéraire manquera aux échanges, les salaires seront réduits et les marchandises accaparées, la spéculation et l'agiotage se porteront aux extrémités de la frénésie, de gigantesques déplacements de fortune s'opéreront et la détresse générale s'exprimera en jacqueries et en luttes civiles.

A soixante-quinze ans bien sonnés, le baron Louis, le meilleur de nos argentiers, était rappelé d'urgence au pouvoir par la Monarchie de Juillet et trouvait encore le moyen de rétablir nos finances, comme il les avait su restaurer dans la grande crise de 1815.

Le baron Louis n'avait pas apporté, au département des Finances, d'expédients ni de panacées.

Son secret tenait tout entier dans l'application, ferme et persévérante, de quelques principes simples et invariables auxquels la France républicaine de 1921 devra revenir si elle ne veut pas courir à un désastre inévitable.

Ces principes, on peut les réduire à cinq propositions fondamentales.

1° *Le Parlement ne prend pas l'initiative des dépenses. Son rôle est d'en contrôler l'emploi*[1] *et de rendre effective la responsabilité des ministres, des bureaux et de leurs agents.*

2° *L'État doit se conduire en honnête homme et tenir tous ses engagements à la lettre.*

3° *Des impôts, même jugés défectueux par la raison pure, mais anciens, acceptés et payés sans répugnance, sont préférables à d'autres qui pourraient apparemment leur être substi-*

1. Ce contrôle est aujourd'hui inexistant.

tués avec avantage. « On ne marche jamais mieux qu'avec de vieux souliers » était le mot favori du baron Louis.

4° *Les finances se trouvent sous la dépendance étroite de la politique. Comment, en effet, conjurer la faillite, si la politique extérieure, si la législation intérieure ont pour conséquence inévitable les dépenses sans mesure, les dettes sans fin, l'appauvrissement continu de la Nation au profit de l'État exacteur et dévorateur?*

5° *L'Emprunt est préférable à l'Impôt, dans toutes les circonstances où il correspond à des besoins extraordinaires et à la condition qu'on ne l'appliquera pas aux dépenses courantes et renouvelables.*

Ces principes ont sauvé la France aux pires moments de son histoire. Ils résument toute la finance expérimentale. Ils ont fondé sur des bases indestructibles le crédit français. Ils ont mis un terme à des crises financières où il semblait que tout fût perdu et que la nation n'eût de recours que dans le désespoir. Ils sont éternels et irréformables comme les Mathématiques elles-mêmes. En vain s'ingénierait-on à en trouver d'autres. Il n'y en a pas.

Comme l'Hercule antique, à la croisée des deux chemins, la troisième République est acculée à l'option décisive : *ou périr avec Law, ou se sauver avec Louis.*

La France préférera la fiscalité d'évolution naturelle à une fiscalité d'évolution artificielle et d'importation étrangère; elle pratiquera la politique extérieure et intérieure de ses ressources actuelles, sinon elle succombera à l'impuissance de combler son déficit et d'équilibrer son budget.

C'est la démonstration que nous nous proposons de tenter et qui, selon nous, doit nous conduire, envers et contre les expédients renouvelés de Law, à une solution pratique et efficace.

II

ENTRE DEUX FISCALITÉS

A une époque où les besoins du Trésor se révèlent si pressants, le recouvrement des impôts a pris l'allure la plus paradoxale qui se puisse imaginer.

Paie qui veut! Le mot a été prononcé par M. Henry Chéron à la Tribune du Sénat. Ce n'est donc pas une outrance de polémiste : le Ministre des Finances n'a pu contester qu'il en fût ainsi.

Les impôts rentrent mal. Des sommes considérables sont perdues, chaque année, pour l'État. A la fin de 1920, 529 000 contribuables, c'est-à-dire une minorité, avaient seuls souscrit, en toute bénévolence, la déclaration de leurs revenus. Les ouvriers syndiqués, atteints par l'impôt sur le revenu, ont protesté qu'ils ne le paieraient pas et ont renvoyé leurs avertissements à l'administration. Ce geste n'a pas été, que l'on sache, suivi de mesures coactives.

Au 31 mai 1920, sur 209 millions de rôles émis en vertu de la loi de Finances, 65 millions seulement avaient été versés aux caisses publiques.

Il n'est peut-être pas de symptôme plus alarmant pour l'avenir des Finances françaises que cette résistance sourde et passive des assujettis. L'impunité dont jouissent les non-payants risque de démoraliser la catégorie des payants qui remplissent rigoureusement leurs devoirs envers l'État. De son côté, l'administration des Finances, débordée, excédée, se montre incapable, non seulement de percevoir les impôts, mais encore de les asseoir.

Résistance des contribuables, impuissance des services de l'assiette et de la perception. Voilà qui suffit à élucider le mystère des moins-values budgétaires. Comment la France en est-elle arrivée à ce désordre qui, en se perpétuant, tournerait vite à l'anarchie? Comment s'est opérée l'extraordinaire métamorphose que l'on observe aujourd'hui tant dans les mœurs du contribuable français que dans les capacités de l'administration des Finances?

L'explication qu'on tire de la guerre et de ses suites et dont on se contente trop aisément, n'est-elle pas trop sommaire et rend-elle entièrement raison du phénomène? Disons qu'elle apparaît de moins en moins valable, à mesure qu'on s'éloigne de l'événement et que l'ordre se rétablit progressivement dans la société française.

Avant la guerre, le contribuable français passait, à juste titre, pour le premier contribuable du monde. L'immense

majorité des Français, les ruraux surtout, tout en récriminant amèrement, suivant une vieille coutume nationale, contre l'accroissement indéfini des impôts, mettaient leur coquetterie à être en règle avec le Trésor et à devancer même ses exigences. Notre administration des Finances, composée de fonctionnaires consciencieux et instruits, établie solidement dans ses traditions de discipline et de dévouement, avait, mieux que toutes les autres peut-être, résisté à toutes les causes de dégénérescence.

L'un des plus grands bienfaits dont la France, il faut bien l'avouer, ait sujet de reconnaissance envers la Révolution de 1789, était que le recouvrement de l'impôt eût perdu son caractère de lutte âpre et douloureuse entre le fisc et les contribuables. Le recouvrement amiable était devenu une règle que confirmaient, dans tout son éclat, les très rares exceptions de contrainte violente. On avait perdu jusqu'au souvenir du fisc aux doigts crochus, acharné à lever son tribut. L'organisme fiscal fonctionnait, sans heurt, sans incidents, comme par l'opération d'un réflexe subconscient.

Aujourd'hui, nous rétrogradons vers les temps abrogés de la fiscalité oppressive. La guerre et ses conséquences doivent-elles en être seules responsables? Ne sommes-nous pas plutôt fondés, au nom de la politique expérimentale, à mettre en cause les atteintes portées à notre ancienne *constitution fiscale?*

Il nous sera permis de parler de *constitution fiscale.* La fiscalité tient une trop grande place dans la vie économique et sociale d'un pays, pour qu'on soit autorisé à la mettre au rang des institutions, postiches et mobiles, qu'il est possible de modifier au gré des partis politiques.

La France possède une constitution fiscale, fille du temps et de la coutume, produit d'une évolution naturelle, lente et insensible, adaptée à nos qualités et à nos défauts nationaux, à notre tempérament, à nos préjugés, à la structure de la société, engendrée par cet obscur déterminisme qui fait qu'une nation donnée se développe dans un autre sens que ses voisines et rivales.

De cette constitution fiscale on dira, suivant l'admirable formule de Taine, qu'elle n'est pas abandonnée à la fantaisie discrétionnaire du législateur, qu'elle n'est pas à imaginer

mais à découvrir. D'avance, la nature et l'histoire avaient choisi pour nous.

Quand la guerre a éclaté, la France était, pour ainsi dire, à cheval sur deux fiscalités : la fiscalité *réelle*, c'est-à-dire fondée sur les choses, qu'on n'avait pas achevé de détruire et la fiscalité *personnelle*, c'est-à-dire s'adressant aux personnes, fiscalité d'évolution artificielle et d'*importation étrangère* qu'on n'avait pas achevé d'établir.

Quand, le 15 juillet 1914, la nouvelle Chambre posait le principe de la personnalité et de la progression dans l'impôt direct huit ans s'étaient déjà écoulés, depuis que, sous les auspices de M. Joseph Caillaux, le grand œuvre était commencé. A y bien regarder les débuts de l'entreprise remontaient à 1890 époque où l'on s'avisa de substituer le principe de la *quotité* à celui de la *répartition*, pour l'assiette de l'impôt foncier. Ce grand œuvre avait été surtout retardé par l'attitude dilatoire du Sénat qui, fidèle à ses origines rurales, n'éprouvait que peu d'enthousiasme pour les projets de M. Caillaux. La Haute Assemblée s'était appliquée, en prenant son temps, à élaborer une solution transactionnelle. Cette transaction avait abouti au projet de remplacer les « quatre vieilles » par des impôts cédulaires, suivant une conception incertaine et hybride, qui tenait à la fois de la réalité et de la personnalité. La réforme ne concernait que les impôts d'État. Jusqu'à nouvel ordre, les budgets départementaux et communaux resteraient alimentés par des centimes additionnels au principal, désormais fictif, des anciennes contributions. Mais, il était fatal que la Chambre, issue des élections de 1914, où l'influence de Jaurès et de M. Caillaux était prépondérante, consommât, dans un avenir très rapproché, la transformation intégrale et radicale de tous nos impôts.

La guerre nous a donc surpris en pleine réorganisation, ou plutôt en pleine désorganisation financière, à l'une de ces minutes, oscillantes et perplexes, où un système, à moitié démoli, s'apprête à céder la place à un autre système à peine installé.

Il semble que le sentiment de l'élémentaire prudence commandât, dans ces conjonctures critiques, d'ajourner à des

temps meilleurs tout projet de reconstruction et d'utiliser les impôts existants, quels que fussent, d'ailleurs, leurs mérites ou démérites. On ne change pas de chevaux pendant la traversée du gué. Tel était assurément l'avis de M. Ribot à qui incombait le périlleux honneur de présider à notre mobilisation financière. Imbu des grandes traditions parlementaires britanniques, l'éminent homme d'État se souvenait sans doute que si l'Angleterre avait traversé victorieusement les épreuves financières nées des guerres prolongées, c'est qu'elle n'avait pas craint de recourir, pendant les hostilités mêmes, dans la proportion des deux tiers ou des deux cinquièmes, à l'impôt plutôt qu'à l'emprunt. M. Ribot se préoccupait de mettre à profit l'élan patriotique dont le pays était encore soulevé, en 1915, pour demander aux contribuables des régions non envahies un gros effort fiscal. C'est dans cet esprit qu'il proposa à la Chambre de procéder, toutes affaires cessantes, au *doublement* des contributions directes, assises et prêtes à la perception.

La Chambre s'y refusa. A l'unanimité, moins une voix, elle décida de persévérer dans son entreprise de réforme fiscale. Ce fut l'un de ces entraînements d'assemblée qui abolissent toute faculté de réflexion, qui suspendent les divergences de parti, et où se manifeste volontiers cette promptitude française à s'emporter en accès de chevalerie et de générosité quand retentissent les mots de justice et de droit, quelles que puissent être les conséquences funestes de cet emballement.

L'histoire retiendra sans doute le nom de l'unique député qui resta à l'écart du mouvement : M. de Montplanet, représentant de la Vienne.

De bonne foi, la Chambre croyait avoir rendu témoignage à l'idéal et s'être mise à l'unisson des combattants et de leur sublime sacrifice. En réalité, nous subissons encore les dures répercussions d'une mesure irréfléchie. La nouvelle fiscalité personnelle qui, en temps normal, eût requis de longues années d'efforts, pour être mise en état d'activité productive, ne devait rien donner de longtemps. En fait elle n'a donné que des mécomptes. C'est ainsi que les bonnes dispositions du pays sont restées sans emploi, que des sommes considérables qui eussent dû faire retour au Trésor public, sont demeurées

dans les coffres des particuliers, ont provoqué une dépense privée inconsidérée et qu'il a fallu, en dernière analyse, demander à l'emprunt ce que l'impôt aurait dû fournir.

Il n'y a pas beaucoup d'exemples, dans l'histoire, d'un pareil triomphe de la raison pure sur la raison pratique, de la théorie préconçue sur les faits acquis, de l'évolution artificielle sur l'évolution naturelle.

Une erreur colossale a été commise en 1915. Nous continuons à en ressentir les effets. Et la politique expérimentale nous enseigne que nous avons même peu de chances de les conjurer si l'on ne se résout à supprimer la cause.

A supposer que la fiscalité personnelle ait, en puissance, toutes les vertus et tous les avantages dont ses partisans et promoteurs veulent bien la gratifier, il reste que pour l'incorporer à notre vie économique et sociale, pour triompher de la résistance des mœurs, pour refaire, de fond en comble, le travail d'un siècle, il faut, de la part de l'administration des Finances, un effort gigantesque, accru encore par les difficultés propres à l'après-guerre, auquel on peut assigner, sans témérité, un délai d'au moins dix ans, durant lequel le Trésor public manquera des ressources urgentes que lui eût aisément procurées la fiscalité coutumière.

La formidable entreprise, à laquelle M. Joseph Caillaux a attaché son nom, eût déjà semblé aléatoire, pleine de périls et semée d'obstacles, dans une période de tranquillité et de prospérité. Quelle destinée lui sera-t-il réservé dans une après-guerre si tourmentée et si mouvementée?

Qui nous défend d'en revenir à notre vieille fiscalité, comme nous le conseille l'intérêt de nos finances, compromises par le mauvais rendement des impôts et par les défaillances d'une administration succombant à l'impossible tâche?

Un faux point d'honneur. La tyrannie d'un préjugé. L'idée très erronée que la majorité du pays tient à la fiscalité personnelle. La présomption d'intangibilité attachée aux mesures législatives d'un certain ordre.

Nous voyons cependant que le préjugé commence à céder. Un député de l'Hérault, M. Viala, qui appartient à l'opinion radicale, a bien osé préconiser le rétablissement des anciennes contributions directes.

Celles-ci, d'ailleurs, reléguées au rang humilié et secondaire de contributions locales, ne laissent pas, en regard de la stérilité où languit la fiscalité personnelle, de prouver leur souplesse, leur plasticité, leur aptitude à une productivité presque illimitée. Grâce à leur survie, les départements et les communes ont échappé au redoutable péril de l'insolvabilité. De 1914 à 1920 elles ont passé de 621 millions à 1 219 millions. Elles n'ont jamais été plus régulièrement acquittées. Quel contraste avec l'improductivité des impôts nouveaux!

Si les idées de M. Ribot, très mollement, d'ailleurs, défendues par lui, eussent prévalu, si les anciennes contributions d'État au lieu d'être supprimées par la loi de Finances du 31 juillet 1917, eussent été *doublées* en 1915, puis progressivement mises en concordance avec la valeur décroissante du franc, on peut affirmer que le trésor eût encaissé, de ce chef, une somme supplémentaire de SIX MILLIARDS, égale au total d'argent frais recueilli par l'emprunt de 1920. En suivant cette progression, ces contributions familièrement appelées les *quatre vieilles*, dans le langage courant, auraient passé, de 635 à 2 540 MILLIONS, c'est-à-dire que leur produit, *aisément recouvré*, compenserait exactement à l'heure actuelle le déficit de DEUX MILLIARDS ET DEMI autour duquel la commission des Finances et le ministre ont engagé une bataille, vraiment comique, au moment (octobre 1921) où nous traçons ces lignes.

Méconnaîtra-t-on la force probante incluse dans l'expérimentation qui s'est ainsi instituée et poursuivie, depuis sept ans, sous nos yeux?

Ne sera-t-on pas amené à réfléchir sur le danger de se mettre en état d'insurrection ouverte contre l'évolution naturelle?

Pourquoi s'obstiner à répudier, suivant le mot d'un de nos économistes les plus réputés, René Stourm, le plus pur effort des hommes de la Révolution?

Notre vieux système d'impôts nous vient d'eux. Ils l'ont établi corrélativement à l'ensemble des institutions modernes politiques et sociales. Ne soyons pas dupe des apparences et souvenons-nous, sur la foi de Tocqueville, que, quelles que fussent leurs erreurs et leurs passions, les Constituants ont

beaucoup moins innové sur bien des points, que nous ne le croyons et qu'ils ne l'ont cru eux-mêmes.

L'Assemblée Nationale de 1789 a soigneusement remployé, en matière fiscale, tous les matériaux utilisables fournis par l'ancien Régime. Et l'on peut dire de notre système d'impôts que, relié par une chaîne ininterrompue aux origines de la nation, associé à sa vie, évoluant avec elle, il reflète fidèlement son image. Assurément, ce système offense l'idée de symétrie. Fait de pièces et de morceaux, composé d'éléments hétérogènes, souvent retouché et réparé, il n'a pas l'unité des grandes constructions, fabriquées d'un seul jet. Mais, c'est de la sorte qu'il épouse exactement la forme même de la société française, qu'il se moule étroitement sur notre patrie et qu'il se montre préférable aux savants et rigides aménagements qu'on essaie de lui substituer.

La fiscalité *réelle* nous est donnée par l'instinct national. Aucune théorie ne l'a précédée. Les constituants de 1789, dans l'ordre fiscal, pas plus que les constituants de 1875, dans l'ordre politique, n'édifiaient une œuvre idéologique.

Ce n'est qu'après coup qu'on a pu construire la théorie de la fiscalité française et en induire les raisons profondes et inconscientes.

On invoque souvent, à l'appui de la fiscalité *personnelle*, l'exemple de l'étranger. Il n'est pas d'argument plus faible que celui-là. La fiscalité *personnelle*, en Angleterre par exemple, n'est qu'un instrument de circonstance, créé pour dissoudre une aristocratie héréditaire dont nous n'avons pas l'équivalent en France.

Les Constituants français, au rebours, ont légiféré, dans l'ordre fiscal, pour une société caractérisée par la prédominance des classes et des fortunes moyennes. Suivant la topique remarque de Rivarol, mal prévenu pourtant à l'égard de l'Assemblée nationale, ils se sont préoccupés de réaliser moins l'égalité des hommes devant le fisc que l'égalité des choses. Pour que ces hommes, si profondément imprégnés des théories rousseauistes, se soient tenus fermes sur un tel principe, ne faut-il pas qu'ils aient été mus par cette force supérieure qu'en politique expérimentale on appelle l'évolution naturelle?

D'autres principes, aisément reconnaissables, ont également présidé à la naissance et au développement de la fiscalité *réelle.*

Le premier, qu'un Proudhon, tout socialiste et révolutionnaire qu'il fût, a repensé et redécouvert, à la fin de sa carrière, est celui-ci :

L'impôt, de quelque façon qu'on le perçoive, finit toujours par s'incorporer aux objets, denrées, services et utilités, dans une société fondée sur l'inégalité des conditions et la liberté des échanges. Il est rejeté dans la circulation. D'où il suit que le problème de la péréquation de l'impôt est insoluble, et que toute tentative pour parvenir à cette péréquation, soit par l'impôt progressif, soit par l'impôt sur le capital ou le revenu, conduit à l'absurde et entraîne pour l'économie publique des perturbations énormes.

Un second principe se dégage de la fiscalité française.

Elle procède de cette idée capitale que l'impôt représente la part de l'État dans la production et ne représente qu'elle. La plupart des juristes, économistes et sociologues partageant en cela l'illusion vulgaire, se figurent que l'impôt consiste en un prélèvement sur la richesse acquise. Le législateur français, tant qu'il est demeuré inaccessible aux utopies étrangères, n'a pas versé dans cette illusion. Sans qu'il s'en rendît peut-être un compte exact, dans tout ce qu'il a édicté et ordonné en matière fiscale, il a considéré que l'incidence de l'impôt portait sur le produit futur, faute de quoi la nation, au lieu de reconstituer la valeur de sa contribution, se fût trouvée en perte et eût cessé de croître en richesse et en prospérité. Sans doute est-il impossible au fisc de frapper le produit à venir qui ne tombe pas sous ses prises, et c'est pourquoi il frappe, un peu au hasard, tous les signes extérieurs de la propriété, de la richesse et de la consommation. Mais cette nécessité de fait ne doit pas masquer le véritable caractère de l'impôt à la française qui cherche à atteindre, non le présent, mais l'avenir.

Cette vue peut paraître obscure. Elle est pourtant de toute évidence. Qu'on veuille bien supposer une nation aussi riche qu'on voudra, mais qui ne produit pas la valeur des impôts requis par l'État. Les impôts seront donc pris sur les moyens

de production et ceux-ci diminueront d'autant. En conséquence les ressources pour les productions de l'année subséquente diminueront dans la proportion du retranchement et, ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à ce que de soustraction en soustraction, la nation ne se compose plus, selon la vigoureuse formule de Th. Funck-Brentano, que « d'un groupe de mandarins enrichis et d'un troupeau de misérables ».

C'est exactement ce qui se passe pour l'impôt sur le revenu puisque le contribuable défalque chaque année du chiffre de son revenu la somme payée pour l'impôt l'année précédente.

Notre vieux système fiscal est du bon sens français à sa plus haute expression. *Il est réel.* Avant tout il a voulu libérer le contribuable de toute servitude personnelle envers l'État. Il s'est conformé à notre goût de l'indépendance et à notre horreur de l'inquisition. La réalité de l'impôt, comme la décentralisation, a été le premier mouvement de la Révolution française. Tout y tendait depuis le début de la Monarchie. *Ce système exclut formellement toute arrière-pensée de nivellement social, déguisée en souci de justice.* Il est productif, sans contrainte et sans violences, parce qu'il ne met pas d'entraves à l'initiative et à l'esprit d'entreprise. Il est impartial, parce qu'il s'adresse aux choses et que par conséquent il ne saurait être mis au service d'une secte et d'un parti. Il ne poursuit qu'une fin : *satisfaire aux besoins de l'État.* Il est positif, pragmatique, exempt de chimère, comme le Français de France dans sa famille et sur son domaine. Nous faisions allusion plus haut aux circonstances qui ont jeté la Grande-Bretagne dans les sentiers de la fiscalité personnelle. Il convient de noter aussi que cette fiscalité figure, en bonne place, dans le fameux manifeste de Marx et d'Engels, comme l'un des moyens préparatoires à la destruction de la propriété individuelle. C'est au pays du militarisme et du collectivisme que la personnalité de l'impôt a trouvé ses apologistes et ses fauteurs les plus déterminés. N'aurions-nous vaincu la Prusse sur les champs de bataille que pour mieux subir sa tyrannie intellectuelle?

Chaque fois que nous sommes sortis des voies nationales, telles qu'elles nous sont tracées par la coutume et la tradition, ou plutôt par l'évolution naturelle, chaque fois que nous

avons cherché le progrès ailleurs que dans le développement de l'ordre correspondant, nous n'avons pas été les bons marchands de l'aventure. Résoudre le problème financier est, pour la France de 1921, une question de vie ou de mort. Or, il apparait clairement qu'à vouloir demander des ressources à une fiscalité artificielle et étrangère au génie français, notre école dirigeante se condamne au déficit. Les recettes de l'État, en matière de contributions directes, sont notablement inférieures aux espérances, aux prévisions et aux nécessités. Une aventureuse expérimentation tentée dans les conditions les moins favorables au succès aboutit à un échec lamentable. Elle superpose à la difficulté d'extraire du pays des sommes colossales, la difficulté, inutile et gratuite, inhérente à des procédés vexatoires et inaccoutumés. Plus le fardeau est lourd, et plus il semble qu'on s'évertue à en rendre la forme incommode et à meurtrir les épaules du porteur.

La nouvelle fiscalité ne rend pas. Tel est le fait devant lequel il faut bien que s'incline le parti pris doctrinaire. Or que propose-t-on au Parlement? D'augmenter les coefficients d'application. Ne voit-on pas qu'on se met ainsi au risque de convertir l'échec en désastre.

Il est temps de faire appel à la fiscalité réelle, à la fiscalité nationale, à la fiscalité qui a fourni ses preuves. Seule elle fera disparaître l'antagonisme qui renaît entre le fisc et les contribuables. Cette fiscalité est, pour ainsi dire, consubstantielle à la Nation. Elle rend moins sensible le poids et le volume des charges publiques. Parce qu'il sera convié à payer de la façon accoutumée qui a ses préférences, le contribuable s'acquittera plus vite, plus largement et de meilleur gré. Parce qu'elle ne sera plus offensée dans des traditions, où l'on doit voir les conditions mêmes de sa vitalité, la France sera incitée à produire la valeur des surcharges et à vérifier les vues optimistes de Mac-Culloch.

III

ENTRE DEUX POLITIQUES

Nous avons subi, depuis que la situation financière est apparue à la France sous un jour très sombre, de vertueux

prêches sur la nécessité de restreindre les dépenses publiques. On est tombé d'accord sur ce point que si les contribuables avaient le devoir de combler la moitié du déficit, il incombait à la puissance publique d'assumer l'autre moitié de la besogne en comprimant vigoureusement le budget des dépenses et en pratiquant sur lui les retranchements les plus sévères.

L'économie est très populaire et ses champions n'ont pas laissé de récolter, dans les assemblées comme dans l'opinion, de chaleureux applaudissements.

En revanche, il n'est rien de plus impopulaire que les économies. Jusqu'ici les homélies en l'honneur de l'économie, les efforts du Sénat et des commissions des Finances pour faire de l'économie une vérité n'ont donné que des résultats insignifiants. Le budget français, abstraction faite de toutes dépenses spécialement afférentes à la guerre et à ses suites, ne cesse de grossir envers et contre les volontés contraires. Il semble qu'on se trouve en présence d'une force immanente et mystérieuse que rien ne soit capable de ralentir et de suspendre. L'État français, incarné dans les Chambres et dans le Cabinet, n'est plus maître de sa dépense. Il a cessé de la gouverner. Nos financiers ne peuvent qu'en passer l'aveu. A quoi sert-il de supprimer ou de réduire des crédits? Ils renaissent à leur taux primitif, dans l'exécution de la loi de Finances et sous forme de crédits additionnels ou supplémentaires, reviennent, à titre de faits acquis, s'imposer à la ratification du Parlement. La discussion et le vote du budget, cet attribut fondamental des assemblées, tend de plus en plus à n'être qu'une apparence. Il s'est opéré, de la constitution politique à la constitution administrative, un véritable déplacement de pouvoirs.

Que cette évolution s'accentue encore un peu et le droit de fixer souverainement le total des dépenses publiques, échappant aux mains débiles du Parlement, appartiendra en entier aux oligarchies administratives. C'est un fait d'une portée considérable, dont l'observateur, impartial et attentif, ne saurait trop souligner la gravité. Il ne s'agit pas moins que d'une de ces révolutions silencieuses qui touchent aux fondements mêmes de l'ordre politique et social. Diverses mesures ont été prises ou envisagées dans ces derniers temps,

pour redresser cet abus qui est bien près de se faire recevoir et consacrer comme un usage légitime. Dans cette lutte le Parlement a d'autant mieux le dessous que les parlementaires, pris individuellement, combattent contre leur propre cause, en soutenant les prétentions des fonctionnaires qui font partie de leur clientèle. Et, dans son numéro du 25 septembre dernier, le *Temps* constate mélancoliquement : « A quoi bon tant de semaines et de mois consacrés à la fixation parlementaire des dépenses de l'État, si les autorisations budgétaires accordées peuvent être tournées en dérision ? »

Le salut public exige des économies. Le gouvernement est à l'impuissance pratique d'en faire. Ainsi se résume la situation.

En bonne politique expérimentale, il faut remonter jusqu'à la cause première de cette situation.

Cette cause, où se trouverait-elle sinon dans la nouvelle conception de l'État et de sa fonction qui a commencé à prévaloir, au début du présent siècle, et qui, d'ailleurs, s'affirmait et se préparait de très loin ? On nous permettra de renvoyer nos lecteurs, pour le détail, au chapitre de notre *Essai de politique expérimentale*, intitulé *l'Étatisme contre la Coutume.*

Ce qu'on a appelé le radicalisme qui, depuis 1899, dirige toute la politique française, constitue un compromis entre le collectivisme marxiste et la tradition française. De ce compromis, M. Léon Bourgeois, dans un volume remarquablement écrit d'ailleurs, sur la *Solidarité*, s'est fait le théoricien. L'éminent homme d'État y a transformé, selon son expression même, le *Contrat social* en *Quasi-Contrat.* Qu'en devait-il résulter? Un Quasi-Collectivisme. L'école dont M. Léon Bourgeois est le chef doctrinal, se défend certes d'adhérer au marxisme. Mais elle se croit appelée, en vertu d'une sorte de pragmatisme, à en réaliser les parties raisonnables et acceptables. Elle demeure attachée à la propriété individuelle, mais elle se propose d'en corriger les abus et les déviations, en instituant, à côté d'elle, une propriété sociale, gérée par l'État. Voici ce que cela devient dans la pratique d'après le programme rédigé en 1907 par le congrès radical tenu à Nancy :

« Dès qu'une industrie est suffisamment centralisée pour présenter un danger public, il appartient à la Nation d'en assurer elle-même l'entreprise, soit en régie directe, soit en régie intéressée. Il n'est pas douteux que les voies ferrées, les mines, les assurances, la banque, etc., peuvent devenir des services publics au même titre que l'enseignement, les routes, les canaux, les postes et télégraphes. »

En d'autres termes, dans la pensée de l'école radicale, toute entreprise, de quelque nature qu'elle soit, lorsqu'elle est parvenue à un certain degré d'étendue et de concentration doit être étatisée et collectivisée. Il y a présomption que, dans les mains de l'État, elle sera mieux gérée et administrée, mieux subordonnée à l'intérêt supérieur de la Nation.

D'autre part, et l'école radicale a toujours insisté fortement sur cette corrélation, les entreprises ainsi étatisées, fourniront à l'État d'amples ressources et revenus, que l'impôt proprement dit ne lui aurait jamais procurés, pour subvenir aux œuvres d'assistance, aux retraites ouvrières, etc.

Ce vaste programme n'a pu recevoir qu'un commencement d'exécution. Le projet de faire rentrer, avant le terme, dans l'appartenance de l'État, tous les réseaux des voies ferrées, si véhémentement soutenu par Pelletan et Bourrat, s'est trouvé limité au rachat du réseau de l'Ouest. Nous n'avons pas été gratifiés du monopole des assurances et des banques, du monopole de l'alcool ni du rachat des mines. Mais, toute une gigantesque entreprise de socialisme d'État, plus ou moins imitée de l'Empire allemand, englobant différentes formes d'assistance et l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, a été mise sur pied. Et le nombre des fonctionnaires s'est accru d'autant.

La guerre, en se prolongeant, ne devait que trop favoriser cette tendance, en la couvrant de motifs ou de prétextes empruntés à la défense nationale. Qu'est-ce que la mobilisation au regard de l'économiste et du sociologue? Un essai loyal de collectivisme, tenté sur une immense échelle. L'initiative privée a été réduite à sa plus simple expression. Ce qui n'était qu'une anticipation de rêveur s'est trouvé réalisé. A la fin de la guerre, l'État, par l'intermédiaire de deux millions de fonctionnaires civils et militaires, exerçait presque

tous les monopoles, jusques et y compris celui du ravitaillement. On n'éprouvera aucune peine à croire qu'en vertu de la doctrine dominante, l'État n'a jamais hésité à se porter au delà de ce que requérait la stricte nécessité. Dans les derniers mois de la guerre, deux théoriciens socialistes, l'un au Ministère de la Marine, l'autre au département de l'Agriculture, avaient obtenu licence de procéder à la création d'une flotte de commerce d'État et à la mainmise de l'État sur les terres en friche et abandonnées. Du chef de la guerre, l'Étatisme pratique a reçu un formidable accroissement.

Les faits ont-ils conclu, depuis vingt ans et surtout en ces dernières années, pour le régime étatiste, partiel ou intégral, contre le régime de l'appropriation individuelle?

Il suffit, pour répondre, de prêter l'oreille à l'assourdissant concert de réclamations et de protestations qui s'est élevé des profondeurs du pays, dès l'armistice. Sur tous les points du territoire, un cri se fait entendre : *De l'État, de ses gênes, de ses tyrannies, de ses gaspillages, de ses gabegies qu'on nous délivre au plus tôt!* Il n'est pas de plus sûr moyen de se faire applaudir que d'instituer le procès de l'État qui, au rebours du roi Midas, fane et stérilise tout ce qu'il touche. On devra convenir que les scandales administratifs dont les plus retentissants ont été ceux des stocks américains et des régions libérées, avaient de quoi faire déborder le vase des colères.

L'Étatisme n'est donc plus en 1921, une anticipation séduisante qui s'estime au poids de ses promesses, mais une expérience qui se juge à ses fruits.

Affirmation incontestable, puisqu'elle s'appuie sur des documents et des aveux officiels.

Au commencement du siècle la *Régie des Tabacs* accusait un bénéfice annuel de 330 millions qui, aux abords de la guerre dépassait 400 millions. Ce bénéfice a doublé dans l'après-guerre. Il atteint 800 millions. Or, le *doublement* a été obtenu au moyen d'un *triplement* et parfois d'un *quadruplement* des prix de vente. Comment et pourquoi faut-il, dans les régies d'État, *tripler* ou *quadrupler* le multiplicateur pour *doubler* le produit? On ne le saura jamais. C'est le grand mystère de la gestion d'État. Le doublement, au surplus, n'est qu'un trompe-l'œil, parce que l'État néglige de faire

entrer en ligne de compte l'amortissement de son matériel et l'intérêt de son capital de premier établissement. L'exportation des tabacs est presque nulle et cela se comprend puisque l'État fait profession d'ignorer les goûts et de contrarier les préférences de la clientèle. Du fait du monopole, il se produit un manque à gagner considérable pour l'agriculture et l'industrie française. Et ce manque à gagner devrait venir en déduction du prétendu bénéfice enregistré. Si l'on considère que le régime des tabacs anglais, exclusivement fiscal, rapporte au Trésor britannique (350 millions en 1913) presque autant que le Monopole au Trésor français, on est obligé d'en conclure que l'État laisse échapper au moins la moitié des bénéfices légitimes qu'un autre système de régie procurerait à notre budget.

Le *monopole des allumettes* rapportait, avant la guerre, 30 millions. Au témoignage d'un haut fonctionnaire, M. George Bonnet, cette somme correspond à un déficit d'exploitation masqué par la tromperie sur la quantité et la qualité de la marchandise et par l'abusive énormité du prix de vente. Quand les ouvriers de ses manufactures sont en grève, l'État fait des économies. Il n'évite la faillite déclarée qu'en s'instituant contrebandier et en achetant à l'étranger, à 10 ou 20 p. 100 meilleur marché que sa propre fabrication, des produits qu'il revend ensuite au public avec 1 600 p. 100 de bénéfice.

La devise des *Etablissements de la Marine*, et notamment des arsenaux, est connue. C'est le *Forcès pas* des Toulonnais, c'est-à-dire : Ne forçons pas le travail. Les prix de revient de la Marine comparés à ceux de l'industrie privée, l'emportent d'environ 25 p. 100. A l'heure actuelle, les arsenaux à qui la déchéance de notre Marine de guerre a retiré toute raison d'être, fonctionnent à vide, et l'État n'ose les licencier. Combien en coûte-t-il au Trésor?

L'Imprimerie nationale accusait modestement un produit net tout juste égal à l'intérêt du capital investi dans l'affaire.

Un haut fonctionnaire, M. Colson, a procédé à une vérification. Il a constaté que ce résultat, déjà insuffisant en soi, avait été acquis par une majoration excessive des prix facturés à l'État. Cet établissement travaille donc à perte. La reconstruction de ses immeubles, qui avait été prévue

pour trois millions, a dépassé, de gabegie en gabegie et de malfaçon en malfaçon, le dixième million.

L'État a des *chemins de fer*. Son ancien réseau avait coûté 935 millions à la France. Il devait, d'après des prévisions très modérées, du fait de l'intérêt et de l'amortissement, payer plus de 40 millions par an au Trésor. En 1904 il ne versait plus que 14 millions, grâce à un coefficient d'exploitation de 74 p. 100, supérieur de 18 p. 100 à celui de la compagnie la moins favorisée.

A ce réseau est venu s'ajouter, le 1er janvier 1909, le réseau de l'Ouest. Le résultat a été aussi concluant que rapide. Le produit net qui était de 78 millions et demi, au moment où l'État a racheté l'Ouest, tombait à un peu moins de 22 millions à la veille de la guerre. Et l'insuffisance totale de l'exploitation était montée de 31 800 000 francs à 82 millions. Insuffisance que, dans son rapport du 29 mars 1912, M. Henry Chéron, sénateur d'un des départements desservis par l'Ouest-État, qualifiait d'*exorbitante*. A peine l'État avait-il pris possession du réseau que la proportion des remboursements pour pertes, manquants et avaries, qui se tenait aux environs de 1 400 francs pour 100 000 francs dépassait 3 000 francs.

Un ancien ministre des Travaux publics, M. Yves Guyot, dans un volume de 430 pages, a enregistré, d'après les documents officiels, les résultats donnés, en France et à l'Étranger, par la gestion de l'État et des municipalités. Sous toutes les latitudes l'expérience a prononcé souverainement. Toute entreprise confiée à l'État moderne, enraie tout progrès, démoralise le personnel, provoque dans le pays une contagion d'anarchie et d'indiscipline, engendre le gaspillage et dégénère en gabegie. Du point de vue financier, qui est ici spécialement le nôtre, elle prive de son pouvoir reproducteur le capital usurpé par l'État, constitue la collectivité nationale en perte. Présumée fructueuse pour le Trésor, l'exploitation d'État lui est toujours onéreuse, et quand elle figure en recettes en budget, ce n'est qu'au prix d'artifices de comptabilité qui dissimulent le déficit.

Quand un ministre est contraint d'avouer par exemple que la *Marine marchande d'État* coûte quotidiennement

40 millions aux contribuables, quelle théorie ne chancellerait sous un coup aussi droit?

Nous irons demander à un ancien sous-secrétaire d'État aux P. T. T. dans le cabinet Clemenceau, M. Louis Deschamps, député de Rennes, de résumer dans une formule synthétique, le résultat de l'Étatisme.

Dans l'amertume de son désenchantement, M. Louis Deschamps qui appartient, ne l'oublions pas, à notre École dirigeante, n'a pas craint d'écrire que « l'État est un mauvais patron, qui n'a ni responsabilité ni autorité »!

Les *Postes, Télégraphes et Téléphones,* que M. Deschamps vise spécialement dans son réquisitoire, se trouvent, malgré l'exorbitante augmentation des tarifs, en état virtuel de faillite. Et plus ce service coûte aux contribuables, moins il leur donne satisfaction. Dans les prévisions de 1922, le budget des P. T. T. s'élève en dépenses à 1 300 millions contre un produit éventuel de 912 millions.

M. Deschamps avait mis toute son âme dans son propos de transformer cette grande administration. Il est sorti meurtri et vaincu de la lutte.

Écoutons-le encore :

« L'État n'est pas fait pour être industriel ou patron; il doit uniquement garantir au pays la tranquillité à l'intérieur et à l'extérieur, assurer la justice, donner aux enfants l'instruction, et lorsqu'il y est parvenu, en collectant les impôts, son rôle est terminé. »

N'est-ce pas, heureusement résumé, l'avis de tous les Français, à part les intéressés et une minorité d'esprits systématiques que leurs déboires ne font qu'enfoncer davantage dans leur parti pris?

L'Étatisme nous avait été donné comme devant augmenter les ressources que la Nation consacre à l'amélioration du sort du plus grand nombre. Or, dans ses arsenaux, dans ses ateliers, dans ses usines, sur son réseau, l'État produit peu et lentement. Il succombe à l'exagération de ses frais généraux et à la difficulté de maintenir une exacte discipline. Suivant l'énergique expression populaire, il « mange de l'argent ». Où pourrait-on désormais découvrir une justification, au maintien et à la survie de l'Étatisme?

L'Étatisme, mais il est en train de compromettre et de perdre l'État lui-même.

Malgré ses défauts, l'administration française, ponctuelle, méthodique, honnête, laborieuse, pourvue d'une tradition, a rendu de grands services au pays. Elle lui a servi d'armature dans les commotions politiques. Aujourd'hui, cette administration se désagrège. Elle se contamine. Elle subit la contagion des administrations improvisées, que le socialisme d'État lui a incorporées. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter au congrès que la *Fédération des syndicats des fonctionnaires francais* a tenu à Paris, à partir du 24 septembre dernier et où figuraient les représentants de bureaucraties telles que l'Enregistrement où s'étaient jusqu'ici perpétuées les meilleures traditions. Les syndicats de fonctionnaires s'étaient d'abord assigné comme fin la lutte contre le favoritisme et l'ingérence des parlementaires dans l'avancement régulier. Le grief était à prendre en sérieuse considération. C'est bien d'autre chose qu'il s'agit aujourd'hui. On ne peut s'y méprendre. Quand la fédération déclare, dans une motion, qu'elle exige la plénitude du droit syndical, quand elle proclame sa volonté d'associer son action à la Confédération générale du Travail, quand elle fait une déclaration de guerre à la majorité du Parlement, les plus optimistes ne peuvent se défendre de sérieuses alarmes.

C'est l'excès d'Étatisme qui détruit jusqu'à la notion de l'État. La constitution elle-même est en péril. L'État n'est plus obéi par ses serviteurs. Il a tellement multiplié le nombre des fonctionnaires et des fonctionnarisés qu'il a perdu sur eux toute prise. L'Administration s'érige en oligarchie indépendante qui est à elle-même sa propre raison d'être. L'autorité de la Nation est tenue en échec par l'autorité syndicale. L'ancien principe s'en va : les services publics ont cessé de fonctionner dans l'intérêt de tous, ils fonctionnent dans l'intérêt exclusif de ceux qui les remplissent. Les traitements et les appointements deviennent la grande affaire, et se substituent à l'intérêt public.

Comment, dès lors, les entreprises de l'État pourraient-elles être productives. Comment pourraient-elles n'être pas onéreuses et déficitaires? Comment la Nation serait-elle encore

en mesure d'exercer, par l'intermédiaire de ses représentants, le contrôle des dépenses et en garder la maîtrise? Le rôle du Parlement se réduit à voter les impôts en quantité égale à des exigences qui n'ont même plus à se motiver.

Tant que cette situation anarchique sera tolérée, il sera dérisoire de risquer même une allusion à une politique financière et à un système d'économies. Tant qu'un Étatisme, incompatible avec notre constitution parlementaire, continuera à former le fonds de la doctrine de notre école dirigeante et que les programmes politiques persisteront à s'en aller à contre-sens d'une expérience aussi douloureuse que concluante, le problème financier demeurera insoluble et la banqueroute apparaîtra inévitable.

L'affirmation simultanée de l'économie et de l'Étatisme est aussi absurde que celle du cercle carré. Une question préjudicielle, angoissante et terrible, est posée devant la conscience française. Veut-on renoncer à l'Étatisme? Veut-on secouer la servitude qui impose encore à nos intelligences une politique dont tous les faits ne se lassent pas de proclamer la ruineuse nocivité?

FELS

(A suivre.)

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, *85bis, Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

Le Gérant : ED. PAUPHILET.

LE DOCTEUR HÉRACLIUS GLOSS

Le Docteur Héraclius Gloss *reposait parmi les feuillets jaunis pieusement reçus en dépôt des mains jalouses de notre aïeule Laure de Maupassant, mère tendre et forte, dont le constant souci façonna et suivit, avec passion, le gars solide qui fut la grande fierté de sa vie.*

Lorsque M. Conard, appliquant ses soins avertis à réaliser son édition si remarquablement préfacée par Pol Neveux voulut rechercher les inédits, qui pourraient compléter et servir l'œuvre, nous examinâmes ce manuscrit. Nous fûmes alors d'avis de ne pas l'intégrer dans la collection nouvelle, non pas seulement parce que l'auteur lui-même avait paru peu enclin à le livrer au public, mais aussi et surtout en raison de ce qu'il se détachait un peu de l'ensemble, par sa forme et sa technique.

Avions-nous vraiment la libre disposition de soustraire indéfiniment au regard du Grand Juge cette œuvre, de jeunesse, certes, mais achevée et qui révèle chez l'auteur — peut-être — une tendance momentanée à s'inspirer d'une construction voltairienne?

De par les indications relevées dans des lettres de Guy, nous avons cru pouvoir situer l'achèvement de ce conte philosophique entre 1875 *et* 1877.

Encore que notre parti-pris existe de ne pas chercher, ici, à définir un genre ou à apprécier une qualité d'ordre littéraire, nous croyons permis de souligner que déjà, à cette époque,

plusieurs années avant ses œuvres maîtresses, Maupassant avait les mêmes directions de pensée, qui, plus tard, servirent de thème à ceux dont l'idée critique voulut expliquer certaines hallucinations, écrites avec une intensité et un réalisme poignants. Cependant le Docteur Héraclius Gloss *fut bien composé par le bon athlète plein de vie, de robustesse, de santé physique et morale, que connurent les amis de Médan. C'est que Guy, de tout temps, même très jeune, fut dominé par une inclinaison naturelle au pessimisme, comme presque tous ceux dont l'âme résonne des moindres vibrations ambiantes et dont l'esprit enregistre, avec une lucidité et une profusion douloureuses, les plus imperceptibles nuances d'humanité.*

A la Revue de Paris *on a pensé qu'il devait être intéressant de produire cette petite œuvre d'une période où Maupassant se donnait, tout entier, au labeur permanent d'une proche formation.*

Simplement, et nous tenant très loin de toute prétention — que Guy eût, à coup sûr, fermement répudiée — nous avons cru qu'il ne nous appartenait pas de ne point satisfaire à la saine curiosité, que, justement sans doute, on nous a fait pressentir.

JEAN OSSOLA

I

CE QU'ÉTAIT, AU MORAL, LE DOCTEUR HÉRACLIUS GLOSS

C'était un très savant homme que le docteur Héraclius Gloss. Quoique jamais le plus petit opuscule signé de lui n'ait paru chez les libraires de la ville, tous les habitants de la docte cité de Balançon regardaient le docteur Héraclius comme un homme très savant.

Comment et en quoi était-il docteur? Nul n'eut pu le dire. On savait seulement que son père et son grand-père avaient été appelés docteurs par leurs concitoyens. Il avait hérité de leur titre en même temps que de leur nom et de leurs biens; dans sa famille on était docteur de père en fils, comme, de fils en père, on s'appelait Héraclius Gloss.

Au reste, s'il ne possédait point de diplôme signé et contresigné par tous les membres de quelque illustre faculté, le docteur Héraclius n'en était pas moins pour cela un très digne et très savant homme. Il suffisait de voir les quarante rayons chargés de livres qui couvraient les quatre panneaux de son vaste cabinet, pour être bien convaincu que jamais docteur plus érudit n'avait honoré la cité balançonnaise. Enfin, chaque fois qu'il était question de sa personne devant M. le Doyen ou M. le Recteur, on les voyait toujours sourire avec mystère. On rapporte même qu'un jour M. le Recteur avait fait de lui un grand éloge en latin devant M. l'Archevêque; le témoin qui racontait cela, citait d'ailleurs comme preuve irrécusable ces quelques mots qu'il avait entendus :

Parturiunt montes, nascitur ridiculus mus.

De plus, M. le Doyen et M. le Recteur dînaient chez lui tous les dimanches; aussi personne n'eût osé mettre en doute que le docteur Héraclius Gloss ne fût un très savant homme.

II

CE QU'ÉTAIT, AU PHYSIQUE, LE DOCTEUR HÉRACLIUS GLOSS

S'il est vrai, comme certains philosophes le prétendent, qu'il y ait une harmonie parfaite entre le moral et le physique d'un homme, et qu'on puisse lire sur les lignes du visage les principaux traits du caractère, le docteur Héraclius n'était pas fait pour donner un démenti à cette assertion. Il était petit, vif et nerveux. Il y avait en lui du rat, de la fourmi et du basset; c'est-à-dire qu'il était de la famille des chercheurs, des rongeurs, des chasseurs et des infatigables. A le voir, on ne concevait pas que toutes les doctrines qu'il avait étudiées pussent entrer dans cette petite tête, mais on s'imaginait bien plutôt qu'il devait, lui-même, pénétrer dans la science, et y vivre en la grignotant comme un rat dans un gros livre. Ce qu'il avait surtout de singulier, c'était l'extraordinaire minceur de sa personne; son ami le doyen prétendait, peut-être non sans raison, qu'il avait

dû être oublié, pendant plusieurs siècles, entre les feuillets d'un in-folio, à côté d'une rose et d'une violette, car il était toujours très coquet et très parfumé. Sa figure surtout était tellement en lame de rasoir que les branches de ses lunettes d'or, dépassant démesurément ses tempes, faisaient assez l'effet d'une grande vergue sur le mât d'un navire. « S'il n'eût été le savant docteur Héraclius, disait parfois M. le Recteur de la Faculté de Balançon, il aurait fait certainement un excellent couteau à papier. »

Il portait perruque, s'habillait avec soin, n'était jamais malade, aimait les bêtes, ne détestait pas les hommes et idolâtrait les brochettes de cailles.

III

A QUOI LE DOCTEUR HÉRACLIUS EMPLOYAIT LES DOUZE HEURES DU JOUR

A peine le Docteur était-il levé, savonné, rasé et lesté d'un petit pain au beurre trempé dans une tasse de chocolat à la vanille, qu'il descendait à son jardin. Jardin peu vaste comme tous ceux des villes, mais agréable, ombragé, fleuri, silencieux, je dirais réfléchi si j'osais. Enfin, qu'on se figure ce que doit être le jardin idéal d'un philosophe à la recherche de la vérité, et on ne sera pas loin de reconnaître celui dont le docteur Héraclius Gloss faisait trois ou quatre fois le tour au pas accéléré, avant de s'abandonner aux quotidiennes brochettes de cailles du second déjeuner. Ce petit exercice, disait-il, était excellent au saut du lit; il ranimait la circulation du sang, engourdie par le sommeil, chassait les humeurs du cerveau et préparait les voies digestives.

Après cela le Docteur déjeunait. Puis, aussitôt son café pris, et il le buvait d'un trait, ne s'abandonnant jamais aux somnolences des digestions commencées à table, il endossait sa grande redingote et s'en allait. Et chaque jour après avoir passé devant la faculté et comparé l'heure de son oignon Louis XV à celle du hautain cadran de l'horloge

universitaire, il disparaissait dans la Ruelle des Vieux Pigeons dont il ne sortait que pour rentrer dîner.

Que faisait donc le docteur Héraclius Gloss dans la Ruelle des Vieux Pigeons ? Ce qu'il y faisait, bon Dieu ? il y cherchait la vérité philosophique, et voici comment.

Dans cette petite ruelle obscure et sale, tous les bouquinistes de Balançon s'étaient donné rendez-vous. Il eut fallu des années pour lire seulement les titres de tous les ouvrages inattendus, entassés de la cave au grenier, dans les cinquante baraques qui formaient la Ruelle des Vieux Pigeons.

Le docteur Héraclius Gloss regardait ruelle, maisons, bouquinistes et bouquins comme sa propriété particulière.

Il était arrivé souvent que certain marchand de bric-à-brac, au moment de se mettre au lit, avait entendu quelque bruit dans son grenier, et montant à pas de loup, armé d'une gigantesque flamberge des temps passés, il avait trouvé... le docteur Héraclius Gloss, enseveli jusqu'à mi-corps dans des piles de bouquins, tenant d'une main un reste de chandelle qui lui fondait entre les doigts, et de l'autre feuilletant un antique manuscrit d'où il espérait peut-être faire jaillir la vérité. Et le pauvre docteur était bien surpris en apprenant que la cloche du beffroi avait sonné neuf heures depuis longtemps et qu'il mangerait un détestable dîner.

C'est qu'il cherchait sérieusement, le docteur Héraclius.

Il connaissait à fond toutes les philosophies anciennes et modernes; il avait étudié les sectes de l'Inde et les religions des nègres d'Afrique; il n'était si mince peuplade parmi les barbares du nord ou les sauvages du sud, dont il n'eût sondé les croyances. Hélas! hélas! plus il étudiait, cherchait, furetait, méditait, plus il était indécis.

— Mon ami, — disait-il un soir à M. le Recteur, — combien sont plus heureux que nous les Colomb qui se lancent à travers les mers à la recherche d'un nouveau monde! ils n'ont qu'à aller devant eux. Les difficultés qui les arrêtent ne viennent que d'obstacles matériels qu'un homme hardi franchit toujours. Tandis que nous, ballottés sans cesse sur l'océan des incertitudes, entraînés brusquement par une hypothèse comme un navire par l'aquilon, nous rencontrons tout à coup, ainsi qu'un vent contraire, une doctrine opposée,

qui nous ramène, sans espoir, au port dont nous étions sortis.

Une nuit qu'il philosophait avec M. le Doyen, il lui dit :

— Comme on a raison, mon ami, de prétendre que la vérité habite dans un puits... Les seaux descendent tout à coup pour la pêche et ne rapportent jamais que de l'eau claire... Je vous laisse deviner, — ajouta-t-il finement, — comment j'écris le mot *sots*.

C'est le seul calembour qu'on l'ait jamais entendu faire.

IV

A QUOI LE DOCTEUR HÉRACLIUS EMPLOYAIT LES DOUZE HEURES DE LA NUIT

Quand le docteur Héraclius rentrait chez lui, il était généralement beaucoup plus gros qu'au moment où il sortait. C'est qu'alors chacune de ses poches, et il en avait dix-huit, était bourrée des antiques bouquins philosophiques qu'il venait d'acheter dans la Ruelle des Vieux Pigeons; et le facétieux recteur prétendait que, si un chimiste l'eût analysé à ce moment, il aurait trouvé que le vieux papier entrait pour deux tiers dans la composition du Docteur.

A sept heures, Héraclius Gloss se mettait à table, et tout en mangeant, parcourait les vieux livres dont il venait de se rendre acquéreur.

A huit heures et demie le Docteur se levait magistralement : ce n'était plus alors l'alerte et sémillant petit homme qu'il avait été tout le jour, mais le grave penseur dont le front plie sous le poids de hautes méditations, comme un portefaix sous un fardeau trop lourd. Après avoir lancé à sa gouvernante un majestueux « je n'y suis pour personne » il disparaissait dans son cabinet. Une fois là, il s'asseyait devant sa table de travail encombrée de livres, et... il songeait. Quel étrange spectacle pour celui qui eût pu voir alors dans la pensée du Docteur!... Défilé monstrueux des Divinités les plus contraires et des croyances les plus disparates, entrecroisements fantastiques de doctrines et d'hypo-

thèses. C'était comme une arène où les champions de toutes les philosophies se heurtaient dans un tournoi gigantesque. Il amalgamait, combinait, mélangeait le vieux spiritualisme oriental avec le matérialisme allemand, la morale des Apôtres avec celle d'Épicure. Il tentait des combinaisons de doctrines comme on essaye dans les laboratoires des combinaisons chimiques, mais sans jamais voir bouillonner à la surface la vérité tant désirée, et son bon ami le Recteur soutenait que cette vérité philosophique éternellement attendue, ressemblait beaucoup à une pierre philosophale... d'achoppement.

A minuit le Docteur se couchait et les rêves de son sommeil étaient les mêmes que ceux de ses veilles.

V

COMME QUOI M. LE DOYEN ATTENDAIT TOUT DE L'ÉCLECTISME, LE DOCTEUR DE LA RÉVÉLATION, ET M. LE RECTEUR DE LA DIGESTION

Un soir que M. le Doyen, M. le Recteur et lui étaient réunis dans son vaste cabinet, ils eurent une discussion des plus intéressantes.

— Mon ami, — disait le Doyen, — il faut être éclectique et épicurien. Choisissez ce qui est bon, rejetez ce qui est mauvais. La philosophie est un vaste jardin qui s'étend sur toute la terre. Cueillez les fleurs éclatantes de l'Orient, les pâles floraisons du Nord, les violettes des champs, et les roses des jardins, faites-en un bouquet et sentez-le. Si son parfum n'est pas le plus exquis qu'on puisse rêver, il sera, du moins, fort agréable et plus suave mille fois que celui d'une fleur unique — fut-elle la plus odorante du monde.

— Plus varié certes, — reprit le Docteur, — mais plus suave, non, si vous arrivez à trouver la fleur qui réunit et concentre en elle tous les parfums des autres. Car dans votre bouquet vous ne pourrez empêcher certaines odeurs de se nuire, et, en philosophie, certaines croyances de se contrarier. Le vrai est un — et avec votre éclectisme vous n'obtiendrez

jamais qu'une vérité de pièces et de morceaux. Moi aussi j'aî été éclectique, maintenant je suis exclusif. Ce que je veux, ce n'est pas un à peu près de rencontre, mais la vérité absolue. Tout homme intelligent en a, je crois, le pressentiment, et le jour où il la trouvera sur sa route, il s'écriera : « La voilà ». Il en est de même pour la beauté; ainsi moi, jusqu'à vingt-cinq ans je n'ai pas aimé; j'avais aperçu bien des femmes jolies, mais elles ne me disaient rien — pour composer l'être idéal que j'entrevoyais, il aurait fallu leur prendre quelque chose à chacune, et encore cela eut ressemblé au bouquet dont vous parliez tout à l'heure, on n'aurait pas obtenu de cette façon la beauté parfaite qui est indécomposable, comme l'or et la vérité. Un jour enfin, j'ai rencontré cette femme, j'ai compris que c'était elle et je l'ai aimée.

Le Docteur un peu ému se tut, et M. le Recteur sourit finement en regardant M. le Doyen. Au bout d'un moment Héraclius Gloss continua :

— C'est de la révélation que nous devons tout attendre. C'est la révélation qui a illuminé l'apôtre Paul sur le chemin de Damas et lui a donné la foi chrétienne...

— ... Qui n'est pas la vraie, — interrompit en riant le Recteur, — puisque vous n'y croyez pas; par conséquent la révélation n'est pas plus sûre que l'éclectisme.

— Pardon, mon ami, — reprit le Docteur; — Paul n'était pas un philosophe, il a eu une révélation d'à peu près : son esprit n'aurait pu saisir la vérité absolue qui est abstraite; mais la philosophie a marché depuis, et le jour où une circonstance quelconque, un livre, un mot peut-être la révélera à un homme assez éclairé pour la comprendre, elle l'illuminera tout à coup, et toutes les superstitions s'effaceront devant elle comme les étoiles au lever du soleil.

— Amen, — dit le Recteur, — mais le lendemain vous aurez un second illuminé, un troisième le surlendemain, et ils se jetteront mutuellement à la tête leurs révélations, qui, heureusement, ne sont pas des armes fort dangereuses.

— Mais vous ne croyez donc à rien? — s'écria le Docteur, qui commençait à se fâcher.

— Je crois à la digestion, répondit gravement le Recteur,

j'avale indifféremment toutes les croyances, tous les dogmes, toutes les morales, toutes les superstitions, toutes les hypothèses, toutes les illusions, de même que, dans un bon dîner, je mange avec un plaisir égal potage, hors-d'œuvre, rôtis, légumes, entremets et dessert, après quoi je m'étends philosophiquement dans mon lit, certain que ma tranquille digestion m'apportera un sommeil agréable pour la nuit, la vie et la santé pour le lendemain.

— Si vous m'en croyez, — se hâta de dire le Doyen, — nous ne pousserons pas plus loin la comparaison.

Une heure après, comme ils sortaient de la maison du savant Héraclius, le Recteur se mit à rire tout à coup et dit :

— Ce pauvre Docteur, si la vérité lui apparaît comme la femme aimée, il sera bien l'homme le plus trompé que la terre ait porté.

Et un ivrogne qui s'efforçait de rentrer chez lui se laissa tomber d'épouvante en entendant le rire puissant du Doyen qui accompagnait en basse profonde le fausset aigu du Recteur.

V

COMME QUOI LE CHEMIN DE DAMAS DU DOCTEUR SE TROUVA ÊTRE LA RUELLE DES VIEUX PIGEONS, ET COMMENT LA VÉRITÉ L'ILLUMINA SOUS LA FORME D'UN MANUSCRIT MÉTEMPSYCHOSISTE.

Le 17 mars de l'an de grâce dix-sept cent et tant, le Docteur s'éveilla tout enfiévré. Pendant la nuit, il avait vu plusieurs fois en rêve un grand homme blanc, habillé à l'antique qui lui touchait le front du doigt en prononçant des paroles inintelligibles, et ce songe avait paru au savant Héraclius être un avertissement très significatif. Pourquoi était-ce un avertissement?... et en quoi était-il significatif? le Docteur ne le savait pas au juste, mais néanmoins il attendait quelque chose.

Après son déjeuner, il se rendit comme de coutume dans la Ruelle des Vieux Pigeons et entra, comme midi sonnait,

au nº 31, chez Nicolas Bricolet, costumier, marchand de meubles antiques, bouquiniste et réparateur de chaussures anciennes, c'est-à-dire savetier, à ses moments perdus. Le Docteur comme mû par une inspiration monta immédiatement au grenier, mit la main sur le troisième rayon d'une armoire Louis XIII et en retira un volumineux manuscrit en parchemin intitulé :

Mes dix-huit métempsychoses. Histoire de mes existences depuis l'an 184, *de l'ère appelée chrétienne.*

Immédiatement après ce titre singulier, se trouvait l'introduction suivante qu'Héraclius Gloss déchiffra incontinent.

« Ce manuscrit qui contient le récit fidèle de mes transmigrations, a été commencé par moi dans la cité romaine en l'an CLXXXIV de l'ère chrétienne comme il est dit ci-dessus.

» Je signe cette explication destinée à éclairer les humains sur les alternances des réapparitions de l'âme, ce jourd'hui 16 avril 1748, en la ville de Balançon, où m'ont jeté les vicissitudes de mon destin.

» Il suffira à tout homme éclairé et préoccupé des problèmes philosophiques de jeter les yeux sur ces pages pour que la lumière se fasse en lui de la façon la plus éclatante.

» Je vais, pour cela, résumer en quelques lignes la substance de mon histoire, qu'on pourra lire plus bas, pour peu qu'on sache le latin, le grec, l'allemand, l'italien, l'espagnol et le français; car à des différentes époques de mes réapparitions humaines, j'ai vécu chez ces peuples divers. Puis j'expliquerai par quel enchaînement d'idées, quelles précautions psychologiques et quels moyens mémotechniques, je suis arrivé infailliblement à des conclusions métempsychosistes.

» En l'an 184, j'habitais Rome et j'étais philosophe. Comme je me promenais un jour sur la voie Appienne, il me vint à la pensée que Pythagore pouvait avoir été comme l'aube encore indécise d'un grand jour près de naître. A partir de ce moment, je n'eus plus qu'un désir, qu'un but, qu'une préoccupation constante : me souvenir de mon passé. Hélas!

tous mes efforts furent vains, il ne me revenait rien des existences antérieures.

» Or un jour, je vis par hasard sur le socle d'une statue de Jupiter placée dans mon atrium, quelques traits que j'avais gravés dans ma jeunesse et qui me rappelèrent tout à coup un événement depuis longtemps oublié. Ce fut comme un rayon de lumière; et je compris que si quelques années, parfois même une nuit, suffisent pour effacer un souvenir, à plus forte raison les choses accomplies dans les existences antérieures et sur lesquelles a passé la grande somnolence des vies intermédiaires et animales, doivent disparaître de notre mémoire.

» Alors je gravai mon histoire sur des tablettes de pierre, espérant que le destin me la remettrait peut-être un jour sous les yeux et qu'elle serait pour moi comme l'écriture retrouvée sur le socle de ma statue.

» Ce que j'avais désiré se réalisa. Un siècle plus tard, comme j'étais architecte, on me chargea de démolir une vieille maison pour bâtir un palais à la place qu'elle avait occupée.

» Les ouvriers que je dirigeais m'apportèrent un jour une pierre brisée couverte d'écriture qu'ils avaient trouvée en creusant les fondations; je me mis à la déchiffrer, et tout en lisant la vie de celui qui avait tracé ces signes, il me revenait par instant comme des lueurs rapides d'un passé oublié. Peu à peu le jour se fit dans mon âme, je compris, je me souvins. Cette pierre, c'était moi qui l'avais gravée.

» Mais pendant cet intervalle d'un siècle, qu'avais-je fait, qu'avais-je été? Sous quelle forme avais-je souffert? rien ne pouvait me l'apprendre.

» Un jour pourtant j'eus un indice, mais si faible et si nébuleux que je n'oserais l'invoquer. Un vieillard qui était mon voisin me raconta qu'on avait beaucoup ri dans Rome cinquante ans auparavant (juste neuf mois avant ma naissance) d'une aventure arrivée au sénateur Marcus Antonius Cornélius Lipa. Sa femme qui était jolie et très perverse, dit-on, avait acheté à des marchands phéniciens un grand singe qu'elle aimait beaucoup. Le sénateur Cornélius Lipa fut jaloux de l'affection de sa moitié pour ce quadrumane

à visage d'homme et le tua. J'eus en écoutant cette histoire une perception très vague que ce singe-là, c'était moi, que sous cette forme j'avais longtemps souffert comme du souvenir d'une déchéance, mais je ne retrouvai rien de bien clair et de bien précis. Cependant je fus amené à établir cette hypothèse qui est du moins fort vraisemblable.

» La forme animale est une pénitence imposée à l'âme pour les crimes commis sous la forme humaine. Le souvenir des existences supérieures est donné à la bête pour la châtier par le sentiment de sa déchéance.

» L'âme purifiée par la souffrance peut seule reprendre la forme humaine, elle perd alors la mémoire des périodes animales qu'elle a traversées puisqu'elle est régénérée et que cette connaissance serait pour elle une souffrance imméritée. Par conséquent l'homme doit protéger et respecter la bête comme on respecte un coupable qui expie et pour que d'autres le protègent à son tour quand il réapparaîtra sous cette forme. Ce qui revient à peu de choses près à cette formule de la morale chrétienne : « Ne fais pas à autrui ce que tu « ne voudrais pas qu'on te fît. »

« On verra par le récit de mes métempsychoses, comment j'eus le bonheur de retrouver mes mémoires dans chacune de mes existences; comment je transcrivis de nouveau cette histoire sur des tablettes d'airain, puis sur du papyrus d'Égypte et enfin beaucoup plus tard sur le parchemin allemand dont je me sers encore aujourd'hui.

» Il me reste à tirer la conclusion philosophique de cette doctrine.

» Toutes les philosophies se sont arrêtées devant l'insoluble problème de la destinée de l'âme. Les dogmes chrétiens qui prévalent aujourd'hui enseignent que Dieu réunira les justes dans un paradis et enverra les méchants en enfer où ils brûleront avec le diable.

» Mais le bon sens moderne ne croit plus au Dieu à visage de patriarche abritant sous ses ailes les âmes des bons comme une poule ses poussins : et de plus la raison contredit les dogmes chrétiens.

» Car le paradis ne peut être nulle part et l'enfer nulle part.

» Puisque l'espace illimité est peuplé par des mondes semblables au nôtre.

» Puisque en multipliant les générations qui se sont succédé depuis le commencement de cette terre par celles qui ont pullulé sur les mondes innombrables habités comme le nôtre, on arriverait à un nombre d'âmes tellement surnaturel et impossible, la multiplication étant infinie, que Dieu infailliblement perdrait la tête, quelque solide qu'elle fût, et le diable serait dans le même cas, ce qui amènerait une perturbation fâcheuse.

» Puisque le nombre des âmes des justes étant infini, comme le nombre des âmes des méchants et comme l'espace, il faudrait un paradis infini et un enfer infini, ce qui revient à ceci : que le paradis serait partout et l'enfer partout, c'est-à-dire nulle part.

» Or la raison ne contredit pas la croyance métempsychosiste.

» L'âme passant du serpent au pourceau, du pourceau à l'oiseau, de l'oiseau au chien, arrive enfin au singe et à l'homme. Puis toujours elle recommence à chaque faute nouvelle commise, jusqu'au moment où elle atteint la somme de la purification terrestre qui la fait émigrer dans un monde supérieur. Ainsi elle passe sans cesse de bête en bête et de sphère en sphère, allant du plus imparfait au plus parfait, pour arriver enfin dans la planète du bonheur suprême d'où une nouvelle faute peut de nouveau la précipiter dans les régions de la suprême souffrance où elle recommence ses transmigrations.

» Le cercle, figure universelle et fatale, enferme donc les vicissitudes de nos existences de même qu'il gouverne les évolutions des mondes.

VII

COMME QUOI L'ON PEUT INTERPRÉTER DE DEUX MANIÈRES UN VERS DE CORNEILLE

A peine le docteur Héraclius eut-il terminé la lecture de cet étrange document, qu'il demeura roide de stupéfaction,

puis il l'acheta sans marchander, moyennant la somme de douze livres onze sous, le bouquiniste le faisant passer pour un manuscrit hébreu retrouvé dans les fouilles de Pompéi.

Pendant quatre jours et quatre nuits, le Docteur ne quitta pas son cabinet et il parvint, à force de patience et de dictionnaires à déchiffrer, tant bien que mal, les périodes allemandes et espagnoles du manuscrit, car s'il savait le grec, le latin et un peu l'italien, il ignorait presque totalement l'allemand et l'espagnol. Enfin, craignant d'être tombé dans les contre-sens les plus grossiers, il pria son ami le Recteur qui possédait à fond ces deux langues, de vouloir bien relire la traduction. Ce dernier le fit avec grand plaisir; mais il resta trois jours entiers avant de pouvoir entreprendre sérieusement son travail, étant envahi chaque fois qu'il parcourait la version du Docteur, par un rire si long et si violent, que deux fois, il en eut presque des syncopes. Comme on lui demandait la cause de cette hilarité extraordinaire :

— La cause? — répondit-il, — d'abord il y en a trois : 1° la figure désopilée de mon excellent confrère Héraclius; 2° sa traduction désopilante qui ressemble au texte approximativement comme une guitare à un moulin à vent; et 3° enfin, le texte lui-même qui est bien la chose la plus drôle qu'il soit possible d'imaginer.

O Recteur obstiné! rien ne put le convaincre. Le soleil serait venu en personne lui brûler la barbe et les cheveux qu'il l'aurait pris pour une chandelle.

Quant au docteur Héraclius Gloss, je n'ai pas besoin de dire qu'il était rayonnant, illuminé, transformé; il répétait à tout moment, comme Pauline :

— Je vois, je sens, je crois, je suis désabusé.

Et chaque fois, le Recteur l'interrompait pour faire remarquer que « désabusé » devait s'écrire en deux mots avec un *s* à la fin :

— Je vois, je sens, je crois, je suis *des abusés*.

VIII

COMME QUOI, POUR LA MÊME RAISON QU'ON PEUT ÊTRE PLUS ROYALISTE QUE LE ROI ET PLUS DÉVOT QUE LE PAPE, ON PEUT ÉGALEMENT DEVENIR PLUS MÉTEMPSYCHOSISTE QUE PYTHAGORE.

Quelle que soit la joie du naufragé qui, après avoir erré pendant de longs jours et de longues nuits par la mer immense, perdu sur un radeau fragile, sans mât, sans voile, sans boussole et sans espérance, aperçoit tout à coup le rivage tant désiré, cette joie n'était rien auprès de celle qui inonda le docteur Héraclius Gloss, lorsqu'après avoir été si longtemps ballotté par la houle des philosophies, sur le radeau des incertitudes, il entra enfin triomphant et illuminé dans le port de la métempsychose.

La vérité de cette doctrine l'avait frappé si fortement qu'il l'embrassa d'un seul coup jusque dans ses conséquences les plus extrêmes. Rien n'y était obscur pour lui, et, en quelques jours, à force de méditations et de calculs, il en était arrivé à fixer l'époque exacte à laquelle un homme, mort en telle année, réapparaîtrait sur la terre. Il savait à peu de choses près la date de toutes les transmigrations d'une âme dans les êtres inférieurs, et, selon la somme présumée du bien ou du mal accompli dans la dernière période de vie humaine, il pouvait assigner le moment où cette âme entrerait dans le corps d'un serpent, d'un porc, d'un cheval de fatigue, d'un bœuf, d'un chien, d'un éléphant ou d'un singe. Les réapparitions d'une même âme dans son enveloppe supérieure se succédaient à intervalles réguliers quelles qu'eussent été les fautes antérieures.

Ainsi, le degré de punition, toujours proportionné au degré de culpabilité, consistait, non point dans la durée plus ou moins longue de l'exil sous des formes animales, mais dans le séjour plus ou moins prolongé que faisait cette âme dans la peau d'une bête immonde. L'échelle des bêtes commençait aux degrés inférieurs par le serpent ou le pourceau pour finir par le singe « qui est un homme privé de la parole »,

disait le Docteur; à quoi son excellent ami le Recteur répondait toujours qu'en vertu du même raisonnement Héraclius Gloss n'était pas autre chose qu'un singe doué de la parole.

IX

MÉDAILLES ET REVERS

Le docteur Héraclius fut bien heureux pendant les quelques jours qui suivirent sa surprenante découverte. Il vivait dans une jubilation profonde, il était plein du rayonnement des difficultés vaincues, des mystères dévoilés, des grandes espérances réalisées. La métempsychose l'environnait comme un ciel. Il lui semblait qu'un voile se fût déchiré tout à coup et que ses yeux se fussent ouverts aux choses inconnues.

Il faisait asseoir son chien à table à ses côtés, il avait avec lui de graves tête à tête au coin du feu, cherchant à surprendre dans l'œil de l'innocente bête le mystère des existences précédentes.

Il voyait pourtant deux points noirs dans sa félicité, c'étaient M. le Doyen et M. le Recteur.

Le Doyen haussait les épaules avec fureur toutes les fois qu'Héraclius essayait de le convertir à la doctrine métempsychosiste, et le Recteur le harcelait des plaisanteries les plus déplacées. Cela surtout était intolérable. Sitôt que le Docteur développait sa croyance, le satanique Recteur abondait dans son sens; il contrefaisait l'adepte qui écoute la parole d'un grand apôtre, et il imaginait pour toutes les personnes de leur entourage les généalogies animales les plus invraisemblables. Ainsi, disait-il, le père Labonde, sonneur de la cathédrale, dès sa première transmigration n'avait pas dû être autre chose qu'un melon, et depuis il avait du reste fort peu changé, se contentant de faire tinter matin et soir la cloche sous laquelle il avait grandi. Il prétendait que l'abbé Rosencroix, le premier vicaire de Sainte-Eulalie avait été indubitablement une corneille qui abat des noix, car il en avait conservé la robe et les attributions. Puis, intervertissant les rôles de la façon la plus déplorable, il affirmait

que maître Bocaille, le pharmacien, n'était qu'un ibis dégénéré, puisqu'il était contraint de se servir d'un instrument pour infiltrer ce remède si simple que, suivant Hérodote, l'oiseau sacré s'administrait lui-même avec l'unique secours de son bec allongé.

X

COMME QUOI UN SALTIMBANQUE PEUT ÊTRE PLUS RUSÉ QU'UN SAVANT DOCTEUR

Le docteur Héraclius continua néanmoins sans se décourager la série de ses découvertes. Tout animal avait pour lui désormais une signification mystérieuse; il cessait de voir la bête pour ne contempler que l'homme qui se purifiait sous cette enveloppe, et il devinait les fautes passées au seul aspect de la peau expiatoire.

Un jour qu'il se promenait sur la place de Balançon, il aperçut une grande baraque en bois d'où sortaient des hurlements terribles, tandis que sur l'estrade un paillasse désarticulé invitait la foule à venir voir travailler le terrible dompteur apache Tomahawk ou le tonnerre grondant. Héraclius se sentit ému, il paya les dix centimes demandés et entra. O fortune protectrice des grands esprits!... A peine eut-il pénétré dans cette baraque qu'il aperçut une cage énorme sur laquelle étaient écrits ces trois mots qui flamboyèrent soudain devant ses yeux éblouis : « Homme des bois ». Le Docteur ressentit tout à coup le tremblement nerveux des grandes secousses morales et, flageolant d'émotion, il s'approcha. Il vit alors un singe gigantesque tranquillement assis sur son derrière, les jambes croisés à la façon des tailleurs et des Turcs, et, devant ce superbe échantillon de l'homme à sa dernière transmigration, Héraclius Gloss pâle de joie, s'abîma dans une méditation puissante. Au bout de quelques minutes, l'homme des bois devinant sans doute l'irrésistible sympathie subitement éclose dans le cœur de l'homme des Cités, qui le regardait obstinément, se mit à faire à son frère régénéré une si épouvantable gri-

mace que le Docteur sentit ses cheveux se dresser sur sa tête. Puis, après avoir exécuté une voltige fantastique absolument incompatible avec la dignité d'un homme, même absolument déchu, le citoyen aux quatre mains se livra à l'hilarité la plus inconvenante, à la barbe du Docteur. Ce dernier cependant ne trouva point choquante la gaieté de cette victime d'erreurs anciennes. Il y vit au contraire une similitude de plus avec l'espèce humaine, une probabilité plus grande de parenté, et sa curiosité scientifique devint tellement violente qu'il résolut d'acheter à tout prix ce maître grimacier pour l'étudier à loisir. Quel honneur pour lui, quel triomphe pour la grande doctrine, s'il parvenait enfin à se mettre en rapport avec la partie animale de l'humanité, à comprendre ce pauvre singe et à se faire entendre de lui!

Naturellement le maître de la ménagerie lui fit le plus grand éloge de son pensionnaire; c'était bien l'animal le plus intelligent, le plus doux, le plus gentil, le plus aimable qu'il eut vu dans sa longue carrière de montreur d'animaux féroces; et, pour appuyer son dire, il s'approcha des barreaux et y introduisit sa main que le singe mordit aussitôt par manière de plaisanterie. Naturellement encore, il en demanda un prix fabuleux qu'Héraclius paya sans marchander. Puis précédé de deux portefaix pliés sous l'énorme cage, le Docteur triomphant se dirigea vers son domicile.

XI

OU IL EST DÉMONTRÉ QU'HÉRACLIUS GLOSS N'ÉTAIT POINT EXEMPT DE TOUTES LES FAIBLESSES DU SEXE FORT

Mais plus il approchait de la maison, plus il ralentissait sa marche, car il agitait dans son esprit un problème bien autrement difficile encore que celui de la vérité philosophique, et ce problème se formulait ainsi, pour l'infortuné Docteur : « Au moyen de quel subterfuge pourrai-je cacher à ma bonne Honorine l'introduction sous mon toit de cette ébauche humaine »? Ah! c'est que le pauvre Héraclius qui affrontait

intrépidement les redoutables haussements d'épaules de M. le Doyen et les plaisanteries terribles de M. le Recteur, était loin d'être aussi brave devant les explosions de la bonne Honorine. Pourquoi donc le recteur craignait-il si fort cette petite femme encore fraîche et gentille qui paraissait si vive et si dévouée aux intérêts de son maître? Pourquoi? Demandez pourquoi Hercule filait aux pieds d'Omphale, pourquoi Samson laissa Dalila lui ravir sa force et son courage, qui résidaient dans ses cheveux, à ce que nous apprend la Bible.

Hélas! un jour que le Docteur promenait dans les champs le désespoir d'une grande passion trahie (car ce n'était pas sans raison que M. le Doyen et M. le Recteur s'étaient si fort amusés aux dépens d'Héraclius certain soir qu'ils rentraient chez eux), il rencontra au coin d'une haie une petite fille gardant des moutons. Le savant homme qui n'avait pas toujours exclusivement cherché la vérité philosophique et qui d'ailleurs ne soupçonnait pas encore le grand mystère de la métempsychose, au lieu de ne s'occuper que de ses brebis, comme il l'eut fait certainement, s'il avait su ce qu'il ignorait, hélas! se mit à causer avec celle qui les gardait. Il la prit bientôt à son service et une première faiblesse autorise les suivantes. Ce fut lui qui devint en peu de temps le mouton de cette pastourelle, et l'on disait tout bas que si, comme celle de la Bible, cette Dalila rustique avait coupé les cheveux du pauvre homme trop confiant, elle n'avait point pour cela privé son front de tout ornement.

Hélas! ce qu'il avait prévu se réalisa et même au delà de ses appréhensions; à peine eut-elle vu l'habitant des bois, captif dans sa maison de fil de fer, qu'Honorine s'abandonna aux éclats de la fureur la plus déplacée, et après avoir accablé son maître épouvanté d'une averse d'épithètes fort malsonnantes, elle fit retomber sa colère contre l'hôte inattendu qui lui arrivait. Mais ce dernier, n'ayant pas, sans doute, les mêmes raisons que le Docteur pour ménager une gouvernante aussi mal apprise, se mit à crier, hurler, trépigner, grincer des dents; il s'accrochait aux barreaux de sa prison avec un si furieux emportement accompagné de gestes tellement indiscrets à l'adresse d'une personne qu'il

voyait pour la première fois, que celle-ci dut battre en retraite et aller, comme un guerrier vaincu, s'enfermer dans sa cuisine.

Ainsi, maître du champ de bataille et enchanté du secours inattendu que son intelligent compagnon venait de lui fournir, Héraclius le fit emporter dans son cabinet où il installa la cage et son habitant devant sa table au coin du feu.

XII

COMME QUOI DOMPTEUR ET DOCTEUR NE SONT NULLEMENT SYNONYMES

Alors commença un échange de regards des plus significatifs entre les deux individus qui se trouvaient en présence : et chaque jour, pendant une semaine entière, le Docteur passa de longues heures à converser au moyen des yeux (du moins le croyait-il) avec l'intéressant sujet qu'il s'était procuré. Mais cela ne suffisait pas. Ce qu'Héraclius voulait, c'était étudier l'animal en liberté, surprendre ses secrets, ses désirs, ses pensers, le laisser aller et venir à sa guise, et par la fréquentation journalière de la vie intime, le voir recouvrer les habitudes oubliées et reconnaître ainsi à des signes certains le souvenir de l'existence précédente. Mais pour cela il fallait que son hôte fut libre, partant que la cage fut ouverte. Or cette entreprise n'était rien moins que rassurante. Le Docteur avait beau essayer de l'influence du magnétisme et de celle des gâteaux et des noix, le quadrumane se livrait à des manœuvres inquiétantes pour les yeux d'Héraclius, chaque fois que celui-ci s'approchait un peu trop près des barreaux. Un jour enfin, ne pouvant résister au désir qui le torturait, il s'avança brusquement, tourna la clef dans le cadenas, ouvrit la porte toute grande et, palpitant d'émotion, s'éloigna de quelques pas, attendant l'événement, qui du reste ne se fit pas longtemps attendre.

Le singe étonné hésita d'abord, puis d'un bond, il fut dehors, d'un autre, sur la table, dont, en moins d'une seconde

il eut bouleversé les papiers et les livres, puis d'un troisième saut il se trouva dans les bras du Docteur et les témoignages de son affection furent si violents que si Héraclius n'eût porté perruque, ses derniers cheveux fussent assurément restés entre les doigts de son redoutable frère. Mais si le singe était agile, le docteur ne l'était pas moins; il bondit à droite puis à gauche, glissa comme une anguille sous la table, franchit les fauteuils comme un lévrier, et, toujours poursuivi, atteignit enfin la porte qu'il ferma brusquement derrière lui; alors, pantelant comme un cheval de course qui touche au but, il s'appuya contre le mur pour ne pas tomber.

Pendant le reste du jour, Héraclius Gloss fut anéanti; il ressentait en lui comme un écroulement, mais ce qui le préoccupait le plus, c'est qu'il ignorait absolument de quelle façon son hôte imprévoyant et lui-même pourraient sortir de leurs positions respectives. Il apporta une chaise près de la porte infranchissable et se fit un observatoire du trou de la serrure. Alors il vit, ô prodige!... ô félicité inespérée!... l'heureux vainqueur étendu dans un fauteuil et qui se chauffait les pieds au feu. Dans le premier transport de la joie, le docteur faillit entrer, mais la réflexion l'arrêta, et, comme illuminé d'une lumière subite, il se dit que la famine ferait sans doute ce que la douceur n'avait pu faire. Cette fois l'événement lui donna raison, le singe affamé capitula; comme au demeurant c'était un bon garçon de singe, la réconciliation fut complète, et, à partir de ce jour, le docteur et lui vécurent comme deux vieux amis.

XIII

COMME QUOI LE DOCTEUR HÉRACLIUS GLOSS SE TROUVA EXACTEMENT DANS LA MÊME POSITION QUE LE BON ROY HENRI IV, LEQUEL AYANT OUÏ PLAIDER DEUX MAITRES ADVOCATS ESTIMAIT QUE TOUS DEUX AVAIENT RAISON

Quelque temps après ce jour mémorable, une pluie violente empêcha le docteur Héraclius de descendre à son

jardin comme il en avait l'habitude. Il s'assit dès le matin dans son cabinet et se mit à considérer philosophiquement son singe qui, perché sur un secrétaire, s'amusait à lancer des boulettes de papier au chien Pythagore étendu devant le foyer. Le Docteur étudiait les gradations et la progression de l'intellect chez ces hommes déclassés et comparait le degré de subtilité des deux animaux qui se trouvaient en sa présence. « Chez le chien, se disait-il, l'instinct domine encore, tandis que chez le singe le raisonnement prévaut. L'un flaire, écoute, perçoit avec ses merveilleux organes qui sont pour moitié dans son intelligence, l'autre combine et réfléchit. » A ce moment le singe impatienté de l'indifférence et de l'immobilité de son ennemi, qui, couché tranquillement la tête sur ses pattes, se contentait de lever les yeux, de temps en temps vers son agresseur si haut retranché, se décida à venir tenter une reconnaissance. Il sauta légèrement de son meuble, et s'avança si doucement, si doucement qu'on n'entendait absolument que le crépitement du feu et le tic tac de la pendule qui paraissait faire un bruit énorme dans le grand silence du cabinet. Puis par un mouvement brusque et inattendu, il saisit à deux mains la queue empanachée de l'infortuné Pythagore; mais ce dernier toujours immobile avait suivi chaque mouvement du quadrumane, sa tranquillité n'était qu'un piège pour attirer à sa portée son adversaire jusque-là inattaquable et au moment où maître singe, content de son tour, lui saisissait l'appendice caudal, il se releva d'un bond et avant que l'autre eût le temps de prendre la fuite, il avait saisi, dans sa forte gueule de chien de chasse, la partie de son rival qu'on appelle pudiquement gigot chez les moutons. On ne sait comment la lutte se serait terminée si Héraclius ne s'était interposé : mais quand il eut rétabli la paix il se demandait en se rasseyant fort essoufflé, si, tout bien considéré, son chien n'avait pas montré en cette occasion plus de malice que l'animal appelé « malin par excellence » et il demeura plongé dans une profonde perplexité.

XIV

COMMENT HÉRACLIUS FUT SUR LE POINT DE MANGER UNE BROCHETTE DE BELLES DAMES DU TEMPS PASSÉ

Comme l'heure du déjeuner était arrivé, le Docteur entra dans la salle à manger, s'assit devant sa table, introduisit sa serviette dans sa redingote, ouvrit à son côté le précieux manuscrit et il allait porter à sa bouche un petit aileron de caille bien gras et bien parfumé, lorsque, jetant les yeux sur le livre saint, les quelques lignes sur lesquelles tomba son regard étincelèrent plus terriblement devant lui que les trois mots fameux écrits tout à coup par une main inconnue sur la muraille de la salle de festin d'un roi célèbre appelé Balthazar.

Voici ce que le Docteur avait aperçu...

« ... Abstiens-toi donc de toute nourriture ayant eu vie, car manger de la bête, c'est manger son semblable, et j'estime aussi coupable celui qui, pénétré de la grande vérité métempsychosiste, tue et dévore des animaux qui ne sont autre chose que des hommes sous leurs formes inférieures, que l'anthropophage féroce qui se repaît de son ennemi vaincu. »

Et sur la table, côte à côte, retenues par une petite aiguille d'argent, une demi-douzaine de cailles, fraîches et dodues, exhalaient dans l'air leur appétissante odeur.

Le combat fut terrible entre l'esprit et le ventre, mais, disons-le à la gloire d'Héraclius, il fut court. Le pauvre homme anéanti, craignant de ne pouvoir résister longtemps à cette épouvantable tentation, sonna la bonne, et d'une voix brisée lui enjoignit d'avoir à enlever immédiatement ce mets abominable, et de ne lui servir désormais que des œufs, du lait et des légumes. Honorine faillit tomber à la renverse en entendant ces surprenantes paroles, elle voulut protester, mais devant l'œil inflexible de son maître, elle se sauva avec les volatiles condamnés, se consolant néanmoins

par l'agréable pensée que, généralement, ce qui est perdu pour un n'est pas perdu pour tous.

« Des cailles, des cailles. — Que pouvaient bien avoir été les cailles dans une autre vie? » se demandait le misérable Héraclius en mangeant tristement un superbe chou-fleur à la crème qui lui parut ce jour-là désastreusement mauvais. Quel être humain avait pu être assez élégant, délicat et fin pour passer dans le corps de ces exquises petites bêtes si coquettes et si jolies? Ah, certainement ce ne pouvait être que les adorables petites maîtresses des siècles derniers... et le Docteur pâlit encore en songeant que depuis plus de trente ans il avait dévoré chaque jour à son déjeuner une demi-douzaine de belles dames du temps passé.

XV

COMMENT MONSIEUR LE RECTEUR INTERPRÈTE LES COMMANDEMENTS DE DIEU

Le soir de ce malheureux jour, M. le Doyen et M. le Recteur vinrent causer pendant une heure ou deux dans le cabinet d'Héraclius. Le Docteur leur raconta aussitôt l'embarras dans lequel il se trouvait et leur démontra comment les cailles et autres animaux comestibles étaient devenus tout aussi prohibés pour lui que le jambon pour un juif.

M. le Doyen qui, sans doute, avait mal dîné perdit alors toute mesure et blasphéma de si terrible façon que le pauvre Docteur qui le respectait beaucoup, tout en déplorant son aveuglement, ne savait plus où se cacher. Quant à M. le Recteur il approuva tout à fait les scrupules d'Héraclius, lui représentant même qu'un disciple de Pythagore se nourrissant de la chair des animaux pouvait s'exposer à manger la côte de son père aux champignons ou les pieds truffés de son aïeul, ce qui est absolument contraire à l'esprit de toute religion, et il lui cita à l'appui de son dire le quatrième commandement du Dieu des chrétiens :

Tes père et mère honoreras
Afin de vivre longuement.

— Il est vrai, — ajouta-t-il, — que pour moi qui ne suis pas un croyant, plutôt que de me laisser mourir de faim, j'aimerais mieux changer légèrement le précepte divin, ou même le remplacer par celui-ci :

Père et mère dévoreras
Afin de vivre longuement.

XVI

COMMENT LA QUARANTE-DEUXIÈME LECTURE DU MANUSCRIT JETA UN JOUR NOUVEAU DANS L'ESPRIT DU DOCTEUR.

De même qu'un homme riche peut puiser chaque jour dans sa grande fortune de nouveaux plaisirs et des satisfactions nouvelles, ainsi le docteur Héraclius, propriétaire de l'inestimable manuscrit, y faisait de surprenantes découvertes chaque fois qu'il le relisait.

Un soir comme il allait achever la quarante-deuxième lecture de ce document, une illumination subite s'abattit sur lui, aussi rapide que la foudre.

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, le Docteur pouvait savoir à peu de chose près à quelle époque un homme disparu achèverait ses transmigrations et réapparaîtrait sous sa forme première. Aussi fut-il tout à coup foudroyé par cette pensée que l'auteur du manuscrit pouvait avoir reconquis sa place dans l'humanité.

Alors, aussi enfiévré qu'un alchimiste qui se croit sur le point de trouver la pierre philosophale, il se livra aux calculs les plus minutieux pour établir la probabilité de cette supposition et après plusieurs heures d'un travail opiniâtre et de savantes combinaisons métempsychosistes, il arriva à se convaincre que cet homme devait être son contemporain, ou, tout au moins, sur le point de renaître à la vie raisonnante. Héraclius, en effet, ne possédant aucun document capable de lui indiquer la date précise de la mort du grand métempsychosiste, ne pouvait fixer d'une façon certaine le moment de son retour.

A peine eut-il entrevu la possibilité de retrouver cet être qui pour lui était plus qu'un homme, plus qu'un philosophe, presque plus qu'un Dieu, qu'il ressentit une de ces émotions profondes qu'on éprouve quand on apprend tout à coup qu'un père qu'on croyait mort depuis des années est vivant et près de vous. Le saint anachorète qui a passé sa vie à se nourrir de l'amour et du souvenir du Christ, comprenant subitement que son Dieu va lui apparaître, n'aurait pas été plus bouleversé que le fut le docteur Héraclius Gloss lorsqu'il se fut assuré qu'il pouvait rencontrer un jour l'auteur de son manuscrit.

XVII

COMMENT S'Y PRIT LE DOCTEUR HÉRACLIUS GLOSS POUR RETROUVER L'AUTEUR DU MANUSCRIT

Quelques jours plus tard, les lecteurs de *l'Étoile de Balançon* aperçurent avec étonnement — à la quatrième page de ce journal, l'avertissement suivant : « Pythagore — Rome en l'an 184 — mémoire retrouvé sur le socle d'une statue de Jupiter — philosophe, architecte, soldat, laboureur, moine, géomètre, médecin, poète, marin, médite et souviens-toi — le récit de ta vie est entre mes mains — Écrire poste restante à Balançon aux initiales H. G. »

Le docteur ne doutait pas que si l'homme qu'il désirait si ardemment venait à lire cet avis, incompréhensible pour tout autre, il en saisirait aussitôt le sens caché et se présenterait devant lui. Alors chaque jour avant de se mettre à table il allait demander à la poste si on n'avait pas reçu de lettres aux initiales H. G. et au moment où il poussait la porte sur laquelle étaient écrits ces mots : « Poste aux lettres, renseignements, affranchissements » il était certes plus ému qu'un amoureux sur le point d'ouvrir le premier billet de la femme aimée.

Hélas! les jours se suivaient et se ressemblaient désespé-

rément; l'employé faisait chaque matin la même réponse au Docteur, et chaque matin, celui-ci rentrait chez lui plus triste et plus découragé. Or le peuple de Balançon étant, comme tous les peuples de la terre, subtil, indiscret, médisant et avide de nouvelles, eut bientôt rapproché l'avis surprenant inséré dans *l'Étoile* avec les quotidiennes visites du Docteur à l'administration des Postes. Alors il se demanda quel mystère pouvait être caché là dedans et il commença à murmurer.

GUY DE MAUPASSANT

(A suivre.)

LES TROIS FILS DE MADAME DE CHASANS

On a beaucoup écrit sur les vieux portraits. Baudelaire parle de leurs « yeux attirants ». Il est certain que ces figures d'autrefois, fixées sur la toile ou le papier, en leurs lignes ou leurs couleurs, ont un charme singulier. Le passé nous en a légué de toutes sortes, visages illustres ou inconnus. Il y en a qui appartiennent à l'histoire par ceux qu'ils représentent, hommes publics ou femmes célèbres. Il en est qui doivent à l'art seul du peintre leur intérêt permanent. D'autres qui ne sont ni des chefs-d'œuvre de métier, ni des effigies fameuses n'en méritent pas moins notre attention. Masques anonymes, profils incertains, ils provoquent d'autant mieux à la rêverie qu'ils ne sont plus personne, si l'on peut dire. Ils n'ont plus qu'une valeur humaine. Ils nous offrent de la vie à déchiffrer et nous nous plaisons à imaginer ce qu'ils furent, ne sachant rien de ce qu'ils ont été. Leur costume nous apprend leur siècle, leur condition, leur rang. C'est tout. Pour le reste, à nous d'interpréter leurs traits, de commenter leur sourire ou leur moue. Ils sont vraiment à nous ces portraits solitaires. Nous disposons d'eux à notre gré. Ils nous retiennent par une obscure curiosité. Qui sait si l'un d'entre eux n'est pas quelque aïeul ignoré? Les choses se dispersent et se retrouvent

si singulièrement et le hasard crée des rencontres si mystérieuses!

A défaut des anneaux lointains de cette chaîne de visages dont nous sommes le chaînon actuel, reportons-nous à ceux qui sont jusqu'à nous parvenus. J'ai chez moi quelques-uns de ces portraits de famille et je les interroge parfois avec curiosité. Les plus anciens ne datent guère que du milieu du XVIIIe siècle et cependant je sais bien peu de la vie qu'ont vécue les gens qu'ils représentent. Une existence d'homme ou de femme qui ne furent ni célèbres, ni fameux et qui, sans être du commun, se contentèrent d'être de leur temps, laisse bien peu de traces après elle, même dans la mémoire de leurs descendants. Au bout d'un siècle et demi il ne subsiste guère plus d'eux que leur nom, quelques faits, quelques dates. Pour en savoir davantage c'est leur visage qu'il faut scruter. Lui seul peut nous livrer quelques indices de leurs goûts, de leur caractère, de leur pensée, de leur âme, de quoi nous aider à les faire revivre en notre souvenir. Mais se prêteront-ils à ces confidences d'outre-tombe? Il y a des portraits à jamais taciturnes et dont nous ne vaincrons jamais le silence.

Parmi ces portraits familiaux, il en est un auquel je m'adresse volontiers. Ce sous-lieutenant au Régiment de Royal-Dragons fut mon bisaïeul paternel. Il est peint à mi-corps. A son côté est posé son casque dont on distingue la garniture de peau de tigre et le court plumet blanc. Sous son bras apparaît la poignée du sabre. Il porte, selon l'ordonnance, l'habit veste de drap vert foncé, avec parements et revers écarlate, collet blanc, boutons blancs et l'épaulette de tresse d'argent. Au cou la cravate de mousseline s'épanouit en un élégant jabot. J'aime cette figure fraîche et nette, aux yeux francs, sous la poudre de la perruque courte. La toile est médiocre, mais sincère, exécutée en 1763. Mon bisaïeul François de Régnier avait alors dix-huit ans, étant né à Craonne, en 1745. J'ai son acte de baptême; j'y vois qu'il était fils de Gabriel-François de Régnier, brigadier des Chevau-Légers de la Garde ordinaire du Roi, Chevalier de Saint-Louis, et de Marguerite-Françoise de Villelongue. Fils d'un vieux soldat, mort après trente années de service dont six cam-

pagnes sur le Rhin, en Flandres, en Allemagne, mon bisaïeul François servit à son tour[1]. Ses preuves, faites pour être admis au nombre des jeunes gentilshommes que le Roi faisait élever à son École Militaire, il en sortit en 1761, des quatre premiers, avec la pension d'usage et la Croix de l'Ordre de Saint-Lazare et de Notre-Dame-du-Mont-Carmel qu'on leur donnait. Cornette dans la Compagnie de Douradour au Royal-Dragons, il ne quitta le Régiment qu'en 1789, avec le grade de Capitaine et la Croix de Saint-Louis. Son dossier conservé aux archives du Ministère de la Guerre le note comme bon officier. J'ai là sous les yeux ses divers brevets et commissions; j'ai aussi sa radiation de la liste des Émigrés, son « certificat d'amnistie » comme l'on disait, car il émigra, servit à l'armée des Princes et ne rentra en France qu'en 1802. C'est de cette époque ou de peu avant que date le charmant portrait que je possède de sa femme, un crayon rehaussé de couleur où apparaît son profil fin et pur sous un grand bonnet à la mode d'alors. Elle porte un corsage à grosses manches sur lequel se croise un fichu de linon. Elle s'appelait Henriette-Charlotte de Léonardy. Mon bisaïeul l'avait épousée en 1779. Il lui survécut et ne mourut qu'en 1825. Tous deux reposent dans le petit cimetière de La Lobbe, humble village du département des Ardennes, où ils s'étaient retirés au retour de l'Émigration. La maison qu'ils habitaient existe encore et sert de maison d'école. Ils y vivaient presque pauvrement, leurs biens de ci-devants devenus Biens Nationaux. Ainsi deux portraits, quelques pièces de greffe, de notariat et de bureau, c'est tout ce qu'ils ont laissé d'eux. Pour

1. A l'exemple paternel s'en ajoutaient d'autres. Trois frères de Gabriel-François servirent également, le premier, Charles-Antoine, comme lieutenant au Régiment de Touraine, le second, Jean-Claude, d'abord garde du Corps du Roi, puis capitaine de grenadiers au Régiment de Touraine, qui fut tué à l'ennemi en 1761 et enfin François de Régnier de Vigneux qui, enseigne au même Régiment de Touraine en 1710, capitaine en 1719, lieutenant-colonel en 1746, Brigadier d'Infanterie en 1758, se retira du service en 1759. Dix-sept campagnes lui valurent trois blessures et de prendre part aux batailles de Dettingen, de Creveld, de Laufeld, de Fontenoy, au siège de Berg-op-Zoom et à la défense de Linz en Bohême. Je trouve encore un François de Régnier, homme d'armes de la compagnie de Monsieur, frère du roi Louis XIII. Son père Crespin de Régnier, seigneur de Vigneux-en-Thiérache, est qualifié dans un contrat de 1585 de capitaine de cinquante hommes d'armes de la compagnie de M. le maréchal de Balagny.

en savoir plus, je n'ai que la confidence de leurs visages et de leurs yeux, à moins que quelque trouvaille de correspondance, que quelque hasard improbable m'aide à pénétrer dans la lointaine intimité de leurs pensées et de leurs âmes.

Un hasard heureux a mis entre mes mains un petit document concernant une autre des figures familiales dont je possède l'effigie. Elle représente aussi un bisaïeul, mais celui-là du côté maternel. Le document dont il s'agit n'a pas certes de valeur historique, ni de mérite littéraire; il est d'ordre privé, mais assez amusant, à ce qu'il m'a semblé, pour pouvoir amuser les personnes curieuses des mœurs d'autrefois. Aussi me suis-je cru permis d'en faire part aux amateurs de vieux papiers. On y trouve parfois de menus renseignements qui contribuent par de petits détails véridiques à nous donner une connaissance plus intime du passé. Rien n'est tout à fait négligeable de ces même minimes témoignages. Écoutons-les. Écoutez celui-là, mais laissez-moi d'abord vous présenter l'un des personnages auquel il se rapporte. Une assez médiocre miniature qu'entoure un cadre de bois noir le montre vêtu d'un habit bleu, le cou cerclé d'une ample cravate de mousseline dont les bouts font papillon. C'est un homme d'une quarantaine d'années. Il a la tête ronde, les cheveux coupés ras, l'oreille grande, le nez fin et pointu, les yeux vifs. Il se nomme Alexandre-Anne du Bard de Curley. Il est né à Beaune en Bourgogne en 1785.

***

La famille à laquelle il appartenait tenait un rang honorable dans la Province. Elle remontait à un certain Yves du Bard, vivant aux premières années du XVI[e] siècle, dont le petit-fils François occupait en 1607 la charge de notaire et greffier en chef héréditaire de la Chatellenie et Prévôté Royale de Vergy. Ce dernier eut entre autres enfants un fils, Antoine du Bard, qui épousa en 1662 Marie de Saumaise de Chazans. Cette Marie de Saumaise avait pour père François de Saumaise, Seigneur de Chasans et de Curley, secrétaire des Commandements de Monsieur, frère du Roi, et plus tard Procureur général de la Chambre des Comptes

de Bourgogne et de Bresse. La famille Saumaise, fort ancienne puisqu'elle commençait sa filiation à Étienne de Saumaise, chevalier, vivant en 1269, comptait parmi les siens le fameux érudit Claude de Saumaise dit Le Docte et Charlotte de Saumaise, comtesse de Brégy, Précieuse notoire et qui a son historiette dans Tallemant des Réaux. Par cette alliance les du Bard acquéraient les Seigneuries de Chasans et de Curley qu'Antoine du Bard transmit à son fils Marc-Antoine et qui passèrent au seul rejeton mâle des onze enfants qu'eut ce dernier de son mariage avec une demoiselle de Vergnette. C'est donc de Seigneur de Chasans et de Curley, aussi bien que de Ternant, Semesanges, les Rocherons, Prénevalle et autres lieux, qu'est qualifié en 1751 Bénigne-André-Charles du Bard de Chasans, lors de son mariage à Beaune avec Étiennette-Françoise Barault, fille de Nicolas Jean Barault, maire ou *Vierg* de la ville d'Autun, élu de la Province [1].

C'était un fort majestueux beau-père qu'avait là Bénigne-André-Charles du Bard. Son portrait que j'ai sous les yeux occupe une toile de bonne dimension qu'il remplit de sa prestance et qu'entoure un fort beau cadre de bois sculpté et doré. Il y étale les amples plis de sa robe couleur de prune à parements de soie rouge. Son menton repose sur un rabat bleu liseré de blanc. Il a le visage grave et plein sous une considérable perruque. Sa main, couverte d'un gant de peau

1. A propos de Nicolas-Jean Barault je retrouve la lettre suivante : « Messieurs le Maire, échevins et habitants d'Autun, on m'a fait un rapport si avantageux de la capacité du sieur Barault, avocat, procureur du Roi de votre ville, que j'estime que vous ne sauriez faire un meilleur choix que de sa personne pour assister avec le maire à la tenue des États prochaine de la Province, d'autant plus qu'étant très informé des affaires de la ville, il me paraît fort capable de seconder le maire dans les choses où il s'agira des intérêts de la communauté. Je ne doute pas que chacun de vous ne lui donne volontiers ses suffrages pour cet emploi, mais je suis bien aise de vous dire que ce me sera une chose fort agréable, et que dans les occasions qui se présenteront, je vous témoignerai avec plaisir que je suis

» Messieurs le maire, échevins et habitants d'Autun,

» Votre meilleur ami,

» L.-H. DE BOURBON. »

A Versailles, le 12 avril 1715.

Le signataire de cette lettre est Louis-Henri de Bourbon, duc de Bourbon et prince de Condé, ministre d'État, alors gouverneur de Bourgogne comme l'avait été son père Louis III, duc de Bourbon, petit-fils du Grand Condé.

blanche brodé d'or, tient fièrement un bâton garni d'étoffe bleue autour duquel s'enroule en spirale une banderole d'or, C'est l'insigne de sa magistrature dont le titulaire à Autun portait le nom gaulois de Vierg. Bénigne-André-Charles devait être un gendre respectueux; il savait ce que l'on se doit entre gens de robe, étant lui-même conseiller-maître en la Chambre des Comptes de Dôle. A sa mort, en 1780, il laissa trois fils. L'aîné Philibert-Jean fut désigné du nom de du Bard de Ternant; le second Louis-Henri, de celui de du Bard de Chasans; et le troisième Alexandre-Anne fut du Bard de Curley. C'est le seul dont la figure me soit connue par la miniature dont j'ai parlé.

Il avait quinze ans en 1780, quand son père mourut. Veuve, madame du Bard de Chasans se retira à Beaune avec ses trois fils. C'est à eux trois que se rapporte le petit document familial qui est le sujet de cette étude. C'est un cahier de papier jauni dont les feuillets sont retenus ensemble par un ruban de soie verte, très passée. Ces feuillets sont couverts d'une écriture assez lisible, parfois inégale et raturée. Elle est de la main de madame de Chasans. La première feuille qui sert de couverture porte ces mots : *Mes Enfants*. Or, ce que madame de Chasans inscrivait là, ce n'étaient ni des remarques de caractères ou de santé, ni des principes d'éducation. Elle se contentait d'y noter naïvement et succinctement les dépenses qu'elle faisait pour ses trois fils. Chacun d'eux y est calculé et évalué à son tour. Parfois une brève réflexion s'ajoute au compte des débours. Occupation maternelle et ménagère, rien de plus.

Ah! comme j'imagine bien ma bonne bisaïeule, en son hôtel de la petite ville bourguignonne de Beaune! Elle s'est assise dans son fauteuil, elle a tiré de l'étui ses bésicles d'écaille, ouvert le tiroir de son secrétaire où les rouleaux de louis n'abondent pas, mouché la chandelle et placé devant elle le cahier dont le ruban vert a alors sa vive couleur. Elle songe à ses garçons absents, car tous trois ont quitté successivement la maison, Ternant en 1784, Chasans, qui l'a devancé, en 1780, Curley seulement en 1786. Elle est seule et elle songe. Le couvre-feu a sonné depuis longtemps. Les servantes sont remontées dans les galetar. La maison est silencieuse

dans la petite ville endormie. Madame de Chasans songe, suppute. Quelles nouvelles apportera demain le courrier? Qu'aura-t-elle à noter sur son cahier? D'un tiroir elle extrait la dernière lettre de Chasans, puis elle la repose sur la petite table qui est près d'elle, la même peut-être qui est là auprès de moi et qui lui a appartenu. Elle soupire et lève les yeux. Au mur, en son cadre doré, le portrait de son père la regarde. Elle aurait besoin des conseils de ce sage homme. Il est là en son ample robe, sous sa vaste perruque, en sa muette dignité, le main à son bâton de Vierg. Il ne serait pas de trop ce bâton, pour corriger les frasques de cette jeunesse! Mais à quoi bon soupirer, ne vaut-il pas mieux se résigner, veiller au nécessaire, réparer les sottises, préparer l'avenir? Peut-être payera-t-il toutes les transes du présent? Madame de Chasans baisse les yeux et elle relit, à travers les verres de ses lunettes, sur la couverture du cahier, ces mots : *Mes Enfants* qui contiennent pour elle tant de tendresse et de soucis...

***

La première page du cahier de madame de Chasans porte cette déclaration : « Philibert-Jean du Bard de Ternant, mon fils aîné, m'a coûté pour son éducation, placement et dettes que j'ai payées pour lui, 12 000 livres, mais à ce mois de février 1784, je lui ai mandé qu'il ne lui serait rien compté pour le passé. Il faut espérer qu'il sera plus sage à l'avenir ».

Suivent diverses mentions : « Le 15 novembre 1784 envoyé à mon fils aîné une inscription sur le Trésorier des guerres de 140 livres. »

« Le 11 mai 1785 envoyé pour compléter sa « pantion » une lettre de change signée Monge de 579 livres. »

Aussitôt après se lisent quelques lignes d'une écriture différente : « J'ai reçu de ma mère, la somme de 720 livres. Fait à Beaune le 14 février 1786. Du Bard de Ternant ». Puis le cahier se tait jusqu'au 30 avril 1787, où est consigné l'envoi de deux lettres de change d'une somme de 720 livres, montant de la « pantion » du jeune Ternant.

Pour l'année 1788 le cahier relate trois envois. Ceux du

30 mai et du 11 août sont adressés à Saint-Omer où le jeune Ternant se trouve avec son régiment. La lettre du 30 mai est de 720 livres « tirée par M. Monge sur M. Félix son banquier à Paris. Celle du 11 août est envoyée « sous l'enveloppe de M. du Vigneau, à l'occasion du camp ». Elle est de 1 200 livres. Le 2 octobre 1789, madame de Chasans compte à son fils sa « pantion » de 720 livres qui n'échoit qu'en mai. En octobre 1790, elle lui remet les biens de son père, moyennant pension à ses frères. Enfin le 4 mai 1791 elle relate : « Je lui ai compté 800 livres pour acheter son équipage en cas de guerre. Il avait déjà eu 1 200 livres pour cela à Saint-Omer ».

L'écriture de cette dernière note est tremblée. La frange du papier en bas de page a bu l'encre. On devait commencer à s'inquiéter des événements dans la tranquille maison de Beaune. Les mauvais temps sont proches. Je ne sais trop comment les passa Jean-Philibert, sinon qu'émigré il fit les campagnes de l'armée des Princes. Rentré en France et réintégré dans l'arme du Génie où il avait servi avant la Révolution, il y devint lieutenant-colonel et reçut la croix de Saint-Louis. Il avait épousé à Fribourg-en-Brisgau une demoiselle Catherine Klein et en eut une fille mariée à M. Barbier de Reulle. Ce fut chez elle qu'il mourut le 12 octobre 1835, au château d'Entre-deux-Monts.

***

Continuons à feuilleter le minutieux petit cahier. Après deux pages blanches j'y retrouve l'écriture de madame de Chasans. Elle y inscrit : « Détail pour Louis-François-Henri du Bard, mon second fils » et elle ajoute : « Il est parti d'ici la 24 octobre 1780; il a emporté en linge, hardes, nippes la valeur en argent de 144 livres »; mais déjà l'année 1781 ne se passe pas sans encombre. S'il faut à Chasans un « abit » bourgeois pour paraître à l'examen et un « mantaut », il lui faut aussi 215 livres pour payer ses dettes. La vie est coûteuse à Metz quand on s'y prépare à être officier d'artillerie et qu'on n'est pas très raisonnable, aussi faut-il bientôt trouver 225 livres à envoyer au jeune Chasans « pour faire des pré-

sents en vin à ceux qui lui ont rendu service ». D'ailleurs, en 1783, les choses se compliquent et le 11 juillet les dettes « faites au jeu » apparaissent, nécessitant un envoi de 865 livres.

Ces faits expliquent le retour à Beaune le 17 août du jeune ponte, retour qui coûte 108 livres. Notre décavé ne dut pas être trop bien accueilli : « Il avait vendu à Metz un couvert d'argent armorié et un gobelet. » Cependant, une fois au bercail, on ne le renippe pas moins en linge et habits. A son départ le 7 octobre, sa mère lui remet 400 livres, mais dès le 2 avril 1784, les dettes recommencent. Elles se montent à 1 476 livres et ce n'est pas tout. Je lis : « Le 30 avril 1784 envoyé à M. de Chaulne, toujours pour payer les sottises de Chasans, 800 livres » et le 14 juin de la même année : « Envoyé à M. de Chaulne une lettre de change de 200 livres pour guérir mon fils de la maladie qu'il avait prise à grand frais. » Néanmoins on ne tient pas rigueur à l'écervelé; le 18 novembre 1784 moyennant 177 livres on lui achète : « de quoi faire un habit, veste, deux culottes uniforme avec toutes les doublures ».

Pendant les années 1785, 86, 87, 88, les lettres de change se suivent régulièrement, presque toujours signées de M. Monge, jusqu'au 6 septembre 1789 où de nouvelles dettes nécessitent un envoi de 7 045 livres. En novembre, il faut encore 1 500 livres. Aux dettes se joignent les emprunts : 2 000 livres à M. de Champeaux; 1 200 livres « à un Juif ». Pour faire face à ces débours, madame de Chasans est obligée, de son côté, d'emprunter. Un de ces emprunts de 2 400 livres, fait le 13 novembre 1789 est remboursable le 13 novembre 1790, avec intérêt au denier vingt. Nous voici maintenant en 1791. Au mois de mai, Louis-François-Henri du Bard de Chasans reçoit encore 1 600 livres « pour son équipage en cas de guerre ». L'envoi est fait à Metz. Celui de 800 livres en trois fois, novembre, décembre 1792 est adressé à Verviers et Dusseldorff. Chasans a passé la frontière et a émigré. En émigration il retrouva son frère Ternant à l'armée des Princes. Ce mauvais garçon devint un bon officier. Capitaine d'artillerie, chevalier de Saint-Louis, il commanda le fort Griffon et fut gouverneur de la citadelle de Besançon. Démissionnaire en 1830, il avait épousé la comtesse Marie-Frédérique de Brachet,

chanoinesse du chapitre noble de Neuville. Il mourut le 24 janvier 1837.

***

Les deux dernières pages du cahier de madame de Chasans sont consacrées à son troisième fils Anne-Alexandre du Bard de Curley. « Il a emporté d'ici, écrit sa mère, les hardes et nippes dont le mémoire est joint. » Ce mémoire, consigné sur une feuille volante, nous apprend comment était nippé, vêtu et pourvu le jeune Curley à la date du 1er décembre 1786. Je recopie en abrégeant de quelques articles.

LINGE

Quatre peignoirs dont deux presque neufs.
Quatorze chemises de toile commune et presque toutes hors d'état de servir.
Quinze chemises de bonne toile faites au commencement de 1784.
Quatorze chemises de plus belle toile faites en 1785.
Six chemises fines et très vieilles.
Dix-sept caleçons tant neufs que vieux.
Vingt-quatre mouchoirs de toile blanche, tant neufs que vieux.
Trente-six paires de chaussons.
Quatorze bonnets de coton assez bons.
Dix-huit bandeaux faits en 1783 et trois de différents morceaux,
Dix cols de basin blanc.
Six paires de bas de soie presque neufs et une vieille.
Neuf paires de bas de fil gros et fins et tant bons que mauvais.
Huit paires de bas de filoselle très courts et la plupart mauvais.

HABILLEMENTS

Un manteau de drap d'Elbeuf, bleu céleste, fait au commencement de 1785.
Un habit de drap fin couleur américaine, la culotte pareille et une veste de tissu d'or fait en 1784, à présent trop court et trop étroit et avancé beaucoup d'être usé.
Un habit de drap fin couleur queue de paon, la veste blanche en satin brodé, la culotte en drap de soie fait en 1785.
Un habit de « baraquant » vert fait en 1783, plus portable.
Un habit de baraquant gris fer fait en 1784, retourné en 1786.
Un gilet de soie barré fait en 1783 et presque tout à fait usé.
Deux vestes et deux culottes de drap de coton blanc, une veste de piqure de Marseille, un habit complet de drap de coton couleur abricot.
Une anglaise de kalmouck rayé gris et la veste.

Un habit, la culotte de « cennetot » bleuâtre, le gilet de soie blanc brodé, fait pour l'été 1786.
Une anglaise de drap d'Elbeuf faite en octobre 1786.
Une culotte de drap de coton anglais couleur paille.
Deux culottes de satin « turque », l'une noire et l'autre grise où il y a déjà eu des fonds.
Deux chapeaux l'un neuf, l'autre vieux.

NIPPES

Une épée à poignée d'argent, une montre en or et des boucles de souliers, de jarretière et de col en argent.

Où donc s'en allait ainsi nippé comme un personnage de comédie le jeune Curley avec son épée, ses boucles, son habit de couleur « américaine » et sa culotte de « satin turque »? Sans doute à Dijon étudier le droit, car le 18 juillet 1785 madame de Chasans note : « Donné à Curley pour sa « tèse de licencié » 168 livres. » On relève sur le cahier en mars 1787 la mention de 72 livres pour un voyage fait par Curley à Dijon, mais, avant cette décision prise, il y avait eu sans doute de l'incertitude. Avant d'opter pour la robe, le jeune Curley avait pensé à être d'épée comme ses frères. J'en ai trouvé la preuve par la lettre suivante, adressée à madame de Chasans « en son hôtel à Beaune en Bourgogne ». Cette lettre, datée de Paris le 3 janvier 1786, est signée Monge.

On a pu remarquer que le nom du célèbre mathématicien et de l'illustre savant figure à plusieurs reprises sur le cahier de madame de Chasans. Madame de Chasans se sert sans façon de Monge pour faire passer des lettres de change à ses fils. Cette part de Monge aux choses de famille indique des relations assez intimes entre Monge et la veuve de Bénigne-André Charles du Bard. Ma grand-mère m'a raconté que monsieur et madame du Bard de Chasans s'étaient intéressés à l'éducation du petit Gaspard Monge, né comme on sait à Beaune, d'un père qui y était marchand. Devenu un personnage marquant, Monge en avait conservé un souvenir reconnaissant. On en jugera par la lettre que voici :

Madame,

Aussitôt que j'eus reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire et par laquelle vous me demandiez les moyens de faire

entrer Monsieur votre fils dans le corps royal de l'Artillerie des Colonies, j'écrivis à M. Armerault, premier secrétaire de Mgr. le maréchal de Castries et à M. Manson, inspecteur général du Corps Royal. Je m'adressais en premier pour avoir des renseignements particuliers sur les conditions de réception; il m'a conseillé de consulter M. Manson et en effet il ne pouvait me dire que cela. M. Manson ne me répondant pas, je lui ai écrit une seconde lettre qu'il a reçue à Strasbourg et à laquelle il m'a fait la réponse que j'ai l'honneur de vous envoyer. Cette réponse ne signifie rien et ne me donnerait aucun espoir si je ne devais pas le voir à son retour; mais dès que je le saurai arrivé à Paris, j'irai le voir et je ferai tous mes efforts pour avoir une réponse satisfaisante. En attendant je vous conseillerai de faire apprendre à Monsieur votre fils : 1° les deux premiers volumes du cours de M. Bezout pour l'Artillerie; 2° tout ce qu'il pourra des volumes suivants, puisqu'il y a concours, il est juste de donner les emplois aux plus instruits. S'il y avait plus de places à donner que de concurrents, on pourrait retenir tous ceux qui ont une instruction suffisante, mais lorsque les places sont peu nombreuses, les concurrents se les disputent.

Je vous prie, Madame, d'être bien persuadée du zèle que j'apporterai dans une affaire qui vous intéresse autant que celle-là, malheureusement je ne sais pas quand je pourrai vous en donner des nouvelles, parce que je ne sais quand M. Manson reviendra de Strasbourg et que je n'ai d'espoir de réussir qu'en traitant l'affaire de bouche avec lui.

M. de Montille m'a dit que M. de Ternant et de Chasans étaient actuellement auprès de vous; permettez, Madame, que je me rappelle ici à l'honneur de leur souvenir et comptez, je vous prie, sur le tendre et respectueux attachement, avec lequel j'ai l'honneur d'être, Madame, votre très humble et très obéissant serviteur.

MONGE

Paris, le 3 janvier 1786.

Malgré le « zèle » de Monge, qui était à cette époque examinateur de la Marine, et son « tendre et respectueux attachement » ce projet n'eut pas de suite. Le jeune Curley en

fut quitte pour potasser plus ou moins activement son « Bezout » avant d'entamer ses études juridiques, mais il était dit qu'Alexandre-Anne du Bard ne porterait pas plus l'épée qu'il ne revêtirait la robe. La Révolution ne lui permit pas d'acheter une charge au Parlement de Bourgogne et l'obligea à émigrer en Suisse avec sa mère qu'il ne voulut pas abandonner et qui y mourut. Rentré en France, il épousa en 1804 Adélaïde-Philippine d'Anthès, fille de François-Xavier-Georges d'Anthès et de Marie-Anne-Suzanne de Reuthner de Weil, chanoinesse de l'Abbaye Équestre de Massevaux.

J'ai sous les yeux son testament. Il est d'un brave homme et d'un bon chrétien et contient, outre diverses dispositions concernant ses deux fils, la constitution d'une rente de 300 francs à sa vieille domestique Catherine Casin, plus une année complète de ses gages de 120 francs l'an pour lesquels elle n'avait jamais demandé d'augmentation durant trente-sept années de service. Ce testament daté de Chalon-sur-Saône, le 14 novembre 1847, est écrit et signé d'une main ferme. Le testateur ne mourut qu'en 1849, âgé de quatre-vingt-six ans. De ses deux fils, l'aîné Alexandre-Philibert-Joseph du Bard de Curley, marié en 1832 à Antoinette-Octavie de Guillermin, fut le père de ma mère, et c'est ainsi que sont venus jusqu'à moi la miniature au cadre noir, la lettre autographe de Monge, le cahier intitulé *Mes Enfants* sur les feuillets duquel une main maternelle a noté ces vieilles choses de famille assez touchantes en ce qu'elles ont eu de quotidien et d'éternel. A ces souvenirs du passé s'ajoute encore un cachet ancien avec lequel Ternant, Chasans ou Curley scellaient leurs lettres et dont l'écu montre sous un chef cousu d'azur chargé de trois quintefeuilles d'or, adossés, sur un champ de gueules, deux bars d'argent.

HENRI DE RÉGNIER

LA
BELGIQUE PENDANT LA GUERRE[1]

TENTATIVES DE SCISSION ET DERNIÈRES ANNÉES D'OPPRESSION

LA QUESTION FLAMANDE

I

La question flamande n'était point résolue quand la guerre a éclaté. Depuis 1873, en matière administrative et judiciaire, dans l'enseignement primaire et moyen, ainsi que pour l'emploi des langues dans l'armée, les Flamands avaient reçu par une série de lois des satisfactions, qu'ils jugeaient incomplètes et ne réalisant pas l'égalité linguistique prévue par l'article 23 de notre Constitution.

Les Flamingants, comme on appelle chez nous les Flamands militants, avaient à conquérir cette égalité dans l'enseignement supérieur. La création d'une université flamande de l'État, couronnement des études commencées et poursuivies en flamand, étant d'une nécessité évidente, ils l'auraient vraisemblablement obtenue de nos Chambres, s'ils ne s'étaient obstinés à réclamer, au lieu d'une université séparée, la flamandisation de l'université de Gand, c'est-à-dire la disparition d'un foyer de haute culture française qui a jeté un vif éclat scientifique sur notre pays. A ce sacrifice répugne,

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er et du 15 octobre 1921.

autant que les Belges de langue française, une partie des Flamands mêmes, conscients des avantages que leur procure l'université de Gand par son enseignement en français et des glorieux états de services qu'elle peut montrer. C'est autour d'elle que s'était concentré dans les années qui précédèrent la guerre tout l'effort de la bataille, comme autour d'une forteresse vigoureusement attaquée et non moins âprement défendue. Nul doute que les parlementaires belges n'eussent mis plus d'empressement à résoudre la question flamande, à cicatriser cette plaie intérieure, commune à d'autres États qui possèdent plus d'une langue officielle, s'ils avaient pu prévoir que les Allemands chercheraient à l'envenimer et à profiter de nos dissentiments linguistiques pour tâcher de saper les fondements de notre unité nationale.

II

Il est pour nous autres Belges d'un grand intérêt de savoir quels ont été au cours de la guerre les desseins du gouvernement allemand sur la Belgique. A ces desseins se rattache intimement la politique inaugurée par le gouverneur général von Bissing dans la question flamande. Mais il n'est pas facile de percer à jour les visées qu'on a nourries à Berlin, d'abord parce qu'elles ont varié avec les péripéties de la lutte, puis parce qu'elles ont été une cause de désaccord entre l'état-major et la chancellerie impériale, entre le parti pangermaniste et la majorité du Reichstag, entre les intransigeants et les modérés. Les hommes de guerre et les hommes politiques allemands qui ont écrit des mémoires, plaidoyers personnels pour se justifier devant l'Histoire, se sont bien gardés de faire la lumière autour de ce sujet brûlant. Dernièrement le député Erzberger s'était montré plus brave et plus franc; son livre[1] jette une clarté, encore un peu confuse, sur le sort réservé par l'Allemagne à la Belgique. Ce qu'on peut tenir pour certain, c'est que jusqu'au dernier jour elle n'a pas renoncé à notre pays. L'Allemagne, dit Erzberger, n'a ouvert la bouche à l'endroit de la Belgique qu'au moment où elle n'avait plus rien à dire.

1. *Souvenirs de guerre* de M. Erzberger. Payot, Paris.

Dans les années antérieures à la guerre la question flamande n'avait pas laissé les publicistes allemands inattentifs et indifférents. Faut-il aller jusqu'à croire avec certains écrivains belges que des agents secrets du pangermanisme avaient eu mission d'attiser les griefs des Flamands et de souffler sur le feu de notre querelle linguistique? A mon avis les projets des pangermanistes étaient d'une bien plus grande envergure. Partant de l'idée, chère à M. de Iagow et aux hommes de son école, que les petites nations n'étaient plus capables de mener une existence politique et économique complètement indépendante, ils voulaient rattacher à l'empire germanique dans un avenir prochain les petites nationalités voisines, à commencer par les riveraines de la mer du Nord où l'Allemagne s'indignait d'être à l'étroit. Ils convoitaient par conséquent toute la Belgique, la Wallonie aussi bien que la Flandre. Il est de fait cependant que les correspondants des journaux allemands, notamment ceux de la *Gazette de Cologne*, dont j'ai eu maintes fois à Berlin les articles sous les yeux, exagéraient à plaisir les dissensions provoquées par l'emploi inégal de nos deux langues et prophétisaient avec assurance un divorce politique entre les deux membres qui forment la nationalité belge. Espéraient-ils déjà que l'Allemagne saurait profiter de cette querelle de ménage pour absorber les deux disputeurs, ou bien leurs sympathies allaient-elles aux Flamands simplement à cause de leur origine germanique et parce qu'ils regardaient les Wallons comme des sous-produits de la culture française et des clients invétérés de la France? La question est de peu d'importance aujourd'hui.

Après l'invasion de la Belgique, au lendemain des premières victoires, l'influence des pangermanistes et du parti militaire fut toute-puissante à Berlin. La résistance de l'armée belge et les exécutions sommaires ordonnées par les chefs de corps allemands avaient creusé entre les envahisseurs et leurs victimes un fossé de sang. C'en est fait alors du dessein, conforme sans doute aux répugnances de Guillaume II à renverser des trônes, de respecter celui des Cobourg et d'introduire progressivement leur royaume dans l'empire germanique comme un État confédéré. L'attitude irréduc-

tible de la population ne laissait aucun doute au gouverneur général sur l'impossibilité de lui imposer un rattachement qui serait suivi d'un apaisement graduel et d'une réconciliation finale. Il n'y avait plus pour conserver la Belgique, cette inestimable conquête opérée en quelques semaines d'une campagne heureuse, que l'annexion pure et simple. Déjà des voix autorisées, celle du roi de Bavière, qui fut un de nos plus ardents ennemis en dépit de sa parenté avec notre famille royale, celle d'Erzberger lui-même, l'allié fougueux d'abord des pangermanistes avant de devenir leur bête noire et leur victime, la réclamaient impérieusement. Mais une telle annexion ne devait pas comporter l'égalité politique avec les citoyens du Reich ni l'entrée au Reichstag des représentants de la population catholique ou socialiste belge. On voulait doter la Belgique « d'une administration provinciale à perpétuité sous un gouverneur militaire allemand », suivant l'aimable euphémisme dont se sert Erzberger. Von Bissing a dit plus crûment dans son testament politique : « Nous devons pendant des années encore maintenir en Belgique l'état de dictature actuellement existant. »

La prolongation de la lutte rendit plus incertaine la victoire décisive, sur quoi comptait le grand quartier général. A défaut de l'annexion, le gouvernement impérial parut se contenter d'un protectorat. Au début de 1917, M. de Bethmann-Hollweg, revenu des illusions dont il s'était bercé dans la première phase de la guerre, énonça les conditions de ce protectorat, baptisées par lui de garanties nécessaires à l'Allemagne, à l'ambassadeur américain, M. Gérard, qui me les a rapportées après que les États-Unis eurent embrassé la cause de l'Entente : contrôle de nos ports, de nos chemins de fer, de notre commerce, de nos industries, licenciement de notre armée et protection de la race flamande.

L'immixtion du gouvernement impérial dans la question flamande, voilà en effet le moyen politique inventé pour justifier la mainmise de l'Allemagne sur la Belgique, qu'il s'agît d'une annexion ou d'un protectorat.

Dans la première hypothèse il fallait bien colorer la suppression de notre indépendance d'un semblant de nécessité morale aux yeux indignés de l'Europe, quand viendrait le

règlement définitif de la paix. Le droit de conquête, le droit du plus fort, avait besoin d'un certain maquillage. Les universitaires de la Germanie, ses historiens, ses professeurs, se mirent aussitôt à l'ouvrage, à l'effet de démontrer que la création du royaume belge en 1830 avait été un expédient et une erreur de la diplomatie, un produit artificiel sorti des mains de Talleyrand et de Palmerston et condamné à périr, parce que contraire à l'intérêt des populations accouplées sous une étiquette commune ; de plus cet avorton, soi-disant neutre, était dangereux pour ses voisins du Rhin, vu qu'il s'était livré honteusement à leurs ennemis britanniques et français. C'était le devoir de l'Allemagne de libérer les Flamands, fils de la grande famille germanique, d'une cohabitation forcée avec les Wallons, contre laquelle s'insurgeaient leurs antipathies réciproques, ainsi que leurs aspirations et leurs langues incompatibles, et de leur apprendre à vivre une existence séparée sous le sceptre du César allemand, leur maître commun.

L'absorption serait plus aisée, si l'on commençait en pleine guerre par détacher la Flandre de la Wallonie, sans s'attarder à de sots scrupules touchant les conventions de la Haye. Du même coup on ranimerait dans le cœur des Flamands le vieil instinct atavique, le sentiment de la parenté, la voix du sang, que des siècles de vie étrangère n'avaient sans doute pas étouffés. En flattant ainsi, en excitant leur antagonisme contre l'État belge et les Wallons, en leur accordant magnifiquement ce que les plus hardis d'entre eux n'osaient pas demander, on en ferait des obligés, des amis reconnaissants de l'Allemagne, mûrs pour la servitude, sous laquelle ils se réveilleraient un beau jour, la paix signée et tous leurs rêves d'indépendance envolés.

Dans la seconde hypothèse, le morcellement de la Belgique servirait encore et fort utilement les Allemands. L'intérêt hypocrite qu'ils professaient pour les Flamands et le maintien de la séparation, dont ils auraient été les artisans, leur fourniraient le prétexte d'une continuelle ingérence dans l'administration intérieure du pays. Le protectorat ne serait ainsi qu'une annexion déguisée.

Voilà ce que voulait faire de la Belgique l'Allemagne

impériale, l'Allemagne de Guillaume II qui nous avait accablés de ses déclarations d'amitié au début du règne d'Albert Ier, l'Allemagne des pangermanistes, des militaires et des hobereaux prussiens, celle aussi des grands industriels qui rêvaient d'une domination économique et celle des professeurs qu'enivrait d'orgueil leur culture allemande. En aurait-il été de même si, au lieu d'une monarchie impériale autocratique, l'Allemagne avait possédé des institutions démocratiques et républicaines?

III

La complicité de quelques Flamingants était nécessaire au pouvoir occupant pour qu'il parût exaucer les vœux et réaliser l'idéal de la population flamande. Il est triste à dire qu'il n'eut pas de peine à les recruter parmi les extrémistes et les comparses du mouvement flamand, bureaucrates endettés ou aspirant à supplanter leurs chefs hiérarchiques, primaires rongés d'envie et d'ambition, littérateurs jaloux de jouer un rôle politique, rêveurs fanatiques, hypnotisés par l'image d'une jeune Flandre appuyée sur le lion flamand désenchaîné ; — en tout une poignée d'hommes.

Que ces activistes, pour les appeler du nom dont ils se sont parés et qui caractérise leur résolution de poursuivre par n'importe quels moyens l'exécution de leur programme, n'aient pas douté de la victoire allemande, la chose est évidente. Aussi bien la même conviction régnait chez beaucoup de neutres spectateurs de la lutte. Ils ne voyaient que la carte de guerre, la Belgique occupée, les départements français envahis, l'armée ennemie à quelques heures de Paris ; ils ne voulaient pas voir que le temps travaillait pour les Alliés, que le blocus affamait lentement l'Allemagne et que les armements de ses adversaires augmentaient rapidement jusqu'à se trouver bientôt au niveau de leur ténacité et de leur indomptable volonté de vaincre.

De l'énormité de leur trahison les activistes n'ont eu ni conscience ni remords. Le sang belge répandu à flots dès le début, la dévastation de plusieurs cités flamandes, les condamnations, dont ils étaient journellement témoins, rien ne

les a fait reculer. Ils n'ont aperçu dans le martyre de la Belgique et la présence de ses bourreaux que le moyen de satisfaire impunément leurs ambitions égoïstes et leurs cupidités personnelles. Ils se sont faits non seulement les instruments, mais les racoleurs de l'ennemi, en essayant de débaucher nos jeunes soldats sur l'Yser et de recruter des adhérents parmi les prisonniers flamands des camps allemands. Du point de vue militaire et patriotique, c'est peut-être là leur infamie la plus grande.

Leur aveuglement de sectaires et leur hâte d'obtenir de bonnes prébendes les ont empêchés de comprendre qu'ils n'étaient que les dupes de leurs instigateurs qui, après la victoire, se seraient vite débarrassés de ces marionnettes encombrantes. Royaume ou république, l'existence d'une Flandre maîtresse de ses destinées n'aurait pas été tolérée, nous le savons, par sa perfide protectrice. Bissing et Bethmann-Hollweg n'ont agité devant les activistes l'appât de l'autonomie que pour prendre plus facilement ces naïfs poissons dans leurs filets.

Encore moins nos mauvais Flamands ont-ils réfléchi qu'en cas de défaite allemande leur trahison serait un coup porté à la cause flamande et que leurs frères, demeurés loyaux et fidèles, auraient plus de peine ensuite à la faire triompher. Ils risquaient en effet, si la fortune des armes abandonnait l'Allemagne, de déchaîner en Belgique, après la victoire, des ressentiments et une réaction qui retarderaient la solution de la question des langues et l'apaisement total des esprits. Ces craintes ne sont-elles pas réalisées et, d'autre part, ne voyons-nous pas que l'activisme chassé a laissé derrière lui d'inquiétants ferments de haine et de revanche?

IV

L'habileté de von Bissing a consisté à s'emparer de la question flamande, telle qu'elle existait au moment de l'invasion, et à l'exploiter à outrance comme un brandon de discorde, sans paraître fomenter parmi les Belges de nouveaux sujets de division. La flamandisation de l'université de Gand était, nous l'avons dit, le cheval de bataille des Flamingants. Les mots de séparation administrative avaient été lancés dans la

lutte des partis, après les élections de 1912, par quelques voix isolées de radicaux et de socialistes du Hainaut comme l'unique remède pour soustraire la Wallonie à l'hégémonie de la majorité catholique et flamande. Le gouverneur général commença par réduire le plus possible l'emploi du français ; déjà l'autorité militaire l'avait proscrit dans la région des étapes. Il s'attaqua ensuite à l'université de Gand, heureux d'anéantir un des principaux centres de culture française, c'est-à-dire ennemie. Une campagne effrénée de presse et d'assemblées fut organisée dans la région flamande avec l'aide des Activistes, serviteurs du pouvoir occupant. Celui-ci leur avait octroyé à cet effet la liberté d'association et de réunion, dont ils furent seuls à jouir tout le temps de l'oppression.

Le 31 décembre 1915 parut le décret transformant l'université de Gand en université flamande. Von Bissing avait tenté vainement de décider ses professeurs à reprendre leurs cours, tandis qu'il n'essayait pas de rouvrir aux Wallons l'université de Liége qui demeurait déserte et muette depuis la conquête de la ville, de même que les établissements libres de Louvain et de Bruxelles. Il avait compté spécialement sur la bonne volonté de deux professeurs, Henri Pirenne et Paul Frédéricq, célèbres en Allemagne, où ils étaient docteurs « honoris causa » de plusieurs universités et membres correspondants de diverses académies. Frédéricq passait pour une des illustrations du mouvement flamand. Quant à Pirenne, la maison d'édition Perthes à Gotha avait tenu à honneur de publier une traduction de son Histoire de Belgique, le monumental ouvrage encore inachevé de notre historien national. On s'imaginait au delà du Rhin que ces deux savants étaient des admirateurs et des adeptes du germanisme. Leur refus et celui du corps enseignant de donner des cours en langue flamande exaspérèrent le gouverneur général. Pour faire un exemple qui terrifiât les professeurs de Gand et empêchât l'avortement d'une entreprise à laquelle il attachait une importance capitale, il envoya professer dans des camps de prisonniers en Allemagne les deux indésirables, Pirenne et Frédéricq, coupables d'avoir trahi les espérances qu'il avait fondées sur eux. Acte d'une brutalité révoltante, qui n'eut d'autre effet que de fortifier la résistance de leurs

collègues et de provoquer dans les pays neutres une pluie de protestations des corps scientifiques.

Après cet échec von Bissing n'en poursuivit pas moins ses projets. Une commission purement allemande fut instituée à Bruxelles pour préparer les questions techniques de l'enseignement flamand à l'université de Gand. Le rapport, présenté en son nom par le Geheimrat von Dyck, professeur à l'Université de Munich, a révélé les difficultés de toutes sortes que cette commission a rencontrées. Dans le même temps survint à Berlin un coup de théâtre qui devait ouvrir les yeux aux plus incrédules sur les intentions de l'Allemagne. Le chancelier prononçait au Reichstag, le 5 avril 1916, un discours où il soulevait en quelques mots menaçants, quoique équivoques, un coin du voile, dont s'enveloppaient jusque-là les desseins du gouvernement impérial au sujet de la Belgique. « Nous créerons, disait-il, des garanties réelles, pour qu'elle ne devienne pas un État vassal des Anglo-Français et ne soit pas utilisée comme un boulevard militaire et économique contre l'Allemagne. » M. de Bethmann-Hollweg se montra plus précis en ce qui concernait les avances faites aux Flamands. « L'Allemagne ne peut pas abandonner à la latinisation le peuple flamand si longtemps asservi. Nous lui assurerons au contraire un développement sain, répondant à ses ressources et fondé sur la langue et le mouvement flamands. »

Comme conséquence de ce langage, quelques mois plus tard, le 21 octobre 1916, l'université flamande de Gand fut inaugurée avec pompe par le gouverneur général, qui tint à faire ressortir par des paroles mémorables la collaboration intime et confiante des Allemands avec les Flamands. Rien n'était vrai dans cette harangue, si ce n'est la phrase de la fin : « Le Dieu de la guerre l'a tenue sur les fonts baptismaux, l'épée au clair ! » Mais quel piteux contraste entre les efforts qu'avaient faits les organisateurs du nouvel établissement supérieur, et le maigre résultat auquel ils étaient parvenus ! De savants flamands pour donner des cours ils n'en trouvèrent aucun, tous s'étant récusés. Ils en furent réduits à puiser dans le fretin besogneux des « privat-docenten », accourus d'Allemagne et de Hollande sur l'appât d'un haut salaire et la promesse d'une pension contre les risques de la guerre, laquelle

leur serait payée par une compagnie d'assurance allemande. Pour commencer, ces médiocres pédagogues pérorèrent devant des bancs à peu près vides, quoique le gouverneur général eût mis 240 bourses à la disposition des étudiants peu fortunés et dispensés de toutes les obligations qui accablaient les autres civils, qu'il eût même cherché des élèves jusque parmi les prisonniers des camps d'internement.

L'université de Gand n'était qu'une première étape. Les fonctionnaires allemands préparaient activement la séparation administrative sur la base de la frontière linguistique entre les régions flamande et wallonne, sans respect pour les divisions immémoriales de la Belgique en provinces portant des noms séculaires. Ils dédoublèrent d'abord sournoisement le ministère des Sciences et des Arts. Mais le gouverneur général avait besoin, pour fouler aux pieds la législation belge, d'une sorte de vœu populaire émis par des citoyens du cru. C'est alors que les Activistes entrent publiquement en scène dans une comédie jouée à Bruxelles et qui se termine à Berlin. Un soi-disant congrès national se réunit dans notre capitale (4 février 1917) et rédige un programme de réformes fondé sur l'autonomie de la Flandre. Il choisit dans son sein un Comité exécutif, qui prend le nom pompeux de Conseil de Flandre et désigne une députation de sept individus pour porter au chancelier impérial les desiderata de la population flamande. Suivant un scénario combiné à l'avance, M. de Bethmann-Hollweg reçoit officiellement ces piètres personnages comme des délégués authentiques et leur tient un discours que les agences télégraphiques se chargent de répandre aux quatre coins de l'univers. Il promet que l'autonomie de la Flandre sera poussée avec la dernière vigueur et que l'Empire allemand, lors des négociations et même après la conclusion de la paix, veillera à hâter et à garantir le libre développement de la race flamande. Son Excellence ne dédaigna pas de vider un verre de bière avec ses hôtes ; même Elle eut soin de les faire photographier avec leur cornac, le comte Harrach, qui les avait amenés en secret à Berlin. Après quoi un journal illustré berlinois publia les portraits et dévoila à toute l'Europe l'incognito des sept Judas qui avaient vendu leur patrie à l'Allemagne.

Le 21 mars suivant un décret du gouverneur général sépara la Belgique en deux régions, Flandre et Wallonie, et leur donna pour capitales Bruxelles et Namur. Peu après d'autres décrets en organisèrent l'administration avec des ministères flamands et wallons.

Von Bissing ne survécut que quelques semaines à l'attentat qu'il avait machiné contre l'unité nationale de la Belgique. Privés de leur Machiavel, émancipés de son autorité, les Activistes se livrèrent aux excès les plus propres à ruiner son œuvre politique. Ils ne se contentèrent pas de dénoncer à l'autorité allemande et de persécuter les adversaires de la séparation. Se croyant sûrs du succès, ils voulurent précipiter le dénouement. Le Conseil de Flandre organisa à l'Alhambra de Bruxelles, le 11 novembre 1917, une réunion de ses affidés, 1 200 environ, dont un tiers de Hollandais et d'Allemands, qui acclamèrent l'autonomie de la Flandre et la déchéance du gouvernement du Havre. Puis il se déclara dissous afin de donner au peuple flamand l'occasion d'exprimer son approbation par la réélection générale de ses hommes de confiance. Le 20 janvier 1918 une nouvelle réunion, tenue subrepticement à l'Alhambra, approuva par acclamation une liste de conseillers provinciaux du Brabant et de députés de l'arrondissement de Bruxelles. La même parodie électorale se répéta dans plusieurs villes de province.

Les manifestations indignées qui répondirent en Flandre à ces provocations ont-elles dessillé les yeux du gouvernement allemand sur la fragilité de l'activisme? On le croirait d'après l'attitude qu'adoptèrent alors ses agents. Au Conseil de Flandre, venu pour lui annoncer sa réélection, le gouverneur général von Falkenhausen donna une douche refroidissante, en l'engageant à gagner tout d'abord le peuple flamand à ses projets. Il refusa même de reconnaître officiellement le Conseil et de lui attribuer une compétence légale. Le Conseil n'obtint que l'autorisation de soumettre à l'approbation de Son Excellence une liste de onze délégués, qui collaboreraient à titre consultatif à sa législation pour la Flandre. A Berlin le chancelier de l'Empire, le comte Hertling, convia de la tribune du Reichstag le gouvernement du Havre à une conversation préliminaire en vue d'une paix séparée, sans souffler

mot de la question flamande. A Bruxelles enfin les fonctionnaires supérieurs allemands étaient divisés d'opinion sur l'appui à prêter à l'activisme. Le plus hostile à la séparation administrative, le docteur Von Sandt, avait été disgracié et envoyé en Pologne; mais il ne manquait pas parmi les autres d'esprits sagaces, qui craignaient de compromettre en s'acoquinant aux Activistes le bon renom de l'administration allemande et le prestige du gouvernement impérial.

L'activisme subit pendant l'offensive de 1918 le contrecoup des événements militaires, ballotté suivant les fluctuations de la bataille de l'espoir triomphant aux angoisses de la défaite. Il n'échappa point, comme tous les partis révolutionnaires, à des dissensions intestines, où l'on vit d'un côté les modérés ou unionistes, soucieux de ne pas rompre tout lien avec la Wallonie, de l'autre les extrémistes ou jeunes flamands, champions d'une Flandre indépendante. La débâcle allemande mit fin à leurs agitations stériles. Brusquement les fonctionnaires des ministères flamands et wallons reçurent leur congé. Les plus avisés avaient pris soin de se faire constituer une pension viagère en pays neutre; les autres furent abandonnés à leur sort avec trois mois de traitement. L'université de Gand, qui avait repris ses cours, fut fermée trois jours après. Le sauve-qui-peut de ses professeurs n'attendit pas l'entrée des vainqueurs. Livré à lui-même, le Conseil de Flandre n'avait plus qu'à disparaître. C'est ce qu'il fit après une dernière bravade, une proclamation réclamant pour le peuple flamand « l'application du principe universellement admis de l'autonomie des nationalités ».

V

Le peuple belge a réagi vigoureusement contre la tentative faite par l'Allemagne pour briser son unité nationale, Son opposition aux décrets du gouverneur général s'exprima, — le droit de parler lui ayant été enlevé, — dans des protestations portant la signature des mandataires du pays, des chefs de nos partis politiques, de tous ceux qui à des degrés divers avaient qualité pour faire entendre la voix de la patrie. Indice rassurant et qui prouvait bien l'attachement de la Flandre à l'union d'où la Belgique tirait sa force et sa prospé-

rité, les objurgations vinrent tout de suite, passionnées et éloquentes, des Flamingants mêmes qui réclamaient naguère la flamandisation de l'université de Gand, mais ne la voulaient pas recevoir des mains sanglantes de l'ennemi.

Dès que le projet de flamandiser l'université eut été publié, les associations flamandes firent parvenir au gouverneur général une première protestation. Les signataires de cet écrit considéraient comme leur devoir, avant que la transformation fût consommée, d'éclairer l'autorité occupante sur les vrais sentiments des Flamands, encore qu'ils n'eussent guère l'espoir de la persuader. Les associations reprennent la plume, quand les délégués du Conseil de Flandre eurent été reçus à Berlin par le chancelier, et dans la nouvelle protestation qu'elles adressent à M. von Bethmann-Hollweg leur indignation élève le ton et proclame hautement l'indivisibilité de la Belgique. Elles se font plus véhémentes encore, plus audacieuses, après les insolentes provocations des Activistes. Une troisième protestation, adressée au comte Hertling le 30 janvier 1918, contient la déclaration suivante : « Le mouvement flamand n'est pas dirigé contre nos compatriotes wallons, auxquels à aucun prix nous ne voulons imposer notre langue. Il n'est pas dirigé non plus contre la langue française, que nous respectons comme le symbole d'une des plus grandes et des plus nobles nations de la terre. » Il y avait quelque courage, convenez-en, à célébrer ainsi la France devant notre vindicatif ennemi.

Voilà ce que pensaient et disaient à la face des Allemands des hommes qui avaient été avant la guerre les plus ardents promoteurs du mouvement flamand. Les protestations des autres patriotes belges ne le cèdent en rien par la force des arguments et l'éloquence du langage à celles de ces Flamingants notoires. Elles s'élevèrent de toutes parts et se succédèrent sans relâche durant les années 1917 et 1918. Elles émanaient des organes de la nation restés à leur poste sous l'occupation allemande, qui n'avait pas interrompu la vie administrative et les habitudes sociales, tout en suspendant l'exercice du pouvoir exécutif et du législatif : conseils provinciaux et communaux, clergé de toutes confessions, auxquels se joignirent les universités, les académies, les grandes associations

ouvrières, les sociétés savantes, commerciales, juridiques, artistiques, sportives, et Dieu sait si elles sont nombreuses en Belgique, terre fertile où fleurissent librement les associations de citoyens toujours prêts à se réunir pour faire valoir leurs droits, défendre leurs intérêts ou prendre en commun leurs plaisirs. A la tête des protestataires s'étaient inscrits les ministres d'État, les députés et sénateurs, qui n'avaient pas accompagné le gouvernement dans son exode. Autour des conseils communaux des grandes cités flamandes se groupaient ceux des villes secondaires et des villages, qui tous, par des ordres du jour et des lettres collectives au chancelier, condamnaient l'activisme et affirmaient leur dévouement à la patrie indivisible.

Le cardinal Mercier n'est pas resté silencieux dans ce concert de réprobation. L'occasion de prendre une fois de plus la défense de ses concitoyens s'offrit à lui après la publication de l'arrêté découpant la Belgique en deux régions administratives. Des sénateurs et des députés des différents partis s'étaient réunis pour délibérer sur la conduite que les fonctionnaires des ministères avaient à tenir en présence de ce monstrueux abus de pouvoir ; on décida, suivant l'avis du gouvernement du Havre, que les fonctionnaires supérieurs devaient seuls démissionner, la liberté de rester à leur poste étant laissée aux employés subalternes. L'autorité allemande sévit aussitôt contre les démissionnaires, sous prétexte qu'ils opposaient une résistance active à l'exécution de prescriptions légales : elle les fit déporter en Allemagne. Le Cardinal protesta avec énergie contre ce traitement inique par une lettre au baron von Falkenhausen. Il démontra dans un style dont la modération faisait ressortir l'impitoyable logique, que ces déportations étaient une violation impudente du droit international et des conventions de la Haye. Au surplus était-ce ainsi que le gouverneur général observait le contrat souscrit par son prédécesseur, qui avait fait appel aux services des administrations publiques belges sans leur demander d'abdiquer leur patriotisme et sous l'unique condition de ne rien entreprendre contre l'autorité allemande? Von Falkenhausen n'aimait pas à ergoter comme feu Bissing. Il répéta son refrain habituel : il ne voulait discuter avec Son Eminence que des questions d'ordre religieux.

Je ne rappellerai que pour mémoire, voulant citer seulement les manifestations qui eurent lieu en Belgique, que le gouvernement du Havre a pris, de son côté, les mesures que commandait la trahison des Activistes. Des arrêtés revêtus de la signature royale leur ont annoncé le sort qui les attendait, de telle sorte qu'ils ne purent compter sur aucune pitié après la retraite des Allemands.

Laissant à ses chefs et à ses représentants le soin d'épancher leur indignation par écrit, le peuple flamand a exprimé la sienne d'une autre manière, la manière forte, qui était la plus convaincante. A Bruxelles, au sortir du meeting de l'Alhambra, où avait été proclamée la déchéance du gouvernement belge, les Activistes, s'étant risqués en cortège jusqu'à la Grand'Place, s'y virent assaillis par une foule furieuse et obligés sous une pluie de horions de fuir en toute hâte. Ce fut bien pis à Anvers (3 février 1918). Une grande manifestation électorale avait été annoncée dans cette métropole de la Flandre, berceau du mouvement flamand. La police allemande était sur ses gardes. Néanmoins, sitôt que la procession des manifestants, composée de 700 personnes au plus, se déroula dans les rues, elle y fut entourée, conspuée, battue, malgré les soldats, perdit ses instruments de musique et ses drapeaux, et finalement se dispersa, abandonnant le champ de bataille aux patriotes. Des réunions du même genre eurent le même sort à Louvain, à Malines, à Tirlemont, à Diest, à Alost, à Turnhout, nos villes les plus flamandes. Devant cette réaction populaire, à laquelle ils ne s'étaient pas attendus, les Allemands, craignant pour le maintien de l'ordre, interdirent les manifestations activistes. Ils n'avaient pu toutefois empêcher une contre-manifestation autrement imposante, car elle comprenait les délégations des innombrables sociétés bruxelloises, — catholiques, libérales, socialistes, — qui se rassemblèrent sur la Grand'Place le 11 février, pour remettre au conseil communal des protestations contre l'activisme et la scission. Il fallut que la troupe allemande dégageât l'hôtel de ville, théâtre séculaire de quelques-uns des grands faits de notre histoire.

L'intervention de la magistrature ouvre la dernière phase de la protestation belge contre « la tentative de dislocation

nationale ». C'est ainsi que le cardinal Mercier appelait la séparation administrative dans le lumineux exposé qu'il fit parvenir au Pape pour l'éclairer sur la situation. Cette intervention fut aussi impressionnante qu'efficace, car à la flétrissure imprimée par eux à l'activisme nos magistrats ajoutèrent l'action immédiate de la justice. Saisie par un groupe de sénateurs et de députés d'une dénonciation contre le Conseil de Flandre, la Cour d'appel de Bruxelles se réunit en assemblée plénière le 7 février 1918. En vertu du droit d'injonction que notre législation confère à ces corps de judicature, elle enjoignit à son procureur général de poursuivre les auteurs des faits dénoncés. Le lendemain la police judiciaire saisissait deux des principaux meneurs activistes, Tack et Borms, domiciliés dans la capitale. Mais l'autorité allemande avertie les arracha aussitôt de ses mains. Par représailles le gouverneur général fit arrêter le président intérimaire et les trois présidents de chambre de la Cour d'appel. Vu l'état précaire de sa santé le premier fut relaxé, tandis que les trois autres prenaient, comme indésirables, le chemin de l'Allemagne. De plus, interdiction formelle à la Cour de continuer à exercer ses fonctions.

Le gouverneur général croyait en avoir fini par ces violences avec l'insurrection de la magistrature. Il n'en était rien. Sur la réquisition de son procureur général la Cour de cassation s'assembla à son tour et prit à l'unanimité la résolution de suspendre ses audiences. Une expédition de sa délibération, motivée par des considérants accablants pour le pouvoir occupant, fut transmise au gouverneur général. Celui-ci, sentant toute la gravité de ce conflit avec la plus haute autorité judiciaire du pays, essaya dans sa réplique de la faire revenir sur sa résolution. Nouvelle assemblée de la Cour, qui maintient sa précédente résolution par des considérants encore plus péremptoires. A son exemple les autres cours d'appel, les tribunaux et les justices de paix avaient suspendu toute activité ; en peu de jours le chômage fut complet.

C'est sans enthousiasme évidemment que l'autorité allemande avait prêté main-forte aux Activistes qui l'entraînaient dans ce mauvais pas. Mais comment les abandonner, après les avoir poussés sur la scène? Désormais il apparaissait

au grand jour que l'activisme, honni par le sentiment public, frappé par le pouvoir judiciaire, ne devait son salut qu'à la protection des baïonnettes allemandes.

Le pouvoir judiciaire jouit en Belgique, de par notre constitution, d'une complète indépendance. Cette situation privilégiée est encore renforcée par le prestige moral et le respect universel qu'ont acquis nos magistrats, héritiers d'une longue tradition d'honneur, de science et de probité. Il n'est pas rare de voir les descendants d'une même famille entrer dans la magistrature et figurer noblement de génération en génération sous l'hermine des conseillers d'appel ou de cassation. Les magistrats belges, fidèles à leurs devoirs envers leurs concitoyens, avaient continué de siéger pendant l'occupation, plutôt que de céder à un premier mouvement de colère et de refuser toute coopération au pouvoir occupant. Ils rendaient donc la justice au nom du roi Albert et appliquaient les lois belges, auxquelles l'autorité ennemie n'avait pas touché, sauf en matière pénale. Aussi leur révolte contre ce pouvoir qui osait porter atteinte à l'unité de la patrie et leur refus d'exercer leur ministère, dès l'instant que leur indépendance n'était plus respectée, ont-ils été le coup le plus inattendu et le plus sensible qui pût frapper les Allemands.

Leur courage, d'autant plus remarquable chez des vieillards ou des hommes parvenus à la maturité de la vie, fortifia de tout l'appui de la justice la résistance de la nation et la stimula à persévérer jusqu'au jour de la délivrance dans l'esprit d'abnégation qui soutenait sa constance depuis quatre ans. C'est là en définitive le résultat le plus clair qu'ont obtenu les Allemands, en s'efforçant d'utiliser et de dénaturer dans un but d'avertissement la question flamande.

LA DÉPORTATION DES CHÔMEURS

I

La déportation des chômeurs a commencé dans l'automne de 1916. Elle violait les lois divines et humaines qui proclament la liberté de l'homme, et les prescriptions du droit international qui protègent la population dans un pays

envahi par une armée ennemie. Elle a été de tous les crimes que l'autorité allemande a commis en Belgique, le plus inexcusable, parce que froidement conçu et méthodiquement exécuté. Retour à l'esclavage antique, pratique de négriers, traite des blancs, aucune de ces flétrissures qui me venaient sous la plume dans les appels que j'adressai aux Puissances neutres en 1917 au nom du gouvernement du Havre ne me paraît aujourd'hui assez forte après quatre ans révolus.

L'origine de cette mesure inqualifiable est l'arrêté du grand quartier général allemand daté du 3 octobre 1916 et appliqué dans la région des étapes. Au reste de la Belgique occupée, domaine du gouvernement civil, la déportation a été étendue en vertu d'arrêtés antérieurs des 14/15 mai 1916, qui avaient rendu justifiable des tribunaux militaires allemands le délit de refus de travail. Le motif d'un si grand attentat à la liberté humaine était, au dire des Allemands, le chômage de 650 000 ouvriers, danger pour l'ordre public et charge trop lourde pour la bienfaisance officielle et privée. Le chômage provenait lui-même du blocus maintenu par la flotte britannique, qui empêchait l'entrée des matières premières, l'exportation des produits fabriqués, et provoquait par conséquent l'arrêt de nos usines. Mais la vérité était facile à deviner : chaque ouvrier déporté en Allemagne, c'était un soldat de plus pour l'armée allemande ; il prendrait la place d'un ouvrier allemand qui serait envoyé au front.

Les agents de l'ennemi présentaient à nos ouvriers un contrat à signer : Si vous acceptez de travailler en Allemagne, vous recevrez un confortable salaire. Si vous refusez, vous serez déportés et contraints quand même à travailler. Que devenaient dans cet abominable dilemme la liberté du domicile et du foyer, le droit d'y vivre librement en famille? Il était foulé aux pieds et le bannissement édicté par simple mesure administrative. Et la liberté du travail, consacrée par la législation de tous les pays civilisés? Remplacée par le travail forcé. Enfin la trahison, le crime de lèse-patrie, était imposé à ces malheureux, qu'on obligeait à forger dans des usines allemandes, avec des outils allemands, des armes contre la Belgique.

Les arrêtés du pouvoir occupant ne visaient en apparence

que les chômeurs. Mais, ainsi qu'il fallait s'y attendre, les autorités communales refusèrent presque partout de livrer la liste des travailleurs qui, n'ayant pas d'occupations suffisantes, recevaient des secours de chômage. Les Allemands procédèrent alors par razzias de la population mâle et valide, choisissant, comme on fait du bétail aux jours de marché, les plus forts, les plus vigoureux, et de préférence les ouvriers possédant des aptitudes professionnelles.

L'opération a été décrite bien souvent. Voici le tableau qu'en ont tracé les évêques belges dans leur « Cri d'alarme à l'opinion publique » : Des équipes de soldats pénètrent de force dans ces foyers paisibles, arrachent les jeunes gens à leurs parents, le mari à sa femme, le père à ses enfants ; gardent à la baïonnette les issues, par lesquelles veulent se précipiter les épouses et les mères pour dire aux parents un dernier adieu ; rangent les captifs par groupes de quarante ou de cinquante, les hissent de force dans les fourgons ; la locomotive est sous pression ; dès que le train est fourni, un officier supérieur donne le signal du départ. Voilà un nouveau millier de Belges réduits en esclavage et, sans jugement préalable, condamnés à la peine la plus forte du code pénal après la peine de mort, à la déportation. Ils ne savent ni où ils vont, ni pour combien de temps. Tout ce qu'ils savent, c'est que leur travail ne profitera qu'à l'ennemi. A plusieurs, par des appâts ou sous la menace, on a extorqué un engagement que l'on ose appeler volontaire.

M. Vandervelde, le ministre belge de la Justice, a confirmé ces rafles humaines dans un discours prononcé à Nancy au mois de février 1917. L'orateur socialiste les a dépeintes comme les chefs du clergé, mais en trempant son pinceau dans d'autres couleurs : On procéda à leur interrogatoire et à leur examen. Ils défilaient devant quelques officiers allemands. Ceux dont on ne voulait pas, à droite ! Ceux qui étaient bons pour le service en faveur de l'Allemagne, à gauche ! Et à ceux-ci on présentait le papier à signer, on leur demandait la signature de la trahison. L'immense majorité refusa. Alors on les conduisit entre les baïonnettes à la gare dans les trains prêts pour leur embarquement. La population tout entière, les femmes, les enfants, les vieillards regardaient.

Ils étaient entassés dans des wagons à bestiaux et on les entendait crier : « Nous ne signerons pas, nous ne signerons pas ! » Par moments, pour mieux exprimer leur défi et leur révolte, ils chantaient la *Brabançonne*, ils chantaient la *Marseillaise*. Et quand le train s'ébranla, il se passa quelque chose qui vraiment met la rage au cœur. Pour les faire taire, pour étouffer leurs cris, les Allemands firent venir une musique qui joua des pas redoublés. Mais, malgré tout, on entendait les hommes chanter encore la *Marseillaise*.

II

Les protestations jaillirent immédiatement en Belgique. Le cardinal Mercier rappela à von Bissing l'engagement pris par le gouverneur d'Anvers, le général von Huene, et confirmé par le maréchal von der Goltz, de ne pas enrôler dans l'armée allemande ni déporter en Allemagne, pour y être soumis à des travaux forcés, les jeunes gens qui avaient fui en Hollande après la capitulation de notre forteresse. Il renouvela plusieurs fois inutilement ses instances et les termina par ces menaces prophétiques : « Les autorités allemandes penseront à nos douleurs imméritées, à la réprobation du monde civilisé, au jugement de l'histoire et au châtiment de Dieu ! » Les parlementaires écrivirent à leur tour, faisant ressortir tout l'odieux de l'obligation imposée à l'ouvrier belge de travailler contre sa patrie. Éconduits par le gouverneur général, ils se tournèrent vers le corps diplomatique étranger et réclamèrent l'intervention des Puissances neutres. La magistrature ne resta pas en arrière et ses protestations vinrent grossir celles des députés et des sénateurs. Puis ce fut le tour du Grand-Orient de Belgique, dont le Grand Maître, M. Magnette, sénateur, s'adressa aux Loges d'Allemagne, en leur dépeignant l'affreux spectacle des trains bondés de déportés. Von Bissing n'avait pas fulminé contre les premiers protestataires ; il leur avait même répondu, en plaidant le mensonge hypocrite contre l'aveuglante vérité. Pour décourager leurs imitateurs, il fit condamner M. Magnette à la prison et à une amende. A son insu les associations ouvrières s'unirent sans distinction de partis pour envoyer

aux socialistes belges résidant en France un message les conjurant « de jeter à travers le monde le cri de détresse de notre prolétariat ».

Les Belges savaient par expérience qu'ils se buteraient chez le gouverneur général à un parti pris de surdité, à la volonté obstinée d'exécuter ses instructions, sans prêter l'oreille au langage du droit, de la raison et de la pitié. Mais ils avaient le devoir de rétorquer les arguments fallacieux que leur opposait von Bissing, qui dépensa dans cette discussion ses dernières forces et sa suprême duplicité.

Il n'était pas vrai que le blocus maritime eût seul causé la stagnation de notre industrie. Les exportations et les importations belges étaient soumises au contrôle de la flotte anglaise, mais les négociations poursuivies avec le Cabinet britannique, en vue de permettre la libre entrée en Belgique des matières premières et la libre sortie des produits fabriqués, n'ont échoué que par suite du mauvais vouloir manifesté par le gouvernement allemand. Au surplus il avait réquisitionné, dès le début, tous les stocks utilisables pour les besoins de la guerre et ce n'était que le prélude des rafles qu'il allait exécuter. Il saisit les matières premières, le charbon, les huiles de graissage, indispensables à nos usines, ne laissant vivre que celles qui se soumettaient à ses conditions et édictant des peines sévères contre les ouvriers qui refusaient de travailler suivant ses prescriptions. Tout cela n'était rien encore. Nombre d'usines se virent déposséder de leurs machines et de leurs outils au profit de leurs concurrentes allemandes, et dépouiller de leurs charpentes métalliques. La métallurgie surtout eut à subir ces destructions systématiques. Dans les exploitations industrielles et les ateliers qui survécurent tout travail fut interdit, à moins d'une autorisation expresse. Les ouvriers étaient donc réduits au chômage par les maîtres du pays et ceux-ci, — amère dérision ! — représentèrent comme un péril social, comme une plaie publique, les pauvres gens qu'ils avaient condamnés à la misère et à l'oisiveté. Après avoir rendu le chômage obligatoire, ils s'opposèrent même à la reprise du travail là où des administrations locales y avaient pourvu, comme dans le Luxembourg, où des travaux avaient été organisés pour l'emploi des chômeurs.

Le silence de mort institué dans tout le pays augmentait le désespoir de la population, impuissante à appeler personne à son secours. Quelle voix allait lui apprendre qu'elle n'était pas abandonnée, remonter son courage et l'exhorter à l'espérance? Celle encore du cardinal Mercier. Dans la nef de Sainte-Gudule, assombrie par une froide matinée de novembre, étoilée à peine par la tremblante lueur des cierges, devant un auditoire secoué par les sanglots, le Consolateur monta en chaire. S'associant aux douleurs qui l'environnaient, il leur dit de ces paroles chrétiennes, dont il a le secret pour ranimer la foi et l'espoir dans les cœurs désespérés.

Abandonnées, elles ne l'étaient pas, les tristes victimes des déportations allemandes. Des secours en espèces, en vivres et en vêtements, colis et paquets sans nombre, leur parvinrent par l'entremise de l'ambassadeur d'Espagne à Berlin, après des pourparlers conduits à Bruxelles par le marquis de Villalobar avec la section politique du gouvernement général. Dans le même temps plusieurs Puissances neutres firent des représentations formelles au gouvernement impérial.

Assurément leur intervention, motivée par l'enlèvement des chômeurs, aurait été plus active, plus pressante encore, si elles avaient pu assister à ce spectacle navrant : le retour dans leurs foyers des ouvriers qui avaient refusé, malgré les châtiments et les tortures, malgré la privation de nourriture et le supplice du froid, de travailler pour leurs bourreaux ; pauvres hères hâves, déguenillés, émaciés par la souffrance, rongés par la phtisie, loques humaines, revenues pour échouer à l'hôpital, où beaucoup sont mortes épuisées.

Le Saint-Siège, que le cardinal Mercier avait averti et sollicité d'agir, s'entremit immédiatement en faveur des déportés auprès du gouvernement impérial. Celui-ci promit de faire cesser les déportations, mais le Grand Quartier Général demeura impitoyable, si bien que le Vatican se trouva dans une situation fâcheuse, ayant annoncé dans la presse et par ses agents diplomatiques qu'il avait obtenu gain de cause. Le même insuccès attendait d'autres gouvernements qui, pour des raisons d'humanité et par respect pour le droit, osèrent faire des remontrances à l'Allemagne.

Le cabinet de Washington dès le mois de novembre câbla à Berlin une protestation « amicale, mais solennelle » contre la déportation de la population civile belge, qui était en contradiction avec tous les usages et avec les principes du droit des gens. Force fut bien au gouvernement berlinois de répondre à une Puissance, qu'il cherchait encore à ménager. Il le fit d'un ton aigre, en ressassant ses arguments habituels, et, prenant l'offensive à son tour, il se plaignit que la déportation des civils allemands de la Prusse orientale et des colonies conquises par les Alliés, n'eût pas ému de même les États neutres.

Plus importune, plus difficile à écarter, fut la note de la Hollande. Le cabinet néerlandais était sur un terrain solide. Il ne se contenta pas de déclarer nettement que les déportations civiles étaient incompatibles avec les principes du droit international et les stipulations précises de l'article 52 de la quatrième convention de la Haye; il rappela, comme le cardinal Mercier, l'engagement formel souscrit à Anvers par le général von Huene, et que le gouvernement de la Reine avait porté à la connaissance des Belges réfugiés en Hollande pour les rassurer et les engager à rentrer dans leur pays. Le gouvernement allemand, pris en flagrant délit de manquement à sa parole, nia avec sa mauvaise foi coutumière la portée de l'engagement. Il promit seulement qu'il rapatrierait en Belgique les réfugiés qui, deux ans auparavant, étaient rentrés dans le rayon de la forteresse d'Anvers à la suite des assurances en question, à la condition toutefois que le gouvernement néerlandais reprît ceux pour lesquels il n'y avait pas de travail dans leur pays. C'était une concession dérisoire.

Il était réservé à l'Espagne d'en obtenir une plus sérieuse, qui eut un effet bienfaisant. Le gouvernement d'Alphonse XIII ayant assumé la défense des intérêts belges en Allemagne, ne pouvait pas être éconduit comme les autres. Le marquis de Villalobar réussit à faire accepter par les autorités allemandes un arrangement, aux termes duquel le nombre des déportés ne dépasserait pas 250 000 ; ils seraient exclusivement recrutés parmi les chômeurs, qu'assistait la bienfaisance publique et privée, tandis que les déportés ayant des moyens d'existence seraient rapatriés.

Combien ces atténuations nous paraissent légères aujourd'hui, à quatre ans de distance de ces scènes d'horreur ! Elles avaient pourtant une grande valeur, car elles fixaient pour la première fois une borne à l'arbitraire et donnaient une base positive aux demandes de rapatriement. Dès lors les requêtes affluèrent dans les Légations d'Espagne, des États-Unis et de la Hollande. J'ai dit que cette dernière fut supérieurement organisée pour leur dépouillement et leur transmission. Le Comité National collabora activement aussi à cette œuvre de salut. Le Cardinal, d'une charité toujours agissante, centralisa de son côté à Malines un service de réclamations et en transmit 19 570 au gouvernement général.

III

Le général Ludendorff est l'homme de guerre allemand le plus célèbre. Ses concitoyens l'acclament comme le génie militaire de l'Allemagne, chaque fois qu'il s'exhibe en public. Il était devenu après la disgrâce de Falkenhayn et devait rester jusqu'à la débâcle, écrit Erzberger, le Souverain absolu de l'Empire. Son fanatisme pour sa patrie explique tous ses actes. Orgueilleux pour elle au delà de toute mesure, nous dit le général Bruat [1], il l'était aussi pour lui-même. En effet, quel rêve d'orgueil a hanté le cerveau de cet officier sorti de la bourgeoisie et parvenu par son ascendant à dicter sa volonté au Kaiser, à trois chanceliers et au Reichstag, sans avoir même, comme son inséparable Hindenburg, qu'il menait à sa guise, le grade de feld-maréchal ! Sauver la Prusse et l'Empire, raffermir le trône des Hohenzolhern, donner à l'Allemagne des provinces nouvelles et des frontières inespérées ! S'il eût réussi, toute la gloire de Bismarck, le fondateur du Reich, n'aurait-elle pas été éclipsée par la sienne?

Que des hommes du métier le discutent avec passion comme général, que d'autres déclarent son livre *Souvenirs de guerre*, l'ouvrage le plus intéressant qu'on ait encore écrit sur cette grande époque, peu nous importe ! Quant à nous, nous n'oublierons jamais que Ludendorff a été l'auteur des

1. Préface de l'édition française des *Souvenirs de guerre*, d'Erich Ludendorff. Payot, Paris.

mesures atroces qui ont rendu si douloureuse au peuple belge la montée de son calvaire, puisque c'est lui, de complicité avec Hindenburg, qui a conçu l'idée de substituer la main-d'œuvre belge à la main-d'œuvre allemande et l'a impitoyablement exécutée.

Rien ne pouvait être plus funeste au succès de la politique pratiquée par von Bissing à l'égard des Flamands, que le traitement infligé à leurs travailleurs sur l'ordre du premier quartier maître général. Il se trouvait déjà, circonstance fâcheuse, que la Flandre proprement dite, en raison de la fixité qu'avait prise la guerre sur le front occidental, était soumise au régime de l'étape, tandis que la majeure partie des provinces wallonnes en était exemptée. Le régime de l'étape, c'était le gouvernement militaire dans toute sa cruauté : confiscations, réquisitions, perquisitions, défense de circuler sans permis spécial, menace toujours suspendue d'une justice expéditive. Contre ce régime d'exception von Bissing avait pu invoquer les dures nécessités de la guerre. Il ne le pouvait plus, dès que sévirent les déportations, qui étaient la négation de sa soi-disant sollicitude pour la population flamande. Elles commencèrent, pour comble de malheur, dans la région des étapes, et les procédés les plus cruels furent expérimentés dès l'abord sur les Flamands qui essayaient de se soustraire aux razzias ou refusaient de travailler.

Le gouverneur général a dû pester à part lui contre ces violences maladroites. Sa lettre au docteur Stresemann contient la phrase suivante, qui trahit sa mauvaise humeur : « On m'a rendu bien difficile de poursuivre cette politique (sa politique flamande) ; on lui a opposé celle de la force brutale comme étant la seule efficace. » S'il n'est pas allé lui-même défendre sa politique à Berlin, son fidèle von der Lancken y a été appelé pour fournir des explications sur les divergences de vue entre le gouverneur de la Belgique et le Grand Quartier Général. Ludendorff et Hindenburg n'admettaient pas qu'on désobéît à leurs ordres et qu'on se permît même de les discuter.

Admirez alors l'obéissance de ce vieux général discipliné et la souplesse de son échine. Il se fait immédiatement l'avocat des mesures qu'il condamnait dans son for intérieur. Il déploie

toutes les ressources de sa chicane pour répondre aux protestations du Cardinal et des parlementaires belges. Il a même le front de soutenir, le bon apôtre, que les déportations sont un bienfait pour les chômeurs, parce qu'elles les préservent des vices contractés dans l'oisiveté.

Cette servilité devant le commandement suprême ajoute un dernier trait au caractère de l'homme qui a joué de la question flamande et cherché à capter la confiance des Flamands, afin de préparer la soumission définitive de la Belgique. Une telle platitude aurait-elle trouvé grâce aux yeux de Ludendorff? Aurait-elle conservé à von Bissing sa vice-royauté, s'il eût vécu? Il est permis d'en douter, à en juger par l'exemple du général von Huene, coupable d'avoir promis aux fugitifs anversois qu'ils ne seraient pas molestés. Quoiqu'il se fût empressé de renier sa parole, dès l'instant qu'elle était invoquée par le Cabinet de la Haye contre les déportations, il paya de son poste de gouverneur d'Anvers l'embarras où il avait mis le gouvernement de Berlin.

IV

Le refus ou la résistance de la plupart des déportés à s'employer pour le compte de l'Allemagne causa la faillite du système élaboré par les chefs de l'armée. Tant de cruauté rendue inutile et attestant une fois de plus le manque de psychologie de nos ennemis ! Tout le fruit qu'ils en récoltèrent fut une atteinte fatale portée au prestige du gouvernement impérial et un effet désastreux produit dans l'univers entier.

Le marquis de Villalobar avait conseillé aux protestataires un recours direct à l'Empereur. Conseil aussitôt suivi. Le 14 février 1917 une adresse signée du cardinal Mercier et d'un grand nombre de Belges notables fut transmise par le Ministre d'Espagne au baron von der Lancken, qui l'expédia à Berlin. En un langage bien digne de toucher un cœur de chrétien, si Guillaume II était aussi fidèle à sa religion qu'il aimait à s'en vanter, les signataires le conjuraient de faire cesser l'enlèvement de la classe ouvrière et de consentir au rapatriement des travailleurs exilés. A quelques semaines

de là, le baron von der Lancken avisa le baron de Favereau, Président du Sénat, que Sa Majesté Impériale avait prescrit un examen minutieux de l'objet de la requête et que, tout en réservant sa décision définitive jusqu'à la conclusion de cet examen, Elle avait ordonné le renvoi en Belgique des individus emmenés à tort en Allemagne comme chômeurs et la cessation jusqu'à nouvel ordre des déportations de Belges sans travail.

Pouvait-on crier victoire? Etait-ce pour notre classe ouvrière la fin prochaine de son supplice? Nullement. La promesse impériale fut éludée par les autorités militaires. Les déportés, domiciliés dans le territoire des étapes, y étaient à peine rentrés qu'on les expédiait, non plus en Allemagne, mais sur le front franco-belge et qu'on les condamnait au travail forcé sous le feu des Alliés. Ils y demeurèrent jusqu'au moment de l'armistice. Dans la zone où commandait le Kronprinz, la parole de son père ne fut pas mieux respectée et des Belges rapatriés reçurent l'avis qu'on ne leur avait accordé qu'un congé temporaire ; après quoi, ayant beau protester, ils furent réintégrés de force dans des usines allemandes.

Nous ne pouvons accuser Guillaume II d'avoir joué une indigne comédie humanitaire. C'est assez d'inculper ce cœur sec et léger d'avoir fermé trop longtemps les yeux sur les crimes des généraux allemands. Le sans-gêne avec lequel Ludendorff et Hindenburg ont traité les ordres de leur Empereur prouve seulement l'abaissement du pouvoir impérial à la fin d'une guerre qu'il avait follement provoquée, sa subordination aux volontés du pouvoir militaire et le renversement des rôles amené par la médiocrité du maître et la supériorité orgueilleuse de ses serviteurs.

LES TENTATIVES DE PAIX

I

L'année 1917 a été marquée par des tentatives de paix, intermède de lassitude avant le suprême effort de la lutte finale. Leur examen ne rentrerait pas dans le cadre d'une

étude consacrée à « la Belgique pendant la guerre », si parmi ces tentatives il n'en était une dont l'instrument fut un Belge de la Belgique envahie. Un de nos grands industriels, le baron Coppée, a apporté à Paris des propositions de paix qu'il tenait du baron von der Lancken. Il n'avait reçu de ses concitoyens aucun mandat pour jouer ce rôle officieux.

Afin de pouvoir émettre un jugement sur la mission Coppée, il convient à mon avis, de jeter un regard en arrière et d'examiner la situation politique et militaire, telle qu'elle se présentait depuis le début de l'année 1917.

Elle était ou du moins paraissait être tout à l'avantage des Puissances germaniques. La Russie, rejetée au delà du Niémen, hors d'état de résister en rase campagne aux attaques allemandes, n'était pas incapable encore d'un retour offensif, mais elle n'avait pas empêché l'écrasement de la Roumanie, entrée trop tard — ou trop tôt? — dans la lutte. Donc du côté oriental aucune menace sérieuse pour les empires centraux. Il n'en allait pas de même sur le front occidental, où l'échec de Verdun et les offensives françaises, britanniques et italiennes avaient fait éprouver de grandes pertes aux armées austro-allemandes et laissaient la partie indécise. Hindenburg et Ludendorff, investis du commandement suprême, avaient pour programme d'en finir avec l'ours russe, de le contraindre à s'avouer vaincu et à se terrer dans sa tanière, avant qu'un coup décisif fût porté à ses alliés. Contre ceux-ci les duumvirs allemands escomptaient les résultats de la guerre sous-marine qui devait réduire l'Angleterre à merci au bout de six mois. Ils s'étaient bornés en attendant à garder sur le front français une attitude expectante, mais non pas inactive. Leur activité s'était concentrée dans la construction d'une nouvelle ligne de défense, la fameuse ligne « Siegfried », qui redressait et renforçait en arrière la ligne sinueuse de tranchées, tracée en 1914 par les péripéties de la bataille. Sur ce front raccourci, qu'ils jugeaient inexpugnable, ils pourraient attendre avec d'abondantes réserves de nouvelles attaques des Alliés. On se rappelle qu'ils les prévinrent au mois de mars 1917 par un repli général sur les positions qu'ils avaient savamment fortifiées.

D'où vient que, malgré une situation militaire si favorable en apparence, l'année 1917 ait été pour les Allemands et les Autrichiens l'année des tentatives de paix? C'est que les deux gouvernements voyaient la lassitude s'emparer de leurs peuples, les privations alimentaires et le mauvais état sanitaire les faire ardemment soupirer après la fin de la disette et du blocus. Les récoltes de blé saisies en Roumanie n'étaient pas suffisantes pour nourrir l'Allemagne à sa faim et l'hiver accourait avec toutes ses rigueurs. Nous savons, grâce aux « Notes intimes » de la princesse Blücher, cette Anglaise devenue Allemande par son mariage, quelles furent les souffrances des classes aisées, moins cruelles apparemment que celles des classes pauvres, durant ces sombres mois de froid intense. Mais le gouvernement de Berlin, d'accord avec le commandement suprême, ne voulait qu'une paix victorieuse, une paix basée sur la carte de guerre, qu'il se complaisait à étaler.

C'est sur cette situation militaire que s'appuyaient les offres de paix faites par le Kaiser en décembre 1916, trop vagues pour que les Alliés y pussent voir une base sérieuse de négociations, assez perfides cependant pour faire naître de fausses espérances dans les esprits qui n'avaient pas pénétré la tactique allemande. Les propositions de Guillaume II étaient publiques ; celles de l'Empereur Charles, le nouveau Souverain de l'Autriche, qui les suivirent de près, sont demeurées secrètes, jusqu'au jour où la mauvaise foi du omte Czernin, son ministre des Affaires Étrangères, eut provoqué M. Clemenceau à les divulguer. Elles nous ont été narrées dans le détail par le beau-frère et l'agent officieux du monarque autrichien, le prince Sixte de Bourbon [1]. On comprend fort bien que le jeune Empereur, innocent d'une guerre dont la responsabilité retombe sur son prédécesseur, ému et épouvanté de tant de sang, et, qui plus est, sentant craquer les ressorts usés de la monarchie dualiste, ait souhaité de mettre un terme à des hécatombes odieuses, tout en sauvant sa couronne. Mais il n'était pas l'homme de volonté et d'énergie qu'il eût fallu pour dégager l'Autriche-Hongrie

1. Prince Sixte de Bourbon, *L'offre de paix séparée de l'Autriche*, Plon-Nourrit et Cie.

de l'étreinte allemande et pour signer une paix séparée. Voilà la vraie raison de son insuccès.

Cependant le désir et le besoin de la paix étaient devenus si pressants en Allemagne qu'ils incitèrent le Reichstag à s'affirmer comme le porte-parole de la nation, en essayant du même coup d'introduire dans l'empire le régime parlementaire. D'où la résolution votée par lui le 19 juillet à une grande majorité : paix d'entente et de réconciliation durable, sans extensions territoriales par la violence, ni oppression politique, économique et financière. Auparavant le Reichstag s'était débarrassé du chancelier von Bethmann-Hollweg, abandonné de tous les partis et contraint de démissionner. Mais il ne fut pas consulté pour la nomination de son successeur, Michaelis, personnage obscur, instrument docile entre les mains de Ludendorff et d'Hindenburg, les vrais maîtres de la politique allemande, comme ils l'étaient de l'armée. On s'en aperçut tout de suite à la conduite équivoque du nouveau chancelier vis-à-vis du Vatican, après la publication de la note pontificale du mois d'août suivant.

Le moment était venu pour le Saint-Siège, après plusieurs appels restés sans écho, d'agiter une branche d'olivier entre les combattants et de tenter à son tour de mettre fin aux massacres. Le Saint-Père, qui puise sa grande force dans son autorité spirituelle universellement respectée, était tout désigné pour ce rôle de médiateur parlant au nom du Dieu de paix. Du seuil du Vatican le blanc Pontife fit entendre aux deux camps adverses des propositions de pacification mondiale, qui concordaient avec la résolution votée par le Reichstag : substitution de la force morale du droit à la force matérielle des armes, réduction simultanée des armements, institution d'une procédure d'arbitrage. Mais à ces mesures générales Sa Sainteté ne manqua pas de joindre une condition concrète et qu'Elle jugeait avec raison indispensable, la restauration intégrale de la Belgique.

Nous devons savoir gré à Benoît XV d'avoir vu et d'avoir dit clairement qu'il n'y avait pas de paix possible sans une déclaration formelle de l'Allemagne concernant la Belgique. Son nonce à Munich, Mgr Pacelli, insista fortement auprès du chancelier Michaelis sur la nécessité de ce mot décisif.

Le 30 août il lui communiquait la copie d'une dépêche, que le ministre d'Angleterre avait remise au Vatican au nom de son gouvernement et avec l'approbation de la France ; l'Allemagne y était invitée à s'expliquer nettement au sujet de la paix et à s'exprimer sans ambages relativement à la Belgique. Le Nonce demandait une déclaration précise touchant l'indépendance de notre pays et l'indemnité qui lui était due pour les dommages causés par la guerre ; il demandait encore une indication également précise des garanties que l'Allemagne réclamerait pour reconnaître cette indépendance politique, économique et militaire.

La réponse du Chancelier à la lettre du Nonce se fit attendre jusqu'au 24 septembre. Nonobstant de pressants conseils et malgré ses promesses aux représentants du Centre, des démocrates et des socialistes, Michaelis ne put se résoudre à faire la réponse demandée dans la question belge. L'explication de son mutisme, c'est que l'Allemagne, comme l'avouait le secrétaire d'Etat von Kühlmann à la Commission permanente du Reichstag, voulait conserver la Belgique en gage sans rien dire de ses intentions.

Dans le même temps que le gouvernement impérial refusait obstinément aux instances du Pape cette parole libératrice, son agent à Bruxelles, le baron von der Lancken, décidait notre compatriote, le baron Coppée, à porter secrètement à Paris des propositions verbales de paix. Dans ces offres aucune restriction n'était faite à la restauration de l'indépendance de la Belgique. Bien plus, en vue de séduire le gouvernement de la République, le diplomate allemand laissait miroiter à ses yeux la restitution de l'Alsace-Lorraine, s'il voulait engager des pourparlers dans un pays neutre. Rétrocéder l'Alsace-Lorraine, la plus belle conquête des Hohenzollern, le complément de l'unité allemande cimentée autrefois par le sang d'une guerre victorieuse, quel aveu de la défaite, quel démembrement de l'héritage transmis à Guillaume II ! Voyez-vous Hindenburg et Ludendorff, qui avaient été appelés au commandement suprême comme les remparts de l'Allemagne et les ouvriers d'une victoire décisive, consentant à la conclusion d'une paix aussi désastreuse?

Est-ce à dire que le baron von der Lancken ait agi à l'insu

des deux dictateurs? Supposition inadmissible chez ce prudent et cauteleux diplomate. Reportez-vous plutôt à la date de son intervention, au mois d'août 1917. La guerre sous-marine tardait à remplir ses promesses. La Russie, quoique profondément ébranlée par une révolution intérieure, était encore debout. On ne savait pas à Berlin si les agents de dissolution, Lénine et Trotsky, introduits par l'Allemagne dans la nouvelle République, réussiraient à provoquer son effondrement militaire. Impossible par conséquent d'affaiblir le front oriental et de tenter une opération décisive sur l'autre front à l'aide des forces rappelées de Russie. Rien n'empêchait en attendant de laisser faire la diplomatie allemande, d'essayer un coup diplomatique, afin de miner par l'appât d'une paix de conciliation l'ardeur belliqueuse des Alliés. On croyait à Berlin les Français las de se battre et démoralisés par des menées pacifistes : s'ils déposaient les armes en consentant à un armistice, ils ne les reprendraient plus. Cette manœuvre de paix, personne n'était mieux fait pour la tenter que von der Lancken, qui s'imaginait connaître la mentalité française pour avoir longtemps résidé à Paris.

Qu'un Belge de la Belgique occupée ait été l'intermédiaire — et la dupe — du diplomate allemand, il n'y a à cela rien d'extraordinaire. Depuis trois ans la lutte s'était immobilisée dans une guerre de tranchées. Que de fois n'a-t-on pas dit que, d'un côté comme de l'autre, cette double barrière, que hérissaient des canons et des mitrailleuses dont le nombre augmentait sans cesse, serait impossible à forcer, même au prix d'une dépense effroyable de vies humaines ! Les mauvais prophètes n'ont pas manqué au cours de cette interminable épreuve : d'aucuns prédisaient que la paix serait signée de guerre lasse dans les tranchées. La stratégie du maréchal Foch leur a donné un démenti péremptoire, en faisant tomber sous ses coups multipliés la ligne Siegfried, dans laquelle les Allemands avaient placé toute leur confiance ; mais en 1917 les pessimistes ne croyaient guère à la possibilité d'un pareil exploit. Il s'est trouvé des pessimistes en Belgique comme ailleurs, et l'un d'eux s'est figuré qu'il allait rendre un service signalé à son pays, qui haletait de plus en plus sous la main de fer des Allemands, en courant proposer à nos amis français

une paix avantageuse, comme celle qu'on lui promettait.

Quoi qu'il en soit, M. Ribot a eu bien raison de flairer un piège dans ces propositions, une manœuvre ayant pour but de désunir et d'énerver les Alliés. En ce qui concerne la Belgique, le comte Hertling déclarait encore le 11 juillet 1918 devant le Reichstag qu'elle devait rester comme un gage entre les mains allemandes, pour ne pas devenir une zone de concentration qu'utiliseraient un jour les ennemis de l'Allemagne. Les illusions et les exigences des chefs de l'armée n'ont pas disparu, même après les revers écrasants de juillet et d'août ; ils ne voulaient toujours faire qu'une paix d'annexion et non de rétrocession. Les pouvoirs donnés au secrétaire d'Etat von Hintze pour « commencer l'action de paix par des moyens diplomatiques » étaient limités en ce moment tragique par « le maintien des buts de guerre fixés en vue de la victoire ». M. André Tardieu, qui a décrit dans son livre sur « la Paix » l'obstination de Ludendorff à ne pas lâcher la proie saisie en 1914, ajoute que ce récit « le dispense d'insister sur la légende de la paix possible dès 1917 ».

Légende en effet, mais légende dangereuse et qu'il importe de dissiper, car en s'accréditant elle meurtrirait le cœur et raviverait les blessures des malheureux parents, qui pleurent leurs enfants tombés au champ d'honneur dans la dernière année de la guerre. Hélas ! Ces derniers mois sanglants étaient inévitables, ces ultimes sacrifices étaient nécessaires, pour contraindre à déposer les armes l'Allemagne de Ludendorff et d'Hindenburg.

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE A BRUXELLES

I

L'oppression en Belgique se fit plus intolérable à mesure que l'occupation se prolongeait et que s'éloignait pour les Allemands la perspective de la victoire. L'année 1917 fut signalée, encore plus que les précédentes, par l'enlèvement systématique des maigres ressources dont disposait notre pays. Les arrêtés du gouverneur général se succédèrent sans

relâche et sans ordre, prescrivant la saisie des matières industrielles, des articles de ménage et des objets personnels, réclamés pour les usines de guerre ou pour les besoins de l'armée. Après les tissus, les étoffes, les bâches et les sacs, ce sont les corps gras, les produits chimiques, les bandages en caoutchouc, c'est le zinc, c'est surtout le cuivre. Pour ravir ce métal, dont manque son industrie guerrière l'autorité allemande organise une véritable chasse dans les maisons. Elle perquisitionne de la cave au grenier, s'empare des objets d'art aussi bien que des ustensiles de cuisine, dévisse les poignées de porte et les boutons de sonnette. Le rapt le plus odieux, qui n'épargne même pas les hospices et les asiles de vieillards, est celui du linge de lit, de ménage et de pansement, des couvertures et des matelas de laine. On n'a garde d'oublier les vêtements, non plus que les chaussures. La Belgique est vidée de tout l'attirail de sa vie intime, comme une demeure cambriolée par de nocturnes visiteurs.

Il semble que le pouvoir occupant, non content de dépouiller la population, ait voulu la blesser dans ses sentiments les plus respectables, témoin cette incroyable idée d'introduire l'exercice du culte protestant dans certaines églises catholiques, sous prétexte qu'il n'y avait pas d'autres locaux convenables pour le service évangélique, auquel devaient assister les troupes d'occupation. Le cardinal Mercier, les évêques de Liége et de Namur, adressèrent le 8 juillet 1918 une solennelle protestation au baron de Falkenhausen contre un projet attentatoire aux droits les plus sacrés de l'Eglise et offensant pour les convictions religieuses de ses fidèles. L'indignation de notre épiscopat n'aurait pas fait reculer le pouvoir occupant et celui-ci, après tant de souffrances physiques et morales supportées avec constance par les Belges, aurait fini par révolter leurs consciences, intraitables en matière religieuse, si les événements militaires ne l'eussent contraint à ajourner cette profanation.

Un bas sentiment de vengeance, éveillé par nos victoires en Afrique, a suggéré aux Allemands les mesures de représailles qu'ils prirent en 1917 contre une vingtaine de personnes ayant des attaches avec notre colonie du Congo comme administrateurs de sociétés coloniales. Lors de la conquête de

Tabora dans l'Est-africain un certain nombre de femmes et d'enfants allemands, ainsi que de civils dispensés du service militaire, étaient tombés entre les mains des troupes belges. Ces prisonniers furent transportés à travers le Congo jusqu'à la côte de l'Atlantique avec des ménagements et des soins, dont plusieurs d'entre eux, peu habitués à tant de douceur par leurs compatriotes, se sont empressés de rendre témoignage. A leur arrivée en France, ils y furent internés provisoirement, le gouvernement du Havre ne pouvant leur offrir l'hospitalité sur le coin de terre que défendait notre armée. Il entendait les échanger contre des Belges, hommes et femmes, qui subissaient un dur emprisonnement en Allemagne, à commencer par Adolphe Max, l'inflexible bourgmestre de Bruxelles, plongé depuis trois ans dans des geôles allemandes. Quoi de plus légitime que de saisir ce moyen de leur rendre la liberté ! Quoi de plus humain et de plus ordinaire en temps de guerre que des échanges de cette nature entre nations civilisées ! Le gouvernement de Berlin, après avoir exigé la libération de ses coloniaux en menaçant de prendre des otages parmi les personnalités coloniales de Bruxelles, semblait s'être calmé et une négociation régulière se poursuivait par l'intermédiaire d'une Puissance neutre.

Tout à coup, le 23 juin au matin le comte John d'Oultremont, ancien Grand Maréchal de la Cour, le baron de Cuvelier, ancien secrétaire d'État de l'État indépendant du Congo, tous deux administrateurs du chemin de fer des Grands Lacs, M. Lepreux, directeur de la Banque Nationale et président de la Banque du Congo belge, le comte Hippolyte d'Ursel, président de « l'Ursélia » et d'autres Congolais de marque ou fonctionnaires du ministère des Colonies, sont appréhendés chez eux, conduits à la Kommandantur et de là expédiés à la gare du Nord, pour être transportés au camp d'Holzminden. On ne leur laisse que le temps de se vêtir ; on les traite comme des malfaiteurs ou plutôt comme de malheureux chômeurs.

Tout le monde respectait et aimait à Bruxelles le comte John d'Oultremont, ce modèle accompli du gentilhomme belge, ce serviteur plein de tact et de dévouement de Léopold II. Agé et malade, il refusa fièrement d'être examiné par un médecin de la Kommandantur, avant le départ du train

qui allait l'emporter, afin de n'être point séparé de ses compagnons de déportation. Quand après deux mois de captivité il fut renvoyé presque mourant à Bruxelles, il ne revit les siens que pour succomber bientôt à l'indigne traitement dont il avait été l'objet.

II

S'il est une prophétie que personne ne s'était avisé de faire en pleine guerre, c'est que l'occupation allemande finirait par la tragi-comédie d'une révolution militaire. Rien d'étonnant à ce que les régiments, poussés par Ludendorff dans la fournaise du front occidental, où ils fondaient les uns après les autres sous le feu des Alliés, y marchassent en maudissant leurs chefs et la guerre. Des officiers mêmes osaient critiquer cette poursuite désespérée de la victoire devant des Belges, dont ils étaient les hôtes de passage dans des châteaux de la région des étapes. Les désertions se multipliaient et nos prisons s'emplissaient de déserteurs. Mais le soldat allemand s'évadant de toute discipline, s'insurgeant contre le Kaiser et le haut commandement, et proclamant une République soviétique, à l'exemple de ses confrères de Russie, voilà assurément un spectacle auquel nous ne nous serions pas attendus.

C'est le dimanche 10 novembre, à la nouvelle des événements qui se passaient en Allemagne, débâcle du militarisme et chute des Hohenzollern, qu'un mouvement révolutionnaire éclata parmi les troupes casernées à Bruxelles, et qu'un conseil des ouvriers et des soldats s'étant constitué s'empara de la Kommandantur, ainsi que des hôtels ministériels. Les Bruxellois stupéfaits voient défiler dans les rues des cortèges de soldats précédés du drapeau rouge, chantant et hurlant, et suivis de badauds, curieux de la tournure qu'allait prendre cette aventure. Le premier soin des révoltés est de courir à la prison de Saint-Gilles et d'en ouvrir la porte aux déserteurs et détenus politiques. Joie générale, car le public a conscience que cette mascarade républicaine est la fin d'un régime détesté. Quelques habitants s'enhardissent même à arborer des drapeaux belges et français. Mais vers la fin de l'après-

midi un journal publie les conditions de l'armistice imposées par le maréchal Foch ; c'est une douche glacée jetée sur l'enthousiasme des soldats.

Le soir et le lendemain les choses semblent se gâter ; des mitrailleuses crépitent sur la place de la gare du Nord pour rétablir l'ordre à la manière allemande et font des victimes dans la foule. Des coups de fusil sont échangés par les révolutionnaires et des groupes fidèles au drapeau impérial. Les premiers ont le dessus et la révolution bat son plein. Elle s'accompagne, comme à l'ordinaire, de quelques vols chez des particuliers et de quelques pillages de magasins.

Symptôme significatif, aucune résistance n'est opposée par les officiers qui la veille encore traitaient si rudement leurs hommes. Des soldats les arrêtent au passage pour leur arracher leurs épaulières, leurs décorations, leurs épées. D'autres sont expulsés des automobiles militaires par des troupiers, qui s'y prélassent à leur place. Les officiers se laissent faire sans sourciller. A peine si l'on en signale deux ou trois qui regimbent. Une dame de mes amies était entrée le lundi matin dans un tramway, où un général était assis lisant son journal ; un soldat survient, tire un couteau de sa poche et enlève au général qui ne dit mot son bandeau de décorations et sa croix de fer ; puis se tournant vers la dame belge, il les lui offre avec un sourire gracieux : « Foulez-fous cette bétite soufenir? » C'est à croire que le mot d'ordre a été donné à ces fiers junkers de se soumettre docilement aux humiliations, sinon tant de lâcheté ne se comprendrait pas après tant d'arrogance.

L'attitude des autorités n'est pas différente. Le brave gouverneur général baron von Falkenhausen devient invisible. Le Prince Rupprecht de Bavière, qui occupait un hôtel avenue Louise, ayant vu ses Bavarois fraterniser avec les révoltés, se réfugie chez le ministre d'Espagne, d'où il gagnera incognito la Hollande. Le baron von der Lancken, entouré de quelques-uns de ses acolytes, les comtes de Moltke et de Rantzau, Schaible, gouverneur de la Flandre, Haniel, gouverneur de la Wallonie, qui ont endossé des vêtements civils ou supprimé leurs insignes militaires, reçoit à la *Politische Abteilung* les ministres d'Espagne et des Pays-Bas, ainsi que M. Francqui,

pour conférer sur la situation. Entre un individu en bourgeois, le monocle à l'œil, du nom d'Einstein, hier petit employé subalterne, aujourd'hui délégué du comité révolutionnaire. Il parle d'une voix impérieuse. Il annonce l'abolition de l'abominable régime impérial et l'avènement d'un régime d'humanité et de loyauté. Les soldats, dit-il en bon français, ne demandent qu'à quitter au plus vite la Belgique. Qu'on les laisse partir sans conflits. Puis il s'inquiète du ravitaillement pendant la période d'évacuation. Sur une plainte de M. Francqui au sujet de wagons de vivres réquisitionnés en province, Einstein d'un ton courroucé ordonne à Haniel de faire droit à cette réclamation. Mornes et silencieux, von der Lancken et ses adjoints écoutent sans oser répliquer[1]. Ils ne songent, d'ailleurs, qu'à s'éclipser et disparaissent les uns et les autres, comme un mauvais rêve à l'approche du jour.

L'évacuation se prolonge jusqu'à la fin de la semaine. Les Bruxellois assistent dans leurs faubourgs à un nouveau défilé des troupes allemandes ; mais qu'il est différent de celui dont ils avaient été les témoins consternés quatre ans auparavant ! Plus de chants de guerre, d'étendards claquant au vent, de jeunes soldats équipés de neuf et faisant sonner la chaussée sous leurs talons disciplinés. Leurs os reposent dans les plaines de carnage en Belgique et en France. C'est maintenant une procession de troupes dépenaillées s'écoulant en désordre, escortant des convois interminables de chariots, où elles ont entassé pêle-mêle les fruits de leurs rapines, qu'elles emportent en Allemagne. Seules, les divisions de la VIe armée, qui a tiré les derniers coups de canon, ont meilleure allure ; les insignes rouges s'y font plus rares et les officiers semblent conserver le respect de leurs hommes. Mais combien de temps encore aurait duré leur résistance avec une révolution dans le dos et les Alliés qui les attaquaient de front? Si l'armistice n'avait pas arrêté la bataille, la retraite ne se serait-elle pas transformée en déroute?

Cette révolution extraordinaire a été la dernière carte que l'Allemagne a jouée en Belgique. En proclamant la république à Bruxelles, son armée, qui ne voulait plus se battre, voulait

1. *Cinquante mois d'occupation allemande*, par Louis Gille, Alphonse Ooms et Paul Delandsheere, Albert Dewett, Bruxelles.

y déchaîner une révolution communiste avant la rentrée du Roi et du gouvernement légal. Le drapeau belge aurait trouvé le drapeau rouge flottant sur la capitale ; les Allemands en partant nous auraient légué l'anarchie, comme dernier bienfait. Calcul bien digne de la haine germanique. De là ces essais de fraternisation de la soldatesque avec la population ; ce traitement déshonorant fait aux officiers devant le public belge, comme s'ils étaient les seuls coupables ; de là aussi cette visite suspecte à la Maison du Peuple de délégués envoyés par le Conseil des ouvriers et des soldats pour inviter nos socialistes à une réunion au Palais de la Nation. Ils s'y rendirent et on leur proposa de publier de compagnie des manifestes et de tenir en commun des assemblées publiques. Ils répondirent par des paroles d'indignation sur les atrocités dont la Belgique avait été le théâtre.

Si les Allemands avaient compté provoquer une explosion révolutionnaire dans cette population exaspérée par quatre années d'oppression, leur attente fut bien trompée. Les Bruxellois conservèrent tout leur sang-froid devant les cortèges qui faisaient ondoyer sous leurs yeux le drapeau rouge comme un appel tentant à la révolution. Ils ne pensaient qu'aux libérateurs fiévreusement attendus et n'avaient que des regards de mépris pour les grotesques fantoches de la république allemande. Des craintes qui furent conçues par quelques esprits au sujet d'une insurrection anarchique, aucune ne se trouva justifiée. Bruxelles n'aspirait qu'à fêter avec transport son valeureux Roi et sa vaillante armée.

III

Hommes d'Etat, professeurs, historiens, les Allemands ont nié qu'il y eût une nation belge. La guerre mondiale a réfuté ce mensonge.

Nos constituants en 1830 avaient proclamé l'indépendance de la Belgique, avant qu'elle eût été reconnue par les Grandes Puissances qui avaient lié notre pays à la Hollande, sans chercher à savoir si cette coexistence était juste et possible. La nationalité belge, élaborée par des siècles de vie commune entre nos vieilles provinces, s'est affirmée depuis lors comme

une des plus dignes de sympathie et de respect. Elle a résisté pendant quatre ans à tous les efforts des Allemands pour la subjuguer et la dissoudre. Elle a survécu victorieusement à la plus terrible des épreuves, l'occupation prolongée de son territoire par une Puissance ennemie. Elle n'y serait point parvenue et la victoire même des Alliés ne l'aurait peut-être pas préservée de la désagrégation fomentée par le pouvoir occupant sans la volonté incorruptible, montrée par les Belges, de rester unis et d'opposer une âme indissoluble aux manœuvres de leurs oppresseurs.

La guerre mondiale a fait ressortir aussi l'utilité ou pour mieux dire la nécessité des petits États, en même temps que le péril mortel que ferait courir aux nations indépendantes l'hégémonie d'une grande Puissance. Contrairement aux suppositions audacieuses des diplomates allemands sur l'impossibilité qu'il y aurait pour les petits États à continuer de vivre, la grande guerre a augmenté le nombre de ces derniers. Dans les discussions de la paix le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a été reconnu, non pas comme un principe absolu devant lequel il n'y a qu'à s'incliner, mais comme un droit réel contre les injustices de l'histoire et contre l'oppression des gouvernements, lorsqu'il se peut concilier avec les conditions d'existence, de voisinage et de viabilité d'un État.

La Belgique n'est pas sortie agrandie de la guerre ; ses frontières n'ont pas été sensiblement reculées et beaucoup d'illusions, caressées au fort de la lutte, ont fait place à de cuisantes déceptions, blessures patriotiques qui seront lentes peut-être à se fermer. Mais la Belgique, par l'héroïsme de son Souverain et de son armée, par la tenue également admirable de sa population, apparaît plus grande aux regards du monde, d'une grandeur morale, qui lui vaut un prestige mérité et une autorité incontestable dans les conseils des nations.

Indépendance reconquise, prestige obtenu au prix des plus durs sacrifices ! Des cités rasées comme Ypres ou à demi détruites comme Dinant, une région fertile du territoire labourée par les obus et rendue inculte par une pluie de fer, des milliers de familles en deuil, des centaines d'usines en chômage, une industrie forcée de se reconstituer avec des ressources à moitié taries, un commerce largement diminué

et se butant, même chez nos amis, à des barrières douanières, une dette publique septuplée, des impôts accablants et qui menacent de s'alourdir encore, tels sont en raccourci le bilan de la guerre et la trace profonde laissée par le passage des Allemands. Où donc est notre prospérité d'antan?

Mais l'énergie nationale, qui a vaincu le despotisme ennemi, saura également, — personne n'en doute en Belgique, — résoudre peu à peu les problèmes ardus de la reconstruction et aussi, s'il le faut, dénouer les crises économiques et sociales que nous réserve l'avenir, comme à tous les acteurs et à tous les témoins du plus grand drame qu'ait enregistré l'histoire. Nous avons enfin, Flamands et Wallons, à régler entre nous l'énervante question des langues, en ne perdant jamais de vue que l'Allemagne s'en est servie pour essayer de nous diviser et de détruire notre commune patrie. Que sa tentative nous soit une leçon salutaire ! Ne fournissons à personne l'occasion ou le prétexte de s'immiscer dans nos affaires de famille et de prendre pied dans notre maison. De même que nous sommes parvenus, en demeurant fraternellement unis, à déjouer les calculs de nos ennemis, de même nous réussirons à surmonter les obstacles qui jalonnent notre route, si nous employons contre eux cette force admirable, inscrite sur la devise de notre blason : l'union.

BARON BEYENS

GUSTAVE FLAUBERT

CHEZ LA PRINCESSE MATHILDE

SOUVENIR D'UNE SOIRÉE A SAINT-GRATIEN

C'est en 186..., un soir de septembre, au château de Saint-Gratien : au rez-de-chaussée, dans la longue galerie tendue de perse verte à fleurs épanouies et multicolores, trois larges baies ouvrent sur la véranda chantée par Théophile Gautier; de la véranda, cinq ou six marches de pierre mènent à une pelouse qui s'étend à l'infini sous le ciel étoilé.

A gauche de la porte d'entrée, deux paravents dépliés, l'un à bandes de tapisserie, pavots rouges brodés sur fond d'or, l'autre à sept feuilles de cristal, forment un petit boudoir dans l'angle de la grande pièce et révèlent ainsi le goût d'intimité de la châtelaine.

Au milieu de ce *buen retiro,* une table ronde, couverte d'un châle de cachemire, autour de laquelle sont assises quelques personnes. Sur la table, une lampe en porcelaine de Chine jaune, surmontée d'un large abat-jour, éclaire les journaux illustrés, revues, livres récemment offerts, albums, etc. Au bord de la table, un plateau en laque où sont étalés mille brimborions de femme, — éventail, flacon, bonbonnière en émail, ciseaux d'or, coupe-papier en jaspe, pendule microscopique, miroir, vaporisateur, un bouquet de violettes dans

un vase d'argent, — et, derrière cet éventaire parfumé, assise sur un petit canapé, la Princesse.

Elle est décolletée, dans un burnous de crêpe de Chine blanc; au cou, un rang de grosses perles noires. Ses cheveux ondés aux reflets *auburn* sont partagés en deux bandeaux lisses, soigneusement abaissés sur les tempes et relevés au-dessus des oreilles par deux petits peignes d'écaille bordée de perles.

Ses doigts agiles travaillent à une bande de tapisserie verte piquée à la table par une grosse épingle : elle brode, avec des soies de toutes les couleurs, au gré de sa fantaisie, des œillets panachés.

Auprès d'elle, tout contre elle, — sous son bras, blottie dans un châle de laine, grelottante, la langue dehors, — une petite ratière au poil noir, malade de vieillesse; sur ses genoux, un fox-terrier blanc, — et, sous la table, ce sont les grognements sourds d'autres chiens qui se disputent la corbeille...

— Allons! Phil et Mouche, vous êtes insupportables! Vous avez chacun votre panier : taisez-vous, ou je vais...

Elle les gronde d'une voix qu'elle s'efforce de rendre terrible, mais où l'on sent une caresse, et malheur au courtisan trop zélé qui croirait pouvoir la prendre au mot en essayant d'exécuter la menace de la « patronne! »

Au lieu de se calmer, les deux combattants se précipitent hors de leurs corbeilles : le fox-terrier saute à bas des genoux de sa maîtresse, la vieille *Miss* elle-même pousse un gémissement...

Toute la petite meute déchaînée entoure en aboyant une sorte de géant qui vient de se lever de son fauteil avec fracas en rejetant un livre sur la table... C'est un colosse gaulois aux larges épaules, à la forte carrure, au visage coloré, aux épaisses moustaches retombantes, aux bons yeux clairs à fleur de tête...

Il essuie son front, son crâne luisant, ses fins cheveux bouclés par le bout et répandus sur le col... Il semble sortir d'une lutte terrible qui l'a brisé : on songe au combat de Jacob avec un ange invisible. Cette victoire mystérieuse lui

vaut les félicitations de l'auditoire et provoque les aboiements de la meute jappant à ses pieds...

Il est rouge, il est violet : — « une cerise à l'eau-de-vie tombée dans le feu », disait Théo. — C'est Gustave Flaubert.

Il vient de lire à haute voix, de déclamer des fragments de *Salammbô* : la scène du serpent, l'entrevue de la fille d'Hamilcar et de Mathô.

C'est Mathô lui-même, ou plutôt c'est Frédérick-Lemaître, jouant un drame romantique. Ni ce grand artiste, ni un comique, en l' « imitant », ne saurait donner l'idée de Flaubert lisant, vociférant, chantant son œuvre : ses yeux vert de mer lancent des éclairs, sous les sourcils noirs qui les abritent ; sa moustache se hérisse, sa poitrine se gonfle, sa main tremble et le livre qu'il tient entre ses doigts semble agité par une vague...

Et il lit, de sa voix mugissante et sonore qui vous berce, comme dit Goncourt, dans un bruit pareil à un ronronnement de bronze. Aussi, quand il sort de l'une de ces lectures, il semble sortir d'une crise...

Jamais il n'a été plus content, sa satisfaction déborde par tous les pores : « C'est vrai, dit-il, j'ai débité le dernier chapitre d'une façon qui m'a ébloui moi-même... » Et, sur les instances du groupe d'admirateurs qui le presse, il répète avec complaisance la fameuse phrase :

« Les mercenaires crurent voir au haut d'un caroubier quelque chose d'extraordinaire : une tête de lion se dressait au-dessus des feuilles. »

Alors, à la voix tonitruante, à la mimique de l'artiste, on croit voir la tête de Flaubert se métamorphoser en tête de lion, dont la crinière semblait flotter sur la nuque : les chiens eux-mêmes, saisis d'épouvante, redoublent leurs vociférations et leurs hurlements, comme s'ils voulaient donner la chasse à cet animal invisible qui leur apparaît...

Les auditeurs vont au fumoir; Flaubert reste seul avec la Princesse.

— Allons, — lui dit-elle, — calmez-vous... ne faites pas crier mes chiens... à quoi bon vous mettre dans cet état?... Vous allez vous rendre malade : il faudra vous soigner...

Oh! ces hommes! quels animaux! Ne pourriez-vous pas lire comme tout le monde?... Phil! Mouche! Soc! Tchine! taisez-vous! vous êtes insupportables... Aussi vous hurlez : elles ont cru que vous me grondiez, les pauvres petites!... A vos corbeilles, mesdemoiselles!... Et vous, Flaubert, ici, près de moi, soyez sage... Mon Dieu! peut-on s'échauffer ainsi!...

Et la bonne Princesse, de son fin mouchoir de dentelle, essuie le front de son vieil ami, qui s'est laissé choir auprès d'elle...

Le bon géant, ému de ces soins maternels, essaie de prendre la jolie main compatissante pour la porter à ses lèvres...

— Soyez sage et ne recommencez plus : je me ferai continuer votre bouquin par un lecteur plus raisonnable, puisque cela vous met dans un pareil état...

— Mais je me calme pour vous, Princesse, je mets une sourdine à ma voix en votre honneur : quand je suis seul, la nuit, à Croisset, dans mon *gueuloir*, je crie bien plus fort...

— Ce doit-être beau!

— L'autre nuit, en essayant l'effet de mon dernier chapitre, ma voix a fait résonner mes plumes de fer dans ma coupe de bronze : j'ai cru qu'une veine avait éclaté dans ma poitrine; je me suis arrêté; je m'attendais à dégorger un flot de sang...

— Vous êtes fou! Vous vous tuerez, à ce métier-là.

— C'est mon métier.

— Il est joli!

— Le travail, c'est encore le meilleur moyen d'escamoter la vie... Si ce n'était pour lui, pour quoi vivrai-je?

— Vous êtes gentil : pour ceux qui vous aiment.

— Oh?... Oui, vous!... vous êtes bonne... pour tout le monde... mais pour trop de monde!

— Autant me reprocher d'être banale...

— Non, mais vous êtes à tous... vous régnez au milieu d'une cour... jamais on ne peut vous avoir à soi tout seul... C'est insupportable, et j'aurais tant de choses à vous dire! — ajoute-t-il en soupirant.

— Vous ne m'avez jamais demandé un tête-à-tête.

— Je n'ai pas osé!

— Osez!

— Eh bien j'implore de Votre Altesse Impériale une audience particulière.

— Quand il vous plaira.

— Un soir...

— Ce soir.

— Ce soir?

— Parfaitement.

— Où donc?

— Ici même, dans ce salon.

— Avec tout ce monde?

— Mais non, seul... C'est très simple : à onze heures, je congédie mes invités comme d'habitude; vous aussi, vous faites semblant de vous retirer, et, après quelques minutes, vous revenez ici, où vous me retrouvez seule et prête à vous entendre...

A dix heures et demie, un valet de chambre vient annoncer que le petit omnibus du château est avancé pour emmener les convives à la gare de Sannois. Aussitôt se lèvent et défilent devant la Princesse, en lui baisant la main, les habitués du mercredi : Sainte-Beuve, Renan, Taine, Lavoix, Edmond et Jules de Goncourt...

Après leur départ, la causerie languit: les hommes déplient les journaux; les dames, lasses d'une promenade dans la forêt de Montmorency, répriment quelques bâillements; Flaubert, devenu silencieux, s'agite sur sa chaise...

Comme on s'entretient encore de *Salammbô* et qu'on le félicite de son talent de lecteur, il conte la petite aventure qui lui est arrivée la semaine précédente.

— Figurez-vous que, l'autre jour, on frappe à mon pavillon de Croisset : mon domestique va ouvrir et se trouve en présence de braves paysans.

— Monsieur Flaubert?

— C'est ici.

— Nous le savons bien : nous venons pour une consultation.

— Alors, c'est le frère de monsieur que vous demandez, qui est médecin à Rouen.

— Eh non! c'est à monsieur lui-même que nous voulons

parler. Nous n'avons pas besoin de médecin : nous ne sommes pas malades, grâce à Dieu ! Nous avons un procès et nous venons consulter l'avocat!

— Mais monsieur n'est pas avocat!

— Allons donc!... nous l'entendons, toutes les nuits d'été, *gueuler* les procès qu'il va plaider l'hiver à Paris!...

***

Enfin onze heures sonnent au cartel Louis XVI qui surmonte la porte. La Princesse roule sa bande de tapisserie, qu'elle arrête avec son aiguille, la serre dans la corbeille de jonc doré et se lève.

Affable et souriante, elle congédie ses hôtes, donnant sa main à baiser aux hommes, embrassant les dames et souhaitant une bonne nuit à tout le monde.

Puis, tandis que la compagnie sort par la grande porte, Flaubert fermant la marche, la Princesse, suivie de ses chiens, se dirige vers un petit escalier en colimaçon, tendu de perseverte, qui mène à sa chambre...

Au moment où les domestiques se disposaient à emporter les lampes du salon, la Princesse reparaît sur le seuil et, au grand étonnement du maître d'hôtel, ordonne à ses gens de ne pas éteindre encore et de se retirer.

Résignée, elle reprend sa place sur son canapé, devant la grande table ronde, et se met à travailler.

« Nous allons entendre, songe-t-elle en déroulant sa tapisserie, ce qu'il veut me dire de si intéressant!... Il m'ennuie, à la fin, avec ses grandes phrases qui n'aboutissent à rien : c'est de la littérature, et pas autre chose!... »

La porte s'entr'ouvre : Mathô entre sournoisement, plutôt en collégien timide qu'en guerrier conquérant. D'un regard méfiant promené autour de la pièce, il s'est assuré que tous les hôtes sont disparus... Il se glisse alors entre la table et le canapé, il se laisse tomber sur un fauteuil capitonné auprès de la Princesse. Sans mot dire, il la regarde travailler : c'est en effet un charmant spectacle, digne d'inspirer un peintre et un poète, que ce profil impérial s'inclinant sur la broderie sous la lueur rose de la lampe. Il contemple la nuque polie

comme un fût de colonne et la perle qui tremble au bout du lobe de l'oreille, et les épaules célèbres et célébrées qui sortent du burnous aux reflets d'argent, et les doigts de fée qui courent sur le canevas où ils font éclore des fleurs...

La Princesse sent ce regard brûlant qui se promène sur son cou, sur ses épaules, sur sa main et... elle attend... Après un long moment de silence, agacée par ces yeux fixés sur elle, brusquement elle lève la tête :

— Eh bien? qu'avez-vous à me dire de si confidentiel, de si pressant? Nous sommes seuls, comme vous le désiriez, et je suis prête à tout entendre...

Quelle n'est pas sa stupeur en le voyant devenir tour à tour très rouge et très pâle! Les expressions les plus diverses passent sur ce visage décomposé : la crainte, l'angoisse, la terreur, le désespoir... Est-ce l'évocation de Mathô qui le poursuit encore? Elle l'entend balbutier quelques sons incohérents, puis le voit se lever précipitamment, gagner la porte et s'enfuir...

Après dix minutes d'attente, elle sonne : le maître d'hôtel revient :

— Monsieur Flaubert?

— Il a traversé l'antichambre et a monté l'escalier en courant.

— Il n'a plus reparu?

— Il m'avait semblé si agité que je l'ai suivi : il est allé directement à sa chambre; il a dû s'assoupir...

— Ah! — murmure la Princesse, haussant légèrement les épaules. — Vous pouvez éteindre.

Elle roule une seconde fois sa tapisserie, la range dans sa corbeille, puis se lève et, de son pas de déesse, traverse le salon pour monter chez elle.

— Désormais du moins il me laissera tranquille!...

Le mot de l'énigme? Il nous est donné, sans doute, par Gustave Flaubert lui-même qui peu après, écrivit sur un album, à Saint-Gratien :

Les femmes ne sauront jamais combien les hommes sont timides.

***

Cette mésaventure ne troubla pas les bons rapports du grand timide et de la Princesse. Quand s'effondra l'Empire, c'est vers son ami que se dirigea la cousine de Napoléon III contrainte de quitter Paris. Elle fut reçue à Rouen par Gustave Flaubert et Alexandre Dumas fils : et c'est sous leurs auspices qu'elle put quitter la France et se réfugier en Belgique où ces deux fidèles allèrent pendant l'hiver terrible lui porter des nouvelles du pays. Les communications étaient difficiles. Je retrouve pourtant une lettre de Flaubert à la Princesse, datée du 23 octobre 1870, que je tiens de la Princesse elle-même, et dont je cite un fragment : il fait autant d'honneur à celui qui l'a écrite qu'à celle qui l'a inspirée.

« ... *Que voulez-vous que je vous dise? je suis comme vous, je meurs de chagrin et vous n'êtes pas une des moindres causes de ce chagrin : quelle tristesse! quelle misère! quelles malédictions!*

» *Tout dépend du tempérament et de la sensibilité des gens; bien d'autres sont plus à plaindre que moi, mais pas un, j'en suis sûr, ne souffre autant. J'ai le sentiment de la fin d'un monde : quoi qu'il advienne tout ce que j'aimais est perdu; nous allons tomber, quand la guerre sera finie, dans un ordre de choses exécrable pour les gens de goût. Je suis plus écœuré par la bêtise de cette guerre qu'indigné par ses horreurs — et elles sont nombreuses cependant et fortes!*

» *Ici nous attendons de jour en jour la visite des Prussiens. — Quand sera-ce? quelle angoisse! Je suis* seul *avec ma mère, qui vieillit d'heure en heure, au milieu d'une population* stupide *et assaillie par des bandes de pauvres : nous en avons jusqu'à 400 (je dis 400) par jour. Ils font des menaces, on est obligé de fermer des volets en plein jour, c'est joli! La milice que je commande est tellement indisciplinée que j'ai donné ma démission ce matin — mais toutes les communes, Dieu merci, ne sont pas comme la mienne! En somme on nous a tué peu de monde jusqu'à présent : que Bazaine se dégage et que Bourbaki le rejoigne, en même temps que l'armée de*

la Loire marchera sur Paris, et tout n'est pas perdu, car les Parisiens feront une sortie collective qui sera terrible, je n'en doute pas. Nous avons assez d'hommes et nous aurons bientôt une artillerie suffisante, mais ce qui nous manque ce sont des chefs, c'est un commandement. Oh! un homme! un homme! un seul! une bonne cervelle pour nous sauver! Quant à la province, je la regarde comme perdue. Les Prussiens peuvent s'étendre indéfiniment, mais, tant que Paris n'est pas pris, la France vit encore.

» *Pauvre France! Elle qui depuis cent ans s'est battue pour l'Amérique, pour la Grèce, pour la Turquie, pour l'Espagne, pour l'Italie, pour la Belgique, pour tous, et que tous regardent mourir froidement. Comme on nous hait et comme ils nous envient, ces cannibales-là! Savez-vous qu'ils prennent plaisir à détruire les œuvres d'art, les objets de luxe quand ils en rencontrent? Leur rêve est d'anéantir Paris, parce que Paris est beau.*

» *Je pense sans cesse à la rue de Courcelles! et les dimanches au soir surtout je me sens déchiré comme si on me sciait en deux!*

» *Pauvre chère et belle maison, où nous n'irons plus! Quand reverrai-je celle qui t'emplissait d'une grâce si indicible? comme j'avais le cœur content quand je montais ton escalier et que j'allais baiser sa main!*

» *Moi qui voulais vous donner du courage, voilà que je pleure comme une bête! je suis devenu très vieux, pardonnez-moi. On ne se relève pas d'une calamité comme celle-là : de pareils coups vous ruinent l'intelligence irrémédiablement. Les malheurs qui m'ont assailli depuis dix-huit mois (c'est-à-dire la perte de mes amis les plus chers) m'ont affaibli le moral et je résiste moins que je n'aurais cru. Je suis comme ma pauvre patrie, humilié dans mon orgueil...* »

***

Un portrait de Flaubert esquissé par la Princesse et interrompu par la mort du modèle nous prouve que leurs sentiments d'amitié persévérèrent jusqu'à la suprême séparation.

C'est Sainte-Beuve qui avait engagé la Princesse à tracer

sur le papier, en quelques traits, les silhouettes de ses amis. Le grand critique lui promettait qu'elle exécuterait des portraits ressemblants, mais il avait compté sans la femme qui chez la grande dame dominait l'artiste. Encouragée par le maître, elle s'amusa en effet à prendre des croquis de ses habitués, à la plume, comme elle en prenait à l'aquarelle : Sainte-Beuve lui-même, Théophile Gautier, Flaubert y passèrent tour à tour et plusieurs autres. Mais si ces ébauches sont précieuses pour nous et gardent un intérêt personnel, c'est moins parce qu'elles nous montrent le modèle sous un jour particulier que parce qu'elles nous révèlent le goût et la nature de la femme qui par sa sincérité envers soi et son injustice envers les autres, se peignait curieusement elle-même :

— Et moi, je suis injuste! — proclamait-elle en déclarant cette imperfection de son jugement comme une qualité de son cœur. Elle était, en effet, passionnée toujours prête à trouver excusables les fautes de ses amis et condamnables les vertus de ses adversaires. Bien qu'elle fût la personne la moins égoïste que j'aie connue, elle ne savait pas sortir d'elle-même ni se dégager de sa féminité. Elle ne s'intéressait qu'aux histoires dont elle aurait pu être l'héroïne et jugeait l'auteur à travers l'homme. Je l'ai entendue dire d'un grand garçon qui avait eu la prétention d'écrire une étude psychologique :

— Je ne la lirai certes pas! Comment voulez-vous qu'il soit capable d'écrire un roman délicat, ce grand dadais qui a des pieds longs comme des bateaux!

Celui-là était jugé sans appel : il n'aurait guère été possible de la faire changer d'avis et corriger sa critique définitive. C'était le triomphe de l'instinct sur le jugement.

Et malgré ces préventions et ces lacunes, la princesse Mathilde, à juste titre, passera pour la protectrice des lettres et des arts sous le second Empire. Elle fut au moins la dispensatrice des grâces impériales aux écrivains et aux artistes. C'était plus qu'un esprit littéraire, c'était un cœur d'or; c'était plus qu'une muse, c'était une femme. Et c'est ce que les délicats appréciaient en elle : ils se sentaient aimés par elle et ils l'ont fait aimer par la postérité.

JOSEPH PRIMOLI

LE DILEMME DU DOCTEUR[1]

— TRAGÉDIE —

ACTE IV

L'atelier. Le chevalet est repoussé jusqu'au mur. Le Cardinal La Mort, tenant sa faux et son sablier comme un sceptre et un globe est assis sur la chaise de l'estrade. Aux patères du porte-parapluie sont accrochés les chapeaux de Sir Patrick et de Bontemps. Coutelier, qui vient d'entrer, accroche le sien à côté des premiers. On frappe à la porte. Il va ouvrir et se trouve en présence de Ridgeon.

COUTELIER. — Tiens, Ridgeon! (*Ils s'avancent ensemble jusqu'au milieu de la pièce, tout en enlevant leurs gants.*)

RIDGEON. — Quoi de neuf?... On vous a donc envoyé chercher, vous aussi?

COUTELIER. — Oui, on nous a tous envoyé chercher. Je ne fais que d'arriver. La femme de ménage dit que le vieux Paddy Cullen est ici depuis une demi-heure avec Bontemps... (*Sir Patrick entre, venant de la chambre intérieure.*) Eh bien? Quelles nouvelles?

SIR PATRICK. — Allez voir... Bontemps est avec lui. (*Coutelier sort. Ridgeon demeure, pour causer avec Sir Patrick.*)

RIDGEON. — Eh bien, qu'est-il arrivé?

SIR PATRICK. — Vous souvenez-vous du bras de Jeanne Marsh?

RIDGEON. — C'est cela qui est arrivé?

SIR PATRICK. — Oui, c'est cela qui est arrivé. Son poumon est devenu comme le bras de Jeanne... Jamais je n'avais vu un cas semblable. En trois jours, il a fait trois mois de phtisie galopante.

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 octobre et 1er novembre.

RIDGEON. — Bontemps est intervenu dans la phase négative, alors?

SIR PATRICK. — Négative ou positive, ce garçon est perdu. Il ne passera pas l'après-dîner. Il va s'en aller tout d'un coup. J'ai souvent vu cela.

RIDGEON. — Du moment qu'il s'en va avant que sa femme ne le démasque, cela m'est absolument indifférent à moi, qu'il s'en aille. Je m'attendais parfaitement à ce qui arrive.

SIR PATRICK. — Savez-vous, mon petit, que c'est tout de même un peu dur pour un jeune homme d'être tué parce que sa femme a une trop haute opinion de lui!... Enfin, heureusement qu'il y en a peu, parmi nous, qui courent ce danger-là.

(*Bontemps sort de l'appartement et s'avance vivement entre eux. Comme homme, il est inquiet, mais comme médecin, il est tout exalté et communicatif.*)

BONTEMPS. — Ah! vous voici, Ridgeon!... Paddy vous a tout dit, naturellement.

RIDGEON. — Oui.

BONTEMPS. — C'est un cas excessivement intéressant... Oui, mon cher, si je ne savais pas, de science sûre, — car c'est un fait scientifique — que ce sont les phagocytes que j'ai stimulés, je dirais que ce sont les autres choses que j'ai stimulées. Voyons, Sir Patrick, comment expliquez-vous cela? Quelle en est la raison, Ridgeon, quelle en est la raison?... Aurions-nous trop stimulé les phagocytes? Est-ce qu'ils n'auraient pas seulement mangé les bacilles, mais encore, auraient-ils, par-dessus le marché, détruit les corpuscules rouges? Possibilité qui expliquerait la pâleur du malade. Peut-être encore se sont-ils mis finalement à attaquer les poumons eux-mêmes? Ou peut-être corpuscules et poumons en même temps?... Curieux, curieux! Ah, certainement, j'écrirai un article sur ce cas. (*Coutelier revient, très sérieux, bouleversé même. Il s'avance entre Bontemps et Ridgeon.*)

COUTELIER. — Oh! Cette fois, Bontemps, c'est vous qui l'avez fait.

BONTEMPS. — Que voulez-vous dire?

COUTELIER. — Vous l'avez tué. C'est le plus vilain cas d'empoisonnement du sang négligé que j'aie encore jamais vu... Maintenant, il est trop tard pour rien faire. Il mourrait sous l'anesthésique.

BONTEMPS, *offensé*. — Vraiment, Coutelier, si votre monomanie n'était pas bien connue, je prendrais une telle expression tout à fait au sérieux. Tué!

SIR PATRICK. — Voyons, voyons!... Quand tous deux, vous aurez tué autant de gens que moi j'en ai tué au cours de mes années de pratique, vous vous sentirez plus modestes sous ce rap-

port... Venez le voir, Ridgeon. (*Ridgeon et Sir Patrick vont dans l'appartement.*)

COUTELIER. — Je vous présente mes excuses, Bontemps... Mais c'était un empoisonnement du sang.

BONTEMPS, *retrouvant son bon naturel irrésistible.* — Mon cher Coutelier, tout, tout est empoisonnement du sang. Mais aussi vrai que je m'appelle Bontemps, jamais plus je ne me servirai de cette drogue de Ridgeon. Ce qui a fait que j'ai été si sensible à ce que vous venez de dire, c'est que, on peut bien le dire entre nous, c'est Ridgeon qui a littéralement cuit notre jeune ami. (*Jennifer, tourmentée et affligée, mais toujours très douce, arrive de l'appartement. Elle porte un tablier de garde-malade et s'avance vers eux.*)

MADAME DUBÉDAT. — Sir Ralph, que dois-je faire?... Ce monsieur qui a tant insisté pour me voir et qui a fait dire que l'affaire pour laquelle il venait était importante pour Louis, est un journaliste. Ce matin, il est paru dans le journal un écho, disant que Louis était gravement malade. Et à ce propos, ce monsieur désire l'interviewer. Comment peut-il exister des gens si insensibles, et doués d'autant de brutalité?

COUTELIER, *se dirigeant d'un air vengeur du côté de la porte.* — Laissez, je vais m'arranger avec lui!

MADAME DUBÉDAT, *l'arrêtant.* — Louis insiste pour le voir; il s'est même presque mis à pleurer à ce propos. Puis, il dit qu'il ne peut plus souffrir sa chambre. Il dit qu'il veut... (*Elle lutte avec un sanglot*) mourir dans son atelier. Sir Patrick dit de lui laisser faire ce qu'il veut, que cela ne peut pas lui faire de mal... Que faire?

BONTEMPS, *d'un ton encourageant.* — Mais évidemment suivre l'excellent conseil de Sir Patrick, puisqu'il dit que cela ne peut pas lui faire de mal; sans aucun doute, cela lui fera même du bien, beaucoup de bien. Il s'en trouvera certainement beaucoup mieux.

MADAME DUBÉDAT, *un peu consolée.* — Voulez-vous, monsieur Coutelier, faire monter ce monsieur ici et lui dire qu'il peut voir Louis, mais qu'il ne faut pas qu'il l'épuise à le faire parler?... (*Coutelier fait un signe de tête et sort par la porte extérieure.*) Ne m'en veuillez pas, Sir Ralph, mais je sais que Louis mourra, s'il reste ici... Il faut que je l'emmène en Cournouailles. Il se remettra là-bas.

BONTEMPS, *sa figure s'éclaire d'une manière surprenante, comme si Dubédat était déjà sauvé.* — En Cornouailles! Mais c'est juste ce qu'il lui faut! C'est merveilleux pour les poumons, là-bas. J'ai été idiot de ne pas y penser plus tôt. Après tout, chère

Madame, c'est encore vous son meilleur médecin. C'est une véritable inspiration! En Cournouailles! Mais certainement, certainement!

MADAME DUBÉDAT, *réconfortée et touchée.* — Comme vous êtes bon, Docteur! Mais ne me donnez pas trop d'espoir, car je me mettrais à pleurer, et Louis ne peut pas le supporter.

BONTEMPS, *lui entourant doucement les épaules de son bras protecteur.* — Alors, retournons auprès de lui, pour aider à l'amener ici. En Cournouailles! Excellent, excellent! La meilleure des choses. (*Ils passent ensemble dans la chambre à coucher.*)

Coutelier revient avec le journaliste, jeune homme affable et de bonne humeur, qui est incapable d'accomplir n'importe quelle besogne ordinaire, car il est affecté d'une erreur de vue congénitale qui fait qu'il est hors d'état de décrire avec exactitude quoi que ce soit qu'il voie, et de comprendre et de rapporter avec exactitude tout ce qu'il entend dire. Le seul emploi dans lequel ces défauts sont sans importance, c'est le journalisme. Un journal n'a pas à agir selon ses descriptions et ses rapports, mais il a seulement à les vendre à des gens pleins d'une vaine curiosité. Aussi, un journal, par son manque d'exactitude et de vérité, n'a rien à perdre que son honneur. Et voilà pourquoi notre homme est devenu forcément journaliste. Comme tel, il se voit obligé de conserver un air de gaieté malgré les ennuis quotidiens qu'il a, en raison de la nature précaire de son emploi et de son manque d'instruction. Il a un carnet de notes, et de temps en temps, il s'essaie à prendre une note. Mais comme il ne connaît pas la sténographie et n'écrit facilement d'aucune façon, il y renonce généralement, avant même d'avoir réussi à terminer une seule phrase.

LE JOURNALISTE, *regardant autour de lui, et hésitant en ses tentatives pour prendre des notes.* — C'est l'atelier, ça, je pense?

COUTELIER. — Oui.

LE JOURNALISTE, *voulant faire de l'esprit.* — Où il a ses modèles, hé, hé!

COUTELIER, *horriblement avare de ses réponses.* — Sans doute.

LE JOURNALISTE. — C'est la tuberculose que vous avez dit?

COUTELIER. — Oui, de la tuberculose.

LE JOURNALISTE. — Comment que vous épelez ça? Est-ce que c'est c u b e r c u l o s e ou bien c u b a i r c u l a u s e?

COUTELIER. — Tuberculose, et non pas cuberculose, (*Épelant pour lui.*) t u b e r c u l o s e.

LE JOURNALISTE. — Ah! tuberculose! Sans doute une maladie quelconque... Je croyais, moi, qu'il était poitrinaire... Est-ce que vous êtes de la famille ou le médecin?

COUTELIER. — Je ne suis ni l'un, ni l'autre. Je suis Monsieur Coutelier. Inscrivez cela. Inscrivez aussi Sir Colenso Ridgeon.

LE JOURNALISTE. — Pigeon?

COUTELIER. — Ridgeon... (*Il lui arrache son carnet de notes avec mépris*). Donnez cela ici. Vous ferez mieux de me laisser écrire les noms pour vous. Vous les écririez sûrement de travers. Voilà ce que c'est que d'appartenir à une profession d'illettrés, où il n'y a ni apprentissage, ni diplôme. (*Il écrit les détails.*)

LE JOURNALISTE. — Oh dites donc! Ce que vous nous l'enfoncez, votre couteau!

COUTELIER, *d'un ton vindicatif.* — Ce que je le voudrais! Au moins, vous seriez mieux... Écoutez, attention! (*Lui montrant le carnet.*) Ici, ce sont les noms de trois médecins. Là, c'est le nom du malade. Ici, l'adresse. Là, le nom de la maladie... (*Il ferme le carnet avec un bruit sec qui fait cligner des yeux au journaliste, et il le lui rend.*) Dans un moment, monsieur Dubédat va être amené ici. Il veut vous voir, car il ne sait pas la gravité de son état. Nous vous permettrons de rester quelques minutes, pour nous prêter à son caprice; mais si vous lui parlez, dehors immédiatement. C'est compris. D'un moment à l'autre, il peut mourir.

LE JOURNALISTE, *intéressé.* — Il est donc si mal que ça?... Fichtre alors, je suis en veine aujourd'hui!... Vous me permettez de vous photographier? (*Il tire un kodak de poche.*) ... Ne pourriez-vous pas tenir une lancette... quelque chose enfin dans la main?

COUTELIER. — Ramassez-moi ça, et vite. Si vous voulez ma photographie, vous n'avez qu'à aller la demander Baker Street, dans n'importe quelle série des célébrités.

LE JOURNALISTE. — Mais ils voudront être payés... Si ça ne vous faisait rien. (*Il manipule son kodak.*)

COUTELIER. — Je vous dis que non. Ramassez-moi ça, sacristi!... Asseyez-vous là et ne bougez pas.

Le journaliste s'assied vivement sur le tabouret de piano, au moment même où M. Dubédat est amené dans l'atelier. Il est installé dans un fauteuil de malade que poussent Madame Dubédat et Bontemps. Ils le placent entre l'estrade et le canapé, où le chevalet se trouvait auparavant. Il n'est pas changé comme le serait un homme robuste; et il n'est pas épouvanté. Seuls ses yeux paraissent plus grands. Il est étendu sur des coussins, dans un état complet de langueur, si faible, physiquement, qu'il peut à peine se mouvoir. Mais son esprit est actif; il tire au mieux parti de sa position, trouvant de la volupté dans la langueur et du dramatique dans la mort. Tous sont impressionnés, malgré eux, sauf Ridgeon qui est implacable. Il suit le fauteuil, portant un plateau où il y a du lait et des stimulants. Sir Patrick, qui

l'accompagne, prend la table à thé dans son coin, et la place derrière le fauteuil. Ridgeon y dépose son plateau. Bontemps prend la chaise du chevalet et la pose, pour Jennifer, à côté de Dubédat près de l'estrade, du haut de laquelle le mannequin couve des yeux l'artiste mourant. Bontemps retourne ensuite se placer à la gauche de Dubédat. Jennifer s'assied. Coutelier s'assied sur le bord de l'estrade. Ridgeon demeure debout près de lui.

LOUIS, *plein de bonheur.* — Le voilà le bonheur!... Être dans un atelier... Quel bonheur!

MADAME DUBÉDAT. — Oui, mon chéri... Sir Patrick a dit que tu pouvais rester ici aussi longtemps que tu voudrais.

LOUIS. — Jennifer?

JENNIFER. — Oui, mon aimé.

LOUIS. — Le journaliste est-il là?

LE JOURNALISTE, *avec faconde.* — Oui, monsieur Dubédat, oui, je suis ici, à votre service. Je représente la presse. Je pensais que peut-être vous aimeriez à nous dire quelques mots au sujet... au sujet... ou... enfin, quelques mots sur vos projets pour la saison prochaine.

LOUIS. — Mes projets pour la saison prochaine sont très simples. Je vais mourir.

MADAME DUBÉDAT, *au supplice.* — Louis, mon chéri, mon chéri...

LOUIS. — Je suis bien faible et bien fatigué. Ne me force pas, ma toute chérie, à l'effort horrible de prétendre que je ne le sais pas. J'étais couché là, à écouter les docteurs, et je riais en moi-même. Ils le savent bien, eux... Seulement, ma chérie, ne pleure pas. Cela te rend laide et je ne peux pas le supporter... (*Elle sèche ses yeux, et d'un fier effort, elle se remet.*) Je veux que tu me promettes quelque chose.

MADAME DUBÉDAT. — Oui, oui, je le ferai, tu le sais. (*D'un ton suppliant.*) Mais je t'en conjure, mon amour, mon amour, ne parle pas, tu vas gaspiller tes forces.

LOUIS. — Non, je ne ferai que les utiliser... Ridgeon, donnez-moi donc quelque chose pour me faire durer encore quelques minutes... mais pas une de vos maudites antitoxines, si ça ne vous fait rien... J'ai diverses choses à dire avant de m'en aller.

RIDGEON, *en jetant un regard à Sir Patrick.* — Je suppose que cela ne peut pas faire de mal. (*Il verse un peu de cognac et veut y ajouter de l'eau de Seltz, quand Sir Patrick intervient.*)

SIR PATRICK. — Dans du lait. Il ne faut pas qu'il tousse.

LOUIS, *après avoir bu.* — Jennifer!

MADAME DUBÉDAT. — Oui, chéri.

LOUIS. — S'il est une chose que je déteste plus que tout, c'est une veuve. Promets-moi que jamais tu ne seras une veuve.

MADAME DUBÉDAT. — Que veux-tu dire, mon chéri?

LOUIS. — Je veux que tu sois belle. Je veux qu'on voie dans tes yeux que tu as été mariée avec moi. En Italie, vois-tu, les gens avaient coutume de montrer Dante du doigt, en disant : « Voilà l'homme qui a été en enfer ». Moi, je veux qu'on te montre du doigt en disant : « Voilà une femme qui a été au ciel ». N'est-ce pas, mon aimée, que c'était le ciel, quelquefois?

MADAME DUBÉDAT. — Oh! oui, oui, mon chéri, toujours, toujours.

LOUIS. — Si tu t'habilles de noir et si tu pleures, on dira : « Regardez donc cette malheureuse femme. Son mari l'a rendue malheureuse. »

MADAME DUBÉDAT. — Non, mon aimé, jamais... Tu es la lumière et la joie de ma vie. Jamais avant de te connaître, je n'avais vécu.

LOUIS, *les yeux étincelants.* — Alors, il faut que tu portes toujours de belles robes et des joyaux splendides, magiques. Songe à tous les tableaux merveilleux que jamais je ne peindrai... (*Elle lutte victorieusement contre un sanglot.*) Eh bien, ma toute aimée, il faut que tu sois transfigurée par toute la beauté de ces tableaux. Ta vue doit évoquer chez les hommes des rêves tels que n'en évoqua jamais aucune croûte en couleurs. Les peintres doivent te peindre comme jamais auparavant femme mortelle ne fut peinte... Il faut une grande tradition de beauté, une grande atmosphère de merveilleux et de roman. C'est à cela que les hommes doivent toujours penser quand ils penseront à moi. C'est cette immortalité-là que je veux... Tu peux faire cela pour moi, Jennifer. Il y a des tas de choses que toutes les femmes de la rue comprennent et que toi tu ne comprends pas, mais cela, tu peux le comprendre et tu peux le faire comme nulle autre ne le pourrait... Promets-moi cette immortalité-là, promets-moi que tu ne me feras pas un petit enfer de crêpe et de pleurs et de toutes les horreurs de l'entrepreneur des pompes funèbres et des fleurs en fil de fer et en perles et de toutes ces vulgaires et grotesques bêtises. Promets-le moi.

MADAME DUBÉDAT. — Je te le promets... Mais tout cela, chéri, est encore loin, loin, tu vas venir en Cornouailles avec moi pour te guérir. Sir Ralph l'a dit.

LOUIS. — Pauvre vieux Bontemps!

BONTEMPS, *ému jusqu'aux larmes, se détourne et murmure à Sir Patrick.* — Pauvre garçon! Son intelligence s'en va.

LOUIS. — Sir Patrick est là, n'est-ce pas?

SIR PATRICK. — Oui, oui, je suis ici.

LOUIS. — Asseyez-vous donc, je vous prie. C'est une honte de vous laisser debout.

SIR PATRICK. — Oui, oui, merci. Cela va bien, cela va bien.

LOUIS. — Jennifer?

JENNIFER. — Oui, mon chéri.

LOUIS, *avec un étrange regard de ravissement.* — Te rappelles-tu le buisson ardent?

JENNIFER. — Oui, oui, mon aimé! Cela me perce le cœur d'y songer maintenant.

LOUIS. — C'est vrai?... Moi, cela m'emplit de joie... Raconte-leur ce que c'est.

JENNIFER. — Ce n'était rien... Un jour, dans ma vieille maison de Cornouailles, nous avions allumé le feu. C'était le premier feu de l'hiver, et quand nous regardâmes par la fenêtre, nous vîmes les flammes danser dans un des buissons du jardin.

LOUIS. — Quelle couleur! Un ton grenat superbe, chatoyant comme de la soie. Un splendide jet de flamme, ondoyant au milieu des feuilles rousses, sans les brûler... Je serai une flamme comme cela, moi... J'aurai beaucoup de regret de désappointer les pauvres petits vers, mais je veux que ce qui reste de moi en dernier soit la flamme du buisson ardent. Quand tu verras cette flamme, Jennifer, ce sera moi!... Promets-moi que je serai brûlé.

MADAME DUBÉDAT. — Oh mon Louis! Si je pouvais être avec toi, alors!

LOUIS. — Non, il faut que tu sois toujours dans le jardin quand le buisson flambe... Tu es ce qui me rattache au monde : tu es mon immortalité. — Promets-le!

JENNIFER. — J'écoute!... Je n'oublierai pas. Je te le promets, tu le sais.

LOUIS. — Oui. C'est à peu près tout... Ah! C'est toi seule qui accrocheras mes tableaux à mon exposition particulière. Il le faut. J'ai confiance en ton œil... Tu ne laisseras personne autre y toucher.

MADAME DUBÉDAT. — Tu peux avoir confiance en moi, chéri.

LOUIS. — Alors, il n'y a plus rien qui doive me tracasser, n'est-ce pas? — Encore un peu de ce lait... Je suis horriblement fatigué. Mais si je m'arrête de parler, je ne pourrais plus recommencer... (*Bontemps le fait boire. Après avoir bu, il lève sur Bontemps un regard fantasque.*) Dites donc, Bontemps, y a-t-il quelque chose au monde qui puisse vous arrêter, vous, quand vous parlez?

BONTEMPS, *presque abattu.* — Il me prend pour vous, Paddy... Pauvre garçon! Pauvre garçon!

LOUIS, *rêvant.* — Autrefois, j'avais une peur horrible de la

mort. Mais maintenant qu'elle est proche, je n'ai plus peur, plus du tout peur... et je suis tout à fait heureux... Jennifer!

MADAME DUBÉDAT. — Oui, chéri.

LOUIS. — Je vais te dire un secret. J'avais coutume de penser que notre mariage n'était qu'une simple apparence et qu'un jour, je briserais mes liens et me sauverais. Mais maintenant, que cela me plaise ou non, que mes liens vont être brisés, je t'adore vraiment, complètement, et je suis tout à fait satisfait, parce que je vais vivre en toi, comme une partie de toi, et non comme une partie de mon fâcheux individu.

MADAME DUBÉDAT, *le cœur brisé*. — Reste avec moi, Louis...

LOUIS. — Ce n'est pas que je sois égoïste... Non... Avec tous mes défauts, je ne crois pas que jamais j'aie été vraiment égoïste... Aucun artiste ne peut être égoïste... L'art est trop grand pour cela... Jennifer, tu te remarieras.

MADAME DUBÉDAT. — Oh! Louis!... Comment peux-tu dire cela?

LOUIS, *insistant comme un enfant*. — Si, si, mon aimée, parce que, vois-tu, quand on a été heureux en mariage, on se remarie toujours. Ah! ce n'est pas moi, ce n'est pas moi qui serai jaloux... (*d'un ton rusé*) mais, tu sais, ne parle pas trop souvent de moi à mon futur collègue : il n'aimerait pas ça... (*Riant presque.*) Moi, je serai tout le temps ton amant; mais ce sera un secret pour lui, le pauvre diable!

SIR PATRICK. — Allons! Vous avez assez parlé maintenant...

LOUIS, *d'un air las*. — Oui, je suis horriblement fatigué; mais bientôt je me reposerai, longuement. J'ai aussi à vous parler, mes amis. Vous êtes tous là, n'est-ce pas? Je suis trop faible pour regarder autre chose que le sein de ma Jennifer. Il annonce le repos.

RIDGEON. — Nous sommes tous là.

LOUIS, *tressaillant*. — Cette voix avait un timbre diabolique... Prenez garde, Ridgeon, mes oreilles entendent des choses que d'autres ne peuvent entendre. — J'ai réfléchi, beaucoup réfléchi... Je suis plus fin que vous ne pensez.

SIR PATRICK, *chuchotant à Ridgeon*. — Tu lui donnes sur les nerfs, mon petit. Glisse-toi dehors, sans bruit.

RIDGEON, *à part, à Sir Patrick*. — Vous voulez donc priver l'acteur mourant de son auditoire?

LOUIS, *dont la figure s'éclaire faiblement d'une joie malicieuse*. — J'ai entendu, Ridgeon... C'est juste... Jennifer, mon aimée, sois toujours aimable avec Ridgeon, il a été le dernier homme qui m'ait amusé.

RIDGEON, *sans pitié*. — Vraiment?

LOUIS. — Non, ce n'est pas vrai, tout de même. Car c'est vous

qui êtes encore en scène... Moi, je suis déjà à mi-chemin de ma demeure.

JENNIFER, *à Ridgeon.* — Qu'avez-vous donc dit?

LOUIS, *répondant pour lui.* — Rien, ma chérie, rien... Ce n'est qu'un de ces petits secrets que les hommes gardent entre eux... Donc, Messieurs les médecins, vous avez tous pensé sur mon compte des choses pás mal dures, et vous me les avez dites en face.

BONTEMPS, *tout à fait à bout.* — Non, non, non, Dubédat. Pas du tout.

LOUIS. — Si, si, c'est vrai. Je sais ce que vous pensez tous de moi. Mais n'allez pas vous imaginer que cela me fasse de la peine... Je vous pardonne.

COUTELIER, *involontairement.* — Sacredié! Que je sois pendu! (*Honteux*) Oh!... Je vous demande pardon.

LOUIS. — C'est mon vieux Coutelier, ça, je le sais!... Allons, ne vous attristez pas, Coutelier!... Je suis tout à fait heureux. Je ne souffre pas... Je ne désire nullement vivre. Je me suis échappé de mon être. — Je suis au Ciel, immortel dans le cœur de ma Jennifer. Je n'ai ni peur ni honte... (*Réfléchissant, pour tâcher de résoudre cette question.*) Je sais qu'accidentellement, tandis que je me débattais dans la partie irréelle de la vie, il ne m'a pas toujours été possible de vivre selon mon idéal; mais dans mon monde réel, à moi, je n'ai jamais rien fait de mal, je n'ai jamais renié ma foi, je n'ai jamais été insincère vis-à-vis de moi-même. J'ai été menacé, rançonné, insulté, affamé... Mais j'ai toujours joué franc jeu. J'ai combattu le bon combat!... Maintenant que tout est fini, c'est une paix indescriptible. (*Il joint faiblement les mains et articule son credo.*) Je crois en Michel-Ange, en Vẹlasquez et en Rembrandt. Je crois en la puissance du dessin, en le mystère de la couleur, en la rédemption de toutes choses par la beauté éternelle et en le Verbe d'Art qui a béni ces mains. Ainsi soit-il, ainsi soit-il! (*Il ferme les yeux et demeure immobile.*)

MADAME DUBÉDAT, *sans souffle.* — Louis, es-tu... (*Coutelier se lève et s'approche vivement pour voir s'il est mort.*)

LOUIS. — Pas encore, ma chérie... Presque, mais pas encore... J'aimerais à reposer ma tête sur ton sein... seulement, cela te fatiguerait.

MADAME DUBÉDAT. — Non, non, non, mon aimé! Comment pourrais-tu me fatiguer? (*Elle le soulève de façon à l'appuyer contre son sein.*)

LOUIS. — C'est bon... C'est réel, cela.

MADAME DUBÉDAT. — Ne me ménage pas, mon chéri. Je t'assure, je t'assure que tu ne me fatigues pas... Appuie-toi sur moi de tout ton poids.

LOUIS, *avec un retour partiel subit de sa force et de son aisance habituelles.* — Oh! ma chérie, je crois que je vais guérir tout de même! (*Sir Patrick jette un regard significatif à Ridgeon, l'avertissant silencieusement que la fin est proche.*)

MADAME DUBÉDAT, *pleine d'espoir.* — Oui, oui, tu guériras.

LOUIS. — Parce que j'ai tout à coup envie de dormir... dormir comme d'habitude.

MADAME DUBÉDAT, *le berçant.* — Oui, chéri, dors, dors... (*Il semble s'endormir. Coutelier fait un nouveau mouvement. Elle proteste.*) Ch... ch... Je vous en prie, ne le dérangez pas. (*Les lèvres de Louis remuent.*) Que dis-tu, mon chéri?... (*dans une grand détresse.*) Je ne peux pas l'écouter sans remuer. (*Les lèvres de Louis remuent de nouveau. Coutelier se penche pour écouter.*)

COUTELIER. — Il veut savoir si le journaliste est encore là.

LE JOURNALISTE, *avec animation, car il s'est énormément diverti.* — Oui, oui, monsieur Dubédat, certainement que je suis ici! (*Coutelier lève la main en signe d'avertissement, pour le faire taire. Bontemps s'assied doucement sur le canapé et se cache franchement la figure dans son mouchoir.*)

MADAME DUBÉDAT, *avec un grand soulagement.* — Oui, mon chéri, oui, ne me ménage pas... Appuie-toi bien fort sur moi, de tout ton poids... Là, maintenant tu te reposes vraiment. (*Vivement, Sir Patrick s'approche et tâte le pouls de Louis; puis il le prend par les épaules.*)

SIR PATRICK. — Vous permettez, Madame, que je le remette sur l'oreiller; il sera mieux ainsi.

MADAME DUBÉDAT, *avec chagrin.* — Oh non! Docteur, je vous en prie, je vous en prie. Il ne me fatigue pas et il sera si froissé, quand il s'éveillera, de voir que je l'ai écarté.

SIR PATRICK. — Il ne s'éveillera plus jamais. (*Il prend le corps des bras de la jeune femme et le replace sur le fauteuil. Ridgeon, pas du tout ému, rabaisse le dossier et en fait un lit mortuaire.*)

MADAME DUBÉDAT, *qui, aux paroles de Sir Patrick, a sauté brusquement sur ses pieds, demeure les yeux secs, pleine de dignité.* — C'est cela la mort?

COUTELIER. — Oui.

MADAME DUBÉDAT, *avec la même dignité.* — Voulez-vous m'attendre un moment, je reviens tout de suite. (*Elle sort.*)

COUTELIER. — Ne devons-nous pas la suivre?... Est-ce qu'elle est dans son bon sens?

SIR PATRICK. — Oui, oui. Elle est bien. Laissez-la seule. Elle reviendra.

RIDGEON, *insensible, en désignant le corps.* — Mettons cela hors du chemin, avant qu'elle revienne.

BONTEMPS, *se levant choqué.* — Oh Ridgeon, mon cher !... Ce pauvre garçon! Il est mort d'une façon splendide.

SIR PATRICK. — Bah! C'est comme cela que meurent les méchants.

Aussi bien il n'est pas de liens dans leur mort,
Et leur force est ferme :
Car ils n'ont pas en eux le germe
Que le cœur des autres hommes renferme.

Mais peu importe. Ce n'est pas à nous de le juger. Il est maintenant dans un autre monde.

COUTELIER. — Sans doute à emprunter son premier billet de cinq louis.

RIDGEON. — J'ai dit, l'autre jour, que la chose la plus tragique au monde, c'était un docteur malade. J'avais tort. La chose la plus tragique au monde, c'est un homme de génie qui n'est pas en même temps un homme d'honneur. (*Ridgeon et Coutelier roulent la chaise longue dans le coin.*)

LE JOURNALISTE, *à Bontemps.* — Je trouve vraiment, moi, qu'il a montré un très bon sentiment quand il a exigé que sa femme lui promette de prendre un deuil convenable et de ne jamais se remarier.

BONTEMPS, *d'un ton sérieux.* — Monsieur Dubédat n'est plus en état de continuer cette interview, et nous non plus.

SIR PATRICK. — Bonjour, Monsieur, bonjour.

LE JOURNALISTE. — Madame Dubédat a dit qu'elle allait revenir.

BONTEMPS. — Oui, après que vous serez parti.

LE JOURNALISTE. — Croyez-vous qu'elle consentirait à me dire quelques mots sur « Ce qu'on ressent en devenant veuve »? Un assez bon titre pour un article, n'est-ce pas?

BONTEMPS. — Jeune homme, si vous attendez jusqu'au retour de madame Dubédat, vous pourrez écrire un article sur « Ce qu'on ressent quand on est fichu à la porte! »

LE JOURNALISTE, *non encore convaincu.* — Vous croyez qu'elle préfère...

BONTEMPS, *l'interrompant court.* — Bonjour, Monsieur (*lui tendant sa carte de visite*). Faites attention à écrire mon nom correctement. Bonjour.

LE JOURNALISTE. — Bonjour, Monsieur. Merci. (*Essayant vaguement de déchiffrer la carte.*) Monsieur...

BONTEMPS. — Non, non... C'est votre chapeau, ça, je crois... (*Il le lui tend.*) Des gants?... Non, naturellement, pas de gants. Bonjour... (*Il parvient enfin à le pousser dehors, et referme la

porte sur lui. Il revient auprès de Sir Patrick, au moment où Ridgeon et Coutelier quittent le coin; ce dernier traverse la chambre pour s'approcher du porte-parapluie tandis que Ridgeon s'avance entre Bontemps et Sir Patrick.) Pauvre garçon! Pauvre garçon! Quelle belle mort! Je me sens réellement un meilleur homme.

SIR PATRICK. — Quand vous serez aussi vieux que moi, vous saurez que la façon dont un homme meurt n'a aucune importance. Ce qui a de l'importance, c'est la façon dont il vit... De nos jours, tout imbécile qui va se casser le nez sur un boulet est un héros, parce qu'il meurt pour son pays. Il ferait bien mieux de vivre pour son pays en faisant quelque chose d'utile!

BONTEMPS. — Je vous en prie, Paddy, ne soyez pas sévère pour ce pauvre garçon. Non, pas maintenant, pas maintenant, je vous en prie. Voyons, après tout, était-il si mauvais que cela? Il n'avait que deux défauts, l'argent et les femmes. Eh bien, soyons francs! Dites la vérité, Paddy. Ne soyez pas hypocrite, Ridgeon. Et vous, Coutelier, jetez votre masque!... Dites-moi vraiment, l'ordonnance actuelle des choses est-elle donc si bien qu'un manquement à cette ordonnance soit l'indice d'une réelle dépravation?

COUTELIER. — Que m'importe qu'il se fiche de l'ordonnance actuelle?... Qu'elle aille au diable, l'ordonnance actuelle! Pour un homme de science, l'ordonnance actuelle, au point de vue des femmes et de l'argent, ne mérite que le dédain. Mais ce qui m'importe, à moi, c'est qu'il se fiche de tout, sauf de sa poche à lui et de son caprice à lui... Il ne se fichait pas de l'ordonnance actuelle des choses quand ça lui rapportait... Donnait-il ses tableaux pour rien?... Croyez-vous qu'il aurait hésité à me rançonner si je m'étais compromis avec sa femme? Non, certes!

SIR PATRICK. — Ne perdez donc pas votre temps à vous disputer à son sujet. Un polisson est un polisson et un honnête homme est un honnête homme. Ni l'un ni l'autre ne seront jamais en peine d'une religion ou d'une morale pour prouver que leurs façons sont les bonnes. Et c'est la même chose pour les nations, la même chose pour les professions, la même chose pour le monde entier; et ce le sera toujours.

BONTEMPS. — Ah dame! peut-être, peut-être, peut-être!... Et pourtant, *de mortuis nil nisi bonum*... Il est mort extrêmement, remarquablement bien. Il nous a donné un exemple : efforçons-nous de le suivre, au lieu de nous appesantir sur les faiblesses qui ont péri avec lui. C'est Shakespeare, je crois, qui a dit : Le bien que la majorité des hommes fait vit après eux; et le mal est enterré avec leurs os. Oui, avec leurs os. Croyez-moi, Paddy, nous sommes tous mortels. C'est le lot commun, mon cher Ridgeon. Oh! vous

pouvez dire ce que vous voulez, Coutelier, mais il faut payer sa dette à la nature. Et si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain.

Demain, demain, demain, après l'ardeur
Et la fièvre de vivre, ils dormiront en paix,
Et, comme l'implacable et secrète rivière
Dont nul voyageur ne revient jamais,
Ils ne laissent après leur mort nulle vapeur.

Coutelier fait mine de vouloir parler. Mais Bontemps le réduit au silence en continuant soudain avec véhémence.

Éteins-toi, éteins-toi, lumière passagère,
Tu n'accroîtras pas la damnation des cœurs :
La joie est tout, la joie entière.

COUTELIER, *avec douceur, car le sentiment de Bontemps, tout absurde qu'en soit l'expression, est trop sincère et trop humain pour être ridiculisé.* — Oui, mon cher Bontemps, oui. C'est ainsi que la mort fait parler. J'ignore pourquoi, mais c'est ainsi... A propos, que faisons-nous? Nous en allons-nous? Ou bien, vaut-il mieux que nous attendions, pour voir si madame Dubédat revient?

SIR PATRICK. — Je crois que nous ferions mieux de nous en aller. Nous pouvons dire à la femme de ménage ce qu'il y a à faire. (*Ils prennent leurs chapeaux et se dirigent vers la porte.*)

MADAME DUBÉDAT, *elle revient de son appartement. Elle est merveilleusement et superbement vêtue. Rayonnante, elle porte sur son bras un grand morceau de soie pourpre, magnifiquement brodé.* — Je suis au regret de vous avoir fait attendre.

SIR PATRICK, BONTEMPS, RIDGEON, COUTELIER, *étonnés, parlant tous ensemble, en un murmure confus.* — De rien, Madame. Pas du tout, pas du tout. En aucune façon. Cela n'a aucune importance.

MADAME DUBÉDAT, *s'approchant d'eux.* — J'ai eu l'impression qu'avant de nous séparer aujourd'hui, je devais encore une fois serrer la main des amis de Louis. Ensemble, nous avons participé à un grand privilège et à un grand bonheur. Je ne crois pas que nous puissions dorénavant nous considérer comme des gens ordinaires. Nous avons fait une expérience merveilleuse et cela nous donne une foi commune, un idéal commun qu'il n'est permis à personne de réaliser complètement. Pour nous, toujours la vie sera belle; pour nous, toujours la mort sera belle... Permettez-moi de vous serrer la main, là-dessus.

SIR PATRICK, *lui serrant la main.* — Souvenez-vous : il faut

laisser tous les papiers entre les mains de votre notaire. Que ce soit lui qui ouvre et arrange tout. C'est la loi, vous savez.

MADAME DUBÉDAT. — Oh! merci. Je ne le savais pas. Merci. (*Sir Patrick sort.*)

COUTELIER, *lui serrant la main.* — Au revoir, Madame. Ah! Je m'en veux. J'aurais dû insister pour qu'on opère. (*Il sort.*)

BONTEMPS, *lui serrant la main.* — Je vais vous envoyer les gens qu'il faut. Ils sauront ce qu'il y a à faire. Vous n'aurez à vous occuper de rien... Au revoir, chère Madame. (*Il sort.*)

RIDGEON. — Au revoir, Madame. (*Il offre sa main.*)

MADAME DUBÉDAT, *fait un pas en arrière et dit avec une douce majesté.* — J'ai dit ses amis, Sir Colenso. (*Il s'incline et sort.*)

Elle déploie son grand morceau de soie et va dans le coin en couvrir son mort.

ACTE V

Une des plus petites galeries de tableaux de Bond Street. L'entrée est dans un magasin de tableaux. Presque au milieu de la galerie, une table-bureau. Devant est assis un monsieur, le secrétaire. Elégamment vêtu, le dos tourné à l'entrée, il corrige les épreuves du catalogue. Sur la table-bureau, sont quelques exemplaires d'un livre nouveau, le chapeau très reluisant du secrétaire et une couple de fortes loupes. A sa gauche, sur le côté, et un peu derrière lui, une petite porte sur laquelle est écrit « Privé ». Du même côté une banquette rembourrée est placée parallèlement aux murs qui sont couverts par les œuvres de Dubédat. Deux paravents également couverts de dessins, sont dressés près des encoignures à gauche et à droite de l'entrée. Jennifer, vêtue richement, et, selon toute apparence, dans une situation très prospère, entre dans la galerie, par la porte privée.

JENNIFER. — Les catalogues sont-ils arrivés, monsieur Danby?

LE SECRÉTAIRE. — Pas encore, Madame.

JENNIFER. — C'est abominable! Une heure et quart! Dans moins d'une demi-heure, la visite particulière va commencer.

LE SECRÉTAIRE. — Je crois que je ferais mieux de courir jusque chez l'imprimeur pour le faire se presser.

JENNIFER. — Oh oui! Si vous vouliez avoir cette amabilité, monsieur Danby... Je vais prendre votre place pendant votre absence.

LE SECRÉTAIRE. — Si quelqu'un se présente avant l'heure, n'y faites pas attention. Le garçon ne laissera entrer personne à moins qu'il ne le connaisse. Nous avons quelques amateurs qui aiment à

venir avant la foule, de vrais acheteurs, ceux-là, et naturellement, nous sommes heureux qu'ils viennent... Avez-vous vu les notes parues dans *Pinceau et Plume*, et dans *Le Chevalet?*

JENNIFER, *avec indignation.* — Oui, c'est honteux!... Ils écrivent d'un air tout à fait protecteur, comme s'ils étaient les supérieurs de monsieur Dubédat... Après tous les cigares et tous les sandwiches que nous leur avons donnés le jour de la presse, et après tout ce qu'ils ont bu, je trouve que c'est vraiment infâme d'écrire ce qu'ils ont écrit!... Vous ne leur avez pas envoyé d'invitation pour aujourd'hui, j'espère?

LE SECRÉTAIRE. — Oh! n'ayez crainte, ils ne viendront pas. Il n'y a plus de lunch, aujourd'hui... Les premiers exemplaires de votre livre sont arrivés. (*Du geste, il indique les livres nouveaux.*)

JENNIFER, *sautant sur un exemplaire, très animée.* — Voyons-en un!... Attendez-moi un instant, voulez-vous? (*Elle se sauve avec le volume par la porte privée.*)

Le secrétaire prend un miroir dans son tiroir pour se faire beau avant de sortir.

Ridgeon entre.

RIDGEON. — Bonjour. Puis-je jeter un regard circulaire, comme d'habitude, avant l'ouverture des portes?

LE SECRÉTAIRE. — Certainement, Sir Colenso, certainement... Je regrette que les catalogues ne soient pas arrivés. J'allais justement voir ce qu'ils deviennent. Voici ma liste à moi, si vous voulez.

RIDGEON. — Merci. Qu'est-ce que c'est que cela? (*Il prend un des livres nouveaux.*)

LE SECRÉTAIRE. — Cela vient d'arriver. C'est un premier exemplaire du livre de madame Dubédat sur la vie de feu son mari.

RIDGEON, *lisant le titre.* — *Histoire d'un Roi parmi les Hommes*, par Sa Femme. (*Il regarde le portrait du frontispice.*) Oui, c'est bien lui... Vous avez dû le connaître ici, je suppose.

LE SECRÉTAIRE. — Oh oui!... Nous le connaissions bien ici, très bien même; mieux qu'elle, sous certains rapports, peut-être.

RIDGEON. — Et moi aussi. (*Ils se regardent d'un air significatif.*) Je m'en vais faire le tour.

Le Secrétaire met son chapeau bien reluisant et sort. Ridgeon commence à regarder les tableaux. Un instant après, il revient à la table pour y prendre une loupe, et il se met à examiner un dessin de très près. Il soupire, secoue la tête, comme si, malgré lui, il était contraint d'admettre le mérite et la fascination extraordinaires de cette œuvre; ensuite, il fait une marque sur la liste du secrétaire. Puis, poursuivant son examen des tableaux, il disparaît derrière le paravent. Jennifer revient avec son livre. D'un regard jeté autour d'elle, elle s'assure qu'elle est bien seule.

Elle s'assied alors devant la table et admire au gré de son cœur son premier livre imprimé, le volume élevé à la mémoire de Dubédat. Ridgeon réapparaît; face au mur, il regarde et examine les dessins de très près. Après s'être servi de nouveau de sa loupe, il fait un pas en arrière pour voir de plus loin un des plus grands tableaux. A ce bruit, elle ferme vivement son livre, se retourne, reconnaît Ridgeon et, pétrifiée, reste à le regarder. Il fait encore un pas en arrière, ce qui l'amène plus près d'elle.

RIDGEON, *secouant la tête comme avant en s'exclamant.* — Quelle habileté! Mais quelle brute inconsciente! (*Elle rougit comme s'il l'avait frappée. Il se retourne pour déposer la loupe sur le bureau et se trouve face à face avec le regard ardent de Jennifer.*) Oh!... Je vous demande pardon, je me croyais seul.

JENNIFER, *se maîtrisant et parlant d'un ton ferme et significatif.* Je suis heureuse de vous rencontrer, Sir Colenso Ridgeon. Hier, j'ai rencontré le docteur Blenkinsop. Je vous félicite de votre cure merveilleuse.

RIDGEON, *ne peut trouver aucune parole. Il fait un geste embarrassé d'acquiescement, après un moment de silence; puis il dépose sur le bureau la loupe et la liste du secrétaire.*

JENNIFER. — Il semblait l'image de la santé, de la force et de la prospérité. (*Elle jette un regard sur les murs, comme pour comparer la bonne fortune de Blenkinsop avec le sort de l'artiste.*)

RIDGEON, *sur un ton bas, encore embarrassé.* — Il a eu de la chance.

JENNIFER. — Beaucoup de chance. Sa vie à lui a été conservée.

RIDGEON. — Je voulais dire qu'il avait été nommé médecin municipal. Il avait réussi à guérir radicalement le Président du Conseil Municipal.

JENNIFER. — Avec vos médicaments à vous?

RIDGEON. — Non, avec une livre de reines-claudes bien mûres, je crois.

JENNIFER, *avec la plus grande gravité.* — Que c'est drôle!

RIDGEON. — Oui. C'est vrai, la vie ne cesse pas plus d'être drôle quand les gens meurent, qu'elle ne cesse d'être sérieuse quand les gens rient.

JENNIFER. — Le docteur Blenkinsop m'a dit une chose très étrange.

RIDGEON. — Qu'était-ce?

JENNIFER. — Il m'a dit que la loi devrait interdire la pratique de la médecine aux médecins particuliers ordinaires. Et quand je lui ai demandé pourquoi, il m'a répondu que les médecins particuliers ordinaires étaient d'ignorants assassins diplômés.

RIDGEON. — C'est ce que le docteur municipal, public, pense

toujours du médecin ordinaire particulier... Au fait, le docteur Blenkinsop doit le savoir. Il a été lui-même assez longtemps médecin ordinaire particulier... Mais voyons, maintenant vous avez assez parlé devant moi. Parlez-moi donc un peu à moi... Vous avez quelque chose à me reprocher... Il y a du reproche dans votre figure, dans votre voix : tout en vous le crie... Dites-le donc.

JENNIFER. — Maintenant, il est trop tard pour les reproches... Quand je me suis retournée et que je vous ai aperçu, il y a un moment, je me suis demandé comment vous pouviez venir ici, froidement, regarder ses tableaux. Vous avez répondu vous-même à ma question : pour vous, il n'était qu'une habile brute inconsciente.

RIDGEON, *frémissant*. — Oh! Je vous en prie!... Vous savez bien que je ne vous croyais pas ici!

JENNIFER, *redressant la tête, dans un noble élan de fierté*. — Alors, vous croyez que cela n'a d'importance que parce que je vous ai entendu? Comme si cela pouvait me toucher, moi, ou le toucher, lui!... Vous ne voyez donc pas que ce qui est réellement épouvantable, c'est que, pour vous, les choses vivantes n'ont pas d'âmes.

RIDGEON, *avec un mouvement d'épaule sceptique*. — L'âme est un organe que je n'ai pas encore rencontré au cours de mes travaux anatomiques.

JENNIFER. — En voilà une sottise — et vous le savez bien — que vous n'oseriez pas dire à une autre qu'à une femme dont vous méprisez l'intelligence! Si vous me disséquiez, vous ne pourriez pas trouver ma conscience. Vous figurez-vous donc que je n'en aie pas?

RIDGEON. — J'ai rencontré des gens qui n'en avaient pas.

JENNIFER. — D'habiles brutes, sans doute?... Savez-vous, Docteur, que certains des amis les plus chers et les plus fidèles que j'aie jamais eus n'étaient que des brutes! Vous les auriez vivisectionnés, vous! Le plus cher et le plus grand de tous mes amis avait une sorte de beauté et d'affection que seuls les animaux possèdent. Je souhaite que jamais vous ne ressentiez ce que j'ai ressenti quand j'ai été obligée de le mettre entre les mains d'hommes qui prétendent qu'on peut torturer les animaux parce que ce ne sont que des brutes inconscientes.

RIDGEON. — Eh bien, après tout, nous avez-vous trouvés si cruels?... D'après ce qu'on m'a dit, quoique vous ayez cessé de me voir, vous passez des semaines entières avec les Bontemps et les Coutelier. Et ce doit être vrai, je crois, parce que plus jamais maintenant, ils ne mentionnent votre nom devant moi.

JENNIFER. — Dans la maison de Sir Ralph Bontemps, les animaux sont gâtés comme des enfants... Lorsqu'il a fallu que M. Coutelier enlève un éclat de bois de la patte de son dogue, c'est

moi qui ai dû tenir le pauvre chien; et monsieur Coutelier a été obligé de faire sortir le docteur Bontemps de la chambre. Et madame Coutelier est forcée de dire au jardinier de ne pas tuer de guêpes en présence de son mari... Mais il y a des docteurs qui par nature sont cruels; et il y en a d'autres qui s'habituent à la cruauté et s'endurcissent. Eux-mêmes, ils s'aveuglent au sujet de l'âme des animaux; et cela les aveugle au sujet de l'âme des hommes et des femmes... Vous vous êtes effroyablement mépris au sujet de Louis. Et cela ne vous serait pas arrivé si vous ne vous étiez pas exercé à faire la même erreur au sujet des chiens. En eux, vous ne voyez rien que des brutes inconscientes, muettes. C'est ainsi que vous ne pouvez voir en lui qu'une habile brute inconsciente.

RIDGEON, *avec une soudaine résolution.* — Je ne me suis pas du tout mépris à son sujet, pas du tout.

JENNIFER. — Oh! Docteur!

RIDGEON, *avec obstination.* — Je ne me suis pas du tout mépris à son sujet.

JENNIFER. — Vous avez donc oublié qu'il est mort?

RIDGEON, *avec un mouvement de la main vers les tableaux.* Il n'est pas mort. Il est là. (*Prenant le livre*). Et là.

JENNIFER, *sursautant et avec des yeux étincelants.* — Laissez cela! Laissez cela!... Comment osez-vous y toucher? (*Ridgeon, stupéfait devant la fureur de cette sortie, dépose le livre, tandis qu'il hausse les épaules. Elle prend le livre et le regarde comme s'il avait profané un trésor.*)

RIDGEON. — Je suis au regret... Il vaut mieux que je m'en aille.

JENNIFER, *déposant le livre.* — Pardonnez-moi, je vous prie. Je... je m'oubliais... Mais ce n'est pas encore... c'est un exemplaire privé.

RIDGEON. — Sans moi, c'eût été un livre bien différent.

JENNIFER. — Sans vous, il eût été plus long.

RIDGEON. — Vous savez donc que je l'ai tué?

JENNIFER, *soudainement émue et radoucie.* — Ah! Docteur! Si vous reconnaissez cela... Si vous vous l'êtes avoué à vous-même, si vous avez une juste notion de ce que vous avez fait, alors, le pardon est possible. Au début, j'avais instinctivement confiance dans votre force; puis après, j'ai pensé que je m'étais trompée et que j'avais pris de l'insensibilité pour de la force. Pouvez-vous m'en blâmer?... Mais si vraiment c'était de la force... si vous n'aviez fait qu'une de ces erreurs comme tous nous en commettons parfois, cela me rendrait si heureuse d'être de nouveau amie avec vous!

RIDGEON. — Je n'ai pas commis d'erreur, je vous dis... J'ai guéri Blenkinsop. Y a-t-il eu erreur, là?

JENNIFER. — C'est vrai, il s'est rétabli... Oh, Docteur, ne soyez pas si sottement orgueilleux! Avouez votre erreur et sauvez notre amitié... Rappelez-vous : le docteur Bontemps a donné de votre médecine à Louis et cela l'a rendu plus malade.

RIDGEON. — Même pour être votre ami, je ne peux pas dire de mensonge... J'ai quelque chose dans la gorge; il faut que cela sorte. Il faut que je vous dise la vérité. Moi-même, pour Blenkinsop, j'ai utilisé le même médicament, et cela ne l'a pas rendu plus malade. C'est un médicament dangereux : il a guéri Blenkinsop; il a tué Louis Dubédat. Quand je m'en sers, moi, il guérit. Quand un autre s'en sert, il tue quelquefois.

JENNIFER, *avec naïveté, ne saisissant pas tout encore.* — Alors, pourquoi avoir laissé le docteur Bontemps le donner à Louis?

RIDGEON. — Je vais vous le dire... J'ai fait cela parce que je vous aimais.

JENNIFER, *toute surprise en son innocence.* — Vous m'aimiez!... Vous! A votre âge!

RIDGEON, *comme frappé de la foudre, en élevant ses poings vers le ciel.* — Dubédat, te voilà vengé! (*Il laisse retomber ses bras et s'affaisse sur la banquette.*) Jamais je n'y avais songé... Je dois vous paraître un vieux fou ridicule, hein?

JENNIFER. — Mais assurément... Non, vraiment, je ne voulais pas vous offenser, mais vous devez avoir au moins vingt ans de plus que moi.

RIDGEON. — Certainement, certainement! Plus même peut-être... Mais dans vingt ans, vous comprendrez comme cela fait peu de différence.

JENNIFER. — Mais même ainsi, comment avez-vous pu penser que moi, sa femme, je puisse jamais penser à vous?...

RIDGEON, *l'arrêtant d'un mouvement nerveux de ses doigts.* — Oui, oui, oui, oui, je sais, je comprends parfaitement. Vous n'avez pas besoin de le dire.

JENNIFER. — Mais... Oh! Maintenant seulement, je commence à y voir clair... J'ai été si surprise tout d'abord... Oh! Vous osez me dire en face que c'est pour satisfaire une misérable jalousie que vous avez délibérément... oh! oh! que vous l'avez assassiné!

RIDGEON. — Oui, je le crois. Cela revient à cela, en réalité.

Tu ne tueras point, mais officieusement
Point n'est besoin de garder vivant.

Je crois... oui, que je l'ai tué.

JENNIFER. — Et vous me dites cela à moi... en face... sans pitié! Vous n'avez donc pas peur?

RIDGEON. — Je suis médecin... Je n'ai rien à craindre. Ce n'est pas un crime que de conseiller d'appeler Bontemps. Cela devrait peut-être en être un, mais ce ne l'est pas.

JENNIFER. — Ce n'est pas cela que je veux dire... Je voulais dire, n'avez-vous pas peur que je me fasse moi-même justice et que je vous tue?

RIDGEON. — Je suis si bêtement épris de vous que cela ne me ferait rien de vous... Vous vous souviendriez toujours de moi, si vous faisiez cela.

JENNIFER. — Je me souviendrai toujours de vous comme d'un petit homme qui a essayé de tuer un grand homme.

RIDGEON. — Pardon. Je n'ai pas essayé, j'ai réussi.

JENNIFER, *avec une calme conviction.* — Non. Les médecins se figurent qu'ils détiennent les clefs de la vie et de la mort; mais ce n'est pas leur volonté qui s'accomplit... Je ne crois pas que votre intervention ait fait quelque chose.

RIDGEON. — C'est bien possible. Mais en tous cas, j'en avais l'intention.

JENNIFER, *le regardant avec stupéfaction et non sans une certaine pitié.* — Et vous avez essayé de détruire cette vie merveilleuse et belle simplement parce que vous lui enviiez une femme dont jamais vous ne pouviez attendre d'amour!

RIDGEON. — Une femme qui m'avait baisé les mains! Qui croyait en moi! Qui m'avait dit que son amitié durerait jusqu'à la mort!

JENNIFER. — Une femme que vous trahissiez.

RIDGEON. — Non, que je sauvais.

JENNIFER, *avec douceur.* — Et de quoi, Docteur, je vous prie?

RIDGEON. — De faire une découverte effroyable. D'avoir votre vie perdue!

JENNIFER. — Et comment cela?

RIDGEON. — Peu importe. Je vous ai sauvée... J'ai été le meilleur ami que jamais vous ayez eu... Vous êtes heureuse... Vous êtes bien... Ses œuvres sont pour vous une joie et un orgueil.

JENNIFER. — Et vous croyez que tout cela, c'est votre œuvre à vous? Ah! Docteur, docteur! Sir Patrick a raison : vous croyez vraiment que vous êtes un petit dieu!... Mais comment pouvez-vous être si sot?... Ce n'est pas vous qui avez peint ces tableaux qui sont ma joie et mon orgueil impérissables. Ce n'est pas vous qui avez prononcé les paroles qui seront toujours à mon oreille une musique céleste! Je les écoute maintenant chaque fois que je me sens triste ou fatiguée. Et c'est pourquoi je suis toujours heureuse.

RIDGEON. — Oui, maintenant qu'il est mort... Mais étiez-vous toujours aussi heureuse quand il vivait?

JENNIFER, *blessée.* — Oh! Ce que vous êtes cruel, cruel!... Quand il vivait, je ne connaissais pas l'étendue de mon bonheur. Je me tourmentais bassement à propos de petites choses. J'étais dure à son égard. J'étais indigne de lui.

RIDGEON, *riant amèrement.* — Ha! ha!

JENNIFER. — Ne m'insultez pas! Ne blasphémez pas! (*Elle saisit le volume et, dans un paroxysme de compassion, elle le presse sur son cœur en s'écriant.)* Ah! Mon Roi parmi les Hommes!

RIDGEON. — Un Roi parmi les Hommes!... Oh! C'est trop monstrueux, trop grotesque!... Nous autres, les docteurs cruels, avec soin nous avons gardé ce secret, mais il est comme tous les secrets, il ne veut pas se garder... La vérité ensevelie germe et se fait jour à la lumière.

JENNIFER. — Quelle vérité?

RIDGEON. — Quelle vérité! Mais que Louis Dubédat, Roi parmi les Hommes, était le coquin le plus complet et le plus fieffé, la canaille la plus miraculeusement vile, le gredin le plus férocement égoïste qui jamais rendît femme malheureuse.

JENNIFER, *nullement ébranlée, calme et charmante.* — Il a rendu sa femme la plus heureuse des femmes de l'univers, docteur!

RIDGEON. — Non. En réalité, c'est sa veuve qu'il a rendue la plus heureuse des femmes de l'univers!... Et c'est moi qui l'ai rendue veuve. Et son bonheur est ma justification et ma récompense... Et maintenant, vous savez ce que j'ai fait et ce que je pensais de lui... Soyez aussi fâchée que vous voudrez contre moi! Du moins, vous me connaîtrez tel que je suis réellement. Et si jamais vous en arrivez à aimer un homme de mon âge, au moins vous saurez qui vous aimez.

JENNIFER, *bienveillante et calme.* — Je ne suis plus fâchée contre vous, docteur... Je savais parfaitement bien que vous n'aimiez pas Louis; mais ce n'est pas votre faute. Vous ne le compreniez pas, voilà tout... Vous n'auriez jamais pu croire en lui... De même, vous ne croyez pas dans ma religion!... Il y a une sorte de sixième sens que vous n'avez pas. Et (*avec un tranquille mouvement rassurant vers lui*) ne croyez pas que vous m'ayez si effroyablement choquée. Je sais parfaitement ce que vous voulez dire par son égoïsme... Il sacrifiait tout à son art. Et, dans un certain sens, il arrivait même à sacrifier tout le monde...

RIDGEON. — Tout le monde, sauf lui-même... Aussi, en faisant cette réserve, il perdait le droit de vous sacrifier, vous, et il me donnait à moi, le droit de le sacrifier, lui. Et c'est ce que j'ai fait.

JENNIFER, *secouant la tête en plaignant son erreur.* — Il était un de ces hommes qui savent ce que les femmes savent : à savoir que le sacrifice de soi-même est vain et lâche.

RIDGEON. — Oui, c'est vrai quand le sacrifice est rejeté et perdu... Mais pas quand il devient la nourriture de la divinité.

JENNIFER. — Je ne comprends pas. Et je ne peux pas raisonner avec vous. Vous êtes assez intelligent pour m'embarrasser, mais pas assez pour m'ébranler. Vous avez si complètement, si follement tort, vous êtes si incapable d'apprécier Louis...

RIDGEON. — Oh! (*Prenant la liste du Secrétaire.*) J'ai marqué cinq des tableaux comme m'étant vendus.

JENNIFER. — Ils ne vous seront pas vendus... Les créanciers de Louis ont insisté pour qu'ils soient vendus, mais c'est aujourd'hui mon anniversaire, et, ce matin, ils ont tous été achetés pour moi, par mon mari.

RIDGEON. — Par qui?!!!

JENNIFER. — Par mon mari.

RIDGEON. — Quel mari? Le mari de qui? Le mari de quoi? Qui? Comment? Quoi? Vous voulez donc dire que vous vous êtes remariée?

JENNIFER. — Vous oubliez que Louis n'aimait pas les veuves et que les gens qui ont été une fois heureux en mariage se remarient toujours.

RIDGEON. — Alors, j'ai commis un meurtre purement désintéressé? (*Le secrétaire revient avec une pile de catalogues.*)

LE SECRÉTAIRE. — J'ai juste eu à temps la première fournée de catalogues. Les portes sont ouvertes.

JENNIFER, *à Ridgeon, sur un ton poli.* — Je suis vraiment contente que les tableaux vous plaisent. Adieu, Sir Colenso.

RIDGEON. — Adieu, Madame. (*Il se dirige du côté de la porte; hésite, se retourne, comme pour ajouter quelque chose; y renonce, comme si c'était une mauvaise affaire, et s'en va.*)

BERNARD SHAW

(Version française par AUGUSTIN et HENRIETTE HAMON.)

LE SALON D'AUTOMNE

ET

L'AVENIR DES ARTS DÉCORATIFS MODERNES

Ils font leur chemin dans notre goût et dans notre vie. Expositions et Revues d'Art, autres que les leurs, ne les négligent plus. Bien mieux : nous leur demandons de faire notre existence plus noble et plus douce. Des villas, des hôtels, ne veulent qu'eux du vestibule à la salle de bain et du mobilier au moindre bibelot : ils leur font composer, avec leur architecture moderne, une ample et multiple harmonie. Un paquebot lancé d'hier, le *Paris*, à quatre hélices et quinze chaudières cylindriques, porte sur l'Océan, entre les deux mondes, leur renom, avec les noms de Sue et Mare, Lalique et Nelson, Brandt, Émile Robert, et tant d'autres beaux artistes artisans qui ont fait à ce colosse mécanique sa robe d'intérieur, inédite, et exquise. Au Salon d'Automne, il y a de quoi plaire aux raffinés. On peut, comme toujours, discuter l'ameublement. Mais comment rester insensible devant la chambre de M. Dufrène, de haute tenue dans sa richesse, devant la salle de Majorelle, simple et puissante, adaptation si originale de notre bon vieux « Louis-Philippe », ou devant l'œuvre de Follot, qui nous donne l'égal du Louis XVI avec des formes et un coloris qui ne sont qu'à lui? Mais surtout

on s'incline devant certains objets, où s'est fixée une vision absolument originale dans un métier qui eût étonné les maîtres des vieilles corporations. Il faudrait trop citer. Laissons choisir l'Automne vineux lui-même. Les verreries granuleuses de Sala sont d'une opacité opulente : les lourdes grappes blondes et brunes débordent d'une coupe d'or. Quel suggestif surtout de table! La ferronnerie de Brandt est puissante. C'est, battu dans le fer, le poème rustique de la saison. Raisin et pomme à cidre gardent leur plénitude juteuse dans le métal forgé, où chaque coup de marteau a laissé un accent de vérité expressive, sans perdre de vue le grand effet décoratif de l'ensemble. Vraiment, qui aime son temps, la vie vivante, et ne cherche pas la jeunesse uniquement dans les chefs-d'œuvre éternels qu'offre le passé, rendra hommage à ces arts qui mettent autour de nous, chez nous, une beauté si neuve.

Cependant leur cause n'est pas encore définitivement gagnée. Les grands salons ne leur accordent guère que des vestibules, des cages d'escaliers. Dans leurs comptes rendus les grandes Revues les mettent en queue, dans le fourgon des marchandises, et les expédient rondement. Pourquoi? Parmi les obstacles qui gênent encore la sympathie du public intelligent, ne faut-il pas compter l'incertitude des notions et les surenchères d'amis trop exaltés?

***

Il est fâcheux qu'on ne sache trop de quel nom les appeler. C'est un grave dommage pour eux dans un pays qui aime les idées nettes reflétées dans des mots clairs. D'autant plus qu'ici l'étiquette préjugera l'origine, la nature, la destination des arts dont il s'agit.

« Arts décoratifs » est l'appellation de beaucoup la plus usitée jusqu'ici. Choisie pour anoblir les nouveaux venus, qui risquaient de faire à côté des « Beaux-Arts » l'effet de parents pauvres ou de roturiers, elle est le mot de ralliement de l'« Union » qui les protège et de son admirable musée du Pavillon de Marsan. Pourtant, Roger Marx la déclarait malencontreuse, et on la discute. Elle semble accaparer une

qualité qui peut leur être commune avec le « grand art ». Toute architecture publique, en effet, le Garde-Meuble de Gabriel sur la place de la Concorde, l'Arc de Triomphe de l'Étoile, l'Opéra ou la Madeleine, est conçue pour décorer de grands espaces, qui lui offraient l'occasion de belles perspectives. Peinture et Sculpture, elles aussi, peuvent se proposer de décorer un monument, comme la fresque de Puvis de Chavannes à la Sorbonne, les bas-reliefs de M. Bourdelle au théâtre des Champs-Élysées, les panneaux de M. Maurice Denis pour l'hôtel Stern. C'est même là leur destination originelle. Elles peuvent gagner à cette collaboration les qualités essentiellement décoratives : l'ampleur tranquille et le rythme.

Quant aux arts qui nous occupent et dont il faut bien réserver le nom, l'expression laisse croire qu'ils servent avant tout à orner la demeure : elle laisse dans l'ombre leur utilité pratique, c'est-à-dire l'essentiel que le public attend d'eux. C'est surtout sur le bibelot, sur l'objet de curiosité ou de luxe, qu'elle a le tort de trop appeler l'attention. Grès flammés de M. Delaherche, gemmes mystérieuses de M. Décorchemont, prises dans la pâte de verre, exaltent en nous ce sens précieux, que la civilisation raffinée développe chez les élus : le sens de la beauté pure. Mais le destin de ces objets s'écoulera dans l'oisiveté des vitrines. En Grèce, où le beau et l'utile ne faisaient qu'un, tout objet d'art était un ustensile, comme tout ustensile était doué de beauté. Le bibelot n'existait pas chez ce peuple élu, ni l'amateur, ni le dilettante, du moins à l'époque de maturité et de perfection, celle de Périclès. Mais une sorte de dérèglement, auquel nous tenons pourtant comme à une marque authentique de culture, nous fait dissocier les notions que l'antiquité, plus jeune, confondait dans une harmonie supérieure : nous dispensons volontiers l'objet d'art de tout usage. Aux Expositions, combien d'objets infiniment précieux et délicats, posés sur de la ouate, sous des vitrines légères! Quand l'acquéreur emportera chez lui ce coupe-papier, ce vase fragile, il n'aura rien de plus pressé que de le déposer dans un écrin pour n'avoir pas à crier bientôt : n'y touchez pas, il est brisé ! Certaines verreries d'Émile Gallé n'ont toute leur beauté qu'à la transpa-

rence ; c'est même pour cela que la vitrine du musée des Arts décoratifs a été placée près d'une fenêtre, qui transmet à ces aériennes merveilles la lumière où se révèlent tous leurs secrets. Mettez de l'eau et un bouquet : la beauté s'atténue ou disparaît. Or, les arts décoratifs n'attireront l'intérêt du grand public que s'ils paraissent obéir à ce qu'il regarde spontanément comme leur premier devoir : servir couramment à quelque chose.

Même dans les arts qui ornent l'utile ou le nécessaire, le terme de « décoratifs » a un autre tort : il laisse croire que le décor est traité pour lui-même. Or il est, il doit être, secondaire. La forme est souveraine. Le décor idéal est celui qui est la fleur de la nécessité, fleur naturelle, comme spontanée. Dans le meuble de M. Dufrêne, par exemple, il naît de la structure, des divisions rythmiques. Il peut naître aussi des matériaux eux-mêmes, des bois employés dans la construction, si divers par les jeux de leurs veines et les nuances de leurs teintes. Mais le décor pur, inventé après coup, tout de superficie, est plein de danger. C'est déjà piquant de prendre le thé ou de poser son ouvrage sur l'horizon indéfini d'un paysage en marqueterie, à la surface d'une table-gigogne. Puis, à l'usage, la marqueterie s'éraille, les lamelles sautent, et le paysage meurt avec... la chute des feuilles. Ne laissons pas croire que dans les arts dits décoratifs la décoration soit ou la raison d'être ou le principe de la beauté.

Devons-nous dire : les arts industriels ou appliqués? C'est l'expression le plus souvent adoptée par la Société des Artistes français. L'aristocrate douairière, qui a gardé quelque respect de la hiérarchie, a peut-être le souci de les remettre ainsi à leur place. Le mot sent en effet le métier, l'utilitarisme et le commerce. Mais, par devers leurs meilleurs amis, il a de plus graves inconvénients : il paraît laisser de côté l'artisan. C'est par le travail de leurs mains que ferronniers, peaussiers, joailliers, etc., héritiers des artisans du moyen âge, forgent l'enseigne ou le lustre, cisèlent le cuir ou le métal précieux. C'est à l'artisan que Ruskin réservait sa fervente sympathie, parce qu'en lui se réalise l'identité de la conception et de l'exécution, et s'accomplit le mystère de la création véritable, à la fois idéale et concrète. Et ce travail sacré, où il a mis tout

de lui, sa pensée et sa main amoureusement unies, est le seul qui en théorie puisse assurer à l'œuvre la perfection artistique, à l'auteur la dignité d'un souverain. Certes, cet artisan, on le retrouve à chaque exposition. Mais il se fait rare. Les tapisseries de madame Maillaud, par exemple, tissent avec la grosse laine des moutons du Berry de poétiques paysages. Cela a quelque chose de fruste dans la matière, de synthétique dans le dessin et de naïf dans l'aspect, qui donne bien la sensation de l'art spontané.

Mais ces métiers, augustes en leur simplicité, cèdent devant l'industrie, qui assure une exécution en grande partie impersonnelle et machinale. Et ici encore, quelle imprécision dans les mots ! Certains arts sont dits industriels parce que l'industrie leur permet la répétition mécanique du modèle. Il en est même qui ne peuvent exister que par elle : que serait, sans le le tour à réduire, l'œuvre exquise de Chaplain et de Charpentier? Et la jolie semeuse de Roty, la verrait-on courir encore le monde, en jetant le grain du blé d'or? Mais il en est aussi qui, sans faire appel au machinisme, usent de procédés scientifiques, par exemple de la chimie. Dans ceux de la terre et du feu, dans les poteries de MM. Dammouse ou Delaherche le vase doit bien sa forme au tour, qui permet d'en faire des centaines d'identiques ; mais la forme n'y est presque rien. La beauté, la valeur artistique, tiennent surtout à ces coulées d'émaux qui débordent sur la panse en bave splendide, où dorment des reflets profonds. Or, si l'artiste a donné la première chiquenaude en saupoudrant les oxydes métalliques, le hasard reste le grand démiurge. Ce vase, en fin de compte, est une réussite : c'est le caprice du feu dans le mystère du four. Il ne saurait y en avoir deux absolument identiques. Alors, dans quelle mesure peut-on appeler industriel un art qui, chaque fois, crée de l'unique, et associe à ses desseins le jeu obscur des éléments?

Plus forte encore est la répugnance à l'idée d'industrie quand la beauté de l'œuvre, même industriellement commencée, tient à la volonté souveraine. Sur une coupe en verre gravé de Gallé, la gravure est pure œuvre d'art, œuvre du génie poétique qui a conçu et des mains qui ont délicatement opéré : œuvre profondément humaine, faite avec de l'âme.

Matière et moyens, chimie et mécanisme, y comptent tout juste autant que toile, couleurs et pinceaux, dans un tableau de M. Besnard. Le potier grec, lui aussi, tournait mécaniquement dans l'argile la coupe et le lécythe, et pouvait indéfiniment reproduire le galbe, qui a sa beauté propre. Mais les délicates figures que le pinceau de Douris a tracées d'un trait si pur, si sûr, pour célébrer Eôs et Memnon, ne peuvent être mécaniquement répétées. On peut les imiter, même de très près, et les peintres de vases eux-mêmes ne s'en faisaient pas faute ! Mais l'industrialisme affecte le support de l'œuvre d'art plutôt que celle-ci. Aussi, le plus souvent, le potier qui tournait le vase et le peintre qui le décorait n'étaient-ils point un seul et même artiste, et chacun signait pour soi, en sa propre fierté.

Et voici apparaître le plus grave inconvénient de l'expression « arts industriels ». C'est d'évoquer par sa dualité, on pourrait dire sa duplicité, l'épineuse question des rapports entre artistes et réalisateurs. Aucun dommage lorsque ce dernier, si ingénieux technicien qu'il soit, reste par la nature même des choses docile au modèle. Tel le tapissier des Gobelins, qui reproduit sur la chaîne, à l'envers, le carton peint par Lebrun, Boucher, Olivier-Merson, Jaulmes. Mais alors, c'est un abus de mots que d'appeler la tapisserie de haute lisse un art industriel ou appliqué ! Même si elle obéit aux lois du style décoratif, c'est de la grande peinture. Ce fut même au XIVe siècle presque la seule forme de notre peinture monumentale. Et ce sont des peintres notoires qui font les cartons, et qui les signent. William Morris lui-même ne fut malgré tout que l'éditeur des tapisseries, des vitraux éclatants, où Burne Jones avait dessiné ces jeunes femmes préraphaélites, minées de fièvre parce qu'elles ont trop à nous dire. Ici, à parler d'art industriel ou appliqué, on fait toujours tort à quelqu'un : au plus grand.

Plus regrettable est le dommage quand il s'agit du meuble. MM. Ch. Plumet, Follot, qui ne sont ni ébéniste ni menuisier, ont donné à exécuter ces meubles vraiment classiques, qui promettent de renouveler la tradition française. Il faut pourtant que la crainte soit vive chez les artistes d'être trahis par le fabricant peu familier avec la modernité. Lorsque

s'est posée en 1914 la grande question d'une exposition internationale pour 1916, tout de suite se révéla le désaccord fondamental. Dramatique épisode de la vieille hostilité entre auteurs et éditeurs ! Souhaitons, pour le renouveau des arts décoratifs, le mariage loyal de l'art et de l'industrie. Sinon, le fabricant, fidèle à ses vieilles amours, produira sans fin des fac-similé des « styles ». Pure industrie! Et la pire de toutes, celle de l'imitation archéologique. D'autre part, il n'y aura qu'art pur et vain chez le dessinateur moderne, qui gardera dans l'ombre du portefeuille sa « création » condamnée à la virginité.

M. Paul Vitry, le distingué président de la Société des Artistes décorateurs, proposait aux fidèles du Pavillon de Marsan, en 1914, de les appeler « tout simplement, les arts de la vie ». La définition n'est-elle pas encore trop large? Lâchons l'aveu : la meilleure nous paraît avoir été, sinon trouvée, du moins mise en service, chez le peuple qui goûte pourtant le moins le charme d'un intérieur avenant et se rue le soir à la « Restauration » en musique, *mit Garten*. Ce sont des Bavarois, Ostwald et Kuno Francke, qui ont, semble-t-il, usé systématiquement de l'expression assez heureuse « les Arts de la Maison ». Pourquoi ne pas la naturaliser? Elle n'appartient à personne. Elle est française de vocation, elle semble faite pour nous, chez qui la vie familiale ou sociable, pénétrée de l'influence féminine, s'est spontanément exprimée pour chaque époque en un style qui a conquis l'Europe cultivée, y compris l'Allemagne.

Chicane de mots que tout cela? Hélas, non. Mais on range sous la même épithète tant d'arts si différents, que les uns ou les autres se dérobent au contact. Ils sont foule; et la foule est anonyme! L'historien ne sait par quel bout prendre une question de « haute actualité », parce qu'elle est trop complexe.

***

Si on hésite sur le nom à leur donner, on est en général plus décisif sur la nécessité de leur diffusion et leur vertu sociale. L'Art social! Ce fut la grande espérance de cette âme géné-

reuse qu'était Roger Marx, et c'est le titre qu'il fit flamboyer en tête du livre qu'à la veille de la guerre il leur consacrait, après un apostolat de quinze ans. Il ne recula même pas devant un affreux barbarisme, qui sent la tribune des jours de bataille, pour dire son ardent désir de faire participer le peuple de France à des jouissances que goûtent seuls les privilégiés de la fortune et de la culture : la « Socialisation de la Beauté ».

Mais les faits justifient-ils toujours cette audace de vocabulaire? Un étincelant émail translucide, cloisonné d'or, de Thesmar, une pâte de verre de M. Decorchemont, riche de secrets en ses nuances troubles, c'est quelque chose d'antisocial, puisque c'est bibelot d'amateur. Il fait les délices de ce dilettantisme que le luxe des premiers Valois transmit à la Renaissance et aux « curieux » de l'âge classique, puis à notre démocratie bourgeoise. Raffinement somptuaire, que tous convoitent, mais qui n'est que pour quelques-uns! Le mobilier même, qui est de nécessité, est-il social? Il est avant tout domestique, privé : il dit, il fait la douce intimité du foyer. Le vrai art social est de destination publique. Pour tous, ouvertement et en tous temps, il exerce une fonction de la vie civique, religieuse, économique... C'est l'Hôtel de Ville de Paris, le beffroi d'Arras, qui se dressait comme un phare sur la houle des logis; c'est la cathédrale où prient les âmes assemblées, l'Arc de Triomphe des gloires communes ; c'est la statuaire de plein air, la *Jeanne d'Arc* de Frémiet ou le *Char de la Nation* de Dalou.

Parmi les arts décoratifs quatre seulement, dont l'industrie multiplie indéfiniment les exemplaires, semblent pouvoir prétendre à ce rôle : la monnaie, le timbre, le billet de banque et l'affiche. Certes, les trois premiers courent le monde, bien qu'ils recherchent la retraite discrète de la poche, du coffre ou du tiroir. Mais ils courent si vite, que nul, sauf les collectionneurs, ne prête attention au symbole dont un grand artiste les a marqués. Le geste auguste de la *Semeuse* de Roty, lançant le grain sur la glèbe de France, au soleil levant, combien s'attardent à jouir de son rythme? L'affiche seule est à la fois sociale et publique, descend dans la rue, et appelle. On sait quelles merveilles elle a produites, depuis

Chéret, dont la fanfare invitait au plaisir la France insouciante d'avant la guerre, jusqu'à Abel Faivre, dont le gars endiablé, fusil en main, criant la Victoire, nous entraînait à donner notre or. Mais c'est une feuille éphémère, qui se réfère à un événement éphémère (tout est relatif), et qu'on regarde en passant.

Rarement social, l'art décoratif pénètre rarement jusqu'au peuple pour lui apporter la beauté. La coupe est trop riche, trop chère, pour des lèvres qui n'atteignent que le bon marché. Les exemples qu'on emprunte à la Grèce ne sont pas très convaincants. Certes, les vases peints de l'Attique, dont M. Pottier est l'historien érudit et exquis, n'étaient que des pots, de simples pots. Cette vaisselle servait à table, avant de servir au défunt pour l'éternité dans les ténèbres du tombeau. En général, oui. Mais beaucoup n'ont guère changé de destination en passant de la paix des nécropoles dans celle des vitrines du Louvre. Ils ont dû coûter plus que quelques drachmes. Ceux que signaient Euphronios, Douris, Brygos, celui sur lequel Euthymidès inscrit en le signant : « Jamais Euphronios n'en a fait autant », ont certainement évité plus que d'autres, sur les étagères du gynécée, les risques de la casse. Et quand ils portent sur la panse le nom de quelque Athénien de grande famille, renommé dans Athènes pour sa richesse ou sa beauté, c'était bien pour plaire à une riche et aristocratique clientèle. Même cherté au moyen âge, où les corps de métiers avaient l'inconvénient de maintenir la main-d'œuvre à un prix élevé. Ce qui nous reste de ses arts décoratifs provient d'une clientèle plutôt fortunée ; c'est pour les nobles, bourgeois, et surtout « Sainte Yglise », qu'aimaient à œuvrer les ferronniers, les huchiers, les écriniers et les orfèvres.

Notre monde moderne n'a presque rien changé à cette « tare » de la plupart des arts décoratifs, d'être précieux et chers. Leur renouveau a commencé en Angleterre avec William Morris : or, on sait ce que coûtaient meubles, papiers peints, éditions et vitraux, sortis de la Maison Rouge ou de Kelmscott Manor. Il se produit même chez nous ce fait paradoxal que, des arts décoratifs, les plus grossiers sont les moins accessibles. Un pot de grès de M. Dammouse ou

Delaherche n'est aussi qu'un pot de terre. Mais quelle beauté absolue, unique, par les reflets obtenus ! Et dans le mobilier, où la diffusion à bon marché de beaux modèles est bien plus souhaitable puisqu'il est d'usage nécessaire, les magnifiques œuvres de MM. Follot, Th. Lambert ou Selmersheim, suscitent bien devant nos convoitises le rêve de la vie en beauté, mais elles ne le réalisent que pour des mécènes dont la renommée claironne quelquefois les noms. Certes, les artistes décorateurs se dépensent en efforts généreux pour départir aux gens du peuple un peu de la beauté qu'ils créent : ils font des modèles que l'industrie puisse vulgariser. Émile Gallé, dont on sait le grand cœur, avait essayé de produire dans son atelier de petites verreries de prix abordable, originales de forme et de couleur. L'École de Nancy en fait aujourd'hui par milliers, qui peuplent nos magasins « d'objets d'art ». Mais quelle menue monnaie des chefs-d'œuvre que ces flacons en pâte de verre verte, jaune, bleue, de ton acide, où des paysages d'abat-jour tournent lourdement, englués dans la matière opaque comme dans une brume éternelle ! M. Gallerey et d'autres font aussi, en série, des meubles simples et sobres, presque rustiques. Mais quel goût il faudrait au peuple pour goûter le charme rare de cette sobriété? La musique silencieuse des lignes et des formes n'est sentie que par les raffinés. Le peuple, qui est enfant, va à l'accident des saillies et au cri des couleurs. Or, dans l'art vrai, elles coûtent cher. Émaux de grès de M. Lenoble, polychromie des matériaux précieux dans le bijou de M. Lalique, dans le meuble de Majorelle, sont un luxe qui défiera toujours la multiplication rapide. A serrer de près la question, la « socialisation » de la Beauté par les arts appliqués n'est pour longtemps encore qu'une espérance.

Si elle est chère aux cœurs généreux, c'est qu'ils se laissent aller parfois au mysticisme ruskinien. La guerre ne l'a pas tué. Ils espèrent que dans la Salente future, où l'humanité s'endormira heureuse chaque soir après le baiser de paix, une des conditions de ce bonheur pour l'ouvrier sera de se retrouver, au sortir de l'usine, dans des meubles d'art moderne, à la fois pratiques et avenants. Mais l'hygiène et la gaieté d'un intérieur ensoleillé y suffisent, avec quelques fleurs. Modernité et beauté sont un surcroît. La question de l'art décoratif ne

confine pas, hélas ! avec celle du bonheur. C'est au moyen âge qu'au dire des historiens le peuple de France a connu le plus de misères : c'est aussi l'époque où les arts décoratifs ont fraternisé avec le « grand art » dans la splendide unité du gothique, et enveloppé de près la vie de tous. Faut-il aller aussi loin que M. Maurice Denis quand il écrivait à Roger Marx à propos des efforts faits pour rendre le peuple esthète : « Il s'en f... Ce qui le passionne, c'est le café-concert ou les inventions mécaniques. S'il achète des objets usuels, il choisit toujours à égalité de prix les plus laids. » En tous cas, si l'homme du peuple arrive un jour au goût et au désir de la beauté, c'est qu'il aura réalisé son rêve : il sera devenu un bourgeois.

Les mêmes esprits généreux caressent une autre espérance. C'est qu'en favorisant les arts appliqués, qui tirent leur matière du sol, leur décor de la nature, et leur sève de la vie du peuple de France, on favorisera l'art régional. Décentralisation est le mot d'ordre, surtout en ce domaine de tout repos. Il y eut, en effet, dans les arts décoratifs, un régionalisme foisonnant. De la Normandie au Languedoc et de la Bretagne à la Provence, beaucoup d'objets usuels, faïence, dinanderie, ferronnerie, costume, meuble, portaient le cachet du génie provincial, exhalaient la bonne odeur du « pays ». Mais il a été repoussé peu à peu par l'hégémonie de l'art « français », c'est-à-dire celui que consacraient la Monarchie et Paris. Il a végété depuis la Renaissance et il a fini de disparaître au XVIIIe siècle. Dès cette époque, la belle armoire normande est la sœur de la lorraine et de la provençale, sauf quelques traits individuels. C'est que toutes les trois sont filles de la « française », conçue par l'ébénisterie parisienne entre le boulevard Saint-Martin et la rue Saint-Antoine. Tout cet art savoureux est maintenant du passé: il dort comme une relique au fond des vieux logis familiaux, ou comme une curiosité dans la poussière des magasins d'antiquités et des musées historiques, tels que le Museon Arlaten. La province, qui a perdu son moi, y vient contempler son image d'autrefois, le dimanche, avec mélancolie.

L'art régional, il n'y en a, hélas, presque plus. Sans doute on fouille les campagnes pour y chercher « l'Art rustique » de tel ou tel patelin, et l'on organise des expositions de l' « Art

au village », qui sentent le petit lait. Le tourisme a favorisé ce noble, et très touchant, dilettantisme de citadins. Le retour de la chère Alsace y ajoute encore : elle est peut-être, de toutes nos provinces, la plus fidèle à toutes les formes de son passé. Elle a su le prouver. Ses campagnes restent attachées à l'ancien art populaire. C'est avec piété que nous visitons, à Strasbourg, dans le vieux logis patricien du quai Saint-Nicolas, le musée savoureux d'où se lève, entre les objets de la vie quotidienne, la figure si personnelle de la vieille Alsace. Oui, au village ou à la ville, le cœur se fond de tendresse nostalgique devant ces restes d'une France multiple, où l'invention jaillissait de partout avec la vie. Mais la centralisation est la loi de toute notre histoire. Tour à tour la Monarchie, la Révolution, l'Empire, notre République démocratique, ont marqué les étapes de sa marche fatale. La guerre lui a fait faire le dernier bond. Libre à nous de le déplorer : beaucoup de poésie est morte ainsi, et des racines du patriotisme se sont peut-être desséchées.

Pressés par des esprits généreux, dont le patriotisme s'est à bon droit inquiété, l'Université, les municipalités, le Parlement, s'occupent de réformer en province l'enseignement du dessin, qui fournirait des modèles originaux aux industries locales, ainsi que l'enseignement technique. Mais les circonstances sont telles aujourd'hui, que les enfants du peuple, si pénétrés qu'ils soient du *genius loci*, ne dessineront plus en fait de style, je le crains, que du déprovincialisé. Encourageons les écoles régionales d'art décoratif, mais n'en attendons pas de style régional. La célèbre École de Nancy, montre-t-elle quelque chose de spécialement lorrain dans les meubles de MM. Vallin ou Majorelle, dans les verreries de Daum, les grès de Mougin, les bois sculptés de Hestaux, les broderies de Paul Nicolas ou les tentures de Friedrich? Prendre pour modèle la flore régionale, amoureusement cultivée au parc de la Garenne, la parnassie de Remiremont ou le chardon de Nancy, ne suffit pas plus à constituer un régionalisme lorrain que l'étonnante faune marine de M. Méheut ne constitue pour les arts industriels de Bretagne un régionalisme breton, ni l'anémone de la plaine de Caen un régionalisme normand. L'âme d'un « pays » n'est pas dans un thème de détail, mais dans la

façon dont en joue l'artisan qui ne va pas à Paris, en écoutant autour de soi les milles voix confuses qui s'élèvent du sol et du passé.

***

Voilà donc deux maux dont souffre le renouveau des arts décoratifs, difficulté d'une étiquette commune et enrôlement forcé pour une œuvre qui dépasse leur portée. Il semble qu'il faut en ajouter un troisième : l'équivoque fréquente sur la genèse et l'originalité des styles.

Tous ceux qui aiment la vie, leur temps, ou même le simple bon sens, suivront le mot d'ordre : guerre à l'art rétrospectif, à la copie de l'ancien, qui fait qu'un Français de l'an de grâce 1921 vit dans des édifices vaguement gréco-romains, prend ses repas dans une salle à manger Henri II, cause dans un salon Louis XV ou Louis XVI, dort dans un lit à l'instar, le tout agrémenté de statuettes à la Clodion, de groupes de Sèvres ou de Saxe, et encadré de « verdures » flamandes à la façon d'Arras. Pour être moderne, le citoyen de la troisième République vit dans l'anachronisme comme le poisson dans l'eau. « Arrière, disait justement M. François Carnot, ancien président de l'Union, le luxe frelaté des pastiches absurdes et des camelotes dites de style. Exigeons, pour encadrer et servir notre vie, de l'art vivant. »

Il y a bien des causes à cette absence d'un style français moderne : l'excellence du Louis XVI, dernière création d'une vieille société qui en avait usé bien d'autres et savait tout le prix de la raison ornée ; le dilettantisme archaïsant inauguré par les romantiques ; le snobisme du bourgeois sursaturé d'histoire au collège et qui veut vivre dans les meubles qu'a pratiqués la Monarchie. D'ailleurs, événements et mœurs vont aujourd'hui si vite qu'ils n'ont plus le temps de marquer empreinte. Mais surtout nous n'avons pas une architecture. Là gît le mal, puisqu'elle est l'Art-Roi, qui communiqua toujours son rythme et son décor à la plupart des industries d'art, particulièrement aux meubles, du coffre médiéval au bahut et au cabinet, du tabouret à la caquetoire et au faudesteuil. MM. Plumet, Bonnier, Sorel, Guimard..., sont

des individualités de grand talent, qui tirent chacune à soi. Hôtels et villas modernes, écoles et maisons de rapport, offrent de très originales initiatives, mais dispersées. Voilà pourquoi si un meuble de M. Selmersheim, de M. Dufrène, a *du style*, il n'y a pas entre ces beaux meubles ce lien familial et national qu'on appelle *un style*. Or un style est anonyme et collectif : c'est une discipline fondée sur une tradition. Un sénat d'architectes, tel que semblait le souhaiter les correspondants de Roger Marx, aurait-il cette vertu de créer l'une et l'autre? Les principes sur lesquels l'entente est faite désormais, pour le meuble comme pour l'édifice : construction logique, accord de la forme avec la fonction, avec la structure, avec la nature des matériaux employés, sont des principes éternels et de pure méthode : ils ne constituent pas un style. Ce que l'histoire appelle de ce nom est une grammaire de formes et de thèmes décoratifs, qui s'impose à chacun tout en laissant parfaitement libre l'originalité personnelle. L'antiquité avait les ordres, qui sont à son architecture ce que le chant est à la musique, et toute une ornementation stylisée qui s'est propagée aux arts appliqués. Au moyen âge toutes les variétés d'arcatures, de remplages et de végétation décorative, sont descendues de la cathédrale sur ceux-ci. Mais le fer et le ciment armé, quelles formes nouvelles vont-ils nous donner? Comment ennoblir le trolley, le pylone, le radiateur, l'appareil téléphonique? Des artistes distingués nous promettent ce style vingtième siècle, des symptômes semblent l'annoncer. Entre les ensembles exposés par les architectes-ébénistes au Salon d'Automne il y a, sinon une formule générale, du moins une confuse parenté. Mais jusqu'ici le cours du déterminisme historique semblait nous entraîner vers l'individualisme radical.

Ce qui est certain, c'est que les styles naissent : on ne les crée pas tout d'une pièce. Et là est encore un des malentendus qui pèsent sur l'avenir de l'art décoratif moderne. Conférences, manifestes, articles de journaux et de revues, sociétés, expositions, musées, bibliothèques, c'est un effort immense et universel, qui s'explique très bien s'il s'agit de préparer le terrain pour l'avènement du messie, moins bien s'il s'agit de faire surgir le messie lui-même. On peut même se

demander si quelques-uns de ces moyens ne tournent pas quelquefois contre l'intention des trop pressés. Musées et bibliothèques des arts décoratifs, par exemple ne contiennent pas seulement les modèles modernes, mais aussi les anciens. Or, que de fois, au Pavillon de Marsan, dans cette admirable bibliothèque fondée par M. Maciet, j'ai vu, sous la paisible clarté qui vient des jardins du Louvre, les jeunes dessinateurs des deux sexes copier, copier les dessins des siècles écoulés, que les fabricants allaient remettre le lendemain sur le métier. Ils venaient, non s'inspirer du passé, mais le recommencer. Ils quêtaient, non des idées, mais des modèles, pour des pastiches authentiques. Dans la salle du merveilleux musée j'en ai vu moins, mais j'en ai vu, carnet et crayon à la main. Or c'est violer la devise de vie et de jeunesse, que proclame l' « Union ». Les distingués conservateurs, chacun le sait, ne veulent pas seulement fournir à l'admiration désintéressée des œuvres de choix, mais choisir des conseillers au goût moderne. Un autre moyen, fort légitime, est de solliciter le patronage ou le mécenat de l'État. On le voudrait même exclusif, impérieux. On oublie l'histoire! Colbert créa les Gobelins, mais il ne créa pas le style Louis XIV; et quand ce grand nationaliste essaya de promouvoir par concours un « ordre français », il échoua piteusement.

C'est qu'un style moderne et original ne surgit pas sur commande. Un art social, collectif, s'élabore tout seul et lentement, comme tous les organismes complexes, parce qu'il enfonce ses racines dans les profondeurs d'une civilisation. « La tare du modern-style, dit M. A. Chevrillon, ce fut précisément d'être inventé tout d'une pièce avec des éléments tirés de la Perse, de l'Égypte, du Japon et des flores sous-marines. » Cela n'avait aucun lien avec la vie actuelle ni avec notre passé. On n'innove durablement que dans la tradition. Chacun de nos styles passés est sorti du précédent par une évolution continue que détermina l'influence profonde des mœurs ou des événements. Le Louis XIII sort du Henri II; celui de Boffrand développe les germes que contenait déjà le décor de Le Paultre et de Bérain. Bien des transitions relient le rococo exubérant au noble Louis XVI, que l'Empire à son tour dessèche et militarise. Chacun, successivement,

fut original, moderne, vivant, tout en se reliant à ses devanciers.

A vrai dire, cette vertu de la tradition, cette noblesse de race qui caractérise un style, les meilleurs de nos historiens et de nos artistes les ont bien perçues. M. Paul Vitry les proclamait nécessaires au Salon des Artistes décorateurs de 1914. Seulement, devant ce public un peu ombrageux, il prenait ses précautions pour recommander, « disons le mot : un style ». Un style, puisqu'il faut l'appeler par son nom, comme disait La Fontaine de la peste! C'est pourtant vrai. Il est très certain que l'École de Nancy, en Gallé surtout, doit aux deux arts les plus français, le gothique et le Louis XV. Du reste, la verte sève du gothique refleurit dans tout notre décor. Jamais le végétal ne fut plus vivace que dans le fer ouvragé par Emile Robert ou Brandt. Les meilleurs modèles de MM. Gaillard, Karbowski, Sue et Mare, Follot, évoquent le Louis XVI, mais légèrement anglicisé et rajeuni par un décor nouveau. Même sur le paquebot *Paris* (à quatre hélices!), tel salon de MM. Sue et Mare est une adaptation indiscernable du Louis XVI. C'est original, personnel, très moderne, et pourtant à cet inédit collaborent des souvenirs classiques, inconscients ou volontaires. C'est là retrouver l'esprit même du passé; c'est faire comme lui, non d'après lui. Il n'y a qu'un vice qui soit pire que l'imitation : vouloir du nouveau *à tout prix*, et ne voir dans l'ancien qu'une beauté morte. L'ancien, c'est le passé vivant. La vie de l'art moderne en peut sortir, comme du rameau de l'an dernier la pousse du printemps.

L'inconséquence ne se borne pas là. Car notre art, qui se veut français autant que moderne, sait l'être en prenant son bien là où il le trouve, en dehors même de la tradition française. Comme il a raison! et que les amis maladroits ont tort de dissimuler cela comme une tare ! L'art grec, originalement senti, paraît sur des flacons de M. Lalique. La stylisation florale du mycénien semble refleurir sur telle coupe de M. Lenoble. Sur la panse de certains vases métalliques de M. Dunan se pressent les écailles des aryballes corinthiens. Les tonalités russes, bulgares, font éclater sur les tissus une fanfare stridente. La Perse et le Japon sont en train de rajeunir

notre vision fatiguée. La morbidesse langoureuse des miniatures persanes se retrouve chez nos dessinateurs, et le japonisme communique son naturalisme panthéistique à la fois scrupuleux et très large, à des porcelaines de M. Delaherche, à des animaux de M. Chadel, aux oiseaux aquarellés de M. Bigot, aux poissons de bronze de M. Sandoz, aux œuvres de M. Clément-Mère. Tout cela, repensé et ressenti pour leur propre compte par des artistes très personnels. Mais d'autres cèdent à l'imitation littérale. Pourquoi, sur la reliure de *La Mer*, de Michelet, la vague stylisée de Hokousaï? Pourquoi, sur la couverture de *La Montagne*, la crête du Fusi-Yama émergeant des brumes du Tokai-do, comme dans les *Cent Vues* du vieillard fou de dessin? Or ce sont ces suiveurs-là qui crient le plus fort à l'originalité intégrale et absolue.



Il semble qu'une dernière gêne au renouveau des arts décoratifs soit le malentendu sur la place qu'il faut leur réserver dans la République des arts. République? Oligarchie plutôt, disent nos décorateurs en parlant des temps aujourd'hui presque révolus. L'esprit de caste classait les arts en Beaux-Arts et Arts décoratifs quand il était courtois, en arts majeurs et arts mineurs quand il s'oubliait. Cette hiérarchie, même quand la pensée la réprouve, est restée dans le langage spontané. Mais l'Art est un, une est la Beauté. Là où elle est, assiette, pot, serrure, encrier, meuble, aussi bien que tableau, sculpture ou palais, elle est tout entière, avec sa valeur absolue. La recherche d'art pour un objet d'usage courant, par exemple le décor d'une boîte en carton, est noble, et l'œuvre la plus humble ainsi obtenue a une dignité aussi éminente que la statue, la fresque, ou le monument. Car une œuvre vaut par sa perfection, non par sa destination. A l'appui de la doctrine, on appelle des autorités qui passent pour n'admettre point de réplique. La Grèce d'abord. Le « miracle grec » ne consiste pas seulement en ce que les portefaix du Pirée goûtaient le beau aussi vivement que Périclès ou Aspasie, mais encore en ce que le potier du Céramique le créait dans ses

productions populaires aussi naturellement que Myron dans le bronze ou Polygnote sur les parois du Pœcile. Et pour le moyen âge, Roger Marx rappelait qu'on n'a trouvé aucun parchemin qui montre une démarcation entre les tailleurs d'images, par exemple, et ceux qui cloisonnaient l'émail ou martelaient le fer.

La doctrine est juste. Elle est même évidente pour la raison. Mais on a raison souvent avec un parti pris qui donne presque tort. Il est imprudent d'insister sur l'égalité des arts dans le passé. Les auteurs anciens, qui nous parlent des grands artistes, ne disent rien des peintres de vases, pas même de Douris, d'Euphronios, de Hiéron ou de Brygos. Silence aussi sur les modeleurs de figurines. Une fois Isocrate laisse tomber sur eux, collectivement, son mépris : « Qui oserait comparer Phidias à un modeleur de terre cuite, Zeuxis et Parrhasios à des peintres d'ex-voto? » Ces pétrisseurs d'argile, pour la plupart métèques et illettrés, étaient fort modestes : ils faisaient des chefs-d'œuvre sans le savoir. Artisans aussi les peintres-selliers du moyen âge. Mais dès 1391 l'un d'eux, Jean d'Orléans, obtient l'autonomie définitive des peintres et leur séparation d'avec les selliers proprement dits. Les peintres ne sont plus que peintres, et s'ils consentent encore à décorer des meubles, ils ne les font plus ! Aussi loin que la vue de l'historien puisse atteindre, on voit l'artiste faire effort pour se désolidariser de l'artisan, échapper à la corporation, entrer au service du Roi. L'artiste orgueilleux de la Renaissance, c'est celui du moyen âge qui a enfin réussi. Est-il bien sûr aussi que l'ivoirier qui sculptait un diptyque, l'orfèvre qui martelait un coffret, se croyait l'égal de Pierre de Montereau ou de l'un quelconque des maîtres d'œuvres qui avaient élaboré le style dont il distribuait la monnaie? Villard de Honnecourt laisse voir un immense orgueil quand il parle de son art de « gométrie ». Le *magister operis*, qui exerce une *magistrature*, qui signe sa cathédrale, y a sa tombe et son portrait, avait-il pour le maître-ouvrier qui travaillait dans un coin de la « loge » la tendresse fraternelle de M. Ch. Plumet pour ses auxiliaires dans la décoration de l'hôtel moderne? Les faïences d'Urbino ne font souvent que reproduire les œuvres de Raphaël ; et lorsque les majolistes de Faënza, de

Caffagiolo, transposaient sur leur vaisselle les estampes allemandes ou italiennes, se croyaient-ils les égaux des graveurs dont ils vulgarisaient les originaux dans les brillants émaux grâce à des procédés industriels? Ne parlons plus d'imitation des modèles : il faudrait également savoir si Riesener, par exemple, s'est cru l'égal de Fragonard ou de Houdon.

On incrimine l'esprit académique et son exclusivisme dédaigneux. Or, c'est à l'apogée même du classicisme, sous l'empire de l'autorité, de la hiérarchie, que Charles Le Brun s'associe à Colbert pour donner aux arts appliqués un élan magnifique, organise la Manufacture des Gobelins, école de tous les arts décoratifs, et dessine lui-même les vases, meubles, bronzes et tapisseries, qui devaient y être exécutés. Le roi vint la consacrer de sa visite. Elle a fourni les Maisons royales d'un somptueux mobilier, dont les tentures nous restent : notre République en est encore très fière. Et ce n'est pas le luxe seul qui eut son style Louis XIV : dans les campagnes, l'armoire familiale, l'objet d'usage, en ont reçu la marque de haut goût et le goût du grand. Après cela il est certain que Le Brun a regardé les métiers des Gobelins comme inférieurs à son art de Peintre du Roi, et que l'ébéniste Boulle ne s'est pas cru un aussi grand homme que Monsieur Le Brun. En réalité, le goût régnant, même aristocratique, ne fait pas grand'chose à l'affaire. Qu'importe le dédain pourvu qu'on favorise? Il ne s'agit pas tant pour les arts appliqués de prendre rang au-dessus, au-dessous, ou à côté du « grand » art, que de prospérer près de lui et peut-être par lui, comme cela fut toujours jusqu'à la fin de l'Empire.

On rappelle l'abominable anathème de « Monsieur Ingres » en 1863 : « Que l'industrie reste à sa place, et ne vienne pas s'établir sur les marches de notre École, vrai temple d'Apollon. » Mais l'humeur n'est pas une doctrine. Ingres adorait la peinture industrielle des vases grecs, qu'il croyait étrusques, et s'en est pénétré. « Voilà pourquoi, entre un dessin de Douris et la *Stratonice*, dit M. Pottier, on perçoit comme une sorte de fraternité. » Il a peint des cartons pour vitraux, il a aimé à la volupté les objets rares, accessoires, étoffes chatoyantes, qu'il a prodigués autour de ses personnages. Qu'on se rappelle l'*Odalisque à l'esclave*. De l'Institut est parti plusieurs fois

l'anathème. Mais de l'Institut ou de ses abords est parti aussi l'appel à l'union sacrée. C'est Emeric David en l'an XII, le comte Léon de Laborde en 1858, Eugène Melchior de Vogüé en 1889, M. Pottier de nos jours, qui de ces prétendues forteresses archéologiques ou classiques, le Palais Mazarin, le Louvre, l'ont lancé avec obstination. Quand Victor Hugo, du haut du rocher de Guernesey, recommandait « aux purs amants de l'art... cette formule, le Beau utile », et leur affirmait que « les bras de la Muse n'ont rien à perdre à se terminer en mains de servante », il était bien de l'Académie française qu'il avait sollicitée cinq fois.

S'il est vrai que quelques esprits, parmi les artistes ou les critiques, restent hésitants ou même hostiles, c'est peut-être la faute à certaines surenchères. Les arts appliqués ont enfin conquis une place au Salon de la Nationale en 1891, et à celui des Artistes français en 1895. C'était l'avènement de la Justice. Justice quelque peu rechignée, à la vérité ! Au rez-de-chaussée du Grand-Palais, sous les escaliers, dans d'immenses espaces envoûtés de vide, ils apparaissent ratatinés ; parents pauvres qu'on fait attendre au vestibule ! Objets d'art ou meubles, ils sont faits cependant pour un cadre plus étroit qui rappelle le foyer clos, l'intimité de la maison. Il faut souhaiter qu'ils montent plus fréquemment dans les salles de peinture, où le rapprochement donnerait l'avant-goût des « ensembles » futurs. Mais s'ils n'étaient rien il y a vingt ans et s'ils ont réussi à être quelque chose, trop peu de chose, ils semblent vouloir être toujours plus. En tous cas ils se sont enfin taillé un domaine à part. Tout bon français, et de goût, se félicitera qu'ils aient une École à eux, plusieurs musées, une Société qui a les honneurs du Louvre, des Revues, une Exposition annuelle depuis 1906, sans compter l'Exposition internationale que la guerre, espérons-le, n'a fait qu'ajourner. Mais voilà beaucoup de quant-à-soi pour des arts qui se plaignaient hier de l'exclusivisme des autres. Soyons sympathiques à cette susceptibilité ombrageuse qui tantôt réclame le coude à coude, tantôt recherche les apartés : c'est péché de jeunesse impatiente de son avenir. Mais dans certains manifestes, dans beaucoup de conversations surtout, on sent encore une odeur de barricades. Il suffit que les arts appliqués aient longtemps

paru une plèbe et qu'ils soient ceux de la vie quotidienne, par là même plus proches du peuple, pour qu'immédiatement de farouches partisans parlent de Bastilles à renverser et de lutte de classes. Les vilains mots entrent en lice avec les mauvais arguments. Il serait pourtant dommage de laisser se refléter sur les panneaux des beaux meubles, le mufle de la Politique. A dire vrai, le destin des arts appliqués n'est pas plus lié à un régime qu'à une esthétique : ils ont fleuri en même temps que les autres dans la démocratie jalouse d'Athènes, qu'animait l'esprit de la Déesse ; ils ont fleuri comme les autres et sont entrés dans la vie du peuple au moyen âge, sous l'ancien régime, époques de foi et de monarchie.

Mais le principal adversaire de l'égalité des Beaux-Arts et des arts appliqués, c'est, hélas, celui-là même pour qui on travaille : le grand public. Pour le peuple, un pot de grès, une grille en fer forgé, une verrerie, une commode, fussent-ils de travail parfait et de beauté exquise, ne vaudront jamais le *Monument aux Morts* de Bartholomé à l'entrée du champ de l'éternel repos, le *Chant du Départ* de Rude contre l'Arc de Triomphe de l'Étoile, le *Penseur* de Rodin, crispé à l'ombre du Panthéon, ou l'*Alma Parens* de Puvis de Chavannes dans l'amphithéâtre de la docte Sorbonne. Est-ce la grandeur matérielle? Non, sans doute, car un vase d'art français moderne pourrait être colossal, comme certains vases de Sèvres, sans bénéficier du même prestige que les œuvres précitées. Est-ce la destination publique? Mais une affiche d'Abel Faivre, un timbre de Roty, sont de l'art public, et n'ont pas non plus ce prestige. Est-ce la valeur auguste de l'œuvre créée par les mains, non obtenue par la machine ou l'industrie? Ou bien la quasi-unicité de l'œuvre peinte ou sculptée, qui n'est pas sujette à répétition en tant qu'original? Mais, nous le savons déjà : un vase de grès de M. Moreau-Nélaton, par exemple, s'il est facile à répéter quant à sa forme, est, par la qualité de ses émaux, un produit qu'on ne refera plus, au moins identiquement.

Peut-être y a-t-il dans la forme humaine, pour le plus grand nombre, l'attrait spécial de l'homme pour l'homme. Cet amour de soi, les arts appliqués le satisfont beaucoup moins que les autres. Et la forme humaine, déployée dans l'espace,

en œuvre originale, sur une grande échelle, dans un lieu public et pour une destination publique, a une inégalable puissance de beauté. Son expression est exaltée par le milieu, et se multiplie par tous ceux qui la regardent ensemble, unis grâce à elle dans une sorte de *religio*. Le tableau de musée ou d'appartement? Son prestige vient de ce que l'artiste ne paraît avoir en vue que de produire le beau. Or, une sorte de mysticisme romantique, enraciné dans la sensibilité, s'attache à la création désintéressée, où l'Artiste, supérieur à toute servitude et pareil à un dieu sur les nuages, crée pour la joie de créer, en réalisant son rêve. Et cela, même s'il s'agit du paysage ou de la nature morte. Un tableautin où Chardin, Vollon, auront groupé quelques pièces d'un humble service de table près d'une botte de légumes, risque de paraître une œuvre bien plus haute en dignité que des pièces précieusement orfévrées de Meissonier, Nock, ou Peureux. En tous cas, l'instinct universel s'est jusqu'ici refusé à reconnaître la même noblesse au bel objet (contînt-il l'infini !) qu'on touche de ses doigts entre les quatre murs d'une chambre, pour le faire servir aux usages familiers : boire, manger, dormir, s'asseoir, écrire, savoir l'heure, enfermer des gants, conserver quelques gouttes de parfum ou quelques fleurs. L'unité de l'Art est une vérité. C'est la Vérité. Mais elle reste spéculative : la raison raisonnante ne règle pas les mouvements spontanés de la sensibilité. On peut déplorer, mais il faut constater.

Pour atténuer le préjugé, pour hâter entre les arts eux-mêmes, « majeurs et mineurs », entre les artisans et les artistes, l'union sacrée, il semble qu'il y ait quelques mesures à essayer. Le contact aux Salons et dans certains musées, est le vœu spontané du bon sens. Nous l'avons exprimé. L'Art, sans épithète, un et égal à tous, peut bien loger ses enfants sous le même toit : ni droit d'aînesse, ni préférence. Sans doute il est nécesaire d'avoir des musées spéciaux, pour la division du travail et de la pédagogie. Mais il y a place, à côté d'eux, pour ceux qui évoquent la Demeure vivante. Arts du métal, du tissu, de la terre et du feu, gagnent à être près des tableaux, parmi des statues ou des figurines, comme dans l'intimité d'une maison où les petits frères sont aussi chez eux. Versailles, d'une serrure ciselée à ses immenses façades,

ne fut tout entier dès le début qu'une ample symphonie décorative, où tous les arts ont fait leur partie, ou beaucoup la font encore. En fait de musée proprement dit il y a une atmosphère dans certaines salles du Louvre. Le Pavillon de Marsan offre de curieuses salles contemporaines : on y voit fraterniser les œuvres des artistes décorateurs d'hier et d'aujourd'hui avec les peintures qui « décorent » : l'*Ile Heureuse* d'Alb. Besnard, tel tableau de Gauguin pareil à un vitrail, etc.

Il n'est encore que de les faire fraterniser dans l'utile en les vouant tous à une destination certaine. L'idéal serait que les arts appliqués renoncent au pur bibelot, leur péché mignon, et que le « grand » art produise moins d'œuvres désœuvrées, sans domicile fixe et sans objet que le Salon. Il n'est rien de tel qu'une primordiale raison d'être pour faire surgir en beauté, avec Notre-Dame de Paris, pour elle et par elle, images taillées, vitraux, tapisseries, stalles, grilles forgées et trésors d'orfèvrerie. Bracquemond disait que la décoration est l'activité de l'art, son sens organique, et qu'elle fait son utilité sociale. La collaboration naîtra d'elle-même dans la maison commune. De beaux ensembles existent déjà, dont les revues citent les propriétaires et le lieu, et vulgarisent en illustrations les harmonies pour qui ne peut les entendre sur place.

A la discipline décorative il semble bien que tous les arts n'ont qu'à gagner, même en expression. Les derniers salons en font foi. La forme, la silhouette, ramenées à l'essentiel et au caractère par une forte synthèse, font la beauté d'un meuble de M. Majorelle, des bois sculptés de M. Le Bourgeois ou de M. Bigot, aussi bien que des statues de MM. Maillol et Quillivic et des bas-reliefs de M. Bourdelle.

L'enseignement du dessin s'oriente vers la simplification intelligente des formes naturelles et vivantes. En attendant que l'architecture ait retrouvé un style, un classicisme nouveau entraîne tous les arts, et les rapproche. Ne soyons pas dupes des véhémences passagères déchaînées par la guerre. Ils massent les plans et les volumes, atténuent le mouvement, le geste, qui ne se produisent que pour une action momentanée et par suite précipitent les êtres hors de leur personnalité. En s'imposant un rythme calme, ils exaltent leur vertu déco-

rative. Or, c'est une vertu symphonique. Alors, du bibelot au meuble, à la tapisserie, à la fresque, les lignes, les tons, se concertent eux-mêmes. La loi musicale est peut-être celle de l'art qui vient. En principe, il faudrait éviter l'œuvre isolée, conçue pour elle-même, sans l'arrière-pensée de ses voisines et de son ambiance. Déjà les arts dits majeurs et mineurs échangent de plus en plus leurs tendances, jusqu'à faire craindre, même, une sorte de collusion. Si la peinture de M. D'Espagnat ressemble parfois à une tapisserie, si chez beaucoup de jeunes les teintes plates sorties d'un trait noir s'inspirent de la technique des verrières, d'autre part de simples « métiers », comme la broderie de madame Maillaud, atteignent à la grande expression. Dans telle statuette d'appartement de Dampt il y a toute la noblesse du style.

Il leur resterait à fraterniser dans la préoccupation du même artiste, s'adaptant ingénument comme au moyen âge, selon les exigences de la commande, aux nécessités des techniques variées. Présomption? Non, mais jeunesse retrouvée, retour à la simplicité heureuse du temps où l'Art obéissait, dans la division du travail, à une grammaire commune et traditionnelle, base de toute maîtrise. Ce n'est point une chimère, car les exemples abondent. Dalou et Rodin ont travaillé pour vases de Sèvres, et Rodin a même sculpté pour le bijou, dans l'argent, de petits chefs-d'œuvre que monta M. Rivaud. C'est recommencer Cellini, qui cisela anneaux et salières comme il sculptait le *Persée*. Nous savons déjà que nos peintres réputés peignent de très beaux cartons pour tapisseries et vitraux. M. Maurice Denis a peint des produits céramiques que Methey a cuits dans ses fours. En revanche, c'est parce que l'art, chez les bons, est à la fois industrieux et grand, que des ouvriers d'art comme Carriès modelaient des statues, ou comme M. Jaulmes, Karbowski, brossent dans leurs intérieurs des frises décoratives d'ampleur superbe. Tout en s'harmonisant au mobilier, elles ouvrent au delà de la chambre close l'évasion que cherche le rêve.

Il n'est donc pas présomptueux d'espérer l'union sacrée entre artistes et artisans, Beaux-Arts et Arts appliqués. En attendant, n'encombrons pas le chemin de ceux-ci de suren-

chères ni d'enrôlements forcés de l'Histoire. Il les mène rapidement au triomphe. Je ne veux pas recommencer la louange du Salon d'Automne. L'Exposition qu'on annonce pour 1924 sera, il faut le croire, mieux que la consécration de talents individuels : la révélation d'un art décoratif moderne, successeur et peut-être héritier de l'ancien, dont nous ne devrions garder le culte que dans ses originaux non dans ses copies. A ce triomphe sont intéressées celles de nos provinces que la lourde botte a foulées. Tradition régionale et modernité peuvent s'entendre fraternellement pour réédifier, décorer, les logis neufs où recommencera la course du flambeau. Intéressée aussi notre expansion économique. Car les arts de la maison, qui sont très divers, pénètrent partout et très vite. A Madrid, l'hôtel où j'étais descendu pendant la guerre dans la Calle de Peligros, était tout entier de mobilier munichois. Mais l'expansion économique elle-même se double d'une autre, plus glorieuse. L'objet utile est un objet d'art : un peu du génie national s'y est fixé. La victoire nous crie l'obligation de reconquérir la vieille royauté que la France exerçait en Europe de saint Louis à Louis XVI, et même sous l'Empire. Ces Majestés, la Sculpture, la Peinture, ne l'ont jamais perdue. Mais quelle « hégémonie », et combien pacifique! si un peu de goût français enveloppait, à l'étranger, la vie de tous les jours!

RENÉ SCHNEIDER

M. LANSING CONTRE M. WILSON

M. Robert Lansing, qui ne revêtait pas dans les rangs de la Délégation nord-américaine une moindre dignité que M. André Tardieu dans les rangs de la Délégation française, a tenu, comme son collègue français, à s'expliquer sur la Paix. Son livre *The peace negotiations*[1] a fait aux États-Unis et en Grande-Bretagne une extrême « sensation ». Parce qu'il explique certains aspects de la conduite de M. Wilson qui ne laissèrent pas d'étonner pendant la Conférence, parce qu'il précise ces dissentiments qui, malgré le secret qu'on aurait voulu garder, divisaient, au su de tout le monde, la Délégation nord-américaine, le livre de M. Lansing mérite au moins un bref examen.

Il est extrêmement sévère pour l'ancien Président de la Confédération nord-américaine, M. Woodrow Wilson. Sans doute, M. Wilson était autorisé par la Constitution des États-Unis à agir comme il fit, c'est-à-dire à trancher en dernier ressort sans tenir compte de l'opposition des autres membres de la Délégation américaine. Maître des « relations étrangères de la République », il avait le droit de traiter ses collaborateurs en quantité presque négligeable. Et c'est ce qu'il fit; mais c'est aussi ce que M. Lansing ne lui pardonne pas. Et vraiment, si M. Wilson se comporta comme le révèle son

1. Boston and New York, Houghton Mifflin Company, 1921.

Secrétaire d'État, M. Wilson manqua peut-être de courtoisie, de la bonne grâce et de ce minimum d'égards qui est de règle entre collègues. Seul entre tous les membres de la Délégation, le colonel House exerçait sur le Président une légère influence. Pendant ses voyages en Europe, tandis que se déroulait la guerre, le colonel House avait fait la connaissance personnelle de ces hommes d'État avec qui se réglait à Paris le sort des nations et avec qui M. Wilson se trouvait en contact quotidien. M. House expliquait au « patron » leur caractère à tous, leurs aspirations et leurs ambitions. Il rendait ainsi à M. Wilson des services que celui-ci appréciait à leur juste valeur. Mais l'estime qu'il daignait accorder au colonel House — lequel, d'ailleurs, approuvait invariablement l'opinion présidentielle sur le règlement de tous les grands problèmes — n'avait d'égale que son obstination à ne point tenir compte des avis exprimés par ses autres conseillers : MM. Lansing et White et le général Bliss.

Ces deux derniers en furent peut-être affectés, mais à un moindre degré que M. Lansing. Et cela se comprend. Ministre des Affaires étrangères, juriste d'une compétence reconnue, M. Lansing était pour le moins aussi apte que le Président lui-même à discuter, élaborer et rédiger le Traité de Versailles; mais c'est pour cette raison sans doute que M. Wilson mettait précisément à l'écarter un soin spécial. M. Lansing n'en accomplit pas moins avec une insistance méritoire ce qu'il considérait comme son devoir. Sur les grandes questions en litige il rédigeait des mémoires dont il faisait remise en grande pompe au chef de la Délégation. Celui-ci empochait « avec un sourire » — ce sourire que ne sauraient oublier ceux qui l'ont vu et dont on comprend trop bien que M. Lansing se souvienne sans plaisir — et jamais il n'était question entre M. Wilson et son conseiller des suggestions et objections présentées par celui-ci. Rien que de très humain dans la nervosité qui s'empara peu à peu du ministre américain et dont son volume porte la marque. Il faisait lui-même de louables efforts pour que ses sentiments sur la conduite de M. Wilson et l'abîme qui séparait leurs manières de voir restassent ignorés des autres Délégations et du public; mais la passion, plus forte parfois que la raison et le sens de l'utilité politique,

lui arrachait de temps à autre en présence de ses collègues des propos amers. Ainsi naquit l'incident Bullitt qui découvrit le pot aux roses du conflit Wilson-Lansing et acheva de décider M. Lansing, de son propre aveu, à publier les éléments du procès. Parlant à Washington devant la Commission sénatoriale pour les affaires étrangères, M. Bullitt — qui avait rempli dans la Délégation américaine de la paix une fonction secondaire — déclara que M. Lansing condamnait formellement certaines dispositions du Traité de Versailles, entre autres le statut de la Ligue des nations et la façon dont avait été réglée l'affaire du Chantoung. M. Wilson faisait alors sa tournée de propagande aux États-Unis en faveur de la ratification du Traité dont il était un des auteurs. Les révélations de M. Bullitt nuisaient fort à sa cause et il en conçut autant de rancune envers M. Lansing qu'envers M. Bullitt. Cette rancune atteignit son apogée le 11 février 1920, date à laquelle M. Wilson sollicita de M. Lansing, par lettre personnelle, sa démission de Secrétaire d'État. M. Lansing déféra au vœu de son chef; mais sa démission lui donnait toute sa liberté. Il rendit les sceaux du ministre pour reprendre la plume de l'écrivain. On ne saurait prétendre qu'il s'en est maladroitement servi. Tout en plaidant sur tous les points avec un air de politesse raffinée les circonstances atténuantes en faveur de l'Exécutif, M. Lansing déchire, émiette, pulvérise son œuvre. Il n'en laisse rien... ou si peu que rien.

***

Passons en revue les divers griefs de M. Robert Lansing à l'égard de son chef et du traité de paix que celui-ci marqua si fortement à son empreinte :

I. *Contre la présence de M. Wilson à la Conférence.* — M. Lansing estime que M. Wilson commit une faute initiale et décisive en venant à Paris participer aux négociations diplomatiques. M. Wilson avait acquis un énorme prestige et jouissait d'une immense autorité personnelle. Il devait fatalement les compromettre en se mêlant aux disputes

quotidiennes des diverses délégations. Il allait devenir la proie des intrigues déchaînées, participer aux haines des vainqueurs et des vaincus, alors qu'en restant à Washington il aurait pu jouer un si beau rôle d'arbitre. Le Président Wilson avait ce tort capital de méconnaître la différence si évidente entre la situation au mois de décembre 1916 et au mois d'octobre 1918. Il voulait en 1916 une paix « sans vainqueurs ni vaincus ». Et il avait offert ses services pour conclure une telle paix. Si une conférence entre belligérants s'était réunie à cette date, la présence de M. Wilson aurait été non seulement légitime, mais nécessaire. Seule, elle aurait pu prévenir la rupture des pourparlers; mais la bonne volonté wilsonienne ne trouva pas à se déployer et la guerre reprit de plus belle. Les Américains finirent par y entrer et c'est un fait auquel M. Wilson n'attachait pas suffisamment d'importance. En octobre 1918, et quand la conférence se réunit, quelques semaines plus tard, les États-Unis étaient devenus puissance belligérante et « le peuple américain, amèrement hostile, demandait vengeance contre les gouvernements et peuples des empires centraux, particulièrement contre l'Allemagne ». L'Allemagne, d'autre part, regardait M. Wilson comme un modérateur, comme l'adversaire moins implacable que les autres qui mettrait un frein aux appétits vengeurs des Alliés. Toutes ces considérations faisaient au Président un devoir de rester à Washington d'où il aurait parlé comme d'un Sinaï. M. Lansing ne manqua pas de communiquer en temps utile son opinion à M. Wilson; mais celui-ci prit fort mal la chose. C'est ce dissentiment qui commença de créer le malentendu qui devait finir en brouille. M. Lansing déclare, au surplus, qu'il n'insista point pour cette raison que, si M. Wilson était resté à Washington, le chef naturel de la Délégation eût été le Secrétaire d'État Lansing. Or M. Lansing voulait éviter jusqu'à l'apparence d'obéir à des raisons d'intérêt personnel.

II. *Contre le défaut de tout programme américain.* — M. Wilson avait lancé le 8 janvier 1918 le manifeste des Quatorze points auxquels il avait ajouté encore quatre principes par son discours de 11 février suivant; mais cet ensemble de

dogmes ne constituait pas un programme national. Il fallait sortir du vague, s'arracher à l'idéologie pour arriver, entre délégués, à des conclusions concrètes et concordantes touchant les grands problèmes en suspens; mais jamais M. Wilson n'entendit de cette oreille et il s'opposa jusqu'à la fin à toute rédaction de programme américain. Alors que M. Lansing ignorait encore le dessein de M. Wilson d'assister personnellement à la Conférence, il avait rédigé à la date du 21 septembre 1918 un premier mémorandum sur le règlement des problèmes territoriaux; mais M. Wilson ne lui demanda jamais communication de ce mémorandum et M. Lansing laisse voir qu'il en souffrit.

Le mémoire de M. Lansing contenait peut-être d'excellentes dispositions; mais il en contenait aussi, d'après ce que l'auteur en livre, de moins excellentes. M. Lansing convient qu'il préconisait l'incorporation de l'Autriche au *Reich* allemand. Et cet aveu n'est pas de nature à nous faire regretter que l'influence de M. Wilson l'ait emporté sur celle de son ministre.

Profondément affecté par l'absence de tout programme américain, M. Lansing revint à la charge pendant la Conférence même. Il fit rédiger par les conseillers légistes un « traité-squelette » qu'il distribua à ses collègues, mais qu'il négligea de soumettre au Président. Sur quoi M. Wilson, mis au courant, marqua une irritation extrême. Il déclara que M. Lansing dépassait ses pouvoirs. Et c'est alors qu'il prononça ces mots, à vrai dire, mémorables, que ne devait jamais lui pardonner son ministre : « Je ne veux pas d'un traité confectionné par des légistes ». M. Lansing se le tint pour dit et admit désormais que la Délégation se passât de programme fixe. Aussi bien M. Wilson avait fait son siège une fois pour toutes et nulle force humaine ne l'eût fait changer d'avis : « Son esprit manquait de l'élasticité et de la réceptivité qui toujours caractérisèrent un jugement sain et une pensée juste. Il aurait rompu plutôt que de plier. » L'imprécision chère à M. Wilson avait, d'ailleurs, au dire de M. Lansing, cet avantage de permettre au Président de renier l'interprétation que d'autres faisaient de ses fameux principes. Il recourait largement, toujours d'après M. Lansing, à ce subterfuge.

III. *Contre la Ligue des Nations.* — C'est sur ce point spécial que le dissentiment était le plus manifeste entre M. Wilson et son ministre. M. Wilson venait à Paris avec l'idée fixe de créer la Ligue dont il avait rêvé le premier et qui avait fini par l'obséder au point de lui faire négliger tout le reste. Il savait, d'autre part, le médiocre enthousiasme marqué à sa grande idée par M. Lloyd George et surtout par M. Clemenceau. Celui-ci ne faisait pas mystère de sa conviction que la politique d'après la guerre reposerait, comme avant 1914, sur l'équilibre des forces et, par conséquent, sur les alliances. Résolu à briser avec cette tradition à laquelle il attribuait la catastrophe dont le monde sortait épuisé, M. Wilson entendait imposer à tout prix sa Ligue des Nations. Dans ses efforts pour substituer le principe de l'association au principe de l'équilibre, M. Wilson avait, d'ailleurs, toute l'Amérique du Nord derrière lui. M. Lansing en est aussi sûr que M. Wilson lui-même. M. Lansing souhaitait par conséquent, lui aussi, la création d'une Ligue des nations, mais l'image qu'il s'en faisait différait essentiellement de la conception wilsonienne. Il ne vit pas sans dépit le projet de M. Wilson l'emporter.

Le projet Lansing respectait la doctrine de Monroë, il épargnait aux États-Unis tout risque de participation à une guerre générale par le jeu d'alliances enchevêtrées, il ne forçait pas les États-Unis à lutter par les armes pour l'intégrité territoriale de puissances européennes dont les querelles intéressaient médiocrement les Américains. Émanant d'un juriste, le projet Lansing avait un caractère essentiellement juridique, ce caractère juridique dont M. Wilson se méfiait si fort. Le projet Lansing de Ligue des nations consistait principalement et en dernière analyse dans la formation d'un tribunal international rappelant celui de la Haye. M. Lansing ne cache pas son admiration pour cette institution qui, si elle n'a pas fait de mal, a pourtant fait si peu de bien. M. Wilson, après tout, semble excusable d'avoir voulu faire plus et mieux, mais tel n'est pas l'avis de l'auteur dont j'analyse l'ouvrage. Il ne pardonne pas à son chef d'avoir sciemment ignoré le projet Lansing et préféré le projet Wilson.

Quand M. Wilson vint à Paris, la Ligue des nations n'exis-

tait encore que dans sa tête. Il n'avait couché par écrit aucun projet; mais il savait dès lors, à quelques détails près, ce qu'il voulait. Et il tint bon contre tous les autres hommes d'État et les projets qu'ils lui soumirent. Il repoussa le projet de Lord Robert Cecil dont certaines dispositions avaient pourtant l'heur de plaire à M. Clemenceau. Au seul projet du général Smuts il emprunta, d'après M. Lansing, quelques idées, entre autres celle des mandats. Ils tenaient dans le projet Smuts une grande place. La Ligue des nations prenait possession des mandats comme « héritière des empires ». Cette formule du général Smuts enchantait M. Wilson. Elle flattait son idéalisme. Elle cadrait à merveille avec son projet à lui, bizarre amalgame — je rapporte l'opinion de M. Lansing — d'ajustements diplomatiques, de subterfuges politiques et de règles morales

Parmi les rares points sur lesquels M. Wilson n'avait pas, dès l'origine, une idée arrêtée, se trouvait le moyen le plus pratique d'éviter à l'avenir toute guerre. Fallait-il employer la force? Pouvait-on compter uniquement sur celle de la persuasion? Hostile, au mois de mai 1916, à tout emploi de la force, M. Wilson se ralliait au mois de janvier 1917 à l'emploi de la force militaire comme seul moyen pratique d'empêcher les agressions. Conversion, d'après M. Lansing, malheureuse qui aboutit à l'insertion, dans le Traité de Versailles, du fameux article X, lequel suscita dans les milieux républicains du Nouveau Monde — et même dans certains milieux démocrates — cette opposition acharnée, qui détermina le rejet du *Covenant*. M. Lansing n'hésite pas, en effet, à voir dans cet article par où les douze puissances signataires se garantissent leurs frontières, dût-on pour cela recourir aux armes, la goutte d'eau qui fit déborder le vase de l'indignation américaine. Bien que les deux Chambres du Congrès fussent devenues républicaines, dès le mois de novembre 1918, elles eussent fourni, pense-t-il, la majorité requise pour la ratification du Traité s'il n'eût pas contenu l'article X : « Il y aurait eu, écrit M. Lansing, opposition de la part des adversaires de toute entrée des États-Unis dans une organisation internationale, mais elle n'eût pas suffi à empêcher la ratification. » C'est l'imprudente insertion du principe de la

« garantie » qui retourna décidément contre l'entreprise wilsonienne toute la nation.

M. Lansing, il va sans dire, ne s'en montre pas autrement fâché. La Ligue des nations est une si piètre invention! le *Covenant* est une si pauvre chose! Rien de plus absurde, suivant M. Lansing, que cette formule du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, lancée à grand éclat par le Président Wilson. Elle est absurde, au même titre que le principe des nationalités, cette autre idéologie appelée à causer tant de désastres. M. Lansing, qui aime à citer des extraits de son journal intime, comme preuve à l'appui de sa perspicacité, rapporte que dès le 30 décembre 1918, il écrivait : « La *self-determination* est destinée lors de la Conférence de la paix à servir de base à des demandes irréalisables... Quelle calamité que cette phrase ait été prononcée! » Inadmissible et irréalisable sous peine de créer une confusion sans exemple, le droit de tous les peuples à fixer leur sort ne fut, d'ailleurs, pas admis par la Conférence. M. Lansing prend une joie maligne à noter que le Traité de Versailles attribue des millions d'Allemands authentiques à la Pologne et à la Tchéco-Slovaquie, que M. Wilson se déclara en faveur de la « grande Russie », d'une Russie conservant tous ses allogènes, etc. Sur ces divers points M. Wilson a dû céder aux Alliés, en échange d'autres concessions; mais M. Wilson a plus cédé qu'il n'a reçu, cela ne fait pas, d'après son accusateur, l'ombre d'un doute. A l'en croire, l'institution des mandats n'était qu'un piège où le Président tomba lourdement. Les mandats avaient pour but — sous des dehors humanitaires et absolument trompeurs — de permettre à ceux qui les recevaient d'entreprendre de fructueuses affaires. Et c'est pourquoi l'on offrit aux États-Unis... le mandat pour Constantinople et celui pour l'Arménie. Parce que ces entreprises nécessiteraient d'éternelles mises de fonds et ne rapporteraient jamais. M. Wilson avait accepté le mandat pour l'Arménie, mais le Sénat nord-américain a refusé ce cadeau. Il a bien fait. Ainsi du moins raisonne M. Lansing dans son hostilité systématique. On prouverait facilement à quel point il exagère. L'Angleterre ne semble pas croire que le mandat sur Constantinople soit à dédaigner.

Et dire, poursuit M. Lansing, que c'est pour commettre la faute consistant à insérer dans le traité de paix le *Covenant* de la Ligue des nations qu'on a commis cette faute pire : le retard apporté à la conclusion de la paix elle-même! Parce qu'on voulait mener de front, sur l'ordre de M. Wilson, la Ligue des nations et le Traité de paix, on les bâcla, on les sabota tous deux.

IV. *Contre le traité d'alliance avec la France.* — On se rappelle qu'il fut question pendant quelques mois d'un traité par où la Grande-Bretagne et les États-Unis promettaient à la France (et à la Belgique) leur concours militaire en cas d'agression allemande. M. Lansing affirme que sa « sympathie personnelle pour la France » l'inclinait à approuver ce traité. Et il faut le croire sur parole, bien que la tendance francophile de son livre soit assez faiblement marquée; mais ce traité était impossible pour la même raison que l'adhésion à l'article X : parce qu'il était en contradiction avec la doctrine de Monroë. Il faisait, d'ailleurs, double emploi avec les mesures prévues par la Ligue des nations et ne laissait pas d'affaiblir ainsi la portée de la Ligue. Enfin il devait porter ombrage à la Bohême, à la Yougo-Slavie, à la Pologne. La garantie britannique et américaine en faveur de la France et de la Belgique découvrait mal à propos ces puissances si menacées, les désignait, pour ainsi dire, à l'esprit de revanche et aux entreprises agressives de l'Allemagne.

Pourquoi M. Wilson, à qui ces inconvénients n'avaient pu échapper, adhéra-t-il néanmoins au principe d'une alliance anglo-franco-américaine? M. Lansing estime que ce fut pour éviter d'autres inconvénients qui auraient produit aux États-Unis une impression pire encore. M. Clemenceau devait mettre à M. Wilson le marché à la main. Il devait dire au malheureux Idéaliste : « Triple alliance ou pas de Ligue des nations! Triple alliance ou rive gauche du Rhin à la France! » Et l'Idéaliste répondait la mort dans l'âme : « Triple alliance! Triple alliance! »

M. Wilson ne se fût pas exposé à cet ennui s'il avait admis, comme le conseillait M. Lansing, que le Traité de paix précédât la fondation de la Ligue. Le Traité de paix seul aurait

pu être prêt au mois d'avril 1919. Les négociateurs auraient dû se contenter d'y insérer une déclaration annonçant la Ligue des nations. Celle-ci aurait été créée dans une Conférence internationale qui se serait réunie tout de suite après la conclusion de la paix. Jusqu'ici rien à reprendre aux critiques et au plan de M. Lansing; mais certaines dispositions complémentaires du projet Lansing sont plus sujettes à caution. Le ministre américain aurait désiré que toutes les puissances, les ennemis de la veille comme les neutres, participassent à la Conférence chargée de fixer le statut de la Ligue des nations. Il fallait, dit-il, pour réussir cette opération, une autre atmosphère que celle de Paris. Et voilà un point où le lecteur non américain risque fort de différer d'avis avec M. Lansing.

V. *Contre la diplomatie secrète.* — La Conférence de Paris d'où auraient dû sortir tant de réformes devait tout particulièrement inaugurer un mode nouveau de tractations diplomatiques. A la « diplomatie secrète » M. Wilson avait promis de substituer la diplomatie à portes ouvertes, *the open diplomacy.* M. Wilson, et un grand nombre d'Américains avec lui, attribuaient la guerre européenne aux intrigues machinées par les uns et les autres dans l'ombre empoisonnée des chancelleries. Par une large publicité donnée désormais aux faits et gestes des dirigeants et aux accords internationaux qui en résultaient, il fallait rendre une nouvelle catastrophe impossible. M. Wilson avait promis d'agir dans ce sens : « Il parlait beaucoup, écrit M. Lansing, de délibérer en commun, mais il ne se montrait aucunement enclin à mettre en pratique sa promesse. » Contraint à toute sorte de négociations — M. Lansing écrirait pour un peu à toute sorte d'intrigues — afin de mettre debout sa Ligue des nations, il se livrait avec M. Clemenceau et avec M. Lloyd George à des marchandages dont il taisait soigneusement la nature et le progrès. S'il racontait de temps en temps quelque chose à ses collègues de la Délégation américaine, c'était pour satisfaire leur amour-propre et se mettre lui-même à couvert, mais nullement pour connaître leur avis. En somme, la règle de l'*open diplomacy*, formulée dans les

Quatorze points, fut allègrement piétinée par celui qui en avait pris l'initiative. Le scandale s'aggrava quand au Conseil des Dix succéda le Conseil des Quatre. Les délégués des petites nations, évincées par les *Big Four*, se plaignaient amèrement du secret dont s'entouraient les représentants des nations plus puissantes, y compris M. Wilson. M. Lansing avoue avec ingénuité — à moins que ce ne soit par cruauté raffinée — qu'il ne résista pas au plaisir de manifester à son chef toute la surprise des délégués *minorum gentium*; mais, à la remontrance de son ministre, M. Wilson ne sourcilla point et ne répondit pas.

M. Lansing nous permettra-t-il de penser que c'est la meilleure réponse que M. Wilson pût lui faire?

Le système de la diplomatie secrète a produit, d'après M. Lansing, des résultats tout particulièrement désastreux sur deux points : sur le règlement de l'affaire de Fiume et sur celui de l'affaire du Chantoung. La nation italienne, trompée par les délégués italiens, s'imagina jusqu'au dernier moment que M. Wilson était pour Fiume à l'Italie. Si M. Wilson avait, dès l'origine, fait connaître aux Italiens la position qu'il avait adoptée dans ce conflit, les incidents qu'on sait ne se fussent peut-être pas produits. Quant à la solution donnée à l'affaire du Chantoung, elle fut un coup de surprise douloureux pour l'opinion nord-américaine. Tout le Nord-Amérique était hostile aux prétentions japonaises sur cette province chinoise. M. Wilson se laissa pourtant entraîner à des compromis — jalousement tenus secrets jusqu'au dernier moment — et grâce auxquels l'impérialisme nippon reçut satisfaction pleine et entière. Dès cet instant, la situation politique de M. Wilson apparut fort ébranlée. Il a payé pour l'erreur du Chantoung et pour les autres erreurs imprudemment commises.

***

Les aigres critiques que nous venons de résumer motivent le jugement d'ensemble porté par M. Lansing sur le Traité de Versailles. Il ne vaut rien : « Le Traité a été conçu dans l'intrigue et formé dans la cupidité. Il suscitera des guerres

plutôt qu'il ne les préviendra ». Quant à la Ligue des nations, elle repose, d'après M. Lansing, sur des principes encore plus condamnables : elle livre les petites puissances au bon plaisir des grandes, elle fait litière de la justice, « elle met à la première place la force ».

Mais alors, se demande le lecteur du livre de M. Lansing, pourquoi M. Lansing a-t-il signé le Traité de Versailles? Pourquoi n'a-t-il pas démissionné plutôt avec fracas? L'accusateur public du Président Wilson a prévu le reproche. Il essaye de s'en laver, mais que sa défense est donc faible! S'il n'a pas fait d'esclandre, dit-il, c'est pour ne pas retarder davantage la conclusion de la paix et le moment où le monde allait pouvoir sortir du « chaos ». C'est aussi parce que le bolchevisme menaçait et qu'il fallait maintenir contre ses entreprises l'unité de front des négociateurs. Ce sont là, on en conviendra, d'assez pauvres excuses. Ne faudrait-il pas attribuer plutôt la conduite de M. Lansing à une certaine faiblesse de caractère? Ardent à la critique en face d'une page de papier blanc, il subissait fortement le prestige personnel de M. Wilson. Il lui adressait, à ce qu'il assure, des critiques acerbes dans le tête-à-tête; mais ces explications entre président et ministre ne furent jamais assez violentes pour entraîner une rupture que le ministre eût été le premier à regretter. M. Lansing, au surplus (on en peut juger d'après ce que nous avons rapporté de ses idées), n'eût pas conclu une paix plus favorable à l'Entente que celle à laquelle adhéra M. Wilson. Les Alliés n'auraient pas, semble-t-il, gagné grand'chose à ce que M. Wilson restât à Washington et à ce que M. Lansing jouât à Paris un premier rôle.

MAURICE MURET

LA MUSIQUE

REPRISES
L'ENSEIGNEMENT DU CONSERVATOIRE

A l'Opéra, *l'Or du Rhin*; à l'Opéra-comique, *Orphée*; à la Gaîté-lyrique, *Boccace*; au théâtre Mogador, *la Poupée*; au Trianon-lyrique, *le Huron*. Ce n'est plus la saison d'été où l'affluence des étrangers et l'absence des artistes en vedette vouaient nos scènes lyriques au répertoire; mais le temps d'exposer au public des répétitions générales les premières nouveautés de l'hiver n'est pas venu encore. C'est l'automne, dont la mélancolie incite aux souvenirs et aux reprises.

Celle de *l'Or du Rhin* mérite à peine ce nom : l'un suivant l'autre, les ouvrages de Wagner reprennent leur place au répertoire de l'Opéra. Mais leur exil a duré assez longtemps pour que chacun d'eux exige une série de répétitions : les artistes ne sont pas tous les mêmes, et des changements sont survenus dans les chœurs et l'orchestre. L'*Or du Rhin* a bénéficié par surcroît de certains progrès accomplis dans la machinerie, et le premier tableau, qui met en scène les trois filles du fleuve, nageant et chantant au sein des liquides profondeurs, y a beaucoup gagné. L'*Or du Rhin* a trouvé auprès du public le même accueil que la *Valkyrie*

et *Siegfried* c'est-à-dire qu'il fait régulièrement salle comble, et qu'on l'écoute dans un recueillement qui concentre l'enthousiasme, pour le laisser éclater ensuite, à la chute du rideau, en longues ovations.

Le succès d'*Orphée* a été très vif également, et bien mérité. Grâce aux soins judicieux de M. Paul Vidal, nous avons entendu cette fois le rôle d'Orphée chanté par un ténor. C'est, je crois, la *Schola cantorum* qui la première, en un de ses concerts, est revenue à cette version de l'ouvrage. L'oreille n'y perd rien, et la vue y gagne beaucoup.

Le Trianon-lyrique a eu la bonne pensée de nous restituer la musique aimable d'un auteur trop modeste et trop tôt retiré dans un silence volontaire. Quant aux deux autres reprises, rien ne les rendait nécessaires : *la Poupée* est une médiocre opérette d'Audran, qui ne fut jamais qu'un fabricant de couplets et non un compositeur; *Boccace* est une autre opérette, non moins médiocre, de Franz von Suppé, qui fut à Vienne le précurseur de Lehar et de sa *Veuve joyeuse.*

Les concours du Conservatoire, ceux du moins qui furent soumis au contrôle de la critique, n'ont révélé cette année aucun talent exceptionnel, ni donné lieu à aucun scandale. Tout s'est passé dans l'ordre, et les bons élèves ont reçu la récompense de leur labeur. Si je reviens aujourd'hui sur ces épreuves toutes scolaires, ce n'est pas pour en feuilleter le palmarès; mais de leur caractère général et de leur esprit, je voudrais tirer quelques conclusions sur l'enseignement qui se donne au Conservatoire, et les améliorations qu'il comporte.

M. Henri Rabaud a pris l'an passé la direction du Conservatoire avec l'intention déclarée de procéder à un certain nombre de réformes. Quelques-unes de ces réformes ont été introduites dès son avènement, et l'une d'elles a paru dès cette année avoir d'heureux effets. C'est celle qui régularise, sans pourtant l'astreindre à de trop rigoureux programmes, l'enseignement de la composition musicale. Elle a passé à peu près inaperçue, parce que les examens et les concours de cette branche d'enseignement, à l'excep-

tion du concours de Rome qui marque la fin des études, se passent à huis clos. Elle est pourtant d'une grande importance, puisqu'elle intéresse les destins futurs de la musique française.

On croira peut-être que j'exagère, et qu'on peut devenir un grand musicien sans passer par le Conservatoire, de même qu'il n'est pas nécessaire à un écrivain d'avoir été en sa jeunesse élève de l'École normale supérieure. Le rapprochement n'est pas exact, parce que la technique de l'art musical est beaucoup plus compliquée que celle de l'art littéraire. On ne l'apprend que par les principes et non par l'exemple. Un musicien qui n'a pas pendant plusieurs années pratiqué les exercices de contrepoint, d'harmonie, de fugue, de composition qui sont les thèmes, les versions, et les dissertations de ses classes, sera toujours gêné pour exprimer sa pensée. Un homme de génie comme Berlioz a souffert toute sa vie d'une lacune en ses premières études, et s'il n'est jamais parvenu à traduire sa pensée sans un sensible effort, c'est que jadis il n'avait pas fait assez de devoirs d'harmonie. Or l'enseignement complet de la composition n'est et ne peut être délivré, avec toutes les garanties nécessaires, qu'au Conservatoire. Je sais bien que M. Gabriel Fauré et M. André Messager sont élèves d'une école libre, l'école Niedermeyer. Mais c'est l'enseignement du Conservatoire qu'ils y ont trouvé, puisque leur maître fut M. Camille Saint-Saëns.

Jusqu'ici, le jeune musicien qui sortait des classes d'harmonie, de contrepoint et de fugue pour se préparer au concours de Rome était libre de présenter à son maître les essais personnels que lui suggérait sa fantaisie ou une inspiration naissante. M. Henri Rabaud a estimé qu'il fallait se défier d'une maturité précoce, et c'est pourquoi il a institué, dans l'année qui précède le concours de Rome, des concours intermédiaires, qui comportent, entre autres épreuves, la composition d'une fugue ou de variations sur un sujet emprunté à un auteur connu, et dans le style de cet auteur. Ceux de nous qui ont mené jusqu'au bout leurs études universitaires reconnaîtront aussitôt ce genre de travail : c'est la lettre imaginaire de Racine à Boileau, de Diderot à Rousseau,

ou de Voltaire au roi de Prusse, qui leur fut proposée quand ils étaient en rhétorique. On souriait un peu de cet exercice, mais on s'en acquittait avec zèle, et autant que possible avec goût : mieux que tout autre il montrait jusqu'à quel point l'élève avait su comprendre un caractère et sentir un style. La même expérience historique de son art est indispensable au musicien, car rien ne vaut, pour se connaître soi-même, la comparaison.

Ces nouveaux concours ont paru intéresser vivement les candidats au prix de Rome, et le jury, composé de MM. H. Rabaud, Th. Dubois, Alfred Bruneau, Camille Chevillard, Georges Hue, Vincent d'Indy, Charles Levadé, Max d'Ollone, Maurice Ravel et Florent Schmitt, a été d'une façon générale très satisfait des travaux qui lui furent montrés.

L'éducation technique n'est pas moins nécessaire aux artistes qui interpréteront la musique qu'à ceux qui la composent. Depuis bien des années, on observe au Conservatoire un curieux et fâcheux contraste. Les élèves des classes d'instruments, qu'ils apprennent à jouer du violon, du piano, de la contrebasse, de la flûte, de la clarinette, du cor ou du trombone, reçoivent tous une éducation technique très soignée, qui assure aux lauréats du Conservatoire, pour toutes ces classes, une juste renommée. Mais les chanteurs et chanteuses sont supposés savoir chanter quand ils entrent au Conservatoire. Sans doute, depuis quelques années, on les astreint pour commencer à faire des vocalises. Mais que sont ces vocalises? Des exercices de solfège, rien de plus. Les anciens maîtres traitaient la voix comme un instrument et employaient des années à en égaliser le clavier naturel, à le rendre capable, dans toute son étendue, de toutes les nuances de l'intensité, de tous les coloris du timbre de tous les degrés de la rapidité. L'un des derniers représentants de cette excellente école est M. Battistini, que nous avons pu entendre encore à l'Opéra, en ces dernières années : malgré son âge, le célèbre baryton disposait encore d'un organe sans défaut, dont il réglait la sonorité avec autant d'aisance et de précision que s'il eût effleuré d'un archet subtil les cordes d'un violoncelle. Mais aussi faut-il voir,

dans les anciens traités de chant, avec quel soin on distingue les différentes manières d'attaquer le son et de conduire le souffle, selon que les notes doivent être filées, piquées, martelées, liées, renforcées, diminuées, ornées de trilles, d'appogiatures ou de points d'orgue. Toute cette technique a disparu de notre enseignement. Les exercices y sont d'une simplicité déconcertante. Quand l'élève chante juste, on croit qu'il sait chanter. Aussitôt qu'il a décroché sa médaille de vocalises, il entre dans une classe de chant; il y chante des morceaux et des airs, son maître l'écoute et lui donne des conseils : « Respirez ici », ou « La voix dans le masque », ou bien encore : « Évitez le coup de glotte ».

Que dirait-on d'un pianiste ou d'un violoniste qui n'aurait pas commencé par les exercices et les études? Qu'il restera toute sa vie un amateur. Tel est le cas, sauf quelques exceptions qui sont dues à un don particulier ou à un goût personnel de l'étude, de tous nos chanteurs et de toutes nos chanteuses, aussi bien de concert que de théâtre. Ils chantent au petit bonheur; un jour ils sont en voix, un autre jour, ou le même jour à une autre heure, les voilà enroués; ils ont des notes claires, d'autres sourdes, et loin de chercher à diminuer cette différence, ils l'exagèrent, fiers de leur ut ou de leur mi qu'ils élargissent à se casser à eux-mêmes les oreilles, glissant sur les notes voisines qu'ils « déblaient » à la façon des comédiens mécontents de leur tirade. Presque tous croient qu'il faut crier pour chanter; ils ne font aucune nuance, hurlent à pleins poumons, forcent leurs voix qui chevrotent, et par la résonance de la poitrine qu'ils étendent bien au delà de sa limite naturelle, l'étouffent en même temps, de telle sorte qu'elle semble leur rester dans les joues, quand ce n'est pas au fond de la gorge.

Il y a, je le répète, des exceptions. La liste n'en serait pas longue. Mais aussi que d'artistes connus, même célèbres, dont on peut dire en toute vérité qu'ils n'ont jamais su chanter. Pourquoi sont-ils célèbres? Parce qu'ils ont des natures d'artistes, et que le public entraîné par le geste et l'accent fait grâce aux défaillances de la voix. Mais ils ne font jamais une longue carrière. Leur voix bientôt usée par l'effort leur refuse leur service. Elle s'éraille, se fausse, se brise.

On souffre à les entendre, et si on les applaudit encore, c'est que le public parisien est peut-être de tous les publics le plus fidèle à ses souvenirs.

Quelques professeurs s'excusent de ne pas enseigner mieux le chant et rejettent la faute sur les compositeurs qui aujourd'hui ne demanderaient plus aux chanteurs que de se faire comprendre, et non de chanter. Telle est l'opinion défendue en un ouvrage qui vient de paraître sur le *Chant théâtral*, ouvrage intéressant d'ailleurs, plein d'anecdotes instructives, de conseils expérimentés, écrit avec verve, et de main d'artiste, mais qui à aucun titre ne peut passer pour une méthode de chant. « Le théâtre musical est devenu terriblement difficile. L'élite et une partie du public ne veulent plus des œuvres qui divertissaient nos pères. Ils ne s'intéressent plus aux formules banales, aux airs, aux cavatines, aux ariettes... Monsieur du Gosier est détrôné. » Et l'auteur, loin de déplorer cette révolution, s'en félicite : « La musique moderne nous débarrasse de ce que la virtuosité avait d'insipide et met en valeur la déclamation. L'interprète devient un collaborateur. On a remplacé la vocalise par l'expression véridique. »

Ces lignes ont été écrites par un professeur de déclamation lyrique, qui jouit au Conservatoire d'une considération méritée à la fois par les succès d une brillante carrière, interrompue de son plein gré bien avant l'âge du déclin, par la sollicitude attentive qu'il témoigne à ses élèves, ainsi que par l'étendue de ses connaissances et la valeur de son esprit. Sa classe est parmi les classes rivales de beaucoup la plus renommée, la mieux achalandée, et c'est cette classe qui presque à elle seule a obtenu cette année toutes les premières récompenses du concours. L'enseignement qu'on y reçoit est donc, de toute évidence, particulièrement apprécié non seulement par les élèves, mais aussi par les jurys du Conservatoire. Or on voit que cet enseignement ne se contente pas de négliger l'art du chant : il le méprise.

Dire que le temps des airs, des cavatines et des airs est passé, que la vocalise a été remplacée par l'expression mélodique, et que la musique moderne s'est débarrassée de la virtuosité vocale, c'est dire que les musiciens qui n'ont pas

eu le bonheur de naître dans la dernière moitié du XIXe siècle ne méritent pas qu'on s'occupe de leurs ouvrages et leur assure des interprètes. On pourrait dire avec autant de raison que les rois de France n'ont été que d'affreux tyrans, ou bien encore qu'il n'y a pas eu de poètes en notre pays avant Victor Hugo. L'étude un peu approfondie de l'histoire montre que le bien et le mal, la vertu et le vice, la vérité et l'erreur ne sont jamais aussi nettement séparés. L'ancien régime a eu ses libertés, la littérature classique a eu sa poésie, la musique de la même époque a eu sa force et sa couleur. Plus d'une fois déjà, on a pu croire que le chant cédait la place à la parole; il a toujours repris ses droits.

Le problème du chant a pour condition un équilibre entre trois éléments qui sont la mélodie vocale, son accompagnement instrumental et le texte qu'elle traduit en musique. Cet équilibre est rompu tantôt en un sens, tantôt dans le sens contraire. C'est la voix qui se plaît outre mesure à des agréments. Poètes et musiciens protestent aussitôt, les premiers parce qu'on ne tient plus compte de leurs intentions, les seconds parce qu'on réduit la part de l'harmonie et de l'orchestre. S'ils obtiennent gain de cause, ce sont bientôt les amoureux de la voix qui prennent le deuil. Depuis que nous possédons un opéra, il a subi plusieurs réformes. Toutes furent entreprises au nom de la vérité dramatique, afin de combattre les prétentions de la voix et de réduire les usurpations de l'orchestre. Mais à peine une loi plus sévère était-elle établie, que l'oreille regrettait ses plaisirs, et la musique, qui s'était laissé bannir sans résistance, revenait au premier appel, forte d'un charme inoubliable.

La première de ces réformes fut celle des fondateurs mêmes de l'opéra, les musiciens des académies florentines, sacrifiant à la pureté d'une mélodie isolée les combinaisons du contrepoint et ses savoureux rapprochements de notes ennemies. Je viens d'avoir l'occasion d'indiquer ici même que Monteverdi, leur disciple, ne s'est jamais soumis à leurs préceptes restrictifs et n'obéissant qu'à son génie est resté jusqu'à ses derniers jours un des plus hardis inventeurs d'accords que la musique ait jamais connus.

La seconde réforme fut celle de Lully, la troisième celle de Gluck, la quatrième celle de Wagner. Mais Lully n'a pas empêché les musiciens italiens du XVIII[e] siècle d'enjoliver le chant jusqu'à n'en faire plus qu'un brillant ramage, ni Rameau d'enrichir l'orchestre. Mozart n'a jamais suivi Gluck, et son art accomplit, par un miracle unique jusqu'à ce jour, le parfait équilibre de la mélodie et de l'harmonie, de la voix et des instruments. De nos jours, l'influence de Wagner a cessé de se faire sentir, et c'est pourquoi tous nos musiciens cherchent à restaurer le chant. Sans doute ils n'écriront plus d'ariettes ni de cavatines. Les poètes contemporains n'emploient plus l'alexandrin coupé par la césure; leurs vers ont cependant un rythme. Les mélodies modernes ne se présentent plus en périodes symétriques; ce n'en sont pas moins des mélodies. Le goût du chant est même devenu si vif qu'on a vu reparaître les formes, oubliées depuis le XVI[e] siècle, de la polyphonie vocale : Debussy, le premier, a écrit des chœurs sans accompagnement qui étaient des compositions musicales et non plus des exercices d'école. Son exemple a été compris, et suivi.

On dira sans doute que les musiciens de notre temps connaissent mal les ressources de la voix, ne savent pas la mettre en valeur, ou lui demandent l'impossible. Ce reproche est souvent fondé. Mais comment veut-on que les musiciens acquièrent l'expérience d'un art que les chanteurs eux-mêmes ignorent? Et que dire d'un enseignement qui ne permet pas de remettre à la scène, sinon avec des artistes exceptionnels, les opéras de Mozart?

Mozart n'est pas la seule victime de ce bizarre préjugé de certains professeurs de chant contre le chant. Gluck lui-même et Wagner demandent des chanteurs. Quand ces réformateurs ont commencé d'écrire, ils trouvaient aisément des interprètes que les ouvrages de l'époque précédente avaient rompus à toutes les difficultés de l'art vocal. Qui ne sait ce que Wagner doit à madame Schrœder-Devrient? Cette charmante artiste lui disait, après avoir créé le rôle de Vénus dans le *Tannhauser* : « Vous êtes un génie, mais ce que vous écrivez est si extraordinaire que c'est à peine si on arrive à le chanter. » L'art de Wagner a ensuite découragé les chanteurs. Au lieu de perfec-

tionner encore leur technique, ils ont renoncé à la technique; ils ont cessé de chanter pour vociférer. Wagner ne devait plus retrouver une Schrœder-Devrient. Il s'en est plaint amèrement.

La virtuosité n'est jamais inutile. Un amateur peut jouer note pour note l'adagio d'une sonate, dont le presto lui est interdit. Écoutez ce même adagio, sous les doigts exercés d'un artiste qui fait du clavier ce qu'il veut : alors seulement vous en découvrirez toute la variété, la délicatesse et la puissance. Il est possible d'épeler avec une mauvaise voix ou même sans voix tel texte de la musique moderne qui suit de si près l'accent de la parole qu'il suffit de le bien prononcer pour se faire entendre. Mais s'agit-il de rassembler la mélodie éparse, d'en rapprocher les fragments et d'en poursuivre le mouvement entrecoupé, il faudra un art consommé pour venir à bout des respirations trop longues, des transitions mal ménagées et de l'inégalité des voyelles. Le rôle de Golaud, dans *Pelléas et Mélisande*, a été interprété à Paris par des artistes de haute valeur. J'en sais un cependant qui seul, s'il avait voulu apprendre le rôle et su le comprendre, en aurait dégagé toute l'émotion : c'est M. Battistini.

Les virtuoses manquent parfois d'instruction et de goût. Mais ce n'est pas toujours le cas, surtout en France : il suffit de citer des artistes comme Raoul Pugno, M. Risler, M. Cortot, M. Jacques Thibaud, M. Ricardo Vines. Les professeurs du Conservatoire sont tous des hommes fort distingués. On peut être assuré qu'ils formeront de leur mieux l'esprit de leurs élèves. Mais il faut aussi qu'ils forment leur voix. La seule méthode est celle dont l'expérience des chanteurs d'autrefois et celle des instrumentistes d'aujourd'hui sont d'accord pour attester l'efficacité : des sons posés, des gammes, des arpèges, des exercices de vélocité et de lenteur, des traits, et enfin des morceaux où les vieux maîtres de la voix ont réuni les principales difficultés de cet instrument particulier et fait briller ses richesses. Je ne sais trop ce qu'on attend pour appliquer cette méthode. Mais je sais bien qu'il n'en est pas question pour l'instant : les concours de cette année viennent encore de nous le prouver avec éloquence.

On reproche à certains théâtres subventionnés de ne plus engager, comme autrefois, les lauréats des classes lyriques du Conservatoire. S'il ne s'agissait que d'enseigner à ces lauréats l'art scénique, leur place serait en effet marquée en tel théâtre où ils trouveraient autour d'eux les meilleurs exemples et les meilleurs conseils. Mais ce n'est pas là qu'on peut leur apprendre les éléments de l'art du chant, qu'ils ignorent.

LOUIS LALOY

PARMI LES LIVRES

L'Académie a décerné un grand prix Gobert aux deux volumes de M. l'abbé Lavaquery, sur le cardinal de Boisgelin. Les honnêtes gens, du temps qu'ils lisaient, auraient pris à ce livre un extrême plaisir. Non seulement l'érudition en est sûre et complète, mais l'ouvrage dépasse de beaucoup le cadre d'une biographie. Ou plutôt parce qu'il est une biographie bien faite, il suggère toute une époque. Telle est la vertu d'un bon portrait.

Les Boisgelin étaient une famille bretonne, de vieille noblesse d'épée, qui, à partir de 1600, a occupé des charges de magistrature au Parlement de Bretagne. C'est ainsi que Renaud-Gabriel de Boisgelin était président à mortier quand naquit en 1732 son second fils, qui est le personnage du livre. Ce fils, de santé délicate, acquit au collège le goût des lettres, et, dit sans illusion son biographe, « ce fut probablement là le signe le plus évident de sa vocation ecclésiastique ». Il entre à Saint-Sulpice, en octobre 1748, pour y commencer ses études théologiques. Il suit les cours de la Sorbonne, et il y fait partie d'un petit groupe brillant et remuant : Turgot, Loménie de Brienne, Cicé, Morellet, et cet abbé de Véri dont les mémoires encore inédits forment un curieux document. Ces amis discutent plus volontiers politique que théologie. Trois d'entre eux deviendront ministres. Quand Boisgelin sera archevêque d'Aix, un pamphlet lui reprochera

d'être un évêque administrateur. Et le pamphlétaire s'explique : « Un évêque administrateur est une sorte de métis, moitié sacré, moitié profane, qui sous la livrée sainte exerce un apostolat philosophique dont l'objet est de purger la France de toutes les erreurs du gouvernement; c'est un homme suscité par la bienfaisante philosophie pour manifester enfin et mettre en action une grande vérité. Et quelle est-elle? La voici : c'est que le bonheur public est la véritable, la seule religion d'un état. »

Boisgelin, ou l'abbé de Cucé, comme il se nomme alors, sera un des prélats, dont la mémoire honore l'église de France. Mais sa vocation ressemble à celle de beaucoup de ses contemporains. Pour son père, homme fort rude, elle est un moyen de parvenir : « Vous n'êtes, lui écrit-il le 5 janvier 1752, qu'un très mince cadet qui avez votre fortune à faire. » Il entend, il est vrai, que cette fortune soit faite avec honneur : « Mettez toute votre étude à bien remplir vos devoirs, écrit-il, et à plaire à vos supérieurs : c'est le grand moyen de parvenir. » Ces conseils du président sont un curieux exemple de l'intérêt poursuivi avec austérité. « Il faut que vous ne manquiez pas une occasion de paraître », dit-il. Mais il dit aussi : « Je préférerais votre mort et la mienne à la douleur de vous voir déshonorer votre état et mon nom... Aimez et craignez Dieu, sans cela vous n'êtes rien. » Une autre lettre montre l'idée que le président se fait de la carrière ecclésiastique : « Vous avez de l'ambition, mais il faut qu'elle soit toujours subordonnée à la religion... Vous en cueillerez les fruits pour cette vie et pour l'autre, et vous comblerez votre père de la joie la plus pure et la plus parfaite. Vous êtes destiné à occuper les premières places dans le seul état du royaume où la fortune déploie les étendards de ses faveurs. Quelle satisfaction pour moi si vous les occupez avec gloire, avec honneur! Quelle amertume à mon cœur si vous ne les remplissez pas dignement!... »

On trouve dans ces lettres paternelles de la prudence, de l'économie, une inquiète vigilance sur la doctrine, mais peu de sensibilité. Comme le jeune abbé a demandé à passer auprès de son père les vacances de 1751, le père répond : « O la bonne tête! Ce voyage, dites-vous, vous sera fort

utile parce que vous serez à même de vous faire connaître de moi... Le vrai mérite se fait connaître de loin comme de près. Oh! je crains de ne vous connaître que trop. Vous avez, dites-vous, bien des choses à me dire, vous me les écrirez si bon vous semble. » Dans une autre circonstance, nous le voyons encore rebuter la tendresse et la confiance de son fils. C'est en 1754. L'abbé va devenir sous-diacre, c'est-à-dire s'engager irrévocablement. A ce moment, il semble que sa conscience se trouble. Il s'adresse à son père, qui ne comprend rien à ces perplexités. Il les nomme une rapsodie de misères. « A quoi tend ce tissu de raisonnements sur votre état? Votre engagement est-il forcé? Votre engagement dépend de vous, vous vous engagez pour toute votre vie, votre sort est entre vos mains, ne venez donc point rabâcher avec un père qui voudrait dans ses enfants une solidité qu'il n'y trouve pas. »

Voilà donc l'abbé engagé dans le sacerdoce, avec une foi que nous pouvons croire un peu languissante. C'est seulement bien longtemps après, pendant la Révolution, quand Boisgelin est en exil, qu'il sent, comme nous dit son historien, se relever, après un long demi-sommeil, bien armée et vivante, la foi de son vieux sang breton. Jusque-là, il fut un prélat décent, bienfaisant, zélé, mais dont la vie intérieure nous échappe un peu. Nous voyons d'abord un jeune homme ambitieux, qui a partie liée avec son frère le marquis : l'abbé cherche une femme pour le marquis, le marquis sollicite un bénéfice pour l'abbé. Le mariage serait plus facile, si le marquis obtenait de monter dans les carrosses du roi. Le président fait donc pour madame de Pompadour, un mémoire que l'abbé met au net. Mais Clairambault, le généalogiste demande d'autres preuves, et on ne retrouve pas la liasse de parchemins décisive. Honneurs, mariage, abbaye, tout semble s'évanouir. A la fin de 1757, l'abbé est découragé. Il pense, renonçant aux honneurs, s'abandonner aux belles-lettres. Cette fois, le père le ranime avec sa fermeté ordinaire. « Mon fils, je n'ai point fait réponse à une certaine lettre que vous avez écrite précédemment avec bien peu de réflexion : si on diffère encore longtemps à vous donner une abbaye, vous prendrez votre parti, vous abandonnerez votre état,

vous vous livrerez aux belles-lettres et aux sciences, en un mot vous jetterez, comme on dit, la hache après la cognée. Est-il d'un homme sensé de raisonner ainsi, le désespoir convient-il aux belles âmes, l'homme sage n'est-il pas préparé aux événements, le philosophe se laisse-t-il abattre par les caprices de la fortune? Ayez de la religion, des mœurs, de la vertu, et vous serez assuré de réussir. Peut-être attendrez-vous à voir votre mérite développé et reconnu. Eh bien, il faut attendre. »

Cette lettre n'était pas encore écrite que le vent avait tourné. La liasse réclamée par Clairambault est retrouvée. L'abbé exulte, triomphe, éclate. « Mon cœur n'y tient pas, je suis comblé, pénétré, abîmé de joie : dieux, quel bonheur!... C'est un roman, à peine puis-je y croire. Cette heureuse liasse! Plus d'inquiétude, plus de chagrin. Tout est assuré. Marcher la tête haute, demander tout, ne rien craindre; dans les états, à la cour, être égal à tout. Une nouvelle fortune se prépare pour nous. Je suis dans l'enthousiasme, tout était perdu, tout est retrouvé. » Cette ivresse est amusante; elle s'excuse chez un jeune homme de vingt-six ans; mais enfin il est difficile de le trouver parfaitement ecclésiastique.

Grand vicaire d'abord à Rouen, puis à Pontoise, Boisgelin est évêque de Lavaur en 1765. Il s'initie aux affaires, et il commence à administrer dans le goût de son ami Turgot, Il bâtit un pont, il fait faire des routes. En 1766, il prononce l'oraison funèbre du roi Stanislas, et son discours, qui est au goût du jour, contient des phrases propres à attendrir les lecteurs de Rousseau. Stanislas s'est enfui de Danzig déguisé en paysan. « Oh! s'écrie Mgr de Boisgelin, j'aime à le contempler toujours semblable à lui-même sous ce vêtement mal tissé qui le confond avec le pauvre habitant des campagnes. Voiles importuns du pouvoir et de la majesté, vous êtes tombés. C'est un homme que je vois, et je le vois tel qu'il est. »

Boisgelin est bien nettement l'homme de la fin du siècle, sensible et politique. Il y a plus. Plus tard, dans l'exil de Londres, il applaudira au dessein du *Génie du christianisme*. Mais l'idée du *Génie* est depuis longtemps la sienne, comme elle était, je crois, celle des catholiques éclairés dans la seconde

moitié du XVIIIe siècle. Cette défense de la foi présentée par ses bienfaits, cette apologétique du cœur était tout à fait dans le goût des hommes éclairés et sensibles. Il y a tels passages de l'oraison funèbre de 1766 qui sont déjà une espèce de transition entre la doctrine des économistes, le langage des philosophes et le sentiment des nouveaux chrétiens à la façon de Chateaubriand. « Le trône s'élève comme un arbre sacré qui protège l'industrie et la liberté; la religion mieux connue développe les leçons de sa morale saine et pure; la religion, qui répandit les lettres et les sciences parmi tous les peuples dévoués à son culte, s'embellit des lumières qu'elle a fait naître. » Et cette définition des églises : « Heureux asiles où le citoyen tranquille et satisfait célèbre dans la paix de son cœur, le cantique de sa reconnaissance. L'infortuné y traîne en soupirant aux pieds du sanctuaire, il offre ses infortunes et revient consolé. » N'est-ce pas là le style même de cet autre breton? On donne toujours *le Génie du christianisme* pour le premier livre du XIXe siècle. C'est en vérité le dernier livre du XVIIIe.

En 1770, Boisgelin devient archevêque d'Aix, et par le fait même, président de ce qui subsistait des États de Provence. C'est à ce moment qu'il peut montrer ses qualités d'administrateur. Il fallait d'abord de l'eau à ce pays desséché, et son premier grand travail est de construire le canal de la Durance au Rhône. Pour que la province puisse payer les frais, il obtient du roi la remise de l'impôt sur le sel. Il est en effet, à Paris, délégué de la province. De sorte qu'on le voit d'une part veillant à l'administration locale, attentif aux routes, aux ponts, aux ports, à tout le détail de la gestion financière; d'autre part à Paris, sollicitant les ministres, marchandant des réductions d'impôts, obtenant des subventions pour la reconstruction du Palais de Justice, des secours après une inondation ou un orage. Le 12 décembre 1782, il écrit à madame de Gramont : « J'ai obtenu depuis quatre ans que la guerre est commencée, douze millions pour la province. » Ajoutez les soins de son ministère, les efforts qu'il fait pour développer les écoles, pour instruire son clergé, son rôle enfin dans les intérêts généraux de l'Église de France. Représentez-vous-le dans le monde, où il est aimable. Dès sa jeu-

nesse, il a été mené par Brienne chez madame du Deffand. On l'y trouve un peu métaphysicien, ce qui veut dire, je pense, faiseur de systèmes et nuageux. On a peine à l'entendre. Il plaît davantage chez madame Necker. Parfois, il va se délasser à Noisy, chez son amie la comtesse de Gramont. Il compose des vers : une traduction des *Héroïdes* d'Ovide, et une adaptation en sept chants du *Temple de Gnide*. En 1776, il est de l'Académie. Les uns le classent parmi les encyclopédistes, les autres sont exaspérés de son caractère ecclésiastique et déclarent que l'Académie va ressembler à un concile. Ne vous étonnez pas de ces critiques contradictoires. Boisgelin est l'homme du juste milieu, et les partis que dicte une sagesse tempérée sont à l'ordinaire critiqués de droite et de gauche. Il a d'ailleurs de la fermeté et de l'éloquence. Au sacre de Louis XVI, chargé du discours, il fait entendre au roi « le langage austère et sensible de la vérité courageuse, de l'humanité gémissante ». Il ne lui dissimule rien « des engagements qu'il prend avec son peuple ». Il prend pour sujet « les bornes que devait se prescrire l'autorité royale ». Ce fut un scandale.

Dans des réflexions inédites sur *l'Esprit des Lois*, il explique son système politique : « Établissez la liberté personnelle sur les fondements de la persuasion universelle; rendez la propriété sainte et inviolable comme le culte des dieux; sachez maintenir dans toute son intégrité le pouvoir de chaque citoyen dans la république; faites que les lois répriment tout acte de violence qui peut offenser la liberté personnelle, la propriété des biens et l'égalité des pouvoirs; et ne craignez pas que l'inégalité des fortunes qui entraîne celle des dépenses, puisse troubler la paix des familles et corrompre les mœurs. Voilà les principes de tout état humain, la liberté, la propriété, la puissance. »

Ce qui frappe surtout dans ces réflexions, c'est le progrès des idées depuis Montesquieu. Sur deux points, au moins, Mgr de Boisgelin est fort en avance sur lui. Montesquieu avait dit qu'il fallait favoriser le commerce, afin que les sujets puissent sans périr satisfaire aux besoins du prince. Boisgelin scandalisé répond d'un ton très vif : « Celui qui se permet cette phrase à la fois cruelle et servile a donc pu

croire que le peuple était fait pour les rois et non les rois pour le peuple. » De même que Montesquieu ne croit pas que le clergé doive contribuer aux charges de l'État, Boisgelin au contraire, et il le marquera fortement à la veille des États généraux, est partisan de l'égalité devant l'impôt. « Les idées raisonnables, écrit-il, ont fait des progrès parmi nous, le clergé lui-même reconnaît ses obligations et veut les remplir : des évêques confessent la vérité de cette maxime... »

On ne s'étonnera point qu'avec un caractère enclin à la paix, une sage clairvoyance et un esprit libéral, Mgr de Boisgelin soit allé pendant la Révolution aussi loin que sa conscience le lui permettait dans la conciliation. Il faut lire là-dessus tout le second volume de l'abbé Lavaquery, et on le lira avec un extrême intérêt. On y verra vivre moment par moment, et pour ainsi dire dans sa palpitation même, l'histoire religieuse de la Constituante et de la Législative. On y verra aussi avec quelle fermeté le prélat, arrivé à ce point où il lui était interdit de céder, subit l'exil, et quelles vertus il y montra, sans permettre que le malheur faussât son jugement et aigrît son cœur; de sorte qu'il se retrouva, sous le Consulat, un de ceux qui refirent l'Église de France comme ils l'avaient naguère défendue.

***

Sous ce titre : *La joyeuse jeunesse de Tallemant des Réaux* M. E. Magne nous a donné un livre qui est un très plaisant tableau de la société réformée et de la haute finance au temps de Louis XIII. On ne saurait rendre l'auteur responsable d'une phrase qui a été glissée dans la *Prière d'insérer.* Il s'agit de Tallemant : « Quel était donc l'étrange personnage, ignoré des mémorialistes et des épistoliers, qui avait laissé une œuvre si remarquable? Malgré d'actives recherches, Monmerqué, éditeur des *Historiettes*, ne parvint pas à retrouver traces de son passage dans la société de son temps. » Les petites feuilles commerciales qu'on nomme « Prière d'insérer » jouent malheureusement un rôle trop important dans la critique littéraire, telle qu'on la conçoit de notre temps, pour qu'il soit possible de laisser

passer une affirmation si dénuée de vérité, et même de scrupule. J'ai sous les yeux la troisième édition des Historiettes, celle de 1865; elle est suivie d'une notice où Monmerqué a établi les points essentiels de la biographie de Tallemant, et l'histoire de sa famille. On trouvera pareillement une étude détaillée, dans l'ouvrage de M. Bertin : *les Mariages dans l'ancienne société française*, qui a paru, si je ne me trompe, en 1875. Ceci n'enlève rien au mérite de M. Magne, dont les recherches sont fort intéressantes, et qui refuserait le premier, j'en suis sûr, de s'associer à une réclame si inconsidérée.

Il est d'un vif intérêt de suivre avec lui l'aventure d'une famille de banquiers protestants. En 1561, les quatre fils d'un marchand de Tournay, deux d'entre eux étant compromis dans une échauffourée calviniste, se réfugièrent en France et s'établirent à la Rochelle. Ils se nommaient Nicolas, Antoine, François et Joseph Tallemant. Nicolas paraît être mort prématurément. Les autres, actifs et industrieux, placèrent sans doute leur argent « dans quelque bonne opération d'armement, dont ils tirèrent large profit. Ils ouvrirent bureaux et entrepôts. La maison Tallemant était fondée ».

Les frères n'étaient pas associés. Joseph vivait à part, tenant boutique de marchand mercier. Antoine et François réunissaient leurs capitaux pour certaines affaires et d'autres fois travaillaient séparés. Antoine approvisionna seul, en 1572, l'armée navale du prince d'Orange. Ils habitaient ensemble une belle maison qu'ils avaient louée dans le quartier marchand. Ils prirent femme dans la bourgeoisie rochelaise; Antoine épousa Marie Bourgoing, François épousa Louise Thévenin, veuve de Pierre du Jau.

C'était le plein temps des guerres civiles. Après la Saint-Barthélémy, le duc d'Anjou vint assiéger la Rochelle. Les deux frères Tallemant défendirent leur nouvelle patrie. Antoine fut tué par une mine sur le rempart. François reçut des lettres de bourgeoisie. En 1590, il siégeait au conseil de ville; en 1600, il fut coélu du maire. C'était un commerçant hardi et avisé, qui faisait de grandes affaires et de petites. Il eut deux filles, qui épousèrent de riches mar-

chands, et quatre fils, dont l'un Jehan, n'a pas laissé de traces dans l'histoire, mais dont les trois autres, leurs études faites, furent envoyés apprendre au loin le négoce. Jacques fut mis en apprentissage chez un marchand d'Amsterdam. Gédéon fut envoyé à Rouen, et Pierre à Bordeaux, chez un épicier. « Nulle indulgence pour ces jeunes gens fortunés, écrit M. Magne. Ils devaient besogner, en simples commis, aux écritures comme aux œuvres manuelles. Des bureaux où ils apprenaient les comptabilités, de la Bourse où la science des échanges leur était inculquée, ils passaient aux entrepôts où, coltinant les marchandises, ils s'instruisaient dans l'art d'obéir et de commander. Ainsi Pierre ne rougissait point d'accompagner aux Halles sa patronne, portant derrière elle la manne d'osier. » Ces rudes usages se sont, à peu de chose près, conservés longtemps dans la bourgeoisie française.

L'idée de François Tallemant était de fonder un comptoir à la mode rochelaise, vaste entreprise dirigée par le père de famille, et où les fils, les gendres, les collatéraux sont associés par contrat. Tous habitent la maison, où sont aussi les bureaux et les logements des commis qui sont souvent des parents ou des amis, et qui épousent les filles de leurs patrons. Ainsi se forme « une tribu commerçante, vivant en vertu d'un pacte, s'efforçant d'établir une union absolue dans un but de prospérité commune, arbitrant elle-même les différends sans recourir à la justice. Les ressources sont fournies par la fortune paternelle à laquelle s'ajoutent les dots des belles-filles, l'avoir des gendres, les économies des commis. »

Quand les trois fils eurent terminé leur apprentissage, ils revinrent à la Rochelle, prirent part aux affaires paternelles, et se marièrent, Gédéon avec Anne Rambouillet, Pierre avec Élisabeth Bidault, Jacques avec Magdeleine Baudoyn. Le comptoir était à peine fondé que leur père mourut, en janvier 1609. Jacques fut élu à sa place au conseil communal; Pierre y pénétra également. Jacques était violent et il frappa un jour, en pleine mairie, le syndic des bourgeois; Pierre était grave, pieux et tranquille; Gédéon aimait l'aventure, le vagabondage, le plaisir et peuplait son foyer de ses bâtards.

Jacques, tout en laisant ses fonds dans la société, travailla pour son compte. Il mourut en 1626, sans postérité, et nous n'avons pas à nous occuper de lui. Le comptoir familial fut réellement fondé par Pierre, avec son frère Gédéon et son beau-frère Paul Yvon. A côté de la maison de commerce, ils créent une banque qui a bientôt des correspondants dans les grandes villes de négoce. La maison de commerce fait le transit dans des conditions très fructueuses; ayant appris qu'une famine menace l'Artois, les Tallemant envoient leurs bateaux acheter à bas prix du blé en Bretagne, et le revendent très cher. La banque a des clients à travers toute l'Europe. Ils ont des maisons, ils achètent des terres.

Bientôt la Rochelle devient un cadre trop étroit. Le premier, Gédéon se fait anoblir, va à Paris et devient adjudicataire des fermes. Le voilà dans la plus haute finance. C'est un personnage fastueux. Ses filles sont délicieuses : Marie qui sera madame d'Harambure est belle et compose des vers; Angélique est si gracieuse que Julie d'Angennes, toute sèche, n'a pu se défendre de son charme. Des deux associés restés à la Rochelle, Paul Yvon est un étrange bonhomme à peu près fou, qui est en relation avec les esprits et qui se dit l'Abraham d'une nouvelle loi. La maison fut gouvernée par Pierre Tallemant, qui manœuvra très habilement, après avoir pourtant donné dans les lubies de son beau-frère et cru à sa mission. Devenu veuf en 1617, Pierre épousa en 1618, Marie Rambouillet, belle-sœur de son frère Gédéon. A la fin de 1623, il alla se fixer à Bordeaux.

A Bordeaux, Pierre ajouta à la banque une société d'assurances maritimes, qui eut un grand succès. La maison fut mise sur un état conforme à sa prospérité. Ce n'était plus la simplicité relative de la Rochelle. Le domestique fut nombreux. Les fils prirent les noms des terres. L'aîné s'appela le sieur de Boisneau, le cadet le sieur de Lussac, le troisième le sieur des Réaux. C'est celui-ci qui sera l'auteur des *Historiettes*. Boisneau, l'aîné, était un brutal, qui ses études achevées entra tout naturellement au comptoir. Lussac était un garçon paisible et doux. Des Réaux était espiègle, câlin et droit, le favori de madame Tallemant. Puis venait François, personnage capricieux et inquiet, qui mettra son plaisir

à diviser la famille, enfin Henry et un dernier fils dont nous ne savons pas le nom. Les Tallemant avaient encore deux filles, Élisabeth et Marie.

Tout à coup, arrive une circonstance très critique. En 1628, le roi vient mettre le siège devant La Rochelle, où les Tallemant ont encore des parents, des amis, des intérêts. Pierre Tallemant, sous couleur de veiller à ses affaires, entre dans la ville et transmet aux assiégés des propositions de paix. Elles sont repoussées, mais voilà Pierre dans la familiarité du roi et du cardinal. Le frère de sa femme, Nicolas Rambouillet, avait quitté Rouen pour Paris, où il avait une banque. En 1632, le roi et le cardinal concédèrent à Pierre Tallemant, à Paul Yvon et à Nicolas Rambouillet la régie des cinq grosses fermes. C'était le Pactole. L'adjudication fut de 2 640 000 livres. Le cardinal de Richelieu reçut comme épingles, en échange de son appui dans l'affaire, une rente de 63 000 livres. Nicolas Rambouillet était de l'école des financiers magnifiques, à la Montauron. Ses prodigalités inquiétèrent Pierre Tallemant, qui décida d'aller se fixer à Paris. Il fit dresser à cette occasion le bilan de ses affaires. Le comptoir avait donné en quatre ans un bénéfice net de 120 000 livres, qu'on versa au fonds social, lequel fut ainsi porté à 400 000 livres.

Voilà donc Pierre Tallemant à Paris, après son frère Gédéon, qui vient de mourir, et après son beau-frère Nicolas Rambouillet. Paul Yvon est venu à son tour s'y fixer en 1634, et ce sont là quatre dynasties parentes et alliées de financiers très puissants et très riches. Nicolas Rambouillet ayant épousé Catherine Bigot, il faut ajouter à ces quatre dynasties une cinquième, exceptionnellement nombreuse, celle des Bigot. Boisneau à son tour épousera une Bigot, et des Réaux une Rambouillet.

La fortune de la famille avait été faite en soixante-dix ans, et elle était à son comble. C'est dans ce milieu de financiers, de parlementaires, de religionnaires, de précieuses, d'originaux et de fous que grandit l'auteur des *Historiettes*. Né dans le comptoir, il détestera les affaires. « Il était léger, leste, remuant, souriant, spirituel, câlin... Il aimait la vie frivole et mondaine, sa causticité, son enjouement. L'étude lui plaisait, la lecture surtout. Son imagination voyageait sans cesse

et le rêve lui fournissait un recours contre toutes les mélancolies qui l'assaillaient parfois sans raison et l'accablaient. De plus en plus, il se plongeait dans les romans de chevalerie, souhaitant de retourner aux temps fabuleux où le beau ténébreux remuait l'Espagne au bruit de ses prouesses. Sa sensibilité était vive, son intelligence affinée, apte à tout comprendre, son sens critique aiguisé. On citait déjà ses traits d'esprit et l'on voyait bien que l'amour des belles-lettres le détournait du devoir de tout Tallemant normal, qui consistait à être assidu au temple et au bureau. »

***

Discrètement, M. André Beaunier écrit, dans une des notes où son nouveau livre se termine : « Une correspondance inédite de madame de la Fayette et de Ménage, provenant de l'ancienne collection Tarbé, et que M. le comte d'Haussonville a signalée, m'a été très obligeamment communiquée par mademoiselle Feuillet de Conches ». En réalité, il s'agit d'un document de premier ordre, que nous devrons à M. Beaunier de connaître, et qu'il a commenté avec beaucoup de grâce et de science. Se conformant d'ailleurs à l'aimable méthode qui donne tant de prix à ses travaux sur Joubert, il a pareillement, dans *La Jeunesse de Madame de la Fayette*, dessiné avec le plus grand soin les figures secondaires. Il nous conduit à travers un peuple animé de personnages. Ces portraits, si propres à nous divertir, il ne les relègue point dans des notes, à la manière de ces érudits qui se font une gloire de mettre au grenier tout ce qu'ils ont découvert de meilleur. Il s'arrête posément, et nous fait connaître chaque objet nouveau. Cette méthode sans hâte a beaucoup d'agrément. M. Beaunier nous mène tour à tour à la cour et à la campagne, à Chaillot chez les Visitandines, en Anjou chez M. de Sévigné, en Auvergne chez M. de la Fayette. De 1650 environ à 1664, pendant une quinzaine d'années, nous rencontrons les personnes les plus considérables du royaume. Nous les voyons et on nous dit leur histoire. Il en est bon nombre que nous connaissions seulement par les on-dit. Et il faut convenir que nous nous les étions mal représentés.

Un portrait commence à vivre quand il échappe à la définition, et si je suis embarrassé de décrire celui que M. Beaunier a tracé de madame de la Fayette, c'est qu'il est vivant jusqu'à nous donner de l'incertitude. Il semble bien pourtant qu'il y ait dans ce caractère une certaine transformation. Nous ne faisons guère qu'apercevoir mademoiselle de la Vergne, jusqu'au moment où, le 30 janvier 1653, sa mère, devenue madame de Sévigné, va rejoindre M. de Sévigné exilé en Anjou. Il semble qu'elle ait à ce moment une bonne humeur naturelle, qui va jusqu'au détachement. Et M. Beaunier nous montre « mademoiselle de la Vergne à dix-neuf ans, si prompte à l'entrain, si animée de jeunesse heureuse que l'exil ne l'attriste pas. Elle a quitté Paris et la cour avec facilité : elle porte avec elle sa gaîté, son plaisir ». Elle aime déjà les beaux esprits : elle a une correspondance avec Ménage, et cette correspondance est charmante de vivacité, de naturel et de tour. Enfin elle a vécu à la cour; elle a eu des amies assez compromettantes; elle est fort déniaisée. En même temps, elle a dit, comme dit M. Beaunier, le sens des réalités. Cette jeune fille gronde Ménage d'avoir prêté quatre cents pistoles à un Suédois : « Il n'y a que vous au monde qui alliez chercher des gens du Nord, pour leur prêter votre argent. Vous savez que c'est tout ce qu'on peut faire, que de faire payer des gens qui sont à sa porte : vous jugez donc comme l'on vient à bout de ceux qui sont au delà des mers et s'il y a un sergent qui veuille aller donner un exploit à Stockholm. » Et elle compare Ménage à Charles de Sévigné, qui a cinq ans.

Il est assez piquant de trouver ce trait bourgeois, et si terriblement français, à cette jolie fille brillante et spirituelle. Et c'est justement cet esprit d'intérêt et d'économie qui s'accroît dans la suite jusqu'à devenir le trait dominant. Elle épouse, en 1655, M. de la Fayette, qui est insignifiant. Elle va vivre dans un château d'Auvergne. Elle s'accommode très bien du séjour à la campagne. Elle écrit des choses charmantes : « Adieu, je ne vous quitte point pour aller au bal; je suis toute seule dans une maison et trouve plaisant d'y être... » Et encore : « Adieu, souvenez-vous de moi dans votre solitude et je vous promets de me souvenir de vous en voyant éclore les fleurs de mon jardin. »

Or, dans cette solitude, voici que deux sentiments se développent, qui semblent d'abord opposés. En 1657, comme elle apprend la mort héroïque du gouverneur de Montmédy, elle écrit à Ménage : « Je trouve ce que vous me mandez du gouverneur de Montmédy si admirablement beau, que si jamais je fais un roman, il en sera le héros. » Elle ne le fit pas, et on le regrette avec M. Beaunier; mais elle songeait à écrire. Et en même temps, elle prend soin des intérêts de son mari, gouverne la fortune commune, et devient, selon l'expression de son historien, une femme d'affaires très active et très intelligente. « Je n'ai plus dans la tête, dit-elle, que les sentences, les exploits, les arrêts, les productions; je n'écris presque que pour mes affaires, je ne lis que des papiers de chicane. » Elle s'émerveille de ce que fait l'intérêt. « Si ces affaires n'étaient point les miennes, dit-elle, je n'y comprendrais que le haut allemand : et je les sais dans ma tête comme mon pater et dispute tous les jours contre nos gens d'affaires des choses dont je n'ai nulle connaissance et où mon intérêt seul me donne de la lumière. » Elle finit par y prendre assez de goût pour s'en occuper toute sa vie. Elle y a de l'intrigue, et des procédés un peu vifs.

Tout à coup, au début de 1659, pour des raisons que l'on ne connaît point, madame de la Fayette quitte l'Auvergne et son mari, et vient se fixer à Paris. Toute la fin du livre est le tableau de six années qui vont jusqu'à la fin de 1664, où La Rochefoucauld commence à l'émouvoir. On a bien tort d'opposer la vie calme d'autrefois à l'agitation de nos jours, car il n'y a rien de plus occupé que les journées de madame de la Fayette. Renonçons à imaginer l'auteur de *la Princesse de Clèves* plongée dans la rêverie. Elle est dans le tourbillon, et elle décommande, faute de temps, ses leçons de latin. Non seulement elle s'occupe de ses affaires, mais elle y emploie Ménage. Cet amoureux patient s'en va solliciter pour elle. Elle dresse des plans et calcule des machines. En même temps, elle aime la cour et tient à son rang. Mais un voyage à Versailles suffit, frêle comme elle est, à la mettre sur les dents. « J'ai trouvé, dit-elle tristement, que si les honneurs changent les mœurs, du moins ils ne changent point la santé et qu'ils n'en donnent pas à qui n'en a pas. » C'est dans le

même temps, vers l'été de 1662, qu'elle compose son premier ouvrage, *la Princesse de Montpensier*. Elle ne le signe point. Mais elle est déjà bien auteur. Elle a marqué un exemplaire avec un petit papier : « Il y a une faute épouvantable à la cinquante-huitième page, qui ôte tout le sens; mais cela est sans remède... »

***

En lisant ces trois livres, on ne peut s'empêcher de remarquer quelle incertitude règne aujourd'hui dans l'art d'écrire l'histoire. Autant d'historiens, autant de méthodes. L'abbé Lavaquery a été évidemment préoccupé par le souci d'être complet. Il ne nous a pas fait grâce d'un mandement. Il ne s'est pas permis un seul groupement de textes. Tous les événements de la vie du cardinal viennent à leur heure, et donnent par leur suite sévère, l'illusion d'une vie humaine qui serait longue, sérieuse, tantôt monotone et tantôt infortunée. L'auteur a éteint son propre style qui serait, de nature, élégant et brillant. Il s'est caché derrière le rempart grisâtre des textes, et nous suivons ce rempart qui nous guide, à vrai dire, et qui nous empêche aussi d'être au cœur du sujet.

M. Émile Magne au contraire, ayant entrepris de faire vivre sous nos yeux les Tallemant, les a délibérément fait jouer aux boules. C'est l'été, à Bordeaux. Un joli tableau de la banque des Tallemant, de la rue, de la foule qui vient aux guichets.

Les enfants ne voyaient point ce tableau de vie turbulente. Ils n'entendaient pas le tumulte des conversations et des piétinements. Dans un coin d'ombre de la cour, ils jouaient aux boules. Le jeu était installé au long de la muraille sur un terrain soigneusement aplani. Une bille argentée formait le but que devaient atteindre pour gagner leurs grosses sphères de bois durcies par une enveloppe de fer. Ils étaient divisés en deux camps. Pierre, l'aîné, avait choisi pour ses compères Gédéon et Henry; Elisabeth, la cadette, soutenait la partie avec l'aide de Paul et de François.

Suit une description de la partie : Pierre bouscule ses partenaires, qui pleurent. Élisabeth et Paul les consolent. Gédéon, qui sera l'auteur des *Historiettes* manifeste sa joie par des

cris; Henry, le plus jeune, « témoignait souvent son admiration en plongeant dans ses narines son index maculé ». Tout à coup Pierre Tallemant le père, apparaît à la fenêtre de son cabinet et crie : Laquais! Mais les laquais qui bavardent sur la porte avec des tanneurs, ne l'entendent pas. Les enfants regardent la boule que Paul vient de lancer. Laquais! crie encore le père. Pas de réponse. C'est au tour d'Élisabeth de jouer; elle s'énerve parce que les dentelles de sa manche s'accrochent à un bouton de sa jupe. Laquais! crie une troisième fois le banquier, avec colère. A cette voix, François, qui allait jouer, s'arrête. Mais Paul : « Joue, joue, ce n'est que monsieur le père! » Le père entend, descend en trombe, s'approche des gamins, tempête, déclare qu'il est le plus malheureux des hommes d'avoir des enfants à ce point dénaturés; puis il aperçoit les laquais, et son courroux se détourne sur eux. « Les enfants sourirent, ajoute M. Magne. Ils étaient sauvés. »

Toute cette petite scène est très agréable; mais ces trois pages sont entièrement de l'invention de l'auteur. Tallemant s'était contenté de dire en trois lignes, dans l'historiette où il fait le portrait de son père : « Je ne l'ai jamais vu si en colère que quand, après avoir bien appelé laquais!, il trouva tous ceux de ses enfants, jouant à la boule dans la cour, qui s'entredisaient : joue, joue, ce n'est que monsieur le père. Il ne les battit pourtant point, car jamais je ne lui ai vu frapper personne ».

Si le texte est correct, il est bien clair que ce sont les laquais, destinés à servir les enfants, qui jouent à la boule, et non les enfants; ce sont les laquais, qui, appelés hors de leur service, ne répondent pas, ce qui est tout à fait conforme à ce que nous savons de la domesticité au XVIIe siècle; ils disent à peu près l'un à l'autre : « Ce n'est pas ton affaire; ne t'en fais pas »; et la phrase n'est qu'une impertinence; elle eût été un manque bien grave au sentiment filial, si Paul ou François l'avait prononcée.

Mais même si le texte avait été bien interprété, la composition des camps, les pleurs, les doigts dans le nez, les dentelles accrochées restaient de l'invention de M. Magne. C'était de l'histoire reconstituée, c'est-à-dire au juste du roman. Et

de fait le livre fait parfois penser à Théophile Gautier, par son dessin précis et pittoresque, quelquefois à Paul Adam par son éclat. Cette reconstitution est d'ailleurs faite avec beaucoup de goût et de savoir. Mais la méthode a parfois des effets singuliers. On ignore le nom d'un des fils de Pierre Tallemant. M. Magne n'est pas allé jusqu'à le baptiser. Il l'appelle le petit N... Dans une des scènes qu'il a si agréablement peintes, il écrit : « Madame Tallemant, portant sur ses bras le petit N..., frais et rose, avait rejoint ses enfants. » Et il ne s'avise pas de l'étrange contradiction où il tombe, paraissant vivre dans l'intime de cette famille, et ignorant le nom des enfants.

Ailleurs Tallemant raconte ainsi le début de ses amours avec Marie Le Goux :

J'étais encore en logique quand Lisis, mon parent, me mena à la campagne voir ses sœurs; je songeai la nuit avant de partir que je devenais amoureux de l'aînée. C'était une veuve qui, quoique petite et de l'âge de trente ans, ne laissait pas d'être fort jolie... Mon songe ne fut point faux; je m'attachai à la veuve dès le premier soir. Il fallait que nous eussions quelque sympathie l'un pour l'autre, car elle me traita toujours avec la plus grande bonté du monde; et quand je lui dis adieu, elle me baisa si fort au milieu de la bouche, que ce baiser me fit une profonde plaie au cœur. Lisis qui avait une belle femme et qui était marié il n'y avait pas trop longtemps, ne voulut pas demeurer là plus de six jours, et me fit partir par une pluie effroyable. Nous étions à cheval; un écolier n'a pas pour l'ordinaire tout ce qu'il lui faut : je ne sais si c'était ma casaque qui était trop courte, ou si c'étaient mes bottes, mais jamais je ne les pus faire joindre, et l'eau entrait dans mes jambes tout à son aise. Hélas! le cœur saigne quand je songe à un pauvre bas de soie vert qui fut tout déteint.

De ce petit récit, qui est charmant, M. Magne fait une paraphrase assez libre. « Je songeai la nuit avant de partir que je devenais amoureux de l'aînée », écrit Tallemant. Et M. Magne :

Cependant, durant toute la soirée qui précéda son départ, son imagination travailla. Sans cesse, et par une sorte d'obsession, se présentèrent à lui le joli visage, les formes poupines et menues de la petite veuve Marie Le Goux. La nuit venue, il rêva qu'un doux amour dont il tirait des délices encore inconnues pour lui, l'unissait à elle.

Tallemant écrit : « Je m'attachai à la veuve dès le premier soir. Il fallait que nous eussions quelque sympathie l'un pour l'autre, car elle me traite toujours avec la plus grande bonté du monde ». Et M. Magne :

Dès le premier soir, il se sentit féru d'elle et le lui manifesta par mille grâces et mille compliments. Elle était avide de louanges; elle les acceptait en souriant et ne cachait point son plaisir de les recevoir de cet adolescent au visage de fleur. Ils furent, le second jour, camarades familiers, se prodiguant les frôlements et leur découvrant une douceur inattendue.

Pour connaître ces détails agréables, il a fallu que M. Magne se substituât par la pensée au jeune Tallemant, auprès de Marie le Goux. Ce sont là d'étranges privautés. Il nous raconte les choses comme elles se seraient passées, s'il avait été à la place de son héros. Cette substitution est délicate. Qu'en pense Tallemant? Qu'en pense Marie le Goux elle-même? M. Magne connaît leurs conversations, la raillerie qu'ils font des beaux-frères de la veuve, les parties de quilles et de volant. Il décide que Tallemant, quoiqu'il en dise, n'est point parti sous la pluie; qu'un orage menaçait seulement; que le jeune homme, soulevé de désirs et pressentant les ivresses prochaines, ne le craignait pas; que les nuages crevèrent quand il fut en route; et ce qui est plus grave, que Tallemant, préoccupé de sa casaque trop courte, ne songea plus à sa bien-aimée. Qu'en sait-il? Et un amant bien épris ne pense-t-il pas à ses amours en même temps qu'à ses bas verts, quand l'eau du ciel emplit ses bottes?

Qu'en sait-il? Voilà le mot qui vient à l'esprit devant cette suite intrépide de conjectures. On doute, et ce doute gâte le plaisir. Un historien qui ne se fait point croire a manqué le but. On ne sait plus où cesse le témoignage, où commence l'hypothèse. On n'admet plus le récit que sous réserve. La foi fait défaut, et l'illusion s'en va avec elle. Je reconnais bien volontiers que les imaginations de M. Magne sont vraisemblables, et que les choses ont pu se passer comme il le dit. Est-ce suffisant? Et surtout cette méthode de restauration à la Viollet le Duc n'est-elle pas très dangereuse? Entre des mains moins adroites, quelles erreurs n'en devons-nous pas attendre? L'histoire doit être une discipline sévère.

Et enfin ces paraphrases vont souvent contre leur but; elles croient nous rendre la scène plus présente. Mais l'écriture concise de Tallemant a un bien autre pouvoir évocateur. Ce qui fait apparaître le passé à nos yeux, ce n'est pas l'abondance des détails dans le dessin qu'on nous en trace; c'est souvent un seul trait, qui rend le tableau tout vivant.

M. Beaunier suit une autre méthode; il est trop bon romancier pour rien ajouter aux documents, dont il connaît la valeur pittoresque; mais il s'arrête et se laisse à aller à sa rêverie; son commentaire est fait de ses réflexions, déductions, comparaisons, hypothèses, vœux et regrets; il a de la grâce et de l'honnêteté. On fait une promenade au pays du passé; M. Beaunier vous explique le paysage et vous conte le caractère des gens; et si vous êtes distrait, pour que vous ne perdiez rien du plaisir que son esprit vous donne, il vous tire un peu par la manche.

HENRY BIDOU

UNE SOLUTION AU PROBLÈME FINANCIER[1]

IV

CE QU'ON PROPOSE

Quelles ont été, pendant les vacances de 1921, les réactions de l'opinion publique, sous le bilan écrasant dont elle venait d'être saisie? Livres, brochures, discours, articles ont pullulé. Les personnages consulaires ont pris la parole, les assemblées locales ont voté des motions. Nous ne voyons pas qu'il soit sorti de cette copieuse littérature autre chose qu'un chaos de conseils discordants et l'expression d'un optimisme qui s'affirme d'autant plus haut qu'il ne sait à quoi s'étayer.

La voix de l'exilé de Mamers s'est élevée parmi les autres. En manière de conclusion à une longue série d'études parues dans le *Progrès Civique*, M. Joseph Caillaux a proposé une *solution internationale.* Après avoir déclaré que « le problème financier ne pouvait être résolu, *nationalement,* que par *l'impôt* sur le *capital,* trop complexe, ou par la banqueroute, trop simple, en vérité » l'ex-ministre des Finances s'est prononcé « pour l'internationalisation, la dilution de la dette de guerre, de la dette totale, ventilée, dégraissée au préalable

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er novembre 1921.

par des conversions et des novations de titres, *dont l'heure n'est pas venue d'exposer l'aménagement* ».

Au dégraissage et à la ventilation près, on nous permettra de revendiquer, pour cette solution, le bénéfice de l'antériorité. Dans l'*Europe Nouvelle*, à la date du 7 septembre 1918 c'est-à-dire quelques semaines avant l'armistice, nous avons essayé de montrer comment aurait pu fonctionner, près la Société des Nations, alors en projet, une *Cour souveraine des compensations financières internationales* chargée de constituer et d'administrer un *Fonds de la Paix*. Il nous semblait que la Société des Nations prendrait sa réalité dans des attributions financières et ne la prendrait que là. Nous estimions qu'elle devait se créer, non sur table rase, mais par développement de ces organismes économiques et financiers interalliés qui, durant les hostilités, avaient déterminé une mise en commun si généreuse des ressources de la Coalition. Une solidarité internationale qui ne s'étend pas jusqu'à la bourse inclusivement sera toujours très faible, écrivions-nous alors. L'événement n'a que trop justifié cette vue d'avenir. Par cela qu'un étroit nationalisme économique et financier a succédé à la signature du *Covenant*, celui-ci a plus délié le faisceau des amitiés qu'il ne l'a resserré. Aujourd'hui, il est peut-être trop tard. Le « chacun pour soi triomphe » sur toute la ligne. M. Joseph Caillaux est bien forcé de le constater tout en le déplorant. Il n'a pas indiqué et ne pouvait indiquer les voies et moyens pratiques de ressaisir en 1921 l'occasion perdue en 1918.

De juillet à octobre 1921, dans cette affligeante carence des solutions pragmatiques à la difficulté de consolider notre dette flottante et d'acquitter notre dette extérieure, l'on aura vu croître en assurance et en audace ce qu'il nous faut bien appeler le *parti des inflationnistes*. « L'armée du Général Butler », comme diraient les Américains, s'est levée, enseignes déployées.

Rien de nouveau sous le soleil. Après la longue et coûteuse guerre de Sécession, les États-Unis ont eu longtemps à subir les assauts d'un groupe, actif et puissant, qui, conduit par ce général de fantaisie, osait bien s'intituler le *Parti des travailleurs et du Papier-Monnaie*. Pas de prestiges, de sophismes,

de ruses et de mirages auxquels ce parti n'eût recours pour séduire la majorité. Son crédit fut long à ébranler, car il y a des intérêts particuliers, plus ou moins avouables, qui trouvent à se satisfaire dans les ténèbres de l'inflation, et ces intérêts ne provoquent que trop aisément la complicité des faiblesses et des ignorances.

L'*inflation* est-elle née directement de la guerre? Hélas! « Ce qu'il y a de plus grave, s'écriait, le 22 mars dernier, M. Henry Chéron devant le Sénat, c'est que l'accroissement de l'inflation ne s'est pas fait pendant la guerre, mais depuis l'armistice, depuis la victoire !

« En 1918, les avances de la Banque de France à l'État n'atteignaient encore que 17 350 millions. Elles se sont élevées de près de 10 milliards en deux ans. Parallèlement, la circulation est passée de 22 milliards à 37 milliards, s'augmentant ainsi, dans la même période, de 15 milliards. »

L'*inflationnisme*, avant de s'avouer comme doctrine, a donc été envisagé, dans les milieux gouvernementaux, comme un procédé licite et efficace. Peu à peu, on l'a « doctriné ». Ç'a été d'abord, suivant le crescendo classique de Beaumarchais, une propagande discrète, rasant le sol. Elle s'est progressivement enhardie. Aujourd'hui, c'est très ouvertement que, dans les milieux les plus imprévus, on en vient à assigner comme remède à la crise économique et financière, comme contre-partie à notre dette flottante, une émission de papier-monnaie, en quantité indéterminée, complétée et couronnée par un immense prélèvement sur le capital des particuliers. Une sorte de perversion du sens financier qu'on doit ranger au nombre des maladies sociales déterminées par la guerre, s'est emparée de certaines classes. A la stupeur des gens qui ont conservé leur sang-froid, d'effarantes affirmations, en contradiction avec les résultats de la plus constante des expériences, avec les données les plus certaines de la science économique, tombent dans un silence approbateur plus étonnant encore.

Nous avons eu les « installés dans la guerre ». Nous avons aujourd'hui les « installés dans l'inflation ». Si l'on veut un témoignage de leur état d'esprit, nous le demanderons au *Mercure de France*, dans sa livraison du 1er septembre 1921 :

Si un miracle, dit cette Revue, avait pour effet de ramener la circulation fiduciaire à la normale par rapport à l'encaisse métallique et par suite de ramener le franc-papier au pair-or, ce serait un cataclysme pour les finances de l'État et la prospérité industrielle et commerciale du pays.

Financièrement, pour qui est responsable des deniers de l'État, c'est folie que d'être déflationniste. On pouvait s'en douter, *a priori*. La diminution de la valeur de l'instrument monétaire favorise le débiteur. La dépréciation du franc-papier allège sa dette, sa valorisation l'alourdit.

Les dangers sont énormes des deux côtés. Par bonheur, il n'est pas nécessaire de choisir. L'inflation est de la banqueroute organisée. La déflation est la ruine de l'État avec la banqueroute au bout. Nous ne ferons ni l'une ni l'autre. La vraie solution qui tiendrait compte des nécessités sociales en même temps que des nécessités budgétaires et qui réconcilierait certainement contre nous aussi bien les inflationnistes que les déflationnistes, serait de stabiliser autant que possible la valeur actuelle du franc-papier, et de n'être ni inflationnistes, comme le voudraient certains banquiers, ni déflationniste *a priori*, comme semble l'être l'actuel ministre des finances.

Concluons que si l'Etat français disposait présentement de 3 ou 4 milliards ou mieux encore de 10 à 15 milliards, il vaudrait infiniment mieux les employer à l'œuvre nécessaire et profitable de la réfection de l'outillage économique de la France qu'à un remboursement des avances de la Banque de France. Répétons-le encore, l'industriel, même fortement endetté, dont les affaires baissent, n'hésitera pas à s'endetter davantage et à faire un nouvel appel au crédit pour moderniser son usine. C'est le seul moyen qu'il ait de revenir à flot, de payer ses dettes et même de refaire fortune.

Comme on le voit, l'inflation a ses opportunistes, dont l'auteur que nous venons de citer paraît être le plus distingué représentant. Il ne réclame pas de nouvelles émissions de papier-monnaie. Il se contente de celles existantes. Faut-il lui savoir gré de cette modération? Mais l'erreur est aussi grande à prétendre maintenir l'inflation actuelle qu'à la vouloir augmenter. Les opportunistes de l'inflation admettent un faux principe. Ils seront entraînés par la logique de celui-ci. Et la prudence, dont ils se croient pourvus, ne fait que souligner l'importance et la gravité des ravages exercés par le fléau dans la société française.

Au sophisme et au mensonge de l'inflation salutaire et avantageuse, il faut opposer, dans son inébranlable solidité, le principe sur lequel se fonde notre ordre économique et social.

Toute monnaie fiduciaire, tout billet de banque valable sont gagés sur l'encaisse métallique et sur les effets *réels et négociables*, détenus par l'établissement émetteur. Hors de là, le billet de banque ne vaut rien : nulle puissance humaine ne peut faire qu'il vaille quelque chose, ni que le rapport des denrées, objets, services, utilités, ne se modifie, au prix de graves désordres sociaux, en fonction rigoureuse des valeurs fictives mises en circulation.

C'est une loi d'airain. Il ne sera pas donné de l'éluder et de la transgresser aux charlatans de la finance, de l'industrie et du commerce, fauteurs de la campagne inflationniste. Un papier-monnaie qui ne correspond pas à une richesse fongible et mobilisable, c'est néant, c'est zéro. Nous avons vu, dans l'immédiate après guerre, le phénomène s'accomplir, sous nos yeux, implacablement, inexorablement. Nous avons assisté, durant de longues et angoissantes semaines, aux grèves qui, à la ville comme au village, soulevaient les travailleurs de tout ordre à la conquête d'un salaire en exacte parité avec la valeur décroissante du franc, aux âpres luttes déchaînées entre le producteur, l'intermédiaire et le consommateur par l'incertitude de l'étalon de valorisation. Grèves et luttes sans cesse renaissantes qui ne prendront fin qu'avec le retour de la saine monnaie.

Oui, l'inflation satisfait des intérêts particuliers et produit une richesse de passage et de simulacre. Nous savons trop comment, hélas! Elle permet de combiner l'achat et la vente avec les oscillations du franc.

Tout le secret est là. Supposons un négociant ayant pour 100 000 francs de marchandises en magasin. Qu'une émission de papier-monnaie fasse monter les prix et permette de vendre le stock à raison de 150 000 francs, le négociant aura ainsi réalisé un bénéfice de cinquante pour cent, supérieur au bénéfice normal. Celui-là évidemment sera porté à découvrir toutes sortes de vertus à l'inflation. Mais, il aura cessé d'être un négociant pour devenir un agioteur. Posons en principe que la somme des intérêts particuliers satisfaits par l'inflation va directement à l'encontre de l'intérêt général et ne saurait être mise en balance avec lui.

Serons-nous séduits par le sophisme de la *prime à l'exporta-*

tion? On accorde que la dévalorisation du franc est susceptible d'attirer des acheteurs étrangers, venus de pays à monnaie saine et à change moins avarié, et qu'on leur pourra vendre ainsi, nominalement parlant, grâce à l'écart du change certains produits plus cher qu'aux acheteurs nationaux. Triste, précaire et misérable ressource. Que d'affaires, fondées sur cette combinaison, ont déjà commencé à péricliter et à avorter! Encore faut-il considérer que l'expédient est impossible à ceux qui sont tributaires d'un pays à monnaie saine pour l'achat de leurs matières premières. Songe-t-on, en regard d'un avantage aussi illusoire, au danger de permettre aux étrangers d'acquérir à bas prix chez nous des domaines, des immeubles, des exploitations agricoles, des usines, d'envahir silencieusement la France et de la conquérir, morceau à morceau, sur les Français? Quelle politique que celle-là qui consiste à sacrifier la France éternelle à un *dumping* passager procuré au commerce extérieur?

Tomberons-nous dans le piège des autres sophismes couramment invoqués : la nécessité d'élargir les moyens de crédit et les moyens de paiement, d'affecter au développement de l'outillage national les milliards qu'il requiert?

D'étranges axiomes sont répandus dans le public. On s'en va répétant que « le montant de la circulation monétaire doit être le double du total des impôts ». Où prend-on cette nouvelle loi économique?

De quelles autorités se réclame-t-elle? Sur quels faits avérés et contrôlés peut-elle s'étayer? On ne sait. Il lui suffit d'être formulée avec une imperturbable assurance par les prophètes des temps nouveaux.

Pareils arguments ne résistent pas un seul instant à l'examen.

Votre émission de papier-monnaie ne sera gagée sur rien. Elle jouera donc juste le temps qu'il faudra au franc or pour exécuter la dégringolade correspondant au montant de l'émission.

Quelque temps après, les industriels, les commerçants, les entrepreneurs de travaux publics, les consommateurs, les contribuables se retrouveront au même point. La richesse de rêve et de féerie se transmuera en feuilles sèches comme dans la main d'un alchimiste de légende. Il n'y aura de

changé que la valeur du franc, qui sera tombée de sept sous à quatre ou trois sous ou à moins encore. Et, pour maintenir la circulation monétaire au double des impôts, il ne restera qu'à recommencer l'opération jusqu'à l'infini, jusqu'au franc à un centime, les impôts ne pouvant manquer de se mettre automatiquement au niveau de l'inflation. Mais, dans l'intervalle, il est probable que la troisième République aura péri, comme la vieille monarchie française, comme la société révolutionnaire, et pour la même cause, dans une suprême catastrophe. L'inflation indéfinie, — la haine sagace de Lénine ne s'y est pas trompée, — c'est l'explosif destiné à faire sauter le Vieux Monde. Au moyen de cet explosif, l'Empire allemand compte bien faire voler en éclats les traités de 1919 et l'ordre européen qu'on a essayé d'établir contre lui.

L'appel à la multiplication des *moyens de paiement* constitue un renversement des principes les mieux acquis. Nous faudra-t-il donc admettre, désormais, que les marchandises et services ont cessé de s'échanger contre d'autres marchandises ou services? Sommes-nous condamnés à oublier que d'ingénieux et incessants perfectionnements du mécanisme bancaire tendaient, de plus en plus, par le moyen des chèques, virements et compensations, à restreindre, dans les échanges, l'emploi de la monnaie, ou métallique ou fiduciaire?

La question de l'inflation se rattache étroitement à celle du change, mais il ne nous échappe pas qu'elle ne contribue pas seule à l'abaissement du pouvoir d'achat de notre franc national dans les contrées à finances plus saines. Nous souffrons aussi d'un grave défaut de créances hors frontières. Mais, par-dessus tout, et c'est là un facteur moral dont on a trop négligé l'importance, dans le change vient s'exprimer, d'une façon saisissante, le véritable degré de confiance, d'estime et d'amitié que nous font nos alliés. Qu'est-ce que le cours du dollar et de la livre sinon l'irrécusable témoin de l'injustice imméritée subie par la généreuse et chevaleresque France si mal récompensée de la prépondérance de ses sacrifices, sinon le douloureux indice de la vassalité et de la sujétion où ses alliés la retiennent à plaisir.

Une injustice? Oui, certes. Comment notre situation finan-

cière s'établirait-elle, sinon par comparaison avec celle de nos principaux alliés dans la guerre, c'est-à-dire de l'Angleterre et des États-Unis d'Amérique? Où est notre infériorité par rapport à ces deux nations?

Avant la guerre, personne ne mettait en doute la parfaite égalité des trois nations, ni l'avantage que procurait à la France la faculté d'épargne de ses habitants, si grande que notre pays était en mesure de prêter de l'argent aux Anglo-Saxons et, notamment, une vingtaine de milliards à l'Amérique.

Quelles sont donc les causes qui ont pu détruire l'équilibre des forces économiques et financières entre les trois pays?

Nous n'en voyons que deux.

L'une qui handicape lourdement la France : la dévastation de ses provinces du Nord et de l'Est.

L'autre qui tiendrait dans nos gaspillages de guerre.

Or, la première ne saurait logiquement peser sur le crédit que nous font nos alliés puisque la restauration de nos régions dévastées paraît avoir jusqu'ici dépendu du concours — ou du refus de concours — de nos alliés, pour réaliser les réparations mises à la charge de l'Empire allemand par le traité de Versailles.

Il y a eu des gaspillages, soit. Mais, le gaspillage n'a-t-il pas été, en tout temps et en tout lieu, l'inséparable compagnon de la guerre. Est-ce nous qui avons gaspillé le plus? Que l'on compare notre pied de dépense à celui de nos alliés. Proportionnellement à la durée et à l'intensité de son effort, c'est la France qui a dépensé le moins. Le *scandale du Rhin* devrait bien inciter nos amis Anglo-Saxons à plus de retenue dans leurs propos. Eh quoi, il a fallu 2 650 millions de marks or pour subvenir à l'entretien de 18 000 soldats anglais en Rhénanie, cependant que 1 200 000 chômeurs étaient abandonnés dans la mère-patrie aux incertitudes du viatique syndical et aux humiliations de l'aumône, tandis que le corps d'occupation français n'avait coûté, pour un effectif de 70 000 hommes que 2 300 millions de marks or. On le demande à tout homme de bonne foi. De quel côté se trouvent le sybaritisme, le luxe et le gaspillage? Un Poilu coûte quatre fois moins qu'un Tommy. Que penser de cette politique qui

grève, avec tant de sans-façon, la partie des ressources allemandes assignées à la réparation des régions dévastées? Et, puisqu'on nous force à l'écrire, l'heure n'est-elle pas venue de rappeler aux maîtres du change anglo-saxon que notre déséquilibre financier n'a réellement qu'une seule cause : leur persistante volonté de soustraire, envers et contre la foi jurée, l'Empire allemand aux conséquences financières de sa défaite et de frustrer la France des recouvrements qu'elle avait le droit absolu d'escompter. On est mal venu, en vérité, chez nos alliés, à réprouver et à punir par le discrédit, un déficit qu'on a soi-même créé au moyen d'une politique d'où s'est retiré tout vrai sentiment de solidarité.

Comment dès lors, méconnaître que c'est par le change qu'on nous tient et que l'on espère nous enchaîner indéfiniment à une politique qui contredit nos intérêts les plus légitimes. Et comment, si l'on a discerné cette douloureuse évidence, envisager d'un cœur léger l'éventualité de fournir par de nouvelles émissions de papier-monnaie de nouveaux arguments aux destructeurs de notre crédit?

Un change avarié entraîne la diminution ou la perte de l'indépendance politique. Se résigner à vivre sous le régime du mauvais change, c'est accepter la tutelle et la sujétion, c'est, pour une nation, renoncer à être maîtresse de ses destinées et tomber au niveau humilié des petits peuples assistés et « portugalisés ».

Le franc au pair! Telle doit être la fin poursuivie, avec ardeur et ténacité, par la France; la seule fin compatible avec la grandeur de son rôle historique, la conscience de sa mission et le souvenir de sa victoire. Quand notre franc national aura recouvré le pair, nous serons, mais alors seulement, en posture de faire régner sur le continent la paix française et de recueillir le fruit de nos sacrifices. Dans quel mystérieux intérêt prétend-on nous détourner de cette fin nécessaire?

La peur de la déflation, de ses aléas et de ses difficultés, règne en souveraine en de trop nombreux milieux. C'est un si commode oreiller pour dormir qu'une épaisse liasse d'assignats! On nous écrase sous le poids d'arguments tels que celui-ci : comment la France pourra-t-elle faire face, en

francs-or, aux formidables charges budgétaires et sociales qui lui incombent? C'est toujours même sophisme. Le reflux se produira en même façon que le flux est venu et, petit à petit, le rapport des objets, denrées, services et utilités se remettra à l'ancienne échelle. Ose-t-on bien prétendre que la déflation ne surviendra jamais? Non, n'est-ce pas. Puisque personne, ou presque, ne nie qu'elle doive s'effectuer un jour, à quoi servirait-il de reculer volontairement l'échéance? Le retour à la monnaie saine n'ira pas sans difficultés. On a beau jeu à le faire remarquer. Mais que pèsent ces dernières, en regard des catastrophes où nous acheminerait la politique inflationniste. Seuls, le retour au franc-or, et il est temps de l'envisager sous cet angle, s'harmonise avec les préoccupations sociales et démocratiques qui sont l'honneur de notre époque. Dans nos controverses, l'on aime à se couvrir de l'intérêt du prolétaire. Or, s'il est vrai que l'inflation favorise le débiteur au détriment du créancier, y a-t-il créancier plus sacré que le prolétaire qui fait l'avance de son travail avant d'en recevoir le salaire? Il ne nous échappe pas d'ailleurs que le franc étant revenu au pair, les salaires ne retomberont pas à leur ancien tarif. Joseph de Maistre a fort bien observé que nulle restauration, à l'issue des grandes commotions politiques et sociales, ne remet tout à fait les choses en leur état primitif. La guerre de 1914-1919 s'est doublée d'une évolution sociale. Le sociologue doit souhaiter que les hauts salaires restent acquis aux travailleurs à titre de conquête définitive. Nous ne tenons pas pour douteux que les classes supérieures ne fassent une partie des frais de l'opération, pris sur leur revenu ou leurs bénéfices.

Ce sera une phase de l'évolution naturelle de la justice sociale dont tout esprit libéral saluera l'avènement comme nous nous honorons de le faire ici.

Mais, le parti inflationniste n'a pas tellement confiance dans la planche aux assignats, qu'il ne préconise, pour venir à bout de notre dette flottante et extérieure, un suprême expédient de renfort. De semaine en semaine, l'on se familiarise davantage avec l'idée, insuffisamment critiquée jusqu'ici, d'effectuer un gigantesque transfert de richesses, par le moyen d'un impôt sur le capital à tendance nettement

confiscatrice. La chimère appelle l'utopie. Et nous en sommes là que cette monstruosité économique se colore, à des yeux étrangement abusés, des plus patriotiques apparences. Cependant il suffirait d'un simple commencement d'exécution de ce projet chimérique pour briser notre ordre politique et social et inaugurer sur ses ruines le règne du communisme.

Les théoriciens de cette panacée, nous entendons ceux qui se défendent de travailler pour le communisme, se sont-ils bien représentés ce qu'un pareil transfert deviendrait dans la pratique?

Il peut sembler praticable tant qu'il s'agira des valeurs mobilières. On ne voit pas de difficultés matérielles pour le fisc à mettre l'embargo sur le quart des titres ou vignettes possédés par les Français. Reste à évaluer les conséquences morales d'un tel acte dont le premier effet sera de tuer à jamais le crédit de l'État français et d'éteindre tout sentiment de confiance dans sa signature. Que les promoteurs du projet veuillent bien se reporter aux adjurations et aux promesses que l'État a prodiguées aux souscripteurs des emprunts de guerre pour les déterminer à lui remettre toutes leurs disponibilités. De quel front les épargnistes, qui auront gardé présent le souvenir des affiches officielles, accueilleront-ils les sommations du percepteur? L'Allemagne paiera! Ils auront encore dans l'oreille l'écho de cette parole ministérielle, tombée de la tribune parlementaire. N'éprouveront-ils pas le sentiment d'être conviés à acquitter, eux, les vainqueurs, la juste indemnité dont une politique de faiblesse et d'abdication a déchargé les vaincus. Et le réflexe de la révolte n'entrera-t-il pas en jeu?

Comment s'y prendra-t-on pour mobiliser le quart des champs, usines et maisons? Nous serions heureux qu'on voulût bien nous indiquer la marche qu'on se propose de suivre. L'assujetti empruntera sur son immeuble. Où trouvera-t-il un prêteur? A quel taux?

De toute évidence, le prélèvement ne s'effectuera pas en une seule fois. Il se fera par échelons et paliers. Circonstance qui le frappera d'inutilité car les versements annuels iront s'engloutir dans le gouffre du budget ordinaire. Ils serviront

d'argent de poche à un État exacteur et gaspilleur, sans concourir le moindrement à l'extinction de la dette.

Pour qui connaît l'état d'esprit de nos campagnes, il n'est pas douteux qu'il faudra employer la violence et recourir à la gendarmerie comme aux jours les plus sombres de notre histoire. Le paysan français, à la faveur de la guerre, s'est libéré du fardeau de l'hypothèque. Il s'agit de l'en recharger. On se heurtera à sa résistance passive et peut-être active. On détruira ce solide substratum rural qui fait l'envie et l'admiration du monde entier et qui a permis à la société française de rester ferme comme le roc au milieu de la tempête européenne.

Si l'on passe outre à la résistance, des terres arables, des exploitations et des fermes tomberont dans l'appartenance de l'État. Qu'en fera-t-il? De deux choses l'une, ou il s'en servira pour instituer des expériences de collectivisme agraire engloutissant l'argent des contribuables, ou il les livrera à la bande noire internationale qui a jeté son dévolu sur notre sol et qui guette avidement l'occasion de s'emparer de la douce Terre de France, payée avec des francs à un sou. Cette effroyable exaction, où le paysan aperçoit en perspective le triomphe du Papier et de la fausse monnaie sur le Sol, une tentative de le déposséder et de le ramener en deçà de la Révolution, qui, dans sa pensée, l'a relevé de la condition de serf pour le sacrer propriétaire, ne peut aboutir qu'à une Jacquerie.

Oui, tout le proclame et l'atteste :

L'inflation, c'est la banqueroute déguisée. Combinée avec la confiscation d'une partie du capital national, c'est le renversement de notre ordre social, l'éviction de nos paysans au profit des étrangers, c'est la réalité sacrifiée à une désastreuse chimère.

Le suicide de la France! Voilà ce qu'on nous propose.

V

VERS UNE SOLUTION

Que faire en présence d'une dette dont le total confond l'imagination?

Nous répondons : devant toute chose, mettre, comme l'on dit au Palais, la question financière en l'état. Elle n'y est pas. Dès lors comment trouverait-on le moyen de la résoudre?

Pour être résolue, il importe qu'elle soit embrassée, vigoureusement, dans une vue d'ensemble qui ne laisse échapper aucun élément, aucun facteur, aucun détail. Seule une solution synthétique et générale sera valable. C'est sur tout le front du déficit qu'une vaste et hardie offensive doit être prononcée. Les solutions partielles, les expédients à la petite semaine, le système des petits paquets ne nous tireront pas d'affaire. Pas plus qu'on ne soutirerait le lac Léman avec un compte-gouttes, on ne soutirera un déficit de cet ordre de grandeur avec des procédés d'État sud-américain dans l'embarras.

Ministres des Finances, rapporteurs du budget ont cru peut-être avoir satisfait aux exigences du problème en établissant notre passif. C'est une illusion que nous voudrions ôter à nos gouvernants. *Il reste à faire l'inventaire de l'actif français.* On n'y a pas songé. On a eu tort. C'est une de ces idées simples dont Laplace disait qu'elles se présentent fatalement en dernier, non sans renverser souvent la position de la question.

La France connaît l'étendue de son Doit. Elle ignore l'importance de son Avoir. Qu'elle sorte au plus tôt de cette ignorance, si elle tient à sauver ses finances et à restaurer son crédit.

Il faudrait extraire de cette expression *Inventaire* tout son contenu, qui est formidable. Pensons aux trois *Atlas* que Taine a rendus légendaires, que Napoléon tenait perpétuellement à jour et qui lui permettaient de déterminer à tout instant, avec une entière exactitude, sa *position* et celle de la France. L'Atlas budgétaire dont l'Empereur ne se séparait jamais, ne faisait pas seulement ressortir les innombrables articles de la recette et de la dépense, ordinaire et extraordinaire, ce qui est la moindre des choses. Il renfermait, en outre, tous les renseignements relatifs au mécanisme et au rendement des impôts, aux créances sur l'Étranger, au service de la Dette, aux pensions, aux

travaux publics. Y figuraient les statistiques accusant les variations survenues dans la capacité productive et contributive de la France.

Grâce à l'Atlas, Napoléon savait toujours où il en était. Avons-nous cet Atlas?

Qui donc, au Gouvernement et au Parlement, se trouve aujourd'hui en mesure d'embrasser, d'un seul coup d'œil, l'état des affaires de cette prodigieuse raison sociale que constitue la France métropolitaine et coloniale?

Nos dirigeants ne tiennent qu'un registre de caisse, au lieu et place de l'Atlas napoléonien.

Comment seraient-ils en posture d'établir, sur des notions aussi vagues et aussi incomplètes, une balance entre le passif, visible et criard, de la nation, et l'actif, ignoré, oublié, méconnu : immeubles, palais, monopoles, ports, forêts, arsenaux, richesses minéralogiques, découvertes ou à découvrir, empire africain, empire asiatique, lointains établissements océaniques. Que vaut et que peut la France de 1921, momentanément gênée, embarrassée d'un gros découvert, et qui, faute de bien connaître la vaste étendue et l'étonnante variété de ses ressources, semble avoir perdu l'orgueil et la sécurité qu'on puise dans la certitude d'être au-dessus de ses affaires?

Provoquer l'inventaire des richesses que la Nation détient et administre par l'intermédiaire de l'État, est-ce réclamer l'une de ces mesures exceptionnelles que suggère le salut public dans les moments de détresse? Pas le moins du monde. C'est plus simplement, rappeler l' tat à l'observation d'une prescription légale qu'il impose, avec raison, aux commerçants et, dans bien des cas, aux particuliers, et qu'il s'est donné le tort d'oublier pour son propre compte.

C'est la Monarchie de Juillet qui, la première, eut, avec le Baron Louis et Lafitte, l'idée d'un tel bilan, ordonné par une loi de 1833, et qui donna lieu à un tableau, d'ailleurs insuffisant et incomplet, des propriétés immobilières appartenant à l'État.

L'idée a été reprise par l'Assemblée nationale, après nos désastres de 1870. Qu'on veuille bien se reporter au dispositif de la loi des Finances, promulguée le 29 décembre 1873.

Et l'on sera sans doute étonné d'y découvrir, aux articles 22 et 24, exprimée dans les termes les plus impératifs, l'obligation pour l'État de dresser et de mettre à jour périodiquement l'inventaire de son domaine public et privé.

Il convient ici de transcrire le texte :

ARTICLE 22. — Il sera dressé dans le courant de l'année 1874 un relevé présentant distinctement :

1° Un tableau de toutes les propriétés immobilières de l'État, tant à Paris que dans les départements, et qui sont affectées à un service public.

2° Le tableau de toutes les propriétés non affectées à un service public.

Ce relevé sera dressé conformément aux prescriptions de l'ordonnance du 6 octobre 1833. Il sera imprimé et distribué à l'Assemblée nationale pendant la session de 1874.

ARTICLE 24. — Une commission sera chargée de reviser, *tous les trois ans*, les affectations d'immeubles faites aux divers services publics. Elle émettra son avis sur l'opportunité de maintenir, de réduire ou de faire cesser ces affectations.

Cette commission sera composée du Ministre des Finances, président, de trois membres de l'Assemblée nationale, du président de la section des finances du Conseil d'État, du Directeur général des Domaines, des secrétaires généraux, des divers ministères ou de fonctionnaires désignés pour les suppléer.

La première révision aura lieu en 1875. Le rapport de la commission sera publié et distribué à l'Assemblée.

Admirons la forte précision de ce texte antérieur à la décadence du style juridique. On y trouve reproduite la classique et nécessaire distinction établie entre deux sortes de domaines : le premier composé des immeubles où l'État abrite ses innombrables services, le second des biens et entreprises qu'il fait valoir à la façon des particuliers. Il n'y manque que le domaine colonial, jugé peut-être trop insignifiant à cette époque pour entrer en ligne de compte.

La loi du 29 décembre 1873 n'a pas reçu satisfaction dans les délais impartis par l'Assemblée nationale. L'application en fut contrariée par la grande lutte politique pour l'établissement du régime républicain. Ce n'est qu'en 1878 qu'un premier relevé fut distribué au Parlement. Après quoi, l'on n'y pensa plus. Et la loi alla se perdre après tant

d'autres, dans les régions indécises de la désuétude. Mais, nous tenons à prouver que pour faire un prompt inventaire de l'actif de l'État français, il n'est pas besoin de perdre un temps précieux à mettre en mouvement la lourde mécanique parlementaire.

La loi d'inventaire existe. Du jour au lendemain, le ministre des Finances peut l'extraire des cartons et la remettre en vigueur. Nous tenons aussi à mentionner que, sur les données fournies par l'inventaire de 1833 et de 1878, toutes sommaires qu'elles soient, des financiers autorisés ont pu fonder une estimation raisonnée portant à quinze milliards la valeur du seul domaine public de l'État et de ses succédanés, le département et la commune. *Quinze milliards qui en feraient cinquante en 1921*!

Depuis cette estimation, le domaine de l'État n'a fait que s'accroître. Rappelons qu'après la loi de séparation, sont venus s'y incorporer les immeubles des menses épiscopales et des fabriques paroissiales pour une valeur que l'on fixait en 1906 aux environs de 800 millions.

Nous pouvons donc, sans attendre les résultats d'un nouvel inventaire, plus sincère et plus complet que les précédents, prendre une idée approximative et suffisante pour notre discussion de l'importance du domaine public et privé de l'État.

Nous venons d'inscrire le chiffre de cinquante milliards en regard du domaine public. Quel chiffre devons-nous inscrire en regard du domaine privé qui comprend notamment un réseau de voies ferrées desservant une région qu'on a le droit de proclamer la plus riche et la plus prospère de la France ; trois grands monopoles : celui des Postes, Télégraphes et Téléphones, les Tabacs et les Allumettes? Il ne nous appartient pas de risquer une estimation, mais à coup sûr, le chiffre auquel on s'arrêtera ne peut être que colossal.

A la faveur de la guerre, ce domaine privé s'est encore accru. A bien des égards, l'État peut passer pour le premier *nouveau riche* de France. Nous connaissons mal, et sans doute lui-même ne connaît-il pas mieux le détail de ses récentes acquisitions. Il est probable que la prisée de cette

fortune de guerre apportera des révélations insoupçonnées. Ne tablons que sur ce qui se voit, c'est-à-dire, sur une flotte de commerce, des usines de guerre, des fabriques d'explosifs, des arsenaux dans le goût de celui de Roanne, et une sorte de monopole de l'alcool industriel, dont un récent incident parlementaire nous a appris qu'il avait fait entrer en la possession de l'État des quantités énormes de ce produit, lesquelles demeurent inutilisées dans les entrepôts.

Qui dira aussi, en quelles proportions, la recouvrance de l'Alsace-Lorraine a accru la fortune de l'État français? N'a-t-il pas vu tomber dans son appartenance des gisements de potasse capables de fertiliser, pendant de longues années, le sol français et qu'il a failli laisser échapper de ses mains. Et que dire des installations de tous genres que le gouvernement allemand avait accumulées, sans compter, dans le Reischland, dont la valeur est considérable.

Les bois et forêts sont la moindre partie du domaine privé de l'État. Et pourtant quelle valeur ne représentent-ils pas au cours actuel? L'État et les établissements publics possèdent de ce chef 6 p. 100 du territoire national, soit trente millions d'hectares. Quel revenu tirent-ils de cette splendide propriété domaniale, confiée à la plus savante et à la plus compétente de nos administrations? A peine 40 p. 100 du produit brut, soit 2 p. 100 de la valeur en capital.

Mais toutes ces richesses pâlissent en importance à côté de l'immense domaine colonial que la troisième République s'est constitué dans l'entre-deux guerres et qui fait sa légitime fierté. Pendant un demi-siècle, servie par l'audace de ses explorateurs, la vaillance de ses soldats, la ténacité et les merveilleuses aptitudes de ses coloniaux, la France républicaine, faisant valoir partout, sauf en Égypte, ses droits historiques, mettant la main sur toutes les *res nullius* et *terras incognitas*, obéissant à une sorte de fringale de l'étendue, toujours s'élargissant, s'arrondissant, a pratiqué une politique vraiment impériale. Nous avons un empire d'outremer où abondent les virtualités et les possibilités, et qui, à l'heure présente, possède une valeur d'estimation à chiffrer. Or quel chiffre les commissaires-priseurs institués

par l'Assemblée nationale, inscriront-ils au pied de cet article d'inventaire?

Ce n'est là qu'un aperçu à vol d'oiseau qui ne saurait tenir lieu de bilan méthodique.

Mais, ou nous nous trompons fort, ou cet aperçu, dans sa simplicité rudimentaire, met puissamment en relief la colossale erreur qui abuse depuis l'armistice notre école dirigeante et l'opinion publique et qui donne cours aux ruineuses et catastrophiques utopies que nous essayons de réfuter.

« La France, c'est-à-dire les particuliers, s'est enrichie durant la guerre. » C'est l'affirmation que, dans les derniers jours de son ministère, au léger effarement de l'assemblée, M. Klotz, l'un de nos argentiers de guerre, est venu apporter devant la Chambre. Première moitié de l'erreur. L'autre moitié a été fournie par un personnage consulaire formulant en plein parlement cette déclaration sensationnelle : « L'État est le premier pauvre de France. »

Déjà un aperçu très superficiel de la fortune de l'État français ne procure-t-il pas l'irrésistible impression d'une opulence démesurée, à laquelle les fortunes privées ne sauraient fournir un terme de comparaison. Et n'avons-nous pas la certitude mathématique que, si la guerre a opéré dans le pays, de nombreux déplacements de richesses, l'ensemble des Français a laissé dans l'aventure, suivant une évaluation que nous empruntons à M. Joseph Caillaux, le tiers de leur capital?

Quand on se trompe ainsi sur le fait, on ouvre la porte toute grande aux faux principes. Les faux principes engendrent les mauvaises méthodes et celles-ci appellent les solutions d'impuissance et d'aggravation. Le langage de nos argentiers n'a été que trop entendu. L'opinion publique ne raisonne point dans l'abstraction. Elle pense par images concrètes. Aussitôt s'est matérialisée dans son esprit cette vision de l'État, ce souverain dispensateur de bienfaits et de largesses, transformé en pitoyable mendigot et réduit à tendre en vain son aumônière à la porte des Individus, retranchés dans toute l'insolence de leur enrichissement et de leur égoïsme. Ceux qui espèrent faire tourner notre

crise financière en révolution sociale, les illuminés de bonne foi, ont trouvé une justification et un encouragement dans des affirmations imprudentes revêtues de l'autorité gouvernementale. Et la presse démagogique a pris son thème là-dessus. Voici un échantillon de ce qu'on imprime couramment. Nous l'avons trouvé dans *le Populaire* de Nantes :

Beaucoup de citoyens sont devenus très riches, par contraste avec l'État, qui est devenu très pauvre. Les fortunes particulières ont considérablement augmenté. Ne serait-il pas criminel de laisser l'État tomber dans la faillite, alors que tant de particuliers regorgent de richesses. Seul, l'impôt sur le capital nous sauverait!

Argumentation plausible si l'on admet la prémisse. Mais la prémisse est-elle exacte? Personne ne se le demande. Comment la vérifier, sinon par le moyen d'un inventaire? N'a-t-on pas le soupçon que cet inventaire suffira à redresser un jugement aveugle et précipité. N'en ressortira-t-il pas à l'évidence que si l'État est pauvre en revenu, c'est en raison de son impuissance irréformable à faire valoir des richesses immenses qu'il frappe de stérilité au fur et à mesure qu'il en accroît le trésor.

Il nous semble que l'inventaire aura un effet moral considérable, non seulement sur les Français, mais sur leurs alliés. A ces derniers, il apprendra à mesurer l'étendue de nos richesses, sur lesquelles ils sont, après tout, bien excusables d'être mal renseignés, puisque nous ne le sommes pas mieux qu'eux. La lecture de notre bilan national les rassurera sur notre solvabilité. Elle raffermira notre crédit extérieur. Elle nous ramènera la confiance. Aussitôt cette impression naîtra que la France possède, et bien au delà, les moyens de se rétablir et de se reconstituer, que notre dette flottante et extérieure, loin d'être en l'air, s'étaie, comme un bon billet de banque d'avant-guerre, sain et loyal, à des gages solides, fongibles, palpables, réels, et dans une large proportion, mobilisables et négociables.

En se fortifiant, cette impression amènera, tant dans l'opinion parlementaire que publique, de nouvelles façons de penser et de sentir; elle conduira nos dirigeants à reprendre, sur une plus vaste échelle le projet, timidement conçu,

plus timidement encore tenté, sous la Monarchie de Juillet, par Lafitte, sous le Second Empire par Fould, sous la Troisième République en 1897 par Lockroy, de négocier au moins partiellement un pareil gage, de faire argent avec le superflu de l'État et de rétrocéder à l'initiative privée, pour les rendre productives, les richesses qu'il immobilise et stérilise. Devant cette perspective, nous ne pouvons nous empêcher de songer à ce qu'un mot de Fould, le grand ministre de Napoléon III, contient de vérité profonde. « Quand l'État, disait-il, aliène un capital qu'il manque à faire valoir, il s'enrichit, car il en retrouve aussitôt le revenu sous forme d'impôts qu'il perçoit sur son successeur. »

Il ne nous échappe pas que dans les éléments qui composent l'énorme patrimoine de l'État, tout n'est pas également mobilisable et réalisable. A une illustre personne morale comme la France, que le souci de son prestige oblige à un grand train de maison, un peu, et même beaucoup de superflu est nécessaire. Tels menus gaspillages apparaissent indispensables et nous ne songeons pas à dépouiller l'État, malgré leur caractère évidemment somptuaire, de son Imprimerie nationale ou de ses Musées. Il ne s'agit pas de mettre à l'encan le Louvre, les Invalides et le Palais de Versailles avec tout ce qu'ils contiennent. Mais une fois cette discrimination établie, on se trouvera en présence de disponibilités aliénables, capables de constituer aux soixante milliards, en franc-papier, de la dette flottante, une contre-partie indiscutable.

***

Il serait prématuré d'examiner, ici même, des opérations qui ne peuvent être étudiées avant la clôture de l'inventaire. Nous ne saurions avoir la prétention de mettre en regard de chaque cas d'espèce une solution toute faite. S'agit-il des Postes, Télégraphes et Téléphones? D'excellents esprits, tels que notre éminent confrère de *l'Éclair*, M. Buré, sont convaincus de la nécessité urgente de les *désétatiser*. D'autres se contenteraient de reprendre à l'État le monopole des Téléphones. S'il est probable que le maintien du monopole des

allumettes *ininflammables* rencontre peu de défenseurs, il faut s'attendre, en revanche, à un grand conflit d'idées et d'intérêts quand il s'agira de statuer sur le sort des chemins de fer de l'État. Et si l'on tombe d'accord sur ce point que le revenu annuel de la régie des tabacs passerait au bas mot de 800 millions à plus d'un milliard, celle-ci une fois soustraite à l'État, il faut convenir que ce transfert soulèverait une foule de problèmes secondaires complexes et délicats. A l'heure présente, nous posons la question de principe devant le Parlement et devant l'opinion publique. Les solutions plausibles et acceptables sont nombreuses. Il y aura un compte à tenir de la sûreté générale de l'État et des divers intérêts impliqués.

On se demandera peut-être s'il entre dans nos vues que l'extinction de notre dette extérieure s'accomplisse en même temps et par le même moyen que celle de notre dette flottante.

Que devons-nous à nos Alliés? En dollars-or, considérés à l'heure actuelle, comme l'unité de valorisation la plus concrète et la plus stable : 6 milliards. Cette dette est lourde, et ce qui en aggrave le fardeau, c'est son extrême variabilité. Elle se modifie chaque matin, puisqu'elle épouse étroitement la courbe capricieuse du change. Un franc gagné par le dollar charge les citoyens français d'un poids supplémentaire de six milliards de francs-papier, c'est-à-dire d'une somme nominalement supérieure à l'indemnité de guerre jadis payée par nous à l'Empire allemand. Et c'est ce qui nous rend si pénible et si vexatoire le poids de cette dette mouvante. Une nouvelle dépréciation du franc, consécutive à de nouvelles émissions de papier-monnaie, la ferait bondir à l'escalade de chiffres fantastiques, dans ces régions inaccessibles où la supputation et l'évaluation perdent toute réalité. Ici, une question préjudicielle se pose. La France doit-elle tenir pour définitif le compte arrêté à 6 milliards de dollars-or? La porte est-elle irrévocablement fermée à des compensations et à des négociations qu'on n'envisageait pas jusqu'ici? Nous ne le pensons pas.

Elle aussi, la France, a consenti pendant la guerre, des prêts extérieurs, pour une somme qu'on dit s'élever à 14 milliards de francs-or. Que vaut cette créance? Dans

quelle mesure est-elle recouvrable? Pourquoi ne serait-elle pas admise à une liquidation générale des dettes de guerre dont il serait fait masse commune? Est-ce que l'assistance financière apportée par la France à de petites puissances alliées et associées, pour les aider dans leur effort militaire, ne rentre pas dans la catégorie des services rendus à la coalition tout entière et dont celle-ci doit être, en toute équité, tenue garante et solidaire.

La France n'est pas seulement accourue au secours financier des petites puissances pendant les hostilités.

En 1915, deux milliards de francs-or ont pris le chemin de Londres. La politique d'un ministre français a été de soutenir le cours de la livre, sans avoir un instant prévu que cette libéralité devait un jour contribuer à la dépréciation de notre franc national. Combien de milliards nous a coûté indirectement cette aide à l'Angleterre? Se rend-on compte que, du fait de la détérioration corrélative de notre change, nous avons payé, au moins deux fois plus cher, nos achats à l'étranger? C'est un calcul à faire. Plus habile et plus ferme, notre politique extérieure avancerait l'heure des justes révisions et des péréquations nécessaires.

Signalons à ce sujet une initiative hardie et inattendue du gouvernement australien. Celui-ci aurait jeté son dévolu sur les Nouvelles-Hébrides et proposé à la conférence impériale de Londres d'entamer avec la France des pourparlers en vue de lui racheter ses droits sur cette colonie. Le rachat viendrait en déduction de notre dette envers la Grande-Bretagne.

Ainsi commence à poindre l'idée d'un paiement en nature. Pour le moment, voyons surtout dans cette initiative l'entière confirmation de la valeur actuelle et fongible que nous avons cru devoir attribuer à notre domaine colonial. Toute question de sentiment mise à part, qu'est-ce que les Nouvelles-Hébrides? Comparées à nos grandes possessions, une ferme. Or cette ferme dans l'estimation du voisin représente un capital considérable.

Il ne faut pas s'y tromper. Nos Alliés nous ont devancés dans l'inventaire de notre domaine colonial. Ils nous suggèrent de faire un tri dans nos possessions.

Depuis un demi-siècle, la France a procédé, en matière

coloniale, à la manière d'un propriétaire achetant pêle-mêle tous les meubles et objets qu'il rencontre et qu'il juge susceptibles de garnir et d'embellir la maison qu'il est en train de se faire bâtir. Une fois la maison édifiée et meublée, n'est-il pas inévitable que ce propriétaire ne se trouve à la tête d'un reliquat d'objets encombrants et inutilisables, dont il veuille se débarrasser? Les Anglo-Saxons ont une longue mémoire coloniale. Ils n'ont pas oublié le précédent de la Louisiane. On a fait, sur l'instant, grief à Bonaparte d'avoir vendu aux Américains cette belle province. Or il est clair que la France n'eût pu conserver longtemps cette enclave au milieu d'une puissance aussi débordante que les États-Unis. Que veut dire pour nous la proposition australienne? Qu'il ne faut pas s'exposer à perdre gratuitement ce qu'on refuserait de céder par point d'honneur à un prix avantageux.

Cette ouverture offre déjà cet avantage de nous provoquer à l'inventaire. Quoi de plus propre à faire hausser le prix d'un domaine que les convoitises et les démarches de l'amateur?

On voit par là à quel point l'idée d'un grand recensement de nos richesses nationales est germinatrice de solutions inédites et variées.

Sa première utilité sera de déterminer une nouvelle orientation des esprits. Tout ce qu'elle peut posséder d'initiative, d'intelligence et d'imagination, notre école dirigeante, comme hypnotisée dans la contemplation de son passif, le concentre sur les moyens de dépouiller les producteurs et de réprimer le crime d'activité et de prospérité. Elle n'a plus qu'une directive : faire payer les Français en leur retirant les moyens de s'acquitter. L'inventaire national nous détournera de cette voie dangereuse. Il remettra en honneur cette féconde vérité économique et fiscale : *le progrès est en raison inverse de l'action coercitive de l'homme sur l'homme et en raison directe de l'action de l'homme sur les choses.*

Par une pente naturelle l'inventaire amènera les Français non à opposer l'État à la Nation, mais à distinguer légitimement celle-ci de celui-là, à mieux concevoir le rôle de l'un et la mission de l'autre et à reconnaître la meurtrière méprise où l'on s'apprêtait à tomber.

Ce n'est pas à la Nation qui produit et fait valoir la richesse

qu'il appartient de venir au secours de l'État qui ne produit rien et accumule les richesses sans les faire valoir. Mais, dira-t-on, l'utilisation logique de l'inventaire national ne risque-t-elle pas de nous engager dans un cercle vicieux?

Mauvais administrateur, l'État est liquidateur plus déplorable encore. N'est-il pas voué à renouveler, en plus vaste, la classique aventure du fils de famille prodigue qui dissipe successivement ses champs, ses prairies, ses moulins, ses fermes et ses bijoux, sans acquitter la moindre de ses dettes? Et la France, après l'opération, ne se retrouvera-t-elle pas plus pauvre que devant? Au-dessus d'une telle conception planent, comme pour mieux nous en détourner, les tristes souvenirs des *Biens nationaux* et du *Milliard des Congrégations*. Ce ne sont pas hélas souvenirs qu'on soit maître d'écarter de l'étude que nous avons entreprise.

Il convient toutefois de considérer qu'aux yeux de la science économique, la conception initiale des Biens nationaux n'était pas entachée de chimère. Dans une période moins troublée et moins tumultueuse et si le mobile financier n'eût pas été à l'époque révolutionnaire contrarié et dévié par le mobile politique et par le désir prédominant de détruire jusqu'au souvenir même de la Monarchie, de la Noblesse et du Clergé, les papiers assignés sur les Biens féodaux et ecclésiastiques ne pouvaient pas donner de mécomptes. Si, au dire de Jean-Baptiste Say, représentant peu suspect de l'économie orthodoxe, les hommes d'État révolutionnaires se fussent bornés, idée dont ils ne purent s'aviser que tardivement, à créer des *mandats*, c'est-à-dire un papier avec lequel le porteur se serait fait délivrer une quantité déterminée de biens nationaux, la Révolution eût enfanté sans douleur cette société rurale de moyens et de petits propriétaires dont nous constatons, mieux que jamais, à l'issue d'une grande guerre, l'harmonie et la solidité et qui achève sous nos yeux de parvenir à son dernier degré de perfection. Mais l'assignat n'a été, en réalité, qu'un papier-monnaie, détourné de sa fin. Certes il était reçu en paiement des domaines nationaux que les particuliers achetaient à l'enchère, mais la valeur des domaines, et c'était le vice irrémédiable de l'affaire, se montrait impuissante à déterminer celle des

assignats, émis à la volée, en de folles quantités. En d'autres termes, l'opération tourna au désastre, dès qu'un assignat de cent francs cessa de correspondre à l'idée d'une étendue de terre égale à celle qu'on se fût procurée avec cent francs en argent. Voilà ce que l'expérience commande d'éviter désormais dans toute opération de même nature.

Ne doit-on pas se féliciter que nos pères nous aient légué un enseignement qui nous permet de réaliser, sans aucune crainte d'insuccès, la mobilisation des biens nationaux de notre État républicain?

D'ailleurs, la France est très capable de trouver chez elle les praticiens compétents, aptes à monter l'opération envisagée, en mettant de leur côté toutes les chances de réussite.

On ira chercher ces compétences hors des cercles politiques et parlementaires, dans les sphères bancaires, invisibles et inconnues du gros public. Là d'habiles et incomparables manieurs d'argent, dans le bon sens de l'expression, accomplissent journellement, grâce à leur connaissance approfondie des ressorts cachés de l'épargne et de la psychologie des épargnistes, de véritables tours de force où leur virtuosité nous permet d'escompter que leurs talents ne seront pas inférieurs à la tâche que nous voulons leur assigner.

Quant à la méthode nous pouvons l'indiquer dès à présent. Les papiers répandus dans la masse du public : titres de rente, bons de la défense nationale, billets de banque, etc... et la quantité de biens aliénables sont en présence. Il s'agit de faire, pour ainsi dire, jaillir l'étincelle qui en provoquera la combinaison. Les suites de ce mot, quand on les envisage, font voir, en premier lieu, une péréquation, une unification qui donnera à toutes les variétés d'effets publics une valeur constante et précise d'achat par rapport aux aliénations projetées, transformera ces effets en véritables mandats territoriaux sans renouveler l'erreur des assignats. D'ailleurs absolue nécessité, pour prévenir de terribles mécomptes, d'annuler et de détruire exactement, impitoyablement, sur l'instant même, les effets publics remis en paiement.

Pense-t-on qu'une organisation *ad hoc* fonctionnant dans les conditions d'indépendance et de publicité voulues, sous le contrôle des Chambres, ne puisse assumer la responsabilité

de la péréquation préalable et de la destruction subséquente?

Ne peut-on escompter sans trop de témérité que les approches de l'opération détermineront une hausse de toutes les valeurs françaises applicables à l'achat des nouveaux biens nationaux, quand on saura que tant de titres, plus ou moins invendables ou irréalisables, seront en passe de se convertir en biens palpables et fongibles [1]?

VI

CONCLUSION

Nous venons de présenter une doctrine financière parfaitement saine, nous avons dégagé le principe qui doit présider au relèvement de nos finances, nous avons exposé la méthode qui doit être appliquée.

Il nous reste maintenant à résumer nos conclusions en donnant l'essentiel du programme financier, qui découle de la doctrine que le principe implique et que la méthode sous-entend. Ce programme est le seul dont l'application nous paraisse susceptible de remédier complètement au désarroi actuel.

Proclamons tout d'abord que la France, victorieuse de l'Allemagne, a le *droit* de ne pas subir un système d'impôts *à la prussienne*. Elle a fait la grande Révolution qui a émancipé tous les peuples et qui a libéré leurs biens de toute

1. Si nous avons cru devoir écarter de notre travail, pour ne le pas encombrer, la question des versements allemands, il nous serait difficile d'oublier, à cet endroit, qu'il existe un État plus riche encore que l'État français et que cet État est le débiteur de la France.

En contraste avec les États anglo-saxons, l'État prussien, mal dégagé du système féodal qui faisait vivre le souverain sur le produit de ses propres domaines, est agriculteur, industriel, banquier, entrepreneur de transports, saunier, exploitant de mines, etc. On estime que le budget propre de la Prusse était alimenté, avant la guerre, dans la proportion de 60 p. 100, par les produits des biens de l'État ou les bénéfices des industries qu'il exerce. Le jour où l'Empire allemand ferait définitivement faillite à ses engagements, une politique plus réaliste pourrait conduire l'État français, après avoir inventorié ses ressources, à soumettre son débiteur prussien à la même formalité, avant-courrière d'une saisie-gagerie autrement efficace que l'escompte de billets et d'obligations plus ou moins bancables.

servitude. Il est bien juste qu'elle continue à bénéficier des conquêtes de cette Révolution. En premier lieu, n'a-t-elle pas droit à conserver ce système d'impôts réels établi et consolidé par les hommes de quatre-vingt-neuf et propagé par eux comme la marque significative du Nouveau Régime triomphant d'un long passé d'exactions fiscales et de taxations personnelles.

Donc, avant toute chose, *abolition de la fiscalité allemande* sournoisement établie chez nous. *Retour pur et simple aux contributions instituées par la Révolution française.*

Proclamons, en second lieu, que la France a le droit de connaître la *vérité sur ses affaires.* On l'a informée de son passif. Jusqu'à présent personne ne lui a parlé de son actif. Réparons cette lacune en procédant à l'*Inventaire* des richesses de la France.

Ainsi on rendra d'abord aux contribuables français la *sécurité* en les délivrant à tout jamais de la crainte du régime prussien, de l'inquisition qu'il comporte et des spoliations qu'il annonce. En troisième lieu on leur inspirera la *confiance* en leur prouvant par l'inventaire la possibilité de s'acquitter sans ébranler l'ordre social. Dès lors une immense *opération financière* deviendra possible qui non seulement rétablira l'*équilibre budgétaire* mais qui produira à bref délai des *excédents de recettes* tels que l'ère des *amortissements* et des *dégrèvements* pourra s'ouvrir.

Déjà le budget bénéficiera d'une recette annuelle de *deux milliards cinq cent millions* à provenir de nos anciennes contributions réelles, toujours assises et toujours prêtes à une perception régulière, en échange du minime produit tiré de l'impôt sur le revenu et des impôts cédulaires qu'il couronne.

Pleinement rassurés, sûrs désormais d'échapper à la confiscation, les porteurs de rente française, les souscripteurs aux emprunts de guerre hésiteront-ils à accepter une mesure de *conversion* ou *d'unification* portant sur l'ensemble de la Dette publique qui oblige actuellement l'État français à verser chaque année, *douze milliards* à ses créanciers.

Une réduction d'intérêts de 2 p. 100 pratiquée, sans discordes civiles, avec l'assentiment des rentiers, procurerait une

nouvelle recette de *quatre milliards* ajoutée à celle de *deux milliards et demi*, dont nous venons de faire état.

C'est, après cette conversion ou unification de notre Dette qu'il deviendra possible d'attribuer à chaque coupure de rente du nouveau type, la faculté d'être échangée, au gré du porteur, pour une valeur égale, contre les Biens inscrits comme aliénables à l'Inventaire de l'État français.

C'est ainsi que chaque Français, titulaire d'une rente sur l'État, la pourra échanger contre une valeur immobilière.

L'accès de la propriété immobilière se trouvera ouvert à toute une nouvelle catégorie de Français. N'est-ce pas l'opération la plus équitable et la plus morale qu'un sociologue puisse concevoir? On parle souvent de *nationalisation*, terme ambigu et mal défini. Or voici qui *nationalise* dans le sens le plus précis et le plus vrai du mot, le capital prodigieux détenu par l'État. Voici qui offre toutes les chances d'amortir, dans un délai très court, une cinquantaine de milliards de notre Dette à long terme.

Cette Dette, au surplus, bénéficiera d'un autre amortissement par la *Liquidation des Monopoles d'État*, aliénés à des Sociétés tenues de s'acquitter en titres de la nouvelle rente 4 p. 100.

La mise en concurrence des aspirants acquéreurs donnera sans doute lieu à des enchères. D'où la perspective d'une hausse aussi marquée que profitable sur les effets publics qui auront ainsi trouvé la consistance dont ils manquent en ce moment.

Tels sont les points principaux de notre projet dans lequel les solutions s'engendrent irrésistiblement les unes les autres.

Le retour à la fiscalité réelle donne la sécurité.

L'inventaire ranime la confiance.

La sécurité et la confiance rendent traitables les porteurs de rente.

La renonciation à un étatisme, ruineux et débilitant nous conduit à éteindre la dette flottante, à amortir une partie considérable de la dette à long terme, non sans enrichir à la fois la Nation et l'État en transférant à la première des richesses dont le second ne fait rien.

Le crédit de la France est rajeuni et renouvelé.

L'ère du gaspillage prend fin et le règne de l'économie commence.

Cette économie est tellement énorme qu'elle échappe à une prévision exacte. Personne n'a encore calculé ce que l'abandon de l'Étatisme fera gagner à la France.

L'aliénation des Monopoles d'État produira en effet une triple économie :

1° La suppression du déficit d'exploitation.

2° La recette afférente au produit de l'aliénation.

3° Les impôts à prélever sur la firme qui aura succédé à l'État.

En outre, un nombre considérable de citoyens seront délivrés de la servitude administrative et rendus aux professions productives pour leur plus grand profit personnel et le plus grand bénéfice de la collectivité. Et l'exploitation, rationnelle et professionnelle, ajoutera à la richesse générale du pays tout ce que lui ravissait la gestion couteuse de l'État.

Ce programme nous le dédions tout particulièrement aux représentants du peuple qui siègent à la Chambre des Députés. Nous avons déjà exposé, au cours de notre *Essai de politique expérimentale*, dans quelles conditions ils ont été élus et quelle politique ils doivent suivre pour justifier la confiance passée et future de leurs électeurs.

Jusqu'à présent il ne semble pas que la majorité ait tenu compte de ces idées. Elle n'a pas affirmé une doctrine financière qui pourrait être un terrain solide d'entente entre des représentants de nuances politiques si variées.

Cette Chambre que certains publicistes qualifient de *réactionnaire*, n'a pas *réagi* un instant contre les théories imposées par l'École dirigeante. La seule différence entre les nouveaux députés et leurs prédécesseurs, c'est que ceux-ci obéissaient à leurs théories avec un véritable esprit de foi et de discipline tandis que les membres de la Chambre actuelle se sont jusqu'ici révélés incapables de remplacer les directives anciennes et de constituer une nouvelle École dirigeante.

Les députés de 1919, représentant des classes ou des groupements systématiquement écartés du pouvoir par les majorités précédentes, s'accordent béatement toutes les joies et

toutes les jouissances que réserve en France le mandat de député à l'élu du suffrage universel. Ils savourent la délicieuse sensation d'être entrés enfin dans la République des camarades, d'apostiller des recommandations, de caser leurs protégés dans l'administration, d'obtenir des rubans rouges, verts ou violets pour leurs créatures. En matière financière l'occasion leur a été présentée dès la formation du ministère Millerand, d'affirmer une doctrine expérimentale en soutenant un ministre des Finances, délégué à ce poste parce qu'il avait proclamé la nécessité de remplacer l'impôt *personnel* par l'impôt *réel*. Dès que la question fût posée il devint évident pour le nouveau ministre qu'il ne serait pas suffisamment soutenu par la nouvelle majorité pour essayer même d'entreprendre la réforme salutaire.

Assailli par l'opposition forcenée de l'École dirigeante, il eût entraîné tout le ministère dans une chute immédiate s'il avait tenté de réaliser son programme fiscal. Depuis lors, à droite comme à gauche, on n'a cessé de parler d'économies mais on n'en a pratiqué aucune. D'ailleurs, chaque fois qu'un homme avisé signale une économie de quelques dizaines, voire même de quelques centaines de millions, les représentants de l'École dirigeante ne manquent pas de hausser les épaules : « Il s'agit bien, disent-ils, d'économiser quelques centaines de millions! Cela ne servira à rien alors que la France se trouve en présence d'un déficit de dizaines et même de centaines de milliards. Ce qu'il faut c'est une grosse opération qui comble d'un seul coup le déficit. Seul l'impôt sur le capital procurera les 100 ou 200 milliards dont nous avons besoin. »

Voilà comment a été entamée la campagne en faveur de l'impôt sur le capital à laquelle le Grand Orient de France vient de donner la consécration suprême en votant la motion suivante que le convent a adopté, dans sa séance du 27 septembre 1921 :

« 1° Que l'impôt actuel sur les successions soit étendu par la suppression de l'héritage en ligne collatérale.

» 2° Qu'un prélèvement exceptionnel unique et progressif sur le capital soit établi avec un pourcentage pouvant aller jusqu'à 50 p. 100 pour les grosses fortunes.

» Que le produit de cet impôt exceptionnel soit affecté uniquement à l'amortissement partiel de la dette intérieure et à la diminution de la circulation fiduciaire.

» Que des sanctions extrêmement sévères soient édictées contre ceux qui dissimuleront leurs capitaux. »

On peut être surpris que des hommes réunis dans une association aussi puissante que la franc-maçonnerie ayant répudié toute autorité dogmatique et professant le culte de la science et de la raison veuillent imposer à leur parti et à la France des conceptions purement théoriques dont l'origine exotique devrait éveiller leur méfiance. Pour nous qui faisons de la sociologie et de l'économie politique expérimentales nous appuyant uniquement sur les données de la science moderne il nous sera permis de dénoncer un programme d'idéologie et de chimère qui n'apporte à la France ni remède financier, ni remède social, ni renouveau de crédit, ni augmentation de richesse.

Pendant que la franc-maçonnerie mettait à profit l'inertie et l'incapacité en matière financière d'une majorité soi-disant réactionnaire, quelle était la grande pensée politique de cette majorité? C'était l'expédition de Syrie qui coûte environ douze cents millions par an aux contribuables français sans compter la perte déplorable de milliers de vies humaines. L'École dirigeante encore au pouvoir se prête complaisamment à cette expédition ruineuse pour nos finances, sans utilité pour notre politique générale. Cette dépense inconsidérée ne sera-t-elle pas un formidable argument en faveur de l'impôt sur le capital?

Aujourd'hui, c'est à cet impôt que nous mènent les mêmes hommes qui nous ont déjà conduits par le vote de l'impôt personnel sur le revenu, à la ruine de notre système financier traditionnel et productif.

Nous donnons ici cette indication très nette à la Chambre de 1919. Elle peut être assurée de ne pas être réélue si elle continue à décevoir le corps électoral comme elle l'a fait jusqu'à présent par son absence de doctrine et de programme, par l'encouragement qu'elle n'a cessé d'accorder à la dilapidation de nos ressources en couvrant de ses votes une politique extérieure de mégalomanie.

La fin à poursuivre, la formule étincelante de clarté que doit proclamer le ministre qui entreprendra la restauration du crédit de la France, c'est le *franc au pair*.

Pour y parvenir il faut donner à l'univers civilisé, à nos amis aussi bien qu'à nos ennemis, l'impression et la preuve que nous sommes à la hauteur de nos affaires.

Un des moyens le plus probant et le plus efficace sera l'établissement de l'inventaire des richesses de l'État français.

Lorsque cet inventaire sera établi on concluera avec nous que, *bien loin qu'il s'agisse de prendre aux propriétaires et possédants français une portion de leur capital pour la donner à l'État, c'est précisément l'opération inverse qu'il faut effectuer.* Ce n'est pas le prodigue et l'incapable qu'est l'État dont il faut augmenter le capital, c'est lui au contraire qu'il s'agit de dégraisser (nous empruntons l'expression à M. Joseph Caillaux, au profit de la collectivité des citoyens français.

Le 24 septembre 1789, Mirabeau jetait à l'Assemblée nationale sa fameuse apostrophe :

« La banqueroute, la hideuse banqueroute est là, elle menace de consumer vous, vos propriétés, votre honneur et vous délibérez! »

Les députés qui ployaient sous cette formidable adjuration avaient du moins l'excuse que, si leurs délibérations s'attardaient, elles ne s'écartaient pas, du moins, de la question financière.

Il faudrait à un Mirabeau de 1921 changer de formule, car, il semble qu'une véritable guerre de frontières aussi byzantine qu'inopportune, absorbe les soucis de la Chambre et lui masque les terribles lendemains financiers qui nous attendent. On s'occupe ridiculement de mensurer et de cadastrer l'hémicycle afin de déterminer, avec quelque chance de précision la travée exacte où la majorité commence à droite et où elle finit à gauche.

Le Congrès radical-socialiste de Lyon, le 28 octobre 1921, a adopté un programme de politique financière dont les deux articles principaux sont un prélèvement de 100 milliards sur le capital et l'établissement d'un casier fiscal

pour chaque citoyen. Le vote de ces mesures dont l'absurdité est le moindre défaut et dont l'inspiration est si peu conforme à notre génie national, impose son devoir au Parlement. Que la majorité soit celle de M. André Tardieu ou de M. Aristide Briand, elle doit gérer les affaires du pays comme l'entendent les contribuables français. On cherche sa limite à gauche. Mais cette limite n'est-elle pas nettement tracée par la question financière telle que nous l'avons exposée. Toute concession à l'extrême gauche doit s'arrêter à la frontière où siègent des représentants du peuple qui cherchent leur inspiration dans des doctrines exotiques : bolchevisme, marxisme, fiscalité prussienne. C'est peut-être faute de connaître l'origine allemande de ces doctrines que tous les députés n'en ont pas encore répudié les applications à notre système financier. Peuvent-ils ignorer cependant que l'impôt personnel s'est installé en France à la faveur d'une propagande dont les meneurs ne dissimulaient pas leurs sympathies pour la culture allemande?

Nous leur dirons en conclusion : il n'y a pas de finances politiques. Il y a une science financière dont chaque pays adapte les principes à ses traditions, à ses coutumes, à son tempérament. Une certaine école veut établir en France un système financier politique. Il appartient aux adeptes de la science expérimentale de sauver le pays en refusant nettement de lui obéir.

Pendant que nos députés se livrent à des débats politiques, la dette grossit, le trésor se vide, la catastrophe se rapproche.

On se laisse acculer ainsi, d'un cœur léger, à l'instant tragique où il faudra précipiter, sans délibérer, dans le gouffre du déficit, une nouvelle *contribution du quart*, aussi vaine et aussi désastreuse que la première.

C'est encore Mirabeau qui poussait ce cri d'alarme, pendant qu'il était temps encore de réagir :

« Et l'on voudrait que, *sans aucun examen, sans aucun inventaire*, avant d'avoir sondé ses ressources, une nation riche, puissante, manque à ses engagements; que se déclarant banqueroutière, opprobre inouï dans les fastes des nations,

elle se prive des moyens de rétablir son crédit! Non, Messieurs, vous ne le souffrirez pas! »

Quelle plus belle autorité pourrions-nous invoquer quand nous réclamons l'inventaire avec toutes ses conséquences.

Puisse l'écho de cette grande voix réveiller la Chambre de 1919 de la léthargie maléfique où elle s'endort en perdant la France avec elle [1].

FELS

1. Au moment de livrer cet article à l'impression, nous trouvons, dans une étude publiée par M. le sénateur Raphaël-Georges Lévy, un renseignement statistique de date toute récente, qui convainc de timidité les espérances financières que nous fondions sur une exploitation de la Régie des Tabacs, d'où l'État serait absent.

En Angleterre, du 1er avril 1920 au 31 mars 1921, l'Échiquier a encaissé au chapitre du droit d'entrée et de la taxe intérieure sur le Tabac, dont le commerce est libre, la somme, vraiment stupéfiante, de 60 millions de livres sterling, équivalant à 1 500 millions de francs or et à 3 milliards de francs papier au change actuel. Dans le procès que nous instituons à la charge de l'Étatisme un chiffre aussi impressionnant, mis en regard des 800 pauvres millions péniblement fournis par le Monopole français, condamnent celui-ci sans appel.

LA

CONFÉRENCE DE WASHINGTON

La conférence de Washington vient de commencer ses travaux. Les commentaires auxquels elle a donné lieu depuis trois mois au Sénat américain, dans les discours des hommes politiques et dans la presse, permettent de se faire une idée exacte de sa nature et de son objet. Elle a des aspects multiples qui sont d'un grand intérêt : mais elle est nettement dominée par la question de la Chine et de la Sibérie, et par le projet d'une limitation des armements. L'Amérique y attache une très grande importance, à la fois parce qu'elle va débattre des intérêts essentiels et parce qu'elle a l'espoir, en évitant une guerre, de travailler à l'organisation du monde nouveau.

Les peuples sortent à peine du conflit de 1914 qu'apparaît la possibilité d'un autre conflit. Ce n'est plus du vieux monde qu'il est question ; c'est du Pacifique. Les Etats-Unis et le Japon éloignés du vieux continent demeurent très forts après la guerre et la victoire a été pour eux particulièrement éclatante. Les guerres napoléoniennes, de même, qui avaient bouleversé l'Europe centrale, avaient été surtout profitables aux deux puissances qui se trouvaient à l'extrémité de l'Europe, la Grande-Bretagne et la Russie. Par le conflit de 1914, c'est l'Europe entière qui se trouve appauvrie : les puissances les moins atteintes sont les plus lointaines.

Mais si prospères que soient les Etats-Unis et le Japon et si vive qu'ait pu être leur force de production et d'expansion, ils ressentent grandement les répercussions de la guerre. Au moment même où ils aperçoivent que leurs intérêts sont différents et se heurtent d'une manière dangereuse, ils connaissent aussi qu'un conflit, dans les conditions de la vie moderne a un retentissement profond, durable, incalculable. Ils se demandent ce qu'il adviendrait du monde, si à peine remis d'une secousse sans précédent, il devait en subir une seconde. L'opinion s'est répandue en Amérique qu'il fallait arrêter cette course aux armements, éviter autant que possible les causes de guerre, sous peine de faire courir à l'univers le risque de la banqueroute. Ecarter la menace de guerre par un accord, à la faveur de cet accord arriver à une certaine limitation des armements, voilà l'objet essentiel que se proposent les Etats-Unis.

Il est évident qu'un problème de cette ampleur en soulève une quantité d'autres et de toute espèce : il en est de politiques, il en est de matériels, il en est de psychologiques comme la question de race. Pour beaucoup de raisons, les Etats-Unis ont convoqué à Washington toutes les nations intéressées. L'Angleterre se trouve associée directement à la conférence, et elle a pour sa part une situation difficile. Elle est ou était l'alliée du Japon, mais l'opinion américaine n'a jamais bien compris cette alliance; elle la comprend moins encore depuis que l'effondrement de la Russie a fait cesser la menace du côté des Indes, et depuis que la défaite de l'Allemagne a fait évanouir le souci d'une entente germano-japonaise; elle la comprend à peine depuis qu'elle sait que les Dominions y sont hostiles et qu'a progressé l'idée de la solidarité anglo-saxonne. D'autre part la question de la limitation des armements et la question des bases navales pose, sous une forme nouvelle, la question de la liberté des mers. L'Amérique a eu quelque peine à admettre que le principe de la liberté des mers, inscrit dans le programme du président Wilson, ait disparu soudain : elle s'apprête à exprimer de nouveau combien elle y est attachée.

Pour la France, la Conférence de Washington présente moins de problèmes difficiles : elle est intéressée directement

à la conservation puisqu'elle est une des puissances du Pacifique; elle pourra jouer un rôle utile et travailler à obtenir l'accord qui est souhaitable. Mais elle n'est pas, selon les vraisemblances, destinée à y tenir le premier rôle. Elle ne va pas traiter à Washington les questions essentielles de l'intérêt national : nos regards demeurent fixés sur le continent européen, et c'est là que nous devons trouver notre équilibre. Nous avons pour les Etats-Unis une grande reconnaissance : entre eux et nous il existe une profonde amitié. L'accueil qui vient d'être fait au maréchal Foch est une preuve nouvelle des dispositions de l'Amérique pour la France, et nous savons que les représentants de notre pays seront reçus avec une particulière faveur. Mais l'expression des sentiments les plus précieux et les plus chers ne peut pas nous empêcher de constater les réalités politiques. Le Sénat américain, qui interprète la volonté de la majorité des 100 millions d'habitants des Etats-Unis nous a donné des indications très claires sur ce qui va se discuter à Washington. Le Président Harding a dit de la manière la plus nette : « L'objet principal de la conférence est d'arriver à un accord qui supprime les causes de guerre et mettre un terme aux armements dispendieux ». Nous serons présents à une assemblée qui va discuter d'un si grand sujet : mais nous devons savoir que les causes de guerre qu'il s'agit d'écarter, ce sont celles qui existent dans le Pacifique.

***

La politique du Japon dans le Pacifique inquiète depuis longtemps les Etats-Unis. On redoute son esprit militariste et impérialiste; on sait qu'il existe un conflit d'ordre politique à Tokyo entre le département des affaires étrangères, considéré comme plus démocrate et plus pacifiste, et les départements de la guerre et de la marine; on regarde comme très importante l'issue de cette controverse intérieure, et on se demande si la mort de M. Hara ne modifiera pas la politique japonaise. Tout entière l'opinion américaine connaît la liste des questions à régler avec le Japon, et la seule énumération en est imposante : questions du Chantoung, de

la Sibérie, et de Sakhaline, des câbles et de l'île de Yap, des Carolines, des Marshall, de Guam, de Hawaïd, es Philippines, statut des immigrants japonais en Californie, principe de l'égalité des races, c'est un lourd programme. Il est vrai que le Japon s'est montré raisonnable dans l'affaire de l'île de Yap. On sait que l'Amérique n'admettait pas le mandat du Japon sur cette île, parce qu'il avait le contrôle exclusif de l'ancienne station allemande de câbles télégraphiques, qui est important pour le monde entier. Le Japon a reconnu à l'Amérique le droit de participer au contrôle des câbles, tout en prétendant garder le mandat et les relations entre les deux pays ont été un peu meilleures à la suite de cette transaction. Mais que de graves problèmes encore en suspens!

Le principal est celui de la Chine. Les États-Unis veulent maintenir l'intégrité de la Chine, ou selon l'expression significative employée chez eux, la libération de la Chine. Or la Chine est politiquement et financièrement dans une situation déplorable. Depuis la révolution qui l'a privée du pouvoir, reconnu, de l'autorité traditionnelle, elle vit dans un état précaire; les provinces du Sud sont en lutte contre les provinces du Nord; le gouvernement de Canton et celui de Pékin n'arrivent même pas à envoyer à Washington une délégation unique. Devant cet immense pays divisé et affaibli, le Japon a eu beau jeu pour suivre une politique qui aboutirait à la longue à une domination véritable. Il a toujours pensé d'ailleurs qu'il avait sur la Chine des privilèges spéciaux : c'est une idée ancienne qui n'a cessé de l'inspirer. L'alliance avec l'Angleterre a facilité ses projets. La guerre lui a permis de faire des progrès considérables. Le traité de Versailles en effet a donné au Japon tous les droits, titres et privilèges concernant le territoire de Kiao-Tchéou, les chemins de fer, les usines, les câbles, que l'Allemagne avait acquis en 1898 en vertu du traité signé avec la Chine et de tous autres actes concernant la province de Chantoung. Installé dans cette magnifique possession, le Japon actif et méthodique a su s'en servir. Il poursuit obstinément la prise de possession de la Chine, il entretient l'agitation politique; il prête de l'argent, prend des garanties, s'assure la possession des mines et des chemins de fer, fait une propagande qui lui est bien facilitée

par les affinités de race. La Chine généralement passive réagit ici ou là; mais dans l'ensemble, c'est l'avenir peu à peu qui se trouve engagé. Le Japon trouvait en somme la route libre : c'est à ce moment que les Etats-Unis viennent la lui barrer. Pour eux, il ne s'agit pas de trouver une solution provisoire, de définir des zones d'influence : il s'agit nettement de mettre fin à l'action du Japon sur la Chine. Il est possible que le Japon comprenne la nécessité de ne pas s'obstiner dans une politique qui mène à un conflit, et l'on voit bien qu'avant d'aller à Washington, il a cherché, sans succès d'ailleurs, à s'arranger directement avec la Chine. Mais la question est de telle nature, que si la conférence n'aboutit pas à un accord suffisant, elle laissera une situation des plus critiques.

Si la guerre à délivré en Chine le Japon de l'Allemagne, elle l'a débarrassé en Sibérie de l'action russe. La Sibérie orientale lui est apparue comme une terre merveilleuse d'expansion et de colonisation. Le Japon là aussi a profité des circonstances. En 1916 il avait pris soin de régler avec les Russes les questions d'influence dans les régions dépendantes de la Chine. En 1917, la révolution de Russie lui donnait plus de liberté encore. En 1918, le Japon à la faveur de l'intervention des Tchéco-Slovaques s'installait autant qu'il le pouvait, et quand la retraite des Tchéco-Slovaques l'a obligé à reculer, il occupait encore Vladivostok et Sakhaline. L'histoire de l'installation du Japon dans l'île Sakhaline vaut qu'on s'y arrête : elle montre de la manière la plus frappante la complexité et les difficultés des questions posées à la Conférence de Washington, et elle explique assez comment les susceptibilités des États-Unis déjà éveillées par les affaires de Chine sont encore avivées par les affaires de Sibérie. Les richesses naturelles de cette île sont un des enjeux les plus sérieux du conflit qui met en présence dans le Pacifique, le Japon et les États-Unis.

Sakhaline, séparée du Japon par le détroit de La Pérouse et du Continent par le détroit de Tartarie, commande une partie de la région de l'Amour. Après la guerre russo-japonaise le traité de Portsmouth l'a divisée en deux parties : la partie septentrionale appartenait à la Russie. Or le possesseur de cette partie nord domine l'embouchure du fleuve et une partie

du littoral, ce qui a fait dire que c'était le Gibraltar du Pacifique. En 1920, des troubles bolchevistes ayant éclaté, les Japonais se sont installés dans le nord de l'île, pour maintenir l'ordre. Mais ils ne se sont pas contentés de cette mesure politique : ils ont procédé à l'exploitation économique de l'île. Parmi les richesses qui s'y trouvent, il y a des nappes pétrolifères, qui d'après les techniciens dépassent en importance celles de Bakou, et qui une fois aménagées pourraient donner des millions de tonnes de naphte par an! Le Japon est pour le pétrole tributaire de l'étranger; il n'a guère que la moitié de sa production. On conçoit l'intérêt qu'il attache à l'île de Sakhaline et l'empressement qu'il a mis à l'exploiter. Mais on devine que les États-Unis, qui ne maintiennent leur situation au point de vue de la production du pétrole que grâce au Mexique ne puissent admettre l'attitude du Japon. Et ce n'est pas tout : Sakhaline riche en naphte contient du charbon, de l'anthracite d'excellente qualité; et si la production actuelle, dans un état insuffisant d'exploitation dépasse à peine 32 000 tonnes, la réserve de combustible est évaluée à 8 milliards de tonnes. La question de Sakhaline tiendra une place considérable dans les discussions de la Conférence : on voit assez pour quelles raisons précises.

Si l'on voulait se faire une idée complète des travaux de Washington, il faudrait procéder à une analyse semblable de toutes les questions qui se posent, de l'affaire des chemins de fer de l'est chinois comme de celle des îles Marshall. Du moins l'histoire de Sakhaline suffit-elle à donner une notion du genre de problème que la Conférence de Washington examinera et de l'extrême diversité des études qu'elle devra faire. La guerre a fait disparaître l'Allemagne vaincue des mers chinoises; la révolution a séparé la Sibérie de la Russie bolcheviste : du même coup les États-Unis et le Japon se trouvent face à face.

* * *

Mais on ne comprend tout l'intérêt de la Conférence pour les États-Unis que si l'on discerne comment les problèmes de politique extérieure sont liés aux problèmes de la politique

intérieure. La situation présente de l'Amérique, au point de vue économique, est compliquée. L'opinion américaine pensait qu'après une période de liquidation et de réorganisation, les affaires reprendraient un grand essor, et que la vie redeviendrait plus facile. Ces espoirs ont été complètement déçus. Les journaux, les revues, les discours des hommes politiques, tout s'accorde à nous annoncer qu'il y a une crise générale et que le public en a pleine conscience. Inflation, resserrement de l'argent, affaiblissement de l'esprit d'entreprise, diminution des offres d'emploi, hausse insensée de la main-d'œuvre, ce ne sont là que quelques aspects du malaise dont souffrent les États-Unis. Le système d'imposition adopté en 1917 est en outre l'objet des plus véhémentes critiques. Il apparaît moins comme un système pour donner des ressources à l'État que comme une expérience sociale tentée dans un esprit de parti. L'ancien système fiscal, qui avait fait longuement ses preuves, a été bouleversé. Et quel a été le résultat? L'impôt direct qui était peut-être trop faible jadis, s'est élevé soudain jusqu'à 80 p. 100 de revenu. Naturellement le producteur a cherché à se décharger sur le consommateur, les directeurs sur les employés, et selon la loi inévitable des mauvais impôts, c'est le petit contribuable qui finalement pâtit.

Aux méfaits de la fiscalité, se sont joints les méfaits de l'étatisme. Le moindre défaut de la gestion de l'État est d'être coûteuse : elle multiplie les bureaucrates et les fonctionnaires de tout ordre. Un exemple frappant a été cité : le nombre des employés de chemin de fer qui était en 1895 de 42 000, a passé en 1919 à plus de 220 000, et les salaires qui montaient en 1895 à 28 millions de dollars se sont élevés à plus de 300 millions. Si l'on ajoute que la question des hauts salaires n'est pas moins grave dans l'industrie privée; que d'après une statistique officielle il y avait en octobre, 5 millions et demi de chômeurs; que l'accumulation des réserves d'or est manifestement insuffisante à provoquer la reprise des affaires, et que la stagnation de l'or dans les coffres des banques est prouvé par le fait qu'en huit mois la circulation fiduciaire a pu être réduite de 22 p. 100 de la circulation totale; que l'effort prodigieux des chantiers américains pendant la guerre pour créer une marine marchande aboutit,

dans l'état du marché mondial, à une charge considérable, — on comprend sinon l'inquiétude, du moins le malaise qui règne aux États-Unis comme ailleurs et le désir du gouvernement de tenter quelque chose pour améliorer la situation.

Dès le mois d'août dernier la tendance des hommes politiques à diminuer les impôts a été si vive qu'elle a fini par triompher. Les républicains ont fait voter à la Chambre une nouvelle loi d'impôt sur le revenu. Mais sans entrer dans le détail du projet, il suffit de constater qu'il laissait prévoir un déficit. Comment le combler? On a d'abord espéré dans le rendement de nouveaux tarifs douaniers; on est bien obligé de se rendre compte que ces tarifs gênent le mouvement des affaires et annulent les revenus escomptés. Le public américain qui espérait beaucoup est contraint de se contenter du peu que le gouvernement lui concède. Et dans ces conditions on conçoit mieux quel est, au point de vue intérieur américain, le sens de la Convocation de la Conférence : la moindre réussite dans la question de désarmement aurait pour résultat de réduire, dans de grandes proportions, les crédits déjà votés pour la Marine.

Les États-Unis, qui se désintéressaient de l'Europe, ont été ainsi ramenés vers les affaires européennes. D'un côté le problème du désarmement, auquel le public américain est très attaché et qui est essentiel au règlement du problème financier, ne peut être traité que par une conférence internationale. De l'autre, la crise économique elle aussi est affaire internationale : la situation difficile du pays le plus riche du monde, tient à la pauvreté du reste de l'univers. Pour arrêter la chute des changes qui tombent et des papiers monnaies dont la valeur s'effondre, il faut rétablir la confiance et rétablir le crédit international. La réduction forcée de la production provient de ce que les nations européennes ont perdu leur pouvoir d'achat, et le chômage qui en résulte diminuant la consommation nationale, provoque une nouvelle baisse de la production. Ainsi tout se tient, et les États-Unis sont conduits à considérer la possibilité d'une reconstruction financière mondiale, et à évoluer vers une nouvelle politique économique. C'est ce qui a fait dire non sans humour à un Américain : « L'Europe ne veut pas nous lâcher ». Il

entendait par là que l'Europe est désormais un facteur de la situation américaine. Tout ce qui peut stimuler la capacité d'achat de l'Europe, tout ce qui peut rétablir l'ordre, rendre les conditions commerciales normales intéresse les États-Unis. En ce sens, — précis et restreint — les États-Unis ne peuvent qu'être attentifs au règlement de la paix, à la question des réparations, et si le public américain a accueilli avec une extrême faveur l'idée de la Conférence, c'est qu'il espère qu'elle pourra calmer l'agitation européenne, considérée comme une des causes lointaines et directes des maux dont il souffre.

Malgré l'aventure du traité de Paix, malgré l'échec de M. Wilson devant le Sénat et le résultat des élections favorables au parti républicain, il reste dans le public américain quelque souvenir des idées répandues par la politique démocrate. Il n'est pas douteux que l'Amérique est très attachée à la paix et à la notion de désarmement ; il n'est pas douteux qu'avec le sens très exact de ses intérêts elle a un idéalisme sincère, et qu'après avoir été entraînée à la guerre au nom du droit et pour l'avenir d'un monde meilleur, elle aspire à voir les résultats réels de son effort. Il est bien remarquable que la politique de M. Harding combine tous ces éléments divers. Le parti républicain qui ne croyait guère jadis aux idées de désarmement les reprend à son compte, avec mesure, et en mettant, il est vrai, le public en garde contre les illusions. Et le même parti, qui a été si opposé à la Ligue des nations, reprend à son tour, sous une forme très différente, la notion d'une coopération internationale. La politique de M. Harding de laquelle la majorité du peuple américain attendait beaucoup, se trouvera singulièrement fortifiée si elle arrive à obtenir un accord précis touchant les intérêts des Etats-Unis dans le Pacifique, et si elle obtient au moins dans les résolutions qui seront rédigées à la fin de la conférence la promesse de quelque désarmement.

Si l'on résume maintenant les données du problème posé devant la Conférence de Washington, on constate certes le très grand intérêt qu'il présente pour toutes les nations, mais l'on discerne aussi par avance ce qu'il serait vain de demander à cette conférence. Les conversations qui com-

mencent n'amèneront pas l'entrée des Etats-Unis dans une alliance, ni dans une alliance anglo-japonaise, ni dans une alliance de garantie contre l'Allemagne telle que l'avait prévue et promise le président Wilson; elles n'amèneront pas un règlement rapide des dettes de guerre; elles n'amèneront pas de ces combinaisons d'intérêts, de ces associations de grandes puissances qui ressemblent à des alliances économiques. Elles ont pour objet essentiel d'arrêter les progrès du Japon en Chine et en Sibérie, et de donner au peuple américain une satisfaction touchant le problème du désarmement. Il est naturel, il est nécessaire que notre pays soit présent. Mais qui ne voit que les questions qui nous touchent le plus vivement, l'application du traité de paix, le paiement des réparations, la frontière française, n'ont pas la première place dans le programme de la conférence telle qu'il se présente au moment où elle commence ses travaux? Trois années ont passé depuis l'armistice; les événements vont vite. Ce n'est plus sur le Rhin que le monde a les yeux fixés, c'est sur le Pacifique. La Conférence de Paris, c'était le règlement d'une guerre finie et gagnée; la Conférence de Washington, c'est un acte préventif contre une guerre à éviter. Le traité de Versailles est, pour les autres nations, du passé; les résolutions qui seront adoptées à Washington intéressent un avenir encore mystérieux. Les mois qui viennent nous apprendront ce qu'il est légitime d'attendre de la Conférence : mais dès aujourd'hui, il ne tient qu'à nous de connaître ce qu'il ne faut pas en attendre.

X. X. X.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

Le Gérant : ED. PAUPHILET.

A RUDYARD KIPLING

Quand triste par la vie et par l'humanité
Le Destin sans recours vient contempler la somme
De la détresse ardue et de l'iniquité,
La Chance unit le rêve avec la vérité,
Et l'univers devient un homme.

Qu'il est beau cet instant obscur et fortuné
Où, dans l'humilité et le silence, est né
Un de ces cœurs puissants, nouveaux et nécessaires,
Qui dilatent le globe au moment qu'ils l'enserrent,
Qui donnent aux humains la joie imaginaire,
Et le bonheur d'être étonnés!

Mieux que le feu des Grecs sur la montagne antique
Annonçant les hauts faits entre l'herbe et les cieux,
L'enfant universel et cependant unique
Est un brûlant sommet par qui tout communique,
Et le monde entre dans ses yeux.

Tout est dans le poète; il s'ajoute lui-même
Aux siècles, aux trésors, aux nations, aux lois.
L'univers languissant refleurit dès qu'il l'aime.
Il est fort en son cœur, et pourtant il essaime,
Étant lui seul autour de soi!

Il a tant absorbé et contenu l'espace
Que, dans sa marche ferme et sa simplicité,
Il transporte le monde alors qu'il se déplace,
On voit sur lui des flots, des astres, des cités,
On entend quand il songe, on entend quand il passe
Se détendre l'immensité.

— Le voici donc, pareil à sa forte Angleterre,
A l'île de vigueur debout sur l'eau d'argent,
Celui qui, d'un élan natif et volontaire,
Joint au Nord obstiné l'Orient des mystères,
A la fois actif et songeant.

Si noble que l'idée ait rendu son visage
Le ténébreux instinct parfois l'ensevelit,
Il est tout recouvert de brûlants paysages,
Il ressemble au désir, il ressemble au voyage,
Et les parcours sont abolis.

Il est baigné d'embrun, et pourtant il embaume ;
Sa force est d'azur froid, mais les profonds étés
L'ont saturé d'un rêve où glissent des fantômes,
Telle l'Inde, où l'on voit cheminer dans l'arome
Des peuples aux pas veloutés.

Comme un mol éventail de palmes qui s'inclinent,
On sent autour de lui frémir avec amour
Le cortège enivrant des contes des Collines,
Où, dans un bruit lointain de tambour vague et sourd,
Passent des corps ambrés, en blanches mousselines,
Des garçons aux yeux clairs, des filles cristallines,
Les balles de polo heurtant la paix du jour,
Les gais poneys et le vautour !

O somptuosité des palais de Lahore,
Gravité de l'Égypte, œil distrait des Bouddhas,
Bruit des lotus s'ouvrant dans la Chine, à l'aurore,
Et la maison anglaise, où tout humain s'honore,
Paisible entre ses vérandas.

— Poète, créateur, saisons, forêts, navires,
C'est l'homme en lutte heureuse avec les éléments.
Par lui l'animal rêve et la cime respire ;
L'espace, entre son cœur et celui de Shakspeare,
Penche, comme entre deux aimants.

Que loué soit aussi le héros dont les ailes
Sont deux drapeaux penchés sur des corps endormis,
Lui qui, ressuscitant les stoïques amis,
Sur les soldats de France et d'Angleterre a mis
Des épitaphes immortelles!

— Fascinés par la franche et sublime lueur,
Quel nom donnerons-nous à l'homme qu'on contemple
Avec ce long silence attentif et songeur?
Quel terme est assez fier, quels mots sont assez amples?
Qu'il soit nommé le Feu, l'Énergie et l'Exemple,
Qu'il soit nommé Consolateur!

Consolateur puissant pour les jours sans courage,
Consolateur secret pour les cœurs moins hardis,
Main d'airain qui, puisant dans le tombeau des âges,
A ramené soudain sur l'antique rivage
Le terrestre et frais paradis!

Veuille l'humanité, dans sa plainte infinie,
Considérer parfois cet honneur sans pareil
D'être, par ses enfants, divine et rajeunie,
Qu'elle efface les pleurs de sa face ternie,
Puisque, lorsque l'azur a de muets soleils,
La sombre terre a le génie...

COMTESSE DE NOAILLES

45-2

LE CULTE D'ICARE[1]

I

Assises en leurs fauteuils voltaire, Caroline Cavrois et Augustine Héricourt tricotaient près de la fenêtre selon leur coutume lorsque Raoul Héricourt entra. Elles lui rappelèrent leur invitation pour le dîner célébrant l'anniversaire d'Augustine. A son tour elle atteignait quatre-vingts ans. Caroline Cavrois les avait comptés pour soi, huit ans plus tôt. Édentées, ridées comme deux noix, entre les boucles à l'anglaise des perruques qu'elles gardaient depuis 1830, elles riaient cependant d'être là encore devant Raoul, l'enfant devenu barbon. La mort les oubliait donc? Tant de Cavrois, de Lyrisse, d'Héricourt avaient, sous leurs mains, fermé les yeux!

— D'autres sont nés... — dit Raoul. — Et d'autres naîtront.

Il embrassa son neveu, le petit Manuel Héricourt, si gentil dans son costume d'Écossais, en kilt bariolé, en veste de velours noir. L'épagneule rousse montra les dents parce qu'il

1. Lorsqu'une mort prématurée a enlevé Paul Adam, le puissant romancier laissait sur sa table de travail l'œuvre que la *Revue de Paris* publie aujourd'hui. C'était, dans la pensée de l'écrivain, le deuxième livre de la trilogie qu'il méditait. Le premier livre, *Le Lion d'Arras*, a paru ici-même avec un grand succès. Le second est celui que nous commençons dans ce numéro. Le troisième, qui n'a jamais été écrit, devait être consacré à la guerre, et ainsi se trouvaient rassemblées dans une grande œuvre trois époques : 1792-1870-1914, Valmy, Bapaume, Arras.

voulut lui tirer l'oreille. Les grand'tantes ensemble durent gronder leur « personnage de Walter Scott ».

Bien qu'il les eût irrévérencieusement appelées « vieilles marionnettes », elles adoraient ce descendant de Bernard, d'Omer, d'Octave Héricourt, sa chevelure blonde, ses turbulences. Tapageur! Oui, mais comme tous les enfants de la famille.

— Comme toi, Raoul.

Augustine, ôtant ses lunettes, rappelle le temps où sa mère lui contait avoir exaspéré un oncle à tel point qu'il la fit, par ses couvreurs, attacher au lion du beffroi, là-haut, là-haut.

— Il y a bien, bien longtemps, oh oui, avant même la Révolution. Tu sais, Manuel, la grande Révolution?...

Manuel sait. A six ans on a regardé les images dans l'Histoire de France.

A la bonne heure çà! Les deux vieilles rient à Raoul, comme elles peuvent, de toutes leurs rides, sous leurs perruques à longues boucles. Cet enfant c'est l'avenir. C'est l'intelligence des Héricourt. Il succédera dignement. Mais elles? De leurs filles, fils, nièces et neveux, presque tous se sont évanouis sous le geste de la mort. L'opiniâtre visiteuse pénétra dans les Moulins, dans les Forges, dans les Sucreries, dans les Mines, dans les maisons des Deux Places, dans celles de la Cité. La visiteuse toucha de sa faux les maritornes, les fiancés ou les marmots.

Les deux vieilles aiment trop le rappeler. Évidemment la peur de leur fin si proche les hante, fantôme toujours présent.

— Ah! la Visiteuse!... — gémit poliment Raoul ...— l'inexorable Visiteuse!...

Et les deux octogénaires soupirent, plus inquiètes pour leur soir.

Tant bien que mal, Raoul Héricourt les encourage. La science des médecins peut bien plus qu'autrefois, assure-t-il, et il se résigne à la conversation. Il les félicite de leurs œuvres aujourd'hui si prospères, et que ce petit Manuel, plus tard, saura continuer à son tour.

D'avoir été si prudente, fondatrice avec Crespel des fabriques à sucre de betterave, et actionnaire avec les Casimir Périer des premiers charbonnages devenus les mines de Lens,

Caroline Cavrois se repentirait. Le Seigneur aime peu les riches. Elle redoute aussi les tristesses du Purgatoire. Mais, si elle n'était en proie aux tortures du rhumatisme, Caroline se plairait encore dans cette grande chambre grise, malgré ses quatre-vingt-huit ans, avec le goût d'un potage à l'œuf exquis, avec ses odeurs d'iris et le sens de son trésor. Pourtant, il y a la présence de la mort, Raoul? Augustine voudrait savoir si les vitraux qu'elles ont donnés à Notre-Dame-des-Ardents leur valent au ciel les indulgences promises par l'évêque? Car il faudra trépasser.

En dépit de son impatience, Raoul plaindrait ces êtres voués à la peine capitale et qui souffrent de telles affres. Il évoque le dernier jour d'un condamné, à la Victor Hugo. Pourtant que de douceurs encore malgré l'ennui d'être laides face à face dans leurs fauteuils voltaire comblés de coussins. A travers leurs besicles d'argent ne regardent-elles pas le soleil dorer la lyre de la pendule qui tinte? Flore et Zéphyr, volant à demi nus, offrent aux yeux les plus ternis leur chaste baiser dans le tableau de Prud'hon. La touffe de roses s'épanouit en pleine vigueur sur la coupe d'onyx que reflète le marbre du guéridon où Caroline dépose son tricot. La lyre, les amants, les roses, ce bel enfant blond qui joue avec l'épagneule, une prière d'espérance au Christ d'ivoire antique souffrant sur l'ébène du crucifix pour le rachat de tous les péchés, cela entre les lambris gris d'autrefois, sur le parquet, miroir pour les fauteuils d'acajou et de velours jaune rangés jusque vers les rideaux de damas réduisant le rayon de la fenêtre, n'est-ce point là des plaisirs dignes d'êtres chéris? demande Raoul. Même, pense-t-il, quand les doigts tremblent, quand la tête pèse, quand le ventre grouille, quand le tabac de la prise bourre les narines obstruées.

Cependant les portraits de ceux qui asservirent son esprit insultent Raoul Héricourt. Il en veut à la femme de l'Américain, à Cécile Héricourt qui fut arrogante, paraît-il, vivace, éloquente. La voilà peinte par quelque élève de David, sous le grand bonnet de la Révolution dont la jacobine voulut, jusqu'à sa dernière heure, conserver la mode. Et voici Dieudonné Cavrois, trop ventru pour sa culotte de nankin et son habit bleu, trop mafflu pour son col à jabot ainsi fixé jadis

par Daumier. Raoul Héricourt le déteste. Il sait l'insolence de cette bonhomie. Mieux vaut, avec les octogénaires, renchérir sur les mérites d'Omer Héricourt serré dans sa redingote à taille, avec un air de grande distinction, et qui semble s'écouter dire, comme de coutume, près de son ange, son Elvire si lissée, peignée, guindée sous la robe de soie puce et la collerette de dentelles. Raoul n'aima guère ses parents. Ils l'ont en tout contrarié. Sa mère très pieuse lui défendit les plaisirs du jeune homme. Elle mourut en collant au cosmétique ses bandeaux gris, la coquette!

— Oh! elle était coquette, ta mère, Raoul... — prononce Augustine.

Sur la haute toile que brossa Winterhalter, après celle où il peignit la reine Amélie, les voilà Omer, Dieudonné, le neveu, le fils, les chers enfants de Caroline. Elle a donné bien des claques, dit-elle, quand ils faisaient leurs fautes de thème latin, à ces écoliers devenus un gros et un maigre vieillard; celui-là chimiste illustre et membre de l'Institut; celui-ci ancien ministre, député toujours, orateur libéral célèbre en Pologne, en Prusse, en Italie, en Hongrie, où ses paroles ont, vers 1848, provoqué des émeutes, deux révolutions pour la doctrine constitutionnelle.

— Non, le talent de ce Jules Favre, ni celui de ce Gambetta, — s'écrie Augustine, — ne sauraient amoindrir la renommée d'Omer!

S'étant forcé la voix, elle toussa.

— Avoue, Raoul, que je les ai bien élevés tous les deux, le fils de Bernard Héricourt et le mien, — murmure Caroline trop fière de son passé.

— L'orgueil, ma cousine... l'orgueil... — grommelle Augustine. — Vous péchez par orgueil... Fi donc. L'avarice et l'orgueil... vos péchés mignons... Récitez trois *ave* par pénitence... je vous prie.

Caroline sourit, se tait, se réfugie dans sa masse et manie son rosaire. Pour Raoul seul, elle murmure, profitant de la surdité qui afflige l'autre. Évidemment, Augustine n'a point à pécher par orgueil, elle qui, de son mari, ne sut faire même un capitaine de frégate avant de le laisser mourir obscur et quasi pauvre dans une rade algérienne où ils végétaient.

Par contre, Augustine invective contre le portrait du maréchal Héricourt, « la grande canaille de la famille », qui fut ramené d'Afrique le ventre ouvert par une bombe, devant Constantine. Est-il aux enfers, ce fourbe, cet intrigant? L'État lui fit de si magnifiques funérailles dans la cathédrale d'Arras.

— C'était en 1835.

— Non, en 36, — objecte Augustine plus sûre de sa mémoire; excellence que les deux cousines se disputaient. — Le maréchal Soult, ministre de la guerre, y représentait Louis-Philippe.

— Le deuil, Raoul, était conduit par ton père. Tu te souviens?

Omer Héricourt! Augustine l'avait, plus tard, entendu parler à la tribune du Corps législatif si violemment contre le coup d'État du 2 décembre! Elle se le rappelle et soupire dans sa figure de cierge fondu, crevassé. Elle-même alors apercevait, sur les glaces, ses cheveux tout blancs déjà dans une ample capote de dame âgée. Et il y a si longtemps déjà que ce lui semble une fin de sa jeunesse. Seulement, une jeunesse en cheveux blancs!

Puisque Augustine est sourde, Caroline peut la juger devant Raoul :

— La maladroite! Fut-elle assez incapable d'utiliser l'influence du maréchal! Caroline hausse les épaules et branle du chef en regardant sa cousine.

Augustine et son mari avaient-ils méprisé le maréchal avec affectation! Par ailleurs, ces impertinents manifestaient autant de dédain pour Cavrois, qui eût pu les appeler dans une division au Ministère de la Marine sous Charles X, ou à la préfecture de Toulon après 1830. Elle avait bien essayé, sans réussir à vaincre la rancune de son mari à l'égard de ce petit officier de canonnière impudent au possible. Le sot qui mangeait sa fortune en essayant, comme Juste-Émile et Raoul Héricourt, de diriger les ballons là-haut, pstt, dans les airs... s'il vous plaît. Mais lui ne savait rien. Caroline rirait encore, s'il n'avait dilapidé tant d'argent. Raoul ne doute pas qu'à travers le mort ce trait ne l'atteigne. Caroline répète tout haut le reproche à sa cousine si ratatinée sous sa pèlerine de

velours, si blême et blette en sa coiffe de valenciennes jaunies, avec les os de ses mains dans un énorme manchon roux. Décidément Caroline aujourd'hui la houspille.

— Que tu as été jolie. Très jolie! Tu ressemblais à Cécile Héricourt avec la crinière de son Américain. Aussi n'as-tu pas manqué de faire les cornes à ton marin. Oui, oui!

Bien que vexé par les accusations contre les aérostiers, Raoul s'amuse un peu. Augustine se fâche, tousse et marmonne; mais cela se perd dans son catarrhe.

— Et le hussard qui revenait de Leipzig? — insiste Caroline. Et le petit secrétaire de Chateaubriand, après le retour des princes?

— Tais-toi, ma bonne.

— Et ta liaison scandaleuse avec Miron, l'associé d'Ouvrard, pendant que ton époux explorait les îles de l'Océanie, sur l'escadre de l'amiral Dumont d'Urville.

La belle Augustine, d'ailleurs fidèle à sa marotte, avait, la folle, facilité les aventures aéronautiques de son frère et des Blanchard, en obtenant d'Ouvrard, pour eux, beaucoup d'argent. Grâce à quoi, madame Blanchard tomba sur un toit de Paris avec son ballon en flammes et mourut un peu avant Luc, asphyxié, lui, dans les airs, par son hydrogène décomposé. Ce qui n'empêcha point Augustine, veuve et assagie, de contraindre ses fils, Héphrem et Usmar, à poursuivre la chimère. Que d'argent ils avaient dépensé, dans les hangars des Forges, à construire des ballons en feuilles de cuivre qui ne s'envolèrent jamais, à fabriquer des gaz plus dangereux que légers dans leur usine de Vimy, malgré les avis de Dieudonné Cavrois. Héphrem, en outre, s'était laissé dépouiller par cette amazone du cirque Franconi qu'il soulevait dans les airs avec le cheval suspendu à la nacelle, pour l'enthousiasme des badauds alternativement parisiens, artésiens et anglais. Au bout du compte, il s'était remis à forger des essieux de voiture après avoir épousé la fille affreuse de ses fermiers afin de garder ainsi le principal de son bien que d'abord ces croquants avaient acquis par des prêts successifs. Quant au superbe Usmar... ah! ah!... le drôle de neveu.

Raoul Héricourt ne doute pas que toute cette diatribe ne le vise. Il proteste en alléguant l'ignorance de ces gens.

— Certes, — réplique Caroline, — qu'étaient-ils auprès de Juste l'Américain, de Bernard le dragon de l'Empereur, du maréchal Augustin, d'Omer Héricourt, leurs petits-fils mêmes, ceux qui dirigent à présent les moulins de Sainte-Catherine, ceux qui commandent aux minoteries de Blangy, ceux qui régissent les forges de Saint-Nicolas, ceux qui transforment les betteraves dans les sucreries de Bailleul, ceux qui savent administrer les mines autour de Lens et d'Aniche, ceux qui font de l'élevage à Boiry-Becquerelle, ceux qui, députés, fonctionnaires, maintiennent l'influence de la famille auprès des ministres.

Caroline Cavrois, branlant de la tête, élève la voix. Car Augustine se ferait plus sourde qu'elle n'est. Elle feindrait de ne pas entendre. Caroline entend juger les autres selon sa conscience, comme elle aime. Augustine fait mine de s'endormir, ayant prisé.

Alors, pour Raoul, que la colère étourdit, Caroline Cavrois récapitule les totaux des sommes englouties par les inventeurs de la famille. Elle n'oublie rien. Ils l'eussent ruinée si elle n'eût été là pour rendre plus prospère les sucreries, les mines et les moulins, pour les doter de machines à vapeur et de voies ferrées, en dépit de tous, de tous, de tous... La tabatière claque sur l'accoudoir. Augustine se réveille un moment. Ses yeux noyés s'effarent. Soudain le carillon avec l'heure reprend sa danse sur la ville. Les cœurs âgés de Caroline Cavrois et d'Augustine Héricourt tressaillent dans leurs fauteuils anciens. Dire qu'elles avaient encore esquissé un pas de menuet avec la joie du carillon, au milieu de leurs petits-enfants, quand les zouaves et les voltigeurs, afin de reconquérir la liberté latine, chassaient de Solférino les armées de l'empereur autrichien. Hélas! Augustine ni Caroline n'ont pu même esquisser un pas de gavotte lorsque, pavoisé de tous ses drapeaux, le beffroi salua de ses cloches le départ des régiments aux pantalons rouges et aux guêtres blanches dans cet août de 1870. Comme leurs aïeux de septembre 1792, comme les volontaires de Juste Héricourt, ils couraient à la rencontre des Prussiens apparus sur les collines de Lorraine et sur les Vosges d'Alsace, encore une fois. Émile de Praxi-Blassans guide les cinq divisions marchant au Rhin

du côté de Forbach. Et le voici bel encore, à soixante-huit ans, comme en Afrique, comme pendant la campagne d'Italie, sur *le Monde Illustré*, que le petit Manuel feuillette.

Massive, large en son ample caraco noir à brandebourgs, et couperosée dans sa capeline de soie héliotrope, entre ses boucles blanches, jaûnâtres un peu, Caroline Cavrois s'admire au coin de la glace inclinée par-dessus le marbre de la commode flamande. Comme une sorte de force imposante, elle persiste entre les coussins de velours ponceau et de soie brodée. Sa main de taches jaunes, d'os et de veines saillantes, crispée sur la tabatière de vermeil, possède toujours la force d'étreindre. Au milieu du fauteuil voltaire, bas sur pieds, la maîtresse des Moulins, des Forges, et des Mines trône, comme il lui sied. Il ne lui déplaît pas que sa voix, devenue rauque, semble mâle autant que celle d'un patriarche. Dailleurs, autour du triple menton fripé, parcheminé, raviné, un peu de barbe grise frisotte, ainsi qu'elle le fait, par plaisanterie, remarquer souvent à ses petits-neveux s'ils lui résistent.

Voici la religieuse qui soigne les deux octogénaires. Elle les oblige à prendre leurs remèdes et leurs potages, à sortir dans le jardin pour profiter du soleil quelques moments, sujets de luttes ardentes. Caroline ne veut pas bouger. Soulever sa masse lui semble un effort inutile pour le résultat douteux de la promenade. Augustine répugne à s'administrer les granules de digitale qu'exige l'état de son cœur détraqué, ou l'éther des pilules qui crèvent dans l'estomac et produisent des nausées violentes. Entre elles deux, la sœur s'évertue, en murmurant une prière à saint Christophe pour qu'il lui donne de sa vigueur et de sa patience. Robuste fille des champs jadis, vrai colosse en robe, en pèlerine noire, toute rougeaude dans l'empois de la guimpe, elle tarabuste les vieilles entêtées.

— A c't'heure, madame Cavrois, c'est-y que vous voulez faire pleurer le bon Dieu?... A votre âge, quand on peut le voir tout à l'heure!... Et vous, madame de Beugny, que dira sainte Augustine votre patronne, si vous avez une crise tantôt, et que vous ne puissiez pas réciter votre dizaine de chapelet. Faut tout de même faire ce qu'il faut pour gagner sa place au ciel. L'abbé Planque vous l'a bien dit que Notre

Seigneur veut qu'on se soigne pour le prier et l'honorer le plus longtemps. Allons, madame Cavrois. Pendez-vous à mon cou... Là... Encore... Voilà votre canne. Ça va-t-il?... Un pas pour saint Joseph. Un. Un pas pour la Sainte Vierge. Deux. Un pas pour Jésus. Trois... Vous voilà en route... Habile, habile, madame de Beugny... Sainte Augustine vous regarde là-haut... Pensez-y. Prenez mon bras.

Et les voilà qui, clopin-clopant, chacune à un bras de la sœur, s'en vont, bougonnantes et geignantes, branlant de la tête, sentant leurs fémurs rentrer dans leurs rotules sous le poids de leurs chairs, loques et paquets flasques qui ballottent dans leurs vêtements. Elles ont obéi. Pour naïves qu'elles soient, les invocations au ciel de l'Ursuline ont persuadé le génie de madame Cavrois, l'art de madame de Beugny. Car le ciel, c'est aussi la mort prochaine qui déjà ricane dans la toux de l'une, qui déjà se moque de l'autre en lui faisant danser le cœur précipitamment sous la carcasse. Caroline a senti dans son cerveau cette artère trop large où le sang s'amasse, afflue et reflue. Augustine croit que le sol se dérobe et s'incline sous sa marche, que l'or tombe en neige brillante devant ses yeux. Un peu plus elle s'évanouirait, en écoutant une mer lui bruire dans les oreilles, en sentant le froid lui glacer les narines et la sueur mouiller son front. Oui, la mort ainsi joue avec les artères dilatées de ce cerveau qui créa tant. Elle joue avec la faiblesse de ce corps qui fut la jeunesse, la beauté, le délire de la passion voluptueuse, la poésie d'attendre l'essor d'un nouvel Icare.

La mort est là, en elles deux, qui s'avancent le long des parterres sur l'allée au soleil, vers le massif d'hortensias, vers la Sainte Vierge en sa niche, dans le mur de lierre. La mère du Christ les accueille de ses mains ouvertes. Ce quinconce d'ormeaux sur le boulingrin ne va-t-il pas dans l'instant disparaître avec l'univers à jamais, ne laissant que la Vierge et l'espace pour juger les mortes. La sœur à genoux priera comme les autres Ursulines qui sortent de leur chapelle. Les cloches sonneront un glas. D'autres continueront les joies et les douleurs, et les espérances. Elles souriront à la force des roses, à la diaprure des tulipes, à la sage théorie des religieuses blanches et noires, au deuil élégant des scabieuses,

aux luttes de l'enfant et de l'épagneule, aux souvenirs des siècles passés, à ces murs où les chevaliers suspendirent leurs écus après le tournoi.

— Eux-mêmes, que sont-ils ces chevaliers, à présent? — demande Augustine de Beugny à Caroline Cavrois, aux Ursulines qui les saluent et complimentent leurs deux bienfaitrices.

— Auprès du Seigneur, dont ils chantent les louanges, — a répondu, de sa voix certaine, la supérieure.

— Nous irons bientôt leur faire la révérence, — suppose Caroline.

Augustine pleurerait si ses yeux n'étaient toujours rouges de larmes. Les moribondes sont parvenues au bout du petit jardin que les murs enferment. Près de Marie elles s'arrêtent essoufflées, face à face. Elles se regardent, monstres difformes : l'une frêle, cassée, la figure couleur de suif, et les yeux dans l'eau; l'autre énorme du ventre à la croupe, presque maigre aux épaules, la parole derrière un masque couperosé, lézardé, barbu. Caroline grogne.

— Hein, fillette, nous sommes de jolies danseuses.

— Oh! mesdames Polichinelles!

Le petit Manuel rit parce qu'elles tentent de se faire la révérence, ironiquement. Il préfère aussitôt poursuivre les deux papillons voletant au-dessus des roses thé. Preste, il bondit. Les rubans de son béret oblong flottent derrière ses cheveux. Le charmant Écossais n'a-t-il pas des ailes aussi dans sa veste de velours dentelée? L'épagneule jappe et s'excite. Lui craint quelque peu, mais s'il rougit, il ne veut pas céder à la peur. La bourse en peau de chèvre, qui pend de la ceinture, danse avec le galop du gamin aux jambes nues, sous le kilt à carreaux verts, noirs et pourpres.

— Ce n'est pas lui qui aura les Moulins, — dit Augustine, ni les Forges, ni la mine... ni les bateaux...

— Avoir? Avoir les Moulins, les Forges, la mine, les bateaux, la verrerie, les champs, les fermes!... Avoir!... — marmonne Caroline appuyée sur sa canne des deux mains. — On n'a plus... C'est devenu trop... tout ça, pour qu'on l'ait... Il y en a trop... Et c'est trop dispersé... Trop loin... Il y en a trop pour un gamin comme Manuel... Jadis mon

père les possédait à lui seul les biens qui sont maintenant si changés... En une journée de promenade à cheval il visitait toutes les parties de son domaine. Après, ses fils, ses filles, ceux du premier, ceux du second lit, Aurélie, Bernard, sa Virginie, ton Juste-Emile, les deux corsaires de Dunkerque, vos enfants et les miens se sont partagé les terres et les fabriques. Et puis leurs filles, leurs fils se marient. Et maintenant ils sont combien... Un, deux, cinq. Et ici sept. Et à Dunkerque douze. Et les quatre d'Havrincourt, seize... Et ceux de Bailleul, vingt... Et ceux de Lens, vingt-trois... Et les Parisiens, vingt-sept... Vingt-sept arrière-petits-fils, petites-filles, gendres et brus. Les voilà ceux qui possèdent nos moulins, nos forges, nos mines, nos péniches du temps jadis. Oh! les trois péniches d'avant la Révolution, les trois péniches de maître Héricourt, comme on disait... Et son huilerie... le pressoir, avec le manège du cheval aveugle... Il y a la vapeur maintenant. Des sucreries, des brasseries, j'en ai trop construit, moi, d'Arras à Dunkerque... Avoir! Avoir! On n'a plus rien quand on a trop... On n'a plus rien.

Elle tâcha de lever ses regards vers le beffroi qui sonnait, malgré l'ankylose de son cou, mais elle n'y réussit pas. Elle balançait sa lourde tête, et les boucles grises de sa perruque, et les pans de sa capeline héliotrope. Elle cracha, selon la quinte qui la secoua brusquement. Augustine, par une immobilité absolue, essayait de mettre fin à ses palpitations. Elle regardait devant elle fixement. Ce que vit Caroline lorsqu'elle se fut calmée. Manuel Héricourt, épouvanté par les douleurs de ses polichinelles, cessa le jeu de sauter pardessus l'épagneule.

— Tu souffres, ma fillette?... Patience, patience. Avoir... — dit-elle encore, suivant sa pensée. — Autrefois j'avais... j'avais un moulin, des fermes, des champs. Je pouvais y entrer, en sortir, y marcher, y commander... J'y pouvais toucher, nettoyer, boire et manger, rire et souffrir... C'était mon bien. Je possédais... Maintenant ai-je quelque chose, vraiment? sauf cette vieille maison que j'ai donnée aux Ursulines pour y faire leur chapelle après moi... Je n'ai plus rien. Ils m'ont changé mes champs, mes fabriques et mes vaisseaux en actions, en obligations, en titres, en toutes sortes

de papiers que j'entasse dans le portefeuille de mon pauvre Cavrois, dans son portefeuille de secrétaire impérial ou royal... Du papier... Des papiers... Un peu de papier. Voilà ce que j'ai seulement... Est-ce là posséder, ma fillette, hein? Est-ce là posséder?...

Augustine de Beugny ne répondait rien parce que son cœur trépignait dans sa carcasse follement, parce que dans l'artère élargie de son cou une flamme continue flamboyait, brûlait et suffoquait, parce que dans son bras droit, une onde cruelle allait, tordant ses muscles, broyant ses os, ligotant ses veines, parce que l'angoisse de la crise la mettait en sueur froide. Hagarde, elle aperçut le rire hideux de la mort devant ses regards noyés. Elle se cramponnait à la vigueur de sa religieuse.

— Ma sœur!... Je vais passer... Ma sœur!... Sûrement je vais passer...

— Hé non! Hé que non. Vous ne passez pas... Je vais vous donner votre éther... Asseyez-vous là... Dites un pater pendant que je débouche la fiole.

Sur le banc de jardin, la moribonde tremblait maintenant. Ses mâchoires cliquetèrent. Cassée en deux, les fanons ballants, elle râlait, dans son foulard à ramages et sa pèlerine de velours. Caroline ne cessait plus de murmurer, tout en la considérant, mais sans pitié. Cependant l'Ursuline tirait de son cabas un flacon d'éther, une boîte de sucre, une cuiller, et elle forçait Augustine à lever la tête, à ouvrir le trou flasque de la bouche, à recevoir le remède. Ce qui fit tousser horriblement la vieille dame. Sa face de suif raviné s'empourpra. Ses yeux larmoyèrent. Ses bras se tordirent. Elle étranglait en geignant. Et c'était pour Manuel Héricourt un spectacle d'épouvante.

Il eût voulu que sa mère vînt. Derrière les hautes fenêtres il en chercha la figure claire, le manteau de dentelle noire et la main au bracelet d'or. Non elle n'était point là. Il lui fallut revoir la bouche ridée, fripée de la grand'tante Augustine, ses vieux yeux dans les orbites osseuses entre les boucles anglaises si blanches de la perruque, et tout ce corps voûté, cassé dans l'ample pèlerine de velours et les doigts de parchemin crispés dans les mitaines, sur un mouchoir de soie brune; et la grand'mère Cavrois, large et debout, qui regardait,

sans paraître la voir, cette pauvre moribonde brisée sur le banc de jardin, dans les bras de la sœur Sainte-Luce. Ensuite toutes deux, il le sentit, le contemplèrent avec tendresse. Elles essayèrent de lui sourire dans leur laideur d'agonie. Il en eut peur. Que lui voulaient-elles à le considérer ainsi, comme si elles prétendaient le manger, nourrir leurs tristes hideurs de son enfance turbulente et leur passé morose de son avenir pétulant?

Calmées, hochant la tête et tremblant des mains, elles se placèrent assises côte à côte, avec la religieuse qui reprenait son tricot, qui murmurait une antienne. Elles la murmurèrent ensemble toutes trois, avec dévotion. Ce n'étaient plus que ses deux polichinelles et leur gardienne en robe noire, en guimpe éblouissante. Un essaim de corbeaux croassait dans le ciel au-dessus des pignons à volutes, au-dessus de l'étroit jardin, de ses parterres aux tulipes toujours neuves, de son boulingrin si vert, de ses ormes en quinconce dans le carré de façades anciennes. Derrière la cage aux serins de Hollande, près de la haute croisée, une sœur converse astiquait le cuivre de sa bouilloire et de ses flambeaux.

Manuel Héricourt attendait sa mère impatiemment. Il eut envie de pleurer. Où donc s'attardait-elle la gentille, la jolie? Celle qui l'emmenait dans les parfums et la soie de ses robes vers les lieux de fête, toujours? Celle qui le consolait quand les leçons étaient difficiles? Celle qui lui faisait la surprise de crêpes chaudes ou de pain ferré, ou d'images peintes dans un livre orné d'or? Était-ce pour les choisir qu'elle laissait trop longtemps son lutin avec les deux vieilles polichinelles? L'épagneule elle-même, sifflée par un domestique, s'était enfuie vers la cuisine. D'être là en costume écossais, pouvait-il s'amuser encore? Il avait bien un béret planté de travers élégamment sur ses mèches, et, dans la veste de velours, deux poches où mettre les mains, et, sur le ventre, une sacoche en poil de chèvre, outre le petit jupon de carrés pourpres, de carrés noirs, de carrés verts qui se mêlaient tant que ce devenait un jeu subtil de suivre avec le doigt le dessin de l'un parmi les autres entrecroisés.

— Crois-tu que nous irons au ciel? — lui demanda la grand'tante Caroline.

L'enfant ne sut que répondre. Pouvait-il y avoir au ciel, entre les anges, des vieilles si laides, barbues, sans dents, ridées, crevassées? Tous les vieux pourtant vont au ciel, l'un après l'autre. Quand on ne les a plus vus de quelque temps, et lorsqu'on demande où ils sont : « Au ciel », répond maman plus grave, quelquefois triste. Et ces deux vieilles qui du matin au soir récitent leurs prières avec les religieuses, comment ne feraient-elles pas le même voyage? Mais les anges se plairont-ils avec ces polichinelles?

Grand'tante Caroline et grand'tante Augustine lui rient de toutes leurs rides écarquillées. Dans les trous de leurs yeux des lueurs vacillent.

— Tu nous juges donc, — fait Augustine, sur un ton de dépit. — Tu nous juges, mon enfant. Et de quoi nous accuserais-tu?... De rien?... Dis... Parle donc... Je ne te gronderai pas.

— L'avenir juge le passé, — grommelle Caroline. — Alors tu nous vois brûlant aux fournaises de l'enfer, elle et moi?... Non?... Mais cependant, si nous n'allons pas au ciel, nous irons dans les brasiers de l'enfer.

Manuel ne voudrait pas répondre. Il ne sait pas, du reste. Il lui paraît seulement impossible que la laideur de ces polichinelles et la beauté des anges se puissent fréquenter sans cesse dans la vie éternelle.

— Ta mère dit-elle que nous irons au ciel ou bien à l'enfer? — interroge la grand'tante de Beugny. Et sa tête oscille sur son cou de cordes détendues dans la peau flasque.

— Au ciel... — se hâte de s'écrier Manuel d'instinct, et par crainte de nuire à sa chère maman.

Au reste elle n'a jamais devant lui rien exprimé que des opinions déférentes à l'égard des deux vieilles parentes.

— Et ton père, que pense-t-il de nous? Que pense-t-il de nous, le petit-fils de Bernard Héricourt?

Manuel revoit son père rigide, froid, sévère, entre le secrétaire et la bibliothèque, à Paris, dans l'hôtel ancien du Marais, où ils habitent un second étage. Son père n'a jamais parlé des vieilles que pour faire gravement leur éloge. Donc il ne pouvait les voir qu'au ciel lui aussi, quelle que fût sa

rigueur ordinaire pour les commis, les vaguemestres, les facteurs, les domestiques, pour tous.

Le ciel. L'enfer. Manuel Héricourt s'effraie. Ce choix si lointain pour lui, le voilà tout proche pour elles, évidemment terrifiées. La masse de grand'tante Caroline s'affaisse et se tasse plus. Ses joues de gélatine tremblent. La stature de la grand'tante Augustine se casse davantage vers le sol qu'elle regarde fixement. La religieuse tricote toujours et prie. Manuel n'ose pleurer. Ses mains transpirent... Pourquoi ne vient-elle pas la jolie maman parfumée, la maman au bracelet d'or, au manteau de dentelles, au chapeau de marguerites, aux bottines bleues?

Et grand'tante Augustine qui sanglote maintenant, et ses yeux noyés qui ruissellent, larmes après larmes, sur la pèlerine de velours, et grand'tante Caroline qui rit à faire peur... toute secouée dans sa masse... qui rit de l'autre et d'elle-même... et qui se bat les flancs avec ses larges mains tachées de jaune... Et la sœur qui console en vantant la miséricorde infinie du Seigneur, en rappelant les bonnes œuvres des vieilles dames : Notre-Dame-des-Ardents construite avec leurs dons, cette chapelle et cette maison vouée à la sainte des Ursulines et à la congrégation elle-même, et les cierges qui brûlent perpétuellement aux pieds de Jésus... dans Saint-Géry... La Sainte Vierge tiendra compte...

— Mais la Visiteuse ne tiendra pas compte... La Visiteuse qui entre ici, les mains tendues vers nos fronts... — gémit la grand'tante Augustine.

Manuel Héricourt crierait s'il n'avait peur de voir l'enfer aussitôt s'ouvrir dans le boulingrin, et de ses flammes brûler, devant lui, les aïeules...

Une voix gaie l'appelle et c'est la jolie maman qui court. Elle tient à bout de fil un beau ballon rouge et sa nacelle achetés avec l'argent de grand'tante Augustine. Un ballon qui plane dans l'air comme celui de « l'Américain », celui de Juste-Émile Héricourt, représenté sur la gravure de la salle basse....

— Ai-je bien trouvé, ma tante, ce que vous vouliez pour Manuel?... — s'écrie Alphonsine Héricourt en répandant aussi des roses blanches, des roses jaunes sur les genoux des vieilles damnées qui l'embrassent à tâtons.

II

Aux sons du glas, par les « grandes marches » de la cathédrale, le cortège funéraire montait vers les colonnes de la façade, et l'angle du fronton. Trois bannières, images des supplices infernaux, semblaient peintes encore, avec le pus des cadavres, à la manière de l'Inquisition espagnole, jadis victorieuse dans Arras. Épouvantables pour la foule, pour les enfants, elles précédaient, aux mains de bedeaux septuagénaires, la double théorie des orphelines bleues et de leurs cierges, celle des noires Ursulines scandant un psaume, celle des chantres psalmodiant les répons, enfin le groupe de l'archiprêtre et des chanoines qui, lentement, aumusse au bras, bréviaire aux mains, gravissent les soixante degrés, avant Caroline Cavrois soutenue par huit colosses, en son lourd cercueil, recouverte de fleurs somptueuses, de couronnes en amas sur le poêle aux galons d'argent.

Derrière, en son habit de l'Institut, Dieudonné Cavrois, large et gros, guidait le deuil de sa mère. Le vent rebroussait les mèches blanches dans son cou. Arras admirait plus le général de Praxi-Blassans, sa fière mine. En son dolman de brandebourgs et d'astrakan, en son pantalon rouge, il était si haut. Le sénateur Omer Héricourt l'accompagnait. Ne portait-il pas noblement sa redingote telle que celle jadis apparue sur les barricades, au 2 décembre, et qu'avaient reproduite tant de journaux illustrés? On se le rappelait à demi-voix. Le patron du café Lagache la salua en levant son chapeau de paille très en l'air. Ostentation d'esprit républicain. Geste imité par tous ses clients habituels. Les Caudellier, les Gossart, les Camus avaient abandonné le billard et les cartes de la Grand'Place pour venir assister aux obsèques solennelles de l'aïeule que Robespierre et Jospeh Le Bon avaient embrassés, toute petite, dans la grand'salle des Moulins d'Héricourt. Et chacun de murmurer les souvenirs chers à ses grands parents. Ils avaient, l'un, botté le dragon de l'Empereur, Bernard Héricourt, l'autre, acheté les champs du maréchal Augustin, celui-ci, fourni les dentelles de soixante-six manchettes au comte de Praxi-Blassans avant son départ

pour Vienne, en 1815, avec Talleyrand. Ces souvenirs transmis d'âge en âge étaient l'honneur des familles commerçantes. Jadis le syndic des « Cordonniers Mineurs », que protégeait Robespierre, avait dit les siens à son petit-fils Hidou, qui chausse aujourd'hui les dames de la préfecture impériale. De même, la lingère Buissart avait instruit ses fils de ces faits, rue des Rats-Porteurs, en face de la maison de Robespierre, avant qu'ils héritassent des bâtiments où, rue Baudimont, ils fabriquent maintenant les draps de la troupe, les chemises et les trousseaux de noces. De même, le marchand de biens, Aimé-Jérémie Rambure, avait averti sa descendance de pauvres commis et de mercières; trois de ses arrières-petites filles offrent, en cheveux, ce jour-là, les violettes de leurs paniers aux plus élégantes des curieuses, et les journaux de leurs sacoches aux messieurs les plus sévères entre leurs favoris. Inclinant les hautes formes de leurs chapeaux, ces dandies, mieux que d'ordinaire, achètent les gazettes. M. Desmazières et M. Bécourt se les montrent. Devant Fannie, Angèle et Zénaïde, avant de les payer même, les Bourdrez discutent à voix basse sur les batailles récentes, avec les Ledieu et M. Degeorge. Rezonville, Gravelotte, Borny, à en croire le rédacteur bonapartiste du *Courrier*, fussent devenues des victoires françaises si l'ignorance de Bazaine avait compris quelque chose à la manœuvre allemande, s'il s'était aperçu que ses troupes battaient celles de l'ennemi; mais les républicains avaient sottement imposé Bazaine. « Oui, Monsieur, parce que, fruit sec de l'École Polytechnique, il s'est engagé comme simple soldat, et a, dans le rang, gagné tous ses grades. Quelle misère! » « Cela paraît démocratique à des Jules Favre et à des Blanqui! » Autant que celui sur la famille des Cavrois-Héricourt, cet article plaisait aux messieurs bien mis.

Les petites Rambure, Zénaïde, Fannie, comme Angèle, vendaient si facilement *le Courrier* aux personnes venues par le jardin de l'Evêché, qu'elles remontèrent le cours des arrivants le long du palais Saint-Vaast jusqu'à la place de la Madeleine toute herbue, ordinairement déserte. Ce jour-là, maintes gens la traversaient qui se gantaient de noir. A l'appel répété du glas, des dames se pressaient. Leurs cha-

pelets et leurs paroissiens à tranches dorés, leurs robes à poufs, leurs résilles en soie gonflées de cheveux lourds, leurs petits chapeaux sur les yeux, leur voilettes sur les lèvres, tentaient Zénaïde et Fannie. Angèle eût tant voulu changer sa devantière de toile bleue et ses galoches contre les atours des demoiselles Heroguelle, et Fannie posséder en or, comme madame de Cardevacque, les boucles d'oreilles qu'elle portait en jais. Leurs amoureux manquaient d'argent. Cyrille, le sapeur de Fannie, Clément, le lancier d'Angèle, étaient partis pour la guerre. Zénaïde ne tirait rien de son petit clerc Hacot. M. Taffin l'accordeur de pianos, M. Pamart le boucher, remplaçants des militaires, ne semblaient pas d'humeur trop généreuse. Donc il fallait, liant des bouquets, criant les journaux, soufflant dans la trompette, gagner sa vie. Elles allaient à trois, maigres et actives, dans leurs sarraus bleus, sous leurs tignasses blondes. Elles glapissaient à tue-tête vers les groupes de personnes qui, conviées aux obsèques de madame Cavrois, rejoignaient le cortège aux sons du glas plus solennels, plus lourds dans l'air terni.

Les petites Rambure comprenaient mal pourquoi ce matin, le journal bonapartiste était si demandé place de la Comédie par les officiers du café Saupeur, comme rue Ernestale. Les fumeurs de pipes, les joueurs de billard sur le seuil des cafés, les marchandes aux portes de leurs boutiques, les servantes sur les marches des perrons, tendaient leurs deux sous et s'emparaient de la feuille humide. Angèle servit le libraire Topino, si nerveux et bavard, qui l'avait de loin appelée jusque dans le magasin où ça sentait bon le livre neuf. Le gros abbé Planquette discutait avec le capitaine Huard, ce rougeaud rieur et bourru tout à tour. Tous deux saisirent la feuille avant de la payer, aussi. L'officier critiqua la prose du rédacteur et défendit le maréchal Bazaine, « un fameux troupier ». Huard l'avait vu mener au Mexique les opérations. Et quelle campagne !

Les trois amis s'en furent vers la cathédrale, tandis que les petites Rambure, interpellées de maison en maison, ne pouvaient y retourner. Elles distribuèrent leurs feuilles rue des Agaches, chez les rentières qui, pour se rendre à la cérémonie, nouaient les brides de leurs chapeaux, et rue des

Teinturiers, aux familles qui grondaient leurs enfants causes de tous les retards.

Les cloches sonnant « au gros mort » chassaient de leurs sons lugubres les plus lents à se mettre en route, la femme du receveur qui voulait, auparavant, surveiller encore la poularde au four dans sa cuisine luisante! Et le docteur qui gourmandait sa bonne inhabile à dépouiller un lièvre pendu contre le mur de la cour; et le notaire occupé à finir, quand même, de bourrer son cent de cartouches dans la bibliothèque; et le juge, en manches de chemise propre, en gilet et en pantalon noirs, qui décantait dans sa cave profonde, à la lueur de la chandelle, le bourgogne d'un précieux tonneau; et la lectrice captivée par les amours de Julia de Trécœur, dans une chambre jaune aux rideaux de velours bleu. Pour tous ceux-là, Caroline Cavrois, par le moyen du faux bourdon, s'évoquait grasse et puissante avec les richesses de sa famille et la destinée des Moulins Héricourt. Ils se précipitaient enfin hors de leurs maisons anciennes, en étonnant la paresse de leurs chats, en désolant les chiens privés de sortir au fond de leurs niches. Ils pleuraient, jappaient à l'envi.

Du quartier Baudimont, si net, si paisible, comme de la rue Méaulens, tumultueuse et retentissante, du quartier Saint-Aubert aux magasins opulents, comme du Rivage habité par les commissionnaires en charbon et les armateurs de péniches, du Petit Séminaire où s'agite la jeunesse en soutanes et en uniformes azur, comme de la rue Ronville où les avoués, notaires et courtiers assermentés arborent leurs panonceaux, de la Grand'Place où les spéculateurs en grains négocient dans les maisons à volutes, comme de la Petite Place où, sous les arcades, des bijoutiers, des tailleurs et des lingères habillent les gens de la campagne, où des quincailliers leur vendent des instruments aratoires, où des bourreliers leurs fournissent des guides, selles et colliers, où des vanniers leur tressent des corbeilles et les tonneliers leur livrent des cuves et barils, de la place Saint-Michel où les brasseurs chargent la bière en cercles sur leurs haquets à trois chevaux, comme de la Terre de Cité où les capitaines en retraite versifient leurs exploits à Solférino et en Crimée, et de toutes les places et marchés, ceux-ci, ceux-là, se dirigeaient vers la cathédrale en chapeaux

hauts et en redingotes, en uniformes de la garde mobile à revers et à bandes écarlates, en robes noires et en châles sombres. On se reconnaissait, on se saluait de trottoir à trottoir. On se présentait les enfants sages, le voyageur en séjour et le parent appelé sous les armes, déjà pourvu d'un képi. On chantait les vertus de feu Caroline Cavrois, aux sons du glas, et les mérites des Héricourt, et la clairvoyance du général de Praxi-Blassans. Tout Arras, ses innombrables vieilles dames et sa jeunesse contrite, entonnait les litanies de la morte, des siens.

Surtout le rôle du grand soldat qui avait été vainqueur en Afrique, puis en Valteline pendant la guerre d'Italie, émouvait les intelligences. Les souvenirs du major, du colonel et du maréchal Héricourt, célèbres aux époques de la Révolution et de l'Empire, renforçaient la sympathie générale pour l'émule et le contradicteur de Bazaine. A le savoir là, sur les grandes marches de la cathédrale, derrière le cercueil de sa parente, chacun se passionnait.

Rue Méaulens, les tanneurs et les brasseurs quittaient leurs travaux afin d'aller le voir. Rue des Trois-Visages, des conscrits de la garde mobile écoutaient les propos des bourgeois. Le général de Praxi-Blassans avait hier établi l'évidence de sa manœuvre, et l'erreur de Bazaine, sur la carte, dans une salle de la citadelle, assurait-on. Le pharmacien Allerand l'annonçait au beau Proyard, bien que celui-ci partageât ses œillades entre trois dentellières assises au bord d'une cave et la cantatrice de la troupe lyrique. Le gandin savourait leur passion pour son visage clair sur l'ample cravate à pois, celle de Fannie pour son torse en valeur dans une très courte redingote, et celle d'Angèle pour sa jambe cambrée dans le pantalon gris-perle à bande large et sombre. Lui-même le sec M. Druon, déclara, pour ces messieurs, avoir assisté à la démonstration stratégique entre les propriétaires de moulins, de minoteries, de tanneries, de sucreries, convoqués par le général et l'intendant militaire, car il fallait partout nourrir, équiper les régiments de marche et les gardes mobiles que l'état-major de Lille rassemblait dans les départements du Nord. Angèle vendit *le Courrier* à l'ardent et sémillant abbé Darenti, qui faisait au comte de Hautecloque, si hautain et

taciturne, l'éloge de leur chère présidente du Bon Secours, madame Cavrois.

— Oui, l'armée du Nord pourrait être réunie, préparée, entretenue, malgré les imprévoyances du gouvernement impérial, puis lancée contre les Prussiens avant l'hiver, — certifia le vicaire de Saint-Géry.

— On le devait tout simplement à la fille de Maître Héricourt, à sa famille, — expliquait à ses amis le trésorier-général Cattaert, majestueusement épais dans sa redingote.

Sur ses doigts gantés de noir, le percepteur, satisfait de soi-même, compta tout haut les moulins, les mines, les forges, les fabriques de sucre fondés par madame Cavrois pour cette armée.

— Pour soi, pour sa famille, pour ses filles, fils, brus, gendres et petits-enfants, — rectifia brusquement l'avocat boiteux, l'orateur des « Rouges », qui les rejoignait, amer puis furieux, selon sa coutume.

Mais, dédaigneux, le percepteur continua sa démonstration au milieu des tanneurs et des brasseurs. Ils marchaient presque en rang, comme au temps de leur service militaire. Il leur sembla qu'il enseignait l'histoire du département même aux badauds attentifs, au contrôleur des contributions directes tout hérissé de barbe grise, sous un gibus de soie terne, aux trois professeurs du collège. Ils en sortaient avec des portefeuilles sous le bras. Sale, rubicond, contradicteur sarcastique, l'helléniste cita deux vers de l'Odyssée sur Pénélope et le domaine d'Ithaque. L'exubérance du géographe mulâtre renchérit sur les cargaisons des navires Héricourt arrimées à Dunkerque. De ce port, de ces fermes, de ces manufactures, de ces mines, calcula le mathématicien rasé, timide, en macfarlane, dix mille ouvriers, artisans, allaient surgir, bientôt gardes mobiles, soldats.

— Ils sauveraient la patrie compromise par le régime bonapartiste, — cria presque le marquis d'Hamelincourt.

Son monocle carré brilla sous la broussaille d'un sourcil blanc. Des villageois le vénérèrent. Le souple banquier Deusy, parmi cinq dames en noir, tirait orgueil de ce que son père eût participé aux négociations de madame Cavrois

et des frères Périer pour forer, à Lens, les premiers puits de mine. « Quel cerveau c'était là! »

Cette foule atteignit la cathédrale quand les porteurs des couronnes, des fleurs et du cercueil, gravissaient les dernières des grandes marches. Sur le parvis de Saint-Vaast, devant le porche ouvert, devant les perspectives blanches de la nef et des buissons de cierges flamboyant là-bas, au maître-autel, le curé de Saint-Vaast, ses vicaires en surplis, recevaient la dépouille mortelle de la fondatrice, saluée par les sons triomphaux des orgues.

Les murmures de la foule s'interrompirent. Le piétinement cessa. On n'entendit plus que les chœurs des religieuses, leurs voix frêles. Sincèrement, elles demandaient aux élus du Seigneur leur accueil pour la bienfaitrice des églises et des congrégations charitables. Les prêtres de Notre-Dame des Ardents, les Ursulines et les Dominicaines, les religieuses du Bon Pasteur appelaient de toute leur âme, sur la donatrice, ensemble, les indulgences de la Vierge. De même l'invoquèrent les orphelines bleues, candides, si laides dans leurs bonnets à ruches, les orphelins court tondus, en blouses grises, du Patronage Saint-Joseph, tous ceux favorisés un demi-siècle par l'adroite pitié de Caroline Cavrois et des Héricourt. Les ondes du chant liturgique, en vibrant au loin, émouvaient les cœurs des villageois sous les blouses bleues, ceux des ouvriers sous les blouses blanches, ceux des gardes mobiles sous leurs blouses courtes qu'un ceinturon sanglait à la taille, et que des cols écarlates rehaussaient, ceux des brasseurs sous les tabliers de cuir, ceux des femmes pieuses sous les châles de cachemire noir.

— C'était une politique aussi... — avouait à l'avocat boiteux le notaire Gheerbrandt. Sa bedaine tenait à distance le docteur Delœuvacque, non moins pansu à force de boire la bière. Ensemble ils se prouvaient, en sourdine, que, grâce à ces pieuses dotations et à l'influence des Praxi-Blassans, à celle du maréchal, les Héricourt avaient pu, malgré leur attitude jacobine pendant la Révolution, conserver, sous Louis XVIII et Charles X, les sympathies du clergé.

— Celles même de la cour, — ajouta le comte de Hautecloque, ce géant roux. — Par contre, opposa le libraire

Topino, expert de la loge maçonnique, les harangues d'Omer Héricourt avaient à sa famille valu, sous Louis-Philippe, puis en 1848, l'amitié du roi constitutionnel, la faveur de Ledru-Rollin, celle de Lamartine.

— Mon grand-père, qui fut à Valmy avec les aérostiers de Juste Héricourt, s'en est fort indigné.

Et le notaire, le docteur, le libraire, le trésorier général, se sourirent finement.

— N'importe! Caroline Cavrois avait su, par l'entremise de l'évêché, — reprit M. Gheerbrandt, — ressaisir les bonnes grâces de l'impératrice Eugénie.

— Ce pour quoi Praxi-Blassans avait, en Afrique, puis en Italie, reçu, sans attendre, toutes les distinctions possibles, — ajouta l'armurier Rohart, — et naguère celle même de commander devant Forbach et Spickeren. Mais le baron de Niesbach savait la jalousie de Bazaine. En refusant de soutenir Frossard et Praxi-Blassans, le maréchal avait perdu l'avantage de leur savante tactique.

— Bazaine a laissé soixante-dix mille Allemands déloger vingt-huit mille Français, — murmura le marquis d'Hamelincourt, — de positions magnifiques. Pourquoi le maréchal ne sut-il pas envoyer les trois divisions qui attendaient en arrière, l'arme au pied, l'ordre d'envelopper les Prussiens empêtrés, par la manœuvre de Praxi-Blassans, dans les bois du Mont-Rouge, et décimés sur le plateau de Spickeren?

Dans la foule bordant le cortège, l'horloger Taffin ôta son chapeau rond et s'agita dans sa veste à carreaux. Il gronda :

— Bazaine trahit!

— On devrait le fusiller. Moi je le dis! Oui je le dis! — renchérit un facteur.

Il portait le médaille de Crimée sur son habit à boutons d'or. Sa barbiche grise et sa moustache gauloise laissèrent passer le défi de sa colère. Sous le bicorne de travers, il pâlissait. Autour de lui, maintes gens approuvèrent. Gossart le marchand de bois et Leleu l'herboriste l'entraînèrent rue des Trois-Visages, dans un cabaret plein de mobiles désœuvrés.

— Il faut que ça change, ou nous sommes f... — répétèrent là des marchands, des maquignons, des cabaretiers venus du

marché aux chevaux. L'avocat pied bot, l'avocat des Rouges, y parla plus haut :

— Qui donc a laissé massacrer à Reischoffen, les trente mille hommes de Mac-Mahon par les cent cinquante mille Allemands de Frédéric-Charles, comme à Forbach les vingt-huit mille de Frossard et de Praxi-Blassans par les cent mille d'Avensleben? A Borny, Bazaine n'a pas su voir qu'il avait battu les Prussiens.

— Ni à Rezonville, — assura le facteur.

— La guerre est l'épreuve des régimes! — prononça un monsieur à lunettes dans la fumée des pipes.

— Bazaine vient d'abandonner encore Canrobert à Gravelotte, — annonçait dans la rue le rédacteur du *Courrier* à des amis, en haletant. — Pourquoi l'empereur ne... ne... L'empereur, l'empereur...,

— Il a la colique, ton Badinguet! — nargua un maçon de l'entrepreneur Minart.

— Badinguet! — nomma la foule en riant.

— C'est un gaga. Rochefort l'avait bien dit. Flourens aussi!... — s'écria Delebecq, le photographe aux longs cheveux.

L'avocat des Rouges, vêtu de noir, tout en boitant, le poing crispé sur sa crochette, déchaînait la fureur des républicains sur le seuil de la taverne, dehors, au milieu des mobiles, des commis, des marchands plus craintifs. Ils se turent. Grainetiers, couvreurs et quincailliers, les Hêroguelle, les Briois, les Fardel se dirigèrent alors vers la cathédrale, par peur des mouchards. Dehors, les gens se firent cois, se cachèrent au plus épais de la foule. Quelques profils inquiétants et mal connus venaient d'apparaître, moustaches cirées, impériales en pointe, chapeau sur l'oreille. En longues redingotes graisseuses et des gourdins sous le bras, ces gens arrivaient de Paris. « De la rue de Jérusalem!... » affirma le photographe belliqueux. Il rejeta son feutre en arrière. Il dévisagea les argousins. Ils le dévisagèrent aussi. On regardait ce défi mutuel du républicain et de la police corse. Son aïeul avait aussi combattu sous les ordres de Juste Héricourt à Valmy, puis aux Pyramides, enfin à Wagram. Il haussa les épaules. Il continua son chemin. L'œil sournois, les mouchards se

faufilaient entre la foule des spectateurs et la masse du cortège.

Rappelant les mésaventures de leurs aïeux émigrés, rentrés sous l'Empire, ou lors de la Restauration, le baron de Niesbach, le marquis d'Hamelincourt hochaient la tête. Ils redoutaient l'opinion du photographe. A sa vitrine les portraits de Jules Favre, de Blanqui, de Flourens s'étalaient. Le peuple allait-il supporter cette série de défaites? Ce serait la fin. Autour du photographe les gens s'étaient groupés, que le monocle du marquis visa.

— La République peut-être!

— Y pensez-vous?

Le chant des orgues qui s'exalta fit taire les chuchotements. Très lourde aux bras des porteurs, Caroline Cavrois passait le porche de l'église, entre les colonnes ioniennes, sous le fronton grec du temple à l'antique, parmi les hymnes des clergés.

— Ravise : elle est lourde comme son or... — remarquait une dentellière.

En essuyant ses lunettes, le contrôleur des contributions directes l'approuva. Il retira son gibus et découvrit sa tête hérissée de gris :

— Nous enterrons la bourgeoisie de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration.

— La bourgeoisie pesante comme la richesse grossière qu'elle put accumuler... — prononça entre ses dents, du haut de sa stature, le comte de Malametz.

— Ce n'est que la force du Tiers... — conclut avec dédain le marquis d'Hamelincourt.

— C'est aussi l'excellence de la France qui travaille et qui crée... — ajouta soudain le banquier Deusy, minuscule, coléreux, parmi ses parentes en deuil.

Elles le calmèrent du geste, du murmure. Les nobles qui s'étaient brusquement retournés sourirent.

— Croyez-vous?... — fit impertinemment le baron de Niesbach, sûr de sa vigueur géante et rousse, de sa force, privilège divin.

— Est-ce rien que les principes du Tiers?... — riposta presque tout haut Delaunoy, l'avocat pied-bot. Ils ont soulevé les Amériques latines en 1820, et l'Espagne elle-même

et le royaume de Naples, et la Grèce opprimée par le Turc. Les principes du Tiers, ils ont fait la Révolution de 1830 avec, à Paris et à Varsovie, Omer Héricourt, que voilà, et la Révolution de 1848 avec lui encore et Lamartine, quand *la Marseillaise*, d'abord entonnée à Paris, fut chantée à Berlin et à Vienne par le peuple des barricades...

L'avocat feignait de s'adresser au géographe mulâtre et à l'helléniste rubicond, au notaire Gheerbrandt et au docteur Delœuvacque, mais les paroles du républicain, à demi criées, s'adressaient bien certainement aux légitimistes, au sémillant abbé Darenti qui était pâle d'indignation, qui se démenait dans une soutane soyeuse, en haussant les épaules.

— C'est une famille, celle des Héricourt!... — s'écria l'épicier Waterloo... — Il n'y a pas à dire. Elle a fait beaucoup dans le pays, et pour tous les partis.

— En dehors des partis, Monsieur. En dehors des partis. Elle a vu de plus haut que ne voient les partis!... — enseigna le banquier Deusy, malgré les gestes de ses parentes.

L'épicier acquiesça, ravi d'être d'accord avec le millionnaire. Endimanché dans sa redingote noire et sous un chapeau à ressort, pour le suprême hommage à madame Cavrois, sa cliente, Waterloo la contempla là-haut, arrêtée sous le porche entre les piliers, devant les perspectives illuminées de Saint-Waast, puis entre les deux colonnades longues, enfin dans l'énorme catafalque. Ces panaches noirs, ce deuil drapé, ces larmes d'argent, ces mille cierges en étages signifiaient-ils assez l'importance de la défunte? Non, ce prodigieux catafalque, aussi grand qu'une maison dans l'immensité de la nef blanche, ne semblait pas trop ample ni trop orné pour contenir madame Cavrois. De sa force et de sa pensée elle devait tout emplir, et l'église même, l'église sonnante, chantante, piétinée par cette foule sombre, noire et bleue, guidée par le respect des Héricourt, et avec laquelle Waterloo lui-même entrait. Saint-Waast pourra-t-il contenir les idées de madame Cavrois, ses idées devenues ces ingénieurs, ces mineurs de Lens, ces bateliers de la Scarpe, ces meuniers de Sainte-Catherine, ces minotiers de Saint-Laurent, ces raffineurs de Blangy, ces cultivateurs de betteraves qui sarclent les campagnes de Vimy à Souchez, de Mercatel à Boiry, ces mobiles du canton de Beaurains, ces commis de la Banque

d'Artois, tous ces hommes en redingotes, en vestes noires ou en blouses bleues, toutes ces femmes en chapeaux de deuil ou en bonnets de linge, et vivant chacun selon des espoirs calculés par Caroline Cavrois, par les Praxi-Blassans, par les Héricourt, durant une longue existence? Waterloo connaissait la plupart, qui se fournissaient dans ses magasins. Son clin d'œil les saluait, discrètement, un par un. Cela ne l'empêchait guère de prêter l'oreille aux propos des inséparables : le notaire, le docteur, ventrus pareillement, amateurs également de vieux bourgogne, de bière fraîche, de chère exquise, de servantes épanouies.

Le notaire vantait à demi voix la baronne de Cavanon. Il indiqua la grâce de la Parisienne cambrée dans un crêpe de Chine, cet œil curieux sous une voilette argentée. Entre son mari tout rasé, d'élégance anglaise, et son petit garçon, zouave en drap vert galonné de noir, elle tâchait de reconnaître sa famille provinciale, le notaire dont elle sollicitait tant d'avances sur ses dividendes de la Banque d'Artois. Et M. Gheerbrandt mangeait sa bouche sensuelle pour étouffer un peu ses indiscrétions. Il dénonçait à son ami l'imprudence de ces Parisiens dépensiers. Il avait dû prendre hypothèque sur les fermages de Boiry pour cette famille Lyrisse, pâle et maladive, parisienne aussi, épuisée par son goût des arts et des nuits au théâtre, si peu ressemblante au grand-père demi-solde qui conspirait sous Charles X avec les anciens soldats retirés dans leurs villages. Le notaire avait longtemps réparti les revenus de la mine d'Aniche entre tous les Parisiens, à cette Marthe Gresloup, séparée de son mari polonais, elle, si grasse, si altière, aussi roide que son aïeul le major, dans sa robe de grenadine tramée et sous un chapeau de jais. La sucrerie de Bailleul, maintenant achetée par la Banque d'Artois, appartint au monsieur glabre. Il ressemble aux portraits de Louis XVI. Il dissipa la dot de Justine Héricourt pour faire manger ses ouvriers sur des tables de marbre, changer trois fois ses machines, pour installer le chemin de fer amenant les betteraves jusque dans ses usines. De prêt en prêt, la Banque était redevenue propriétaires des usines qu'il administre. La batellerie de la Scarpe demeure la fortune de Dieudonné Cavrois. Mais les moulins à vapeur qui furent celle

d'Omer Héricourt, de son fils Olivier, le directeur des postes, bien roide et sévère, de la jeune femme au châle de dentelle et de leur fils Manuel, furent mis en actions que la Banque racheta. De même pour la minoterie léguée aux Praxi-Blassans, au général et au père jésuite, l'ancien missionnaire, ce haut vieillard en soutane, avec ses cheveux gris flottant sur les épaules, celui qui semble moins prier Dieu que lui ordonner de recevoir comme il est convenable, dans les salons du paradis, la tante Caroline Cavrois.

Gheerbrandt ricane. Le docteur hoche la tête. Waterloo désignait à sa fille toutes ces personnes issues de Maître Héricourt, le meunier, qui, durant la Révolution, avait offert à la grand'mère Waterloo et à ses frères de monter une boulangerie où ils pétrirent et vendirent le pain fait de la farine moulue à Saint-Nicolas. Et maintenant, comme ils devaient encore gagner par ce temps de guerre, les héritiers des Moulins Héricourt qui fournissent l'intendance des armées! Waterloo tâchait ainsi doucement d'éveiller l'intelligence de l'écolière. Mais la pécore s'ennuyait. Elle préféra, gourde et bête, regarder les robes des dames inconnues, puis réclamer un cœur d'Arras bien frais, bien tendre, que son père lui avait promis, qu'il gardait dans une poche. L'épicier se dépita. Il eût tant voulu que son Émilie, plus tard, épousât un officier, un avocat, après être devenue digne de la dot qu'il thésaurisait franc par franc. Découragé, Waterloo n'écouta plus son notaire montrer au gros Delœuvacque, à l'helléniste et au mathématicien, ceux qui détenaient les parts de fondateurs dans la Banque d'Artois. Depuis le jour où Laffitte l'avait associée à sa banque de Paris, idée géniale de Caroline Cavrois, et réalisée vers 1830, cette banque de crédit industriel régissait les affaires de la province. Beaucoup d'actions avaient été vendues par les gendres trop prodigues des Praxi-Blassans, par Omer Héricourt, à qui la politique avait coûté gros, par les enfants et les petits-enfants d'Augustine Héricourt que ruinait leur manie d'aérostation, par les vieilles dames de la famille qui, près de mourir, avaient beaucoup donné aux églises pour acquérir leurs places en paradis.

Le docteur Delœuvacque montra le fils puîné d'Omer Héricourt, ce monsieur en deuil, grisonnant. Le docteur le

soignait. Chétif, efflanqué, voûté sous cette chevelure d'artiste, l'inventeur, depuis le mois d'août, se fatiguait trop à construire, dans la manufacture de Vimy, les ballons de guerre. Se grattant la barbe, le docteur en faisait l'éloge. Il rappela cette chute du haut de la nacelle. Voilà pourquoi l'aéronaute était boiteux. Derrière un binocle, le visage du martyr grimaçait, douloureux, dans une barbe roussâtre autour d'un nez proéminent. Waterloo contraignit sa fille à discerner le ruban de la Légion d'Honneur qui attestait, sur la redingote de M. Raoul Héricourt, la valeur de ses travaux et le réel de son courage. Plusieurs fois, le téméraire s'était envolé malaisément avec des ailes énormes, bizarres. Elles cassaient bientôt et s'abattaient par-dessus lui. Le mathématicien sait qu'un matin Raoul Héricourt s'est même précipité ainsi du haut d'un toit. L'avion parcourut plus de cinquante mètres horizontalement, puis il chavira. Le docteur releva ce téméraire le crâne fendu, une main brisée. Le mathématicien timide essaye de faire aimer ce cher fou davantage par Gheerbrandt, par le clerc Dehodencq.

— Si madame Cavrois n'avait pas gagné tant, jamais, — riposte le notaire, — cet homme-là n'aurait pu continuer les expériences de Juste-Émile Héricourt.

— Celui que ma grand'mère nommait l'Américain, — évoque Waterloo.

— Celui qui s'éleva en ballon pour observer les mouvements des Autrichiens avant la bataille de Fleurus, — complète le docteur.

— Mon grand-oncle y était, — dit le boucher Pamart.

— Et mon aïeul paternel, — ajoute le brasseur Wartelle.

— Dehodencq soupire : — Si cet Héricourt volant pouvait, à son tour, dominer dans les airs, l'armée prussienne ! — Guider Mac-Mahon, — espère Gheerbrandt, — jusqu'à Metz.

— Jusqu'à ce qu'il ait opéré sa jonction avec Bazaine, — précise Dantremépuich. — Avez-vous lu l'article du *Courrier*?

Dehodencq, Gheerbrandt, Waterloo, Delœuvacque se font stratèges, à mi-voix, écoutés par des paysans que l'inquiétude effare. En un coin, Pamart le boucher, Wartelle le brasseur, échangent avec Taffin l'horloger, Minart l'entrepreneur, Delebecq le commis, et Topino le libraire, cent anecdotes de

Valmy et de Fleurus où leurs ancêtres combattirent avec Juste Héricourt.

L'élan des orgues, le bruit de l'assistance qui se levait pour l'offertoire, interrompirent les conversations. Dehodencq honteux de son chapeau rond, et Waterloo de ses gants craqués, se turent respectueusement. Taffin lustra son chapeau ébouriffé. Très sage dans sa crinoline, ses bas écossais, sa robe de popeline à raies, la petite Waterloo grignotait son cœur d'Arras. Elle aspirait l'odeur de la pommade qui lui collait les cheveux aux tempes, et qu'elle trouvait suave. Il lui déplut qu'à la faveur du mouvement et du bruit, tant de villageois en blouses bleues et en casquettes, tant de leurs fils en pantalons à bandes rouges et à guêtres blanches, les uns grands et bruns, les autres blonds et larges, se fussent introduits, poussés, massés près d'elle, une demoiselle, avec leurs paysannes épaisses, hâlées, ridées au fond des bonnets que roidit l'empois. Émilie Waterloo les entendait redire les paroles de son père, en patois. Elle se fût moquée d'eux qui répétaient l'opinion du notaire, des professeurs, du médecin. De leurs campagnes, au trot des carrioles et des cabriolets, même sur leurs ânes, ils étaient venus en nombre, fermiers, conscrits, métayers. Les délégations des mineurs, celles des sucriers, des brasseurs, des meuniers, à présent, se suivaient apportant au catafalque des couronnes de perles avec des inscriptions blanches; très convenables tous, en leurs blouses propres, têtes nues bien peignées. Les orphéons des usines élevaient leurs bannières vertes ou cramoisies avec les médailles des concours. Plusieurs sociétés de tir à l'arc, jadis encouragées par les Héricourt, s'accumulèrent près du porche, et plusieurs portaient le képi des francs-tireurs, le ceinturon, les guêtres. On entendait vagir des nourrissons sur les bras de jeunes dentellières attirées par le luxe des funérailles, et qui se dissimulaient à l'ombre de la chaire.

A se reconnaître les uns les autres, cousins, beaux-frères, brus et gendres, oncles, tantes, que les mariages avaient dispersés dans les bourgs et les hameaux de l'Artois, tous sentirent l'unité de leurs vies se recomposer autour du catafalque, dans le chant des prières connues depuis l'enfance.

Qu'ils dépendissent plus ou moins de ces fermes, de ces

fabriques, de ces mines, de cette banque, œuvres des Héricourt, pensées de la morte, cela leur semblait d'abord naturel, puis étonnant. Car s'ils réfléchissaient peu d'ordinaire à ces transmissions invisibles entre les fondateurs et les producteurs, soudain cet édifice de draps noirs, de panaches, de fleurs, de couronnes, au milieu de la nef immense et blanche, leur apparaissait comme le tombeau recouvrant la cause de leurs travaux. C'était pour cette cause que chaque jour ils retournaient la terre, qu'ils martelaient le fer dans les fournaises, qu'ils recueillaient l'huile sous les pressoirs, qu'ils faisaient rugir la vapeur dans les machines, que, par la culture, ils engendraient le sucre dans la pulpe des betteraves, ou que, par la science, ils l'obtenaient, à l'usine, de la râpe, de la chaudière et du filtre. Toutes leurs peines, tous leurs salaires et tous leurs biens, ils les devaient à l'esprit des Héricourt qui avait, près d'un siècle, animé ce corps maintenant inerte de l'aïeule. C'était pour son intelligence et pour leurs salaires, pour leurs existences, qu'à la frontière, les fils soldats étaient partis, que les mobiles en chaque canton se rassemblaient au chant de *la Marseillaise*, afin de conserver intact l'héritage de gloire et de richesse représenté par tant de personnes en deuil, par ce général chamarré, par ce savant de l'Institut couvert de décorations, par cet orateur célèbre, par ces familles debout devant l'autel où les prêtres s'agenouillaient, ayant consacré l'hostie et le vin, les fruits essentiels de la patrie, son blé, sa vigne.

Se pouvait-il que tout cela fût menacé par l'ennemi, celui que les grands-pères des Taffin, des Wartelle, des Pamart, des Topino, des Lagache avaient inutilement battu de Valmy à Moscou, celui qui avait, en 1814, ravagé l'Artois, en 1815 dévoré ses moissons, et, jusqu'en 1818, vidé ses tonneaux, appauvri ses villages, qui, maintenant, prolongeait sa victoire contre un empereur fatigué, des ministres incapables, des généraux maladroits? Le neveu, comme l'oncle, allait-il finir par la défaite qui livrerait les biens du peuple au roi de Prusse? La gloire de Solférino serait-elle, comme le soleil d'Austerlitz, obscurcie par les ténèbres d'un Waterloo? Mères, sœurs, pères, fiancées, madame Desmazières et madame Demonchaux, madame Effroy comme mademoiselle Lequette,

mademoiselle Codron et mademoiselle de Beugny, la plupart touchaient dans leurs poches les lettres du voltigeur, du zouave ou du lancier, écrites après les batailles de Spickeren, de Wissembourg, de Gravelotte, dans la paille d'une ambulance, dans la boue d'un bivouac. Et les vieilles tremblotantes se souvenaient du kaiserlick apparu en 1814 à leur épouvante de fillettes, devant la chaumière, pour emmener la vache, égorger le verrat, étrangler la volaille, étaler le suif des chandelles sur le pain volé dans le four avant la fin de la cuisson. Allaient-ils reparaître, ces ogres, envahir l'Artois, Saint-Vaast, aussi, et jeter bas le magnifique catafalque, le corps de Caroline Cavrois que sanctifiaient à présent les encensoirs des diacres et les lamentations des chantres pleurant le malheur de la patrie avec la mort de la dame?

Anxieuses, attendries, des mères considéraient les mobiles et les soldats qui se mêlaient à la foule des funérailles. Entre les groupes, ils se faufilaient derrière une série de curieuses, de dentellières et de modistes. Elles supportaient les taquineries sournoises de ces chasseurs à pied, de ces dragons, de ces artilleurs, de ces turcos; elles étaient fières à l'égard des mobiles. Un bandage au front du chasseur, un autre au poing du cavalier, une canne étayant la marche de l'Algérien, indiquaient leurs blessures légères, déjà convalescentes et pour lesquelles ils étaient évacués, au hasard des trains, jusqu'à l'hôpital Saint-Jean. Ils demandèrent en l'honneur de quel puissant personnage se déployaient de tels obsèques.

Caroline Cavrois revécut dans les murmures des apprenties bavardes, qui désignaient un à un les Héricourt, et les Cavrois, et les Praxi-Blassans, leurs gendres et leurs beaux-frères, aux soldats ébahis que les mobiles des divers cantons récemment arrivés aux casernes regardaient avec crainte et admiration, qu'ils renseignaient aussi quand une jeune fille se trompait.

La sonnette annonça le moment du mystère et du silence. En chasubles de velours noir et d'argent, les trois prêtres s'inclinèrent devant l'or du calice pieusement découvert, là-bas, entre les buissons de cierges ardents, sous l'altitude imposante des colonnes blanches, des coupoles en clarté.

Le chasseur de Vincennes et le zouave de la garde s'interrogeaient. Le monsieur en deuil, que cette petite Céline leur

avait nommé Omer Héricourt, serait-il par hasard le vieil orateur libéral qui, depuis le coup d'État du 2 décembre, protestait au nom de la loi contre le gouvernement impérial à toute occasion, avec Jules Favre et Gambetta? Le sergent de chasseurs à pied se rappelait l'hiver où, simple peintre d'enseignes alors, il s'était, plusieurs dimanches, mêlé aux faubouriens pour se rendre à la salle de Bataclan. Là parlaient Rochefort et Blanqui, les députés républicains. Il se souvenait d'un vieillard droit, sec, trop poseur, dont le ton rogue lui avait certainement déplu, comme à ses camarades en blouses blanches. Et le blessé de Wissembourg tâchait de reconnaître l'orateur dans ce monsieur un peu chauve, debout devant un trône de deuil, entre le général de Praxi-Blassans et un autre personnage décoré.

— On n'en veut pas ici comme député parce qu'il est trop rouge... Moi, tout de même, j'ai voté pour lui la fois qu'il s'est présenté, — dit un sergent de mobiles au sergent de chasseurs.

Peu à peu celui-ci rétablissait l'équivalence du souvenir et de la réalité. Et il assurait au zouave, au mobile, qu'il avait entendu cet Omer Héricourt proclamer sur l'estrade de Bataclan : « Rien ne peut l'emporter sur la Loi consentie par le suffrage du peuple, ni la volonté d'un empereur, ni la décision de ministres avilis, ni même le vote d'un parlement égaré par les mensonges d'un pouvoir criminel ou terrorisé par les menaces d'une police corse. » Les Parisiens avaient applaudi cette péroraison, que le peintre d'enseignes et ses amis avaient jugée sublime, qu'ils avaient apprise par cœur, le lendemain soir, au cabaret, à force de la lire et de la relire dans *le Rappel*. Et voilà que cet apôtre de la République se trouvait là parmi tous ces riches, ses parents, et qu'il enterrait sa grand'tante au son des orgues, des prières chantées par cent prêtres, en chasubles, en aumusses, en surplis, exprimant ainsi leur gratitude pour les dons de la dame aux églises.

— La République ! — insinua le voltigeur, à voix basse.

—Il la faudrait tout de même, — finit le sergent de mobiles.

— Badinguet ne sait plus son métier d'empereur, — murmura le mobile.

— Il nous fait battre, — grogna le zouave de la garde, — par les Prussiens à Wissembourg et à Forbach, partout. Notre régiment a toujours manqué de cartouches avant quatre heures du soir, toujours, et quand on avait gagné le terrain toute la journée, les renforts allemands débouchaient. Vous verrez çà, les mobiles. Vous apprendrez à conserver vos cartouches. Ils nous fusillaient et nous canonnaient lorsque nos gibernes et nos caissons étaient vides! — Alors il fallait bien vous en aller? — Oui, la division se retirait sous la protection de nos compagnies qui couvraient la retraite par des charges à la fourchette. C'est comme ça que j'ai reçu mon atout dans l'abatis.

— Et moi mon pruneau dans la cafetière.

— Eh bien! — dit le chasseur de Vincennes au mobile républicain, — ton Jules Favre, il a fait un beau coup en forçant les ministres à nommer Bazaine général en chef sur le Rhin.

— C'est un gnaf, c't'homme-là.

— Sûr et certain.

— Ce n'est qu'un troupier, Bazaine.

— C'est pas un chef.

— Cet Omer Héricourt devrait changer ça.

— De quoi?

— S'il est républicain, — reprit le mobile, — il marche avec Jules Favre.

— Marcherait-il avec Blanqui? — questionna soudain un turco pâle, dont la tête était encore garnie de bandages.

— Blanqui?...

Les mobiles se regardèrent effarés.

— Je sais qu'il doit revenir de Bruxelles, — assura le compagnon du turco, un mécanicien de locomotive apparemment.

De ses doigts noircis par la limaille et l'huile, il montra le ciel.

— Il n'y aura pas de République si Blanqui ne revient pas.

— Blanqui?

Les mobiles ni les autres soldats ne le connaissaient.

— Tu sais qui que c'est? — demandait Jules Vomherdrick à son frère Émile, puis à leur sergent Delebecq, enfin à leur lieutenant Wartelle, qui arrivait. Il les renseigna sommairement.

— Dire qu'on se fait tuer pour ça, — grogna le turco, montrant le catafalque d'où l'on allait sortir Caroline Cavrois devant le suisse et les chantres.

— Il n'y a pas que ça, — fit un dragon.

— Il y a tout le monde aussi, — ajouta Jules Vomherdrick en brasseur raisonnable. Et son geste enveloppa les paysans, les orphéons, les archers à droite, les fermières et les dames à gauche, et, près de lui, le chasseur de Vincennes, les blessés, que les bedeaux, avec leurs verges noires à tête d'argent, alignaient pour élargir le passage devant la morte.

Lourde comme sa puissance et la portée de son génie, la fille de Maître Héricourt, la sœur du colonel et du maréchal, sortait du catafalque dans le suprême costume, celui de chêne verni, voilé par le poêle de velours aux trois larges galons d'argent, chargé de roses élues entre les plus belles par les horticulteurs d'Arras, de Lille, d'Amiens, de Paris, par le goût des parentes et des amies, et qui tant émurent l'admiration des dentellières. Elles flairaient de loin ces roses moins riches en leur opulence de tons que les fleurs de l'intelligence qui, remarqua le notaire, pour le médecin et les professeurs, avait animé la masse de ce corps plus majestueux que jamais sous l'altitude et le ciel blanc des coupoles, entre les longues colonnades et les deux haies d'hommes, de femmes bordant avec respect le tapis qu'en tête du cortège le suisse foula de ses souliers à boucles. Sa hallebarde retentissait. Les hymnes s'élancèrent des orgues où les choristes et la musique saluèrent l'œuvre de Caroline Cavrois. Le glas sonnait par coups graves et distants, espacés. De toutes les églises d'autres glas répondaient. La ville entière honorait de son deuil cette vie féconde pour la patrie menacée d'invasion.

L'angoisse des mères songeant à leurs fils soldats sur les routes de Lorraine et d'Alsace s'alliait au sens de la perte que faisait la province en la personne de Caroline Cavrois, entourée de ses prêtres, de ses Ursulines, de ses orphelins porte-cierges, de ses chantres solennels, suivie de sa descen-

dance, de ses ingénieurs, notaires, fermiers, soldats miliciens et travailleurs de toute espèce. En sorte que le deuil particulier des Héricourt, de l'académicien Dieudonné Cavrois, du général Praxi-Blassans, du sénateur républicain, de l'aéronaute et des leurs, devenait parfaitement le deuil public, le deuil de l'Artois, paysan, ouvrier, marchand, industriel, militaire et banquier. Plus lent qu'il ne fût jamais, selon les ordres reçus du maire par l'organiste, ce jour-là, le carillon de midi commença une danse hésitante et grave. Les sons ne se précipitaient plus en joie, comme de coutume, vers les tables dressées pour le repas, vers les chopes des tavernes. On eut dit qu'ils rythmaient la marche de pleureuses éblouies dans leurs voiles par le rayon vertical du soleil, et qu'ils ne se souvenaient de leur joie que pour la mêler à la douleur de ne la pouvoir plus vivre.

Midi pourtant dorait la pompe des obsèques. Elle se déployait encore sur le parvis en haut des grandes marches parmi le concours du peuple sorti, la pipe en bouche, les journaux en mains, de ses bureaux, de ses magasins, de ses manufactures, de ses tanneries, ses brasseries et ses forges, pour la halte au milieu du jour. Mille et mille têtes que le docteur distinguait, flamandes, espagnoles, picardes, se découvrirent sous les verdures du square, et, rue des Teinturiers, devant les façades. Au milieu des grandes marches d'où elle dominait entre ses porteurs, la fille de Maître Héricourt, splendide monceau de fleurs sous les colonnes et le fronton triangulaire de la cathédrale, fut l'objet de la vénération unanime de tout le silence humain. Les volées de cloches interprétaient lourdement, lugubrement cet hommage à l'esprit créateur de l'Artois. Les notes du carillon hésitaient, lentes, en deuil aussi, et les dernières du finale semblèrent pour les âmes poétiques des adolescentes, des religieuses, des jeunes gens, donner à la morte les suprêmes baisers de la ville, le suprême adieu du lion héraldique debout par-dessus la couronne ducale, au sommet du beffroi sonnant et tintant plus haut que les glas de toutes les églises, que les heures de toutes les horloges.

PAUL ADAM

(A suivre.)

LES DEVOIRS DES ÉTATS-UNIS

Les plus âgés d'entre nous se souviendront sans doute combien les lecteurs du monde entier furent profondément intéressés, il y a vingt-cinq ans environ, par le remarquable roman historique de l'écrivain polonais Sienkiewicz. Cet ouvrage, qui mettait en scène les premières phases du drame qui agita l'Empire Romain pour la conquête d'un idéal de moralité, portait un titre frappant : *Quo Vadis?* que nous pourrions traduire ainsi : « Où allons-nous? » (*Whither art thou hastening?*). Ceux qui l'ont lu se rappelleront la signification de ce titre. En vérité, il serait difficile de trouver une interrogation que l'on puisse poser avec plus d'à-propos au monde actuel que ce *Quo Vadis?* : « Où te précipites-tu? »

Tant que dura la grande guerre, la ligne de démarcation entre le bien et le mal, entre la liberté et l'oppression, entre

1. Les pages qu'on va lire résument les idées qui ont été défendues par le Président Butler, notamment dans un discours prononcé à la Chambre de Commerce de Dayton (Ohio).

Une des plus grandes autorités intellectuelles de son pays M. Nicholas Murray Butler est président de l'Université *Columbia*, la plus importante, à l'heure actuelle, des États-Unis. Juriste, sociologue et spécialiste de pédagogie, son autorité est très grande dans les deux continents.

Ami très actif et ancien de la France (il était commissaire de l'État de New-York en 1889 à l'Exposition de Paris), il a fondé en 1912, à Columbia, une *Maison de France*, à la suite de quoi il a été nommé commandeur de la Légion d'honneur. Il va être incessamment titularisé grand officier pour son action francophile efficace pendant la guerre.

le progrès et la réaction sembla aisée à tracer et aisée à suivre, parce que, dans les hautes lumières et les ténèbres épaisses de ce prodigieux conflit, toutes les distinctions et les caractéristiques de second ordre s'effacèrent et une seule grande alternative s'offrit à l'esprit et au cœur des hommes. Bien que trois années ne se soient pas encore entièrement écoulées depuis la fin des hostilités, combien différente est aujourd'hui la situation! Tout est en proie à la confusion, au chaos, à l'inquiétude. Le monde entier est avide de paix et pourtant il y a actuellement plus d'hommes sous les armes qu'il n'y en avait au printemps de 1914, quoique les conflits qui se poursuivent, dans la violence et la cruauté, sur les points les plus éloignés du globe, soient moins nombreux qu'alors.

Quo Vadis? Progressons-nous ou rétrogradons-nous? Nous livrons-nous à l'œuvre de reconstruction ou de ruine? Sommes-nous occupés à enrichir la civilisation ou à en miner les plus profondes et les plus solides fondations? Ce sont là questions auxquelles un peuple intelligent et libre ne peut répondre par l'indifférence ou par le sarcasme.

Lorsqu'on envisage les problèmes de l'heure actuelle, on constate rapidement que tous ont deux faces : les questions de politique internationale, et celles d'ordre intérieur et de bien-être national. Les unes et les autres arrivent rapidement à se confondre ou à dépendre les unes des autres.

Examinons d'abord celles qui intéressent directement les relations et la politique internationales. Ici, le bon sens nous indique que le monde doit s'appliquer à éviter le retour du désastre qui faillit être fatal à la civilisation et dont l'origine remonte au 1er août 1914. Certes on essaie d'atteindre ce but; on cherche les moyens d'arriver à développer certaines formes d'interdépendance entre nations, qui rendraient une grande guerre sinon impossible, du moins improbable. Il serait sage néanmoins de ne point avoir trop confiance en ces sortes de conceptions, si savamment combinées soient-elles. Recherchons donc, franchement et courageusement, quelles pourraient être les causes possibles d'une future guerre, et, si nous le pouvons, travaillons à les faire disparaître avant qu'elles aient chance de causer de nouveaux dom-

mages. Il n'est pas sans intérêt que nous examinions brièvement quelques-unes d'entre elles.

Il y a, en premier lieu, le désir de revanche des Allemands, qui est, paraît-il, dominant dans les hautes classes. Que l'Allemagne songe, actuellement, à infliger à nouveau au monde la répétition de ce qu'elle lui a fait subir en 1914, me semble assez peu probable. La conscience publique allemande, aussi bridée soit-elle, a dû, néanmoins, se convaincre qu'il y a des limites à ce que les peuples libres peuvent admettre et supporter. L'Allemagne pourrait encore, certes, troubler la sécurité de ses proches voisins, particulièrement la France, l'Italie, les États Serbe-Croate-Slovène, Tchéco-Slovaque et Polonais. Nul parmi ceux qui ont compris les leçons tirées de l'histoire de l'Europe au cours de ces dernières années et qui sont au courant des tendances de la politique internationale actuelle, ne saurait nier que la sécurité de la France constitue, à elle seule, non seulement la clef de voûte de la paix européenne, mais même celle du monde entier.

Cela ressort de considérations géographiques et historiques indéniables; et ce fait resterait exact, le sol français fût-il occupé par un peuple différent et moins sympathique qu'il ne l'est. Donc si la sécurité de la France dépend uniquement d'une forte armée, elle doit la posséder, si ruineuse soit-elle à entretenir. Les nations voisines ne peuvent que l'imiter. Dès lors, toute possibilité de réduire les armements et leurs énormes budgets disparaît. Quelle que soit sa vaillance, la France, avec sa population stationnaire de 37 millions d'habitants, ne peut envisager sans crainte la perspective d'un nouveau conflit à soutenir seule contre l'Allemagne, qui en possède 66 millions. A l'heure actuelle, l'Allemagne a une population double de celle de la France. Vraisemblablement, la capacité industrielle et commerciale de l'Allemagne, n'ayant été nullement atteinte par la guerre, va continuer à se développer. Il faut donc, en premier lieu, chercher à assurer la sécurité de la France, au moyen d'une entente internationale capable de prévenir le retour de la guerre, et, en second lieu, obtenir de nouvelles dispositions de l'Allemagne elle-même, plutôt que de se fier à une force armée disposant d'un équipement ultra-moderne. Après tout il

faut bien admettre que les Allemands ne seraient pas simplement des hommes s'ils acceptaient avec une parfaite indifférence les résultats d'une écrasante défaite; mais ils pourraient — fût-ce au besoin par la contrainte — être amenés à envisager la possibilité d'une existence nationale où le militarisme n'aurait plus de place. En ce cas, il faudrait, bien entendu, leur permettre de se développer économiquement, en sauvegardant l'amour-propre national, qu'ils possèdent au même titre que les Italiens, les Français, les Anglais, les Américains ou les Japonais.

D'autre part, le peuple français ne tient nullement à maintenir sur pied une grande armée qui enlève tant de jeunes gens à son industrie et qui exige d'immenses charges financières. Il est prêt à la réduire sans retard, à condition que la possibilité d'être en sécurité autrement que par les armes lui soit assurée. La constitution d'un État-tampon établi le long des rives du Rhin lui aurait peut-être donné satisfaction. Le pacte de garantie projeté entre la Grande-Bretagne et les États-Unis — en cas d'attaque non provoquée par la France — qui lui avait été promis, aurait, en rassurant l'opinion publique, rendu probablement impossible tout projet d'agression contre la France. Quoi qu'il en soit, ce projet ne s'imposa pas au Gouvernement des États-Unis, et la France est encore, à l'heure actuelle, seule chargée du soin de sa propre défense. Ce serait donc à elle, encore une fois, qu'incomberait, ainsi que la leçon des événements de 1914 nous l'a si profondément démontré, la tâche d'opposer la première barrière aux flots envahisseurs venant de l'Est, qui, s'ils n'étaient contenus, submergeraient tout le continent occidental. Il s'ensuit que l'alternative qui s'impose au Gouvernement et au peuple français est nette et ne comporte qu'une solution : la France doit ou maintenir, pour une période indéfinie une armée importante et bien équipée, quels qu'en soient les frais d'entretien et quelque fâcheuses qu'en puissent être les conséquences pour sa vie sociale et économique; — ou bien elle doit recevoir une garantie de protection propre à la rassurer. Ce sera peine perdue de la part des Américains de parler de limitation des armements et de voter des résolutions à ce sujet tant qu'ils ne se rendront pas compte

qu'ils doivent prendre part aux mesures qui seules peuvent rendre une limitation des armements praticable. La première de ces mesures consiste à assurer la sécurité de la France si l'on veut arriver à réduire les armées de terre. Car cette sécurité de la France ne constitue pas seulement une question européenne, c'est une question mondiale. Une autre guerre contre elle ne déchaînerait pas seulement à nouveau une guerre européenne, ce serait une guerre mondiale. Voilà pourquoi, si le peuple américain est réellement anxieux de voir réaliser la limitation des armements, il a actuellement un devoir à remplir et une occasion de l'accomplir.

***

Vient ensuite la question de la limitation des armements navals devenus excessifs et onéreux à l'extrême. Un navire de guerre coûtait, il y a trente ans, 3 millions de dollars à construire. Il en coûte aujourd'hui plus de 40, sans parler des millions nécessaires à son entretien. Ces faits sont connus du monde entier et le désir de tous les peuples de voir diminuer ces armements ne fait aucun doute. Néanmoins l'opinion publique n'est pas toujours bien informée au sujet des conséquences qui découleraient nécessairement de cette limitation même. Ceux qui seraient appelés à l'établir devraient tenir compte de faits politiques et économiques évidents.

L'un de ces faits fondamentaux concerne l'Angleterre, qui, par sa situation insulaire et ses ressources économiques restreintes, semblerait justifiée à maintenir une flotte supérieure à celle des autres nations, aussi longtemps que ces flottes subsisteront telles quelles. Si la compétition pour les constructions navales prenait fin, l'Angleterre pourrait limiter les siennes. On semble toujours ignorer qu'elle ne peut produire sur son sol que les denrées nécessaires à sa subsistance durant une semaine par mois, le supplément devant être entièrement amené d'au delà des mers, des Dominions, des États-Unis, de l'Argentine et du continent européen. Donc la liberté et la sûreté de son trafic maritime est, pour la Grande-Bretagne, une question vitale. De plus, ces denrées qu'elle importe, elle les paie en objets manufacturés, qu'elle exporte, et qui doivent être transportés rapide-

ment et en sécurité. Ceci nous explique la raison pour laquelle elle a toujours tenu à posséder, à travers tous les siècles, une force maritime aussi importante. Si, à la Conférence de Washington, un plan concernant la pleine liberté des mers, en temps de paix comme en temps de guerre, peut être pratiquement établi, nul doute que la Grande-Bretagne saisisse avec empressement l'occasion offerte de réduire ses armements navals et, en même temps, les impôts que ces armements exigent et dont son peuple subit la charge. La situation d'un État continental, quelque étendues que soient ses côtes, est tout autre que celle de l'Angleterre. La liberté des mers est, pour cette dernière, ce que le Transcontinental est pour nous. C'est sur cette question, et sur elle seule, que portent les discussions concernant la limitation des armements navals, en ce qui concerne l'Atlantique.

***

En troisième lieu vient la question japonaise, et l'impérieux besoin d'expansion de cette nation. Lorsqu'on parle de la « question du Pacifique », on se sert d'un pur « camouflage ». Maintenant qu'il ne saurait plus être question des prétentions de l'Allemagne, ce problème est uniquement celui du Japon. Sa population est en croissance continuelle. Son sol — dont une large portion ne possède pas de terres arables — est déjà cultivé à l'extrême. Un débouché doit être forcément fourni à cet excès de population. Et ceci ne peut s'obtenir que de deux manières : par la conquête ou par une entente internationale. Si c'est par la conquête, nous voici acculés à une autre guerre mondiale; si c'est par un accord international, cette dernière menace de conflit disparaît pour faire place à un acte durable de saine politique. La question du Japon ne saurait être résolue par de la rhétorique, ni par du sentiment, ou par des préventions. Elle ne pourra être résolue que par une étude franche et sans détour des faits politiques et économiques qui en ont été la source.

En réalité, il ne semble pas impossible de trouver une solution qui puisse donner de vraies satisfactions aux aspirations justifiées du Japon et dont la réalisation lui est devenue nécessaire, sans avoir recours aux armes ou à l'exploitation

de peuplades moins capables ou asservies. Cette solution devra être recherchée en évitant avec soin d'accroître les difficultés suscitées par la question de races, qui est, pour une bonne part, une question d'instinct, de sentiment, ou de compétitions économiques, et bien assez compliquée déjà. Les États-Unis, qui ont à faire face à celle des Noirs, en savent quelque chose. Nous ne désirons nullement voir apparaître un nouveau problème de cette sorte sur nos côtes du Pacifique ou ailleurs, et le Japon lui-même ne désire pas davantage le voir s'établir sur son propre sol. Une étude judicieuse de tout ce que comporte, pour le Japon, sa situation mondiale actuelle, pourrait, en vue d'arriver à une compréhension plus complète de la question, être confiée à une Commission mixte d'Américains et de Japonais, composée, non pas de diplomates et de juristes, uniquement préoccupés de faire obtenir gain de cause à leur client, mais bien d'hommes et de femmes d'affaires, chargés de représenter l'idéal national en ce qui concerne les questions pédagogiques, industrielles, commerciales, financières, de main-d'œuvre et de gouvernement. Ceux qui parlent d'une guerre possible entre les États-Unis et le Japon, ou qui écrivent dans le même sens, ne connaissent pas les données du problème. Les plus sages sont ceux qui préconisent non la guerre, mais la nécessité de rechercher rapidement, par une politique d'entente, les moyens de résoudre avec pleine satisfaction cette question.

Du moment où le Japon pourra entrevoir un moyen d'expansion pour sa population trop dense, moyen ne comportant ni l'exploitation, ni l'asservissement, ni le démembrement de la Chine, il ne sera que trop heureux de déposer les armes et d'appliquer toutes ses ressources et ses remarquables dons au développement de ses industries, de son commerce et de ses arts. En somme il n'y a que fort peu de mauvaise volonté réelle dans le monde, mais, par contre, il s'y trouve un immense amoncellement d'ignorance et de malentendus.

***

Il y a, en dernier lieu, un grave danger qui menace de s'étendre sur le monde, danger contre lequel les peuples

libres doivent aussi énergiquement se défendre que s'ils s'agissait de lutter contre le choléra ou la peste; c'est l'état économique et politique dont souffre la Russie. Cette maladie consiste en une sorte de recul de la civilisation, de retour aux théories et aux conditions caduques des temps passés, que le monde dans sa marche vers le progrès, a, depuis longtemps, rejetées.

C'est une forme nouvelle de l'antique lutte entre l'Orient et l'Occident. C'est, en réalité, l'Orientalisme essayant d'atteindre et d'anéantir l'immense édifice de la civilisation, dont les bases ont été jetées par les anciens Grecs, et qui a été continué à travers le cours de trente siècles. Pas une des philosophies ou des religions orientales ne contient une promesse d'espérance pour l'individu. Toutes ne visent que les groupes, la masse, et leurs civilisations ne font aucune place à l'initiative individuelle, ni à son perfectionnement, ni à sa prééminence. La civilisation occidentale est, au contraire, fondée sur l'individu, sa force et sa santé physiques, sa culture intellectuelle et son caractère, son labeur personnel, sa rétribution et la contribution qu'il apporte à la société dont il fait partie. Le progrès réel et continu de l'Europe est dû à cette impulsion de l'individu vers le mieux-être. L'existence même des États-Unis, nos sciences et nos arts, notre littérature et notre philosophie, nos lois et notre gouvernement, notre commerce et notre industrie, notre système économique et social, nos ressources et nos satisfactions reposent uniquement et solidement sur ces principes. La plaie russe paralyserait totalement ce système, et, l'ayant paralysé, finirait par l'anéantir.

Ceux qui nous disent que l'on doit permettre au peuple russe d'avoir le Gouvernement qui lui convient, et que ce Gouvernement devrait être reconnu par les nations libres et civilisées, ne savent pas ce qu'ils disent, attendu que l'on n'a pas permis au peuple russe de choisir une forme quelconque de Gouvernement. Une autocratie héréditaire, animée d'une singulière cruauté et d'un profond despotisme, a été renversée, et une autre autocratie, non héréditaire, mais encore plus cruelle et et d'un despotisme encore plus accentué, s'est installée par la force à sa place. Moins de 600 000 hommes, groupés en société communiste, se sont emparés des points stratégiques, des rouages de la vie publique, et maintiennent ainsi 140 mil-

lions d'individus sous leur cruelle et incessante étreinte. Cette autocratie nouvelle infecte la Russie, et, si elle le pouvait, infecterait bien d'autres peuples, à l'aide de sophismes politiques et économiques qui amèneraient promptement la mort de toute organisation politique et économique. Car, de même qu'il ne saurait y avoir dans le monde de santé physique si les causes des maladies n'étaient pas combattues, il ne saurait exister ni saine politique, ni ordre, ni progrès, si l'on permettait aux microbes de l'horrible crasse (*squalor*) de Moscou et de Petrograd de se répandre sur les villes et les campagnes de l'Europe Centrale et Occidentale.

***

Donc il y a quatre questions primordiales dont dépendent la paix du monde et la possibilité de réduire les armements de terre et de mer :

La sécurité de la France.

La liberté des mers.

L'expansion du Japon.

Le fléau politique et économique appelé bolchevisme.

Toutes ces questions ont, je le répète, une importance non pas seulement locale ou continentale, mais mondiale, et menacent le bonheur et la tranquillité des habitants de toutes les nations du globe.

Lorsqu'on apprit aux États-Unis le meurtre de l'archiduc d'Autriche, commis, le 28 juin 1914, à Serajevo, nul fait ne pouvait sembler devoir être plus dépourvu de tout intérêt particulier aux yeux des Américains, et moins susceptible de les jeter dans le trouble, que cet assassinat perpétré dans une ville lointaine de la Péninsule des Balkans. Quelles répercussions pouvait donc avoir, sur l'agriculture, l'industrie, les transports, les finances et la paix des États-Unis, la mort d'un personnage politique appartenant à une nation du centre de l'Europe? Et cependant, dès lors, les événements succédèrent aux événements, rapidement, sans interruption et de telle sorte que le moins informé d'entre nous put se rendre compte que cet acte lointain, avait, en réalité, suscité et mis en mouvement des forces émotives touchant à la vie

et à la liberté de chaque citoyen des États-Unis. Bien d'autres questions, souvent graves, sont, en apparence, purement locales ou continentales; mais, dans l'état actuel du monde civilisé, où les nations sont arrivées, au cours des cent dernières années, à dépendre si étroitement les unes des autres, elles affectent en réalité le monde entier.

Je puis affirmer sans crainte d'être contredit que les longs mois de dépression et même de détresse qu'ont eu à supporter l'agriculture, l'industrie, les transports, la main-d'œuvre et les finances aux États-Unis, sont le résultat de causes et de conditions qui existent en des points fort éloignés de nos frontières. La guerre arrêta et modifia de fond en comble les relations économiques de tous les pays. Le pouvoir d'achat — ou de consommation — de 300 millions d'hommes et, par suite, le marché nécessaire à cette consommation, disparurent. A l'heure actuelle encore, près de trois ans après l'armistice, ces 300 millions d'hommes ont à peine regagné 25 à 30 p. 100 de leur capacité de consommation. Une énorme partie des épargnes fut anéantie, et, au lieu d'économies, les gouvernements doivent, aujourd'hui, faire face à des dettes colossales alors que tous, presque sans exception, ont été forcés de se défaire de ce qui constituait la base même de leur crédit : de leur or. Il peut continuer à se produire des hauts et des bas dans les affaires aux États-Unis; des améliorations peuvent survenir sur tels ou tels points, des réductions de chômage et des conditions plus satisfaisantes pour les agriculteurs et les industriels peuvent être réalisées; mais, tant que les conditions actuelles du monde ne seront pas modifiées, il sera absolument impossible de compter sur une amélioration durable. Les États-Unis produisant plus de céréales qu'il ne leur est nécessaire pour leur propre consommation, le surplus doit être exporté et le prix de vente coté sur les différents marchés du globe. Beaucoup d'industries, produisant également un nombre d'objets manufacturés supérieur à la demande de leurs concitoyens, doivent, si elles désirent maintenir leur rendement et conserver leur main-d'œuvre, exporter ce surplus. Mais il faut que ces exportations leur soient payées, et payées en or ou en marchandises. Or, les mains les plus habiles, les cerveaux les plus féconds ne peuvent

fabriquer de marchandises sans matières premières; et ceux qui ont dû sacrifier jusqu'à leurs dernières ressources en holocauste pour la guerre ne peuvent plus se les procurer. Donc si le fournisseur en expectative, c'est-à-dire les États-Unis, veut voir revivre sa propre agriculture et sa propre industrie, il faut qu'à l'aide d'une forme quelconque de crédit il fournisse le capital qui permettra à ces milliers de producteurs étrangers de produire, et, par leur production, d'acquérir les ressources qui leur seront nécessaires pour redevenir à leur tour acheteurs et consommateurs. Ici gît le nœud de la question. Ce fait est devenu évident depuis plus d'un an, et une large part de la dépression dont souffrent les affaires aux États-Unis provient de ce que rien, ou presque, n'a été fait pour trancher la question.

Ceux qui murmurent tout bas ou ceux qui s'écrient d'une voix stridente que tout cela ne nous concerne en aucune façon; que nous devons nous borner à développer notre propre agriculture, notre industrie, et laisser les autres se débrouiller comme ils pourront; que nous ne devons nous mêler en rien aux difficultés des autres nations, sont à la fois aveugles et sourds : aveugles, parce qu'ils n'aperçoivent pas les faits économiques les plus évidents; et sourds aux enseignements les plus clairs de l'histoire des États-Unis.

Ces derniers ne s'isolèrent pas du reste du monde lorsque, en 1776, Thomas Jefferson inscrivit au paragraphe 1er de la Déclaration d'Indépendance qu'un « décent respect » était dû à l'opinion publique universelle; — ni lorsque, en 1778, le Congrès national ratifia un traité d'alliance avec la France, traité où figurait la signature de Benjamin Franklin; — ni lorsque, en 1794, le traité Jay fut conclu avec la Grande-Bretagne et peu après ratifié; — ni en 1796, lorsque George Washington inscrivit, dans son message d'adieu, la recommandation d'être juste et loyal envers toutes les nations, de rester en paix et d'entretenir de bonnes relations avec toutes, en évitant toute antipathie invétérée à l'égard de certaines d'entre elles, aussi bien qu'un attachement irraisonné pour d'autres; — ni en 1801, lorsque Thomas Jefferson prescrivit, dans son discours inaugural, une justice égale pour tous les hommes de quelque condi-

tion, croyance ou parti politique qu'ils fussent; — ni en 1803-1804, lorsque les forces navales des États-Unis, sous le commandement de Preble et de Decatur, prirent une part active à la destruction des pirates; — ni en 1818, lorsque l'émouvante éloquence d'Henry Clay souleva, à la Chambre des représentants, un immense enthousiasme en faveur des 80 millions d'Américains du Sud luttant pour briser leurs chaînes et conquérir la liberté; — ni en 1823, lorsque James Monroë traça, dans son septième message annuel au Congrès, certains principes directeurs concernant nos relations avec les nations européennes au sujet de questions touchant le continent américain; — ni en 1824, lorsque Daniel Webster électrisa, par son vibrant discours en faveur du peuple grec, la Chambre des représentants et le pays tout entier; — ni en 1854, lorsque le commodore Perry négocia le traité qui ouvrait le Japon à la civilisation européenne; — ni en 1881, lorsque le secrétaire d'État Blains lança son remarquable appel en faveur de la réunion de la première Conférence internationale tenue aux États-Unis, qui ouvrit la voie à tant d'autres réunions similaires; — ni en 1898, lorsque le traité de paix avec l'Espagne plaça sous le protectorat des États-Unis Porto-Rico, Guam et les Philippines; — ni en 1899, lorsque le secrétaire d'État Hay rédigea ses instructions aux membres de la Commission des Représentants des États-Unis à la Conférence de la Haye, et lorsque cette commission, présidée par André D. White, remit son rapport; — ni en cette même année 1899, lorsque le même secrétaire d'État Hay assura la politique de la porte ouverte en Chine; — ni un an plus tard, lorsque l'armée et la marine des États-Unis participèrent, avec les forces des autres nations, à la suppression du mouvement des Boxers, en Chine; — ni en 1907, lorsque le secrétaire d'État Elihu Root rédigea ses instructions aux membres de la Commission chargée de représenter les États-Unis à la deuxième Conférence de la Haye, et lorsque cette commission, présidée par Joseph H. Choate, déposa son rapport; — ni le 4 août 1914, lorsque, ayant été témoins de la violation de la neutralité de la Belgique et des atrocités commises, en France et en Belgique, par les armées de l'envahisseur, un frémissement d'indigna-

tion et d'horreur souleva notre peuple, de l'Atlantique au Pacifique, s'amplifiant de mois en mois, comme les méfaits eux-mêmes succédaient aux méfaits, jusqu'à ce qu'enfin, le 6 avril 1917, l'extrême limite de cette indignation étant atteinte, le gouvernement dût partager le ressentiment de ce peuple outragé dans ses principes de bienséance, de liberté et de justice; — ni le 10 juillet 1921, lorsque le Président Harding invita un groupe de puissances à envoyer des représentants à Washington, en vue de conférer sur les moyens propres à alléger le fardeau économique des peuples, de réduire les armements et leur coûteux entretien, et de rechercher par quelles voies l'Amérique pourrait utilement coopérer à amener l'établissement de lois internationales pour le règlement des conflits à venir entre les peuples.

Celui qui déclare et celui qui propage que les États-Unis sont indépendants du reste du monde; que leurs idées, leurs principes et leurs intérêts sont différents; et que nous ne saurions ressembler en rien aux autres hommes, n'est pas seulement un ignorant, mais un « anti-Américain ». Et, ce faisant, il ne méconnaît pas seulement le véritable idéal de l'Américain, mais il cause le plus grand dommage aux intérêts matériels des États-Unis; car il contribue à accroître et à prolonger les difficultés et la détresse de l'agriculteur, de l'ouvrier, du manufacturier, du directeur des chemins de fer, du banquier, de chaque citoyen et de chaque institution pouvant se réclamer des États-Unis.

On voit toujours surgir, dans ces sortes de crises, un antagonisme entre l'idéal des hauts principes et celui du pur égoïsme. Si le peuple des États-Unis sait se montrer à la hauteur de ses devoirs et saisir les occasions qui s'offrent de les remplir, il reconnaîtra, le moment venu, qu'il a accompli une œuvre toute à son avantage, et au meilleur profit de son agriculture et de son industrie. Si, au contraire, il préfère suivre ses impulsions de pur égoïsme, il arrivera, en fin de compte, que, en dépit de cette mesquine satisfaction, il aura suivi une direction totalement opposée à celle qu'eût choisie un peuple de haute valeur morale.

Président NICHOLAS M. BUTLER

LE DOCTEUR HÉRACLIUS GLOSS[1]

XVIII

OU LE DOCTEUR HÉRACLIUS RECONNAIT AVEC STUPÉFACTION L'AUTEUR DU MANUSCRIT

Une nuit, comme le Docteur ne pouvait dormir, il se releva entre une et deux heures du matin pour aller relire un passage qu'il croyait n'avoir pas encore très bien compris. Il mit ses savates et ouvrit la porte de sa chambre le plus doucement possible pour ne pas troubler le sommeil de toutes les catégories d'hommes-animaux qui expiaient sous son toit. Or, quelles qu'eussent été les conditions précédentes de ces heureuses bêtes, jamais certes elles n'avaient joui d'une tranquillité et d'un bonheur aussi parfaits, car elles trouvaient dans cette maison hospitalière bon souper, bon gîte et même le reste, tant l'excellent homme avait le cœur compatissant. Il parvint, toujours sans faire le moindre bruit, jusqu'au seuil de son cabinet, et il entra. Ah! certes Héraclius était brave, il ne redoutait ni les fantômes, ni les apparitions, mais quelle que soit l'intrépidité d'un homme, il est des épouvantements qui trouent comme des boulets les courages les plus indomptables, et le Docteur demeura debout, livide, terrifié, les yeux hagards, les cheveux dressés

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 novembre 1921.

sur le crâne, claquant des dents et secoué de la tête aux talons par un épouvantable tremblement devant l'incompréhensible spectacle qui s'offrit à lui.

La lampe de travail était allumée sur la table, et devant son feu, le dos tourné à la porte par laquelle il entrait, il vit... le docteur Héraclius Gloss lisant attentivement son manuscrit. Le doute n'était plus possible... C'était bien lui-même... Il avait sur les épaules sa longue robe de chambre en soie antique à grandes fleurs rouges et, sur sa tête, son bonnet grec en velours noir brodé d'or. Le Docteur comprit que si cet autre lui-même se retournait, que si les deux Héraclius se regardaient face à face, celui qui tremblait en ce moment dans sa peau tomberait foudroyé devant sa reproduction. Mais alors, saisi par un spasme nerveux, il ouvrit les mains et le bougeoir qu'il portait roula avec bruit sur le plancher... Ce fracas lui fit faire un bond terrible. L'autre se retourna brusquement et le Docteur effaré reconnut... son singe. Pendant quelques secondes ses pensées tourbillonnèrent dans son cerveau comme des feuilles mortes emportées par l'ouragan. Puis il fut envahi tout à coup par la joie la plus véhémente qu'il eût jamais ressentie, car il avait compris que cet auteur, attendu, désiré comme le messie pour les Juifs, était devant lui. C'était son singe. Il se précipita presque fou de bonheur, saisit dans ses bras l'être vénéré et l'embrassa avec une telle frénésie que jamais maîtresse adorée ne fut plus passionnément embrassée par son amant. Puis il s'assit en face de lui de l'autre côté de la cheminée, et jusqu'au matin il le contempla religieusement.

XIX

COMMENT LE DOCTEUR SE TROUVA PLACÉ DANS LA PLUS TERRIBLE DES ALTERNATIVES

Mais de même que les plus beaux jours de l'été sont parfois brusquement troublés par un effroyable orage, ainsi la félicité du Docteur fut soudain traversée par la plus affreuse des suggestions. Il avait bien retrouvé celui qu'il cherchait,

mais hélas! ce n'était qu'un singe. Ils se comprenaient sans nul doute, mais ils ne pouvaient pas se parler. Le Docteur retomba du ciel sur la terre. Adieu ces longs entretiens dont il espérait tirer tant de profit, adieu cette belle croisade contre la superstition, qu'ils devaient entreprendre tous deux. Car, seul, le docteur ne possédait pas les armes suffisantes pour terrasser l'hydre de l'ignorance. Il lui fallait un homme, un apôtre, un confesseur, un martyr, rôle qu'un singe, hélas, était incapable de remplir. Que faire?

Une voix terrible cria dans ses oreilles : « Tue-le ».

Héraclius frissonna. En une seconde il calcula que s'il le tuait, l'âme dégagée entrerait immédiatement dans le corps d'un enfant près de naître. Qu'il fallait lui laisser au moins vingt années pour parvenir à sa maturité. Le Docteur aurait alors soixante-dix ans. Cependant cela était possible. Mais alors retrouverait-il cet homme? Puis sa religion défendait de supprimer tout être vivant sous peine de commettre un assassinat; et son âme à lui, Héraclius, passerait après sa mort dans le corps d'une bête féroce comme il arrive pour les meurtriers. Qu'importe? il serait victime de la science — et de la foi. — Il saisit un grand cimeterre turc suspendu dans une panoplie, et il allait frapper, comme Abraham sur la montagne, quand une réflexion arrêta son bras. Si l'expiation de cet homme n'était pas terminée, et si, au lieu de passer dans le corps d'un enfant, son âme retournait pour la seconde fois dans celui d'un singe? Cela était possible, même vraisemblable, presque certain. Commettant de la sorte un crime inutile, le Docteur se vouait sans profit pour ses semblables à un terrible châtiment. Il retomba inerte sur son siège. Ces émotions répétées l'avaient épuisé et il s'évanouit.

XX

OU LE DOCTEUR A UNE PETITE CONVERSATION AVEC SA BONNE

Quand il rouvrit les yeux, sa bonne Honorine lui bassinait les tempes avec du vinaigre. Il était sept heures du matin.

La première pensée du Docteur fut pour son singe. L'animal avait disparu.

— Mon singe, où est mon singe? — s'écria-t-il.

— Ah bien oui, parlons-en, — riposta la servante-maîtresse, toujours prête à se fâcher. — Le grand mal quand il serait perdu. Une jolie bête, ma foi. Elle imite tout ce qu'elle voit faire à Monsieur; ne l'ai-je pas trouvé l'autre jour qui mettait vos bottes? Puis ce matin, quand je vous ai ramassé là, et Dieu sait quelles maudites idées vous trottent par la tête depuis quelque temps et vous empêchent de rester dans votre lit, ce vilain animal, qui est plutôt un diable sous la peau d'un singe, n'avait-il pas mis votre calotte et votre robe de chambre? Et il avait l'air de rire, en vous regardant, comme si c'était bien amusant de voir un homme évanoui. Puis, quand j'ai voulu m'approcher, cette canaille se jette sur moi, comme s'il voulait me manger, mais, Dieu merci, on n'est pas timide et on a encore le poignet bon; j'ai pris la pelle et j'ai si bien tapé sur son vilain dos qu'il s'est sauvé dans votre chambre où il doit être en train de faire quelque nouveau tour de sa façon.

— Vous avez battu mon singe, — hurla le Docteur exaspéré, — apprenez Mademoiselle, que désormais j'entends qu'on le respecte et qu'on le serve comme le maître de cette maison.

— Ah bien oui, il n'est pas seulement le maître de la maison, mais voilà longtemps qu'il est déjà le maître du maître, — grommela Honorine, et elle se retira dans sa cuisine, convaincue que le docteur Héraclius Gloss était décidément fou.

XXI

COMMENT IL EST DÉMONTRÉ QU'IL SUFFIT D'UN AMI TENDREMENT AIMÉ, POUR ALLÉGER LE POIDS DES PLUS GRANDS CHAGRINS.

Comme l'avait dit le Docteur, à partir de ce jour, le singe devint véritablement le maître de la maison et Héraclius se fit l'humble valet de ce noble animal. Il le considérait

pendant des heures entières avec une tendresse infinie; il avait pour lui des délicatesses d'amoureux : il lui prodiguait à tous propos le dictionnaire entier des expressions tendres; lui serrant la main comme on fait à son ami; lui parlant en le regardant fixement; expliquant les points de ses discours qui pouvaient paraître obscurs; enveloppant la vie de cette bête des soins les plus doux et des plus exquises attentions.

Et le singe se laissait faire, calme comme un Dieu qui reçoit l'hommage de ses adorateurs.

Ainsi que tous les grands esprits qui vivent solitaires parce que leur élévation les isole au-dessus du niveau commun de la bêtise des peuples, Héraclius s'était senti seul jusqu'alors. Seul dans ses travaux, seul dans ses espérances, seul dans ses luttes et ses défaillances, seul enfin dans sa découverte et son triomphe. Il n'avait pas encore imposé sa doctrine aux foules. Il n'avait pu même convaincre ses deux amis les plus intimes, M. le Recteur et M. le Doyen. Mais à partir du jour où il eut découvert dans son singe le grand philosophe dont il avait si souvent rêvé, le Docteur se sentit moins isolé.

Convaincu que la bête n'est privée de la parole que par punition de ses fautes passées et que, par suite du même châtiment, elle est remplie de souvenirs des existences antérieures, Héraclius se mit à aimer ardemment son compagnon et il se consolait par cette affection de toutes les misères qui venaient le frapper.

Depuis quelque temps en effet la vie devenait plus triste pour le Docteur. M. le Doyen et M. le Recteur le visitaient beaucoup moins souvent et cela faisait un vide énorme autour de lui. Ils avaient même cessé de venir dîner chaque dimanche, depuis qu'il avait défendu de servir sur sa table toute nourriture ayant eu vie. Le changement de son régime était également pour lui une grande privation qui prenait, par instants, les proportions d'un chagrin véritable. Lui, qui jadis attendait avec tant d'impatience l'heure si douce du déjeuner, la redoutait presque maintenant. Il entrait tristement dans sa salle à manger, sachant bien qu'il n'avait plus rien d'agréable à en attendre et il y était hanté sans

cesse par le souvenir des brochettes de cailles, qui le harcelait comme un remords. Hélas! ce n'était point le remords d'en avoir tant dévoré, mais plutôt le désespoir d'y avoir renoncé pour toujours.

XXII

OU LE DOCTEUR DÉCOUVRE QUE SON SINGE LUI RESSEMBLE ENCORE PLUS QU'IL NE PENSAIT

Un matin, le docteur Héraclius fut éveillé par un bruit inusité; il sauta du lit, s'habilla en toute hâte et se dirigea vers la cuisine où il entendait des cris et des trépignements extraordinaires.

Roulant depuis longtemps dans son esprit les plus noirs projets de vengeance contre l'intrus qui lui ravissait l'affection de son maître, la perfide Honorine qui connaissait les goûts et les appétits de ces animaux avait réussi, au moyen d'une ruse quelconque, à ficeler solidement le pauvre singe aux pieds de sa table de cuisine. Puis, lorsqu'elle se fut assurée qu'il était bien fortement attaché, elle s'était retirée à l'autre bout de l'appartement et s'amusait alors à lui montrer le régal le plus propre à exciter ses convoitises, elle lui faisait subir un épouvantable supplice de Tantale qu'on ne doit infliger dans les enfers qu'à ceux qui ont énormément péché; et la perverse gouvernante riait à gorge déployée et imaginait des raffinements de torture qu'une femme seule est capable de concevoir. L'homme singe se tordait avec fureur à l'aspect des mets savoureux qu'on lui présentait de loin, et la rage de se sentir lié aux pieds de la table massive lui faisait exécuter de monstrueuses grimaces qui redoublaient la joie du bourreau tentateur.

Enfin, juste au moment où le Docteur, maître jaloux, apparut sur le seuil, la victime de cet horrible guet-apens réussit par un effort prodigieux à rompre les cordes qui le retenaient et, sans l'intervention violente d'Héraclius indigné, Dieu sait de quelles friandises se serait repu ce nouveau Tantale à quatre mains.

XXIII

COMMENT LE DOCTEUR S'APERÇUT QUE SON SINGE L'AVAIT INDIGNEMENT TROMPÉ

Cette fois la colère l'emporta sur le respect et le Docteur saisissant à la gorge le singe-philosophe l'entraîna hurlant dans son cabinet et lui administra la plus terrible correction qu'ait jamais reçue l'échine d'un métempsychosiste.

Lorsque le bras fatigué d'Héraclius desserra un peu la gorge de la pauvre bête coupable seulement de goûts trop semblables à ceux de son frère supérieur, elle se dégagea de l'étreinte du maître outragé, sauta par-dessus la table, saisit sur un livre la grande tabatière du docteur et la précipita tout ouverte à la tête de son propriétaire. Ce dernier n'eut que le temps de fermer les yeux pour éviter le tourbillon de tabac qui l'aurait certainement aveuglé, mais quand il les rouvrit, le coupable avait disparu, emportant avec lui le manuscrit dont il était l'auteur présumé.

La consternation d'Héraclius fut sans limite — et il s'élança comme un fou sur les traces du fugitif, décidé aux plus grands sacrifices pour recouvrer le précieux parchemin. Il parcourut sa maison de la cave au grenier, ouvrit toutes les armoires, regarda sous tous les meubles — ses recherches demeurèrent absolument infructueuses. Enfin, il alla s'asseoir désespéré sous un arbre dans son jardin. Il lui semblait depuis quelques instants recevoir de petits coups légers sur le crâne, et il pensait que c'étaient des feuilles mortes détachées par le vent, quand il vit une boulette de papier qui roulait devant lui dans le chemin. Il la ramassa, puis l'ouvrit. Miséricorde ! c'était une des feuilles de son manuscrit. Il leva la tête épouvanté, et il aperçut l'abominable animal qui préparait tranquillement de nouveaux projectiles de la même espèce, et, ce faisant, le monstre grimaçait un sourire de satisfaction si épouvantable que Satan certes n'en eut pas de plus horrible quand il vit Adam prendre la pomme fatale que depuis Ève jusqu'à Honorine les femmes n'ont cessé de nous offrir. A cet aspect une lumière affreuse se fit soudain dans l'esprit du Docteur, et il comprit

qu'il avait été trompé, joué, mystifié de la façon la plus abominable par ce fourbe couvert de poil qui n'était pas plus l'auteur tant désiré que le Pape ni le Grand Turc. Le précieux ouvrage eût disparu tout entier, si Héraclius n'avait aperçu près de lui une de ces pompes d'arrosage dont se servent les jardiniers pour lancer l'eau dans les plates-bandes éloignées. Il s'en saisit rapidement et, la manœuvrant avec une vigueur surhumaine, fit prendre au perfide un bain tellement imprévu que celui-ci s'enfuit de branche en branche en poussant des cris aigus, et tout à coup, par une ruse de guerre habile, sans doute pour obtenir un instant de répit, il lança le parchemin lacéré en plein visage de son adversaire: alors quittant rapidement sa position, il courut vers la maison.

Avant que le manuscrit n'eut touché le Docteur, ce dernier roulait sur le dos les quatre membres en l'air, foudroyé par l'émotion. Quand il se releva il n'eut pas la force de venger ce nouvel outrage, il rentra péniblement dans son cabinet et constata, non sans plaisir, que trois pages seulement avaient disparu.

XXIV

EURÊKA

La visite de M. le Doyen et de M. le Recteur le tira de son affaissement. Ils causèrent tous trois pendant une heure ou deux sans dire un seul mot de métempsychose; mais au moment où ses deux amis se retiraient, Héraclius ne put se contenir plus longtemps. Pendant que M. le Doyen endossait sa grande houppelande en peau d'ours, il prit à part M. le Recteur qu'il redoutait moins et lui conta tout son malheur. Il lui dit comment il avait cru trouver l'auteur de son manuscrit, comment il s'était trompé, comment son misérable singe l'avait joué de la façon la plus indigne, comment il se voyait abandonné et désespéré, et devant la ruine de ses illusions, Héraclius pleura. Le Recteur ému lui prit les mains; il allait parler quand la voix grave du Doyen criant :

— Ah ça, venez-vous Recteur? — retentit sous le vestibule.

Alors celui-ci, donnant une dernière étreinte à l'infortuné

Docteur, lui dit en souriant doucement comme on fait pour consoler un enfant méchant :

— Là, voyons, calmez-vous, mon ami, qui sait, vous êtes peut-être vous-même l'auteur de ce manuscrit.

Puis il s'enfonça dans l'ombre de la rue, laissant sur la porte Héraclius stupéfait.

Le Docteur remonta lentement dans son cabinet, murmurant entre ses dents de minute en minute : « Je suis peut-être l'auteur du manuscrit ». Il relut attentivement la façon dont ce document avait été retrouvé lors de chaque réapparition de son auteur; puis il se rappela comment il l'avait découvert lui-même. Le songe qui avait précédé ce jour heureux comme un avertissement providentiel, son émotion en entrant dans la Ruelle des Vieux-Pigeons, tout cela lui revint, clair, distinct, éclatant. Alors il se leva tout droit, étendit les bras comme un illuminé, et s'écria d'une voix retentissante : « C'est moi, c'est moi ». Un frisson parcourut toute sa demeure. Pythagore aboya violemment, les bêtes troublées s'éveillèrent soudain et se mirent à s'agiter comme si chacune dans sa langue eût voulu célébrer la grande résurrection du prophète de la métempsychose. Alors, en proie à une émotion surhumaine, Héraclius s'assit, il ouvrit la dernière page de cette Bible nouvelle et religieusement écrivit à la suite toute l'histoire de sa vie.

XXV

EGO SUM QUI SUM

A partir de ce jour Héraclius Gloss fut envahi par un orgueil colossal. Comme le Messie procède de Dieu le père, il procédait directement de Pythagore, ou plutôt il était lui-même Pythagore, ayant vécu jadis dans le corps de ce philosophe. Sa généalogie défiait ainsi les quartiers des familles les plus féodales. Il enveloppait dans un mépris superbe tous les grands hommes de l'humanité, leurs plus hauts faits lui paraissant infimes auprès des siens, et il s'isolait dans une élévation sublime au milieu des mondes et des bêtes; il était la métempsychose et sa maison en devenait le temple.

Il avait défendu à sa bonne et à son jardinier de tuer les animaux réputés nuisibles. Les chenilles et les limaçons pullu-

laient dans son jardin et, sous la forme de grandes araignées à pattes velues, les ci-devant mortels promenaient leur hideuse transformation sur les murs de son cabinet; ce qui faisait dire à cet abominable Recteur que si tous les ex-pique-assiettes, métamorphosés à leur manière, se donnaient rendez-vous sur le crâne du trop sensible Docteur, il se garderait bien de faire la guerre à ces pauvres parasites déclassés. Une seule chose troublait Héraclius dans son épanouissement superbe. C'était de voir sans cesse les animaux s'entre-dévorer, les araignées guetter les mouches au passage, les oiseaux emporter les araignées, les chats croquer les oiseaux et son chien Pythagore étrangler avec bonheur tout chat qui passait à portée de sa dent.

Il suivait du matin au soir la marche lente et progressive de la métempsychose par tous les degrés de l'échelle animale. Il avait des révélations soudaines en regardant les moineaux picorer dans les gouttières; les fourmis, en travailleuses éternelles et prévoyantes lui causaient des attendrissements immenses, il voyait en elles tous les désœuvrés et les inutiles qui, pour expier leur oisiveté et leur nonchalance passées, étaient condamnés à ce labeur opiniâtre. Il restait des heures entières le nez dans l'herbe, à les contempler, et il était émerveillé de sa pénétration.

Puis comme Nabuchodonosor il marchait à quatre pattes, se roulait avec son chien dans la poussière, vivait avec ses bêtes, se vautrait avec elles. Pour lui, l'homme disparaissait peu à peu de la création, et bientôt il n'y vit plus que les bêtes. Alors qu'il les contemplait, il sentait bien qu'il était leur frère; il ne conversait plus qu'avec elles, et lorsque par hasard il était forcé de parler à des hommes, il se trouvait paralysé comme au milieu d'étrangers et s'indignait en lui-même de la stupidité de ses semblables.

XXVI

CE QUE L'ON DISAIT AUTOUR DU COMPTOIR DE MADAME LABOTTE, MARCHANDE FRUITIÈRE, 26, RUE DE LA MARAICHERIE

Mademoiselle Victoire, cordon bleu de M. le Doyen de la Faculté de Balançon, mademoiselle Gertrude, servante de

M. le Recteur de ladite Faculté, et mademoiselle Anastasie, gouvernante de M. l'abbé Beaufleury, curé de Sainte-Eulalie, tel était le respectable cénacle qui se trouvait réuni un jeudi matin autour du comptoir de madame Labotte, marchande fruitière, 26, rue de la Maraîcherie.

Ces dames, portant au bras gauche le panier aux provisions, coiffées d'un petit bonnet blanc coquettement posé sur les cheveux, enjolivé de dentelles et de tuyautages et dont les cordons leur pendaient sur le dos, écoutaient avec intérêt mademoiselle Anastasie qui leur racontait comme quoi, la veille même, M. l'abbé Beaufleury avait exorcisé une pauvre femme possédée de cinq démons.

Tout à coup mademoiselle Honorine, gouvernante du docteur Héraclius, entra comme un coup de vent, elle tomba sur une chaise, suffoquée par une émotion violente, puis quand elle vit tout le monde suffisamment intrigué elle éclata :

— Non, c'est trop fort à la fin, on dira ce qu'on voudra, je ne resterai pas dans cette maison.

Puis cachant sa figure dans ses deux mains, elle se mit à sangloter. Au bout d'une minute, elle reprit, un peu calmée :

— Après tout ce n'est pas sa faute à ce pauvre homme, s'il est fou.

— Qui? — demanda mademoiselle Labotte.

— Mais mon maître, le docteur Héraclius, — répondit mademoiselle Victoire. — Ainsi c'est bien vrai ce que disait monsieur le Doyen, que votre maître a perdu la tête?

— Je crois bien, — s'écria mademoiselle Anastasie, — monsieur le Curé affirmait l'autre jour à monsieur l'abbé Rosencroix que le docteur Héraclius était un vrai réprouvé; qu'il adorait les bêtes, à l'exemple d'un certain monsieur Pythagore, qui, paraît-il, est un impie aussi abominable que Luther.

— Qu'y a-t-il de nouveau? — interrompit mademoiselle Gertrude, — que vous est-il arrivé?

— Figurez-vous, — reprit Honorine en essuyant ses larmes avec le coin de son tablier, — que mon pauvre maître a, depuis bientôt six mois, la folie des bêtes, il se croit créé et mis au monde pour les servir, il leur parle comme à des personnes raisonnables et on dirait qu'il entend au dedans d'elles une voix qui lui répond. Enfin, hier au soir, comme je

m'étais aperçu que les souris mangeaient mes provisions, j'ai mis une ratière dans le buffet. Ce matin, voyant qu'il y avait une souris de prise, j'appelle le chat et j'allais lui donner cette vermine, quand mon maître entra comme un furieux, il m'arracha la ratière des mains et lâcha la bête au milieu de mes conserves, et puis, comme je me fâchais, le voilà qui se retourne et qui me traite comme on ne traiterait pas une chiffonnière.

Un grand silence se fit pendant quelques secondes, puis mademoiselle Honorine reprit :

— Après tout, je ne lui en veux pas à ce pauvre homme, il est fou.

Deux heures plus tard, l'histoire de la souris du Docteur avait fait le tour des cuisines de Balançon. A midi, elle était l'anecdote du déjeuner des bourgeois de la ville. A huit heures, M. le Premier tout en buvant son café la racontait à six magistrats qui avaient dîné chez lui, et ces Messieurs, dans des poses diverses et graves, l'écoutaient rêveusement, sans sourire et en hochant la tête. A onze heures, le Préfet qui donnait une soirée s'en inquiétait devant six mannequins administratifs; et comme il demandait l'avis du Recteur qui promenait de groupe en groupe ses méchancetés et sa cravate blanche, celui-ci répondit :

— Qu'est-ce que cela prouve après tout, monsieur le Préfet? que si La Fontaine vivait encore il pourrait faire une nouvelle fable intitulée « La souris du philosophe », et qui finirait ainsi :

Le plus bête des deux n'est pas celui qu'on pense.

XXVII

COMME QUOI LE DOCTEUR HÉRACLIUS NE PENSAIT NULLEMENT COMME LE DAUPHIN QUI, AYANT TIRÉ DE L'EAU UN SINGE, S'Y REPLONGE ET VA CHERCHER QUELQUE HOMME AFIN DE LE SAUVER

Lorsque Héraclius sortit le lendemain, il remarqua que chacun le regardait passer avec curiosité et qu'on se retournait encore pour le voir. L'attention dont il était l'objet

l'étonna tout d'abord; il en chercha la cause, et pensa que sa doctrine s'était peut-être répandue à son insu et qu'il était au moment d'être compris par ses concitoyens. Alors une grande tendresse lui vint tout à coup pour ces bourgeois dans lesquels il voyait déjà des disciples enthousiastes, et il se mit à saluer en souriant de droite et de gauche comme un prince au milieu de son peuple. Les chuchotements qui le suivaient lui paraissaient un murmure de louanges et il rayonnait d'allégresse en songeant à la confusion prochaine du Recteur et du Doyen.

Il parvint ainsi jusqu'aux quais de la Brille. A quelques pas, un groupe d'enfants s'agitait et riait énormément en jetant des pierres dans l'eau, tandis que des mariniers qui fumaient leur pipe au soleil semblaient s'intéresser au jeu de ces gamins. Héraclius s'approcha; puis recula soudain comme un homme qui reçoit un grand coup dans la poitrine. A dix mètres de la berge, plongeant et reparaissant tour à tour, un jeune chat se noyait dans la rivière. La pauvre petite bête faisait des efforts désespérés pour gagner la rive, mais chaque fois qu'elle montrait sa tête au-dessus de l'eau, une pierre, lancée par un des garnements qui s'amusaient de cette agonie, la faisait disparaître de nouveau. Les méchants gamins luttaient d'adresse et s'excitaient l'un l'autre, et lorsqu'un coup bien frappé atteignait le misérable animal, c'étaient sur le quai une explosion de rires et des trépignements de joie. Soudain, un caillou tranchant toucha la bête au milieu du front et un filet de sang apparut sur les poils blancs. Alors parmi les bourreaux éclata un délire de cris et d'applaudissements, mais qui se changea tout à coup en une effroyable panique. Blême, tremblant de rage, renversant tout devant lui, frappant des pieds et des poings, le Docteur s'était élancé au milieu de cette marmaille comme un loup dans un troupeau de moutons. L'épouvante fut si grande et la fuite si rapide, qu'un des enfants, éperdu de terreur, se jeta dans la rivière et disparut. Alors Héraclius défit promptement sa redingote, enleva ses souliers et, à son tour, se précipita dans l'eau. On le vit nager vigoureusement quelques instants, saisir le jeune chat au moment où il disparaissait et regagner triomphalement la rive. Puis il s'assit sur une borne, essuya,

baisa, caressa le petit être qu'il venait d'arracher à la mort, et l'enveloppant amoureusement dans ses bras comme un fils, sans s'occuper de l'enfant que deux mariniers ramenaient à terre, indifférent au tumulte qui se faisait derrière lui, il partit à grands pas vers sa maison, oubliant sur la berge ses souliers et sa redingote.

XXVIII

Cette histoire vous démontrera comme,
Quand on veut préserver son semblable des coups,
Quand on croit qu'il vaut mieux sauver un chat qu'un homme,
On doit de ses voisins exciter le courroux;
Comment tous les chemins peuvent conduire à Rome,
Et la métempsychose à l'hôpital des fous.

(L'Étoile de Balançon.)

Deux heures plus tard une foule immense de peuple poussant des cris tumultueux se pressait devant les fenêtres du docteur Héraclius Gloss. Bientôt une grêle de pierres brisa les vitres, et la multitude allait enfoncer les portes, quand la gendarmerie apparut au bout de la rue. Le calme se fit peu à peu; enfin la foule se dissipa; mais jusqu'au lendemain deux gendarmes stationnèrent devant la maison du Docteur. Celui-ci passa la soirée dans une agitation extraordinaire. Il s'expliquait le déchaînement de la populace par les sourdes menées des prêtres contre lui et par l'explosion de haine que provoqua toujours l'avènement d'une religion nouvelle parmi les sectaires de l'ancienne. Il s'exaltait jusqu'au martyre et se sentait prêt à confesser sa foi devant les bourreaux. Il fit venir dans son cabinet toutes les bêtes que cet appartement put contenir, et le soleil l'aperçut qui sommeillait entre son chien, une chèvre et un mouton et serrant sur son cœur le petit chat qu'il avait sauvé.

Un coup violent frappé à sa porte l'éveilla, et Honorine introduisit un monsieur très grave que suivaient deux agents de la sûreté. Un peu derrière eux se dissimulait le médecin de la Préfecture. Le Monsieur grave se fit reconnaître pour le commissaire de police et invita courtoisement Héraclius à

le suivre; celui-ci obéit fort ému. Une voiture attendait à la porte, on le fit monter dedans. Puis, assis à côté du commissaire, ayant en face de lui le médecin et un agent, l'autre s'étant placé sur le siège près du cocher, Héraclius vit qu'on suivait la rue des Juifs, la place de l'Hôtel-de-Ville, le boulevard de la Pucelle, et qu'on s'arrêtait enfin devant un grand bâtiment d'aspect sombre, sur la porte duquel étaient écrits ces mots *Asile des aliénés.* Il eut soudain la révélation du piège terrible où il était tombé; il comprit l'effroyable habileté de ses ennemis, et, réunissant toutes ses forces, il essaya de se précipiter dans la rue; deux mains puissantes le firent retomber à sa place. Alors une lutte terrible s'engagea entre lui et les trois hommes qui le gardaient; il se débattait, se tordait, frappait, mordait, hurlait de rage; enfin se sentit terrassé, lié solidement et emporté dans la funeste maison dont la grande porte se referma derrière lui avec un bruit sinistre.

On l'introduisit alors dans une étroite cellule d'un aspect singulier. La cheminée, la fenêtre, et la glace étaient solidement grillées, le lit et l'unique chaise fortement attachés au parquet avec des chaînes de fer. Aucun meuble ne s'y trouvait qui pût être soulevé et manié par l'habitant de cette prison. L'événement démontra, du reste, que ces précautions n'étaient pas superflues. A peine se vit-il dans cette demeure toute nouvelle pour lui, que le Docteur succomba à la rage qui le suffoquait. Il essaya de briser les meubles, d'arracher les grilles et de casser les vitres. Voyant qu'il n'y pouvait parvenir, il se roula par terre en poussant de si épouvantables hurlements que deux hommes, vêtus de blouses et coiffés d'une espèce de casquette d'uniforme, entrèrent tout à coup, suivis par un grand monsieur au crâne chauve et tout de noir habillé. Sur un signe de ce personnage, les deux hommes se précipitèrent sur Héraclius et lui passèrent en un instant la camisole de force; puis ils regardèrent le monsieur noir. Celui-ci considéra un instant le Docteur et se tournant vers ses acolytes :

— A la salle des douches, — dit-il.

Héraclius alors fut emporté dans une grande pièce froide au milieu de laquelle était un bassin sans eau. Il fut déshabillé

toujours criant, puis déposé dans cette baignoire, et avant qu'il eut eu le temps de se reconnaître, il fut absolument suffoqué par la plus horrible avalanche d'eau glacée qui soit jamais tombée sur les épaules d'un mortel, même dans les régions les plus boréales. Héraclius se tut subitement. Le monsieur noir le considérait toujours; il lui prit le pouls gravement, puis il dit :

— Encore une.

Une seconde douche s'écroula du plafond et le Docteur s'abattit grelottant, étranglé, suffoquant au fond de sa baignoire glacée. Il fut ensuite enlevé, roulé dans des couvertures bien chaudes, et couché dans le lit de sa cellule où il dormit trente-cinq heures d'un profond sommeil.

Il s'éveilla le lendemain, le pouls calme et la tête légère. Il réfléchit quelques instants sur sa situation, puis il se mit à lire son manuscrit qu'il avait eu soin d'emporter avec lui. Le Monsieur noir entra bientôt. On apporta une table servie et ils déjeunèrent en tête à tête. Le Docteur, qui n'avait pas oublié son bain de la veille, se montra fort tranquille et fort poli; sans dire un mot du sujet qui avait pu lui valoir une pareille mésaventure, il parla longtemps de la façon la plus intéressante et s'efforça de prouver à son hôte qu'il était aussi sain d'esprit que les sept sages de la Grèce.

Le Monsieur noir offrit à Héraclius en le quittant d'aller faire un tour dans le jardin de l'établissement. C'était une grande cour plantée d'arbres. Une cinquantaine d'individus s'y promenaient, les uns riant, criant et pérorant, les autres graves et mélancoliques.

Le Docteur remarqua d'abord un homme de haute taille portant une longue barbe et de longs cheveux blancs qui marchait seul, le front penché. Sans savoir pourquoi, le sort de cet homme l'intéressa, et au même moment l'inconnu, levant la tête, regarda fixement Héraclius. Puis ils allèrent l'un vers l'autre et se saluèrent cérémonieusement. Alors la conversation s'engagea. Le Docteur apprit que son compagnon s'appelait Dagobert Félorme et qu'il était professeur de langues vivantes au collège de Balançon. Il ne remarqua rien de détraqué dans le cerveau de cet homme et il se demandait ce qui avait pu l'amener dans un pareil lieu, quand l'autre,

s'arrêtant soudain, lui prit la main et, la serrant fortement, lui demanda à voix basse :

— Croyez-vous à la métempsychose?

Le Docteur chancela, balbutia; leurs regards se rencontrèrent et pendant quelques secondes tous deux restèrent debout à se contempler. Enfin l'émotion vainquit Héraclius, des larmes jaillirent de ses yeux, il ouvrit les bras et ils s'embrassèrent. Alors les confidences commencèrent et ils reconnurent bientôt qu'ils étaient illuminés de la même lumière, imprégnés de la même doctrine. Il n'y avait aucun point où leurs idées ne se rencontrassent. Mais à mesure que le Docteur constatait cette étonnante similitude de pensées, il se sentait envahi par un malaise singulier; il lui semblait que plus l'inconnu grandissait à ses yeux, plus il diminuait lui-même dans sa propre estime. La jalousie le mordait au cœur.

L'autre s'écria tout à coup :

— La métempsychose, c'est moi; c'est moi qui ai découvert la loi des évolutions des âmes, c'est moi qui ai soudé les destinées des hommes. C'est moi qui fus Pythagore...

Le Docteur s'arrêta soudain, plus pâle qu'un linceul.

— Pardon, — dit-il — Pythagore c'est moi.

Et ils se regardèrent de nouveau. L'homme continua :

— J'ai été successivement philosophe, architecte, soldat, laboureur, moine, géomètre, médecin, poète et marin.

— Moi aussi, — dit Héraclius.

— J'ai écrit l'histoire de ma vie en latin, en grec, en allemand, en italien, en espagnol et en français — criait l'inconnu.

Héraclius reprit :

— Moi aussi.

Tous deux s'arrêtèrent et leurs regards se croisèrent comme des pointes d'épées.

— En l'an 184, — vociféra l'autre, — j'habitais Rome et j'étais philosophe.

Alors le Docteur, plus tremblant qu'une feuille par un vent d'orage, tira de sa poche son précieux document et le brandit comme une arme sous le nez de son adversaire. Ce dernier fit un bond en arrière.

— Mon manuscrit, — hurla-t-il, et il étendit le bras pour le saisir.

— Il est à moi, — mugit Héraclius, et, avec une vélocité surprenante, il élevait l'objet contesté au-dessus de sa tête, le changeait de main derrière son dos, lui faisait faire mille évolutions plus extraordinaires les unes que les autres pour le ravir à la poursuite effrénée de son rival.

Ce dernier grinçait des dents, trépignait et beuglait :

— Voleur! voleur! voleur!

A la fin il réussit par un mouvement aussi rapide qu'adroit à tenir par un bout le papier qu'Héraclius essayait de lui dérober. Pendant quelques secondes chacun tira de son côté avec une colère et une vigueur semblables, puis, comme ni l'un ni l'autre ne cédait, le manuscrit, qui leur servait de trait d'union physique, termina la lutte aussi sagement que l'aurait pu faire le feu roi Salomon, en se séparant de lui-même en deux parties égales, ce qui permit aux belligérants d'aller rapidement s'asseoir à dix pas l'un de l'autre, chacun serrant toujours sa moitié de victoire entre ses mains crispées.

Ils ne se relevèrent point, mais ils recommencèrent à s'examiner comme deux puissances rivales qui, après avoir mesuré leurs forces, hésitent à en venir aux mains de nouveau.

Dagobert Félorme reprit le premier les hostilités :

— La preuve que je suis l'auteur de ce manuscrit, — dit-il, — c'est que je le connaissais avant vous.

Héraclius ne répondit pas.

L'autre reprit :

— La preuve que je suis l'auteur du manuscrit c'est que je puis vous le réciter d'un bout à l'autre dans les sept langues qui ont servi à l'écrire.

Héraclius ne répondit pas. Il méditait profondément. Une révolution se faisait en lui. Le doute n'était pas possible, la victoire restait à son rival. Mais cet auteur qu'il avait appelé de tous ses vœux l'indignait maintenant comme un faux dieu. C'est que, n'étant plus lui-même qu'un dieu dépossédé, il se révoltait contre la divinité. Tant qu'il ne s'était pas cru l'auteur du manuscrit, il avait désiré furieusement le voir; mais à partir du jour où il était arrivé à se dire : « C'est moi qui ai fait cela, la métempsychose c'est moi », il ne pouvait plus consentir à ce que quelqu'un prît

sa place. Pareil à ces gens qui brûlent leur maison plutôt que de la voir habiter par un autre, du moment qu'un inconnu montait sur l'autel qu'il s'était élevé, il brûlait le temple et le Dieu, il brûlait la métempsychose; aussi, après un long silence, il dit d'une voix lente et grave :

— Vous êtes fou.

A ce mot, son adversaire s'élança comme un forcené et une nouvelle lutte allait s'engager plus terrible que la première, si les gardiens n'étaient accourus et n'avaient réintégré ces deux rénovateurs des guerres religieuses dans leurs domiciles respectifs.

Pendant près d'un mois le Docteur ne quitta point sa chambre; il passait les journées seul, la tête entre ses deux mains, profondément absorbé. M. le Doyen et M. le Recteur venaient le voir de temps en temps; et doucement, au moyen de comparaisons habiles et de délicates allusions, secondaient le travail qui se faisait dans son esprit. Ils lui apprirent ainsi comment un certain Dagobert Félorme professeur de langues au collège de Balançon était devenu fou en écrivant un traité philosophique sur la doctrine de Pythagore, Aristote et Platon, traité qu'il s'imaginait avoir commencé sous l'empereur Commode.

Enfin, par un beau matin de grand soleil, le Docteur redevenu lui-même, l'Héraclius des bons jours, serra vivement les mains de ses deux amis et leur annonça qu'il avait renoncé pour jamais à la métempsychose, à ses expiations animales et à ses transmigrations, et qu'il se frappait la poitrine, en reconnaissant son erreur.

Huit jours plus tard les portes de l'hospice étaient ouvertes devant lui.

XXIX

COMMENT ON TOMBE PARFOIS DE CHARYBDE EN SCYLLA

En quittant la maison fatale, le Docteur s'arrêta un instant sur le seuil et respira à pleins poumons le grand air de la liberté. Puis reprenant son pas allègre d'autrefois, il se mit

en route vers son domicile. Il marchait depuis cinq minutes, quand un gamin qui l'aperçut poussa tout à coup un sifflement prolongé, auquel répondit aussitôt un sifflement semblable parti d'une rue voisine. Un second galopin arriva immédiatement en courant et le premier, montrant Héraclius à son camarade, cria de toutes ses forces :

— V'là l'homme aux bêtes qu'est sorti de la maison des fous!

Et tous deux emboîtant le pas derrière le Docteur se mirent à imiter avec un talent remarquable tous les cris d'animaux connus. Une douzaine d'autres polissons se furent bientôt joints aux premiers et formèrent à l'ex-métempsychosiste une escorte aussi bruyante que désagréable. L'un d'eux marchait à dix pas devant le Docteur, portant en guise de drapeau un manche à balai au bout duquel il avait attaché une peau de lapin, trouvée sans doute au coin de quelque borne; trois autres venaient immédiatement derrière, simulant des roulements de tambour, puis apparaissait le Docteur effaré qui, serré dans sa grande redingote, le chapeau rabattu sur les yeux, semblait un général au milieu de son armée. Après lui la horde des garnements courait, gambadait, sautait sur les mains, piaillant, beuglant, aboyant, miaulant, hennissant, mugissant, criant cocorico, et imaginant mille autres choses joyeuses pour le plus grand amusement des bourgeois qui se montraient sur leurs portes. Héraclius, éperdu, pressait le pas de plus en plus. Soudain, un chien qui rôdait vint lui passer entre les jambes. Un flot de colère monta au cerveau du Docteur, et il allongea un si terrible coup de pied à la pauvre bête qu'il eût jadis recueillie, que celle-ci s'enfuit en hurlant de douleur. Une acclamation épouvantable éclata autour du docteur Héraclius, qui, perdant la tête, se mit à courir de toutes ses forces toujours poursuivi par son infernal cortège.

La bande passa comme un tourbillon dans les principales rues de la ville et vint se briser contre la maison du Docteur; celui-ci, voyant la porte entr'ouverte, s'y précipita et la referma derrière lui; puis, toujours courant, il monta dans son cabinet où il fut reçu par son singe qui se mit à lui tirer la langue en signe de bienvenue. Cette vue le fit reculer

comme si un spectre se fut dressé devant ses yeux. Son singe, c'était le vivant souvenir de tous ses malheurs, une des causes de sa folie, des humiliations et des outrages qu'il venait d'endurer. Il saisit un escabeau de chêne qui se trouvait à portée de sa main, et d'un seul coup fendit le crâne du misérable quadrumane qui s'affaissa comme une masse aux pieds de son meurtrier. Puis, soulagé par cette exécution, il se laissa tomber dans un fauteuil et déboutonna sa redingote.

Honorine parut alors et faillit s'évanouir de joie en apercevant Héraclius. Dans son allégresse elle sauta au cou de son seigneur et l'embrassa sur les deux joues, oubliant ainsi la distance qui sépare aux yeux du monde le maître de la domestique, ce en quoi, disait-on, le Docteur lui avait jadis donné l'exemple.

Cependant la horde des polissons ne s'était point dissipée et continuait devant la porte un si terrible charivari qu'Héraclius impatienté descendit à son jardin.

Un spectacle horrible le frappa.

Honorine, qui aimait véritablement son maître tout en déplorant sa folie, avait voulu lui ménager une agréable surprise lorsqu'il rentrerait chez lui. Elle avait veillé comme une mère sur l'existence de toutes les bêtes précédemment rassemblées en ce lieu, de sorte que, grâce à la fécondité commune à toutes les races d'animaux, le jardin présentait alors un spectacle semblable à celui que devait offrir, lorsque les eaux du Déluge se retirèrent, l'intérieur de l'arche où Noë rassembla toutes les espèces vivantes. C'était un amas confus, un pullulement de bêtes, sous lesquelles arbres, massifs, herbe et terre disparaissaient. Les branches pliaient sous le poids de régiments d'oiseaux, tandis qu'au-dessous chiens, chats, chèvres, moutons, poules, canards et dindons se roulaient dans la poussière. L'air était rempli de clameurs diverses, absolument semblables à celles que poussait la marmaille ameutée de l'autre côté de la maison.

A cet aspect, Héraclius ne se contint plus. Il se précipita sur une bêche oubliée contre le mur et, semblable aux guerriers fameux dont Homère raconte les exploits, bondissant tantôt en avant, tantôt en arrière, frappant de droite et de gauche, la rage au cœur, l'écume aux dents, il fit un effroyable

massacre de tout ses inoffensifs amis. Les poules effarées s'envolaient par-dessus les murs, les chats grimpaient dans les arbres. Nul n'obtint grâce devant lui; c'était une confusion indescriptible. Puis, lorsque la terre fut jonchée de cadavres, il tomba enfin de lassitude et, comme un général victorieux, s'endormit sur le champ de carnage.

Le lendemain, sa fièvre s'étant dissipée, il voulut essayer de faire un tour par la ville, mais à peine eut-il franchi le seuil de sa porte que les gamins embusqués au coin des rues le poursuivirent de nouveau, criant : « Hou, hou, hou! l'homme aux bêtes, l'ami des bêtes! » et ils recommencèrent les cris de la veille avec des variations sans nombre.

Le Docteur rentra précipitamment. La fureur le suffoquait et ne pouvant s'en prendre aux hommes, il jura une haine inextinguible et une guerre acharnée à toutes les races d'animaux. Dès lors, il n'eut plus qu'un désir, qu'un but, qu'une préoccupation constante : tuer des bêtes. Il les guettait du matin au soir, tendait des filets dans son jardin pour prendre des oiseaux, des pièges dans ses gouttières pour étrangler les chats du voisinage. Sa porte toujours entr'ouverte offrait des viandes appétissantes à la gourmandise des chiens qui passaient, et se refermait brusquement dès qu'une victime imprudente succombait à la tentation. Des plaintes s'élevèrent bientôt de tous les côtés contre lui. Le commissaire de police vint plusieurs fois en personne le sommer d'avoir à cesser cette guerre acharnée. Il fut criblé de procès, mais rien n'arrêta sa vengeance. Enfin l'indignation fut générale. Une seconde émeute éclata dans la ville, et il aurait été, sans doute, écharpé par la multitude sans l'intervention de la force armée. Tous les médecins de Balançon furent convoqués à la Préfecture et déclarèrent à l'unanimité que le docteur Héraclius Gloss était fou. Pour la seconde fois encore, il traversa la ville entre deux agents de la police et vit se refermer sur ses pas la lourde porte de la maison sur laquelle était écrit *Asile des Aliénés.*

XXX

COMME QUOI LE PROVERBE : « PLUS ON EST DE FOUS, PLUS ON RIT » N'EST PAS TOUJOURS EXACTEMENT VRAI.

Le lendemain il descendit dans la cour de l'établissement et la première personne qui s'offrit à ses yeux fut l'auteur du manuscrit métempsychosiste. Les deux ennemis marchèrent l'un vers l'autre en se mesurant du regard. Un cercle se fit autour d'eux. Dagobert Félorme s'écria :

— Voici l'homme qui a voulu me dérober l'œuvre de ma vie, me voler la gloire de ma découverte.

Un murmure parcourut la foule. Héraclius répondit :

— Voici celui qui prétend que les bêtes sont des hommes et que les hommes sont des bêtes.

Puis tous deux ensemble se mirent à parler, ils s'excitèrent peu à peu, et, comme la première fois, ils en vinrent bientôt aux mains. Les spectateurs les séparèrent.

A partir de ce jour, avec une ténacité et une persévérance merveilleuses, chacun s'attacha à se créer des sectaires, et, peu de temps après, la colonie tout entière était divisée en deux partis rivaux, enthousiastes, acharnés, et tellement irréconciliables qu'un métempsychosiste ne pouvait se croiser avec un de ses adversaires sans qu'un combat terrible s'ensuivît. Pour éviter de sanglantes rencontres, le Directeur fut contraint d'assigner des heures de promenade réservées à chaque faction, car jamais haine plus tenace n'avait animé deux sectes rivales depuis la querelle des Guelfes et des Gibelins. Grâce, du reste, à cette prudente mesure, les chefs de ces clans ennemis vécurent heureux, aimés, écoutés de leurs disciples, obéis et vénérés.

Quelquefois pendant la nuit, un chien qui hurle en rôdant autour des murs, fait tressaillir dans leur lit Héraclius et Dagobert. C'est le fidèle Pythagore qui, échappé par miracle à la vengeance de son maître, a suivi sa trace jusqu'au seuil de sa demeure nouvelle, et cherche à se faire ouvrir les portes de cette maison où les hommes seuls ont le droit d'entrer.

GUY DE MAUPASSANT

L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT DES AVEUGLES EN FRANCE

I

On parle beaucoup de la réorganisation de notre enseignement public. Jamais, je crois, on ne s'en est préoccupé plus à propos. Me permettra-t-on de demander qu'on n'oublie pas cette fois l'enseignement des aveugles?

Là, ce n'est pas la guerre qui a fait apparaître les vices de notre organisation. Ils étaient patents et dénoncés bien avant 1914. Il y a longtemps que la réforme est urgente. Seulement la guerre, en précipitant dans le monde des aveugles tant de nos héroïques soldats, aura fait voir à plus de gens qu'un aveugle n'est pas nécessairement un impotent, et qu'il suffit de l'instruire pour en faire un homme utile. Peut-être aura-t-elle assuré à nos écoles un peu plus de cette sympathie éclairée qui leur a manqué.

Plus on examine l'œuvre de la Révolution en matière d'enseignement, plus on admire la hardiesse et la fermeté de vue tout à la fois de ceux qui l'ont conçue et réalisée. C'était, à sa date, une création singulièrement aventureuse que celle de l'Institution des jeunes aveugles, fondée par un décret de la Constituante de juin 1791, et organisée par la Convention en juillet 1795. Songez qu'à la première de ces dates il y

avait sept ans à peine que Valentin Haüy avait recueilli son premier aveugle sous le porche de l'église Saint-Roch, pour lui apprendre l'alphabet. L'expérience entreprise par le sensible philanthrope n'était encore qu'au berceau. Des législateurs n'eussent pas manqué de valables excuses s'ils eussent exigé un complément d'information avant d'adopter son école. Mais l'amour de l'humanité fait faire de ces folies qui sont des éclairs de divination.

A cinquante ans de là l'école paradoxale de Valentin Haüy avait donné des résultats inespérés. La fabrication des chaussons de lisière et les autres métiers manuels, qui avaient apparu d'abord comme le but suprême vers lequel on pût tendre, n'étaient plus qu'un pis aller pour les plus déshérités. La musique, où l'on n'avait vu d'abord qu'une distraction, était devenue l'objet principal de la culture. Deux carrières s'étaient ouvertes qui avaient assuré aux petits prodiges du début un emploi utile dans la société : les carrières d'organiste-professeur de musique et d'accordeur de pianos. Et l'invention géniale de Braille était sur le point de donner à toutes les études, et aux études musicales en particulier, un essor nouveau.

Ainsi l'expérience tentée par la Constituante et par la Convention donnait des résultats tels que les plus optimistes n'avaient pas osé les imaginer. Mais ce succès même impliquait un devoir impérieux : celui d'étendre à tous les aveugles les bienfaits d'une éducation qui se révélait si puissamment créatrice. De ce devoir-là les pouvoirs publics du second Empire et de la troisième République ne se sont pas acquittés, ou fort mal. On a bien proclamé l'obligation de l'enseignement. Comme tous les Français les aveugles avaient le droit d'être instruits. Non seulement on ne les exclut pas, mais lors de la promulgation de la loi de mars 1882 un article spécial leur en promit le bénéfice ainsi qu'aux sourds-muets et aux arriérés. Des écoles spéciales leur seraient ouvertes. Mais les décrets qui devaient sanctionner ces promesses ne sont jamais venus.

L'Institution nationale, qui reste l'unique établissement de l'État, ne s'est pas même agrandie depuis 1882 : elle continue de donner à environ 225 privilégiés -- 150 garçons et 75 filles

— un excellent enseignement musical avec un enseignement industriel beaucoup plus contestable. L'École Braille, fondée vers 1882 par M. Péphau, adoptée en 1887 par le département de la Seine, est, elle aussi, à sa manière, une maison modèle. Comme l'Institution fait des musiciens, elle fait des ouvriers manuels — brossiers, chaisiers, vanniers, fabricants de couronnes de perles ; à un autre groupe de privilégiés, les aveugles du département de la Seine, elle assure, après une bonne préparation professionnelle, un travail régulier qui garantit la vie de chaque jour. En dehors de ces deux établissements, cités en exemple dans le monde entier pour les résultats qu'ils obtiennent, nous trouvons surtout de petites écoles, souvent mal outillées, et qui n'offrent pas de garanties aux familles quant à la valeur pratique de leur enseignement. Quelques-unes sont départementales ou communales, mais presque toutes sont dues à l'initiative privée qui a eu le mérite d'entreprendre la tâche négligée par les pouvoirs publics.

Telle est, dans ses grandes lignes, la situation à l'heure actuelle, cent vinq-cinq ans après la création de la Constituante. Pour bien comprendre combien elle est navrante, il ne faut pas perdre de vue deux points essentiels : le premier que le principe d'obligation était ici d'une importance toute particulière ; et le second que l'initiative privée, qui a accompli une œuvre considérable à laquelle nous rendrons pleine justice, ne pouvait pas espérer, dans un pareil domaine, donner des résultats satisfaisants, et ne pourra pas les donner demain plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici si l'on ne vient pas à son aide.

II

D'abord, l'obligation était d'une importance capitale.

Parmi les voyants même, songez qu'elle seule a pu amener à l'école nombre d'enfants dont les parents s'obstinaient à méconnaître l'utilité de l'instruction ; songez que, malgré elle, encore après trente-sept ans, nous avons à constater de nombreuses défaillances dans la fréquentation scolaire et la persistance de l'espèce des illettrés. Combien plus difficile à

vaincre doit être le doute des parents quand il s'agit du petit aveugle ! « Pauvre petit ! pourquoi le tourmenter encore à apprendre? A quoi bon? Qu'on le laisse tranquille au moins. »

Et il y a un danger plus grave encore que l'incrédulité des parents : il y a la cupidité de ceux qui tiennent à garder le petit infirme auprès d'eux pour s'en faire un instrument de mendicité. Un aveugle rapporte gros quelquefois dans ce métier-là. Et les pauvres enfants consument le temps de leur formation intellectuelle et morale dans l'apprentissage de la fainéantise, du parasitisme et de tous les vices qui pullulent sur le fumier de la mendicité.

Ce n'est pas tout. Je suppose des parents qui ne sont ni indignes ni hostiles à l'idée de faire instruire leur enfant. L'école du petit voyant est au milieu du village. Celle de l'aveugle est toujours loin. Il faut souvent plusieurs heures de chemin de fer pour l'atteindre, et quelquefois plusieurs heures de marche pour joindre le chemin de fer. Quand il sera là-bas on ne le verra plus qu'une ou deux fois par an peut-être. On l'a gâté, on l'a choyé pour son infirmité. On s'est attaché à lui d'autant plus qu'il a eu plus que les autres besoin de ses parents. Va-t-on se séparer de lui comme cela, tout à fait? l'abandonner à des gens qui ne le dorloteront pas comme il a besoin de l'être dans son malheur? Par amour, par sentiment du devoir, des parents refusent. Pour les filles surtout, et quand la famille n'est pas sans ressources, l'objection de la séparation est difficile à emporter. « Nous l'aimons trop pour cela, monsieur ; nous la garderons toujours près de nous. Nous lui épargnerons tous les chagrins. — Et quand vous n'y serez plus? Il est dans l'ordre que vous disparaissiez avant elle. Il faudra bien qu'elle gagne sa vie ce jour-là. — Nous ne la laisserons pas sans rien. Elle aura de quoi vivre, un peu juste sans doute, mais enfin elle pourra vivre. » Vingt fois j'ai entendu ces réponses, corroborées par l'oncle, la tante qu'on appelle à la rescousse. Et il n'a pas toujours été possible d'arracher l'enfant à l'ennui du désœuvrement qui viendra infailliblement la ronger un jour, et dont elle a parfois déjà le pressentiment : car j'ai vu quelquefois l'enfant prendre le parti du visiteur contre ses parents.

Il y a encore que l'école au loin est forcément un internat,

et l'internat coûte cher. Si la famille est indigente, le conseil général fera les frais et tout est dit ; mais si elle ne l'est pas les difficultés commencent. Un paysan vient de m'écrire qu'il est disposé à laisser partir pour une école quelconque son enfant de dix ans, mais qu'il ne payera pas la pension de 600 francs qu'on lui demande, et il me prie de faire les démarches pour obtenir la gratuité. La préfecture réplique qu'il a du bien ; qu'il prend un permis de chasse chaque année et que la chasse est un plaisir coûteux ; qu'à tout prendre, au prix où est la vie, son enfant, s'il le garde à la maison, ne lui coûtera guère moins de 600 francs à nourrir. Et la préfecture a raison de réagir contre la maladie de tout attendre de l'État qui chez nous fait des progrès si inquiétants. Mais qui risque d'être la victime? Dans l'espèce l'affaire s'arrangera, mais lorsque personne n'y veille, en pareil cas, les chances sont grandes pour que le père laisse passer les années jusqu'au jour où il sera « trop tard ».

Devant tant d'obstacles accumulés, les pouvoirs publics se sont trouvés désarmés parce que pour contraindre il faut avoir des écoles à proposer. Et les deux articles de 1882, quand on les relit aujourd'hui, ont une amère saveur de dérision :

« Le père, la mère, le tuteur, la personne qui a la garde de l'enfant, doit, quinze jours avant la rentrée des classes, faire savoir au maire de la commune s'il entend faire donner à l'enfant l'instruction dans la famille, dans une école publique ou privée ; dans ces deux derniers cas, il indique l'école choisie.

» Chaque année le maire dresse la liste des enfants d'âge scolaire et avise les personnes qui ont charge de ces enfants de l'époque de la rentrée des classes. En cas de non-déclaration, quinze jours avant l'époque de la rentrée, de la part des parents et autres personnes responsables, il inscrit d'office l'enfant à l'une des écoles publiques et en avertit la personne responsable. »

Heureusement le mal a été limité parce que l'association Valentin Haüy a organisé une véritable chasse aux enfants aveugles. Elle a créé une armée de rabatteurs qui dépistent partout le gibier, le signalent, prêchent les parents, discutent, plaident, font le siège de chaque place. Et l'on ne peut s'empêcher d'admirer les résultats auxquels, dans des circonstances

si contraires, elle est parvenue, puisqu'en 1910 il y avait 900 aveugles dans les écoles spéciales. La statistique accuse environ 2 350 à 2 400 aveugles de moins de vingt ans en France. Le temps de scolarité habituel étant de huit à neuf ans, on peut estimer très approximativement à 1 000 ou 1 100 le nombre des aveugles que nous y devrions trouver. L'écart est assez peu considérable en somme, et il s'explique en partie par le manque d'écoles d'arriérés, et peut-être aussi par ce fait que quelques très rares aveugles aisés sont élevés dans leur famille. Mais enfin il y a un déchet, et il ne pouvait pas en être autrement. Et puis le résultat a été lent à obtenir. Enfin, qui ne voit qu'il est précaire, et que le moindre fléchissement dans l'action toute bénévole de l'Association Valentin Haüy — la disparition d'un organisateur, par exemple — pourrait avoir de désastreuses conséquences au point de vue de l'assiduité scolaire. En 1918, on s'attendait à trouver nos écoles, qui pour la plupart ont été fermées pendant une partie au moins de la guerre, trop petites pour contenir les postulants. Toutes, au contraire, unanimement se plaignent d'une diminution sensible dans le nombre de leurs élèves. A moins d'admettre un brusque et magnifique recul de la cécité infantile, on doit confesser qu'il a suffi que l'effort de propagande fléchisse un peu, détourné par la guerre vers d'autres objets, pour qu'immédiatement le terrain gagné fût en partie reperdu. La propagande de l'Association Valentin Haüy a créé un état d'esprit qui ferait accepter sans peine l'obligation. Elle n'a pas fait que cette obligation ne soit pas aujourd'hui encore absolument nécessaire.

Mais ce n'est pas assez dire : pour les aveugles l'obligation devrait être étendue considérablement. Le voyant qui sort de l'école sans métier, avec son bagage de connaissances primaires exclusivement, est déjà une valeur sociale. Il peut donner son travail en échange des richesses qu'il consomme. L'aveugle qui ne sait que lire, écrire et compter, est proprement une non-valeur. Inévitablement il aboutira à l'hospice ou de quelque autre manière retombera à la charge de la collectivité. Pour être bon à quelque chose il lui faut avoir en outre appris quelqu'un des métiers que l'homme peut faire sans la vue. L'obligation scolaire doit donc s'étendre pour lui

à l'instruction professionnelle, sans quoi la société n'a rien fait d'efficace, et d'ailleurs c'est l'espoir d'une occupation rémunératrice qui seule fait accepter l'école par les familles. Ce n'est pas dans les sept années d'obligation scolaire imposées au voyant, ni même dans les huit et quelquefois neuf années accordées par les conseils généraux aux aveugles que le double enseignement primaire et professionnel peut être donné à tous dans de bonnes conditions. Il faudrait, sinon retenir tout le monde à l'école de cinq ans à vingt ans, du moins imaginer un système souple qui assure à chacun au moins de dix à douze années de scolarité, et qui permette d'aller au besoin jusqu'à quinze pour certains métiers, de façon à ce que tous puissent développer pleinement leurs facultés. Ces chiffres sans doute dépassent de beaucoup ce qu'on se propose de faire pour l'enseignement professionnel des voyants, mais la nation doit bien à ses infirmes d'étendre leurs droits, et d'ailleurs le seul moyen qu'elle ait de rentrer dans ses débours c'est d'en faire des hommes vraiment actifs.

III

Plus la tâche est lourde, moins les initiatives privées étaient en mesure de s'en acquitter sans aide.

A l'heure actuelle n'importe qui peut ouvrir une école d'aveugles, disposer ses programmes comme il l'entend, faire *in anima vili* toutes les expériences que bon lui semble. Nul contrôle ne viendra de nulle part. C'est le pur régime de la liberté, avec, dit-on, tous les avantages de la concurrence : expérimentations fécondes, sélection des bonnes méthodes, des bons maîtres et des bonnes écoles.

Je ne suis certes pas d'humeur à renoncer à la légère aux avantages de la libre concurrence ; mais il faut savoir reconnaître qu'il y a des cas où ils sont parfaitement illusoires. Pour qu'il y eût sélection, il faudrait qu'il y eût comparaison et choix du public d'après cette comparaison. Or l'ignorance de la masse du public pour tout ce qui concerne les aveugles empêche non seulement qu'il y ait choix, mais même contrôle

et jugement de quelque valeur. L'aveugle qui sait lire et écrire apparaîtra longtemps encore dans la foule comme une sorte de petit prodige. Longtemps encore l'école qui pourra montrer un tel aveugle sera assurée de jouir de l'admiration publique. Pourquoi donc ne pas aller à l'école de la région, quelle qu'elle soit, qui a le double avantage d'être la plus proche, et souvent la seule dont on ait entendu parler? Et les conseils généraux, qui décernent les bourses, n'ont aucune raison d'être plus éclairés que le grand public. Comment le seraient-ils? Et par qui? Eux aussi envoient à la première école venue. Ne leur dites pas : les anciens élèves de cette école sont incapables de gagner leur vie. — « Que voulez-vous? Ce sont des aveugles ! »

Dans ces établissements, d'ailleurs, trop nombreux pour la demande scolaire, et conçus souvent sur des plans trop étriqués pour qu'ils puissent se développer, les élèves ne sont pas en nombre suffisant pour que l'enseignement primaire soit donné dans de bonnes conditions. Quand une école compte au plus de 20 ou 25 élèves, tant pour l'enseignement professionnel que pour l'enseignement primaire, force est bien de se contenter de trois classes — celle des petits, celle des moyens, celle des grands — quitte à conserver l'enfant plusieurs années dans chaque classe. On devine les pertes de temps qui résultent d'une pareille organisation, le manque d'homogénéité des classes, les lenteurs imposées par les nouveaux venus à ceux qui suivent la classe déjà pour la deuxième ou la troisième année ; sans parler de la nécessité où l'absence de section pour les arriérés met parfois le maître de conserver des enfants dont la place normale serait ailleurs. N'oublions pas qu'il n'y a pas ici de tableau noir, ce qui complique encore la difficulté.

Les ressources aussi font défaut, dans la plupart de ces maisons, et l'enseignement des aveugles coûte cher, l'enseignement professionnel surtout. Presque toutes aspirent à donner l'enseignement de la musique, celui de l'accord, et divers enseignements manuels. Pour tout cela il faut un outillage très varié. Un bon accordeur doit avoir pratiqué tous les modèles de pianos qu'il peut rencontrer dans sa clientèle. Un bon musicien doit disposer d'instruments excel-

lents, recevoir des leçons de choix, avoir la possibilité d'entendre exécuter par des artistes les œuvres des maîtres. Comment faire quand les pensions des élèves internes se montent à 500 francs? C'était le prix courant avant la guerre; on vient à peine de l'augmenter de 100 ou de 200 francs alors que le coût de toutes choses a plus que doublé. A l'Institution nationale de Paris, le prix de revient d'une année d'études pour un élève était, avant la guerre, évalué à 1 600 francs. Ce chiffre donne par comparaison une idée du dénuement qui paralyse nombre de nos petites écoles.

Une entente pourrait parer en partie à cet état de choses : les écoles, pour réduire leurs frais, se spécialiseraient chacune dans une ou deux branches de l'enseignement professionnel ; à la fin du cycle de l'enseignement primaire, elles échangeraient leurs élèves selon les aptitudes de chacun : les musiciens seraient dirigés sur l'école de musique, les accordeurs sur leurs écoles propres, et ainsi des autres. Mais aucun plan d'ensemble n'ayant présidé à la naissance de tous ces établissements, ni à leur développement, l'harmonie est ce qui manque le plus. Ils s'ignorent les uns les autres quand ils ne se jalousent pas. Chacun tient à conserver ses bons sujets, parce qu'ils serviront de réclame auprès du public ; et tous ont besoin de l'approbation publique, fût-ce la moins éclairée, pour s'assurer le pain quotidien.

Plus grave peut-être encore est la question des directeurs et des maîtres. Aucune préparation n'est nécessaire pour s'instituer éducateur des aveugles. Le premier venu y est bon puisque le public n'y fait pas de différence. J'ai rencontré un jour un directeur qui me raconta naïvement qu'avant d'être appelé à sa fonction de directeur il ne savait absolument rien des aveugles. Il avait passé sa vie à voyager parmi des peuplades plus ou moins civilisées, et rentrait du Siam. Il pensa m'être fort agréable en me disant l'émerveillement qu'il avait éprouvé en constatant de ses yeux, déjà directeur, que les aveugles pouvaient lire et jouer du violon. D'autres ne s'intéresseront jamais dans leur école qu'à l'étable et à la basse-cour. Jusqu'au bout ils resteront parfaitement étrangers à la mission qui leur a été confiée.

Comment en serait-il autrement puisque les capacités ne

comptent à peu près pour rien dans le succès, je veux dire dans la bonne marche extérieure de la maison ? Pour certains, l'école n'est guère qu'une entreprise de mendicité déguisée, un procédé pour faire affluer les dons du voisinage. On se fait de la bienfaisance un moyen de subsistance. A montrer des aveugles savants on est toujours sûr d'un petit succès. Il va de soi que, en pareil cas, les programmes, l'outillage scolaire, les qualités du maître ne tiennent pas une grande place. Comme remède à tous ces maux l'Association Valentin Haüy, dont l'autorité est toute morale, ne dispose que de conseils et d'objurgations. On devine que leur vertu est assez vite épuisée.

Je ne veux pas dire que toutes ces écoles sont mauvaises. Elles ne le sont pas toutes. J'en sais où se dépense une somme singulière de dévouement, et où la compétence ne manque pas. Je serais désolé que celles-là pussent se sentir blessées par ma description. Il y en a même qui ont connu de réels succès, qui seraient en mesure de nous montrer leurs élèves munis d'un métier qu'ils exercent réellement et dont ils vivent indépendants. Le critérium est là : quand vous voulez juger une école d'aveugles, demandez où sont ses anciens élèves. A cette question, combien de directeurs sont obligés de détourner adroitement la conversation ! Quand la situation est bonne, presque toujours cette prospérité est due à quelque accident heureux, à la rencontre d'un directeur ou d'un maître dévoué et intelligent qui est l'âme de la maison ! Et voilà bien ce qui est grave. Lui parti, l'école retombera dans sa torpeur. Rien ne la protège contre ces retours de fortune. Rien n'assure les enfants contre le risque d'user là en pure perte les huit ou dix années qui décident de l'existence.

IV

Les aveugles n'ont donc qu'un recours qui est de se retourner vers l'État. Le peuvent-ils du moins avec confiance?

Force nous est bien d'avouer que l'expérience du passé n'est pas pour les rassurer. Là aussi certainement ils ont rencontré parfois des hommes dévoués à leur cause, et sou-

cieux de s'informer de leurs besoins. Mais peut-on dire que nous avons toujours trouvé dans les pouvoirs publics chargés de diriger l'instruction des aveugles toute la compétence désirable?

Les directeurs qu'on place à la tête de l'Institution nationale sont eux aussi le plus souvent des hommes qui ne connaissent absolument rien des aveugles, qui n'ont eu a cun rapport avec eux. S'ils le veulent, ils s'instruiront après leur nomination aux frais de leurs administrés. C'est une vérité d'expérience, quelque triste qu'elle soit, que la direction de l'Institution nationale est un de ces fiefs que les gouvernants se réservent pour en payer des services politiques. Comment s'étonner dès lors que la maison paraisse à certains quelque peu routinière?

D'autres faits, moins graves parce qu'accidentels, ne sont pas moins significatifs de l'état d'esprit qu'il faut bien dénoncer. Imagine-t-on que les élèves de notre Institution nationale, de notre école modèle, licenciés au début de la guerre, n'ont été appelés à reprendre leurs études interrompues qu'au cours de 1917? Tout intérêt particulier sans doute devait céder devant l'intérêt de la défense nationale. Mais dès le mois d'octobre 1914, toutes nos écoles publiques de voyants avaient réorganisé leur enseignement. Pourquoi ce traitement particulier réservé à l'école des aveugles? Apparemment parce que pour ceux-là aucune autre école ne peut se substituer à leur école? Parce que, chassés de chez eux, ils sont sans ressources pour continuer à travailler? Se représente-t-on le dommage causé à des enfants, qui n'ont que leur instruction comme unique espoir de se tirer d'affaire dans une vie étrangement difficile, par ces années de désœuvrement dans des familles pauvres pour la plupart, où ils ne rencontraient aucune ressource intellectuelle, et pas même un piano bien souvent pour continuer leurs gammes et leurs exercices? Se représente-t-on le dommage aussi causé aux jeunes générations qui attendaient à la porte et qui commenceront leurs études avec deux ou trois années de retard?

Licenciée de nouveau, par mesure de prudence, au moment des tirs sur Paris, au printemps de 1918, l'Institution nationale n'a rouvert ses portes qu'en janvier 1919. Cette fois on

ne peut plus arguer des intérêts de la défense nationale : les locaux n'étaient plus occupés par la Croix-Rouge. C'était une question de budget, semble-t-il. L'argent manquait. Les fonds nécessaires n'avaient pas été votés dans le temps voulu.

Je tiens à affirmer que ma critique ne vise personne en particulier : les responsabilités sans doute sont partagées, dispersées sur beaucoup de têtes et d'organismes administratifs, diluées par conséquent et probablement insaisissables. Du moins il en est d'ordinaire ainsi. Et voilà une première raison qui devrait imposer plus de circonspection aux imprudents qui s'imaginent que tout péril est conjuré quand l'État est intervenu. Il y en a une autre : c'est qu'il nous faut bien admettre, en présence de ces faits, que les pouvoirs publics responsables non plus n'échappent pas à ce préjugé commun que l'instruction pour un aveugle, après tout, est très loin d'avoir le même intérêt que pour un voyant. Tout se passe comme s'ils ne croyaient vraiment ni à son utilité pratique, ni même à son efficacité morale.

L'intervention de l'État ne peut être bienfaisante que s'il a soin de mettre sa force à la disposition d'un organisme compétent. Si nous avions eu un organisme pourvu des connaissances techniques nécessaires, pour diriger l'instruction des aveugles, il n'aurait pas pu manquer de signaler le préjudice considérable que portaient aux aveugles ces longues périodes d'inaction, et de protester contre l'injustice dont ils étaient victimes. Il ne contrôlerait pas les nominations des directeurs sans doute, mais il créerait un état d'esprit qui peut-être obligerait les ministres à en user avec un peu de retenue, et en tout cas il limiterait les effets des nominations fâcheuses en veillant lui-même aux améliorations nécessaires. L'Institution nationale, rattachée aux services immenses et sans cesse accrus de l'assistance et de l'hygiène publiques, y est comme noyée, trop perdue pour que ses intérêts en tant qu'établissement d'instruction n'y soient pas parfois en péril. Elle a bien un conseil propre d'administration, mais formé de personnages représentatifs, non de personnes compétentes : un sénateur, un conseiller d'État, etc. Bien qu'en principe l'autorité du conseil s'étende à toutes les matières, en fait, il la limite sagement aux questions financières et administratives, et ne se

mêle point d'enseignement. La constitution d'un organisme de direction vraiment compétent et assez autorisé pour se faire écouter est évidemment la première condition à remplir pour que nous puissions avoir confiance dans l'État comme éducateur des aveugles. Le former des éléments vraiment capables de lui apporter une force serait sa première tâche.

V

Il y a pourtant une difficulté dont il faut sortir auparavant, et dont nous devons dire un mot maintenant : c'est la question, passionnément débattue parmi les intéressés, de savoir quel ministère sera chargé de l'organisation nouvelle de l'instruction des aveugles en France. Sera-ce le ministère de l'Intérieur, qui jusqu'alors a toujours eu l'éducation des infirmes dans ses attributions? Sera-ce le ministère de l'Instruction publique auquel incombe naturellement toute la tâche de l'enseignement national?

La logique répond incontestablement : le ministère de l'Instruction publique. On n'aperçoit aucune raison péremptoire qui empêche de rattacher l'instruction des aveugles à ses services. Nous vivons en un pays où la logique finit presque toujours par avoir gain de cause. Si on le veut donc, qu'on se décide pour la rue de Grenelle. Certains esprits paraissent s'offusquer comme d'une injure faite aux aveugles de savoir place Beauveau les services administratifs d'où dépend leur établissement d'instruction. Il leur semble que cela signifie que l'instruction pour les aveugles est une forme d'assistance, une aumône, plutôt qu'un dû. Je me sens peu accessible à ce genre de considérations, mais encore une fois la logique peut parfaitement triompher.

Seulement, au moment où, avant la guerre, la question était posée devant l'opinion, on la compliquait de préoccupations, très respectables d'ailleurs et fort dignes d'être prises en considération, mais qui ne paraissent pas tenir au fond du débat. Des maîtres d'aveugles souhaitaient ardemment le rattachement à l'Instruction publique pour ce motif surtout

que, réduits jusqu'à présent à des traitements de famine, ils espéraient par là voir enfin leur situation assimilée à celle des maîtres de l'enseignement public. D'autres redoutaient, au contraire, le même rattachement parce qu'ils pensaient que, s'ils étaient assimilés aux maîtres voyants, avec traitements égaux, ceux-ci entraient en concurrence avec eux pour l'enseignement des aveugles et dépossédaient les aveugles du privilège qu'ils ont en France d'instruire leurs congénères. Il devrait, semble-t-il, être possible, dans une hypothèse comme dans l'autre, de respecter les droits acquis dans la mesure où ils sont justifiés, et d'assurer des rémunérations convenables, qu'on voudrait voir mesurer aux services rendus, et non à la générosité du ministère qui les distribue. Que les instituteurs aveugles dépendent ou non du ministère de l'Instruction publique, on ne peut accepter que l'État spécule sur leur infirmité, et que leur situation matérielle, à titres et services égaux, ne soit pas égale à celle de leurs collègues voyants.

Il paraît que, de même que sa libéralité, la philosophie de l'État varie aussi avec les ministères. Tel appelait de ses vœux la laïcisation complète qu'il n'attendait que du ministère de l'Instruction publique ; tel autre la redoutait, et affirmait qu'elle porterait un préjudice matériel aux aveugles parce que tous nos musiciens ont besoin de postes d'organistes dans les églises.

Quant aux ministères intéressés, ils paraissaient, dans ces dernières années, l'un comme l'autre, fort peu flattés de la confiance que leurs partisans leur témoignaient. Le ministère de l'Intérieur se récusait comme incompétent en matière d'enseignement. Le ministère de l'Instruction publique objectait que dans le cas des aveugles et des sourds-muets l'éducation a mille attaches avec des problèmes d'assistance qui sont du ressort de l'Intérieur.

Il se pourrait qu'aujourd'hui la situation se trouvât favorablement modifiée : le ministère de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale, détaché des services généraux du ministère de l'Intérieur, se montrera certainement beaucoup moins disposé à abandonner à d'autres, l'instruction des infirmes. Les luttes religieuses ne retrouveront peut-être

pas de quelque temps leur violence d'avant la guerre. Enfin un relèvement tout récent des traitements vient de donner pleine satisfaction aux intéressés, calmant l'un des sujets les plus irritants des discussions d'hier. Nous pourrions ainsi nous être approchés d'une solution qui, pour n'être pas celle des logiciens, ne serait peut-être pas sans avantages pratiques.

En attendant, les deux thèses subsistent. Mon intention n'est pas de joindre un plaidoyer pour l'une ou pour l'autre, à ceux que nous avons déjà sur la matière. Je me bornerai à présenter deux observations.

La première, c'est que la question n'a peut-être pas toute l'importance qu'on lui donne. On rencontre des gens pour qui le transfert est tout. Ils sont fermement persuadés que le problème de l'enseignement des aveugles serait réglé comme par enchantement si demain le transfert à l'Instruction publique était décidé. Cette foi dans la vertu des formules administratives est touchante. La vérité, c'est que tout resterait à faire, et la seule différence serait que la tâche incomberait au ministère de l'Instruction publique au lieu qu'elle incombe au ministère de l'Intérieur. Il est bien vrai qu'au ministère de l'Instruction publique des programmes d'instruction primaire sont tout élaborés, au moins dans ce que l'enseignement primaire des aveugles a de commun dans ses méthodes avec celui des voyants, mais c'est la partie simple de la tâche, celle-là, celle qu'il est aisé de lui emprunter, sous quelque ministère d'ailleurs que soient placées nos écoles. L'essentiel, nous l'avons vu, c'est l'enseignement professionnel. Pour solutionner les problèmes qu'il pose — aptitudes des aveugles à réussir dans tel ou tel métier, rendement possible dans chaque carrière, conditions pratiques dans lesquelles chacune devra s'exercer, etc. — on ne voit pas que les fonctionnaires de l'Instruction publique soient sensiblement plus qualifiés que ceux de n'importe quel autre département. Très ordinairement des écoles professionnelles de voyants se trouvaient hier encore dans la dépendance de ministères autres que celui de l'Instruction publique, le ministère du Commerce, en particulier, parce que là ce sont les conditions pratiques de l'action qui déterminent les modalités de l'enseignement, et qu'il y

faut des hommes d'action et d'expérience, des industriels, des ingénieurs, des commerçants, et non des diplômés de nos concours mnémoniques.

L'important, c'est, non que les écoles passent au ministère de l'Instruction publique, mais que le ministère, quel qu'il soit, auquel cette mission sera confiée, veuille donner à la réalité très complexe et délicate qu'est l'instruction des aveugles une organisation appropriée. Si le ministère de l'Instruction publique allait tout simplement l'assimiler à ses autres services, les déceptions viendraient vite. Quelques améliorations dans les méthodes d'enseignement de l'histoire ou du calcul ne consoleraient personne d'une organisation qui n'offrirait aucune garantie pour les problèmes de l'adaptation à la vie sociale.

La Chambre des députés a voté, le 23 mars 1910, une proposition de loi — la loi Chautard — qui ordonne le transfert à l'Instruction publique et la création d'écoles régionales. Cette proposition dort depuis dix ans dans les cartons de la commission sénatoriale qui a été constituée pour l'examiner. Elle paraît donc avoir vécu, mais elle pourrait cependant fort bien ressusciter un jour. Or, bien que la loi Chautard stipule des dispositions assez précises, il est à observer qu'elle ne fait aucune mention ni d'un service particulier d'inspection, ni d'un conseil spécial de direction. Il y est même dit formellement que « les instituteurs et institutrices seront proposés par l'inspecteur d'académie » et nommés par le préfet, que « des décrets et arrêtés rendus sur avis du conseil supérieur de l'Instruction publique déterminent les conditions générales de recrutement du personnel enseignant des diverses écoles, ainsi que les programmes d'enseignement général et professionnel ». Voilà précisément le mélange qu'il importe d'éviter, et qui infailliblement entraînerait la méconnaissance des intérêts spéciaux des aveugles. Ni les inspecteurs d'académie, ni le conseil supérieur ne se sentiront qualifiés pour la tâche très particulière qu'on leur demande. Et les conseils de patronage et d'administration que l'article 9 de la loi institue auprès de chaque école — organismes indispensables d'ailleurs — ne seront qu'un palliatif fort insuffisant pour parer aux dangers que je signale.

J'ai voulu seulement, en attirant l'attention sur ce danger, critiquer la conception simpliste de ceux qui se laissent fasciner par le transfert comme si toute la réforme tenait dans le transfert. Étape souhaitable peut-être, le transfert n'est qu'une étape vers la réforme, et certainement pas une étape nécessaire. Il ne faudrait pas, si le Sénat le refusait demain, que nous donnions à croire que tout est perdu, et que nous déchargions par là le ministère de l'Intérieur de la tâche qui lui incomberait.

Mais si je ne crois pas d'une importance capitale que le Sénat adopte telle solution plutôt que telle autre, il me paraît tout à fait urgent — et ce sera ma seconde observation — qu'il adopte enfin une solution. Il est d'un intérêt vital pour les aveugles qu'on réorganise leur enseignement, quel que soit d'ailleurs le ministère qui leur donnera cette réorganisation. Tant que le Parlement ne se prononce pas, naturellement aucun des deux ministères ne se met à l'œuvre, et rien ne pourra être entrepris que le jour où l'on sera fixé sur les intentions du législateur. La proposition de transfert, qui dans l'esprit de ses auteurs devait précipiter la réorganisation, se trouve être ainsi à l'heure actuelle la principale excuse pour la différer.

VI

Quel que soit le ministère choisi, la préoccupation principale doit donc être de s'assurer que la direction appartiendra à des hommes compétents, qu'on ne confiera ni la préparation des programmes, ni la désignation des maîtres à des organismes et à des fonctionnaires dont ce n'est pas l'affaire. Encore y a-t-il lieu de préciser les genres de compétence dont il s'agit.

Il va sans dire qu'il est utile, pour faire partie d'un conseil de direction de l'enseignement des aveugles, d'être initié avec précision aux méthodes propres du travail des aveugles, et d'avoir la pratique de leur outillage spécial : tablettes à écrire, appareils à calculer, cartes de géographie, etc. On doit savoir ce qu'il est permis d'attendre de ces divers procédés à

l'usage des aveugles, les difficultés ou les avantages que peut présenter chacun d'eux. Il faut être informé de l'état de leur librairie, et des moyens dont on dispose pour la renouveler. Et voilà une première espèce de compétence sur laquelle tout le monde se mettra aisément d'accord.

Elle n'est pas la principale. Quelques pédagogues spécialisés dans la pédagogie des aveugles, bien au fait de toutes ces questions, suffiraient dans un conseil pour empêcher qu'on perdît le sentiment de ces humbles mais capitales réalités. S'ils avaient voix prépondérante, la stagnation serait à redouter, car il n'est rien à quoi l'on renonce plus malaisément qu'aux méthodes qu'on a converties en habitudes. Les buts à atteindre doivent être indiqués par d'autres ; leur tâche à eux sera de renseigner sur les moyens de réalisation.

Les buts doivent être proposés par des personnes qui sont mêlées à la vie des aveugles, non à leur vie à l'école mais à leur vie dans le monde, qui connaissent les difficultés rencontrées chaque jour par eux, les moyens par lesquels ils en triomphent, les formes d'activité où ils se heurtent au moins grand nombre d'obstacles, les métiers où la clientèle vient volontiers à eux et ceux où elle se refuse avec les raisons de ce refus; il nous faut des personnes qui aient pris part à ces luttes, ne fût-ce qu'à titre de conseillers, pour bien comprendre comment se pose le problème pratique de la cécité. Il serait indispensable, en outre, qu'elles se tinssent au courant des expériences qui se font sans cesse en France et à l'étranger pour conquérir de nouveaux débouchés à l'activité des aveugles et que des revues spéciales permettent de suivre. Nos conseillers doivent être ce qu'on appelle d'un mot un peu pédant et barbare des typhlophiles, entendez par là non seulement selon l'étymologie des amis des aveugles — la sympathie ne suffit pas — mais des collaborateurs dévoués des aveugles dans les difficultés quotidiennes de leur existence.

Ce qui a fait la valeur pratique de l'enseignement donné à l'Institution nationale, c'est une société de typhlophiles, qui a déjà près de quatre-vingts années d'existence, créée pour suivre individuellement ses anciens élèves dans la vie et les assister en vue de leur assurer l'indépendance par le travail. Des professeurs de l'Institution elle-même ont été souvent les

membres les plus agissants de cette société, si bien que les deux genres de compétence se trouvaient unis dans les mêmes personnes. Ils se chargeaient, et ils se chargent encore de leur trouver des postes, de leur fournir les ressources nécessaires à des débuts, de les conseiller, de leur procurer livres et instruments de travail, à toute défaillance de leur tendre la main. Par eux, au moins pour les musiciens, une étroite relation a été le plus ordinairement maintenue entre les exigences de la vie pratique et l'enseignement professionnel de l'école.

Toute école, dans l'organisation nouvelle, devrait s'appuyer sur une société de patronage de ce genre : on doit considérer qu'elle est le complément indispensable de l'école, et que sans elle la plupart des élèves seraient hors d'état de tirer un parti satisfaisant de leur préparation professionnelle. Et c'est au sein de ces sociétés de patronage qu'on aurait chance le plus souvent de rencontrer des membres éclairés pour notre conseil directeur. Il va sans dire que souvent ce seraient des aveugles qui, aux expériences de leurs congénères dont ils auraient été les témoins et les conseillers, joindraient les fruits de leurs expériences propres.

Sans aucun doute il nous faudrait en outre quelques représentants de la pédagogie générale pour assurer le contact entre elle et la pédagogie spéciale des aveugles, et tâcher de faire bénéficier celle-ci des progrès réalisés par celle-là. Ceux qui ont la pratique des écoles d'aveugles, où presque fatalement on lit trop peu, savent combien ce souhait est fondé sur des besoins réels. Mais je ne cherche pas ici bien entendu à faire une énumération exhaustive. Je n'ai voulu qu'indiquer ce que devrait être, à mon avis, le noyau central d'un organisme indispensable. La majorité devrait y être assurée aux spécialistes en l'art très complexe que nous appellerons, si vous voulez, l'art d'adapter l'aveugle aux conditions de la vie commune. Et à la tête de ce petit groupe se trouveraient naturellement les inspecteurs spéciaux dont il me reste à indiquer le rôle capital : c'est d'eux que dépendrait l'efficacité de la réforme à entreprendre.

VII

La loi Chautard prévoit la création d'écoles régionales sur la demande des départements et des communes. Les frais de première installation et la rétribution du personnel enseignant incomberaient à l'État ; l'entretien des élèves serait à la charge des départements et des communes. C'est évidemment le système le plus simple, et c'est aussi celui qui est le plus ordinairement préconisé.

Il a l'inconvénient d'écarter d'un geste un peu brusque le concours de bien des bonnes volontés, parfois très dévouées, qui sont venues à nous alors que tout nous manquait, concours qui nous a été infiniment précieux en dépit de toutes ses imperfections. Il en a un autre, c'est de coûter cher. Et celui-ci est particulièrement grave si, comme il y a lieu de le penser, c'est la considération de la note à payer qui a fait reculer la commission sénatoriale. L'heure n'est peut-être pas favorable aux demandes de gros crédits, et plutôt que de voir ajourner sans cesse une réforme nécessaire, il y aurait lieu d'envisager, je crois, une réforme moins dispendieuse.

Il me semble qu'avec beaucoup moins de frais on pourrait arriver à un résultat aussi satisfaisant en utilisant quelques-unes des écoles déjà existantes, les meilleures, et en coordonnant leurs efforts.

Toutes ces écoles, en effet, vivent du crédit que leur font les pouvoirs publics, elles ne sauraient subsister sans le concours des pouvoirs publics. A très peu d'exceptions près leurs élèves sont des boursiers des départements. Enlevez-leur ces boursiers, elles seront sans ressources comme sans disciples. Il suffirait donc d'éclairer les conseils généraux, qui naturellement sont hors d'état de distinguer les bonnes écoles des mauvaises, de dresser une liste de celles qui méritent vraiment qu'on leur fasse crédit, d'interdire l'octroi des bourses en faveur de toutes celles qui ne figureraient pas sur cette liste, pour opérer immédiatement la sélection. Une œuvre privée qui se permettrait de tenter une action pareille auprès des conseils généraux ne courrait pas seulement de grands risques de

n'être pas écoutée, elle serait passible des tribunaux. Rien n'interdit au contraire à l'État d'assurer le bon emploi des finances départementales et de garantir une instruction convenable aux aveugles par ce moyen, et il en a le devoir pourvu qu'il sache s'acquitter de ce devoir, c'est-à-dire pourvu qu'il ait recours, pour établir le triage qui sera fait en son nom, à des techniciens dignes d'une charge aussi délicate.

Je dis triage. C'est une erreur, en effet, et une erreur très répandue, de croire que, puisque tous les enfants aveugles ne sont pas scolarisés à l'heure actuelle, le nombre des écoles est insuffisant. Il est beaucoup trop élevé. Le département de la Seine est pourvu. Pour la province, au lieu d'une trentaine que nous avons actuellement, environ huit écoles, judicieusement distribuées dans les grands centres, satisferaient à tous les besoins, et au delà. Qui dit écoles nombreuses dit écoles petites, et les petites écoles ne peuvent avoir ni un nombre assez grand de classes, ni des maîtres bien rétribués, ni l'outillage coûteux qu'implique l'instruction des aveugles. Il ne s'agit donc pas de créer des établissements nouveaux, mais de laisser s'étioler et disparaître les établissements qui, après une expérience probante, ne donneront pas des signes de vitalité, en reportant sur les autres toute la sève nourricière des bourses.

Cette simple mesure serait déjà d'un effet considérable, surtout si l'on se décide — et c'est une nécessité — à relever sensiblement le taux des bourses qui est notoirement dérisoire. Mais il faudrait davantage. Aux écoles qui fournissent les meilleures garanties, l'État devrait accorder des subventions, sans lesquelles, même avec de nombreux élèves, il ne leur est guère possible d'acquérir un outillage suffisant. Le coût de ces subventions serait beaucoup moins élevé qu'on n'est porté à le supposer d'abord. Rien n'oblige, en effet, à fournir à chaque école un outillage complet. Toutes auraient naturellement besoin des appareils que comporte l'instruction primaire, mais cette partie-là ne va pas très loin. Ce qui est coûteux, c'est l'outillage requis pour certains enseignements professionnels, notamment l'enseignement musical élevé et l'enseignement complet de l'accord. Or, il y a tout intérêt à ce que toutes les écoles ne donnent pas indistinctement tous les enseignements profession-

nels, à ce qu'elles se spécialisent dans certains enseignements qu'elles seraient ainsi en mesure de perfectionner davantage. Un enfant de quinze à seize ans peut beaucoup plus aisément qu'à cinq ou dix ans être éloigné davantage de sa famille pour chercher dans une école l'enseignement professionnel auquel il a été reconnu apte et dont on sera en mesure de lui faire comprendre les avantages pour son avenir. Il faut donc que les écoles acceptent de faire passer les intérêts de leurs élèves avant les leurs propres, de se séparer de certains d'entre eux, souvent les plus distingués, les plus capables de leur faire honneur, pour les envoyer dans des écoles qu'elles devront cesser de considérer comme des rivales pour ne plus voir en elles que des collaboratrices. Ce qui est impossible actuellement deviendrait facile pourvu qu'on fasse de ces spécialisations et des échanges d'élèves qui en sont la conséquence une condition *sine qua non* de l'obtention des bourses et des subventions.

Ainsi, sans renoncer aux dons bénévoles que des écoles autonomes ont toujours l'espoir de voir venir à elles, sans paralyser l'initiative privée, en conservant même le ressort de l'émulation qui constitue son principal mérite, nous pouvons parer à son vice capital qui est l'incoordination des efforts. L'intérêt individuel continue de jouer en notre faveur, prévenant le gaspillage dans la gestion, incitant aux recherches et aux initiatives fécondes. L'État est peu propre à tenter des expériences. Son affaire est bien plutôt d'appliquer les méthodes une fois qu'elles ont été expérimentées et que leur valeur a été reconnue. Ses fonctionnaires hésitent à encourir des responsabilités, à affronter des mécomptes. Tant qu'un service comporte beaucoup d'investigations et de tâtonnements, on peut douter qu'il soit temps pour l'État d'en assumer la charge entière, et chaque jour encore dans l'enseignement professionnel des aveugles il y a lieu de tenter des débouchés nouveaux. L'État peut plus efficacement aider ceux qui les exploreront que les explorer lui-même. C'est dire que dans ma pensée il aurait beaucoup moins à imposer un programme dogmatique et uniforme, qu'à écarter les méthodes notoirement mauvaises, des méthodes qui, bien souvent, à l'insu de ceux qui les préconisent, ont été péremptoirement condamnées par l'expérience. Il exercerait son contrôle en usant,

dans les établissements qui accepteraient sa loi, d'une sorte de pouvoir de *veto*, plutôt qu'il n'imposerait son autorité en coulant toutes les écoles dans un même moule.

On voit assez par ce qui précède combien sont délicates les fonctions que nous attribuons à nos inspecteurs, et la nécessité de ne les confier qu'à des hommes d'une haute culture générale en même temps que d'une compétence éprouvée. Choisir les écoles à conserver, les spécialiser chacune selon ses moyens, les outiller selon leurs besoins respectifs, veiller à l'exacte orientation des élèves d'après leurs aptitudes, redresser, sans jamais les décourager, les initiatives, une tâche pareille ne suppose pas moins de qualités personnelles d'esprit et de cœur que de connaissances précises. Sous le contrôle du conseil de direction c'est l'autorité effective sur tout l'enseignement des aveugles qu'ils auraient en main.

Qu'on n'objecte pas l'impuissance reconnue des inspecteurs généraux de l'instruction publique à exercer un contrôle effectif sur notre enseignement secondaire. Les causes de cette impuissance ne sont pas mystérieuses ; passer quatre heures tous les deux ans dans un établissement ne saurait suffire pour savoir ce qui s'y passe. Nous ne supposons pour les aveugles qu'un très petit nombre d'écoles, guère plus d'une demi-douzaine. L'inspecteur peut s'installer une semaine ou deux auprès de chacune d'elles, et vivre pleinement de sa vie.

Qu'on ne dise pas non plus que le système a été essayé déjà et qu'il a échoué. Les deux inspecteurs que, voici une quinzaine d'années, le ministère de l'Intérieur a nommés pour visiter les écoles d'aveugles, ne disposaient d'aucun moyen pour faire écouter leurs conseils, ni une sanction, ni même une subvention ; nous venons au contraire de mettre dans les mains des nôtres des armes d'une singulière efficacité. De plus, les inspecteurs que je rappelle, l'un professeur, l'autre directeur d'un grand établissement, ne pouvaient consacrer à une tâche supplémentaire que des moments parcimonieusement comptés. Au bout de peu de temps, faute de résultats, les inspections cessèrent. Qui donc espérait qu'il en serait autrement?

Nos inspecteurs devraient tout leur temps à leur fonction. Des voyages à l'étranger leur permettraient d'assurer aux

aveugles de France le bénéfice des expériences tentées dans d'autres pays. Jusqu'à présent les efforts ont gardé peut-être un caractère trop national. Chaque pays a fait preuve dans ses méthodes d'une certaine originalité, commandée sans doute dans une large mesure par les conditions locales, mais dont l'exemple pourtant aurait parfois pu davantage profiter aux congénères voisins. La France, avec ses postes d'organistes et de professeurs de musique, a certainement dans l'ensemble fait à l'élite de ses aveugles la meilleure situation. Mais l'Angleterre, grâce au libéralisme de son clergé qui accueillait dans ses rangs les aveugles cultivés, a plus vite que nous travaillé pour le développement de l'enseignement intellectuel. L'Angleterre et les États-Unis ont poussé loin la culture physique, et n'ont été suivis dans cette voie qu'avec une extrême timidité. Et même l'Allemagne, qui n'a su imaginer aucune solution aussi favorable que celles de la France et de l'Angleterre et qui s'en est tenue principalement aux métiers manuels, n'était pas sans pouvoir fournir à notre Institution nationale de très utiles leçons de pédagogie, si l'on eût su les lui demander. Il appartiendrait aux inspecteurs de faire cesser cet isolement néfaste, et de susciter les imitations désirables.

Il serait à souhaiter peut-être qu'ils fussent au nombre de trois, deux pour l'enseignement professionnel — le musical et le manuel — un pour l'enseignement intellectuel, mais deux pourraient suffire. Pour que leur compétence fût garantie, ils seraient choisis par le ministre sur une liste de deux candidats présentés par le conseil.

VIII

Qu'on décide de créer des écoles publiques nouvelles comme le propose la loi Chautard, ou de réorganiser les écoles publiques et privées actuellement existantes, le type idéal d'école que les inspecteurs et le conseil doivent tendre à réaliser reste naturellement le même. Il ne saurait être question d'en exposer ici le plan. Je me bornerai à indiquer quel-

ques-unes des lacunes principales qu'il importe de combler.

Nous n'avons pas encore d'écoles pour les aveugles arriérés, ou plutôt, nous n'en avons qu'une, fondée à Chilly-Mazarin par l'Association Valentin Haüy pour recevoir une vingtaine de fillettes. Évidemment, ce genre d'établissements est particulièrement ingrat ; non seulement il exige une somme exceptionnelle de dévouement, mais il attire peu la sympathie du public. Nous nous sommes, sur ce point, beaucoup laissé devancer par d'autres pays, notamment par la Suisse. Tant que nous n'aurons pas d'établissements spéciaux pour recevoir ces déshérités, d'abord nous manquerons à un devoir de solidarité, ensuite les maîtres des écoles d'aveugles normaux hésiteront toujours trop à rejeter de leurs classes des incapables qu'ils savent condamnés, s'ils les écartent, à un complet abandon. Donc les classes seront fatalement trop longtemps retardées par de pauvres enfants, qui d'ailleurs y gaspillent leur temps aussi bien que celui des autres, car ils n'y trouvent pas l'enseignement approprié à leur état.

Nous n'avons guère d'écoles enfantines, et celles qui reçoivent des enfants dès quatre à cinq ans, ne sont, sauf exception, guère bien outillées pour le faire. D'ailleurs les conseils départementaux se refusent en général à prolonger les bourses des aveugles au delà de huit à neuf années. Or, comme un jeune aveugle ne peut guère être abandonné seul dans la vie avant dix-huit à vingt ans, on est amené à ne mettre l'enfant aveugle à l'école que vers la dixième année. C'est un singulier paradoxe : le petit voyant commence à cinq ans d'apprendre à lire ; et le petit aveugle, dont l'instruction est beaucoup plus laborieuse et exige plus de temps, ne commencera qu'à dix ans. Pourtant, rien qu'à ouvrir les yeux, même sans aller en classe, le voyant s'instruit de mille choses ; il est largement en contact avec la nature qui imprime dans le cerveau les images des objets. L'aveugle est privé de cet enseignement vivant. Il n'acquerra qu'au prix d'efforts répétés les notions des objets qui ne tombent pas sous sa main. Il aurait besoin en outre d'être instruit à utiliser son ouïe et son toucher en vue de la suppléance de la vue. Les conséquences de cet état de choses sont souvent désastreuses. Dans des milieux ignorants, et souvent fort bien intentionnés,

le petit aveugle, auquel on veut épargner tout risque de heurt, est tenu dans une quasi-immobilité. Comme on le croit incapable de tout, on fait tout pour lui : on l'habille, on le lave, on le fait manger. On ne lui laisse pas faire un pas tout seul. Lorsque le pauvre enfant nous arrive à dix ans à l'école, les membres ankylosés, la cervelle à peu près vide, il est bien tard pour entreprendre une éducation de l'adresse qui veut des muscles agiles. Combien d'aveugles ont dû à une enfance trop entourée de soins une maladresse incurable qui a fait le malheur de leur existence ! L'école enfantine les aurait sauvés.

L'école ainsi dégagée par la section des arriérés et préparée par la section enfantine, reste à la perfectionner en assurant le recrutement des maîtres. Nous n'avons pas d'école normale pour nos instituteurs d'aveugles. Quelques cours spéciaux suffiraient s'ajoutant à l'enseignement d'une école normale de voyants, mais nous n'avons aucune préparation pédagogique spéciale. Je ne dis pas que les maîtres de nos institutions soient mauvais : beaucoup, confinés à la vie de leur école, savent faire de leur enseignement le tout de leur existence, et ils suppléent par l'expérience acquise et par le don intégral de leur être à l'insuffisance de leur préparation technique. Mais c'est dire assez que tous ne sont pas de bons maîtres. Je voudrais réserver le plus largement possible aux aveugles l'enseignement des aveugles, d'abord parce que leur exemple est déjà une leçon et un encouragement pour les élèves, ensuite parce que la connaissance qu'ils ont de la psychologie particulière de leurs disciples rend leur action plus efficace ; enfin — faut-il dire et surtout — parce qu'il y a là un débouché excellent à l'activité des meilleurs d'entre eux. Seulement c'est folie de penser que leur cécité les dispense d'apprendre à enseigner. Et puis, il y a des branches d'enseignement où la préférence doit certainement être donnée à des clairvoyants : c'est le cas, par exemple, pour l'école enfantine, où tous les mouvements de l'enfant, sa tenue, ses tics doivent être surveillés à tous les instants. Des maîtres voyants, élèves des écoles normales ordinaires, devraient être admis à suivre les cours dont j'ai parlé, qui trouveraient leur sanction dans un examen d'aptitude à l'enseignement des aveugles.

Enfin, nous n'avons pas proprement le conservatoire de

musique pour aveugles qui nous est nécessaire. Il faudrait bien peu de chose pour que l'Institution nationale nous le donne; mais son développement, en tant qu'école professionnelle, a été entravé par deux circonstances. La première c'est qu'elle donne un enseignement de métiers manuels à côté d'un haut enseignement musical, d'où il résulte une complexité trop grande dans ses services. Cette cohabitation est désastreuse pour l'enseignement des métiers manuels qui est fatalement négligé, écrasé par un frère trop supérieur ; et elle est très fâcheuse pour l'enseignement musical lui-même qui est forcé de s'ouvrir à des demi-capables. L'autre inconvénient est que l'Institution nationale n'a aucun moyen d'attirer à soi les élèves bien doués des autres écoles, et qu'ils ne lui viennent qu'accidentellement. Tout cela revient à dire que, faute de coordination entre les écoles, l'Institution nationale, comme les autres, est à peu près tenue de se contenter du lot d'élèves, bon ou mauvais, que le sort des rentrées lui assigne, qu'il lui faut bien en conséquence organiser des enseignements professionnels divers répondant à leurs diverses aptitudes, et que, par là, nous sommes privés de l'école nationale de musique vraiment supérieure que son passé la préparait si bien à nous donner. Il en sera ainsi jusqu'au jour où, par l'intervention de l'État, la coordination sera réalisée.

La coordination faite, très aisément nous aurions, dans notre principal établissement national, deux des desiderata que je viens d'indiquer : avec le conservatoire de musique, les cours pédagogiques spéciaux complétés par des stages d'application. Les écoles d'arriérés et les écoles enfantines pourraient, soit être organisées à part, soit être rattachées, comme sections bien distinctes, aux écoles déjà existantes. Il serait désirable, semble-t-il, que toute école eût une section enfantine, installée autant que possible au grand air, hors de la ville, mais des sections d'arriérés n'auraient pas besoin de se rencontrer partout.

Une école complète comporterait ainsi quatre sections : 1° une section enfantine où les enfants resteraient de quatre ou cinq à sept ou huit ans, et qui, outre les premiers éléments de la lecture, de l'écriture et du calcul, aurait pour principale fonction de développer et d'éduquer le toucher et l'ouïe des

enfants, et de leur enseigner les leçons de choses ; 2° une école primaire pour enfants de huit à treize ou quatorze ans, où l'enseignement intellectuel passerait au premier plan, mais serait doublé d'un enseignement musical, élémentaire sans doute, beaucoup plus poussé pourtant que dans les écoles de voyants, comportant, avec le solfège, l'étude du piano et même parfois d'un autre instrument, et aussi d'un enseignement manuel de caractère non professionnel, orienté entièrement vers la culture de l'adresse ; 3° l'école professionnelle où seraient enseignés quelques-uns des métiers d'aveugles, les plus appropriés aux besoins de la région ; on y joindrait un enseignement musical sans prétention, visant non à faire des professeurs de musique, mais à donner à des ouvriers le moyen de gagner quelque argent, soit en faisant danser dans des soirées, soit en remplissant les fonctions de chantre à l'église ; 4° une école d'arriérés, bien à part des autres sections, où l'on dirigerait les élèves qui, à chaque étape, seraient reconnus incapables de suivre leurs camarades.

Ainsi constituées, nos écoles de province, peu nombreuses, pourvues d'effectifs suffisants, outillées selon leurs capacités, seraient toutes en mesure de donner un enseignement général excellent. Par voie d'échange elles assureraient, toutes ensemble, dans les cas ordinaires, l'enseignement professionnel répondant aux besoins des élèves. Seule une petite élite devrait en être détachée pour trouver une culture supérieure à l'Institution de Paris, qui, en retour, enverrait aux écoles de province des maîtres éprouvés.

De la sorte, l'œuvre de l'éducation des aveugles, qui est une œuvre toute française, issue de la généreuse France de l'époque révolutionnaire, et que la France devait à son passé de ne pas laisser péricliter, échapperait à l'anarchie et à l'abandon auxquels nous l'avons laissée ; elle répondrait enfin aux exigences de la conscience moderne, inscrites sans effet dans la loi du 28 mars 1882.

P. VILLEY

PAMÉLA

C'est une singulière figure que celle de cette énigmatique Paméla, d'une si merveilleuse beauté que ses contemporains la qualifiaient de « divine », et dont l'origine reste entourée de brumes obscures et mystérieuses. Sa vie, qui fut un vrai roman, ressemble d'étrange façon à celle des pathétiques héroïnes dont madame de Genlis s'est complue à narrer les stupéfiantes aventures dans ses fastidieuses élucubrations!

Tout se réunit et concorde dans ce singulier rapprochement. Au début, le mystère de sa naissance, les émeutes révolutionnaires au milieu desquelles s'écoule son enfance; puis l'exil, la fuite éperdue à la frontière, où elle rencontre le Prince charmant sous la forme de lord Fitz-Gerald! Mais ce mariage de conte de fées n'assurera pas son bonheur. Entraînée à la suite de son époux dans les complots les plus noirs, les conspirations les plus terribles, ce ne seront plus autour d'elle qu'évasions et déguisements, que sbires et spadassins, que sinistres cachots ou sombres souterrains aux inquiétantes profondeurs! Enfin, le poison jouera aussi son rôle mystérieux, et lorsque l'infortunée Paméla s'éteindra plus tard, appauvrie et solitaire, reniée par ceux-là mêmes qu'elle avait crus ses parents, ce sera après un nouveau mariage, un divorce et un enlèvement! Le récit de ces infortunes ne semble-t-il pas détaché d'un chapitre inédit des *Veillées du*

Château, chef-d'œuvre de Stéphanie-Félicité du Crest de Saint-Aubin, marquise de Sillery, comtesse de Genlis ?

On s'est beaucoup occupé depuis quelques années de cette mère putative de Paméla, et les intéressantes études parues sur la fameuse gouvernante sont venues attirer l'attention sur sa fille plus ou moins adoptive.

C'est au printemps de 1780 qu'on entend, pour la première fois, parler de madame de Genlis. Choisie imprudemment en 1779 par la trop confiante duchesse de Chartres comme gouvernante des deux princesses ses filles jumelles, qui n'avaient alors que deux ans, celle-ci n'avait pas tardé, il est superflu de le rappeler, à prendre, à l'aide des pires intrigues, une influence prépondérante au Palais-Royal. Dévorée d'ambition, dépourvue de toute espèce de scrupules, cette dangereuse personne était pleine de grâce, d'enjouement et de séduction. Forte de l'ascendant qu'exerce un caractère décidé sur une nature un peu faible, elle avait su en même temps conquérir la timide Princesse, éblouie par ses talents, et le Prince amoureux subjugué par ses charmes. Elle n'avait pas tardé à s'attacher ce dernier par des liens plus étroits, et désormais, consciente de sa toute-puissance, elle avait donné libre cours à ses instincts de domination et à ses appétits insatiables; Versailles apprenait bientôt avec étonnement que la gouvernante des deux jeunes princesses d'Orléans allait diriger l'éducation des trois jeunes princes ses frères et avait reçu en conséquence le titre de gouverneur. « J'ai heureusement un Dauphin, on dit que Madame est grosse, le comte d'Artois a des enfants, faites-donc des vôtres ce qu'il vous plaira », avait répondu brusquement Louis XVI au duc d'Orléans qui avait cru devoir lui faire part de ses projets et solliciter son approbation. Quelque peu encourageante que fut cette réponse, le prince s'en était contenté, et, le 6 janvier 1782, la nomination était officielle. Si cette nouvelle dans le public avait provoqué les moqueries et les rires, elle n'avait point semblé toucher l'intéressée qui supportait sans se troubler une avalanche de quolibets. On annonçait plaisamment que les nominations n'étaient pas finies : « Le Dauphin, disait-on, venait d'être pourvu d'une nouvelle nourrice », et c'était le duc de Luynes, doté d'un embonpoint

proverbial, qui avait été choisi. Le Journal du libraire Hardy commentait ce singulier événement et les lettres de M. de Kageneck au baron Alstroirner parlent de la stupéfaction générale en voyant Louis-Philippe-Joseph remettre ses fils aux mains des femmes à un âge où depuis longtemps l'usage les en fait sortir; les couplets, les chansons, les pamphlets ont beau se multiplier, madame de Genlis reste impassible; toute à la joie de son triomphe, elle laisse passer l'orage, et entend bientôt prouver à la Cour comme à la ville qu'elle a pris son rôle au sérieux. Retirée dans un pavillon bâti sur ses indications au milieu de jardins du couvent fameux de Bellechasse, elle avait élaboré sans perdre un instant un plan d'éducation et d'enseignement d'une surprenante étendue et d'une complication méticuleuse. Dans le choix d'études variées et nombreuses que sa passion démagogique lui avait inspirées, les langues étrangères, cela va sans dire, n'étaient pas négligées, et, comme la Grande-Bretagne était fort à la mode, « le Gouverneur » s'était résolu à donner à l'anglais dans son programme une place prépondérante. Pour habituer ses élèves à parler d'une façon tout à fait correcte, rien ne lui parut plus salutaire que de leur donner pour compagne une jeune insulaire de leur âge que l'on ferait venir de Londres ne sachant pas un mot de français.

En acceptant la charge pesante de gouverneur de princes, madame de Genlis avait stipulé qu'elle aurait pleins pouvoirs pour diriger à son gré l'éducation de ses élèves; le duc de Chartres, comme toujours, s'inclina donc devant son désir, et ce désir, quelques mois plus tard, devenait une réalité. Mandée par Louis-Philippe-Joseph, une petite fille de cinq à six ans débarquait tout droit d'Angleterre et arrivait au Palais-Royal sous l'escorte d'un maquignon, amenant par le même bateau un pur-sang destiné au Prince : « Je vous envoie, écrivait à ce dernier son correspondant anglais, la plus jolie jument et la plus charmante petite fille d'Angleterre [1]. »

Madame de Genlis s'empressa de raconter complaisamment l'histoire de la petite étrangère : « C'était, disait-elle, une enfant issue des passagères relations d'un jeune lord, Guil-

1. *Paméla ou l'heureuse adoption*, par Lenôtre. Voy. *Le Temps* du 29 déc. 1901.

laume de Brixey, avec une pauvre blanchisseuse qui portait le nom de Seems, au cours d'un voyage à Terre-Neuve. Le père était mort subitement et la mère restée sans ressources avait avec son enfant regagné péniblement l'Angleterre. C'est là que le chevalier Forth l'avait rencontrée par hasard, en proie à la plus noire misère. » Moyennant vingt-quatre guinées et la promesse d'une pension, Mary Seems avait consenti à abandonner tous ses droits maternels au profit de madame de Genlis et s'était engagée à ne jamais réclamer sa fille [1].

Sur les détails de cette quasi-adoption, la gouvernante était intarissable, mais c'est avec une ironique surprise et un scepticisme souriant que l'opinion publique accueillit ces révélations extraordinaires.

Personne, c'est incontestable, n'avait ajouté foi aux détails circonstanciés que l'astucieuse comtesse se plaisait à raconter sur l'origine plébéienne de la petite insulaire; en compulsant des dates, en rapprochant des faits, on se rappela précisément une absence fort opportune succédant à de vagues malaises éprouvés par la comtesse de Genlis; un voyage à Forges pendant lequel elle souffrait d'une maladie de langueur; puis on se souvint d'un séjour à Spa où le délabrement de sa santé la força à ne voir personne et à vivre enfermée chez elle dans le plus profond isolement. Le tout coïncidait étrangement avec l'époque vraisemblable de la naissance de l'enfant, et personne ne mit en doute que cette soi-disant anglaise fut le fruit de la liaison de la gouvernante et du Prince. La correspondance secrète de Méta, celle de Guinin, et d'Horace Walpole sont unanimes sur ce point avec tous les mémoires de l'époque. En relations constantes avec l'Angleterre, le futur Philippe-Égalité avait eu toutes facilités pour y faire élever le fruit secret de cette liaison qui n'était un mystère pour personne; aussi lorsque madame de Genlis parlait avec abondance de l'acte enregistré au grand banc d'Angleterre qui constatait ses droits sur sa fille adoptive, ses déclarations trop précises n'étaient accueillies que par des sourires! Quoiqu'il en soit, la mystérieuse petite fille était élevée à Bellechasse sur le même pied que

1. *Deux sœurs de Louis-Philippe*, par Nauroy. *Le Curieux*.

les trois jeunes princes dont elle partageait les études et les jeux avec la princesse Adélaïde, seule survivante des deux jumelles. Madame de Gontaut[1] qui venait quelquefois visiter la petite colonie scolaire nous a dépeint dans ses mémoires la grâce ensorcelante et la gentillesse innée de l'enfant.

Mais son nom plébéien de Nancy Seems avait paru trop vulgaire pour le lui pouvoir conserver, et on l'avait échangé contre celui de Paméla. La gouvernante avait cherché un nom de famille euphonique et distingué, assorti à ce séduisant nom de baptême, et son choix s'était arrêté sur celui de Seymour; pour l'harmonie générale on avait ajouté le titre flatteur de Lady, et la petite fille de la blanchisseuse était devenue « Lady Paméla Seymour ».

Les années avaient passé, la gracieuse enfant était devenue une délicieuse jeune fille. A dix-sept ans, s'il faut en croire le comte de Neuilly[2], « Paméla était une créature toute divine, aux attitudes alanguies ». Lorsque avec ses yeux bleus, son teint de lys et sa brune chevelure elle figurait dans des tableaux vivants représentant quelque héroïne de la fable ou du roman, l'assistance restait en extase devant l'expression passionnée ou touchante répandue sur ses traits charmants! En même temps la jeune fille était devenue, à l'instigation de madame de Genlis qui l'entraînait dans les clubs et les réunions les plus tumultueuses, une héroïne populaire; et lorsque aux jours de fête ou aux jours d'émeute elle paraissait en public, vêtue d'une amazone écarlate, et montée sur un cheval fougueux, elle déchaînait l'enthousiasme sur son passage et semblait personnifier en elle la déesse de la liberté. C'est ainsi qu'on la vit mêlée à la foule le jour de la prise de la Bastille, accueillie par des acclamations unanimes qui saluaient en elle la fille de Philippe-Égalité. Sa grâce toujours triomphante lui conquérait tous les cœurs et ses beaux yeux, dont la nuance différente ajoutait encore au piquant de sa physionomie enchanteresse, séduisirent instantanément lord Edward Fitz-Gerald, fils de la duchesse de Leinster, qu'elle rencontra au début de la Révolution. Le

1. *Souvenirs de la duchesse de Gontaut.*
2. *Correspondance et souvenirs du comte de Neuilly.* Paris, Douniol, 1 vol., 1865.

célèbre patriote irlandais qui pleurait la mort de lady Sheridan en devint follement amoureux, car c'était une maîtresse adorée qu'il croyait voir revivre en elle, tant sa ressemblance était saisissante avec celle qu'il avait aimée d'un immense amour.

C'est le coup de foudre décisif et immédiat.

Deux semaines après l'avoir vue, il demande et obtient de madame de Genlis la main de sa fille adoptive. Félicité du Crest n'a pas songé une minute à repousser ce prétendant qui a toutes les allures d'un héros de roman et sur lequel courent mille légendes. Après s'être illustré en effet dans la guerre d'Amérique, on raconte que, blessé à mort, il a été sauvé par un nègre fidèle avec lequel il a vécu dans les forêts vierges au plus profond de solitudes inconnues! Maintenant, devenu fervent disciple de Rousseau, ayant cessé de servir dans l'armée anglaise, il s'est fait l'apôtre des idées nouvelles; défenseur résolu de toutes les libertés, admirateur passionné de la Révolution française, il est le partisan le plus ardent de l'indépendance de l'Irlande. Ces aventures romanesques enthousiasment madame de Genlis; lord Fitz-Gerald vole auprès de sa mère pour obtenir son approbation à ses projets matrimoniaux.

En donnant son consentement écrit à la célébration du mariage, il est vraisemblable de penser que la duchesse de Leinster ne croyait pas unir son fils à la fille d'une blanchisseuse, et il est également fort probable qu'une enfant d'extraction vulgaire n'eût pas été dotée et conduite à l'autel par Louis-Philippe-Joseph d'Orléans en personne. Le mariage fut célébré à Tournay, dans l'un des châteaux de l'évêque, et lorsque Paméla pénétra dans l'église au bras du prince lui-même, personne ne songea à douter que ce ne fût là son vrai père! Pour complaire à ce dernier, s'il faut en croire la chronique, elle avait crânement arboré un symbolique bonnet rouge enguirlandé de fleurs d'orangers. La jeune mariée apportait en dot une rente de 12000 francs dont la moitié lui avait été concédée l'année précédente par le duc d'Orléans. L'autre moitié était un don de madame de Genlis qui avait renoncé en sa faveur à sa future retraite de gouvernante. Une seconde rente de 1500 livres, produit de la vente

de sa bibliothèque au futur Égalité, et due à la générosité de ce dernier, venait s'ajouter à la première et constituait ainsi un revenu de 13 500 livres. C'était beaucoup, on doit l'avouer, pour l'enfant naturelle d'une pauvre mendiante!

Les ducs d'Orléans et de Chartres, la princesse Adélaïde, madame de Genlis, avec son neveu et ses filles ainsi que le gouverneur de la ville avaient tous signé au contrat.

Le soir même les nouveaux époux se mettaient en route pour l'Irlande, et après avoir séjourné chez la duchesse de Leinster, ils s'installaient au château de Kildare, où pendant de longs mois ils goûtaient les douceurs de la plus tendre des lunes de miel. Mais les délices de cette idylle champêtre n'avaient pas affaibli chez lord Edward ses premiers enthousiasmes pour la Révolution française, et ni son amour pour les roses qu'il cultivait de ses mains, ni sa passion pour Paméla et pour la fille qu'elle lui avait donnée en 1794, ne lui avaient fait oublier ses aspirations de liberté et ses rêves d'indépendance pour son pays, qu'il avait juré d'arracher au joug pesant de l'Angleterre! Longuement préparée par ses soins, l'insurrection éclatait enfin, et après trois années de bonheur, lord Fitz-Gérald abandonnait son tranquille asile de Kildare pour se mettre à la tête du soulèvement insurrectionnel de l'Irlande. Au début de 1796, il partait pour la France après avoir mené à Hambourg chez madame de Genlis la divine Paméla qui allait être mère pour la seconde fois.

Arrivé à Paris il sollicite l'appui du Directoire pour la réussite de son entreprise et il plaide si chaleureusement la cause de ses compatriotes qu'il obtient des armes, des subsides et une flotte dont Hoche va prendre le commandement. Fitz-Gerald enthousiasmé rentre en Irlande avec son épouse et organise fiévreusement son armée de volontaires qui monte à près de 300 000 hommes. Mais une catastrophe soudaine vient anéantir ses rêves et bouleverser ses projets. Avant qu'elle ait pu opérer son débarquement, une tempête terrible assaille la flotte de Hoche qui regagne hâtivement les côtes de France. Tout projet de descente est abandonné définitivement. Cruellement déçu dans ses espoirs, trahi par ceux auxquels il avait donné sa confiance, le malheureux conspirateur se voit contraint de fuir en toute hâte

et d'aller se cacher sous la garde de son nègre fidèle au plus profond d'un obscur souterrain. Mais son amour pour Paméla lui fait bientôt oublier toute prudence; si le jour il reste terré dans son mystérieux asile, chaque nuit il n'hésite pas à braver les pires dangers pour se rapprocher de sa bien-aimée et pénétrer dans sa demeure sous un déguisement féminin. Sa tête est mise à prix. Dénoncé par un traître, il est poursuivi, puis traqué, et enfin tombe aux mains de ses ennemis après avoir été grièvement blessé. Il est condamné à mort, enfermé à la prison de Newgate, et c'est là qu'il rend subitement le dernier soupir le 4 juin 1798, sans que l'on ait pu éclaircir les causes réelles de sa mort. La légende veut que Paméla ait pénétré dans son cachot et par un poison libérateur lui ait épargné les horreurs du supplice! Une glorieuse auréole venait s'ajouter à celle qu'elle devait déjà à sa beauté; mais un impitoyable arrêt d'exil, bientôt, chassait d'Irlande la jeune veuve, et c'est à demi folle, dépourvue de toutes ressources, qu'elle dut s'éloigner en toute hâte. Prise en route par les douleurs de l'enfantement, c'est dans une misérable chaumière où on l'avait accueillie par pitié qu'elle mit au monde sa deuxième fille. Quelques semaines plus tard, cachée sous un faux nom, elle parvenait à gagner Hambourg, où Henriette de Cercey, la nièce de madame de Genlis, allait la recueillir et la garder auprès d'elle. Dans la maison de son amie d'enfance, mariée à un riche banquier du nom de Mathiesen, lady Fitz-Gerald avait été reçue comme une héroïne, et toute la société de Hambourg lui avait fait un accueil enthousiaste. L'infortunée veuve, désormais, était devenue célèbre, son portrait se vendait partout à des milliers d'exemplaires, et ses succès étaient si grands que le duc de Richmond vint mettre à ses pieds une couronne ducale en lui offrant de l'épouser à la fin de son deuil. Elle lui préféra Lord Pitcaim, consul d'Amérique, avec lequel elle convola après trois années de veuvage. Il n'était point pour cette âme légère de peine ni de chagrin éternel!

La célèbre *Gazette de Hambourg* ayant annoncé le mariage du représentant des États-Unis avec la ravissante fille de madame de Genlis, celle-ci crut devoir protester solennellement, et, dans une scène théâtrale à la sortie de la chapelle

d'Espagne [1], affirmer publiquement, avec de grands serments et un pompeux étalage de religieux scrupules, que Paméla ne lui était rien, et qu'elle n'avait pour mère qu'une simple indigente.

En entendant cette déclaration inattendue, la mariée tomba en syncope, le marié éclata en sanglots, mais personne ne fut convaincu par cette pathétique mise en scène. La religion de madame de Genlis semblait sujette à caution et n'inspirait généralement qu'une confiance relative.

La seconde union de Paméla ne devait pas être heureuse; après avoir eu une petite fille de son nouveau mari, elle découvrit qu'une complète incompatibilité d'humeur s'opposait à ce qu'elle pût continuer la vie commune, et, un beau jour, elle s'enfuit en Angleterre avec les trois enfants de son premier mariage. Après avoir vécu quelque temps dans la famille Fitz-Gerald, elle éprouva un désir irrésistible de revoir la France qu'elle avait quittée depuis seize ans. Son insouciance et sa légèreté l'avaient amenée à contracter de nombreuses dettes; aussi était-elle, à ce moment, traquée par ses créanciers, et menacée de la prison. C'est cachée à fond de cale qu'elle réussit à s'embarquer à Douvres, et sous le nom de madame Dufour, déguisée en femme de chambre, qu'elle put arriver à Calais. Elle avait pour toute fortune cinquante louis prêtés par Casimir, le jeune berlinois adopté par madame de Genlis [2].

A Paris, cette dernière, logée à l'Arsenal, lui avait offert l'hospitalité, mais elle préféra garder son indépendance et s'installer confortablement dans un logis à elle, aidée par les demi-sœurs de son premier mari qui s'étaient chargées d'élever ses enfants en Angleterre. Elle-même avait repris son nom de lady Fitz-Gerald. Mais si ses infortunes n'avaient pas altéré ses charmes, elles n'avaient en rien modifié sa naturelle frivolité et son insoucieuse indolence. Habituée à dépenser sans compter, elle se vit bientôt accablée de nouvelles dettes pressantes ou criardes; il fallut, au bout de deux ans, vendre ses meubles à l'encan, et pour échapper une fois encore à des créanciers intraitables, elle dut, en 1810, s'éloigner de la capi-

1. Lettre de madame de Neuilly à sa fille du 1er août 1800.
2. Casimir-Charles Lamoral Backer, né à Berlin en 1790.

tale pour s'ensevelir sous un nom d'emprunt dans un coin, ignoré de la banlieue parisienne.

Tant de vicissitudes diverses n'avaient point suffi à calmer son humeur capricieuse. Elle touchait 6 000 francs de pension de la famille Fitz-Gerald et sa vie se passait à dessiner ou à peindre, à se promener dans la campagne, et à chanter ou à rire sans souci du lendemain. Le dimanche seulement, elle se risquait dans la ville : c'était là le seul jour où elle était sûre de n'avoir rien à craindre des recors.

La Restauration fit cesser son exil. La famille d'Orléans avait apaisé, du moins pour un temps, les créanciers les plus exigeants et lady Fitz-Gerald vint se loger dans le célèbre couvent de l'Abbaye-aux-Bois. C'est là que de nouveaux ennuis étaient venus l'assaillir. Aux soucis d'argent s'étaient jointes les tracasseries de la police qui s'inquiétait de ses relations et croyait lui voir fomenter des complots. Le général de Grouchy, M. de Pontécoulant, divers mécontents qui fréquentaient chez elle, inspiraient quelque défiance au gouvernement et sa qualité de veuve de conspirateur jointe à celle de fille putative de Philippe-Égalité, faisaient qu'elle était l'objet d'une active surveillance. Cependant la pension consentie jadis à Paméla, lors de son mariage, par le duc d'Orléans lui était servie par Louis-Philippe de façon si irrégulière qu'elle crut pouvoir lui en réclamer directement les arrérages en lui rappelant que cette rente lui avait été constituée par feu son père! Elle eut en même temps la dangereuse imprudence de faire des allusions trop claires aux droits qu'elle prétendait avoir à une protection plus efficace. En se remémorant les circonstances frappantes de son arrivée au Palais-Royal, elle ne doutait certainement pas de la réalité de son origine princière, et elle eut le tort de trop parler autour d'elle de l'accueil paternel que lui avait fait le duc d'Orléans lors de son débarquement, et dont elle se rappelait nettement les plus petits détails. Aussitôt averti de sa venue, le duc l'avait prise dans ses bras, et l'avait embrassée avec tendresse sans se lasser de la regarder; puis au mépris de toute étiquette, il l'avait portée lui-même à travers les corridors à madame de Genlis en lui disant avec l'accent de la joie la plus vive : « Voilà notre petit bijou! » L'écho de ces compromettantes

confidences parvenu aux oreilles de la famille d'Orléans y causa le mécontentement le plus vif : Louis-Philippe s'irrita, madame Adélaïde s'indigna et l'intendant du Palais-Royal, M. Pieyrre, vint signifier à l'infortunée postulante qu'on ne voulait plus la revoir ni même entendre parler d'elle. Faut-il ajouter que madame de Genlis s'était empressée de faire chorus et s'était répandue en invectives contre sa fille putative, l'accusant « d'insigne fourberie et d'hypocrisie révoltante! ». « Oh! comment peut-on se pervertir à cet excès? » s'écriait-elle dans un élan de vertueuse indignation, après avoir flétri comme il convenait « ces mensonges multiples, ces indignes calomnies et ces mille bassesses ». Ce fut le duc de la Force, le frère de madame de Balbi, qui, en la circonstance, joua le rôle de sauveur! Amoureux passionné de la toujours belle Paméla, il l'enleva de son couvent de la plus piquante manière et l'emmena jusqu'à Montauban dont il était Gouverneur militaire. C'est dans un rustique pavillon possédé par lui aux portes de la ville et appelé « la villa de Chambord » qu'il installa sa nouvelle conquête; là sous les atours galants d'une poétique bergère, Paméla, la houlette au poing, vêtue de soie et de satin, parcourait les pelouses verdoyantes, faisant paître de blancs moutons, parés de rubans et de roses.

La vie réelle n'existait pas pour cette âme futile et légère dont l'existence entière n'avait été qu'un roman et qui n'avait jamais su s'astreindre aux exigences de l'existence. Le duc de Caumont la Force était, on le sait, le frère de la favorite du comte de Provence, à laquelle Montauban avait été longtemps assigné comme résidence par Napoléon, et cette dernière avait fréquenté assidûment la séduisante châtelaine de Chambord. On prétend que des lettres piquantes s'échangeaient entre lady Fitz-Gerald et la spirituelle amie du futur Louis XVIII. Souhaitons que le possesseur de cette précieuse correspondance consente bientôt à les mettre au jour[1].

La révolution de 1830 ramena notre héroïne à Paris, mais le temps était passé de ces bucoliques pastorales. Paméla, encore séduisante, atteignait presque cinquante ans; sa

1. Ces anciennes lettres feraient — dit-on — partie des archives de M. le marquis de Luppé.

santé s'était altérée et elle souffrait par intervalles d'un rhumatisme à la tête qui la condamnait au repos. Quant à ses ressources matérielles, elles étaient, hélas, bien modestes, sans aucune chance en expectative de les voir grossir dans l'avenir. Son compagnon de jeux d'autrefois occupait maintenant un trône, mais il avait, nous l'avons vu, déclaré durement qu'il ne ferait plus jamais rien pour son ancienne amie d'enfance. Cruellement blessée par le refus du duc d'Orléans, lady Fitz-Gerald eut la dignité de ne vouloir rien demander au nouveau roi des Français, et elle se refusa fièrement à faire aucune démarche près de la famille d'Orléans. Sans avoir rompu complètement avec madame de Genlis, après bien des brouilles et des réconciliations successives, elle n'entretenait plus avec elle que des rapports froids et lointains, et lorsque celle-ci mourut à la fin de 1830, elle ne laissa à sa fille adoptive qu'un herbier pour tout héritage. Il est vrai que ce précieux recueil botanique était ce qu'elle appelait un « herbier moral » orné de fines aquarelles qu'elle avait peintes de sa main, enjolivées par des devises appropriées et complétées par des préceptes de morale aussi vertueux qu'édifiants. C'était une dernière leçon posthume que l'infatigable régente donnait à son ancienne élève.

Souffrante, isolée, condamnée par le manque d'argent à une existence médiocre, la divine Paméla s'était tant bien que mal installée dans un hôtel meublé qu'on pouvait encore voir il y a quelques années au n° 7 de la rue Richepanse. Mélancolique et solitaire, visitée encore par quelques rares amis, entourée des uniques soins de l'amirale lady Folay, sœur de Edward Fitz-Gerald, elle végéta encore quelques mois dans son pauvre logis de rencontre et s'éteignit un matin, le 8 novembre 1831, suivant à moins d'une année sa vieille institutrice dans la tombe.

On a cru, dans une publication parue un an avant la guerre, découvrir enfin le secret de la mystérieuse naissance de Paméla; et M. Amédée Britsch [1] a mis au jour de curieux documents dont l'authenticité est incontestable, mais qui ne m'ont pas paru, je l'avoue, résoudre le problème. Les lettres de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans semblent à première vue devoir

1. Voir le *Correspondant* du 10 avril 1913, *Madame Lafarge et Louis-Philippe.*

être probantes, mais en les étudiant de plus près on ne tarde pas à se rendre compte qu'on n'en peut tirer en réalité aucune conclusion certaine. Elles n'innocentent, en effet, ni le Prince ni sa maîtresse, puisqu'elles peuvent n'avoir été qu'une suprême habileté de leur part et qu'une savante manœuvre destinée à égarer l'opinion de façon définitive.

Parcourons, en effet, cette très curieuse correspondance, et étudions les personnages entre lesquels elle va s'échanger.

Le chevalier Nathaniel Parken Forth, envoyé en 1777 en France par la Cour d'Angleterre pour y remplir une vague mission diplomatique, avait noué à Versailles avec le duc d'Orléans des relations qui s'étaient continuées à son retour à Londres. Le Prince, fanatique, on le sait, des nouveautés et des modes anglaises, avait demandé au chevalier Forth de vouloir bien lui servir de correspondant, ce qui lui permettait de se procurer ainsi par son entremise de nombreux produits d'outre-Manche. Mais il n'allait bientôt plus se contenter de faire venir des selles, des chiens et des chevaux comme en témoigne la singulière lettre suivante datée du 3 octobre 1779 :

J'imagine, Monsieur, qu'à Londres comme à Paris, quand on a envie de retirer un enfant de ce qu'on appelle les Enfants trouvés, en remplissant quelques formalités, on en est le maître? Si cela est ainsi, vous me ferez un très grand plaisir de vouloir choisir dans le nombre de ceux que le roi d'Angleterre fait nourrir, une petite fille brune, jolie, âgée de six ans seulement, qui n'ait surtout pas le nez trop long et ne sache pas un mot de français. Je voudrais que vous puissiez arranger les choses de façon que jamais personne ne pût la réclamer parce que mon projet est de la faire élever avec mes filles qui ont trois ans, et par ce moyen, qu'elles apprennent l'anglais en jouant avec cet enfant. Je vous demande pardon de vous donner encore cette peine. Mais je me trouve si bien de m'adresser à vous que je ne m'en corrigerai pas.

Le projet du duc d'Orléans lui tient si fort au cœur que quatorze jours plus tard il écrit de nouveau à son correspondant pour s'assurer qu'il est en possession de sa première lettre. Ce dernier répond qu'il se met en quête, et Louis-

Philippe-Joseph reprend aussitôt la plume pour envoyer de nouvelles recommandations au sujet de la petite fille désirée : « Il faut qu'elle ait une prononciation très correcte et qu'elle parle l'anglais sans accent ».

Quelques semaines plus tard, M. Forth rend compte de ses démarches; il a trouvé une enfant qui n'est pas orpheline, mais qui paraît bien remplir toutes les autres conditions exigées, quoique la petite fille ne sorte pas de l'asile des Enfants trouvés comme il en avait d'abord exprimé le désir.

Le duc d'Orléans se hâte d'accepter l'offre qui lui est faite et envoie en Angleterre un palefrenier du nom de « Saint-Denis » qui, après avoir apporté sa réponse à Londres, se chargera ensuite de ramener la petite fille au Palais-Royal. Il exprime quelques vagues regrets à son correspondant de ce que l'enfant a encore ses parents, mais, ajoute-t-il pour conclure, j'espère que vous « avez pris vos précautions pour qu'elle soit comme si elle n'en avait pas et je m'en rapporte absolument à vous ».

Tout se passe, en effet, comme il a été convenu et le palefrenier Saint-Denis amène en même temps au Palais-Royal, la jument et la petite fille attendues.

Nous savons par Paméla elle-même quel avait été l'accueil du duc d'Orléans, voyons maintenant dans quels termes il exprimait l'excès de sa joie au chevalier Forth :

Je ne sais ce que vous êtes, si c'est un Dieu ou un diable, lui écrit-il le 17 avril 1780, *mais il faut que vous soyez l'un ou l'autre pour avoir trouvé le petit ange que vous m'avez envoyé, je sens que je ne pourrai jamais vous en témoigner assez ma reconnaissance... et je sens que jamais je n'aurai de moments plus agréables que ceux où je pourrai vous le prouver...*

Les lettres suivantes respirent le même enthousiasme, et dans toutes, sans exception, il est dit que la petite Anglaise est « charmante » et qu'on ne saurait en faire trop de remerciements. Aussi le prince dessine-t-il lui-même un portrait de Paméla pour en faire graver une estampe à la manière noire par le premier graveur de Londres! Et dans ce croquis Paméla figure entre madame de Genlis et sa fille.

Si l'on peut à bon droit se montrer surpris qu'un homme

tel que Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, uniquement absorbé par une vie de débauches et accaparé en outre par la politique, ait pris la peine de s'occuper avec tant de sollicitude d'une compagne à donner à ses enfants, on peut s'étonner plus encore de le voir pendant plusieurs mois multiplier les recommandations et les démarches pour une question d'une importance secondaire, étrangère à ses plaisirs coutumiers et ne pouvant lui être, en somme, que profondément indifrente!

De quelle façon enfin va-t-il recevoir cette petite qui depuis six mois fait l'objet de ses plus grandes préoccupations? C'est avec des transports de joie qu'il l'accueille, qu'il la prend dans ses bras, qu'il la couve de baisers et qu'il la porte lui-même en toute hâte à madame de Genlis impatente. « Voilà notre petit bijou », s'écrie-t-il avec l'accent du triomphe, et cette courte phrase qui s'échappe de ses lèvres semble déjà le plus compromettant des aveux!

L'excès de la reconnaissance qu'il témoigne à son correspondant dans les lettres de remerciements qu'il lui adresse, est hors de proportion, c'est incontestable, avec l'importance du service rendu, et il semble que la joie exubérante qui le possède éclate à chaque ligne presque malgré lui. Comment est-il possible de croire que l'arrivée d'une petite mendiante cause à ce Prince, déjà père, une pareille satisfaction? Et il ne s'agit pas là d'un simple caprice, puisque, dans la correspondance qui se continue avec le chevalier Forth, on trouve dans chaque message, le témoignage d'une admiration qui grandit et d'une tendresse qui ne fait que s'accroître. Enfin, nouvel indice, c'est le Prince lui-même qui dessine le portrait de Paméla dont le nom est toujours suivi de l'épithète de « charmante », et le groupe familial où elle figure entre la jeune princesse et madame de Genlis va être envoyé en Angleterre pour être reproduit par l'artiste le plus habile. La gouvernante, du reste, nous le savons par le Duc[1], l'aime tout de suite « comme son enfant », et pour l'angélique Paméla son rigorisme pédagogique s'adoucit et se transforme en faiblesse.

La jeune fille aura beau se montrer inappliquée, apathique ou inattentive, pour elle, madame de Genlis saura transiger

1. Lettre du duc d'Orléans au chevalier Forth du 27 février 1781.

avec toutes les règles et faire trève à ses ordinaires rigueurs. Louis-Philippe-Joseph et Félicité du Crest auront donc pour la petite Anglaise une même indulgence, une même tendresse et une même admiration. Et le Prince jusqu'à son dernier jour montrera pour elle les sentiments d'un père.

Ce qui ressort de la très intéressante étude de M. Britsch, c'est que la bonne foi du chevalier Forth ne saurait être un seul instant soupçonnée, mais rien ne vient prouver en revanche qu'elle n'ait pas été surprise. Au moment où, sur la demande du futur Philippe-Égalité, il faisait d'actives recherches pour découvrir la petite fille demandée par le Prince, il avait pu être évidemment facile de guider adroitement son choix, en lui proposant, sans éveiller ses soupçons, une enfant réunissant les conditions requises. Le procédé très ingénieux était d'exécution fort simple et la réussite était immanquable sans que ce dévoué commissionnaire ait pu se douter de rien. Quant à l'état civil de Paméla, on voit par la correspondance publiée par M. Forth qu'il était fort incomplet et qu'il avait fallu, quelques années après son arrivée en France, suppléer par des certificats de complaisance à des pièces authentiques qui faisaient entièrement défaut.

Madame de Genlis avait fait grand bruit, au début, de l'acte de renonciation de la mère de Paméla, enregistré déclara-t-elle « au Grand Banc d'Angleterre ». Or, après de nombreuses et minutieuses recherches, restées infructueuses, on a été forcé de reconnaître que ce prétendu acte officiel n'avait jamais existé ou n'avait tout au moins laissé aucune trace. La déclaration de madame de Genlis se trouve donc absolument fausse, et, comme c'était la seule pièce authentique sur laquelle on pût s'appuyer, on a le droit d'en conclure avec logique que son récit romanesque est totalement fantaisiste et entièrement mensonger.

Est-il, du reste, vraisemblable que lors du mariage de Paméla avec Lord Edward Fitz-Gerald, madame de Genlis ne se soit pas même inquiétée de celle qu'elle prétendait être sa mère, et qu'elle n'ait même pas songé à prévenir Mary Seems du brillant mariage de sa fille?

Ce dont elle s'inquiéta, au contraire, c'est du consentement

de la mère du marié, de l'altière duchesse de Leinster dont elle veut obtenir d'avance le consentement écrit, sans songer qu'une pareille exigence risque de faire avorter le projet inespéré qui va unir un lord d'Angleterre à la fille d'une blanchisseuse!

De quelque côté qu'on se tourne, on le voit, on se heurte à l'invraisemblance, et, en dépit des plus subtiles précautions, c'est l'attitude même de la gouvernante qui vient démentir ses déclarations.

Le mystère reste donc entier, et dans la famille Fitz-Gerald personne ne crut, le fait semble certain, à la plébéienne origine de la divine Paméla. Cette opinion chez ses descendants n'a jamais varié à aucune époque, et personne d'entre eux, actuellement, ne songe à mettre en doute sa naissance princière. Pour tous, elle est authentique fille de madame de Genlis et de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans. C'est ce qu'a bien voulu me confirmer de vive voix son arrière-petite-fille, miss Lucy Ellis, lorsqu'elle m'a fait l'honneur en 1913 de me communiquer de nombreux portraits anglais de sa séduisante aïeule. Si, dans ces délicieuses peintures pieusement conservées par ses petites-filles, les yeux bleus sombres des d'Orléans éclairent son joli visage, on y retrouve incontestablement tous les traits de madame de Genlis, et les deux femmes, on ne peut le nier, se ressemblent à s'y méprendre. La similitude des traits est si grande qu'il est impossible de n'en pas être frappé lorsqu'on les compare l'une et l'autre et de ne pas déclarer de bonne foi que c'est la mère et la fille que reproduisent ces diverses miniatures.

Mais s'il faut en croire sa petite-fille, l'existence réelle de Paméla nous est aussi mal connue que sa naissance, et en dépit des écrits, des légèretés et des folies que lui ont prêtés les mémorialistes, sa mémoire reste vénérée chez les siens qui nient formellement les diverses aventures qu'on lui attribue, ne voulant croire qu'à ses malheurs et à ses longues infortunes. Je ne saurais mieux faire que de citer impartialement quelques fragments d'une lettre que miss Lucy Ellis a bien voulu m'écrire et qui contient de précieux détails sur notre héroïne[1].

1. Lettre de miss Lucy Ellis au vicomte de Reiset, du 20 mai 1913.

« En Angleterre, en 1904, mon cousin Gerald Campbell a publié un volume intitulé *Edward and Paméla Fitz-Gerald*, contenant un certain nombre de lettres de famille et réfutant catégoriquement la plupart des médisances et des calomnies qu'on trouve rapportées sur mon aïeule dans la plupart des mémoires du temps de la Révolution.

« Ma grand'mère Lady Campbell renommée pour sa beauté, son esprit et sa vertu dans la plus haute société de Londres, était la fille aînée de lord et lady Edward Fitz-Gerald.

« Élevée par sa mère, elle avait pour elle le plus profond dévouement. Quand on lit les lettres, hélas trop peu nombreuses, de Paméla à sa fille aînée, à sa belle-mère, la duchesse de Leinster, à son beau-père lord Henry et à ses belles-sœurs lady Sophie et lady Lucie Gerald, on la reconnaît telle qu'elle était vraiment, femme vertueuse, tendre, pure, délicate et raisonnable, se faisant aimer de tout son entourage. Sa belle-sœur lady Lucie mariée à l'amiral Foley en 1802 avait habité beaucoup Paris à partir de 1820, et les Fitz-Gerald avaient de nombreux parents et amis Français tels que les Chabot, Levis, Puységur pour citer quelques noms. Il est donc impossible que Lady Lucie ait pu rester dans l'ignorance des propos tenus sur sa belle-sœur. Elle avait un véritable culte pour la mémoire de son frère le patriote Irlandais, et elle aurait été la première à juger durement sa belle-sœur; cependant lorsque Paméla venait à Paris pour voir sa mère, madame de Genlis, lady Lucie la recevait avec la plus grande affection. Il semble que c'est là une preuve... »

A ces déclarations si nettes et si précises, à la communication de ces portraits où la ressemblance entre madame de Genlis et Paméla apparaît d'une manière si troublante, mademoiselle Lucy Ellis a voulu ajouter des lettres dont elle m'a donné connaissance adressées par Paméla à ses filles et par ces dernières à leur mère. Or ces lettres, je dois le dire, écrites à lady Campbell et à lady Lyons, sont celles de la meilleure des mères semblant adorer ses enfants, elles respirent la tendresse la plus attentive et sont empreintes de la plus touchante émotion. Que reste-t-il alors, devant ces précieuses reliques familiales, de ces audacieuses équipées et de

ces folles aventures dont Paméla toute sa vie aurait été l'héroïne et que tous les mémoires de l'époque se sont plu à l'envi à lui attribuer? Pourquoi madame de Gontaut déclare-t-elle qu'après avoir été bonne et charmante dans sa jeunesse et dans son enfance, il convient de « jeter un voile sur le reste de sa vie »[1]? Les descendants de Paméla semblent désireux de réduire à néant ces injustes calomnies en publiant des lettres intimes et un journal de la vie d'une des filles de lady Fitz-Gerald qui nous montre sa mère sous un jour entièrement nouveau. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette œuvre familiale et pieuse qui viendra faire la lumière sur des événements restés incertains. Jusqu'ici tout reste mystérieux autour de la divine Paméla, sa naissance comme sa vie entière; il n'est qu'une chose réellement qui nous apparaisse indéniable : le charme délicieux de sa grâce enivrante, et son irrésistible et souriante beauté!

VICOMTE DE REISET

1. *Souvenirs de la duchesse de Gontaut.*

RENAN AU SÉMINAIRE[1]

III

J'ai eu bien du chagrin, ma chère maman, écrit Renan, à peine arrivé à Saint-Nicolas, de voir qu'on ne voyait pas du tout les mathématiques dans le séminaire et qu'on les réserve pour Saint-Sulpice où l'on entre en sortant de Saint-Nicolas; je crois cependant qu'on voit l'histoire naturelle, mais ce n'est point précisément là des mathématiques, encore ne suis-je pas sûr si on l'étudie [2].

Et dans les *Souvenirs* :

Le souvenir de mes premières études de mathématiques qui avaient été assez fortes, me revenait quelquefois. J'en parlais à mes condisciples que cela faisait beaucoup rire. Ces études leur paraissaient quelque chose de tout à fait bas, comparées aux exercices littéraires qu'on leur présentait comme le but suprême de l'esprit humain [3].

Dans ses deux dernières années de Tréguier (cinquième et quatrième) Renan avait été couronné en mathématiques. Et nous l'avons vu, à ses retours de classe, couvrant de craie les portes des maisons, pour discuter avec ses condisciples, Liart et Guyomart, quelque problème de géométrie. Sa déception se comprend. Mais comment expliquer cette situation singulière : que l'humble et rustique collège breton cultivât avec soin une importante branche d'études délaissée dans la

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 octobre et 1er novembre 1921.
2. *Lettres du Sém.*, p. 5
3. *Souvenirs*, p. 186.

brillante maison parisienne où l'on n'en parlait même que pour en manifester le dédain. Si je pose la question, c'est qu'elle n'est pas sans intérêt. Cette disparité d'usages n'était pas un fait dépourvu de sens. Elle tenait aux vicissitudes générales de l'instruction publique à cette époque.

La question de l'enseignement des sciences dans les collèges était depuis cinquante ans, elle avait été surtout dans les premiers temps du siècle, un champ de bataille où les passions religieuses et les influences politiques entraient en jeu. On sait que cet enseignement n'avait eu aucune place dans les humanités purement littéraires de l'ancien régime; du moins la place qu'il y tenait équivalait-elle à rien. Dès le milieu du XVIIIe siècle, quelques plaintes s'étaient élevées contre cette lacune que le progrès des connaissances physiques et mathématiques, l'influence qu'elles avaient prise sur les idées les plus générales, le rôle qu'elles commençaient à jouer dans la civilisation moderne, allaient rendre de moins en moins acceptable. Ces plaintes avaient eu peu d'écho et n'avaient abouti à aucune réforme. Après que la Révolution eut brusquement détruit tous les établissements d'instruction publique, en dispersant le personnel ecclésiastique qui y professait, l'heure parut propice pour rebâtir de fond en comble un édifice scolaire conforme aux exigences des temps nouveaux. Malheureusement, ce genre de construction ne se fait pas bien sur la table rase; et, si la routine est aussi fâcheuse dans les institutions de la pédagogie que dans toutes les autres, il n'en est pas cependant où la tradition soit meilleure conseillère et doive être ménagée avec plus de soin. L'esprit de système, aggravé de l'esprit de secte, gâta les grands projets de réorganisation présentés aux assemblées révolutionnaires et dont le plus caractéristique est celui de Condorcet. Les sciences étaient non seulement introduites, mais intronisées dans l'enseignement, avec une sorte de fétichisme, et sans la mesure qu'eût pu dicter quelque sage méditation sur la valeur et l'utile emploi qu'elles peuvent avoir comme instrument pour la formation intellectuelle commune. Les lettres étaient écrasées, les humanités annulées, l'humanisme nié, pour ainsi dire, foncièrement. Cela, non pas tant à cause du refoulement matériel des études littéraires

et de la place relativement réduite qui leur était faite, qu'à cause de l'esprit dans lequel on laissait subsister ce qui en restait et des bornes singulièrement étroites dans lesquelles on avait la prétention de l'enclore. Nos réformateurs admettaient que la philosophie de Locke et de Condillac, en découvrant le secret de la formation de nos idées, avait inauguré l'ère de la raison dans le genre humain, celui-ci n'ayant, jusque-là, réglé ses institutions que d'après d'obscurs préjugés gothiques ou mythologiques dont il était dupe. Et la pleine et exclusive expression de la raison même, ils la trouvaient dans les Droits de l'Homme, dans les maximes du civisme républicain, à la mode du jour, dans le dogme de la perfectibilité et les préceptes de l'irréligion selon l'église encyclopédique. Voilà ce qu'il fallait enseigner, ce dont il était défendu de sortir. Jamais doctrine plus étroite ne fut imposée avec plus d'intolérance. Il est bien clair qu'elle dépouillait la culture littéraire de tout vivant intérêt et de toute grandeur. Cette « conversation avec les plus honnêtes gens des siècles passés » qui charmait Descartes, n'avait plus de véritable raison d'être. Les moralistes, les orateurs, les historiens anciens, auxquels s'étaient adjoints ceux du XVIIe siècle, n'avaient plus cette éminente et irremplaçable vertu que leur attribuait la tradition pour façonner l'esprit et le cœur de la jeunesse et lui communiquer la forme d'une humanité élevée. Il n'y avait plus lieu de puiser chez les grands poètes de tous les siècles les sèves nourricières de la sensibilité et de l'imagination adolescente. Homère, Virgile, les tragiques grecs, la Bible n'avaient plus d'efficacité pour créer la noble harmonie de l'homme avec les lois de la vie. On s'en fiait bien plutôt à des notions « de morale et de législation ». Dans un programme ainsi conçu, la section des « belles-lettres » n'était plus qu'une petite école d'élégance, de jeux froidement anacréontiques et de pâles imitations oratoires. Géométrie et idéologie, tout le sérieux se résumait là.

Ces conceptions s'épanouirent sur le papier des rapports parlementaires et dans les paroles de tribune. L'institution qui en sortit après cinq ans valait mieux qu'elles. Le plan d'études des Écoles centrales, créées en 1795, était sans doute envahi par la partie scientifique; il accusait beaucoup

trop cette manie d'algèbre et d'idéologie condillacienne, ce dogmatisme antilittéraire, antipoétique, antireligieux, dont un Condorcet s'était enivré. Mais il avait aussi des parties solides et fortes, quelques bons cadres. Et, en fait, les réclamations instinctives du bon sens public, l'expérience des anciens régents auxquels on fut bien obligé d'avoir recours, en tempérèrent les excès, en y faisant rentrer, autant que possible, les vieilles matières, les exercices éprouvés séculairement dont on ne se passe point sans faire de l'esprit le mieux doué par la nature, un esprit mutilé et faussé. Peut-être, si elles eussent duré, les Ecoles centrales auraient-elles fini par réaliser cette incorporation des sciences aux humanités qui a été le *desideratum* pédagogique du XIXe siècle et dont il ne me semble point que la formule ait été découverte encore.

La réaction religieuse et sociale du Concordat détermina leur prompte fin. Elles succombèrent à leur renom de jacobinisme et d'impiété. Les *lycées* les remplacèrent en 1802. Le plan d'études qui en accompagna la fondation et sur lequel j'attire l'attention du lecteur, ramenait, à bien des égards, l'éducation à son ancien type classique, mais en faisant sa part à l'esprit d'où étaient nées les Écoles centrales. Ce plan avait pour article premier et fondamental cette remarquable maxime : « On enseignera essentiellement le latin et les mathématiques. » Il rétablissait la série complète des anciennes classes de latin, et il instituait une « série » de six années de sciences, parallèles à ces six années littéraires, à partir de la cinquième. En 1804, après la fondation de l'Université impériale et sous l'influence de Fontanes et de ses amis, médiocres appréciateurs des études scientifiques, celles-ci subirent une nouvelle régression, peut-être défendable en soi : elles perdirent deux années. La défaveur d'une partie de plus en plus nombreuse de la société, de celle que l'avènement de la Restauration allait rendre prépondérante, devançait d'ailleurs les mesures restrictives des programmes officiels. Par paresse d'esprit, on se refusait à distinguer entre la formation scientifique, prise en elle-même, et la philosophie sectaire dont, à une époque encore récente, les maîtres du jour avaient voulu la faire le véhicule. La géométrie était rendue coupable de l'insolence des géomètres athées; la

physique payait pour l'aridité d'âme des physiciens matérialistes, durement fermés au lyrisme. En outre, on leur savait mauvais gré qu'après avoir voulu servir d'instrument de destruction contre toutes les idolâtries religieuses, monarchiques et métaphysiques, elles se fussent, Napoléon venu, si docilement mises au service du « sabre ». Songez aux génies, par ailleurs si divers, dont l'influence domine les premières années de la Restauration : Madame de Staël, Chateaubriand, La Mennais, le jeune Lamartine. Ces manières de penser leur sont communes. Et de quelle ardeur elles pouvaient s'enflammer dans les nouvelles générations d'alors, nous en avons le témoignage en ce morceau d'autant de lyrique éloquence que de signification historique, où Lamartine, évoquant ses impressions de jeunesse, fait le procès de la peste mathématique et de l'engeance mathématicienne :

Tous ces hommes géométriques qui, seuls, avaient alors la parole et qui nous écrasaient, nous autres, jeunes hommes, sous l'insolente tyrannie de leur triomphe, croyaient avoir desséché pour toujours en nous ce qu'ils étaient parvenus, en effet, à flétrir et à tuer en eux, toute la partie morale, divine, mélodieuse de la pensée humaine... « Amour, philosophie, religion, enthousiasme, poésie, nous disaient-ils; néant que tout cela! Calcul et force, chiffre et sabre, tout est là, nous ne croyons que ce qui se prouve, nous ne sentons que ce qui se touche; la poésie est morte avec le spiritualisme dont elle était née. » Et ils disaient vrai, elle était morte dans leurs âmes, morte dans leurs intelligences, morte en eux et autour d'eux. Par un sûr et prophétique instinct de leur destinée, ils tremblaient qu'elle ne ressuscitât dans le monde avec la liberté; et ils en jetaient au vent les moindres racines à mesure qu'il en germait sous leurs pas, dans leurs lycées, dans leurs gymnases, surtout dans leurs noviciats militaires et polytechniques. Tout était organisé contre cette résurrection du sentiment moral et poétique; c'était une ligue universelle des études mathématiques contre la pensée et la poésie. Le chiffre seul était permis, honoré, payé... Depuis ce temps, j'abhorre le chiffre, cette négation de toute pensée, et il m'est resté contre cette puissance des mathématiques, exclusive et jalouse, le même sentiment, la même horreur qui reste au forçat contre les fers durs et glacés rivés sur ses membres et dont il croit éprouver encore la froide et meurtrissante impression, quand il entend le cliquetis d'une chaîne. Les mathématiques étaient les chaînes de la pensée humaine. Je respire; elles sont brisées [1].

1. *Des destinées de la poésie* (1834).

Ces chaînes, où d'autres verraient des ailes (mais les mathématiques ne sont ni chaînes ni ailes, ce sont des instruments de l'esprit humain, desquels il faut savoir se servir à propos), le poète ne les brisait que par figure. Elles faillirent l'être en réalité et par ordre du pouvoir. Une ordonnance de M. de Corbière, en date du 27 février 1821, prononçait la séparation totale de l'enseignement des sciences et de celui des lettres, mesure que Cournot interprète en ces termes : « On se méfiait de l'enseignement des sciences et on voulait le cantonner, le mettre à part, pour les jeunes aspirants à l'épaulette, chez qui la vie de garnison corrigerait plus tard les mauvaises tendances du géomètre et pour les futurs ingénieurs que l'on abandonnait à leur sens réprouvé[1]. » La même ordonnance marquait la méfiance de l'autorité à l'égard de l'enseignement de la philosophie, en prescrivant qu'il fût désormais donné en latin. Il faut comprendre cette mesure comme une précaution contre les idées subversives dont l'assassinat du duc de Berry avait fait récemment sentir la menace.

« Ces tentatives insensées, ajoute Cournot, n'eurent aucune suite, même pendant que leurs auteurs étaient au pouvoir. » Les mathématiques furent gardées. Mais les courants de l'esprit public sont plus forts que la lettre des programmes scolaires. Il y avait contre les sciences exactes une suspicion, plus ou moins accentuée selon les milieux, mais très répandue, et dont je crois avoir indiqué l'origine. On pensait qu'elles ne sont bonnes que pour ceux que leur destination professionnelle y voue spécialement. On n'avait pas le sens de leur nécessité ou de leur utilité pour la formation commune des esprits. Ce n'était pas la peine de se fatiguer sur le sinus et le cosinus, si l'on ne voulait pas être polytechnicien. Cette occupation sèche et désolante risquait même d'être funeste à la délicatesse du sens littéraire. Si Renan, au lieu d'être envoyé à Saint-Nicolas, était entré dans les classes de lettres d'un lycée, il y aurait trouvé les mathématiques, non matériellement absentes, mais languissantes et faibles. « On enseignera la rhétorique avec zèle et les mathématiques en bâillant », cette maxime s'était implicitement substituée à celle de 1802.

1. *Des établissements d'instruction publique en France*, p. 355.

Nous connaissons maintenant la raison de la différence de pratique entre le collège de Tréguier et le petit séminaire de Paris; nous apercevons toute la signification de ce fait, minime en apparence. Les maîtres de Tréguier appliquaient fort exactement la plan d'études de 1802. Au milieu de tous les changements de l'instruction publique depuis quarante ans, ils y étaient librement restés fidèles (librement, dis-je, parce que leur qualité de petit séminaire les soustrayait, tout comme M. Dupanloup, aux contraintes du baccalauréat). Ils s'étaient arrêtés à cette plate-forme étayée sur le double et solide pilier latin–mathématiques, que rien, au collège, ne peut remplacer. Leur antiquité même, je crois la leur avait fait choisir. Ils n'étaient pas modernes. Les effluves de Chateaubriand et du romantisme ne les avaient pas touchés. Ils étaient du XVIIe siècle, époque fortement latiniste et mathématicienne, où les mathématiques ne s'enseignaient guère, il est, vrai, au collège, mais où elles étaient dans l'air et où le dédain poétique et distingué, qui sévissait maintenant, à l'égard de la géométrie eût paru chose absurde et scandaleuse aux poètes mêmes et aux gens du monde. Mathématiques et latin, demande Cournot, qu'enseigner de mieux à la jeunesse, que les seules connaissances qu'on ne puisse jamais acquérir quand on ne les a pas acquises tout jeune? Ainsi, sans doute, pensaient ces bons régents qui ne brillaient pas, mais qui entendaient leur métier. Leur pratique marquait un parti pris de bon sens. Renan qui a mis ce sens ferme en opposition avec la fragilité de M. Dupanloup et qui l'a rapproché de la fermeté sulpicienne, n'en a pas parlé ainsi par imagination complaisante ou piété bretonne, mais en vérité.

L'abbé Dupanloup s'était, lui, porté à l'extrême. En théorie, en pratique, il bannissait les sciences. Il s'en est expliqué dans un livre trop ambitieusement intitulé : *de la haute éducation intellectuelle*, où, parmi les connaissances requises par cette haute éducation — entendez par ces mots la formation, la culture convenable aux hommes de professions libérales — il ne concède pas la moindre place aux sciences mathématiques et physiques. Tout au plus ferait-il grâce aux sciences naturelles. Il admet la philosophie comme couron-

nement des études jusque-là purement littéraires, mais une philosophie où les sciences n'ont point de part. « L'éducation intellectuelle, prononce-t-il, doit faire avant tout des hommes... les mathématiques font avant tout des mathématiciens. » En somme, son idée ou son instinct, était de ramener les moyens de formation de l'esprit exclusivement à ce qu'ils étaient sous l'ancien régime, avant le grand développement moderne des sciences.

Que dis-je? Il ne les y ramenait point. La philosophie des anciens collèges était une scolastique, déjà surannée sans doute à plus d'un égard, mais très fortement liée, une logique vigoureuse qui fournissait à l'intelligence cet exercice de précision absolue, d'analyse systématique, par lequel il faut qu'elle ait passé et qui corrige la fluidité de la culture littéraire et des matières d'imagination. La philosophie, telle que l'évoque ou la rêve Dupanloup, n'a point ce caractère. On la sent oratoire. C'est un cousinisme catholique. Lui-même n'avait pas de scolastique. Mais, au surplus, au milieu du XIXe siècle, il y avait longtemps que la scolastique et la logique formelle, tout en gardant leur éminente valeur, leur rôle indispensable, ne suffisaient plus. Pouvait-on, peut-on dire armé et au niveau de son époque, un esprit, si distingué soit-il, dépourvu de toute initiation aux modernes conquêtes des sciences mathématiques et expérimentales, aux nouveaux instruments intellectuels que l'homme s'est façonnés pour les accomplir, aux nouvelles formes d'analyse et de synthèse dont elles ont requis l'emploi, aux qualités et aux nuances de certitude qu'elles procurent, aux horizons qu'elles ont ouverts dans le royaume de la nature? Ce n'est pas le détail des faits et des vérités qui importe; dans l'éducation, il faut en être très sobre. Ce sont les quelques faits éminemment significatifs dans lesquels les procédés de la pensée inventive et constructive se saisissent le mieux. On dit avec grande raison que l'éducation a pour objet de former l'esprit bien plutôt que de distribuer des connaissances. Mais l'esprit humain n'est pas une chose immuable, fixée éternellement dans toutes les parties de sa structure, et planant sans changement aucun, au-dessus des siècles. Il a certes sa structure fondamentale et immuable sans laquelle il ne serait pas l'esprit.

Et il a ses modifications, ses acquisitions (ses pertes aussi) d'aptitudes, de modes d'activité, de forces spéciales, acquisitions vraiment organiques, déterminées du dehors par quelque afflux de données et d'expériences parmi lesquelles il a dû se débrouiller. Il a, comme toute chose qui vit, sa loi d'adaptation. Le former vraiment, c'est donc l'adapter, c'est former en lui l'esprit humain de toujours et l'esprit humain d'un certain âge du monde. Comment, depuis un siècle ou deux, cette tâche s'accomplirait-elle sans une part d'instruction scientifique dont les matières seraient assez délicatement choisies et élaborées pour ménager la fraîcheur des facultés imaginatives et de la nature morale chez l'enfant et l'adolescent? Cette condition est, certes, difficile à remplir; il faut écouter Dupanloup parlant, en pédagogue et en psychologue averti, des déformations, des peines stériles et stérilisantes qu'une certaine mauvaise manière d'enseigner les mathématiques et d'en faire un vrai carcan, inflige à un jeune esprit. Mais l'abus n'est pas le sain usage. Et de même que l'on cherche et que l'on trouve la préparation qui rend assimilable à l'organisme un élément chimique de nature à le fortifier, de même se doit trouver la philosophie pédagogique convenable pour faire des sciences un fortifiant de l'intelilgence et en réaliser l'heureux mariage avec les lettres et la poésie. Ce sont bien les lettres, dirons-nous avec Dupanloup, qui forment l'homme. Mais nous ajouterons que, s'il n'a point passé par les sciences, il risque de lui manquer un certain degré de virilité et comme une trempe de la pensée.

Voilà de bien vastes réflexions à propos du « chagrin » qu'un écolier de seize ans ressentit d'être privé de mathématiques. Elles ne sont point trop vastes. Certes, cet écolier, si précoce fût-il, ne les faisait pas. Mais elles sont en germe, ou, comme disent les philosophes, en puissance, dans la déploration instinctive que cette lacune lui a inspirée. Nous les avons dégagées en remontant aux causes. Quand les camarades de Renan manifestaient le mépris de la géométrie au nom des élégances littéraires, il n'eût pas su leur répondre sur le fond; mais il sentait bien qu'ils se trompaient et que l'intérêt des bonnes lettres était plutôt lésé par cette

opinion méprisante qu'on paraissait professer pour l'amour d'elles. Chose piquante! Peu après l'arrivée de Renan, l'abbé Dupanloup décida de rétablir les mathématiques. L'abbé Schoener, témoin autorisé en la matière, trouve probable que les doléances du nouveau venu aient fait réfléchir le supérieur. En fait, cette décision paraît avoir été platonique. Les mathématiques ne figurent ni au palmarès, ni au tableau des compositions. Renan n'en parle plus qu'une fois dans ses lettres pour dire qu'on va « les remplacer par les sciences naturelles ».

***

Suivons-le maintenant sur le terrain des études littéraires elles-mêmes. A ce propos encore, le rapprochement des *Souvenirs* et de la *Correspondance* est instructif. Les *Souvenirs* donnent forme de jugement à ce qui n'est dans les lettres qu'impression emportée et prime-sautière. Ce fut, je l'ai dit, dans son année de rhétorique qu'il conçut de l'humeur contre une discipline qu'il avait jusque-là reçue avec goût. Cette humeur, il la confie à son ami, Liart, son ancien condisciple de Tréguier, entré au grand séminaire de Saint-Brieuc après avoir passé une année à Saint-Nicolas, où Renan lui avait fait obtenir une bourse, mais où sa santé fragile ne lui permit pas de rester.

Je vois que les études de philosophie ne sont pas aussi accablantes par le travail qu'on se plaît à l'imaginer. Je suis presque tenté de te féliciter de n'avoir pas fait de rhétorique : rien n'est plus ennuyeux, plus pédantesque, plus absurde, plus monotone, plus exécrable : il paraît bien que je ne suis pas bâti pour être orateur, et souvent je doute de la vérité de cet axiome : *fiunt oratores*. Quoi qu'il en soit, cela ne va pas du tout; pas moyen de tirer un pauvre petit discours de cette tête sèche et aride. Oh! la diabolique invention que la rhétorique! Ne valait-il pas mieux parler tout bonnement, tout simplement, sans aller chercher ce fracas de périodes rondes, carrées, cornues, biscornues et tout cet assortiment de mots baroques à vous rompre la tête! Quoique la peinture que tu me fais de la philosophie ne soit pas très délicieuse, je l'appelle cependant avec empressement; ne crois pas pour cela que je m'ennuie trop; la rhétorique, je le répète, n'a pas eu d'élève plus revêche et moins apte que moi à saisir ses leçons, mais la *littérature* que je distingue fort de la rhétorique, fera

toujours mes délices et me fait passer encore de bien doux moments. Du reste, le succès répond assez à ces belles dispositions, et, si j'en ai eu quelques-uns, c'est toujours dans des matières étrangères à la rhétorique. Je suis de bien mauvaise humeur aujourd'hui, n'est-ce pas, mon cher Liart? Dame, vois-tu, c'est qu'un Breton prend difficilement racine dans une terre où il est seul de son espèce [1].

Cette tirade subversive révolutionna le bon Liart, qui y opposa aussitôt une réfutation éloquente. Mais déjà une voix plus autorisée avait semoncé le jeune hérésiarque :

Mon cher Liart, je reçois ta sublime lettre... Il paraît que la philosophie aime fort à s'allier avec la rhétorique, ou du moins que tu sais merveilleusement les unir; car tu as orné la belle épître dont tu viens de me régaler d'une prosopopée magnifique et, je l'avoue, d'un prodigieux effet. Cette évocation de tous les grands hommes se réunissant pour accabler le faible et téméraire détracteur de l'éloquence, m'a frappé de terreur, car les traits de la peinture étaient si frappants, les reproches qu'ils m'adressaient étaient si foudroyants, que j'en ai été terrassé. C'en est fait, tu m'as convaincu...

Il est vrai que la conversion avait déjà été préparée. Figure-toi que cette belle déclamation, dans laquelle j'avais déchargé tout le venin de mon âme, avant de te parvenir, a été lue par M. le supérieur qui probablement a été informé par M. Millault [2] de la curiosité de la pièce très rare en son genre, et, avant même que tu l'eusses reçue, on m'en parlait de toutes parts. De là plusieurs conversations très amicales, où il m'a développé fort au long une réfutation méthodique du beau morceau dont je ne prétendais faire part qu'à toi seul. Mais ce n'était là que le corps du discours et j'avoue qu'il allait presque me laisser inflexible, si la péroraison pathétique et sublime que tu es venu y ajouter, n'avait porté le dernier coup à mon âme ébranlée. A toi donc la gloire de ma conversion. Mais dis-moi, je t'en prie, où vas-tu chercher ces belles figures, ces phrases magnifiques qui abondent sous ta plume? Je voudrais bien que tu m'apprisses ton secret pour que je puisse en profiter.

Du reste la classe de rhétorique commence (il faut le dire sans rancune) à être fort intéressante. On rit un peu pour pouvoir supporter le fardeau de la vie (j'avais envie de faire une belle phrase et je n'ai pas réussi. Le mot *vie* est cent fois trop court pour finir une période. Tu vois ma pauvreté!!!)

Je ne sais ce que répondirent au jeune Renan les deux champions de la rhétorique, le condisciple et le maître. Je sais

1. *Fragments intimes et romanesques*, p. 161.

2. M. Millault était le directeur chargé de lire les lettres des élèves. Il succéda comme supérieur à M. Dupanloup.

ce que je lui aurais répondu. Je l'aurais envoyé prendre dans son pupitre les excellents *Préceptes de rhétoriques tirés des meilleurs auteurs anciens et modernes*, par l'abbé Girard [1], dont on se servait à Saint-Nicolas, et, ouvrant le livre à n'importe quelle page, je lui aurais demandé ce que les idées, observations, analyses, règles qu'il contient ont de baroque ou d'extraordinaire, et si elles ne se recommandent point par la plus saine raison, le plus irréprochable bon sens, le plus parfait naturel, le plus exact réalisme et la plus substantielle simplicité. De quoi traite l'abbé Girard? De quoi traitent les quelques ouvrages du même genre qui se sont succédé chez nous, depuis Rollin jusqu'à Victor Le Clerc, et dont le fond est puisé dans les rhétoriques anciennes d'Aristote, Cicéron, Quintilien, Longin, qui ont tout trouvé en cette matière? Ils traitent de l'Invention, de la Disposition, de l'Élocution, des Preuves, des Mœurs, des Passions, de l'Exorde, de la Proposition, de la Confirmation, de la Péroraison, de la Narration, de la Réfutation, des Tropes, des Figures de pensée et des Figures de mots, des genres, qualités et convenances de style, tous éléments, caractères, parties qu'on pourra nommer d'autres noms, si ceux-là déplaisent, mais dont il est aussi naturellement impossible à un discours de n'être pas constitué qu'il est impossible à un corps humain de se former sans tête, sans jambes et sans bras? La Rhétorique a tous les traits de la science la plus naturelle; elle est la science naturelle du discours, comme la physiologie est la science des fonctions organiques, et non seulement du discours oratoire et parlé, mais du discours en général, quelque forme qu'il revête et dans quelques circonstances qu'il se produise pour faire naître, confirmer ou détruire une conviction ou un sentiment dans les esprits auxquels il s'adresse. Elle propose, il est vrai, des règles; mais celles-ci sont la constatation purement expérimentale, faite sur les exemples des maîtres, des conditions d'inspiration, de conformation, d'ordre qui rendent un discours viable et capable d'atteindre son but. Un discours politique, un sermon, une plaidoirie, un exposé d'affaires, un rapport, un discours de circonstance,

1. Rodez, 1811.

ne fût-ce qu'un toast, y sont sujets, chacun à sa manière. Qu'ils saisissent, conquièrent, ébranlent, touchent ou charment le lecteur, ou bien qu'ils le laissent froid, l'indisposent, le rebutent, ce sera toujours en vertu de qualités ou d'insuffisances exactement prévues et expliquées dans les définitions et théories de l'abbé Girard. Lorsqu'un magister critique la composition de son élève, il est absolument impossible qu'il ne le fasse pas à quelqu'un des points de vue fixés et classés par l'abbé Girard. La rhétorique est dans la nature. Il faut renoncer à s'en évader dès qu'on critique ou qu'on enseigne, ou bien dire qu'enseigner à parler et à écrire, et pour cela à penser, est une chose qui n'a pas de sens, que les facultés primitives et spontanées y sont pour tout et l'étude pour rien. Le jeune Renan a bien tort d'opposer la Rhétorique à la philosophie; car elle n'est que psychologie, logique, moralité et sociabilité en action. *L'Art de persuader* de Pascal est une *Rhétorique.* La *Rhétorique* d'Aristote est un des traités les plus forts qui aient jamais été écrits sur la psychologie et les mœurs, sur la communication des cœurs et des intelligences, les liens de la société.

Si telles avaient été les raisons que l'on eût opposées aux impertinences de notre rhétoricien (le *Traité d'Education* de Dupanloup contient une défense de la rhétorique qui me paraît beaucoup moins sérieuse), se fût-il donc tenu pour battu? Assurément non, Et ce qu'il aurait gardé dans la pensée, nous sommes fondés par les dires des *Souvenirs* à l'imaginer de la sorte : « Toutes ces considérations sont peut-être bonnes. Mais elles sont théoriques. Et c'est la pratique qui me rebute, ces exercices vides, ces compositions fastidieuses, sur lesquelles on m'oblige à m'évertuer et qui ne me disent rien à l'esprit. L'ennui que j'en éprouve est un argument plus fort que tout argument. »

Les compositions de pure rhétorique m'inspiraient un profond ennui; je ne pus jamais faire un discours supportable. A propos d'une distribution de prix, nous donnâmes une représentation du concile de Clermont; les différents discours qui purent être tenus en cette circonstance furent mis au concours. J'échouai totalement dans Pierre l'Ermite et Urbain II; mon Godefroy de Bouillon fut jugé aussi dénué que possible d'esprit militaire. Un hymne guerrier en strophes

saphiques et adoniques fut trouvé moins mauvais. Mon refrain *Sternite Turcas*, solution brève et tranchante de la question d'Orient, fut adopté dans la récitation publique [1]. Je laissai en rhétorique un renom douteux. Écrire sans avoir quelque chose à dire de pensé personnellement me paraissait dès lors le jeu d'esprit le plus fastidieux.

Pas plus que la harangue d'Urbain II au Concile, le « discours de Moïse à Jethro quand il en reçoit l'hospitalité » ou celui de Sabinus à l'empereur Jovien au nom des habitants de Nisibe, ou la vaticination « d'une prophétesse germaine dans la Forêt noire », ne durent inspirer chaleur et conviction à notre rhétoricien. Cependant, le dépit ressenti par un écolier, peut-être un peu trop différent des autres, à l'égard de ces matières et amplifications de collège à la vieille mode et l'espèce de naïveté innocente empreinte en leurs énoncés, suffisent-ils à trancher contre elles la question de leur convenance et de leur utilité pédagogique? Si l'on admet (et qui ne l'admettrait?) que pour exercer les jeunes gens à penser, il faut les exercer à la composition, au moins doit-on dire quel genre de composition eût du être raisonnablement substitué à celui dont on se moque.

Renan nous fait entendre que, pour écrire sans dégoût, il lui eût fallu, au lieu de ces développements de forme et d'apparat sur un thème de convention, des sujets réels, qui l'obligeassent à concevoir et à inventer personnellement. Et il ajoute avec force que, « pour lui, la meilleure manière de former des jeunes gens de talent est de ne jamais leur parler de talent ni de style, mais de les instruire et d'exciter fortement leur esprit sur les questions philosophiques, religieuses, politiques, sociales, scientifiques; en un mot, de procéder par l'enseignement du fond des choses, et non par l'enseignement d'une creuse rhétorique [2] ». Certes, une creuse rhétorique n'est pas celle que nous défendons et tout notre propos tend, au con-

1. Renan s'exprime mal, remarque M. Schoener (t. II, p. 296). La strophe saphique comprend un vers adonique, et il n'y a point dans cette pièce de strophe adonique. Voici, d'après le cahier d'honneur de Saint-Nicolas, le refrain en entier :

Tempus est ferrum manibus vibrare,
Vester est Christus, sacer hic tumultus
Impios tandem similes leonum
Sternite Turcas

2. *Souvenirs.*

traire, à établir, en fait de rhétorique, la distinction du creux et du plein. Mais il faut bien dire que le programme indiqué par Renan, loin de répondre à ce qui est en question, l'écarte, et fait bon marché des conditions nécessaires de toute pédagogie. Humble sujet que la pédagogie pour un professeur au Collège de France, célèbre dans toute l'Europe! Encore est-il bon, quand on y touche, de se mettre à son niveau. Ce ne sera point s'abaisser! La pensée personnelle est une chose qu'on ne saurait demander à l'adolescence qu'avec beaucoup de ménagements et de précautions. On ne saurait lui donner à mâcher toutes crues, comme le pourront faire des têtes muries et entièrement formées, les vastes et rudes questions que la nature, l'état social, l'histoire, la religion posent à l'esprit humain et dont les données se renouvellent pour une part plus ou moins considérable, avec chaque époque. Un tel régime serait le plus sûr moyen de l'abîmer, de la laisser faussée et fourbue. Les forces de cet âge sont tendres. Il faut les accroître graduellement. Pour y parvenir, quel autre moyen que de les exercer sur des matières de réflexion, d'analyse, de développement, spécialement choisies et élaborées à son usage et mises à sa portée? Matières qu'on puisera certes dans la réalité, et dans la plus importante, qui ne devront blesser en rien la vérité psychologique et morale, mais qui n'admettront qu'une réalité simplifiée, réduite à des lieux communs aisément accessibles et commodes à parcourir pour de jeunes esprits. Cette simplification intellectuelle du réel est le propre office et la raison d'être de l'école. Il est nécessaire, en vue d'une bonne formation, qu'on y ait passé. L'esprit doit avoir connu, embrassé les choses de l'histoire, de la littérature, de la vie, sous cette forme dont les symétries et les cadres clairs s'obstiennent au prix de quelque artifice, pour pouvoir plus tard s'y attaquer avec sûreté dans la complexité redoutable de leur tissu réel. Les matières des devoirs que raille Renan avaient délibérément ce caractère simplificateur. Elles donnaient à développer des idées et des sentiments qui sont dans la vérité et dans la nature, qui dominent véritablement la vie des hommes et des peuples. Mais elles leur prêtaient un rôle plus dégagé des contingences que celui qu'elles jouent en fait; elles leur

faisaient subir une idéalisation logique et morale qui ne les adultérait pas.

Êtes-vous convaincu, Breton? — Non! il ne l'est pas. Craignons même qu'il ne nous ait pas beaucoup écouté. C'est qu'il garde un point très fort de raison, et assez troublant, et qui emporte pour lui (à tort d'ailleurs) toutes les autres considérations du problème.

Les compositions de collège roulent sur le lieu commun. Mais, s'il y a des lieux communs qui sont, à quelques nuances près, de tous les temps, du moins de tous les temps civilisés, il y en a bien d'autres qui n'ont qu'un temps. Ils tiennent à un certain état des mœurs, des croyances, des institutions, de la civilisation et perdent leur raison d'être quand cet état disparaît ou se transforme. Alors, ils n'existent plus qu'à l'état de souvenirs historiques; ils ne correspondent plus à rien de vivant et de ressenti dans l'âme d'une époque ultérieure; ils sont comme morts et l'éloquence ne saurait plus les animer qu'à froid, par pastiche pur et jeu d'archaïsme. Victor Le Clerc, dans une précieuse étude [1], a suivi, de ce point de vue, les vicissitudes des matières de rhétorique depuis la haute antiquité grecque. Il les montre se renouvelant et changeant de genre, quand, autour de l'école, la vie publique éprouve quelque renouvellement vigoureux qui concentre sur de nouveaux objets les intérêts élevés des hommes et crée des sources nouvelles d'émotions communes. Il les montre survivant, au contraire, aux idées et aux mœurs qui s'y étaient reflétées, et prenant bientôt l'aspect de vaine déclamation, quand les idées et les mœurs qui se sont fait jour depuis, offrent un caractère, non de renouvellement, mais de dissolution et de décadence, ou tout au moins n'offrent rien d'assez fixé, d'assez généreux, d'assez pur, d'assez unanime pour qu'on en puisse extraire à l'usage de la jeunesse des modèles de bien penser et de bien agir. C'est ce qui arriva sous l'empire romain, au temps où Pétrone se moquait des sujets traités dans les écoles de rhéteurs et qui s'inspiraient de l'esprit militaire, civique et religieux de la vieille Rome, dont ils semblaient n'offrir plus que la solennelle caricature. « Pourquoi ces fictions oratoires ne produisaient-

1. V. Le Clerc, *Rhétorique* (supplément, p. 252) (1830).

elles plus le même effet sur les jeunes esprits? C'est que les hommes et les choses étaient changés... Toutes ces matières d'éloquence qui n'avaient rien que de naturel et de vrai, lorsqu'il y avait une patrie et des lois, n'étaient alors que de vains jeux d'esprit, source inépuisable de pensées fausses, parce que tout était factice et que l'imagination, accoutumée à d'autres spectacles, défigurait par l'exagération une grandeur qu'elle ne concevait plus[1]. » Situation difficile pour le pédagogue. Il n'a pas de grands thèmes éducateurs à puiser dans le courant actuel du monde, trop contradictoire, trop dispersé, trop dépourvu de hautes directions. Et les vieux thèmes qu'il garde d'une époque plus assise et plus forte, étant privés de contact avec la vie, n'inspirent plus aucun intérêt aux plus intelligents entre ses élèves, à ceux dont la tête a de l'activité. Comme ils ne peuvent plus être traités avec naturel, ils favorisent tous les vices littéraires.

C'est une expérience de nature assez semblable qu'a faite Ernest Renan. La conception du discours de rhétorique, tel qu'il florissait alors, était comme tournée en dérision par de puissants faits modernes, dont il était bien impossible que ce jeune esprit, si actif et déjà ouvert à toutes les impressions, n'eût pas le sentiment, et, pour ainsi dire l'instinct. C'était le discours historique, supposé prononcé en quelque circonstance mémorable de l'histoire, par un personnage fameux. Les lieux communs les plus élevés sur lesquels tournait le genre faisaient étrange figure au milieu d'une société qui avait traversé la Révolution et où les autorités souveraines et universellement vénérées de l'ancien temps, n'apparaissaient plus qu'à demi déchues de leur majesté visible, contestées dans leurs titres par la moitié des hommes et ne jouissaient que de prérogatives jalousement mesurées par un droit constitutionnel. Il s'agissait de parler de l'Eglise, de la Monarchie, du doigt de Dieu dans les événements humains, avec des couleurs et un ton à la Bossuet. De très bons élèves n'en éprouvaient aucune gène et se montraient diserts à souhait et féconds en belles périodes sur ce noble canevas, tel Alfred Foulon, destiné à mourir cardinal-archevêque de Lyon. Notre Breton, qui a déjà plus d'antennes pour sentir son siècle

1. Le Clerc, *loc. cit.*

et qui en a même trop, éprouve instinctivement, qu'en 1841, la saison en est passée. La bataille pour l'Eglise a pu rendre Lacordaire éloquent, parce que la cause était grande, chaude encore et frémissante de vie, au regard même des adversaires qui la jugeaient vouée à la défaite. Mais la haute vision de Bossuet, la vision monumentale, épanouie, prophétique de l'Eglise dressée sur le monde et absorbant dans son sein l'histoire universelle, cette vision qui n'était que l'amplification par l'imagination et la foi, d'un monument religieux et politique que le siècle de Bossuet continuait d'offrir, ne présente désormais qu'un thème oratoire forcé et pompeux; car le monument s'offre, du moins aux yeux de chair, singulièrement mutilé et entouré de combattants qui s'acharnent les uns à en élargir, les autres à en réparer les brèches. La foi spirituelle peut et doit dire que cette vision, nonobstant les apparences sensibles, demeure la vérité; l'éloquence et l'art qui, pour une part, sont chair, qui demandent des modèles de chair, ne sauraient plus en recevoir d'inspiration sincère et chaude. Le pathétique de la royauté découronnée et tombée, des rois errants d'exil en exil, a tiré de grands accents à Chateaubriand. Le thème patriarcal et religieux de la paternité providentielle et du titre divin des rois ne peut plus trouver d'écho, alors que la légitimité de la fonction royale est universellement discutée, et que bien des royalistes ne la considèrent que comme la première utilité de la nation. Enfin (et pour nous en tenir à ces exemples) les bouleversements historiques auxquels on avait assisté depuis Bossuet, les impressions que l'intelligence du XIXe siècle recevait de connaissances historiques plus étendues et poussées que les siennes, ne rendaient-ils pas beaucoup plus sujette à caution la démonstration des intentions providentielles spéciales dans les faits particuliers de l'histoire? Il demeurait d'ailleurs très plausible de croire, comme Malebranche, à une Providence agissant ordinairement par l'intermédiaire de lois naturelles et de mécanismes généraux. Mais cette vue, plus froide et beaucoup plus loin des sens, était moins propice aux mouvements et aux émotions du discours.

Ces harangues historiques proposaient une histoire abstraite, académique, isolée de toute condition de temps et de lieu.

Moïse, Alexandre, Périclès, Louis XIV, y tenaient le même langage, romain et français, et ne différaient en rien par les idées générales. Noble survivance scolaire de la grandeur d'une civilisation qui s'était sentie assez forte, assez dominatrice, assez admirée pour rapporter à sa mesure tout ce qui était humain. Ce prestige était emporté dans le torrent cosmopolite des temps nouveaux. Et voilà ce que le jeune Breton, étranger par la race et le sang à cette culture romano-gauloise, dont il s'assimilait merveilleusement le trésor, devait subodorer mieux qu'un autre. Par ses origines, il sympathise avec les tendances romantiques et avec les tendances critiques de son siècle : siècle épris de toutes les « couleurs locales » et surtout des plus étrangères, des plus lointaines, siècle qui a introduit dans l'histoire un esprit de réalisme curieux, de relativisme nuancé, de psychologie insatiablement investigatrice, de documentation sans limite, contrastant avec les fortes simplifications et les grands partis pris historiques chers aux époques de règle et d'autorité. Le bon Le Clerc a très bien vu l'embarras que cet esprit suscitait aux professeurs de rhétorique : « L'histoire, dit-il, a changé de forme; un art nouveau, en multipliant les livres et les doutes, a ouvert aux recherches savantes un vaste champ dont le terme recule toujours; on est trop occupé de conjectures pour être éloquent[1]... » Mais ces « conjectures » qui paraissent à l'universitaire cicéronien, et qui sont bien, en un certain sens, la mort de l'éloquence, exercent sur l'écolier breton l'attrait le plus vivifiant; il y sent une libre carrière, un champ neuf offert à l'imagination, mille sources de fraîcheur et d'animation pour l'esprit moderne. Leur séduction, mystérieuse encore, l'emporte hors de ce monde d'idées qui trouve dans un discours à la Massillon son cadre approprié.

Un jour, au milieu de cet ennui, il reçut, s'il faut en croire les *Souvenirs*, un contact électrique. Le professeur d'histoire avait été remplacé par un directeur, très occupé ailleurs qui se contenta de lire d'anciens cahiers auxquels il mêlait des extraits de livres modernes.

Or, parmi ces volumes modernes qui détonnaient souvent avec les vieilles routines des cahiers, j'en remarquai un qui produisit sur

1. *Loc. cit.*, p. 366.

moi un effet singulier. Dès que le chargé de cours le prenait et se mettait à lire, je n'étais plus capable de prendre une note; une sorte d'harmonie me saisissait, m'enivrait. C'était Michelet, les parties admirables de Michelet dans les tomes V et VI de *l'Histoire de France.* Ainsi le siècle pénétrait jusqu'à moi par toutes les fissures d'un ciment disjoint [1].

Le fait a été contesté. Il prête à quelque scepticisme. Non point parce que le tome V de *l'Histoire de France* n'a paru qu'à l'automne de 1841, quand Renan n'était plus au Séminaire. Le tome III, qui s'étend jusqu'à la fin du XIVe siècle datait de 1837, et c'est dans l'un des trois premiers volumes, où le génie de l'historien atteint ses plus riches et ses plus vibrants effets, que le professeur a pu lire. Il y aurait simple erreur de chiffre. Ce qui est invraisemblable, c'est qu'à Saint-Nicolas, où l'on était fort sévère et timoré en fait de littérature contemporaine, un professeur ait produit devant ses élèves un auteur du jour, aussi particulièrement discuté. Ce qui l'est plus encore, c'est l'absence du nom de Michelet dans la correspondance de Renan. Il entretient sa mère de tous les auteurs qu'il étudie, de toutes ses joies et belles découvertes littéraires, il lui en donne le régal. Et il aurait éprouvé une impression comme celle-là sans lui en faire part!... Quoi qu'il en soit, nous ne doutons pas que l'impression elle-même et la secousse qu'elle communiqua à l'imagination, ne soit un souvenir vrai. A défaut de Michelet elle a très bien pu arriver au rhétoricien par une autre voie, par Chateaubriand, par exemple, sur lequel M. Dupanloup faisait entendre bien des réserves, mais dont le renom religieux était trop grand pour qu'il bannît de sa maison *le Génie du christianisme* et n'y fît pas connaître quelques extraits des *Martyrs.* « Des idées, écrit Renan, des sentiments m'apparurent, qui n'avaient eu d'expression ni dans l'antiquité, ni au XVIIe siècle. » C'est ce qu'il faut retenir.

La froideur où le laissaient les discours historiques de convention, n'avait d'égal que son goût déjà passionné pour l'histoire elle-même. Ses compositions en cette branche étaient fort remarquées. Et dans les dissertations littéraires, ayant un sujet historique réel, sur lequel il lui était possible

1. *Souvenirs*, p. 183.

de parler pour son compte, la réalité de la matière le mettait à l'aise pour réussir ce qu'il ne savait pas bien faire par artifice et virtuosité pure. Sur des sujets de cette sorte, il devenait un vrai Bossuet. Il contentait et comblait d'aise son professeur, en déployant, que dis-je? en dépassant la grandeur de perspective et de style du *Discours sur l'Histoire universelle.* Témoin, cette composition sur *Alexandre* qu'il commémore dans ses *Souvenirs,* comme « devant être au Cahier d'Honneur » (elle s'y trouve en effet) et qu' « il publierait, dit-il, s'il l'avait ». En voici un passage :

Mélange inouï de grandeur et d'extravagante ambition, de modération et de fureur, de vertu et de faiblesse, Alexandre fut un de ces caractères audacieux, nés pour changer le monde et pour y faire éclater la puissance de Dieu. Sans doute, l'historien observateur et philosophe détestera ses folles conquêtes, ses expéditions aventureuses et ses indignes voluptés; mais qu'il était grand, ce cœur, qui pleura à la vue de l'Océan, qui bornait sa course, sans pouvoir borner ses désirs; qu'il était redouté, ce marteau d'armes, qui broyait les nations et devant qui la terre se taisait, suivant la sublime expression des Macchabées[1] !

La supériorité, l'ardeur qu'il montre dans les études d'histoire, Renan, dont la vocation se fait sentir déjà, les porte aussi dans la partie historique et critique des études littéraires. La distinction qu'il sait faire, dans ses lettres à Liart, entre la rhétorique et la *littérature,* dénote, pour ce temps-là, un esprit bien précocement averti. Dans les explications et commentaires de textes, il n'a pas de rival. Voici une note de son professeur, qui dit tout :

Ses discours latins n'ont pas assez d'harmonie et de majesté. Mais il a vivement intéressé la classe par une excellente explication. d'Eschyle, dans laquelle il a montré combien les explications de rhétorique pourraient devenir intéressantes, si tous s'y appliquaient comme il l'a fait. Grammaire, poésie, éloquence, il a tout très bien analysé.

1. M. Jean Pommier a publié dans la *Grande Revue* d'août 1920 de longs extraits de cet *Alexandre,* ainsi que d'une autre composition du même ton sur *Rome et Carthage.* Comme l'a constaté M. Pommier, Renan se trompait en croyant, ne plus posséder ce devoir. Il se trouve dans les manuscrits de Renan à la Bibliothèque Nationale (*Premiers Travaux,* vol. III). Notre court extrait a été pris dans le *Cahier d'Honneur de* Saint-Nicolas.

On sent que M. l'abbé Duchesne a été frappé. Son élève le devance. Mais n'y a-t-il pas lieu de croire que le tour d'esprit qui a permis cette pénétrante explication n'est pas le même qui favoriserait la majesté et l'harmonie (entendez hélas! l'harmonie redondante) du discours? Un esprit qui manœuvre triomphalement dans le vide d'un thème d'éloquence fastueuse, manœuvrerait-il aussi à l'aise dans le plein d'un texte réel?

L'abbé Cognat, dont les interprétations manquent un peu de largeur, prétend que Renan, en se donnant comme un rhétoricien ennuyé de la rhétorique, se fait beau d'une attitude transcendante qui ne fût pas en réalité la sienne. La vérité serait qu'il aurait éprouvé un dépit farouche le jour où certain devoir, écrit dans un style romantique échevelé et dont il se promettait merveilles, provoqua la sévérité du maître et le *tolle* de la classe. A la suite de cet insuccès, il aurait boudé le discours français et négligé systématiquement ses compositions. Le fait lui-même est exact. « Il a donné un devoir français très travaillé, note M. Duchesne; mais toute la classe a été surprise de voir le correct Ernest Renan déguisé en romantique[1]. » Nous ne savons pas au juste, ce qui à Saint-Nicolas passait pour romantique, et où commençaient exactement les audaces du goût. En tout cas, l'élève égaré ne persévéra pas dans cette direction téméraire. Quelques semaines plus tard, nous le voyons félicité pour « un très bon devoir français sans aucune trace de mauvais goût ». Les critiques que lui fait son professeur ne portent plus sur le romantisme de la forme, mais sur des restes de dureté, de lourdeur, de sécheresse, sur un certain manque de rotondité et de coulant; pour le fond, comme nous l'avons dit, un esprit de « paradoxe », de « subtilité » qui point parfois et inquiète[2]. Il serait, je crois, impossible, d'établir documentairement ce que Renan a pu connaître de nos écrivains romantiques à cette époque.

La rotondité, la cadence chères à son maître, était-il étonnant qu'il eût quelque peine à y atteindre? Plus tard, Renan

1. M. Jean Pommier croit avoir trouvé cette composition dans le *Cahier d'Honneur*, mais échenillée ou refaite. Il nous en promet la preuve.

2. Trouverait-on dans les devoirs de collège de Renan jusqu'à des lueurs avant-coureuses de ses idées futures? Dans un devoir sur la défaite des Athéniens à Aegos-Potamos, transcrit au *Cahier d'Honneur*, il a écrit : « Contenant

sera un écrivain plein d'harmonie, mais d'une autre harmonie. Celle que son professeur rêve et caresse ne lui est guère accessible, parce qu'elle est substantiellement attachée à ces thèmes oratoires, qui, pour lui, sont de commande et ne vivent plus. Elle en est l'expression naturelle et propre; elle en est, dirait-on, la musique juste. Elle n'a pas plus de vie sous une plume moderne que les idées mêmes qu'elle revêt. Sous une plume moderne, elle est « la rhétorique » dans le mauvais sens du mot. Le rhéteur se définit un pasticheur et un mime. Le rhéteur est celui qui, pour le plaisir puéril et, de sa part, un peu barbare, de faire sonner les superbes cadences de Bossuet, de dérouler les grâces de Fénelon, de s'orner des fleurs divines et simples de La Fontaine, ou des prodigieuses étincelles de Voltaire, s'évertue dans le vide, à imaginer, à sentir comme eux, à une époque où il y a toujours infiniment à apprendre d'eux pour le fond et pour l'art, mais où aucun esprit ne peut plus avoir la forme même de leur esprit, aucune âme le rythme de leur âme, pour la simple raison que cette époque a vécu mille expériences morales que n'avait pas vécu la leur. Celui-là est un comédien littéraire, non un homme. « On eût dit, écrit Renan, que les deux cents élèves de Saint-Nicolas étaient destinés à être tous poètes, tous orateurs. » C'est rhéteurs qu'il eût dû dire. Le jugement ainsi rectifié caractérise exactement la tendance qui l'irritait.

Celle-ci s'exprimait avec naïveté dans les appréciations

à peine ses transports, le peuple, *religieux jusqu'à la superstition*, se précipite sur les pas des Phocéens... » Les mots que je souligne ont été biffés au crayon par la censure. — Dans un dialogue littéraire, qui a pour auteur, Alexandre Bellanger, condisciple de Renan, il y a un certain Ernest « facile à distinguer », note le professeur, qui tient le rôle de contradicteur. A propos du portrait de Voltaire par de Maistre, Ernest dit qu' « on pourrait lui faire le reproche d'une exagération un peu partiale envers l'écrivain qu'il dépeint. Sa plume est trempée dans le fiel. » Un peu plus loin, Ernest dit du portrait de Marcion par Tertullien qu'il « contient plusieurs pensées un peu affectées ». M. Jean Pommier qui s'est, comme moi-même, arrêté à ces traits dans les cahiers de Saint-Nicolas, en rapproche l'aspostrophe suivante adressée à Renan par Alfred Foulon, dans un devoir de fin d'année sur les travaux de l'Académie : « O vous, qu'un jugement solide forma de bonne heure à l'Ecole de la raison, vous à qui une nature privilégiée donna la vigueur et la force de l'esprit... » Renan passait donc pour une tête assez indépendante. Cependant aucune inquiétude n'existait sur l'avenir de sa foi. Sa vocation ecclésiastique n'était pas mise en question.

du maître sur les talents de ses élèves. On se croirait dans une Académie de jeux floraux.

Ernest Renan a mis sur le cahier d'honneur une fable en vers latins dans laquelle sa muse, malgré sa sévérité naturelle, *a su jeter de la vie, de la couleur et des fleurs.*

...Il me reste à signaler un succès, mais un succès réel et brillant. C'est une sorte de pastorale française (prose et vers) d'Edmond Jorand. *L'auteur, qui a trouvé le secret d'être à la fois poète et historien,* a su jeter de la variété et de la vie dans ses descriptions, donner un grand charme et des couleurs à son style et soutenir toujours croissant l'intérêt du sujet. C'est assez dire que le morceau sera conservé précieusement.

... Après les douloureuses et solennelles leçons que nous venons de recevoir (allusion à la mort récente de l'archevêque) il était d'une haute convenance que la rhétorique, tout en reprenant ses travaux cherchât à en conserver précieusement le souvenir. *Aussi a-t-elle écouté avec un religieux respect* quelques pages pleines de dignité et d'élévation qui ont été écrites par le directeur de l'Académie. Ce n'est point un devoir littéraire; c'est un monument de nos profonds regrets et de notre douleur sur la perte du bienfaiteur de cette maison, du protecteur de notre jeune Académie... C'est dans la langue des Ambroise et des Augustin que Victor Vaillant nous rappelle les touchantes vertus du successeur de Saint-Denis.

Ce n'est même pas : *Tu Bossuetius eris!* mais : *Tu Bossuetius es!* On conçoit que ces solennelles fadeurs où se mirent complaisamment les péchés mignons d'une rhétorique en train de dégénérer, aient agacé le bon sens et la tête solide d'un paysan breton et que Saint-Nicolas ait été, sous ce rapport, sa première école d'ironie.

Au point de vue, moral, grâce au correctif de la religion et de la piété, cela était assez innocent. Il y a quelque chose de fort aventureux dans le passage des *Souvenirs* où Renan, ayant hautement loué par ailleurs le « sentiment noble » qui, dans l'éducation du petit séminaire, « dominait et entraînait tout », parle des dangers moraux qu'elle aurait également offerts. Il songe, je suppose, à cette excitation littéraire trop continue et trop ardente, à cette culture exagérée de l'émulation. Mais vraiment, dans un milieu aussi sévèrement discipliné et aussi pur de mœurs, en pouvait-il résulter, même à titre d'exception, d'aussi pernicieux effets qu'il le dit?

Voici quelque chose d'étrange. A côté de tel pieux condisciple prédestiné à l'épiscopat, j'en vois un qui aiguisera si savamment son

couteau pour tuer son archevêque, qu'il frappera juste au cœur... Je crois me rappeler Verger : je peux dire de lui ce que disait Sacchetti de cette petite Florentine qui fût canonisée : *Fu mia vicina; andava come le altre.*

Cette éducation avait des dangers : elle surchauffait, surexcitait pouvait très bien rendre fou (Verger l'était bel et bien[1]).

Le Gascon (dans le sens convenu de ce mot) — mais j'ai dit que les Bretons se montraient souvent, en ce sens même, des Gascons plus terribles encore — fait ici des siennes. Il se joue de la vraisemblance et des faits. Que Verger fût fou, l'acte qui a donné à son nom une célébrité sombre, le prouve bien. Que l'éducation reçue y fût pour quelque chose, il faut s'entendre. Il y a des détraqués de naissance dont le déséquilibre de nature se développe plus ou moins et aboutit à des effets plus ou moins forts, suivant que les conditions où le sort les a placés soumettent leur esprit et leur volonté à des exigences plus ou moins disproportionnées à leur faiblesse. A ce titre, le collège, la tension intellectuelle qu'il impose, la concurrence qu'il provoque, furent pour Verger choses mauvaises. Garçon de ferme ou frère-lai, il aurait eu plus de chance de ne pas devenir fou en action et de ne pas être tourmenté à l'excès par les fantômes intérieurs. Mais imaginez-le élevé au lycée; son exaltation prendra une direction différente, elle sera psychologiquement et pathologiquement la même. Au lieu de l'archevêque, ce sera quelque représentant du peuple qu'il choisira pour victime... En fait, Verger n'a pas pu être fort surchauffé par Saint-Nicolas où l'on a fort bien discerné à qui l'on avait affaire, puisqu'il en a été chassé, en Troisième, pour cause de vol[2]. De plus, il est extrêmement douteux que Renan l'y ait « connu », Verger étant entré au petit séminaire comme élève de Sixième en septembre 1841, c'est-à-dire au moment même où Renan entrait à Issy[3].

1. *Souvenirs*, p. 190.

2. J'emprunte ce renseignement à l'abbé Cognat qui, sur un fait aussi gros, mérite certainement créance. Il a d'ailleurs tort de dire que Verger « ne fit que passer » à Saint-Nicolas, car il y resta plus de trois ans.

3. L'abbé Schoener qui donne la liste des élèves de Saint-Nicolas pour toutes les années où M. Dupanloup en a été le supérieur, ne mentionne Verger qu'à partir de la sixième.

Revenons au principal de notre sujet.

Nous venons de faire avec Renan le procès de la rhétorique de Saint-Nicolas ou, pour mieux dire, de la rhétorique de l'époque, car la pratique du petit séminaire ne se distinguait de celle de l'Université que par de faibles nuances. Il est temps que nous revenions sur nos pas pour nous remettre en présence du problème général que cette appréciation engage, sur les destinées duquel elle a eu de l'influence et dont elle néglige, par suite d'un point de vue trop personnel, certains éléments capitaux. Renan oublie une partie de l'essentiel : à savoir que cette rhétorique, affectée et confite à plus d'un égard, était une rhétorique, et que, par des voies trop contournées à coup sûr et semées de trop de fleurs artificielles, un apprentissage nécessaire s'y accomplissait. Ces compositions, où la convention avait trop de part, mais où elle ne pouvait pas d'ailleurs n'avoir point une certaine part, sans quoi ce n'eussent pas été des travaux de collège, ces compositions, dis-je, offraient un avantage immense, dispensaient un irremplaçable bienfait : c'étaient des compositions, de vraies compositions, conçues de manière à obliger, et à aider tout à la fois, un esprit novice à chercher méthodiquement tout ce qu'un sujet contient, à classer, mettre en bon ordre, développer (c'est-à-dire considérer sous tous leurs aspects) les idées qu'il appelle. Ces matières sentaient un peu trop le moisi; encore était-il impossible qu'étant matières de collège, on les allât prendre dans les débats de la Chambre des Députés ou dans les négociations des diplomates; mais elles étaient élaborées par des pédagogues nourris d'une sûre tradition, initiés aux finesses de leur art et singulièrement habiles à les approprier à leur but. L'idée de faire travailler des jeunes gens de seize ans sur « le fond des choses », nous la voyons à l'œuvre depuis trente à quarante ans que l'on s'est avisé d'occuper nos rhétoriciens et nos bacheliers à des exercices qui n'en sont pas, qui ne les exercent à rien : je veux dire ces dissertations sur des sujets de critique et d'histoire littéraire, les plus difficiles et les plus délicats de tous les sujets, ceux sur lesquels il leur est le plus impossible de penser, à leur âge, quelque chose de « personnel » et dont ils ne se tirent qu'en récitant du Brunetière, du Faguet, du

Lanson, ou bien les leçons d'un professeur qui, bien souvent, n'a aucune personnalité, ce qui n'est pas indispensable pour être un utile professeur, mais le serait pour être professeur de critique littéraire. La cause profonde de l'abaissement de culture intellectuelle dont nous souffrons réside là. Elle tient à ce qu'on ne fait plus sa rhétorique, ou qu'on ne peut plus la faire (nonobstant le bon sens de tant de maîtres qui sauvent ce qu'ils peuvent de l'ancienne institution) que très faiblement et très incomplètement. La peur de paraître pédants, cette peste des pédagogues, a poussé les directeurs de notre pédagogie à en bannir jusqu'au nom même, qu'ils ne savaient plus entendre dans un sens mâle. Certes (et je crois en avoir donné les motifs) la vieille rhétorique était à renouveler et à remplacer par une rhétorique moderne, qui fût encore, dans la plénitude du terme, une rhétorique. Et sans doute était-ce là une tâche rendue extrêmement difficile et presque désespérée (quoiqu'il ne faille jamais désespérer de rien) par l'état de la civilisation et des mœurs françaises, état trop troublé et trop fermentant pour qu'on y pût asseoir le fondement d'une éducation intellectuelle qui se montrât digne de ce nom en joignant la fermeté, la fixité à un suffisant accord avec l'époque, à une suffisante ouverture d'aération. Du moins, qu'on ne donne pas de faux noms aux choses et qu'on ne prenne pas pour un renouvellement des institutions tels expédients hâtifs et grossiers, impropres à rendre aucun des services de ce qu'on remplace. Du temps de Renan, la vieille institution branlait; mais elle tenait encore. Il a beau la harceler de ses justes traits. Il lui a dû des bienfaits incomparables. Le résultat de tant de compositions latines et françaises, épluchées par un maître qui n'avait pas de grands horizons, mais savait le métier, de tant de narrations, d'élégies, de fables en vers et en prose, tournées et limées avec soin, de tant de beaux morceaux littéraires analysés et disséqués, ce résultat s'est inscrit au plus intime de sa formation. Il y a gagné (pour toute la part qui ne revient pas à la nature, mais la nature seule n'est rien) cette aisance, cette grâce, cette souplesse, cette limpidité, cette exquise finesse, que l'absorption des plus rudes matières scientifiques et philosophiques n'altérera point par la suite,

tant ces qualités ont acquis, chez lui, de trempe. Les bonnes humanités qu'il a faites sont à la base de ses vertus de grand écrivain. Un œil et une oreille exercés perçoivent très distinctement dans ses meilleurs morceaux, la trace subtile des leçons de M. l'abbé Duchesne, dont la politesse et le goût conjurèrent les ravages qu'eût pu faire l'exégèse.

Mais les *Souvenirs* de Renan, s'ils soulèvent toute la question de la rhétorique et de l'éducation littéraire, sont essentiellement l'histoire de son esprit. Prise de ce point de vue, comme cette critique nous intéresse et nous émeut! Elle nous montre Renan engagé, plus qu'il ne le croit, dans sa propre voie, celle où ses premiers amis le verront « avec terreur » s'avancer bientôt. Il nous dit qu'à Saint-Sulpice ses condisciples le découvrirent d'une « autre race » qu'eux. Dès Saint-Nicolas, ne confie-t-il pas à un ami qu'il se sent au milieu d'eux « seul de son espèce »? Ces magnifiques disciplines littéraires que ses maîtres dispensaient, où ils voyaient un monument immuable et comme l'expression profane et humaine d'un ordre éternel, il a commencé de les voir sous l'aspect de ce qui passe, de ce qui naît, devient et meurt, sous la perspective enivrante et décevante de l'histoire. Perspective contagieuse! Des lettres ne s'étendra-t-elle pas à la religion? Les images de l'éternité métaphysique que nous propose le dogme chrétien, cet esprit ne les verra-t-il pas bientôt se détacher de la voûte céleste où sa croyance les place encore et tomber dans le fleuve des temps historiques pour s'abîmer bientôt dans ses ondes, après en avoir, le long de quelques centaines de siècles, illuminé le parcours?

Certes à l'heure où nous sommes, Ernest Renan ne renferme pas encore en son esprit méditatif de telles pensées. Mais le germe, encore peu perceptible, en est entré en lui. « Je t'assure, écrivait-il à Liart en février 1841, qu'il s'est passé je ne sais quel changement dans mon esprit depuis quelque temps. Je commence à tout voir d'un autre œil. »

On observe dans cette même lettre que le départ récent d'Henriette venait de lui causer une tristesse qui le plongeait davantage en lui-même et le rendait plus secret. Elle s'était placée comme institutrice dans la famille du comte Zamoyski

et l'avait suivie en Pologne. La correspondance d'Ernest avec elle pour la période qui va de février 1841 à mars 1842 est perdue. Du moins ne se trouve-t-elle ni dans les recueils imprimés, ni dans le fonds manuscrit de la Bibliothèque. C'est une perte très regrettable.

Au mois d'octobre 1841, Renan entrait au grand séminaire d'Issy, avec une foi religieuse, encore intacte et tranquille, quoique menacée de près, et surtout avec un formidable appétit d'apprendre.

PIERRE LASSERRE

608

SUR

L'ALBUM DE LA VAGABONDE

CINÉMA

« ... *Mais Éthel, d'une main qui ne tremblait pas, fit feu, atteignant au front le lâche ennemi de son père...* »

« ... — *Jamais je ne t'appartiendrai, misérable! cria la courageuse midinette. Elle étendit le bras : une détonation éclata et Julot-la-Vipère roula sur la berge du fleuve.* »

« *Lola bondit comme une panthère : le marquis Ratafiutis s'effondra, un poignard dans le cœur...* »

C'est ainsi que les héroïnes, au cinéma, savent défendre leur honneur ou celui de leur famille, et rendre aux abîmes l'industriel déloyal, l'amant falsificateur de lettres, le ranchman aux desseins tortueux. Un tel courage trouve sa récompense à huit ou dix mètres de là, sur le même rouleau de pellicule. Éthel étreint son père; la midinette s'évanouit sur le cœur du duc qui l'adore; Lola, détournant du cadavre espagnol un divin sourire, caresse les têtes bouclées de ses enfants en abandonnant son front au premier mari méconnu, et tout le monde est content.

Tout le monde est content, mais... Mais pourquoi faut-il que j'invente, après le dernier chapitre de ces films, éminem-

ment moralisateurs, où le traître puni succombe, un épilogue qui en gâte l'optimisme? J'imagine les jours heureux de Lola, entre son excellent époux et ses enfants frisés, je vois sa rêverie paisible au bord de l'élégante Méditerranée qui lui était bien due, j'imagine — car le cinéma « c'est la vie » — que le bonheur n'est tout de même pas un philtre qui abolit la mémoire, et qu'une forme gisante, percée d'une lame, doit s'interposer, à jamais, entre la loyale meurtrière et toute félicité.

Je crois que la midinette devenue duchesse entendra, si le cinéma c'est la vie, le râle de Julot au delà des soupirs amoureux du duc. J'ai cette candeur de craindre qu'Éthel, puisque le cinéma c'est la vie, ne puisse plus étreindre le père qu'elle a sauvé sans que se dresse devant elle, mort et encore debout, l'homme qui chancelait dans la fumée du browning... « Tu ne tueras point... »

Hélas, femme, tu ne pourras pas toujours ne pas tuer. Mais il ne faut pas que le film, qui s'arrête au moment où ta véritable existence, après le drame, commence, t'enseigne qu'il t'est possible, même si tu as purgé le monde et sauvé ton honneur — d'oublier l'heure ou tu as répandu la rouge vie de ton semblable, et fermé des yeux qui te haïssaient.

***

LANDRU

« Ce qui est inconcevable, me dit un ami, ce n'est pas la curiosité que vous avez manifestée de voir Landru, c'est que, l'ayant vu, vous ayez parlé de lui sur ce ton de réserve, de courtoisie, presque d'estime, ma foi... »

Mon ami exagère. Mais pourquoi quitterais-je, pour parler de Landru et écrire à son sujet, le ton de la bonne compagnie? Cet homme respire la politesse. Et je n'ai nulle envie de me mettre au diapason d'un acte d'accusation qui, pendant quatre heures d'horloge, a versé sur une tête d'accusé les qualificatifs les moins ambigus : « Assassin... découpeur de femmes... sinistre fiancé... meurtrier... » Tout cela avant les

preuves? A quel vocabulaire recourir, si la lumière se fait et accable le polygame, pour le flétrir mieux et plus? Un tel résumé, — si j'ose l'appeler ainsi —, tarit d'un coup toutes les ressources du langage injurieux.

Cependant Landru, ni impudent ni accablé, regarde la foule sans insistance, salue le tribunal avant et après qu'il a parlé, use de mots et de gestes contenus, et nous acquérons peu à peu l'impression — renforcée par les menaces empoisonnées de l'avocat général, les coups de gueule de la partie civile, les ricanements insultants de la défense et la rumeur grivoise du public, — la scandaleuse impression qu'une seule personne, à l'audience, se soucie des convenances et sait « se tenir en compagnie » : l'homme assis au banc d'infamie.

Quand c'est la société qui punit, elle manque de chic, et même de décence. Les matins d'exécution, autour de la guillotine, les rires, le pinard, la frénésie des monomanes et des curieux salissent une place, au centre de laquelle un homme, pâle, marche sans plier, et presque toujours meurt convenablement. La grandeur qui fait défaut à nos juges et à nos supplices, il devient facile à un condamné de s'en parer, momentanément. Un peu de tenue, une patience hautaine, quelque politesse obstinée, et le voilà en passe d'être sympathique, par comparaison.

Non que je cherche, en « Landru », — comme le nomment tout court ces messieurs des assises — la dégaîne d'un innocent. « On n'est jamais innocent avec une figure comme la sienne, » disait un auditeur de la première journée. L'homme que voici s'avoue escroc, mais il porte d'autres péchés que celui de vol. Le meurtre? il se peut. Surtout, je crois, la captation de pensée, la substitution de volonté, qui ne sont pas de petits crimes.

Son œil inhumain et rêveur a charmé des proies que la foule commence à trouver médiocres, mais peut-être que Landru n'avait point d'ambition. Plus méticuleux qu'actif, il tendait les rets grossiers de l'annonce payante, quand l'affût et la battue l'eussent probablement mieux servi. Quoi, pas même une comtesse parmi tant de victimes? Patience, il en trouvera plus tard, ce palikare en civil au nez tranchant. Qu'on l'acquitte, seulement, en tant qu'assassin douteux. Le risque

d'être volées ne retiendra guère les détraquées qui chuchotent, dès la première audience : « Ma chère, il a le masque impérieux d'un grand séducteur! » Un grand séducteur... C'est ainsi qu'elles ont coutume d'appeler celui qui les méprise ouvertement.

***

LE « PETIT ENFER »

Le « Petit enfer »... Dans la *Danse de Mort*, Strindberg baptise ainsi une chambre conjugale, pas même! un salon conjugal où depuis vingt ans se consument, l'un tisonnant l'autre, deux damnés : un homme et une femme.

La mode le veut, on va trembler à l'*Œuvre* devant Fauchois, devenu, par la grâce de Lugné-Poë, une sorte de démon ataxique et militaire. Il y a de quoi trembler aussi devant la révolte de sa femme, — madame Maillau, — quadragénaire revêche qui soudain éclate de sensualité destructrice, se mue en goule blonde et funèbre, tordue sur un lit et montrant une chair blanche, fruit mûr que sa chute crève et dénude...

Je suis allée frémir à ce dialogue barbelé. Une si longue férocité épuise le spectateur, et me met un peu en défiance. Je pressens qu'une volonté puissante double et prolonge ici celle de Strindberg au point de trahir, par moments, l'auteur coupable de voiler l'idole par l'abondance des offrandes, Lugné-Poë, fidèle exaspéré, joue le Strindberg trop Strindberg.

Qu'après vingt ans de haine réciproque et organisée deux époux ennemis se disent sur le ton de la fureur : « Veux-tu faire une partie de cartes? » ou bien : « Il me semble que ta vue baisse? » cela m'étonne et j'enregistre, comme des fausses notes, leurs rugissements disproportionnés. Vingt ans de menaces, de souhaits homicides exhalés à voix haute, vingt ans du divertissement effroyable à-qui-mourra-le-dernier, et ces gens crient encore? J'en doute. A ce train-là, ils seraient depuis longtemps morts, ou réconciliés. Ce beau jeu de haïr

et d'attendre ne se joue pas vingt années parmi les vociférations.

La dispute est une poissarde facilement mouillée de larmes. Mais la haine m'apparaît comme une héroïne plus voluptueuse et plus soigneuse d'un sourd apparat; elle craint, en hurlant fréquemment, de s'amoindrir. Riche, elle n'est jamais à court d'expression. C'est pourquoi je demande à mon ami Lugné-Poë : Ce cauchemar septentrional, si vous l'aviez imprégné d'un poison moins convulsif, en eût-il semblé moins cauchemar, — et moins septentrional?



LES RÉPÉTITIONS DE « CHÉRI »

Comme ces gens-là sont consciencieux! Ils me font honte. Je ne savais pas encore ce qu'était, sur une scène, le premier bégaiement d'une pièce que j'ai conçue; j'apprends un métier inconnu, celui de l'auteur qui a une comédie en répétitions. C'est un dur métier pour les comédiens.

On ne leur met en mains que ce cahier oblong où s'inscrivent, en belle ronde, les répliques de leur rôle, isolées, desserties, refroidies; disons-le : complètement incompréhensibles.

De ce cryptogramme, ils exhumeront mot à mot, nuance à nuance, un personnage vivant; ils composeront, avec les morceaux de ce puzzle disloqué, un tableau cohérent. Méthode barbare qui date de loin et s'impose par l'ancienneté. Directeurs et comédiens y perdent une semaine d'ânonnements. Mais la patience des comédiens, comme leur résignation, est infinie. Ils sont capables de reprendre vingt fois un dialogue, aussi bien que d'attendre, muets, les mains ouvertes sur les genoux, noyés dans une ombre funèbre, leur réplique d'entrée qui ne viendra peut-être pas aujourd'hui, ni demain...

L'heure du travail est venue, ils apportent chacun, à la tâche commune, une contribution singulièrement anxieuse, et la plupart du temps pessimiste. Leur modestie brille,

tant que la rampe èst éteinte. Jeanne Cheirel rayonne, malgré elle, d'une causticité potelée, à laquelle ne résistent ni les auteurs de « Chéri » ni ses camarades. Et cependant elle s'assombrit dès qu'elle se repose, et le doute d'elle-même trouble ses beaux yeux de chienne tendre. Jeanne Rolly a, devant son rôle, la souplesse combative et l'humilité d'une débutante. Bour cherche le diapason vocal de son personnage et le murmure tout bas, les yeux perdus, en muezzin qui chante l'heure. Pierre de Guingand, sur le plateau, saute comme un chat, se roule sur des genoux féminins, témoigne tour à tour d'une gaîté adolescente et d'une force masquée de ruses, et notre applaudissement ne lui arrache, le portant franchi, que des protestations navrées, des « ah, ce n'est pas ça encore... ah, j'en suis loin... »

Oui, comme ils sont consciencieux, troublés, enthousiasmés de peu, chancelants et tels que s'ils naissaient, péniblement, à chaque rôle nouveau... Je ne plains pas leur angoisse. Elle est un des secrets de leur longue jeunesse.

COLETTE

LE CENTENAIRE
DE GUSTAVE FLAUBERT

Encore le centenaire de Flaubert? direz-vous peut-être. Est-ce qu'on ne l'a pas célébré déjà cet été, et le ministre de l'Instruction publique, M. Léon Bérard, n'a-t-il pas fait le voyage de Rouen tout exprès? Sans doute, et l'on va néanmoins, dans quelques jours, le célébrer derechef à Paris. Ce n'est pas à dire que la chronologie diffère de l'Ile-de-France à la Normandie, et la relativité du temps ne se marque point par de tels écarts à si faible distance, même pour Einstein. Mais nous avons pris l'habitude de faire durer le plaisir du centenaire selon nos petites commodités. Celui de la mort de Dante, qui était le sixième, s'est étendu sur toute l'année, et l'archevêque de Paris dans Saint-Séverin, le président de la République à la Sorbonne, l'avaient fêté bien avant l'échéance exacte, qu'on n'a pourtant pas oubliée. Pareillement Flaubert, honoré dès la belle saison dans sa ville natale, bien qu'il ne soit né que le 12 décembre 1821, recevra à cette date l'honneur supplémentaire d'un monument, qui sera inauguré au Luxembourg sous les auspices de la Société des gens de lettres, avec le concours de quelques académiciens, sinon de l'Académie officiellement et en corps. Abondance de commémorations ne nuit pas, et l'on ne

rendra jamais trop d'hommages aux grands hommes, surtout lorsqu'on les leur a marchandés de leur vivant et qu'on leur doit réparation d'une trop longue injustice.

Flaubert a été extrêmement méconnu : peut-être l'est-il toujours. Sans doute il eut l'air d'entrer du premier coup dans la gloire, avec l'immense succès de *Madame Bovary*, parue en 1856 dans la *Revue de Paris* de Laurent-Pichat et Maxime du Camp, l'année suivante en librairie, chez Michel Lévy. Mais il ne faut pas se dissimuler que ce fut surtout un succès de scandale. La valeur littéraire de l'ouvrage n'y était pour rien, ou presque rien. Tout le mérite de ce lancement revient au parquet, qui intenta des poursuites pour outrage à la religion et aux bonnes mœurs. Il est vrai que Flaubert fut acquitté, et le procureur général d'aujourd'hui, M. Lescouvé, a désavoué le réquisitoire d'Ernest Pinard en se faisant inscrire au comité du monument Flaubert. Mais le coup avait porté et assura une vente considérable à *Madame Bovary* qui, sans cette bonne fortune, serait peut-être restée chez l'éditeur. D'ailleurs, Flaubert ne sut aucun gré à la justice de cette réclame inespérée, qui n'aurait pas déplu à d'autres. Et il fut justement outré des jugements de la presse.

Pour ceux qui aiment cet exercice, il y a là une splendide occasion de dauber la critique. Elle ne l'aura pas volé, je l'avoue. Observons cependant qu'il se publie et se joue presque quotidiennement des romans ineptes et des pièces insoutenables, sans que personne en tire une condamnation de principe contre l'art du roman ou celui du théâtre. On ne généralise que contre la critique, qui est un art aussi, avec les mêmes risques et les mêmes inégalités. Certes, les bons critiques sont rares, et les mauvais pullulent : c'est-à-dire qu'il en va tout de même que des dramaturges, des poètes et des romanciers. Mais enfin il est vrai que *Madame Bovary* fut généralement très mal accueillie et très peu comprise.

Duranty ouvrit le feu, sans même attendre le volume (ou plutôt les volumes : la première édition en comportait deux). Dans sa revue *le Réalisme*, il déclarait : « Ce roman est un de ceux qui rappellent le dessin linéaire, tant il est fait au compas, avec minutie, calculé, travaillé, tout à

angles droits, en définitive sec et aride... Il y n'a ni émotion, ni sentiment, ni vie dans ce roman, mais une grande force d'arithméticien... Ce livre est une application littéraire du calcul des probabilités... Le style a des allures inégales, comme chez tout homme qui écrit artistiquement sans sentir, tantôt des pastiches, tantôt du lyrisme, rien de personnel. Je le répète, toujours description matérielle et jamais impression. Il me paraît inutile d'entrer dans le point de vue même de l'œuvre, auquel les défauts précédents enlèvent tout intérêt ». Que veut-il dire avec son dessin linéaire, son arithmétique et son calcul des probabilités? Ce Duranty ne manquait pas de talent comme romancier, et M. Félix Fénéon n'a pas tort de vouloir le réhabiliter de ce chef. Mais je crains qu'il ne fût pas très intelligent, et l'on voit par son exemple que la critique des producteurs ne l'emporte pas toujours sur celle des spécialistes.

Ceux-ci, d'ailleurs, ne furent point en reste. Charles de Mazade, qui fut de l'Académie française, écrivait dans la *Revue des Deux Mondes* : « L'auteur de *Madame Bovary* appartient, on le voit, à une littérature qui se croit nouvelle et qui n'a rien de nouveau, hélas! — qui n'est même pas jeune, etc... ». *On le voit* est assez gai. Mais voilà ce qu'y avait vu Charles de Mazade. Un certain Dumesnil, dans la *Chronique*, juge *Madame Bovary* « un des livres les plus immoraux qu'il connaisse ». Il en connaissait peut-être moins qu'il ne croyait, même les ayant lus. Cuvillier-Fleury, des *Débats*, se plaint que « les scènes d'une crudité révoltante abondent dans l'ouvrage de M. Flaubert », dont le style même ne trouve pas grâce devant lui. Au *Correspondant*, Pontmartin voit le roman français « descendre à *Germaine*, tomber à *Madame Bovary*, et la décadence *lui* semble manifeste... *Madame Bovary*, ajoute-t-il, c'est l'exaltation maladive des sens et de l'imagination dans la démocratie mécontente... ». Un nommé Léon Aubineau, dans *l'Univers*, mettant en cause Victor Hugo, George Sand et Balzac, qui « a travaillé efficacement à la démoralisation de son siècle », aperçoit dans la *Bovary* un nouveau « signe d'une décadence rapide et d'une corruption de plus en plus accentuée ». C'est, d'après lui, une « œuvre laborieuse, vulgaire et coupable », dont il est

impossible de donner seulement une analyse. « L'art cesse du moment qu'il est envahi par l'ordure... » Un rédacteur du *Figaro*, du nom de Habans, fait cette réserve : « Le faible du livre, c'est que M. Flaubert n'est pas un écrivain. » Le bon Tony Révillon prend Flaubert pour un viveur de province, amateur de littérature par désœuvrement, et il trouve que c'est dommage, car il ne lui conteste pas certains dons naturels gâtés par la paresse et l'improvisation : « Pauvre, il eût travaillé! » Granier de Cassagnac, du *Réveil*, parle de « gros tas de fumier », d' « amas d'obscénités et d'impertinences », qu'il affronte bravement, « quitte à se laver les mains au bas de la page ». Gustave Merlet, que nous avons connu professeur de rhétorique à Louis-le-Grand, ne découvre dans ce roman « ni cœur, ni conscience ». Hippolyte Rigault compare Flaubert à Ernest Feydeau, et regrette que tous deux « décrivent pour décrire, comme de bons élèves de Delille, qui cependant pousseraient la recherche du vrai jusqu'aux dernières limites du faux ». De tout autre que d'un universitaire et docteur ès lettres, on se demanderait s'il a lu Delille : pour Rigault, ce n'est pas douteux; il n'a donc pas d'excuse.

Il n'y eut d'articles franchement élogieux et vraiment satisfaisants que ceux de Barbey d'Aurevilly et de Baudelaire. Sainte-Beuve avait été convenable, mais avec des réticences, et n'enchanta pas Flaubert, qui écrivait à son ami Jules Duplan : « L'article de Sainte-Beuve a été bien bon pour les bourgeois. Il a fait à Rouen grand effet, m'a-t-on dit. » Paulin Limayrac — « si Limayrac devenait fleur... » — n'en fut pas moins indigné des complaisances du lundiste pour cet « art qui s'enfonce dans la réalité jusqu'au cou et n'en veut pas sortir ». Le sieur Aubineau, de *l'Univers*, incita charitablement *le Moniteur* à se priver des services de ce Sainte-Beuve, qui s'était aliéné sans retour « les esprits droits et les cœurs attachés à la morale [1] ».

Et *Madame Bovary* est le seul livre de Flaubert qui ait réussi en son temps. Après cet unique succès, si ballotté, et

1. On trouvera, avec beaucoup plus de détails, une revue de la presse obtenue par *Madame Bovary* dans l'ouvrage instructif de MM. René Descharmes et René Dumesnil : *Autour de Flaubert*.

pendant les vingt-trois ans qui lui restaient à vivre, jusqu'au 8 mai 1880, il n'eut plus que ce qu'en argot de théâtre on appelle des fours. *Salammbô* (1863) fut presque unanimement proclamée ennuyeuse et généralement tournée en dérision. Les trois fameux lundis de Sainte-Beuve témoignent encore de son estime pour Flaubert, qui les considéra philosophiquement comme « trois grands saluts », mais n'articulent guère que des griefs.

Théophile Gautier loua ce « poème épique ». Berlioz cria son enthousiasme dans une lettre à l'auteur et jusque dans son feuilleton musical des *Débats* : il conçut même le projet, qui ne devait être réalisé que par Ernest Reyer, de mettre *Salammbô* en opéra. Mais Berlioz et Gautier furent à peu près les seuls admirateurs du roman; et il est vrai que la qualité remplace la quantité, mais seulement jusqu'à un certain point. En librairie, *Salammbô* avait encore profité du tapage fait autour de *Madame Bovary*. *L'Éducation Sentimentale* (1869) fut un désastre : mauvaise presse, et mévente complète. Et *la Tentation de Saint Antoine* (1874) ne fut pas mieux traitée par le public, ni en somme par la critique, malgré quelques beaux articles comme celui de Renan (recueilli dans les *Feuilles détachées*).

La Tentation était l'œuvre préférée de Flaubert, l'œuvre de toute sa vie. Dès 1848 et 1849, en quinze ou dix-huit mois, avec une rapidité et une joie qu'il ne devait plus retrouver, il en avait écrit une première version, si bouillonnante de sève et d'une imagination si éclatante, qu'on peut la préférer à celles qui suivirent : il en donna lecture à Maxime du Camp et à Louis Bouilhet, qui lui conseillèrent de jeter le manuscrit au feu. Il ne le jeta heureusement que dans un tiroir, mais nous n'en avons eu la révélation qu'il y a peu d'années, par l'édition Conard. Ainsi, encore inédit, Flaubert était déjà méconnu, et par ses amis les plus intimes. Il devait se dégoûter de Maxime du Camp, mais maintint à Bouilhet toute son affection et toute sa confiance. En 1856, la *Bovary* terminée, il revient à *Saint Antoine*, et en élabore une seconde version, qui a été exhumée il y a quinze ans environ par M. Louis Bertrand. Mais le procès de *Madame Bovary* l'inquiète : par crainte de nouveaux démêlés avec la correctionnelle, il

renonce, et c'est seulement en 1874 qu'il publiera la version définitive. Ajoutez les *Trois Contes*, qui furent reçus assez froidement, et c'est tout. *Bouvard et Pécuchet*, œuvre inachevée et posthume, commença par sombrer dans la même indifférence. Et Zola note dans un article de souvenirs que le convoi funèbre de Flaubert, traversant toute la ville de Rouen, ne fut pas suivi par deux cents Rouennais et ne fit pas plus d'impression dans la ville que celui du premier venu.

Presque toute la critique universitaire, avant et depuis sa mort, lui a été hostile. Parmi ses représentants, un des plus favorables, malgré la légende, aura été J.-J. Weiss, dont le fameux essai sur la *Littérature brutale* apporte nombre d'objections, mais aussi de grandes louanges, et qui présente ailleurs *Madame Bovary* comme « l'œuvre maîtresse de la seconde partie du XIXe siècle [1] ». Mais c'est le seul ouvrage de Flaubert qui compte pour Faguet, lequel dans son volume de la collection des Grands Écrivains déclare ensuite tous les autres fastidieux et manqués; et pareillement pour Brunetière, allant d'autre part jusqu'à écrire : « Cette grande haine de la bêtise humaine, cette haine qui l'a si bien servi dans *Madame Bovary*, mais si mal, en revanche, dans *l'Éducation Sentimentale*, n'était rien de plus que la projection de sa propre sottise, à lui, sur les choses qu'il ne pouvait comprendre... » Et plus loin : « Pécuchet tout pur et Bouvard tout craché! [2] »

De son vivant, en dehors d'amis de lettres comme George Sand, Théophile Gautier, Renan, Taine, auxquels je ne joins pas les Goncourt, qui avaient de l'amitié pour l'homme, mais ont surtout dénigré son œuvre, Flaubert eut des élèves et se vit ériger en chef d'école, mais n'en éprouva pas un plaisir sans mélange. Zola voulait absolument qu'il eût, après Balzac, d'une façon plus nette et plus directe, fondé le naturalisme. Flaubert se souciait du naturalisme comme d'une guigne, et finissait par prendre en grippe la *Bovary*, son *Vase brisé*, qui lui valait cette réputation. Il traitait fort cordialement ses soi-disant disciples, et ses relations avec Alphonse Daudet notamment furent toujours des plus affectueuses, mais il n'était pas

1. *Autour de la Comédie Française*, p. 105.
2. *Histoire et Littérature*, II.

d'accord avec ces générations nouvelles, et il disait : « Je recherche surtout *la beauté*, dont mes compagnons sont médiocrement en quête. Je les vois insensibles, quand je suis ravagé d'admiration ou d'horreur. Des phrases me font pâmer qui leur paraissent fort ordinaires... ». A la fin, il ne se sentait plus en communion d'idées littéraires qu'avec Victor Hugo, qui lui montra toujours la plus chaude sympathie.

Cependant, sa gloire n'a cessé de grandir, à travers vents et marées. Il y a bien encore quelques opposants, dans les milieux académiques ou néo-classiques. On sait que le secrétaire perpétuel de l'Académie française a refusé de s'associer aux fêtes du centenaire. D'autre part, M. Léon Daudet, reprenant le mot de Melchior de Vogüé à M. Maurice Barrès sur Stendhal, appelle Flaubert un « mauvais maître. » Henri Vaugeois le traitait simplement d' « imbécile ». Pierre Gilbert, jeune critique tué à l'ennemi, dont on a recueilli les chroniques sous le titre de *la Forêt des Cippes*, et qui avait beaucoup de talent, avec une intrépidité toute juvénile, entrevoit une énigme : « C'est la faveur de ce livre fignolé mais mal écrit, qui pas une seule fois ne prend le lecteur aux entrailles, manque partout de chaleur et raconte avec application une plate histoire à peine relevée par un dénouement dramatique, d'une atrocité voulue et travaillée. » C'est *Madame Bovary*, pour laquelle Pierre Gilbert n'accepte même plus l'indulgente exception de Brunetière et de Faguet, et qu'il qualifie de « faux chef-d'œuvre ». Il ajoute que « ce livre le fait bâiller »; il n'y trouve pas la nécessaire et classique « unité de ton et d'inspiration »; et un peu étonné d'avoir fait retourner les passants, ou feignant la surprise, il s'écrie : « Je croyais mon temps redevenu assez civilisé pour professer envers cet art de Flaubert le mépris commandé à tout honnête homme. » Or, on peut se demander en effet dans quelle mesure l'art de Flaubert répond aux exigences du classicisme, et les querelles d'école sont inépuisables; mais il y a aussi des faits. Lorsque Pierre Gilbert avoue que la *Bovary* le fait bâiller, et prétend qu'elle ne prend pas une seule fois le lecteur aux entrailles, j'ai le droit de lui répondre tout bonnement que je ne m'en lasse point, et que je n'ai jamais lu le récit de la détresse finale et de la mort d'Emma sans avoir les larmes

aux yeux, à défaut de ce goût d'arsenic que Flaubert avait dans la bouche en l'écrivant, comme Taine l'a rapporté dans son livre de *l'Intelligence*.

Par contre, M. Paul Bourget, l'un des chefs du groupe auquel appartenait Pierre Gilbert, a consacré à Flaubert une belle et fervente étude dans ses *Essais de psychologie contemporaine*. Les symbolistes, si acerbes pour la plupart de leurs aînés, ont été en général respectueux et admiratifs : et ils ne doivent certainement pas moins à *la Tentation de Saint Antoine* que les naturalistes à *Madame Bovary* et à *l'Éducation Sentimentale*. Remy de Gourmont adorait Flaubert. M. Louis Bertrand l'exalte dans un éloquent volume. M. Jules de Gaultier tire de son œuvre une philosophie, le *bovarysme*, et proclame dans un autre ouvrage, dont c'est le titre, *le Génie de Flaubert*, qu'il n'hésite pas de comparer à Gœthe. Qu'importent les iniquités révolues et les quelques dissidences qui s'obstinent? C'est, direz-vous peut-être, une singulière façon de fêter un auteur que de rappeler longuement, comme je viens de le faire, les négations et les injures de ses innombrables détracteurs. Mais les plus récentes, qui se raréfient, montrent combien il reste vivant, puisqu'il est encore si furieusement discuté. Et cet amas d'injustices permet de mesurer son ascension. Car c'est chose faite et définitive. A force de lui jeter des pierres, on lui en a composé un piédestal. Flaubert triomphe, et n'a plus rien à craindre.



C'est le moment de nous interroger sur les raisons essentielles de cette admiration, qui pour beaucoup d'entre nous est un culte. La première et la plus évidente est de l'ordre moral. Nous vénérons Flaubert parce qu'il a été le type et le modèle du véritable homme de lettres, uniquement voué à son art, dédaigneux de toute intrigue et de toute concession, incapable non seulement d'une bassesse, mais d'une habileté intéressée, un bénédictin laïque cloîtré dans un labeur incessant, un bourreau de lecture, d'une érudition énorme et d'une curiosité insatiable, un écrivain d'une conscience poussée jusqu'au scrupule, torturé d'un infini désir de perfection, cru-

cifié par les « affres du style », bref une sorte de saint de la littérature. Ces vertus ont été rabaissées et contestées dans leur principe. Tous les bousilleurs et gâcheurs d'encre ont objecté qu'il était absurde de se donner tant de peine pour limer ses phrases, que la forme n'était pas de si grande conséquence, et que l'inspiration suffisait. Mais celle dont ils se contentent pour eux-mêmes ne suffit peut-être pas à ceux de leurs lecteurs qui sont des lettrés. En ces temps d'arrivisme, d'industrialisme littéraire et de crise du français, le grand exemple de Flaubert demeure plus que jamais salutaire et réconfortant.

D'autres, comme Henry Roujon dans une vieille chronique de la *Revue bleue*, ont blâmé et raillé cette existence quasi sacerdotale et monastique, cette dévotion intransigeante à un seul idéal, cette adoration exclusive des lettres pures, ce mépris superbe de tout autre but d'activité, de toute vie moyenne et normale, de tous les intérêts pratiques et de ceux qui s'y adonnent, que Flaubert appelle les « bourgeois ». N'y a-t-il point autre chose dans la vie que la littérature, et d'abord la vie elle-même? Flaubert a-t-il réellement vécu? Ou n'aurait-il pas été dupe d'un mirage pédantesque et d'une illusion de cuistre? Ne serait-ce pas ces fameux bourgeois, si assidûment bafoués, qui ont choisi la meilleure part et sont fondés à se moquer de lui? Ainsi raisonnait Henry Roujon, champion de la bourgeoisie et de la vie. Et il y a quelques jours encore, on lisait dans un grand journal du matin qu'en se retirant ainsi du champ de l'action, Flaubert avait bien prouvé qu'il était un faible et un malade.

Il a certainement, au contraire, dépensé plus d'énergie dans son labeur effréné que la plupart des commerçants, ingénieurs, financiers et hommes politiques. Si c'est une faiblesse, elle est assez peu banale, et pour mieux dire sur humaine. On n'a pas à redouter qu'elle trouve un trop grand nombre d'imitateurs. D'autre part, assurément, il y a autre chose ici-bas que la littérature, et il n'est certes pas à souhaiter que tout le monde en fasse : le ciel nous en préserve! Les vraies vocations sont rares, et les autres, désastreuses. Il n'en reste pas moins que si le monde évolue dans le sens annoncé par Hegel et Renan, c'est dans l'humanité, et dans

ses parties les plus hautes, c'est-à-dire dans la science et dans l'art, donc surtout dans la littérature, à la fois art et science, qu'il prend cette conscience de plus en plus claire de lui-même. Sans renanisme ni hégélianisme, tout être un peu décrassé a de tout temps reconnu que l'esprit était supérieur à la matière, et que les hommes livrés par nécessité aux soins matériels s'élevaient en dignité dans la mesure où ils participaient aux spirituels. Tout le monde ne peut pas avoir du génie, ni du talent, ni être artiste, homme de lettres ou savant de profession; mais tout le monde peut aimer et comprendre jusqu'à un certain point les sciences, les lettres et les arts. Flaubert ne flétrissait du nom de « bourgeois » que ceux qui « pensent bassement », c'est-à-dire se complaisent dans l'ignorance, ne cherchent que l'argent ou le plaisir vulgaire, se détournent des grandes œuvres et méprisent l'effort de la pensée.

Il avait la haine et l'horreur des imbéciles, ainsi que le rappelait Brunetière dans le passage que je citais tout à l'heure. Et tout le monde l'a constaté, mais l'on s'est parfois trompé dans l'application. Vous avez vu précisément Brunetière avec son « Pécuchet tout pur et Bouvard tout craché! » Il les considère de toute évidence comme de parfaits idiots, et il entend bien asséner à Flaubert une ruade mortelle en l'assimilant à ses deux bonshommes. D'abord Flaubert n'a pas voulu en faire des esprits supérieurs, et il leur a donné des ridicules dont il était bien exempt, entre autres celui d'appliquer la théorie à la pratique usuelle, et de chercher dans les traités scientifiques ou manuels spéciaux des méthodes d'agriculture ou de fabrication des conserves. Flaubert n'a jamais cultivé que son cerveau, ni fabriqué que des livres. Mais en dehors de ces manies, Bouvard et Pécuchet ne sont pas toujours si sots : ils ont assez de bon sens et de sens critique pour discerner l'incohérence des faits et des doctrines, l'incertitude de l'histoire et autres sciences conjecturales, l'insondable niaiserie des faiseurs de poétiques, de rhétoriques et d'esthétiques, les divergences des grammairiens, les contradictions des théologiens et de l'Écriture, la fragilité des métaphysiques et des religions, et la bassesse des réactionnaires. C'est la seconde fois qu'il raconte et

juge la Révolution de 1848, déjà traitée au cours de *l'Éducation Sentimentale*, et toujours dans le même sens. Il n'aime point les démagogues, se gausse des utopistes, déplore l'indifférence et la platitude des ouvriers et des paysans qui ne songent qu'à leur ventre ou à leur bas de laine, mais il flétrit avant tout l'hypocrisie, l'égoïsme et la servilité insolente, selon Tacite — *Omnia serviliter pro dominatione* — du « grand parti de l'ordre » et du « parti-prêtre », dont il s'égayait d'être la tête de turc, au moment des diatribes de *l'Univers*.

Là-dessus, Flaubert s'accorde en effet avec les deux bonshommes, de même qu'avec Frédéric Moreau, et aussi avec d'innombrables honnêtes gens qui ne sont pas des philistins. Et le sujet de *Bouvard et Pécuchet*, ce n'est pas la peinture de deux crétins monomanes, mais de deux hommes d'intelligence moyenne, voire dépassant un peu la moyenne, remarquables par leur bonne volonté et leur appétit de savoir, mais qui, entreprenant avec courage le tour complet des connaissances humaines, découvrent partout, même chez les autorités traditionnelles et consacrées, le dogmatisme en l'air, le sophisme éhonté, l'erreur grossière et l'épaisse sottise. Il ne fallait pas être si bête soi-même, ni si illettré, pour s'apercevoir, bien avant Pierre-Maurice Masson, que Jean-Jacques avait favorisé la restauration du catholicisme, et pour dénicher dans le *Cinquième avertissement aux protestants* l'apologie de l'esclavage par Bossuet.

Un autre type célèbre, popularisé et pris à rebours par la polémique courante, c'est M. Homais. Il est désormais d'usage chez les journalistes et orateurs bien pensants, d'infliger ce nom, comme un bonnet d'âne, à tout républicain, libéral, anticlérical, et autres adversaires incommodes. Or, il est très vrai que M. Homais fulmine contre « Messieurs de Loyola » et contre la « calotte », mais aussi, vivant sous Louis-Philippe, il est royaliste et boit au « monarque ». Ensuite il n'est pas incapable d'une certaine clairvoyance sur des sujets neutres, par exemple sur l'emploi des engrais et sur l'alcoolisme. Enfin, Flaubert n'était pas plus clérical que lui et ne lui donnait pas plus tort sur ce point que Renan, qui a écrit : « C'est M. Homais qui a raison. Sans lui, nous serions

tous brûlés, vifs ». (*Souvenirs d'enfance et de jeunesse.*) Ceux qui utilisent comme je l'ai dit le nom de M. Homais n'ont donc pas le droit de se donner pour fidèles interprètes de la pensée de Flaubert, et ne seraient au contraire logiques qu'en le qualifiant lui même comme le faisait Vaugeois. Cependant, Homais est bien pour Flaubert un personnage grotesque? Oui, sans aucun doute, mais beaucoup moins pour le fond de ses opinions que pour sa façon sommaire, déjetée et prudhommesque de les exprimer. Notez d'ailleurs que le curé Bournisien ne l'est pas moins, ni M. Rodolphe Boulanger de la Huchette, et quant à Emma Bovary elle-même, Flaubert ne condamne pas ses aspirations poétiques et romanesques, qu'il partage (« la Bovary, c'est moi »), mais seulement leur déformation dans son esprit et sa piteuse façon de les réaliser.

C'est là une des vues maîtresses et profondes de Flaubert, et la clef de son prétendu pessimisme. Oui, il a dit : « Nous ne souffrons que d'un seul mal, la bêtise, mais il est formidable. » Oui, presque toute son œuvre étale impitoyablement cette vertigineuse et presque universelle infirmité. Mais s'il constate tantôt avec colère, tantôt avec pitié, cette impuissance de la majorité des hommes, et cet aspect de niaiserie que leur pauvre cervelle et leur langage disgracié impriment aux plus nobles idées, il continue pourtant de croire à ces idées mêmes, d'en proclamer l'inappréciable valeur, et de considérer qu'elles suffisent à justifier le monde comme les dix justes auraient suffi à sauver Sodome. Si nul ne s'emporta plus violemment que Flaubert contre la pambéotie et le panmuflisme, nul n'adora plus pieusement les grandes œuvres et les grands génies. Avec quelle ferveur il parle d'un Shakespeare, d'un Rabelais, d'un Voltaire, d'un Gœthe, d'un Victor Hugo! Quelle promptitude et quelle fougue à les défendre contre toute agression! Quelle capacité d'enthousiasme chez ce dédaigneux! Comme ce misanthrope s'inclinait devant les grands hommes! Et comme ce pessimiste s'agenouilla devant ces véritables incarnations du divin!

Nous n'admirons plus avant tout Flaubert pour avoir donné « la formule du roman moderne » et le « code de l'art nouveau », qui est déjà passé, si on l'entend au sens où le prenait Zola. Il le prenait dans un sens beaucoup trop étroit.

Le réalisme n'est qu'un cas et un corollaire du romantisme, qui avait rétabli les droits de l'imagination et de l'observation, du sensible, du concret, du burlesque et du trivial même, contre l'abstraction et l'exclusivisme classique (ou pseudo-classique). Flaubert n'est un réaliste que par occasion. Essentiellement, c'est un romantique, c'est-à-dire un imaginatif, un artiste, un poète, et un Don Juan de la connaissance, avide et conquérant, un escaladeur de ciels, un intellectualiste prométhéen, sans peur, restriction ni fatigue, un grand généralisateur et constructeur de synthèses à la manière de Gœthe, un contemplatif enivré comme un Spinoza. Il est bien possible que *Madame Bovary* soit son chef-d'œuvre, c'est-à-dire son œuvre la plus pleinement réussie et la plus achevée. Mais que *Salammbô* est amusante! Quelle orgie de couleurs et de sonorités! Quelle étude des décevantes expériences du cœur que *l'Éducation Sentimentale*! Et si Émile Montégut a comparé avec raison la *Bovary* à *Don Quichotte*, Jules de Gaultier et Rémy de Gourmont ont très justement dit que *la Tentation de Saint Antoine* était ce que nous possédions de plus analogue à *Faust*. Quant à *Bouvard et Pécuchet*, c'est le même sujet en somme, mais sans symbole ni transposition, dans un milieu moderne et réaliste, et une œuvre sans analogue ni précédent, peut-être la plus originale et la plus audacieuse de Flaubert, qui n'a malheureusement pas eu le temps d'y mettre la dernière main.

Je ne reviendrai pas sur son style, dont on a si copieusement parlé en sens divers depuis un an ou deux. Il résulte, je crois, de ces controverses que, malgré quelques défaillances, généralement des provincialismes, d'ailleurs fort rares et sans gravité, Flaubert reste un des maîtres de la langue et du style, l'un des plus grands écrivains français, de l'aveu de Faguet lui-même, qui ne péchait pas envers lui par excès de bienveillance. Et c'est l'un des plus libres, des plus puissants esprits de son temps, voire de tous les temps, non pas seulement un très grand artiste, mais un héros de la pensée. Je ne dirai pas que cela vaut encore mieux, mais cela va merveilleusement ensemble, et compose une des figures les plus hautes et les plus complètes qui aient honoré l'esprit humain.

PAUL SOUDAY

SUR LES ROUTES DE L'ANCIENNE ESPAGNE

Les Espagnols se préoccupent aujourd'hui d'attirer les étrangers, ils tiennent des congrès de tourisme, et ils ouvrent de nouvelles lignes de chemin de fer à travers les Pyrénées. Il y a là une industrie qui se développe ; comme toutes les autres, et un jour viendra sans doute où, suivant les traces de l'Italie, l'Espagne saura exploiter la beauté de son ciel et son ancienne gloire, et où elle redeviendra la grande route vers l'Amérique du Sud et l'Afrique. Cadix et Algésiras feront pendant à Brindisi.

Aussi n'est-il pas sans intérêt de faire un retour en arrière vers le passé mort, et d'essayer d'imaginer ce que pouvait être un voyage au delà des Pyrénées au temps des carrosses et des mules, quand régnaient les derniers Habsbourgs et les premiers Bourbons. Nous avons pour nous y aider de nombreux livres, car, au xviie et au xviiie siècle comme aujourd'hui, tel secrétaire d'ambassade ou tel riche Anglais, curieux de pays nouveaux, se laissaient souvent à leur retour tenter par le démon des lettres. Ces descriptions de l'Espagne nous sont précieuses aujourd'hui. Elles nous renseignent exactement sur toutes sortes de choses, car on les a écrites pour instruire plus que pour charmer. Le tourisme littéraire, que devait faire

naître l'amour romantique de la nature, n'était pas né encore : point de *croquis*, de *notes*, d'*impressions*, de *soirs*, d'*aubes* et de *matins* d'ici ou d'ailleurs, mais de bonnes, honnêtes et un peu lourdes relations, rarement des lettres. On sent que Rousseau et Chateaubriand n'ont pas encore passé par là.

*
* *

Qu'on vînt de Bayonne ou de Perpignan, qu'on abordât la Péninsule par le pays basque ou la Catalogne, l'impression était la même : on quittait de bonnes routes pour tomber dans de mauvais chemins. Oh ! cela ne veut pas dire que les routes de France fussent merveilleuses ! Les lettres et les mémoires d'autrefois sont pleins de détails à faire frémir nos automobilistes. Mais enfin c'étaient des routes — surtout celles du Roi — où l'on pouvait rouler en diligence ou en carrosse, voire même en chaise de poste. On allait ainsi d'un bout à l'autre de la France, comme au temps des Romains.

Il n'en était pas de même en Espagne : « Pour chaque lieue, disait un proverbe, il y a un morceau de mauvais chemin. » Au XVIIe siècle, souvent la route royale, abandonnée par les communes qui devaient l'entretenir, se changeait en une dangereuse fondrière, ou se réduisait dans les montagnes aux proportions d'un étroit sentier. C'est ainsi que, sous Charles II, un nommé Juan de la Parra, qui en général est loin d'être sévère pour son pays, nous apprend que dans les montagnes de Reinosa en Castille les chemins n'étaient que des pistes pierreuses avec des rigoles et de mauvais pas. En Galice ils étaient très difficiles. Dans une autre région, la grande route de Valence à Madrid traversait dans la Sierra de Cabrilla, à la limite de la Castille, un passage tellement étroit, qu'on en faisait un jeu de mots d'après le nom de la montagne et que l'on comparait le chemin à un sentier de chèvres. Un voyageur français, des Essarts, trouva en 1660 de très mauvais passages entre Valence et Alicante. Même dans les plaines, la pluie et la neige en hiver, la poussière en été rendaient les routes si impraticables que le premier soin des rois lorsqu'ils se déplaçaient avec la cour, était de les faire réparer. Les corregidors — qui étaient les sous-préfets du temps —

devaient alors parcourir les villages pour réquisitionner par force les populations. Pour voyager dans ces conditions il ne fallait pas être bien pressé, et puis ce n'était pas à la portée de tout le monde.

D'incontestables progrès furent accomplis au XVIIIe siècle. Le pasteur Clarke, qui en 1760 débarqua à la Corogne et de là gagna Madrid, nous avoue que la route qu'il a suivie n'était pas si mauvaise qu'on le croyait. Il trouva les montagnes de Galice très faciles à traverser, sauf en certains endroits à la descente, et, il en fut de même dans le Léon. Quant au parcours en Castille, il le trouva très aisé. Il admira surtout la route encore neuve qu'avait fait tracer Ferdinand VI à travers la Sierra de Guadarrama, masse énorme de montagnes qui sépare les deux Castilles et qui, au siècle précédent, était l'effroi des voyageurs. Dix-sept ans plus tard, Peyron nota de nouveaux progrès : « On sort de Barcelone, dit-il, par une route large et magnifique, bordée de peupliers, d'ormeaux, d'orangers... A deux petites lieues de cette ville... on passe le Llobregat sur un pont de la plus grande beauté ; il a près de quatre cents pas de longueur. Ses trottoirs, ses parapets et quatre pavillons qui le terminent sont construits d'une espèce de granit sanguin... » Il devait retrouver un aussi beau pont sur le Xarama entre Madrid et Aranjuez. Là encore le chemin est beau : le baron de Bourgoing, secrétaire à l'ambassade de France, qui le vit quelques années plus tard, l'appelle « l'un des plus beaux et des mieux entretenus qu'il y ait en Europe ».

Il est vrai que cela ne prouve pas grand'chose : Aranjuez est en effet le Versailles de l'Espagne, et les Bourbons, habitués en France à vivre loin de leur capitale, avaient conservé quelque chose de ces goûts au delà des Pyrénées. Aussi la route en question était-elle sans cesse parcourue par des carrosses illustres. Quel ministre ou quel ingénieur aurait pu être assez dénué d'ambition pour ne pas sacrifier au besoin toutes les routes du royaume à la perfection de celle-là ?

Pourtant, d'une façon générale, Bourgoing n'est pas trop sévère pour les routes d'Espagne, et, de fait, on y travaillait beaucoup de son temps. Le premier ministre espagnol, Floridablanca, poursuivait la réalisation d'un vaste programme de

travaux publics : on avait commencé par les quatre routes principales qui de Cadix, de Barcelone, d'Irun et de la frontière portugaise devaient aboutir à Madrid. Dès la fin de 1748, on voyageait commodément *en chaise de poste* de Bayonne à Cadix, « du moins, ajoutait Bourgoing, dans la belle saison, car les chemins d'Andalousie ont encore besoin de grands travaux pour n'être pas impraticables après de longues pluies ». La circulation était également facile en Biscaye et en Navarre. Dans les autres provinces il y avait quelques tronçons excellents, comme celui qui allait de Reinosa en Castille jusqu'au Golfe de Gascogne; de même au sortir de Valence dans la direction de Murcie pendant six lieues, et six lieues encore dans la Sierra Morena pour desservir les nouveaux villages créés par Charles III ; enfin en Galice, de la Corogne à Pontevedra. Bourgoing lui-même put constater en 1793, lors d'un second séjour en Espagne, un progrès sur ce qu'il y avait vu dix ans plus tôt. Des routes commencées avaient été terminées, comme celle de Madrid à Valence, qu'il jugea — sauf pendant quelques lieues — « faite en général avec un soin tout particulier et même avec magnificence. On y trouve, dit-il, de distance en distance de jolies maisons neuves, de beaux ponts sur les plus petits ruisseaux, de superbes levées revêtues de maçonnerie, de fréquents parapets pour la sûreté des voyageurs, des portions de chemins tournées avec art sur le penchant des coteaux, des colonnes milliaires de lieue en lieue. »

Oui, mais Bourgoing est un optimiste : n'était-il pas diplomate ? C'était de plus un personnage officiel qui voyageait vite et sur les routes principales ; nous dirions aujourd'hui qu'il ne connaissait que le Sud-Express. Or le gouvernement de Charles III aurait eu de l'ouvrage par-dessus la tête, s'il avait voulu du premier coup créer un réseau routier complet, et il n'avait guère apporté d'argent et de « magnificence » qu'aux grande voies. Aussi, à la fin du XVIIIe siècle, la plupart des chemins restent-ils très médiocres, sinon mauvais, et les voyageurs s'en plaignent souvent.

On se demandera sans doute ce que pouvaient bien être les moyens de transport dans un pays où les voies de communica-

tion existaient si peu. Certes ils n'étaient pas très confortables ! Madrid avait beau être, au milieu du XVIIe siècle, si l'on en croit les voyageurs, la ville d'Europe où, après Paris, il y avait le plus de carrosses, le reste de l'Espagne était loin d'être sous ce rapport aussi avancé. Pour voyager, les hommes avaient conservé l'usage du cheval et surtout de la mule, les dames celui de la litière ; seuls les très grands personnages se déplaçaient en voiture. C'est à mulet que l'abbé François Bertaut, attaché en 1659 à l'ambassade du maréchal de Gramont, parcourut les montagnes et les plaines de la Péninsule. Des muletiers le suivaient à pied, et les bagages étaient répartis aussi bien sur les montures des maîtres que sur celles des valets Cela ne laisse pas de surprendre notre diplomate, qui n'était pas sans avoir utilisé en France même cette façon de voyager, mais qui laissait d'ordinaire le soin de porter ses hardes aux montures de ses domestiques. « Il n'y a point, dit-il, de selle de mule qui n'ait à l'endroit du pommeau deux fers courbés en rond dans lesquels on met la valise, sur laquelle les Espagnols ont accoutumé de s'appuyer en marchant, de façon qu'il n'y a personne de qualité qui aille par les chemins qui n'en ait. Et cela se pratique dans toute l'Espagne. »

Il semble qu'on les voie d,ici, ces voyageurs de l'ancien temps, chevauchant à travers les interminables plaines de Castille, bercés par le pas de leur bête et somnolant sur leur valise : c'est comme cela encore qu'aujourd'hui les paysans se rendent à leurs affaires avec leur panier, une botte d'herbes ou un fagot de bois en travers de leur bourricot. Malgré sa mine orgueilleuse, c'était en cet équipage que s'acheminait vers le but la diplomatie de Louis XIV.

Madame d'Aulnoy, qui, quelques années plus tard, fit le même voyage en litière, remarque qu'il existait pourtant des relais de poste, mais seules les personnes de grande naissance obtenaient du roi ou du grand maître des postes la permission de se faire délivrer des chevaux ; sans un ordre signé en effet, aucun maître de relais n'en pouvait donner, car on les réservait aux courriers royaux. Ceux qui voulaient aller en voiture devaient avoir leurs attelages.

On fit des progrès avec les années. Sans doute les gens délicats et qui en avaient les moyens, comme Swinburne en 1775,

achetaient au départ bêtes et véhicules pour les revendre à l'arrivée. Swinburne, en effet, voyageait en prince : il avait une voiture pour les maîtres, une pour les domestiques et un grand chariot pour les bagages et les provisions ; c'était une véritable caravane. Mais la plupart du temps on se contentait de louer pour un trajet déterminé l'attelage et la voiture. Ce n'était pas partout facile. Clarke en 1760, dut rester huit jours à la Corogne pour chercher un véhicule. Il faut croire que les gens du pays n'en avaient point, ou bien qu'ils se souciaient peu de les risquer dans les sentiers de montagne de la Galice et du Léon. Il finit par se décider, ainsi que ses compagnons de voyage, à partir pour Madrid à cheval ou à mulet, comme au temps de François Bertaut. Ils firent ainsi cent deux lieues en treize jours, jusqu'à Astorga. Là on était en plaine, et ils trouvèrent des voitures que des amis leur avaient envoyées de la capitale, où ils finirent par arriver après avoir couvert en sept jours les cinquante dernières lieues. Est-ce à cause de la difficulté qu'il eut à s'en procurer, mais Clarke garda quelque rancune aux voitures espagnoles. Il trouva la sienne « informe », et se scandalisa de voir les six mules attelées — comme c'était la mode en Espagne — avec des cordes.

Vingt ans plus tard, Bourgoing n'en employa pas d'autres ; on les appelait des *coches de colleras* (voitures à colliers).

C'est, nous dit-il, une voiture plus solide que commode, attelée de six mules, qui n'ont d'autre éperon et d'autre frein que la voix de leurs conducteurs. A les voir attachées entre elles et au timon par de simples cordes, errer comme à l'aventure sur les routes tortueuses, raboteuses et quelquefois peu frayées de l'Espagne, le voyageur se croit abandonné aux seuls soins de la Providence, mais, à l'apparence du moindre danger, un cri du muletier en chef, qui se nomme *mayoral*, suffit pour contenir et diriger ces dociles animaux ; leur ardeur se ralentit-elle, le *zagal*, qui est comme son postillon, s'élance du brancard de la voiture, d'où il est en sentinelle, les presse, les anime, de la voix et du fouet, les suit quelque temps à la course, et retourne à son poste jusqu'à une nouvelle crise.

Il existait aussi des voitures plus légères, les *volantes* ou *calésines*. C'étaient des espèces de cabriolets découverts, à deux roues, attelés d'une seule mule. Quand il y avait deux voyageurs, le conducteur suivait à pied ou s'asseyait sur le

brancard. Townsend les employa parfois car elles étaient moins chères. Aucun de ces véhicules, qu'il fût à une mule ou à six, n'était élégant, mais ils semblent avoir en général satisfait les voyageurs, qui, en Espagne, n'étaient pas très difficiles. Les étrangers même s'y habituaient ; c'est ainsi que Peyron trouve les voitures « bonnes », les mules « exercées », les voituriers « fidèles, patients et laborieux ». Toutefois Townsend nous avertit qu'il était prudent de faire son prix d'avance avec les muletiers. Nous l'en croyons sans peine.

Mais il s'agit toujours là de voitures particulières, qu'elles fussent louées ou non. Il fallut attendre les dernières années du XVIIIe siècle et le ministère de Floridablanca pour trouver en Espagne des voitures publiques. A partir de cette époque, une diligence à six places fit deux fois par semaine le service entre Bayonne et Madrid. Le trajet durait six jours en été et huit en hiver, le prix était de soixante francs. Dans l'intervalle des deux départs on mettait des mules à la disposition de ceux des voyageurs qui avaient leur voiture, ce qui permettait de relayer en route et augmentait la rapidité du voyage.

Ce service — encore bien modeste — avait été inauguré en 1789 par un particulier, et repris l'année suivante par le roi.



Mais ce n'est pas tout de faire du chemin, il faut aussi dormir, manger et boire. On peut supporter les cahots de la route, la pluie, le soleil et le froid, on peut tolérer les offenses d'une selle incommode ou d'une banquette dure, si le soir on rencontre un gîte plaisant et un bon repas. Par malheur les auberges laissaient encore plus à désirer que les moyens de transport.

Comme leurs propriétaires payaient de grands impôts, et qu'il n'était pas permis à tout le monde d'être aubergiste, on rencontrait tout au plus deux hôtelleries par village. On n'y trouvait rien que le lit, les ustensiles, le couvert et le feu ; pour le reste il fallait l'acheter au dehors.

Dès qu'on est arrivé à l'hôtellerie, nous apprennent deux voyageurs hollandais, Brunel et van Aerssen, qui visitèrent l'Espagne en 1665, on demande s'il y a des lits, et, après s'en être pourvu, il faut, ou

donner la viande crue que l'on porte à cuire, ou bien en aller acheter à la boucherie. Si on trouve quelque chapon, poule ou perdrix, on tâche de s'en accommoder... Le meilleur est de porter la viande dans ses besaces et d'acheter ou faire provision de ce que l'on trouve au lieu où l'on est pour le lendemain.

Heureux encore quand on ne tombait pas sur une disette de pain, comme cela arriva à Bertaut par deux fois, l'une en Andalousie au bourg d'Almagro et l'autre à Ségovie, bien que ce fût une ville importante. Dans les deux cas la rivière avait gelé, les moulins s'étaient arrêtés et l'on n'avait pas pu trouver dans toute la ville une livre de pain d'avance. Il était assez difficile également de se procurer de la viande de boucherie, « mais, dit Bertaut, sur les chemins on se pourvoit de perdrix et de lièvres, car le gibier y est bon et n'est pas cher, à cause que tout le monde chasse ». D'autres prétendent qu'il n'était pas fameux, mais tous sont d'accord pour le trouver abondant, car les chasseurs venaient le long des routes pour tenter de vendre aux passants leur butin de la journée.

La vie était donc un perpétuel pique-nique. On déjeunait en plein air sur le bord de la route, tandis que les bêtes broutaient Dieu sait quoi, et l'on n'allait à l'auberge que le soir pour le dîner et le coucher.

Les vivres coûtaient cher. Le pain, le vin, les œufs, disent Brunel et van Aersen, « sont en parti, et il n'est permis qu'à ceux qui en ont affermé le droit d'en vendre. L'impôt y est si grand que l'on paie au roi d'un œuf un *cuarto*, qui vaut deux liards, tellement que dans presque toute la Castille un œuf coûte un sol. » A Séville en 1664, Willoughby trouve tout excessivement cher, sauf les olives et les grenades, et son compatriote Ellis Veryard, vingt-deux ans plus tard, est du même avis. Sans doute on les aura un peu écorchés, mais ce n'en est pas moins un fait que la cherté de la vie en Espagne au XVIIe siècle. Il faut en chercher la raison dans le poids et la mauvaise répartition des impôts, l'*alcabala*, ou impôt sur les transactions, et les *millones*, qu'on percevait sur les denrées de première nécessité. A cela s'ajouta le décri de la monnaie de cuivre, si bien que sous Charles II, au dire du marquis de Villars, la cherté était le double de ce qu'elle était dans la ville d'Europe la plus chère.

Et pour le prix on mangeait mal : il faut entendre nos voyageurs ! Madame d'Aulnoy ne put se faire à l'huile mal fabriquée d'Espagne et à l'absence de beurre ; elle trouva le pain lourd et peu cuit. Van Aerssen et son compagnon Brunel furent invités un jour chez un marchand de Burgos ; ils font un peu la grimace à ce souvenir, et cependant ils ajoutent : « Enfin nous fûmes beaucoup mieux (servis) que si nous eussions dû courir les tavernes pour nous acheter de quoi manger. » Ils ne purent supporter le vin que l'on conservait dans des outres et qui sentait la peau et la poix à pleine gorge. Le vin blanc leur parut une liqueur ardente qui ressemblait à de l'eau-de-vie, mais qui, mêlé à l'eau, devenait insipide.

Ainsi nos gens voyageaient sans commodité et faisaient mauvaise chère. Dormaient-ils bien au moins? J'ai peur que non, si j'en crois les descriptions qu'ils ont laissées des meilleures auberges de leur temps. Nous pouvons nous en faire une idée par ce que sont encore aujourd'hui les *posadas* de la campagne.

Qu'on imagine une dame de qualité comme la comtesse d'Aulnoy, descendant de sa litière sur le seuil d'un logis semblable, sous les regards braqués des muletiers. On voit d'ici les salutations de l'hôtesse, « qui ne manque jamais » d'aller revêtir ses plus beaux habits, mais aussi la grimace de l'étrangère, forcée de se frayer un passage à travers le vestibule rustique vers l'escalier trop raide. En haut elle ne trouve qu'une chambre aux murs blanchis, « couverts de mille petits tableaux de dévotion fort mal faits ». Le lit est sans rideaux « avec des couvertures de coton à houppes assez propres », des draps « grands comme des serviettes », et des serviettes « comme de petits mouchoirs ». Comme il n'y a pas de quoi se chauffer, on y gèle l'hiver : force est donc de descendre à la cuisine pour s'asseoir avec toute la compagnie autour du feu. Mais ce n'est qu'un pis aller. « La cuisine, écrivent Brunel et van Aerssen, est un lieu où l'on fait le feu au milieu, sous un grand tuyau ou cheminée, d'où regorge la fumée avec une telle épaisseur que souvent on croit être dans quelque renardière d'où l'on veut faire sortir la bête qui s'y retire. » On rôtit les viandes par terre sur des tuiles ou suspendues à une corde. Et c'est là qu'on mange et qu'on attend la fin

de l'interminable soirée pour aller dormir. Du moins la note n'était-elle pas exagérée. Au milieu du XVIIe siècle on payait pour chaque lit un ou deux réaux de vellon — dix sols de France — et autant pour le *servicio*, c'est-à-dire pour la peine d'accommoder le repas. Mais dans certains lieux déserts de la Sierra Morena, sur la route de Séville, le gouvernement avait fait établir des *ventas* isolées : c'étaient les seules auberges où l'on vendît à manger et les aubergistes faisaient payer le repas, même si on ne le consommait pas, « disant qu'ils sont mis là dans des lieux inhabités pour la commodité des passants et qu'ils y font apporter des provisions à grand frais, qu'il faut que les passants leur paient ».

Pendant presque tout le XVIIIe siècle on ne constate guère de progrès. Tous les voyageurs continuent à se plaindre et signalent les mêmes défauts. Il est vrai que leurs besoins s'étaient accrus depuis le temps de l'optimiste Bertaut, et Peyron les engage à emporter un lit, des draps, du linge de table, « si l'on est délicat ». Les aubergistes sont français ou italiens, mais souvent ils sont devenus aussi désespérément espagnols que les gens du pays, comme celui que le P. Labat trouva à Séville en 1705, et « qui entendait le français à peu près comme l'arabe, mais qui parlait en perfection le provençal et l'espagnol ». Dans le sud c'étaient généralement les *gitanos* qui tenaient les auberges, au grand dam des voyageurs. Du moins les prix semblent être restés bas car il y avait un tarif, ce qui n'empêchait pas toujours les voleries ni les discussions. Témoin en 1776 le major anglais Dalrymple :

Dans les hôtelleries le prix de tout est taxé par la loi, et l'aubergiste est obligé d'en produire l'affiche, si on le lui demande ; mais souvent ils *(sic)* la cachent, pour tromper ceux qui ne sont pas au fait... Je n'ai point encore vu d'hôtellerie où le maître n'imaginât que vous lui avez une grande obligation de permettre que vous dépensiez votre argent dans sa maison : à peine daigne-t-il faire un pas pour vous procurer quelque chose, et cependant s'il s'aperçoit que vous ignorez l'usage, il vous présente à votre départ un mémoire qui ne finit pas, et veut vous persuader que vous devez le payer.

Il devait bien « ignorer l'usage » et payer de longs mémoires ce Swinburne qui se plaint en 1775 de la rapacité des hôteliers :

Il est étonnant, dit-il, combien il en coûte pour voyager dans ces pays ; on demande autant pour le logement et pour le *ruido de la casa* (dérangement) qu'on pourrait demander pour un bon souper et un beau logement dans les meilleures auberges de presque tous les autres pays de l'Europe.

Il faut dire, pour excuser les aubergistes, que Swinburne voyageait de façon luxueuse ; il avait une véritable caravane, un cuisinier pour lui réchauffer ou lui préparer ses repas, et des domestiques qui ne se départaient nulle part de leur correction britannique. Comment le pauvre diable de *posadero* aurait-il résisté à la tentation d'écorcher un peu le « milord » ?

Plus modeste, ou moins distant, Peyron se mêla davantage à la clientèle ordinaire des auberges. Il alla s'asseoir dans la fameuse cuisine qu'avait connue van Aerssen plus d'un siècle auparavant, et où se pressent avec l'hôte les cochers et les muletiers. Il nous la décrit avec assez de verve :

Au centre de cette tanière brûlent quelques tisons rassemblés, et souvent de la bouse de vache mêlée à des faisceaux de paille. Tel est le feu banal qui va servir à la ronde à faire cuire les mets dont on a eu soin de se pourvoir. Toute la batterie de cuisine consiste en longues et larges poêles ; presque tout ce que l'on mange se frit dans de la mauvaise huile. Il est vrai de dire qu'on ne l'épargne point, et cette abondance se joint à la qualité pour faire perdre l'appétit. Le coin de ce feu est presque toujours orné de quelque amateur de nouvelles, enveloppé jusqu'aux yeux dans ca cape, quelquefois d'un aveugle qui chante du nez et racle sa guitarre, et des enfants de l'hôtesse, garçons et filles, qui n'ont pour tout vêtement qu'une courte chemise, quoique d'un âge assez avancé pour être plus modestement couverts.

A l'en croire, le confort n'avait guère augmenté depuis un siècle :

On vous mène dans un mauvais coin humide qu'on appelle chambre. Elle est meublée de deux chaises, ordinairement fort hautes si la table est basse, et fort basses, si la table est haute, parce que tout se fait sans goût et sans proportion. On jette par terre un méchant matelas, plus court d'un pied qu'il ne faut. Les draps sont grands comme des serviettes, la couverture, si l'on en trouve, couvre à peine le bord du grabat. C'est sur ce lit de volupté qu'il faut se délasser des fatigues de la route, faire des songes agréables et de nouveaux projets de voyage.

Arthur Young en 1787 nous dépeint des choses sensiblement analogues : il trouva dans les Pyrénées beaucoup de saleté, mais une extrême politesse. Townsend, entre Grenade et Carthagène, dut plusieurs fois réquisitionner, à l'aide d'un passeport qu'il avait, un lit chez l'habitant. L'équitable Bourgoing lui-même se montre modéré, mais encore sévère : « L'humeur, dit-il, en parlant des auberges, a peut-être exagéré leurs inconvénients, comme elle exagère tout : mais la vérité est qu'elles sont en général dépourvues de toutes ressources, qu'on y est mal logé, mal couché, mal servi, que, pour s'y procurer un repas très médiocre, il faut aller soi-même solliciter les secours du boucher, du boulanger, de l'épicier. » Mais il ajoutait : « On aperçoit cependant depuis quelques années un changement à cet égard. J'en ai déjà rencontré quelques-unes de très passables, surtout dans les villes principales. »

Et c'était vrai : Floridablanca avait fait de grands efforts pour amener là aussi un progrès. A la fin du siècle, il y avait sur la route d'Irun à Madrid une auberge avec des lits, du linge et même de l'argenterie ; on y trouvait des comestibles. Hors de cette route on en rencontrait d'assez bonnes dans les grandes villes, comme Madrid et Barcelone, et dans certaines localités de Catalogne et même de Castille.



L'Espagne est le pays classique des bandits. Il n'y a pas encore très longtemps que le dernier d'entre eux a disparu d'Andalousie, et encore n'en est-on pas très sûr. On juge de ce que les choses devaient être à cette époque de plus grand désordre social et de plus grande pauvreté, où la police était plus rudimentaire et les communications plus difficiles. Il y avait alors sur tous les chemins des *gitanos*, des vagabonds, des mendiants, des pèlerins, des moines montreurs de reliques, des soldats réformés, des colporteurs ou chaudronniers français, bref des trimardeurs de toutes sortes : la tentation était forte pour tous ces irréguliers de profiter des bonnes occasions. Il y avait aussi les nobles ruinés, les paysans tombés dans la

misère et qui s'associaient pour détrousser les voyageurs. Venait-il une mauvaise récolte, une année de sécheresse, et l'on voyait s'accroître l'armée des coupeurs de bourses. L'Aragon, les royaumes de Valence et de Murcie, l'Andalousie étaient les régions les plus mal famées, et nombreuses s'y dressaient les croix qui commémoraient des meurtres. Dans le pays désolé et chaotique qu'on traversait entre la Méditerranée et Grenade, ce devait être une apparition sinistre — notée plus tard encore par Théophile Gautier — que celle de toutes ces croix noires avec leur inscription inquiétante : « Ici on a tué un homme. »

Le sieur des Essarts, compagnon de François Bertaut, qui visita au début de 1660 le pays d'Alicante, écrit dans une relation publiée à la suite de celle de l'abbé :

> Il y a ici force bandouliers et tout ce royaume généralement est partagé entre plusieurs bandes.

La répression était impuissante devant les coquins, tout en désarmant les honnêtes gens — ce qui se voit encore aujourd'hui et ailleurs qu'en Espagne.

> On est ici fort sévère, poursuit des Essarts, pour ceux qui portent des armes à feu ; et, à moins que l'on ne soit en compagnie plus forte que celle des alguazils, on est mis à de bonnes amendes. Les chefs des bandes sont tellement craints, qu'ils entrent souvent dans les villes et font ce qu'ils veulent. Ils ont attenté souvent aux personnes des vice-rois.

Aussi Willoughby remarque-t-il que « les Espagnols chevauchent rarement seuls, mais se tiennent en troupes, de même qu'on forme une caravane en Arabie ».

Cette habitude subsista au XVIIIe siècle — bien qu'il y eût quelque amélioration — car les provinces du sud restèrent peu sûres. Vers 1787 Townsend constate encore qu'on prend de grandes précautions pour voyager. Entre Cordoue et Séville, raconte-t-il,

> nous joignîmes une autre voiture qui contenait quatre hommes bien armés, faisant la même route que nous. J'ai constamment observé en voyageant en Espagne, que partout où l'on craint du danger, les voyageurs se réunissent en société et forment quelquefois des corps

considérables sans aucune communication préalable et sans aucun engagement verbal de défense mutuelle, ni aucun lien d'union que celui de la crainte.

D'ailleurs, il faisait route avec des officiers, dont l'un avait emmené son ordonnance, et ils avaient loué en chemin deux soldats de marine pour compléter leur escorte. Est-ce grâce à ces précautions qu'ils ne virent pas de bandits? Ailleurs, sur le chemin de Malaga à Grenade, comme le pays n'était pas sûr, Townsend chemina en nombreuse compagnie : une cinquantaine de chevaux, de mules et d'ânes, et une vingtaine d'hommes bien armés; deux surtout se faisaient remarquer : ils avaient chacun deux fusils, deux paires de pistolets d'arçon, et deux plus petits à la ceinture, enfin un poignard. C'étaient des officiers des *rentas* (douanes), chargés de surveiller les contrebandiers.

En dehors des bandits, les voyageurs avaient à redouter deux autres catégories d'individus : les mendiants et les douaniers. Les mendiants considéraient — considèrent toujours — l'étranger comme un débiteur, et ils lui réclament leur créance avec une insistance qui ne peut se comparer qu'à celle des mouches. La route de pèlerinage de Compostelle en était infestée au XVIIe siècle, et il venait même, paraît-il, des vagabonds de France, pour participer à la manne qui tombait là. Mais d'une façon générale la mendicité était en corrélation avec la misère. C'est ainsi qu'un voyageur qui visita l'Espagne en 1755, nous raconte qu'en un bourg d'Aragon appelé Candasnos, il fut entouré par une troupe d'enfants nus et mourant de faim, qui pleuraient et criaient autour de sa table : le village n'avait pas vu une goutte de pluie depuis quatre ans, et l'on n'avait fait aucune récolte. Pendant l'étape suivante, *tout le long du chemin*, il fut suivi par des gens qui lui demandaient la charité. De même Twiss, vingt ans plus tard, remarque qu'« une quantité prodigieuse de gueux... fourmillent en Espagne ». Ils importunent dès qu'on s'arrête, et vont vous relancer jusque dans les cafés et dans les églises.

Les douaniers étaient des gens plus redoutables, car ils avaient pour eux la loi. Madame d'Aulnoy rapporte que, malgré la précaution qu'elle avait prise de se faire délivrer

au nom du roi d'Espagne un passeport aussi étendu que possible, elle dut prendre un billet de la douane pour éviter qu'on ne lui confisquât ses effets. Le P. Labat se plaint de ce qu'à chaque limite de province les voyageurs soient fouillés, vexés et taxés impitoyablement. Tout objet neuf, ou paraissant tel, doit payer comme s'il devait être vendu ; l'argenterie est toujours considérée comme neuve. Quant à l'argent monnayé, les commis du fisc évaluent arbitrairement ce qui est nécessaire à la dépense et confisquent le surplus, car l'exportation de l'argent est interdite.

Cela était vrai surtout aux environs de Cadix — où le P. Labat passa quelque temps — car il y avait là une contrebande effrénée, portant principalement sur l'argent des Indes, et qui était cause qu'on avait multiplié les règlements.

Au Port-Sainte-Marie, nous dit Peyron, on s'embarque pour Cadix, après avoir été fouillé ; on vous fouille encore à quelques cent pas en avançant dans la mer. Vous ne manquez pas d'être fouillé en arrivant à la baie, et l'on vous fouille pour la quatrième fois à la porte de Cadix. Il n'y a pas au monde de pays plus étrange que l'Espagne, et surtout Cadix, pour ce genre de vexation. Le gouvernement entretient une foule de mercenaires, âmes viles, qui pour vingt sous laisseraient passer tous les contrebandiers de la terre, mais qui sont très exacts à vider les poches d'un homme honnête. Chaque ville d'Espagne met un impôt sur sa délicatesse ; en entrant et en sortant, il doit une portion de sa bourse aux gardes de la douane, s'il ne veut être vexé, fouillé et retardé. Ceux de Cadix sont les plus insolents qui existent parmi cette troupe avide ; ils ont l'effronterie, si vous passez seulement la porte de la ville pour aller au môle, de vous demander pour boire avec un ricanement et un ton qui signifient *donnez, sinon je vous fouille*. Le gouvernement devrait bien avoir l'œil à ces tyrannies particulières, et d'autant plus outrageantes que c'est la crasse de la nation qui les exerce.

Le reste de la nation ne se montrait pas toujours plus avenant. Le peuple avait si peu l'habitude de voir des étrangers que tout voyageur, qu'il fût Espagnol ou non, excitait sa curiosité indiscrète ou ses railleries. Bertaut raconte qu'en 1659 à Logroño, ville assez importante de la Vieille-Castille, la maîtresse de la posada fit venir toutes ses voisines pour le voir, et, après avoir examiné sa toilette, et « fait de grandes acclamations » sur ses chemises, ses mouchoirs et sur la lar-

gcur de ses souliers, elles se jetèrent toutes sur lui et lui arrachèrent presque tous les rubans de son habit. La même aventure survint peu de jours après — et avec plus de dommage car il s'agissait de vêtements de gala — au personnel de l'ambassade française du maréchal de Gramont, tandis qu'elle pénétrait dans le Palais royal de Madrid, au milieu d'une foule épaisse. C'est encore Bertaut qui remarque que — à la différence des paysans français qui vous saluent — ceux d'Espagne au delà de Madrid vous insultent, allant jusqu'à quitter leurs charrues pour le faire.

Les muletiers, dit-il, ne manquent pas d'y répondre aussitôt, et ce n'est pas la coutume de s'offenser de cela : au contraire, les voyageurs apprennent de bons mots exprès, non seulement pour se défendre mais pour commencer les premiers à en dire : mais surtout quand les muletiers se rencontrent, ils se crient les uns aux autres près d'une demi-lieue durant, et ne se contentent pas de se dire des injures, dont il y en a même quelques-unes d'assez spirituelles, mais ils vont quelquefois jusqu'à se défaire de leurs chausses, et à se montrer le derrière de dessus leurs mules.

Bertaut s'étonne de ces mœurs grossières, mais son optimisme ecclésiastique ne s'en scandalise pas. On sent même qu'il dut naïvement s'amuser parmi ces sauvages.

En Aragon, pays frontière, et pour cette raison moins écrasé par les impôts, car un soulèvement y aurait eu des conséquences très graves, la vie était plus douce, et les gens plus policés qu'en Castille. Mais à Valence, Willoughby et ses compagnons en 1686, passant sur la place du marché, furent hués par tout le peuple et criblés d'écorces de melon. « On dirait qu'ils n'ont pas l'habitude de voir des étrangers et des voyageurs ici » observe l'Anglais. Il est vrai, ajoute t-il, que c'était la première fois que pareille chose lui arrivait en Espagne. Mais même lorsqu'ils respectaient l'étranger, la défiance et l'hostilité des habitants perçaient sous la correction.

Ils sont inquisiteurs de la plus impertinente façon, écrit encore Willoughby : « D'où venez-vous? Où allez-vous? Quelle affaire avez-vous? etc... » Ils sont le plus horriblement grossiers, insolents, arrogants, impolis à l'égard des étrangers qu'il est possible; ils leur demandent : « Que venez-vous faire dans notre pays? Nous n'allons

pas dans le vôtre. » Ceci doit s'entendre des classes moyenne et inférieure, car beaucoup de gens de la noblesse sont polis et bien élevés.

Ces dispositions hostiles n'ont pas été notées seulement par des voyageurs de passage à qui leur costume ou leur manière d'être avait pu attirer par exception des désagréments. Parmi les diplomates, les commerçants, les capitaines de navires qui avaient fréquenté longtemps le pays, il n'y avait qu'une voix pour dénoncer la défiance, et même la haine, que ressentait le peuple espagnol à l'égard de tous les étrangers. Il faut voir là une des conséquences de son particularisme farouche, dû à son isolement et à la difficulté des communications, de son exaltation religieuse, qui le séparait de la moitié de l'Europe, et aussi de son orgueil incommensurable, qu'il avait longtemps nourri de victoires. Il est juste de dire qu'avec le temps cette rudesse de caractère disparut, et les voyageurs du XVIIIe siècle n'eurent pas à en souffrir. Dans l'âme de ce peuple si fertile en contrastes, la courtoisie, née du sentiment de l'honneur, finit par l'emporter ; peut-être aussi la diffusion de l'aisance y fut-elle pour quelque chose : du bien-vivre résulta le savoir-vivre.



Voilà, dira-t-on, un tableau peu alléchant de ce qui attendait autrefois le voyageur en Espagne : des chemins abominables, le rude bât d'un mulet ou de rustiques véhicules, et, le soir à l'étape, une hospitalité d'ascètes. Mais il faut penser que nous sommes devenus très difficiles. Nous avons l'amour du pittoresque, mais l'horreur de l'inconfortable. Nous rêvons de traîner derrière nous, où que nous mène notre fantaisie, la commodité de notre maison. Nous nous sommes lassés de faire le *Voyage autour de ma chambre*, mais c'est pour vouloir garder notre chambre tout le long de notre voyage.

Nos pères étaient moins délicats, et ce qui nous ferait souffrir les choquait à peine. Ils étaient donc moins surpris que ne l'eussent été nos contemporains en abordant l'Espagne d'autrefois. Ceci dit, il est incontestable que les voyages au delà des Pyrénées étaient plus lents et plus pénibles

qu'ailleurs ; aussi voit-on peu de personnes s'y risquer pour leur seul plaisir. Les auteurs que nous avons cités en effet sont généralement des diplomates, ou des gens que leurs affaires attiraient là-bas. Ce n'est qu'en petit nombre seulement et assez tard qu'apparaissent les touristes désintéressés.

Sans doute le XVIIIe siècle fut-il pour l'Espagne une époque de progrès, mais ces progrès ne suffirent pas à l'égaler aux autres pays. Ils furent lents et partiels : le réseau de routes resta insuffisant et les moyens de transport, primitifs. Comme la circulation était peu active les auberges végétaient. Sur tout le pays en effet pesait le poids d'une immense routine, et il aurait fallu pour la secouer beaucoup d'efforts et de temps. Le gouvernement sut faire ces efforts, mais il ne pouvait suppléer au temps : à la veille de la crise révolutionnaire on entrevoyait seulement ce que pouvait devenir l'Espagne.

On a souvent dit que les idées suivent les marchandises, et que les routes commerciales sont aussi des voies intellectuelles. On pourrait avec encore plus de raison attribuer à la circulation des voyageurs la même influence. Que des étrangers en effet sillonnent nos chemins, se répandent dans nos villes et jusque dans nos campagnes, pénètrent en un mot dans notre vie, cela n'est pas indifférent à nos économistes, car ils les considèrent comme des importateurs d'argent ; mais cela est loin d'être sans intérêt pour le philosophe et pour le politique. C'est en multipliant les contacts entre eux que les peuples apprennent à mieux se connaître, et c'est du frottement d'esprits différents que jaillit l'étincelle du progrès moral. Eh bien! l'Espagne était mal outillée pour accueillir les étrangers, et qui sait si, parmi tant d'autres causes, celle-ci n'a pas un peu contribué à retarder son évolution?

ALBERT GIRARD

LA MESURE DU TEMPS

(D'HENRI POINCARÉ A EINSTEIN)

Dans un précédent article[1], nous avons essayé de critiquer les notions d'espace à la lueur des théories physiques nouvelles. Aujourd'hui, je voudrais essayer de présenter, dans le même esprit, quelques réflexions sur la mesure du temps.

Les métaphysiciens ont depuis longtemps discuté sur la nature du temps et ces discussions ne sont pas closes; sans en contester ici l'intérêt, nous les écartons comme en dehors de notre sujet; pour nous le temps sera simplement ce qu'il est pour tous les hommes, c'est-à-dire une série ininterrompue d'instants successifs à chacun desquels nous faisons correspondre un nombre, qui est l'époque. Lorsque nous disons qu'une éclipse de soleil aura lieu le 1er octobre 1921, à 10 h. 27, ou que l'armistice a commencé le 11 novembre 1918 à 11 heures, ce langage, par suite de conventions précises, a un même sens bien déterminé pour tous les hommes civilisés. Cette division, consacrée par l'usage, en années, mois, jours, heures, minutes et secondes, correspond à un système de numération en réalité assez compliqué et ne nous paraît simple que par suite d'une longue habitude; il serait théoriquement plus simple d'évaluer les époques en années et fractions déci-

1. *Revue de Paris*, 15 juillet 1921.

males d'années (ou en jours et fractions de jours); un seul nombre tel que 1921,3864275 permettrait ainsi de fixer un instant déterminé par rapport à l'origine de l'ère chrétienne. Mais c'est là un détail de peu d'importance; ce que nous tenions à constater, c'est que le temps est, non seulement pour les savants, mais pour tous les hommes, une grandeur mesurable, c'est-à-dire assujettie au nombre; les nombres sont les repères qui nous permettent de parler, dans un langage commun à tous les hommes, des instants successifs de la durée.

Pour déterminer ces nombres, la première chose à faire est de choisir et de fixer d'une manière immuable une *unité* de temps, de même que l'on a choisi une unité (le mètre) pour mesurer les longueurs. Comment choisir cette unité de temps? Comment s'en servir? Voilà les questions que nous voudrions étudier tout d'abord.

I

Pour mesurer les longueurs, on utilisera une règle prise pour unité; s'il faut mettre un mètre en bois trois fois bout à bout pour obtenir la longueur d'une table, nous dirons que cette table a trois mètres. Il semble au premier abord difficile de procéder de la même manière pour le temps; nous ne pouvons pas déplacer un intervalle de temps pour vérifier par juxtaposition son égalité avec un autre intervalle de temps; nous ne pouvons pas juxtaposer deux intervalles de temps pour obtenir leur somme, à moins qu'ils ne se trouvent naturellement juxtaposés, ce qui a lieu lorsque la fin de l'un coïncide avec le commencement de l'autre. Comment donc mesurons-nous le temps? Nous utiliserons des horloges qui peuvent être naturelles, telles que l'horloge gigantesque constituée par la terre et les astres, horloge avec laquelle nous comptons les jours, ou bien construites par la main de l'homme, telles qu'un simple chronomètre de poche. Prenons le chronomètre, quitte à revenir tout à l'heure sur les horloges naturelles; s'il est bien réglé, il nous donnera la mesure du temps avec une très grande précision; il y a des chronomètres

qui ne varient pas de beaucoup plus d'une seconde par jour, c'est-à-dire que l'erreur est environ la cent-millième partie de l'intervalle de temps mesuré. C'est là une erreur qui est tout à fait du même ordre que la dilatation d'une règle métallique pour une variation de température d'un degré centigrade. La longueur de la règle ne reste pas invariable lorsqu'on la déplace dans l'espace; la marche du chronomètre varie lorsqu'on le déplace dans le temps; il est aussi légitime de mesurer un intervalle de temps avec le chronomètre que de mesurer une longueur avec la règle.

Il y a cependant, en apparence, une très grande différence entre la mesure du temps et la mesure des longueurs : on ne retrouve jamais un intervalle de temps passé, tandis qu'il est facile de retrouver une longueur et de recommencer la mesure avec un soin plus grand et une précision meilleure. Cette différence, si l'on va au fond des choses, est purement apparente; on ne retrouve jamais *la même* longueur; elle s'est déplacée en vertu du mouvement des astres et déformée par suite des mouvements moléculaires qui ne s'arrêtent jamais; ce n'est donc qu'*à peu près* la même longueur que nous retrouvons; et, d'une manière analogue, nous pouvons retrouver *à peu près* le même intervalle de temps : c'est ce qui arrive lorsqu'un astronome mesure au cours de plusieurs nuits successives l'intervalle de temps qui sépare le passage au méridien de deux étoiles fixes; il constate que cet intervalle de temps est le même, exactement comme nous constatons que les dimensions d'un corps solide sont les mêmes aujourd'hui et hier. Nous savons que l'identité ne peut pas être absolue, mais l'égalité est très approchée et suffisante pour les besoins de notre science. En fait, c'est en constatant que divers chronomètres sont sensiblement d'accord entre eux et sont aussi à peu près rigoureusement en accord avec les observations astronomiques, que l'on est arrivé à les considérer comme fournissant une mesure du temps suffisamment exacte, de même que la notion de l'invariabilité des corps solides a été acquise par l'observation cent fois répétée du fait que, si les dimensions de deux corps solides étaient égales hier, elles le sont encore aujourd'hui. Il convient de serrer d'un peu plus près cette définition en quelque sorte empirique

de la durée et, pour cela, de réfléchir un peu au mécanisme des diverses horloges que les hommes utilisent.

II

Les étalons fondamentaux proposés pour la mesure des longueurs peuvent se ranger dans trois catégories : les étalons à l'échelle humaine, tels que le mètre international du pavillon de Breteuil, les étalons à l'échelle du globe terrestre, tels que la longueur du méridien terrestre, proposée par les fondateurs du système métrique et les étalons à l'échelle que l'on peut appeler moléculaire, tels que les longueurs d'onde des vibrations lumineuses (en fait notablement plus grandes que les dimensions des molécules). Les horloges diverses proposées ou utilisées peuvent être classées d'une manière analogue; seulement, dans le cas des horloges, ce sont les horloges à l'échelle astronomique qui ont été les premières utilisées par l'homme. Avant la construction d'une horloge quelconque à l'échelle humaine, avant le sablier et la clepsydre, les hommes ont pris l'habitude de mesurer le temps par jours, c'est-à-dire, ont fait usage de cette immense horloge naturelle qu'est le soleil. Il faudrait écrire toute l'histoire de l'astronomie pour montrer comment la notion d'abord vague du jour solaire s'est précisée et a conduit à la définition exacte du jour solaire moyen, dont la 86 400e partie est la seconde, unité de temps universellement adoptée. Cette définition exacte du jour solaire moyen est assez compliquée et il nous sera plus commode de raisonner sur le jour sidéral, pour lequel les complications sont moindres, et cependant suffisantes pour donner une idée de la nature des difficultés.

Le jour sidéral, plus court que le jour solaire moyen d'environ 4 minutes, est l'intervalle de temps qui sépare deux passages consécutifs d'une même étoile fixe au méridien d'un même lieu. Cette définition suppose qu'il y a des étoiles fixes, c'est-à-dire des étoiles qui conservent les unes par rapport aux autres les mêmes positions relatives. En fait, les observations astronomiques ont montré que certaines étoiles, considérées primitivement comme fixes, se déplacent légère-

ment; et il est infiniment vraisemblable qu'il en est de même pour toutes les étoiles; mais certaines étoiles sont suffisamment éloignées de nous pour que ces déplacements soient absolument impossibles à discerner par les moyens d'investigation dont nous disposons; elles sont pour nous comme si elles étaient absolument fixes. Ces étoiles sont d'autre part assez éloignées pour que leur direction ne soit pas modifiée par le déplacement de la terre sur son orbite ou le déplacement du système solaire. Tout se passe donc comme si la terre étant immobile dans l'espace, une immense horloge formée par le ciel étoilé tournait autour de nous avec une régularité parfaite.

Mais, en laissant même de côté le phénomène très considérable de la précession des équinoxes, grâce auquel l'axe du monde se déplace parmi les étoiles, de sorte que l'étoile polaire actuelle ne sera plus étoile polaire dans quelques milliers d'années, il est impossible de ne pas insister sur l'hypothèse fondamentale qu'est la constance rigoureuse du jour sidéral. Cette hypothèse revient à l'hypothèse mécanique de la constance rigoureuse de la vitesse de rotation de la terre autour de son axe. Or, il est clair que cette hypothèse ne peut être qu'approchée; pour ne parler que du phénomène le plus apparent et le plus connu, les marées jouent un rôle de frein sur cet immense volant qu'est le globe terrestre. On parle parfois, et avec raison, d'utiliser l'énergie des marées; il y a là une source pratiquement inépuisable pour l'homme, d'énergie utilisable. Cette énergie ne peut être créée *ex nihilo*; en réalité, c'est une fraction infinitésimale de l'énergie de rotation du globe terrestre qui se trouve ainsi mise à notre disposition par le phénomène des marées. Le jour sidéral a donc une tendance à s'allonger; pouvons-nous mesurer cet allongement? La question peut paraître insoluble, si nous observons qu'aucune horloge n'a pu être construite par l'homme qui soit de loin aussi précise que l'horloge gigantesque à l'aide de laquelle le jour sidéral a été défini.

En fait, on peut dire que l'horloge des astronomes, c'est la mécanique céleste tout entière; le temps est défini d'abord d'une manière provisoire à l'aide du jour sidéral; cette définition est suffisamment précise pour permettre l'établisse-

ment des lois de la mécanique céleste, c'est-à-dire l'explication rigoureuse des phénomènes observés au moyen d'un très petit nombre de principes simples (principes de la mécanique et hypothèse de l'attraction universelle); cette explication est prise ensuite comme point de départ et permettra, s'il est nécessaire, de faire subir les très légères corrections à la constance du jour sidéral qui sont indispensables pour que l'explication du monde reste simple. On voit que nous sommes très loin de la simplicité primitive de l'horloge naturelle qui nous donnait le jour sidéral; nous remplaçons cette horloge par un ensemble extrêmement complexe d'hypothèses et de calculs. Pourrions-nous espérer éviter ces complications en utilisant les horloges à l'échelle humaine ou à l'échelle moléculaire[1]? Peut-être tout au moins la discussion du mécanisme de ces horloges sera-t-elle théoriquement plus simple.

III

Dans les horloges de précision, la régularité du mouvement est obtenue à l'aide d'un balancier qui oscille régulièrement sous l'action de la pesanteur; ce balancier est aussi appelé pendule et l'on dit que le pendule bat la seconde si la durée de chacune de ses oscillations est exactement d'une seconde. Cette durée dépend de deux éléments, la longueur du pendule et l'intensité de la pesanteur, qui n'est pas la même aux divers points de la terre. En fait, d'ailleurs, c'est l'observation du pendule qui a fourni les méthodes les plus précises pour étudier les variations de l'intensité de la pesanteur aux divers points du globe terrestre. Mais nous éviterons cette difficulté si nous convenons de nous placer en un lieu bien déterminé de la surface de la terre. L'unité de temps pourrait alors être définie au moyen de l'unité de longueur; il suffirait de fixer avec précision la longueur du pendule qui doit battre la seconde. On peut ajouter que si cette longueur est

1. Je laisse de côté les horloges célestes extérieures à la Terre, telle que celle qui nous est fournie par les éclipses des satellites de Jupiter; aux difficultés signalées s'ajoute encore celle provenant de la vitesse de la lumière et de la variation de notre distance à cette horloge.

fixée en prenant comme unité les dimensions du globe terrestre et si nous nous plaçons au pôle, de façon que la rotation de la terre n'influe pas, l'unité de temps ainsi définie ne dépendra pas des dimensions absolues de la terre, mais seulement de sa densité moyenne; sur un globe dont le rayon serait deux fois plus petit, un pendule deux fois plus court oscillerait dans le même temps. Si le mètre, sur ce nouveau globe, avait été défini comme la dix-millionième partie du quart du méridien, le pendule d'un mètre donnerait la même unité de temps que sur la terre. Tout cela est encore bien grossier et appellerait bien des commentaires et des précisions; on conçoit néanmoins que les propriétés de la matière peuvent, dans cette voie, conduire à définir une unité absolue de temps à l'aide d'une sphère matérielle isolée dans l'espace et formée d'une substance pure rigoureusement précisée. Mais il faudra tenir compte de la température et de la définition chimique de la substance pure; nous voilà conduits vers la thermodynamique et la chimie; ne nous y égarons pas et contentons-nous d'accepter la définition comme fournissant une certaine approximation; c'est déjà un résultat; mais cette approximation est beaucoup plus grossière que celle que l'on obtient avec les horloges à l'échelle astronomique ou à l'échelle moléculaire[1].

Passons maintenant à ces horloges infiniment petites que constituent les vibrations lumineuses. Nous savons que la durée de ces vibrations n'est pas la même pour les diverses couleurs, c'est-à-dire pour les diverses parties du spectre solaire; mais nous savons aussi que dans un tel spectre apparaissent au physicien des raies très fines dont la place paraît rigoureusement fixe. Ces raies caractérisent diverses substances chimiques, mais la pureté de ces substances n'est pas nécessaire pour que la raie apparaisse; il suffit qu'il y ait dans une flamme une trace de radium, ou de fer, pour que dans le spectre de la flamme se trouvent les raies caractéristiques du radium ou du fer. On peut donc avec sécurité parler de la durée de la vibration d'une raie déterminée et voilà définie une unité de temps, très courte sans doute à l'échelle humaine,

1. Pour l'espace au contraire, le meilleur étalon est l'étalon à l'échelle humaine.

mais cependant utilisable, grâce aux ressources que mettent à notre disposition les méthodes de l'optique physique.

Nous laisserons de côté l'influence sur les raies du spectre des phénomènes électriques et magnétiques, nous serions ainsi conduits à aborder un des chapitres les plus intéressants de la physique moderne, à parler du phénomène découvert par Zeeman; cela nous entraînerait bien loin.

Mais il est impossible de passer sous silence le phénomène prévu par Einstein et que paraissent confirmer les plus récentes observations du soleil par M. Pérot et aussi la critique d'observations de MM. Ch. Fabry et Buisson faites antérieurement à la théorie d'Einstein et qui par suite n'avaient pu être influencées par aucune idée préconçue. D'après Einstein, le champ de gravitation, c'est-à-dire la valeur plus ou moins intense de l'attraction universelle, pour parler le langage de Newton, influe sur les vibrations lumineuses, c'est-à-dire sur cette horloge minuscule que nous considérons. La gravitation produit les mouvements des astres; c'est grâce à cela d'ailleurs qu'elle a été inventée; elle intervient donc directement dans cette horloge gigantesque que constitue pour nous le système de Jupiter et de ses satellites, ou plus simplement notre lune et ses phases. Elle intervient moins directement dans le mouvement de rotation de la terre autour de son axe; néanmoins, nous avons constaté qu'une définition astronomique complètement rigoureuse du temps exigeait la connaissance de tous les phénomènes astronomiques, et par conséquent supposait l'étude approfondie de la gravitation. Il est à peine besoin de rappeler le rôle de la gravitation dans les horloges à l'échelle humaine [1]; et voici que la gravitation intervient aussi dans les horloges à l'échelle moléculaire. Il y a là un fait très important, car il entraîne la conséquence que le mouvement des horloges, c'est-à-dire la définition absolue du temps, se trouve modifiée par le mouvement, ou plus exactement par les variations de l'état de

1. Je laisse de côté les chronomètres de poche dans lesquels le balancier est un volant circulaire lié à un minuscule ressort; la théorie de l'élasticité des ressorts est encore trop peu avancée pour qu'il soit possible de fabriquer autrement qu'empiriquement et par comparaison un ressort dont le balancier circulaire batte la seconde.

mouvement, par les accélérations. Il suffit, en effet, d'avoir pris place dans un ascenseur à marche rapide pour s'être rendu compte qu'au départ ou à l'arrêt de l'ascenseur, il se produit comme une augmentation ou une diminution de notre propre poids; l'attraction de la terre est comme augmentée ou diminuée; une étude approfondie montre qu'il n'y a aucun moyen de distinguer le champ de gravitation « naturel » dû à l'attraction terrestre du champ que nous sommes tentés d'appeler artificiel dû à la mise en marche rapide d'un ascenseur ou à son arrêt brusque.

L'action de la gravitation universelle sur ces horloges naturelles que constituent les vibrations lumineuses entraîne donc comme conséquence que ces horloges auront également leur marche modifiée lorsqu'elles seront soumises à des accélérations, c'est-à-dire lorsque leur vitesse augmentera ou diminuera. Il résulte de là des conséquences très importantes sur lesquelles il convient d'insister un peu.

IV

Nous avons cherché, par divers moyens, à définir une unité absolue de temps, indépendante des conditions particulières où nous nous trouvons placés; on a pu croire que les vibrations lumineuses nous fourniraient cette unité absolue; si elles sont influencées par la gravitation et par les accélérations, il en résulte l'impossibilité d'établir un accord au sujet de la mesure du temps entre deux observateurs qui seraient situés sur des astres différents et qui, par suite des mouvements de ces astres se retrouveraient, à certains intervalles de temps, à côté l'un de l'autre [1]. Il serait pour cela nécessaire que l'un au moins des observateurs ait vu son mouvement se modifier, ait subi certaines accélérations; les accélérations auront modifié le mouvement de son horloge

1. Ce cas théorique est le seul qui soit vraiment intéressant; si deux observateurs qui se sont rencontrés un jour ne doivent se revoir jamais, par suite d'un mouvement relatif qui les éloigne indéfiniment l'un de l'autre, la question de l'accord de leurs montres ne se pose pas, puisqu'ils n'auront pas l'occasion de les comparer. On ne pourrait poser à leur égard qu'une question plus compliquée, faisant intervenir des signaux optiques.

et les horloges, si elles étaient d'accord à la première rencontre, ne le seront plus à la seconde rencontre (à moins que les deux observateurs n'aient subi des accélérations équivalentes, ce qui se produirait par exemple si leurs mouvements étaient exactement symétriques). Cette conséquence déduite par Einstein de ses théories et vérifiée ensuite par l'observation des raies solaires peut être prise comme point de départ, indépendamment de la théorie qui l'a fournie, si on la considère comme un fait d'expérience. Il faudra, bien entendu, accorder à Einstein, que ce fait vérifié dans le cas particulier des horloges naturelles que sont les vibrations lumineuses se vérifierait également avec toute autre horloge naturelle que l'on pourrait imaginer. D'une manière générale, la présence d'un champ de gravitation, créé soit par l'attraction newtonienne d'un astre considérable, soit par une accélération rapide, *entraîne un ralentissement des horloges*. Si nous admettons ce fait, nous sommes conduits à des conséquences fort curieuses, mises nettement en évidence pour la première fois d'une manière complète, si je ne me trompe, par M. Paul Langevin.

Le ralentissement de toutes les horloges doit entraîner également le ralentissement de tous les phénomènes, car tout phénomène est une horloge plus ou moins grossière, en particulier des phénomènes vitaux, et par suite la modification de ce que l'on peut appeler le temps psychologique, la notion intime que nous avons de la durée, notion évidemment liée aux phénomènes intérieurs à notre propre corps. Par suite, si nous pouvions être maintenus dans un champ de gravitation très intense et y vivre, *nous y vieillirions moins vite*, pourvu cependant que les conditions de notre vie ne soient pas modifiées par l'intensité excessive du champ de gravitation. On ne conseillera à personne de tenter l'expérience et de se soumettre aux champs de gravitation artificiels qui peuvent être produits, par exemple par centrifugation. La conséquence paradoxale est donc purement théorique, en ce sens que les champs de gravitation dont l'intensité est compatible avec notre vie sont trop faibles pour que leur effet puisse être appréciable sur nos horloges et *a fortiori* sur le temps psychologique. Cet effet ne peut être perçu que par des expé-

riences de physique fort délicates et c'est seulement pour faire image que l'on peut l'exagérer en imaginant un observateur auquel on aurait imprimé un mouvement assez rapide pour qu'il aille visiter Sirius et nous revienne dans un siècle; mais il n'est pas douteux que si ce voyageur hypothétique avait mesuré le temps avec une horloge portative constituée par un vibrateur lumineux, il aurait mesuré une durée totale bien plus courte que la durée mesurée *pendant le même temps* par l'observateur terrestre.

La mesure du temps ne peut donc pas être séparée de l'étude de la gravitation universelle et du mouvement.

V

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la mesure de la durée, c'est-à-dire de la marche régulière des horloges, mais non pas du réglage de ces horloges, c'est-à-dire de l'accord entre le *midi* de deux horloges situées en des points différents. S'il avait été possible, en effet, de définir théoriquement une horloge absolue, à marche absolument régulière malgré tous ses déplacements, il serait aisé, au moins théoriquement, de mettre d'accord toutes les horloges de l'univers; il suffirait de se déplacer d'un point à l'autre de l'univers en emportant avec soi l'horloge étalon. Ce moyen nous échappe; il ne sera donc possible d'essayer d'établir l'accord entre les horloges à des points différents que par le moyen de signaux lumineux, et alors se présenteront de nouvelles difficultés, dont nous avons déjà dit un mot [1], mais qui mériteraient une étude détaillée.

VI

En résumé, nous constatons que les difficultés de la mesure du temps sont aussi grandes, sinon plus, que les difficultés de la mesure exacte des longueurs; la chronologie, au sens absolu du terme, est aussi difficile que la géométrie. Il semble donc qu'il faille renoncer à l'espoir de bâtir la mécanique et

1. *Revue de Paris*, 15 juillet 1921, p. 425.

la physique sur la base solide que l'on avait cru trouver au XVIIIe et au XIXe siècles, dans une géométrie et une chronologie *a priori*. On sera obligé de suivre une marche inverse, singulièrement plus difficile, mais aussi singulièrment plus féconde lorsqu'on en sera maître : faire dépendre la géométrie et la chronologie de l'ensemble de tous les phénomènes physiques, puisque aussi bien les étalons de longueur et de temps dépendent de ces phénomènes. Il faudra donc, pour mesurer les longueurs et pour mesurer le temps, commencer par construire la physique tout entière ; et nous voici dès l'abord arrêtés, puisque nous ne pouvons pas songer, semble-t-il, à observer les phénomènes physiques, si nous ne savons pas déjà mesurer les longueurs et le temps. Cette difficulté est grande, mais elle est loin d'être nouvelle dans l'histoire de la science ; c'est par des approximations successives que l'on arrive à connaître la nature ; l'essentiel est que ces approximations convergent. Les procédés classiques de mesure du temps, utilisés par les astronomes et qui sont une des plus belles conquêtes de l'esprit humain, ne doivent donc pas être reniés ; ils fournissent un point de départ d'où les physiciens peuvent hardiment s'élancer à la poursuite de vérités nouvelles.

ÉMILE BOREL
de l'Académie des Sciences.

LA MUSIQUE

« L'ENLÈVEMENT AU SÉRAIL » DE MOZART, A L'OPÉRA

C'est par une brillante reprise de *l'Enlèvement au sérail* que l'Opéra vient d'inaugurer, le 7 novembre dernier, sa saison d'hiver. *L'Enlèvement au sérail* n'avait plus été donné sur cette scène depuis 1903; il n'y avait fait alors qu'une brève apparition, dans la compagnie fort honorable, mais un peu inattendue, de l'*Étranger*, de M. Vincent d'Indy. Associé cette fois à un ballet comme *Sylvia* ou *Taglioni chez Musette*, et dirigé par M. Reynaldo Hahn, il a remporté un succès qui lui promet une longue carrière. Ainsi se trouve détruit le préjugé qui voulait interdire à l'Opéra la comédie musicale, comme si le Théâtre-Français n'avait pas la liberté de faire alterner Molière ou Marivaux avec Corneille et Racine, et ne s'en trouvait pas fort bien. C'est là, pour nos jeunes compositeurs, une indication intéressante.

On a qualifié *l'Enlèvement au sérail* d'opéra-bouffe ou d'opérette; on est allé jusqu'à le traiter d'opérette viennoise. La première de ces dénominations, qui comporte une idée de parodie, convient aux petits ouvrages introduits en France vers le milieu du XVIIIe siècle par les chanteurs italiens qu'on appelait alors les Bouffons : *la Servante maîtresse* de Pergolèse est le modèle du genre. Quant à l'opérette, c'est

encore un opéra-bouffe, avec moins de musique, et plus de spectacle. Mais *l'Enlèvement au sérail* est un opéra-comique, à la manière française.

L'empereur Joseph II s'efforçait alors d'acclimater à Vienne le genre nouveau. Sur le théâtre devenu depuis 1776 impérial et national, il faisait jouer *Rose et Colas*, de Monsigny, *l'Ami de la maison*, de Grétry, *Antoine et Antoinette*, de Gossec, en traduction allemande, et, pour lui obéir, des compositeurs dont les noms ne devaient pas être transmis à la postérité s'évertuaient à imiter les grâces de ce style. Où ils échouèrent, Mozart réussit par un coup de maître.

Il avait alors vingt-cinq ans et venait de quitter Salzburg pour Vienne, où il se trouvait à peu près sans ressources, engagé par surcroît dans un projet de mariage qui ne lui promettait, avec le bonheur des sentiments, que des difficultés matérielles. Il avait écrit à Salzburg un petit opéra-comique intitulé *Zaïde*, sur un livret de son ami Schachtner, trompettiste à l'orchestre de l'archevêque; l'intrigue, qui se passe à la cour d'un sultan, n'est pas sans analogie avec celle de *l'Enlèvement au sérail*. Mozart montre cet essai à l'acteur Stéphanie, qui était alors inspecteur du théâtre impérial. Ce juge expérimenté trouva la musique remarquable, le poème impossible. Sur sa recommandation, le comte Rosenberg, directeur du théâtre, commanda un opéra-comique à Mozart, et Stéphanie lui proposa un livret de Bretzner, qu'il accepta d'enthousiasme. Le 1er août 1781, il écrit à son père :

Stéphanie m'a donné avant hier un livret. C'est un très bon livret; le sujet est turc et s'appelle *Belmont et Constance* ou *l'Enlèvement au sérail*. J'emploierai la musique turque dans la symphonie et le chœur du premier acte ainsi que dans le chœur final. J'aurai pour interprètes mademoiselle Cavalieri, mademoiselle Teyber, MM. Fischer, Adamberger, Dauer et Walter. Je me réjouis tant de mettre ce livret en musique, que j'ai déjà terminé le premier air de la Cavalieri, celui d'Adamberger, et le trio qui est à la fin du premier acte. J'ai fort peu de temps devant moi, il est vrai, puisque la représentation doit avoir lieu à la mi-septembre, mais les circonstances qui accompagneront cette représentation et toutes sortes d'autres considérations me mettent si bien en verve, que c'est avec passion que je cours à ma table de travail, avec délices que j'y reste.

Les circonstances dont parle ici Mozart étaient la visite à Vienne du grand-duc Paul de Russie. Cette visite n'eut lieu qu'en novembre, et, par l'effet d'une de ces intrigues qui sont fréquentes dans les cours aussi bien qu'au théâtre, au lieu du nouvel opéra-comique, ce fut un opéra de Gluck, *Alceste,* qu'on représenta devant le prince étranger. Le retard qui lui fut ainsi infligé permit du moins à Mozart de demander, et à Stéphanie d'exécuter un remaniement complet du livret de Bretzner.

C'était une sorte de comédie, où le dialogue parlé tenait une grande place. L'intrigue en était toute de convention. Constance est tombée au pouvoir du pacha Selim qui la tient captive, mais ce pacha est galant homme : il répugne à la violence. Constance qu'il implore demeure impitoyable, toute aux souvenirs de son amour pour Belmont. Blondine, sa suivante, est esclave d'Osmin, l'intendant du pacha, et ne se montre pas moins cruelle, parce qu'elle est d'accord avec Pedrille, un valet de répertoire qui va tout arranger. C'est lui qui amène Belmont, le présente comme un habile architecte au pacha qui se trouve avoir la manie de bâtir. Voilà l'ennemi dans la place. Il s'agit maintenant de se débarrasser d'Osmin : on le fait boire. Cependant, au troisième acte, Osmin réveillé trop tôt découvre la ruse et tout serait perdu, si Selim, qui est renégat, ne reconnaissait Belmont pour son fils. Ainsi est amené le dénouement favorable que l'opéra-comique exige. On a aisément reconnu en celui-ci une de ces turqueries qui sont restées à la mode depuis le temps où Louis XIV éclatait de rire au récit d'une fête à Constantinople que lui faisait un de ses envoyés auprès du Sultan et où Molière,pour l'amuser, composait la cérémonie turque du *Bourgeois Gentilhomme*.C'est sous la forme du burlesque que l'exotisme s'est d'abord introduit dans la littérature, et aussi dans la musique. Ce que Mozart appelle la musique turque n'est caractérisé que par un rythme vif et constamment scandé à grand renfort de cymbales, de grosse caisse et de triangle. Ce n'est d'ailleurs pas sans raison qu'il l'aime, car il sait en tirer les plus charmants effets de naïveté sonore et d'entrain puéril. On pourrait dire, toutes proportions gardées, que la musique turque est le

jazz-band de ce temps-là. Mais le nôtre attend encore son Mozart.

Les six personnages forment entre eux une de ces oppositions symétriques que la comédie classique a toujours recherchées : Belmont, Constance et Selim sont entre eux comme Pedrille, Blondine et Osmin, à cela près que les premiers expriment avec noblesse les sentiments qui chez les seconds prennent, comme en un miroir déformant, un tour familier et un air de farce. L'opéra-comique trouve aussi son compte à ce dédoublement, car il lui plaît de passer du ton plaisant au sérieux, sans jamais forcer l'un ni l'autre, et de mêler à une raillerie sans amertume la sincérité d'une émotion qui peut aller jusqu'au pathétique, pourvu que les conséquences funestes de la tragédie soient évitées.

Mozart aimait à rire. Brillant de jeunesse et de génie, il a la gaieté des cœurs purs, et cependant ce cœur connaît déjà tous les tourments d'une passion contrariée. Son père s'oppose à son mariage, et sa fiancée a des caprices. Elle a pour prénom Constance, comme l'héroïne de *l'Enlèvement au sérail*; comment Mozart ne lui prêterait-il pas les mêmes vertus? Il écrit à son père, le 30 janvier 1782, ces lignes touchantes :

Encore un mot, ou je ne pourrais dormir cette nuit. N'attribuez pas à ma chère Constance de si mauvaises pensées. Soyez bien persuadé que s'il en était ainsi, je ne pourrais l'aimer. Mon cher, mon bon père, je ne souhaite qu'une chose, c'est que nous soyons bientôt réunis, pour que vous puissiez la voir, et l'aimer, car vous aimez tous les nobles cœurs, je le sais!

Il faut bien avouer que les apparences n'étaient guère favorables. De l'aveu même de Mozart, sa future belle-mère « aimait à boire plus qu'il ne convient à une femme », et se trouvait dans une situation assez embarrassée, puisqu'elle était obligée de prendre des pensionnaires et que c'est ainsi que Mozart a pu approcher ses filles. Elle avait réussi à en marier une; il lui en restait trois, dont l'aînée est qualifiée par Mozart de paresseuse, grossière et hypocrite, la cadette de jeune étourdie. Mais Constance, il ne cesse de l'attester, ne leur ressemble en rien :

C'est le souffre-douleur de la maison, parce qu'elle est la meilleure,

la plus capable, en un mot parce qu'elle vaut mieux que les autres. Elle prend tout à sa charge, et personne ne lui en sait gré.

Mozart veut l'arracher à sa triste famille, et, comme il le dit, « la sauver ». Il sera son Belmont. La sévérité d'un père trop raisonnable se laissera fléchir. Selim n'a-t-il pas pardonné? Encore, dans la pièce de Bretzner, est-ce parce qu'il reconnaît en Belmont son fils jadis abandonné. Mozart répugne à cet artifice de théâtre. Il suffira à Selim d'entendre les deux amants, qui se croient perdus, dire adieu à la vie en remerciant la mort qui va les unir, pour admirer en eux de parfaits amants, et saisi de respect faire le sacrifice de sa vengeance. Tel est le dénouement qu'à la prière de Mozart Stéphanie substitue à celui de l'auteur. Il est plus beau; il est aussi plus vrai, une générosité chevaleresque étant un des traits sympathiques du caractère musulman.

Mozart demande d'autres changements au nom de la musique, qui doit tenir la plus grande place dans l'œuvre future. C'est ainsi que le premier monologue de Belmont deviendra une ariette, et qu'on fera un duo avec ce qu'il nomme le « bavardage » de Belmont et d'Osmin. Afin d'utiliser, dans ce rôle d'Osmin, la magnifique voix de basse du chanteur Fischer, on lui ajoutera un air au premier acte, un autre air au second, et cet acte sera encore enrichi d'un quatuor. Son père, qu'il tient au courant de tout ce travail, ayant émis quelques doutes sur le talent de Stéphanie, Mozart lui répond, le 13 octobre 1781, par une lettre qui esquisse en passant sa conception du drame musical :

En ce qui concerne la besogne de Stéphanie, vous avez certainement raison. Cependant ce genre de poésie va fort bien au caractère d'Osmin qui est sot, grossier et méchant; je sais bien que la versification n'est pas des meilleures; mais elle s'est trouvée si parfaitement d'accord avec les idées musicales qui déjà me trottaient dans la tête depuis quelque temps, qu'elle devait me plaire, et je parierais volontiers qu'à l'éxécution on n'y trouvera rien à reprendre. Quant aux vers de la pièce primitive, ils ne me paraissent pas méprisables. L'air de Belmont ne pouvait pour ainsi dire pas être mieux écrit qu'il n'est pour la musique. A part quelques mots malheureux, l'air de Constance n'est pas mauvais non plus, surtout la première partie. Et puis je ne sais pas, mais dans un opéra la poésie ne doit pas être autre chose que la fille obéissante de la musique. D'où vient donc le

succès universel des opéras-comiques français, malgré leurs livrets misérables, et même à Paris, où j'en fus témoin? Parce que la musique y domine, et fait tout oublier. A plus forte raison un opéra doit réussir, si le plan de la pièce est soigné, si les paroles sont écrites simplement pour la musique et si l'exigence d'une malheureuse rime (qui malgré tout, ma foi, n'ajoute rien à l'éclat de la représentation, mais peut y nuire bien plutôt) n'y introduit pas des mots ou des strophes entières qui font perdre au compositeur le fil de ses idées. Le vers est, j'en conviens, tout ce qu'il y a de plus indispensable pour la musique; mais la rime, j'entends la rime pour la rime, est tout ce qu'il y a de plus funeste. Les pédants qui ne font pas de concessions sur ce point sont sûrs d'entraîner la musique dans leur chute. Le mieux est qu'un bon compositeur, connaissant le théâtre et capable de dire son mot à l'occasion, se rencontre avec un poète intelligent, je veux dire un vrai phénix; et alors on n'a plus besoin de trembler devant l'ignorance et ses applaudissements.

Mozart n'a pas laissé d'écrits théoriques : il avait mieux à faire, et ses jours étaient comptés. On voit par cette lettre que dès sa jeunesse, il avait cependant des idées arrêtées sur son art, et que la doctrine de Gluck, qu'il a certainement connue, ne lui inspirait qu'une respectueuse surprise. On sait que Gluck prétendait asservir la musique à la poésie, qui devait lui dicter tous ses accents, et on connaît son blasphème, devant un passage d'un de ses opéras qui ne lui revenait pas : « Je vois ce que c'est, cela sent la musique par ici. »

Il paraît tout naturel à Mozart qu'un musicien s'occupe de musique avant tout, et c'est ce qu'en dépit des systèmes tous les musiciens ont fait, sans excepter Gluck lui-même, ni Wagner, son disciple métaphysicien. C'est la beauté de la musique qui soutient leurs ouvrages; qui, sauf les historiens ou les fanatiques, en connaît les poèmes? La théorie a pu les séduire; mais quand il s'agissait d'écrire sur le papier rayé, leur génie reprenait tous ses droits, et Gluck, quoi qu'il en ait dit, n'a pas eu le nez assez fin, ni l'oreille, pour subodorer partout cette musique qu'il maudissait, et qui devait le rendre immortel. Le bon sens de Mozart ne pouvait s'y tromper.

Il est sévère pour les poètes qui lui ont fourni des livrets. Pauvres poètes en effet, plus à plaindre encore qu'à blâmer, pour avoir si peu mérité l'honneur d'une telle collaboration!

Il sait très bien distinguer une bonne pièce d'une mauvaise, il sent le ridicule des paroles, la gaucherie du style, et c'est pourquoi il réduit le dialogue aux répliques indispensables à la marche de l'action. Rameau avait les mêmes exigences et ses collaborateurs n'ont cessé de se plaindre, comme le chansonnier Collé, d'avoir à « étrangler leurs sujets ». Bretzner ne manqua pas de protester, lui aussi, contre le remaniement de son livret, surtout contre « les nombreux airs qui y avaient été intercalés ».

L'Enlèvement au sérail fut enfin représenté pour la première fois, sur le théâtre impérial de Vienne, le 16 juillet 1782. Ce fut un succès sans précédent. La salle était pleine à craquer, et chaque morceau fut accueilli par des ovations et des rappels sans fin. Aux représentations suivantes, qui eurent lieu le 19, le 26 et le 30 juillet, l'enthousiasme grandit encore, et le théâtre, dit Mozart, « grouillait de monde ». Seul l'empereur, dont le goût pour la musique était des plus frivoles, demeurait un peu dérouté. On connaît sa critique et la fière réponse de Mozart : « Trop beau pour nos oreilles, et beaucoup trop de notes, mon cher Mozart. — Sire, pas une de plus qu'il ne faut. » Par contre, Gœthe, qui s'était essayé dans le genre de l'opéra-comique et avait donné un livret au musicien Kayser, reconnaît, non sans quelque amertume, qu'il a fait fausse route : « Tous nos efforts vers la simplicité et la concision se sont trouvés inutiles, quand Mozart s'est montré. *L'Enlèvement au sérail* a tout jeté par terre, et jamais plus il n'a été question de mettre à la scène notre ouvrage élaboré avec tant de soins. »

Pour les représentations de l'Opéra, le dialogue parlé a été mis en récitatifs. C'était sans doute la seule manière de le faire accepter. Je ne sais pas si ces paroles sont de Bretzner ou de Stéphanie; mais la platitude et la puérilité en seraient intolérables à un public parisien. Aussi longtemps qu'un spirituel académicien n'aura pas été chargé, comme un critique l'a suggéré, de récrire les « bavardages » de Belmont, de Pedrille, de Selim et d'Osmin, il faudra s'en tenir à cette version, déjà ancienne : « ce qui ne vaut pas la peine d'être dit, on le chante ».

Quant à Mozart, peu lui eût importé sans doute. Cet

opéra-comique, comme tous ses autres ouvrages de théâtre, consiste essentiellement en une succession d'airs. Mais chacun de ces airs est adapté à une situation, et je ne crains pas d'affirmer que la musique de Mozart est plus dramatique que celle de Gluck, parce que Gluck ne peint qu'à grands traits et que ses larges mélodies n'ont qu'une allure générale d'emportement ou de douceur, au lieu que Mozart pénètre beaucoup plus avant dans les caractères et les mœurs. C'est pourquoi Gluck a pu si souvent se permettre de transporter un de ses airs d'un opéra dans un autre, sans y rien changer. Un air de Mozart est d'une application beaucoup plus particulière, justement parce qu'il ne s'attache pas, mot pour mot et syllabe pour syllabe, aux paroles, mais en dégage le sentiment. Nous savons que l'air d'Osmin, au premier acte, a même été composé par Mozart avant que les paroles en fussent écrites. N'est-ce pas un vivant portrait du personnage, avec sa férocité lourdaude et son cannibalisme inoffensif?

De quelles lignes pures sont tracées, par opposition, les nobles figures de Belmont inquiet d'un bonheur inespéré, de Constance tout embaumée de souvenirs :

De l'extase d'être aimée
J'ai connu l'enchantement.

Au cours de cet air, Mozart a été obligé d'écrire quelques traits de virtuosité, pour faire valoir son interprète; il s'en est excusé. Mais ces traits ne font que parer la mélodie, sans en changer le sens ni en attirer la mélancolie profonde. Il était réservé à madame Ritter-Ciampi, digne émule de la Cavalieri du XVIIIe siècle, de les exécuter avec une perfection qui en efface la difficulté et permet à l'artiste d'en laisser paraître, avec de subtiles nuances, le sentiment intime.

J'ai dit précédemment qu'on ne pouvait aujourd'hui, à cause de l'enseignement insuffisant du Conservatoire, exécuter Mozart qu'à l'aide d'interprètes exceptionnels. Madame Ritter-Ciampi est au nombre de ceux-ci, de même que madame Romanitza, qui a fait preuve d'une agilité satisfaisante, mais gâtée par une mauvaise prononciation, dans le rôle de Blondine. M. Gresse, dont la voix a toute

l'étendue nécessaire au rôle d'Osmin, y a montré d'excellentes qualités de comédien, surtout dans le duo du second acte que Mozart appelle irrévérencieusement le « duo des pochards, *Saufduett* ». Mais les deux ténors chargés des rôles de Belmont et de Pedrille, MM. Dutreix et Rambaud, ont été manifestement gênés par un style dont la rigoureuse précision ne leur est pas familière. Ils ont l'un et l'autre de jolies voix cependant, mais, faute de les avoir exercées suffisamment, ils ont peur, et leurs coups d'œil inquiets au chef d'orchestre ont, malgré tous les efforts de M. Gresse, émoussé quelque peu l'effet du trio qui termine le premier acte, et où ils doivent entrer de vive force dans le jardin du sérail.

Mais le chef d'orchestre, par bonheur, était M. Reynaldo Hahn. Il n'existe sans doute pas de musicien, au temps où nous sommes, qui comprenne ni qui aime comme M. Reynaldo Hahn la musique de Mozart, et c'est pourquoi, sans gestes inutiles, et autant par la persuasion du regard que par les mouvements du bras, il a su communiquer à tous, même malgré eux, le rythme nécessaire. L'ouverture, cette ouverture toute en contrastes et dont Mozart disait que même après une nuit blanche on devait, à l'entendre, oublier le sommeil, a été un chef-d'œuvre d'exécution fine et nerveuse. Inégalement secondé ensuite par les chanteurs, il a su cependant donner son caractère à chacun de ces airs plaisants ou tendres qui se détachent en plein relief tour à tour. Les chœurs, qui se sont beaucoup améliorés à l'Opéra depuis quelque temps, ont eu de bons accents dans l'entrée à demi bouffonne, à demi terrible, des janissaires au premier acte. Les deux ténors et les deux chanteuses ont assez bien rendu, dans le quatuor qui termine le second acte, cet assombrissement subit, que la musique indique avec tant de délicatesse, quand Belmont, puis Pedrille, au comble de leurs vœux, sont tout à coup saisis, comme en dépit d'eux-mêmes, d'un doute affreux sur la fidélité de leurs maîtresses. Enfin l'orchestre, toujours juste et sûr, a été, comme il fallait, d'une sécheresse presque fantastique dans l'accompagnement de cette sérénade, qui au troisième acte sert de signal à l'évasion. Morceau extraordinaire, qui passe comme en se jouant par des tonalités étincelantes et assourdies tour à tour et évoque,

sur une mélodie d'une langueur un peu fiévreuse, le souvenir d'on ne sait quel soir de rêve. C'est en de tels morceaux que Mozart, par la seule vertu de la musique, se révèle poète, et grand poète.

Puissent nos jeunes musiciens aller entendre *l'Enlèvement au sérail* et en comprendre la leçon!

LOUIS LALOY

COMMENT PAIERA L'ALLEMAGNE

La discussion qui a eu lieu à la Chambre sur la situation financière a fait paraître avec force la nécessité pour notre pays de recevoir de l'Allemagne les sommes qui nous sont dues. Tout le Parlement veut une politique énergique et demande au Gouvernement de prendre au besoin des gages et des garanties. Cette volonté a été d'autant plus nettement affirmée que l'Allemagne, en dépit de la bonne volonté de quelques-uns de ses dirigeants, ne paraît pas dans l'ensemble se soucier de ses dettes. Il y a un contraste frappant entre l'attitude de la France en 1871 et celle de l'Allemagne en 1921. La France de 1871 a mis son honneur à se libérer le plus vite possible, l'Allemagne paraît avoir surtout à cœur de retarder l'heure où elle tiendra ses engagements, sinon même d'échapper à ses obligations.

C'est le moment d'examiner avec sang-froid, sans pessimisme mais sans illusion, la situation créée à notre pays, et de chercher comment l'Allemagne paiera. Lorsqu'une victoire chèrement achetée nous donna le moyen et nous imposa la nécessité d'exiger de l'Allemagne réparation et reconstruction, une seule méthode rationnelle s'offrait à nous : elle consistait à analyser les facteurs de la puissance économique de l'Allemagne, à étudier leur action réciproque et leur valeur respective, et à faire appel à ces différents facteurs selon leur importance et leur efficacité. L'Allemagne

n'est pas riche en céréales, ni en matières premières, une fois qu'elle est privée des potasses d'Alsace, du fer et du charbon de la Sarre. Elle tirait sa richesse avant tout des bras de ses millions d'ouvriers, ensuite de ses aptitudes à fabriquer, en dernière ligne seulement de ses exportations et de ses finances. Il aurait été logique de recourir au travail des ouvriers allemands pour ne pas mettre exclusivement ses finances à contribution. Il n'en fut pas ainsi. Les négociateurs de Versailles ont bâti toutes les clauses financières du traité sur l'idée de l'Allemagne de 1913, de l'Allemagne colossale, de l'Allemagne du bluff et du vingt-cinquième anniversaire de Guillaume II, d'une Allemagne qui peut-être n'avait jamais existé, telle du moins qu'elle se représentait elle-même, et qui en tous cas n'existait plus. Que de désillusions, que de difficultés ont suivi! Réunions de ministres et d'experts, assemblées du Conseil suprême, conférences de Paris ou de Bruxelles, de Boulogne ou de Spa; autant d'efforts pour empêcher — et au prix de quelles concessions! — ces stipulations du traité de s'évanouir au dur contact de la réalité. Après une dernière réunion, à Londres, au mois de mai, un ultimatum a été rédigé, notifié à l'Allemagne, qui l'a accepté. Un gouvernement allemand s'est efforcé de remplir ses engagements, des paiements ont été effectués. Un Comité des garanties a été constitué, qui de temps en temps — deux fois déjà — se transporte à Berlin. La quiétude cependant n'est pas venue. Sans parler des affirmations systématiques de M. Keynes, et des plaintes de l'Allemagne, l'opinion française a trouvé un sujet grave de préoccupation à la fois dans la situation économique du Reich et dans les dispositions manifestées à Berlin.

Aux termes de l'état des paiements élaboré par la Commission des Réparations à la suite de l'ultimatum, l'Allemagne doit payer aux Alliés, en deux versements, une « annuité fixe » de 2 milliards de marks-or, et, en quatre versements trimestriels, une « annuité variable » se montant à 26 p. 100 des exportations. Pour l'année de réparations qui s'étend du 1er mai 1921 au 30 avril 1922, les Alliés ne réclament à l'Allemagne que la moitié de l'annuité variable, deux versements trimestriels au lieu de quatre, 13 p. 100

seulement des exportations. L'on avait évalué à 5 milliards de marks-or les exportations allemandes pour l'année 1921 ; l'annuité variable s'élevait ainsi à 650 millions de marks-or. Si aux deux annuités on ajoute les frais occasionnés par les armées d'occupation et les sommes que le gouvernement allemand doit rembourser, d'ailleurs en marks-papier, à ses nationaux en vertu du « Reparation Recovery Act », l'on obtient la somme totale de 2 650 millions de marks-or, que l'Allemagne doit avoir payée aux Alliées avant le 30 avril 1922. Telles étaient les prévisions du Comité des Garanties.

Diverses causes sont venues modifier ces évaluations. D'une part la diminution des exportations réduit la dette allemande pour l'année 1921-1922 à 2 500 millions de marks-or environ. D'autre part l'insuffisance des livraisons en nature, qui n'ont produit que la moitié de ce qu'on espérait — 50 millions de marks-or par mois au lieu de 100 — et la dépréciation du mark, qui prend la proportion d'une véritable catastrophe rendent plus difficile la tâche de l'Allemagne.

L'Allemagne a versé le 30 août un premier milliard. 500 millions sont ou seront payés par les livraisons en nature, et 50 en vertu du « Reparation Recovery Act ». Il reste donc un solde d'un milliard de marks-or environ pour parvenir à couvrir l'échéance du 15 janvier prochain, versement de l'annuité fixe qui se monte à 500 millions. Il a fallu dès le 15 octobre, et non pas seulement à partir du 15 novembre, affecter en garantie, non pas en partie mais en totalité, le produit des impôts prévus à cet effet par l'état des paiements. En admettant que le rendement des douanes, de la taxe sur les importations demeure constant, qu'il n'y ait point de fléchissement dans les recettes fiscales, l'échéance du 15 janvier sera péniblement couverte. Mais aucune réserve ne sera constituée pour l'échéance du 15 février qui s'élèvera sans doute à 275 millions de marks-or et qui laissera un déficit d'une cinquantaine de millions. Et quand bien même de nouveaux impôts seraient votés par le Reichstag avant la fin de l'année, l'échéance fixe de 500 millions du 15 avril laissera un déficit qu'on peut estimer à 125 millions.

Ainsi la première année de réparations, année particulière-

ment légère se soldera par un déficit de plus de cent cinquante millions de marks-or.

***

Le compte des réparations est inscrit au budget allemand. Si le budget allemand était équilibré, il pourrait peut-être fournir les ressources nécessaires au paiement des annuités. Mais il présente un déficit. Abstraction faite du compte des « contributions » le budget ordinaire allemand qui se monte à 48 milliards de marks-papier se solde pas un excédent de dépenses de 4 milliards et demi, et le budget extraordinaire comprend 19 milliards pour les chemins de fer et les postes, ainsi que 14 milliards de secours de chômage. Ce déficit total est donc de plus de 37 milliards : ce sont là des dépenses formidables qui s'accroîtront sans doute en 1922-23 : hauts traitements attribués aux fonctionnaires qui, si l'on considère le coût de la vie, touchent les deux tiers de leur traitement de 1914; subsides accordés aux chemins de fer pour leur permettre d'assurer la reprise du trafic commercial et des échanges économiques; allocations de chômage à des centaines de mille ouvriers.

Pour combler le déficit, M. Wirth, d'abord comme ministre des Finances du cabinet Fehrenbach, puis comme chancelier, a imaginé un système fiscal et créé quinze nouveaux impôts; la plupart sont des impôts indirects : taxes sur le charbon, l'éclairage, les allumettes, la bière, les eaux minérales, le tabac, le sucre; les autres sont des taxes commerciales sur les eaux-de-vie, nouveaux tarifs douaniers, ou des impôts sur la fortune : impôts sur le mouvement des capitaux, sur le chiffre d'affaires, sur les accroissements de fortune. De ces impôts on peut retirer par an 45 milliards de ressources nouvelles.

Mais ces impôts ne sont pas votés. Le seront-ils jamais? on en peut douter. Depuis six mois que le cabinet Wirth est au pouvoir, il n'est pas encore parvenu à rédiger de projet définitif, et il hésite à le faire, car il sait que l'instant où il présentera son programme d'impôts au Reichstag risque d'être l'instant de sa chute. Et à supposer que ces impôts

soient votés, sont-ils suffisants et produiront-ils ce qu'on en attend? Les estimations d'ensemble qui ont été faites ne sont que la somme des estimations particulières pour chaque impôt : on n'a tenu nul compte de la dépendance où ils se trouvent les uns vis-à-vis des autres. On n'a tenu nul compte également du pouvoir d'achat des contribuables. Quant à l'industrie, pour ne pas payer d'impôts, elle a le choix, entre plusieurs procédés, tous efficaces, dont elle a fait déjà l'expérience. Dès le moment où commença la dépréciation du mark, sous prétexte d'éviter l'envahissement des capitaux étrangers, les sociétés ont émis des actions préférentielles qui assurent la concentration des voix entre quelques gros actionnaires. Les entreprises fondées au prix d'une simple formalité administrative se transforment en sociétés par actions : ainsi a fait Krupp, ainsi a fait Ullstein, le grand éditeur de journaux, de revues et de livres; la nouvelle société qui, comme entreprise privée tombait sous le coup de l'impôt sur le revenu, n'est plus soumise qu'à un petit impôt sur les sociétés. Ou bien encore l'on met à profit les nouvelles idées des économistes, en particulier la concentration proposée par Stinnes et Rathenau. Que l'on unisse des groupes différents de l'industrie, depuis ceux qui travaillent à l'extraction des matières brutes jusqu'à ceux qui livrent les marchandises à l'acheteur, « concentration verticale » préconisée par Stinnes, ou que l'on unisse les mêmes branches d'industrie, « concentration horizontale » selon la formule de Rathenau et qu'ainsi les aciéries s'adjoignent des mines de fer et de houille, des hauts fourneaux, des laminoirs, ou que l'aciérie s'unisse à l'aciérie, le haut fourneau au haut fourneau, la simplicité, la rapidité de la production n'en sont pas seuls les avantages : les conséquences au point de vue fiscal en apparaissent désastreuses, car, s'il est inévitable que reste soumis à l'impôt le capital de la société mère, il est aisé de dissimuler le capital des sociétés « filles » en maquillant les bilans ou en usant de quelque autre subterfuge. L'on peut encore créer à l'étranger une « holding company » : tandis que l'exploitation technique continue d'avoir son siège en Allemagne, l'administration du capital s'installe à l'étranger, en Suisse surtout, pays qui

assure aux fortunes importées le traitement le plus favorable — ou même, par une transformation subite, les succursales étrangères deviennent maisons mères, et il ne reste plus en Allemagne que des usines insaisissables. On trouve en Allemagne une confirmation nouvelle et éclatante de ce qui a été dit récemment dans la *Revue de Paris* sur l'évasion fiscale.

Puisque le budget d'Empire n'offre aucune ressource au gouvernement allemand, est-ce par des prêts que lui consentiront soit ses nationaux, soit des banques étrangères, que celui-ci trouvera les sommes dont il a besoin? Non : il suffit de se rappeler à quelles conditions l'Allemagne s'est procuré le milliard de marks-or qu'elle a payé à l'Entente.

Dès la première quinzaine de mai, profitant de la détente produite sur le marché des devises par l'acceptation de l'ultimatum, le gouvernement allemand fit acheter par la Banque d'Empire, ainsi que par l' « Office des devises », des contingents importants de devises étrangères. De cette façon, elle put effectuer avant la fin de mai un premier versement de 150 millions de marks-or. Mais l'offre de devises, d'abord abondante, diminua vite : l'on dut reconnaître l'urgence de mesures radicales. Après de nombreux essais infructueux, l'entremise de la banque Mendelssohn permit de constituer un consortium international qui consentit un crédit de 270 millions de marks-or, à des conditions tellement désavantageuses que le gouvernement n'osa les rendre publiques, et que jusqu'à ce jour, si l'on excepte quelques hauts fonctionnaires du ministère des Finances, nul en Allemagne n'en a eu connaissance. Malgré le succès de cet emprunt, qui diminuait la demande des devises, en même temps qu'il permettait d'envisager avec certitude le paiement des sommes exigées dans les délais fixés, aucune offre nouvelle ne se présentait. La Banque d'Empire dut emprunter aux banques allemandes 16 millions de marks-or et prélever sur ses réserves d'or 75 millions, près de la moitié de son encaisse métallique. Tous ces expédients amenèrent une dépréciation continue du change allemand. En mai, à la Bourse de New-York, le dollar valait 118 marks; il en valait 124 en juin, 228 en juillet, 131 en août. Mais le 31 août le premier milliard était versé aux Alliés.

Depuis le mois de septembre, la Bourse de Berlin présente un aspect extraordinaire, les demandes de florins hollandais, de couronnes suédoises ou de dollars au-dessus du cours se croisent avec les offres de ventes du mark. Les banques, soucieuses des fonds de leurs clients, désireuses de manifester leur défiance à un gouvernement qui n'a point leur sympathie et de lui faire sentir la nécessité de leur appui, loin d'enrayer le mouvement, l'accentuent et l'accélèrent. Plus on spécule, plus le mark baisse, plus chacun tâche à s'en débarrasser. Tandis que le mark continue de baisser, et que sa valeur descend peu à peu au niveau de celui de la couconne autrichienne, un vent de folie spéculatrice a soufflé sur la capitale, et ne paraît pas près de tomber.

D'autre part tout effort pour obtenir des industriels les devises étrangères qu'ils possèdent est demeuré vain jusqu'ici. Les exportateurs laissent à l'étranger le prix de leurs marchandises. Les importateurs, de leur côté — particulièrement les importateurs de coton — prévoyant de nouvelles baisses du mark achètent eux-mêmes des devises étrangères afin de pouvoir faire face à leurs prochains achats.

Ne trouvant de crédits ni à l'intérieur, ni à l'extérieur, le gouvernement allemand use du seul moyen qui lui reste : la planche à billets. Dès la fin de 1919 les journaux se plaignaient de l'inflation fiduciaire : les ennemis d'Erzberger l'accusaient de faire travailler à plein rendement les machines qui fabriquent les billets : la circulation en était de 45 milliards et s'accroissait chaque mois d'un milliard. Erzberger a disparu mais les machines continuent de tourner. 90 milliards de marks de billets circulent, et les presses en jettent chaque mois pour 50 milliards dans la circulation. Mais chaque jour aussi la valeur de ce papier baisse, entraînant dans sa chute le crédit de l'Allemagne.

Autant apparaissent fragiles, même au profane le moins informé, les espoirs qu'on pouvait fonder sur l'équilibre du budget allemand ou sur les emprunts possibles — autant lorsqu'on en vient à considérer l'industrie allemande, il semble que l'on atteigne des ressources réelles, que l'on touche à la source de la vraie richesse, et l'impression de prospérité inouïe, de travail incessant, qui demeure dans

l'esprit de quiconque à vu à l'œuvre les immenses usines de la Ruhr — les chiffres paraissent la corroborer de façon saisissante.

Déjà l'année 1919-1920 avait été pour l'industrie allemande une année d'union, de prospérité définitive, du moins d'efforts et de relèvement. Des dévidendes énormes avaient été distribués — qui variaient entre 60 et 100 p. 100 — pour atteindre les 150 p. 100 avec la Compagnie des pétroles de Flensbourg. Si pendant l'année 1920-1921 des dividendes n'ont pas crû comme les actionnaires l'espéraient, cela tient en grande partie à l'habitude qui s'est généralisée, de ne distribuer comme dividendes qu'une faible partie des bénéfices, et d'employer le restant en dépenses productives, en fonds de réserve ou d'amortissement.

Les sociétés elles aussi prospèrent. Les nouveaux capitaux affluent. Telle entreprise, de janvier 1920 à juin 1921, a quadruplé son capital. Au cours de l'année 1920 plus de 6 milliards de marks ont été ainsi consacrés à l'élévation du capital-actions. Les fusions de sociétés se multiplient; parfois c'est l'annexion, parfois l'absorption complète. D'énormes organismes s'édifient, comme le consortium Stinnes ou le consortium Stumm. Des trusts se constituent : trust des cigarettes, trust du pétrole, trust des appareils photographiques, qui imposent leurs prix à l'acheteur et à l'État. Dividendes et bénéfices, réserves et dépenses; fondations de sociétés nouvelles, afflux de capitaux : tout cela témoigne de l'extrême vitalité de l'industrie allemande.

La production a été favorisée par des conditions exceptionnelles, par la tranquillité des chefs socialistes, par le rétablissement de la paix sociale. Le nombre des chômeurs qui, au printemps, atteignait 425 000 n'est plus aujourd'hui que de 230 000, à peine davantage qu'en 1914. La production de houille, autant qu'on peut le prévoir d'après les statistiques des premiers mois de l'année, ne sera inférieure que de 25 p. 100 à la production de 1913; et la production de lignite dépassera de 35 p. 100 celle de 1913. Les usines métallurgiques — alors que la crise sévit dans les autres pays — travaillent à 60 p. 100 de leur rendement de 1913. Dans les textiles, certaines usines, en Saxe et à München

Gladbach, emploient deux fois plus d'ouvriers qu'avant la guerre : les commandes s'accumulaient dans de telles proportions qu'on a dû en passer une partie aux usines allemandes de Bohême. Le trafic des ports augmente : au cours du mois d'août il est entré à Hambourg 80 p. 100 des navires qui y entraient en 1913; il en est sorti plus de 75 p. 100. Les grands hangars, les vastes entrepôts d'Altona, si vides en 1920, renaissent, et sur les bassins déjà remplis, les pavillons de toutes les nations recommencent à flotter.

Les exportations, jusqu'ici du moins, ont été florissantes. La Hollande, la Suisse, la Grande-Bretagne sont inondées de produits allemands. On vend des locomotives, de la potasse, en Espagne; partout du carton, du papier, de la cellulose. On vend en Amérique pour 80 millions de dollars de coton. Telle fabrique de locomotives de Bavière a reçu des commandes dont le montant dépasse la valeur de son capital. Des accords favorisent la reprise des relations économiques; les États-Unis ont créé à Berlin une société pour l'achat des produits allemands. L'Allemagne participe à certaines entreprises de Yougoslavie. Avec l'Italie, avec la Bulgarie, des traités de commerce ont été signés, de même qu'avec la Lettonie. Que l'on considère comme définitives ou fantaisistes les commandes de machines et de matériel qu'a faites Victor Topp à Berlin, il reste en tout cas que c'est pour renouer des cours économiques avec la Russie que le gouvernement allemand a envoyé comme représentant à Moscou le Dr Wiedenfelt, jusque-là chef du département économique au ministère des Affaires étrangères. Tandis que, pour la première fois depuis huit ans, des produits russes parvenaient à la foire de Leipzig, une foire s'est tenue pour la première fois à Königsberg, qui sera le trait d'union entre l'Allemagne et le Nord inconnu.

Il ne faut pas refuser de voir les ombres, chaque fois grandissantes, qui s'étalent sur ce tableau — ni ignorer les obstacles qui rendront peut-être ce renouveau éphémère. Les augmentations de capitaux ne sont qu'une suite inévitable de la dépréciation du mark, du renchérissement de toutes choses. D'autre part l'essor économique de l'année dernière est dû pour beaucoup à des conditions exceptionnelles

qui ne se retrouveront sans doute pas toujours au même degré. Enfin, il faut noter qu'en 1913, année grasse entre toutes, le balance commerciale de l'Allemagne se soldait par un déficit de près d'un milliard de marks; c'est un chiffre qui doit nous garantir contre les évaluations exagérées.

***

Mais alors où est la solution? Si l'Allemagne, dans les conditions où elle vit, ne peut payer les réparations ni par le budget allemand, ni par les emprunts, ni par les ressources de l'industrie allemande, comment s'acquittera-t-elle de ses engagements? Elle ne paiera qu'en modifiant grandement ses méthodes et sa vie. Il n'existe pas à une situation aussi difficile un seul remède, mais il existe une série de mesures que l'Allemagne peut prendre.

L'Allemagne a, au fond, un budget de nation riche, et qui ne répond pas à ce qu'elle est, et à ce qu'elle doit faire. Il est nécessaire qu'elle se résigne à économiser. Il est inadmissible qu'une Allemagne qui a perdu 70 000 kilomètres carrés de territoires et 6 millions d'habitants, qu'une Allemagne vaincue et ruinée continue de vivre en 1921 comme l'Allemagne de 1913 débordante d'hommes et de richesses : il faut qu'elle sache se restreindre et qu'elle le veuille. La preuve qu'elle le peut, c'est que si l'on s'en rapporte aux prévisions budgétaires pour l'année qui commence au mois d'avril prochain, si l'on excepte les sommes nécessaires à l'exécution du traité de paix, le budget ordinaire présenterait un excédent de recettes de 17 milliards, le budget extraordinaire un déficit de 18 milliards environ. Ainsi le budget intérieur allemand de 1922-23 se trouverait presque en équilibre. Ce n'est pas suffisant : car l'Allemagne a conservé des habitudes de luxe et de prodigalité. Elle nourrit une armée de fonctionnaires supérieurs du tiers aux effectifs de 1914. Tous ceux qui ont fréquenté les bureaux de poste des grandes villes ont été frappés du grand nombre des employés, pour la plupart inoccupés, derrière les guichets pour la plupart fermés. Est-il admissible que les principautés les plus minuscules, devenues aujourd'hui territoires de

l'Empire, conservent leur administration; qu'un pays comme le territoire de Saxe-Weimar-Eisenach possède un « ministère de l'Intérieur et des Affaires étrangères », et que dans ce ministère grouillent un ministre, un conseiller d'état, un directeur et neuf conseillers rapporteurs, sans compter la masse des fonctionnaires subalternes. Dans les chemins de fer, alors que le trafic de 1921 est en diminution de 20 p. 100 sur le trafic de 1910, le personnel, alors de 740 000 employés, dépasse aujourd'hui un million. Quatre milliards sont employés à la construction de nouvelles voies et de nouveaux établissements, 4 milliards à la réorganisation du matériel, 4 milliards à l'achat de matériel nouveau. Comment s'étonner, dans ces conditions, si le déficit des chemins de fer croît chaque mois; et si le gouvernement qui avait espéré n'avancer à cette administration que 10 milliards, doit, en fin de compte, lui en allouer 15?

Il faut que l'Allemagne ne néglige aucun moyen de recettes, ne recule devant l'exploitation d'aucune ressource, pour parvenir s'il est possible à avoir un budget en excédent. Il faut résolument accroître les impôts; le gouvernement l'a compris puisqu'il escompte un supplément de recettes de 43 500 millions de marks, provenant soit du plein rendement des impôts actuels, soit des nouveaux impôts — tant directs qu'indirects. Mais ces mesures sont tout à fait insuffisantes. Qu'est-ce qu'un droit de 30 marks sur le quintal de sucre, qui se vend aujourd'hui 720 marks? Que représente un droit de 800 marks sur l'hectolitre d'alcool, alors qu'en Angleterre la taxe dépasse 150 livres? Le prix du charbon, qui demeure une des seules richesses naturelles de l'Allemagne, paraît bien bas si on le compare au prix du marché mondial. Et qu'est-ce que des impôts directs si mal établis que leur rendement est tout à fait insuffisant? Il faut que les accroissements d'impôts soient en Allemagne poussés jusqu'aux limites extrêmes du possible. Joints à des systèmes de perception mieux en harmonie avec les conditions de la vie moderne, ils assureront au gouvernement allemand des ressources supplémentaires, tandis que la collaboration qu'il imposera à l'industrie dans sa tâche de rénovation fiscale, lui assurera un crédit et une autorité nouvelles. L'Allemagne pourra d'ailleurs renoncer aux

mesures fiscales les plus onéreuses, lorsque l'essor économique sera suffisant pour qu'elle puise dans les richesses qu'elle en tirera l'argent nécessaire au paiement des contributions. Ce jour est encore éloigné, puisqu'il faudra que la valeur or des exportations allemandes couvre non seulement les importations, mais l'annuité fixe, l'annuité variable et toutes les dépenses annexes (coût de l'occupation, entretien des missions, etc.). Mais il appartient à l'Allemagne d'en hâter la venue.

Il est souhaitable que l'Allemagne travaille pour nous. Le retard apporté à la solution de la question des réparations et la situation critique de l'industrie française empêchent la reconstitution directe par les ouvriers allemands des régions dévastées du Nord de la France; certains scrupules et des raisons de sentiment interviennent aussi. Mais les machines allemandes peuvent être employées. Cette solution a l'avantage d'être à la fois la plus juste au point de vue de la stricte équité, la plus conforme au principe de la reconstruction par l'Allemagne des territoires qu'elle a dévastés et d'être ainsi l'une des seules solutions pratiques, puisqu'elle permet d'entrevoir une reconstitution rapide et totale des régions libérées, et qu'elle facilite et qu'elle assure le paiement des dettes de l'Allemagne. Aussi, quelque réserve qu'on puisse formuler contre telle ou telle stipulation isolée de l'accord de Wiesbaden, en particulier à propos de la fixation des prix des articles livrés par l'Allemagne aux prix français, le principe de l'accord de Wiesbaden demeure excellent : car autant l'Allemagne a besoin de trouver des marchés d'exportation, autant nous avons besoin nous-mêmes de matériaux de reconstruction, que nous pourrons, de la sorte, obtenir rapidement. En tenant, comme il est indispensable de le faire, le plus grand compte des désirs ou des plaintes des habitants des régions libérées, le gouvernement français ne doit négliger aucun des avantages immédiats et concrets que peut offrir l'Allemagne.

Enfin, il ne faut pas oublier que le traité de Versailles donne aux créanciers de l'Allemagne les droits les plus généraux pour se faire payer. Il en résulte que, si le système de paiement établi présentement ne suffit pas à amener les

résultats voulus, les Alliés peuvent recourir à d'autres modalités. Le droit est certain. Ce sera l'affaire des Alliés et en particulier de notre pays de choisir après examen les moyens appropriés et de savoir les employer efficacement. Parmi les projets qui se présentent à l'esprit il en est d'inégale valeur. Par exemple, il est très certain que les Allemands ont des comptes ouverts dans beaucoup de banques étrangères; ils en ont en Angleterre, en Suisse, en Hollande et ailleurs. Mais on ne voit pas comment ces ressources pourraient être atteintes. Au contraire il est des richesses certaines sur lesquels les Alliés peuvent faire valoir leurs droits. Dans un article paru ici même, à propos du problème financier français, l'idée a été émise, et elle fait son chemin, qu'il y avait nécessité d'établir l'inventaire des richesses de l'État. Mais ce qui est vrai de l'État français l'est davantage encore de l'État prussien [1], et le jour où les Alliés seraient conduits à prendre des gages, ils trouveraient dans les domaines de l'État prussien des bien palpables et fongibles. Nous ne faisons qu'indiquer l'idée, mais, si les circonstances y obligent, elle mérite d'être plus longuement étudiée dans ses applications.

A l'heure présente, l'attention est concentrée sur deux points : que fera l'Allemagne le 15 janvier? quelles mesures d'ensemble prendra l'Allemagne pour faire face à ses engagements? Les événements seuls répondront. Mais, sans les attendre, les pouvoirs publics doivent se préoccuper de ce qu'ils feront dans les diverses hypothèses qui peuvent se

1. Voir *Revue de Paris* du 15 novembre 1921 : *Une solution au problème financier*, par le comte de Fels. Il y a lieu de rappeler ici la remarque que l'auteur avait faite et qui contient en quelques mots un projet : « ... Il nous serait difficile d'oublier qu'il existe un État plus riche encore que l'État français et que cet État est le débiteur de la France. En contraste avec les États anglo-saxons, l'État prussien, mal dégagé du système féodal qui faisait vivre le souverain sur le produit de ses propres domaines, est agriculteur, industriel, banquier, entrepreneur de transports, saunier, exploitant de mines, etc. On estime que le budget propre de la Prusse était alimenté, avant la guerre, dans la proportion de 60 p. 100 par les produits des biens de l'État ou les bénéfices de l'industrie qu'il exerce. Le jour où l'Empire allemand ferait définitivement faillite à ses engagements, une politique plus réaliste pourrait conduire l'État français, après avoir inventorié ses ressources, à soumettre son débiteur prussien à la même formalité, avant-courrière d'une saisie-gagerie, autrement efficace que l'escompte de billets et d'obligations plus ou moins bancables. »

présenter. Il n'y a pas, pour un aussi vaste problème, de solution unique et miraculeuse. Il ne suffit pas, pour le régler, d'une politique de magnificence, qui donnerait satisfaction à des sentiments naturels, et qui n'aurait pas de résultats réels. La question des réparations demeurera longtemps à l'ordre du jour; elle exigera sans aucun doute des séries de solutions. Ce qui est nécessaire pour un gouvernement, c'est d'avoir une méthode, c'est de connaître exactement quelles décisions efficaces il exige du débiteur, et comment il compte l'amener à les prendre. Sans doute, nous ne pouvons pas déterminer d'avance et absolument tout ce que nous ferons, et il est vrai de dire, ainsi qu'un orateur le faisait récemment à la Chambre, que nous devons agir sans nervosité, sans précipitation, sans brusquerie inopportune, et comme des vainqueurs qui sont sûrs d'eux : encore faut-il qu'il soit bien établi que nous agirons, et que nous avons de la continuité dans les desseins. Nous possédons un gage militaire et politique, il est vrai, et non économique, qui est la rive gauche du Rhin; nous avons le droit appuyé sur la force; c'en est assez, si nous savons nous y prendre, pour que nous amenions l'Allemagne à convaincre qu'elle n'échappera pas à tenir ses engagements, déjà si réduits, et que le plus sage pour elle, en dépit de ses difficultés financières, est de prendre toutes les mesures, même les plus lourdes, pour payer ce qu'elle doit.

X. X. X.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, *85*[bis], *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIII*[e]*).*

Le Gérant : ED. PAUPHILET.

UNE CONSPIRATION EN 1537

SCÈNE HISTORIQUE INÉDITE DE GEORGE SAND

AVANT-PROPOS

Vers 1831, à l'époque où George Sand, arrivée depuis peu à Paris, faisait, avec l'aide de Sandeau, son apprentissage dans le métier d'écrivain et cherchait sa voie, en s'essayant tour à tour dans divers genres, elle s'avisa de composer une scène historique. La faveur du public se portait depuis quelques années de ce côté : Ludovic Vitet avait fait paraître avec un grand succès, de 1826 à 1830, trois scènes historiques, empruntées à des épisodes des guerres de religion, *les Barricades, les États de Blois, la Mort de Henri III*; et la *Revue de Paris*, par qui George Sand rêvait de se faire imprimer, en avait publié deux, au cours de la seule année 1830, *le Camp de Compiègne*, de Loève-Veimars, et *les Mécontents*, de Prosper Mérimée.

Elle eut tôt fait de découvrir, dans les *Chroniques florentines* de Benedetto Varchi, un sujet dramatique et neuf : c'était l'aventure de Lorenzo de Médicis, — Lorenzaccio —, qui, vivant à la cour du duc Alexandre, son cousin, avait, par une longue et savante dissimulation, gagné la confiance de celui-ci et préparé le guet-apens où le tyran de Florence devait trouver la mort. Le vieux chroniqueur s'était plu à narrer cette histoire avec un tel luxe de détails qu'il était

presque inutile d'ajouter à son récit. Il suffisait de le découper en tableaux et de le mettre en dialogues. George Sand s'y employa avec beaucoup d'habileté, et l'œuvre qu'elle sut en tirer, *Une conspiration en* 1537, pouvait honorablement soutenir la comparaison avec les meilleures productions du genre. Cependant, soit que l'auteur ne la jugeât pas pleinement réussie à son gré, soit qu'aucune revue n'ait consenti à ce moment à l'accueillir, elle ne parut point.

Quelques années s'écoulèrent. Lorsqu'en 1833, vint la liaison avec Musset, les deux écrivains eurent tout naturellement la pensée de se communiquer leurs projets et leurs ébauches. Musset lut ainsi, dans un petit carnet, au milieu d'autres morceaux de la même époque, la scène historique que George Sand avait composée d'après les *Chroniques florentines*. Il fut séduit par le sujet. De cet essai, auquel l'auteur n'attachait plus sans doute qu'une importance médiocre, il vit le moyen de faire sortir un drame original et puissant, dans lequel il évoquerait toute la vie de Florence au XVIe siècle. Il dut demander à George Sand et obtenir sans peine qu'elle lui cédât son manuscrit, en lui laissant toute liberté de l'utiliser comme bon lui semblerait. Et quand, un peu après, ils partirent tous deux pour ce voyage en Italie, qui devait si mal finir, il prit avec lui, les ayant détachés du carnet [1], les feuillets qui contenaient l'œuvre de son amie, pour en combiner sur place certains éléments avec les idées que lui suggéreraient la lecture des chroniques et le décor de Florence : le drame de *Lorenzaccio* naquit de ce travail de remaniement.

C'est la scène historique de George Sand, telle qu'elle fut écrite il y a près d'un siècle, que publie aujourd'hui la *Revue de Paris*. Le texte nous en a été conservé, grâce à une négligence de l'écrivain, qui, lors de sa rupture avec Sandeau, emporta le carnet où était recopié son ouvrage, et laissa entre les mains de son ancien collaborateur le manuscrit primitif. Ce manuscrit, donné plus tard par Sandeau à madame Dorval, devint, après la mort de celle-ci, la propriété du vicomte Spoelberch de Lovenjoul. Il fait maintenant partie, sous le

1. Le carnet, où se voit la trace des feuillets déchirés, est encore aujourd'hui en la possession de madame Lauth-Sand.

numéro E. 848, de la riche collection léguée par M. de Lovenjoul à l'Institut de France et installée, comme on sait, à Chantilly. Ce n'est pas ici le lieu de faire ressortir les ressemblances et les différences qui existent entre l'œuvre de George Sand et celle de Musset [1] : le lecteur les apercevra d'ailleurs de lui-même. J'ai cru devoir simplement lui faciliter la tâche en imprimant en note les passages de la pièce de Musset littéralement empruntés à celle de sa devancière. Pour le surplus, je me contenterai de remarquer que la scène historique est assez éloignée du drame pour garder sa valeur d'écrit original, intéressant en ce qu'il nous fait connaître le talent de George Sand à ses débuts, mais qu'elle en est en même temps à certains égards assez voisine, pour prêter à de curieux rapprochements.

L'Institut de France, possesseur du manuscrit, et madame Lauth-Sand, héritière de l'écrivain, ont mis l'un et l'autre la plus grande obligeance à rendre possible la publication de ce document [2]. Je suis d'avance assuré d'être l'interprète des lecteurs de la *Revue* en les en remerciant respectueusement ici.

PAUL DIMOFF

DRAMATIS PERSONÆ

ALEXANDRE DE MÉDICIS, grand-duc de Florence.
VALORI, commissaire apostolique.
MALATESTA BAGLIONE, commandant des forces militaires.
LE CAVALIERE (*sic*) DE MARSILI } officiers de la maison du Grand-Duc.
LE CAPITAINE CESENA }
GIOMO LE HONGROIS } écuyers du Grand-Duc.
FERNANDO L'ANDALOU }
LORENZO DE MÉDICIS, cousin du Grand-Duc.
MADONNA MARIA SODERINI, mère de Lorenzo.
MADONNA CATTERINA, sœur de Lorenzo.
BINDO ALTOVITI, oncle de Lorenzo.
MICHEL DEL FAVOLACCINO, dit *Scoronconcolo*, spadassin.
GIULIO CAPPONI, citoyen de Florence.
Écuyers, pages du Grand-Duc, etc.

1. Cette étude sera faite en tête d'une édition de *Lorenzaccio*, dans laquelle figureront, avec la scène historique de George Sand, des plans et scènes écrits par Musset pour son drame et encore inédits.

2. L'Institut de France et madame Lauth-Sand, en donnant leur consentement à la présente publication, entendent, chacun en ce qui le concerne, se réserver le droit d'autoriser ou d'interdire toute publication ultérieure, intégrale ou partielle, de la scène historique de George Sand.

SCÈNE I

Le Palais du Grand-Duc à Florence.
6 janvier 1537. Dix heures du matin.

Malatesta, Valori, Marsili, plusieurs gentilshommes attachés au Grand-Duc, plusieurs riches bourgeois de la ville, quelques seigneurs étrangers.

MARSILI

Je le dis en conscience à Vos Seigneuries : l'émeute de ce matin avait un caractère sérieux.

VALORI

Encore les jeunes gens? Quelques élèves de l'école de peinture, artistes sans talent et sans barbe, qui croient que l'exaltation tient lieu de génie, quelques jeunes légistes, venus de Bologne, pour montrer dans nos rues leurs moustaches hérissées et leurs fraises tachées d'encre? Un coup de vent ferait justice de ces conspirateurs à tête vide et à mine affamée.

MARSILI, *baissant la voix.*

Le peuple est bien mécontent.

MALATESTA

C'est sa nature. Qu'importe d'ailleurs, si nous avons une garnison impériale bien payée à nos portes, et dans nos murs des troupes dévouées au gouvernement? Il est assez prouvé qu'avec les Florentins, le sceptre de fer vaut mieux que le sceptre d'or.

MARSILI

C'est parfaitement juste. Mais ce nouvel édit de proscription a indisposé bien des familles prêtes à adhérer au gouvernement.

VALORI

On se passera de leur adhésion. Sa Sainteté chérit le duc Alexandre, comme une mère aime son fils, et le protègera envers et contre tous.

(Un gentilhomme parle bas à son voisin, qui lui répond :)

Prenez garde que le regard perçant de Valori ne surprenne le sourire sur vos lèvres. Le pape est comme Dieu. Il est partout.

UN PAGE *annonçant* :

Le Duc. (*Le Duc entre, suivi du capitaine Cesena, de Vitelli, de plusieurs écuyers, pages et gens d'armes.*)

LE DUC

Eh bien! Messieurs! Qu'est-ce donc? Nous avons encore eu du bruit ce matin?

MALATESTA

Quelques amis des derniers proscrits se sont assemblés autour de *Santa Reparata* et ont tenté d'en appeler au peuple. Mais les Floren-

tins fidèles à Votre Altesse les ont dispersés, injuriés, et, sans l'intervention de la force militaire, ils eussent fait de ces factieux une sévère justice.

LE DUC

Il fallait donc les laisser faire.

VITELLI

J'ai pensé que Votre Altesse aimerait mieux ordonner, dans sa sagesse, le châtiment des rebelles.

LE DUC

Oui! se débarrasser soi-même de ses ennemis, cela fait plaisir. Qu'ils soient jetés dans les cachots!

VITELLI

C'est une chose faite, Seigneurie.

LE DUC

Eh bien! qu'ils soient pendus! Je gage que ce qui les fâchera le plus sera de ne pouvoir plus dire du mal de moi.

MARSILI, *fait un pas en avant et d'une voix mal assurée* :

Altesse, j'ai un neveu...

MALATESTA, *le retenant par son manteau.*

Vous vous perdez.

MARSILI

Je me tais.

LE DUC, *à Valori.*

(Pendant la conversation du Duc avec Valori les autres personnes se tiennent dans l'éloignement.)

Votre Excellence a-t-elle reçu ce matin des nouvelles de la Cour de Rome?

VALORI

Clément VII envoie mille bénédictions à Votre Altesse. Sa Sainteté fait des vœux pour sa longue prospérité. Mais elle craint avec raison qu'Elle ne se lance au milieu de nouveaux dangers par trop d'indulgence et d'aveuglement.

LE DUC

L'on vous voit venir, Monsieur le Commissaire apostolique. Encore quelques mauvaises branches à élaguer [1]? Dites, dites. Il est plus facile d'abattre que d'élever.

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte I, sc. IV :

LE DUC, *à Valori.*

Votre Éminence a-t-elle reçu ce matin des nouvelles de la Cour de Rome?

VALORI

Paul III envoie mille bénédictions à Votre Altesse, et fait les vœux les plus ardents pour sa prospérité.

LE DUC

Rien que des vœux, Valori?

VALORI

Sa Sainteté craint que le Duc ne se crée de nouveaux dangers par trop d'indulgence...

LE DUC

Ainsi, Monsieur le Commissaire apostolique, il y a encore quelques mauvaises branches à élaguer?

VALORI

La perfidie veille quand la vengeance s'endort.

LE DUC

Ce sont vos formules d'usage pour me demander un homme et une corde, l'un portant l'autre. Quel est le gros négociant florentin qui excite l'appétit du Saint-Siège?

VALORI

Ce n'est point un négociant, mais un patricien.

LE DUC.

Ah! cela s'obtient plus difficilement, et se paye plus cher.

VALORI

C'est Laurent de Médicis que le pape réclame comme transfuge de sa justice [1].

LE DUC

Bah! Lorenzino? Lorenzaccio [a], comme l'appellent les Florentins? Mais c'est mon parent et mon favori, l'ignorez-vous?

VALORI

C'est le rejeton d'une branche ennemie de la vôtre, et dont le poignard, toujours prêt à ouvrir un chemin à la sédition, a trop souvent rencontré le cœur d'un parent et d'un maître.

LE DUC

Allons! vous raillez, quand vous parlez de poignard à Lorenzino. C'est un éventail qui convient à sa blanche main [2]!

VALORI

Que Votre Altesse me pardonne si j'insiste. La Cour de Rome s'étonne que la seule grâce qu'ait accordée le duc de Florence à un traître, soit tombée sur un ennemi de Clément VII.

LE DUC

Mais que lui reproche donc si tard le Saint-Père? Est-ce toujours la mutilation des statues de l'arc de Constantin? Ces antiquailles sont-elles si précieuses aux Romains qu'ils aient été bien justes de condamner à mort l'écolier qui, dans une nuit d'ivresse et de débauche,

a) La terminaison en *ino* exprime la familiarité. C'est un diminutif. La terminaison en *accio* exprime le mépris. C'est une injure. (Note de George Sand.)

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte I, sc. IV :

SIRE MAURICE

... C'est Lorenzo de Médicis que le pape réclame comme transfuge de sa justice...

LE DUC

... Paix! tu oublies que Lorenzo de Médicis est cousin d'Alexandre...

2. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, ibid. :

LE DUC

... Regardez-moi... ces mains fluettes et maladives, à peine assez fermes pour soutenir un éventail...

eut la plaisante idée de les décapiter? Par saint Cosme! J'ai ri de la sainte colère du pape, en songeant que, si tous ces grands hommes revenaient à la vie, il ne manquerait pas de les excommunier[1]. Le cardinal Hippolyte de Médicis avait bien fait comprendre à Sa Sainteté, qui est Elle-même un Médicis, que l'ignominie du supplice de Lorenzo retomberait sur les siens, et l'évasion du condamné avait été favorisée par celui-là même qui le réclame aujourd'hui. D'où vient cette inconstance dans la faveur du pape? Il fut un temps où les caustiques saillies de Lorenzino étaient applaudies au Vatican, comme les sottises d'un enfant gâté. Quand on vit qu'il abusait de cette faiblesse, on le condamna à être pendu, et maintenant qu'on lui a pardonné, on se rétracte? C'est de l'inconséquence.

VALORI

On pensait que les mesures sévères prises contre lui le tiendraient en respect, en quelque lieu de l'Italie qu'il se fût réfugié. Mais à peine a-t-il pris racine dans votre Cour qu'il recommence ses licencieuses moqueries contre les choses saintes et les personnes consacrées à Dieu. Le pape a sujet d'être blessé de l'affection que Votre Altesse a conçue pour le contempteur de la religion.

LE DUC

Le pape est d'autant plus zélé, en cette occurrence, à venger la religion outragée, que son amour-propre blessé y trouve un peu son compte. Mais parlons sérieusement. Excellence, la haine du Saint-Père a lieu d'être assouvie, car il n'est pas de condition plus abjecte que celle de Lorenzo à la Cour de Florence. Cette feinte amitié, que je lui montre, ne trompe peut-être ici que vous et lui. Oh! des affronts comme ceux que j'ai reçus de lui, autrefois, ne se pardonnent jamais, sachez-le bien! Mais la véritable vengeance, ce n'est pas le délire d'un instant, c'est la jouissance de toute une vie. Tuer son ennemi, c'est s'en défaire et non s'en venger; c'est une justice de maître, une mesure de sûreté. Mais le faire souffrir longtemps, le fouler aux pieds, l'avilir, c'est une conquête de vainqueur, c'est un plaisir de prince!

VALORI

Mais Lorenzo lève devant toute la Cour un front toujours altier. Son langage est toujours acerbe et insolent. S'il est insensible au mépris qu'il inspire, où est son châtiment?

LE DUC

Cette philosophie stoïque est affectée. Au fond de son cœur, il souffre, je le sais bien. Peut-il être sourd aux clameurs de la haine publique, à l'indignation de sa famille, qui avait mis en lui de si

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte I, sc. IV :

LE DUC

... Je n'entends rien au respect du pape pour ces statues, qu'il excommunierait demain, si elles étaient en chair et en os...

hautes espérances, et qui le voit rouler si bas? Ah! si vous aviez vu comme, dans son enfance, l'adulation des siens avait enflé ce cœur superbe! comme ses progrès dans les lettres l'avaient rendu fanfaron! comme il croyait s'élever au-dessus de moi par son pédantisme et son outrecuidance! et comme, en toute occasion, son orgueilleuse mère cherchait à dénigrer mon goût pour les armes, disant que son Lorenzo était plus fait que moi pour régner! Aussi, maintenant, quelle rage dévore ces vaniteux Soderini à la vue de Lorenzo, perdu de débauches, criblé de dettes, n'ayant d'autres secours que le denier que ma pitié lui jette, pliant un genou souple devant moi, son maître, et livrant à ma vengeance ses anciens partisans! C'est moi qu'ils appelaient un soldat grossier, c'est moi qui l'ai plongé dans le bourbier et qui ai mis mon pied sur sa tête. Mon or l'a corrompu comme tant d'autres. Ma haine l'a fait descendre plus bas qu'aucun d'eux. *(Lorenzo paraît au fond de la galerie; il s'avance lentement et comme plongé dans un affaissement mélancolique.)* Voyez-le, abattu, terne, usé; voyez ses traits amaigris et plombés, son corps débile, que ronge incessamment la fièvre de l'orgie, son regard éteint et stupide [1]! Est-ce là cet esprit ardent et incisif que le pape ne dédaigne pas de redouter? Ses parents rougissent de lui, sa mère le pleure, et Florence dit en le voyant passer : « Voilà l'infâme Lorenzaccio, l'espion et le ruffian du maître. »

VALORI

Prince, la vengeance est juste. Mais ne craignez-vous pas de tomber dans le piège avec votre proie? Ces débauches où vous précipitez le vil Lorenzo, le public vous accuse d'y prendre un intérêt plus personnel. Pardonnez, mais le Saint-Père...

LE DUC

En vérité? C'est au nom du Saint-Père que Votre Excellence prêche la chasteté?

VALORI

Moins haut, de grâce, Altesse. Le pape ne doit jamais avoir de faiblesse aux yeux des petits.

LE DUC

Ces gens-là ont trop connu Jules de Médicis pour ne pas savoir qu'il a hérité d'un des vices radicaux de sa lignée, savoir l'impureté. Mais tranquillisez-vous, Excellence; si le pape n'en est pas plus respecté, il n'en est pas moins craint. Un souverain ne doit pas en demander davantage. — Bonjour à toi, Lorenzino.

LORENZO

Je baise humblement les mains de Votre Altesse.

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte I, sc. IV :

LE DUC

... Regardez-moi ce petit corps maigre, ce lendemain d'orgie ambulant. Regardez-moi ces yeux plombés, ces mains..., ce visage morne...

LE DUC

Oh! Point tant d'humilité! Soyons cousins, une fois pour toutes. Voici l'envoyé de la Cour de Rome qui nous parlait de la superbe harangue débitée contre toi par Messere Francesco Molza à l'Académie romaine [1].

LORENZO

J'ai entendu dire que cette harangue, digne des plus beaux jours de Cicéron, avait été déclamée et écoutée avec toute la gravité convenable à l'importance du sujet. Le romain et le toscan n'ont pas eu d'expressions assez flétrissantes pour le mutilateur des statues de l'antique Rome. C'est en latin que l'académicien a foudroyé le vandale, et, peut-être, en cette occasion, l'un doit-il à l'autre des remerciements pour l'avoir maudit et diffamé dans celle de toutes les langues que l'on comprend le moins à l'Académie.

VALORI

C'est sans doute pour remédier à cet inconvénient que deux édits en très bon toscan ont été publiés, l'un par les Caparions, qui enjoignait au mutilateur de sortir au plus tôt de la ville des Césars, l'autre par le Sénat, qui promettait une récompense à quiconque en purgerait l'Italie.

LORENZO

Mesures d'étalage et de luxe, car l'ennui qu'on respire à Rome et la roideur hypocrite de ses grands suffisent pour éloigner tout homme qui n'y est pas dupe.

LE DUC, *bas à Lorenzo.*

Bien, Lorenzino, venge-moi de cet importun censeur. (*Bas à Valori.*) Vous le voyez : insolent et bas!

VALORI, *à Lorenzo.*

Un homme tel que vous doit avoir le bras aussi fort que l'esprit. C'est pourquoi je m'étonne qu'avec un langage si acerbe à la bouche, vous n'ayez point une épée au côté.

LORENZO

Ce n'est pas ma coutume.

VALORI

Alors votre coutume devrait être de parler peu, car l'homme qui ne sait pas se défendre ne doit pas attaquer.

LE DUC, *bas à Valori.*

Ferme! Poussez-le à bout. Vous verrez sa lâcheté.

LORENZO

Je ne suis point un soldat, mais un pauvre amant de la science.

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio,* acte I, sc. IV :

LE CARDINAL

Messire Francesco Molza vient de débiter à l'Académie romaine une harangue en latin contre le mutilateur de l'arc de Constantin.

Je laisse le vain appareil des armes à ceux qui n'ont pas assez d'esprit pour se défendre autrement.

LE DUC, *bas à Lorenzo.*

Courage, Lorenzino. Humilie ce pédant!

VALORI

Vous avez trop d'esprit vous-même pour qu'on engage un combat à armes égales. Chacun fait usage des siennes. (*Il tire son épée* [1].)

LE DUC, *riant.*

Voyons, Lorenzino, si ton esprit fera une cuirasse de ton pourpoint.

LORENZO

Qu'on me donne une épée! (*A part.*) Imprudent! J'ai failli me trahir! (*Il prend l'épée avec embarras et affecte d'hésiter.*)

LE DUC

Bravo! C'est ta première affaire d'honneur, Lorenzino. Je veux te servir de témoin.

LORENZO, *à part.*

C'est une épreuve. Jouons le rôle. (*Il se laisse tomber.*)

VALORI

Misérable! Ta couardise ne te sauvera pas!

LE DUC

Halte-là, Excellence. Voulez-vous tuer un homme déjà mort de peur?

TOUS LES COURTISANS

C'est une honte et une infamie.

LE DUC

Une infamie, non! C'est un malheur. Le pauvre jouvencet est né avec cette infirmité. La seule vue d'une arme nue l'a toujours fait tomber en faiblesse. Qu'on emporte ce pauvret chez sa mère [2] et qu'on rassure la bonne femme en lui disant que l'acier n'a pas même effleuré le pourpoint de l'enfant. (*Se retournant vers les courtisans.*) Messieurs, c'est une maladie étrange, et s'il n'avait été battu mainte

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte I, sc. IV :

SIRE MAURICE

Celui qui se croit le droit de plaisanter doit savoir se défendre. A votre place, je prendrais une épée.

LORENZO

Si l'on vous a dit que j'étais un soldat, c'est une erreur; je suis un pauvre amant de la science.

SIRE MAURICE

Votre esprit est une épée acérée, mais flexible, c'est une arme trop vile; chacun fait usage des siennes. (*Il tire son épée.*)

2. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, ibid. :

LE DUC

... La seule vue d'une épée le fait trouver mal. Allons, chère Lorenzetta, fais toi emporter chez ta mère...

fois par les valets de maint mari jaloux, l'on pourrait croire... (*Le reste de sa phrase se perd dans l'éloignement. Avant de sortir, il élève la voix pour appeler Valori resté en arrière.*) Plairait-il à Votre Seigneurie apostolique de voir donner la question à ces factieux?

VALORI

De grand cœur. (*Ils sortent.*)

(*Lorenzo reste évanoui au milieu des pages.*)

ANGIOLINO

Le porterons-nous à sa mère?

BIONDINO

Portons-le plutôt dans l'Arno. La fraîcheur du bain le ranimera.

STEFANO

S'évanouir à la vue d'une épée! Ignominie!

ANGIOLINO

On dit que son esprit n'est pas bien sain.

STEFANO

Ce sont les suites de la débauche.

ANGIOLINO

Portons-le chez sa mère. Elle le soignera si elle veut.

BIONDINO

Si je souille ma main à ce réprouvé, je veux qu'on m'appelle Lorenzaccio.

STEFANO

Il a fait un mouvement. La couleur lui revient! Laissons-le se traîner hors d'ici, comme il pourra.

BIONDINO

Les murailles sont accoutumées à le soutenir. (*Ils sortent.*)

LORENZO, *seul.*

(*Il est sur ses genoux et regarde autour de lui avec précaution.*) Oui, Lorenzaccio, Castrataccio, c'est cela! (*Il se relève et secoue la poussière de son vêtement.*) De la poussière? c'est de la boue? Jetez-en sur moi à pleines mains, c'est bien!

SCÈNE II

La maison des Médicis Soderini.
Deux heures.

Madonna Maria Soderini travaille, Catterina tient un livre, Lorenzo rêve, assis sur une fenêtre.

Catterina pose son livre et va embrasser sa mère.

MADONNA MARIA

Tu as les yeux humides, mignonne?

CATTERINA

Oh! c'est l'histoire de Virginia que je viens de lire en latin dans Titus-Livius.

MADONNA MARIA

Chère enfant! Ce n'est pas le sort de Virginia que je plains, mais bien celui de sa mère.

CATTERINA *s'assied aux pieds de sa mère d'un air caressant.*

J'admire le courage de Virginius. Mais, dis-moi, mère, crois-tu que s'il n'y avait pas eu d'autres bras que celui de cette Romaine pour frapper sa fille, elle eût pu s'y résoudre?

MARIA *quitte son ouvrage et prend les mains de sa fille dans les siennes.*

Ma Cattina, si nous nous trouvions dans de si déplorables circonstances, je sens bien que la force me manquerait pour verser ton sang. Mais j'aurais peut-être celle de mettre le poignard dans ta main et de te dire : « Choisis, ma fille, entre la mort et l'infamie ». Oh! j'en suis sûre, Catterina, ton choix déchirerait mes entrailles; mais il ne me ferait pas rougir de t'avoir donné la vie.

CATTERINA

Ma bonne mère! Tu dis vrai, car je suis la fille des Soderini et notre famille est sans tache. Mais tu as aussi les yeux humides, Madonna. Lorenzino, viens donc embrasser notre mère. Vois, comme elle est triste! (*Elle le tire par le bras.*)

LORENZO

Ah! tu m'éveilles, méchante.

CATTERINA

Toujours ces rêveries, ces extases! Cherches-tu la pierre philosophale, comme le vieux moine qui m'enseigne le latin? Pourquoi donc êtes-vous tous si tristes? Jusqu'à toi, mon Lorenzino, qui me faisais tant jouer et si bien rire, quand j'étais une toute petite fille, et qui maintenant m'adresses à peine un mot? Cruels que vous êtes! Vous n'êtes pas heureux? Vous ne voulez donc pas que je le sois? Viens auprès de nous, frère. Assieds-toi là, tout à côté de Madonna. Tu vois bien qu'elle s'ennuie, parce que tu ne lui parles pas. — Voulez-vous que je vous lise une histoire des temps anciens? la mort de Lucretia? ou recommencerai-je pour vous celle de Virginia?

LORENZO

Plutôt Virginia, car Lucretia, j'en doute toujours, et, comme dit le poète, elle a voulu avoir tout ensemble, le plaisir du péché et la gloire du trépas. On peut répondre davantage de Virginia, quoique son père ne l'ait pas consultée, peut-être, avant de la tuer.

MADONNA MARIA

Vous méprisez les femmes, Lorenzo, nous le savons. Pourquoi affecter de les rabaisser devant votre mère et votre sœur?

LORENZO

Madonna, je vous respecte, et Catterina sait si je l'aime. Mais, après vous deux, le reste du monde me fait horreur et pitié [1].

MADONNA MARIA

C'est le fait d'une âme vaine et irréligieuse.

LORENZO

Irréligieuse? soit. Je suis content de ne pas croire en Dieu. Je n'ai pas la peine de le haïr, et c'est un de moins!

CATTERINA

Oh! mon frère! ne blasphème pas!

LORENZO

Que crains-tu? Que ton Dieu te punisse de ma faute? Tu vois bien que tu doutes de lui.

CATTERINA

Renzo, tu fais de la peine à Madonna.

LORENZO, *à sa mère.*

Pourquoi pleurer sur moi, signora? Je n'en vaux pas la peine assurément. Ne suis-je pas maudit, excommunié? Si vous faisiez votre devoir de bonne chrétienne, vous ne donneriez pas asile à l'ennemi de l'Église. Ne savez-vous point que le pape a vendu à l'encan la tête de votre fils? Espérez-vous gagner le ciel, vous qui dérobez une victime à la vengeance d'un pontife?

CATTERINA

Qu'il y a d'amertume dans toutes tes paroles !

LORENZO

D'ailleurs, Madonna, je suis déshonoré. Le peuple me montre au doigt. Le rejeton d'une si noble souche a pourri dans sa racine. Comment pourriez-vous encore m'appeler votre fils? La gloire fut toujours plus chère que la vie aux illustres Soderini, et leurs enfants, moins précieux que leur honneur, servirent souvent d'holocauste sur l'autel du préjugé.

MARIA

Assez, Lorenzo, assez ! Votre cœur est bien malade !

LORENZO

Vous avez raison, mère. Si je pouvais l'arracher de ma poitrine, je l'écraserais sous mes pieds. Cattina, lis-moi l'histoire de Brutus.

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte II, sc. IV :

LORENZO

Elle [Lucrèce] s'est donné le plaisir du péché et la gloire du trépas...

MARIE

Si vous méprisez les femmes, pourquoi affectez-vous de les rabaisser devant votre mère et votre sœur?

LORENZO

Je vous estime, vous et elle. Hors de là, le monde me fait horreur...

CATTERINA

Oh ! c'est une histoire de sang[1] !

LORENZO

J'aime cette histoire.

(*On frappe. Catterina ouvre la porte* [*à*] *Bindo Altoviti et Giulio Capponi.*)

CATTERINA

Mon oncle !

(*Bindo l'embrasse. Maria vient à sa rencontre.*)

BINDO, *bas.*

Je viens tenter un nouvel effort sur lui.

MADONNA MARIA

Hélas ! puisse-t-il n'être pas inutile ! Je vous laisse ensemble. (*Elle sort avec Catterina.*)

BINDO

Renzo, je viens vous prier de démentir la ridicule anecdote qui circule sur votre compte ce matin.

LORENZO, *à part.*

Bon parent! Nous y voilà! (*Haut.*) Et quelle est la chronique? Fait-elle un peu plus d'honneur à l'esprit de son auteur, que toutes celles dont jusqu'ici j'ai été le héros?

BINDO

On assure que vous avez supporté les insultes de ce valet de la Cour de Rome, ce Valori. On dit même que la seule vue de son épée dirigée contre vous...

LORENZO

Il suffit, mon oncle, l'histoire est assez exacte[2].

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte II, sc. IV :

LORENZO

Catherine, Catherine, lis-moi l'histoire de Brutus!...

CATHERINE

Ah! c'est une histoire de sang.

2. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, ibid. :

(*On frappe.*)

CATHERINE

C'est mon oncle Bindo et Baptista Venturi.

(*Entrent Bindo et Venturi.*)

BINDO, *bas à Marie.*

Je viens tenter un dernier effort.

MARIE

Nous vous laissons; puissiez-vous réussir!

(*Elle sort avec Catherine.*)

BINDO

Lorenzo, pourquoi ne démens-tu pas l'histoire scandaleuse qui court sur ton compte?

LORENZO

Quelle histoire?

BINDO

On dit que tu t'es évanoui à la vue d'une épée?...

LORENZO

L'histoire est vraie, je me suis évanoui.

BINDO

Et tu en conviens sans rougir, Lorenzo?

LORENZO

Sans rougir le moins du monde. En quoi donc suis-je coupable de de pouvoir surmonter une répugnance toute physique, indépendante du raisonnement et de la volonté?

BINDO

Tout cela est une feinte odieuse, une lâche adulation. Nous t'avons vu ardent aux idées de gloire, impatient jusqu'à la fureur devant l'ombre d'un affront. Nous t'avons vu même manier le fer avec adresse. Dans ce temps-là, le désir de devenir célèbre était la seule passion qui dévorât ton âme inquiète et sauvage. Notre grand Strozzi nous prédisait que ton nom vivrait parmi ceux des héros de la liberté. Mais ce séjour à Rome t'a perdu, Lorenzo, et tu es devenu pire qu'une femme. Tu t'es courbé jusque dans la fange devant le tyran...

LORENZO

Le tyran! Ce peut être le vôtre. Quant à moi, si je le sers avec soumission, du moins je ne le maudis pas derrière l'abri des murailles. Si j'étais son ennemi, je m'en débarrasserais, sans faire tant de réflexions. Mais pourquoi le haïrais-je? Il paie mes dettes et rit de mes écarts, au lieu de les poursuivre en pédagogue et de me laisser mourir de faim. Sur mon âme! J'ai trouvé plus d'indulgence dans le cœur de Tibère que dans celui de tous mes parents.

BINDO

Oh ! Lorenzo ! quelle indulgence ne lasserais-tu point?

LORENZO

Je crois bien ! Je n'ai plus personne qui me soutienne. Les amis, c'est comme les pierres d'un mur. La première qui se détache entraîne toutes les autres. Que votre honneur reçoive une brèche, chacun y met la main pour l'élargir, et d'une égratignure, ils nous font une plaie. La haine se forme de trois choses : l'envie, la calomnie, le mépris. L'abandon couronne l'œuvre. Aussi l'homme sage se passe d'amis, parce qu'il sait que ce sont des aveugles, qui saluent l'habit tant qu'il est neuf. S'il se déchire, adieu : l'homme qui est dessous n'est plus rien pour eux et ne doit pas espérer qu'un ami le couvre du coin de son manteau. Allez, vous m'avez appris ce que vaut votre attachement, et vous m'avez par là affranchi de tout devoir envers vous. Vous n'avez donc plus le droit de me demander compte d'une vie que je consacre tout entière au plaisir, le seul traître assez aimable pour se faire pardonner tous ses torts.

BINDO

Il y a une rudesse bien amère dans toutes ces métaphores. Mais je n'y ferai pas attention, parce qu'on sait que ta fantaisie est de tout dénigrer et de tout nier. Je suis venu avec la résolution de ne me

décourager d'aucune de tes injustes préventions. Il faut que tu nous donnes aujourd'hui une réponse décisive. Tu sais de quoi il est question. Les crimes d'Alexandre ont lassé la patience du peuple. Le complot est près d'éclater. Il ne lui manque qu'un chef, qui convienne à la fois au peuple et aux grands. Voici le représentant de ce brave peuple, qui vient te proposer de sauver la patrie avec nous.

LORENZO, *à Capponi.*

Et c'est pour cela que Sa populaire Seigneurie a daigné visiter la maison abandonnée du solitaire Lorenzo?

CAPPONI

De grâce, Messere, laissez aux gens de cour cette feinte humilité et ce faux respect. Je ne suis point un marquis napolitain, mais seulement un bourgeois de Florence. Nous autres, voyez-vous, nous en usons sans tant de façons. Nous laissons aux Espagnols ces grands airs et ces grands titres, qu'ils nous ont apportés avec leur joug odieux. C'est à eux qu'il convient de dégainer la rapière à chaque coin de rue, pour un salut trop léger, ou pour un *vous* au lieu d'un *Monseigneur.* La simplicité convient à nos mœurs républicaines, et c'est une suite de la dépravation des Cours que tout cet étalage de sentiments trompeurs et d'embrassades perfides !

LORENZO

Admirable ! Sublime ! Vous avez eu là, Monsieur le représentant du peuple, un très beau mouvement oratoire. Vous êtes républicain dans l'âme, par saint Laurent ! j'aurais dû le deviner à la couleur de votre pourpoint et au peu d'ampleur de votre manteau [1].

CAPPONI, *à Bindo.*

Je crois qu'il raille.

BINDO

C'est sa manière accoutumée. N'y faites pas attention et lui exposez votre mission.

CAPPONI

Messere Lorenzo de Médicis, nous aurons tous confiance en votre parole, si vous voulez enfin nous la donner. Il est vrai que votre assiduité auprès du tyran nous avait fait concevoir quelques doutes sur votre dévouement à la cause publique. Mais Messire Altoviti, votre oncle, nous a rassurés, en nous disant que vous n'observez le Duc de si près que pour vous rendre maître de tous ses projets et les déjouer.

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte II, sc. IV :

LORENZO

Qu'en dites-vous, seigneur Venturi? Parlez, parlez! Voilà mon oncle qui reprend haleine... Pas un mot? Pas un beau petit mot bien sonore? Vous ne connaissez pas la véritable éloquence. On tourne une grande période...

... Ne voyez-vous pas à ma coiffure que je suis républicain dans l'âme? Regardez comme ma barbe est coupée. N'en doutez pas un seul instant; l'amour de la patrie respire dans mes vêtements les plus cachés.

C'est un but noble et généreux, qui vous rend toute notre confiance. Nous savons bien que vous ne démentirez pas l'illustre sang des Soderini, dont vous sortez, et celui de cette branche des Médicis, qui eut pour souche le grand Cosme et que le peuple, dans son affection, a surnommé Popolani...

LORENZO, *bâillant.*

Ah ! Laissez ma généalogie, Monsieur de la République. Plus patriote que vous, je ne fais aucun cas du préjugé de la naissance, et je vous trouve fort imprudent de venir confier vos projets au favori d'Alexandre, sur la seule garantie que ce favori est le fils de son père, garantie dont, au reste, l'homme sage devrait toujours se méfier.

BINDO

Votre scepticisme impie me fait rougir de vous, Lorenzo. Ce n'est pas sur ce ton caustique et frivole que vous devriez répondre à des offres aussi sérieuses. Depuis longtemps vous nous laissez dans un doute pénible sur vos véritables sentiments à l'égard d'Alexandre. Songez que, si vous ne prenez enfin un parti, nous vous soupçonnerons d'avoir favorisé le complot, afin de nous trahir, en nous caressant. Songez aussi qu'une nouvelle carrière s'ouvre devant vous et qu'au lieu d'être le courtisan d'un monstre détesté, vous pouvez devenir le chef d'une république puissante.

LORENZO

Le chef d'une république, moi? Oh! il y a ici un imbroglio très compliqué. Plaît-il à Vos Seigneuries que je l'éclaircisse pour l'avantage des deux parties? — Primo, à vous, Seigneur Altoviti, je dirai : que vous aimeriez à placer un homme de votre choix à la tête du gouvernement, que peut-être cette cour opulente et licencieuse choquerait moins vos principes d'économie et d'austérité, si vous y occupiez un rang digne de votre naissance et de votre ambition. Mais vous comptez sur l'appui de la famille Capponi et sur l'assentiment des familles bourgeoises de Florence; et vous tombez dans une grave erreur, car voici le frère de Niccolo Capponi, dernier gonfalonnier de la république, et vous auriez dû comprendre que lui et les siens ne s'accommoderont jamais du rétablissement de la principauté, puisqu'ils doivent travailler à rétablir une charge à laquelle la popularité de leur nom et d'anciens services leur donnent le droit de prétendre. — Secondo, à vous, Messire Capponi, je dirai : que vous aimeriez le rétablissement du gouvernement populaire, parce que vous en seriez le plus important personnage, et qu'il est doux de sortir d'une obscurité aussi haïe que vantée, parce que, aussi, la vengeance est saine et bienfaisante, et que tout le sang florentin que ceux-ci font répandre, vous autres en laveriez la trace, sur les pavés de notre ville, avec des flots de sang espagnol. Tout cela est fort sagement conçu et très philosophiquement pensé. Mais vous commettez une notable imprudence en comptant sur l'appui des

familles patriciennes, qui ne trouveront jamais leur compte à la république, et surtout à la vôtre, car vous voyez ici le Seigneur Altoviti, qui ne me met en avant que pour écarter les prétentions de son autre neveu, Cosme de Médicis. Ce rival éloigné, l'exclusion de l'insensé Lorenzaccio serait bientôt votée, et je ne vois personne qui s'accommoderait mieux du sceptre ducal que le Seigneur Altoviti lui-même. — Et à vous deux, tertio, je donnerai un conseil de prudence et de raison : c'est de ne point trop compter sur le peuple, et de vous rappeler la conjuration des Pazzi, qui, pour prix de la mort des Tyrans, furent portés pièce à pièce au bout des piques, tandis que ce grand peuple, dont ils avaient voulu consommer la délivrance, couvrait de boue leurs lambeaux palpitants. Croyez-moi, mettez un frein à cette inquiète ambition qui vous tourmente et ne la couvrez point tant du manteau de la philanthropie. Car, à voir les hommes comme ils sont, personne ne peut vous croire. Telles sont les humbles représentations de votre serviteur qui vous baise les mains.

BINDO

Arrête; nous sommes venus t'offrir un parti avantageux, et tu réponds par l'outrage. Tu nous feras amende honorable ou tu nous rendras raison.

LORENZO

Point, mon oncle, je ne suis pas né spadassin. Prenez-vous en à Dieu, qui ne m'a pas fait brave. Je conçois qu'il vous serait avantageux, maintenant que votre secret est dans mes mains et que vous avez peur, de vous débarrasser de moi. Mais calmez-vous, et profitez du conseil qu'un fou peut donner.

CAPPONI

Vous m'avez insulté personnellement. Mais j'ai pitié de votre pusillanimité. Seulement, souvenez-vous bien que si vous trahissez...

LORENZO

Point de menace. Vous froissez mon pourpoint et ne m'effrayez guère. Faites pour le peuple ce qu'il vous plaira. Je ne ferai rien. Je hais les hommes, et plus ils sont grossiers, plus je les méprise. Je n'ai pas d'intérêt à les caresser, parce que je ne veux rien d'eux. En refusant la popularité, je suis plus franc et plus brave que vous. Allez, pour faire une conspiration, il ne faut que deux choses : un homme et un poignard. Laissez mon pourpoint, vous dis-je. C'est de l'étoffe de vos magasins, peut-être, et vous voulez me forcer d'en acheter un neuf. Il me paraît que vous vous entendez mieux aux affaires de votre boutique qu'à celles de l'État. Vous êtes bien imprudent d'impatienter de la sorte un homme que vous craignez.

BINDO

C'en est trop, lâche, fanfaron, chien de Cour!

UN PAGE, *annonçant* :

Le Duc.

CAPPONI ET BINDO, *atterrés.*

Nous sommes trahis!

LORENZO *les contemple avec ironie, puis s'avance à la rencontre d'Alexandre.*

D'où me vient une faveur si grande que mon maître daigne venir visiter son serviteur [1]?

LE DUC

Tu t'es trouvé malade, ce matin, au Palais, et j'étais pressé, Lorenzino, de m'assurer que cet événement n'avait pas eu de suites.

LORENZO

C'est trop de bontés! La gracieuse visite de Votre Altesse m'est d'autant plus favorable qu'elle me fournit l'occasion de lui présenter deux citoyens de cette ville, également empressés de lui offrir leurs humbles hommages. L'un est mon oncle, Bindo Altoviti, qui regrette que son long séjour à Naples ne lui ait pas permis plus tôt de se prosterner devant Votre Altesse. L'autre est Messire Giulio Capponi [2], qui venait me prier de l'introduire devant Elle, afin qu'il pût mettre à ses pieds les protestations de dévouement et de fidélité de sa bonne ville de Florence.

LE DUC

En vérité? Cet hommage de deux sujets, que j'avais soupçonnés de favoriser tacitement la rébellion, me serait agréable, s'il était bien sincère.

LORENZO

Que Votre Altesse n'en doute point. Ces deux fidèles sujets voulaient, aujourd'hui même, lui être présentés, afin de désavouer toute participation à la sédition qui a éclaté ce matin et dont ils ont vu avec joie le juste châtiment. (*A Bindo et à Capponi.*) Que la présence inattendue d'un si grand prince dans cette humble maison ne vous frappe point ainsi de crainte et d'émotion [3]. Dites-lui que j'ai été le fidèle interprète de vos sentiments intimes.

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte II, sc. IV :

UN PAGE, *en entrant.*

Le Duc!

. . . .

LORENZO

Quel excès de faveur, mon prince! Vous daignez visiter un pauvre serviteur en personne?

2. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, ibid. :

LORENZO

J'ai l'honneur de présenter à Votre Altesse mon oncle Bindo Altoviti, qui regrette qu'un long séjour à Naples ne lui ait pas permis de se jeter plus tôt à vos pieds. Cet autre seigneur est l'illustre Baptista Venturi...

3. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, ibid. :

LORENZO

... Que la présence inattendue d'un si grand prince dans cette humble maison ne vous trouble pas...

BINDO, *troublé.*

En effet, Votre Altesse doit croire que mon neveu...

LE DUC

Fort bien. Nous sommes contents de voir un allié de notre maison faire les premiers pas vers nous, et nous le prions d'accepter la direction de notre prochaine mission à notre royal beau-père, l'empereur Charles V.

BINDO, *s'incline profondément.*

C'est un honneur dont je sens tout le prix et Votre Altesse peut compter sur ma fidélité.

LE DUC

Il suffit. Quant à vous, Messere Capponi, nous savons que votre influence est grande. Nous vous engageons à la faire servir à notre profit. Ce sera aussi le vôtre. Car nous vous offrons, si vous y parvenez, l'exemption de toute contribution présente et future, pour vous et toute votre famille.

[CAPPONI [1]]

Ah! Messire prince, c'est trop de bontés! Vous êtes... Votre Seigneurie est un grand prince.

LE DUC

Tous ceux que j'ai enrichis me l'ont dit. Que ma présence ici ne vous retienne pas plus longtemps.

CAPPONI

Oh! nous resterons avec plaisir.

LORENZO, *à Capponi.*

Cela signifie qu'il est temps de vous retirer.

(Bindo entraîne Capponi et le force à s'incliner à plusieurs reprises, ce dont il s'acquitte fort gauchement.)

LE DUC, *à ses écuyers qui gardent les issues :*

Laissez passer ces deux personnes [2].

(Lorenzo le suit des yeux avec préoccupation.)

LE DUC

Voyez ce marchand grossier et ce noble perfide, l'un cupide, l'autre vain! Quelle odeur de trahison, quelle puanteur de peuple ils ont laissées ici! Ouvre les fenêtres, Renzo; je crois toujours sentir ce plébéien m'envoyer son haleine à la figure, tout en me jetant son *vous* à la tête!

LORENZO

Votre Altesse veut-elle voir les lettres que j'ai reçues du dehors?

LE DUC

Volontiers. Dis-moi, cet infernal Strozzi?

1. George Sand a par erreur attribué cette réplique à Bindo.

2. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte II, sc. IV :

LE DUC, *à ses gardes.*

Qu'on laisse passer ces deux personnes.

LORENZO

Toujours à Venise. Mais, sur mon invitation, il doit rentrer ici mystérieusement et y travailler au prétendu complot que j'ourdis contre Votre Altesse.

LE DUC, *prend la lettre et lit.*

En vérité, il viendra!

LORENZO

Aussitôt qu'il sera caché dans cette maison, je le livre à la vengeance de mon maître.

LE DUC

Bon Lorenzino! Oh! me défaire de cet ennemi acharné! — Et ce Benedetto Varchi?

LORENZO

Voici sa réponse.

LE DUC, *lisant la lettre.*

« Alexandre, chargé d'iniquités, tombera sous la vengeance publique. Il n'est pas besoin de mon concours. Par état, je répands l'encre et non le sang. » Est-ce qu'il se méfierait de toi?

LORENZO

Je ne le pense pas. Quand cela serait, il ne tombera pas moins dans mes filets.

LE DUC

Et ce Giovanni della Casa, qui répand, dit-on, dans Florence, des hymnes à la liberté?

LORENZO

Un exalté, un jeune fou, mais point dangereux, et amant du plaisir avant tout.

LE DUC

Faisons-lui grâce, s'il est libertin, car nous le sommes aussi. Tu le sais, Lorenzino? (*Il regarde autour de l'appartement.*) Mais pourquoi ai-je trouvé cette maison vide de femmes? Il y en a quelquefois aux fenêtres et leur regard enchaîne longtemps celui qui passe dans la rue.

LORENZO

En effet, ma mère fut renommée pour sa beauté. Mais Votre Altesse l'a vue de loin, et la bonne dame ne l'est aujourd'hui que pour sa vertu.

LE DUC

Par saint Cosme! Il s'agit bien de ta mère! Elle n'est pas seule ici. Dis-moi, où est ta sœur?

LORENZO

Ma petite sœur?

LE DUC

Pourquoi la faire si petite? Elle a bien quinze ans. Ce n'est pas mon œil exercé qui s'y tromperait.

LORENZO

En vérité, c'est un enfant.

LE DUC

C'est un enfant qui allume des passions d'homme. Tiens, Lorenzo, il faut que tu saches le vrai motif de ma visite : j'espérais la voir.

LORENZO

Par quel art cette petite fille a-t-elle su inspirer tant de curiosité à votre Altesse?

LE DUC

De la curiosité? Dis donc de l'amour, mais l'amour le plus violent, la passion la plus effrénée que j'ai ressentis de ma vie. Oh! depuis plusieurs jours je m'enivre à la contempler, tantôt là, penchée vers cette fenêtre et livrant à la brise ses longs cheveux noirs, tantôt à l'Église, les yeux baissés sous son voile entr'ouvert, plus belle, plus naïve que les Vierges que notre vieux Michel-Ange rêvait aux beaux jours de sa jeunesse. Et puis, quand elle se lève et que, d'un pas léger, elle effleure les dalles du temple, la pétulante gaieté de son âge encore contenue par le recueillement de la prière, on dirait une hirondelle vive et flexible qui va s'élancer du portique dans les airs! Oh! va la chercher, Lorenzino, que je touche sa taille élastique, que je fasse de mes deux mains une ceinture étroite à sa taille déliée, que je respire le parfum de ses cheveux brillants! Va la chercher! Je n'aime plus aucune des femmes que tu m'as livrées, et je te tiens quitte, à l'avenir, de m'en trouver de nouvelles, si dès aujourd'hui tu peux me procurer un rendez-vous avec cet ange.

LORENZINO

Dès aujourd'hui? C'est difficile. La petite est farouche et vous aurez toute une éducation à faire. En outre sa mère est d'une vigilance austère et nous aurons de la peine à décider l'une et à éloigner l'autre. Donnez-moi quelques jours.

LE DUC

Ne me parle pas de retards. J'ai déjà trop souffert et trop attendu. Songe qu'il ne s'agit plus d'une de ces fantaisies d'un jour qui réveillaient à peine mon sang engourdi. Songe que si tu te mêles d'avoir des scrupules — la chose du monde qui te siérait le moins — ta sœur ne tombera pas moins à mon pouvoir. L'amour ne connaît pas d'obstacles et le mien surtout. Songe enfin, que si tu abrèges ma cruelle angoisse, tu obtiendras tout ce que tu demanderas, fût-ce la première charge de l'État, ou la fortune de Cosme au mépris des lois, ou la tête de ton ennemi. Essaye.

LORENZO

Je n'ai pas besoin de toutes ces promesses. Vous savez bien que, si la chose est humainement possible, Lorenzo vous servira.

LE DUC

Cours donc, ami. Dis-lui que le duc de Florence se meurt d'amour pour elle. Dis-lui qu'il couvrira de perles et de pierreries sa noire chevelure et son sein naissant et ses bras moelleux. Dis-lui qu'il lui donnera

le plus beau cheval que Naples ait jamais fait courir dans ses fêtes, la plus belle haquenée de toutes les Espagnes, des étoffes d'or et des voiles brodés de Constantinople... Tu rêves et ne me réponds point?

LORENZO

Je cherche un moyen. Si je pouvais l'éloigner un instant de sa mère, la femme est toujours femme, et la vertu s'amollit devant les richesses comme la cire devant le feu.

LE DUC, *détachant sa bourse de sa ceinture.*

Tiens, prends cet or pour commencer et dis-lui de demander la fortune de vingt familles. Mais hâte-toi!

LORENZO

J'obéis! Mais il faut que Votre Altesse évite les yeux clairvoyants de ma mère. Si elle concevait le moindre soupçon, la petite serait jetée dans un couvent ou envoyée aux Strozzi. Dans deux heures, je serai au Palais et j'espère porter à Votre Altesse une réponse favorable.

LE DUC

Je compte sur toi! Compte sur la récompense.

LORENZO, *seul.*

Oui, compte sur moi! Je jure par le ciel et par l'enfer, par le sein de ma mère et par la damnation éternelle que tu me trouveras aujourd'hui. Toi-même as marqué ton heure. O mon bien-aimé maître, je te remercie!

SCÈNE III

Quatre heures. — La chambre de Lorenzo.

SCORONCONCOLO, LORENZO.

SCORONCONCOLO

Maître, as-tu assez du jeu?

LORENZO

Non! Je veux qu'on nous entende longtemps aujourd'hui. Crie plus fort.

SCORONCONCOLO

Au secours! Trahison! Lorenzo du diable!

LORENZO

Ferme, allons! Frappe du pied! Tiens, fais comme moi! (*Il trépigne avec violence et crie d'une voix étouffée.*) Traître! meurtrier! Tu m'as assassiné! Je meurs!

SCORONCONCOLO, *fait un vacarme effroyable, renverse les meubles, et bondit d'un bout de la chambre à l'autre.*

A moi, mes braves archers! A mon aide! On me tue! On me coupe la gorge[1]!

LORENZO

Courage donc! on dirait que tu as peur d'enfoncer! — Es-tu sûr que les voisins nous entendent?

SCORONCONCOLO

Satan, du fond de l'enfer, nous entendrait. (*Il s'essuie le front.*) Par mon âme de damné! C'est un rude jeu que tu as inventé, maître. Mais dis-moi donc enfin pourquoi tu me fais crier et blasphémer ainsi tous les jours dans cette chambre?

LORENZO

Je te l'ai dit vingt fois. J'aime à épouvanter les voisins[2]. Lorsqu'ils nous entendirent faire ce bruit, le premier jour, et qu'ils s'assemblèrent pour cerner la maison, était-il rien de plus risible que leurs faces effarées, leur empressement à chercher, dans tous les coins, l'homme que nous égorgions, et leur colère quand ils virent que c'était un jeu pour les railler? Ah! je leur ai ri au nez de bon cœur, il m'en souvient. Maintenant qu'ils ne se dérangent plus, ils me donnent encore bien de la joie, en se plaignant du sabbat infernal dont retentit cette maison, et je parie que, pour faire la sieste, ils descendent dans les caves. Ces bons voisins qui disent tant de mal de moi, ah! je les entends d'ici : « Ce réprouvé de Lorenzo est devenu fou, le diable habite sous son toit, et quelque jour, on les verra tous deux traverser les airs. »

SCORONCONCOLO

Tu as beau dire, maître, jamais on n'a pris tant de peine pour être incommode à ses voisins. Il y a autre chose que tu me caches. Mais j'ai trop couru le pays des aventures pour ne pas soupçonner quelque mystère. Tu as des projets, maître, et tu ne veux pas me les dire. C'est mal.

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte III, sc. I :

SCORONCONCOLO

Maître, as-tu assez du jeu?

LORENZO

Non. Crie plus fort...

SCORONCONCOLO

A l'assassin! On me tue! on me coupe la gorge!... A moi, mes archers! Au secours! On me tue! Lorenzo de l'enfer!...

2. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, ibid.

SCORONCONCOLO

(*S'essuyant le front.*) Tu as inventé un rude jeu, maître... Maître, tu as un ennemi...

LORENZO

... Je te dis que mon seul plaisir est de faire peur à mes voisins.

LORENZO

Eh bien! Ce que tu soupçonnes, dis-le; et si tu devines la moitié, je te dirai le tout.

SCORONCONCOLO

D'abord, maître, tu as un ennemi. Quel est l'homme grand ou misérable qui peut s'en passer? Moi, j'en ai un, c'est le bourreau, et si je peux lui mettre au cou la corde dont ta bonté m'a sauvé, maître, je jure par la croix de Jésus que je ne le manquerai pas! Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Tu as un ennemi. Tu me l'as dit maintes fois. Je t'ai vu souvent, au retour du Palais, frapper la terre du pied et maudire le jour où tu es né [1], dévorant ta colère et déchirant ta poitrine avec les ongles, et je te l'ai dit : il y a toujours, sur deux existences d'hommes, une qui doit céder la place à l'autre. Pourquoi donc te laisser fouler aux pieds comme un ver de terre? Tiens, maître, débarrasse-toi de celui qui te gêne, car tu maigris et tu deviens triste. Je me suis senti comme cela quatre ou cinq fois pour mon compte, et voici le médecin qui m'a purgé de cette bile. (*Il tire sa dague du fourreau.*) La dernière fois, ce fut à Padoue, à propos d'une...

LORENZO

Fais-moi voir ta dague. Que signifie : « Sirvo á mi Señor, soy viva »?

SCORONCONCOLO

C'est de l'espagnol : *J'obéis à mon maître, et je suis prompte.*

LORENZO, *la brandissant d'un air sombre.*

Par la messe, c'est une bonne lame, si elle dit vrai.

SCORONCONCOLO

Essaie-la seulement, et tu verras.

LORENZO

Ami, tu as deviné mon mal.

SCORONCONCOLO

Eh bien ! je veux t'en guérir sur l'heure. Quel est son nom?

LORENZO

Qu'importe son nom [2]?

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte III, sc. I :

SCORONCONCOLO

Tu as un ennemi, maître. Ne t'ai-je pas vu frapper du pied la terre et maudire le jour de ta naissance?

2. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, ibid :

SCORONCONCOLO

... Tiens, maître, crois-moi, tu maigris... Ton médecin est dans ma gaine; laisse-moi te guérir. (*Il tire son épée.*)

LORENZO

Ce médecin-là t'a-t-il jamais guéri, toi?

SCORONCONCOLO

Quatre ou cinq fois. Il y avait une fois à Padoue une petite demoiselle qui me disait... [*Suite de la note page suivante.*]

SCORONCONCOLO

Fût-ce le pape ! Pour toi, je remettrais le Christ en croix !

LORENZO

Réjouis-toi, c'est un homme puissant, un favori du Grand-Duc.

SCORONCONCOLO

Quand ce serait le diable ! Quand ce serait le Duc lui-même !

LORENZO

Aujourd'hui?

SCORONCONCOLO

Tout de suite.

LORENZO

Eh bien ! dans une heure ! Prends cette bourse de sequins. C'est lui-même qui te paye ton salaire.

SCORONCONCOLO, *ouvre la bourse et regarde.*

C'est bien payé ! Je le servirai en conscience.

LORENZO

Écoute. Je te défends, sur ta vie, de le toucher, si je l'étends du premier coup. Si j'étais robuste comme toi, je ne me ferais pas aider. Mais le sanglier se défendra. Si je le manque, il m'écrasera dans sa main, moi, débile et maladif [1]. Ma vie, c'est ce dont je me soucie le moins. Mais la sienne ! Oh ! s'il s'échappait !... Jure-moi qu'entré dans cette chambre, il n'en sortira pas vivant.

SCORONCONCOLO

Je te le jure par l'Eucharistie, par saint Pluton et par la gueule de l'enfer !

LORENZO

Je vais le chercher et l'amener là. C'est là qu'il tombera.

SCORONCONCOLO

C'est là, vive Dieu ! Et voici la lame qui trouvera son cœur. Où t'attendrai-je, maître?

LORENZO

Dans la galerie.

LORENZO

Montre-moi cette épée. Ah! garçon, c'est une brave lame.

SCORONCONCOLO

Essaye-la et tu verras.

LORENZO

Tu as deviné mon mal...

SCORONCONCOLO

Quel est le nom de l'homme?

LORENZO

Qu'importe?

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte, III, sc. I :

LORENZO

... Si je l'abats du premier coup, ne t'avise pas de le toucher. Mais je ne suis pas plus gros qu'une puce et c'est un sanglier...

SCORONCONCOLO

Mais si Madonna Maria m'aperçoit, elle me chassera, car elle ne m'aime pas.

LORENZO

Ne crains rien; les femmes sont sorties et, quand elles rentreront, tout sera fini.

SCORONCONCOLO

Amen !

SCÈNE IV

Cinq heures. — La chambre du Grand-Duc.

ALEXANDRE, LORENZO

ALEXANDRE

Dieu du Ciel ! Elle a consenti?

LORENZO

De la colère d'abord, et puis de l'indignation, puis des larmes, quelques soupirs, beaucoup de réflexions, un long embarras, et enfin un aveu prononcé bien bas, avec la rougeur au front et l'orgueil dans le cœur.

ALEXANDRE

Et c'est ce soir?

LORENZO

A l'instant même. Profitons du temps que sa mère va passer à l'église pour se préparer par la veille et par la prière au saint jour de l'Epiphanie. Il faut que vous me suiviez seul et avec précaution. Je vous ferai entrer dans la maison et je vous cacherai dans ma propre chambre.

LE DUC

Cher Lorenzino ! Hâtons-nous donc. Holà ! Un pourpoint, un manteau ! Je vais sortir.

(*Giomo le Hongrois apporte un pourpoint.*)

LORENZO

En vérité, maître, ce haubert à mailles de Venise et ces gantelets de buffle vont vous donner l'air d'un guerrier tudesque plutôt que d'un amoureux florentin.

LE DUC

Par saint Cosme ! Tu dis vrai. Qu'on me donne un pourpoint de satin doublé de zibeline, à la napolitaine, et des gants parfumés [1].

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte IV, sc. x :

LE DUC

Qu'on me donne mon pourpoint de zibeline!... Quels gants faut-il prendre? Ceux de guerre ou ceux d'amour?

LORENZO

Ceux d'amour, Altesse.

LORENZO

Partons-nous?

LE DUC

Capitaine Cesena, Giomo le Hongrois, Fernand l'Andalou, suivez-moi.

SCÈNE V

La place Saint-Marc.

LORENZO, LE DUC, CESENA, GIOMO, FERNANDO

LE DUC

La soirée est froide. Les étoiles sont brillantes.

LORENZO

C'est bon signe pour demain.

LE DUC

Cesena, Fernando, laissez-nous.

CESENA

Seul avec le seigneur Lorenzo?

LE DUC

Giomo le Hongrois nous suivra ! Allez ! (*Ils s'éloignent. Le Duc à Giomo.*) Toi, reste ici, devant la maison des Sostegni. Aie les yeux sur cette porte, que tu vois vis-à-vis. Quelque personne qui entre ou sorte, garde-toi de faire un geste ou de dire un mot. (*A Lorenzo.*) Il fait vraiment froid. J'ai le frisson [1].

LORENZO

Marchons plus vite.

(*Ils s'éloignent.*)

GIOMO LE HONGROIS, *seul.*

Je comprends ! C'est une affaire d'amour. Par le froid qu'il fait, j'aimerais mieux un verre d'hypocras que toutes les femmes du monde. (*Il se promène.*) A quoi bon regarder cette porte, si je ne dois pas la garder? Que fais-je ici? Je gèle. Et puis, que peut risquer le prince avec Lorenzaccio le couard qui ne porte pas d'épée, parce que la sienne propre lui ferait peur? Allons ! Je vais me chauffer dans la chambre du Duc en l'attendant.

(*Il s'en va.*)

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte IV, sc. XI :

LE DUC

Je suis transi, — il fait vraiment froid.

SCÈNE VI

La chambre de Lorenzo.

Le Duc entre et jette son épée sur le lit. Il s'approche de la cheminée, et, pendant ce temps, Lorenzo prend l'épée et attache le ceinturon à la poignée pour la rendre impossible à dégainer.

LE DUC

Que fais-tu donc?

LORENZO

Je cache votre épée sous votre chevet. Il est bon d'être toujours prêt à se défendre dans ces sortes d'aventures[1]. Mais il ne faut pas que la femme, pour qui l'on s'expose, se doute qu'on a pu distraire d'elle une seule pensée pour sa propre sécurité.

LE DUC

Crois-tu donc qu'il y ait quelque chose à craindre ici?

LORENZO

D'ici à quelques heures, je ne vois dans la maison que moi qui pourrais troubler votre repos.

LE DUC

En ce cas, tu me permettras d'être tranquille. Je connais ta valeur. — Ah ! ce bon feu m'a ranimé. J'étais transi de froid. (*Il se débarrasse de son manteau.*) Ah ! çà, dis-moi, tu sais que je n'aime pas à lutter de sémillants propos avec les femmes. On dit que la Catterina est belle parleuse et versée dans les lettres. Moi, la poussière des bouquins me prend à la gorge, et je ne sais pas faire l'amour avec des métaphores. Préviens-la, je te prie, qu'elle ne s'attende pas à des fadeurs et qu'elle me fasse grâce de cette feinte résistance, dont je ne puis pas être dupe, moi qui connais toutes les ruses d'usage.

LORENZO

Catterina sait qu'elle ne doit pas s'attendre à être humblement implorée, comme si elle avait affaire à un page ou à un poète. Je

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte IV, sc. XI :

LE DUC

(*Il ôte son épée.*) Eh! bien, mignon, qu'est-ce que tu fais donc?

LORENZO

Je roule votre baudrier autour de votre épée et je la mets sous votre chevet. Il est bon d'avoir toujours une arme sous la main.

(*Il entortille le baudrier de manière à empêcher l'épée de sortir du fourreau.*)

crois que ce que Votre Altesse a de mieux à faire, c'est de se mettre au lit [1]. La première personne qui entrera...

LE DUC

C'est bien ! Cours.

LORENZO

Je ne vous demande qu'une grâce nouvelle. C'est d'éteindre un peu la flamme du foyer. L'obscurité enhardira ses pas timides.

LE DUC

L'obscurité, c'est l'impunité pour les femmes. Fais ce que tu voudras. (*Le Duc seul, détachant les rubans de son pourpoint.*) Faire la cour à la française, avec un genou dans la poussière et les mots de *reine* et de *déesse* à la bouche, ce n'est pas mon fait, surtout après le souper, quand ce délectable vin d'Espagne a brouillé mes idées et appesanti ma langue [2]. Et puis, une femme! c'est un ange tant qu'on la désire; dès qu'on la tient ce n'est plus qu'une femme. On la fâcherait bien d'ailleurs si on la prenait au mot chaque fois qu'elle dit : non. Que Lorenzo fasse la cour en mon nom! Il est fait pour cela! C'est lui qui me présente la coupe du plaisir et c'est moi qui la vide. Sa sœur! Il ne manquait que cela à son ignominie! Demain toute la Cour en rira et Messire Valori, tout le premier. (*Six heures sonnent.*) Heure d'amour et de plaisir, je te salue! Sois la plus belle de ma vie! (*Il s'enveloppe d'un couvre-pied d'hermine et se jette sur le lit.*)

LORENZO, *bas à Scoronconcolo, à l'entrée de la chambre.*

Le moment est venu. Tu n'hésites pas?

SCORONCONCOLO, *bas.*

Tête-Dieu! En avant!

LORENZO

Le cœur me bondit avec tant de violence que je ne puis marcher.

SCORONCONCOLO

Si c'est de peur, laisse moi passer le premier.

LORENZO, *l'arrêtant.*

Eh! non! C'est de joie. (*Il marche l'épée à la main vers le lit et*

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte IV, sc. XI :

LE DUC

Tu sais que je n'aime pas les bavardes, et il m'est revenu que la Catherine était une belle parleuse. Pour éviter les conversations, je vais me mettre au lit...

2. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, ibid. :

LE DUC

Faire la cour à une femme... cela m'a toujours paru très sot, et tout à fait digne d'un Français. Aujourd'hui surtout que j'ai soupé comme trois moines, je serais incapable de dire seulement : « Mon cœur » ou « mes chères entrailles »...

entr'ouvre le rideau.) Seigneur, dormez-vous? (*Il lui passe son épée au travers du corps.*) C'est fait [1].

(*Le Duc roule par terre en rugissant. Scoronconcolo lui enlève une joue d'un coup de dague. Le Duc ensanglanté se relève et court dans la chambre avec égarement.*)

LORENZO

Maladroit, tu frappes au visage! C'est au cœur! au cœur! (*Au Duc.*) Holà, seigneur, point tant de bruit! Acceptez ce bâillon! (*Il lui met les doigts dans la bouche.*)

SCORONCONCOLO

Le damné bondit comme une panthère. Où es-tu donc, maître? Je n'y vois plus.

LORENZO

Je le tiens, là, sous moi! (*Il jette le Duc sur le lit.*) Maudit! Tu mords comme un chien enragé. Mais c'est égal! Tu mourras de la main de Lorenzaccio.

SCORONCONCOLO

Ote-toi de là, maître, que je le frappe!

LORENZO

Je ne puis. Ce chien furieux tient mon pouce entre ses dents. Il me le broie. Ah! le cœur me manque. Je souffre! Dépêche-toi de le tuer!

Scoronconcolo enfonce sa dague.

LORENZO

Tu éventres le matelas! Il me coupera le doigt.

SCORONCONCOLO, *tire un couteau de sa poche.*

Eh bien! saignons-le comme un pourceau! Lâche-t-il prise?

LORENZO

Enfonce le couteau plus avant dans la gorge. Bien. Ses dents s'écartent un peu. Ah! sa tête retombe, ses muscles se détendent. Il meurt. Regarde, il est hideux à voir.

SCORONCONCOLO

Encore quatre à cinq coups dans la poitrine. J'aime mieux le voir bien mort.

LORENZO *descend du lit.*

Enfin! (*Il regarde sa main sanglante.*) Ce doigt sera mutilé pour toujours. Tant mieux! C'est une glorieuse blessure et j'aurai toujours ce souvenir sous les yeux.

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte IV, sc. XI :

(*Il* [*le Duc*] *se couche.*)

(*Lorenzo rentre, l'épée à la main.*)

LORENZO

Dormez-vous, seigneur?

(*Il le frappe.*)

SCORONCONCOLO

Est-ce fait?...

SCORONCONCOLO

Maître! Que ferons-nous de ce cadavre? Sa dernière convulsion l'a fait bondir comme un crapaud. Le voilà encore par terre. Par Monseigneur Satan, il tenait à sa vie presque autant que nous à sa mort.

LORENZO

Aide-moi à le ramasser.

(*Le foyer qui, pendant cette scène hideuse, a jeté quelques lueurs par intervalles, s'allume et répand une vive clarté dans la chambre.*)

SCORONCONCOLO

Entrailles du Christ! C'est le Duc lui-même[1]!

LORENZO

Oui, c'est lui, c'est bien lui! O joie du ciel! Le voir ainsi!

SCORONCONCOLO

Maître! qu'avons-nous fait? C'est une affaire plus sérieuse que je ne pensais.

LORENZO

Aide-moi à le coucher! Jette-lui ce couvre-pied et rendons à son sommeil cet oreiller dont le vaillant s'était fait un écu. (*Il lui soulève la tête pour le regarder.*) Maintenant, Grand Duc de Florence, bâtard du pape, gendre de Charles V, tyran, despote, infâme, fanfaron, impudique Alexandre de Médicis, bonsoir pour la dernière fois. Lorenzo ne te ramènera plus de l'orgie et ne te mettra plus au lit accablé de débauches et de crimes. Dors bien! (*Il laisse retomber la tête du cadavre et va s'asseoir sur la fenêtre, qu'il entr'ouvre.*) Ah! que je suis fatigué! Ce taureau sauvage a soutenu un rude assaut. Je suis baigné de sueur et de sang.

SCORONCONCOLO

Maître! Partons, crois-moi. On peut avoir entendu.

LORENZO

Oh! que non! Il a perdu son temps à me manger la main. As-tu peur, maintenant?

SCORONCONCOLO

C'est un coup trop hardi. Fuyons[2].

LORENZO

Fuis si tu veux. Pour moi, je puis mourir maintenant. Je suis assez content d'avoir vécu ce jour tout entier.

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte IV, sc. XI :

SCORONCONCOLO

Ah! mon Dieu, c'est le Duc de Florence!

2. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, ibid.

SCORONCONCOLO

Viens, maître, nous en avons trop fait, sauvons-nous.

SCORONCONCOLO

Maître, par pitié, viens!

LORENZO

Laisse-moi, te dis-je. Laisse-moi savourer cet ineffable instant de ma vie. Que la nuit est fraîche et parfumée! Que le ciel est pur! Les étoiles ont toutes un sourire au front. En voilà une qui file. C'est celle du Duc de Florence qui s'éteint. Ah! je me sens bien, maintenant, ma poitrine s'élargit, mon âme se dilate [1]! Souillures, infamie, disparaissez! Ce sang vous a lavées! Lorenzaccio n'est plus! Lève-toi, Laurent de Médicis!

CATTERINA, *avec un flambeau.*

Mon frère, je viens te trouver. Madonna m'a renvoyée de l'Église, disant que j'avais assez prié. Mais je suis en bas avec Léonora et j'ai peur. Nous avons cru entendre des bruits sinistres, des trépignements, des voix étouffées. Il y a dans l'air comme un râle d'agonie. (*Elle pousse un cri.*) Grand Dieu! Qu'est-ce là par terre? Du sang! et sur toi, sur cet homme, partout du sang!

SCORONCONCOLO

Ce n'est rien, Monna Cattina, rassure-toi. En jouant avec mon maître, il m'a pris un saignement de nez.

CATTERINA

Toujours cet homme avec toi, Lorenzo! Il m'effraye. Renvoie-le! Il tutoie tout le monde. Je ne suis pas sa sœur pour qu'il me tutoie.

SCORONCONCOLO

Ne te fâche pas, Monna Cattina. C'est la coutume encore pour tout franc soldat sicilien, qui a une lame au côté et qui se moque des modes espagnoles.

CATTERINA

Frère, parle-moi, j'ai peur! J'ai peur de ce sang, de cet homme! J'ai peur de toi aussi!

LORENZO

Viens m'embrasser, enfant, et rassure-toi, car voici le bras qui sait défendre et punir, le bras de Lorenzo le vengeur!

CATTERINA

Mon Lorenzino, de qui veux-tu te venger?

1. Cf. Musset, *Lorenzaccio*, acte IV, sc. XI :

LORENZO

Que la nuit est belle! que l'air du ciel est pur! Respire, respire, cœur navré de joie!...

Que le vent du soir est doux et embaumé! Comme les fleurs des prairies s'entr'ouvrent! O nature magnifique, ô éternel repos!... Ah! dieu de bonté, quel moment!

SCORONCONCOLO

Son âme se dilate singulièrement...

LORENZO

De personne désormais. Je n'ai plus d'ennemis, et mon cœur est toute miséricorde.

CATTERINA

Moi aussi. Je ne hais qu'un seul homme.

LORENZO

Nomme-le.

CATTERINA

Ton Duc barbare et grossier! Croirais-tu qu'hier, en passant sous ma fenêtre, il a eu l'audace de m'envoyer un baiser?

LORENZO

Il ne le fera plus. Viens voir.

CATTERINA

Voir quoi?

LORENZO, *l'entraînant vers le lit.*

Viens, te dis-je.

CATTERINA

Cette chambre est un lac de sang! Tu en fais jaillir sur ma robe à chaque pas. Cela est horrible! Laisse-moi m'en aller! J'ai encore plus peur ici.

SCORONCONCOLO

Madonna, ne l'écoute pas. Sa tête s'est égarée!

LORENZO

Non, Catterina! J'ai toute ma raison. Je veux te montrer, sur ce lit, notre ennemi, cet homme terrible, ce tyran qui dévorait les citoyens, un cadavre maintenant.

CATTERINA

Laisse-moi! Grand Dieu! Tu me fais peur. Ma mère! O ma mère!

LORENZO, *avec un rire infernal.*

Regarde-le, te dis-je. *(Il ouvre le rideau.)* Je ne t'ai pas menti. Le voilà bien! C'est moi, moi, qui l'ai tué!

CATTERINA, *criant.*

Horreur! Un assassinat! Un cadavre! Quel rêve affreux! *(Elle se jette dans le sein de Lorenzo et cache son visage dans ses mains.)*

LORENZO

Écoute, Catterina. Cet homme, que tous maudissaient, aucun n'a osé le frapper, et c'est Lorenzo, qu'ils appelaient Lorenzaccio, qui seul a sauvé la patrie. Comme Brutus, il a su feindre. Il a tendu le piège où cet infâme est venu se briser.

CATTERINA

Laisse-moi fuir. Je me meurs. C'est un assassinat!

LORENZO

Écoute encore, Catterina. Cet homme t'avait achetée pour une poignée de sequins. C'est moi qui t'ai vendue, et si tu le vois, sur ce lit, c'est qu'il t'y attendait, c'est qu'il a cru que, comme une courtisane, tu viendrais te jeter dans ses bras pour son argent.

CATTERINA, *se redressant.*

Il a cru cela?

LORENZO

Ai-je mal fait de le tuer?

CATTERINA

L'as-tu bien tué? Ne respire-t-il pas encore? Écarte cette couverture et donne-moi le flambeau, que je le regarde en face! Donne, je n'ai plus peur. Tu vois bien que ma main ne tremble pas. Hideux cadavre de réprouvé, sois maudit! Celle que tu croyais damner avec toi te déteste et te crache au visage.

LORENZO

Ma sœur, c'est bien! Embrasse celui qui t'a vengée!

CATTERINA, *se jette dans ses bras.*

O mon frère, je l'avais toujours dit, que tu te relèverais! (*A Scoronconcolo.)* Toi, coupe cette tête et porte-la au peuple. Dans sa reconnaissance, il proclamera Laurent duc de Médicis.

LORENZO

Non, ma sœur, non ! Je n'ai pas tué cet homme pour mettre sa couronne ducale sur ma tête. Je l'ai tué pour ses forfanteries, pour les affronts que j'en ai reçus, pour venger ton honneur et le mien. Je l'ai tué parce que je le haïssais mortellement et qu'il avait voulu m'avilir, parce que c'était la pensée unique de tous mes jours, le rêve caressé de toutes mes nuits, le besoin qui dévorait mon âme, le but de ma destinée. Je l'ai tué pour assouvir ma soif, pour guérir mes blessures profondes, pour retrouver le sommeil, le bonheur et le calme! A présent, je ne désire plus rien. J'ai ma propre estime.

CATTERINA

Mais la patrie, Lorenzo?

LORENZO

La patrie, hélas ! C'est une des chimères que le sceptique Lorenzo ne caresse plus. Vois-tu, ma sœur, j'ai soumis les hommes à une trop rude épreuve pour les estimer jamais, et ils ont trop grossièrement mordu à l'hameçon, ils ont trop abusé de ma patience pour que je puisse croire à la véracité de leur retour. Je serais un mauvais souverain. Je ferais le bien sans plaisir et peut-être le mal sans remords.

CATTERINA

Alors il faut fuir. Chaque instant peut te perdre. La faveur du peuple sera au premier qui voudra l'exploiter. Si tu ne profites pas de ton ouvrage, tu tomberas victime de l'ingratitude. Fuis, mon frère, fuis; je te le demande à genoux!

SCORONCONCOLO

Moi aussi, maître, je te le demande à genoux!

LORENZO

Fuir comme un coupable! Eh bien! soit. Jamais Lorenzo n'a travaillé pour les hommes; et dans ceci moins que jamais. Partons. Échappons à cette bête féroce qu'on appelle le peuple et qui a dévoré les Pazzi. Maintenant, la vie m'est douce et je veux vivre longtemps pour me rappeler tous les jours que mon bras a terrassé Goliath. Adieu, ma douce Catterina. Adieu, ma sœur, toi, la seule qui ne m'ait jamais condamné!

CATTERINA, *l'embrassant.*

Ah! tant d'émotions me tuent! (*Elle s'évanouit*).

LORENZO, *la prend dans ses bras.*

Portons-la à sa mère. Et toi, prends la clef de cette chambre. Je veux la porter à Venise à notre Strozzi. Je veux la garder toute ma vie, suspendue comme une relique à ma chaîne d'or.

GEORGE SAND

PRISCILLE SÉVERAC

Les époques troublées comme la nôtre font surgir des illuminés, maniaques, innocents ou terribles, qu'agitent une inquiétude éternelle et une éternelle espérance. Ils vont par le monde, à la recherche d'un trésor mystique, poursuivant un rêve qui recule devant eux comme l'horizon. Aucune déception ne les décourage. Pour eux, « tout est signe et signe de signe ». Sourds aux raisons de la raison, écoutant au fond de leur âme un commandement impérieux, indifférents à la pauvreté, à la souffrance, à la moquerie, ils supporteraient le martyre, pour défendre ce qu'ils appellent la vérité.

Certains ont joué leur rôle dans la tragédie européenne. D'autres, demeurent obscurs, comme cette Priscille Séverac que j'ai bien connue.

Elle était infiniment émouvante, par sa beauté morale, son désintéressement, ses vertus évangéliques, son intelligence sans culture et sans équilibre, dure maîtresse d'un corps maladif. Cette femme, née dans la plus humble condition, vouée aux plus humbles travaux, pleine de sens et de sagesse dans les choses de la vie quotidienne, a passé toute son existence à errer, de maison en maison, cherchant « Celui qui sauvera le monde ». Elle était de la même race spirituelle qu'Ysabeau, la prophétesse dauphinoise, que les Cévenois de Jean Cavalier, et comme eux, dans les assemblées

du désert, elle se fût levée au chant des psaumes, animée de l'esprit prophétique, pour annoncer la victoire des enfants de Dieu.

Il m'a semblé que cette figure étrange méritait d'être étudiée, et que Balzac n'eût pas dédaigné Priscille pour illustrer une de ses admirables études philosophiques.

La vie de Priscille Séverac contient des épisodes qu'il faudrait « arranger » pour les rendre vraisemblables. Celui que j'ai choisi est à peine transposé. J'ai modifié les noms, les lieux, et quelques circonstances du dénouement, par un scrupule de discrétion que l'on comprendra, mais pour tout le reste il m'a suffi de regarder, d'entendre, et de traduire la vie. Les romans qu'elle nous propose dépassent par leur fantaisie extraordinaire ceux que nous pourrions imaginer.

M. T.

I

C'était une gare de banlieue, avec des murs de briques souillés d'affiches, des escaliers de fer, des ponts de fer, un passage souterrain que la foule bruyante et fatiguée du dimanche emplissait d'un piétinement de troupeau. La pluie avait cessé. Sur le ballast charbonneux, il y avait encore de grandes flaques qui reflétaient, en morceaux d'argent terni, le morne ciel crépusculaire. Du côté de Paris, la masse grise des nuages se déchirait faiblement contre une bande de clarté sulfureuse, derrière un premier plan d'usines, d'ateliers, de cités ouvrières, couleur de suie et de cendre, dominé par les cheminées colossales, d'un rouge mort, qui ne fumaient pas.

Le même sentiment de détresse émanait de l'heure équivoque, de l'automne défaillant, du paysage minéral où rien ne restait de la nature que d'affreux petits jardins.

Un peuple, marqué par le travail quotidien, enlaidi par un luxe pauvre, déferlait des profondeurs du passage sur le quai mal éclairé par deux lampes : familles empêtrées d'enfants et de parapluies mouillés, couples bourgeois guindés dans leurs beaux habits, vieillards qu'on traîne comme des ballots,

ménages ouvriers, jeunes gens braillards. La vulgarité des propos s'accordait à la laideur des visages, et la gaîté de tous ces gens tombait, à mesure qu'ils sentaient venir la lassitude et le froid, dans le déclin de la lumière.

On entendit un sifflet lointain, un roulement sourd, et brusquement, le train, caché par la courbe de la voie, apparut, noir et grossissant. Il y eut des clameurs et des bousculades. Les portières s'ouvrirent et les roues patinaient encore sur les rails, que des gens se ruaient à l'assaut des marchepieds. Des voix crièrent : « Attendez l'arrêt... Laissez descendre!... » mais le flot qui descendait se heurtait au flot montant. Une femme fut projetée hors d'un compartiment de troisième classe, suivie par une valise de toile brune qu'un employé cueillit au vol. Il mit la valise par terre, regarda la femme, haussa les épaules, et commença de courir le long du train, en fermant les portières. Déjà le convoi s'ébranlait.

La femme regarda fuir le feu du fourgon et s'étonna d'être seule, sur le quai qui séparait les deux voies. D'une main, elle rajusta son chapeau de crêpe : de l'autre main, sans lâcher un vieux parapluie déroulé, elle ramassa péniblement sa valise. A dix pas d'elle, une plaque bleue et blanche signalait l'escalier du passage souterrain. Elle regarda cette issue éclairée, ne comprit pas, et se préparait à traverser la voie, directement, quand un homme assez bien vêtu s'approcha d'elle.

— Est-ce que vous seriez la nouvelle bonne de madame Bridain? dit-il sans aménité... Une demoiselle Prisci... Prili... qui arrive d'Aubeterre?

— Priscille Séverac... Oui, monsieur, c'est moi... Je ne savais pas être attendue à la gare... Oh! vraiment, c'est trop de bonté... Je suis confuse...

— Comment vous seriez-vous débrouillée toute seule? Vous alliez vous faire écraser... On ne traverse pas la voie comme ça. Il y a un passage... Vous ne voyez pas l'écriteau?

— L'écriteau?

— La plaque bleue... Là, devant vous!... Là!... Vous ne savez donc pas lire?

— Pardon, monsieur, je sais lire, mais je n'avais pas remarqué... Une plaque bleue?... Oui, je vois... Et il y a un

passage... Oh! comme c'est ingénieux!... J'admire, vraiment, j'admire...

L'homme, chétif et renfrogné, avait un profil presque concave, par l'avancée du front et du menton. Il releva le col de son pardessus et bougonna :

— Je m'enrhume... Allons! Dépêchons! Votre billet?... Donnez-le moi... Votre malle?... Vous n'avez pas de bulletin?

— Je n'ai pas de malle.

— Une valise, alors?... Ah! c'est ça!

— Oh! elle me suffit bien, monsieur.

— Alors, en route.

Et d'un ton moins brutal :

— Je suis monsieur Pouldu, le gendre de vos patrons... La maison n'est pas bien loin. Vous pouvez marcher?

— Oh! certainement, monsieur.

— Si vous êtes fatiguée, je porterai votre valise.

— Je remercie bien monsieur, mais je suis forte...

M. Pouldu considéra le grand corps un peu courbé, la figure osseuse et douce, les cheveux grisonnants sous le crêpe noir du chapeau, et il fit seulement :

— Pff!...

D'un geste autoritaire, il prit la valise.

— Allons!... Pas de ce côté!... A droite!... La sortie est à droite.

Il pensait que cette domestique, venue du fond des Charentes, était bien vieille et semblait bien usée pour faire le service des Bridain; et il conclut, dans le style qui lui était familier :

— Un peu gourde, mais polie.

Au bas de l'escalier, ils trouvèrent le passage qui sentait l'ammoniaque et le moisi. Priscille marchait auprès de M. Pouldu, et quand un voyageur accourait en sens inverse, elle s'arrêtait, indécise, toujours prête à céder le pas. Un bourdonnement tournait dans sa tête vide. Ses genoux et ses reins lui faisaient mal. Il fallut remonter des marches, et voici qu'à travers un brouillard mêlé de lueurs dansantes, elle vit une place, des arbres, un monument sur un rond-point, des boutiques illuminées, vision merveilleuse éclipsée soudain par l'apparition d'un tramway jaune à deux voitures, espèce

de monstre animé, grinçant, trépidant, fulgurant, qui se dressa devant Priscille, la frôla, faillit l'écraser, et se perdit dans la trouée noire d'une avenue.

— Vous avez eu peur? demanda M. Pouldu.

— Oh! oui, monsieur.

— Il n'y a pas de véhicules comme ça dans votre patelin?

— Dans?

— Votre patelin, votre pays, quoi? votre village...

Il était presque indigné que cette servante ne comprît pas son argot.

— A Aubeterre? Oh! non, monsieur... C'est une petite localité... On y vit simplement... J'ai toujours habité la campagne, de-ci, de-là, et mon premier voyage est pour ce grand Paris... Quel changement!... J'admire... Oui, j'admire ces ouvrages de l'homme, mais ils ne valent pas ceux du Seigneur... Ainsi, ce tramway, qui ressemble au Léviathan...

— Au quoi?

— Au Léviathan... Monsieur doit bien savoir? C'est dans l'Écriture...

— Ah! se dit M. Pouldu, elle est bigote! Elle parle comme un curé...

Aussitôt il conçut un profond dédain pour l'intelligence de Priscille.

Ils suivaient maintenant une rue bordée de jardinets et de villas. Les becs de gaz s'espaçaient à longs intervalles, et Priscille, haletante, la vue tout à fait brouillée, pataugeait dans les flaques d'eau.

— Nous y voilà! dit M. Pouldu.

Il poussa une porte qui éveilla une sonnette, et de la maison à peine visible, une voix féminine cria :

— C'est toi, Léon?

— C'est moi... Éclairez... J'amène votre Priscille...

— Papa va vous ouvrir.

Il y eut un bruit de verrous et de clés. Un homme corpulent, sans faux-col, sortit de la villa sur le petit perron orné de vases en faïence. Il élevait une lampe qui éblouit les yeux hallucinés de Priscille.

— Entrez, ma fille... Vous avez fait un bon voyage?

Et, sans attendre la réponse :

— Tant mieux!... Ça va bien! Ça ira bien!

— Et votre malle?

— Voilà l'objet, dit Pouldu, en brandissant l'humble valise brune.

Le gros homme rentra dans la maison et Priscille qui suivait la lampe comme une phalène affolée, se trouva tout à coup seule avec lui.

— Asseyez-vous! dit le nouveau maître.

Elle était dans une salle à manger chauffée par un poêle « salamandre », éclairée par une lampe suspendue sous un dôme de porcelaine, et meublée dans le style « Henri II » cher aux petits bourgeois. Il y avait des chaises rangées contre le mur. Priscille s'assit tout près de la porte. Elle serrait son parapluie contre sa jupe, et toutes les choses qui l'entouraient, étaient vagues, tremblantes, dans une buée lumineuse.

Une voix, à travers le plafond, cria :

— J'arrive.

La maison de brique et de plâtre était perméable au bruit comme au vent. On entendait gémir les marches d'un escalier sous un pas lourd, et des gens parler, d'une façon sourde et confuse.

— Ma femme et ma fille changent de robe, dit M. Bridain qui se chauffait à la salamandre. Elles vont venir.

Priscille le considérait timidement. Il ressemblait à ces maquignons qui courent les foires de campagne et traitent leurs affaires chez l'aubergiste, entre deux bouteilles de vin. Sa figure congestionnée tombait en bajoues; ses yeux crapaudins étaient striés de fibrilles rouges et sa moustache, encore noire, paraissait humide, comme après un bon repas. Avec sa grande taille, ses épaules énormes, son ventre saillant, M. Bridain représentait bien ce type d'hommes exclusivement occupés de la vie matérielle, qui, récemment sortis du peuple, conservent la vénération de l'ouvrier pour la nourriture abondante, considérée comme le signe essentiel de la richesse et la condition première d'une bonne santé. Ce n'était pas l'air vif et le soleil cru qui avaient coloré sa face apoplectique, mais l'abus des vins et des viandes, si dangereux, quand l'homme de cinquante ans s'assoupit dans une indolence

sédentaire. M. Bridain portait sa sentence de mort inscrite dans ses yeux sanguinolents. Il le savait, sans y croire. Les avertissements du médecin étaient moins puissants sur son imagination que les délices coutumières de la gourmandise.

La porte se rouvrit et Priscille se leva si brusquement qu'elle lâcha son parapluie. Elle avait conscience de sa maladresse naturelle, accrue par l'excitation nerveuse du voyage et la dépression qui commençait. Des larmes lui vinrent aux yeux. Elle ramassa le parapluie en murmurant des excuses. Madame Bridain l'interrompit :

— Ca n'a pas d'importance, *Persille*... Mais vous êtes fatiguée, je le vois. Venez dans la cuisine. Vous boirez un bol de bouillon, et puis, je vous montrerai votre chambre.

Elle parlait avec ce ton comminatoire des matrones qui exercent une tyrannie affectueuse sur leurs proches, et qui sont persuadées de leur propre infaillibilité, parce que nul, enfant ou mari, n'oserait les contredire. Exactement assortie à M. Bridain par la corpulence et la couleur, comme il arrive aux vieux époux qui vivent dans le même milieu et suivent le même régime, cette ancienne belle femme avait, dans sa figure fraîche et commune, des yeux bruns, jolis naguère, et de grosses lèvres qui riaient toujours. De son menton à sa poitrine, trois bourrelets de chair descendaient, vers l'échancrure d'un affreux corsage en pilou. Dépouillée de sa toilette du dimanche, mais encore parée de ses bagues, les cheveux bouffants sur un *crêpon* régulier, madame Bridain était digne de trôner à la caisse d'une boucherie, entre deux carcasses éventrées, derrière une haie de gigots. Et certes, elle apportait, par son aspect, une confirmation à la loi de l'hérédité, car elle était née dans une boucherie de Vincennes, où sa mère et sa grand'mère avaient occupé le comptoir pendant quarante années consécutives.

Elle emmena Priscille à la cuisine et lui fit manger du pain trempé dans un bol de bouillon; puis elle la contraignit à boire un peu de vin.

— Je suis sûre que vous vous sentez mieux, dit-elle... Aviez-vous déjeuné, à Paris?... Non... Pourquoi?

Priscille baissa la tête... Elle n'osait avouer que Paris

l'avait épouvantée et qu'elle ne serait, pour rien au monde, entrée dans un restaurant.

— J'ai acheté un petit pain.

— Un petit pain!... Après une nuit en chemin de fer!... Reprenez encore du bouillon.

— Je remercie madame, dit Priscille.

Le moindre geste bienveillant faisait vibrer en elle une sensibilité maladive.

— Vous ne serez pas malheureuse chez nous, reprit la grosse femme. Nous ne sommes pas de ces gens qui privent leurs domestiques. Vous mangerez tout comme nous...

— Madame est trop bonne... Pourvu que j'aie du pain et des pommes de terres, je serai contente.

— On dit ça!... fit madame Bridain.

Cette déclaration de sobriété excitait sa méfiance. Elle demanda :

— Vous n'êtes pas malade?

— J'ai été très malade dans ma jeunesse. C'étaient les nerfs qui me tourmentaient. Quelquefois, j'avais une force de lion; et tout à coup, une faiblesse à tomber... J'ai passé trois ans couchée, comme une paralytique... Maintenant, je suis plus forte qu'à vingt ans.

— Hum! fit madame Bridain qui n'était pas convaincue... Quel âge avez-vous, Priscille?

— Quarante-huit ans passés...

— On vous donnerait davantage.

— Je le sais bien.

— Vous avez travaillé chez madame Lamare?

— J'ai remplacé sa cuisinière pendant quinze jours. Avant, j'avais été placée à Saintes, à Jonzac, à Rochefort, à Angoulême...

— Sans vous fixer?

Les yeux de Priscille s'élargirent et timidement :

— Le Seigneur, madame, me met comme un oiseau sur la branche : aujourd'hui là, demain ailleurs... Ma destinée n'est pas de rester longtemps au même endroit, cet endroit fût-il cher à mon cœur. J'ai toujours eu de bons maîtres que j'ai quittés en gardant leur amitié... Mais il faut que madame le sache bien : je ne m'appartiens pas à moi-même.

— Et pourquoi donc?

— Oh! ce serait bien long et bien difficile à expliquer... Mais madame peut être tranquille : je ne la laisserai jamais dans l'embarras.

— J'espère que vous resterez longtemps chez moi.

— Le temps que Dieu voudra. C'est lui qui m'a dirigée vers cette maison. Je ne désirais pas m'en aller à Paris, mais j'y devais aller... Madame Lamare m'en a fourni les moyens, au jour marqué

De ces paroles précipitées et confuses, madame Bridain retenait seulement ceci : Priscille, cette « perle » — un peu *originale* avait dit madame Lamare — mais honnète, vaillante, douce et très peu coûteuse, Priscille était dévote, d'une dévotion exaltée qui pourrait choquer M. Pouldu.

— Eh bien, ma fille, je respecterai vos sentiments. Vous irez à la messe et vous ferez maigre le vendredi; mais quant à nous, sachez-le, nous ne fréquentons pas les églises. Monsieur Pouldu, mon gendre, n'aime pas beaucoup les curés... Enfin, chacun est ibre!

Priscille se leva

— Je suis née dans la religion protestante, madame, et je n'ai pas besoin d'un culte extérieur. L'Écriture me suffit.

Il y eut un silence : madame Bridain ne savait rien du protestantisme, sinon que les prêtres de cette religion portent le vêtement civil et peuvent se marier.

Elle reprit :

— C'est votre affaire... Il y a une autre question plus importante et que je veux traiter tout de suite avec vous, parce que je crains les malentendus...

— Une question?

— Celle de vos gages...

— Mais, fit Priscille qui se troublait, madame Lamare qui m'a recommandée à madame, n'a-t-elle pas fixé elle-même mes gages?... Il s'agissait de... de... cinquante francs...

Madame Bridain respira :

— En effet, dit-elle... Cinquante francs... Nous sommes d'accord?

— Oui, madame...

— C'est ce que vous avez demandé... Je ne dis pas que plus tard...

— Je ne souhaite aucune augmentation, dit Priscille. Que j'aie le nécessaire et rien de plus, telle est la volonté de Dieu. Et si je suis venue ici, madame, c'est pour accomplir une tâche et non pour amasser de l'argent.

Madame Bridain, les mains croisées sur sa vaste ceinture, écoutait ce langage extraordinaire qui renversait toutes ses idées sur la mentalité des domestiques, et la figure de Priscille lui semblait, maintenant, aussi bizarre que ses discours. Les traits, plutôt agréables, étaient abîmés par le dessèchement des muscles et les rides profondes de la peau; le cou, au-dessus d'un modeste col blanc, se révélait décharné; la bouche, très mobile, au sourire mélancolique, découvrait, en parlant, une denture irrégulière et jaune; mais les yeux étaient incomparables : grands, un peu enfoncés, ils avaient la transparence d'un cristal bleu où scintillerait une lumière intérieure, comme une âme vivante et visible. Les palpitations fréquentes des cils faisaient trembler cette lumière bleue qui eût été presque intolérable dans sa fixité. Madame Bridain, fermée à toute sensation fine, éprouva cependant une surprise mêlée d'inquiétude, sous ce regard qui brillait et s'éteignait au vent d'une pensée inconnue.

— Prenez la lampe à essence qui est sur le buffet... Je vais vous montrer votre chambre... Pour ce soir, vous ne ferez pas de service et vous vous coucherez immédiatement. Demain à sept heures, vous descendrez....

— Aux ordres de Madame, dit respectueusement la servante.

Elle percevait le froid léger qui avait passé entre elle et sa maîtresse. Tenant d'une main sa valise, de l'autre main sa petite lampe, elle monta l'escalier derrière madame Bridain. Au second étage, sous le pignon même du toit, il y avait une chambre mansardée, la classique « chambre de bonne », sans cheminée, sans armoire, meublée d'une table et d'un lit en fer.

— Vous serez bien couchée, dit madame Bridain, en retrouvant tout à coup sa bienveillance. Si vous avez froid, je vous donnerai un couvre-pied supplémentaire... Donc, *Parsille*...

— *Priscille*, Madame!

— Donc, *Précille*, ne vous gênez pas avec nous. Demandez... Et maintenant, il faut dormir... Bonne nuit!

— Bonne nuit, Madame!

Priscille, quand elle fut seule ouvrit sa valise. Elle en tira quelques vêtements râpés, une paire de chaussures, un gros livre noir.

Les vêtements furent accrochés à des clous plantés dans le mur; les chaussures se dissimulèrent sous le lit; il ne resta plus dans la valise qu'un peu de linge.

Tout ce que Priscille Séverac possédait en ce monde, était là, et jamais elle n'avait possédé plus de choses. Elle était allée de maison en maison, légère et joyeuse de sa pauvreté volontaire, riche du secret qu'elle portait en son cœur et consolée de toutes les peines par cette vieille Bible noire. Bien qu'elle fût recrue de fatigue, ce soir-là, avant de se coucher, elle s'assit auprès de la table, et sous la clignotante lueur, elle lut l'histoire de Joseph, esclave chez l'étranger, dans la terre d'Égypte et la maison de servitude.

II

Priscille était née dans un village des Charentes, sur la lisière de l'Angoumois. Son père se nommait Samuel Séverac. Il possédait une maison et quelques terres, qu'il travaillait lui-même avec ses nombreux enfants. Il est dit dans la Bible : « Que ta femme soit dans le secret de ta maison comme une vigne fertile! Que tes enfants soient autour de ta table comme de jeunes plants d'olivier! » Pour Samuel Séverac, cette parole s'était accomplie.

Dans les vieilles familles protestantes qui vécurent refermées sur elles-mêmes pendant les temps de persécution, l'autorité du père est restée grande. Il gouverne son foyer selon l'esprit de la Bible, comme un prêtre et comme un roi. Samuel Séverac, simple paysan, presque dépourvu d'instruction, était un homme d'un caractère antique, qui régnait véritablement

sur sa femme, ses cinq filles et ses quatre fils. Sévère pour lui-même et pour les autres, hospitalier, véridique, inflexible quand il défendait son droit, il tirait de l'Ancien Testament toutes ses idées morales et toutes ses règles de vie. Le Livre des livres, dont il lisait chaque soir une page, à voix haute, était son code et son recours. Et le Dieu qu'il servait était bien celui de Jacob et de Moïse, un Juge implacable, toujours irrité, qui suscite des prophètes contre les rois prévaricateurs et suspend d'épouvantables calamités sur les hommes. Samuel Séverac révérait ce Dieu terrible, auquel il parlait directement dans la prière, en l'appelant : « Toi, Éternel! »

A l'ombre de ce juste, Priscille avait grandi, dernière brebis du troupeau, aussi chère au vieux Samuel que Benjamin au vieux Jacob. Sa mère, épuisée de fécondité, n'avait pu la porter jusqu'au terme et la nourrir de son lait, comme ses autres enfants, et la petite, allaitée par une chèvre, était restée fort délicate. Trois fois, diverses maladies la mirent en péril de mort. Jusqu'à dix ans, elle ne put guère fréquenter l'école et son père lui apprit à lire lui-même, dans la Bible noire qu'il aimait tant. Priscille, selon ses forces, aidait sa mère au ménage et, dans le pré voisin de la maison, elle gardait les vaches en tricotant ces gros bas bleus que portent les paysannes. Le mouvement de ses doigts laissait sa pensée flottante et libre comme les nuages du ciel. Elle rêvait... Que savait-elle de l'univers, la petite Priscille? Elle se représentait le monde et l'histoire du monde à travers le livre saint. Ces grandes figures que le génie hébreu emprunte à la poésie orientale, le poème de la tente, du désert, des troupeaux errants, les autels dressés sur les hauts lieux, les vallées odorantes de lys, les saules penchés sur le fleuve de Babylone, Priscille traduisait toutes ces images en images modernes et familières et, comme les artistes du moyen âge, elle replaçait les drames bibliques dans le paysage français. Une femme auprès d'un puits, parlant à un vieillard, c'était Rébecca devant Eliézer; une moissonneuse endormie, c'était Ruth la moabite; l'ânesse grise de la ferme rappelait la monture de Balaam; et quand les corbeaux volaient sur les labours d'automne, Priscille songeait au corbeau du prophète Élie. Une faculté poétique qui ne trouvait pas

d'expression orale, était dans cette enfant sensible et silencieuse. Samuel Séverac, à son lit de mort, après avoir béni tous ses enfants, donna une bénédiction particulière à Priscille, et lui légua la vieille Bible noire qui aurait dû appartenir au fils aîné. Priscille avait alors treize ans. Comme à son père, le Livre saint lui tint lieu de maître et d'école. Il lui enseigna des idées et des mots qui n'étaient pas du langage courant. Elle lui emprunta un vocabulaire qu'elle accommoda singulièrement à son usage. Peut-être, dans un autre milieu, quelqu'un se fût trouvé pour observer cette fille, deviner les puissances secrètes de cette intelligence, la cultiver, l'équilibrer; mais Priscille, au village, après la mort de son père, était une énigme dont personne ne cherchait le mot. Elle perdit sa mère trois ans plus tard et s'en fut demeurer chez son beau-frère, menuisier à Angoulême. Là, elle fit son apprentissage de repasseuse, et, ne pouvant rester debout, sans fatigue, et supporter l'odeur du charbon, elle abandonna ce métier pour entrer au service d'une dame. Soudain, sa faible santé chancela. Des maux inconnus l'assaillirent, comme une possession démoniaque. Elle fut presque aveugle pendant un an, puis elle se coucha, les membres perclus, et dut être transportée dans un hôpital. Son martyre dura dix années. Elle était un objet de curiosité pour les médecins qui voulaient tous essayer des remèdes sur elle. L'un d'eux lui proposa de l'endormir; elle refusa, indignée, et se surveilla si bien qu'il ne put la dominer, par surprise. Et la maladie multiforme cessa, brusquement, comme elle était venue.

— Dieu, — déclara Priscille au médecin, — m'a forgée dans la souffrance, comme le fer dans le feu. Me voilà prête à servir ses desseins dont j'ai eu la révélation...

Le docteur sourit, sans répondre. Comme le beau-frère de Priscille l'interrogeait, il dit tout bas :

— ... Aucun danger... absolument inoffensive... Cependant, suivez-la de près... C'est une créature sans défense...

Et la seconde vie de Priscille commença.

III

Le séjour que Priscille Séverac faisait chez les Bridain, n'était qu'un épisode de cette vie changeante et mouvante où le rêve conduisait l'action. C'était, à la croisée des chemins, une halte.

Dès ce début, elle montra une douceur, une patience, un esprit d'abnégation qui étonnèrent ses nouveaux maîtres. Tant de qualités compensaient bien certaines bizarreries de caractère et une regrettable propension à briser les verres et la vaisselle. La nerveuse Priscille avait des moments de distraction où elle perdait à demi le sentiment des réalités. Son âme voyageait dans un monde surnaturel, pendant que ses mains posaient les assiettes de travers sur l'extrême bord de la table. Alors, on pouvait bien lui demander tel objet qu'elle maniait quotidiennement! Elle ouvrait ses grands yeux de rêveuse éveillée, et d'un air confus :

— Je ne connais pas... Je n'ai pas remarqué... Que Madame me pardonne! J'ai si peu de mémoire pour ces choses-là!...

— Oui, vous vivez dans la lune!...

Quand le désastre était considérable, madame Bridain éclatait en imprécations, et Priscille, transie, courbée, lamentable, proposait la seule réparation qui fût en son pouvoir :

— Madame voudra bien se payer sur mes gages.

Ses pauvres gages! Madame Bridain ne dédaignait aucun profit, mais elle savait quelles sont les prétentions des domestiques d'après-guerre, et quelle économie représentait le service de Priscille... Elle répondait brutalement :

— Ce serait mon droit, et il ne vous resterait rien du tout, ce mois-ci...

Et le mois écoulé, elle ne retranchait rien au salaire de la servante qui se confondait en gratitude.

Bien que les Bridain fussent les maîtres et Priscille la domestique, elle échappait à leur familiarité et ne permettait sur elle aucune prise. Elle avait, dans toutes ses manières, la dignité instinctive des paysans. Les gens de la terre sont, à leur façon, des aristocrates; ils possèdent une tradition de politesse cérémonieuse qui contraste avec le débraillé du bas

peuple citadin. Priscille servait et n'était pas servile, car il y avait dans sa tenue, dans son langage, une noblesse qui gênait les Bridain. Ils s'irritaient de la sentir si loin d'eux. Quelquefois, elle parlait, sur un mode sibyllin d'une « mission » qu'elle avait reçue, d'un « message » qu'elle devait porter à un certain destinataire, lorsque sonnerait « l'heure marquée par le Maître ». Ces discours, mêlés d'allusions aux malheurs d'un peuple élu, « dont Israël n'est que la figure », n'avaient point de sens pour les Bridain. Ils supposaient que toutes les dévotes protestantes employaient ce pathos mystique, et selon leur humeur, ils souriaient ou se moquaient; mais ce qui était particulier à Priscille, dans ce qu'ils appelaient des extravagances, ils ne pouvaient le définir. Ils disaient, en parlant d'elle : « Notre phénomène... » ou « Cette toquée ». Leur curiosité n'allait pas plus loin, parce qu'ils ne pressentaient aucun secret du genre comique ou scandaleux, dans le passé de la pauvre fille, et que les secrets de cet ordre seulement excitaient leur curiosité.

Malgré les vertus de Priscille, madame Bridain n'était pas sans regrets. Au lieu d'un « phénomène », elle aurait voulu posséder chez elle un être bien connu, sans mystère, la « bonne » du type banal qui dans les petits ménages bourgeois est presque un membre de la famille. Elle et ses « patrons » parlent le même langage. On l'emmène au cinéma. Elle est pour Madame une compagnie un peu inférieure et, au besoin, une confidente. Mais Priscille qui prodiguait ses soins et son dévouement, qui travaillait au delà de ses forces, cuisinait, lavait, repassait, cousait, avec un souci tout campagnard d'économie, sans quitter jamais la maison. Priscille vivait chez les Bridain; elle ne vivait pas de leur vie.

Un jour, madame Bridain, par besoin d'expansion, lui raconta toute l'histoire de la famille; comment elle avait épousé M. Bridain, comptable aux Établissements Lavallée — dans ce temps-là, elle n'avait pas de domestique et pourtant le ménage était bien tenu! — comment ils avaient travaillé toute leur jeunesse, et réalisé, dans leur âge mûr, le rêve de leurs pareils : posséder une maison et un jardin, s'y retirer, après le mariage de l'enfant unique, vieillir doucement, sans rien faire et sans dépenser leurs revenus...

Priscille, absorbée dans son rêve éternel, écoutait, les yeux fixés sur un verre qu'elle essuyait. Elle se réveilla pour dire :

— Ainsi, Madame est heureuse?

— Heureuse!... Pas tout à fait... Cette horrible guerre...

— Madame a perdu quelqu'un?

— Non pas quelqu'un, mais quelque chose... Beaucoup d'argent...

— L'argent n'est rien, — dit Priscille.

Cette affirmation choqua madame Bridain comme un blasphème.

— Parlez pour vous, Priscille! Nous sommes d'un autre avis, nous qui avons vu le quart de nos économies s'en aller avec les fonds russes!... On nous avait garanti ce placement comme avantageux et patriotique, et maintenant, que de petits rentiers sont ruinés! La Russie ne paiera jamais nos coupons, et le tsar que nous avons tant acclamé, où est-il, à présent, le pauvre homme?

— Le tsar...

— Il est mort...

— Le temps n'est pas encore venu où Dieu suscitera le sauveur de la Russie... le sauveur du monde... — murmura Priscille d'un ton mystérieux... — Mais celui qui est humilié sera exalté et celui qui est dans l'ombre montera dans la lumière, comme Lazare quand Jésus-Christ l'appela... Que Madame n'en doute point : les temps sont proches...

Une excitation secrète faisait battre ses paupières et trembler ses mains. Elle répéta :

« Les temps sont proches... »

Et elle cassa le verre qu'elle essuyait.

En janvier 1920, Priscille était encore chez ses maîtres et bien qu'elle fît des allusions ténébreuses à la possibilité d'un départ, les Bridain comptaient la garder longtemps. C'est vers cette époque qu'elle prit l'habitude de monter dans sa chambre, au milieu de la journée et de veiller une partie de la nuit pour lire et pour écrire. Madame Bridain lui représenta qu'elle affaiblissait ainsi sa pauvre santé

et que le travail du ménage en pouvait souffrir. Priscille répondit :

— Je le sais, Madame, mais je ne suis pas libre, et pour compenser le tort que je peux faire à Madame, je la prie de réduire mon gage... Je me contenterai de vingt francs.

Madame Bridain n'en douta plus : Priscille était folle!

Cependant, à force de vivre avec elle, les Bridain avaient fini par l'aimer. Il y a dans les êtres absolument purs, un charme que les êtres plus grossiers subissent sans le comprendre. Sancho Pança suivit Don Quichotte par intérêt, d'abord, et demeura près de lui par affection. Priscille chez les Bridain, c'était Don Quichotte au service de Sancho Pança, Don Quichotte incompris, absurde, obstiné dans sa chimère, moqué parfois et bafoué sans qu'il y prît garde, mais que Sancho devinait meilleur que lui, et plus noble. La pauvre servante avait quelques traits du bon chevalier et toutes ses vertus dont la plus rare, aux yeux du monde, est cette générosité royale qui fait mépris de l'argent.

Par les dimanches de février, les Bridain et les Pouldu déjeunaient de très bonne heure et prenaient le tramway pour Paris. Les jours étaient plus longs, attiédis de vague douceur printanière. Priscille, seule à la maison, s'attardait dans sa chambre sans feu. La Bible de Samuel Séverac était ouverte sur la table, auprès d'un cahier manuscrit. Il y avait, piquée au mur par de petits clous dorés, que traversaient quatre rubans tricolores, un portrait de Nicolas II, découpé dans un journal illustré. Priscille regardait souvent ce visage triste, dont l'expression n'avait rien de majestueux ou de militaire, et cette contemplation lui faisait oublier le cahier qu'elle couvrait, au jour le jour, d'une haute écriture gracieuse, avec quantité de mots soulignés. Sur la couverture de papier bleu, elle avait inscrit, en grosses lettres :

Messages.

Tout à coup, la porte de la maison claquait en se fermant et du vestibule, une voix aiguë appelait :

— Prisci-i-ille!...

Priscille apparaissait dans l'escalier, et descendant en toute hâte, elle répondait :

— Me voilà Madame.

— Où étiez-vous?

— Dans ma chambre.

— Vous deviez grelotter, là-haut?

— Oh! non, Madame. J'avais ma brique pour me tenir les pieds chauds, et mon fichu sur les épaules... Que Madame ne se tourmente pas à cause de moi.

— Vous tomberez malade.

— Non, madame, Dieu me donne la force...

— Et qu'est-ce que vous faisiez, dans votre chambre, par ce froid?

— Je lisais, Madame.

— Vous ne pouviez pas lire en bas?

— Non, Madame...

Le « non » était si ferme, que madame Bridain en recevait un petit choc.

— Bien, ma fille, comme il vous plaira.

Priscille disparaissait dans la cuisine et ses maîtres commentaient l'incident.

— Elle lisait!.. Pauvre créature!.. Elle ramasse les vieux journaux... Elle dévore l'imprimé... Sa malheureuse tête!...

Les voisines s'en mêlèrent. Madame Bridain leur avait trop vanté les mérites de la « perle », pour ne pas exciter leur jalousie. Par-dessus les clôtures qui séparaient les jardinets, ces dames confièrent à madame Bridain, à madame Pouldu, les résultats d'un espionnage sans bienveillance.

— Vous avez, à votre service, une fière travailleuse. Cette nuit, à deux heures, il y avait encore de la lumière chez elle...

— A deux heures, vous êtes sûre?...

— Parfaitement... D'ailleurs, il n'y a qu'à voir cette figure blême et ces yeux!.. Votre Priscille ne dort plus... Elle deviendra neurasthénique...

Madame Bridain s'avisa que Priscille résisterait mieux à la tentation de veiller, si elle restait, le soir, dans la salle à manger bien chaude. Surprise par cette proposition, Priscille n'osa refuser.

— Puisque Madame me l'offre avec bonté, je resterai quelquefois.

Elle prit donc sa place, sous la lampe, parmi les Bridain et les Pouldu, et elle se tenait un peu en arrière du groupe, comme pour s'en isoler. Muette et respectueuse, elle tirait l'aiguille, indifférente à la conversation de ses maîtres, aussi étrangère parmi eux qu'un Thibétain ou un Canaque. Ces gens, qui n'étaient pas méchants, lui inspiraient une répugnance invincible quand ils s'entretenaient de ce qu'ils avaient mangé ou de ce qu'ils mangeraient, quand ils récriminaient sur le prix des choses. Des ventres et des porte-monnaie, point d'âmes! Nulle inquiétude ne troublait cette matérialité épaisse. A la fin, M. Bridain s'endormait, engourdi par la digestion et la chaleur du poële. Léon Pouldu, l'homme au profil concave, au teint jaune de bilieux, se plongeait dans le journal du soir, et la chétive madame Pouldu qui ressemblait à un lapin souffreteux, malgré la suralimentation qu'elle avait subie dès l'enfance, comptait à mi-voix les points de son tricot... Cette femme de trente ans, inquiète et tatillonne, gâtée par ses parents et dominée par son mari, ne se consolait pas d'être stérile, et elle remplissait son existence vide avec de petits devoirs, de petits travaux, de petits soucis qu'elle s'inventait. Dix fois, elle interrompait la convertion, pour chercher son fil, ou son dé, remonter la mèche de la lampe, aller voir si la porte était bien fermée et si le gaz ne fuyait pas.

Ces veillées accablaient Priscille. Elle était torturée par le désir de sa chambre où elle se réfugierait tout à l'heure, où rien ne s'interposerait entre elle et son idée fixe, où les voix intérieures qu'elle connaissait bien lui parleraient dans le silence.

Parfois, elle levait sur ses maîtres ses yeux admirables, d'un bleu d'abîme. L'affreuse vulgarité de ces gens lui apparaissait plus affreuse, et elle se souvenait des paysans de son pays, des vieillards qui venaient, autrefois, faire la veillée chez Samuel Séverac. Figures évanouies, cendre et poussière! Qu'ils étaient beaux les feux de souches pétillants sous la noire crémaillère de l'âtre! Leurs rouges lueurs luttaient avec la lumière jaune de la lampe à huile. Une grosse

bouilloire, remplie de châtaignes, chantonnait doucement dans la cendre, et la petite Priscille s'asseyait sur la pierre du foyer, pour écouter cette chanson de l'eau fumante, auprès du gros chat couleur de pie qui reflétait la flamme joyeuse en ses yeux d'or.

Et pendant que les enfants travaillaient de leurs mains, Samuel Séverac lisait la Bible.

Chez les Bridain, on ne lisait que le journal. Léon Pouldu régalait sa femme et ses beaux-parents du feuilleton, — arrangé pour le cinéma — ou des faits divers drôlatiques... Enfin, le coucou de bois sculpté sonnait dix heures. Priscille devenait plus nerveuse, comme les maniaques dont les habitudes sont dérangées; elle redressait avec effort sa taille courbée; ses cils battaient sur ses yeux élargis; et n'y tenant plus, elle rangeait soigneusement son ouvrage dans la corbeille à couture.

— Ces messieurs et dames n'ont plus besoin de moi? Je peux me retirer?

— Oui, disait madame Bridain, mais il faut vous coucher tout de suite... Ne veillez pas!

Priscille se retirait. A minuit, sa lampe brûlait encore.

IV

Un soir, comme tant d'autres soirs, elle cousait, inattentive aux « faits divers » que Léon Pouldu lisait de sa voix sans inflexions. Soudain, elle tourna la tête, et sa main qui frémissait piqua l'aiguille au hasard, dans l'étoffe.

La légende du tsar ressuscité...

C'était le titre d'un article de journal. Les Bridain et les Pouldu ne paraissaient pas s'en émouvoir, enfoncés dans la torpeur que leur versait la lecture pour les préparer doucement au sommeil.

On nous écrit de Russie...

Il était question de l'amiral Koltchak, dont les troupes avaient pris et perdu Ekaterinbourg, de l'enquête commencée

par le précepteur du tsarevitch et continuée par une commission d'enquête... de la maison Ipatieff où la famille impériale avait vécu les derniers jours, les épouvantables derniers jours de son martyre... d'une chambre basse aux murs criblés de balles... d'une clairière, dans les bois de Koptiaki, où l'on avait trouvé, près d'un puits de mine abandonné, les traces visibles de trois bûchers, et dans les cendres de ces bûchers, des ossements, des bijoux, des débris de toute espèce, identifiés par les témoins qui avaient partagé la vie intime des captifs...

Ces phrases banales, écrites sans art, d'après le texte russe, contenaient tant d'horreur concentrée que l'attention des auditeurs somnolents s'aviva... M. Bridain ouvrit un œil torve... Madame Bridain et sa fille, effleurées d'un même frisson, se rapprochèrent, le buste tendu en avant et les épaules serrées... Dans la petite salle à manger où, choses et gens, tout, excepté Priscille, représentait la laideur incurable et l'irrémissible vulgarité, chaque mot prononcé semblait assombrir l'atmosphère comme dans une salle de cinéma, tandis que sur l'écran des imaginations passaient des formes confuses... Ni les Pouldu, ni les Bridain n'avaient cette puissance d'intuition qui, chez Priscille, suppléait à la culture intellectuelle et au sens critique. Entre un drame shakespearien et un film policier, entre l'assassinat d'un milliardaire par des anarchistes américains et la mort d'un empereur, tué, avec sa femme et ses enfants, après un atroce calvaire, dans la solitude de l'Oural, ils faisaient peu de différence. Mais, les circonstances de cette mort les secouaient physiquement, et les forçaient à la pitié. Quand Pouldu en vint à cette phrase : « ... *la grande-duchesse Anastasie qui vivait encore, malgré ses blessures fut achevée à coups de baïonnette* », madame Bridain s'exclama :

— Quels misérables!... Une jeune fille! tuer ainsi une jeune fille!... Et cette pauvre mère!... Et ce petit garçon!...

Elle ne pensait plus à la qualité des victimes, mais à leurs souffrances et, dans la bonté de son cœur, elle trouvait le mot simple et vrai, le cri de l'instinct arraché aux entrailles de la femme. A ce moment, elle regarda Priscille, comme si elle en attendait une parole qui fît écho à la sienne. Priscille

avait repris son aiguille. Elle s'était remise à coudre, et ne donnait plus aucune marque d'émotion. Madame Bridain l'interpella :

— Priscille!... Vous avez entendu?

— Oui, madame.

— Et que pensez-vous de cela?

— Rien, madame.

— Rien!... Vous n'êtes pas indignée, vous, Priscille, vous qui avez le portrait du tsar dans votre chambre?...

— Madame ne peut pas me comprendre... Pourquoi serais-je indignée, lorsque je suis sûre,... absolument sûre... Non, madame, non, je ne saurais m'expliquer, ce soir... je n'ai pas le don de parler... Mais que madame ne me croie pas indifférente!... J'écoute... Je compare... Je cherche...

Elle laissa tomber ses lunettes...

— Ah! mon Dieu! que je suis maladroite...

Léon Pouldu jeta un coup d'œil de côté vers Priscille et hocha la tête.

— Continue, dit madame Pouldu. C'est comme un roman...

Il reprit sa lecture... L'auteur de l'article résumait l'enquête faite par les Blancs en 1918, et concluait ainsi.

« ... *Il semble qu'on ne puisse garder aucun doute : l'infortuné Nicolas II et sa famille sont bien morts sous les balles des Juifs et des Lettons. Leurs cadavres ont été brûlés, dans la sinistre clairière de Koptiaki.*

Cependant, malgré les témoignages recueillis et les pièces à conviction rapportées par le général D..., une légende est en train de se former, dans la campagne russe, où les paysans ont profité de la révolution sans la comprendre. Une nouvelle court, de l'Ukraine à l'Oural, du Caucase à la Russie blanche, chuchotée dans les isbas, colportée par les rôdeurs et les pèlerins : « Le tsar Nicolas n'est pas mort... » Évadé miraculeusement, il se cache en un lieu inconnu, et les membres de sa famille qui existent encore, à l'étranger, ne soupçonnent pas sa retraite. Un jour, il sortira de l'humiliation et de l'obscurité. Il chassera les Bolcheviks et la Russie redevenue chrétienne, sera sauvée et guérie par le Petit Père... » Telle est la secrète conviction de nombreux moujiks, qui n'ont aucune idée du socialisme et du communisme, et qui continuent de

détester en bloc les riches, les Juifs et les étrangers. Comme ils ne lisent pas de journaux et ne soupçonnent même pas ce qui se passe dans les grandes villes, aucune propagande ne peut les toucher efficacement, aussi l'aventure du faux Dimitri se renouvellera-t-elle tôt ou tard, favorisée par la crédulité paysanne. On verra paraître de prétendus Nicolas II qui trouveront des fidèles pour les suivre et des historiens pour justifier leurs revendications. Déjà, un faux tsarévitch a paru dans un bourg de l'Altaï. Des moujiks lui firent cortège et des fonctionnaires lui présentèrent le pain et le sel... Le général D..., commandant la mission française, se fit amener le jeune garçon et le confronta avec l'ancien précepteur d'Alexis Nicolaïevitch qui reconnut l'imposture.

*On prétend aussi qu'un cousin de l'ex-empereur, le grand-duc *** qui se trouve actuellement à Constantinople partagerait cette croyance populaire. On lui attribue, sans certitude, des propos, tenus à des familiers, au sujet de la retraite du tsar... Mais le grand-duc s'est refusé à toute* interview. »

Léon Pouldu replia le journal et le posa sur la table.

— Si c'était vrai, pourtant! dit madame Bridain... Voyez-vous que les Bolcheviks s'en aillent, que le tsar reparaisse!... Peut-être bien que nos coupons...

— Bah! dit le gros Bridain qui n'avait pas ouvert la bouche, tout ça, c'est des inventions de journalistes. Le tsar est mort, et s'il était encore vivant, jamais il ne remonterait sur le trône. L'avenir est à la démocratie.

— Est-ce qu'elle paiera ses dettes, la démocratie?

— Des fois...

Une discussion suivit, où la politique, l'intérêt et le sentiment se mêlaient dans une complète confusion de mots.

Cependant, Priscille étendait la main vers le journal. Madame Bridain vit ce geste timide :

— Prenez, dit-elle, puisque ça vous amuse... Mais dites-nous votre idée, à vous...

— Je n'ai pas une « idée » à moi, répondit doucement Priscille... L'idée que j'ai me vient d'un autre, de celui qui sait tout et qui parle à mon cœur... Bientôt l'homme de son

conseil surgira de la mort apparente, où il est comme le prophète Jonas dans le ventre du monstre marin... Il y aura alors de grandes tribulations, telles qu'il n'y en a point eu depuis le commencement du monde, mais l'Élu de Dieu vaincra l'ennemi...

Les Bridain et les Pouldu, déconcertés par ce langage, considéraient cette maigre Priscille, au petit visage creusé, dont les yeux extatiques dardaient un double éclair insoutenable.

Elle répéta :

— Il vaincra l'ennemi. Ceux qui auront perdu leurs biens, les retrouveront au centuple.

Les paupières abaissées voilèrent les yeux, et la Sibylle s'effaça dans la servante. Priscille reprit son accent ordinaire pour demander :

— Madame a-t-elle encore besoin de moi?

— Non, vous pouvez monter.

Quand elle fut partie les Bridain et les Pouldu se regardèrent et Léon Pouldu éclata d'un rire forcé.

— La douche!.. Il lui faut la douche!.. Vous avez vu cette figure? Vous avez entendu ce sermon?.. Vite, un docteur!.. Et la douche!...

La grosse maman Bridain baissant la tête, répandait son triple menton sur son corsage, et ne riait pas.

— Qui sait? dit-elle... Priscille n'est pas seule à croire que le tsar n'est pas mort. On a vite fait de rire, mais tous ces gens de Russie, qui ont la même idée, tous ne sont pas fous, je suppose, puisqu'on parle d'eux dans le journal... Et ce qu'on dit, de ce grand-duc qui connaîtrait la retraite du tsar, cela me fait penser que Priscille, après tout, voit peut-être les choses qui sont loin et devine l'avenir... J'ai toujours cru qu'elle était un peu somnambule...

V

Après avoir décidé que Priscille était somnambule madame Bridain se demanda quel profit elle pourrait tirer de cette créature anormale, capable, pensait-elle, de marcher la nuit

sur les toits et de lire dans le futur. Par moments, elle considérait sa bonne avec une appréhension mal déguisée; d'autres fois avec une sorte de respect, comme une machine merveilleuse dont l'usage et le fonctionnement restent mal connus... Priscille qui ne soupçonnait pas les arrière-pensées de sa maîtresse, fut bien surprise quand madame Bridain, d'un air négligent, la consulta sur certain achat d'obligations à lots... Qu'il y eût un moyen de deviner le numéro sortant au prochain tirage, Priscille ne disait ni oui, ni non : les mots d' « obligations » et de « tirage » n'avaient pour elle aucun sens. Un instant, Madame Bridain douta de sa bonne volonté et de ses facultés prophétiques : mais lorsque des gens bornés sont arrachés à leurs préoccupations d'ordre matériel par l'espérance du miracle, ils perdent pied, et déraisonnent aussi bien que des imaginatifs. Madame Bridain ne renonça point à utiliser le pouvoir de la « devineresse » et son intelligence un peu alourdie commença de travailler dans un sens nouveau. On était au début de mars. Priscille avait écrit plusieurs lettres qui restèrent sans réponse. Elle ne dormait plus; son agitation nerveuse redoublait, et la moindre fatigue la cassait en deux comme une très vieille femme. Cependant, elle gardait son inaltérable douceur et s'excusait de ses maladresses avec le plus touchante humilité. Souvent, lorsqu'elle était seule, dans sa cuisine, elle chantait un psaume, de sa voix tremblante, voix d'exilée que tourmente une nostalgie et dont le chant n'est que désir et soupir. Madame Bridain et madame Pouldu se taisaient pour entendre cette faible voix qui leur semblait très lointaine... Elles pressentaient au delà des frontières de leur vie étroite un monde invisible où Priscille habitait en esprit, un monde qui leur serait toujours fermé. Bientôt, troublées dans leur quiétude épaisse, les deux femmes prirent peur. Des pensées inaccoutumées leur vinrent, suggérant l'existence de forces inconnues et posant de vagues problèmes. Avec l'étrange servante, le mystère était entré dans la maison. Madame Pouldu qui craignait la mort, fut obsédée par l'idée de l' « au-delà » et, sans l'avouer à son mari qui se glorifiait d'être libre-penseur, elle alla secrètement à l'église. Les entretiens du soir, sous la lampe, dévièrent vers des sujets scientifiques, tels que l'hyp-

notisme et la suggestion... Léon Pouldu acheta un livre sur Le *Spiritisme à la portée de tous*... Il essaya de faire tourner un guéridon, et s'inquiéta de savoir si la prétendue somnambule n'était pas, en réalité, un médium... Appliquant les principes enseignés par le livre, il voulut mêler Priscille à ses expériences. Elle, qui se souvenait des tentatives faites par les médecins pour l'endormir, refusa toute participation à des exercices diaboliques... Pouldu essaya de l'hypnotiser malgré elle. Quand elle servait à table, il la regardait dans les yeux... Un jour, il l'emmena dans la cave sous prétexte de vérifier l'état d'une pièce de vin et il lui fit tenir, à hauteur de sa figure, une bougie allumée... Il espérait qu'elle s'endormirait du sommeil hypnotique en fixant ce point lumineux... Dans la chambre conjugale, il prenait madame Pouldu comme sujet et l'enveloppait de passes magnétiques, si bien que la pauvre femme, épouvantée par le regard et les gestes de cet homme à la sombre figure, se défendait en faisant le signe de la croix. Alors, Pouldu se mettait à jurer, dans un accès de colère, et il traitait sa chétive épouse de « sotte arriérée » et de « bigote superstitieuse ». Seul, le père Bridain échappait à la contagion mentale qui s'exerçait sur sa famille, préservé par la masse de sa chair gonflée d'un sang lourd. Il mangeait voracement, tandis que sa fille et son gendre perdaient l'appétit. Priscille pouvait veiller ou dormir, être une sainte ou une folle, une voyante ou une comédienne! Le tzar pourvait être mort ou vivant! Lui, Bridain, n'en avait cure, pourvu que la maison fût bien tenue et la cuisine savoureuse. Il disait :

« Les histoires de l'autre monde ne m'empêcheront jamais de boire mon café chaud, avec une goutte de fine... »

Ce fut néanmoins un soulagement pour le bonhomme quand Priscille annonça son départ.

Elle avait dit, tout d'abord :

« Il se peut que je sois appelée subitement... Celui qui me dirige m'ordonne de reprendre ma course... »

Madame Bridain oublia les vertus prophétiques de Priscille pour considérer ses vertus ménagères. Elle entrevit la révolution de palais, la présence d'une nouvelle domestique peut-être exigeante, rapace, voleuse et mal embouchée...

— Comment? s'écria-t-elle. Vous voulez nous quitter! N'êtes-vous donc pas bien chez nous?... J'allais précisément augmenter vos gages...

Priscille rougit.

— Je n'ai pas besoin d'argent, Madame, et je suis pleine de reconnaissance pour les bons maîtres qui m'ont accueillie, mais je ne m'appartiens pas.

— Et quand partiriez-vous?

— La date n'est pas encore fixée.

— Si je trouve, dès maintenant, votre remplaçante et que je ne puisse vous garder...

— J'irai où Dieu voudra. Je ne suis pas inquiète et j'ai la paix de l'âme puisque j'obéis... Madame ne peut pas me comprendre, mais j'assure à Madame que personne au monde n'est plus heureux que moi.

Une semaine passa sans incidents. Madame Bridain se flattait de conserver encore Priscille quand celle-ci confirma sa décision. Elle partirait le 15 mars, et d'ici là, elle devrait aller à Paris pour obtenir un passe-port...

Madame Bridain, effarée, s'écria :

— Un passe-port?... Où allez-vous donc, Priscille?... Dans quel pays étranger...

— Le Maître m'envoie en Italie... à Venise...

— Vous entrerez chez des Italiens?

— Que sais-je, Madame?... Il faut que je parte, dussé-je faire à pied toute la route et demander mon pain aux gens charitables. L'heure décisive est venue... J'accomplirai ma mission et peut-être, si Dieu le permet, Celui qui sauvera le monde prendra soin de la pauvre messagère; il lui donnera, pour finir ses jours, une petite maison, figure temporelle de la Maison du Père où nous nous reposerons pour l'éternité. Je vieillis, madame; je suis faible et lasse, il me serait bien doux de toucher la Terre Promise avant de mourir... Mais n'importe! Je dois lutter, je dois marcher, d'étape en étape...

Madame Bridain lui représenta vainement les difficultés du voyage, dans un pays dont elle ignorait la langue et les mœurs, Priscille opposait à tous les conseils de sa maîtresse l'inexorable douceur de son refus.

Et madame Bridain se résigna, tel Sancho vaincu par Don Quichotte. Priscille avait eu raison d'elle. Subjuguée, la grosse femme accompagna sa servante à Paris, dans les redoutables bureaux de la Préfecture de police. Puis, un soir, à la gare de Lyon, madame Bridain et les deux Pouldu escortèrent Priscille. Léon Pouldu portait la valise brune, madame Pouldu un panier plein de provisions, et ces êtres, point mauvais, mais engourdis naguère dans un égoïsme animal, s'étonnaient eux-mêmes de leur générosité et, par pudeur, tâchaient d'en rire. Pourquoi le départ de Priscille leur laissait-il une tristesse? Quel élément avait-elle ajouté à leur vie, qui l'avait éclairée un instant et qu'elle emportait avec elle? Folle, elle avait failli les rendre fous. Ils le savaient, mais il y avait, dans cette personne mystérieuse, un charme qui ne tenait pas à la beauté physique, ou à la supériorité de l'esprit, une espèce de reflet, venu d'une lumière intérieure et qui la faisait aimer.

Les deux femmes, en lui disant adieu, l'embrassèrent. Léon Pouldu la recommanda aux bons soins des gens qui voyageaient avec elle. Il y avait là un prêtre, deux terrassiers piémontais et un peintre décorateur qui allait précisément à Venise...

Priscille, toujours craintive, toujours cérémonieuse, se dépensait en remerciements et craignait de gêner ses voisins. Les Pouldu et leur mère, redescendus sur le quai, virent sa maigre silhouette immobile contre la vitre de la portière, et ils se rappelèrent le soir d'octobre où elle était arrivée chez eux, coiffée de son chapeau de crêpe, vêtue de sa vieille robe noire, humble, épeurée et singulière.

Madame Pouldu cria :

— Donnez-nous bien vite votre adresse, et des nouvelles.

Priscille répondit une phrase qu'on n'entendit pas. Le train partait...

Où la conduisait-il, vers quel lendemain de bonheur ou de misère? Elle avait jalousement gardé son secret.

Les Pouldu et madame Bridain regagnèrent leur villa où M. Bridain dormait dans son fauteuil, auprès du poële. Avant de se coucher, madame Bridain monta dans la chambre de Priscille, pour s'assurer que la fenêtre était bien fermée. Sur la muraille, couverte d'un méchant papier à fleurs, les quatre clous qui, la veille encore, fixaient le portrait de Nicolas II,

avaient marqué quatre petits trous. Un fragment de journal traînait sous la table.

Madame Bridain, qui aimait l'ordre, ramassa ce papier et elle allait le chiffonner en boule quand elle aperçut des croix à l'encre en marge du texte imprimé. Priscille avait marqué un entrefilet qui, pour elle, avait sans doute une signification particulière.

Et madame Bridain lut ceci :

*Le grand-duc ***, cousin de l'ex-tzar Nicolas II, est arrivé hier à Venise et s'est installé, pour la saison, à l'hôtel Danidi.*

MARCELLE TINAYRE

(A suivre.)

COMMENT J'AI NOMMÉ FOCH ET PÉTAIN

« Moult a appris qui bien connut ahan. »
(Celui-là a beaucoup appris qui a bien connu l'angoisse. *La chanson de Roland*).

Certains esprits estiment que, pour la santé de la nation, l'histoire de la guerre doit être un récit purement conventionnel, où aucune faute militaire n'apparaît, une sorte d'immense image d'Épinal, où tout est parfait, où des décisions infaillibles dominent et entraînent des événements toujours prévus. La vérité est autrement belle, émouvante et instructive. Elle est faite d'erreurs, d'hésitations, de tâtonnements, en même temps que d'énergies triomphantes, de redressements subits, de volontés héroïquement tendues dans la nuit. Voici, sur une des périodes les plus obscures de la guerre et qui a donné lieu aux plus audacieuses légendes, quelques pages où je me suis efforcé de servir uniquement la vérité.

* * *

A la fin d'octobre 1916, la bataille de la Somme expirait. Si elle n'aboutissait pas à une reprise de terrain considé-

rable, elle avait ébranlé profondément l'ennemi, et nous reconnaissons aujourd'hui, dans la méthode qui l'avait inspirée, le puissant procédé de martèlement par lequel, deux ans plus tard, avec des moyens multipliés, Foch devait effondrer les lignes de Hindenburg. L'armée de Kitchener, la grande armée levée, équipée, entraînée en trois ans par la Grande-Bretagne, avait fait héroïquement son apprentissage de la guerre; mais ses meilleures unités avaient subi des pertes sévères. L'armée française, encore meurtrie de Verdun, venait de fournir, elle aussi, dans les plaines de Picardie, un coûteux effort. Bref, il fallait souffler.

Dans la pensée de tous les chefs militaires alliés, cette interruption ne devait être qu'une courte trêve. L'entrée en scène de l'Amérique n'apparaissant pas alors comme vraisemblable [1], les Alliés ne couraient que des risques à attendre; la Russie qu'on sentait travaillée par des intrigues diverses et un sourd et profond malaise, tenait encore, mais pour combien de mois? C'est dans ces quelques mois qu'il fallait gagner la guerre.

Les 15 et 16 novembre 1916, les commandants en chef des armées alliées, ou leurs représentants, se réunissaient à Chantilly pour arrêter le prochain plan de campagne. De l'avis unanime, pour que ce plan donnât des résultats décisifs, deux conditions étaient indispensables :

1° Toutes les armées alliées : britannique, française, italienne, russe, russo-roumaine, armée de Salonique, devaient attaquer simultanément;

2° Ces attaques devaient embrasser de très vastes secteurs.

Si jusqu'alors les offensives de la coalition n'avaient pas eu raison des empires centraux, c'est qu'elles avaient toujours été discordantes ou limitées à des secteurs trop étroits.

Les résolutions furent consignées dans un protocole dont voici les deux passages essentiels :

Pour interdire à l'ennemi toute reprise de l'initiative des opérations, les armées de la coalition seront prêtes à entreprendre des offensives d'ensemble dès la première quinzaine de février 1917, avec tous les moyens dont elles disposeront.

1. La propagande allemande annonçait que le gouvernement de Washington allait mettre l'embargo sur les munitions destinées aux Alliés.

Si les circonstances ne s'y opposent pas[1], *ces offensives d'ensemble seront déclenchées sur tous les fronts aussitôt qu'elles pourront être concordantes...*

On définissait la *concordance* en spécifiant qu'il ne devrait pas s'écouler plus de trois semaines entre les dates initiales des offensives déclenchées sur les divers fronts.

Jusque là, il était décidé que des attaques partielles ne laisseraient à l'adversaire aucun répit.

Ces résolutions furent approuvées telles quelles par tous les gouvernements. En particulier, et contrairement aux récits fantaisistes de certains « renseignés », le Comité de guerre Français (dont je faisais alors partie) les adopta sans leur opposer aucune objection. Elles étaient l'expression même du bon sens.

Conformément à ces décisions, le général Joffre, dès le 27 novembre 1916, dressait le plan d'une puissante offensive franco-britannique sur l'ancien front élargi de la bataille de la Somme : le groupe des armeés du Nord attaquerait entre la Somme et l'Oise, tandis que l'armée anglaise attaquerait entre Bapaume et Vimy.

L'attaque devait être prête pour le 1er février 1917. Une attaque secondaire de la 5e armée, au nord de l'Aisne, se déclencherait quinze jours plus tard.

Ainsi, une nouvelle bataille de la Somme, poursuivie sur un front plus étendu et qui ferait tomber, sans les aborder de front, mais en les menaçant par le Nord, puis par le Sud-Est, le massif du Laonnois, et le redoutable plateau de Craonne : tel était dans ses lignes principales le plan du général Joffre.

Mais cette grande offensive, sur le principe de laquelle tout le monde était d'accord, quels en devaient être et la méthode et l'exécutant? C'est ici que les divergences se manifestaient.

Le général Foch, qui commandait les troupes françaises engagées depuis plus de quatre mois dans la bataille de la

1. Dans de nombreuses publications, et même dans des rapports officiels, qui prétendent reproduire textuellement le protocole, la phrase : « *Si les circonstances ne s'y opposent pas* » est remplacée par la phrase : « *Si les circonstances l'exigent* ». Cette falsification altère sensiblement le sens du document.

Somme (groupe des armées du Nord), eût voulu reprendre la bataille dans le plus bref délai, par les mêmes moyens et avec toutes les ressources disponibles de l'armée française. Mais son avis n'était pas partagé par le Grand Quartier Général.

La bataille de la Somme avait été, pour ce dernier, une déception. Il estimait que les résultats obtenus n'étaient pas proportionnés aux moyens employés. On reprochait au général Foch cette longue suite d'assauts à objectifs limités, cette prodigalité d'artillerie. On opposait cette progression lente et lourde au coup droit foudroyant qui, en octobre, à Vaux, avait crevé de part en part l'épaisse cuirasse de l'ennemi, ses huit lignes de tranchées, et amené la capture de son artillerie. Non, ce n'était pas la méthode massive et pesante de la Somme qui pouvait nous permettre de vaincre en quelques mois, pas plus que la tactique rationnelle et sage par laquelle Pétain, de février à juillet 1916, avait sauvé Verdun de la ruée allemande. C'est la jeune école de Verdun qui nous apportait la clef de la victoire. Après des années de guerre stagnante, elle avait pour elle les espoirs qu'elle faisait luire dans tous les cœurs.

Pourtant les critiques ne manquaient pas à la nouvelle méthode. Comparée à la grandiose offensive projetée, l'affaire de Vaux était-elle autre chose qu'*un coup de main* heureux, exécuté à l'aide de moyens puissants, sur un terrain toujours bouleversé où l'ennemi n'avait jamais pu s'incruster? Un tel changement d'échelle et dans des conditions si différentes était-il conforme à la prudence? — Ainsi, l'armée se partageait entre deux écoles : l'école sévère de la Somme et la jeune et brillante école de Verdun

Dans l'état des forces en présence, des deux écoles, quelle était la meilleure? La méthode qu'il fallait adopter, était-ce le martèlement répété du front retranché ennemi ou sa rupture en quelques heures de part en part? L'offensive à la Foch ou la ruée à la Broussilof? Angoissante alternative, dont pouvait dépendre le sort du pays et qui entraînait, suivant qu'on penchait dans un sens ou dans l'autre, des choix tout différents dans le haut commandement.

Cette alternative se posait immédiatement devant le cabinet que M. Briand, le 12 décembre 1916, venait de reconstituer.

Si, malgré les instances amicales de son chef, je refusai de demeurer dans son nouveau ministère, c'est que la majorité de ses membres — je le savais — était, sur cette question essentielle, d'un avis opposé au mien et acquise à la nouvelle méthode de Verdun contre la méthode de la Somme.

Aujourd'hui, par les documents allemands, et notamment par les mémoires de Ludendorff et de Hindenburg, nous connaissons toute la gravité de la situation dans laquelle se trouvait l'armée allemande à la fin de la bataille de la Somme, la formidable secousse qu'elle avait subie, son énorme usure en hommes et en munitions. Nous savons que, *dès octobre 1916*, pour ne pas subir encore une pareille attaque sur le même front, l'ennemi préparait fébrilement, à 30 kilomètres en arrière, la fameuse ligne fortifiée de Hindenburg, et que *le 4 février 1917*, aussitôt cette ligne achevée, il donnait l'ordre du repli méthodique. Nous savons enfin que, si les hommes non entraînés ne lui manquaient pas encore, ses réserves de soldats *endivisionnés* étaient épuisées autant que ses stocks de munitions. Le général Ludendorff déclare que l'automne 1916 fut la période la plus critique qu'ait connue l'Allemagne jusqu'à l'été de 1918.

Le maréchal Foch est donc fondé à dire que si on avait voulu ou pu suivre son avis et poursuivre, ou du moins recommencer promptement, la bataille de la Somme, l'armée allemande vraisemblablement aurait été incapable « d'étaler » et qu'elle eût été mise à genoux dès 1917. Cette constatation ne vise pas d'ailleurs à une injuste et trop facile critique du passé. Durant la guerre, c'est dans l'incertitude de l'état exact de l'ennemi qu'on doit prendre les décisions les plus graves, et aucune ne va sans risque. Pour les apprécier et les comprendre, l'équité commande de les confronter non avec les renseignements qui nous viennent une fois la paix faite, mais avec ceux qu'on possédait à l'heure où il fallait décider. Instaurer une méthode de guerre plus rapide, qui accrût nos chances de vaincre avant que la Russie ne fléchît, voilà les motifs profonds des choix arrêtés en décembre 1916, à une époque où nul ne pouvait escompter l'intervention de l'Amérique. Ceux-là mêmes qui préconisaient — et c'est mon

cas — d'autres décisions, ne sauraient méconnaître la gravité de ces motifs.

***

C'est le général Nivelle, ayant sous ses ordres le général Mangin, qui commandait l'armée de Verdun, lors de la brillante reprise de Vaux en octobre 1916. C'est à lui que le général Joffre résolut de confier le commandement du groupe des armées du Nord, c'est-à-dire du groupe d'armées auquel incombait le rôle principal dans la grande offensive projetée. Dès le début de décembre 1916, il faisait part au général Nivelle de cette intention et de ses projets.

Ce choix, — logique, puisqu'il s'agissait d'appliquer, sur une échelle grandiose, la nouvelle méthode de Verdun, — entraînait une grave conséquence : le général Foch devait être relevé, au préalable, du commandement du groupe d'armées du Nord.

Mais des modifications plus importantes encore allaient être apportées au Haut Commandement. Le 12 décembre, le général Joffre, tout en gardant le titre de commandant en chef des armées françaises sur tous les fronts, était nommé conseiller technique du Gouvernement à Paris. Conformément à son avis, le général Nivelle était nommé commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est.

La victoire de Douaumont (15 décembre 1916), plus brillante encore que celle de Vaux et conduite suivant les mêmes principes, ne pouvait que justifier cette décision.

Le 15 décembre, après cette victoire, le général Nivelle disait adieu en ces termes à l'armée de Verdun :

« L'expérience est concluante. Notre méthode a fait ses preuves. La victoire est certaine, je vous en donne l'assurance. L'ennemi l'apprendra à ses dépens. »

Le commandement du groupe des armées du Nord redevenait libre. Il ne fut pas laissé au général Foch, mais confié au général Franchet d'Esperey.

Je touche ici à un point d'histoire particulièrement délicat et qui a donné lieu aux légendes les plus surprenantes et les plus tendancieuses.

On a prétendu que le général Foch avait été disgracié à la suite d'interventions de certains partis politiques. C'est une invention pure et simple.

Si l'amiral Lacaze, chargé de l'intérim de la Guerre avant l'arrivée du général Lyautey, a signé, après une vive résistance, le décret qui relevait le général Foch de son commandement, ce fut sur la demande formelle et réitérée du général Joffre au Comité de guerre.

Le général Foch gardait son titre de commandant de groupe d'armées et était placé à la tête d'un bureau d'études militaires à Senlis. C'était une disgrâce déguisée, mais pourtant une disgrâce, qu'il supportait avec dignité mais non sans en être profondément meurtri.

Ce n'est pas seulement sur les choses futiles que *la mode* exerce son empire mais dans les domaines les plus graves. L'engoûment provoqué dans certains états-majors, par les récentes victoires de Verdun créait contre la bataille de la Somme et contre son chef un état d'esprit que nous avons peine aujourd'hui à imaginer, dans l'atmosphère de gloire qui enveloppe le maréchal Foch. Ses qualités les plus caractéristiques avaient cessé de plaire. On le disait maintenant obscur dans ses ordres, incohérent, « apocalyptique » (*sic*); une grave maladie, qu'on décrivait, lui enlevait cette lucidité supérieure, cette logique héroïque dans l'action qui avaient fait sa gloire. Tout en rendant hommage à son passé, on le roulait « dans le linceul de pourpre où dorment les Dieux morts ».

Répétons-le : le décret qui, en décembre 1916, releva le général Foch de son commandement actif fut d'initiative purement militaire et motivé par des raisons purement militaires. C'est là un fait qui ne saurait souffrir aucune contestation.

***

Une autre conséquence importante des décisions générales adoptées fut la publication, le 16 décembre 1916, d'une nouvelle instruction « visant le but et les conditions d'une action offensive d'ensemble ». A la fin de 1915, après les leçons de l'Artois et de la Champagne et sur l'initiative notamment du général Foch et du général Pétain, une instruction géné-

rale, rationnelle et prudente, avait été substituée à celle du début de la guerre. C'est cette Instruction que le général Foch au cours de la bataille de la Somme, rappelait en ces termes (31 juillet 1916) : « Nulle attaque d'infanterie ne devra être déclenchée sans qu'on ait acquis la certitude, par l'examen approfondi des photographies aériennes, que la position à enlever est mûre pour l'assaut ». L'instruction de décembre 1916 s'efforçait de codifier les principes de la nouvelle méthode offensive : excellente en maintes parties où elle tenait compte des progrès remarquables réalisés par la tactique et l'instruction de notre infanterie, elle semblait sur d'autres points revenir aux errements de 1914, et les règles plus hardies qu'elle édictait n'étaient pas sans comporter des interprétations téméraires.

De toutes ces mesures, la plus caractéristique était la nomination du général Nivelle comme commandant en chef.

Le général Foch écarté, et la décision de principe une fois prise d'appeler au haut commandement un des chefs, plus jeunes, révélés par la guerre, le choix du gouvernement pouvait hésiter entre deux noms : Pétain et Nivelle. Le général Pétain, le sauveur de Verdun aux jours sombres de février et mars 1916, jouissait auprès des troupes, officiers et soldats, d'un prestige et d'une popularité exceptionnels; commandant le groupe des armées du Centre, dont l'armée de Verdun faisait partie, il avait par conséquent présidé aux batailles de l'automne autour de la forteresse, mais on savait qu'il était loin de tirer de ces brillants « coups de main » les mêmes conséquences illimitées que la jeune École de Verdun. Puisque la future offensive devait être conduite suivant les principes de la nouvelle École, le choix du général Nivelle était un choix logique, comme le premier choix qui le destinait au commandement du groupe d'armées du Nord.

Le lecteur qui a bien voulu me suivre jusqu'ici sera je crois, persuadé, contrairement à la malignité de certaines indiscrétions, que dans les décisions que je viens de rappeler, ce sont des questions de doctrines et non des questions de personnes qui ont joué le grand rôle. Les partisans de Pétain pas plus que ceux de Nivelle, et c'est à leur honneur, ne songeaient à la gloire d'un homme, mais au succès de la guerre.

***

Lorsque le général Lyautey, appelé du Maroc pour devenir ministre de la Guerre, arriva à Paris le 22 décembre, il se trouvait en présence de tout un ensemble de mesures arrêtées sans son assentiment : le général Joffre nommé conseiller technique auprès du gouvernement; le général Nivelle remplaçant le général Joffre; le général Franchet d'Esperey remplaçant à la tête des armées du Nord le général Foch qui était relevé de tout commandement effectif.

La conséquence fut que le général Lyautey refusa tout d'abord de s'installer rue Saint-Dominique. Il estimait qu'une décision capitale comme celle du choix du nouveau général en chef, n'aurait pas dû être prise en son absence, et les pouvoirs attribués au général Joffre lui semblaient prêter à une confusion d'autorités. Les négociations furent laborieuses pour venir à bout de sa résistance. L'élévation du général Joffre à la dignité de maréchal de France permit (26 décembre) de lever les dernières difficultés.

La crise du commandement se trouvait ainsi résolue. Un des premiers actes du nouveau ministre fut de confier au général Foch le commandement du groupe d'armées de l'Est durant la mission en Russie du général de Castelnau. Mais ce n'était là qu'un intérim.

***

Aussitôt nommé, le général en chef s'occupait activement de dresser les plans de la future bataille et d'en fixer la méthode.

En premier lieu, il modifiait profondément le plan du général Joffre.

Au grand front rectiligne Nord-Sud : Vimy-Arras-Soissons, sur lequel devaient attaquer les armées britanniques et le groupe des armées du Nord, il ajoutait le front d'attaque non moins important Soissons-Reims. A l'énorme bataille frontale se substituait ainsi une bataille en équerre plus grandiose encore. Abordant de front le formidable plateau de Craonne, pierre angulaire des lignes allemandes, que Joffre

voulait manœuvrer, lui, par les ailes, c'est entre Soissons et Reims qu'il comptait briser d'un seul choc toute l'épaisseur des lignes allemandes.

Quant à la méthode d'attaque que prescrivait, dès la fin de décembre 1916, le général Nivelle, c'était celle des récentes batailles de Vaux et de Douaumont, amplifiée à une échelle décuple. Même conception, mêmes instructions essentielles :

préparation d'artillerie embrassant toute la profondeur des positions allemandes;

assaut brutal ininterrompu dépassant la dernière ligne de l'ennemi et capturant son artillerie lourde;

feu roulant, c'est-à-dire voûte de feu précédant de 70 mètres la première ligne d'infanterie lancée à l'attaque; vagues rapides d'assaut se succédant à courts intervalles réguliers et dépassant hardiment les organisations ennemies non détruites, qu'achèveraient de réduire de petites colonnes de réserves.

Dans une note pour le Comité de guerre, le général Nivelle écrivait, le 14 janvier 1917 :

« Nous romprons le front allemand quand nous voudrons, à condition de ne pas nous attaquer au point le plus fort et de faire l'opération par surprise et attaque brusquée, en vingt-quatre ou quarante-huit heures ».

Passé ce délai, si la rupture n'était pas obtenue, il serait inutile d'insister. Dans l'horaire définitif, c'est en *huit heures* que devaient être traversées les trois et quatre positions allemendes, soit neuf à douze lignes de tranchées, réparties sur une épaisseur de huit à douze kilomètres.

L'assaut entre Reims et Soissons devenant l'opération principale, un puissant groupe de trois armées, le G. A. R. ou groupe d'armées de rupture, fut affecté à cette offensive. Le général Nivelle avait songé tout d'abord à mettre à sa tête le général Pétain; mais celui-ci n'approuvait pas l'attaque directe de Craonne et proposait de « travailler en plaine », c'est-à-dire, en fait, de revenir au plan primitif de Joffre. A la suite de cette discussion, le général Nivelle lui fit savoir qu'il assumerait lui-même la direction des opérations, et il chargea le général Micheler (qui s'était distingué dans la bataille de la Somme) du commandement du G. A. R.,

mais sans faire ratifier [1] cette désignation par le gouvernement. L'ordre portait qu'il exercerait *par délégation du commandant en chef et sous réserve de son approbation*, les pouvoirs de commandant du groupe d'armées.

La situation du général Micheler vis-à-vis du commandant en chef n'était donc pas parfaitement nette. Sa situation vis-à-vis de son principal subordonné, le général Mangin, commandant la 6e armée, ne l'était pas davantage. Des trois armées du G. A. R. la 6e avait la plus rude tâche à remplir et disposait aussi des ressources les plus puissantes; c'est elle qui devait déboucher dans la plaine de Laon, à l'aube du second jour; mais le général Mangin se plaignait d'être à la fois bridé et mal secondé par son chef hiérarchique. A la suite d'un conflit qu'il avait eu peine à apaiser, le général Nivelle écrivait, le 13 février, au général Micheler, pour l'inviter à la conciliation : « S'il reste une divergence de vues, ajoutait-il, vous me la soumettrez ». Le général Micheler se plaignait, par la suite, de ne plus pouvoir donner d'ordres au général Mangin, et les relations entre les deux chefs restaient tendues et hostiles.

Néanmoins les préparatifs étaient poussés avec ardeur et confiance. Dans sa note du 14 janvier, le général Nivelle avait marqué avec force la nécessité d'attaquer le plus vite possible, dès février ou mars. Mais, si le front de la Somme se trouvait tout appareillé, l'organisation du secteur Reims-Soissons exigeait des mois de travaux. En avril, les préparatifs étaient loin d'être terminés.

Aucun secret n'était, d'ailleurs observé sur ces préparatifs non plus que sur les plans d'offensive. A travers toute la France, dans les salons comme dans les villages, il n'était question que du grand assaut qui mènerait « les Noirs de Mangin » jusqu'à Laon. Mais, chose curieuse, il semble que les Allemands se soient méfiés des renseignements trop abondants que leur procuraient ces indiscrétions. N'y avait-il pas là un piège pour dissimuler une offensive dans d'autres secteurs? La disproportion leur apparaissait trop grande entre les plans ainsi claironnés et les préparatifs que leur révélaient

1. Les commandants d'armée et de groupes d'armées devaient être nommés par un décret signé du Président de la République et du Ministre de la Guerre.

leurs observateurs. Jusqu'au milieu de février, leur vigilance se trouvait ainsi dispersée sur tout le front. Nous savons aujourd'hui, par les mémoires de Ludendorff[1], comment le 15 février 1917 ils connurent, avec une précision complète, nos projets.

Dès le début de janvier 1917, le général en chef, escomptant un déclenchement prochain de l'offensive, envoyait aux généraux Micheler, Franchet d'Esperey et Pétain des instructions détaillées pour être transmises à toutes les unités qui devaient participer à la bataille. Pour stimuler l'ardeur des soldats, ordre était donné de les initier à la grandiose opération dont ils allaient être les acteurs; à cet effet, chaque commandant (ou faisant fonctions) était mis en possession, non pas seulement du plan d'opérations intéressant son unité, mais d'un plan bien plus étendu indiquant les objectifs du corps d'armée et des deux corps d'armée adjacents, l'horaire prescrit de leur progression, les effectifs engagés, etc. Bien que l'attaque fût retardée au delà de mars, tous ces renseignements se trouvaient, avant le fin de janvier, entre les mains notamment des officiers de la 2e division d'infanterie qui, à cette époque, occupait encore un secteur de Champagne, mais devait être transférée en temps utile devant le plateau de Craonne pour lui donner l'assaut. Or, le 15 février 1917, dans un coup de main, un élément de tranchée fut emporté par les Allemands devant Maisons-de-Champagne et, sur le corps d'un capitaine tué, appartenant à cette division, les Allemands trouvèrent un plan précis de l'offensive projetée sur les plateaux de Vauclerc et de Craonne. Ils eurent ainsi deux mois pleins pour organiser, entre la première et la seconde ligne de leur première position, par un entrecroisement de mitrailleuses et de canons-revolvers sous coupoles bétonnées, « cette ligne de mort infranchissable » sur laquelle devait expirer l'élan héroïque de notre infanterie.

1. Voici le passage de Ludendorff (*Souvenirs de ma vie*, t. II, p. 16, traduction française) : « Vers le milieu de février 1917, en Champagne, sur le théâtre des combats de septembre 1915, nous avions réussi une action locale destinée à améliorer notre position. Parmi les prises, se trouvait un ordre de la 2e division d'infanterie, en date du 29 janvier, qui annonçait clairement une grande attaque sur l'Aisne pour le mois d'avril. C'était une indication extrêmement importante, qui nous permit de ne prêter qu'une oreille distraite aux nouvelles relatives à des attaques en Lorraine et dans le Sundgau. »

Cette trouvaille, pour nous tragique[1], ne livrait pas seulement à l'ennemi le secret d'une attaque locale, elle lui révélait à la fois et le secteur principal de notre offensive et sa méthode. Il lui suffisait d'exécuter sa retraite méthodique sur la ligne de Hindenburg pour pouvoir accumuler sur un court secteur, déjà formidable, ses moyens de défense.

***

Le haut commandement sut-il, à l'époque, qu'une partie de ses plans était (ou pouvait être) tombé entre les mains de l'ennemi? Il semble qu'aucun indice ne l'en ait averti. Pendant tout le mois de février, l'optimisme et la confiance régnaient au Grand Quartier Général. L'accord était complet avec les Anglais, complet avec tous les grands collaborateurs de la future bataille. Sans doute, à mesure que les semaines passaient, le général Mazel, qui commandait de Reims à Craonne, s'inquiétait davantage des préparatifs allemands considérables qui, depuis le 4 février, lui étaient signalés devant son front, et son inquiétude se communiquait peu à peu au général Micheler. Mais un vaste et magnifique espoir emportait tout cela, l'espoir de la victoire libératrice, qui rejetterait en quelques jours l'envahisseur derrière la Meuse, peut-être derrière le Rhin.

Toutefois, pour que la rupture escomptée et son exploitation intensive donnassent tous leurs fruits, le mode d'entente, si cordial qu'il fût, tel qu'il existait entre les états-majors français et britannique, ne pouvait suffire. Comment coordonner la marche foudroyante des deux armées vers Bruxelles, vers Namur, si une même volonté ne commandait à tous? C'est pourquoi, le 26 février, les deux gouvernements signaient

1. Il ne faut pas confondre cet incident avec l'incident analogue de la tête de pont de Sapigneul, dont il a été mainte fois parlé et qui, le 5 avril 1917, fit tomber aux mains des Allemands le dispositif de l'attaque du fort de Brimont et des deux tiers du secteur Reims-Craonne. Ce dernier incident fut porté immédiatement à la connaissance du Grand Quartier Général qui, d'ailleurs, le laissa ignorer du Gouvernement et n'apporta aucune modification à ses ordres. Cette capture permit à l'ennemi d'organiser à loisir (notre plan d'attaque sous les yeux), ses divisions et ses batteries d'intervention. Mais l'incident, bien plus grave, de Maisons-de-Champagne ne nous a été révélé que par les Mémoires de Ludendorff.

à Calais une convention qui subordonnait le général Haig aux directives du général Nivelle, et chargeait celui-ci de *coordonner* les mouvements des deux armées. Cette convention, tout à l'honneur de M. Briand et de M. Lloyd George, est très analogue à celle qui fut signée, en mars 1918, lors de la fameuse entrevue de Doullens. Mais elle était essentiellement transitoire; elle devait prendre fin aussitôt que le gouvernement anglais estimerait terminées les opérations de l'offensive qui en avait été le motif.

A l'heure même où se signait cet accord si important, des événements considérables se produisaient ou allaient se produire, qui bouleversaient la situation.

Et tout d'abord, le repli allemand. Ce repli, nous l'avons dit, avait été décidé en principe dès l'automne 1916 : la ligne de Hindenburg aussitôt terminée, l'ordre d'exécution méthodique était donné, *le 4 février*, sous la forme conventionnelle arrêtée d'avance : « Exécutez Alberich [1] ».

L'évacuation fut si habilement conduite que, durant trois semaines, et en dépit de certains renseignements apportés par les réfugiés, elle échappa aux états-majors anglais et français. Le 24 février, les troupes anglaises cantonnées dans la région de l'Ancre, constataient avec surprise qu'elles n'avaient plus d'ennemis devant elles.

L'attaque projetée de la 5e armée anglaise tombait, dès lors, dans le vide. Cet événement provoquait un conflit immédiat entre les hauts commandements français et anglais, conflit que rendait plus aigu la forme impérative et peu protocolaire de la première directive adressée le 27 février par le Grand Quartier Général au maréchal Haig, en vertu de l'accord signé la veille à Calais. La jugeant inacceptable dans le forme et dangereuse quant au fond, le maréchal Haig la transmettait à Londres sans répondre et saisissait son gouvernement des inquiétudes que lui inspirait l'attaque projetée dans les conditions que créait le repli allemand. La grande offensive britannique n'allait-elle pas, désormais, être un coup d'épée dans l'eau, cependant que l'ennemi, sachant que le gros des forces anglaises donnait dans le vide, frapperait plus au nord?

1. Ludendorff, *Souvenirs de guerre*, t. II, p. 11-16 (traduction française).

C'est dans ce sens, *et le 4 mars seulement*, après avis du War Committee, que le général Haig répondit au général Nivelle qui saisit de son côté le gouvernement français. L'incident s'envenima. M. Briand, dans une lettre à Lloyd George (6 mars) accusait « les tendances répétées du maréchal Haig à se dérober aux instructions qui lui sont données, à remettre sans cesse en question l'offensive elle-même, le plan d'opérations, et cela à un moment si voisin de l'exécution ». Il demandait, en conséquence, que le « maréchal Haig fût mis en demeure de se conformer, sans aucun retard, aux décisions de la conférence de Calais et aux instructions du général Nivelle ». Sinon, celui-ci renoncerait à assurer l'unité des opérations.

Tandis que ce conflit se déroulait, le repli allemand se poursuivait sans être d'aucune manière inquiété par les Alliés. Vainement le général Franchet d'Esperey, à plusieurs reprises et notamment par une lettre du *4 mars*, avertissait le général en chef de la retraite vraisemblable et prochaine de l'ennemi devant son front et lui demandait l'autorisation de précipiter l'attaque : *le 7 mars* seulement, le général Nivelle lui répondait que l'hypothèse était invraisemblable et que rien ne devait être changé au plan d'opérations[1].

Quelques jours plus tard, les Allemands effectuaient en toute tranquillité leur grande retraite entre Arras et Soissons, laissant derrière eux toute une zone dévastée sur une distance rectiligne de 250 kilomètres.

Ce repli neutralisait les trois quarts du front d'attaque projeté; d'Arras à Soissons, l'offensive franco-britannique tombait dans le vide.

En même temps, le général Mazel voyait se développer devant lui, de Craonne à Reims, les formidables préparatifs de la résistance allemande. Il s'ouvrait directement de son

1. Voici le passage essentiel de la réponse du 7 mars du général Nivelle :

« Il paraît peu vraisemblable que l'ennemi abandonne sans combat, ou même sans résister à outrance, l'un des principaux gages qu'il tient sur notre sol, c'est-à-dire la ligne la plus rapprochée de Paris, jalonnée par Roye, Noyon, Soissons.

» Quoi qu'il en soit, on ne peut baser un plan sur des hypothèses.

» Je décide, en conséquence, de ne pas changer, dans son ensemble, le plan d'opérations de 1917. L'attaque préparée par le G. A. R. ne paraît pas devoir être influencée par le repli allemand.

« *Signé* : NIVELLE. »

angoisse au général Lyautey, estimant désormais irréalisable la rupture en profondeur. Le général Micheler, de son côté, s'efforçait de convaincre le général en chef de la nécessité de modifier profondément le plan et les méthodes d'attaque en présence des circonstances nouvelles.

Un autre événement, d'une portée incalculable, aggravait encore la situation : la décomposition du régime tzariste, entraînant la révolution à Pétrograd et la paralysie de l'armée russe. C'est le 12 mars que la révolution triomphait, le 16 que le tzar abdiquait; mais, dès le début de mars, aucun homme renseigné ne pouvait se faire illusion sur l'état de la Russie et l'impuissance (au moins momentanée) de son armée. Il fallait donc renoncer à l'espoir d'une offensive quelconque sur le front Est. La paralysie de l'armée russe entraînait celle de l'armée roumaine, et par suite celle de l'armée de Salonique. Elle entraînait aussi l'immobilité de l'armée italienne, car celle-ci n'était pas à ce moment en état de prendre l'offensive alors que l'Autriche disposait contre elle de toutes ses forces.

Si donc les armées franco-britanniques attaquaient, elles attaqueraient seules.

Un dernier événement, prodrome d'un autre événement d'une portée, lui aussi, incalculable, achevait de transformer complètement la situation des belligérants : le 1er mars, l'incident germano-américain au sujet du Mexique, puis l'armement des bateaux américains contre les sous-marins, aggravaient encore la tension qui existait entre l'Allemagne et les États-Unis depuis la rupture (1er février 1917) des relations diplomatiques. La guerre était inévitable et prochaine [1].

* * *

Tandis qu'en quinze jours ces coups de théâtre se succédaient avec une surprenante vitesse, quel était le rôle du Ministre de la Guerre?

Dès le début, le général Lyautey avait marqué quelque surprise devant les plans de la future offensive, qui lui semblaient plus grandioses que solides. Il demandait des projets

1. C'est le 3 avril, comme on sait, que les États-Unis proclamèrent l'état de guerre avec l'Allemagne.

bien établis « et non de la littérature ». Lorsqu'au début de mars, la situation s'étant modifiée du tout au tout, il constata que le général en chef estimait n'avoir rien à changer à ses instructions, sa surprise se changea en une réelle inquiétude.

Le général Lyautey a souvent conté, depuis la fin de la guerre, sa dramatique conversation avec le colonel Renouard, chef du 3e bureau (bureau des opérations) au Grand Quartier. Celui-ci avait été chargé par le général Nivelle d'exposer au ministre les plans définitifs de l'offensive. Le colonel avait longtemps servi sous les ordres du général Lyautey qui avait pour lui beaucoup d'affection et d'estime et le tutoyait. Le colonel, raide et guindé, développait son exposé, quand brusquement le général Lyautey lui demande ce qu'au fond de lui-même, il pense de tout cela. L'officier refuse de répondre : il n'a pas d'avis personnel à exprimer; il n'est que le porte-paroles du général en chef. Le ministre insiste; il le prend par les épaules; il l'adjure d'oublier pour un instant qu'il est en mission commandée et de parler à cœur ouvert. Celui-ci se trouble, s'émeut et d'un mot foudroyant révèle toute son angoisse.

J'ai longtemps cru — et toute l'armée a cru comme moi — que le colonel Renouard était le stratège obstiné qui, malgré tous les avertissements, avait maintenu inchangés les plans de l'offensive de 1917. En 1918 j'ai appris par des officiers du 3e bureau, qu'en réalité, il avait, en temps utile, écrit au général en chef une lettre où il lui présentait respectueusement ses objections. Cette lettre n'avait eu aucun résultat, mais la copie en figurait dans le registre de la correspondance du 3e bureau. Quand le général Nivelle quitta Compiègne, son chef de cabinet, le colonel d'Alençon serait venu au 3e bureau et aurait fait arracher du registre la pièce en question.

Le colonel, depuis général, Renouard est mort tristement en juin 1918 lors de la retraite du Chemin des Dames. Il avait supporté stoïquement, en silence, une responsabilité qui ne lui incombait pas. Ce n'est que justice de rétablir la vérité.

On a dit et écrit que, si le général Lyautey était resté ministre de la Guerre, il aurait changé le généralissime et évité l'offensive d'avril. Ce qui est exact, c'est que, dans les pre-

miers jours de mars, le général Lyautey a songé effectivement à mettre un autre chef à la tête de nos armées. Il ne s'en est point caché, et j'ai d'ailleurs trouvé au ministère des traces écrites de cette intention. Mais il s'est bien vite convaincu que la chose était moralement impossible et il s'est alors employé à rétablir l'accord entre le général Nivelle et ses subordonnés, en même temps qu'à ramener le chef des armées à une appréciation plus exacte des possibilités.

Il fallait, avant tout, mettre fin au conflit Haig-Nivelle. A cet effet, le général Lyautey partit le 12 mars pour Londres, avec M. Ribot (qui remplaçait M. Briand retenu à Paris) et le général Nivelle. L'accord ne fut point aisé. Satisfaction fut avant tout donnée, quant à la forme, au maréchal Haig : la lettre du 6 mars fut retirée. Quant au fond, on s'accorda sur une interprétation moins stricte de la convention de Calais, le maréchal Haig restant libre de ne pas exécuter les directives qui lui seraient indiquées dans le cas où il les estimerait de nature à compromettre la sécurité de son armée. Dans ces conditions, le maréchal signa l'acceptation suivante :

J'accepte la convention ci-dessus, étant toutefois entendu que, si je suis parfaitement décidé à appliquer l'accord dans son esprit et dans sa lettre, l'armée britannique et son commandant en chef seront considérés par le général Nivelle comme des alliés et non comme des subordonnés, sauf pendant les opérations particulières qu'il a exposées à la conférence de Calais.

Dans ces conditions, et bien que, depuis le repli allemand, il eût préféré marcher plus au nord, le maréchal Haig consentait à maintenir son armée concentrée plus au sud qu'il ne le jugeait prudent, et à attaquer la côte de Vimy. Mais il n'acceptait de se maintenir dans cette position, d'après lui exposée, que si l'offensive se déclenchait dans un bref délai, au plus tard dans les premiers jours d'avril.

A peine rentré d'Angleterre, le 14 mars, le général Lyautey donnait sa démission à la suite d'un incident de séance à la Chambre. On a prétendu qu'il avait *cherché* cet incident pour s'évader de la situation sans issue où le mettaient et l'impossibilité de changer le général en chef et l'obstination de celui-ci à maintenir un plan que le ministre jugeait chimérique et dangereux. C'est méconnaître le caractère du général Lyautey.

La vérité, c'est que, s'il eut quelque amertume de sa chute, cette amertume fut sûrement atténuée par la pensée qu'il ne porterait pas la lourde responsabilité d'événements militaires que, par la force des choses, il lui fallait subir au lieu de les diriger. Cette pensée accrut peut-être son intransigeance lorsqu'au cours de la séance du 14 mars, on s'efforçait au Palais-Bourbon d'arranger l'incident.

Cet incident ne fut d'ailleurs qu'un véritable malentendu. Le général Lyautey, après sa démission, a fait connaître le texte intégral du discours qu'il avait préparé. Tel quel, ce discours n'eût fait qu'aggraver le différend entre la Chambre et le ministre. Mais il aurait suffi à un parlementaire expérimenté d'en modifier quelques phrases pour changer l'accueil en triomphe. C'est ainsi que le général Lyautey parlait à plusieurs reprises de *ses officiers*; car un général dit « mes officiers », comme un ministre dit : « mes collaborateurs », comme un professeur dit : « mes élèves », sans attacher à ce possessif un sens *Louis quatorzien*. Mais cette expression réitérée, d'autres encore, en même temps que cette apparence de hauteur et d'impassiblité que prend toujours à la tribune l'homme d'action qui dissimule sa timidité, énervèrent l'assemblée.

S'il fallait, d'autre part, une preuve de plus que le général Lyautey avait renoncé à l'idée de remplacer le général Nivelle, on la trouverait dans la partie finale du discours, où le ministre de la Guerre affirmait avec force, et malgré les bruits tendancieux, son entente complète avec le général en chef. Mais cette preuve est bien inutile, puisque le général Lyautey venait d'employer à Londres toute sa diplomatie et tout son prestige pour restituer au général Nivelle son autorité sur l'armée anglaise.

* * *

Le 14 mars au soir, le général Lyautey était donc démissionnaire. Le 17, le cabinet Briand tout entier le suivait dans sa retraite. Le 19 au soir, le cabinet Ribot était formé; j'y entrais comme ministre de la Guerre.

Personnellement, je connaissais à peine le général Lyautey,

mais j'avais pour sa personnalité et pour son œuvre dans l'Afrique du Nord la plus haute estime. Je déplorais l'absurde malentendu qui l'écartait du pouvoir où il pouvait, à mon avis, être si utile à la Défense nationale. Mon premier acte fut une démarche auprès de lui pour le presser de reprendre au Maroc la tâche un instant interrompue. Le général Lyautey ne voulait rien entendre : après son aventure ministérielle, disait-il, il n'aurait plus là-bas l'autorité sans conteste qui avait fait sa force; et puis, en acceptant, il attirerait sur moi la rancune de ceux qui l'avaient renversé et cela à une heure où le nouveau ministre de la Guerre, assumant une responsabilité écrasante, avait besoin de l'appui de tous. Mais ce n'est pas en vain que je fis appel à son patriotisme; je le quittai convaincu que j'avais apaisé son double scrupule et qu'il accepterait comme un devoir de reprendre son poste de combat.

Au cours de cet entretien, il m'exprima brièvement les inquiétudes que lui donnait la grande offensive prochaine, et me donna le conseil amical de lui consacrer immédiatement et exclusivement mon attention, toutes autres affaires cessantes.

* * *

L'offensive était en effet imminente.

Le 20 mars, avant même d'être installé au Ministère, j'apprenais, je puis dire par la voix publique, que le jour était fixé au 8 avril.

Le jour J, c'était le jour où devait se déclencher l'assaut du G. A. R. En vertu de la cadence prévue des offensives conjuguées, l'assaut de l'armée britannique devait, par suite, se déclencher le 4 avril, celui de nos armées du Nord le 6 avril. En tenant compte de la durée de la préparation d'artillerie, cela signifiait que les batteries britanniques devaient se mettre à l'ouvrage *dans cinq jours.*

Le 21 mars, la nouvelle m'était officiellement confirmée.

Si le jour J se trouva en fait reporté au 16 avril, ce fut par des délais quotidiens successifs, que motivaient surtout les intempéries.

Dans de telles circonstances, mon unique préoccupation

était d'aider le général en chef à remplir sa lourde tâche et de rétablir aussi complètement que possible, avant la grande bataille, l'unité de vues dans le haut commandement dont les quelques paroles du général Lyautey m'avaient fait entrevoir les divergences.

Quel était le litige?

En novembre 1916, un plan général d'opérations avait été adopté par les gouvernements, puis confirmé en janvier 1917; ce plan prévoyait, comme conditions *indispensables* du succès, des fronts d'attaque considérables et la concordance des offensives de *toutes* les armées alliées. Ni l'une ni l'autre de ces deux conditions n'était plus remplie : par suite de la paralysie du front russe, l'offensive franco-britannique serait isolée et les réserves allemandes affluaient déjà vers le front occidental; d'autre part, la retraite de Hindenburg faisait tomber dans le vide les trois quarts du front d'attaque projeté. Les deux côtés (Vimy-Soissons et Soissons-Reims) de la fameuse équerre, qui devaient enserrer et capter le contenu de la vaste poche que dessinaient antérieurement les lignes allemandes, n'enserraient plus que du vide.

Dans ces conditions, fallait-il exécuter, telle quelle, l'offensive prévue? Fallait-il y renoncer? Sans y renoncer, fallait-il en modifier les objectifs et la méthode? C'est sur ces questions capitales qu'en arrivant au Ministère, et presque à la veille de la bataille, je trouvais le haut commandement profondément divisé.

Dès le 22 mars, j'avais avec le général en chef une longue entrevue qui débuta par une explication cordiale : que mes préférences eussent été à un autre quand on l'avait choisi, il le savait, mais cela c'était le passé. Il était général en chef, l'offensive était prochaine, il pouvait compter sur tout mon appui.

Le général Nivelle semblait ne pas douter de son complet accord avec ses trois grands lieutenants. Il venait de recevoir une lettre du général Pétain qu'il me montra et qui l'assurait de son loyal dévouement; il s'en montrait enchanté. Si le gouvernement, comme il croyait le savoir, songeait à créer à Paris un poste de chef d'Etat-Major général, il serait heureux de le voir confié au général Pétain.

Je répondis que le gouvernement n'envisageait pas pour le moment cette création, et j'abordai immédiatement la question brûlante : la conduite générale de la guerre appartenait au gouvernement, l'exécution des opérations au général en chef et à lui seul. Or depuis que le plan général d'opérations avait été approuvé par les gouvernements, de grands événements avaient bouleversé la situation militaire, auxquels allait s'ajouter l'entrée en scène, désormais certaine, de l'Amérique. La question se posait donc de savoir si le plan adopté ne devait pas être profondément modifié. Cette question, le gouvernement demandait au général en chef de l'examiner en toute indépendance, sans se croire lié par les espoirs qu'il avait pu concevoir ou exprimer antérieurement. Une situation nouvelle devait être considérée avec des yeux nouveaux.

La réponse du général en chef manifestait une confiance inébranlable. La retraite de Hindenburg ne le gênait nullement. Elle libérait plus de divisions françaises que de divisions allemandes; il aurait ordonné lui-même les mouvements de l'ennemi pour servir ses propres desseins, qu'il n'aurait pu faire mieux. Il remédiait au rétrécissement du front d'attaque en le prolongeant au delà de Reims par une opération sur Moronvilliers [1]. Le front ennemi serait rompu autant dire *sans pertes*; le plateau de Craonne (cette redoutable forteresse naturelle où l'ennemi s'incrustait depuis trente mois et sur laquelle nous n'avions aucun observatoire), « il l'avait dans sa poche ». La seule chose qu'il redoutait, c'était une dérobade de l'ennemi : plus celui-ci se renforçait, plus la victoire serait éclatante, à condition d'accroître toujours la violence, la brutalité, la rapidité de l'attaque. Peut-être, le troisième jour, faudrait-il souffler un instant sur la Serre (à 30 kilomètres en avant des lignes de départ) : encore pensait-il que les troupes seraient emportées d'elles-mêmes à la poursuite de l'ennemi.

Cet optimisme n'était partagé à aucun degré par les grands lieutenants du général en chef, non plus que par les états-majors exécutants. J'étais à peine installé rue Saint-Domi-

1. C'est le 15 mars que le général en chef avait ordonné à la 4e armée (du groupe des armées du Centre) de préparer cette attaque. Le général Pétain rentrait ainsi dans l'offensive.

nique que les échos de leurs inquiétudes me parvenaient de vingt côtés divers. C'est ainsi qu'un des plus brillants colonels d'état-major du G. A. R. remettait secrètement à M. de Freycinet, comme l'avis d'un groupe important de ses camarades, une note qui décrivait, d'une façon, hélas! trop prophétique, le télescopage et le massacre des vagues d'assaut au nord de l'Aisne, dans le cas où les instructions données seraient maintenues.

Durant ces quinze jours (20 mars-6 avril) où la bataille était comme virtuellement commencée, les fers engagés jusqu'à la garde, et où je sentais cette dissension profonde au sein du commandement, la responsabilité qui pesait sur moi fut une des plus lourdes que puisse connaître un homme.

Dans son livre *Comment finit la guerre*, le général Mangin m'a accusé de n'avoir consulté à dessein que les généraux que je savais hostiles à l'offensive.

J'ai interrogé directement les trois commandants *de groupes d'armées* qui devaient y prendre part et eux seuls. Si *tous trois* étaient convaincus que la rupture était désormais impossible, ce n'est pas mon fait.

Le général Franchet d'Espérey avait devant lui un désert où il reconstruisait des routes. La ligne de Hindenburg, qu'il trouverait au bout, n'était-elle qu'« un fossé », comme l'affirmait le Grand Quartier Général, ou au contraire un retranchement formidable, comme l'annonçaient les réfugiés? En tous cas, même cette ligne franchie, c'est un autre glacis dévasté qu'il trouverait à nouveau devant lui. Comment rêver dès lors de « progression foudroyante ».

Le général Pétain estimait qu'à condition d'opérer par le beau temps (condition essentielle) et après une sévère préparation d'artillerie, l'attaque pourrait donner — non sans pertes — les deux premières positions ennemies (six lignes de tranchées); mais les réserves allemandes qui affluaient et afflueraient encore, la *coifferaient* sûrement sur cette seconde position. Il était chimérique d'espérer aller plus loin.

L'avis du général Micheler se rapprochait beaucoup de celui du général Pétain. Toutefois, en recommençant une préparation d'artillerie, il ne croyait pas absolument impossible de crever, le troisième ou quatrième jour, les troisième

et quatrième positions ennemies et d'arriver jusqu'à Laon. Mais cet effort coûterait si cher qu'ensuite il faudrait s'en tenir là. La grande exploitation stratégique de la rupture n'était plus qu'un rêve.

Les trois chefs étaient d'ailleurs unanimes à reconnaître l'inconvénient qu'il y aurait à laisser l'ennemi ressaisir l'initiative des opérations; unanimes à dire que si nous n'attaquions pas, il fallait sans délai envoyer une armée dans le Trentin. Ni le général Micheler, ni le général Franchet d'Espérey ne prenait la responsabilité de me donner ce conseil. Seul, le général Pétain déclarait un tel plan *possible*, notre offensive pouvant être réservée comme riposte foudroyante à une attaque éventuelle sur notre front : encore faudrait-il pour cela convaincre le général en chef, dont la démission devait être à tout prix évitée.

Deux solutions seulement étaient possibles : ou remplacer le général Nivelle et renoncer à l'offensive; ou s'efforcer de rétablir l'accord dans le haut commandement en persuadant le général Nivelle de tenir compte des profondes modifications de la situation et des objections des exécutants [1].

La première solution, le général Lyautey l'avait envisagée un mois auparavant, lors du repli de Hindenburg et du conflit Haig-Nivelle, et il y avait renoncé. Elle était aujourd'hui plus inadmissible encore. Renoncer à l'offensive, c'était déchirer l'accord de Calais, manquer de parole aux Anglais à qui le 13 mars, nous venions de faire adopter une position jugée par eux dangereuse, sous la promesse formelle d'attaquer en avril. C'était disgracier un chef qui comptait à son actif les victoires de Vaux et de Douaumont, avant que sa méthode, qui soulevait tant d'espoirs chez les combattants, eût subi l'épreuve des faits. C'était laisser à l'ennemi et le temps de se refaire complètement et l'initiative des opérations sur les fronts qu'il eût choisis. Au lieu de la victoire libératrice de notre sol, annoncée au pays depuis plus de trois mois, c'était

1. Je ne parle pas d'une troisième, qu'on m'a reproché de ne pas avoir adoptée : maintenir le général Nivelle en lui donnant l'ordre de ne pas attaquer. Contraindre un chef à garder une telle charge et en même temps lui imposer une stratégie jugée par lui néfaste, j'ai pensé, je pense encore que c'eût été un défi au bon sens en même temps qu'un inqualifiable abus d'autorité.

l'envoi immédiat, hors de France, dans le Trentin, d'une partie de son armée. Lors même qu'une décision si ingrate m'eût paru s'imposer, j'eusse été seul de mon avis dans le gouvernement. Ma seule ressource eût donc été de donner une démission qui, sans empêcher l'offensive, eût jeté dans les âmes le trouble et la défiance à la veille d'une des grandes batailles de la guerre.

Donc une seule issue restait ouverte : rétablir l'accord dans le haut commandement.

Le 3 avril, je crus y être parvenu. A cette date, par mes entretiens réitérés avec le général en chef, par une entrevue (24 mars) avec le maréchal Haig, par mes conversations avec les trois commandants des groupe d'armées engagés dans la future bataille, j'étais en possession de tous les renseignements qu'il m'était possible de me procurer. On connaissait, d'autre part, avec précision, l'importance et la position des divisions et des réserves allemandes[1]. L'heure des décisions ne pouvait tarder davantage.

Entre les conceptions du chef et celles de ses lieutenants, des divergences existaient, profondes et irréductibles. Elles présentaient pourtant une partie commune : bien menée, dans des conditions favorables, l'offensive devait, de l'avis de tous, nous donner au moins les deux premières positions allemandes, ébranler et affaiblir l'ennemi, le paralyser pour longtemps. Si le succès de la vaste opération était plus grand, on l'exploiterait, mais ces seuls résultats suffiraient à payer les sacrifices consentis. Sur ce terrain, l'accord était-il impossible?

Le 3 avril au soir, une conférence avait lieu sur ma demande au ministère de la Guerre. Y assistaient, avec le général en chef, M. Ribot, président du Conseil, les trois ministres de la Défense nationale (l'amiral Lacaze, M. Albert Thomas et moi), et le ministre des Colonies, M. Maginot. J'avais convoqué M. Maginot, parce qu'il faisait partie du Comité de guerre, que l'emploi de troupes noires devait être discuté, et aussi parce qu'il avait la confiance du général Nivelle.

En m'efforçant d'y apporter autant de précision que de

1. Le nombre des divisions ennemies sur le front franco-britannique s'élevait alors à 151, soit 25 de plus que lors de la bataille de la Somme.

mesure, j'exposai au général en chef les inquiétudes et les objections récentes de ses trois grands subordonnés, ainsi que les résultats qu'ils jugeaient possible d'obtenir dans les conditions actuelles.

Avec cette assurance *impressionnante* qui donnait confiance aux uns et inquiétait les autres, le général en chef répondit que la victoire complète était certaine. Il donna ses raisons. La ligne Hindenburg n'était qu'un trompe-l'œil : Saint-Quentin, déjà enserré, serait attaqué et pris dans la même journée. Entre Reims et Soissons, la rupture ne faisait pas question. En trois jours au plus, les armées du Nord et celles de l'Aisne feraient leur jonction au nord de la Serre, et la grande poursuite commencerait immédiatement.

Les deux premières positions seraient enlevées *avec des pertes insignifiantes.* Il en faisait son affaire. Croyait-on qu'il ignorât que pour prendre les troisième et quatrième positions, il fallait commencer par prendre la première et la seconde? Quant aux conditions météorologiques, personne mieux que lui, ne savait que le beau temps était une condition essentielle de la rapidité de la progression, et sa méthode exigeait avant tout une foudroyante rapidité. Que craignait-on d'ailleurs, puisque de par sa tactique même, tout devait être décidé en vingt-quatre heures, quarante-huit heures au plus : si, passé ce délai, la rupture n'était pas obtenue, il serait inutile d'insister. Et reprenant une formule qui lui était familière : « Sous aucun prétexte, affirmait-il, je ne recommencerai une bataille de la Somme. »

La conclusion fut que, si vastes que fussent ses espoirs, le général en chef se garderait de sacrifier la préparation des deux premières positions à celle de la troisième et de la quatrième. Il déclencherait et conduirait librement son offensive, mais il était entendu que l'infanterie n'attaquerait qu'après la destruction des deux premières positions ennemies et dans des conditions météorologiques favorables.

Nous estimâmes, M. Ribot et moi, que l'accord était ainsi réalisé aussi complètement que le permettaient les circonstances. Une réunion mettant en présence le général en chef et ses lieutenants nous parut inutile et susceptible seulement d'entraîner des heurts de personnes, sans rapprocher davan-

tage les idées. Le général Nivelle nous quitta donc convaincu que cette discussion était la dernière.

Mais des incidents nouveaux en décidèrent autrement.

Ce même jour, 3 avril, les présidents du Sénat et de la Chambre rapportaient d'une visite au G. A. R. et de leurs conversations avec plusieurs de ses généraux, une impression si pessimiste qu'ils en faisaient part aussitôt au Président de la République et à M. Ribot. D'autre part, le 5 avril au matin, le général (alors colonel) Messimy se présentait chez le Président du Conseil, et lui remettait une lettre écrite, affirmait-il, presque sous la dictée du général Micheler, et qui traduisait « l'opinion des chefs les plus réputés de l'armée française ». Cette lettre rassemblait avec force tous les arguments qu'on pouvait faire valoir contre l'offensive : évidemment, disait-elle, nous ferions des prisonniers, nous prendrions des canons, en même temps qu'une étroite bande de terrain de 10 à 12 kilomètres, mais au prix des plus lourds sacrifices et sans résultats stratégiques possibles; par ce début de printemps pluvieux et froid, c'était une aventure sans issue, et quand la belle saison favorable aux grandes opérations serait venue, nous serions paralysés, faute d'hommes.

La lettre se terminait ainsi : « Conclusion la plus urgente : donner tout de suite, sans perdre une heure, l'ordre d'attendre les beaux jours pour entamer les opérations offensives en France. »

Devant ces divers incidents et le trouble des esprits qu'ils semblaient révéler dans les états-majors, le Président de la République et le gouvernement estimèrent qu'avant de laisser s'engager une bataille qui mettait en jeu le sort de nos armées, il était nécessaire de réunir les grands chefs qu'on opposait ainsi, pour confronter directement leurs avis. C'est dans ces conditions que fut décidé le Conseil de guerre du 6 avril.

***

Ce Conseil, présidé par le Président de la République, se tint à Compiègne, dans le train présidentiel : il comprenait M. Ribot, les ministres de la Défense nationale, le général en chef et les quatre commandants de groupes d'armées.

Jusqu'ici mes relations avec le général Nivelle avaient été confiantes et cordiales, mais ce matin-là son attitude n'était plus la même : il était amer et hautain. Ignorant les incidents des 4 et 5 avril, il pensait que c'était moi qui, contrairement à mes assurances du 3 au soir, avais exigé cette réunion : on racontait au Grand Quartier que la décision avait été prise dans une sorte de complot secret des généraux Micheler, Pétain, d'Esperey et du ministre de la Guerre, pour contraindre le général Nivelle à démissionner.

La réunion de ce Conseil a été vivement critiquée, comme un fait *sans précédent*. Or, avant l'offensive de Champagne, en septembre 1915, un Conseil de guerre, composé exactement de la même manière, s'était tenu dans des conditions tout à fait analogues, et personne ne s'en était ému.

C'est ce Conseil extraordinaire, a-t-on dit, qui a engendré la dissension entre les chefs. Renversement trop audacieux des faits. C'est parce que le désaccord existait et s'aggravait entre les chefs que le Conseil a dû se réunir.

Certains lui ont imputé la responsabilité de l'échec du 16 avril, un « conseil aulique » ne pouvant mener qu'à la défaite. Pauvre conseil aulique! Quel homme de bon sens croira que c'est à cause de lui que devant Craonne, devant Brimont, devant Juvincourt, l'élan de nos troupes s'est brisé, en quelques heures, sous le feu des mitrailleuses?

En fait, ce Conseil de Compiègne, dont on a fait tant de bruit, n'ajouta rien aux décisions ni à la discussion du 3 avril. Les esprits étaient trop tendus, les animosités trop vives pour que la controverse y fût sereine. Le général Nivelle fit ressortir les dangers de l'attente, l'initiative repassant à l'ennemi, 23 divisions allemandes en formation à l'intérieur, le développement de la guerre sous-marine. Lorsqu'on demanda l'avis du général Micheler, celui-ci se levant pâle et nerveux, affirma : « Il faut attaquer, attaquer le plus vite posible [1] ». Cette déclaration causa une vive surprise. Quand le général Pétain eut donné brièvement son avis, le général Nivelle, portant la main à son dolman, déclara que puisqu'il n'était d'accord

1. C'est la veille que l'ennemi avait tenté sur la tête de pont de Sapigneu le coup de main heureux dont j'ai parlé, p. 12 ; ils avaient montré beaucoup de mordant et le général Micheler redoutait de leur part une offensive brusquée.

ni avec le gouvernement, ni avec ses subordonnés, il n'avait plus qu'à remettre sa démission entre les mains du Président de la République. Celui-ci se récria, comme M. Ribot et moi-même : il ne s'agissait pas de démissionner, mais de s'entendre. La conclusion fut exactement la même que celle du 3 avril. Le Conseil de Compiègne n'avait apporté aucune clarté nouvelle, rien que d'inutiles froissements de susceptibilités.

On a prétendu que, les jours suivants, le général Nivelle avait maintenu sa démission et que le gouvernement avait dû faire auprès de lui des démarches réitérées pour qu'il la retirât. Je n'ai, quant à moi, jamais entendu parler de la démission du général en chef après le 6 avril.

Alors que se tenait le Conseil de guerre de Compiègne, le canon retentissait déjà devant la côte de Vimy; la préparation britannique commençait. Les dés étaient jetés. La jeune école de Verdun, la méthode de Vaux-Douaumont, le nouveau règlement de décembre 1916 allaient subir ensemble la suprême épreuve.

PAUL PAINLEVÉ

(A suivre.)

LE CULTE D'ICARE[1]

Dans les tabagies de la Petite Place, dans les cafés devant la Comédie, dans les estaminets de la rue Ernestale, dans les cabarets de la Basse Ville, les badauds se pressaient comme le dimanche, afin de vider une chope mousseuse, en aspirant quelques bouffées avec les amis pansus et sardoniques venus pour voir la pompe des obsèques. On se communiquait les nouvelles des journaux. Des archers de village travestis en francs-tireurs et des mobiles à l'instruction se promettaient merveille de Mac-Mahon et de sa marche vers Metz. Sur le parcours du cortège funéraire, ces gaillards en blouses à parements rouges s'étaient entassés devant les comptoirs, le képi sur la nuque. Les pompes à bière fonctionnaient aux bras nus des servantes qu'on n'oubliait pas de lutiner. Des républicains de la ville, des bonapartistes de la campagne s'opposaient *l'Avenir* et *le Courrier du Pas-de-Calais*. A la porte des auberges les carrioles dételées, les cabriolets, les chars à bancs, rangés à la file, étaient escaladés par les villageoises aux parapluies bleus, aux bas noirs, aux coiffes blanches et aux fichus jaunes, désireuses de contempler ce luxe extraordinaire pour elles. Les mobiles de Beaurains appelaient ceux de Vimy. Ils se rencontraient en criant leur joie. Aux fenêtres, les familles s'accoudaient, en dépit de la coutume jadis imposée par la jalousie des Espagnols qui défendait aux

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er décembre 1921.

femmes l'accès du balcon. Et peu à peu, les orphéonistes, les archers, réunis en corps pour la cérémonie, s'en détachaient un moment, se glissaient dans la foule des spectateurs. Ils pénétraient dans les tavernes pour une courte détente, avant de reprendre leur place dans la théorie funéraire. Ceux de Saint-Éloy reconnaissaient ceux de Boiry-Becquerelle. Les porte-étendards couchaient les hampes sur leurs épaules et les faisaient, avant eux, s'insinuer dans les porches, sous les linteaux. Les sociétés philharmoniques et les fanfares des bourgs introduisaient leurs timbales et leurs trombones dans les hôtelleries familières aux gens de leurs quartiers ou de leurs villages, ne fût-ce que pour obtenir là, de leurs femmes retrouvées, un mouchoir propre, ou allumer, avec leurs frères, une cigarette. « Hé toudis, toudis qu'e ch'rencontre! » se criaient les amis en se joignant, partis de l'Est et de l'Ouest, de Souchez comme de Mercatel, de Givenchy comme d'Achicourt, ceux en képi à bandeau rouge, ceux en casquette de soie, ceux en chapeau de paille. Ils se demandaient d'abord les nouvelles de leurs fils soldats dans les armées de Bazaine, de Frossard ou de Mac-Mahon. Des mères en deuil répondaient par des larmes le long des rides. L'un parlait de son neveu prisonnier, l'autre de son garçon déjà manchot. Les plus hardis accusaient les généraux, les ministres de Napoléon III, Lebœuf et Olivier. Jules et Émile se reprochaient leurs votes du plébiscite. Ils ricanaient en rappelant aux mobiles de Beaurains la phrase fameuse : « L'empire, c'est la paix! »

— Si du moins ç'avait été la victoire, comme du temps de l'Autre! — s'écriait le vieux Gossart.

— Mais on avait cédé au Mexique, — remarquait un vicaire, — dès la menace des Américains, avant de céder sur le Rhin, en Alsace et en Lorraine.

Des bonapartistes, au contraire, citaient Sébastopol, Solférino, l'Italie délivrée, Pékin conquis, l'Exposition, merveille des merveilles. Quoique poussif, leur journaliste s'exaltait, le cigare aux doigts, et allant de cabaret en cabaret, car la convocation des mobiles amenait là nombre de frères, de pères, d'oncles accompagnant leurs conscrits. Les blonds et les rougeauds, les barbus, les flamands de race, un peu par-

tout, s'acharnaient le plus à critiquer le régime. Par contre, la plupart des bruns, des secs, des sévères, attestant ainsi le legs du sang espagnol, tenaient pour le souverain, pour « le neveu de l'oncle », pour les pouvoirs établis, pour le clergé. Et ils haussaient les épaules en aspirant mieux la fumée de leurs pipes noires. Au passage du cortège, les uns approuvaient avec ostentation Omer Héricourt. Les autres saluaient le général de Praxi-Blassans, citaient ses exploits en Afrique et en Italie, la victoire d'Uhde en Valteline; puis devant les bannières des confréries, ils se signaient, tête nue, tout rasés, quelques-uns mettaient le genou en terre. Jules et Émile cherchaient partout leurs quatre sœurs, ou du moins leur char à banc qui n'était pas, comme d'habitude, à l'auberge.

Dans la rue Méaulens où tintaient les maréchaleries encore, où l'on ferrait de gros chevaux blancs, dans l'étroite rue des Chariottes dont le couvent sonnait son glas modestement par la main des religieuses, dans la rue des Trois-Visages où les dentellières surgies de leurs caves se signaient, de maison en maison, la querelle se propagea. Au seuil de la pharmacie Allerand, l'avocat des Rouges déclamait bientôt, à travers sa barbe. Il brandissait *l'Avenir*. Il frappait l'air impérial de sa crochette. Il saluait une fois de plus la silhouette mince d'Omer Héricourt, en le louant tout haut d'avoir protesté contre le Deux-Décembre. Il enseignait à des mobiles ahuris dans leurs blouses courtes et leurs pantalons à bandes, que Maximilien Robespierre, Le Bon, Fouché, Carnot, les grands conventionnels, avaient joué avec cette Caroline Cavrois, tout enfant alors, celle-ci que le corbillard, hélas! emmenait quatre-vingts ans plus tard avec ce mont de fleurs, ces hauts panaches et ces écussons d'argent, vers la porte Ronville, vers le chemin du cimetière. Et Delannoy plaignait la fille de Maître Héricourt qui eût pu revoir, pour la troisième fois, la République enthousiasmer les peuples.

Dans l'hôtel ancien des Hauteclocque, aux fenêtres ouvertes, eurs amis, des officiers de mobiles en bleu-clair très chamarrés, les Niesbach et les Malametz, les Hamelincourt, baissèrent la tête avec déférence devant le général de Praxi-Blassans. Ralliés en fait à l'Empire, bien que sincères légi-

timistes, les uns redoutaient le changement qui eût ramené les Rouges, les autres une métamorphose en faveur du parti orléaniste bien plus exécré. Seuls les Niesbach, à cause de leurs affinités avec la cour d'Autriche, avec la famille de Marie-Antoinette et de Marie-Louise, eussent voulu la chute de Napoléon III et le retour du comte de Chambord. Mais ils ne ressentaient que de la sympathie à l'égard des Praxi-Blassans qui avaient participé, comme Talleyrand, à la restauration de Louis XVIII, puis boudé Louis-Philippe, au rebours des Cavrois, pour soutenir Napoléon III contre les orléanistes et les républicains. D'ailleurs le vieux de Hauteclocque avait combattu au retour d'émigration avec le colonel et le maréchal Héricourt, d'Austerlitz à Wagram, et à la Bérésina. De son fauteuil, où il trônait, plus qu'octogénaire, vieillard en barbe blanche, dans une large redingote à la mode impériale, il se leva pour s'incliner devant la sœur de ses compagnons d'armes. Attitude vivement discutée par une séquelle de jeunes abbés en observation sur le trottoir, à la porte de leur chanoine, et qui se compromettaient franchement pour Henri V, depuis Gravelotte. Ils récitaient leur Joseph de Maistre avec l'espoir de rétablir l'autorité de l'Église sur l'État comme à l'époque de Charles X.

Mais les clercs d'avoué haussèrent les épaules à la fenêtre de leur étude. L'un d'eux, costumé en franc-tireur, avec une ceinture écarlate, un sabre et un képi vert, les excitait. Ils manifestèrent au mieux leur respect démonstratif pour Omer Héricourt et pour Dieudonné Cavrois, tandis que le franc-tireur critiquait les généraux « choisis par le favoritisme éhonté du régime impérial ».

Ainsi, Caroline Cavrois émouvait, en son cercueil, toutes les passions de la ville qui, cent ans, avait partagé celles des Héricourt, des Cavrois, des Praxi-Blassans et de leur parentage. La vision d'Omer Héricourt, défenseur intransigeant de la Loi, prophète, au Deux-Décembre, des fautes bonapartistes et des malheurs nationaux, excitait les discussions des politiques, dans les cafés, dans les tavernes, autour des tables où s'installaient les familles, dans les grandes cuisines d'apparat brillant par tous leurs cuivres fourbis, par tous leurs bahuts cirés, dans les salles basses garnies

de leurs vaisseliers flamands et de leurs horloges en caisse de chêne, dans les salles à manger aux lambris gris, où luisait l'acajou des dressoirs et des chaises à la mode du premier Empire, sous les gravures représentant « La Mort d'Hippolyte », « Le Chien du Régiment ». Partout, en dépliant les serviettes, on rappelait la vie de l'orateur. Son père lui-même, le dragon, avait tant haï Bonaparte « le rival », avant de périr dans la banlieue de Presbourg en y poursuivant les vaincus de Wagram ! « Le fils était toujours le prêtre irréductible de la Loi », enseignaient les notaires et les avoués à leurs enfants qui s'asseyaient devant les assiettes. A cette déesse de Rome, l'orateur avait, courageux, sacrifié sa carrière de ministre brillamment commencée sous le règne constitutionnel de Louis-Philippe. Quel beau caractère, vraiment ! Un père comme M. Delamme pouvait offrir en exemple à ses deux fils, Charles, Édouard, entomologiste et électricien amateur, cette vie de probité intellectuelle et de bravoure civique, pendant qu'ils dégustaient, avec l'oncle Dubron invité, une bouteille de vieux madère après la soupe verte à la crème, en attendant le brochet de la Scarpe cuit dans le vin d'Espagne. Le père reprochait à ses fils leur existence d'oisifs en leur versant du Johannisberg. Omer Héricourt était d'une autre taille. Il le dit même aux trois chiens braques, blancs et roux, attentifs entre les dîneurs, car ces animaux écoutaient bien sages, avec l'espoir d'un croûton trempé dans la sauce, d'un os pris au lièvre de Mercatel qui rôtissait encore dans le four et que dégustait leur triple odorat par le moyen de six narines noires humides, frémissantes au bout des museaux tendus. Bien que le portrait du prince de Joinville en grosses épaulettes ornât le lambris grisâtre, et que l'on aperçût, dans une autre gravure, le duc d'Aumale et ses chasseurs sabrant la smalah d'Abd-el-Kader, cette belle âme de légiste latin émouvait les quatre gourmands, toujours guêtrés pour la chasse, toujours en jaquettes de nankin, le col lâche, la cravate mal nouée, pour manger plus à l'aise une tourte feuilletée pleine de quenelles aujourd'hui. Contre l'empereur, contre ses folies guerrières de Sébastopol, de Chine et du Mexique, la coalition des orléanistes et des républicains leur semblait indispensable, tandis

qu'ils vidaient dans leurs chopes de cristal une bière blonde et mousseuse. L'oncle Dubron, de nouveau, parlant, le verre en main, des gardes mobiles que, capitaine, il organisait, rappela le temps où, ruiné par sa sucrerie grandiose, il avait, sur le conseil de l'orateur libéral, rejoint le comte de Paris en Amérique pour la guerre de Sécession, avec les Héricourt de Dunkerque, afin d'affranchir les noirs, de combattre les Sudistes oppresseurs. Habile à couper le fond de la tourte, pur froment d'Artois, il ne ménageait pas ses éloges au fils du colonel Héricourt, à « l'enfant d'Austerlitz » conçu là-bas, le lendemain de la bataille. Le père Delamme avait bien connu la mère. A tout prix, elle avait alors voulu rattraper en chaise de poste son beau dragon, même au delà du Danube, sur les champs de Moravie. Quelle époque héroïque, 1805! Mais le lièvre arrivait dans son plat jaune, et tout pétillant aux mains de la servante. Elle riait, blonde, fière du mets, de son parfum. Elle frôla Édouard, son maître préféré. Charles, penché, crispa sa figure de lord entre ses favoris crépus, pour arracher progressivement du goulot le long bouchon qui, depuis sept ans, gardait en cave l'élixir d'un précieux Volnay dans une bouteille oblongue, poussiéreuse, doublée par le dépôt du vin, et vêtue d'honorables moisissures. En découpant la bête de Mercatel, l'oncle Dubron évoquait la marche sur Richmond, en Virginie, avec l'état-major de Mac Clellan, l'affabilité du comte de Paris, l'anxiété de troupes subites, sorties la veille des usines, des magasins et des ateliers, encadrées par les vainqueurs des Mexicains. Et il les comparait à ses gardes mobiles que le préfet du Nord rassemblait de même, en hâte, que lui-même, capitaine, équipait. Il les obligeait à faire coudre des bandes et des parements rouges sur les pantalons de noces, d'enterrement, sur les blouses du dimanche. Il faudrait du temps pour les transformer en militaires, ces brasseurs, ces meuniers, ces tanneurs, ces laboureurs, ces bateliers. Édouard redemande du lièvre. Sa chair fondante en sauce épaisse donnait de l'extase.

— Napoléon III avait trop négligé l'instruction des réserves, — s'écria cependant le père Delamme, — et cela, c'était son devoir d'empereur instruit par les difficultés de Sébas-

topol, de Solférino, du Mexique; quand on est empereur d'un pays qui produit à la fois la liqueur parfaite du Volnay, la succulence des endives bouillies dans le jus de volaille.

L'oncle eût voulu qu'Édouard acceptât une lieutenance dans la compagnie en formation. Le père contrecarrait. Édouard et Charles jugeaient d'ailleurs la guerre absurde. Ils citaient telles phrases de Jules Favre sur la folie de ces égorgements. Dubron s'indigna devant la tarte aux framboises. L'ennemi envahissait le sol national. Blanqui lui-même revenait de Bruxelles pour organiser le peuple comme celui de 1792. Oui. On disait que, dans la gare d'Arras, il s'arrêterait cette nuit pour causer avec Delannoy et Topino, l'expert de la Loge, peut-être avec Omer Héricourt. Ne se connaissaient-ils pas depuis 1830? N'avaient-ils pas ensemble dressé les barricades contre les Suisses de Charles X?

La servante apportait la cafetière d'argent, les tasses claires, parmi la fumée des cigares, puis annonça la visite de « chès frères Camus ». Le père, l'oncle, les fils se levèrent en tumulte, la serviette au poing, le rire aux yeux. Ils appelèrent ensemble, par leurs rires de buveurs un peu gris, les deux cousins de Bellevue. Comment allaient leurs sœurs, la brasserie, le cheval blanc, les dindons, la cuisinière? Y avait-il beaucoup de perdreaux sur Beaurains? Et sur Boiry? Les deux blonds riaient en répondant, dépeignés par la sueur et les képis trop étroits. Pour eux, la servante épanouie remplissait les verres à Volnay. Elle rapporta le reste de la tarte. Elle leur donna des serviettes. Ils s'assirent, plaisantèrent, gros et blonds, avec des moustaches tombantes, sur leurs joies. Mais quand ils eurent humé leur tasse de moka, ils annoncèrent que les fusils arrivés à l'adresse des mobiles de Beaurains étaient de vieux modèles à tabatière. La compagnie de Souchez avait reçu pis encore, des fusils à piston. Le capitaine d'armes devrait bien réclamer à l'état-major de Lille. « Chès fieux y n'sont mie contents! » L'oncle Dubron devint grave. Sans mot dire, il fut endosser sa tunique à trois reflets d'or et coiffer son képi.

Dehors, le glas redoublait. Il domina la danse lente du carillon qui s'acheva. Le gros bourdon de Saint-Vaast continua seul d'apprendre à la ville que le cortège funèbre de

Caroline Cavrois s'allongeait dans la lumière d'août. Il convenait de s'y joindre. Le père Delamme et ses fils endossèrent des redingotes toutes prêtes, se firent apporter leurs gibus. Tous gagnèrent la Petite Place. Ils se glissèrent sous les arcades encombrées. Aux fenêtres se penchaient mille curieuses déférentes. Sous les faîtes à volutes blanches, les domestiques aussi se signaient pour Caroline Cavrois. On traversa la Grand'Place presque vide, plus solennelle, regardant néanmoins de toutes ses façades historiques, de toutes ses croisées anciennes où les familles des courtiers en grains paraissaient. La foule murmurante continua d'aller derrière le char funèbre, entre les champs de tulipes mauves que sont les œillettes à leur maturité, et les champs de blé roux qu'entame la faux des moissonneurs, vers le cimetière de sable, de saules, d'ifs et de lourdes dalles.

Comme on approchait de son portique où déjà tintait la cloche à coups lents et lourds, on entendit derrière une fanfare de clairons. Par ce même chemin, le bataillon des mobiles, qui s'entraînait à la marche sur la grande route, s'engagea dans la campagne pour se déployer ou s'exercer aux manœuvres de combat. Le commandant, à la vue du cortège, fit taire les clairons et rectifier les files. On n'entendit plus que le rythme lourd de huit cents garçons battant le sol ensemble d'un même pas. Bientôt ils rejoignirent les deuillants. Parallèles, les deux colonnes humaines se coudoyèrent. Le commandant fit porter les armes quand la clique parvint à hauteur du général de Praxi-Blassans, de Dieudonné, de Caroline Cavrois. Et, en dépit du silence obligatoire, les parents, les amis dans le cortège funéraire reconnaissaient leurs fils, neveux et cousins en sueur sous le képi, sous le poids du sac et de la toile à tente. Les amateurs de livres saluèrent les petits-fils du libraire Topino qui avait combattu parmi les aérostiers de Juste-Emile Héricourt à Valmy et à Fleurus. Leur descendance à présent, celle de toute la cité jadis émue par les Robespierre et les Carnot, s'apprêtait pour de mêmes luttes contre le roi de Prusse et ses reîtres, encore. Au lieu du bicorne et du plumet rouge, de l'habit bleu et des hautes guêtres noires, revêtant les courages de 1792, les petits-fils portaient ce minuscule képi sur l'oreille, ces blouses à pare-

ments écarlates, ces guêtres de toile bise; mais c'étaient les mêmes idées, les mêmes sentiments, et sans doute les mêmes vaillances qui s'en allaient vers les victoires nécessaires au destin de la France. Et, chose excellente, la Nation n'était plus divisée par l'émigration. On pouvait, au passage, s'incliner devant le commandant de Malametz, que voici sec avec ses hautes bottes jaunes, le capitaine de Niesbach, que voilà colossal et grave sous les galons d'or, le capitaine de Hauteclocque, épais et roux sur son cheval gris, le sabre au poing. Ils n'étaient point de Coblentz comme leurs ancêtres, ou dans l'avant-garde du roi de Prusse. Ils marchaient loyalement pour l'honneur du drapeau tricolore, avec ce Joseph Druon, le neveu de l'architecte, ce Boniface Bécourt, le jeune hercule portefaix de la Grand'Place, le fils Wartelle si rougeaud, et ses brasseurs, le petit sergent Minart et les couvreurs de son oncle, le svelte fourrier Taffin et les mécaniciens-ajusteurs de son grand'père, le gros propriétaire Delebecq, le fruitier Gossart, trop voyou, le clerc d'avoué Camus, si coquet, les bouchers gouailleurs de la maison Pamart, les lourdauds maçons de Jules Delattre, le spirituel télégraphiste Briois, l'ingénieur de la sucrerie, le sévère lieutenant Bourdrez, le capitaine procureur Dekoninck, l'archiviste, l'adjudant major de Cardevacque, le riche adjudant Cattaert, de la Trésorerie générale, l'électricien loustic Flament et ses compagnons les manieurs de foudre. Ensemble, légitimistes, orléanistes, rouges et bonapartistes défilaient, unis, dans l'armature du bataillon, avec les propriétaires terriens des deux cantons, les cultivateurs des blés, de la betterave, de l'avoine et du scourgeon, les fils Delœuvacque, ces géants qui ont la Sucrerie de Souchez, les de Laderrière, friands et railleurs, qui possèdent trois cents mesures à Mercatel, les Demonchaux qui font l'élevage des bovins à Monchy-le-Preux, les Flahaut, mineurs de Lens, Ferdinand Hacot de la Banque d'Artois, les maraîchers cossus de Saint-Laurent, les Payens ivrognes et toqués de Boiry-Becquerelle, qui possèdent un pigeonnier pareil à un donjon, le Gheerbrandt des moulins à vapeur, le Boyenval qui fabrique avec les pieds des bœufs l'huile à graisser les machines, les fils blonds du quincailleur Fardel, celui, le flandrin, du docteur Ledieu, la science et le commerce

d'Arras, l'agriculture et l'industrie du Pas-de-Calais, tout cela dont Caroline Cavrois et les Héricourt avaient développé pendant un siècle l'opulence, en donnant l'exemple du travail créateur.

Défilant à côté de la morte, les mobiles regardaient. Sous ce suprême habit de fleurs rares, sous ce poêle à galons d'argent, sous ces panaches de plumes blanches, ils cherchaient à deviner encore la silhouette massive de la fondatrice que tiraient les quatre chevaux en cagoules noires. Nul de ces soldats n'ignorait depuis son enfance les mérites de la défunte, ni sa féconde influence. La plupart savaient que le bien de leurs parents avait été, une époque ou l'autre, compris dans l'activité de la famille Héricourt, défendu par ses guerriers, administré par ses fonctionnaires, enrichi par ses navigateurs et ses banquiers. Maintenant c'était sa mémoire qu'ils allaient défendre autant que leurs terres, leurs fabriques, leurs mines, leurs négoces, leurs salaires, leurs appointements et leurs rentes. C'était l'effort du siècle, de son intelligence, qu'ils contemplaient dans ce carrosse majestueux accueilli par le glas du cimetière, loué solennellement par les oraisons des chantres, vénéré par les postures de l'assistance. Le cortège s'arrêtait à l'approche du portique où, sculptés dans la pierre du linteau, la faux et le sablier, le phénix, indiquaient l'œuvre du temps qui tue, qui ressuscite éternellement les forces des mondes.

La foule sombre cessa peu à peu de se mouvoir sur le gravier du chemin. Elle piétina, puis s'immobilisa toute. Chauves ou bien coiffées, toutes les têtes se découvrirent, les ombrelles se replièrent. Un latin fut psalmodié par les voix des prêtres. Caroline Cavrois entra par ce porche dans l'éternité de la terre et de ses métamorphoses tandis que les compagnies du bataillon, à droite et à gauche du cimetière, divergeaient, se déployaient dans la plaine, entre les étendues violettes de betteraves, sur l'espace blond des champs moissonnés.

A se diviser par sections de tirailleurs, à s'allonger par les flancs, à fouler la terre des avoines, des scourgeons, des œillettes et des froments, ces fils de cultivateurs, de brasseurs, d'industriels, de meuniers, de légistes et de négociants évaluèrent mieux la richesse de leur patrie que convoitait l'appétit

des Barbares. Ils l'aimèrent plus en regardant leur vigueur hérissée sur la campagne, avec la lumière des baïonnettes en ligne. Les visages des amantes, des épouses, des enfants, les faces des aïeux sourirent aux mémoires des conscrits. Fier de soi, qui crispait le poing sur l'acier du fusil ou sur la poignée du sabre, chacun des soldats, des officiers, attentif à son devoir, marcha vers l'est, comme s'il espérait entrevoir à l'horizon doré, ou même à la base du long nuage, leurs frères, les lanciers de Gravelotte, les voltigeurs de Rezonville, continuant la tâche des anciens Héricourt et chassant hors de la Lorraine les cavaliers de la Prusse avec les fantassins de la Bavière.

Ils allaient se souvenant. Suggéré par la mort de Caroline, le passé de l'Artois vivait en leurs âmes. Au trot de son cheval, le commandant Hauteclocque évoquait les récits épiques de son vieux père qui, de Friedland à Tilsitt, avait tant chevauché avec les dragons de Bernard Héricourt. Regardant ses trois compagnies évoluer, prescrivant du geste et de la voix leurs hâtes ou leurs prudences, il songeait à des escadrons en habits verts et en culottes de peau, casqués de cuivre étincelant, derrière ces capitaines du pays, les Corbehem, les Flahaut, les Lyrisse, buvant la gloire avec l'eau du Danube après les chocs sous Ulm contre les chevau-légers de l'Autriche. Aimard de Hauteclocque se souhaitait, ivre d'espoir, une pareille chance. Un petit-neveu de Corbehem faisait le serre-file à la gauche de la Troisième. Gros, mais coléreux autant que son ancêtre, il harcelait les plus rustauds de ses mobiles trop lents à faire demi-tour avec le rang. Un Flahaut persistait aussi. Zingueur et musicien dans le civil, il ordonnait là-bas aux clairons leurs sonneries diverses. La troupe s'habituait à comprendre leur signification, à se rassembler, à former le carré, à commencer, à cesser le feu, à s'allonger en lignes de tirailleurs.

Dociles, ces gros garçons de l'Artois et de la Flandre s'évertuaient à bien faire. A demi-voix, ils narguaient le maladroit, le retardataire, l'ahuri. Leur coutume de railler sans trêve les compagnons de taverne se plaisait au jeu martial, à cette recherche de promptitude si difficile pour les endormis, pour les « pleins-de-bière ». Ceux-ci grognaient un

peu. Ils pestaient contre « Badingue ». N'avait-il pas choisi des généraux incapables de battre tout de suite les Prussiens, d'en finir vite, ce qui eût exempté de ces fatigues, de ces turbulences, des périls possibles, ceux qui avaient naguère payé leur remplaçant fort cher ou pris un bon numéro dans l'urne du canton ? Tous en voulaient à l'empereur, à Lebœuf, à Bazaine, au ministre Olivier, si souvent critiqués par Jules Favre, Gambetta, Rochefort, dont ils aimaient les diatribes. Et considérant le nom de Badinguet comme la pire injure pouvant flétrir un militaire fanfaron, les brasseurs de Wartelle, les maraîchers de Saint-Laurent murmuraient ce mot à l'adresse du gros sergent Corbehem, du fourrier Taffin, de l'adjudant Cattaert, plus acharnés pour obtenir de leurs hommes un ensemble et une rapidité de manœuvres très pénibles.

Quel que fût l'entrain des meilleurs, quelle que fût leur fierté d'être soudain les héros de la nation, avec le poids du sac vide sur le dos, une cartouchière en forme d'enveloppe au ceinturon, un fusil à tabatière sur l'épaule, un fourreau contre la jambe, ils pensaient que ni Thiers ni les républicains n'eussent déclaré la guerre, après la renonciation du Hohenzollern au trône d'Espagne. C'était même le sentiment de la Banque d'Artois qui redoutait la baisse, à quoi pensait Hacot. Néanmoins, il proférait des ordres et des réprimandes de sous-lieutenant. Il houspillait les cultivateurs, les tanneurs, les brasseurs de sa section, le télégraphiste Briois, trop spirituel dans le rang, le jeune Boyenval qui se croyait las déjà, l'imprimeur Froissard, apôtre de l'Internationale, qui souvent affectait le dégoût de sa tâche militaire et grommelait des insolences à l'égard des sabreurs et des porte-galons. Il exaspéra les autres qui craignirent de partager sa punition. Ses voisins de rang l'invitaient à se taire. Les caporaux le menaçaient de consigne. On injuria sa personne mal barbue, brèche-dents, son dos en voûte, même sa femme trop connue pour le scandale d'une fugue à Lille avec un ténor de tournée, après la représentation du *Premier Jour de Bonheur*. Ce qui fit rire, chacun sachant sa mère, son épouse, très sages au foyer, devant les bonnes filles qui fourbissent les chaudrons, comptent les œufs chauds au poulailler, fauchent

les dernières gerbes de la moisson, étendent la lessive, ou bien enseignent l'abécédaire et l'histoire sainte aux enfants; cela, sous les solives brunies de leurs fermes, dans leurs champs, dans leurs cuisines aux bahuts monumentaux, aux vaisseliers de chêne bien cirés, aux vaisselles peintes, aux cuivres resplendissants. Elles apparaissaient, toutes ces femmes et ces choses, aux Payens jovials de Boiry, comme aux Demonchaux sévères de Monchy-le-Preux, comme aux Corbehem irritables de Vimy.

La bière fraîche qui mousse et déborde la chope, qu'ils la souhaitaient tous, les Gossart et les Wartelle, en chargeant à la baïonnette l'illusion de l'ennemi! Le café au genièvre, qui bout encore dans le verre où Céline verse la cassonnade, comme ils y pensaient, brasseurs, tanneurs et mineurs apprenant à tirer, un genou en terre! Le bourgogne et ses reflets fauves dans un très pur cristal, après le goût d'une dinde farcie, quel délice c'était pour la gourmandise de Cattaert, pour celle de Gheerbrandt faisant prendre à leurs hommes le pas gymnastique! Le pâté de pigeons dans sa gelée, ce timide Ledieu, cet orgueilleux Druon l'espéraient pour le soir, après la manœuvre, au milieu des faïences et des bouteilles habillées de moisissures héraldiques. Les grasses servantes qu'on embrasse, chaudes et rebelles, dans les couloirs, qu'on tripote, rieuses et dépoitraillées, à la cave, qu'on étreint, fougueuses et haletantes, à demi nues, au fond des alcôves, sur le lit qu'elles bordaient, comme ils les désiraient à cette heure, les jeunes sous-lieutenant fatigués par les maladresses de la section, époumonnés par leurs cris et leurs ordres, vexés par les remontrances que le capitaine leur avait à l'écart murmurées!

Ces tendres femmes, ces aspects de la maison, ces mets succulents de la province, ces breuvages délicieux, ces plaisirs sensuels de la Flandre, ne faudrait-il pas les abandonner tout à l'heure pour chasser de France les Prussiens attirés par l'imprudence des Tuileries? L'obstination de l'impératrice et de ses familiers, l'ignorance des ministres, la jactance de Gramont, la folle assurance de Lebœuf enlevaient à tous la sécurité de leurs joies. A ces vies plantureuses, à ces affections sûres, à ces amours faciles, fallait-il dire adieu pour aller

mourir, la poitrine sanglante, dans un village en flammes, ainsi que les cuirassiers de Reischoffen ou les turcos de Wissembourg? D'avoir tant couru en ligne, sous le sac et la toile à tente, les maçons du père Delattre regrettaient leurs tavernes et leurs pipes copieusement bourrées, une femme douce, mamelue et lascive, ses chansons dans leur chambrette et les gros baisers de leurs « p'tiots », la messe du dimanche et le jeu de boules après vêpres. L'Empereur n'avait donc pas su leur garder tout ça? Ni les tanneurs ni les brasseurs n'osaient lui en vouloir, puisqu'ils avaient voté pour lui, pour le souvenir glorieux de Sébastopol et de Solférino. Cependant ils ne comprenaient pas que l'esprit d'un Napoléon pût se trouver inégal aux événements de cette guerre déclarée par lui-même à la Prusse. Ils riaient moins aux taquineries du caporal Briois, implacable à l'égard du grand commis qui trébuchait sans cesse, du laboureur qui confondait la droite et la gauche, du coiffeur qui ne savait pas manier la tabatière du fusil, à l'égard du vannier trop petit, courbé sous le sac et la marmite de campement, à l'égard du bouvier taciturne, soucieux de bien faire. Le télégraphiste finit par craindre la sévérité de l'adjudant, et il se contenta de songer au plaisir de Maria, sa jolie dentellière, quand il lui décrirait les ridicules de ses compagnons. Elle aimait tant rire aux éclats, le soir, pendant leur promenade voluptueuse sur les remparts d'Arras. Les malices de leur passion nouaient leurs êtres en fièvre sur le banc, alors, dans les étreintes actives et silencieuses. Pour le risque de périr ou de triompher, faut-il donc abandonner ces chères délices que promet le carillon joyeux des heures au sommet du beffroi? Et la grâce de danser élégamment, comme lui, aux bals champêtres, avec tant de jeunes filles d'abord sentimentales, puis timides contre les tentatives, enfin chaleureuses, au retour par les sentes des bosquets. Et le succès de plaisanteries alertes à l'estaminet, devant les joueurs de billard épanouis en rires dans la fumée de leurs pipes, la chope au poing. Et l'amusement de manier la foudre, de transmettre les dépêches par l'appareil, si vite qu'aucun autre employé ne vous égale, ni le pustuleux Vanherdryck, ni l'adipeux Abel. Et les bons sommes dans la chambre ouverte à l'odeur des arbres, des herbes, aux premières lueurs de l'aube, aux pre-

miers trilles des passereaux. Et la vanité de se savoir un jeune homme séduisant. Et la saveur du bon grenache ou du vieux malaga, le dimanche au café Saupeur, la légère griserie qui vous rend bavard, gai, hardi, presque bondissant. Se pouvait-il que la mort effaçât brusquement toute cette existence! Non, la victoire ennoblira les heures. La croix d'honneur s'étalera sur la poitrine. Ramasser le drapeau tombé des mains faibles, l'emporter au centre de la bataille, le planter sur la barricade ennemie dans le village, et l'y maintenir comme le lion du beffroi, dans les airs, comme le Lion d'Arras! Voilà ce qui va compléter le poème de la vie. D'autres surent y réussir. Tant d'images le montrent. Ernest Briois veut devenir autant que ces zouaves, que ces chasseurs illustres. Et il allonge le pas. Il met promptement le genou en terre. Il vise droit. Il se relève d'un coup. Il excite son escouade. Il lui fredonne « As-tu vu la casquette, la casquette? » Il l'entraîne. Il la modère. Il sera tout à l'heure sergent, bientôt lieutenant, capitaine. Éprise de son héroïsme, la jolie mademoiselle de Cardenvacque l'épousera. Il aura ses chevaux, ses voitures, ses chasses. « As-tu vu la casquette, la casquette? »

— Briois! Gardez l'alignement, sacrebleu!

C'est la voix du comte de Malametz qui a surgi sur le tertre, les bottes molles, la canne à la main, les favoris au vent, et qui peste contre le flottement de la ligne, avec l'autorité d'un ancien officier aux guides de la garde impériale.

— Ils ne sauront jamais manœuvrer, ces croquants-là! — grommelle le comte. — Dire qu'en six semaines il faut les métamorphoser tous en héros. Rendez-moi, grand Dieu, prochainement après la victoire et l'abaissement de la maison de Bavière, rendez-moi notre hiver de Paris, les couplets d'Hortense Schneider, nos soupers du Café Anglais, les bals chez la princesse de Metternich, notre partie de bouillotte au Jockey, un bon roman d'Octave Feuillet, les sermons du Père Lacordaire et nos visites dans les loges de l'Opéra près de nos belles amies, de leurs boucles dorées, de leurs épaules tombantes, de leurs dentelles précieuses et de leurs sourires fardés! Et nous reviendrons reposés au printemps pour

entraîner nos meutes et nos hunters, pour semer nos betteraves et nos avoines.

— Compagnie!... A droite en ligne!... Pas gymnastique! Marche!...

— Marche! — répète le lieutenant Druon.

Mais il jure contre ce mauvais départ. Trop de mobiles sont encore chaussés des sabots qu'ils apportèrent de la ferme et que l'intendance tarde à remplacer. Ils trébuchent comme le bouvier des Demonchaux. Voilà ce qui gâte l'ensemble des mouvements. Et l'hercule de la Grand'Place qui s'arrête! Bon! la ficelle attachant le havresac aux épaules s'est cassée sur le trop large dos du coltineur. Ne touchera-t-on jamais les courroies? Everghens qui a perdu sa cartouchière! Le ceinturon de chanvre s'est dénoué autour de ce fermier ventru. Albert Druon appréhende les blâmes de ses chefs. Ah! ce n'est point facile de transformer sa mathématique d'architecte en science de lieutenant, après douze journées de conférences et d'exercices à la citadelle; surtout lorsque l'intendance ne distribue ni souliers, ni cuirs d'équipement, lorsque l'artillerie n'envoie que des fusils à tabatière ou à piston, sans même de cartouches, pour enseigner le tir, appris par soi-même, en peu d'heures, avec un chassepot, entre le maniement d'armes et le sommaire des règles propres au combat d'infanterie. Parmi ces butors de la campagne, ces malins de la ville, tant ne comprennent rien, tant dérobent leur attention. Les sous-officiers ignorent l'art de contraindre leurs hommes au rythme du pas général. L'adjudant Cattaert court en tous sens et n'obtient rien, bien qu'il crie, jure et tempête, lui qui d'ordinaire affecte le flegme anglais. Le gros Corbehem s'emporte en vain. Mieux vaut prendre par la douceur, sans les vexer, ces riches Payen de Boiry, qui pâlissent de fureur, ce Boyenval tout blême qui se désespère loin de sa vieille maîtresse et de ses chiens couchants. Et voici l'adjudant major qui galope avec son cheval bai, de compagnie en compagnie, qui gesticule, qui, de la canne, décrit dans l'air les courbes à suivre. Ce pauvre M. de Cardenvacque, qui dut abandonner sa bibliothèque, ses études archéologiques sur l'Artois, sa femme aux grands yeux tendres, ses excellents repas, et enfourcher un cheval de sa calèche,

pour se souvenir du temps où il faisait les guerres kabyles avec Canrobert et Praxi-Blassans.

Albert Druon le plaint comme il se plaint. On le payera trop cher le plaisir d'être botté, chamarré d'or sur les manches, de porter le képi à la manière du baron de Niesbach, de se cambrer dans la culotte à bande rouge et en tunique à parements, selon l'allure du commandant de Hauteclocque, d'avoir le ceinturon verni et la jumelle en sautoir du général de Praxi-Blassans, de jouer le rôle trop réel du héros bientôt éraflé par les balles ou bien éventré par l'obus. Certes, Amélie vous aime plus quand elle vous a vu défiler en tête de la compagnie, ou parader rue Saint-Aubert avec les autres traîneurs de sabre. Mais serons-nous les vainqueurs ou les morts? On a perdu toutes les parties de Wissembourg à Gravelotte, déjà. Pourquoi les Tuileries ont-ils voulu cette guerre? Pourquoi, quand ils savaient depuis Sadowa la force de l'ennemi? Pensait-on renouveler ainsi le prestige de l'Empire et lui permettre de refréner plus rigoureusement les émeutes de Paris, la révolution promise par la grève de La Ricamarie, par cette ouvrière qui vit tuer son enfant dans ses bras et qui jeta le cadavre ensanglanté à la face du capitaine commandant le feu?

A cette heure il importe de sauver la France, cet Artois plantureux, ces fabriques, ces meules énormes, cette ville ancienne dans l'anneau de briques roses et de verdure, ses remparts, ses clochers, son beffroi levant au ciel ce lion dressé contre la hampe de l'oriflamme et qui a dans le cœur l'effigie du dieu au bonnet phrygien, le dieu porte-lumière de la légion romaine, le dieu qui égorge la bestialité du taureau.

Adorer cette architecture de la Renaissance, ce beffroi, le plus beau des Flandres, quel plaisir pour Druon! et aussi de mener au combat les fils nés des familles qui, depuis le XVe siècle se perpétuèrent sur ce sol en fredonnant l'air du carillon, dans leurs chaumières, dans leurs métairies, dans leurs manufactures, puis en allant les jours de fête admirer l'orgueil du lion debout sur la couronne de la tour.

Il est là dans les nuées du ciel, pour l'espoir des quatre compagnies. Noires et bleues, elles marchent parfaitement alignées, cette fois, à distance entière. D'abord celle du solide

capitaine de Hauteclocque recrutée parmi les brasseurs et les fermiers des campagnes, qu'entraîne le gros lieutenant Wartelle, que presse le petit sergent Minart trottinant derrière. Puis celle de l'insolent capitaine de Niesbach, de son lieutenant Camus; précédant les tanneurs, les commis d'Arras, ses bouchers dont le svelte fourrier Taffin rythme les pas en criant ses « Une... Deux... Une... Deux! ». Ensuite celle du procureur Dekoninck, capitaine majestueux que suivent les maraîchers de la banlieue, les boutiquiers de la ville, ses charpentiers, ses couvreurs, dociles aux ordres des lieutenants Delœuvacque et Boudrez aussi rogue derrière son lorgnon que dans son bureau d'ingénieur. Enfin celle du capitaine Hacot composée en grande partie de chasseurs réputés, de propriétaires, de manufacturiers, de commerçants auxquels s'imposent les riches lieutenants Delebecq et Gheerbrandt, le sergent-major de Laderrière méticuleux et persifleur. Et comme leur marche régulière monte la pente du terrain, tous ensemble en atteignant la crête regardent par-dessus des feuillages encore lointains apparaître le lion debout dans le ciel d'Artois et que le soleil illumine avec le piédestal orné de sa tour.

L'architecte de nouveau salue, dans toute l'émotion de sa pensée, le chef-d'œuvre de la Renaissance flamande, le signe de pierre savamment travaillé par les siècles artistes pour indiquer aux bonnes gens du pays, aux bourgeois, laboureurs, artisans, aux corporations et aux clergés, le privilège de la ville franche, la protection qu'assuraient son évêque, ses échevins, ses milices, sa basoche, ses juges, ses avocats.

« Ses avocats, ses Robespierre, ses Carnot... », murmure avec admiration le petit-fils de Wartelle qui fut à Valmy, à Fleurus, dans la compagnie d'aérostiers sous les ordres de Juste-Émile Héricourt.

— Dans ce beffroi Robespierre est monté certainement un jour, — dit-il au sergent Vanherdrick dont l'aïeul aussi parut en ces batailles de la première République.

— Robespierre! Il se méfiait de Bonaparte.

— Il avait prévu Brumaire.

— Waterloo.

— Le retour des Bourbons.

— Et que le général victorieux se substituerait aux représentants du peuple.

— Pour abolir la République.

— Perdre la nation.

— Et voici le second empereur qui ne semble pas loin de nous livrer à son tour à d'autres Blucher.

— Après d'autres Waterloo.

Ainsi parlent les mécaniciens, lecteurs de *l'Avenir*, les rouges, leur fourrier Taffin lui-même.

— L'Impératrice se laisse gouverner par les évêques, — ajoute le fils Delebecq, — dont les curés révèlent à sa mère les amours et les pertes de jeu... Elle nous a rendu les Italiens hostiles en exigeant que Rome fût gardée par nos troupes contre les libéraux, contre Garibaldi, Victor-Emmanuel et Cavour. Elle nous a privés de l'alliance italienne.

— Ah! l'influence des jésuites! — soupire le sale fruitier Gossart en remontant d'un coup de rein le sac qui lui pèse au dos.

— Ils nous conduisent à la catastrophe, — opine sévèrement l'entrepreneur Jules Delattre, sergent-major de la Deuxième.

Et tout le long des lignes, en regardant le beffroi d'où Robespierre conquit l'avenir, murmurent les mobiles fatigués, alourdis par la terre chargeant leurs chaussures et leurs guêtres, mouillés par la sueur coulant de leurs fronts au soleil, vexés par les menaces de punitions.

Successivement les capitaines enjoignent de faire le silence; les lieutenants répètent l'ordre. Seuls obéissent les cultivateurs, dociles à l'autorité; mais ceux de la ville, hier ouvriers, commis, clercs, marchands, disent à demi-voix :

— Ravise, min fieu, si ch'ti Robespierre y regarde point de là-haut?... A ch't heure, il serait temps qu'y revienne y vir...

Et le nom de Robespierre ressuscite sur toutes les lèvres, sous les moustaches fauves de la Flandre, sous les moustaches noires de l'Espagne, dans les barbes blondes, sur les lèvres rasées.

Les mobiles ont regagné la route montante. Ils marchent

en colonne de bataillon. La clique embouche ses clairons. Le commandant de Malametz surveille en tête sur son cheval qui se dandine. Et les rouges répètent le nom de Robespierre presque tout haut pour taquiner un peu celui qui les fit tant piétiner, courir, se coucher, se relever, s'aligner. « Robespierre... Robespierre. » Et voici le télégraphiste Briois qui soudain improvise, sur l'air du carillon, un couplet allusoire, comme la malice de certains en rime chaque année pour la fête d'Arras :

Iro-tu vir à l'fête d'Arras
— Disot Jaqline a ch'gros Colo —
Ressusciter ch'not' Robespierre
Pour nous fout' Badinguet par terre

Des rires éclataient. Le mineur Flahaut répéta le quatrain avec Briois. Deux couvreurs reprennent ensuite. Les fieux de Mercatel reprirent en chœur cette interprétation fantaisiste du refrain de fête. Sur l'air du carillon, en sourdine d'abord, puis à demi-voix, presque toute la colonne se mit à chanter. Cela gagna même ceux de Monchy-le-Preux qui sont orléanistes et dénigrent Napoléon III, comme le capitaine procureur Dekoninck, comme le neveu du trésorier général Cattaert. Le capitaine de Niesbach qu'on sait légitimiste feint de ne rien entendre, enchanté probablement d'une opinion populaire propre à renverser l'Empire et à rendre vacant le trône pour le comte de Chambord. De fait, le commandant ni les capitaines n'insistent pour imposer silence à la colonne. Elle murmure sa nouvelle chanson de route, excitée par l'électricien Flament dont la tignasse enfle le képi, par ses compagnons télégraphistes, farceurs redoutés, séducteurs de servantes, buveurs et joueurs incorrigibles, tapageurs de nuit, que la discipline militaire prive de leurs plaisirs amoureux, de leurs vacarmes, de leurs émotions à l'estaminet. Cet entrain déterminerait toutes les escouades, si la plupart des villageois ne gardaient le silence obstinément par crainte de punitions et aussi parce que beaucoup votèrent pour Napoléon vainqueur tour à tour des Russes à Sébastopol, des Autrichiens à Solférino, des Chinois à Palikao, des Mexicains à La Puebla, en Asie comme en Amérique. Au reste

l'impératrice visite les cholériques dans les hôpitaux. Le petit prince est déjà voltigeur. Il a ramassé les balles à Sarrebruck. Trinité familiale fort attendrissante; autorité favorable à la prospérité manifeste de l'agriculture. Jamais la terre n'a tant rapporté. Jamais on n'eut d'aussi bonnes routes pour charrier la betterave. Jamais on n'a tant construit de fermes ni de granges. Ainsi parlent à voix basse les cultivateurs entre eux, les betteraviers de Beaurains, les éleveurs de Boiry, les maraîchers de Saint-Laurent, les métayers de Vimy, en s'imaginant leurs fermes étendues, leurs vergers pleins de pommes, leurs prés fleuris, leurs cabriolets neufs, leurs bidets rapides, leurs sœurs en fichus de soie, leurs frères en blouses neuves. Très souvent ils entendirent, dans leurs cours, prêcher pour l'Empereur les riches Delœuvacque venus en beaux cavaliers sur leurs bêtes anglaises afin d'acheter les betteraves pour leur sucrerie de Souchez, ou les de Laderrière, ces maîtres puissants de Mercatel, friands et cossus, toujours en costumes de chasseurs, qui, vers le temps des élections, promenaient la préfecture dans le break à deux chevaux attelés en poste. Les voilà maintenant sous-officiers les uns et les autres. Les frères Delœuvacque, géants et roussâtres, guident la droite de la compagnie Dekoninck. Les trois cousins de Laderrière, leurs profils aquilins, leurs maigreurs hautes, trottent en flanc de la compagnie Hauteclocque que de leurs voix aiguës ils gourmandent. Le caporal-fourrier Demonchaux, maigre, silencieux, attentif, va, ne dit mot, sous sa moustache noire, mais du geste seulement il rectifie la ligne comme il fait dans ses prairies pour avertir les bouviers et leurs chiens de rassembler, de presser les troupeaux de ses magnifiques bêtes à cornes. Sa charmante femme n'est plus là pour lui sourire sous sa coiffure brune.

Valets de ferme, moissonneurs et charretiers s'amusent de voir leurs maîtres aussi dans les rangs, sous des uniformes poudreux, le visage en sueur et les mains sales. Les Payen de Boiry, toqués, ivrognes l'un et l'autre, Auguste, le grand rouge à favoris crépus, Henri, le mince à moustaches en crocs, ne sont même ici que de simples mobiles courbés sous le sac et le poids du fusil, l'aîné entre le forgeron et le marchand de

fumiers, le cadet entre l'aiguiseur de faux et le savetier de leur village. Ils ne boivent plus du vieux cognac à chopes pleines.

Le Gheerbrandt des moulins à vapeur, soldat aussi, pousse son ventre comme il peut afin de ne point perdre le rythme du pas que lui impose la vitesse de ses mécaniciens, chauffeurs et meuniers. Narquois, ils se le montrent de l'œil. Ils ne cessent de redire le couplet de Taffin pour agacer le patron, car ce légitimiste par mariage n'aime plus la mémoire de Robespierre que déteste sa petite femme espagnole, catholique, royaliste et si passionnée.

Désespéré d'être loin d'elle, il va, se la rappelant diablesse lascive la nuit, amoureuse décente le jour, dans les allées du jardin où elle entraîne ses falbalas noirs. Il voit la rose jaune dans les cheveux. Il voit les longues boucles d'oreilles en topaze qui oscillent et mettent de fines ombres mobiles contre le brun du cou nu en collerette de dentelles. Caroline Cavrois l'aimait tant, son « Andalouse ». Lui, il va soumis et désespéré, l'esprit même captif dans ce rythme de pas militaire qui règle le sien, dans cette posture de soldat, fusil sur l'épaule, dans cette marche lourde de mille garçons dociles aux cris des sergents. Ils passent, entre les bastions de briques pourpres, le pont-levis de la porte sur le fossé. Entre les piliers de la porte monumentale ils traversent les vieux remparts, leurs épaisseurs calculées par Vauban et que couronne la force séculaire des hauts peupliers. Dans la ville, au milieu de la foule accourue, des bouquetières, des deuillants revenus, le bataillon s'engage. Clairons sonnants, tambours battants, il défile entre les fenêtres aux servantes rubicondes, aux enfants émerveillés par le cheval du comte de Malametz, par celui de M. de Cardevacque, par leurs épées au clair, par les mille bras gauches qui se balancent ensemble, par les mille têtes inclinées sur la crosse du même côté. Surpris, les badauds écoutent le murmure incompréhensible de bouches qui fredonnent, avec le nom de Robespierre, ce refrain accompagné par le carillon de midi et toutes ses notes sautantes et malicieuses, qui tombent du lion debout contre la hampe de l'oriflamme au milieu de l'azur, tandis que les derniers glas de la cathédrale incitent aux prières encore pour Caroline Cavrois,

se mêlent aux tintements des angélus annonçant la nativité de nouveaux espoirs dans le sein de la ville plus consciente de sa force.

III

Sous le lion d'Arras gardant, au cœur, le signe de Mithra et tenant haute la hampe au soleil d'or dans le ciel des Flandres, tant de fois, le carillon salua, de sa danse sonore, la force de la nation qui s'en allait, selon les ordres de Carnot, selon les paroles de Robespierre, pour obéir au Comité de Salut Public, à la Convention, aux Cinq-Cents, aux Consuls, à l'Empereur de la République, pour rompre les rangs des Impériaux, des Prussiens, des Moscovites, pour briser les couronnes, les sceptres et les trônes.

Juste Héricourt et ses aérostiers, Bernard Héricourt et ses dragons, Augustin Héricourt et ses grenadiers emportèrent l'esprit d'Arras au fort des batailles libératrices, de Jemmapes à Moscou, tandis que maître Héricourt nourrissait avec la farine de ses moulins et les blés de l'Artois, équipait avec les cuirs des tanneries, armait avec les fers des Forges, les brigades qui marchaient de capitale en capitale.

La danse des sons allègres, bien des heures, émut les Rosati, les buveurs, les dentellières, les brasseurs, les marchands et les villageois qui levaient alors les yeux vers l'horloge du beffroi si noble parmi les atours de ses sculptures, au moment où tintait l'heure de nos victoires cassant les jougs dans les Italies, dans les Allemagnes, en Pologne, proclamant les indépendances des peuples, laurant nos brigades qui suivaient leur Miranda, leur Moreau, leur Masséna, leur Championnet, leur Bonaparte jusqu'au cœur de l'Espagne où les juntes de l'Inquisition perdirent le pouvoir d'opprimer les Amériques latines mêmes. La force de l'Encyclopédie traversait les espaces de l'Atlantique.

Que Juste Héricourt pérît dans l'Océan après s'être rembarqué sur les bricks des corsaires, que les Robespierre,

puis Le Bon montassent sur l'échafaud de Thermidor, que maître Héricourt mourût, laissant à ses filles Caroline Cavrois et Aurélie de Praxi-Blassans le domaine et l'opulence des Moulins, que son fils Bernard fût tué devant Presbourg par un boulet autrichien protégeant les Kaiserlicks en fuite depuis Wagram, c'était peu de deuil, puisque l'essentiel de leur œuvre survivait par le monde.

Aux sons joyeux du carillon, les fumeurs des tavernes, en dépliant les gazettes de 1810, acclamèrent, entre les piliers des Deux Places, les libéraux du Venezuela, de la Colombie qui, les premiers, s'affranchirent, à la voix du général Miranda débarqué entre les palmes de Caracas, sous l'uniforme de la Révolution française, dans lequel dix-sept ans plus tôt, il avait, en Flandres et en Belgique, aux côtés de Juste-Émile Héricourt, commandé les troupes de la Convention contre les valets des tyrans.

Quelle fête ce fut dans la loge « Amitié » que le père de Maximilien Robespierre y avait, au milieu du XVIIIe siècle, doctement fondée!

Solide en sa carrure d'airain, le lion d'Arras, durant ces années d'apothéose, fut l'orgueil même des Héricourt, l'orgueil des Moulins et des Forges, par-dessus les cent églises et les quartiers populeux, chantant la force de leurs idées, les idées de Robespierre et de Carnot en essor autour de la planète.

Le carillon sonna, d'heure en heure, pour le réveil des enfants conçus dans le triomphe d'Austerlitz, d'Iéna, de Wagram. Ils devaient ne rien oublier de la foi mise en leur sang par leurs pères. A ces enfants qui, depuis 1814, grandirent sous le sceptre des rois ramenés par les Prussiens de Blücher, par les esclaves des tyrans, Virginie et Augustine, Cécile Héricourt, Caroline Cavrois, Aurélie de Praxi-Blassans contèrent toute la grandeur de l'effort latin, celui de leurs maris, de leurs frères, de leurs pères. Ainsi « l'enfant d'Austerlitz », Omer Héricourt, Dieudonné Cavrois, Émile de Praxi-Blassans s'instruisirent selon les paroles de leurs parents, les demi-soldes, qui furieusement avaient combattu parmi les dragons de Bernard Héricourt. Comme ils disaient bien leurs exploits! Quels enthousiasmes ils communiquaient à la jeu-

nesse de 1820 quand ils conspiraient encore pour l'indépendance de l'Espagne libérale, des carbonari napolitains, des Vénézuéliens ameutés par Miranda et Bolivar, des Grecs révoltés contre le Turc, avec lord Byron et le colonel Fabvier! A Dieudonné, Omer, Émile, à leurs camarades, quand les demi-soldes avaient parlé, le carillon du beffroi rappelait les orgueilleuses traditions de la Commune, et qu'Arras avait su les défendre contre le roi d'Angleterre, les ducs de Bourgogne, contre les rois de France, contre les princes espagnols, avant de mettre les espoirs de la cité en Maximilien Robespierre et en ses amis, en ceux qui moururent sur les champs de l'Europe pour le drapeau de la Convention devenu celui de l'empereur latin et de l'honneur national.

Les amis des Héricourt acclamèrent le chant du carillon, ce jour de 1830 où ils apprirent que Lafayette avait, par la ruse de leurs complots, rétabli, dans le soleil de juillet, avec les demi-soldes d'Edme Lyrisse, les carbonari d'Omer Héricourt, de Dieudonné Cavrois, les francs-maçons d'Arras, l'œuvre de l'Assemblée Constituante. Et le soir de 1848 où fut substituée au suffrage unique des riches la souveraineté des élites intelligentes et du peuple laborieux, par l'effort de Lamartine, de Ledru-Rollin et d'Omer Héricourt, les gens d'Arras trinquèrent au son des cloches enguirlandant de leur joie scandée le beffroi des libertés communales, tandis que les colombes s'envolaient des pignons, que les corbeaux s'envolaient des clochers, que leurs essaims clairs, que leurs essaims noirs tourbillonnaient autour du lion, debout sur la couronne ducale pour lever, dans le ciel, à la pointe de la hampe, le soleil épanoui des Flandres.

Ainsi, le fils puîné d'Omer Héricourt méditait, parlait aussi, en étudiant du haut du beffroi, avec sa filleule Marguerite, les essors des oiseaux que chassait le carillon de midi dans le soleil d'août 1870, par-dessus la ville où, là-bas, retentissait une fanfare de cavalerie prête à la guerre du Rhin, encore.

Dans la chambre du sonneur, et penchée par une lucarne vers l'espace, Marguerite demandait à Raoul Héricourt si l'aérostier de Valmy et de Fleurus, le père de la vieille tante Augustine qui fêtait son quatre-vingtième anniversaire, si

Juste-Émile l'Américain avait nourri l'espoir d'un appareil volant comme la colombe, l'aigle ou le vautour eux-mêmes, un appareil emportant avec lui cette force de la vapeur mal connue des premiers aéronautes. Raoul Héricourt le supposait sans le savoir. Comme Napoléon Ier et son Institut avaient nié la découverte de Fulton, Napoléon III, ses ministres et ses physiciens officiels niaient autant les mémoires sur le plus lourd que l'air, ceux de Raoul Héricourt. Il s'en plaignit furieusement. Marguerite en eût pleuré. Comment, à l'heure même où les hasards d'une campagne dangereuse entreprise contre la Prusse, la Bavière et les autres états des Allemagnes exigeaient l'emploi du génie français!

— On les a vaincus à Sarrebruck déjà, — répondit le sonneur en quittant son clavier.

— Sans doute, mais ce n'est là, mon pauvre ami, qu'une première rencontre de division contre garnison. Ensuite? Il y a leur multitude. Par peur de Jules Favre, rien n'a été préparé, ni l'aérostation militaire, ni l'artillerie, ni les gardes mobiles prescrites par le maréchal Niel.

Raoul Héricourt se retourna vers ce Leleu, qui l'écoutait en sa blouse, les mains jointes pieusement, et fier d'être pris à témoin par le directeur des Forges et Moulins, par ce savant qui le payait cher pour conserver en vingt cages là suspendues, pour nourrir et lâcher à point des corbeaux ou des canards, des buses, sujets d'observations méthodiques. L'odeur des plumes et des graines, occupait l'atmosphère.

— On a bien battu les Russes à Sébastopol et les Autrichiens à Solférino!...

— Ca ne prouve rien. La Prusse est plus redoutable, — dit Marguerite.

A considérer ce pauvre hère, en costume de toile crasseux, et si blême sous la chevelure jaune, le chercheur se railla. Il sourit. Quoi? Par besoin de bavardage, il s'adressait à ce nigaud, attendant de lui des répliques ou des approbations. L'esprit ne suffisait point à l'esprit. Vraiment la folie menace trop l'intelligence quand elle se passionne. Quel besoin de parler avec celui-là! Raoul Héricourt craignit, non pour la santé de son cerveau, mais pour l'opinion que susciteraient, parmi ses détracteurs, de pareilles façons. Quelles sottises

débiteraient la malveillance de la loge « Amitié », celle du Cercle Orphéonique et celle des principaux actionnaires, en apprenant ces dialogues entre le directeur des Forges et ce Leleu, dérisoire, chétif, confiné ainsi que ses parents, dans sa tour, avec sa femme malingre et ses trois enfants toussoteux? Pourtant ce Leleu se montrait capable d'observations exactes, très sincères. Brusquement Raoul le lui dit, indigné contre l'injustice secrète à l'égard de cet aide, et, aussi, pour donner à sa filleule un exemple d'équité, pour qu'elle l'admirât plus. Leleu ne savait-il pas étonnamment la vie, les mœurs, les forces des oiseaux nichés dans les vieilles pierres du beffroi ou dans les creux des sculptures?

— Bien peu de savants célèbres, — s'écria le chercheur, — sont, comme vous, Leleu, aptes à considérer le fait seul, le fait mathématique, Leleu, sans le déformer selon leurs ignorances acquises, ou les niaiseries de leur imagination, ou les erreurs de leurs théories préalables.

— Pensez-vous cela, Monsieur?

— Il me l'a dit souvent, — confirma madame Marguerite Malescot.

— Oui, je vous préfère, Leleu, à tous les barons Thénard, à tous les Quatrefages, à tous les Bonald. Ni Buffon, ni Cuvier, pas même Flourens n'auraient compris, au vol des oiseaux, le quart de ce que mon ami Mouillard et vous, mon cher Leleu, vous, dans votre beffroi, lui dans les sables du Caire, constatez de manière empirique, mais exacte. Exacte! Exacte!

Le blême Leleu sourit, s'inclina, pas très sûr au fond de sa supériorité sur ces personnages notoires. Néanmoins, l'émotion, peu à peu, empourpra sa pàleur. Ses mains sales tremblèrent. Il déniait son mérite. A vivre avec les oiseaux depuis la tendre enfance, son père étant là guetteur d'incendies, que pouvait-il faire sinon voir corbeaux, choucas, hirondelles, martinets, corneilles s'envoler, leurs petits s'essayer aux départs et les plus robustes lutter contre la bourrasque.

— Oui! — concéda Raoul Héricourt. Mais cette série de dessins sommaires qui cernent au fusain les contours des oiseaux morts ou capturés, fixés sur une page, mesurés dans

tous les sens, selon les principes de Mouillard, au décimètre et au compas. C'est du beau travail, savez-vous, Leleu. Cette collection de croquis avec leurs chiffres m'ont suggéré l'essentiel de mes espérances, je l'avoue! Si jamais je réussis à construire un « plus lourd que l'air », à quoi le devrai-je? Aux treize cent soixante-huit documents réunis à ceux de Mouillard par votre patience, Leleu. Parfaitement. De ceci se dégage une évidence de premier ordre, peut-être une théorie mécanique de l'essor... du vol planant... du vol sans battement. Comprenez-vous Leleu? Il ne me reste qu'à trouver un générateur de la force au poids léger... Il ne me reste plus qu'à...

Douloureusement Raoul Héricourt éclata de rire, en regardant sa filleule troublée par ce courroux, et qui souffrait de cette fureur. Le parrain aimait qu'elle s'émût à son intention. Et il persévère, sardonique. Il se raillait lui-même, non pas qu'il se crût certain de trouver la force utile. Il la tenait déjà; mais il apercevait son impuissance à faire adopter ses vues par la jalousie des ingénieurs officiels. Il voulait que Marguerite s'apitoyât.

— Mon pauvre Leleu, vous ne connaissez pas cette clique de fonctionnaires, ni l'animosité des politiques au pouvoir qui combattent en moi l'action libérale de Louis Blanc, de Raspail, d'Hugo, de Lamartine et de mon père.

Tout à coup il rageait furieusement :

— Ah! Marguerite, mon enfant, vous n'imaginerez pas ces blocs d'injustices et de stupidités contre quoi se brise, s'anéantit la vigueur créatrice du génie français! Nous serons vaincus par les Prussiens, Leleu, parce que les médiocres conduisent. Vous ignorez tout! Trahisons des émules! Haine des envieux! Vengeance des médiocres! Dédains et insultes des puissants, des arrivés! Leleu! Bon Leleu! Et le pis est que je veillis. Je vais décliner, mourir, Marguerite, sans avoir doté ma patrie du vol humain que mon esprit peut offrir au monde! A l'avenir du monde, Marguerite! Vous comprenez, Leleu?

Il se précipita sur Leleu. Il le prit aux épaules. Il le secoua. Satanique volontairement, il se plut à l'épouvanter par ses cris, ses invectives, ses adjurations, par la laideur de son

grand nez, de sa jambe boîteuse, de sa tignasse grise et de ses yeux derrière le binocle.

— Monsieur! Monsieur!

— C'est votre faute, votre faute, oui, Leleu, votre faute et celle de Mouillard, si je me suis obstiné dans cette recherche, si j'ai passé mes jours, mes nuits à calculer, sans jouir de la vie. Ce sont vos dessins et vos chiffres qui m'ont, Leleu, condamné à ce supplice, à cette obsession sans fin, à cette lutte sans victoire.

Il regarda Marguerite, et s'assura qu'elle partageait naïvement toute cette douleur.

— J'aurais pu, depuis dix ans, aimer de belles filles, savourer mille repas exquis, admirer des poèmes, voyager de ville d'art en ville d'art, avec vous et votre mari, Marguerite, m'enthousiasmer devant les paysages grandioses du monde entier. Au lieu de cela, j'ai bêtement peiné, peiné, peiné... à mourir. Et pour rien, Marguerite! Pour rien, Leleu! Vous entendez, pour rien! Et c'est votre faute, à Mouillard et à vous, veilleur inspiré d'Arras! sonneur de l'avenir!

Marguerite se réfugiait en un coin, tant son parrain gesticulait. Il fut content de la voir haleter, si grande, si agréable en ses vingt ans.

— Ma faute? — protesta Leleu. — Que non, Monsieur. Vous aviez ça dans le sang, Monsieur! Dans votre famille il y a eu l'Américain, l'aéronaute de Valmy et de Fleurus. Il y a eu son gendre que sa fille forçait aux ascensions. C'est le sang qui parle... quand vous cherchez. J'y suis pour peu de chose, moi, avec mes gribouillages et mes volières...

Il montrait, dans les cages de fer et d'osier, les oiseaux endormis ou sautillants, les tourterelles roucoulantes, des buses maussades en leurs masses obscures.

Raoul Héricourt lâcha Leleu, car son fréquent désir de meurtre le prenait. Saisir ce cou maigre à deux mains, et serrer, serrer, jusqu'à la fin de cette existence misérable. Voir pâlir, se ternir ces yeux incolores, et se tordre cette bouche sans lèvres, et râler cette agonie dans la barbe de chanvre, quel assouvissement pour une colère si franche! Que de fois il avait ainsi pensé tuer ses maîtresses!

— Oui, Leleu, vous avez raison. Mes aïeux me possèdent.

Ils me possèdent, Marguerite! Il le sait bien. Je le sais trop. Juste-Émile n'habite pas le fond de la mer. Il habite en son arrière-petit-neveu. C'est lui qui me tient, qui m'opprime. Il me fustige et me force à servir la manie de ma race. Oui, Marguerite, il m'empoigne là, et il me serre. Il me serre. Je ne plaisante pas. Il m'étrangle. Il me contraint par force à rechercher le sacrifice dans la gloire, moi aussi. C'est la manie de ma race! Oui, l'exemple du colonel Héricourt m'oblige, malgré ma terreur, au courage nécessaire pour mes ascensions. Il m'oblige à l'honneur, au travail exténuant, à tout ce que je déteste. La manie de ma race! Caroline Cavrois, forcée par son père, a joint aux Moulins du bisaïeul les charbonnages de l'Escarpelle et ses parts de fondatrice dans les mines d'Anzin. C'est elle qui ainsi a rendu plus importantes les Forges de Sainte-Catherine, gorgées de houille. Ce sont elle et ses ingénieurs qui, en établissant un atelier de réparations pour les machines de la gare, des sucreries, des huileries et des brasseries, ont créé un centre de recherches pareil à Fives-Lille pour l'amélioration des appareils mécaniques, pour l'invention de moteurs plus puissants et plus légers. Eh bien! Leleu, cette malice opiniâtre de ma tante Cavrois, qui m'a nommé administrateur de ses Forges, m'a mis, de cette façon, devant la possibilité de construire, un jour, le propulseur et l'hélice capable d'entraîner vers les cieux un grand vautour artificiel aux ailes étendues comme celles du gypsfulvus que j'étudiai dans les sables du Caire avec l'infortuné Mouillard... Madame Cavrois m'a fait l'esclave de sa cupidité. Et puis il y a le hasard. Pourquoi le hasard a-t-il, en 55, à Paris, mis en présence, dans l'atelier d'Ingres, ce rapin de génie et moi, moi, futur administrateur des Forges? Pourquoi nous sommes-nous plu au point de nous revoir tant de fois et de monter ensemble sur les tours de Notre-Dame dans l'intention d'observer le vol des corbeaux?

— Comme d'ici? — demanda Marguerite les larmes aux yeux.

— Comme d'ici, — répondit Raoul content de la voir pleurer. — Mouillard m'a rappelé les ascensions de Juste-Émile Héricourt et m'a demandé si j'avais hérité de ses Mémoires

aéronautiques. Et ce petit rapin lyonnais m'a fait honte de ne pas avoir mis ces papiers en ordre pour une étude. Et qui m'avait poussé dans l'atelier d'Ingres, Marguerite? Le seul désir d'avoir un portrait de mon grand'père en uniforme de dragon, dans le style de 1810, pour faire plaisir à ma mère. Oui, Marguerite, ce sont eux, le père et l'aïeul, qui m'ont poussé dans les bras de Mouillard, Leleu! chez monsieur Ingres, et qui m'ont livré à l'influence de Mouillard, qui m'ont contraint à le rejoindre plus tard en Algérie, en Égypte même, pour travailler avec lui.

— C'était dans votre sang, Monsieur, je vous dis.

— Et on se croit libre! Savez-vous, Marguerite, que monsieur Cousin, le philosophe, disserte sur le libre arbitre, en Sorbonne. C'est à mourir de rire, ma pauvre amie! A mourir de rire! Et les peuples depuis les origines se révoltent pour le nom de Liberté! Et moi-même je lutte pour rétablir la République avec Hugo, Rochefort, Louis Blanc, avec mon père qui m'a, tout petit, enseigné les noms de Brutus et de Danton, qui m'a reclus au lycée où l'on m'a révélé les crimes des empereurs romains, qui m'a renvoyé ici dans la ville des libertés communales, dans la ville des rébellions flamandes, dans la ville de Robespierre, celle où il connut les Carnot, Fouché, Joseph Le Bon, où, ensemble, ils imaginèrent la Révolution française! Et me voici républicain, prêt à mourir sur la barricade, comme Baudin, pour la Liberté. Ah! ah! ah!... Et vous êtes vrai républicain, Leleu! Et libre, mon ami? Libre de quoi faire?

— Pas grand'chose... La pauvreté m'oblige à veiller attentivement, jour et nuit, avec les miens... à servir le maire et les gens de l'Hôtel de Ville... à rester là, comme enchaîné par les devoirs de mon métier.

— Êtes-vous libre de vous tuer même? Êtes-vous libre, au moins, Marguerite, de vous précipiter par cette fenêtre sur le carreau de la Place?

— Oui, je peux me suicider... ou non.

— Pas du tout... Si vous vous jetez en bas, qui vous aura déterminé, Leleu? La misère. Qui vous aura déterminée, Marguerite? Le chagrin, le dégoût, c'est-à-dire les résultats de l'organisation sociale. Si vous vous tuez, Marguerite,

ou si vous vous tuez, Leleu, ce sont les mauvaises dispositions des lois instituées par les ancêtres qui vous auront, l'une et l'autre, conduits à cette extrémité. Et aussi une éducation insuffisante, l'influence d'un milieu immoral, mon influence, Marguerite, la chaleur étouffante, le froid excessif, un peu trop de vin, Leleu!... Vous, vous, Leleu, vous que je tiens là, entre mes mains, vous ne seriez pour rien dans votre suicide, ni dans le meurtre de votre ennemi... Rien... Rien... Rien... Mais rien. Pas ça.

Parce que deux larmes longues coulaient sur les joues de la jeune femme très pâle, Raoul Héricourt soupira d'aise. Il fit claquer son ongle sous la dent. Et de nouveau, il éclata de rire, d'un rire sardonique, coléreux, désespéré, retentissant. Puis il rajusta son lorgnon et se mit à boiter de long en large, les mains dans les poches de son pantalon, et la redingote ballante, le panama sur la nuque, la tignasse ébouriffée. L'aspect ahuri du sonneur, le chagrin de sa filleule lui étaient une jouissance.

— Tout de même... — ripostait timidement le sonneur.

— Tout de même? Quoi? Il n'y a pas de « tout de même ». Dieudonné Cavrois m'a contraint, comme sa mère, à préparer les examens de l'École Polytechnique, de l'École des Mines, parce qu'il convenait que les Héricourt demeurassent en nom à la tête des établissements possédés aujourd'hui par les actionnaires de la Banque d'Artois, des Mines de Lens et de la Compagnie Nord-Atlantique. Moi! Moi, Raoul Héricourt! Moi!

— C'est dans le sang, fit Leleu, je le dis.

— Alors où me retrouver en tout cela, moi? Un esclave des idées ancestrales, voilà ce que je suis. Je suis leur geste, leur parole. Je suis un esclave, un serviteur excédé, un forçat des ambitions et des cupidités paternelles. Marguerite, suis-je même? Moi? Existé-je? Je vous le demande, Marguerite. Je vous le demande, Leleu. Non, je n'existe pas. C'est Dieudonné Cavrois qui m'a donné le goût de la chimie, mon principal plaisir. Dix ans d'études abominables, tenaces, épuisantes, sur les explosifs dont il me fallait conquérir certaines énergies afin de les rendre dociles, de les asservir aux nécessités des travaux dans les ports, à celles du vol artificiel, Leleu. Je

vous l'ai déjà dit. Cela, mon plus extraordinaire effort d'esprit et dont je me permets d'être fier, vraiment fier! Marguerite, mon enfant, cela même, je le dois à M. Dieudonné Cavrois, de l'Institut! Oui, Leleu! De l'Institut!... Vous entendez, Leleu... Riez donc, mon ami... Riez...!

Il goûtait une étrange satisfaction à regarder sa filleule tout en douleur pour cette douleur qu'il déclamait : « Son affection devient véritable » pensait-il, « elle compatit ».

— Vous avez devant vous, — reprit-il, — non pas un homme, mais rien... rien... Un souvenir du passé. Un souffle des morts. Je n'existe pas, Marguerite! Raoul Héricourt n'existe pas, Leleu!

— Monsieur! Monsieur! Vous vous faites mal à la tête à vous agiter comme ça...

Marguerite intervint à son tour. Elle prit les mains du martyr :

— Un jour de chaleur. Ce n'est pas raisonnable, parrain.

— Voyons, Monsieur, il faut vous calmer. Qu'on vous ait fait des injustices, c'est bien sûr; mais vous réparerez ça tout à l'heure... Vous gagnerez au jeu.

— Gagner la partie?

Raoul Héricourt soufflait en s'essuyant le front. Il regarda le chétif Leleu, Marguerite en larmes, cette chambre de pierres anciennes, les cent cordes du carillon, le clavier aux manches de bois noir, les charpentes d'en haut où les cloches derrière les abat-son pendaient en ligne, et les cages, et les bêtes d'expériences. Déjà revenaient à leurs gites les choucas et les hirondelles.

— Comme son descendant, comme moi, Juste-Émile Héricourt n'a-t-il pas considéré ces choses en calculant l'essor de son ballon Arras-Egalité? Son arrière-petit-neveu n'est qu'une cervelle neuve, après tout, la même pour continuer de semblables calculs, qu'une main neuve pour les écrire, qu'une bouche neuve pour les annoncer, qu'une volonté neuve pour surgir dans les airs sous une sphère blonde, ou jaillir sous l'hélicoptère enfin stable et persistant dans sa course au zénith. J'ai plus de souvenirs que si j'avais mille ans, comme dit mon ami Baudelaire de Paris. Vous ne le connaissez pas. C'est un employé des Postes qui aime rimer.

— Monsieur! Monsieur! vous vous faites mal inutilement. Qui donc est soi-même ici-bas? Tenez, mon père, mon prédécesseur dans les livres des veilleurs d'Arras me l'avait bien dit en me cédant la place, qu'on perd son quant-à-soi. Il faut trop veiller sur la campagne pour découvrir les fumées des incendies et la campagne s'impose à vos yeux, à votre anxiété. Elle s'étend dans votre corps. Elle s'allonge par-delà vos membres. Elle vous possède. L'heure aussi vous possède, puisqu'il faut l'annoncer au carillon quand elle va tinter ses coups simples, puisqu'il faut la faire danser sur la ville quand c'est midi.

— La campagne ou l'espace. L'heure ou le temps, — ajouta Raoul Héricourt pour Marguerite Malescot.

— Ici, me disait le vieillard, on devient l'espace et le temps, on n'est plus Jacques ni Casimir. On est la campagne et l'heure.

— Votre père, Leleu, ne manquait pas d'intelligence.

— Il savait, Monsieur. On est aussi, le bruit, disait-il, le bruit de la vie. Ce bruit de la force travailleuse et militaire.

— Oui! La vie créatrice et destructive, — dit encore Raoul à Marguerite, heureux de l'éblouir spirituellement.

— Voilà le roulement des tambours. Le vent l'apporte de la citadelle. Voilà le tumulte de l'express qui parvient ici malgré la brise contraire.

— L'espace, le temps, la vie, la force, voilà ce que vous êtes, Leleu, dans votre être maladif, sous vos vêtements usés de pauvre diable. Vous êtes l'espace et le temps! tout!

— Peut-être, Monsieur. Alors, l'espace vous parle par ma bouche. Le temps vous parle par ma bouche. Vous essayez de voir là-haut, madame Malescot, le lion dressé contre la hampe de notre soleil artésien. Il représente les cinq siècles d'histoire qui nous fuient, nos âmes, comme me le dit M. l'archiviste quand il vient consulter les registres anciens des veilleurs.

Marguerite ne répondit que par un signe. Elle contemplait son parrain plus calme, qui s'était mis à une fenêtre du beffroi.

— Il y a du vrai, Leleu, du vrai dans ce que vous dites. Je m'accoude ici et voilà que, selon la parole du sonneur, vous me parlez ce matin peines, rancœurs des citoyens.

Il s'apaisait. Il se livrait au changement des idées que le sonneur avait en lui suscité.

— Chaque son de l'horloge, chaque cri de la rue, chaque retentissement du travail me parlent, à moi, de manière intelligible. Oui! oui! Est-ce notre fantaisie qui interprète leurs bruits, ou leurs bruits qui cherchent à se faire comprendre par nos cerveaux d'homme, afin d'être exprimés dans les propos des foules, afin d'agir ensuite par leurs moyens de persuasion et de lutte? Je ne sais. Mais tout chante en moi, ce matin, l'heure qui sonne, Marguerite, le refrain qui monte, le marteau qui frappe. Le temps, la vie, la force s'exaltent en moi singulièrement. En moi? Moi?

— Ici, Monsieur, on est, si haut, un passage pour les vents et les brises, pour toutes les forces. Voulez-vous, Madame, monter jusqu'au Lion. Maintenant, par l'échelle, vous verrez le force de la cité, sa vieille force.

Marguerite grimpa. Ils se trouvèrent sur la plate-forme dans le vent. Le sonneur récita son boniment :

— Le lion est en airain de Rome apporté par les légions un siècle après le Christ. Il y a la matière des cuves où l'on versait la solde en sesterces des cohortes, le jour de paye.

— Donc, ce métal, — remarque Raoul Héricourt, — donnait aux guerriers l'humeur de boire, de se parer, de s'enorgueillir et de vaincre.

— Oui, et l'image de leur dieu secret, l'image de Mithra fut rivée au fond de la cuve, quand elles se mirent au culte du dieu militaire pour ses eaux lustrales. Plus tard, les néophytes du Christ ont fondu les cuves en une masse. Elle devint le baptistère où notre apôtre saint Vaast ondoyait les Atrébates. Avec cette eau, le disciple de saint Remi donna la force du martyr, car le dieu des braves avait été, par le forgeron païen, caché sous le fond du baptistère. Quand les Barbares brûlèrent l'église, l'airain s'écoula en flots ardents dans un creux du sol. Mais la plaque d'or et le relief de Mithra ne furent pas changés par le feu. Des forgerons recueillirent le métal et ils en firent une cloche.

— Alors la matière du lion a sonné d'abord les tocsins des calamités, les joies des couronnements, les liesses des noces, les deuils des funérailles.

— Que de sièges furent soutenus vaillamment parce qu'elle appela les milices à la rescousse.

— C'est, je crois, cette cloche qui envoya les Artésiens à Bouvines et à la Croisade. Elle a tinté pour rassembler les bonnes gens qui écoutèrent les premiers poèmes d'Adam de la Halle.

— On le dit. Quand il s'agit de placer le lion des libertés flamandes sur le beffroi en construction, nos ancêtres, les batteurs de cuivre, exigèrent pour la bête héraldique un métal déjà éprouvé au service de la cité, celui des Romains. Et ils replacèrent dans le cœur du lion la plaque d'or où l'on voit le dieu Mithra, coiffé du bonnet phygien, le dieu de la lumière civilisatrice, égorger un taureau, emblème de la Barbarie.

— Regardez, Madame, regardez. Regardez par cette fenêtre ce qui brille à l'intérieur, dans le cœur du lion.

— Et le bonnet phrygien, Marguerite, a coiffé Robespierre, les deux Carnot, Fouché, Joseph Le Bon.

— A ce lion, que de siècles ont travaillé ! — soupira-t-elle. — Que de siècles ont travaillé pour créer la force de la ville, du baptistère de Saint-Waast, du marteau pilon de vos Forges.

— Pendant ces époques, le temps a regardé la vie s'agiter. Il me semble que je l'entends, le vieillard au sablier. Il dit : « Vie, scintille, étincelle, transforme, éternellement vieille et jeune. Étourdie qui toujours meurs, toujours renais, qui fustiges la ronde éperdue des soleils et de leurs planètes, la course échevelée des comètes; qui forces les peuples à multiplier, à créer leurs religions, leurs politiques, leurs commerces, leurs arts, leurs sciences, à grandir avec leurs idées, à décliner avec leurs scepticismes, à disparaître en laissant derrière leurs supplices des ruines monumentales qu'immergent bientôt la broussaille et la forèt, que rongent les flots de la mer si plaintive pour t'obéir. Va... crée... modifie... fais triompher le juste et l'injuste tour à tour. Démence! Folie! Sais-tu pourquoi je te prie, pourquoi? Tout ce que tu engendres, je le détruirai. » Et la vie répond au temps : « Tu parles comme l'esprit des hommes, ô dieu à la barbe lourde! Si la faux des anéantissements brille au bout de ton

bras, serait-ce aussi qui te coupe la connaissance des normes et des nombres que les peuples ignorent, que leurs élites supposent, mais que nous sentons comme les énergies de nos actes et j'entends le lion : Des nombres, des émeutes, des guerres, des étendards, des armes, des écus, des vaisseaux, des machines, des peuples au travail, des Prométhées créateurs... »

Ainsi divaguait Raoul Héricourt avec le plaisir de rêver, en haut du beffroi, par-dessus les toitures angulaires, les quartiers bruyants, les places encombrées.

— Quel vieux romantique je suis là! — avoua-t-il. — J'ai trop lu l'*Ahasvérus* de Quinet et les ballades allemandes. J'ai trop conversé avec Baudelaire. Écoutez Marguerite. Une heure encore a sonné. Les chaînes de la vieille horloge grincent. Les ressorts se détendent. Son mécanisme hésite. Pourtant elle agira sur les leviers, et le marteau frappera la cloche. Leleu! Préparez-vous à créer aux hommes la division du labeur, l'approche du repos et du plaisir, la permanence de la mort...

Marguerite se signa. Le vent drapait son manteau sur son grand corps.

— Oui, je suis prêt, — répondit Leleu. — C'est moi qui tiens la faux du temps pour tuer comme elle. Elle et moi nous fauchons les passions ardentes, les espoirs innocents, les souvenirs attendris. Car je sonne la destruction perpétuelle de la vie.

— Oui, oui. Le temps, la vie, apparemment, voilà les deux seuls êtres qui se puissent connaître comme des personnes. Mais nous, nous, les hommes! Hein, Leleu, nous les hommes? Hein, Marguerite? Existons-nous? Répondez-moi. Leleu, répondez-moi, je vous dis. Nous autres, existons-nous?

— Vous me faites peur, Monsieur, quand vous vous exaspérez ainsi... Comment vous répondrais-je? Je ne sais rien. Je suis là pour soigner vos corneilles, vos ramiers, vos hiboux, votre aigle.

Raoul Héricourt, qui l'avait empoigné, le rejeta :

— Idiot!... Et toi!... Et toi, Marguerite, es-tu? Réponds-moi donc!

Il lui saisit le coude en serrant, et lui fit mal.

— Parrain, mon parrain! — suppliait Marguerite qui ne retenait plus ses pleurs.

— Quoi donc?

Raoul Héricourt la regarda. Il sut que vraiment il l'effrayait. Sans doute le croyait-elle prêt à devenir fou, à moins qu'elle ne redoutât une colère pareille à celle dont il houspillait l'orpheline, autrefois, quand elle rapportait des Ursulines une mauvaise note, quand il la déclarait indigne d'un père admirable, parfaitement instruit, et qui avait su mourir à l'assaut de La Puebla, parmi ses soldats du génie, magnifiquement. Elle semblait aussi malheureuse aujourd'hui. Elle s'apitoyait sincèrement sur la torture spirituelle de son parrain, tuteur et bienfaiteur, comme il le souhaitait. Dans sa détresse il avait tant besoin de compassion. Néanmoins il se reprochait un peu de n'avoir pas dissimulé son irritation. Il avait rendu Marguerite chagrine, et Leleu triste. Mais il n'avait pu se dominer. Il lui fallait qu'on participât. Il lui fallait que cette jeune femme, éduquée par lui, s'inquiétât de ses tourments. Il ne pouvait plus supporter la solitude morale depuis qu'il vieillissait, grisonnant et boiteux.

Timide, Marguerite Malescot invoquait Descartes et sa définition du *Discours sur la Méthode*. Elle reniflait. Elle s'embrouillait dans une dialectique de pensionnat. Raoul Héricourt ne l'écouta plus. Il se vit, deux ans plus tôt, étendu sur le champ de betteraves, entre les débris de son hélicoptère, avec son désespoir et son membre rompu, la figure en sang. Les jours s'étaient ensuite succédé. En vain. Il demeurait dans le même état d'âme, avec le désespoir de la catastrophe. De plus en plus l'obsédait ce raisonnement. Lui-même n'existait pas, qui s'était ainsi trompé, lorsque tant d'études opiniâtres, de certitudes mathématiquement acquises l'avaient d'abord convaincu. D'autres éléments, des causes lointaines, hors de la raison et de ses pouvoirs, avaient donc, pendant ces travaux, faussé la logique du chercheur. Il avait été la proie de ces causes, de lois inconnues. Il n'avait pas été la force de son individu. Dès lors persistait la hantise d'être peu, rien, un simple agglomérat instable de phénomènes indéfiniment nécessités par les normes, les mères, et cela malgré son savoir, ses talents avérés, peut-être son génie...

— Suis-je? — grognait-il en dégringolant l'escalier tors du beffroi, après avoir abandonné sa filleule et le sonneur. — Suis-je?...

Il s'en allait, boitant, par les rues anciennes, sans rien voir qu'une ville trouble, obscure, des ombres grotesques ou hideuses, les stries de l'averse soudaine. Elle lui mouillait la face sans qu'il voulût même se garantir.

PAUL ADAM

(A suivre.)

LA MENTALITÉ PRIMITIVE

ET

LES MÉDECINS EUROPÉENS

Sous toutes les latitudes, sous les climats les plus divers, un des premiers rapports qui s'établissent entre les primitifs et l'Européen est celui de malades à médecin. Il est rare que l'explorateur, le naturaliste, le missionnaire, l'administrateur même n'ait pas à faire parfois fonction de docteur. Comment leurs soins sont-ils acceptés? Comment sont-ils compris? Nous avons sur ce point précis des témoignages assez nombreux et concordants. Peut-être, en les examinant, obtiendrons-nous une vue directe, et comme privilégiée, sur un certain aspect de la mentalité primitive.

Sans en préjuger par avance, sans définition préalable, laissons parler les faits. Nous verrons ensuite ce qu'on en peut tirer touchant les façons de penser et de sentir dont ils témoignent[1].

I

Nous passons tous les matins trois heures, dit Bentley, à panser des ulcères volumineux et infects, qui, sous l'influence stimulante et

1. M. Lévy-Bruhl a consacré à la mentalité primitive de nouvelles études qu'il doit faire connaître prochainement dans un volume de la collection Alcan. Nous sommes heureux de pouvoir dès maintenant publier l'intéressant travail que l'auteur a bien voulu nous communiquer.

heureuse de nos lotions, prennent vite un aspect satisfaisant. On penserait peut-être que la guérison de ces ulcères, qui datent de cinq ans, ou plus, en autant de semaines, arracherait aux témoins quelque signe de surprise ou d'admiration. On penserait aussi que ces soins médicaux, dispensés avec tant de bonté, de persévérance, et auxquels s'ajoutent, le plus souvent, le logement et la table, que ces efforts constants pour gagner la confiance et l'attachement, que tout cela enfin inspirerait parfois un peu de reconnaissance. Mais aucun signe de surprise ni de gratitude ne se manifeste, bien que le caractère des gens soit loin d'être froid. On commence à se demander très sérieusement si la reconnaissance est un instinct naturel chez ce peuple, — excepté en de très rares occasions [1].

Dans le cas suivant, le désappointement du missionnaire est encore plus vif.

Un jour ou deux après notre arrivée à Vana, nous trouvâmes un des indigènes très malade d'une pneumonie. Comber le soigna et le maintint en vie avec du bouillon de poulet; on dépensa beaucoup de temps et de peine à le soigner, car sa maison était proche de notre camp. Quand nous fûmes sur le point de repartir, il était rétabli. A notre grande surprise, il vint nous demander un présent, et lorsque nous refusâmes, il en fut aussi étonné et choqué que nous l'étions de sa demande. Nous lui fîmes entendre que c'était à lui de nous apporter un présent, et de nous témoigner quelque reconnaissance.

— Comment! Comment! — répondit-il, — vous autres blancs, vous n'avez pas honte? J'ai pris vos remèdes, j'ai mangé votre soupe, j'ai fait tout ce que vous m'avez dit, et maintenant vous me refusez une belle étoffe pour m'habiller! Vous n'avez pas honte!

En dépit de ses protestations, il n'obtint plus rien de nous [2].

On pourrait penser que les missionnaires avaient affaire là à un mauvais plaisant; mais d'autres faits tout semblables ne sont pas rares. Ainsi :

Nlemwo (un indigène qui accompagnait Bentley) nous raconte qu'un jour ils arrivèrent à un village où il y avait une personne très malade. Le docteur donna un remède à cet homme. Au retour, en repassant par cet endroit, il demanda à ce malade s'il allait mieux. L'homme répondit qu'il était tout à fait bien, et il demanda au docteur a être payé pour avoir pris son remède [3].

Tout le pays, dit encore Bentley, admire la rapide guérison du chef : on ne parle plus d'autre chose. Je suis plus connu comme le blanc qui

1. W. H. Bentley. *Pioneering on the Congo*, I, p. 444-5.
2. *Ibid.*, I, p. 414.
3. W. H. Bentley. *The life and labours of a Congo pionneer*, p. 128.

a guéri don Daniel que sous mon nom de « Bentele ». J'allai le voir : il n'était pas d'humeur très reconnaissante, tout en admettant que je l'avais guéri.

— En avez-vous fait des histoires! Il a fallu que je mange de la volaille, que je sois bien nourri! Quelles drôles de gens vous êtes, vous autres blancs! Et pourquoi ne m'avez-vous pas fait un présent en partant? Quel type avare vous faites![1]

Serait-ce là une singularité particulière aux indigènes de la région du Congo? — Tant s'en faut : nous allons la retrouver dans d'autres contrées de l'Afrique, et même dans les autres parties du monde. Par exemple, Mackenzie avait soigné et guéri un indigène, dont la figure, lacérée par un tigre, portait une affreuse blessure. L'indigène lui rend visite. Il vient, pense Mackenzie, pour faire voir que sa plaie est fermée, et pour exprimer au moins en termes touchants l'obligation qu'il a envers moi. Le visiteur s'assied, et il raconte toute l'histoire de sa blessure depuis le commencement, sans omettre un seul des divers médicaments qui lui ont été donnés, etc. Il termine en disant :

— Ma bouche n'est pas tout à fait à la place où elle était d'habitude... mais la blessure est tout à fait guérie... Tout le monde disait que je n'en reviendrais pas : vos herbes m'ont sauvé. Vous êtes maintenant mon blanc. S'il vous plaît, donnez-moi un couteau.

Je n'en croyais pas mes oreilles.

— Qu'est-ce que vous dites?

— Je n'ai pas de couteau : donnez-m'en un, s'il vous plaît. Vous voyez, — ajouta-t-il, tandis que, stupéfait, je cherchais quoi lui répondre, — vous êtes maintenant mon blanc, et je viendrai toujours vous demander!

Cela me parut un renversement des rôles extraordinaire, et je commençai à penser que la bouche n'était pas la seule chose qui fût de travers chez cet homme. J'insinuai doucement qu'il pourrait au moins me remercier pour mes remèdes. Il m'interrompit.

— Eh bien! n'est-ce pas ce que je fais? N'ai-je pas dit que vous êtes désormais mon blanc? Est-ce que je ne vous demande pas justement un couteau?

Je quittai la partie, considérant cet homme comme un cas très étrange de confusion dans les idées[2].

Il arrive que l'Européen constate quelques signes de recon-

1. W. H. Bentley. *The life and labours of a Congo pionneer*, p. 317.
2. Mackenzie. *Ten years north of the Orange river*, p. 44-5.

naissance, mais il a toujours soin de noter que c'est une exception.

Le 30, je reçus un présent, le premier témoignage de gratitude qui m'eût été offert pour mes soins médicaux (après des années de pratique). La reconnaissance est une fleur rare [1].

La plupart, après avoir reçu des soins, s'en iraient sans même dire merci, si je ne l'exigeais pas. Une seule fois, j'ai reçu un plat de nourriture, en signe de reconnaissance, et cela d'une femme, bien entendu. En revanche, il n'est pas rare qu'un patient réclame un cadeau, symptôme curieux d'une amitié naissante [2].

Pour un peu plus, dit un autre missionnaire de la même région, je serais si habitué à la mendicité qui règne ici, que je trouverais normal, non seulement qu'on ne me remercie pas, mais qu'on réclame un morceau d'étoffe ou un autre cadeau, après avoir reçu mes soins. J'obtiens, mais non sans peine, que les patients me saluent au moins en arrivant et en partant ; beaucoup semblent exiger un remède comme un dû. Il y a des exceptions heureusement, et, par-ci, par-là, un témoignage de reconnaissance me réconforte. Ainsi hier, une fillette guérie apporta... à notre bébé un superbe épi de maïs après m'avoir bien remercié [3].

En Nouvelle-Guinée, les choses se passent précisément de même.

Dans les premiers temps, dit M. Newton, un homme qui avait à la jambe des ulcères épouvantables vous demandait de le payer pour vous permettre de le soulager. Il peut paraître bizarre que ce soit le malade qui réclame des honoraires au médecin [4]...

A chacune de nos missions, on pourrait vous raconter des histoires de malades qui y sont été soignés, et renvoyés une fois guéris, et qui ont alors demandé ce que les missionnaires allaient leur donner (sous forme d'un présent de tabac), pour avoir pris tous ces remèdes des blancs, et pour être venus de si loin, pendant tant de jours, à la mission [5].

A Sumatra, les missionnaires allemands ont fait des expériences toutes pareilles.

Les Battaks reçoivent les soins médicaux... sans laisser paraître le moindre signe de reconnaissance ou de remerciement. Le missionnaire Max Bruch en rapporte un exemple vraiment classique. Sa

1. A. et E. Jalla. *Pionniers parmi les Marotse*, p. 167.
2. *Missions évangéliques*, LXXXVI, 1 (1911), p. 22 (de Prosch).
3. *Ibid.*, LXXIX, I (1904), p. 404 (Reutter).
4. H. Newton. *In far New-Guinea*, p. 272.
5. Chignell, *An outpost in Papua*, p. 206.

femme avait secouru une femme battak en grand danger et lui avait sauvé la vie. Les gens refusèrent de ramener chez elle la femme du missionnaire, et quand ils s'y décidèrent, à la fin, ils réclamèrent à M. Bruch du tabac parce qu'ils s'étaient tellement fatigués[1].

Beaucoup, disent ailleurs les mêmes missionnaires, sont reconnaissants pour les soins médicaux; mais d'autres sont assez naïfs pour penser qu'il faut qu'ils reçoivent quelque présent, parce qu'ils ont fait au missionnaire le plaisir de se laisser traiter par lui[2].

J'avais en traitement un jeune homme qui s'était grièvement blessé en abattant un arbre... Quand il fut en état de monter à cheval je le fis venir à la station pour le panser.

— Tu reviendras après-demain, — lui dis-je.

Mais il répondit qu'il préférait que je vinsse chez lui.

— Tu as pourtant plus de temps que moi.

Naïvement, il répliqua :

— Mais, réfléchis, *Tuan* (seigneur), que je n'ai pas le cheval pour rien!

La course lui coûtait cinq *cents* (quelques centimes).

— Et pour que toi, qui n'es pas pauvre, tu fasses l'économie de cinq *cents*, il faut que je continue à me rendre chez toi!...

Je fus très mortifié de voir que mes services étaient prisés si bas, et que ce jeune homme n'avait pour eux aucune considération[3].

A Bornéo, « en passant par ce village (sur la rivière Limbang), j'avais donné un peu de sulfate de zinc à un homme qui avait mal aux yeux. Le remède avait sans doute agi, et, en signe de reconnaissance, l'homme m'apporta un pot d'arack, et insista pour m'en faire boire... Je cite ce trait, attendu que, quelle que soit la gratitude de leur cœur pour un service rendu, les indigènes ne la montrent guère. Je n'en ai pas vu six exemples pendant tout mon séjour en Orient[4].

M. Williams écrit, de son côté :

Une expérience de quatre ans chez les indigènes de Somosomo (îles Fidji) m'a appris que si l'un d'eux, malade, recevait de moi un médicament, il me considérait comme obligé de lui donner de la nourriture. Le fait de recevoir cette nourriture constituait pour lui le droit de me réclamer des vêtements. Ceux-ci obtenus, ils se croyait dès lors autorisé à me demander tout ce qu'il voulait, et à m'injurier si je n'accédais pas à ses requêtes déraisonnables. J'ai traité le vieux roi de Somosomo, Tuitkatau II, pour un dangereux accès de maladie que les docteurs indigènes ne pouvaient soulager. Pendant les deux ou trois jours où il reçut mes soins, il fit venir de chez moi du thé et de

1. *Berichte der rheinischen Missionsgesellschaft*, 1900, p. 294.
2. *Ibid.*, 1902, p. 225.
3. *Ibid.*, 1909, p. 225.
4. Sir Spenser St John. *Life in the forests of the Far East*, II, p. 132-33.

l'arrowroot, et quand il fut rétabli, sa fille vint me trouver pour me dire qu'il ne pouvait pas bien manger, et qu'il l'envoyait me demander un pot en fer pour faire sa cuisine! Encore un exemple. Le capitaine d'un bateau de bêche de mer entreprit de soigner un indigène dont la main avait été fracassée par un mousquet qui avait éclaté. L'armurier du bord fit l'amputation, et l'homme fut entretenu sur le bateau pendant près de deux mois. Quand il fut guéri, il dit au capitaine qu'il retournait à terre, mais qu'il fallait lui donner un fusil, pour le payer d'être resté à bord si longtemps. Naturellement sa demande fut repoussée. Après lui avoir rappelé la bonté qu'on lui avait témoignée, et à laquelle il devait probablement la vie, on renvoya à terre cet individu peu raisonnable. Il y montra son sentiment de gratitude en mettant le feu aux séchoirs du capitaine, qui perdit de ce fait du poisson pour une valeur de trois cents dollars [1].

II

Dans les cas que nous venons de citer, et dont la liste pourrait être allongée indéfiniment, la conduite des indigènes qui ont reçu les soins des Européens paraît déraisonnable et même inexplicable. Ceux-ci, selon leur tempérament, en ressentent plus ou moins de surprise, de colère, de découragement, ou d'indignation amusée. Les uns se fâchent pour de bon, les autres haussent les épaules. Aucun, à ce qu'il semble, ne se demande s'il n'y a pas là un problème psychologique à résoudre, et si le malentendu entre le docteur blanc et son client ne proviendrait pas d'une incompréhension mutuelle. Le docteur a une certaine idée de la maladie et de la thérapeutique : cette idée lui paraît si naturelle, qu'il la suppose présente aussi chez l'indigène. En fait, celui-ci en a une très différente. Si le médecin blanc prenait la peine d'examiner de près comment l'indigène se représente les soins dont il est l'objet, il s'étonnerait moins de les voir si mal compris, si peu appréciés, et même de s'entendre réclamer une indemnité pour sa peine.

En premier lieu, aux yeux de la mentalité primitive, guérir une maladie, comme on sait, c'est vaincre le charme qui l'a causée par le moyen d'un charme plus fort.

Même dans les cas les plus simples, les *lingaka* (docteurs indigènes)

1. Williams, *Fiji and the Fijians*, I, p. 128-9.

impriment dans les esprits la croyance que, tout en donnant des médicaments, c'est eux, et non pas ces médicaments, qui sont cause de la guérison. Ils agissent magiquement sur la maladie par le pouvoir qu'ils possèdent, et ils ne la guérissent pas par le simple effet des drogues[1].

C'est essentiellement, selon l'expression de miss Kingsley, l'action d'un esprit sur un esprit. Si les indigènes attribuent quelque vertu aux remèdes eux-mêmes, elle consiste uniquement à être les véhicules du pouvoir magique.

Comment, dès lors, auraient-ils une idée différente des remèdes que les Européens leur prescrivent? La maladie provient de la présence d'une puissance nocive dans le corps : la guérison a lieu lorsque le « docteur » a su l'en faire déguerpir. Quand le médecin blanc soigne un ulcère, par exemple, il va de soi, à ses yeux, que son malade saisit le rapport, plus qu'évident, qui existe entre les pansements, les remèdes, etc., d'une part; et de l'autre, la plaie à assainir, à circonscrire, et à cicatriser. Or, en fait, ce rapport échappe à la mentalité primitive, du moins avant qu'elle se soit modifiée au contact prolongé des blancs. Indifférente à la liaison des causes secondes et de leurs effets, même lorsqu'il suffirait du plus petit effort pour la découvrir, elle ne la voit pas, ou du moins elle ne s'y arrête pas : son attention est tout entière ailleurs. Pour elle, les causes secondes ne sont pas vraiment des causes, à peine des instruments, qui pourraient être différents. Un résultat n'est jamais obtenu que par des forces magiques et des influences mystiques mises en jeu.

Par suite, les indigènes pourront bien se soumettre à un traitement long et compliqué, mais ils ne se demanderont pas pourquoi on exige qu'ils le suivent. Ils n'y comprendront rien, et souvent, par leur négligence à se conformer aux prescriptions les plus indispensables, ils feront le désespoir de leurs médecins. A leurs yeux, elles sont sans importance, et la guérison devrait se produire, même sans elles, instantanément. En général, ils prennent volontiers les médicaments européens, quand ils ont confiance en ceux qui les leur offrent, parce que cela les amuse, et qu'ils les supposent chargés de propriétés mystiques bienfaisantes. Mais cela ne

1. Mackenzie, *Ten years north of the Orange river*, p. 389.

veut pas dire qu'ils en saisissent la nécessité, ni même l'utilité.

Ce qui est un peu décourageant, écrit un missionnaire chez les Barotse, c'est l'impossibilité d'obtenir des malades de suivre un traitement régulier et de longue durée, soit médical, soit chirurgical. Plusieurs opérés ont ainsi disparu le lendemain même de leur opération, pour ne revenir que quatre ou six jours plus tard, leur pansement enlevé, la plaie à nu. Heureusement que leur robuste constitution permet des guérisons qu'on n'obtiendrait jamais en Europe[1].

... J'arrêtai l'hémorragie (blessure de la carotide), et j'insistai pour qu'on apportât le patient à la station, mais ses parents n'y consentirent pas. Je le soignai plusieurs jours de suite. L'inflammation et l'enflure diminuèrent au point qu'il pouvait causer et manger sans trop de peine. Mais un jour ne s'avisèrent-ils pas d'enlever le pansement? (Les Zambéziens croient que nos remèdes doivent agir comme des charmes, instantanément). Quand j'arrivai, l'homme exsangue allait expirer[2].

Les indigènes avaleront tout ce qu'on voudra, dit M. Germond, mais l'effet d'un remède doit être immédiat. Parlez-leur de régime, de traitement, de mesures hygiéniques : ils ne vous écoutent pas[3].

Les Béchuanas, écrivait Moffat, aiment passionnément les médicaments... Peu leur importe qu'une potion soit nauséabonde au dernier point : même après avoir pris de l'assa-fœtida, ils se pourlècheront les lèvres. Un jour, j'avais fait dire à un malade qui demeurait à quelque distance d'envoyer chercher son médicament. Sa femme vint. Après avoir préparé une potion amère, je la lui remis, en lui recommandant de la faire prendre à son mari en deux fois, au coucher du soleil, et à minuit. Sa figure s'allongea, et elle me demanda instamment de permettre qu'il la prît en une fois, parce qu'elle craignait qu'à minuit ils ne fussent tous deux endormis. J'y consentis... et la voilà qui avale la potion!

— Mais elle n'est pas pour vous, — m'écriai-je!

Elle se léchait les lèvres, avec le plus grand calme, et elle me demanda si le fait qu'elle l'avait bue ne guérirait pas son mari[4].

Les histoires de ce genre, pour incroyables qu'elles paraissent, sont loin d'être rares.

Le docteur... eut beaucoup de peine à les faire rester tranquilles jusqu'à ce que les ulcères fussent guéris. Un médecin qui aime son métier n'est guère encouragé par la clientèle noire. Ils avaleront

1. *Missions évangéliques*, LXXIX, I (1904), p. 404 (Reutter).
2. A. et E. Jalla. *Pionniers parmi les Marotze*, p. 189.
3. *Missions évangéliques*, LXXI (1896), p. 19 (Paul Germond).
4. Moffat. *Missionary labours and scenes in South Africa*, p. 591-2 (note).

tant qu'on voudra de « petites balles » (c'est le nom qu'ils donnent aux pilules); mais ils ne prêteront aucune attention au reste de ce qu'il prescrit. Une jeune fille indigène fit tomber par terre un revolver; le coup partit, une balle lui traversa la jambe et alla se loger dans la cuisse du côté opposé. Par bonheur, le Dr Laws, de Livingstonia, se trouvait là. Il pansa les plaies, et dit à la blessée qu'il ne fallait pas bouger. Nous l'avions presque tous crue tuée sur le coup. Jugez de la surprise du docteur lorsque, venant la voir le soir, il la rencontra sur le seuil de la porte [1]!

Dans l'Ovamboland (ancienne Afrique occidentale allemande) :

... des gens viennent souvent de loin chez le missionnaire chercher des remèdes; il leur demande :

— De quoi se plaint le malade?

Régulièrement ils répondent :

— Je n'en sais rien. On m'a seulement envoyé chercher une médecine.

Les indigènes semblent penser que les missionnaires possèdent une sorte de panacée, qui sert dans tous les cas [2].

Chez les Fân (Congo français) :

Un des grands étonnements des malades est de voir que le médecin blanc administre simplement le remède, sans employer ni chants, ni exorcisme, ni conjurations d'aucune sorte.

— Rien d'étonnant à ce qu'un pareil remède n'agisse pas, me disait un jour un brave homme de noir, qui comprenait un peu le français; le médecin n'a rien dit ni avant ni après. Ou plutôt si, ajoutait-il, il n'a dit qu'un mot : « Avale! sale nègre! » Alors, tu comprends, ça n'a pas produit d'effet...

Nous avons connu et eu pour ami un brave médecin qui donnait toujours ses consultations et opérait ses malades en chantant quelque gai refrain.

— Cela les amuse, disait-il.

Les noirs avaient en lui une grande confiance :

— Celui-là au moins, me disait un jour l'un d'entre eux, n'est pas comme les autres! Il chante comme nos féticheurs!

Si le médecin avait su la cause de la popularité dont il s'enorgueillissait et qu'il attribuait à sa science [3]!

Dans d'autres sociétés inférieures, fort loin des précédentes, on ne comprend pas davantage en quoi consiste le traitement

1. Macdonald. *Africana*, II, p. 217.
2. *Berichte der rheinischen Missionsgesellschaft*, 1905, p. 189.
3. R. P. Trilles, *Le totémisme des Fân*, p. 112 (note).

médical ou chirurgical des Européens. Si l'on s'y soumet, c'est pour diverses raisons dont les médecins ne se doutent pas. A quoi servent réellement les remèdes employés, l'indigène n'en a nulle idée, et ne s'en préoccupe pas.

Aux îles des Amis, un homme vint trouver M. Thomas, et lui demanda de réparer une paire de lunettes, qui lui avait été fournie quelque temps auparavant par le magasin de la mission. Elles ne lui allaient pas bien, disait-il, et pourtant il en avait pris le plus grand soin : il les avait couvertes entièrement d'huile de noix de coco [1] (sans doute en signe de respect et d'hommage).

Sur la rivière Mimika (Nouvelle-Guinée hollandaise), les indigènes... se faisaient souvent des coupures assez profondes, avec nos haches et nos couteaux, avant d'avoir appris à en connaître le tranchant, et leurs blessures guérissaient avec une rapidité étonnante... Le seul ennui venait de ce qu'ils aimaient à ôter leurs pansements pour s'en faire des ornements personnels [2].

M. Chignell dit de même, au sujet de ses Papous :

Il est difficile, — parfois même je trouve que c'est tout à fait impossible, — de se faire comprendre de ces gens. Un homme viendra vous trouver avec un ulcère grave. Vous le pansez, vous y mettez un bandage, et vous lui dites de revenir le lendemain sans faute. Il oublie tout, ou bien vous le voyez reparaître au bout d'une semaine, et il vous dira qu'à son avis le *fio* ne fait pas grand bien... Peut-être les Papous pensent-ils que le remède est une sorte de charme, et qu'il aurait dû agir instantanément [3].

Telle est certainement leur idée, et d'autres observateurs l'affirment sans hésiter.

Les pauvres patients étaient fort étonnés et déçus de ce que M. Patteson ne les guérit pas par miracle [4].

A Bornéo (Kwala Kapuas) :

... il faut que les remèdes soulagent tout de suite les malades. S'il en est ainsi, tout va bien, et on remercie le Seigneur. Si le succès n'est pas immédiat, on commence à douter de la bonté de Dieu [5].

1. *The Wesleyan missionary notices*, VI (1848), p. 170 (*Journal of the Rev. Lawry*).
2. Wollaston. *Pygmies and Papuans*, p. 167.
3. Chignell. *An outpost in Papua*, p. 205.
4. E. G. Armstrong, *The history of the Melanesian mission*, p. 44.
5. *Berichte der rheinischen Missionsgesellschaft*, 1888, p. 141.

A Sumatra, chez les Battaks :

... A peine le missionnaire Schrey avait-il ouvert sa petite boîte que tout le monde se disait malade et voulait avoir son remède. L'un toussait, l'autre avait la fièvre, un troisième se plaignait de douleurs dans les membres, etc. Chacun recevait son médicament et s'en allait satisfait : mais ils étaient très surpris si la maladie ne disparaissait pas sur-le-champ[1].

Enfin, pour ne pas prolonger cette énumération de faits, M. Nordenskiöld a fait une observation toute semblable dans le grand Chaco, en Amérique du Sud.

J'ai moi-même eu quelquefois l'occasion, pendant mon séjour chez les Indiens, d'exercer le métier de médecin. Il est impossible d'astreindre un Indien à se faire soigner pendant longtemps. Ils doivent être guéris tout de suite, sans quoi ils n'usent plus de médecines. La morphine, la cocaïne et l'opium sont les seuls remèdes qu'ils apprécient[2].

Quand Bentley s'attendait à voir des Congolais s'émerveiller de ce qu'il avait guéri en cinq semaines des ulcères invétérés, il était loin de compte. S'il les avait guéris en cinq minutes, les indigènes n'en eussent pas été surpris davantage. La disparition de l'ulcère est due à l'action d'un charme; pourquoi n'aurait-elle pas lieu en un clin d'œil, si le charme est assez puissant? Le blanc est un grand magicien. S'il le voulait, l'indigène serait délivré de son mal en un instant. A quoi bon ces médicaments si nombreux, ces prescriptions, ces précautions, le régime, et le reste?

Ainsi s'explique, pour une grande part, la répugnance des indigènes à se laisser transporter chez les blancs pour y être soignés, et la difficulté de les retenir dans un hôpital, quand on a pu les décider à y entrer. Ils ne comprennent pas que pour les traiter, il faille du temps; ils ne se rendent nullement compte de l'utilité de ce qu'on leur prescrit, et d'autre part, ils éprouvent de la défiance et de la crainte. Le Dr Bellamy a bien décrit, sur ce point, les sentiments des Papous de la Nouvelle-Guinée anglaise.

1. *Berichte der rheinischen Missionsgesellschaft*, 1906, p. 174.
2. Nordenskiöld, *La vie des Indiens dans le Chaco*, p. 95.

Ils ne se prêtent guère volontiers à être traités, et jusqu'à présent, ils ne sont pas arrivés à concevoir que l'hôpital est fait pour leur bien [1].

Aux îles Trobriand :

... La perspective d'un traitement systématique, qui éloigne un homme ou une femme de son village, de ses jardins, de tous les siens, est fort loin de lui être agréable. En outre, les docteurs indigènes des Trobriands, les *Tomegani*, ont traité des cas analogues, et les gens ont continué à mourir. Quelle apparence y a-t-il que les remèdes des blancs guérissent une maladie des Papous? Voilà comment ils raisonnaient. L'histoire des six premiers mois de l'hôpital est celle d'une lutte inégale contre le préjugé indigène, la superstition indigène, la stupidité indigène... Leur manque de foi dans les remèdes *Guhamina* (européens) était lui-même une circonstance défavorable. Beaucoup des cas que l'on eut d'abord à soigner étaient des pires que l'on pût trouver (maladies vénériennes invétérées). Les malades étaient disposés à permettre un essai de trois jours, pas davantage. S'il n'y avait pas de mieux après ce délai, à quoi bon continuer? Leurs jardins, leur pêche, leurs embarcations, les réclamaient. Et ainsi, à la faveur de la nuit, ils s'échappaient de l'hôpital, isolément ou deux par deux [2].

Avec le temps, la situation s'améliore, et les indigènes apprennent à apprécier les services que l'hôpital leur rend.

En Afrique australe, il a fallu vaincre les mêmes méfiances.

Un vieillard, chef de plusieurs villages, atteint de cécité, entendit parler de moi, et crut, d'après ce qui lui fut rapporté, que je pourrais lui rendre la vue... Il consent à être opéré... Mais dès que je mis à l'accomplissement de son désir la condition qu'il passerait quelques jours à Thabu Bossiou, dans une maison chrétienne quelconque, tout changea de face. J'eus beau lui expliquer...

— J'ai peur d'aller demeurer chez des chrétiens, je crains qu'ils n'exercent quelque sortilège sur moi.

Il renonça à être opéré [3].

Ils ont leurs médecins à eux, les *ngaké*... dont ils estiment que les drogues doivent guérir les noirs, comme nos remèdes à nous sont bons pour les blancs. Ceci n'est pas spécial au Zambèze, mais peut-être les Zambéziens sont-ils encore plus rebelles que d'autres tribus à une médication scientifique.

Ils ont, en tout cas, une peur instinctive des amputations...

1. *Annual Report. British New-Guinea*, 1907, p. 76.
2. *Ibid.*, 1908, p. 109-110. Cf. *Annual Report, British New-Guinea*, 1910, p. 150.
3. *Missions évangéliques*, XXII (1847), p. 406-7 (Dr Lautré).

Le Dr de Prosch écrivait encore :

L'hospitalisation est peu goûtée par nos noirs. Une nourriture abondante assurée, une habitation propre, les soins les plus complets ne sont pas des avantages suffisants pour contrebalancer la défiance dont nous sommes encore l'objet de la part de tous ceux qui ne nous connaissent pas de près... Puis, on ne se résout pas à se séparer du confort païen, si je puis ainsi appeler la malpropreté qui est le milieu habituel de nos pauvres gens. Nous ne nous doutons pas combien nos manières mettent mal à l'aise nos indigènes. Je pourrais citer des cas où des malades gravement atteints, auxquels j'ai accordé toute espèce de facilités, dont j'ai reçu les parents en visite avec des plats de lait caillé, se sont clandestinement échappés pour se cacher et se mettre à l'abri de la charité chrétienne [1].

Ainsi, même une longue familiarité avec des Européens réconcilie difficilement des indigènes déjà avancés, comme les Bassoutos, avec la médecine et les hôpitaux des blancs.

Le gouvernement du Lessouto a placé des médecins dans les villages administratifs en établissant la règle que toute consultation ou tout remède serait payé cinquante centimes : cela, pour permettre même aux plus pauvres noirs de profiter des bons offices de ces docteurs. Et il a fondé deux hôpitaux... Voici comment les Bassoutos ont réagi : « Les remèdes des médecins du gouvernement ne valent rien, ce n'est que de l'eau. Car pour dix sous que peuvent-ils donner sinon de l'eau? On peut aller chez un médecin blanc une ou deux fois, mais pas trois, car à la troisième il dirait qu'on gaspille ses remèdes, et il vous préparerait une bouteille avec du poison dedans, pour se débarrasser de vous. A l'hôpital, on vous prendra vos habits, et vous ne les reverrez plus. On vous privera de nourriture, et quand quelqu'un mourra, on mettra le cadavre dans une maison spéciale, pour l'y couper en morceaux. » Et ainsi de suite [2].

Selon M. Dieterlen, ces mauvaises dispositions proviennent de ce que « les noirs pensent que les blancs leur veulent du mal, ou ne leur veulent pas du bien. Ils ne croient pas à leur désintéressement ». Ils se méfient, ils ont peur d'être trompés, dépouillés, lésés, conduits à leur perte. « Ces sentiments leur sont naturels, innés; ils sont irrésistibles, indéracinables... » Il se peut, et c'est une expérience amère qui s'exprime ainsi par la bouche du missionnaire attristé, mais non décou-

1. *Missions évangéliques*, LXXXVI, I (1911), p. 20-21.
2. *Ibid.*, LXXXIII, I (1908), p. 308 (Dieterlen).

ragé. Toutefois, comme on l'a vu plus haut, la répugnance des indigènes à entrer et à demeurer à l'hôpital ne tient pas seulement à une défiance générale et incurable, mais aussi au fait qu'ils ne comprennent rien aux soins dont ils y sont l'objet, surtout quand on leur demande des jours, des semaines, parfois même des mois pour obtenir un résultat qui, selon eux, devrait être immédiat. C'est précisément ce long séjour qui éveille le plus leurs soupçons. Quelles peuvent bien être les intentions du médecin blanc, grand magicien, qui les retient ainsi? Que va-t-il pratiquer sur eux?

Les termes du malentendu que nous signalions entre le malade indigène et son docteur européen se sont donc précisés. Plus le médecin s'est donné de mal pour son client, plus le traitement a été difficile et compliqué, surtout s'il a dû hospitaliser chez lui le malade, le nourrir, le soigner, lui faire suivre un régime, — plus il croit avoir acquis de droits à sa reconnaissance, et plus il s'attend, pour le moins, à des remerciements. Or, l'indigène le remercierait sans doute, s'il avait été guéri en un instant, si, comme il s'y attendait, les médicaments avaient produit l'effet d'un coup de baguette magique. Mais toutes les circonstances dont le médecin se fait un mérite indisposent au contraire et inquiètent son malade. Les jours passent, les drogues succèdent aux drogues, les pansements aux pansements; le patient s'y soumet, de plus ou moins bonne grâce, mais il juge que le blanc doit lui en savoir gré, et que c'est lui, le patient, qui aurait droit à des remerciements. Au fur et à mesure que la cure se prolonge, le médecin devient de plus en plus l'obligé du malade qui s'y prête. C'est ce qu'a bien vu le R. P. Trilles, dans le passage que nous avons cité tout à l'heure, quand il écrit :

Bien des fois, les Européens se sont étonnés et indignés de voir les indigènes qu'ils avaient ainsi soignés, loin de leur en être reconnaissants, leur en demander au contraire le paiement. Malade et médecin ont raison, chacun à leur manière; le médecin, avec nos idées européennes et chrétiennes, s'indigne avec raison de voir son dévouement, presque toujours désintéressé, ainsi méconnu; le malade, lui, a également raison : il croit avoir été, dans la circonstance, un simple sujet d'expérience[1].

1. R. P. Trilles, *Le totémisme des Fân*, p. 412 (note).

III

Il reste, semble-t-il, à expliquer l'obstination étrange de l'indigène qui, pour avoir été soigné par le médecin européen, lui réclame un présent, en annonçant même souvent son intention de venir en demander d'autres, indéfiniment. S'il essuie un refus, il devient grossier, il injurie, et, quand il l'ose, il se venge. Il a l'attitude, il exprime la surprise et l'indignation d'un homme que l'on frustre de ce qui lui est dû. La sincérité et la violence de ces sentiments ne sont pas douteuses.

Pour en comprendre l'origine, il faut remarquer qu'ils ne se manifestent pas seulement lorsqu'un indigène a reçu, plus ou moins longtemps, les soins médicaux d'un Européen. On les voit se produire à l'occasion d'autres services rendus, en particulier, quand un blanc a sauvé la vie d'un indigène qui allait être victime d'un accident. En voici quelques exemples.

Un canot chavira (sur le Congo) dans le tourbillon au large de Underhill Point. Deux hommes furent noyés; mais le canot que Crudgington avait envoyé aussitôt au secours des naufragés parvint à sauver le troisième et le ramena vivant au rivage. Le lendemain, avant de partir, cet homme demanda à Crudgington de « l'habiller ». Sur le refus du missionnaire, il se mit à exprimer son indignation contre l'avarice du blanc, et il devint très insolent. Sur quoi, Crudgington l'enferma dans le magasin, et il ne consentit à le relâcher que contre le paiement de deux chèvres : une pour l'homme qui l'avait tiré de l'eau et l'autre pour Crudgington lui-même, parce que c'était son canot qui avait servi au sauvetage. Les chèvres furent payées, et il faut espérer que la leçon ne fut pas perdue [1].

Rien n'est moins sûr, et ni Crudgington, ni Bentley ne semblent s'être rendu compte de ce qui se passait dans l'esprit de l'indigène. Voici un autre fait tout semblable, rapporté encore par Bentley.

Le chef suprême dans la localité de Ndandanga, était un certain Tawanlongo. Un chef secondaire, nommé Matuza Mbongo, avait grandi récemment en influence. Sa femme mourut en couches, et le bruit courut qu'avant de mourir elle avait vu en rêve Tawanlongo. Matuza saisit cette occasion de faire disparaître le dernier obstacle qui

1. W. H. Bentley. *Pioneering on the Congo*, I, p. 476.

le séparait du rang suprême. Tawanlongo n'était pas aimé... Comme on s'amuserait à voir le vieux chef boire lui-même le poison d'épreuve (*nkasa*), chanceler, tomber, et être jeté au feu! Il n'était même pas nécessaire de faire appel à un devin : la femme n'avait-elle pas vu le chef dans son rêve? Quelle preuve pouvait être plus claire que celle-là? Tawanlongo était un sorcier.

Les missionnaires s'interposent, et ils obtiennent que l'ordalie n'ait pas lieu. Toutefois, les indigènes ne tinrent pas leur parole à la lettre, car ils firent tout de même boire le *nkasa* à leur chef; mais l'infusion préparée fut si faible, qu'il la vomit, et ainsi son innocence fut établie. Le chef m'envoya un message très reconnaissant, où il déclarait qu'il me devait la vie, à moi seul... Beaucoup d'autres firent la même réflexion. Néanmoins, quelques jours après, il vint me voir les mains vides, et il me dit qu'il espérait bien que j'allais montrer ma satisfaction de le voir échappé au danger en « l'habillant ». Je lui donnai six pieds d'étoffe, un couteau, un chapeau, et encore quelques menus objets, quoique je ne visse pas très bien la nécessité de lui donner quoi que ce soit. Au lieu de me remercier pour cette nouvelle bonté, il se mit à m'injurier parce que je ne lui faisais pas un présent beaucoup plus considérable. Il me dit que j'étais d'une avarice éhontée, et il partit furieux contre moi [1].

De même au Gabon :

Vous sauvez la vie à un individu : attendez-vous à recevoir bientôt sa visite; vous êtes devenu son obligé, et vous ne vous débarrassez de lui qu'à force de présents et de cadeaux [2].

A propos d'autres services qu'on leur a rendus, les indigènes manifestent des exigences analogues, en particulier pour l'instruction et les soins donnés à leurs enfants.

Nous élevons leurs enfants, nous leur donnons la nourriture, le vêtement, le logement et tous les soins intellectuels et moraux. Eh bien! ils s'étaient mis en tête que nous devions offrir un paiement à chaque enfant et à leurs parents [3].

Le P. Bulléon dit de son côté :

Les élèves sont complètement à la charge de la mission. On les nourrit, on les habille, on les instruit, on leur apprend un métier sans la moindre rétribution. Heureux quand les parents ne viennent pas vous demander de cadeaux, et vous faire payer le bonheur d'entre-

1. W. H. Bentley. *Pioneering on the Congo*, I, p. 475-6.
2. R. P. Bulléon. *Sous le ciel d'Afrique* (1888), p. 61.
3. *Missions catholiques*, XV (1883), p. 39 (Lettre du P. Angouard, Moussorongos, Haut-Congo).

tenir leurs enfants ! Et remarquez qu'on ne reçoit que des fils d'hommes libres, et que la plupart sont même fils de rois ou de chefs de village [1].

Chez les Béchuanas, les parents ont cessé d'encourager les enfants à venir à l'école, préférant sans doute les envoyer aux champs, nettoyer le blé, ou paître le bétail. Quand nous avons demandé à ceux-ci pourquoi ils ne continuaient plus à nous envoyer leurs enfants, ils nous ont répondu que nous ne les payions pas ou que nous les payions trop peu [2].

Pareillement, à Tahiti, « quelques-uns des élèves semblaient penser qu'ils accordaient une faveur aux missionnaires en venant apprendre, et qu'ils avaient droit à être payés pour cette raison [3] ».

Un dernier fait significatif. Le capitaine Lyon raconte l'histoire d'une vieille femme esquimau qu'il a trouvée sur son chemin, abandonnée, à moitié gelée, presque mourante.

Je n'oublierai jamais, écrit-il, l'état misérable et l'aspect sordide de cette femme; mais je ne puis décrire la surprise que j'éprouvai lorsque, en voyant les couvertures et les fourrures où on allait l'envelopper pour la porter à bord de mon navire et l'y soigner, elle se tourna vers moi, et me demanda ce que je lui payerais pour sa peine [4].

Tous ces faits impliquent la même incompréhension mutuelle que nous avons signalée et analysée plus haut. Le blanc trouve déraisonnable, extravagante, inexplicable, l'exigence de l'indigène. Celui-ci réclame une indemnité qui lui serait due parce qu'on lui a sauvé la vie, ou parce qu'on entretient ses enfants! De son côté, l'indigène est indigné de la petitesse, de la mesquinerie, de l'avarice éhontée du blanc, qui est si riche, et ne rougit pas de frustrer de pauvres gens de ce qui leur revient ! Peut-être la cause du malentendu apparaîtra-t-elle, si, ici encore, au lieu d'admettre sans examen que les indigènes interprètent et ressentent comme les Européens ce qui s'est passé, on fait effort pour voir les choses de leur point de vue et pour entrer dans leur façon de sentir et de juger.

Le missionnaire Crudgington a sauvé un noir Congolais qui allait se noyer. Il s'attend à des remerciements, et même à recevoir un témoignage de reconnaissance : il prête à

1. R. P. Bulléon. *Sous le ciel d'Afrique (au Fernan Vaz)*, p. 110.
2. *Missions évangéliques*, XII (1837), p. 40 (Arboussel).
3. Ellis, *History of the London missionary society*, p. 190.
4. *The private Journal of Captain Lyon*, p. 385.

l'indigène les sentiments qu'il éprouverait s'il était à sa place et qui lui paraissent purement humains. En fait, le noir, de son côté, croit fermement que M. Crudgington, en le sauvant, a contracté une obligation envers lui. Nous ne voyons pas d'abord quelle elle peut être. Du point de vue de la mentalité blanche, qui est positive, l'affaire est toute simple. Le Congolais doit la vie à M. Crudgington, qui ne lui devait rien : s'il y a obligation, c'est donc de la part du Congolais; à peine est-il nécessaire de le dire. Le noir ne nie pas le fait. Mais son esprit est orienté de telle sorte, que les éléments mystiques, quoi qu'il arrive, ont beaucoup plus d'importance à ses yeux que la matérialité même des événements. Il n'y a pas de hasard. Ce que nous appelons accident est une révélation, une manifestation des puissances invisibles. Comment se fait-il que le canot ait été pris dans le tourbillon? Est-ce le fait d'un sorcier qui les avait « condamnés », lui et ses deux malheureux compagnons? ou de la colère de quelque ancêtre négligé? Ne va-t-il pas être suspect pour avoir survécu seul, tandis que les deux autres se noyaient? Ne l'accusera-t-on pas de les avoir « livrés » ? Cela semble inévitable. Et comment le canot des blancs s'est-il trouvé prêt, à point nommé, pour le sauver? De quel droit sont-ils intervenus? En le faisant, ils ont pris une responsabilité dont il ressentira sûrement les conséquences, de la part des puissances invisibles et aussi dans son propre groupe social. C'est bien le moins qu'ils l'indemnisent.

Le capitaine Lyon n'en croit pas ses oreilles, quand la vieille femme, mourante de froid et de faim, qu'il recueille sur son bateau pour la soigner, lui demande combien elle sera payée! Du point de vue de la mentalité blanche, cette femme devra la vie au capitaine, qui ne lui devra rien : aucune discussion ne paraît possible sur ce point. — Mais, aux yeux de cette femme, c'est une affaire très grave, que d'être enveloppée dans les fourrures et les couvertures de ces étrangers, qui n'ont rien de commun avec son groupe social, de se laisser emporter sur leur navire, de prendre de leurs aliments, de toucher ce qui leur appartient. L'Européen ne voit que le fait objectif : elle sera réchauffée, réconfortée, nourrie, elle aura la vie sauve. Elle, au contraire, se

demande d'abord quelles influences magiques vont exercer sur elle tous ces objets inconnus, quelles conséquences mystiques n'aura pas pour elle son séjour sur le navire, à quels dangers ne va-t-elle pas être exposée, d'autant plus redoutables qu'elle ne peut même tous se les représenter? Au moins, si elle se laisse faire, qu'elle soit indemnisée de sa complaisance!

Peut-être la difficulté n'est-elle pas encore entièrement résolue. Il reste que, d'une part, quels que soient les dangers mystiques de l'intervention du blanc, l'indigène lui doit cependant la vie, qu'il le reconnaît, et que cela semble bien constituer une obligation, — et d'autre part, qu'il faut expliquer la colère, parfois même l'indignation et la fureur que manifestent les indigènes à qui l'on a sauvé la vie ou rendu un très grand service, quand ils voient qu'on ne veut pas leur donner tout ce qu'ils réclament à cette occasion. L'homme amputé de la main, qui a été soigné deux mois à bord d'un bateau qui pêche la bêche de mer, exige un fusil, ne l'obtient pas, et se venge en mettant le feu aux séchoirs du capitaine. Le noir sauvé par Crudgington, ne recevant pas ce qu'il réclame, l'injurie et se fait enfermer. Dans la plupart des cas de ce genre, les blancs remarquent que non seulement l'indigène ne témoigne pas de reconnaissance, mais que, lorsqu'on n'accède pas à ses demandes « déraisonnables », il devient insolent, et, s'il l'ose, menaçant. A quelle pression intérieure ne faut-il pas qu'il obéisse, pour braver ainsi l'Européen? On ne le comprendra que si l'on descend aux couches les plus profondes de ses représentations collectives et de ses sentiments, au risque de les altérer presque à coup sûr en les décrivant en termes explicites, alors que lui-même les vit et les traduit en actes, sans les avoir jamais définis dans sa pensée ni exprimés dans son langage.

La mentalité primitive, toute mystique, ne se représente ni la vie, ni la mort, ni la personnalité des individus comme nous le faisons. Vivre, pour un individu donné, c'est être engagé actuellement dans un réseau complexe de participations mystiques avec les autres membres, vivants et morts, de son groupe social, avec les groupes animaux et végétaux nés du même sol, avec la terre même, avec les puissances

occultes protectrices de cet ensemble et des ensembles plus particuliers auxquels il appartient plus spécialement. Au moment où il va mourir de faim, de froid, ou de maladie, ou se noyer, il se peut que l'intervention du blanc lui sauve la vie, au sens européen et tout objectif du mot, et c'est là ce que nous voyons. Ce qui nous échappe, c'est qu'en même temps elle compromet sa vie, au sens mystique et indigène du mot. Qui sait, en effet, si elle n'irrite pas, d'abord, les puissances occultes de qui provient « l'accident », et surtout si elle ne détache pas de lui celles dont la protection constante le garantit contre les dangers qui le menacent de toutes parts, contre la multitude indéfinie des esprits malfaisants! Les blancs sont de puissants sorciers; d'eux-mêmes, et de tout ce qui est à eux, émanent des influences mystiques d'une force irrésistible. L'indigène qui les subit se trouve, de ce fait, séparé des puissances sans lesquelles il ne peut vivre. Il est donc à craindre que désormais les participations indispensables pour lui ne soient affaiblies et peut-être rompues.

Quelle sera alors la situation de cet indigène, si d'une part, pour avoir subi le traitement médical des blancs, pour avoir séjourné chez l'un d'eux, ou dans un hôpital, ou sur un de leurs vaisseaux, ou pour avoir été « sauvé » d'un accident par eux, il a perdu le bon vouloir des puissances invisibles sans lesquelles il n'est rien, et si d'autre part, le blanc qui est cause de cet éloignement se désintéresse de lui? Il est menacé d'un isolement insupportable, et pour lui pire que la mort. C'est comme si le blanc, après l'avoir irrémédiablement compromis, après avoir mis en danger ce que l'on peut appeler son statut mystique personnel, l'abandonnait. En s'occupant de lui, en le logeant, en le nourrissant, en l'hospitalisant, ou en le sauvant, le blanc a assumé une charge. Il a pris une responsabilité, il s'est engagé. Il savait sans doute ce qu'il faisait. « Vous êtes désormais mon blanc », dit à Mackenzie l'homme qu'il a soigné pour une horrible blessure à la face; « c'est à vous que je viendrai toujours demander. » C'est-à-dire : « Vous êtes à l'avenir mon recours, mon appui, et j'ai le droit de compter sur vous pour compenser ce que votre intervention me coûte du côté des puissances mystiques

dont vit mon groupe social, et dont je vivais auparavant avec lui. » Comme M. Elsdon Best l'a bien remarqué, l'indigène, privé de l'atmosphère mystique qui lui est indispensable, tâche d'en retrouver l'équivalent du côté des Européens. Il faut donc que celui qui, de sa propre initiative, est intervenu si profondément dans sa vie lui donne tout ce qu'il demande : il faut aussi qu'à l'avenir sa générosité soit inépuisable. S'il se dérobe, s'il refuse, c'est plus que de l'avarice : c'est comme un refus de faire honneur à un engagement sacré. C'est une trahison, presque un meurtre. L'indigène qui s'en croit victime se portera, s'il en a l'audace, aux pires extrémités.

S'il en est ainsi, l'indigène, en cette circonstance, ne se sent nullement l'obligé du blanc : il a, au contraire, un sentiment aigu de la responsabilité dont celui-ci s'est chargé à son égard. Il n'est donc ni « ingrat », ni « déraisonnable », comme il paraît l'être, infailliblement, aux yeux de celui qui l'a soigné, ou sauvé, et qui a conscience de lui avoir rendu un grand service, souvent avec un entier désintéressement, et par pure humanité. Il reste à souhaiter que cette humanité ne se borne pas à panser ses ulcères, et qu'elle s'efforce de pénétrer, par sympathie, jusque dans les replis obscurs de ces consciences qui ne savent pas s'exprimer.

L. LÉVY-BRUHL

ÉTUDES ET PORTRAITS

M. ARISTIDE BRIAND

C'est une destinée singulière que celle de M. Aristide Briand. Elle a déjà sa légende; elle en a même deux, celle de ses adversaires et celle de ses partisans, et ce ne sont pas tout à fait les mêmes. Tout y semble contraste, imprévu, hasard. Tout, si on regarde cette carrière sous un autre aspect, a une direction, un sens, une explication. La personnalité de M. Aristide Briand est en tous cas une des plus originales de notre temps. Comment ne pas essayer de l'étudier, dans cette série de portraits, et après qu'a été esquissée ici même la figure du chef de l'État [1], n'est-ce pas le tour du chef du gouvernement?

M. Briand est de taille moyenne, légèrement voûté d'habitude, ce qui ne l'empêche pas de se redresser, quand il veut, à la tribune ou devant un interlocuteur; il porte les cheveux longs et la moustache longue; il est resté d'allure svelte et souple; il a la main petite et le poignet mince; le regard est clair, facilement métallique, et impénétrable; le bas du visage paraît large, et indique plus de solidité que ne laisse croire l'apparence générale. L'ensemble de la personne donne d'abord l'impression du calme, d'une certaine indolence même, de l'aisance, et de la bonhomie : tout à coup un geste, un regard,

1. Voir *Revue de Paris* du 1er novembre. Études et Portraits : M. Alexandre Millerand.

une intonation de voix laisse paraître des possibilités toutes différentes, de la fermeté, de l'autorité, de l'obstination peut-être, en tout cas plus de force qu'on attendait au premier examen. Très simple, accueillant, pratiquant la camaraderie parlementaire, courtois, M. Briand a l'art de laisser souvent ses visiteurs sortir de chez lui plus contents qu'ils ne sont entrés. Presque toujours en veston, M. Briand cependant fait volontiers l'effort de se mettre en redingote pour monter à la tribune, ou pour assister aux conférences diplomatiques : ce n'est pas chez lui solennité, mais c'est une sorte d'hommage protocolaire rendu aux circonstances.

Dans la conversation, M. Briand est plein d'humour; il aime les anecdotes; il excelle à les conter; il participe sans peine à une causerie, où il ne fait que tenir la place d'interlocuteur; dès qu'il a envie de prendre la parole seul, il y arrive instantanément, et alors il ne fait pas de discours, mais sur le ton de l'intimité, il expose les idées qu'il veut mettre en circulation. D'ailleurs loin de ne pas savoir écouter, il fait avec rapidité le tour de tout ce qui est dit devant lui. Il apprend plus par l'audition que par la lecture. Une précieuse faculté d'assimilation lui permet de classer immédiatement, d'absorber et de rendre utilisables tous les arguments ou tous les renseignements qui sont produits en sa présence. C'est une part importante de son activité. Une autre consiste à rassembler ses propres réflexions et les suggestions qu'on lui a données. A ces moments-là, il parle peu. Il se promène dans son cabinet, fumant beaucoup, allant et venant de son bureau à la fenêtre, et c'est au cours des heures ainsi passées qu'il élabore son discours, qu'il en prépare soigneusement la matière, qu'il trouve un certain nombre d'expressions qui seront autant de point fixés, laissant le reste à l'improvisation. Ce n'est pas, alors, le moment de le déranger. Tout conciliant qu'il est, M. Briand est assez autoritaire et point toujours commode. Mais il est très aimé de ses collaborateurs, grands et petits; et il a inspiré de véritables amitiés.

Le premier trait qui frappe dans l'histoire politique de M. Briand, c'est qu'elle ne se présente pas avec les mêmes étapes et la même allure que celle des autres parlementaires. La carrière ministérielle a ses rites, bien qu'ils ne soient

inscrits dans aucun des textes de notre démocratie. Mais les choses habituellement se passent ainsi pour la plupart : l'arrivée au Parlement a été facilitée et préparée par un ensemble de circonstances; les candidats ont été secrétaires d'un parlementaire connu ou d'un avocat; ils ont appartenu à un grand journal; ils ont joué un rôle dans le département où ils ont des attaches. Puis devenus députés, ils font leur apprentissage dans les couloirs et dans les commissions, pendant une ou deux législatures. Quand ils deviennent ministres, ils connaissent bien la règle du jeu, mais à moins d'avoir une forte individualité, ils ne sont plus tout à fait eux-mêmes; ils sont devenus les hommes d'un parti. Rien de pareil dans la carrière de M. Briand. Quand il a surgi, il n'est pas venu favorisé par une tradition, et c'était ce que les anciens appelaient un homme nouveau. Quand il a été au Parlement, il ne s'est pas inféodé à un groupe ni à un parti, il est resté lui-même, et c'est déjà une originalité que d'être dans quelque mesure un isolé.

Il lui est arrivé en outre de se trouver à peu près seul parmi les députés récemment élus que la Chambre de 1902 mettait en valeur. Nous sommes gouvernés à l'heure présente par une dizaine d'hommes qui appartiennent tous à la même génération, qui vont atteindre la soixantaine ou qui l'ont légèrement dépassée. Or tous ces hommes, ou à peu près, ont débuté de 1885 à 1889. Millerand, Poincaré, Deschanel, Jonnart, Barthou et Viviani ont tous commencé d'acquérir une réputation à la même époque. Fait singulier : après cette floraison d'hommes politiques, les Chambres suivantes ont été infiniment discrètes; elles n'ont révélé que bien rarement quelqu'un. En 1902, Briand émerge, tout seul. Il a alors quarante ans; il entre au Parlement bien plus tard que ceux de ses contemporains qui sont parlementaires : mais tout de suite il joue un rôle, et depuis vingt ans il n'est pas d'homme politique qui ait été plus souvent Ministre et Président du Conseil.

Isolé dans sa génération, il va se trouver également isolé dans ses opinions. Le Parlement et l'opinion surtout à l'époque où M. Briand est entré à la Chambre étaient habitués à des classements tout faits : on était socialiste, on était radical, on

était progressiste. Tout était si bien catalogué que M. Combes allait inventer cette discipline fameuse qui remplaçait le Parlement par les groupes, les groupes par les chefs de groupes, les chefs de groupe, par le chef de la délégation des gauches; et, par un effet imprévu du caporalisme, tout l'art de gouverner se trouvait réduit à un dialogue entre le Président du Conseil et le dignitaire d'ailleurs effacé qui représentait la majorité. Ce n'était pas une bonne époque pour n'avoir pas une étiquette de couleur voyante et simple. M. Briand tint cette gageure. Venu de l'extrême gauche, il semblait trop modéré aux avancés et trop avancé aux modérés. Il avait vécu de longues années dans les milieux agités du syndicalisme; il avait écrit dans leurs journaux; il inspirait quelque défiance aux partis du centre. Mais il n'acceptait pas la discipline intégrale du socialisme, et il était exclu par le parti. De cette indépendance, qui aurait pu être une faiblesse, M. Briand fit une force. N'étant affilié à aucune coterie, il parut bientôt en dehors de tous les groupements, et par là même en situation de rassembler les forces éparses. Il débuta hardiment en devenant rapporteur de la loi de séparation, et par son initiative s'appliqua à faire prévaloir la solution modérée d'un problème réputé par sa nature même comme appartenant aux avancés.

Enfin M. Briand se trouvait en quelque sorte isolé dans son talent. Car s'il en avait un incontestable, ce talent ne rentrait pas exactement dans les catégories connues. L'opinion est simpliste. Elle divise les hommes politiques en deux espèces; d'un côté les légistes, de l'autre les tribuns. Les légistes sont pour le public des hommes qui savent le droit, étudient les dossiers, travaillent beaucoup, parlent peu, ont une éloquence sobre, précise, et toute conformée aux affaires. Les tribuns sont des gens inspirés; on ne sait pas quand ils travaillent, ni comment ils travaillent; ils parlent beaucoup, d'une manière émouvante et enflammée; ils ont sur toutes choses des conceptions complètes; ils entraînent les foules, persuadent les assemblées et promettent l'amélioration de l'État ou même de la société : c'est un peu grossie l'image que le public peut se faire de Gambetta ou de Jaurès. Il est d'ailleurs à remarquer qu'en pratique ces deux sortes d'hommes

politiques aboutissent par des voies différentes à des résultats qui le sont beaucoup moins. L'école dirigeante depuis bien des années a ce caractère particulier que la diversité des caractères, des tempéraments et des talents n'empêchait pas l'unité de doctrine, ou, si c'est trop dire, la similitude des idées directrices. Or M. Briand n'appartenait exactement à aucun des deux genres connus. Bien qu'il ait fait son droit et qu'il ait été avocat, il n'avait pas l'air d'un légiste. Bien qu'il ait l'habitude de parler aux foules, il n'avait pas l'air d'un tribun. Sa manière était un mélange curieux de sensibilité et de raison : dans l'œil de ce Breton, s'il y avait du rêve, il y avait on ne sait quel froid réaliste. Il déconcerta quelque peu, mais il s'imposa vite.

Les miracles sont rares en politique. Quand on voit un homme arriver soudain sur la scène historique des dirigeants et y prendre une des premières places, il y a une raison. M. Briand n'était pas irrésistiblement porté par les circonstances. Journaliste, il était moins apprécié que d'autres; socialiste, il était moins bruyant que d'autres; orateur, il était moins réputé que d'autres, à une époque où la renommée de Jaurès éclipsait tout. Il n'était même pas très connu, en dehors des milieux socialistes, lorsqu'il entra au Parlement. Un philosophe qui suivait par souci d'historien les congrès socialistes avait bien signalé à ses amis, en parlant des protagonistes de ces turbulentes assemblées, que le plus intéressant s'appelait Briand. Mais on écoute peu les philosophes, et l'on peut dire qu'arrivé à la Chambre, M. Aristide Briand dut faire lui-même sa réputation : il la fit rapidement en laissant paraître ses dons et sa personnalité. Il parlait bien; il avait un tour d'esprit et une simplicité dans les relations qui inspiraient la sympathie; il avait, dans la manière de traiter les questions, quelque chose d'humain qui frappait : ce fut tout son secret. Et n'étant ni chef de groupe, ni chef de parti, ni chef de la majorité, M. Briand connut cette fortune de devenir chef du gouvernement et de le redevenir périodiquement avec l'appui de l'opinion publique.

Le talent oratoire de M. Briand est très connu. M. Briand a la voix, le geste, l'autorité. Son aisance à la tribune est complète. Il improvise, mais il est très maître de sa parole.

Il n'écrit aucune partie de son discours; mais il y pense beaucoup; il vit constamment dans les milieux politiques; il parle sans cesse des sujets qui s'imposent. On peut dire que les idées ou les sentiments qui seront un jour l'objet d'un discours sont la matière même de ses réflexions quotidiennes. De là un certain nombre de formules et d'arguments qu'il trouve au jour le jour et qu'il retrouve à la tribune s'il a besoin de s'en servir. Son éloquence est simple, familière même parfois; elle évite la déclamation; mais elle se fait, par endroits, sérieuse, grave, émouvante, comme elle devient à l'occasion légèrement enjouée ou ironique. Rarement elle va jusqu'à la dureté, en tous cas, elle a soin de n'être pas blessante. C'est un des caractères de la manière de M. Briand : il adresse bien à son adversaires des paroles acidulées, mais il n'a pas d'emportements irréparables. Rien de ce qu'il dit n'atteint la personne même de son contradicteur, et il a l'air de prévoir l'hypothèse où l'adversaire d'aujourd'hui deviendrait un allié ou un collaborateur de demain. M. Briand paraît considérer que la haine, la rancune, l'amertume ni la colère ne sont des états d'esprit politiques. Et cela n'est pas seulement une particularité de son éloquence, c'est un trait de caractère : à l'entendre, on ne distingue en lui aucun parti pris, aucune trace d'esprit sectaire; on est presque tenté de dire, malgré la flamme et la chaleur des paroles, aucune passion.

Et voici certainement la plus grande originalité de cette éloquence. C'est qu'avec ses airs de séduction, ses formes et ses inflexions faites pour plaire, son tour qui a du charme et qui s'adresse à la sensibilité, elle est avant tout destinée non à entraîner, mais à persuader, et à amener l'adhésion non seulement du cœur, mais de l'intelligence. Tous les moyens sont de l'ordre sensible : l'objet est d'ordre raisonnable. S'agit-il de faire renoncer une assemblée à un projet qui la passionne, mais qui n'est point opportun? M. Briand se garde bien de la heurter de front. Il prend son point de départ, dans le projet même; il explique comment il est né, à quoi il répond, pourquoi on y tient; il se met à la place des partisans même du projet qu'il va combattre; il leur fait la part belle; et il explique que ce projet serait compréhensible dans telles ou telles circonstances qu'il décrit, qu'il précise, qu'il

montre à nu. « Ah s'il en était ainsi, s'écrie-t-il, alors vous pourriez penser que..., vous pourriez être en droit de..., etc. » Mais en est-il ainsi? Et M. Briand démontre calmement que non, qu'aucune des conditions n'est réalisée, que rien ne serait plus en désaccord avec les circonstances, qu'il y a mieux à faire, et que la politique conseille telle mesure, qu'il propose. Ainsi, parti de l'examen de la solution extrême qui est réclamée, il aboutit par une série d'analyses à la solution moyenne, accordée aux circonstances, qu'il préconise.

De là le caractère humain des discours de M. Briand. Il fait descendre les théories du ciel sur la terre; il ramène les plus vastes conceptions aux proportions de la réalité; il a une idée ou plutôt un instinct de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas, et c'est là-dessus qu'il se règle. Aucun homme n'est moins livresque, moins nourri de système, moins esclave des documents techniques : il se fait sur chaque question un jugement, et il s'y tient. Il y a là un art politique bien curieux, fait de connaissance du cœur humain et de bon sens. M. Briand au cours de sa carrière a beaucoup vu, beaucoup d'événements et beaucoup d'hommes : il sait que tout est imparfait et incomplet, et il en prend son parti assez facilement; mais il sait aussi que le monde continue sa marche, que les choses et les êtres les plus divers finissent par se tasser en s'émoussant, comme les galets sur lesquels il a passé beaucoup de flots. Il y a dans cette manière de comprendre la politique une part considérable d'empirisme : là est sa force et là aussi sa limite. C'est Sainte-Beuve qui remarque à propos de Mirabeau que l'orateur ne croyait pas en politique à l'efficacité absolue de la logique, de la théorie, des constitutions faites de toutes pièces, et qu'il connût l'élément historique et vital des sociétés, qui fait qu'une nation vit avec mille irrégularités peu géométriques et selon une harmonie plus occulte et bien supérieure. On pourrait dire quelque chose de pareil à propos de M. Briand.

C'est ce qui fait que M. Briand a été diversement apprécié. Les uns voient en lui surtout un dilettante adroit, souple, un peu nonchalant, un virtuose qui a de la chance, mais qui a de la faiblesse et qui suit les événements. Les autres voient en lui un homme politique, qui, sous des dehors tran-

quilles, avec des formes aimables et persuasives, poursuit son but. Ses amis nous le montrent ordonné et actif à sa façon, conciliant les nécessités de son travail et sa santé, se levant tôt, ne veillant jamais tard, très exact, soucieux de ses responsabilités. Peu ambitieux, M. Briand ne paraît pas en effet avoir d'idées d'avenir : il est arrivé qu'on lui parle de l'Académie et de l'Élysée, mais personne ne peut dire qu'il y ait pensé. Heureux avec une cigarette, M. Briand est en outre étranger aux «affaires», et si comme chacun sait, il aime la pêche à la ligne et la navigation, il n'a jamais cru que pour satisfaire ses goûts il lui fallût une fortune. Alors, dira-t-on, que veut-il? et quel est le sentiment qui l'anime? M. Briand aime l'exercice du pouvoir. Assurément il est bon manœuvrier politique, il sait très bien se répandre dans les couloirs et y tenir des discours familiers. Mais ce n'est pas là ce qui lui plaît. Il a, malgré le poids de la charge, de la satisfaction à gouverner, à travailler cette matière qui est la politique, et à faire prévaloir ses avis. Il sait renoncer à temps au ministère, et selon le mot d'un moraliste, il professe qu'il faut quitter les choses un peu avant qu'elles ne nous quittent. Mais quand il n'est pas au gouvernement, il sait parfaitement y rentrer, et il ne craint pas d'y revenir dans les moments difficiles.

Les peuples, comme les femmes, aiment ce qui est excessif, véhément, et même un peu déraisonnable. La politique de M. Briand, qui par ses dehors fait la part à la sensibilité, n'est pas au fond faite pour soulever les enthousiasmes, ni remuer les imaginations : parce qu'elle est toute réaliste, et suit de préférence la voie médiane. Il est ainsi advenu à M. Briand, qui a la réputation de suivre le cours des événements, de prendre exactement les décisions contraires au vœu intime des assemblées ou du public. Lors de la séparation, il s'est opposé à l'entraînement de la politique radicale qui voulait le plus, pour faire adopter une loi qui sauvegardait la paix publique. Plus récemment, alors qu'il aurait obtenu des applaudissements en faisant une politique d'apparence et en occupant la Ruhr, il a préféré une autre méthode, moins reluisante, et même modeste, qui lui paraissait plus sage. M. Briand a même un jour été jusqu'à dire qu'il y avait des

impopularités nécessaires, ce que démontre en effet l'histoire des hommes d'État. Cette sagesse ne suffit pas à tout; elle ne répond pas à tous les événements. La vie des nations est complexe : elles ont sans doute besoin par moments d'excitateurs hardis; mais elles ont besoin aussi de navigateurs expérimentés et prudents. M. Briand s'est trouvé souvent dans des circonstances compliquées, et, somme toute, il en est chaque fois sorti.

Le destin a voulu que M. Briand, tel qu'il est, fût mêlé à presque tous les événements depuis vingt ans. Que l'on considère la politique intérieure ou la politique extérieure, l'avant-guerre, la guerre, l'après-guerre, on retrouve l'action de M. Briand. En 1906, notre pays sortait troublé, divisé, affaibli de la crise du combisme. C'est M. Briand qui prend l'initiative de donner une autre direction à la politique; il prononce le fameux discours de Périgueux sur l'apaisement; il applique la loi de la séparation, au milieu de toutes sortes de difficultés, de manière à maintenir la paix religieuse. En 1909, éclate la première grève des cheminots : M. Briand prend la responsabilité de résister à ce mouvement révolutionnaire; il maintient l'ordre; il défend avec succès la société. En 1913, l'élection présidentielle met aux prises deux politiques, la politique radicale et la politique d'union nationale : M. Briand soutient ardemment la seconde et contribue à l'élection de M. Raymond Poincaré comme Président de la République. La même année, à la veille de la guerre, il demande aux Chambres des crédits pour compléter notre armement, et prépare l'établissement de la loi de trois ans, que fait voter peu après M. Barthou qui lui succéda à la Présidence du Conseil. De nouveau ministre et vice-président du Conseil, dans le Cabinet qui est constitué au lendemain de Charleroi, on sait qu'il soutint dès l'origine l'idée de l'expédition de Salonique. Lorsqu'à la fin de 1915, il devint Président du Conseil, il place le général Gallieni au ministère de la Guerre, et le général de Castelnau comme chef d'Etat-Major au Quartier Général; il défend au Comité secret le général Joffre, critiqué au moment de la bataille de Verdun; il travaille à établir l'unité d'action qui, au cours de l'année 1916, assura une série de victoires dans le nord de la France, sur

le front italien, sur le front russe, en Orient, en Asie Mineure. A l'heure difficile où le général Joffre quitta le Quartier Général, c'est lui qui appela au ministère de la Guerre le général Lyautey. Depuis un an qu'il est revenu au pouvoir, son action se retrouve dans les arrangements interalliés qui ont pour objet d'arriver à ce double résultat qui n'est pas toujours facile à obtenir : le maintien des alliances et l'application du traité de paix. M. Briand enfin, malgré les conseils qui lui étaient donnés, a jugé utile d'aller représenter au moins durant quelques jours la France à la Conférence de Washington, et s'il n'en a pas rapporté ce qu'il n'était pas possible d'y trouver, il a pu du moins rappeler sur des sujets importants pour notre pays des vérités essentielles.

A chaque moment de cette action, on retrouve la même méthode. On dirait volontiers que la politique de M. Briand consiste à prendre les moyennes, parfois avec supériorité. Personne ne peut dire comment se serait comporté M. Briand dans une époque où les institutions auraient été différentes et où les ministres, ayant plus de stabilité, auraient pu avoir plus de continuité dans les desseins et dans les actes. M. Briand a été ministre à huit reprises, et il a eu à faire face à des événements divers. Sa sagesse politique a été sensiblement la même, par l'effet de son tempérament autant que par l'effet de ses conceptions. « Il ne suffit pas, dit La Rochefoucauld, d'avoir des qualités; il faut en avoir l'économie. » Soit qu'il ait conformé les siennes à son époque, soit plutôt qu'il y ait eu concordance entre ses dons et notre état politique, cette économie n'a pas manqué à M. Briand : aussi, quand il descend du pouvoir, son rôle n'est pas terminé, et par impossibilité des extrêmes, c'est à lui que l'on revient périodiquement.

IGNOTUS

CE QUE SONT DEVENUES LES DÉSENCHANTÉES

Beaucoup, parmi les Français, ont confusément l'impression qu'entre la France et la Turquie, depuis quinze ans déjà, un énorme malentendu s'est établi, dont les conséquences néfastes apparaissent plus nettement chaque jour. Pourtant les Turcs ont beaucoup d'amis en France, et, fait qui donne à réfléchir, ils en ont surtout parmi ceux qui les connaissent. Bien malheureusement ils sont assez peu nombreux et seule la grande voix de Loti s'est élevée pour célébrer les vertus de l'Islam et pour affirmer que la traditionnelle amitié de la Turquie pour la France n'était point morte.

Un officier de marine français, qui a vécu longtemps en Turquie et qui tient le caractère turc en haute estime, a essayé de soulever un coin de ce lourd voile qui nous dérobe maintenant l'âme de l'Islam. A la suite du dernier voyage qu'il fit — cette année même — à Constantinople, le commandant X..., a eu l'idée d'écrire à quelques dames de l'aristocratie, auxquelles il avait été présenté — voilà qui eût paru fort invraisemblable il y a quelques années — et de leur demander de bien vouloir lui communiquer leurs vues sur l'évolution de l'esprit turc en général et la condition actuelle des femmes en Turquie. Les réponses vinrent nombreuses, et signées des plus grands noms. Il nous a semblé qu'il y aurait pour nos lecteurs un réel intérêt à savoir ce que sont devenues ces femmes, pour lesquelles les Désenchantées de Loti avaient suscité de si ardentes sympathies et pour la cause desquelles nul n'a pris la parole depuis. C'est un choix de ces lettres que nous publions aujourd'hui, en regrettant que les auteurs ne veuillent point renoncer à un strict anonymat, pour ajouter à ces pages l'autorité de leurs noms.

N. D. L. R.

Stamboul, juin 1921.

Cher Commandant,

J'apprends votre départ avec regret. C'était avec un vrai plaisir que je répondais toujours à vos mille questions sur le monde musulman; et combien j'étais touchée de l'intérêt et de la sympathie que vous témoigniez à notre pauvre pays, si méconnu hélas, ou plutôt si mal connu!

... Vous me demandez, comme contemporaine des Désenchantées, si le roman de Loti a fidèlement reproduit la mentalité de l'époque. Rien ne saurait être plus vrai. Ah! comme il a bien décrit l'état d'âme de ces pauvres et tristes jeunesses, et comme il les a bien comprises ces âmes captives qui ont été l'échelon par lequel nos filles sont en train de monter pour s'affranchir.

Ces mœurs anciennes ont continué jusqu'à la proclamation de la Constitution. Ce n'est qu'à partir de cette époque que la femme turque prend son premier essor; elle commence à voyager; Paris surtout l'attire : enfin on la verra cette cité de mirages, la Ville-Lumière que nous ne connaissions que par les livres ou les récits que nous en faisaient nos maris ou nos frères! Ce fut un exode plein d'ivresse, une joie sans bornes! La liberté de la presse est proclamée; des femmes écrivains se distinguent. Des journaux illustrés, tels que *Kadinlar dunyassi*, le *Monde des Femmes*, et autres publications littéraires où les femmes collaborent en grand nombre, se répandent. On voit paraître des articles ardents, pleins de feu, où la femme proclame son indépendance; elle secoue le joug et ne veut pas entendre parler de claustration. Rien ne l'effraie, rien ne l'arrête; elle se trace un programme qui précise toutes ses revendications.

Ensuite, c'est la guerre balkanique. Les dames appartenant à la haute société sont nommées membres fondatrices et membres actifs du « Croissant Rouge ». Elles y déploient une activité surprenante; elles font des collectes, elles cousent pour les soldats, elles organisent des fêtes de charité au profit de cette œuvre. Elles fondent aussi un ouvroir où sont recueillies plus d'une centaine de petites orphelines qui,

tout en recevant leur salaire, apprennent à lire et à écrire. Ces dames dirigent elles-mêmes les travaux, combinent les nuances et les dessins et font exécuter ainsi des broderies fort jolies avec lesquelles on confectionne des blouses, des toilettes et autres articles. L'éminent professeur Dr Bessim Omer Pacha, un des membres fondateurs du Croissant Rouge, et un des plus zélés partisans de l'affranchissement de la femme, institue un cours d'infirmières. Des dames et des jeunes filles de l'aristocratie ottomane accourent pour s'y inscrire, et, peu après, on les voit parcourant les hôpitaux en costume de garde-malade, pansant les blessures, et assistant aux opérations les plus dures. Vraiment elles firent preuve de beaucoup de courage et d'énergie.

Et voilà la grande guerre qui éclate; les hommes sont appelés sous les drapeaux; il faut pourvoir aux places vacantes. La Patrie en danger et les exigences de la vie ne laissent ni à la femme le loisir d'hésiter, ni aux réactionnaires le droit de protester, et c'est avec un élan instinctif qu'elle se jette dans cette nouvelle mêlée. Nous avons ainsi des femmes balayeuses de rue, marchandes ambulantes, demoiselles de magasin et de téléphone, employées dans les bureaux de poste, secrétaires dans les banques et même dans les ministères.

Voilà, Commandant, le chemin parcouru depuis les *Désenchantées* : à la place de ces petits fantômes noirs à la démarche timide, on voit circuler aujourd'hui dans les rues de Stamboul de jeunes hanems aux allures décidées, le visage découvert, la serviette sous le bras, se rendant à la Faculté de Médecine et à l'Université où elles suivent des cours mixtes, beaucoup d'entre elles se destinant à la Médecine et au Barreau.

Nos filles ne demandent qu'à s'élancer, à leur tour, dans la voie ouverte et à jouir de toutes les libertés de l'Occident.

Je souhaite que leurs rêves ne soient pas déçus; mais il leur faudra, longtemps encore, tenir compte d'une opinion publique insuffisamment préparée à l'émancipation de la femme et de préjugés religieux et sociaux profondément enracinés dans le peuple, avant de pouvoir librement fréquenter les Européens...

MÈLEK

Bosphore — Tchiboukli, juillet 1921.

... Je suis touchée de l'intérêt que vous nous portez. Vous avez vu et deviné les angoisses qui étreignent nos cœurs. Vous avez subi le charme de notre terre si douce, et tout ce qui nous fait frémir en ces heures d'épreuve vous a touché vous-même. Aussi dans les moments d'espérance comme dans les moments de découragement, ma pensée va vers l'ami lointain.

Mais parfois, comme aujourd'hui, je me sens si triste et désemparée, que je ne suis guère capable de vous entretenir de ce que je sais vous intéresser, et de ce qui est l'ardent désir de toute femme turque : les projets d'avenir, d'émancipation, la participation de la femme à la vie publique dans une ère de paix et de calme.

Vous avez traversé comme nous des moments de cruels déchirements et vous devez aspirer à vous retremper en des idées nouvelles, claires et joyeuses! Cette lettre ne vous apportera cependant pas des réminiscences de l'atmosphère de soleil et d'animation qui m'entoure.

Ne croyez pas que je sois devenue insensible à la merveilleuse ambiance qui m'est familière et qui, pourtant, cent fois, se renouvelle. Cet état d'âme, que vous me reprochez, et duquel vous m'exhortez amicalement à m'évader, ne provient pas de la névrose qui sévit un peu partout, en ces jours de vie intense et trépidante, il est créé par les multiples déconvenues et déceptions issues des événements politiques et de la douloureuse étape que nous traversons.

Ne dites pas que l'âme turque est empreinte de paresse et que celles mêmes qui ont subi une influence occidentale se laissent envahir par l'apathie et la fatigue du destin. Vite, laissez ces idées toutes faites sur l'esprit et la vie turcs; ne péchez pas par intolérance, ce défaut qu'on ne cesse de nous reprocher et qui (ne m'en veuillez pas) me semble passablement occidental. Vous avez pu juger vous-même de la liberté dont jouissent ici toutes les croyances, toutes les manifestations religieuses. Cela n'a rien d'étonnant en ce moment; mais sous le règne de profonde autocratie d'Abdul-Hamid,

il en était de même. A nos yeux, tout élan vers Dieu est juste et beau; que nous importent la façon ou le langage dans lequel cet appel s'élève! Si le monde européen et le sort nous laissaient tout à la tâche de notre développement, soyez sûr que nous ne tarderions pas à rejoindre les autres nations dans la voie du progrès.

Aurons-nous toujours les mains liées?

Quant aux femmes, pour qu'elles puissent marcher de pair avec leurs sœurs occidentales il leur manque les joies et l'ardeur d'une vie individuelle : Il faut que les hommes turcs comprennent que nous mourons de l'immobilité dans laquelle nous sommes tenues et de nous voir refuser la liberté indispensable...

L'idée que mille vies et énergies turques sont fauchées en Anatolie en ce moment me paralyse à un tel point que je ne puis penser à autre chose.

Et pourtant vous savez le rôle de fidèles amis que tiennent les livres et la musique dans notre existence. En ma détresse, c'est à eux que j'ai recours; mais je ne parviens plus à me perdre en eux comme j'avais l'habitude de le faire : Hérédia, Henri de Régnier, Samain, les poètes; vos délicieux et poignants romanciers; vos poètes musiciens; l'exécution d'une mélodie de Fauré ou de Debussy, mes seules joies de l'esprit!

J'aurais voulu que vous fassiez connaissance, à votre tour, avec nos poètes et nos écrivains : les Arabes profonds et concis, les Persans paradoxaux et subtils, et les Turcs fougueux et lyriques!

J'ai quitté la ville chaude et poussiéreuse, proie des autos et des camions, pour me réfugier dans la fraîcheur du Bosphore. Presque toutes mes parentes et amies que vous connaissez ont passé avec moi leur enfance ensoleillée sur ces rives légendaires. Vous les aimez, vous aussi, ces côtes admirables, qu'en aurait-il été si vous les aviez connues dans toute leur splendeur! Les maisons délabrées que vous remarquez avaient un air de prospérité tranquille et reflétaient la vie de ceux qui les habitaient : sérénité, dignité, tradition. La plupart de ces habitations (en bois selon la regrettable habitude) ont été la facile proie des flammes pendant la guerre. Qu'elles

étaient douces et hospitalières ces grandes maisons aux chambres claires! Elles bourdonnaient comme des ruches; le gai va-et-vient des visites pour toutes les catégories de leurs habitants était ininterrompu. La domesticité était nombreuse à cause de la dimension de ces vastes demeures et les esclaves recevaient à leur tour leurs amies.

Ne souriez pas du mot « esclave » : cette appellation n'a jamais comporté ici, à l'époque où elle était d'usage, le sens douloureux qu'elle a eu en d'autres contrées.

J'ai constaté dans les cités modernes des jougs autrement lourds et oppressants. Jugez vous-même. On achetait les fillettes et on les élevait très soigneusement. Elles servaient jusqu'à un certain âge et on les mariait en leur donnant, selon les moyens des maîtres, un trousseau, une maison et de l'argent. Plus elles appartenaient à des maisons de rang et de noblesse élevés, plus elles étaient recherchées comme épouses.

Le service de ces esclaves n'était guère fatigant, car elles étaient fort nombreuses et traitées comme appartenant à la famille. Elles étaient reconnaissantes et attachées à leurs maîtres; car, en mourant, parfois sans postérité, elles léguaient ce qu'elles possédaient à leur maîtresse! Nous voilà bien loin des idées de haine de classes ayant cours dans d'autres pays! et que voilà un doux esclavage si on le compare aux conditions de misère physique et morale et à cet éternel souci du lendemain qui annihilent le prolétariat à l'étranger! quelle différence avec l'attitude hargneuse et arrogante des domestiques que j'ai rencontrés dans mes voyages! Ici aussi ces mœurs si douces tendent à disparaître et l'esclavage n'existe plus.

La vie large et généreuse que nous menions dans nos « yalis [1] » est passée aussi à l'état de souvenir; les années de guerre ont eu le triste résultat d'appauvrir les familles anciennes qui ont perdu leurs terres et leurs biens. Les claires maisons sont passées dans d'autres mains, des mains de nouveaux riches qui, souvent, sont de mauvais riches et qui n'ont pas su aider les humbles qui venaient se grouper autour d'eux, ainsi qu'avaient coutume de faire leurs prédécesseurs.

1. Maison construite au bord de la mer.

Devant chaque yali stationnaient les caïques et les mouches à vapeur, et tout ce mouvement donnait une impression d'affabilité et d'opulence. Beaucoup de ces maisons ont brûlé, comme je le disais tout à l'heure; à leur place s'élèvent des hangars, des dépôts de charbon et autres bâtiments peu esthétiques, sans doute très utiles, mais donnant au Bosphore une physionomie inattendue et blessant douloureusement les yeux de ses fervents admirateurs.

La population aussi a changé : aux physionomies débonnaires et quiètes auxquelles nous étions habitués, ont succédé les visages tourmentés des ouvriers, des charbonniers, des tristes et nostalgiques Russes, le regard fixé vers leur pays ensanglanté. Et que dire de tous nos malheureux, misérables, émigrés! Il en vient journellement des centaines; la ville en regorge, on ne sait où les loger et comment les nourrir. Leur aspect est lamentable; plus lamentable encore le récit des atrocités commises sur eux. Pauvres, pauvres gens!

Ils sont exterminés systématiquement par les soldats grecs qui occupent leurs villages. Et ceci se passe à une centaine de kilomètres à peine de Constantinople! Ils fuient mornes, las, affamés, décimés par les maladies, leurs enfants succombant à la fatigue et à la souffrance. Le Croissant Rouge les aide de son mieux, mais où trouver les ressources nécessaires pour pourvoir à l'entretien d'un si grand nombre de personnes? Tous les locaux possibles ont été réquisitionnés à leur intention; plus de la moitié campe en plein air. Il ne reste plus rien de leurs maisons et de leurs biens; dans leurs villages abandonnés, tout a été détruit à la dynamite.

Mais, disent-ils, que sont ces pertes matérielles en comparaison des lâches assassinats de leurs frères, pères, mères, femmes et enfants! On déshonorait les femmes, on les mutilait devant les yeux des leurs, et ces monstres prenaient un affreux plaisir à tuer les enfants « afin qu'il n'y ait plus de Turcs ». Ceci ne cesse de se renouveler à chaque minute, et ces affreuses scènes jettent sur notre existence un deuil profond. Les soldats de Constantin font payer leurs plus petits revers à notre malheureuse population de cette façon, et quand ils ont des succès, ils continuent à agir de même pour fêter leurs victoires.

J'ai passé des années dans ce golfe d'Ismid, aux couleurs opalines et au calme transparent et cela me rend doublement malheureuse puisque je connais chacun de ces villages et leurs paisibles habitants! La guerre est une chose atroce; cependant on peut la faire honnête et franche. Comment peut-on laisser s'accomplir une telle iniquité? Nous n'oublierons jamais l'attitude humanitaire du commandant du *Bambara* qui, indigné par ces horreurs commises sous les yeux de plusieurs témoins étrangers, a sauvé des centaines de vies turques. C'est le premier geste qu'on ait fait pour nous et je suis heureuse que cette main charitable ait été une main française; n'est-ce pas le pays des idées largement généreuses?

Oui, notre espoir est en vous. La France qui s'est penchée sur toutes les souffrances et qui a toujours aidé les faibles, nous abandonnera-t-elle?

N'y aura-t-il pas enfin, grâce à elle, une période d'accalmie après toutes ces tourmentes, pour notre peuple brisé par douze années de guerres consécutives? Je veux ardemment espérer que oui :

« Un vaste et tendre apaisement devra descendre du firmament que l'astre irise... »

Donnez-moi des nouvelles de France, dites-moi les belles choses qui n'ont pas manqué d'éclore depuis votre dernière lettre et recevez mon très fidèle souvenir.

DJENANE

Lettre d'une inconnue [1]

Scutari, septembre 1921.

Nous avons encore des amis, et ceux-là, nous devons bien les aimer, amis fidèles et sincères, rares amis tant précieux, amis des mauvais jours.

... Un officier français passe par Constantinople au hasard de ses voyages. Il s'est longuement penché, de son bateau, sur les eaux du Bosphore, mélangées de vert et de bleu, les eaux fraîches qui coulent sans fin; le soir, il a longuement

1. Lettre anonyme reçue par le Commandant X. à la veille du retour de son bâtiment en France.

regardé le ciel, notre ciel d'Orient, plus pur et plus clair que les ciels d'ailleurs. Fuyant la vulgarité de Péra, il s'est promené souvent dans notre Stamboul; il y trouva du silence et du recueillement. Il s'est promené dans nos cimetières; il y trouva dela beauté. Il s'est assis dans les cours de nos mosquées; il y rencontra du mystère. Alors cet officier, cet étranger qui ne parle pas notre langue, qui ne connaît pas nos poètes, qui n'a point lu nos livres, a voulu quand même lire un peu dans nos âmes, et savoir par quel prestige nous avions su changer l'aspect des lieux mêmes où nous demeurâmes, donner à leur beauté un caractère unique, la parer de silence, de repos et de majesté. Il a voulu, cet étranger, pénétrer tout notre mystère, et découvrir les pensées intimes que nous taisons sous un sourire.

Cher Ami inconnu, et que jamais je ne verrai, soyez béni pour la joie que vous donnez à celle qui, depuis longtemps, n'avait d'amie que la tristesse. Ainsi donc, on nous aime encore, encore un peu, malgré nos fautes, malgré nos crimes! On nous aime, malgré nos malheurs! Il se trouve encore des êtres pour se plaire en la terre d'Islam! Hâtez-vous d'en goûter le charme, car il va bientôt disparaître. Il ne s'accommode point de tumulte et de bruit. Vous verrez changer l'aspect de nos villes et de nos cimetières, parce que seront changées nos âmes. Pendant de longs siècles elles restèrent simples comme celles des enfants. Je ne nierai point, qu'aux époques qui furent brutales, l'âme de notre Peuple fut brutale aussi. C'est l'histoire de l'humanité tout entière. Quelle nation se sentirait assez sûre de son passé, de son histoire, pour oser nous jeter la pierre? Nos soldats savaient que le Paradis est à l'ombre des épées, comme l'a dit le Prophète. Mais le Prophète a dit aussi que le Paradis est aux pieds des mères : nous ne l'avions pas oublié. Nos villes semblaient un foyer paisible où les heures s'écoulent doucement. Moi, qui suis presque une vieille femme, j'ai gardé souvenance de ce temps qui paraît aujourd'hui si lointain. Ma mère ne parlait pas de langues européennes. Elle a vécu dans son harem paisiblement! Elle a toujours cru qu'aux yeux de son mari elle était la plus belle, l'unique. Des amies l'entouraient, des parents pauvres qu'elle faisait vivre,

d'anciennes esclaves qui l'aimaient et venaient finir leurs jours sous le toit qui les avait vues naître. Hélas! que tout cela est loin... Ma mère est allée dormir auprès de mon père, sous une stèle blanche où des fleurs naïves sont sculptées. Elle a quitté la vie sans en avoir connu l'âpreté. L'existence fut bonne pour elle qui jamais n'avait abandonné la quiétude du foyer.

Il y a des jours où je crois regretter tout ce qui m'a rendue si profondément différente de ma mère. On m'apprit le français, on m'apprit l'allemand, on m'apprit l'anglais. Je lus beaucoup, à tort et à travers. Personne n'était là pour surveiller l'éclosion de ma pensée, en modérer les curiosités. La vie du harem me sembla triste; je souffrais d'être recluse et j'eus l'âme désenchantée. Ne le saviez-vous pas? Vous avez lu Loti! Que nous importait, alors, d'habiter des demeures somptueuses et de nous promener dans des caïques dont les étrangers admiraient la beauté! Ces étrangers dont nous parlions la langue, dont nous lisions les livres, dont nous aimions les poètes, ces étrangers qui nous aimaient, jamais nous ne pouvions leur dire tout ce dont notre cœur était plein et nous nous sentions solitaires dans nos beaux palais...

La compagnie de nos esclaves ne nous suffisait pas. Nous n'avions plus, sur la tendresse de nos maris, les mêmes illusions que nos mères. Nous ne pensions que rarement à la grandeur de la patrie, étant plus occupées de nos soucis intimes. Nous nous trouvions très malheureuses, mais acceptions le sacrifice de nos existences par l'espoir des libertés prochaines et par la pensée que nos filles connaîtraient un jour le bonheur.

Nos filles... Hélas! Elles furent soigneusement instruites. Nous leur cherchâmes d'excellents professeurs. Elles ne reçurent point, comme les femmes de ma génération, une instruction désordonnée, semblable à certains intérieurs turcs où des meubles hétéroclites se trouvent bizarrement entassés.

Nos filles eurent le goût délicatement formé. On surveilla leurs lectures, non point tant par pruderie, que pour en diriger intelligemment la poursuite. Et quand, en 1908, la Révolution nous fit croire à toute la beauté des renouveaux, nous eûmes conscience qu'elles seraient dignes, ces filles tant chéries, des libertés nouvelles et des grandeurs futures.

Hélas! De nos rêves, de nos espoirs, que reste-t-il? Et que deviendront-elles, maintenant, les filles des Désenchantées? Elles me semblent pareilles à ces malheureuses que l'on rencontre, aux lendemains des incendies terribles qui désolent Stamboul, assises sur des ruines, ou cherchant, dans les lamentables amoncellements, les vestiges de leurs pauvres maisons. Oui, semblables à celles-ci, les yeux pleins de larmes et le cœur serré, nos filles regardent tristement vers l'avenir et se désespèrent.

La patrie dont la grandeur était séculaire s'est écroulée; la misère est venue s'asseoir au foyer. Voyez ce que sont devenues les belles demeures somptueuses : brûlées, écroulées, ruinées... Et les beaux caïques aux sculptures dorées : pourris, disparus. Ne dîtes point que ce luxe était chose vaine : le luxe des riches est signe de l'aisance des pauvres. En Turquie, les pauvres étaient heureux, jadis; ils ne manquaient jamais de pain et, sous le toit des maîtres, ils trouvaient toujours un abri pour cacher leur misère. Ils l'y trouvent sans doute encore, et le trouveront jusqu'au jour où la ruine totale nous obligera de quitter le foyer de nos parents, d'aller nous-mêmes, sur les routes d'exil, chercher une terre hospitalière. Car nous finirons bien par les aller rejoindre, ceux-là qui continuent de lutter et ne se lassent point de mourir depuis plus de dix ans. Le jour où nous comprendrons que nous sommes condamnés irrévocablement, que des intérêts supérieurs à la Justice humaine, qu'une civilisation supérieure à la Justice divine, ont décrété notre fin suprême, eh bien! oui, nous irons rejoindre nos soldats et nos paysans, nous irons mourir avec eux.

Voilà le vrai secret de nos âmes silencieuses. Ne cherchez point d'autre mystère. Puisque l'âme turque a su donner à des monuments, à des villes un caractère de dignité, de calme et de beauté, c'est, sans doute, qu'elle renfermait, elle aussi, comme en un jardin clos, quelque dignité, quelque beauté, quelque grandeur. Tout peut s'écrouler autour de nous, nos palais, nos jardins, nos mosquées, nos cimetières, nos murailles, nos peuples. Mais quelque chose en nos âmes demeurera toujours debout et ces jeunes filles aux manières élégantes qui savent aimablement accueillir leurs hôtes, faire de la

musique et discuter des lieux communs, vous les verrez, un jour, relever la tête, essuyer leurs larmes, oublier leur nostalgique désespoir et, méprisant une indigne existence d'esclave, s'en aller auprès de leurs frères, chercher ce Paradis qu'abrite l'ombre des épées...

Boyadjikeui, septembre 1921.

Vous me demandez quelques renseignements sur le mariage en Turquie, autrefois et aujourd'hui. Je m'empresse d'accéder à votre désir.

« La fille est au berceau, son trousseau est dans la malle », dit un vieux proverbe turc.

Dès la naissance d'une fille, sa mère songeait au jour du mariage, et, au fond d'une grande caisse, entassait, avec amour, bijoux, argenterie, étoffes et broderies précieuses. Quand la jeune fille devenait habile aux ouvrages à l'aiguille, elle travaillait elle-même aux fines broderies de soie et de fil d'or qui orneraient les pièces de son trousseau.

Puis, lorsqu'elle entrait en adolescence, on voyait se succéder, dans la maison, des dames inconnues qui demandaient à voir la petite « hanem ». Le cérémonial de ces visites était minutieusement réglé. Les visiteuses entraient au salon sans enlever leurs féradjés. La maîtresse de la maison les recevait, puis la jeune fille, parée avec soin, précédait les esclaves qui apportaient le café. Elle saluait, servait le café, et s'asseyait sur une chaise au milieu de la chambre. Les visiteuses la dévisageaient avec soin en dégustant lentement leur café, car aussitôt qu'elles avaient fini de boire, la jeune fille leur enlevait les tasses, saluait et sortait sans avoir proféré une parole.

Ainsi, elle pouvait être idiote ou spirituelle, la future belle-mère ne connaîtrait d'elle que son aspect physique.

Au commencement de notre siècle, l'ancien cérémonial était déjà tombé en désuétude. La jeune fille à marier recevait les visiteuses en toilette de tous les jours; elle causait avec elles.

Cette exhibition n'en était pas moins pénible à la plupart des jeunes filles; il y avait beaucoup de récriminations et de pleurs avant d'y consentir. Mais il n'y avait pas moyen de se marier autrement et il fallait bien s'y résigner.

Quand la demande en mariage avait lieu, on montrait à la jeune fille une photographie de son prétendant en lui demandant si elle l'agréerait.

Que répondaient ces enfants? Elevées sévèrement, habituées à une obéissance passive, voyant leurs amies se marier de la même façon, elles disaient à leurs parents de faire comme il leur plairait.

On leur avait répété à satiété que, d'après le vieux proverbe, « si on laissait une jeune fille agir à sa guise, elle épouserait un joueur de flûte ou de tambour », que les mariages d'amour finissent mal, que seuls, les parents savent discerner ce qui fera le bonheur de leurs enfants, que le « nikah » opère un miracle et apporte l'amour avec lui, et elles avaient fini par y croire. Aussi se résignaient-elles facilement à l'autorité paternelle.

A ces enfants absolument ignorantes de la vie, le mariage semblait un événement mystérieux qui les attendait fatalement, mais qui paraissait encore tellement vague et lointain qu'elles ne s'en souciaient pas sérieusement. Seulement, quand les préparatifs annonçaient que le jour fatal arrivait, approchant de la réalité, elles comprenaient peu à peu, instinctivement, combien leur situation était humiliante.

Quand le futur venait faire une visite chez son beau-père, on courait avertir la fiancée qu'elle pourrait le voir par la fenêtre. Il y avait des jeunes curieuses qui, palpitantes d'émoi, attendaient, cachées derrière un rideau ou un grillage, pour voir passer leur fiancé. Mais aussi beaucoup comme les « Désenchantées » de Pierre Loti refusaient tristement. « A quoi bon? — disaient-elles je ne le verrai que trop, plus tard. » Elles étaient blessées dans leur fierté de regarder ainsi secrètement celui qu'elles auraient dû pouvoir élire librement. Être livrées ainsi, comme des esclaves, à un inconnu, cela révoltait toute la délicatesse de leurs sentiments, toutes les fibres de leur cœur, et une sourde et impuissante révolte les étreignait.

Elles comparaient amèrement leur sort avec celui des Occidentales qui choisissent librement leur mari et elles allaient au mariage comme des victimes parées pour le sacrifice.

Aujourd'hui, on est plus raisonnable. Les jeunes gens ne

se marient plus si tôt; les fiancés peuvent se voir et se connaître avant le mariage.

En général, les jeunes filles ne sont plus aussi sévèrement cloîtrées. Les barrières qui séparaient le harem du sélamlik se sont abaissées. Dans beaucoup de salons on reçoit ensemble les dames et les messieurs.

Ainsi semble proche le jour où les jeunes gens turcs pourront se marier sans consulter d'autre autorité que leurs sentiments personnels.

Le renchérissement toujours croissant de la vie, le bouleversement économique et social produit par les douloureux événements que nous traversons sont les principales raisons qui empêchent de se marier très jeune. Aussi les jeunes filles ont-elles le temps de pousser plus loin leurs études, de songer à une carrière qui réponde à leurs aspirations, à leur goût personnel et leur permette une situation indépendante dans le cas où elles ne se marient pas. C'est pourquoi on voit tant d'étudiantes dans les écoles d'enseignement secondaire et dans les universités.

Depuis la guerre, dans beaucoup de ménages, le mari ne suffit plus à pourvoir aux frais de la vie et sa femme doit travailler pour l'aider.

Le principal idéal de la femme turque est de partager son existence avec un compagnon qu'elle puisse choisir librement et à qui elle puisse donner toute son estime et son affection. Elle sait que le plus beau rôle d'une femme, c'est celui de compagne, de mère et d'éducatrice; c'est par là qu'elle servira le mieux sa patrie, et elle aura encore le loisir de cultiver son esprit, de prendre part aux œuvres de charité et de relèvement social.

SÉNIHA

L'ESPRIT RELIGIEUX EN TURQUIE

Malgré l'indifférence en matière religieuse que vous avez remarquée à Constantinople, surtout dans les classes supérieures de la société, vous n'en avez pas moins été persuadé que l'Islam a ses racines dans le plus profond de notre cœur.

En effet, ce n'est pas seulement une question de dogme, c'est l'idéal, la foi et l'espérance de notre race, c'est un dépôt précieux que nous tenons de nos ancêtres pour le transmettre intact à nos descendants, c'est le bien moral qui nous rattache par le cœur et la pensée à cent peuples de langues et de races diverses épars sur la surface du globe, et tous malheureux.

Ceux qui attribuent ces malheurs à notre religion et, la jugeant incompatible avec tout effort de progrès, lui reprochent d'être, par cela même, la cause de la décadence actuelle des peuples qui la professent, devraient chercher des causes plus profondes et plus subtiles à cet enchaînement des circonstances. Ils devraient se rappeler quel magnifique essor la pensée islamique a donné, non seulement aux tribus nomades d'Arabie dont elle a fait une nation unie, la plus puissante et la plus civilisée du moyen âge, mais encore aux Turcs Seldjoukides, qui par leur culture et leur puissance, égalèrent les Abbassides, et enfin aux Turcs ottomans, qui, malgré la renommée qu'on leur a faite en Occident, ont toujours porté le respect des sciences et des arts plus haut que celui des armes et ne sont tombés si bas que lorsque les classes dirigeantes ont été corrompues par le luxe et par une mauvaise administration.

. . . .

Si l'Islam est né en Arabie, il a trouvé dans le peuple turc ses plus zélés adeptes. Comme le dit Lamartine, « les Turcs doivent leur empire tout entier au Prophète arabe, et le Prophète doit l'affermissement de sa religion aux Turcs. L'Islamisme et la Turquie sont un même fait. » Ce furent les milices turques qui soutinrent le trône chancelant des Abbassides, ce furent les Seldjoukides qui luttèrent en Anatolie contre l'invasion des croisés. Le plus grand des sultans ottomans, Sélim Ier, plus que de toutes ses conquêtes, ses réformes et ses fondations, s'est enorgueilli de prendre le titre de Serviteur des Villes Saintes.

Les Turcs ont si profondément lié leur cause avec celle de l'Islam que, jusqu'en ces derniers temps, le sentiment de patriotisme était absorbé tout entier dans le sentiment religieux. Cela est dû peut-être à ce que, même en nos jours, toute guerre entreprise contre la Turquie a revêtu plus ou

moins le caractère d'une croisade. Aujourd'hui encore, le soldat turc a la conviction de se battre pour sa foi et son foyer, car il voit comment l'élément mulsuman est exterminé dans les provinces qui ont été livrées aux peuples balkaniques et que ceux-ci nous ont toujours été préférés par les grandes puissances pour des motifs purement religieux.

Pour les gens du peuple les mots de Turc, Ottoman et Musulman sont synonymes. Cela m'a fort amusée d'entendre un jeune paysan anatolien qui avait eu l'avantage de l'instruction primaire, expliquer à des camarades illettrés la différence entre ces diverses appellations. « Toi, disait-il à un Monténégrin, tu es musulman comme moi, mais tu n'es ni Turc ni Ottoman. » Je ne sais pas si le Monténégrin a très bien compris pourquoi. Ces populations brusquement arrachées à la mère patrie lui demeurent aussi fidèlement attachées qu'à leur religion, et dans leur âme simple, elles confondent ensemble ces deux principes.

Dans ces dernières années on a vu se former sous le nom de « Foyer turc » une association qui avait pour but de développer un sentiment purement patriotique, de séparer nettement la cause turque de la cause musulmane et d'affranchir la littérature turque de l'influence arabe et persane. Ce courant d'idées a été taxé par quelques-uns de chauvinisme et la langue turque a beaucoup souffert du procédé radical qu'on veut lui appliquer.

Aujourd'hui, un vent de scepticisme a terni la foi dans bien des cœurs, a fait, dans beaucoup de familles, oublier les pratiques du culte telles que le jeûne et le namaz, et même parfois négliger l'instruction religieuse des enfants. L'alcoolisme et le jeu s'étendent comme une lèpre sur la population de la capitale, tandis qu'en Anatolie tous deux sont sévèrement prohibés. La charité n'est plus pratiquée par tous suivant les règles imposées et c'est pourtant une chose sur laquelle la religion insiste particulièrement. Tout homme riche est tenu de partager chaque année un quarantième de son capital entre ses voisins pauvres. A la fin du mois du Ramazan, dans toutes les familles, plus ou moins aisées, adultes et enfants doivent donner chacun à un pauvre une quantité déterminée d'aliments ou l'équivalent en argent. On voit

actuellement des ventes de charité et des représentations théâtrales rappeler à leurs devoirs, sous des formes attrayantes ceux qui seraient enclins à les oublier.

La prière en commun, les vendredis, est une obligation fondée sur un motif social autant que religieux, car elle a pour but de réunir une fois par semaine, confondus dans les mêmes rangs, tous les habitants d'une paroisse, à quelque classe sociale qu'ils appartiennent et de leur faire entendre un discours sur la question du jour. A Constantinople, combien parmi les classes éclairées, souscrivent à cette obligation? Il est vrai que le discours est prononcé en arabe. Je crois qu'il y aurait grand avantage à le prononcer en turc, comme on l'a essayé dans certaine localité d'Anatolie, à vulgariser les traductions et les commentaires du Koran et à expliquer aux gens peu instruits le sens des prières arabes qu'ils récitent. Du reste, déjà, des esprits éclairés ont proposé la réforme des méthodes d'enseignement religieux.

Quand je me rappelle les pieuses aïeules du temps de mon enfance, je me demande : pourquoi leurs enfants leur ont-ils si peu ressemblé? C'est sans doute parce que, sentant leur instruction insuffisante et se voyant devancer par la culture du siècle, elles crurent devoir se désintéresser du rôle d'éducatrice. Mais leurs petits-enfants, aujourd'hui, recherchent instinctivement la lumière dont ils ont été privés.

Nos ancêtres, mus par le pieux souci de faire revivre leur nom, après leur mort, dans leurs œuvres, construisaient des mosquées, des écoles, des fontaines, des asiles. Ceux qui n'avaient pas le moyen de faire des fondations coûteuses plantaient des arbres pour qu'un voyageur fatigué se repose à l'ombre ou qu'un rêveur nostalgique y abrite sa mélancolie. Leurs descendants ont négligé l'entretien des fondations pieuses, ils ont laissé tarir les fontaines et abattre les arbres. L'aspect désolant des rives déboisées du Bosphore est dû à cette insouciance autant qu'aux misères de la guerre.

La génération d'aujourd'hui ne voit autour d'elle que le vide et la désolation. Tout est à reconstruire : l'énergie, la foi, l'éducation.

C'est surtout dans le peuple qu'il faut chercher pour trouver des exemples édifiants de pieuse charité. On voit encore, de

nos jours, d'humbles paysans consacrer une journée pour aller, par la chaleur torride de l'été, puiser de l'eau à une source lointaine et la distribuer aux passants dans la cour d'une mosquée ou la gare d'un chemin de fer, pour l'amour de Dieu et du prochain.

Le Turc de la province observe strictement les prescriptions qui ordonnent le jeûne et la prière, la charité, la vertu, le respect de la propriété et qui prohibent l'usure, le jeu et le vin. Il garde intacte, en son âme, la foi religieuse qui fait supporter les épreuves de la vie, braver la mort et défier le destin. Quand il trouve des chefs dignes de lui il opère des miracles. « Vous n'avez pas seulement vaincu l'ennemi, télégraphiait Moustafa Kémal Pacha à Ismet Pacha le lendemain de la bataille d'Inn-Eienu, mais surtout la fatalité qui s'acharnait sur notre pays. »

Le Turc n'a jamais été fanatique. Il considère les Chrétiens et les Juifs comme des peuples qui adorent le vrai Dieu et possèdent deux des quatre Livres Saints, aussi les appellent-ils « ekli-kitab ». « Nous avons toujours traité les éléments chrétiens avec justice et tolérance, conformément à nos traditions nationales et aux préceptes de notre religion. La meilleure preuve en est le fait que dans tous les points de notre pays, jusque dans les moindres hameaux, l'élément chrétien est plus prospère que l'élément musulman » (discours de Moustafa Kémal Pacha à l'Assemblée nationale le 19 septembre 1921).

Je crois que tous les habitants de l'empire ottoman auraient pu vivre toujours en parfaite intelligence si des dirigeants politiques ne croyaient trouver leur intérêt à les diviser. Parmi les gens du peuple si aptes à toutes les superstitions j'ai vu des Grecs se faire réciter des prières par un hodja à turban pour guérir leurs maux, et des Turcs allumer des cierges à la Panaïa. La générosité et l'hospitalité des Turcs a toujours été proverbiale chez leurs sujets non musulmans. Pendant la guerre des Balkans, j'ai vu les dames musulmanes et chrétiennes, qui dirigeaient le Croissant Rouge, secourir les réfugiées turques et grecques de Roumélie. Pendant la grande guerre, j'ai vu des dames turques prendre part à l'organisation d'une représentation théâtrale au profit des écoles grecques, et des dames levantines collaborer

avec le même empressement aux œuvres de charité turques.

Quand j'ai parlé de la piété de nos ancêtres, je n'ai pas voulu prétendre que tous étaient sans reproche. Dès que le luxe a relâché les mœurs, la classe riche n'a pas su résister toujours à l'attrait des plaisirs, et c'est là encore une des nombreuses causes de notre décadence. De tout temps, on a vu des poètes chanter le vin qu'ils érigeaient en symbole de l'inspiration. Au XVIe siècle le pieux et tendre Fouzouli même suivait l'exemple général. Au XVIIe siècle Néfi ne craignait pas de dédier à Mourad IV la célèbre « Kacida du Printemps » où il vantait ainsi l'ivresse :

En cette saison où soir et matin les cabarets envient les vignes, le cheïkl de la Mecque serait excusé d'être ivre pourvu qu'il aimât une belle.

Le vin instruit le sage, il réjouit les amoureux, il disperse aux vents les chagrins et les soucis et en délivre les cœurs.

Ces mêmes poètes n'en consacraient pas moins leurs plus beaux vers à la louange de Dieu et du Prophète et à la gloire de l'Islam.

A cette époque reculée, le scepticisme ne pouvait se déclarer ouvertement, tandis qu'aujourd'hui, toute pensée peut impunément s'exprimer. A Constantinople, de nos jours même, on trouve bien des familles qui ont conservé les pieuses traditions du passé tout en se conformant aux exigences sociales actuelles. Il est vrai que, dans les grandes villes, la proportion des gens pieux est plus faible aujourd'hui qu'autrefois mais il n'y a pas lieu de crier que la foi s'en va comme on l'a fait à diverses époques dans tous les pays de cultes différents depuis que le monde existe. L'esprit humain malgré ses fluctuations garde toujours sa stabilité. Il a besoin d'un culte et le temps n'est plus où naissent des cultes nouveaux. Déjà, parmi nous, un mouvement de réaction semble se dessiner. Surtout, l'angoisse des événements que nous traversons contribue à rapprocher les âmes de Dieu, ce qui prouve que malgré le scepticisme de quelques-uns, tous demeurent attachés au salut et à la liberté du monde musulman et à la foi qui en est le pivot. C'est à l'ombre des minarets de Sultan Ahmed et de Fatih et au son des « Tekbirs » qu'on a juré de délivrer Smyrne ou de mourir. Quand le conflit a commencé,

partout on a récité des « Méolids » pour les morts et des prières de victoire pour les combattants.

On ne s'étonne pas en voyant un ouléma célébrer la victoire d'Inn-Eunu dans un poème conçu en ces termes :

> Les musulmans étaient épuisés par la lutte et par la guerre. Le poison du malheur avait glacé notre sang dans nos veines, nous gémissions sous la pierre noire du destin, la mort était pour nous une délivrance...
>
> O soldat musulman, la victoire t'est promise. Invoque Allah et marche contre tes fiers oppresseurs. Le règne des tyrans sera certainement de courte durée, certainement on entendra réciter l'auguste verset de la Justice...
>
> ...Louanges à notre vaillante armée! Salut à ses chefs et à ses soldats! Prions pour les âmes envolées au ciel!

Mais un homme d'état, qui est en même temps un poète distingué et qui appartient à ce milieu mondain si apparemment incrédule, a improvisé sur la victoire de la Sakaria des vers tout aussi empreints du sentiment religieux :

> O soldat musulman dont le cœur est plein de Mohammed, tu as frappé et tu as vaincu encore une fois avec le sabre d'Allah! Tu as dispersé les convoitises noires qui obscurcissaient l'horizon...
>
> Soldat turc qui depuis des siècles es le défenseur de l'Islam, tu es digne de la religion de Mohammed, digne du Koran. Haydar t'a inspiré l'âme immortelle de Bedr, tu es le vaillant successeur des Compagnons du Prophète, ton nom brille de la lueur du destin...

Ainsi je trouve superflue la question qu'on a si souvent posée, si le mouvement anatolien peut faire cause commune avec le bolchevisme. Moustafa Kémal Pacha a orné son cabinet de travail de versets du Koran, et l'Assemblée nationale vient de lui décerner, en hommage de ses services, le titre de « ghazi » qui signifie : combattant pour la foi.

C'est la foi qui porte nos soldats à lutter avec succès contre des troupes infiniment supérieures en nombre et en équipement.

L'incertitude n'en reste pas moins angoissante. L'Europe permettra-t-elle à nos héros de recueillir le fruit de leurs sacrifices? Reconnaîtra-t-elle à la Turquie le droit de vivre?

SÉNIHA

Le 2 octobre 1921.

PARMI LES LIVRES

Le poème, fait d'un feu subtil, brûle la prose des critiques; et de tout leur travail, quand ils ont voulu l'y mêler, il ne reste qu'un peu de cendre. C'est là l'épreuve des poètes. Il est cent batteurs de rimes dont nous pouvons prendre l'ouvrage à pleins doigts. Mais une strophe, vive d'étincelles, se joue de nous. Elle échappe, se divise, renaît, brille et consume les commentaires.

La première difficulté est d'interpréter au juste le titre du volume de vers de M. de Régnier : *Vestigia flammæ*. Au sens strict, ce sont les traces de la flamme. Mais il semble par l'épigraphe, que le poète entende au contraire « ce qui reste de nous quand la flamme s'éteint ». Qu'allons-nous trouver dans son livre? La cendre du feu divin, ou le quartz infusible? Ce qui s'est changé en poésie, ou ce qui lui survit? Le souvenir ou le regret? M. de Régnier accueillerait sans doute ces gloses avec un scepticisme bienveillant; en fait, il a, dans son livre, rassemblé des petits poèmes sur beaucoup de sujets. Il est plus riche qu'il n'avait pensé. Dans sa jeunesse, quand il composait *la Corbeille des Heures*, il les imaginait qui, lasses et tristes et nues, versaient dans la dernière corbeille, qui était d'or, la cendre seulement de ses jours. Dans la corbeille d'or de son nouvel ouvrage, il y a un bien autre écrin : des colliers, des émaux, des souvenirs de Venise, des flûtes et de précieuses petites odelettes, qui s'irisent quand on les fait tourner. Je sais bien qu'il est dégoûté de ces

trésors. « Préfère au diamant le caillou de la route », nous dit-il, et il assure que tel est le secret du bonheur. Mais il ne faut pas prendre trop au sérieux les conseils des poètes.

Il y a cependant, dans cette suite variée de petites pièces, un même sentiment mélancolique. Jadis M. de Régnier se comparait au héros qui descendit aux enfers, tandis que la tête de la gorgone épouvantait les ombres :

Car à vaincre ces morts mon geste te dédie,
Avec ta bouche mûre et ton sang parfumé,
Tête mystérieuse et sainte de la vie,
Qui crispe à mon poing sur sa face aux yeux fermés.

Toute sa poésie juvénile était un hymne à la nature, et le malheureux, qui changeait en femme la faunesse aux crins d'or, en mourait. Le poète chantait les conquérants de la Toison. Il revient aujourd'hui de son voyage; et sa fierté cède à une sagesse désenchantée dont le secret tient dans deux beaux vers :

Le Bonheur est un dieu qui marche les mains vides
Et regarde la Vie avec des yeux baissés.

Tous ceux, qui depuis Musset, ont connu le désenchantement se réfugient dans le souvenir. C'est une inconséquence naturelle aux poètes. Comment, si la vie est vaine, le souvenir peut-il en être si cher? Ils ne paraissent nullement gênés de cette contradiction. Ils sont magiciens, et ils s'en tirent par un enchantement. Le livre de M. de Régnier témoigne d'un grand dégoût pour la tête mystérieuse et sainte qu'il portait tout à l'heure au poing.

J'augure d'aujourd'hui ce que sera demain.
Et je suis fatigué d'être ce que nous sommes
Sachant ce que fut vivre et combien vivre est vain.

Mais en même temps le thème du souvenir revient à chaque page, à travers des modulations et des arabesques :

Pour sentir la beauté de cette belle rose
Il faut que saigne au cœur un souvenir blessé
Et que, dans l'air divin où sa forme est éclose,
Son arôme se mêle au parfum du passé.

Exposé dans ce ton et sous cette forme le thème du souvenir

est celui de la beauté présente rendue plus sensible à un cœur que le passé forma. Le voici maintenant sous une autre forme, où la beauté passée se substitue au présent. C'est une maîtresse vieillie qui parle :

Cependant si ton cœur où le passé résonne
Accorde quelque prix aux souvenirs lointains;
Peut-être, en mon fidèle et patient automne,
Encore trouverais-tu l'écho de nos matins.

On dirait que le présent et le passé sont deux instruments, deux voix qui se répondent, et pour lesquelles M. de Régnier écrit un concerto. Voici une troisième forme de leur duo : cette fois c'est le présent qui cherche à envahir et à tuer le passé.

Tu prends, pour mieux blesser l'âme que tu déchires,
Le masque ressemblant du visage adoré
Afin, sombre rachat des plus tendres délires,
De corrompre en secret son souvenir sacré.

Et voici, pour finir, le présent exténué dans l'ombre de la mort et confondu enfin avec le passé pour l'accord de tonique et la cadence parfaite.

Et ce sera fini des choses de la terre
Et de tout ce qu'on serre entre des bras fermés,
Mais qu'importe s'il reste au passé qu'il éclaire
Le divin souvenir de vos yeux trop aimés.

Il serait sage d'étudier les poèmes par les procédés de la critique musicale. On suivrait les thèmes à travers tout l'ouvrage. Celui de la Rose revient aussi à chaque moment. Il signifie la beauté, l'ardeur et le violent amour. Il se mêle sans cesse au thème du Souvenir.

Emportez en vos bras ces roses trop ardentes
Et joignez-y ces lis qui sont trop parfumés,
Afin que nous puissions, à la clarté des lampes
Ne plus nous souvenir des couchants trop aimés.

Et un peu plus loin :

La rose de l'allée est encor ma jeunesse.

Enfin ce motif de la fleur voluptueuse au cœur sanglant

revient, pour ainsi dire en mineur, sous une forme nouvelle; le thème de l'ombre de la rose.

On retrouverait ainsi tout ce qu'on a aimé naguère dans les vers de M. de Régnier, sauf un seul motif, qui ne reparaît plus et qui par quelques mots donnait l'impression du moite et du frais, du juteux et du sucré : ce qu'on pourrait appeler le thème de la Pêche mûre. Cette absence marque le vrai changement survenu : cette saveur fruitée est remplacée par un goût triste et amer, ces tons pourprés s'effacent dans une ombre d'argent. Tout est douceur ici, même la volupté. Tout est tristesse. Le cœur déçu se déçoit lui-même en rêveries nouvelles. Le portrait masqué qui tend une fleur devient le visage le plus aimé.

C'est aussi comme une musique qu'il faut entendre le vers. M. de Régnier a retrouvé le joli rythme libre de ses odelettes d'autrefois, du temps qu'un petit roseau faisait frémir toute la forêt. Mais il ne l'a retrouvé que le temps de quelques strophes. Le changement qu'on voit dans ses alexandrins est peut-être l'effet de sa maturité. On dirait qu'il a l'oreille un peu plus dure qu'autrefois. Il écrit « lorsqu'accablé ». Il profite de ce qu'il est de l'Académie pour mettre automne au féminin. Il est distrait, et il parle du lin des tentes. Croit-il vraiment qu'on fasse des toiles de tente avec la chemise de Colombine? Tout cela est d'ailleurs fort peu de chose.

Il a complètement oublié, ou peu s'en faut, les rythmes balancés et les vers redoublés qu'il aimait autrefois. Vous vous en souvenez :

Tresse l'osier au saule et le brin à la branche
Écoute l'eau qui fuit où le temps s'est mûri
Et fixe l'anse verte à la corbeille blanche...

Cette plénitude, cette sonorité, cette réponse l'un à l'autre des hémistiches en versets ont presque disparu. Un des rares exemples qui les rende est le sonnet de Septembre :

Septembre autour de toi dans ce noble décor
A son feuillage vert mêle ses feuilles d'or.

Mais à l'ordinaire M. de Régnier n'écrit plus à la manière

de lui-même. Il a plus de variété avec moins d'éclat. On dirait que le vers est plus mince, plus solide et plus flexible à la fois. L'habileté reste miraculeuse. La pièce dans le style de Baudelaire et le jeu mallarméen sont d'une adresse charmante. Mais il y a parfois quelque chose de ressenti, de secret et de presque invisible qui donne au vers une beauté plus mystérieuse et plus grave. La prière de Cézanne est de ce style. Quelquefois c'est un vers qui est chargé d'harmoniques comme une cloche lointaine : « le doux mois où le jour est plus long que la nuit ». Quelquefois, tant est grand le pouvoir de la poésie, l'idée d'un poème est enfermée dans un vers frémissant d'une tristesse dont la vibration ne s'éteint plus : voici l'amour guettant et souhaitant la curiosité de Psyché, qu'il punira et dont il fait son délice :

Ce qu'il cherche, ce qu'il désire, ce qu'il veut,
Que son regard soit un regard d'ombre ou de feu,
Qu'il implore à voix basse ou qu'il parle à voix haute,
Qu'il porte une colombe ou qu'il tienne une rose,
Ce qu'il lui faut — étant l'amour, — c'est, à Psyché,
C'est votre geste, sur son sommeil nu, penché.

Il y a une grâce triste, profonde et tendre dans cette fable nouvelle, où l'amour tend lui-même un piège à ce qu'il aime, et se donne la volupté de perdre ce qu'il chérit. Tout le livre est imprégné de la douceur amère du regret. O douceur! ô tourment! écrit M. de Régnier. Cet hémistiche pourrait être l'épigraphe de son livre. Et ce tourment gémit, d'une plainte vraiment divine :

Une dernière fois reflétez votre image
Au miroir de ces yeux que le temps va ternir,
Puis détournez de moi votre tendre visage
Pour que ma solitude ait moins peur de mourir.

***

Le vers de M. J.-L. Vaudoyer n'a pas cette fluidité ravissante. Mais il vient des mêmes origines. Dans certaines pièces des *Rayons croisés* se trouve le signe commun, l'hérédité de Baudelaire, sans qui rien, sans doute, de la poésie contemporaine n'eut existé :

Le jour sanglote et meurt aux sommets des montagnes;
Le soir grandit déjà comme un vaste chagrin...

Qui ne reconnaîtrait à ces mots, l'auteur de l'*Harmonie du Soir* dans un de ses petits-fils! Du vers de Baudelaire vient tout droit celui de Mallarmé, et sa musique subtile et forte est elle aussi reconnaissable :

Te te vois à travers un cristal froid qui brille,
Et dans lequel le ciel allume un prisme épars.

Enfin, l'influence de M. de Régnier lui-même, descendant de l'un et de l'autre, est sensible :

Je veux t'aimer encor, ô fuyante jeunesse,
Et boire entre les doigts de la main qui le presse
Le jus de ce beau fruit qui demain sera mûr.

Vers ces trois maîtres, si proches l'un de l'autre et pourtant si personnels, on dirait que l'art de M. Vaudoyer est sans cesse attiré. Ses vers leur sont une perpétuelle dédicace. Voici encore du Baudelaire :

Nous ne chercherons pas à troubler le silence
Qui s'élargit en nous après la volupté...
Nous ne chercherons pas à nommer la déesse
Vers qui nage l'odeur de tes membres heureux.

Quant à la strophe mallarméenne on la trouve à chaque instant, sculptée, précieuse, un peu hérissée de facettes, froide, et pour ainsi dire, sans respiration. La voix même de M. de Régnier se fait entendre dans toutes ces apostrophes, et l'on reconnaît non pas le vers de sa première jeunesse, mais celui que l'influence de Heredia a peuplé de figures imitées de l'antique.

Regarde, l'avenir apporte ses couronnes
Sur cette stèle d'or que le bonheur construit.

Je voudrais qu'en tout ceci on ne voit pas une imitation, mais une filiation. D'un bout à l'autre de l'histoire des lettres, les formes, les couleurs et les sons naissent et s'engendrent, comme si toute la poésie française n'était qu'un seul ciel immuable où les nuances se succèdent comme les heures du jour, dont aucune ne peut être séparée des autres; et cette

rose de l'aurore en vérité est nécessaire à l'éclat de midi, sans lequel cette pourpre ni cet or du soir ne se peuvent imaginer. Ainsi les chants des poètes viennent chacun en son temps, selon cette heure où il leur a été donné de naître; mais chacun enferme secrètement dans sa propre musique toutes les voix qui l'ont précédé; et tout à coup dans sa musique même frémit l'écho d'une musique ancienne. On dirait que les esprits des morts rôdent autour des vivants, et cherchent à emprunter leur voix. Dans le livre de M. de Régnier, que nous avons feuilleté tout à l'heure, un vers de du Bellay résonnait par moments. Dans celui de M. Vaudoyer, on entend par moments Verlaine; et une autre voix aussi plus lointaine, qui se fait à peine entendre, quelque ombre du XVIIe siècle, dirait-on, que le temps a faite plus tendre. De quelle profondeur du passé naît un vers comme celui-ci :

L'azur en souriant courtise ses paupières,

où il y a du Baudelaire et du La Fontaine?

Toutes ces voix étrangères, mêlées à la leur ne gênent nullement les poètes. M. J.-L. Vaudoyer a la sensibilité la plus vive et la plus personnelle. Dans son livre on distingue d'abord deux groupes de poèmes : au début, une suite de petites pièces d'une grâce voluptueuse; vers le milieu, une autre suite qui porte pour nom *les Flammes mortes*, et qui est le poème de l'amour finissant, qui se transforme en ombre et se dissipe. Un troisième groupe, deux ans plus tard, célèbre en seize variations une enfant couronnée de flammes, qui rit sur le sable d'or. Entre ces poèmes lyriques, l'auteur a glissé des feuillets d'album, des portraits composés en sonnets ou en stances, des pages d'aquarelle d'un éclat charmant.

Dans l'un de ces poèmes il conduit une amie à l'autel de Chénier : Ce fantôme, dit-il, parlant de l'ombre du poète,

Ce fantôme est formé d'une vapeur païenne,
Et pour qu'il soit content dans le bosquet sacré,
Il faut que par tes dons joyeux, il se souvienne
Du rire, de la grâce et de la volupté.

Ce rire, agréable à Neère, à Myrto, à Fanny, et qui alterne avec la mélancolie donne aux *Rayons croisés*, leur caractère.

Tantôt c'est un tour familier qui interrompt la strophe, un tutoiement à la muse; tantôt un air de malice ou d'ironie; tantôt le sourire d'une sanguine chaude, vive et libertine.

***

Le roman de M. Jacques Chardonne, *l'Épithalame*, est un moment de l'histoire des lettres. Je ne sais pas de plus bel éloge. Comme tous les livres d'un style nouveau, celui-ci est en même temps une imitation. L'influence de Tolstoï est sensible, et l'auteur l'a lui-même signalée, en citant un passage d'*Anna Karenine*. Le romancier russe a peint toute une société. Le romancier français a voulu au moins décrire le groupe de familles d'une bonne bourgeoisie qui habite Noizic pendant l'été, plusieurs d'entre elles passant l'hiver à Paris.

Un roman de cette sorte ne se conçoit guère sans une espèce d'unité; cette unité peut être une sorte de ressemblance ou de lien entre les personnages, qui, comme dans une composition, forment vraiment un ensemble. Comme la nature ne dispose que de cinq ou six types humains, elle est bien forcée de faire de chaque groupement un abrégé du monde, et de lui donner ainsi une valeur décorative. Ce groupement peut lui-même être mis en mouvement par une force extérieure : c'est ce qui arrive dans *Guerre et paix*. L'unité du tableau peut être imaginée de cent autres façons. Mais il n'est guère possible qu'elle n'existe pas, tant la nature aime à faire des arrangements. M. Chardonne l'a si bien compris qu'après avoir oublié cette unité pendant tout son livre, il l'a rétablie à la fin, un peu artificiellement, et inventé à son ouvrage une sorte de morale qui est celle-ci : les existences coulent, comme les fleuves, dans le lit qu'elles se sont creusé. C'est ce qui advient à son héroïne. Et c'est aussi ce qui advient à sa sœur Emma. Mais l'auteur s'est borné à ce double exemple : la foule des autres personnages devient ce qu'elle peut.

Au fond, malgré les apparences, M. Chardonne n'a pas fait un roman collectif, à la façon de Tolstoï. Peut-être son premier dessein était-il d'être l'historien de tout ce peuple. Mais le tempérament français l'a ramené à l'analyse, et après avoir

rempli son premier volume de toutes sortes de gens, il a occupé le second de la seule histoire de Berthe et d'Albert. Il m'est impossible de trouver dans cette marche hasardeuse un modèle de composition. De plus, le premier volume, qui est d'ailleurs très agréable, est à peu près inutile au second, Je sais bien qu'il raconte comment Albert a rencontré Berthe. comment ils se sont aimés, comment Berthe est tombée malade, comment ils se sont perdus de vue, comment ils se sont retrouvés et épousés. Mais les choses se fussent-elles passées tout autrement, le second volume resterait exactement le même. On peut répondre il est vrai, que ces tableaux inutiles sont charmants; on est séduit dès l'abord par des scènes si vivement peintes qu'on les voit. C'est ainsi que l'auteur s'amuse à faire un très heureux portrait de M. Degouy, le père de Berthe; après quoi M. Degouy meurt, son nom n'est plus prononcé, et sa mémoire est si bien oubliée qu'à la fin du second volume j'avais oublié qu'on nous l'eût montré au premier. Le père d'Albert, M. Pacaris, avocat illustre, dont on nous fait aussi un beau portrait à la manière d'Elie Delaunay, nous est enlevé prématurément. Je dois dire qu'il nous eût beaucoup gêné par la suite. M. Degouy aussi. C'est bien pour cette raison qu'ils sont morts. Après avoir entouré Berthe et Albert d'une foule de parents, l'auteur a expédié ces parents, qui dans l'autre monde, qui en province, pour laisser ses personnages principaux à leur drame propre. Il n'a épargné que madame Degouy, parce qu'elle est nulle : heureux les simples! Nous abandonnerons pareillement en route les Bonifas et les Ducroquet. Dans ce vaste roman, on se fait des relations, mais on les perd de vue.

Ce manque de composition, cette disproportion choque l'œil et blesse obscurément l'instinct de l'ordre. Mais enfin il est d'illustres exemples de romans aussi mal composés. L'auteur a tenu à nous conter l'enfance de son héroïne. Il l'a fait avec beaucoup de talent. Ne le chicanons pas sur le plaisir qu'il nous donne : les scènes de la vie de province, celles de la vie de Paris sont décrites par touches justes. Venons au second volume, qui est, lui, un chef-d'œuvre.

Donc Albert, qui a succédé à son père, a épousé Berthe. Ce n'était vraiment pas la peine de faire tant de préparations :

car ce qui va advenir arriverait, ou peu s'en faut, même si les personnages étaient tout différents; et de fait ils ont très peu de caractères individuels. Berthe est exigeante, inquiète, passionnée, mais on peut en dire autant de la plupart des jeunes femmes; Albert est égoïste, rassis, occupé de son travail, et plus soucieux de calme que de passion, et il ressemble ainsi à la plupart des hommes. Cette absence de traits propres est même une beauté du roman. Cette histoire est l'histoire de tout le monde. Elle a un caractère de fatalité commune et universelle qui la rend dramatique. C'est l'histoire des heurts, des froissements, des scènes qui naissent on ne sait pourquoi.

Et pourtant Berthe et Albert s'aiment. Mais il suffit d'un mot maladroit ou mal compris. Il suffit du désaccord que le travail d'une journée met entre deux êtres qui se sont quittés le matin. Il suffit de l'inquiétude naturelle à l'amour, de la désillusion qui suit les rêves, du même égoïsme qui irrite les compagnons l'un contre l'autre. Après les premières scènes, il suffit de pressentir une discussion pour qu'elle se réalise, comme par sa propre force. L'idée d'une querelle passe en acte, quoique personne ne veuille se quereller. Les disputes deviennent si habituelles, qu'un rien les fait naître. La légère excitation d'une soirée au théâtre, d'un souper, d'un bal, les rallume aussitôt. Elles sont la forme naturelle de la vie à deux. Bientôt elles engendrent une lassitude, un dégoût, une sorte de haine. Il suffit d'un mot de Berthe pour gâcher à Albert tout le plaisir d'une journée.

A ce moment l'auteur avait le choix entre plusieurs partis. Car enfin cette irritation ombrageuse est un effet de l'amour. Mais l'effet peut tuer la cause, et le ménage, desserrant ces liens qui le meurtrissent, en vient à une indifférence pacifique; ou bien les querelles prennent un tour plus dramatique, et cessent d'être sans cause, chacun cherchant ailleurs ce bonheur qui le fuit; les soupçons font leur chemin, la jalousie envenime les derniers sentiments de l'amour; les paroles, les actes deviennent irréparables. M. Chardonne a quelque peu mené ses personnages sur cette pente; mais au moment critique, il leur a tendu la main et les a retenus. Après quoi il a arrêté brusquement son livre, en feignant de croire que le péril était passé.

Sa pensée, si je l'ai comprise, c'est qu'au milieu de ces querelles naît une affection profonde. Ici intervient la comparaison entre la vie et les eaux d'un fleuve, qui elles aussi doivent creuser péniblement le lit où elles couleront ensuite tranquillement. Cette effervescence des premiers troubles, c'est le travail du creusement, qui prépare dans les âmes une pente régulière pour l'affection conjugale. Et c'est peut-être vrai. Des êtres qui ne peuvent se supporter sont fortement attachés : l'habitude, l'intérêt commun, le même passé et les mêmes soucis qui font le même avenir, sont des liens puissants et vivants. C'est ce que l'auteur appelle « la consistance d'une vie organisée autour du même axe, cette relation du présent au passé, cette réalité durable d'un sentiment consacré par les épreuves spirituelles ».

Comme toujours, ce système est la partie la plus fragile du livre. Ce qui est excellent et durable, c'est la peinture de ces épreuves spirituelles, la crise que traversent les êtres humains qui vivent ensemble. C'est un tableau achevé. Il est tout en faits, en scènes, en gestes notés, en films d'un mètre. L'accent des voix a une vérité saisissante. Le style, sans être fort recherché, est franc. Ce qu'on dit de l'auteur le rend sympathique : difficile à lui-même, il a longtemps déchiré ses essais; son livre longuement mûri est l'œuvre de toute sa jeunesse. Aussi est-il partout d'honnête travail et de juste poids. Tout ce qui était fausse apparence et vaine littérature a été rejeté. On peut critiquer la composition, l'agencement, le dénouement même. Au fond tout cela, qui est arrangement, est d'importance seconde. L'ouvrage même est tout pris dans la vie; il en décrit le mouvement et il en montre le secret, et c'est la vie elle-même qui semble être devant nos yeux. La volonté même des hommes n'y est pour rien, pas plus que leur caractère. Il n'y a ni faute, ni passion exceptionnelle, ni vice, ni drame : rien que des êtres humains, et l'inévitable.

HENRY BIDOU

LETTRES DE MICHEL-ANGE

Les quelques lettres, dont nous donnons ici la première traduction française, ont été adressées, par Michel-Ange, à sa famille et à ses amis, entre 1506 et 1518.

La période de fécondité heureuse était close à jamais pendant laquelle il avait sculpté le troublant hermaphrodite qu'est le Bacchus, la sereine Pietà de Saint-Pierre, le David héroïque du Palais de la Seigneurie, et l'âge viril allait amener la hantise de gigantesques projets, presque tous avortés

Jusqu'en 1506, Michel-Ange n'avait quitté Florence que pour exécuter des commandes, soit à Bologne, soit à Rome A partir de cette époque, il ne fera plus, dans sa ville natale, que de rares et courtes apparitions. Appelé auprès du pape Jules II, il projette de lui faire un monumental tombeau, véritable montagne d'architecture, avec quarante statues colossales et de nombreux bas-reliefs en bronze De tout cela une seule œuvre fut exécutée : le *Moïse* de Saint-Pierre-aux-Liens.

En janvier 1506, le pape, absorbé par la reconstruction de Saint-Pierre, ne s'intéressant plus au tombeau, témoigne à son sculpteur des sentiments presque hostiles, va même jusqu'à le chasser du Vatican. Jules II envoie des émissaires à sa poursuite ; à cause de lui, le souverain pontife et la seigneurie échangent des brefs et des lettres. L'artiste consent enfin à oublier l'injure et, porteur d'un message adressé au pape par le Conseil des dix, il part pour Bologne faire amende honorable à Jules II. Celui-ci, comme gage de pardon, commande sa statue en bronze.

Michel-Ange ne s'était jamais servi de cette matière. La maquette achevée, il fait venir le fondeur de la seigneurie. Malgré les précautions prises et les prières dites, le jet réussit mal. Il fallut s'y reprendre à deux fois. Après quinze mois de travail, l'œuvre put enfin être hissée à la façade de San-Pétronio. Quatre ans après, au retour des Bentivogli, elle fut descendue par la populace et vendue à Alphonse d'Est qui se servit du métal pour fondre un canon.

Après un bref séjour à Florence, Michel-Ange revint à Rome où le pape, influencé par Bramante et Raphaël, l'obligea à se faire peintre et à décorer la voûte de la Sixtine. Acculé à ce travail auquel il n'était pas préparé, la mort dans l'âme, il obéit. « Je ne suis pas peintre, moi ! » répétait-il à tout propos ; ou bien : « Ce n'est pas mon métier. »

En 1513, cette œuvre étant achevée, il se remet au tombeau de Jules II mort récemment, mais le nouveau pape, Léon X, se souciant peu des mânes de son prédécesseur, projetait, à cette époque, de faire bâtir la façade de San-Lorenzo, à Florence.

Michel-Ange rêva alors de choses immenses. Il voulait « faire une œuvre qui soit un miroir de l'architecture et de la sculpture pour toute l'Italie ». Cette façade devait comprendre trois portails ornés de statues colossales et de colonnes ; un ordre supérieur composé de dix pilastres, orné de six statues de bronze. Afin que l'exécution en fût parfaite, Michel-Ange alla lui-même chercher les matériaux à Carrare et à Pietra-Santa. Il lui fallut faire des routes, fréter des barques. Le fièvre du marbre le saisit. Il voulait animer chaque bloc, de chacun d'eux extraire une image ; et il rêvait de sculpter, dans la montagne même, une figure gigantesque, comparable au colosse de Rhodes et qui aurait servi de point de repère aux marins.

Aux prises avec des difficultés sans nombre, il perd deux ans à des besognes inférieures, s'entêtant à vouloir réunir tous les matériaux avant de rien entreprendre ; aussi le 10 mars 1502, impatienté de ne pas voir se réaliser cette œuvre, le pape, sans même avertir Michel-Ange, lui envoya un bref le déliant purement et simplement de tout contrat. C'était pour l'artiste l'avortement de son plus beau rêve.

Depuis personne n'a osé entreprendre un tel travail, et San-Lorenzo est restée inachevée, sans façade, telle que l'avait laissée Brunelleschi.

Qu'il séjourne à Bologne, à Rome ou dans les montagnes de Carrare, Michel-Ange a toujours correspondu fréquemment et régulièrement avec les siens. Il leur confie ses rêves, ses projets, ses déboires et ses peines. Il s'inquiète d'eux, pourvoit à leurs besoins, les exhorte à bien vivre, à prier ainsi qu'à faire l'aumône, et chaque lettre de sa volumineuse correspondance qui, par une singulière fortune a été conservée soigneusement, nous révèle un aspect de son âme ardente et passionnée.

M. D.

I

Très vénéré père,

J'ai appris, par votre lettre, que l'administrateur[1] n'est jamais revenu et, qu'à cause de cela, vous n'avez pu arriver à une conclusion au sujet de la ferme, comme vous le désiriez. J'en ai été ennuyé, moi aussi, parce que j'espérais que c'était une affaire faite. Je suppose que si l'administrateur n'est pas revenu, c'est pour ne pas se dessaisir de cette rente[2], et pour garder et l'argent, et la ferme. Renseignez-moi, parce que s'il en était ainsi, je lui ôterais mon argent des mains et le placerais ailleurs.

Ici mes affaires iraient bien si j'avais mes marbres[3], mais de ce côté il me semble qu'il y ait malchance, car depuis que je suis ici, on n'a eu que deux jours de beau temps. Cependant il y a quelques jours, une barque est arrivée, ayant eu, malgré le mauvais temps, la bonne fortune de ne pas couler. Dès que je l'eus déchargée, le fleuve devint gros et recouvrit les marbres ; de telle sorte que je n'ai pu encore commencer à travailler. Et pourtant je rassure le pape et lui donne bon espoir afin qu'il ne se fâche pas contre moi, comptant qu'avec le temps cela s'arrangera et que je pourrai vivement me mettre au travail. Que Dieu le veuille !

Je vous prie de prendre tous les dessins, c'est-à-dire, tous les papiers que j'ai mis dans le sac dont je vous ai parlé, d'en faire un petit paquet et de me l'envoyer par le voiturier. Mais veillez à bien l'arranger par crainte de l'eau ; et ayez soin, en l'arrangeant, de ne rien abîmer. Recommandez-le au voiturier parce qu'il y a certaines choses très importantes, et écrivez-moi par qui vous me l'envoyez et ce que j'aurai à lui donner.

Pour Michele[4] je l'ai prié de mettre la caisse à couvert et en lieu sûr ; ensuite de venir immédiatement à Rome et de

1. Administrateur de la banque de Santa-Maria-Nuova, où les Buonarroti avaient déposé toute leur fortune.

2. Rente de l'argent déposé à Santa-Maria-Nuova.

3. Pour le tombeau de Jules II.

4. Tailleur de pierre de Settignano.

n'y manquer sous aucun prétexte. Je ne sais ce qu'il aura fait. Je vous prie de le lui rappeler. Je vous prie encore de supporter un peu d'ennui pour ces deux choses ; d'abord de faire porter cette caisse à couvert et en lieu sûr, ensuite de faire déposer à la maison la Notre-Dame de marbre [1] et de ne la laisser voir à personne. Je ne vous envoie pas d'argent pour cela parce que j'estime que la dépense sera minime. Si vous devez emprunter, tâchez de le faire, car si mes marbres arrivent aussitôt je vous enverrai l'argent pour cela et pour vous.

Je vous ai écrit de demander à Bonifazio [2] le nom du banquier de Lucques à qui il fit remettre les 50 ducats que j'envoie pour Matteo di Cucherello [3] de Carrare. Écrivez le nom de cet homme sur la lettre que je vous ai envoyée ouverte, et faites-la parvenir à Carrare au susdit Matteo pour qu'il sache réclamer cet argent à Lucques. Je crois que vous l'aurez fait.

Je vous prie de m'écrire, à moi aussi, chez qui Bonifazio déposera l'argent à Lucques; je veux savoir le nom de cet homme pour dire à Metteo de Carrare chez qui il doit aller à Lucques pour cet argent. Rien d'autre. Ne m'envoyez que ce que je vous demande ; je vous donne, ainsi qu'à Giovansimone, mes draps et mes chemises.

Priez Dieu pour que mes affaires aillent bien, et, de toute manière, voyez à placer en terre environ mille des ducats que j'ai laissés là-bas.

Le trente et un janvier mil cinq cent six.

Votre MICHELAGNIOLO, *à Rome.*

II

Buonarroto [4],

J'ai reçu aujourd'hui une lettre de toi en même temps qu'une de Lodovico [5]. Je n'ai pas répondu à celle de Lodovico parce

1. Ce bas-relief est, aujourd'hui, à la casa Buonarroti. Suivant Vasari, Michel-Ange avait voulu imiter la manière de Donatello.
2. Bonifazio Fazi, banquier.
3. Tailleur de pierre de Carrare.
4. Frère cadet de Michel-Ange.
5. Père de Michel-Ange.

que je n'ai pas le temps. Tu comprendras la situation et tu le préviendras. Il suffit. Je vais bien et mon affaire [1] aussi, Dieu merci ! Il est vrai que j'y ai mis un mois de plus que je ne pensais ; c'est pourquoi je n'ai pas écrit à Lodovico que je la fondais ou que je voulais la fondre, parce que le moment n'est pas encore venu. Qu'il ne s'étonne pas ; quand le moment sera venu, je l'avertirai. J'estime que ce sera d'ici un mois environ.

Pour ce qui est d'ouvrir une boutique ou de fonder une société, je veux le faire de toute façon, mais il faut que vous preniez patience jusqu'à ce que je sois de retour à Florence.

Tu m'annonces que Piero [2] n'a pas voulu la dague. Je suis très heureux qu'il ne l'ait pas prise et qu'elle ne lui ait pas plu. Il ne convenait pas, probablement, que ce fût lui qui la portât à sa ceinture, surtout étant donné qu'elle pouvait plaire à d'autres hommes que lui, à Francesco Strozzi, par exemple.

Donc, si tu vois qu'elle plaît à celui-ci, offre-la-lui comme venant de toi et ne lui dis pas ce qu'elle coûte. Je n'ai pas vu la lame. Si elle n'était pas présentable, ne la lui donne pas, pour ne pas avoir l'air bête, car il faut autre chose pour lui que pour Piero.

Dans cette lettre-ci, j'en mets une pour San-Gallo à Rome. Occupe-toi de la lui envoyer. Je crois que si tu la remettais à Baccio d'Agniolo [3], il se chargerait volontiers de l'envoi. Recommande-moi à lui.

Le dernier jour de mars, 1507.

MICHELAGNIO BUONARROTI, *sculpteur à Bologne..*

1. Michel-Ange travaillait alors à la statue du pape Jules II qui fut placée à la façade de San-Pétronio le 21 février 1507 et détruite le 30 décembre 1511 quand les Bentivoglio, vainqueurs des Médicis, rentrèrent à Bologne.
2. Pierro Aldobrandini.
3. Sculpteur sur bois et architecte. 1426-1543.

III

Giovan-Simone[1],

Je n'ai pas répondu à ta lettre, reçue déjà depuis plusieurs jours, parce que je n'en ai pas eu le temps. Maintenant je t'annonce que, jusqu'à présent, mon affaire d'ici va bien. J'espère donc, s'il plaît à Dieu, la mener à bonne fin. Quand il en sera ainsi et que je serai complètement délivré de ce souci, je retournerai là-bas et ferai, dans votre intérêt, tout ce que j'ai promis ; c'est-à-dire de vous aider selon mes moyens comme vous le voudrez et comme le voudra notre père. Tiens-toi en bonne santé, applique-toi à ton travail autant que tu le pourras, car j'espère que vous aurez bientôt une boutique à votre propre compte. Si vous connaissez votre métier et savez travailler, vous ferez de bonnes affaires. C'est pourquoi il faut t'instruire avec zèle.

Tu m'écris qu'un certain médecin, ton ami, t'a dit que la peste était un mauvais mal et qu'on en mourait. J'aimerais à le savoir parce qu'ici il y en a beaucoup et ces Bolonais ne se sont pas encore aperçus qu'on en meurt. C'est pourquoi il serait bon que ton ami vînt ici ; peut-être pourrait-il les faire profiter de son expérience. Cela leur serait utile. Je n'ai rien d'autre à te dire. Je suis bien portant et en bonne santé, et j'espère être bientôt à Florence.

Le vingt avril.

MICHELAGNIOLO, *Bologne.*

IV

Buonarroto,

J'ai eu ta lettre par maître Bernardino[2] qui est arrivé ici. J'ai donc appris par elle que vous êtes tous bien portants, sauf Giovansimone qui n'est pas encore guéri. J'en ai beau-

1. Frère cadet de Michel-Ange.
2. Fondeur de la république.

coup de chagrin et suis peiné de ne pas pouvoir l'aider. Mais j'espère être bientôt à Florence et faire ce qui vous plaira, à lui et à vous tous. Encourage-le et qu'il se tienne en bonne santé.

Dis encore à Lodovico que vers le milieu du mois prochain je compte bien mouler ma figure[1]. C'est pourquoi, s'il veut faire des prières ou autres choses pour qu'elle vienne bien, qu'il le fasse à ce moment-là. Dis-lui que je l'en prie. Je n'ai pas le temps de vous écrire longuement. Les choses vont bien.

Le vingt-six mai.

MICHELAGNIOLO, *à Bologne.*

V

Giovan-Simone,

J'ai reçu, voici quelques jours, une lettre de toi qui m'a fait beaucoup de plaisir. Depuis je t'ai écrit deux lettres et si tu n'as rien reçu c'est que la bonne chance que j'ai coutume d'avoir les autres fois, je l'ai eue également cette fois-ci.

Je te préviens qu'avant deux mois je serai à Florence et que je suis disposé à faire ce que je vous ai promis, à Buonarroto et à toi. Je ne t'en dis pas plus long à ce sujet ni combien j'ai le désir de vous aider, parce que je ne veux pas que d'autres que toi sachent nos affaires. Mais sois tranquille, il se prépare pour toi quelque chose de plus avantageux que tu ne le penses. Je ne peux t'en dire davantage à ce sujet.

Ici on étouffe dans les cuirasses et depuis quatre jours déjà la ville est toute en armes et grand trouble et en péril; surtout le quartier de l'église. La faute en est aux bannis[2], c'est-à-dire aux Bentivogli qui ont essayé de rentrer avec une grande multitude de gens. Mais grâce à la fermeté et à la prudence de Monseigneur le Légat et aux grandes précautions qu'il a prises, il a sauvé la ville encore une fois, car le

1. Statue du pape Jules II.
2. Annibal Bentivogli et ses partisans.

soir, à la vingt-troisième heure, les bannis sont rentrés dans leur camp en reculant d'une façon peu honorable.

Rien d'autre. Prie Dieu pour moi et vis heureux parce que je serai bientôt près de vous.

MICHELAGNIOLO, *à Bologne.*

VI

Buonarroto,

Nous avons coulé ma figure, mais elle est venue de façon que je crois vraiment avoir à la refaire. Je ne t'écris pas tout en détail parce que j'ai autre chose à penser. Qu'il te suffise de savoir que la chose est mal venue. Remercions Dieu parce que je pense que tout est pour le mieux.

Dans quelques jours je saurai ce que j'ai à faire et je te préviendrai. Préviens Lodovico et soyez en bonne santé. Si j'ai à la refaire et que je ne puisse pas retourner là-bas, je prendrai le parti de faire ce que je vous ai promis et du mieux que je pourrai.

Le premier juillet.

MICHELAGNIOLO, *à Bologne.*

VII

Buonarroto,

J'ai appris par ta lettre que vous êtes tous en bonne santé. J'en suis très heureux. Je crois que mon affaire, de mauvaise qu'elle était, deviendra très bonne, quoique je n'en sache rien. Nous avons coulé par-dessus ce qui manquait comme je te l'écrivis ; mais je n'ai pu encore voir comment cela est, car la terre est si chaude que je ne peux encore dépouiller la statue. Je le saurai l'autre semaine et je t'en avertirai.

Hier maître Bernardino est parti d'ici. S'il te parle, fais-lui bon visage. Il suffit.

Le dix juillet.

MICHELAGNIOLO, *à Bologne.*

VIII

Buonarroto,

Mon affaire aurait pu être bien meilleure mais aussi beaucoup plus mauvaise. La figure est venue tout entière, autant que j'en peux juger, car je ne l'ai pas entièrement dépouillée, mais je crois que j'en aurai pour plusieurs mois à la polir car elle est venue avec des bavures. Cependant il faut remercier Dieu parce que, comme je dis, elle pouvait venir plus mal.

Si tu as parlé de quelque chose à Silvestro del Pollaiolo [1] ou à d'autres, dis-leur que je n'ai besoin de personne, afin qu'ici on ne me tombe pas sur le dos, car j'ai tant dépensé qu'il me reste à peine de quoi me suffire à moi-même. Je ne peux donc en entretenir d'autres. L'autre semaine je te tiendrai au courant parce que j'aurai dépouillé ma statue.

MICHELAGNIOLO, *à Bologne.*

IX

Buonarroto,

Je croyais être à Florence il y a déjà quinze jours, car j'espérais avoir bientôt fini ma figure et que ceux d'ici me la mettraient en place. Mais ils perdent le temps et ne font rien et j'ai ordre du Pape de ne pas partir si elle n'est pas mise en place. De sorte que je ne sais comment faire. J'attendrai encore, toute cette semaine et si on n'a pas donné d'autres ordres je m'en irai de toute façon sans observer la recommandation du Pape [2].

1. Fils de Jean et neveu d'Antonio et de Piero Pollajuolo.
2. Trois jours après, la statue fut placée à la façade de San-Pétronio et y resta jusqu'au retour des Bentivogli qui eut lieu le 30 décembre 1511.

X

Très cher père,

J'ai reçu aujourd'hui une lettre de vous qui m'a fort ennuyé. Je crains que vous ne vous effrayiez et ne vous inquiétiez plus qu'il ne faut. J'aurais aimé à savoir ce que vous pensez qu'elle puisse faire [1], c'est-à-dire ce qui peut arriver de pire, même si elle faisait tous ses efforts pour cela. Je ne vous dis rien d'autre. Il m'est pénible que vous ayez peur. Je vous encourage à vous préparer, grâce à un bon conseiller, à résister à ses tentatives et ensuite à n'y plus penser. Si elle vous prenait ce que vous avez sur terre, rien ne vous manquerait vour vivre et pour être bien, quand même il n'y en aurait pas d'autre que moi. Tranquillisez-vous donc.

J'ai bien d'autres choses dans la tête, car il y a déjà un an que je n'ai eu un gros de ce Pape-ci [2]. Et je n'en demande pas, parce que mon travail n'avance pas assez pour qu'il me semble devoir être payé [3]. Ce qui fait la difficulté du travail, c'est que ce n'est pas mon métier. Je perds mon temps, sans profit. Dieu m'aide ! Si vous avez besoin d'argent, allez trouver l'administrateur, faites-vous donner jusqu'à quinze ducats et dites-moi ce qui vous reste.

Jacopo [4], le peintre que j'ai fait venir, est parti ces jours-ci, et comme il s'est plaint de moi, je pense qu'il se plaindra encore à Florence. Faites oreilles de marchand [5], cela suffit, car il a mille torts et j'aurais grandement à me plaindre de lui. Faites comme si vous ne le voyiez pas. Dites à Buonarroto que je lui répondrai une autre fois.

Le vingt-sept janvier.

Votre MICHELAGNIOLO, *à Rome.*

1. Mona Cassandra, tante de Michel-Ange, avec qui les Buonarroti étaient en procès à propos d'un héritage.

2. Jules II.

3. Michel-Ange travaillait à ce moment à la voûte de la chapelle Sixtine.

4. Jacopo, dit l'Indaco, fut appelé à Rome par Michel-Ange pour lui apprendre les procédés de la peinture à fresque.

5. Proverbe florentin signifiant : ne prêtez pas l'oreille à ce qu'il dit, ne faites pas attention à lui.

XI

Très cher père,

J'ai appris par votre dernière lettre que vous avez reporté les quarante ducats à l'administrateur. Vous avez bien fait, et si vous apprenez qu'ils soient en péril, je vous prie de m'en avertir.

J'ai fini la chapelle que je peignais [1]. Le Pape en est très satisfait, mais les autres choses ne me réussissent pas comme je l'espérais. La faute en est à l'époque où nous vivons qui est très défavorable à notre art.

Je n'irai pas à Florence pour la Toussaint, car je n'ai pas ce qu'il faut pour faire ce que je veux, et de plus je n'ai pas le temps. Veillez à vivre du mieux que vous le pouvez et ne vous mêlez pas d'autres choses. Rien d'autre.

Votre MICHELAGNIOLO, *sculpteur à Rome.*

XII

Très cher père,

J'ai eu beaucoup de peine en apprenant par votre dernière lettre que Buonarroto va mal. Aussitôt cette lettre reçue, allez trouver l'administrateur et faites-vous donner cinquante ou cent ducats, ce qu'il vous faut, et faites en sorte que mon frère soit bien pourvu de ce qui lui est nécessaire et ne manque de rien, faute d'argent.

Je vous préviens qu'il me reste à recevoir du Pape cinq cents gros ducats que j'ai gagnés. Il devait m'en donner autant pour faire le pont [2] et continuer l'autre partie de mon œuvre. Il est parti d'ici mais ne m'a laissé aucun ordre. Je lui ai écrit une lettre. Je ne sais ce qu'il en adviendra. Si j'avais pu, je serais parti là-bas aussitôt votre dernière lettre reçue ;

1. La voûte de la Sixtine avait été commencée dix-huit mois auparavant.
2. Pont jeté sur le Tibre et qui devait relier la Farnésine au Palais Farnèse

mais si je pars sans permission, je crains que le Pape ne s'irrite et que je ne perde ce qui m'est dû. N'oubliez pas, si Buonarroto est plus mal, de me prévenir aussitôt, et, si vous le croyez nécessaire, je monterai en poste et serai là-bas en deux jours ; car les hommes valent plus que l'argent. Répondez-moi tout de suite car je suis très inquiet.

Le sept septembre.

Votre MICHELAGNIOLO, *sculpteur à Rome.*

XIII

Buonarroto,

J'ai reçu ta lettre à laquelle je réponds brièvement, faute de temps. Quant à mon retour à Florence, je ne peux m'en aller avant d'avoir fini mon œuvre. J'espère la finir complètement en septembre ; il est vrai que c'est un si grand travail [1], que je ne me suis pas reposé depuis quinze jours. Avant la Toussaint, je serai de toute manière de retour, si toutefois je ne meurs pas d'ici là. Je me hâte le plus que je peux car il me semble que je ne pourrai être là-bas avant mille ans.

MICHELAGNIOLO, *sculpteur à Rome.*

XIV

Buonarrotto.

Je ne t'ai pas écrit depuis plusieurs jours, car il ne m'est rien arrivé. Maintenant je m'aperçois qu'ici comme là-bas il se passe quelque chose, et pour dire ce que j'en pense, je trouve que le pays est en mauvaise situation [2], comme on dit ici. Ayez soin de vous retirer en quelque endroit où vous soyez en sûreté et d'abandonner les biens et tout le reste. La vie

1. Peinture de la Sixtine.

2. Michel-Ange fait allusion à l'occupation de la Toscane par les Espagnols, au sac de Prato et à la destitution du gonfalonier Pierre Soderini.

vaut beaucoup plus que la fortune et si vous n'avez pas d'argent pour vous en aller de Florence, voyez l'administrateur et faites-vous-en donner. Si j'étais vous, je retirerais tout l'argent que je possède chez l'administrateur, j'irais à Sienne, prendrais une maison et y resterais jusqu'à ce que les choses s'arrangent. Je crois que la procuration que je fis à Lodovico est encore valable et qu'il peut retirer mon argent. Si en cas de péril vous en avez besoin, prenez-le, dépensez ce qu'il faut et réservez-moi le reste.

Quant aux affaires de la ville, ne vous mêlez de rien, ni en paroles, ni en actions ; faites comme on fait pour la peste, soyez les premiers à fuir. Préviens-moi le plus vite possible car je suis dans une grande anxiété.

MICHELAGNIOLO, *sculpteur à Rome.*

XV

Très cher père,

Votre dernière lettre me recommande d'éviter de garder de l'argent à la maison ou d'en porter sur moi. J'apprends aussi que l'on a dit à Florence que j'avais parlé contre les Médicis.

Pour l'argent, je place celui que j'ai à la banque Balduccio et ne garde à la maison que celui dont j'ai besoin jour par jour. Pour l'affaire des Médicis, je n'ai dit quoi que ce soit contre eux, sinon ce que tout le monde en disait généralement. Ce fut le cas pour Prato [1] où, si elles l'avaient pu, les pierres elles-même auraient parlé. Depuis on a dit ici beaucoup d'autres choses : les ayant entendu dire, je les ai répétées. Et vraiment, s'ils ont fait cela, ils ont mal fait. Je ne l'aurais pas cru. Dieu veuille que ce ne soit pas. Ici encore, il y a un mois, quelqu'un qui paraît être mon ami m'a dit beaucoup de mal d'eux. Je lui ai répondu qu'il avait tort de dire cela et qu'il ne m'en parle plus. C'est pourquoi je voudrais que Buonar-

1. Prato fut occupé du 29 août au 29 septembre 1512 par les Impérieux. Ils y connurent tous les excès quand ils aidèrent les Médicis à reprendre Florence,

roto tâche adroitement de savoir à qui j'aurais mal parlé des Médicis pour pouvoir découvrir d'où cela provient et pour que, si cela vient de quelqu'un qui se dit mon ami, je puisse me tenir en garde. Je n'ai rien d'autre à vous dire. Je ne fais rien encore et attends que le pape me dise ce que j'ai à faire.

Votre MICHELAGNIOLO, *sculpteur à Florence.*

XVI

Buonarroto.

J'ai appris par ta dernière lettre comment sont placés l'argent, le livre et les papiers [1]. C'est bien, quoique j'aie l'intention de les enlever bientôt, comme je te l'ai écrit. Quand le moment sera venue, je t'avertirai. Dans cette lettre-ci il y en a une pour Michele, fais-la-lui donner. Je ne lui écris pas directement, car je crains qu'il ne soit fou. J'aurais besoin d'une certaine quantité de marbres, mais je ne sais comment faire.

Je ne veux pas aller à Carrare, je ne le puis pas et n'ai personne qui convienne pour l'y envoyer, car s'ils ne sont pas fous, ils sont traîtres et méchants. Comme ce bandit de Bernardino qui me vola cent ducats en restant ici, jacassant et se plaignant de moi dans tout Rome pendant que je le croyais là-bas. Je l'ai appris depuis que je suis ici. C'est un grand coquin. Gardez-vous de lui comme du feu et arrangez-vous pour qu'il n'entre à la maison sous aucun prétexte. Je suis sorti du sujet.

Il ne m'arrive rien d'autre. Tu donneras la lettre à Michele.

MICHELAGNIOLO, *à Rome.*

1. Il s'agit ici de placements faits sous différentes formes à la banque de Santa-Maria-Nuova.

XVII

Buonarroto,

J'ai appris par ta dernière lettre que le reste de l'argent est à Santa-Maria-Nuova. Je t'avais écrit de l'y remettre, croyant, d'après ce que tu m'avais dit, que tu l'avais donné à Pier Francesco et qu'il me l'envoyait par le muletier. Cela ne me plaisant pas, je t'écrivis de le remettre où il était. Maintenant je me dis que tu ne l'avais pas enlevé. Donc cela va bien ; il n'y a plus de raison d'en parler. Quand j'en aurai besoin, je te préviendrai.

A la manière dont tu m'écris, tu as l'air de croire que je m'occupe beaucoup plus des choses du monde qu'il ne convient. Eh ! j'en ai plus de souci pour vous que pour moi-même. Il en a toujours été ainsi.

Je ne vous raconterai pas de fables et ne suis pas tout à fait comme vous le croyez. Je crois, si je ne me trompe, que les lettres que je vous ai écrites depuis quatre ans, vous les apprécierez mieux d'ici à quelque temps que vous ne le faites aujourd'hui. Et si je me trompe, je ne me trompe pas en mal, car je sais qu'il est toujours bon de prendre soin de soi et de ses affaires. Je me souviens que tu voulais prendre une certaine détermination il y a environ dix-huit mois, ou plus ou moins, je ne sais. Je t'écrivais que ce n'était pas encore le moment, que tu devais laisser passer un an, et cela pour de bonnes raisons. Quelques jours après, le roi de France mourut. Tu me répondis et m'écrivis depuis que le roi était mort, qu'en Italie il n'y avait plus aucun danger, que j'ajoutais foi à des racontars de moines et à des fables, et tu te moquais de moi.

Tu vois que le roi n'est cependant pas mort [1]. Il aurait été beaucoup mieux pour nous que depuis quelques années vous vous soyez conduits d'après ma manière de voir. Il suffit.

J'ai eu, en même temps que la tienne, une lettre venant de Zara, de Carrare, me faisant comprendre qu'il désirait entrer à mon service. Je ne lui ai rien répondu, car par la der-

1. Ceci parce que François Ier, ayant succédé à Louis XII, continuait les guerres d'Italie.

nière lettre que je t'ai envoyée, j'ai écrit à messer Antonio da Massa, chancelier du marquis de Carrare. Je pense que tu auras envoyé la lettre. Je ne veux pas donner d'ordres à d'autres avant d'avoir sa réponse. Rien d'autre.

MICHELAGNIOLO, *sculpteur à Rome.*

XVIII

Très cher père,

Ces jours-ci j'ai eu, par un frère de Zara, une lettre de Gismondo, par laquelle j'ai appris que vous êtes tous en bonne santé, sauf Buonarroto qui, lui, a mal à la jambe. J'en suis très ennuyé parce que je crains qu'il ne se l'abîme avec des médecines. Comme je le lui ai dit, je ne ferais rien autre que de la tenir au chaud, de veiller et de laisser faire la nature.

Je n'ai encore rien fait ici pour mon travail [1]. J'ai fait fouiller en plusieurs endroits et, si le temps est bon, j'espère, d'ici deux mois, avoir arrangé tous mes marbres. Après je prendrai le parti de travailler soit ici, soit à Pise, ou bien je m'en irai à Rome. Je serais volontiers resté ici pour travailler, mais on m'a fait des ennuis, de sorte que je me tiens sur la réserve. Rien d'autre. Veillez à vivre en paix ; j'ai espoir que les choses iront bien. Je mets une lettre dans celle-ci. Je vous prie de la cacheter et de la faire donner à Stéfano le sellier pour qu'il l'envoie à Rome.

Votre MICHELAGNIOLO, *à Carrare.*

XIX

Buonarroto,

Je n'ai pas répondu plus tôt à ta lettre, parce que je n'avais personne pour porter ma réponse ou que j'ai eu d'autres affaires qui me donnent plus d'ennuis. Quant à la charge [2]

1. Michel-Ange faisait alors extraire des marbres pour le tombeau de Jules II.
2. Buonarroto, déjà prieur de Léon X, était pressenti pour être élevé à la dignité de *comes palatinus.*

que tu dis avoir reçue, fais comme il te plaira, parce que je n'y entends rien. Ai-je le temps de penser à de semblables choses !

Tu me préviens que tu as vendu mon cheval et que tu m'as fait verser l'argent par Luigi. Tu as bien fait ; mets le reste de côté.

Je te préviens que je ne crois pas aller à Florence d'ici plusieurs mois, parce que j'ai eu la commande du Pape pour faire la façade de Saint-Laurent, comme tu as dû l'entendre dire [1]. Il est inutile que j'aille voir le modèle [2] que Baccio d'Agniolo s'est empressé de faire, parce que j'en fais un ici à mon idée, et que je n'ai besoin de personne.

On m'a dit que tu pouvais envoyer chercher ici votre mulet. Dis-moi à qui je dois le confier. Je ne peux pas le garder, parce que je n'ai ni avoine, ni paille, ni foin à lui donner. Si tu n'envoies personne, je le renverrai. Rien d'autre. Soyez en bonne santé. Le Christ vous garde.

Le treize mai 1516.

MICHELAGNIOLO, *à Carrare.*

XX

Messer Domenico,

Je suis venu à Florence pour voir le modèle que Baccio a terminé. Je n'y ai trouvé aucun changement ; c'est une chose enfantine. Si vous croyez qu'on doive l'envoyer, écrivez-moi. Je suis resté ici afin de faire, avec la Grassa [3], un modèle en terre d'après le dessin et l'envoyer. Il me dit qu'il en fera un qui sera bien ; je ne sais comment cela tournera. Je crois qu'en fin de compte, il faudra que je le fasse moi-même. Cela me

1. Cette façade ne fut jamais exécutée; cependant Michel-Ange voulait qu'elle fût le miroir de l'architecture et de la sculpture pour toute l'Italie.

2. Étant lié par les différents contrats passés avec les della Novere pour l'édification du tombeau de Jules II, Michel-Ange avait, tout d'abord, accepté la collaboration de Baccio d'Agniolo, mais le modèle de celui-ci ne l'ayant pas satisfait, il prit à sa charge tout le travail.

3. Francesco di Gio, tailleur de pierre de Settignano, surnommé la Grassa.

contrarie à cause du Cardinal et du Pape, mais je ne peux faire autrement.

Je vous préviens que je me retire de la société, qu'ainsi que je vous l'ai écrit, j'avais faite à Carrare[1], et cela pour de bonnes raisons. J'ai traité avec eux pour cent charretées de marbres aux prix que je vous ai indiqués, ou même un peu meilleur marché ; et à une autre société avec laquelle je me suis entendue, j'ai pris cent autres charretées. Ils ont un délai d'un an pour m'en faire la livraison en barques.

XXI

Pietro [2],

J'ai appris par une lettre de toi, que tu es bien portant et que tu t'appliques à travailler. Cela me plaît beaucoup. Donne-toi du mal et ne manque sous aucun prétexte de dessiner et de t'instruire autant que tu le peux. Pour l'argent dont tu as besoin, demande-le à Gismondo de ma part et tiens-en compte. Je t'apprends que je suis allé jusqu'à Gênes chercher des barques pour charger les marbres que j'ai à Carrare. Je les ai conduites à l'Avenza ; là, les habitants de Carrare ont soudoyé les patrons des susdites barques et ils m'ont bloqué, de sorte qu'il me faut aller à Pise et en trouver d'autres.

Je pars aujourd'hui, et comme j'ai donné ordre de charger les susdits marbres, je reviendrai le plus vite possible. J'estime que ce sera dans quinze jours. Sois attentif à bien faire. Il n'est pas besoin que tu viennes ici maintenant. Rien d'autre.

MICHELAGNIOLO, *à Pietra-Santa.*

(TRADUIT DE L'ITALIEN PAR MARIE DORMOY)

1. Le 12 février, Michel-Ange s'était associé avec Gian di Marcho et Lionardo di Cagione pour tirer des marbres d'une carrière appartenant à ce dernier, mais Michel-Ange n'ayant pas été satisfait, une nouvelle association fut formée le 14 mars de la même année.

2. Pietro Urbano da Pistoia, aide et serviteur de Michel-Ange qui l'aimait comme son propre fils.

LES
ENTRETIENS DIPLOMATIQUES

Les historiens n'éprouvent sans doute aucun étonnement à constater combien il est malaisé de rétablir, après la guerre, de l'ordre dans le monde : ils ont l'expérience des siècles passés. Le public en tous pays a plus de surprise et plus d'impatience. Trois ans après l'armistice, il voit les mêmes problèmes en suspens; il constate des complications nouvelles; il assiste à une série de conférences diplomatiques dont aucune n'a le pouvoir d'épuiser les sujets qui lui sont soumis; il attend toujours des solutions; il est avide de savoir et il s'énerve de ce qu'il sait. Ce ne sont pas là assurément de très bonnes conditions de vie publique pour chaque État pris en particulier; ce ne sont pas là non plus de très bonnes conditions de vie internationale pour l'ensemble des États. Aussi périodiquement tous les gouvernements sentent la nécessité de faire le point; ils décident des entretiens diplomatiques destinés à liquider un certain nombre de questions et à rendre pour un temps la situation plus nette.

Nous sommes de nouveau à un de ces moments où les conversations entre diplomates ou entre gouvernements paraissent indispensables. Nous en avons déjà connus de pareils; nous en connaîtrons encore. Il n'a jamais été plus évident qu'à chaque jour suffit sa peine et qu'il n'est nulle part un génie simplificateur et bienfaisant qui arrangera tout par enchantement et qui fera soudain surgir de la con-

fusion présente, une Europe pacifiée et ordonnée, une Europe telle qu'elle a si rarement existé depuis douze siècles. Le monde a fait une expérience sans précédent : il a mené une guerre moderne « jusqu'au bout ». Par un sentiment profond des intérêts en jeu, il a instinctivement dégagé cette maxime politique; il s'y est tenu; il n'a pas par avance longuement fixé son attention sur ce qui suivrait : la nécessité était d'agir non de raisonner. Après avoir rempli leur mission, après avoir mené la guerre jusqu'à la complète défaite du germanisme, les vainqueurs se sont trouvés devant le plus formidable problème : jamais guerre n'avait laissé tant de ruines, et jamais guerre n'avait rendu plus inévitable la constitution d'un monde nouveau. Comment les peuples n'auraient-ils pas besoin de temps pour reprendre leur équilibre? Comment les gouvernements ne seraient-ils pas amenés, en raison de la complexité des questions et de la divergence des intérêts, à tâtonner et à remettre leur ouvrage sur le métier?

Au fond, c'est la nécessité de collaborer qui domine la politique de tous les pays alliés, et c'est de cette nécessité que tous les gouvernements, à travers les difficultés, les incidents et les polémiques même, ont la plus nette conscience. Dans tous les États du monde, il y a une opposition, et ceux qui détiennent le pouvoir sont exposés aux critiques de ceux qui ne le détiennent pas ou qui voudraient le détenir. Dans tous les états du monde, il y a un malaise qui provient de la situation économique, et qui peut être la cause de manifestations plus ou moins vives. A ceux qui considèrent les détails plutôt que les ensembles, l'époque contemporaine offre une riche matière; elle est accidentée; elle paraît même promettre parfois des péripéties sérieuses. Il suffit d'un télégramme de presse pour déterminer des événements aussi fâcheux que les manifestations qui ont eu lieu en Italie ou la série d'articles et de discours éclose en Angleterre. Au delà des faits qui marquent les semaines et qui méritent certes d'être retenus et compris, il faut cependant voir plus loin. Quelles que soient les questions qui les séparent, il y a une nécessité supérieure pour les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France à rester unis. Les nations qui ensemble ont gagné la guerre, ne peuvent assurer qu'ensemble la réalité de la victoire et

la floraison de l'avenir. L'Allemagne, qui est le pays à la fois des plus minutieuses manœuvres et des plus imaginatives constructions, le sait bien : elle ne néglige rien pour dissocier les pays qui associés l'ont battue, et elle rêve de reconstituer le germanisme vaincu par la combinaison d'influences qui de Berlin aboutiraient au Pacifique en passant par la Russie asservie et par la Chine exploitée. La mésintelligence des Alliés serait une catastrophe qui compromettrait le résultat de quatre années de guerre et les intérêts même de la civilisation. Et tous en ont le sentiment si fort qu'aucun ne prendrait, en dépit des heurts, des impatiences ou des conflits, la responsabilité d'une rupture.

Or l'intelligence des Alliés, en raison des divergences d'intérêts, réclame un effort continu de collaboration, une comparaison amicale de leurs nécessités et de leurs possibilités, des arrangements et des transactions. Il se trouve que, par l'effet de la guerre et de la paix, toutes les questions sont devenues internationales; mais chaque nation garde cependant le droit naturel de juger souverainement de ce qui est sa sécurité et sa vie même. Sans doute il y a là quelque chose de nouveau, et à quoi on ne s'habitue pas en un instant : mais les faits s'imposent. Les États-Unis si fiers de leur doctrine qui leur permet de vivre sans se soucier des affaires d'Europe ont pris cependant l'initiative de la conférence de Washington, et le succès de cette conférence dans la mesure où il est réalisable, importe à tous. L'Empire britannique, si attaché à sa supériorité maritime, et si soucieux de sa force au moment où il arrive à régler ses affaires avec les Dominions d'un côté, avec l'Irlande de l'autre, a cependant lui aussi pris part à la Conférence de Washington et accepte d'examiner les suggestions qui peuvent amener une diminution des constructions navales. Et la France enfin, victorieuse, après des années de guerre où elle a été l'armée de couverture de la coalition, a cependant su régler la paix par un traité qui n'a pu s'établir sans qu'elle fasse des concessions, qui n'a pu même être appliqué sans qu'elle montre un grand esprit de conciliation. Si tout devient entre nations amies une œuvre collective, tout devient par là même une œuvre transactionnelle.

L'œuvre difficile entre toutes à accomplir surgit quand une nation est conduite à faire comprendre aux autres qu'elle est à la limite de la transaction et qu'elle a atteint le point qu'elle ne peut plus dépasser. C'est ce qui arrive présentement pour l'Angleterre et pour nous; et c'est le moment même où l'Angleterre, comme nous, s'aperçoit qu'elle ne peut plus agir utilement sans un accord préalable. Ce qui préoccupe l'Angleterre, c'est d'un côté l'Orient, c'est de l'autre la situation économique de l'Allemagne. Ce qui nous préoccupe nous, à juste titre, c'est le problème des réparations et c'est le problème de notre sécurité. Les entretiens diplomatiques qui commencent vont avoir précisément pour objet cet ensemble de questions, mêlées les unes avec les autres.

L'Angleterre, suivant des idées traditionnelles et obéissant peut-être à des habitudes d'esprit plus qu'à une conception des réalités nouvelles, a toujours les yeux fixés sur l'Orient et y attache par moments plus d'importance qu'à l'Europe. Avant la guerre, elle s'inquiétait surtout de la Russie, notre alliée, et de la Turquie, qu'une politique ancienne faisait l'amie de la France. La guerre l'a délivrée à la fois du souci russe et du souci turc, du moins sous la forme accoutumée : car l'avenir de la Russie demeure pour l'Angleterre une question de premier plan et on le voit bien au soin qu'elle met à rester en contact avec les Soviets et à ne pas laisser l'Allemagne seule converser avec Moscou; la Turquie lui a apporté des craintes nouvelles par son alliance avec le bolchevisme et l'agitation de l'Asie Mineure. Elle a agi à sa guise; elle a constitué le royaume de l'Émir Fayçal et de son frère, bien que cette initiative n'eût rien pour nous plaire; elle a cru devoir favoriser la Grèce de Constantin contre les Turcs. Nous n'avons pas gêné son action; nous nous sommes contentés d'en préférer une autre. Malgré le peu de confiance qu'il faille accorder aux nationalistes ottomans et au gouvernement d'Angora, nous avons essayé de faire un accord avec les Kémalistes. C'est de quoi l'Angleterre se plaint. Il nous serait bien facile de lui rappeler ses complaisances pour Constantin et pour Fayçal. Mais ce n'est pas de polémique qu'il s'agit, c'est d'action concertée. Nous avons un mandat en Syrie; nous avons des troupes en Cilicie qui nous coûtent cher;

le Parlement réclame la diminution de nos frais en hommes et en argent : comment y parvenir sans essayer d'un arrangement avec les Turcs? Nous ne croyons pas que ces arrangements, qui avaient un objet limité et dont le Parlement n'a pas eu connaissance nous aient entraîné plus loin qu'il ne convenait, et n'aurons pas de peine à nous expliquer à ce sujet avec l'Angleterre. Mais il y a une conclusion qui s'impose : c'est qu'au lieu de faire chacun une politique, les deux gouvernements doivent examiner le problème dans son ensemble et faire une politique commune. L'Italie doit y être associée. Ce sera là la tâche spéciale de la conférence où travailleront les délégués des trois nations : elle doit, avec un peu de bonne volonté et de clarté, aboutir à une solution acceptable pour toutes.

Ce qui est vrai de l'Orient est en ces circonstances vrai de l'Europe. Comment l'Angleterre aurait-elle une politique des réparations sans être au préalable en plein accord avec la Belgique et avec la France? On discerne bien que l'Angleterre, industrielle et commerçante, est très troublée par la situation économique de l'Allemagne et qu'elle cherche à sortir d'un malaise qui finit par l'inquiéter. L'Allemagne qui ne paie pas fabrique beaucoup; elle fabrique à bon compte, et à cause de son change déprécié, elle vend à des prix particulièrement bas : elle occupe aisément un certain nombre de marchés, et d'autre part, en raison encore de son change déprécié, elle achète le moins possible. Les fluctuations de la Bourse de Berlin ajoutent aux difficultés. Si la dépréciation du mark est un danger, le relèvement du mark, s'il venait à se produire brusquement, en serait un autre : on se demande si dans l'état présent des banques allemandes il ne serait pas la cause d'un krach général. L'Allemagne n'a rien fait pour empêcher ses finances d'en venir là : elle paraît au contraire avoir compté sur la relation de tous les marchés et la liaison des intérêts pour amener l'Angleterre à s'intéresser à elle et à faire diminuer sa dette envers les Alliés. Les voyages un peu mystérieux de M. Stinnes et de M. Rathenau à Londres ont montré en tous cas qu'elle avait des projets : l'Allemagne a des financiers imaginatifs, qui prétendent avoir le sens des réalités économiques modernes et détenir des solutions hardies.

Elle a pu avoir un instant l'illusion que ces projets éblouiraient l'Angleterre. Elle a dû la perdre depuis quelques jours. L'idée du moratorium, lancé il y a peu de temps, a soulevé plus d'objections dans le monde entier que de faveur. La Commission des réparations d'autre part a fait savoir de la manière la plus nette que les finances allemandes étaient dirigées d'une manière insuffisante et qu'il y avait mieux à faire pour trouver des ressources. Nous ne connaissons pas encore à l'heure où nous écrivons, la réplique du gouvernement de Berlin. Mais ce que tout le monde peut deviner, c'est que les pays intéressés ne se laisseront ni duper ni intimider : il y a des accords qui ont reçu l'approbation de l'Angleterre et que l'Allemagne a acceptés; il y a un état des paiements. Ces documents ont déjà réclamé de notre part, pour être établis, de grands sacrifices : ils sont en vigueur; ils font loi.

En ce qui concerne la question du désarmement terrestre et les précautions que notre sécurité réclame, notre position est connue. M. Briand a pu faire remarquer à Washington deux faits : le premier est que nous avons déjà réduit dans une grande proportion notre armée; le second est qu'il nous est impossible de la réduire davantage, puisque nous sommes seuls à supporter la charge de garder notre frontière. A l'heure présente notre pays a des amis sincères; mais il n'a pas d'alliance militaire. A Washington des paroles très émouvantes ont été prononcées au nom de l'Angleterre et des États-Unis, et elles prouvent chez ces deux puissances un sentiment très exact de notre situation et de ce que représente la sécurité de la France pour l'avenir de la paix et de la civilisation. La *Revue de Paris* a publié dernièrement une étude du président Nicholas M. Butler qui exprime sous la forme la plus nette et la plus directe des opinions auxquelles les États-Unis manifestement sont très attachés. De son côté lord Derby a récemment prononcé en Angleterre un discours où se trouvent des idées un peu différentes de celles qu'avait exposées lors Curzon. Il est certain qu'en cas de péril nos alliés seraient avec nous, comme ils l'ont été. Seulement l'expérience a prouvé qu'il fallait que nous fussions de force à attendre leur arrivée. C'est là ce que l'on nomme, quand on

veut être malveillant, le militarisme de la France. Singulier militarisme, que celui d'un pays qui disposant de la force ne s'en sert pas et se contente d'invoquer son droit en réclamant son dû! C'est un argument dans la polémique : au fond, aucun pays ne peut sérieusement songer à nous accuser d'impérialisme.

D'où viennent donc les difficultés et les malentendus? Car sur les principes même, il n'y en a pas. Mais le monde se trouve dans cette situation paradoxale qu'après avoir fixé les formules de sa politique, il se trouve embarrassé chaque fois qu'il faut passer à l'application. C'est que dans l'état complexe de la civilisation moderne, il y a une distance considérable entre la formule, qui est un raccourci , une synthèse, une théorie, — et l'application qui suppose une quantité de circonstances réelles. Désarmer l'Allemagne est une idée simple, et l'exécution serait également simple, s'il y avait quelque part toute l'armée et tout l'armement de l'Allemagne : mais des millions d'hommes allemands ont fait la guerre, et sont pendant longtemps des soldats possibles, même s'ils n'étaient agglomérés présentement à aucune formation; les usines sont légion; et les milliers de pièces qui servent à un armement sont si disséminés qu'il faut toute l'expérience et l'activité des commissions de contrôle pour exercer une surveillance forcément relative. Faire payer l'Allemagne est de même une idée simple, et l'exécution serait aisée, si la somme due par l'Allemagne était toute prête, et rassemblée, si elle existait déjà quelque part. Mais quand il s'agit des chiffres, rendus nécessaires par cette guerre, on ne peut pas parler d'une somme tout entière réalisée dès maintenant, mais d'une somme qui existe pour une partie, et qui pour l'autre est en puissance, dépend de la production, et de l'avenir de l'Allemagne. De là la nécessité d'une organisation, d'un examen financier qui s'étend non seulement au présent, mais à de nombreuses années.

Ce n'est pas diminuer le mérite des hommes d'État de tous les pays que de constater qu'ils n'étaient pas absolument prêts à trouver une solution à des problèmes si nouveaux. Ils cherchent depuis plusieurs mois; ils chercheront encore, parce qu'ils n'ont abouti qu'à des résultats partiels.

C'est M. Loucheur qui est allé à Londres pour conférer sur les paiements de l'Allemagne, et la raison en est bien simple : c'est que M. Loucheur loué par les uns, critiqué par les autres, en raison de sa formation et de ses habitudes d'esprit est un des seuls hommes ayant le vocabulaire de ces vastes questions financières modernes, l'imagination, et l'art de manier ces problèmes d'économie internationale. A Londres, c'est les accords de Wiesbaden, qui doivent être examinés; mais c'est aussi d'une manière plus générale, la question des réparations. Les Anglais ne sont pas moins frappés que nous, en constatant que si le gouvernement de Berlin crie à la faillite, l'industrie allemande est prospère. Ils trouvent amer que le traité de paix conduise l'Allemagne à la richesse, et l'Angleterre à une crise économique. L'*Observer* publiait dernièrement une étude où il opposait l'Allemagne avec ses usines travaillant à plein rendement, ses gros dividendes, ses ouvriers occupés, ses exportations faciles sur tous les marchés du monde, et l'Angleterre avec ses millions de chômeurs et son commerce mondial qui était comparé non sans exagération à nos régions dévastées. Le *Times* qui faisait avec plus de modération des constations analogues concluait avec raison que France et Angleterre ont un égal intérêt à la restauration des finances allemandes, et qu'elles ont besoin d'être étroitement liées, comme deux créancières d'un même débiteur frauduleux.

Voilà dans quel esprit les entretiens diplomatiques ont été commencés. Aux termes du traité, l'Allemagne doit se procurer des ressources; elle doit faire l'effort nécessaire; elle doit cesser le gaspillage auquel elle se livre au nom d'une politique étatiste ruineuse; elle doit bien gérer ses affaires, établir les impôts indispensables, et affecter par privilège sa richesse au paiement des réparations. Le fera-t-elle? Ce n'est pas le dernier discours de M. Wirth qui apporte sur ce sujet grande lumière : il n'est pas sans bonne volonté tant qu'il s'agit de généralités, mais il est singulièrement vague et hésitant dès qu'il s'agit de mesures précises. Si l'Allemagne se montre incapable, ce sera aux alliés à prendre les décisions nécessaires touchant les finances allemandes, et ils se souviendront alors que le traité de paix crée, à leur profit, une

hypothèque générale sur toute l'Allemagne. Les échanges de vue entre Alliés se prolongeront probablement quelque temps, mais ils ne pourront pas cependant durer plus d'une quinzaine de jours, puisque c'est le 15 janvier que l'Allemagne doit faire face à son échéance. Parlant de ces entretiens diplomatiques au Sénat, M. Briand a exposé selon quelle méthode et quelles idées directrices, il les entreprenait. Une fois de plus, il a invité ses adversaires à exprimer publiquement leurs critiques et à faire connaître leurs projets, et une fois de plus, il n'a reçu aucune réponse. Le Sénat par une très forte majorité a manifesté qu'il lui faisait confiance pour mener à bien ces conversations qu'il poursuit avec Londres et Washington, et qui marqueront une étapei mportante dans l'histoire de l'application du traité de paix.

X. X. X.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, *85*bis, *Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIII*e*).*

Le Gérant : ED. PAUPHILET.

TABLE DU SIXIÈME VOLUME

Novembre-Décembre

LIVRAISON DU 1er NOVEMBRE 1921

LIVRAISON DU 15 NOVEMBRE 1921

LIVRAISON DU 1er DÉCEMBRE 1921

LIVRAISON DU 15 DÉCEMBRE 1921

